

Débats de l'Assemblée nationale

Table nominative (H – Z et Congrès du Parlement)

établie par le service des Archives
de l'Assemblée nationale

Du 1er juin 1997 au 30 septembre 1998

11^e législature

H**Georges HAGE***Nord (16^{ème} circonscription)
Communiste*Élu le 1^{er} juin 1997S'inscrit au groupe communiste [J.O. du 13 juin 1997]
(p. 9391)**NOMINATIONS**

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9423)

Vice-président de la commission des affaires étrangères [J.O. du 18 juin 1997] (p. 9560)

Membre suppléant de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques [J.O. du 25 juin 1997] (p. 9805)

Juge titulaire de la Haute Cour de justice [J.O. du 26 juin 1997] (p. 9832)

Cesse d'appartenir à l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques [J.O. du 12 septembre 1997] (p. 13302)

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de l'accord concernant la protection de l'Escaut (n° 197) [1^{er} octobre 1997]Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (ensemble un échange de lettres interprétatif) (n° 1198) [1^{er} octobre 1997]Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de l'accord concernant la protection de la Meuse (n° 196) [1^{er} octobre 1997]

Membre de la commission d'enquête sur l'activité et le fonctionnement des tribunaux de commerce [J.O. du 21 janvier 1998] (p. 988)

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de la convention d'assistance administrative mutuelle entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Cuba pour la prévention, la recherche et la poursuite des fraudes douanières (n° 521) [21 janvier 1998]

Cesse d'appartenir à la commission des affaires étrangères [J.O. du 27 février 1998] (p. 3077)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 27 février 1998] (p. 3077)

Membre de la mission d'information commune sur la prévention et la lutte contre les exclusions [J.O. du 5 mars 1998] (p. 3424)

Président de la mission d'information commune sur la prévention et la lutte contre les exclusions [J.O. du 6 mars 1998] (p. 3480)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation relatif à la lutte contre l'exclusion [J.O. du 28 mars 1998] (p. 4824)

Président de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation relatif à la lutte contre l'exclusion [J.O. du 2 avril 1998] (p. 5129)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 17 juin 1998] (p. 9212)

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 17 juin 1998] (p. 9212)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation relatif à la lutte contre les exclusions [J.O. du 19 juin 1998] (p. 9380)

Président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation relatif à la lutte contre les exclusions [J.O. du 19 juin 1998] (p. 9380)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 137 relative à la délégation aux greffiers des attributions dévolues par la loi aux greffiers en chef [23 juillet 1997]

Proposition de loi n° 149 relative à la recherche d'héritier [23 juillet 1997]

Proposition de loi n° 164 relative à l'attribution de la carte de combattant aux soldats polonais ayant servi dans l'armée française [23 juillet 1997]

Proposition de loi n° 166 tendant à alléger les charges sociales des clubs sportifs sur les indemnités de dédommagement versées aux dirigeants bénévoles [23 juillet 1997]

Proposition de loi n° 180 relative à l'enseignement de l'espéranto [23 juillet 1997]

Proposition de loi n° 185 relative à l'autisme [23 juillet 1997]

Proposition de loi n° 95 relative à l'exercice de la profession de coiffeur [23 juillet 1997]

Proposition de loi n° 249 relative aux droits des couples non mariés [30 septembre 1997]

Proposition de loi n° 366 relative à la prise en charge médicale et aux droits des personnes atteintes de troubles mentaux [21 octobre 1997]

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères :

- sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 196), autorisant l'approbation de l'accord concernant la protection de la Meuse,

- sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 197), autorisant l'approbation de l'accord concernant la protection de l'Escaut [12 novembre 1997] (n° 437)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 521), autorisant l'approbation de la convention d'assistance administrative mutuelle entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Cuba pour la prévention, la recherche et la poursuite des fraudes douanières [25 février 1998] (n° 732)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Travail. Heures supplémentaires. Limitation [8 octobre 1997] (p. 3779)

Politique extérieure. Algérie. Attitude de la France [12 novembre 1997] (p. 5665)

Union européenne. Coopération judiciaire. Terrorisme islamiste [7 janvier 1998] (p. 13)

Politique extérieure. Moyen-Orient. Processus de paix israëlo-palestinien [8 avril 1998] (p. 2691)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 93, posée le 7 janvier 1998. Handicapés. Sourds et malentendants (J.O. Questions p. 28). Appelée le 13 janvier 1998. Communication, apprentissage, liberté de choix (p. 131)

n° 429, posée le 16 juin 1998. Handicapés. Autistes (J.O. Questions p. 5081). Appelée le 23 juin 1998. Structures d'accueil, création (p. 5242)

DÉBATS

Projet de loi constitutionnelle n° 835 relatif au Conseil supérieur de la magistrature

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [2 juin 1998] (4585)
Son intervention (p. 4604)

Thèmes :

Justice : Conseil supérieur de la magistrature (p. 4606)

Justice : Conseil supérieur de la magistrature : Constitution (p. 4605, 4606)

Justice : Conseil supérieur de la magistrature : histoire (p. 4605)

Justice : contentieux (p. 4605)

Justice : crédits (p. 4605)

Justice : indépendance (p. 4605)

Justice : réforme (p. 4604, 4605)

Parlement (p. 4605)

Explications de vote et vote [3 juin 1998] (p. 4635)

Ses explications de vote (p. 4636)

Vote pour du groupe communiste (p. 4636)

Projet de loi n° 3 autorisant l'approbation de l'accord d'adhésion de la République hellénique à la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les Gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la République fédérale d'Allemagne et de la République française relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signée à Schengen le 19 juin 1990, à laquelle ont adhéré la République italienne par l'accord signé à Paris le 27 novembre 1990 et le Royaume d'Espagne et la République portugaise par les accords signés à Bonn le 25 juin 1991

PREMIÈRE LECTURE

Abstention du groupe communiste [23 septembre 1997] (p. 3429)

Projet de loi organique n° 223 relatif à l'exercice par les citoyens de l'Union européenne résidant en France, autres que les ressortissants français, du droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales, et portant transposition de la directive 94/80/CE du 19 décembre 1994

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [8 octobre 1998] (p. 3736)

Son intervention (p. 3741)

Thèmes :

Etrangers : droit de vote (p. 3741)

Union européenne : Traité de Maastricht (p. 3741)

Projet de loi de finances n° 230 pour 1998

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPECIALES

JUSTICE

Examen du fascicule [21 octobre 1997] (p. 4411)
Son intervention (p. 4422)

Thèmes avant la procédure des questions :

Justice : aide juridique (p. 4423)

Justice : Conseil supérieur de la magistrature (p. 4423)

Justice : conseils de prud'hommes (p. 4423)

Justice : crédits (p. 4423)

Justice : greffiers (p. 4423)

Système pénitentiaire (p. 4423)

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COOPÉRATION

I - AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Examen du fascicule [5 novembre 1997] (p. 5395)

Rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères

Son intervention (p. 5401)

Thèmes avant la procédure des questions :

Audiovisuel et communication (p. 5402)

Langue française : enseignement du français à l'étranger (p. 5401, 5402)

Langue française : francophonie (p. 5402)

Politique extérieure : coopération culturelle (p. 5402)

II - COOPÉRATION

Examen du fascicule [5 novembre 1997] (p. 5449)

Son intervention (p. 5453)

Thèmes avant la procédure des questions :

Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) (p. 5454)

Organisations internationales : organisations non gouvernementales (ONG) (p. 5454)

Politique extérieure : aide au développement (p. 5453)

Politique extérieure : coopération militaire (p. 5453)

Politique extérieure : coopération scientifique et technique (p. 5453)

Politique extérieure : Fonds d'aide et de coopération (FAC) (p. 5454)

Politique extérieure : zone franc (p. 5453)

EMPLOI ET SOLIDARITÉ

I - EMPLOI

Examen du fascicule [6 novembre 1997] (p. 5477, 5515)

Son intervention (p. 5498)

Thèmes avant la procédure des questions :

Formation professionnelle : Association pour la formation professionnelle des adultes (AFPA) (p. 5498)

Travail : heures supplémentaires (p. 5498)

ECONOMIE, FINANCES ET INDUSTRIE

I - CHARGES COMMUNES - II - SERVICES FINANCIERS - MONNAIES ET MÉDAILLES (BUDGET ANNEXE) - COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR - TAXES PARAFISCALES - COMMERCE EXTÉRIEUR

Examen du fascicule [17 novembre 1997] (p. 5917, 5944)

Son intervention (p. 5932)

Thème avant la procédure des questions :

Etat : Monnaies et médailles (p. 5932)

Projet de loi n° 303 de financement de la sécurité sociale pour 1998

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [28 octobre 1997] (p. 4832, 4853, 4890) ; [29 octobre 1997] (p. 4923, 4963, 4995) ; [30 octobre 1997] (p. 5028) ; [31 octobre 1997] (p. 5159)

Article 2 (critère d'exonération de la CSG pour les titulaires de revenus de remplacement non imposables)

Son intervention (p. 4834)

Projet de loi n° 221 autorisant l'approbation du quatrième protocole (services de télécommunications de base) annexé à l'accord général sur le commerce des services

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [20 novembre 1997] (p. 6194)

Son intervention (p. 6196)

Thèmes :

Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) (p. 6196, 6197)

Télécommunications (p. 6197)

Proposition de loi n° 583 tendant à ouvrir le droit à une allocation spécifique aux chômeurs de 55 ans ou plus ayant quarante annuités de cotisations d'assurance vieillesse

DEUXIÈME LECTURE

Ses explications de vote [5 mars 1998] (p. 1960)

Vote pour du groupe communiste (p. 1960)

Projet de loi n° 207 portant modification de l'ordonnance n° 45-2339 du 13 octobre 1945 relative aux spectacles

PREMIÈRE LECTURE

Ses explications de vote [5 mars 1998] (p. 1978)

Vote pour du groupe communiste (p. 1978)

Projet de loi n° 780 d'orientation relatif à la lutte contre les exclusions

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 mai 1998] (p. 3392, 3415) ; [6 mai 1998] (p. 3466, 3495)

Son intervention en tant que président de la commission spéciale (p. 3407)

Thèmes :

Collectivités territoriales (p. 3409)

Politique économique : mondialisation (p. 3408)

Politique sociale : exclusion (p. 3407)

Politique sociale : surendettement (p. 3408)

Discussion des articles [6 mai 1998] (p. 3515) ; [7 mai 1998] (p. 3533, 3562) ; [12 mai 1998] (p. 3649, 3684) ; [13 mai 1998] (p. 3741, 3776) ; [14 mai 1998] (p. 3815, 3872) ; [18 mai 1998] (p. 3931, 3975) ; [19 mai 1998] (p. 4076, 4102) ; [20 mai 1998] (p. 4205)

Titre

Intervient sur l'amendement n° 800 de M. Jean-Michel Marchand (rédactionnel) (p. 4124)

Intervient sur l'amendement n° 801 de M. Jean-Michel Marchand (rédactionnel) (p. 4124)

Proposition de loi n° 218 portant généralisation du chèque-vacances et modifiant l'ordonnance n° 82-283 du 26 mars 1982

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 mai 1998] (p. 3907)

Son intervention (p. 3913)

Thèmes :

Aménagement du territoire : espace rural (p. 3913)

Tourisme et loisirs : politique du tourisme (p. 3912)

Tourisme et loisirs : tourisme social (p. 3912)

Tourisme et loisirs : villages de vacances (p. 3913)

Travail : chèques vacances (p. 3912)

Travail : chèques vacances : petites et moyennes entreprises (p. 3912)

Projet de loi n° 956 relatif à l'accès au droit et à la résolution amiable des conflits

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [29 juin 1998] (p. 5449)

Son intervention (p. 5458)

Thèmes :

- Droit pénal : médiation pénale (p. 5459)
- Droits de l'homme et libertés publiques : égalité (p. 5458, 5459)
- Justice : aide à l'accès au droit (p. 5459)
- Justice : aide juridictionnelle (p. 5458, 5459)
- Justice : conciliation (p. 5459)
- Justice : crédits (p. 5459)
- Justice : maisons de justice et du droit (p. 5459)
- Politique sociale : exclusion (p. 5458, 5459)
- Professions judiciaires et juridiques : avocats (p. 5458)

Discussion des articles [29 juin 1998] (p. 5466)

Article 6 (procédures de retrait de l'aide juridictionnelle)

Son amendement n° 40 (suppression de la possibilité de retrait d'aide juridictionnelle en cas de procédure dilatoire ou abusive) : rejeté (p. 5469)

Article 9 (mise en œuvre de l'aide à l'accès au droit)

Son amendement n° 41 (association membre de droit du conseil départemental cooptée par les autres membres du conseil) (p. 5473) : rejeté (p. 5474)

Son amendement n° 42 (organisations syndicales représentatives au plan national membres de droit à tour de rôle du Conseil départemental) : rejeté (p. 5475)

Son amendement n° 43 (un conseiller prud'homal dirigeant comme membre de droit au conseil départemental) : rejeté (p. 5475)

Article 10 (tarification des consultations juridiques organisées dans le cadre de l'aide à l'accès au droit)

Son amendement n° 44 (conditions de la tarification prévues par décret) (p. 5476) : rejeté (p. 5477)

Article 17 (institutionnalisation des maisons de justice et du droit)

Son amendement n° 45 (vice-présidence de la maison de justice et du droit assurée par un représentant de la commune d'implantation) : rejeté (p. 5479)

Son amendement n° 46 (maison de la justice et du droit gérée par un conseil d'administration) : rejeté (p. 5479)

Gérard HAMEL

*Eure-et-Loir (2^{ème} circonscription)
Rassemblement pour la République*

Élu le 1^{er} juin 1997

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9391)

NOMINATION

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9423)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 369 tendant à instaurer une majorité pénale à 16 ans et une infraction pénale à l'encontre des parents d'enfants reconnus coupables d'actes de délinquance [21 octobre 1997]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Fonctionnaires et agents publics. Rémunérations. Accord salarial [3 mars 1998] (p. 1835)

Etrangers. Expulsion. Incidents [31 mars 1998] (p. 2242)

Jeunes. Délinquance. Lutte et prévention [22 avril 1998] (p. 2907)

DÉBATS

Projet de loi n° 512 d'orientation et d'incitation relatif à la réduction du temps de travail

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [29 janvier 1998] (p. 747, 785) ; [3 février 1998] (p. 935, 971) ; [4 février 1998] (p. 1039, 1068) ; [5 février 1998] (p. 1110, 1150, 1199) ; [6 février 1998] (p. 1270)

Article 1er (réduction à trente-cinq heures de la durée légale hebdomadaire du travail effectif des salariés)

Son amendement n° 868 soutenu par M. Philippe Martin (de suppression) (p. 811) : rejeté au scrutin public (p. 817)

Son amendement n° 952 (secteur du tourisme) (p. 972) : rejeté (p. 973)

Article 3 (aide à la réduction du temps de travail)

Son amendement n° 880 (liste des entreprises ne pouvant bénéficier de l'aide de l'Etat) : rejeté (p. 1118)

Son amendement n° 878 (modalités d'accompagnement de la réduction du temps de travail pour les organismes publics) : rejeté (p. 1118)

Son sous-amendement n° 882 soutenu par Mme Roselyne Bachelot-Narquin (modulation en fonction du secteur d'activité et de la taille de l'entreprise) à l'amendement n° 74 de la commission (calcul de l'ampleur de la réduction du temps de travail) (p. 1119) : rejeté (p. 1120)

Son amendement n° 879 soutenu par M. Bernard Accoyer (modulation des échéances de la réduction du temps de travail en fonction de la taille et du secteur d'activité des entreprises) (p. 1121) : rejeté (p. 1122)

Projet de loi n° 815 relatif aux polices municipales

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [28 avril 1998] (p. 3182) ; [30 avril 1998] (p. 3285)

Article 2 (article L. 2212-6 du code général des collectivités territoriales - élaboration d'un règlement de coordination)

Son amendement n° 244 soutenu par M. Robert Poujade (missions de police municipale demeurant du ressort exclusif du maire jusqu'à l'établissement du règlement de coordination) (p. 3286) : vote réservé : rejeté (p. 3287)

Son amendement n° 251 soutenu par M. Jacques Masdeu-Arus (accord du maire pour la modification du règlement de coordination) : rejeté (p. 3289)

Article 5 (article L. 2212-9 du code général des collectivités territoriales - mise en commun occasionnelle des services de police municipale)

Son amendement n° 252 (de suppression) : non soutenu (p. 3299)

Article 7 (article L.412-51 du code des communes - armement des agents de la police municipale)

Son amendement n° 258 soutenu par M. Jacques Masdeu-Arus (autorisation de port d'arme lorsque les conditions d'exercer des fonctions le justifient) : rejeté (p. 3311)

Francis HAMMEL

*Somme (4^{ème} circonscription)
Socialiste*

Élu le 1^{er} juin 1997

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9390)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9422)

Membre suppléant du conseil supérieur des prestations sociales agricoles [J.O. du 19 septembre 1997] (p. 13658)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Environnement. Politiques communautaires. Protection de la nature, réseau Natura 2000, mise en œuvre [14 janvier 1998] (p. 279)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 188, posée le 24 février 1998. Emploi. Chômeurs (J.O. Questions p. 1605). Appelée le 24 février 1998. Occupation d'antennes ASSEDIC, évacuations (p. 1551)

n° 319, posée le 28 avril 1998. Transports ferroviaires. Service national des messageries (SERNAM) (J.O. Questions p. 3203). Appelée le 5 mai 1998. Maintien, Abbeville (p. 3355)

DÉBATS

Projet de loi n° 780 d'orientation relatif à la lutte contre les exclusions

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 mai 1998] (p. 3392, 3415) ; [6 mai 1998] (p. 3466, 3495)

Son intervention (p. 3481)

Thèmes :

Associations (p. 3482)

Logement : politique du logement (p. 3481)

Politique sociale : exclusion (p. 3481)

Politique sociale : revenu minimum d'insertion (RMI) (p. 3481)

Proposition de loi n° 638 relative aux dates d'ouverture anticipée et de clôture de la chasse aux oiseaux migrateurs

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [18 juin 1998] (p. 5111) ; [19 juin 1998] (p. 5183)

Son intervention (p. 5189)

Thème :

Politiques communautaires : directives : chasse et pêche (p. 5189, 5190)

Guy HASCOËT

*Nord (7^{ème} circonscription)
Radical, Citoyen et Vert*

Élu le 1^{er} juin 1997

S'inscrit au groupe Radical, Citoyen et Vert [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9391)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9423)

Membre titulaire de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9423)

Vice-président de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 19 juin 1997] (p. 9597)

Chargé d'une mission temporaire auprès de Mme la Ministre de l'emploi et de la solidarité et de Mme la Ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement [J.O. du 24 juillet 1997] (p. 11080)

Membre titulaire du conseil national des services publics départementaux et communaux [J.O. du 10 septembre 1997] (p. 13199)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative

au fonctionnement des conseils régionaux [J.O. du 29 janvier 1998] (p. 1432)

Membre de la commission d'enquête sur l'utilisation des fonds publics et la gestion des fonds publics en Corse [J.O. du 25 mars 1998] (p. 4503)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 838 relative à l'élargissement de l'ouverture du droit à la prestation spécifique dépendance [21 avril 1998]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Retraites : généralités. Age de la retraite. Chômeurs totalisant quarante annuités avant l'âge de soixante ans, retraite anticipée [7 octobre 1997] (p. 3677)

Enseignement. Fonctionnement. Rentrée scolaire, préparation [24 février 1998] (p. 1570)

Elections et référendums. Elections européennes. Mode de scrutin [22 avril 1998] (p. 2901)

Chasse et pêche. Oiseaux. Réglementation [17 juin 1998] (p. 5088)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 181, posée le 24 février 1998. Etablissements de santé. Fonctionnement (J.O. Questions p. 1603). Appelée le 24 février 1998. Effectifs de personnel, moyens financiers, Nord, Pas-de-Calais (p. 1553)

DÉBATS

Projet de loi n° 200 relatif au développement d'activités pour l'emploi des jeunes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 septembre 1997] (p. 2917, 2943, 2981)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. François Bayrou (p. 2995)

Thème :

Emploi : jeunes : création d'emplois (p. 2995)

Discussion des articles [15 septembre 1997] (p. 2995) ; [16 septembre 1997] (p. 3050, 3092) ; [17 septembre 1997] (p. 3121)

Article 1er (aide à la création d'activités d'utilité sociale pour l'emploi des jeunes)

Article L. 322-4-18 du code du travail (conventions relatives à la création d'activités d'utilité sociale)

Son amendement n° 105 (exclusion des activités d'insertion ayant débouché sur la création d'emplois véritables) : retiré (p. 3061) ; repris par M. Dominique Dord

Son amendement n° 104 (institution d'un statut de l'entreprise à but social et collectif) (p. 3065) : rejeté (p. 3066)

Proposition de loi n° 216 portant réforme du mode de vote des budgets régionaux

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [9 octobre 1997] (p. 3805)

Son intervention (p. 3816)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. François Bayrou (p. 3829)

Thèmes :

Elections et référendums : représentation proportionnelle (p. 3816)

Régions (p. 3816)

Régions : budget (p. 3816)

Régions : budget (p. 3829)

Régions : présidents de conseil régional (p. 3817)

Discussion des articles [9 octobre 1997] (p. 3831)

Article 3 (article L. 4133-1 du code général des collectivités locales : déclaration politique des candidats à la fonction de président de conseil régional)

Son amendement n° 23 corrigé (présentation par les candidats à la présidence du conseil régional d'une déclaration écrite présentant leur programme et la composition envisagée du bureau) (p. 3833) : rejeté (p. 3834)

Intervient sur le sous-amendement oral de M. Jean-Louis Masson (application de l'incompatibilité aux adjoints aux maires et aux vice-présidents de conseil général) à l'amendement n° 14 de M. Jacques Blanc (incompatibilité de l'exercice de la fonction de président de conseil régional avec toute autre fonction exécutive locale) (p. 3838)

Article 4 (article L. 4311-1-1 du code général des collectivités territoriales : délai prévu pour la tenue du débat sur les orientations budgétaires de la région)

Son amendement n° 24 (procédure d'examen de différents projets budgétaires en l'absence d'adoption du budget dans les délais prévus par la loi) (p. 3864) : rejeté (p. 3865)

Projet de loi de finances n° 230 pour 1998

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [15 octobre 1997] (p. 4062) ; [16 octobre 1997] (p. 4089, 4121, 4157) ; [17 octobre 1997] (p. 4191, 4218, 4268)

Article 24 (évaluation du prélèvement communautaire opéré sur les recettes de l'État au titre de la participation au budget des Communautés européennes)

Son intervention (p. 4138)

Thèmes :

Politiques communautaires : actions extérieures (p. 4139) ; budget (p. 4138) ; politique agricole commune (p. 4139)

Union européenne : élargissement (p. 4139) ; Fonds social européen (FSE) (p. 4139) ; fonds structurels

(p. 4138, 4139) ; institutions communautaires
(p. 4139, 4140)

**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET
DISPOSITIONS SPÉCIALES**

EQUIPEMENT, TRANSPORTS ET LOGEMENT

I - EQUIPEMENT ET TRANSPORTS

Examen du fascicule [24 octobre 1997] (p. 4605)
Son intervention (p. 4619)

Thèmes avant la procédure des questions :

Déchets, pollutions et nuisances : pollution (p. 4619)
Transports : transport combiné (p. 4619)
Transports ferroviaires : matériel roulant (p. 4620)
Transports par eau : liaison Transmanche (p. 4619)
Transports par eau : ports (p. 4619)
Transports par eau : voies navigables (p. 4619)
Transports par eau : Voies navigables de France (VNF) (p. 4620)
Transports urbains : plans de déplacements urbains (p. 4619, 4620)

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET ENVIRONNEMENT

II - ENVIRONNEMENT

Examen du fascicule [4 novembre 1997] (p. 5349)
Son intervention (p. 5352)

Thèmes avant la procédure des questions :

Déchets, pollutions et nuisances : air (p. 5353)
Déchets, pollutions et nuisances : installations nucléaires (p. 5353)
Déchets, pollutions et nuisances : récupération des déchets (p. 5353)
Eau (p. 5353)
Environnement : crédits (p. 5353)
Environnement : parcs naturels, nationaux, régionaux (p. 5353)

EMPLOI ET SOLIDARITÉ

I - EMPLOI

Examen du fascicule [6 novembre 1997] (p. 5477, 5515)
Son intervention (p. 5499)

Thèmes avant la procédure des questions :

Emploi : chômage : allocation de solidarité spécifique (ASS) (p. 5500)
Entreprises : allègement des charges (p. 5500)
Formation professionnelle : crédits (p. 5500)
Travail : réduction du temps de travail (p. 5500)

**Projet de loi n° 328 relatif à la nationalité et
modifiant le code civil**

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [26 novembre 1997] (p. 6401, 6431) ; [27 novembre 1997] (p. 6471, 6507)

Ses explications de vote sur la question préalable de M. Jean-Louis Debré (p. 6447)

Son intervention (p. 6458)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. François Bayrou (p. 6532)

Thème :

Etrangers : intégration (p. 6448, 6532)
Etrangers : intégration (p. 6458)
Nationalité : acquisition à raison de la naissance et de la résidence en France (p. 6448)
Nationalité : droit du sol (p. 6459)
Nationalité : naturalisation (p. 6447)

Discussion des articles [28 novembre 1997] (p. 6539, 6570, 6607)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 587 de Mme Nicole Catala (institution d'une condition de résidence pour l'acquisition de la nationalité française par mariage) (p. 6549)

Article 1er (article 21-7 du code civil : acquisition de la nationalité française à raison de la naissance et de la résidence en France)

Soutient l'amendement n° 644 de M. Noël Mamère (acquisition de la nationalité française à la naissance) (p. 6582) : rejeté (p. 6583)

Son amendement n° 611 soutenu par M. Noël Mamère (acquisition de la nationalité française à la naissance sous réserve d'une condition de résidence et d'un titre de séjour d'au moins l'un des deux parents) (p. 6588) : rejeté (p. 6589)

Son amendement n° 610 soutenu par M. Noël Mamère (acquisition de la nationalité à la naissance sous réserve d'une condition de résidence d'au moins d'un des deux parents) (p. 6588) : rejeté (p. 6589)

Intervient sur l'amendement n° 530 de M. Renaud Donnedieu de Vabres (suppression de la condition de résidence pour les étrangers francophones) (p. 6617)

Soutient l'amendement n° 653 de M. Noël Mamère (possibilité de réclamer la nationalité française entre 18 et 21 ans) (p. 6619) : rejeté (p. 6620)

Article 2 (article 21-8 du code civil : faculté de décliner la qualité de Français)

Son intervention (p. 6635)

Intervient sur l'amendement n° 535 de M. Renaud Donnedieu de Vabres (maintien des cas dans lesquels le droit à la nationalité disparaît pour les étrangers condamnés à certaines peines d'emprisonnement) (p. 6636)

Intervient sur l'amendement n° 645 de M. Noël Mamère (allongement de la période durant laquelle le jeune pourra renoncer à la nationalité française) (p. 6636)

Son amendement n° 612 (rédactionnel) : devenu sans objet (p. 6636)

Son amendement n° 613 (suppression du dernier alinéa de l'article) : devenu sans objet (p. 6638)

Article 5 (article 21-11 du code civil : anticipation de l'acquisition de la nationalité française à raison de la naissance et de la résidence en France)

Son amendement n° 615 (élargissement de la possibilité de réclamer la nationalité française aux enfants répondant aux conditions de dispense de stage prévu

à l'article 21-20 du code civil) (p. 6650) : rejeté (p. 6651)

Après l'article 5

Intervient sur l'amendement n° 20 de la commission (ouverture de la possibilité d'acquérir la nationalité française par déclaration entre dix-huit et vingt et un ans) (p. 6657)

Article 6 (article 21-19 du code civil : coordination avec la suppression de la manifestation de volonté d'être français)

Intervient sur l'amendement n° 22 de la commission (possibilité pour les réfugiés statutaires d'être naturalisés sans condition de stage) (p. 6660)

Après l'article 6

Intervient sur l'amendement n° 601 de M. Patrick Braouezec (obligation pour le ministre chargé des naturalisations de statuer dans un délai d'un an) (p. 6661)

Intervient sur l'amendement n° 658 de M. Noël Mamère (obligation pour le ministre chargé des naturalisations de statuer dans un délai d'un an) (p. 6661)

Intervient sur l'amendement n° 607 de M. Jean-Pierre Brard (obligation pour l'autorité publique de répondre dans un délai de 18 mois à une demande d'acquisition de la nationalité française) (p. 6661)

Article 9 (articles 26 à 26-5 du code civil : coordinations avec la suppression de la manifestation de volonté d'être français)

Son amendement n° 616 (de cohérence) : devenu sans objet (p. 6667)

Après l'article 9

Intervient sur l'amendement n° 594 de M. Patrick Braouezec (suppression de la présomption de fraude pour les mariages mixtes) (p. 6667)

Soutient l'amendement n° 651 de M. Noël Mamère (suppression de la présomption de fraude pour les mariages mixtes) (p. 6667) : rejeté (p. 6667)

Article 10 (article 19-1 du code civil : attribution subsidiaire de la nationalité française à l'enfant ne pouvant être rattaché à aucune autre nationalité)

Son amendement n° 614 (de suppression) : rejeté (p. 6668)

Avant l'article 15

Soutient l'amendement n° 654 de M. Noël Mamère (précision du délai dans lequel doivent être délivrés les certificats de nationalité) (p. 6674) : rejeté (p. 6676)

Intervient sur l'amendement n° 609 de M. Jean-Pierre Brard (précision du délai dans lequel doivent être délivrés les certificats de nationalité) (p. 6674)

Intervient sur l'amendement n° 25 de la commission (précision du délai dans lequel doivent être délivrés les certificats de nationalité) (p. 6674)

Intervient sur l'amendement n° 26 de la commission (réintégration dans la nationalité française des ressortissants des territoires d'outre mer) (p. 6676)

Soutient l'amendement n° 657 de M. Noël Mamère (réintégration dans la nationalité française des ressortissants des territoires d'outre mer) (p. 6676) : rejeté (p. 6677)

Intervient sur l'amendement n° 27 de la commission (restitution de la nationalité française aux anciens combattants originaires des colonies) (p. 6678)

Intervient sur l'amendement n° 599 de M. Patrick Braouezec (restitution de la nationalité française aux anciens combattants originaires des colonies) (p. 6678)

Soutient l'amendement n° 656 de M. Noël Mamère (restitution de la nationalité française aux anciens combattants originaires des colonies) (p. 6678) : rejeté (p. 6678)

Intervient sur l'amendement n° 28 de la commission (rétablissement du double droit du sol pour les enfants de parents nés dans les colonies ou dans les territoires d'outre mer) (p. 6679)

Intervient sur l'amendement n° 504 de M. André Gerin (rétablissement du double droit du sol pour les enfants de parents nés dans les colonies ou dans les territoires d'outre mer) (p. 6679)

Soutient l'amendement n° 655 de M. Noël Mamère (rétablissement du double droit du sol pour les enfants de parents nés dans les colonies ou dans les territoires d'outre mer) (p. 6679) : rejeté (p. 6680)

Après l'article 18

Soutient l'amendement n° 659 de M. Noël Mamère (extension du bénéfice de l'aide juridictionnelle aux demandeurs étrangers qui engagent une action déclarative de nationalité) (p. 6687) : rejeté (p. 6687)

Projet de loi n° 327 relatif à l'entrée et au séjour des étrangers en France et au droit d'asile

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 décembre 1997] (p. 6961, 7005, 7039)

Son intervention (p. 7054)

Thèmes :

Etrangers : immigration clandestine (p. 7055)

Etrangers : intégration (p. 7056)

Partis et mouvements politiques : Front national (p. 7054)

Politique extérieure : coopération (p. 7055)

Discussion des articles [9 décembre 1997] (p. 7179, 7203) ; [10 décembre 1997] (p. 7239, 7273, 7297) ; [11 décembre 1997] (p. 7321, 7339, 7380) ; [12 décembre 1997] (p. 7413, 7453, 7504) ; [14 décembre 1997] (p. 7603, 7633, 7663) ; [15 décembre 1997] (p. 7698, 7736, 7770) ; [16 décembre 1997] (p. 7858, 7899)

Avant l'article 1er

Son amendement n° 491 (abrogation des lois dites "Pasqua-Debré") (p. 7179) : rejeté (p. 7183)

Article 1er (article 5 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 : motivation des refus de visas et allègement des formalités aux frontières)

Son amendement n° 393 (suppression des visas de court séjour d'une durée inférieure à trois mois) (p. 7278) : rejeté au scrutin public (p. 7280)

Intervient sur l'amendement n° 1514 de M. Jean-Pierre Brard (réponse à la demande de visa devant intervenir dans un délai de deux mois avec une prolongation possible d'un mois) (p. 7283)

Son amendement n° 397 (limitation à deux mois du délai pour la réponse à la demande de visa avec possibilité de recours) (p. 7283) : rejeté (p. 7286)

Intervient sur l'amendement n° 1271 de M. Julien Dray (généralisation de la motivation du refus de visa, sauf en cas de menace pour la sûreté de l'Etat) (p. 7286)

Son amendement n° 394 (obligation de motiver tous les refus de visas - extension de l'octroi automatique du visa à certaines catégories de personnes) (p. 7286) : rejeté (p. 7291)

Après l'article 2

Intervient sur l'amendement n° 1530 de M. Claude Goasguen (délivrance d'une carte de résident permanent à leur demande, aux ressortissants de l'Union européenne) (p. 7364)

Intervient sur l'amendement n° 51 de la commission (délivrance aux ressortissants de l'Union européenne, à leur demande, d'une carte de séjour de 10 ans, puis au premier renouvellement d'une carte de résident permanent) (p. 7364)

Article 3 (article 12 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 : institution d'un titre de séjour "scientifique")

Son amendement n° 403 corrigé (qualification de "grave et actuelle" de la menace à l'ordre public) (p. 7405) : rejeté (p. 7406)

Article 4 (article 12 bis de l'ordonnance du 2 novembre 1945 : personnes éligibles à la carte de séjour temporaire "situation personnelle et familiale")

Son intervention (p. 7426)

Son amendement n° 398 (menace pour l'ordre public qualifiée de "grave et actuelle") : retiré (p. 7442)

Intervient sur l'amendement n° 576 de M. André Gerin (menace pour l'ordre public qualifiée de grave) (p. 7442)

Son amendement n° 400 (suppression dans un but de coordination des troisième, quatrième et huitième alinéa du texte proposé pour l'article 12 bis de l'ordonnance du 2 novembre 1945) (p. 7456) : rejeté (p. 7457)

Article 5 (article 12 ter de l'ordonnance du 2 novembre 1945 : autres titulaires de la carte de séjour temporaire)

Son intervention (p. 7480)

Après l'article 5

Son amendement n° 404 soutenu par M. Jean-Luc Warsmann (institution d'une commission du titre de séjour dans chaque département) : devenu sans objet (p. 7493)

Son amendement n° 1724 (nécessité à l'article 14 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 d'une menace "grave et actuelle" pour l'ordre public) : rejeté (p. 7508)

Article 6 (article 15 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 : modifications du régime de la carte de résident)

Son amendement n° 1725 (nécessité d'une menace "grave et actuelle" pour l'ordre public) (p. 7521) : rejeté (p. 7522)

Son amendement n° 490 (rédactionnel) : rejeté (p. 7526)

Son amendement n° 401 soutenu par M. Noël Mamère (extension des catégories d'étrangers pouvant bénéficier d'une carte de résident) : rejeté (p. 7526)

Son sous-amendement n° 2085 soutenu par M. Noël Mamère (suppression de la référence aux "catégories précédentes" ou au regroupement familial) à l'amendement n° 664 corrigé de M. André Gerin (octroi de la carte de résident aux étrangers ayant d'importants liens familiaux avec la France) (p. 7528) : rejeté (p. 7529)

Son amendement n° 402 (octroi de la carte de résident aux étrangers ayant d'importants liens familiaux avec la France) (p. 7528) : rejeté (p. 7529)

Article 10 (article 21 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 : aménagement du régime des infractions d'aide à l'entrée, à la circulation et au séjour d'étrangers en situation irrégulière)

Son amendement n° 489 soutenu par M. Patrick Braouezec (extension de la dépenalisation aux personnes venant en aide à l'étranger de façon désintéressée et notamment les associations) (p. 7595) : vote réservé (p. 7596)

Article 12 précédemment réservé (article 22 bis de l'ordonnance du 2 novembre 1945 : modalités de recours contre les arrêtés préfectoraux de reconduite à la frontière)

Son amendement n° 479 soutenu par M. Jean-Luc Warsmann (suppression de la distinction entre les modes de notification) : rejeté (p. 7935)

Proposition de loi n° 583 tendant à ouvrir le droit à une allocation spécifique aux chômeurs de 55 ans ou plus ayant quarante annuités de cotisations d'assurance vieillesse

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [14 janvier 1998] (p. 251)

Son intervention (p. 263)

Thèmes :

Chômage : indemnisation : allocations (p. 263)

Emploi : chômage de longue durée (p. 263)

Travail : durée du travail (p. 263)

Projet de loi n° 202 relatif à la prévention et à la répression des infractions sexuelles ainsi qu'à la protection des mineurs

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [20 janvier 1998] (p. 430)

Article 19 (articles 706-47 à 706-54 du code de procédure pénale : protection des mineurs victimes d'infractions sexuelles)

Article 706-51 du code de procédure pénale : désignation d'un administrateur ad hoc chargé d'assister la victime mineure

Intervient sur l'amendement n° 37 de la commission (désignation d'un administrateur ad hoc lorsque la protection des intérêts du mineur n'est pas complètement assurée par ses représentants légaux) (p. 453)

Projet de loi n° 512 d'orientation et d'incitation relatif à la réduction du temps de travail

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [27 janvier 1998] (p. 572, 615); [28 janvier 1998] (p. 667, 703); [29 janvier 1998] (p. 747)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Louis Debré (p. 639)

Thème :

Travail : réduction du temps de travail : création d'emplois (p. 640)

Discussion des articles [29 janvier 1998] (p. 747, 785); [3 février 1998] (p. 935, 971); [4 février 1998] (p. 1039, 1068); [5 février 1998] (p. 1110, 1150, 1199); [6 février 1998] (p. 1270)

Article 1er (réduction à trente-cinq heures de la durée légale hebdomadaire du travail effectif des salariés)

Intervient sur l'amendement n° 1493 de M. François Baroin (secteur textile) (p. 958)

Intervient sur l'amendement n° 952 de M. Gérard Hamel (secteur du tourisme) (p. 973)

Proposition de résolution n° 219 tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'utilisation des fonds publics en Corse

Avant la discussion de l'article unique [3 mars 1998] (p. 1849)

Son intervention (p. 1860)

Thèmes :

Agriculture : aides (p. 1860)

Etat (p. 1860, 1861)

Ordre public : terrorisme : attentats (p. 1860)

Régions : Corse (p. 1860, 1861)

Proposition de résolution n° 700 tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'arrêt de Superphénix

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [9 avril 1998] (p. 2769)

Son intervention (p. 2774)

Thèmes :

Déchets, pollutions et nuisances : déchets radioactifs (p. 2774)

Défense : dissuasion nucléaire (p. 2774)

Energie et carburants : Compagnie générale des matières nucléaires (COGEMA) (p. 2774)

Energie et carburants : énergie nucléaire (p. 2774)

Projet de loi organique n° 827 limitant le cumul des mandats électoraux et fonctions électives

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [27 mai 1998] (p. 4385, 4406)

Article 2 (articles L.O. 141 et L.O. 141-1 du code électoral - interdiction du cumul d'un mandat

parlementaire avec une fonction élective locale ou plus d'un mandat local)

Article L.O. 141 du code électoral

Son amendement n° 81 soutenu par M. Noël Mamère (interdiction de cumul du mandat de député avec les fonctions de vice-président de conseil régional ou général ayant reçu délégation) : rejeté (p. 4407)

Son amendement n° 80 soutenu par M. Noël Mamère (interdiction de cumul du mandat de député avec les fonctions d'adjoint au maire) (p. 4406) : rejeté (p. 4407)

Son amendement n° 79 soutenu par M. Noël Mamère (interdiction de cumul du mandat de député avec la présidence d'un établissement public à caractère intercommunal) (p. 4407) : retiré (p. 4410)

Son amendement n° 82 (interdiction de cumul du mandat de député avec les fonctions de vice-président d'un établissement public à caractère intercommunal ayant reçu délégation) : retiré (p. 4411)

Intervient sur l'amendement n° 71 de M. Pierre Albertini (interdiction du cumul de la fonction de président de l'Assemblée nationale avec l'exercice de tout autre mandat ou fonction) (p. 4413)

Ses explications de vote (p. 4433)

Vote pour du groupe Radical, Citoyen et Vert (p. 4433)

Projet de loi n° 828 limitant le cumul des mandats électoraux et fonctions électives

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [28 mai 1998] (p. 4441)

Article 1er (article L. 46 du code électoral - limitation du cumul des mandats électoraux)

Son amendement n° 59 (prise en compte des fonctions exercées au sein d'établissements publics de coopération intercommunale ou de syndicats mixtes) : rejeté (p. 4443)

Article 3 (article L. 2122-4 du code général des collectivités territoriales - incompatibilités applicables aux fonctions de maire et aux membres de l'organe délibérant des établissements publics de coopération intercommunale)

Son intervention (p. 4449)

Soutient l'amendement n° 114 de M. Michel Suchod (application du régime des incompatibilités aux maires des communes de plus de 30 000 habitants) (p. 4453) : rejeté (p. 4453)

Son amendement n° 66 (incompatibilité des fonctions de maire avec plus de deux présidences ou vice-présidences d'établissements publics de coopération intercommunale) : retiré (p. 4454)

Après l'article 3

Son amendement n° 54 (crédit d'heures pour les salariés conseillers municipaux de communes de plus de 3500 habitants) : adopté (p. 4455)

Son amendement n° 53 (détermination, selon la population des communes, des crédits d'heures bénéficiant aux conseillers municipaux salariés) (p. 4455) : adopté (p. 4456)

Son amendement n° 55 (possibilité de suspension du contrat de travail pour les salariés maires des communes de plus de 3500 habitants ou adjoints dans

des villes de plus de 20 000 habitants): adopté (p. 4456)

Intervient sur l'amendement n° 157 rectifié du Gouvernement (revalorisation des indemnités versées aux maires) (p. 4459)

Son amendement n° 67 (interdiction du cumul de plus de deux présidences ou vice-présidences d'établissements publics de coopération intercommunale): rejeté (p. 4462)

Article 4 (article L. 3122-3 du code général des collectivités territoriales - incompatibilités applicables aux fonctions de président de conseil général)

Son amendement n° 68 (incompatibilité avec plus de deux présidences ou vice-présidences d'établissements publics de coopération intercommunale): retiré (p. 4463)

Article 5 (article L. 4133-3 du code général des collectivités territoriales - incompatibilités applicables aux fonctions de président de conseil régional)

Son amendement n° 69 (incompatibilité avec plus de deux présidences ou vice-présidences d'établissements publics de coopération intercommunale): retiré (p. 4465)

Article 8 (article 6-1 à 6-4 de la loi n° 77-729 du 7 juillet 1977 - incompatibilités avec les mandats électoraux et les fonctions électives)

Son amendement n° 71 (incompatibilité avec la présidence d'un établissement public de coopération intercommunale): retiré (p. 4469)

Son amendement n° 70 (ajout des fonctions de délégué non élu des conseils municipaux, généraux ou régionaux dans les organismes de coopération intercommunale ou dans les syndicats mixtes): rejeté (p. 4469)

Après l'article 9

Intervient sur l'amendement n° 135 rectifié de Mme Frédérique Bredin (insertion d'un Titre III bis: de l'exercice du mandat parlementaire - information des commissions permanentes du Parlement) (p. 4471)

Ses explications de vote (p. 4485)

Proposition de loi n° 638 relative aux dates d'ouverture anticipée et de clôture de la chasse aux oiseaux migrateurs

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [18 juin 1998] (p. 5111); [19 juin 1998] (p. 5183)

Sa question préalable (p. 5122): rejetée (p. 5134)

Thèmes:

Animaux: oiseaux migrateurs: chasse et pêche (p. 5126 à 5129)

Chasse et pêche: fédérations départementales des chasseurs (p. 5128, 5131)

Constitution (p. 5124)

Cours d'eau, étangs et lacs: aménagement et protection (p. 5125, 5126)

Environnement: associations de protection de la nature et de l'environnement (p. 5125)

Politiques communautaires: directives: chasse et pêche (p. 5123)

Politiques communautaires: droit communautaire (p. 5124)

Discussion de l'article unique [19 juin 1998] (p. 5200)

Son intervention (p. 5203)

Son amendement n° 1 (dates d'ouverture et de clôture de la chasse aux oiseaux migrateurs) (p. 5206): rejeté au scrutin public (p. 5207)

Après l'article unique

Son amendement n° 2 (vote annuel du Parlement pour l'ouverture anticipée de la chasse au gibier d'eau et aux oiseaux migrateurs): rejeté (p. 5208)

Cécile HELLE

*Vaucluse (1^{ère} circonscription)
puis Socialiste*

Deviens députée le 5 juillet 1997 (voir indications préliminaires) [J.O. du 6 juillet 1997] (p. 10295)

N'appartient à aucun groupe [J.O. du 6 juillet 1997] (p. 10295)

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 10 juillet 1997] (p. 10489)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 29 juillet 1997] (p. 11328)

Membre de la mission d'information commune sur les perspectives économiques et sociales de l'aménagement de l'axe européen Rhin-Rhône [J.O. du 26 mars 1998] (p. 4569)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Politique extérieure. Enfants. Travail, lutte et prévention [2 juin 1998] (p. 4576)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 189, posée le 24 février 1998. Enseignement maternel et primaire. Fonctionnement (J.O. Questions p. 1605). Appelée le 24 février 1998. Effectifs de personnel, moyens financiers, Vaucluse (p. 1533)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 230 pour 1998

DEUXIÈME PARTIE: MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

EDUCATION NATIONALE, RECHERCHE ET TECHNOLOGIE

II - ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR - III - RECHERCHE ET TECHNOLOGIE

Examen du fascicule [13 novembre 1997] (p. 5796, 5812)

Son intervention (p. 5821)

Thèmes avant la procédure des questions :

Bourses d'études : enseignement supérieur (p. 5822)

Enseignement supérieur : agrégation (p. 5822)

Travail : heures supplémentaires : enseignement supérieur (p. 5821)

Pierre HELLIER

*Sarthe (1^{ère} circonscription)
Union pour la démocratie française
puis Démocratie libérale et indépendants*

Élu le 1^{er} juin 1997

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9391)

Cesse d'appartenir au groupe de l'Union pour la Démocratie française [27 mai 1998] (p. 8075)

S'inscrit au groupe Démocratie libérale et indépendants [J.O. du 27 mai 1998] (p. 8075)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9422)

Membre de la mission d'information commune sur la prévention et la lutte contre les exclusions [J.O. du 5 mars 1998] (p. 3424)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 403 portant diverses modifications du nouveau code pénal et du code électoral tendant à interdire définitivement le droit d'éligibilité aux individus condamnés pour crimes ou pour certains délits [4 novembre 1997]

Proposition de loi n° 672 visant à accorder une priorité dans l'attribution des logements sociaux aux familles ayant un enfant handicapé à leur charge [3 février 1998]

Proposition de loi n° 846 tendant à prévenir les expulsions [21 avril 1998]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Prétraitements. Professions de santé. Médecins [19 mai 1998] (p. 4059)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 415, posée le 9 juin 1998. Etablissements de santé. Personnel (J.O. Questions p. 4865). Appelée le 16 juin 1998. Infirmiers, aides opératoires, qualification (p. 5012)

DÉBATS

Projet de loi n° 229 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Fédération de Russie relatif au règlement définitif des créances réciproques entre la France et la Russie antérieures au 9 mai 1945 sous forme de mémorandum d'accord et de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Fédération de Russie sur le règlement définitif des créances réciproques financières et réelles apparues antérieurement au 9 mai 1945

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [20 novembre 1997] (p. 6205)

Son intervention (p. 6209)

Thème :

Politique économique : emprunts russes (p. 6209, 6210)

Projet de loi organique n° 827 limitant le cumul des mandats électoraux et fonctions électives

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [27 mai 1998] (p. 4385, 4406)

Article 2 (articles L.O. 141 et L.O. 141-1 du code électoral - interdiction du cumul d'un mandat parlementaire avec une fonction élective locale ou plus d'un mandat local)

Article L.O. 141 du code électoral

Son amendement n° 13 soutenu par M. Pierre Albertini (interdiction de cumul du mandat de député avec la présidence d'un syndicat ou d'une communauté de communes à fiscalité propre) : devenu sans objet (p. 4411)

Michel HERBILLON

*Val-de-Marne (8^{ème} circonscription)
Union pour la démocratie française
puis Démocratie libérale et indépendants*

Élu le 1^{er} juin 1997

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9391)

Cesse d'appartenir au groupe de l'Union pour la Démocratie française [J.O. du 27 mai 1998] (p. 8075)

S'inscrit au groupe Démocratie libérale et indépendants [J.O. du 27 mai 1998] (p. 8075)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9422)

Membre titulaire du conseil d'administration du centre national d'art et de culture Georges Pompidou [J.O. du 19 septembre 1997] (p. 13658)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Etat. Gouvernement. Politique, bilan et perspectives [26 mai 1998] (p. 4277)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 106, posée le 7 janvier 1998. Voirie. (J.O. Questions p. 30, 31)

n° 177, posée le 3 février 1998. Police. Restructuration (J.O. Questions p. 1026). Appelée le 10 février 1998. Commissariats, effectifs de personnel, Val-de-Marne (p. 1358)

n° 293, posée le 21 avril 1998. Enseignement maternel et primaire. Fermeture de classes (J.O. Questions p. 2893). Appelée le 28 avril 1998. Maisons-Alfort (p. 3083)

n° 448, posée le 23 juin 1998. Emploi. Politique de l'emploi (J.O. Questions p. 5315). Appelée le 30 juin 1998. Missions locales, aides de l'Etat, Ile-de-France (p. 5487)

DÉBATS

Projet de loi n° 200 relatif au développement d'activités pour l'emploi des jeunes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 septembre 1997] (p. 2917, 2943, 2981)

Son intervention (p. 2972)

Thèmes :

Communes (p. 2972)

Fonction publique territoriale (p. 2972)

Formation professionnelle (p. 2972)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de l'éducation nationale, de la recherche et de la technologie (p. 2972)

Projet de loi de finances n° 230 pour 1998

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

EMPLOI ET SOLIDARITÉ

II - SANTÉ, SOLIDARITÉ ET VILLE

Examen du fascicule [3 novembre 1997] (p. 5221, 5246)

Procédure des questions :

Professions de santé : médecins spécialistes : hôpitaux (p. 5271)

ECONOMIE, FINANCES ET INDUSTRIE

IV - PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES, COMMERCE ET ARTISANAT

Examen du fascicule [14 novembre 1997] (p. 5883)

Son intervention (p. 5895)

Thèmes avant la procédure des questions :

Aménagement du territoire : zones de redynamisation urbaine (p. 5895)

Aménagement du territoire : zones de revitalisation rurale (p. 5895)

Banques et établissements financiers : Banque du développement des petites et moyennes entreprises (BDPME) (p. 5896)

Commerce et artisanat : artisanat (p. 5896)

Entreprises : charges (p. 5895)

Entreprises : création (p. 5896)

Travail : réduction du temps de travail (p. 5895)

Projet de loi n° 512 d'orientation et d'incitation relatif à la réduction du temps de travail

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [29 janvier 1998] (p. 747, 785) ; [3 février 1998] (p. 935, 971) ; [4 février 1998] (p. 1039, 1068) ; [5 février 1998] (p. 1110, 1150, 1199) ; [6 février 1998] (p. 1270)

Article 1er (réduction à trente-cinq heures de la durée légale hebdomadaire du travail effectif des salariés)

Son intervention (p. 797)

Soutient l'amendement n° 1144 de M. François Goulard (de suppression) (p. 812) : rejeté au scrutin public (p. 817)

Son amendement n° 1232 (de suppression) (p. 814) : rejeté au scrutin public (p. 817)

Son amendement n° 1231 (réduction facultative du temps de travail) (p. 937) : rejeté au scrutin public (p. 941)

Article 2 (incitation pour les partenaires sociaux à négocier sur la réduction du temps de travail avant l'application de la nouvelle durée légale)

Son intervention (p. 1048)

Son amendement n° 1240 soutenu par M. Germain Gengenwin (rédactionnel) : rejeté (p. 1069)

Article 3 (aide à la réduction du temps de travail)

Intervient sur l'amendement n° 964 de M. Pierre Lellouche (coût annuel de l'aide de l'Etat) (p. 1116)

Intervient sur l'amendement n° 1065 de M. François d'Aubert (aggravation du déficit budgétaire) (p. 1116)

Intervient sur l'amendement n° 1064 de M. François d'Aubert (aggravation du déficit public) (p. 1116)

Soutient l'amendement n° 908 de Mme Marie-Thérèse Boisseau (sites économiques) (p. 1120) : rejeté (p. 1120)

Intervient sur l'amendement n° 879 de M. Gérard Hamel (modulation des échéances de la réduction du temps de travail en fonction de la taille et du secteur d'activité des entreprises) (p. 1122)

Son amendement n° 1242 soutenu par Mme Roselyne Bachelot-Narquin (représentativité des salariés mandatés) (p. 1138) : rejeté (p. 1139)

Son amendement n° 1244 (suppression des VII et VIII de l'article 3) : rejeté (p. 1201)

Après l'article 3

Intervient sur l'amendement n° 112 de M. Maxime Gremetz (revalorisation par étape du SMIC) (p. 1208)

Intervient sur l'amendement n° 1367 de M. François Goulard (revalorisation du SMIC le 1er janvier 2000) (p. 1208)

Article 4 (réduction collective de la durée du travail sous forme de jours de repos)

Soutient l'amendement n° 1331 de M. François Goulard (congés sabbatiques et retraite anticipée) (p. 1219) : rejeté (p. 1219)

Article 5 (seuil de déclenchement du repos compensateur)

Son intervention (p. 1227)

Article 6 (régime de l'abattement de cotisations sociales patronales applicable au travail à temps partiel)

Intervient sur l'amendement n° 23 de M. Pierre Lequiller (de suppression) (p. 1243)

Intervient sur l'amendement n° 230 de M. François Guillaume (de suppression) (p. 1243)

Intervient sur l'amendement n° 1071 de M. François d'Aubert (de suppression) (p. 1243)

Après l'article 9

Son amendement n° 1234 (rapport annuel sur les incidences de la loi sur le "travail au noir") : rejeté (p. 1297)

Article 1er précédemment réservés (réduction à 35 heures de la durée légale hebdomadaire du travail effectif des salariés)

Soutient l'amendement n° 30 précédemment réservé de M. Pierre Lequiller (exclusion des entreprises dont l'expansion durable n'est pas assurée) (p. 1313) : rejeté (p. 1313)

Soutient l'amendement n° 595 précédemment réservé de M. Maurice Leroy (report de l'application de la loi) (p. 1315) : rejeté (p. 1315)

Soutient l'amendement n° 1048 précédemment réservé de M. François d'Aubert (report de l'application de la loi) (p. 1315) : rejeté (p. 1315)

Son amendement n° 1233 précédemment réservé (seuil des effectifs porté à 50 personnes) : rejeté (p. 1316)

Après l'article 1er

Son amendement n° 1236 précédemment réservé (entreprises en difficulté) : rejeté (p. 1323)

Son amendement n° 1235 précédemment réservé (entreprises soumises à une procédure de redressement judiciaire) (p. 1323) : rejeté (p. 1324)

Après l'article 3

Soutient l'amendement n° 1368 précédemment réservé de M. Jacques Barrot (conclusion par l'Etat de convention-cadre avec les branches professionnelles ayant pour objet le maintien ou le développement de l'emploi) (p. 1327) : rejeté (p. 1327)

Après l'article 5

Son amendement n° 1237 précédemment réservé soutenu par M. François Goulard (contingentement des heures supplémentaires) (p. 1329) : rejeté (p. 1330)

Titre

Son amendement n° 1230 (caractère obligatoire de la réduction du temps de travail) (p. 1331) : rejeté (p. 1333)

Son amendement n° 1229 (suppression des termes "orientation" et "incitation") : rejeté (p. 1333)

Projet de loi organique n° 827 limitant le cumul des mandats électoraux et fonctions électives

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [26 mai 1998] (p. 4285, 4315) ; [27 mai 1998] (p. 4373)

Son intervention (p. 4335)

Thèmes :

Elections et référendums : cumul des mandats : modes de scrutin (p. 4335)

Elections et référendums : statut des élus (p. 4335)

Etat : décentralisation (p. 4335)

Parlement : parlementaires : maires (p. 4335, 4336)

Pierre HÉRIAUD

*Loire-Atlantique (9^{ème} circonscription)
Union pour la démocratie française
puis Union pour la démocratie française-Alliance*

Élu le 1^{er} juin 1997

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9391), devenu groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance [J.O. du 25 juin 1998] (p. 9698)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9423)

Membre titulaire de la commission centrale de classement des débits de tabac [J.O. du 23 juillet 1997] (p. 11056)

Membre de la commission d'enquête sur l'utilisation des fonds publics et la gestion des fonds publics en Corse [J.O. du 5 mars 1998] (p. 3423)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 239, posée le 24 mars 1998. Industrie. Textile et habillement (J.O. Questions p. 2098). Appelée le 31 mars 1998. Cotisations sociales, réduction, remboursement (p. 2230)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 230 pour 1998

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [14 octobre 1997] (p. 3930, 3961) ; [15 octobre 1997] (p. 3991, 4023, 4053)

Son intervention (p. 3996)

Thèmes :

Emploi : allègement des charges sociales (p. 3996)
 Famille : politique familiale (p. 3996)
 Finances publiques : déficit budgétaire (p. 3996)
 Finances publiques : dépenses (p. 3996)
 Finances publiques : politique budgétaire (p. 3996)
 Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 3996, 3997)
 Impôt sur le revenu : abattements supplémentaires pour frais professionnels (p. 3997)
 Impôt sur le revenu : quotient familial (p. 3997)
 Impôt sur les sociétés : provisions (p. 3996)
 Impôt sur les sociétés : taux (p. 3996)
 Politique économique : épargne (p. 3997)

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [15 octobre 1997] (p. 4062) ; [16 octobre 1997] (p. 4089, 4121, 4157) ; [17 octobre 1997] (p. 4191, 4218, 4268)

Après l'article 11

Son amendement n° 266 soutenu par M. Jean-Jacques Jégou (possibilité d'assujettissement des déchetteries à la TVA) (p. 4256) : rejeté (p. 4258)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**SERVICES DU PREMIER MINISTRE**

SERVICES GÉNÉRAUX - Secrétariat général de la Défense nationale - Conseil économique et social - Plan - Budget ANNEXE DES JOURNAUX OFFICIELS

Examen du fascicule [23 octobre 1997] (p. 4523)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 4526)

Thèmes avant la procédure des questions :

Défense : défense civile (p. 4527)
 Défense : Institut des hautes études de défense nationale (IHEDN) (p. 4527)
 Défense : Secrétariat général de la défense nationale (SGDN) (p. 4526, 4527)

INTÉRIEUR**Examen du fascicule [30 octobre 1997] (p. 5067)***Procédure des questions :*

Collectivités territoriales : dotations de l'Etat (p. 5107)
 Déchets, pollutions et nuisances : déchets ménagers : collectivités territoriales (p. 5112)

Projet de loi n° 727 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier**PREMIÈRE LECTURE**

Discussion des articles [31 mars 1998] (p. 2288) ; [1er avril 1998] (p. 2331, 2373) ; [2 avril 1998] (p. 2404, 2449)

Après l'article 11

Soutient l'amendement n° 45 de la commission (droit d'option des collectivités locales pour l'assujettissement à la TVA au titre des opérations relatives aux déchetteries) (p. 2332) : retiré

NOUVELLE LECTURE**Discussion des articles [20 mai 1998] (p. 4145, 4213)**

Article 11 bis A (droit d'option des collectivités locales pour l'assujettissement à la TVA au titre des déchetteries)

Intervient sur l'amendement n° 91 du Gouvernement (de suppression) (p. 4152)

Guy HERMIER

*Bouches-du-Rhône (4^{ème} circonscription)
 Communiste*

Élu le 1^{er} juin 1997

S'inscrit au groupe communiste [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9391)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9422)

DÉPÔTS

Proposition de loi constitutionnelle n° 56 tendant à interdire l'amnistie des infractions commises en relation avec le financement des campagnes et des partis politiques [15 juillet 1997]

Proposition de loi n° 167 tendant à assurer l'égalité dans l'accès aux prestations de solidarité [23 juillet 1997]

Proposition de loi n° 168 relative au mode de calcul des congés annuels des salariés [23 juillet 1997]

Proposition de loi n° 209 tendant à reconnaître le génocide du peuple arménien et à protéger les génocides contre leur contestation [11 septembre 1997]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Emploi. Chômeurs. Associations, revendications [7 janvier 1998] (p. 12)

Ordre public. Maintien. Matches de la coupe du monde de football, Marseille [16 juin 1998] (p. 5023)

DÉBATS**Projet de loi de finances n° 230 pour 1998****DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****EDUCATION NATIONALE, RECHERCHE ET TECHNOLOGIE**

I - ENSEIGNEMENT SCOLAIRE

Examen du fascicule [13 novembre 1997] (p. 5751, 5775)

Son intervention (p. 5757)

Thèmes avant la procédure des questions :

Emploi : contrats emploi-jeunes : enseignement : personnel (p. 5757)

Enseignement : cantines scolaires (p. 5757)

Enseignement : médecine scolaire et universitaire (p. 5757)

Enseignement : zones d'éducation prioritaires (ZEP) (p. 5757)

Enseignement : personnel : non-enseignants (p. 5757)

Enseignement secondaire : personnel : conseillers d'éducation (p. 5757)

Enseignement secondaire : personnel : maîtres auxiliaires (p. 5758)

Enseignement secondaire : personnel : personnel de direction (p. 5758)

Enseignement technique et professionnel : lycées professionnels (LP) (p. 5758)

Fonctionnaires et agents publics : reclassement (p. 5758)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de l'éducation nationale, de la recherche et de la technologie : budget (p. 5757)

Travail : heures supplémentaires : enseignement : personnel (p. 5757)

Projet de loi n° 328 relatif à la nationalité et modifiant le code civil

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [28 novembre 1997] (p. 6539, 6570, 6607)*Avant l'article 1er*

Intervient sur l'amendement n° 162 de M. Jean-Marie Le Chevallier (suppression des articles permettant l'acquisition de la nationalité à raison de la naissance en France) (p. 6543)

Projet de loi n° 327 relatif à l'entrée et au séjour des étrangers en France et au droit d'asile

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [9 décembre 1997] (p. 7179, 7203) ; [10 décembre 1997] (p. 7239, 7273, 7297) ; [11 décembre 1997] (p. 7321, 7339, 7380) ; [12 décembre 1997] (p. 7413, 7453, 7504) ; [14 décembre 1997] (p. 7603, 7633, 7663) ; [15 décembre 1997] (p. 7698, 7736, 7770) ; [16 décembre 1997] (p. 7858, 7899)

Article 9 précédemment réservé (dépenalisation du défaut de déclaration d'entrée sur le territoire)

Soutient l'amendement n° 695 de M. André Gerin (dépenalisation de l'irrégularité du séjour) (p. 7615) : rejeté (p. 7617)

Article 24 (article 2 de la loi n° 52-893 du 25 juillet 1952 : extension du champ du statut de réfugié)

Soutient l'amendement n° 1672 de M. André Gerin (élargissement de la notion de réfugié) (p. 7796) : rejeté (p. 7697)

Projet de loi n° 512 d'orientation et d'incitation relatif à la réduction du temps de travail

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [29 janvier 1998] (p. 747, 785) ; [3 février 1998] (p. 935, 971) ; [4 février 1998] (p. 1039, 1068) ; [5 février 1998] (p. 1110, 1150, 1199) ; [6 février 1998] (p. 1270)

Article 3 (aide à la réduction du temps de travail)

Son amendement n° 149 soutenu par Mme Jacqueline Fraysse (modulation de l'aide en fonction du nombre d'emplois créés) : rejeté (p. 1191)

Son amendement n° 148 soutenu par M. Maxime Gremetz (limitation du total des aides) : rejeté (p. 1191)

Après l'article 4

Son amendement n° 150 soutenu par M. Jean-Claude Lefort (travail de nuit) : rejeté (p. 1225)

Après l'article 5

Son amendement n° 151 corrigé soutenu par M. Maxime Gremetz (pouvoir de l'inspection du travail en cas de modification d'horaires) : rejeté (p. 1234)

Après l'article 5 : amendements précédemment réservés

Son amendement n° 144 précédemment réservé soutenu par M. Maxime Gremetz (contingentement des heures supplémentaires) (p. 1330) : rejeté au scrutin public (p. 1331)

Projet de loi n° 780 d'orientation relatif à la lutte contre les exclusions

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [6 mai 1998] (p. 3515) ; [7 mai 1998] (p. 3533, 3562) ; [12 mai 1998] (p. 3649, 3684) ; [13 mai 1998] (p. 3741, 3776) ; [14 mai 1998] (p. 3815, 3872) ; [18 mai 1998] (p. 3931, 3975) ; [19 mai 1998] (p. 4076, 4102) ; [20 mai 1998] (p. 4205)

Article 80 (Observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion sociale)

Son amendement n° 603 soutenu par M. Bernard Outin (en liaison avec les observatoires régionaux de la santé) : retiré (p. 4112)

Proposition de loi n° 895 relative à la reconnaissance du génocide arménien de 1915

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [29 mai 1998] (p. 4493)

Son intervention (p. 4498)

Thèmes :

Cérémonies publiques et fêtes légales (p. 4499)

Droit pénal : crimes contre l'humanité (p. 4498, 4499)
 Enseignement : histoire : crimes contre l'humanité (p. 4498)
 Lois : loi n° 90-615 du 13 juillet 1990 tendant à réprimer tout acte raciste, antisémite ou xénophobe (p. 4499)
 Nationalité : nationalité d'origine : culture (p. 4498)
 Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) (p. 4498, 4499)
 Pays étrangers : Arménie (p. 4499)
 Pays étrangers : Turquie (p. 4499)
 Union européenne : Parlement européen (p. 4499)

Discussion de l'article unique [29 mai 1998] (p. 4506)

Article unique

Son amendement n° 1 soutenu par M. Roger Meï (reconnaissance "officielle" par la France du génocide arménien et responsabilité du gouvernement turc de l'époque) (p. 4509) : rejeté (p. 4511)

Son amendement n° 2 soutenu par M. Roger Meï (commémoration sur le sol national) : rejeté (p. 4511)

Après l'article unique

Son amendement n° 3 (renforcement des peines prévues par la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse pour ceux qui contestent le génocide) (p. 4511) : rejeté (p. 4512)

Son amendement n° 4 (complément à la loi du 29 juillet 1881 permettant aux associations de se porter partie civile) : rejeté (p. 4512)

Patrick HERR

*Seine-Maritime (1^{ère} circonscription)
 Union pour la démocratie française
 puis Union pour la démocratie française-Alliance*

Élu le 1^{er} juin 1997

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9391), devenu groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance [J.O. du 25 juin 1998] (p. 9698)

NOMINATION

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9423)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 230 pour 1998

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

EQUIPEMENT, TRANSPORTS ET LOGEMENT

I - EQUIPEMENT ET TRANSPORTS

Examen du fascicule [24 octobre 1997] (p. 4605)

Procédure des questions :

Régions : Basse-Normandie : voirie (p. 4648)

Régions : Haute-Normandie : voirie (p. 4648)

Edmond HERVÉ

*Ille-et-Vilaine (2^{ème} circonscription)
 Socialiste*

Élu le 1^{er} juin 1997

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9390)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9423)

Membre désigné par les groupes de l'office parlementaire d'évaluation des politiques publiques [J.O. du 17 octobre 1997] (p. 15125)

Cesse d'appartenir à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 8 avril 1998] (p. 5486)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 8 avril 1998] (p. 5486)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 9 avril 1998] (p. 5543)

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 9 avril 1998] (p. 5543)

DÉPÔT

Rapport d'information déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur la fiscalité locale [16 juillet 1998] (n° 1066)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 230 pour 1998

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ECONOMIE, FINANCES ET INDUSTRIE

III - INDUSTRIE, POSTE ET TÉLÉCOMMUNICATIONS

Examen du fascicule [14 novembre 1997] (p. 5837)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 5843)

Thèmes avant la procédure des questions :

Postes : La Poste (p. 5843, 5844)

Retraites : régimes autonomes et spéciaux : La Poste (p. 5844)

Télécommunications : autorité de régulation des télécommunications (ART) (p. 5843, 5844)
Télécommunications : France Télécom (p. 5843, 5844)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [17 décembre 1997] (p. 8024) ; [18 décembre 1997] (p. 8101)

Seconde délibération

Article 61 quinquies A (suppression de la règle de liaison à la baisse des taux en faveur des groupements de communes à fiscalité propre)

Son amendement n° 213 soutenu par M. Augustin Bonrepaux (insertion des références aux articles 1609 ter A, 1609 ter B, 1609 quinquies A et 1609 quinquies B du code général des impôts) : adopté (p. 8143)

Jacques HEUCLIN

*Seine-et-Marne (9^{ème} circonscription)
Socialiste*

Élu le 1^{er} juin 1997

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9390)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9423)

Membre titulaire du comité central d'enquête sur le coût et le rendement des services publics [J.O. du 2 août 1997] (p. 11521)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Enseignement maternel et primaire. Élèves. Admission en classe de maternelle, enfants âgés de deux ans [21 octobre 1997] (p. 4386)

Claude HOARAU

*La Réunion (5^{ème} circonscription)
Radical, Citoyen et Vert*

Élu le 1^{er} juin 1997

S'inscrit au groupe Radical, Citoyen et Vert [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9391)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9423)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions

restant en discussion du projet de loi relatif à l'inscription d'office des personnes âgées de dix-huit ans sur les listes électorales [J.O. du 16 octobre 1997] (p. 15040)

Membre titulaire du fonds pour l'emploi dans les départements d'outre-mer et la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon [J.O. du 22 octobre 1997] (p. 15394)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 1090 relative à la réorganisation administrative de La Réunion en deux départements [22 septembre 1998]

Proposition de loi n° 1091 relative à la représentation parlementaire de La Réunion découlant de la proposition de loi portant réorganisation administrative de La Réunion en deux départements [22 septembre 1998]

Proposition de loi n° 1092 relative à la titularisation du personnel communal non titulaire du département de La Réunion [22 septembre 1998]

Proposition de loi organique n° 1098 relative à la représentation parlementaire de La Réunion découlant de la proposition de loi portant réorganisation administrative de La Réunion en deux départements [24 septembre 1998]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Transports aériens. Air France. Développement, Océan Indien [25 novembre 1997] (p. 6245)

DOM. Politique sociale. Lutte contre l'exclusion [29 avril 1998] (p. 3212)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 395, posée le 2 juin 1998. Retraites : régime général. Paiement des pensions (J.O. Questions p. 4620). Appelée le 9 juin 1998. Date d'effet (p. 4769)

DÉBATS

Projet de loi n° 200 relatif au développement d'activités pour l'emploi des jeunes

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [15 septembre 1997] (p. 2995) ; [16 septembre 1997] (p. 3050, 3092) ; [17 septembre 1997] (p. 3121)

Après l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 211 du Gouvernement (utilisation par les départements des crédits d'insertion pour le financement des postes de travail) (p. 3110)

Après l'article 2

Intervient sur l'amendement n° 206 rectifié de Mme Huguette Bello (mesures spécifiques dans les DOM) (p. 3126)

Intervient sur l'amendement n° 72 de M. Camille Darsières (création dans les DOM d'une agence départementale d'insertion) (p. 3128)

Intervient sur l'amendement n° 73 de M. Camille Darsières (administration de l'agence départementale d'insertion dans les DOM) (p. 3128)

Intervient sur l'amendement n° 74 de M. Camille Darsières (direction de l'agence départementale d'insertion dans les DOM) (p. 3128)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [7 octobre 1997] (p. 3705)

Article 2 bis supprimé par le Sénat (modalités d'application du dispositif emplois-jeunes dans les départements d'outre-mer et à Saint-Pierre-et-Miquelon)

Son intervention (p. 3720)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la mise aux voix du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [13 octobre 1997] (p. 3886)

Son intervention (p. 3891)

Thème :

Emploi : contrats emploi-jeunes (p. 3891)

Projet de loi n° 199 portant réforme du service national

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [18 septembre 1997] (p. 3279, 3308) ; [22 septembre 1997] (p. 3341, 3386)

Article 1er (création d'un livre premier du code du service national)

Article L. 114-12 du code du service national : modalités d'application

Intervient sur l'amendement n° 128 rectifié de la commission (codification du volontariat militaire) (p. 3365, 3366)

Projet de loi n° 46 d'orientation sur la pêche maritime et les cultures marines

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [24 septembre 1997] (p. 3436)

Son intervention (p. 3453)

Thèmes :

DOM-TOM (p. 3454)

Politiques communautaires : politique d'orientation pour la pêche (p. 3454)

Projet de loi n° 231 relatif à l'inscription d'office des personnes âgées de dix-huit ans sur les listes électorales

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [8 octobre 1997] (p. 3791)

Article 2 (modalités de l'inscription d'office sur les listes électorales)

Son intervention (p. 3793)

Projet de loi n° 303 de financement de la sécurité sociale pour 1998

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [28 octobre 1997] (p. 4832, 4853, 4890) ; [29 octobre 1997] (p. 4923, 4963, 4995) ; [30 octobre 1997] (p. 5028) ; [31 octobre 1997] (p. 5159)

Article 19 (mise sous condition de ressources des allocations familiales)

Son intervention (p. 5000)

Intervient sur l'amendement n° 180 de la commission (rétablissement de l'égalité entre la France métropolitaine et les DOM en matière de prestations familiales) (p. 5029)

Intervient sur l'amendement n° 416 de Mme Huguette Bello (rétablissement de l'égalité entre la France métropolitaine et les DOM en matière de prestations familiales) (p. 5029)

Projet de loi de finances n° 230 pour 1998

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

OUTRE-MER

Examen du fascicule [31 octobre 1997] (p. 5123)

Rapporteur pour avis de la commission de la production et des échanges

Son intervention (p. 5127)

Thèmes avant la procédure des questions :

Agriculture (p. 5128)

DOM : Fonds d'investissement des départements d'outre-mer (FIDOM) (p. 5128)

DOM : La Réunion : exclusion (p. 5129)

Emploi (p. 5127)

Emploi : contrats emploi solidarité (p. 5128)

Logement (p. 5128)

ECONOMIE, FINANCES ET INDUSTRIE

III - INDUSTRIE, POSTE ET TÉLÉCOMMUNICATIONS

Examen du fascicule [14 novembre 1997] (p. 5837)

Procédure des questions :

DOM : La Réunion : La Poste (p. 5878)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 décembre 1997] (p. 8001)

Son intervention (p. 8015)

Thèmes :

DOM : crédits (p. 8016)

DOM : La Réunion (p. 8016)

DOM-TOM (p. 8015)

Impôts et taxes : investissements outre-mer (p. 8016)

Projet de loi n° 327 relatif à l'entrée et au séjour des étrangers en France et au droit d'asile

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [9 décembre 1997] (p. 7179, 7203) ; [10 décembre 1997] (p. 7239, 7273, 7297) ; [11 décembre 1997] (p. 7321, 7339, 7380) ; [12 décembre 1997] (p. 7413, 7453, 7504) ; [14 décembre 1997] (p. 7603, 7633, 7663) ; [15 décembre 1997] (p. 7698, 7736, 7770) ; [16 décembre 1997] (p. 7858, 7899)

Article 1er précédemment réservé (article 5 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 : motivation des refus de visas et allègement des formalités aux frontières)

Intervient sur les amendements n°s 801 à 804, 791 et 799 de M. François d'Aubert (catégories de visas dont le refus n'a pas à être motivé) (p. 7925)

Projet de loi n° 780 d'orientation relatif à la lutte contre les exclusions

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [6 mai 1998] (p. 3515) ; [7 mai 1998] (p. 3533, 3562) ; [12 mai 1998] (p. 3649, 3684) ; [13 mai 1998] (p. 3741, 3776) ; [14 mai 1998] (p. 3815, 3872) ; [18 mai 1998] (p. 3931, 3975) ; [19 mai 1998] (p. 4076, 4102) ; [20 mai 1998] (p. 4205)

Article 35 (extension aux sociétés d'économie mixte des DOM des dispositions relatives aux attributions de logement)

Son amendement n° 662 corrigé (application aux départements d'outre-mer de l'article L. 442-6-1 du code de la construction et de l'habitation) (p. 3866) : adopté (p. 3867)

Article 60 (versement en tiers-payant de l'allocation de logement familiale pour le parc social non conventionné)

Son amendement n° 663 corrigé soutenu par M. Alain Cacheux (application du dispositif aux sociétés d'économie mixte des départements d'outre mer) (p. 3987) : adopté après deuxième correction (p. 3988)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [30 juin 1998] (p. 5561) ; [1^{er} juillet 1998] (p. 5582, 5604, 5665)

Après l'article 35

Son amendement n° 200 rectifié soutenu par M. Jean-Michel Marchand (fixation par arrêté des conditions de réalisation des opérations d'amélioration de l'habitat en auto-construction dans les DOM) : retiré (p. 5652)

Projet de loi organique n° 827 limitant le cumul des mandats électoraux et fonctions électives

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [27 mai 1998] (p. 4385, 4406)

Article 2 (articles L.O. 141 et L.O. 141-1 du code électoral - interdiction du cumul d'un mandat parlementaire avec une fonction élective locale ou plus d'un mandat local)

Son intervention (p. 4390)

Article 4 (article L.O. 151-1 du code électoral - l'incompatibilité constituée pendant le mandat parlementaire)

Son amendement n° 76 (cessation de l'exercice du mandat le plus ancien en cas de contestation de l'élection) (p. 4421) : retiré (p. 4422)

Projet de loi n° 828 limitant le cumul des mandats électoraux et fonctions électives

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [28 mai 1998] (p. 4441)

Article 1er (article L. 46 du code électoral - limitation du cumul des mandats électoraux)

Son amendement n° 103 (en cas de contestation de l'élection, cessation de l'exercice du mandat le plus ancien) : rejeté (p. 4443)

Élie HOARAU

*La Réunion (4^{ème} circonscription)
Radical, Citoyen et Vert*

Élu le 25 mai 1997

S'inscrit au groupe Radical, Citoyen et Vert [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9391)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9423)

Membre titulaire du conseil supérieur de la forêt et des produits forestiers [J.O. du 10 juillet 1997] (p. 10491)

Membre titulaire du comité directeur du fonds d'investissement des départements d'outre-mer (FIDOM) [J.O. du 7 novembre 1997] (p. 16219)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 1090 relative à la réorganisation administrative de La Réunion en deux départements [22 septembre 1998]

Proposition de loi n° 1091 relative à la représentation parlementaire de La Réunion découlant de la proposition de loi portant réorganisation administrative de La Réunion en deux départements [22 septembre 1998]

Proposition de loi n° 1092 relative à la titularisation du personnel communal non titulaire du département de La Réunion [22 septembre 1998]

Proposition de loi organique n° 1098 relative à la représentation parlementaire de La Réunion découlant de la proposition de loi portant réorganisation

administrative de La Réunion en deux départements
[24 septembre 1998]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

DOM. Réunion : politique extérieure. Océan indien, relations commerciales, attitude de la France
[19 novembre 1997] (p. 6149)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 230 pour 1998

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [14 octobre 1997]
(p. 3930, 3961) ; [15 octobre 1997] (p. 3991, 4023,
4053)

Son intervention (p. 3976)

Thèmes :

DOM : La Réunion (p. 3976)

Emploi : jeunes (p. 3976)

Impôts et taxes : investissements outre-mer (p. 3976)

Ministères et secrétariats d'Etat : secrétariat d'Etat à
l'outre-mer : budget (p. 3976)

François HOLLANDE

*Corrèze (1^{ère} circonscription)
Socialiste*

Élu le 1^{er} juin 1997

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 13 juin 1997]
(p. 9390)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles,
familiales et sociales [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9422)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires
culturelles, familiales et sociales [J.O. du
2 juillet 1997] (p. 10059)

Membre de la commission de la défense nationale et
des forces armées [J.O. du 2 juillet 1997] (p. 10060)

Robert HONDE

*Alpes-de-Haute-Provence (2^{ème} circonscription)
Radical, Citoyen et Vert*

Élu le 1^{er} juin 1997

S'inscrit au groupe Radical, Citoyen et Vert [J.O. du
13 juin 1997] (p. 9391)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des
échanges [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9423)

Membre de la commission d'enquête sur Superphénix
et la filière des réacteurs à neutrons rapides [J.O. du
11 avril 1998] (p. 5678)

Secrétaire de la commission d'enquête sur Superphénix
et la filière des réacteurs à neutrons rapides [J.O. du
22 avril 1998] (p. 6198)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Travail. Durée du travail. Réduction, attitude du Centre
national du patronat français (CNPF) [2 décembre
1997] (p. 6744)

DÉBATS

Projet de loi n° 201 portant mesures urgentes à caractère fiscal et financier

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 septembre 1997]
(p. 3147, 3155)

Son intervention (p. 3180)

Thèmes :

Finances publiques : déficit budgétaire (p. 3180)

Finances publiques : politique budgétaire (p. 3180)

Impôt sur les sociétés : taux (p. 3180)

Impôts et taxes : justice sociale (p. 3181)

Plus values : imposition : plus-values à long terme
(p. 3180)

Politique économique : consommation (p. 3180)

Sécurité sociale : déficit (p. 3180)

Philippe HOUILLON

*Val-d'Oise (1^{ère} circonscription)
Union pour la démocratie française
puis Démocratie libérale et indépendants*

Élu le 1^{er} juin 1997

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie
française [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9391)

Cesse d'appartenir au groupe de l'Union pour la
Démocratie française [J.O. du 26 mai 1998] (p. 8020)

S'inscrit au groupe Démocratie libérale et indépendants
[J.O. du 26 mai 1998] (p. 8020)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles,
de la législation et de l'administration générale de la
République [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9423)

Membre titulaire de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9423)

Juge titulaire de la Cour de justice de la République [J.O. du 26 juin 1997] (p. 9832)

Cesse d'appartenir à la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 27 juin 1997] (p. 9890)

Membre de la commission d'enquête sur l'activité et le fonctionnement des tribunaux de commerce [J.O. du 21 janvier 1998] (p. 988)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la responsabilité du fait des produits défectueux [J.O. du 24 avril 1998] (p. 6337)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Travail. Durée du travail. Réduction, conséquences, rapport du Fonds monétaire international (FMI) [22 avril 1998] (p. 2907)

DÉBATS

Projet de loi constitutionnelle n° 835 relatif au Conseil supérieur de la magistrature

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [2 juin 1998] (4585)
Son intervention (p. 4611)

Thèmes :

- Droit pénal : politique pénale (p. 4611)
- Justice : Conseil supérieur de la magistrature (p. 4611)
- Justice : Conseil supérieur de la magistrature : Constitution (p. 4611)
- Justice : indépendance (p. 4611)
- Justice : parquet (p. 4611)
- Justice : réforme (p. 4611)

Explications de vote et vote [3 juin 1998] (p. 4635)

Ses explications de vote (p. 4638)
Vote contre du groupe Démocratie libérale et indépendants (p. 4638)

Proposition de résolution n° 674 tendant à modifier les articles 50, 103, 104, 106, 107, 126 et 127 du Règlement de l'Assemblée nationale

Avant la discussion des articles [25 mars 1998] (p. 2116)
Son intervention (p. 2123)

Thèmes :

- Assemblée nationale : commissions (p. 2124)
- Assemblée nationale : procédure d'examen simplifiée (p. 2124)
- Assemblée nationale : propositions de loi (p. 2124)
- Assemblée nationale : séances (p. 2123, 2124)
- Abstention du groupe de l'Union pour la Démocratie française (p. 2128)

Proposition de loi n° 688 relative à la responsabilité du fait des produits défectueux

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [25 mars 1998] (p. 2128)

Son intervention (p. 2132)

Thèmes :

- Consommation : protection des consommateurs (p. 2132)
- Droit civil : responsabilité civile (p. 2132)
- Politiques communautaires : directives (p. 2132)

Discussion des articles [25 mars 1998] (p. 2136)

Article 12 bis (article 1386-11-1 du code civil : obligation de suivi des produits)

Intervient sur l'amendement n° 3 du Gouvernement (suppression de l'exonération de responsabilité pour risque de développement en cas de dommages liés à l'utilisation de produits du corps humain ou de produits de santé) (p. 2139)

Ses explications de vote (p. 2141)

Abstention du groupe de l'Union pour la Démocratie française (p. 2141)

Proposition de loi n° 577 tendant à limiter la détention provisoire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 avril 1998] (p. 2508)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Louis Debré (p. 2515)

Son intervention (p. 2517)

Thèmes :

- Droit pénal : délinquance financière (p. 2518)
- Droit pénal : détention provisoire (p. 2517, 2518)
- Droit pénal : politique pénale (p. 2518, 2519)
- Droit pénal : présomption d'innocence (p. 2517)
- Justice : juge d'instruction (p. 2518)
- Justice : réforme (p. 2515, 2518)
- Justice : victimes : indemnisation (p. 2518)
- Partis et mouvements politiques : majorité (p. 2515, 2518)
- Professions judiciaires et juridiques : avocats (p. 2518)
- Système pénitentiaire : établissements (p. 2518)

Discussion des articles [3 avril 1998] (p. 2529)

Article 1er (ancienneté de cinq ans pour exercer les fonctions de juge d'instruction)

Intervient sur l'amendement n° 18 du Gouvernement (de suppression) (p. 2529)

Article 4 (peines encourues justifiant la détention provisoire et prolongation de la détention justifiée par l'ordre public)

Son amendement n° 1 (de suppression) : rejeté (p. 2534)

Article 5 (durée maximum de la détention provisoire en matière correctionnelle)

Son amendement n° 2 (de suppression) (p. 2537) : rejeté (p. 2538)

Intervient sur l'amendement n° 2 de M. Philippe Houillon (de suppression) (p. 2538)

Vote contre du groupe de l'Union pour la Démocratie française (p. 2541)

Projet de loi n° 956 relatif à l'accès au droit et à la résolution amiable des conflits

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [29 juin 1998] (p. 5449)

Son intervention (p. 5461)

Thèmes :

Assurances (p. 5462)

Droits de l'homme et libertés publiques : égalité (p. 5461)

Justice : aide à l'accès au droit (p. 5462)

Justice : aide juridictionnelle (p. 5461, 5462)

Justice : aide juridique (p. 5462)

Justice : conciliation (p. 5462)

Justice : crédits (p. 5462)

Justice : maisons de justice et du droit (p. 5462)

Justice : réforme (p. 5461)

Discussion des articles [29 juin 1998] (p. 5466)

Après l'article 5

Soutient l'amendement n° 29 de M. Claude Goasguen (non-prise en compte par le juge de la qualité de bénéficiaire de l'aide juridictionnelle pour refuser à son allocataire le bénéfice de l'article 700 du code de procédure civile) (p. 5468) : rejeté (p. 5469)

Article 6 (procédures de retrait de l'aide juridictionnelle)

Son amendement n° 22 (suppression de la possibilité de retrait d'aide juridictionnelle en cas de procédure dilatoire ou abusive) : rejeté (p. 5469)

Article 8 (définition de l'aide à l'accès au droit)

Son amendement n° 23 (suppression de la référence au conseil départemental de l'accès au droit et de la résolution amiable des litiges) (p. 5470) : rejeté (p. 5471)

Article 9 (mise en œuvre de l'aide à l'accès au droit)

Soutient l'amendement n° 30 de M. Claude Goasguen (structure associative substituée au groupement d'intérêt public pour le conseil départemental) (p. 5473) : rejeté (p. 5473)

Son amendement n° 24 (modalités de désignation de l'association membre de droit du conseil départemental) : devenu sans objet (p. 5474)

Soutient l'amendement n° 31 de M. Claude Goasguen (chambre des notaires membre de droit du conseil départemental) (p. 5474) : rejeté (p. 5475)

Son amendement n° 25 (suppression de membres du conseil départemental autres que de droit) (p. 5475) : rejeté (p. 5476)

Article 10 (tarification des consultations juridiques organisées dans le cadre de l'aide à l'accès au droit)

Son amendement n° 26 (conditions de la tarification prévues par décret) (p. 5476) : rejeté (p. 5477)

Article 11 (coordination)

Soutient l'amendement n° 32 de M. Claude Goasguen (de suppression) (p. 5477) : rejeté (p. 5477)

Robert HUE

*Val-d'Oise (5^{ème} circonscription)
Communiste*

Élu le 1^{er} juin 1997

S'inscrit au groupe communiste [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9391)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9423)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 1053 portant réforme de l'impôt de solidarité sur la fortune [7 juillet 1998]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Impôt de solidarité sur la fortune. Réforme. Perspectives [16 juin 1998] (p. 5024)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 230 pour 1998

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

EMPLOI ET SOLIDARITÉ

II - SANTÉ, SOLIDARITÉ ET VILLE

Examen du fascicule [3 novembre 1997] (p. 5221, 5246)

Son intervention (p. 5241)

Thèmes avant la procédure des questions :

Drogue : toxicomanie (p. 5242)

Etablissements de santé : hôpitaux (p. 5242)

Handicapés : allocation aux adultes handicapés (p. 5242)

Institutions sociales et médico-sociales : centres d'hébergement et de réadaptation sociale (CHRS) (p. 5242)

Politique sociale : revenu minimum d'insertion (RMI) (p. 5242)

Santé : accès aux soins (p. 5242)

Santé : médecine préventive (p. 5242)

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COOPÉRATION

I - AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Examen du fascicule [5 novembre 1997] (p. 5395)

Son intervention (p. 5407)

Thèmes avant la procédure des questions :

- Armes : mines anti-personnel (p. 5409)
- Audiovisuel et communication (p. 5408)
- Corps diplomatique et consulaire (p. 5407)
- Langue française : enseignement du français à l'étranger (p. 5407)
- Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) (p. 5409)
- Politique extérieure : relations commerciales (p. 5407, 5409)
- Politiques communautaires : Europe sociale (p. 5408, 5409)
- Traités et conventions : ratification : armes nucléaires stratégiques (p. 5409)
- Union européenne : Union économique et monétaire (UEM) (p. 5408)

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS

Discussion des articles [17 novembre 1997] (p. 5966, 6007) ; [18 novembre 1997] (p. 6032, 6079, 6116) ; [19 novembre 1997] (p. 6153)

Après l'article 61

Son amendement n° 235 soutenu par M. Patrick Malavielle (levée de la taxe spéciale d'équipement par l'établissement public d'action foncière d'Argenteuil-Bezons) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 6096)

Déclaration du Gouvernement n° 493 présentée par M. Hubert Védrine, ministre des affaires étrangères sur la politique européenne

[2 décembre 1997] (p. 6751, 6813)
Son intervention (p. 6763)

Thèmes :

- Emploi (p. 6763)
- Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 6765)
- Union européenne : élargissement (p. 6764, 6765)
- Union européenne : euro (p. 6764)
- Union européenne : institutions communautaires (p. 6764)
- Union européenne : Traité d'Amsterdam (p. 6765)

Proposition de résolution n° 817 sur les recommandations de la Commission européenne relatives au passage à la monnaie unique :

- recommandation de la Commission en vue d'une recommandation du Conseil conformément à l'article 109 J, paragraphe 2, du traité (n° E 1045),
- recommandations de décisions du Conseil abrogeant les décisions constatant l'existence d'un déficit excessif en Belgique, en Allemagne, en Espagne, en France, en Italie, en Autriche, au Portugal, en Suède et au Royaume-Uni - application de l'article 104 C, paragraphe 12, du Traité instituant la Communauté européenne (SEC [1998] 1999 final/n° E 1046)

Explications de vote et vote [22 avril 1998] (p. 2910)
Ses explications de vote (p. 2915)
Vote contre du groupe communiste (p. 2917)

Michel HUNAUT

*Loire-Atlantique (6^{ème} circonscription)
Rassemblement pour la République*

Élu le 1^{er} juin 1997

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9391)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9423)

Membre titulaire du conseil supérieur de l'administration pénitentiaire [J.O. du 19 septembre 1997] (p. 13658)

Membre suppléant de la commission du suivi du mémorandum d'accord signé le 26 novembre 1996 entre la France et la fédération de Russie [J.O. du 6 novembre 1997] (p. 16151)

Représentant suppléant de la délégation française aux Assemblées du Conseil de l'Europe et de l'UEO [J.O. du 24 décembre 1997] (p. 18829)

Membre de la commission d'enquête sur l'état des droits de l'enfant en France, notamment au regard des conditions de vie des mineurs et de leur place dans la cite [J.O. du 15 janvier 1998] (p. 645)

Membre de la commission d'enquête sur l'activité et le fonctionnement des tribunaux de commerce [J.O. du 21 janvier 1998] (p. 988)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 114 relative à la contractualisation des maisons d'accueil pour les adultes handicapés [23 juillet 1997]

Proposition de loi n° 260 relative à la contractualisation des maisons d'accueil pour les adultes handicapés [30 septembre 1997]

Proposition de loi n° 574 tendant à interdire l'identification d'un défunt par ses empreintes génétiques dans une action en recherche de paternité [17 décembre 1997]

Proposition de loi n° 717 relative à la départementalisation de la taxe professionnelle [24 février 1998]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Commerce extérieur. Compagnie française d'assurances pour le commerce extérieur (COFACE). OPA sur les AGF, conséquences [3 décembre 1997] (p. 6874)

Etrangers. Immigration clandestine. Lutte et prévention [13 janvier 1998] (p. 161)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 26, posée le 17 novembre 1997. Handicapés. Etablissements (J.O. Questions p. 6001). Appelée le 25 novembre 1997. Création, financement, arrondissement de Chateaubriand (p. 6238)

n° 281, posée le 21 avril 1998. Famille. Filiation (J.O. Questions p. 2891). Appelée le 21 avril 1998. Test génétique, réglementation (p. 2792)

n° 418, posée le 9 juin 1998. Voirie. RN 171 (J.O. Questions p. 4866). Appelée le 16 juin 1998. Réhabilitation, Loire-Atlantique (p. 5002)

DÉBATS

Projet de loi n° 202 relatif à la prévention et à la répression des infractions sexuelles ainsi qu'à la protection des mineurs

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 septembre 1997] (p. 3495, 3516)

Son intervention (p. 3519)

Thèmes :

Droit pénal : réclusion criminelle : perpétuité (p. 3519)

Droit pénal : suivi médico-judiciaire (p. 3519)

Droit pénal : suivi socio-judiciaire (p. 3520)

Système pénitentiaire : médecine pénitentiaire (p. 3519)

Discussion des articles [30 septembre 1997] (p. 3535) ; [1er octobre 1997] (p. 3564, 3618)

Article 5 (articles 763-1 à 763-11 nouveaux du code pénal : exécution du suivi socio-judiciaire)

Article 763-6 du code de procédure pénale : expertises médicales

Son amendement n° 107 (obligation d'une expertise médicale avant la libération du condamné) : rejeté (p. 3566)

Son amendement n° 108 (obligation d'une expertise médicale avant la libération du condamné) : rejeté (p. 3566)

Après l'article 19

Reprend l'amendement n° 166 de la commission (obligation d'expertise avant toute réduction de peine) : adopté (p. 3626)

Son amendement n° 2 (suppression des possibilités d'accorder des réductions de peine ou des mesures de libération conditionnelle en l'absence d'expertise médicale) (p. 3625) : rejeté au scrutin public (p. 3626)

Son amendement n° 3 (caractère médical de l'expertise) (p. 3626) : rejeté (p. 3627)

Son amendement n° 4 rectifié (application des dispositions de l'article 722 du code de procédure pénale aux actes de délinquance sexuelle commis sur les mineurs de plus de 15 ans) : adopté (p. 3627)

Son amendement n° 5 rectifié (régime de l'expertise médicale et psychiatrique) : rejeté (p. 3627)

Projet de loi n° 303 de financement de la sécurité sociale pour 1998

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [28 octobre 1997] (p. 4832, 4853, 4890) ; [29 octobre 1997] (p. 4923, 4963,

4995) ; [30 octobre 1997] (p. 5028) ; [31 octobre 1997] (p. 5159)

Article 12 (calcul de la compensation due par la Caisse de retraite et de prévoyance des clercs et employés de notaires à la Caisse nationale d'assurance maladie)

Son intervention (p. 4945)

Son amendement n° 124 (rédactionnel) (p. 4971) : rejeté (p. 4972)

Article 1er précédemment réservé (approbation du rapport annexé)

Son amendement n° 265 (structures d'accueil pour les handicapés) (p. 5209) : retiré (p. 5210)

Son amendement n° 99 soutenu par M. Bernard Accoyer (préservation de la caisse de retraite et de prévoyance des employés et clercs de notaires) (p. 5214) : rejeté (p. 5215)

Proposition de loi n° 412 permettant à l'enfant orphelin, à la suite du décès de ses parents, de participer au conseil de famille

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [20 novembre 1997] (p. 6185)

Son intervention (p. 6190)

Thèmes :

Assemblée nationale : Parlement des enfants (p. 6190)

Enfants : orphelins : droit civil (p. 6190)

Vote pour du groupe du Rassemblement pour la République (p. 6190)

Projet de loi n° 229 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Fédération de Russie relatif au règlement définitif des créances réciproques entre la France et la Russie antérieures au 9 mai 1945 sous forme de mémorandum d'accord et de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Fédération de Russie sur le règlement définitif des créances réciproques financières et réelles apparues antérieurement au 9 mai 1945

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [20 novembre 1997] (p. 6205)

Son intervention (p. 6208)

Thèmes :

Marchés financiers (p. 6209)

Pays étrangers : Russie (p. 6208, 6209)

Politique économique : emprunts russes (p. 6208)

Projet de loi n° 327 relatif à l'entrée et au séjour des étrangers en France et au droit d'asile

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [9 décembre 1997] (p. 7179, 7203) ; [10 décembre 1997] (p. 7239, 7273, 7297) ; [11 décembre 1997] (p. 7321, 7339, 7380) ;

[12 décembre 1997] (p. 7413, 7453, 7504) ;
 [14 décembre 1997] (p. 7603, 7633, 7663) ;
 [15 décembre 1997] (p. 7698, 7736, 7770) ;
 [16 décembre 1997] (p. 7858, 7899)

Après l'article 35

Son amendement n° 407 soutenu par M. Jean-Luc Warsmann (remplacement de la carte actuelle de sécurité sociale par une carte infalsifiable et informatique) : rejeté (p. 7904)

François HUWART

*Eure-et-Loir (3^{ème} circonscription)
 Radical, Citoyen et Vert*

Élu le 1^{er} juin 1997

S'inscrit au groupe Radical, Citoyen et Vert [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9391)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9423)

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9423)

Vice-président de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [J.O. du 19 juin 1997] (p. 9541)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 969 portant extension de la qualification d'officier de police judiciaire au corps de maîtrise et d'application de la police nationale [9 juin 1998]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Etrangers. Immigration. Politique et réglementation [8 avril 1998] (p. 2685)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 230 pour 1998

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

FONCTION PUBLIQUE, RÉFORME DE L'ÉTAT ET DÉCENTRALISATION

Examen du fascicule [22 octobre 1997] (p. 4447)
 Son intervention (p. 4451)

Thèmes avant la procédure des questions :

- Aménagement du territoire (p. 4452)
- Collectivités territoriales : décentralisation (p. 4452)
- Etat : réforme (p. 4452)
- Fonctionnaires et agents publics : traitement (p. 4452)

DÉFENSE

Examen du fascicule [12 novembre 1997] (p. 5674)
 Rapporteur pour avis de la commission de la défense nationale et des forces armées

Son intervention (p. 5685)

Thèmes avant la procédure des questions :

- Défense : armée de terre (p. 5687)
- Défense : crédits (p. 5686)
- Défense : direction des chantiers navals (p. 5686)
- Défense : loi de programmation militaire (p. 5686)
- Défense : personnel civil (p. 5686)
- Défense : professionnalisation (p. 5686, 5687)
- Retraites : fonctionnaires civils et militaires (p. 5687)

Projet de loi n° 327 relatif à l'entrée et au séjour des étrangers en France et au droit d'asile

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 décembre 1997] (p. 6961, 7005, 7039)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. François Bayrou (p. 7027)

Son intervention (p. 7047)

Thèmes :

- Etrangers : immigration : lois (p. 7028)
- Etrangers : intégration (p. 7047, 7048)
- Partis et mouvements politiques : extrême droite (p. 7047, 7048)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la mise aux voix du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [8 avril 1998] (p. 2692)

Son intervention (p. 2718)

Thèmes :

- Etat : République (p. 2718)
- Etrangers : conditions d'entrée et de séjour : lois (p. 2718)
- Politique extérieure : aide au développement (p. 2718)

Déclaration du Gouvernement n° 970 sur le débat d'orientation budgétaire présentée par M. Dominique Strauss-Kahn, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie et M. Christian Sautter, secrétaire d'Etat au budget

[9 juin 1998] (p. 4805, 4839)

Son intervention (p. 4849)

Thèmes :

- Finances publiques : déficit budgétaire (p. 4850)
- Finances publiques : dépenses (p. 4850)
- Finances publiques : dette publique (p. 4850)
- Finances publiques : politique budgétaire (p. 4850)
- Impôts et taxes : politique fiscale : environnement (p. 4850)
- Impôts et taxes : revenus du travail et du capital (p. 4850)

Impôts locaux : taxe professionnelle (p. 4850)
Politique économique : conjoncture (p. 4849)
Politique économique : consommation (p. 4849, 4850)
Politique économique : croissance (p. 4849, 4850)
Politique économique : investissement (p. 4849)
Politique économique : pouvoir d'achat (p. 4849)
Union européenne : euro (p. 4849)

Proposition de loi n° 969 portant extension de la qualification d'officier de police judiciaire au corps de maîtrise et d'application de la police nationale

PREMIÈRE LECTURE

**Avant la discussion de l'article unique [30 juin 1998]
(p. 5527)**

Son intervention (p. 5533)

Thèmes :

Droit pénal : délinquance et criminalité (p. 5533)
Lois : lois d'orientation : police (p. 5533)
Police : effectifs (p. 5533)
Police : officiers de police judiciaire (p. 5533)
Police : police de proximité (p. 5533)

I

Jean-Louis IDIART

*Haute-Garonne (8^{ème} circonscription)
Socialiste*

Élu le 1^{er} juin 1997

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 13 juin 1997]
(p. 9390)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9423)

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne [J.O. du 20 juin 1997] (p. 9634)

Membre titulaire du comité de gestion du fonds d'investissement des transports terrestres et des voies navigables [J.O. du 23 juillet 1997] (p. 11056)

Membre de la commission d'enquête sur l'utilisation des fonds publics et la gestion des fonds publics en Corse [J.O. du 5 mars 1998] (p. 3423)

Cesse d'appartenir à la commission d'enquête sur l'utilisation des fonds publics et la gestion des fonds publics en Corse [J.O. du 6 mars 1998] (p. 3480)

Cesse d'appartenir à la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne [J.O. du 2 avril 1998] (p. 5130)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant le statut de la banque de France en vue de sa participation au système européen de banques centrales [J.O. du 24 avril 1998] (p. 6337)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier [J.O. du 12 mai 1998] (p. 7137)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Transports aériens. Air France. Perspectives [10 juin 1998] (p. 4875)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 81, posée le 8 décembre 1997. Fonction publique territoriale. Filière technique (J.O. Questions p. 7135). Appelée le 16 décembre 1997. Ingénieurs, recrutement (p. 7838)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Suggère que la prochaine séance mensuelle réservée par priorité à un ordre du jour fixé par l'Assemblée soit consacrée à l'examen des propositions de loi relatives à la chasse aux oiseaux migrateurs [20 mai 1998] (p. 4229)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 230 pour 1998

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [14 octobre 1997] (p. 3930, 3961) ; [15 octobre 1997] (p. 3991, 4023, 4053)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Louis Debré (p. 3957)

Son intervention (p. 3997)

Thèmes :

Aménagement du territoire : généralités (p. 3999)

Collectivités territoriales : dotation globale de fonctionnement (DGF) (p. 3957)

Emploi : jeunes (p. 3997)

Famille : politique familiale (p. 3998)

Finances publiques : politique budgétaire (p. 3957, 3998)

Impôt sur le revenu : réduction d'impôt au titre de l'emploi d'un salarié à domicile (p. 3998)

Impôts et taxes : avantages fiscaux (p. 3957)

Impôts et taxes : politique fiscale (p. 3998)

Politique économique : généralités (p. 3997)

Politique économique : prévisions (p. 3957)

Travail : réduction du temps de travail (p. 3997)

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'EQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [15 octobre 1997] (p. 4062) ; [16 octobre 1997] (p. 4089, 4121, 4157) ; [17 octobre 1997] (p. 4191, 4218, 4268)

Article 10 (réduction de 50 % du plafond de la réduction d'impôt au titre de l'emploi d'un salarié à domicile)

Son intervention (p. 4202)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

EQUIPEMENT, TRANSPORTS ET LOGEMENT

I - EQUIPEMENT ET TRANSPORTS

Examen du fascicule [24 octobre 1997] (p. 4605)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 4605)

Thèmes avant la procédure des questions :

Transports : crédits (p. 4605)

Transports : Fonds d'investissement des transports terrestres et des voies navigables (FITTVN) (p. 4606)

Transports ferroviaires : Réseau ferré de France (p. 4605)

Transports ferroviaires : SNCF : personnel (p. 4607)

Transports urbains : plans de déplacements urbains (p. 4606)

Transports urbains : RATP (p. 4605)

Voirie : crédits (p. 4605, 4606)

Voirie : plan d'amélioration du réseau routier national (p. 4606)

III - TOURISME

Vote des crédits et articles rattachés [7 novembre 1997] (p. 5622)*Etat B, titre III*

Intervient sur l'amendement n° 113 du Gouvernement (majoration des crédits destinés à l'amélioration des conditions de travail des chauffeurs routiers) (p. 5623)

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET ENVIRONNEMENT

II - ENVIRONNEMENT

Examen du fascicule [4 novembre 1997] (p. 5349)*Procédure des questions :*

Cours d'eau, étangs et lacs (p. 5382)

EQUIPEMENT, TRANSPORTS ET LOGEMENT

III - TOURISME

Vote des crédits et articles rattachés [7 novembre 1997] (p. 5622)*Etat B, titre III*

Intervient sur l'amendement n° 113 du Gouvernement (majoration des crédits destinés à l'amélioration des conditions de travail des chauffeurs routiers) (p. 5623)

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS

Discussion des articles [17 novembre 1997] (p. 5966, 6007) ; [18 novembre 1997] (p. 6032, 6079, 6116) ; [19 novembre 1997] (p. 6153)

Après l'article 61

Son amendement n° 293 (distinction entre la notion d'entreprise et celle d'établissement au regard des règles fiscales applicables dans les zones de revitalisation rurale) (p. 6062) : retiré ; repris par M. Patrick Ollier (p. 6063) : rejeté (p. 6081)

Son amendement n° 294 (aménagement du dispositif d'exonération de taxe professionnelle applicable dans les zones de revitalisation rurale) (p. 6081) : retiré (p. 6089)

Intervient sur l'amendement n° 168 de la commission (éligibilité au Fonds de compensation pour la TVA des investissements exposés sur des biens appartenant à des tiers non bénéficiaires) (p. 6100)

Son amendement n° 295 (éligibilité au Fonds de compensation pour la TVA des investissements sur des biens appartenant à des tiers non bénéficiaires) : devenu sans objet (p. 6102)

Projet de loi n° 727 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [31 mars 1998] (p. 2250, 2280)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Louis Debré (p. 2261)

Thèmes :

Energie et carburants : gaz (p. 2261)

Entreprises : formalités administratives (p. 2261)
Politique économique : conjoncture (p. 2261)
Politique économique : emprunts russes (p. 2261)
Transports aériens : Air France (p. 2261)
Union européenne : euro (p. 2261)

Discussion des articles [31 mars 1998] (p. 2288) ; [1er avril 1998] (p. 2331, 2373) ; [2 avril 1998] (p. 2404, 2449)*Après l'article 38*

Soutient l'amendement n° 100 de M. Didier Mathus (interdiction pour les chaînes du service public d'accorder un droit exclusif de diffusion de leurs programmes) (p. 2409) : retiré (p. 2410)

Après l'article 47

Soutient l'amendement n° 234 de M. Jean-Pierre Kucheida (exonération de contribution temporaire sur l'impôt sur les sociétés en faveur des sociétés d'économie mixte ayant réalisé un chiffre d'affaires inférieur à 50 millions de francs) (p. 2466) : adopté (p. 2467)

Soutient l'amendement n° 137 de M. Augustin Bonrepaux (assujettissement à la taxe professionnelle de certaines activités saisonnières) (p. 2469) : retiré (p. 2470)

Son amendement n° 232 (dérogation à l'obligation de repos hebdomadaire le dimanche pendant la durée de la coupe du monde de football) : retiré (p. 2476)

Son amendement n° 141 (application des dispositions de l'article 57 de la loi n° 88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation aux villes-centres d'une agglomération de plus de 500 000 habitants participant au fonctionnement d'une scène nationale) : adopté (p. 2481)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 mai 1998] (p. 4125)

Son intervention (p. 4132)

Thèmes :

Administration : simplifications administratives (p. 4132)

Associations : fiscalité (p. 4132)

Energie et carburants : Gaz de France (GDF) (p. 4132)

Impôts locaux : vignette automobile (p. 4132)

Politique économique : croissance (p. 4132)

Transports aériens : Air France (p. 4132)

Union européenne : euro : monnaie unique (p. 4132)

Discussion des articles [20 mai 1998] (p. 4145, 4213)

Article 52 bis (modification du régime des dates d'ouverture anticipée et de clôture de la chasse aux oiseaux migrateurs)

Son rappel au règlement (cf. supra) [20 mai 1998] (p. 4229)

Après l'article 57

Soutient l'amendement n° 79 de M. Jean-Marc Ayrault (application des dispositions de l'article 57 de la loi n° 88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation aux villes-centres d'une agglomération de plus de 500 000 habitants participant au

fonctionnement d'une scène nationale) (p. 4230) : adopté (p. 4231)

Après l'article 65

Soutient l'amendement n° 101 de M. Jean-Louis Dumont (extension du taux réduit de la TVA aux logements-foyers) (p. 4235) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 4235)

Ses explications de vote (p. 4241)

Vote pour du groupe socialiste (p. 4241)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la mise aux voix du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [3 juin 1998] (p. 4653)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. José Rossi (p. 4658)

Son intervention (p. 4663)

Thèmes :

Chasse et pêche : chasse (p. 4663)

Emploi : chômage (p. 4663)

Impôts locaux : vignette automobile (p. 4664)

Politique économique : croissance (p. 4663)

Tourisme et loisirs : stations de montagne (p. 4663)

Transports aériens : Air France (p. 4658, 4659, 4663)

Transports routiers : chauffeurs routiers (p. 4659)

Mise aux voix du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [3 juin 1998] (p. 4673)

Soutient l'amendement n° 3 de M. Bernard Roman (reprise d'un article additionnel adopté par le Sénat relatif à la validation des indemnités perçues par les élus des communautés urbaines de plus de 400 000 habitants entre le 1^{er} avril 1992 et le 1^{er} janvier 1993) (p. 4692) : adopté (p. 4692)

Ses explications de vote (p. 4695)

Vote pour du groupe socialiste (p. 4695)

Projet de loi n° 779 modifiant le statut de la Banque de France en vue de sa participation au Système européen de banques centrales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [7 avril 1998] (p. 2610, 2637)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Philippe de Villiers (p. 2627)

Son intervention (p. 2644)

Thèmes :

Aménagement du territoire (p. 2644, 2645)

Banques et établissements financiers : Banque de France (p. 2644, 2645)

Politiques communautaires : Europe sociale (p. 2627)

Union européenne : construction européenne (p. 2627)

Union européenne : euro : monnaie unique (p. 2644, 2645)

Union européenne : Traité de Maastricht (p. 2644)

Déclaration du Gouvernement n° 970 sur le débat d'orientation budgétaire présentée par M. Dominique Strauss-Kahn, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie et M. Christian Sautter, secrétaire d'Etat au budget

[9 juin 1998] (p. 4805, 4839)

Son intervention (p. 4824)

Thèmes :

Collectivités territoriales : finances locales (p. 4826)

Emploi : chômage (p. 4825)

Emploi : politique de l'emploi (p. 4825)

Finances publiques : déficits publics et sociaux (p. 4825)

Finances publiques : dépenses (p. 4825, 4826)

Finances publiques : dette publique (p. 4825)

Finances publiques : politique budgétaire (p. 4825)

Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 4824, 4825)

Finances publiques : recettes (p. 4825)

Impôts et taxes : réforme fiscale (p. 4826)

Politique économique : conjoncture (p. 4824)

Politique économique : consommation (p. 4824, 4825)

Politique économique : croissance (p. 4824, 4825)

Politique économique : généralités (p. 4824, 4825)

Politique économique : investissement (p. 4825)

Politique économique : pouvoir d'achat (p. 4824)

Sécurité sociale : comptes (p. 4825)

TVA : taux (p. 4826)

Union européenne : euro (p. 4825)

Projet de loi n° 33 portant règlement définitif du budget de 1995

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [25 juin 1998] (p. 5419)

Son intervention (p. 5424)

Thèmes :

Finances publiques : déficit budgétaire (p. 5425)

Finances publiques : dépenses (p. 5425)

Finances publiques : dette publique (p. 5425)

Finances publiques : politique budgétaire (p. 5425)

Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 5425)

Finances publiques : recettes (p. 5425)

Lois de règlement (p. 5425)

Politique économique : croissance (p. 5425)

Secteur public : privatisations : recettes (p. 5425)

Abstention du groupe socialiste (p. 5425)

Projet de loi n° 587 portant règlement définitif du budget 1996

PREMIÈRE LECTURE

Abstention du groupe socialiste [25 juin 1998] (p. 5425)

Anne-Marie IDRAC

*Yvelines (3^{ème} circonscription)
Union pour la démocratie française
puis Union pour la démocratie française-Alliance*

Élu le 1^{er} juin 1997

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9391), devenu groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance [J.O. du 25 juin 1998] (p. 9698)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9423)

Cesse d'appartenir à la commission de la production et des échanges [J.O. du 25 octobre 1997] (p. 15578)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 25 octobre 1997] (p. 15578)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Famille. Politique familiale. Emploi d'un salarié à domicile [1^{er} octobre 1997] (p. 3610)

Politique économique. Croissance. Crise financière asiatique, conséquences [20 janvier 1998] (p. 414)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 391, posée le 26 mai 1998. Industrie. Construction aéronautique et spatiale (J.O. Questions p. 4357). Appelée le 2 juin 1998. Développement (p. 4557)

DÉBATS

Projet de loi n° 200 relatif au développement d'activités pour l'emploi des jeunes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 septembre 1997] (p. 2917, 2943, 2981)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. François Bayrou (p. 2937)

Thèmes :

Fonction publique territoriale (p. 2937)

Politique sociale : exclusion (p. 2937)

Discussion des articles [15 septembre 1997] (p. 2995) ; [16 septembre 1997] (p. 3050, 3092) ; [17 septembre 1997] (p. 3121)

Article 1er (aide à la création d'activités d'utilité sociale pour l'emploi des jeunes)

Son intervention (p. 2997)

Projet de loi de finances n° 230 pour 1998

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET ENVIRONNEMENT

II - ENVIRONNEMENT

Examen du fascicule [4 novembre 1997] (p. 5349)
Son intervention (p. 5357)

Thèmes avant la procédure des questions :

Administration : effectifs (p. 5358, 5359)

Cours d'eau, étangs et lacs : aménagement et protection (p. 5358)

Déchets, pollutions et nuisances : air (p. 5358)

Eau (p. 5358)

Environnement : associations de protection de la nature et de l'environnement (p. 5358)

Environnement : crédits (p. 5357)

Transports : transport combiné (p. 5358, 5359)

Projet de loi n° 512 d'orientation et d'incitation relatif à la réduction du temps de travail

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [27 janvier 1998] (p. 572, 615) ; [28 janvier 1998] (p. 667, 703) ; [29 janvier 1998] (p. 747)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Louis Debré (p. 636)

Thèmes :

Travail : heures supplémentaires (p. 636)

Travail : salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) (p. 636)

Discussion des articles [29 janvier 1998] (p. 747, 785) ; [3 février 1998] (p. 935, 971) ; [4 février 1998] (p. 1039, 1068) ; [5 février 1998] (p. 1110, 1150, 1199) ; [6 février 1998] (p. 1270)

Article 3 (aide à la réduction du temps de travail)

Son amendement n° 1329 soutenu par M. Jacques Barrot (modalités de négociation en cas d'absence de représentation syndicale) (p. 1131) : rejeté (p. 1132)

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [24 mars 1998] (p. 2077) ; [25 mars 1998] (p. 2147)

Article 3 (modification de l'incitation à l'aménagement conventionnel de l'organisation et de la durée du travail prévue par la loi du 11 juin 1996)

Son sous-amendement n° 119 (ratification par référendum des accords sur la réduction du temps de travail) à l'amendement n° 4 de la commission (rétablissement du texte initial avec extension à l'armement maritime et assouplissement vis-à-vis des petites et moyennes entreprises) : rejeté (p. 2167)

Proposition de résolution n° 817 sur les recommandations de la Commission européenne relatives au passage à la monnaie unique :

- recommandation de la Commission en vue d'une recommandation du Conseil conformément à l'article 109 J, paragraphe 2, du traité (n° E 1045),
- recommandations de décisions du Conseil abrogeant les décisions constatant l'existence d'un déficit excessif en Belgique, en Allemagne, en Espagne, en France, en Italie, en Autriche, au Portugal, en Suède et au Royaume-Uni - application de l'article 104 C, paragraphe 12, du Traité instituant la Communauté européenne (SEC [1998] 1999 final/n° E 1046)

Avant la discussion de l'article unique [21 avril 1998] (p. 2827, 2857)

Son intervention (p. 2866)

Thèmes :

Finances publiques : déficit budgétaire (p. 2867)

Finances publiques : dépenses (p. 2867)

Impôts et taxes : politique fiscale (p. 2867)

Politique économique : généralités (p. 2867)

Union européenne : Banque centrale européenne (BCE) (p. 2867)

Union européenne : construction européenne (p. 2867)

Union européenne : euro : monnaie unique (p. 2866, 2867)

Projet de loi n° 780 d'orientation relatif à la lutte contre les exclusions

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [6 mai 1998] (p. 3515) ; [7 mai 1998] (p. 3533, 3562) ; [12 mai 1998] (p. 3649, 3684) ; [13 mai 1998] (p. 3741, 3776) ; [14 mai 1998] (p. 3815, 3872) ; [18 mai 1998] (p. 3931, 3975) ; [19 mai 1998] (p. 4076, 4102) ; [20 mai 1998] (p. 4205)

Article 17 (contenu et mise en œuvre du plan départemental d'action pour le logement des personnes défavorisées)

Son amendement n° 726 soutenu par M. Denis Jacquat (coordination du plan départemental avec le plan pour l'hébergement d'urgence des personnes sans abri) (p. 3720) : rejeté (p. 3721)

Après l'article 63

Son amendement n° 568, deuxième rectification soutenu par M. Denis Jacquat (instauration d'un droit de préemption en cours de bail pour le locataire titulaire d'une carte d'invalidité) (p. 3999) : retiré (p. 4000)

Françoise IMBERT

*Haute-Garonne (5^{ème} circonscription)
Socialiste*

Élue le 1^{er} juin 1997

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9390)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9422)

Membre suppléante du conseil national des politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale [J.O. du 28 août 1997] (p. 12697)

Membre de la mission d'information commune sur les perspectives économiques et sociales de l'aménagement de l'axe européen Rhin-Rhône [J.O. du 31 mars 1998] (p. 4968)

Cesse d'appartenir à la mission d'information commune sur les perspectives économiques et sociales de l'aménagement de l'axe européen Rhin-Rhône [J.O. du 2 avril 1998] (p. 5129)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 8 avril 1998] (p. 5486)

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 8 avril 1998] (p. 5486)

Cesse d'appartenir à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 9 avril 1998] (p. 5543)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 9 avril 1998] (p. 5543)

Michel INCHAUSPÉ

*Pyrénées-Atlantiques (4^{ème} circonscription)
Rassemblement pour la République*

Élu le 1^{er} juin 1997

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9391)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9423)

Membre (représentant de la commission des lois) de l'office parlementaire d'évaluation des politiques publiques [J.O. du 17 octobre 1997] (p. 15125)

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 24 avril 1998] (p. 6331)

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 24 avril 1998] (p. 6331)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Voirie. Autoroutes. Schéma national [19 novembre 1997] (p. 6150)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 230 pour 1998**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****AGRICULTURE ET PÊCHE, BAPSA****Examen du fascicule [23 octobre 1997] (p. 4535)***Procédure des questions :*

Élevage : montagne (p. 4582)

EQUIPEMENT, TRANSPORTS ET LOGEMENT

I - EQUIPEMENT ET TRANSPORTS

Examen du fascicule [24 octobre 1997] (p. 4605)

Son intervention (p. 4616)

Thèmes avant la procédure des questions :

Transports : crédits (p. 4616)

Transports : Fonds d'investissement des transports terrestres et des voies navigables (FITTVN) (p. 4617)

Transports ferroviaires : Réseau ferré de France (p. 4616)

Transports ferroviaires : SNCF : lignes (p. 4616)

Transports ferroviaires : SNCF : personnel (p. 4616)

Voirie : crédits (p. 4617)

Voirie : plan d'amélioration du réseau routier national (p. 4617)

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS**Discussion des articles [17 novembre 1997] (p. 5966, 6007) ; [18 novembre 1997] (p. 6032, 6079, 6116) ; [19 novembre 1997] (p. 6153)***Après l'article 61*

Soutient l'amendement n° 62 de M. Christian Jacob (adaptation du taux de la taxe foncière sur les propriétés non bâties à la suite d'un remembrement) (p. 6096) : rejeté (p. 6096)

Bernadette ISAAC-SIBILLE*Rhône (1^{ère} circonscription)
Union pour la démocratie française
puis Union pour la démocratie française-Alliance*Élu le 1^{er} juin 1997

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9391), devenu groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance [J.O. du 25 juin 1998] (p. 9698)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9423)

Membre de la délégation parlementaire pour les problèmes démographiques [J.O. du 25 juin 1997] (p. 9800)

Membre titulaire de la commission nationale pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) [J.O. du 19 septembre 1997] (p. 13658)

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de la convention sur la protection des enfants et la coopération en matière d'adoption internationale (n° 524) [1^{er} octobre 1997]

Membre de la commission d'enquête sur l'état des droits de l'enfant en France, notamment au regard des conditions de vie des mineurs et de leur place dans la cité [J.O. du 15 janvier 1998] (p. 645)

Vice-président de la commission d'enquête sur l'état des droits de l'enfant en France, notamment au regard des conditions de vie des mineurs et de leur place dans la cité [J.O. du 23 janvier 1998] (p. 1108)

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 524), autorisant l'approbation de la convention sur la protection des enfants et la coopération en matière d'adoption internationale [21 janvier 1998] (n° 643)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi n° 202 relatif à la prévention et à la répression des infractions sexuelles ainsi qu'à la protection des mineurs

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 septembre 1997] (p. 3495, 3516)

Son intervention (p. 3525)

Thèmes :

Droit pénal : suivi socio-judiciaire (p. 3525)

Enfants : mauvais traitements (p. 3525)

Projet de loi de finances n° 230 pour 1998**PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER****Discussion des articles [15 octobre 1997] (p. 4062) ; [16 octobre 1997] (p. 4089, 4121, 4157) ; [17 octobre 1997] (p. 4191, 4218, 4268)***Article 2 (barème de l'impôt sur le revenu)*

Intervient sur l'amendement n° 418 de M. Charles de Courson (octroi de la demi-part supplémentaire de quotient familial réservé aux contribuables ayant élevé seuls un ou plusieurs enfants) (p. 4103)

Article 10 (réduction de 50 % du plafond de la réduction d'impôt au titre de l'emploi d'un salarié à domicile)

Son intervention (p. 4204)

Article 12 (modification des tarifs des taxes intérieures de consommation sur les produits pétroliers et sur le gaz naturel)

Reprend l'amendement n° 326 de M. Yves Cochet (abaissement de la taxe intérieure sur les produits pétroliers applicable au supercarburant sans plomb et augmentation de celle applicable au gazole) : rejeté (p. 4272)

Soutient l'amendement n° 175 de M. Pierre Méhaignerie (abaissement de la taxe intérieure sur les produits pétroliers applicable au supercarburant sans plomb) (p. 4270) : rejeté (p. 4272)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

CULTURE ET COMMUNICATION

II - CULTURE

Examen du fascicule [12 novembre 1997] (p. 5631)

Procédure des questions :

Enseignements artistiques (p. 5651)

EDUCATION NATIONALE, RECHERCHE ET TECHNOLOGIE

I - ENSEIGNEMENT SCOLAIRE

Examen du fascicule [13 novembre 1997] (p. 5751, 5775)

Procédure des questions :

Enseignement : médecine scolaire et universitaire (p. 5780)

Projet de loi n° 303 de financement de la sécurité sociale pour 1998

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [25 novembre 1997] (p.6302)

Article 19 (mise sous condition de ressources des allocations familiales)

Son intervention (p. 6365)

Article 20 bis (formation professionnelle des personnes gardant des enfants à domicile)

Son intervention (p. 6371)

LECTURE DÉFINITIVE

Ses explications de vote [2 décembre 1997] (p. 6812)

Vote contre du groupe de l'Union pour la Démocratie française (p. 6812)

Proposition de résolution n° 452 tendant à créer une commission d'enquête sur l'état des droits de l'enfant en France et notamment sur les conditions de vie des mineurs et leur place dans la cité

Avant la discussion de l'article unique [8 janvier 1998] (p. 63)

Son intervention (p. 68)

Thèmes :

Assemblée nationale : commissions d'enquête (p. 68)

Drogue : toxicomanie : mineurs (p. 69)

Droit pénal : mineurs : délinquance et criminalité (p. 69)

Enseignement maternel et primaire : médecine scolaire (p. 69)

Famille : mineurs : suicide (p. 69)

Famille : politique familiale (p. 68)

Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie française (p. 68)

Projet de loi n° 524 autorisant l'approbation de la convention sur la protection des enfants et la coopération en matière d'adoption internationale

Rapporteur de la commission des affaires étrangères

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [24 février 1998] (p. 1585)

Son intervention (p. 1586)

Thèmes :

Associations (p. 1587, 1588)

Enfants : droits de l'enfant (p. 1586, 1587)

Famille : adoption (p. 1586 à 1588)

Projet de loi n° 780 d'orientation relatif à la lutte contre les exclusions

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 mai 1998] (p. 3392, 3415) ; [6 mai 1998] (p. 3466, 3495)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Louis Debré (p. 3428)

Thèmes :

Enseignement : illettrisme (p. 3428)

Logement : politique du logement (p. 3427)

Politique sociale : exclusion (p. 3427)

Discussion des articles [6 mai 1998] (p. 3515) ; [7 mai 1998] (p. 3533, 3562) ; [12 mai 1998] (p. 3649, 3684) ; [13 mai 1998] (p. 3741, 3776) ; [14 mai 1998] (p. 3815, 3872) ; [18 mai 1998] (p. 3931, 3975) ; [19 mai 1998] (p. 4076, 4102) ; [20 mai 1998] (p. 4205)

Après l'article 38

Son amendement n° 569 soutenu par M. Germain Gengenwin (aide aux femmes enceintes et aux jeunes mères particulièrement démunies) (p. 3888) : rejeté (p. 3889)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 juin 1998] (p. 5535, 5552)

Son intervention (p. 5558)

Thèmes :

Collectivités territoriales (p. 5558)

Logement : politique du logement (p. 5558)

Prestations familiales (p. 5558)

J

Christian JACOB

*Seine-et-Marne (4^{ème} circonscription)
Rassemblement pour la République*

Élu le 1^{er} juin 1997

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9391)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9423)

Membre suppléant de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9423)

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne [J.O. du 20 juin 1997] (p. 9634)

Membre titulaire du conseil supérieur de la coopération [J.O. du 23 juillet 1997] (p. 11056)

Membre de la commission d'enquête sur l'activité et le fonctionnement des tribunaux de commerce [J.O. du 21 janvier 1998] (p. 988)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Agriculture. Politique agricole commune (PAC). Réforme [25 juin 1997] (p. 2903)

Agriculture. Politique agricole commune (PAC). Réforme [18 novembre 1997] (p. 6072)

Agriculture. Politique agricole commune (PAC). Réforme [25 mars 1998] (p. 2112)

Fonction publique de l'Etat. Statuts particuliers. Fonctionnaires sans poste [20 mai 1998] (p. 4198)

*DÉBATS***Projet de loi de finances n° 230 pour 1998****PREMIÈRE LECTURE**

Avant la discussion des articles [14 octobre 1997] (p. 3930, 3961) ; [15 octobre 1997] (p. 3991, 4023, 4053)

Son intervention (p. 4001)

Thèmes :

Assurances : assurance vie (p. 4002)

Politique économique : épargne (p. 4001, 4002)

Politique économique : pouvoir d'achat (p. 4002)

Retraites : régime agricole : majorations des pensions (p. 4002)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**AGRICULTURE ET PÊCHE, BAPSA****Examen du fascicule [23 octobre 1997] (p. 4535)**

Son intervention (p. 4547)

Thèmes avant la procédure des questions :

Agriculture : crédits (p. 4548, 4549)

Agriculture : installation (p. 4548)

Agroalimentaire : entreprises (p. 4548)

Retraites : régime agricole (p. 4549)

Sécurité sociale : protection sociale : agriculteurs (p. 4548)

Vote des crédits et articles rattachés [23 octobre 1997] (p. 4594)**AGRICULTURE ET PÊCHE***Etat B, titre IV*

Son amendement n° 59 (suppression des crédits du fonds pour l'installation en agriculture (FIA) et approvisionnement du fonds pour l'installation et le développement des initiatives locales (FIDIL)) : rejeté (p. 4595)

Intervient sur l'amendement n° 53 de M. François Sauvadet (réduction des crédits du Centre national pour l'aménagement des structures des exploitations agricoles (CNASEA) et affectation des moyens libérés aux entreprises agroalimentaires tournées vers l'exportation) (p. 4596)

Son amendement n° 60 (réduction des crédits alloués aux sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural (SAFER) afin d'alimenter la Société pour l'expansion des ventes de produits agricoles et alimentaires (SOPEXA)) : rejeté (p. 4596)

Son amendement n° 58 (suppression des crédits du fonds de gestion de l'espace rural (FGER)) (p. 4596) : rejeté (p. 4597)

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS

Discussion des articles [17 novembre 1997] (p. 5966, 6007) ; [18 novembre 1997] (p. 6032, 6079, 6116) ; [19 novembre 1997] (p. 6153)

Après l'article 61

Son amendement n° 62 soutenu par M. Michel Inchauspé (adaptation du taux de la taxe foncière sur les propriétés non bâties à la suite d'un remembrement) : rejeté (p. 6096)

Projet de loi n° 328 relatif à la nationalité et modifiant le code civil**PREMIÈRE LECTURE**

Discussion des articles [28 novembre 1997] (p. 6539, 6570, 6607)

Article 5 (article 21-11 du code civil : anticipation de l'acquisition de la nationalité française à raison de la naissance et de la résidence en France)

Intervient sur l'amendement n° 109 de M. Thierry Mariani (introduction de la condition d'entrée régulière sur le territoire français des parents) (p. 6647)

Déclaration du Gouvernement n° 493 présentée par M. Hubert Védrine, ministre des affaires étrangères sur la politique européenne

[2 décembre 1997] (p. 6751, 6813)
Son intervention (p. 6757)

Thèmes :

Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) (p. 6758)
Politiques communautaires : budget (p. 6758)
Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 6758, 6759)
Union européenne : Commission (p. 6757)
Union européenne : Conseil (p. 6757)
Union européenne : élargissement (p. 6758)
Union européenne : euro (p. 6757)
Union européenne : fonds structurels (p. 6759)
Union européenne : institutions communautaires (p. 6757)

Projet de loi n° 327 relatif à l'entrée et au séjour des étrangers en France et au droit d'asile

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [9 décembre 1997] (p. 7179, 7203) ; [10 décembre 1997] (p. 7239, 7273, 7297) ; [11 décembre 1997] (p. 7321, 7339, 7380) ; [12 décembre 1997] (p. 7413, 7453, 7504) ; [14 décembre 1997] (p. 7603, 7633, 7663) ; [15 décembre 1998] (p. 7698, 7736, 7770) ; [16 décembre 1998] (p. 7858, 7899)

Article 3 (article 12 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 : institution d'un titre de séjour "scientifique")

Intervient sur l'amendement n° 133 de M. Henri Cuq (de suppression) (p. 7373)

Intervient sur l'amendement n° 451 de M. Éric Doligé (de suppression) (p. 7373)

Intervient sur les amendements n°s 424 et 427 de M. Jean-Luc Warsmann (nécessité que les recherches ne puissent être effectuées dans son propre pays d'origine) (p. 7383)

Intervient sur l'amendement n° 425 de M. Jean-Luc Warsmann (nécessité que les recherches ne puissent être effectuées dans son propre pays et possibilité de dispenser un enseignement) (p. 7383)

Intervient sur l'amendement n° 428 de M. Jean-Luc Warsmann (nécessité que les recherches ne puissent être effectuées dans son propre pays et conditions de ressources) (p. 7383)

Article 10 (article 21 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 : aménagement du régime des infractions d'aide à l'entrée, à la circulation et au séjour d'étrangers en situation irrégulière)

Intervient sur l'amendement n° 174 de M. Henri Cuq (suppression de la dépenalisation de l'aide au séjour irrégulier pour certains membres de la famille et pour le conjoint ou concubin) (p. 7585)

Intervient sur l'amendement n° 376 de M. Christian Estrosi (suppression de la dépenalisation de l'aide au séjour irrégulier pour certains membres de la famille et pour le conjoint ou concubin) (p. 7585)

Intervient sur l'amendement n° 545 de M. Thierry Mariani (suppression de la dépenalisation de l'aide au séjour irrégulier pour certains membres de la famille et pour le conjoint ou concubin) (p. 7585)

Intervient sur l'amendement n° 952 de M. Rudy Salles (suppression de la dépenalisation de l'aide au séjour irrégulier pour certains membres de la famille et pour le conjoint ou concubin) (p. 7585)

Intervient sur l'amendement n° 1116 de M. Pascal Clément (suppression de la dépenalisation de l'aide au séjour irrégulier pour certains membres de la famille et pour le conjoint ou concubin) (p. 7585)

Intervient sur l'amendement n° 1462 de M. Claude Goasguen (suppression de la dépenalisation de l'aide au séjour irrégulier pour certains membres de la famille et pour le conjoint ou concubin) (p. 7585)

Soutient l'amendement n° 940 de M. François d'Aubert (rédactionnel) (p. 7594) : vote réservé (p. 7594)

Soutient l'amendement n° 941 de M. François d'Aubert (restriction de la dépenalisation pour les concubins) (p. 7594) : vote réservé (p. 7595)

Article 20 (article 40 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 : dispositions relatives à l'outre-mer)

Intervient sur l'amendement n° 190 de M. Henri Cuq (de suppression) (p. 7763)

Projet de loi n° 512 d'orientation et d'incitation relatif à la réduction du temps de travail

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [29 janvier 1998] (p. 747, 785) ; [3 février 1998] (p. 935, 971) ; [4 février 1998] (p. 1039, 1068) ; [5 février 1998] (p. 1110, 1150, 1199) ; [6 février 1998] (p. 1270)

Article 1er (réduction à trente-cinq heures de la durée légale hebdomadaire du travail effectif des salariés)

Son amendement n° 618 (de suppression) (p. 807) : rejeté au scrutin public (p. 817)

Intervient sur l'amendement n° 731 de M. Jacques Kossowski (secteurs du bâtiment et des travaux publics) (p. 957)

Article 4 (réduction collective de la durée du travail sous forme de jours de repos)

Son amendement n° 640 soutenu par M. Pierre Lellouche (suppression de l'article 4) : rejeté (p. 1214)

Après l'article 5

Intervient sur l'amendement n° 722 de M. Yves Cochet (diminution de la durée maximale hebdomadaire) (p. 1234)

Article 6 (régime de l'abattement de cotisations sociales patronales applicable au travail à temps partiel)

Son intervention (p. 1237)

Soutient l'amendement n° 560 de M. Bernard Accoyer (entreprises de la grande distribution) (p. 1250) : rejeté au scrutin public (p. 1252)

Projet de loi n° 226 relatif à la partie législative du livre VI (nouveau) du code rural

DEUXIÈME LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [16 juin 1998] (p. 5038)

Son intervention (p. 5040)

Thème :

Agriculture : code rural (p. 5040)

Mugette JACQUAINT

*Seine-Saint-Denis (3^{ème} circonscription)
Communiste*

Élue le 1^{er} juin 1997

S'inscrit au groupe communiste [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9391)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9422)

Membre titulaire du comité de surveillance de la caisse d'amortissement de la dette sociale [J.O. du 19 septembre 1997] (p. 13658)

Membre titulaire de la commission des comptes de la sécurité sociale [J.O. du 2 octobre 1997] (p. 14317)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au développement d'activités pour l'emploi des jeunes [J.O. du 3 octobre 1997] (p. 14384)

Rapporteuse de la proposition de loi tendant à ouvrir le droit à une allocation spécifique aux chômeurs de 55 ans ou plus ayant quarante annuités de cotisations d'assurance vieillesse (n° 583) [7 janvier 1998]

Rapporteuse de la proposition de loi relative aux chômeurs âgés de moins de 60 ans ayant 40 annuités de cotisations d'assurance vieillesse (n° 370) [7 janvier 1998]

Membre de la mission d'information commune sur la prévention et la lutte contre les exclusions [J.O. du 5 mars 1998] (p. 3424)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation relatif à la lutte contre l'exclusion [J.O. du 28 mars 1998] (p. 4824)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la prévention et à la répression des infractions sexuelles ainsi qu'à la protection des mineurs [J.O. du 10 avril 1998] (p. 5626)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 118 tendant à mettre en oeuvre dix mesures antidélocalisation dans le secteur du textile-habillement-cuir [23 juillet 1997]

Proposition de loi n° 135 assurant le maintien des avantages individuellement acquis en matière de régime indemnitaire pour les agents titulaires des collectivités locales intégrés dans la fonction publique territoriale [23 juillet 1997]

Proposition de loi n° 140 tendant à abroger les articles du code civil relatifs au délai de viduité [23 juillet 1997]

Proposition de loi n° 158 relative à l'indemnisation des victimes d'accidents thérapeutiques [23 juillet 1997]

Proposition de loi n° 181 relative à l'exploitation de la main-d'œuvre enfantine [23 juillet 1997]

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales :

- sur la proposition de loi (n° 583) de M. Alain Bocquet tendant à ouvrir le droit à une allocation spécifique aux chômeurs de 55 ans ou plus ayant quarante annuités de cotisations d'assurance vieillesse ;

- sur la proposition de loi (n° 370) de M. Jean-Marc Ayrault relative aux chômeurs âgés de moins de soixante ans ayant quarante annuités de cotisations d'assurance vieillesse [7 janvier 1998] (n° 608)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi, modifiée par le Sénat (n° 673), tendant à ouvrir le droit à une allocation spécifique aux chômeurs âgés de moins de soixante ans ayant quarante annuités de cotisations d'assurance vieillesse [4 mars 1998] (n° 754)

Proposition de loi n° 1051 relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant taxi [7 juillet 1998]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Enseignement. Politique de l'éducation. Perspectives [24 juin 1997] (p. 2891)

Politique sociale. Lutte contre l'exclusion. Accès à une fourniture minimale d'eau et d'énergie [27 janvier 1998] (p. 571)

Assurance maladie maternité : prestations. Frais pharmaceutiques. Pilules contraceptives [3 mars 1998] (p. 1840)

Famille. Veufs et veuves. Politique et réglementation [22 avril 1998] (p. 2908)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 20, posée le 17 novembre 1997. Industrie. Textile et habillement (J.O. Questions p. 6000). Appelée le 25 novembre 1997. Perspectives (p. 6233)

n° 110, posée le 13 janvier 1998. Femmes. (J.O. Questions p. 242)

n° 127, posée le 20 janvier 1998. Emploi. Allocation de remplacement pour l'emploi (ARPE) (J.O. Questions p. 469). Appelée le 27 janvier 1998. Champ d'application, organismes de sécurité sociale (p. 545)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Fait part à la représentation nationale de la situation des salariés de l'entreprise Loservices à Aubervilliers [23 octobre 1997] (p. 4523)

DÉBATS

Projet de loi organique n° 501 portant recrutement exceptionnel de magistrats de l'ordre judiciaire et modifiant les conditions de recrutement des conseillers de cour d'appel en service extraordinaire

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [20 janvier 1998] (p. 421).

Son intervention (p. 422)

Thèmes :

Justice : contentieux (p. 422)

Justice : magistrats (p. 422)

Vote pour du groupe communiste (p. 422)

Projet de loi n° 200 relatif au développement d'activités pour l'emploi des jeunes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 septembre 1997] (p. 2917, 2943, 2981)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. François Bayrou (p. 2938)

Son intervention (p. 2947)

Thèmes :

Emploi : contrats emploi-jeunes (p. 2948)

Emploi : jeunes : création d'emplois (p. 2938)

Formation professionnelle (p. 2948)

Impôt sur les sociétés (p. 2947)

Police (p. 2948)

Retraites : régimes autonomes et spéciaux : Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales (CNRACL) (p. 2948)

Travail : licenciements (p. 2947)

Discussion des articles [15 septembre 1997] (p. 2995) ; [16 septembre 1997] (p. 3050, 3092) ; [17 septembre 1997] (p. 3121)

Article 1er (aide à la création d'activités d'utilité sociale pour l'emploi des jeunes)

Article L. 322-4-18 du code du travail (conventions relatives à la création d'activités d'utilité sociale)

Son amendement n° 5 rectifié (avis du comité départemental de l'emploi et de la formation) : devenu sans objet (p. 3054)

Intervient sur l'amendement n° 7 de M. Ernest Moutoussamy (création d'une commission consultative départementale) (p. 3054)

Intervient sur l'amendement n° 42 de la commission (information des comités techniques paritaires) (p. 3068)

Son amendement n° 2 (information des institutions représentatives du personnel) : rejeté (p. 3069)

Son amendement n° 4 (évaluation du dispositif par l'ensemble du personnel) : retiré (p. 3070)

Soutient l'amendement n° 10 de M. Ernest Moutoussamy (approbation des conventions par les

conseils élus des collectivités territoriales) (p. 3070) : rejeté (p. 3071)

Article L. 322-4-19 du code du travail (aide pour l'emploi des jeunes)

Reprend l'amendement n° 47 de la commission (définition des bénéficiaires des emplois-jeunes) : adopté (p. 3076)

Intervient sur l'amendement n° 49 de la commission (durée de versement de l'aide de l'Etat) (p. 3078)

Intervient sur l'amendement n° 171 de la commission (durée de versement de l'aide de l'Etat) (p. 3078)

Intervient sur l'amendement n° 159 corrigé de M. Hervé de Charette (durée de versement de l'aide de l'Etat) (p. 3078)

Soutient l'amendement n° 50 de la commission (possibilité d'une rémunération supérieure au SMIC) (p. 3080) : adopté (p. 3080)

Article L. 322-4-20 du code du travail (nature et régime juridique des contrats de travail)

Soutient l'amendement n° 55 de la commission (insertion des nouveaux emplois dans les grilles de classification des conventions nationales) (p. 3084) : adopté après modification (p. 3084)

Son sous-amendement n° 178 (de précision) à l'amendement n° 55 de la commission : adopté (p. 3084)

Son amendement n° 179 (priorité de réembauche à l'issue du contrat) : rejeté (p. 3094)

Soutient l'amendement n° 58 de la commission (possibilité de suspension du contrat en cas d'embauche sur un autre emploi) (p. 3096) : adopté après modification (p. 3096)

Intervient sur le sous-amendement n° 214 du Gouvernement (accord de l'employeur) à l'amendement n° 58 de la commission (p. 3096)

Son amendement n° 25 (accord de l'employeur) (p. 3095) : devenu sans objet (p. 3096)

Après l'article L. 322-4-20 du code du travail

Soutient l'amendement n° 59 de la commission (application du code du travail aux contrats emplois-jeunes) (p. 3097) : retiré (p. 3097)

Son amendement n° 27 (entrée des nouveaux emplois dans la grille des classifications et des salaires) : retiré (p. 3097)

Après l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 62 de la commission (personnes handicapées) (p. 3102)

Son amendement n° 180 (priorité d'embauche donnée par l'ANPE aux anciens titulaires d'emplois-jeunes) : retiré (p. 3103)

Intervient sur l'amendement n° 211 du Gouvernement (utilisation par les départements des crédits d'insertion pour le financement des postes de travail) (p. 3109)

Article 2 (emplois d'adjoints de sécurité dans la police)

Son intervention (p. 3113)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [7 octobre 1997] (p. 3682)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Louis Debré (p. 3691)

Son intervention (p. 3692)

Thèmes :

Emploi : contrats emploi-jeunes (p. 3692)
 Entreprises : allègement des charges (p. 3691)
 Travail : code du travail (p. 3692)

Discussion des articles [7 octobre 1997] (p. 3705)

Article 1er (aide au développement d'activités d'intérêt général pour l'emploi des jeunes)

Article L. 322-4-18 du code du travail : conventions relatives au développement d'activités d'intérêt général

Son sous-amendement n° 52 (information préalable des institutions représentatives du personnel) à l'amendement n° 43 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : rejeté (p. 3709)

Article L. 322-4-20 du code du travail : nature et régime juridique des contrats de travail

Soutient l'amendement n° 36 de M. Maxime Gremetz (nature juridique des contrats) (p. 3710) : rejeté (p. 3711)

Son amendement n° 37 (de rétablissement : durée du travail) : retiré (p. 3711)

Son amendement n° 38 (égalité des droits avec les contractuels) : rejeté après rectification (p. 3712)

Son amendement n° 39 (insertion dans les grilles de classification des conventions collectives nationales de la fonction publique) : rejeté (p. 3712)

Article 1er bis A (financement par le fonds paritaire d'intervention en faveur de l'emploi des postes d'encadrement des emplois-jeunes et des emplois pérennisés dans le secteur marchand)

Intervient sur l'amendement n° 22 de la commission (activation des dépenses d'indemnisation du chômage) (p. 3717)

Ses explications de vote (p. 3728)

Vote pour du groupe communiste (p. 3728)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la mise aux voix du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [13 octobre 1997] (p. 3886)

Son intervention (p. 3887)

Thème :

Emploi : contrats emploi-jeunes (p. 3887)

Projet de loi n° 202 relatif à la prévention et à la répression des infractions sexuelles ainsi qu'à la protection des mineurs

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 septembre 1997] (p. 3495, 3516)

Son intervention (p. 3508)

Thèmes :

Droit pénal : bizutage (p. 3508)
 Droit pénal : mineurs : auditions (p. 3509)
 Droit pénal : réclusion criminelle : perpétuité (p. 3508)
 Droit pénal : suivi socio-judiciaire (p. 3508)

Droit pénal : tourisme sexuel (p. 3509)

Enfants : droits de l'enfant (p. 3509)

Système pénitentiaire : médecine pénitentiaire (p. 3508)

Télécommunications : Internet (p. 3508)

Discussion des articles [30 septembre 1997] (p. 3535) ; [1er octobre 1997] (p. 3564, 3618)

Article 1er (suivi socio-judiciaire)

Son intervention (p. 3537)

Article 6 (articles L. 355-32 à L. 355-36 nouveaux du code pénal : mise en œuvre du suivi socio-judiciaire)

Article L. 355-33 du code de la santé publique : communication des expertises au médecin traitant - justification du suivi du traitement

Intervient sur l'amendement n° 130 corrigé de M. Renaud Dutreil (rapport au Parlement) (p. 3572)

Intervient sur l'amendement n° 113 corrigé de M. Jean-Luc Warsmann (rapport au Parlement) (p. 3572)

Avant l'article 7

Intervient sur l'amendement n° 23 de la commission (rédactionnel) (p. 3574)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [20 janvier 1998] (p. 423)

Son intervention (p. 427)

Thèmes :

Droit pénal : injonction de soins (p. 427)

Droit pénal : suivi socio-judiciaire (p. 427)

Enfants : droits de l'enfant (p. 427)

Enseignement (p. 427)

Télécommunications (p. 427)

Télécommunications : Internet (p. 427)

Télécommunications : minitel (p. 427)

Vote pour du groupe communiste (p. 427)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Procédure d'examen simplifiée [3 juin 1998] (p. 4639)

Son intervention (p. 4641)

Thèmes :

Droit pénal : agressions sexuelles (p. 4641)

Droit pénal : suivi socio-judiciaire (p. 4641)

Justice : victimes (p. 4641)

Projet de loi de finances n° 230 pour 1998

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [15 octobre 1997] (p. 4062) ; [16 octobre 1997] (p. 4089, 4121, 4157) ; [17 octobre 1997] (p. 4191, 4218, 4268)

Article 12 (modification des tarifs des taxes intérieures de consommation sur les produits pétroliers et sur le gaz naturel)

Son intervention (p. 4274)

**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET
DISPOSITIONS SPÉCIALES**

EQUIPEMENT, TRANSPORTS ET LOGEMENT

II - LOGEMENT

Examen du fascicule [6 novembre 1997] (p.5535)

Procédure des questions :

Baux : HLM : loyers (p. 5563)

III - TOURISME

Vote des crédits et articles rattachés [7 novembre 1997] (p. 5622)

Etat B, titre III

Intervient sur l'amendement n° 113 du Gouvernement (majoration des crédits destinés à l'amélioration des conditions de travail des chauffeurs routiers) (p. 5624)

ECONOMIE, FINANCES ET INDUSTRIE

III - INDUSTRIE, POSTE ET TÉLÉCOMMUNICATIONS

Examen du fascicule [14 novembre 1997] (p. 5837)

Procédure des questions :

Automobiles et cycles (p. 5866)

Projet de loi n° 303 de financement de la sécurité sociale pour 1998

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [27 octobre 1997] (p. 4705, 4731, 4773) ; [28 octobre 1997] (p. 4811)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Louis Debré (p. 4749)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. François Bayrou (p. 4758)

Son intervention (p. 4788)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. François Bayrou (p. 4831)

Thèmes :

Famille : politique familiale (p. 4788)

Prestations familiales : allocation de rentrée scolaire (p. 4785)

Prestations familiales : allocation parentale d'éducation (p. 4785)

Prestations familiales : allocation pour jeune enfant (p. 4788)

Prestations familiales : conditions de ressources (p. 4788)

Santé : accès aux soins (p. 4749)

Discussion des articles [28 octobre 1997] (p. 4832, 4853, 4890) ; [29 octobre 1997] (p. 4923, 4963, 4995) ; [30 octobre 1997] (p. 5028) ; [31 octobre 1997] (p. 5159)

Article 3 (taux de la CSG et suppression des cotisations maladie)

Soutient l'amendement n° 156 de M. Jean-Pierre Brard (non-réduction des revenus mensuels nets de

remplacement en dessous de 25 000 francs nets par mois) (p. 4868) : rejeté (p. 4868)

Soutient l'amendement n° 155 rectifié de M. Jean-Pierre Brard (neutralité financière du basculement de la cotisation maladie sur la CSG dans la limite d'un plafond de revenu de 20 000 francs nets mensuels) (p. 4878) : rejeté (p. 4879)

Article 8 (création d'une contribution sur les ventes directes des laboratoires pharmaceutiques)

Son intervention (p. 4927)

Article 13 (intégration financière de la CAMAVIC dans le régime général)

Son intervention (p. 4979)

Article 17 (fixation de l'objectif national de dépenses d'assurance maladie)

Son intervention (p. 4997)

Article 19 (mise sous condition de ressources des allocations familiales)

Son intervention (p. 5004)

Soutient l'amendement n° 53 de Mme Jacqueline Fraysse (de suppression) (p. 5013) : rejeté au scrutin public (p. 5015)

Soutient l'amendement n° 411 de Mme Jacqueline Fraysse (caractère transitoire de la mise sous condition de ressources) (p. 5015) : adopté (p. 5017)

Article 25 (transfert à la caisse d'amortissement de la dette des exercices 1996, 1997 et 1998)

Soutient l'amendement n° 57 de Mme Jacqueline Fraysse (de suppression) (p. 5055) : rejeté (p. 5056)

Article 1er précédemment réservé (approbation du rapport annexé)

Intervient sur l'amendement n° 300 de M. Bruno Bourg-Broc (mise sous condition de ressources de la protection sociale) (p. 5176)

Intervient sur l'amendement n° 331 de M. Bernard Accoyer (médecine scolaire) (p. 5181)

Intervient sur l'amendement n° 213, deuxième rectification de la commission (assistance publique - hôpitaux de Paris) (p. 5186)

Intervient sur l'amendement n° 241 de la commission (prolongation de la perception du RDS pendant 5 ans) (p. 5214)

Intervient sur l'amendement n° 242 de la commission (harmonisation des assiettes du RDS et de la CSG) (p. 5214)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 novembre 1997] (p. 6255, 6293)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. François Bayrou (p. 6266)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Louis Debré (p. 6275)

Son intervention (p. 6278)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Louis Debré (p. 6301)

Thèmes :

Etablissements de santé : schéma d'organisation sanitaire (p. 6278)

Famille : politique familiale (p. 6266, 6278)

Prestations familiales : conditions de ressources (p. 6267)

Retraites : généralités : âge de la retraite (p. 6275)

Sécurité sociale : contribution sociale généralisée (CSG) (p. 6279)

Discussion des articles [25 novembre 1997] (p.6302)

Article 19 (mise sous condition de ressources des allocations familiales)

Intervient sur l'amendement n° 24 de la commission (de rétablissement) (p. 6368)

Intervient sur le sous-amendement n° 67 de M. Bernard Accoyer (déplafonnement pour les familles ayant un ou plusieurs enfants handicapés) à l'amendement n° 24 de la commission (p. 6368)

Intervient sur le sous-amendement n° 86 de M. Yves Bur (plafonnement limité à une année) à l'amendement n° 24 de la commission (p. 6368)

Abstention du groupe communiste (p. 6384)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la mise aux voix du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [2 décembre 1997] (p. 6783)

Son intervention (p. 6792)

Thème :

Famille : politique familiale (p. 6792)

Ses explications de vote (p. 6813)

Abstention du groupe communiste (p. 6813)

Projet de loi n° 327 relatif à l'entrée et au séjour des étrangers en France et au droit d'asile

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [9 décembre 1997] (p. 7179, 7203) ; [10 décembre 1997] (p. 7239, 7273, 7297) ; [11 décembre 1997] (p. 7321, 7339, 7380) ; [12 décembre 1997] (p. 7413, 7453, 7504) ; [14 décembre 1997] (p. 7603, 7633, 7663) ; [15 décembre 1997] (p. 7698, 7736, 7770) ; [16 décembre 1997] (p. 7858, 7899)

Article 4 (article 12 bis de l'ordonnance du 2 novembre 1945 : personnes éligibles à la carte de séjour temporaire "situation personnelle et familiale")

Soutient l'amendement n° 662 de M. André Gerin (suppression du huitième alinéa du texte proposé : liens personnels et familiaux en France) (p. 7472) : adopté (p. 7472)

Article 5 (article 12 ter de l'ordonnance du 2 novembre 1945 : autres titulaires de la carte de séjour temporaire)

Son intervention (p. 7482)

Après l'article 5

Intervient sur l'amendement n° 56 rectifié de la commission (institution d'une commission du titre de séjour dans chaque département) (p. 7491)

Soutient l'amendement n° 583 de M. André Gerin (institution d'une commission du titre de séjour dans

chaque département) (p. 7493) : devenu sans objet (p. 7493)

Son sous-amendement n° 2084 (obligation de suivre tout avis favorable de la commission) à l'amendement n° 56 rectifié de la commission : rejeté (p. 7497)

Article 17 (article 29 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 : régime du regroupement familial)

Intervient sur l'amendement n° 1161 de M. Claude Goasguen (rapport annuel au Parlement sur les conditions d'application de l'article) (p. 7713)

Après l'article 17

Intervient sur l'amendement n° 1519 de M. Jean-Pierre Brard (suppression de la possibilité de retirer le titre de séjour obtenu par un autre conjoint) (p. 7714)

Article 19 (article 35 bis de l'ordonnance du 2 novembre 1945 : modification du régime de rétention administrative)

Intervient sur le sous-amendement n° 2103 de M. Jean-Luc Warsmann (communication des informations limitée aux ascendants, descendants, conjoint de l'étranger) à l'amendement n° 74 rectifié de la commission (communication d'informations sur le placement en rétention) (p. 7739)

Soutient l'amendement n° 1719 rectifié de M. André Gerin (réduction de 24 heures de la durée de rétention) (p. 7741) : vote réservé (p. 7742)

Soutient l'amendement n° 717 de M. André Gerin (suppression des dispositions allongeant la durée de rétention) (p. 7747) : vote réservé (p. 7750)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [25 février 1998] (p. 1693) ; [26 février 1998] (p. 1706, 1748)

Après l'article 2

Soutient l'amendement n° 1 de M. Patrick Braouezec (suppression des mesures de contrôle prévues aux articles 8, 8-1, 8-2 et 8-3 de l'ordonnance de 1945) (p. 1721) : rejeté (p. 1722)

Article 5 bis supprimé par le Sénat (article 12 quater nouveau de l'ordonnance du 2 novembre 1945 : institution d'une commission du titre de séjour)

Soutient l'amendement n° 2 de M. André Gerin (rétablissement d'une commission du titre de séjour ayant un pouvoir décisionnel) (p. 1740) : devenu sans objet (p. 1744)

Soutient le sous-amendement n° 209 de M. Patrick Braouezec (pouvoir décisionnel de la commission du titre de séjour) à l'amendement n° 15 de la commission (rétablissement de l'article et de la commission du titre de séjour) (p. 1744) : rejeté (p. 1744)

Après l'article 5 bis

Soutient l'amendement n° 7 de M. André Gerin (possibilité de recours devant la commission du titre de séjour pour les étrangers déboutés en application de la circulaire du 24 juin 1997) (p. 1744) : rejeté (p. 1745)

Proposition de loi n° 583 tendant à ouvrir le droit à une allocation spécifique aux chômeurs de 55 ans ou plus ayant quarante annuités de cotisations d'assurance vieillesse

Rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [14 janvier 1998] (p. 251)

Son intervention (p. 251)

Thèmes :

- Chômage : indemnisation : allocations (p. 251)
- Chômage : indemnisation : Union nationale pour l'emploi dans l'industrie, le commerce et l'agriculture (UNEDIC) (p. 251)
- Emploi : Agence nationale pour l'emploi (ANPE) (p. 251)
- Politique sociale : revenu minimum d'insertion (RMI) (p. 251, 252)
- Retraites : généralités : durée d'assurance (p. 251, 252)
- Travail : code du travail (p. 252)

Discussion de l'article unique [14 janvier 1998] (p. 270)

Son amendement n° 4 (non-prise en compte de l'allocation de solidarité spécifique et du revenu minimum d'insertion) (p. 270) : adopté (p. 271)

DEUXIÈME LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [5 mars 1998] (p. 1956)

Thèmes :

- Chômage : indemnisation : allocation de solidarité spécifique (ASS) (p. 1958)
- Chômage : indemnisation : Association pour l'emploi dans l'industrie et le commerce (ASSEDIC) (p. 1958)
- Prétraitements : allocation spéciale : durée de cotisation (p. 1957)
- Prétraitements : allocation spéciale : garantie de ressources (p. 1958)
- Prétraitements : allocation spéciale : généralités (p. 1957)

Projet de loi n° 512 d'orientation et d'incitation relatif à la réduction du temps de travail

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [29 janvier 1998] (p. 747, 785) ; [3 février 1998] (p. 935, 971) ; [4 février 1998] (p. 1039, 1068) ; [5 février 1998] (p. 1110, 1150, 1199) ; [6 février 1998] (p. 1270)

Article 3 (aide à la réduction du temps de travail)

- Son amendement n° 115 (délai d'un an donné aux branches pour appliquer l'accord) : rejeté (p. 1121)
- Soutient l'amendement n° 135 de M. Maxime Gremetz (maintien de la valeur actuelle du SMIC pour les salariés effectuant un horaire hebdomadaire de 35 heures) (p. 1168) : rejeté (p. 1169)

Soutient l'amendement n° 130 corrigé de M. Claude Billard (sanctions en cas de manquements à la convention) (p. 1192) : retiré (p. 1192)

Après l'article 5

Son amendement n° 111 corrigé soutenu par M. Claude Billard (réduction de la durée hebdomadaire maximale) : rejeté (p. 1233)

Article 7 (régime des heures complémentaires et des interruptions d'activité dans le cadre du travail à temps partiel)

Soutient l'amendement n° 136 de M. Jean-Pierre Brard (temps partiel imposé) (p. 1275) : retiré (p. 1275)

Soutient l'amendement n° 478 de M. Jean-Pierre Brard (date d'entrée en vigueur de la loi) (p. 1278) : retiré (p. 1279)

Après l'article 7

Soutient l'amendement n° 479 de M. Jean-Pierre Brard (contingentement du temps partiel) (p. 1282) : retiré (p. 1282)

Soutient l'amendement n° 480 de M. Jean-Pierre Brard (contingentement du travail à temps partiel) (p. 1282) : retiré (p. 1282)

Après l'article 9

Soutient l'amendement n° 481 de M. Jean-Pierre Brard (rapport sur le financement) (p. 1295) : rejeté (p. 1296)

Proposition de loi n° 628 tendant à alléger les charges sur les bas salaires

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 janvier 1998] (p. 825)

Son intervention (p. 833)

Thèmes :

- Emploi : chômage (p. 833, 848)
- Entreprises : allègement des charges sociales (p. 833, 834)
- Entreprises : délocalisations (p. 833)
- Entreprises : situation financière : charges (p. 833, 848)
- Marchés publics (p. 834)
- Politique économique : mondialisation (p. 833)
- Ses explications de vote (p. 848)
- Vote contre du groupe communiste (p. 848)

Proposition de loi n° 748 tendant à la détermination des conditions juridiques de l'exercice de la profession d'artisan boulanger

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [3 avril 1998] (p. 2544)

Son intervention (p. 2548)

Thèmes :

- Aménagement du territoire : zones rurales (p. 2548, 2549)

Banques et établissements financiers : crédit : petit commerce
 Commerce et artisanat : boulangerie (p. 2548, 2549)
 Commerce et artisanat : fermeture hebdomadaire (p. 2549)
 Commerce et artisanat : supermarchés (p. 2549)
 Consommation : information des consommateurs (p. 2549)
 Consommation : pratiques commerciales : concurrence (p. 2549)
 Emploi (p. 2548, 2549)
 Justice : Conseil d'Etat (p. 2549)

Discussion de l'article unique [3 avril 1998] (p. 2559)

Article unique (Appellation de boulanger et enseigne de boulangerie)

Intervient sur l'amendement n° 8 de M. Jean-Paul Charié (qualité de "boulanger" et enseigne de "boulangerie" réservées aux seuls artisans boulangers) (p. 2561)

Ses explications de vote (p. 2569)

Vote pour du groupe communiste (p. 2550, 2569)

Projet de loi n° 780 d'orientation relatif à la lutte contre les exclusions

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 mai 1998] (p. 3392, 3415) ; [6 mai 1998] (p. 3466, 3495)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité de M. François Bayrou (p. 3422)

Son intervention (p. 3476)

Thèmes :

Logement : politique du logement (p. 3476)

Politique sociale : exclusion (p. 3422)

Discussion des articles [6 mai 1998] (p. 3515) ; [7 mai 1998] (p. 3533, 3562) ; [12 mai 1998] (p. 3649, 3684) ; [13 mai 1998] (p. 3741, 3776) ; [14 mai 1998] (p. 3815, 3872) ; [18 mai 1998] (p. 3931, 3975) ; [19 mai 1998] (p. 4076, 4102) ; [20 mai 1998] (p. 4205)

Article 1er (affirmation du caractère prioritaire de la lutte contre les exclusions)

Intervient sur l'amendement n° 251 de la commission (centres communaux d'action sociale) (p. 3534)

Soutient l'amendement n° 7 rectifié de Mme Janine Jambu (prévention et suppression des situations engendrant l'exclusion) (p. 3535) : adopté (p. 3535)

Article 3 (stages d'insertion et de formation à l'emploi)

Son intervention (p. 3540)

Article 4 (recentrage des contrats emploi-solidarité sur les personnes en difficulté)

Son intervention (p. 3541)

Intervient sur l'amendement n° 266 de la commission (renouvellement des contrats emploi-solidarité orienté vers une formation qualifiante) (p. 3547)

Intervient sur l'amendement n° 267 de la commission (cumul d'un contrat emploi-solidarité avec une activité professionnelle complémentaire) (p. 3551)

Intervient sur l'amendement n° 719 de M. Alfred Recours (cumul d'un contrat emploi-solidarité et d'un travail à mi-temps) (p. 3553)

Article 7 (régime des contrats conclus par les entreprises d'insertion et les entreprises de travail temporaire d'insertion)

Soutient l'amendement n° 20 corrigé de Mme Janine Jambu (transformation de certains contrats en contrats à durée déterminée) (p. 3600) : retiré (p. 3600)

Article 19 (fonds de solidarité pour le logement)

Intervient sur l'amendement n° 96 de la commission (motivation de la notification de refus d'aide) (p. 3746)

Intervient sur l'amendement n° 97 de la commission (mise en place d'une gestion décentralisée des fonds de solidarité pour le logement) (p. 3747)

Article 21 (régime juridique du fonds de solidarité pour le logement)

Son intervention (p. 3751)

Après l'article 22

Intervient sur l'amendement n° 820 de M. Patrice Martin-Lalande (remboursement des prêts délivrés par les fonds de solidarité par des retenues sur les prestations familiales) (p. 3756)

Article 25 (exonération de taxe d'habitation pour certains logements en sous-location)

Son intervention (p. 3763)

Après l'article 28

Intervient sur l'amendement n° 113 de la commission (dissociation de la location du logement de la location de l'aire de stationnement) (p. 3780)

Après l'article 29

Soutient l'amendement n° 839 de Mme Janine Jambu (affectation par l'Etat de terrains appartenant à une commune pour la construction de logements sociaux) (p. 3786) : retiré (p. 3787)

Article 30 (création d'une taxe sur les logements vacants)

Son intervention (p. 3790)

Soutient l'amendement n° 610 de M. François Asensi (extension du champ d'application de la taxe aux communes relevant de zones d'urbanisation continue de moins de 200 000 habitants) (p. 3798) : rejeté (p. 3798)

Soutient l'amendement n° 841 de Mme Janine Jambu (allongement de la durée d'occupation pour la détermination de la non-vacance) (p. 3802) : rejeté (p. 3802)

Soutient l'amendement n° 749 de M. Jean-Pierre Brard (allongement de la durée d'occupation pour la détermination de la non-vacance) (p. 3802) : rejeté (p. 3802)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 juin 1998] (p. 5535, 5552)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. José Rossi (p. 5547)

Son intervention (p. 5552)

Thèmes :

Associations (p. 5547)
 Chômage : indemnisation (p. 5553)
 Emploi : politique de l'emploi (p. 5552)
 Formation professionnelle : contrats : jeunes (p. 5552)
 Impôt de solidarité sur la fortune (p. 5552)
 Logement : politique du logement (p. 5553)
 Politique sociale : exclusion (p. 5552)
 Politique sociale : revenu minimum d'insertion (RMI) (p. 5552)
 Santé : accès aux soins (p. 5552)
 Sécurité sociale (p. 5552)

Discussion des articles [30 juin 1998] (p. 5561) ; [1^{er} juillet 1998] (p. 5582, 5604, 5665)

Article 4 (régime des contrats emploi-solidarité)

Soutient l'amendement n° 193 de Mme Janine Jambu (actions d'orientation professionnelle) (p. 5569) : adopté (p. 5569)

Soutient l'amendement n° 194 de Mme Janine Jambu (personnes de plus de 50 ans) (p. 5570) : rejeté (p. 5570)

Intervient sur l'amendement n° 99 de la commission (dispositif de formation) (p. 5572)

Article 8 (régime des associations intermédiaires)

Son intervention (p. 5587)

Article 33 B (missions du parc locatif social)

Soutient l'amendement n° 42 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 5635) : adopté (p. 5635)

Article 53 A (sociétés de crédit foncier)

Intervient sur l'amendement n° 131 de la commission (retour au texte de l'Assemblée nationale : abrogation des dispositions des articles 32 à 42 du décret du 28 février 1852 sur les sociétés de crédit foncier) (p. 5654)

LECTURE DÉFINITIVE

Mise aux voix du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [9 juillet 1998] (p. 5745)

Intervient sur l'amendement n° 13 du Gouvernement (transactions portant sur des logements situés dans des zones à risque d'exposition au plomb) (p. 5770)

Proposition de loi n° 845 fixant le régime des armes et munitions

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [29 mai 1998] (p. 4512)

Son intervention (p. 4527)

Thèmes :

Armes : détention (p. 4527)
 Armes : vente (p. 4527)
 Armes : vente : infractions (p. 4528)
 Droit pénal : mineurs (p. 4527)
 Ordre public (p. 4527)

Projet de loi n° 873 relatif aux enquêtes techniques sur les accidents et les incidents dans l'aviation civile

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [18 juin 1998] (p. 5166)

Son intervention (p. 5170)

Thèmes :

Transports aériens : accidents (p. 5170)
 Transports aériens : déréglementation (p. 5170)
 Transports aériens : sécurité (p. 5170)
 Vote pour du groupe communiste (p. 5170)

Proposition de loi n° 967 relative à la création d'un ordre national de la profession infirmière

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 juin 1998] (p. 5210)

Son intervention (p. 5216)

Thèmes :

Professions de santé : exercice libéral (p. 5217)
 Professions de santé : infirmiers (p. 5217)
 Professions de santé : infirmiers : ordre professionnel (p. 5217)
 Professions de santé : infirmiers : syndicats (p. 5217)

Projet de loi n° 975 relatif au mode d'élection des conseillers régionaux et des conseillers à l'Assemblée de Corse et au fonctionnement des conseils régionaux

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [23 juin 1998] (p. 5305) ; [24 juin 1998] (p. 5334, 5362)

Article 4 (article L. 346 du code électoral : obligation d'effectuer une déclaration de candidature)

Intervient sur l'amendement n° 25 de la commission (parité entre candidats des deux sexes) (p. 5343)

Son amendement n° 72 soutenu par M. Alain Bocquet (seuil ramené de 10 à 5 % des suffrages exprimés pour participer au second tour) (p. 5350) : rejeté au scrutin public (p. 5351)

Denis JACQUAT

*Moselle (2^{ème} circonscription)
 Union pour la démocratie française
 puis Démocratie libérale et indépendants*

Élu le 1^{er} juin 1997

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9391)

Cesse d'appartenir au groupe de l'Union pour la Démocratie française [J.O. du 27 mai 1998] (p. 8075)

S'inscrit au groupe Démocratie libérale et indépendants [J.O. du 27 mai 1998] (p. 8075)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9422)

Secrétaire de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 18 juin 1997] (p. 9560)

Rapporteur du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 1998 (n° 303) [8 juillet 1997]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au développement d'activités pour l'emploi des jeunes [J.O. du 3 octobre 1997] (p. 14384)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 1998 [J.O. du 20 novembre 1997] (p. 16819)

Membre de la mission d'information commune sur la prévention et la lutte contre les exclusions [J.O. du 5 mars 1998] (p. 3424)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation relatif à la lutte contre l'exclusion [J.O. du 28 mars 1998] (p. 4824)

Rapporteur du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 1999 n° 1106 [10 juin 1998]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation relatif à la lutte contre les exclusions [J.O. du 19 juin 1998] (p. 9380)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles familiales et sociales sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 1998 (n° 303) Tome III : assurance vieillesse [23 octobre 1997] (n° 385)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi, en nouvelle lecture, de financement de la sécurité sociale pour 1998 (n° 446) : assurance vieillesse [20 novembre 1997] (n° 454)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales en vue de la lecture définitive du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 1998 (n° 492) : assurance vieillesse [2 décembre 1997] (n° 494)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi n° 200 relatif au développement d'activités pour l'emploi des jeunes

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [15 septembre 1997] (p. 2995) ; [16 septembre 1997] (p. 3050, 3092) ; [17 septembre 1997] (p. 3121)

Article 1er (aide à la création d'activités d'utilité sociale pour l'emploi des jeunes)

Son intervention (p. 2997)

Article L. 322-4-18 du code du travail (conventions relatives à la création d'activités d'utilité sociale)

Soutient l'amendement n° 38 de M. Jean-Claude déductibilité (possibilité de groupement entre collectivités et associations) (p. 3059) : adopté (p. 3060)

Article L. 322-4-19 du code du travail (aide pour l'emploi des jeunes)

Intervient sur l'amendement n° 200 du Gouvernement (possibilité de cofinancement) (p. 3081)

Article 2 (emplois d'adjoints de sécurité dans la police)

Intervient sur l'amendement n° 145 de M. Émile Vernaudeau (application dans les territoires d'outre-mer) (p. 3125)

Après l'article 2

Intervient sur l'amendement n° 69 de M. Germain Gengenwin (autorisation des collecteurs de fonds de l'alternance à participer au financement du tutorat) (p. 3128)

Projet de loi n° 303 de financement de la sécurité sociale pour 1998

Rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [27 octobre 1997] (p. 4705, 4731, 4773) ; [28 octobre 1997] (p. 4811) Son intervention (p. 4719)

Thèmes :

Famille : allocation de veuvage (p. 4720)

Personnes âgées : allocation dépendance (p. 4719)

Retraites : généralités : système par capitalisation (p. 4719)

Retraites : régime général : caisse nationale d'assurance vieillesse (CNAV) (p. 4719, 4720)

Retraites : régimes autonomes et spéciaux (p. 4720)

Retraites : régimes autonomes et spéciaux : Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales (CNRACL) (p. 4719)

Discussion des articles [28 octobre 1997] (p. 4832, 4853, 4890) ; [29 octobre 1997] (p. 4923, 4963, 4995) ; [30 octobre 1997] (p. 5028) ; [31 octobre 1997] (p. 5159)

Article 5 (création d'une taxe de santé publique sur les tabacs)

Son intervention (p. 4897)

Article 8 (création d'une contribution sur les ventes directes des laboratoires pharmaceutiques)

Son intervention (p. 4927)

Article 10 (augmentation du taux de la taxe sur les contributions patronales au financement des garanties complémentaires de prévoyance)

Intervient sur l'amendement n° 29 de M. Jean-Luc Préal (maintien de la taxe à 6 %) (p. 4938)

Intervient sur l'amendement n° 120 de M. Charles de Courson (maintien de la taxe à 6 %) (p. 4938)

Intervient sur l'amendement n° 255 de M. Bruno Bourg-Broc (maintien de la taxe à 6 %) (p. 4938)

Article 11 (neutralisation de la seconde répartition de la contribution sociale de solidarité des sociétés pour 1997 et affectation à la CNAMTS et à la CNAVTS des ressources supplémentaires ainsi dégagées pour 1998)

Intervient sur l'amendement n° 34 de M. Jean-Luc Prél (de suppression) (p. 4941)

Intervient sur l'amendement n° 37 de M. Bernard Accoyer (de suppression) (p. 4941)

Intervient sur l'amendement n° 122 de M. Bernard Accoyer (de suppression) (p. 4941)

Son amendement n° 290 (de suppression partielle) : rejeté (p. 4942)

Article 1er précédemment réservé (approbation du rapport annexé)

Soutient l'amendement n° 236 de la commission (mise en place d'un observatoire des retraites) (p. 5205) : adopté (p. 5206)

Son amendement n° 400 (améliorations et réformes à apporter au dispositif) : adopté (p. 5208)

Proposition de loi n° 382 relative au régime local d'assurance maladie des départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [21 janvier 1998] (p. 496)

Article 4 (règles constitutives du régime local d'assurance maladie)

Intervient sur l'amendement n° 14 de la commission (compétences de l'instance locale de gestion) (p. 503)

Après l'article 4

Intervient sur l'amendement n° 17 de la commission (bénéfice du régime local étendu aux salariés agricoles) (p. 503)

Projet de loi n° 780 d'orientation relatif à la lutte contre les exclusions

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 mai 1998] (p. 3392, 3415) ; [6 mai 1998] (p. 3466, 3495)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité de M. François Bayrou (p. 3420)

Son intervention (p. 3429)

Thèmes :

Associations (p. 3430)

Enseignement : illettrisme (p. 3430)

Logement : politique du logement (p. 3430)

Politique sociale : exclusion (p. 3420, 3429)

Politique sociale : revenu minimum d'insertion (RMI) (p. 3430)

Santé : accès aux soins (p. 3430)

Sécurité sociale (p. 3430)

Discussion des articles [6 mai 1998] (p. 3515) ; [7 mai 1998] (p. 3533, 3562) ; [12 mai 1998] (p. 3649, 3684) ; [13 mai 1998] (p. 3741, 3776) ; [14 mai 1998] (p. 3815, 3872) ; [18 mai 1998] (p. 3931, 3975) ; [19 mai 1998] (p. 4076, 4102) ; [20 mai 1998] (p. 4205)

Article 1er (affirmation du caractère prioritaire de la lutte contre les exclusions)

Son intervention (p. 3521)

Soutient l'amendement n° 643 de M. Jacques Barrot (énumération des acteurs concernés) (p. 3524) : retiré (p. 3524)

Soutient l'amendement n° 646 de M. Jacques Barrot (énumération des domaines dans lesquels doit s'exercer la lutte contre les exclusions) (p. 3526) : retiré (p. 3527)

Intervient sur l'amendement n° 251 de la commission (centres communaux d'action sociale) (p. 3534)

Soutient l'amendement n° 482 de M. Christian Martin (rôle des associations) (p. 3535) : rejeté (p. 3535)

Soutient l'amendement n° 648 de M. Claude Goasguen (entreprises du secteur privé) (p. 3535) : rejeté (p. 3535)

Article 3 (stages d'insertion et de formation à l'emploi)

Son intervention (p. 3539)

Article 4 (recentrage des contrats emploi-solidarité sur les personnes en difficulté)

Son intervention (p. 3541)

Intervient sur l'amendement n° 265 de la commission (accès des jeunes de 18 à 25 ans au contrat emploi-solidarité) (p. 3545)

Intervient sur l'amendement n° 266 de la commission (renouvellement des contrats emploi-solidarité orienté vers une formation qualifiante) (p. 3548)

Reprend l'amendement n° 267 de la commission (cumul d'un contrat emploi-solidarité avec une activité professionnelle complémentaire) (p. 3550) : adopté (p. 3551)

Intervient sur l'amendement n° 719 de M. Alfred Recours (cumul d'un contrat emploi-solidarité et d'un travail à mi-temps) (p. 3553)

Article 2 précédemment réservé (accompagnement personnalisé vers l'emploi des jeunes en difficulté)

Son intervention (p. 3575)

Intervient sur l'amendement n° 577 de M. Jacques Barrot (accompagnement renforcé) (p. 3580)

Intervient sur l'amendement n° 578 de M. Jacques Barrot (lutte contre l'illettrisme) (p. 3581)

Soutient l'amendement n° 579 de M. Jacques Barrot (jeunes ayant achevé un premier cycle d'enseignement secondaire sans obtenir de diplôme) (p. 3581) : rejeté (p. 3581)

Article 5 (élargissement des possibilités d'accès aux contrats emplois consolidés)

Son intervention (p. 3586)

Soutient l'amendement n° 483 de M. Christian Martin (possibilité de cumul avec une activité rémunérée) (p. 3592) : rejeté (p. 3592)

Article 6 (définition de l'insertion par l'activité économique)

Son intervention (p. 3594)

Soutient l'amendement n° 534 de M. Germain Gengenwin (compensation des charges par l'Etat) (p. 3598) : rejeté (p. 3598)

Article 7 (régime des contrats conclus par les entreprises d'insertion et les entreprises de travail temporaire d'insertion)

Son intervention (p. 3599)

Article 8 (régime des associations intermédiaires)

Son intervention (p. 3651)

Soutient le sous-amendement n° 948 de M. Pierre Cardo (suppression des durées maxima de mise à disposition) à l'amendement n° 182 rectifié du Gouvernement (fonctionnement des associations intermédiaires) (p. 3665) : rejeté (p. 3665)

Soutient le sous-amendement n° 934 corrigé de M. Jacques Myard (durée de travail fixée à 35 heures hebdomadaires) à l'amendement n° 182 rectifié du Gouvernement (p. 3666) : rejeté (p. 3666)

Intervient sur le sous-amendement n° 916 de M. Robert Galley (limitation de la durée de mise à disposition) à l'amendement n° 182 rectifié du Gouvernement (p. 3667)

Intervient sur le sous-amendement n° 930 de M. Patrick Delnatte (limitation de la durée de mise à disposition) à l'amendement n° 182 rectifié du Gouvernement (p. 3667)

Intervient sur le sous-amendement n° 931 de M. Patrick Delnatte (conditions d'accès et de financement) à l'amendement n° 182 rectifié du Gouvernement (p. 3670)

Intervient sur le sous-amendement n° 722 de la commission (suppression de la clause d'exclusivité pour les associations intermédiaires) à l'amendement n° 182 rectifié du Gouvernement (p. 3671)

Article 9 (conseil départemental de l'insertion par l'activité économique et plans locaux pour l'insertion et l'emploi)

Son intervention (p. 3673)

Soutient l'amendement n° 484 de M. Christian Martin (concours des différents partenaires sociaux) (p. 3685) : retiré (p. 3685)

Article 10 (exonération de cotisations sociales patronales applicable à l'insertion par l'activité économique)

Son intervention (p. 3687)

Article 11 (aide à la création d'entreprise pour les bénéficiaires de minima sociaux)

Son intervention (p. 3687)

Intervient sur l'amendement n° 946 corrigé du Gouvernement (extension des aides aux salariés qui veulent reprendre tout ou partie de leur entreprise) (p. 3688)

Article 12 (lutte contre l'illettrisme dans le cadre de la formation professionnelle)

Son intervention (p. 3692)

Soutient l'amendement n° 485 de M. Christian Martin (alphabétisation des personnes étrangères en situation régulière) (p. 3697) : rejeté (p. 3697)

Article 13 (ouverture du contrat de qualification aux demandeurs d'emploi de 26 ans et plus)

Son intervention (p. 3699)

Article 14 (accès des bénéficiaires de contrats d'insertion par l'activité dans les DOM aux emplois-jeunes)

Son intervention (p. 3702)

Article 15 (aide de l'Etat aux contrats d'accès à l'emploi dans les DOM)

Son intervention (p. 3702)

Après l'article 15

Son amendement n° 784 (bénéficiaires du RMI) (p. 3703) : rejeté (p. 3704)

Article 16 (définition du plan départemental d'action pour le logement des personnes défavorisées)

Son intervention (p. 3707)

Article 17 (contenu et mise en œuvre du plan départemental d'action pour le logement des personnes défavorisées)

Son intervention (p. 3712)

Soutient l'amendement n° 490 de M. Christian Martin (modalités d'élaboration du plan départemental) (p. 3714) : rejeté (p. 3714)

Soutient l'amendement n° 48 de M. Laurent Dominati (reconnaissance d'une priorité pour les gardiens d'immeubles dont le logement est supprimé par délibération de la copropriété) (p. 3716) : rejeté (p. 3717)

Soutient l'amendement n° 726 de Mme Anne-Marie Idrac (coordination du plan départemental avec le plan pour l'hébergement d'urgence des personnes sans abri) (p. 3720) : rejeté (p. 3721)

Article 19 (fonds de solidarité pour le logement)

Soutient l'amendement n° 638 de M. Alain Ferry (de précision) (p. 3742) : rejeté (p. 3743)

Soutient l'amendement n° 810 de M. Jean-François Mattei (prise en compte de la santé comme critère d'éligibilité aux aides du fonds de solidarité pour le logement) (p. 3743) : adopté (p. 3743)

Soutient l'amendement n° 639 de M. Alain Ferry (motivation de la notification de refus d'aide) (p. 3745) : retiré (p. 3746)

Intervient sur l'amendement n° 907 de Mme Janine Jambu (évaluation des mesures d'accompagnement) (p. 3748)

Article 20 (régime juridique du fonds de solidarité pour le logement)

Son intervention (p. 3748)

Intervient sur l'amendement n° 239 de M. Patrick Devedjian (compétence du conseil général en matière de gestion du fonds de solidarité pour le logement) (p. 3750)

Article 21 (régime juridique du fonds de solidarité pour le logement)

Son intervention (p. 3751)

Article 22 (décret d'application)

Son intervention (p. 3753)

Article 23 (institution d'une aide aux associations ou organismes aidant au logement des personnes défavorisées)

Son intervention (p. 3756)

Soutient l'amendement n° 676 de M. Charles de Courson (bénéfice de la sous-location réservé aux seules personnes ayant épuisé les autres procédures permettant d'obtenir un logement) (p. 3758) : rejeté (p. 3758)

Article 24 (extension des compétences de certains organismes d'HLM)

Son intervention (p. 3759)

Intervient sur l'amendement n° 683 de M. Pierre Cardo (référence à la mise en œuvre du droit au logement) (p. 3760)

Article 25 (exonération de taxe d'habitation pour certains logements en sous-location)

Son intervention (p. 3762)

Soutient l'amendement n° 493 rectifié de M. Christian Martin (extension de l'exonération aux hébergements et logements à titre temporaire) (p. 3764) : rejeté (p. 3764)

Soutient l'amendement n° 489 de M. Christian Martin (rédactionnel) (p. 3764) : rejeté (p. 3764)

Article 26 (exonération du droit de bail pour les sous-locations consenties à des personnes défavorisées)

Son intervention (p. 3765)

Article 27 (modification des règles relatives aux conditions de versement de l'aide personnalisée au logement)

Son intervention (p. 3765)

Article 28 (mesures visant à faciliter la réalisation de logements destinés aux personnes défavorisées)

Son intervention (p. 3768)

Après l'article 28

Intervient sur l'amendement n° 669 de M. Charles Cova (stationnement des gens du voyage) (p. 3779)

Soutient l'amendement n° 551 deuxième correction de M. Pierre Cardo (exonération de la taxe de publicité foncière des logements concernés par un bail à réhabilitation) (p. 3782) : rejeté (p. 3783)

Reprend l'amendement n° 115 de la commission (exonération de la taxe de publicité foncière des logements concernés par un bail à réhabilitation) (p. 3783) : rejeté (p. 3783)

Reprend l'amendement n° 116 de la commission (exonération des droits de mutation à titre gratuit des logements concernés par un bail à réhabilitation) (p. 3783) : rejeté (p. 3783)

Article 29 (modifications des conditions d'exonération de la taxe foncière sur les propriétés bâties)

Reprend l'amendement n° 117 de la commission (exonération des logements concernés par un bail à réhabilitation) (p. 3784) : rejeté (p. 3784)

Intervient sur l'amendement n° 958 du Gouvernement (exonération des logements acquis par des organismes à but non lucratif et améliorés à l'aide de subventions de l'ANAH en vue de leur location à des personnes défavorisées) (p. 3785)

Article 30 (création d'une taxe sur les logements vacants)

Son intervention (p. 3789)

Intervient sur l'amendement n° 555 de M. Pierre Cardo (suppression de l'exonération des logements vacants

appartenant à des organismes HLM et à des sociétés d'économie mixte) (p. 3800)

Soutient l'amendement n° 687 de M. Pierre Cardo (non assujettissement à la taxe des logements détenus par des associations ou organismes dont l'objet est le logement des personnes défavorisées) (p. 3801) : rejeté (p. 3801)

Après l'article 30

Soutient l'amendement n° 49 de M. Laurent Dominati (doublement du taux de la taxe annuelle sur les locaux à usage de bureaux vacants depuis plus d'un an) (p. 3804) : rejeté (p. 3805)

Article 31 (création d'un régime de réquisition avec attributaire)

Son intervention (p. 3817)

Article L. 642-7 du code de la construction et de l'habitation (rôle des agents commissionnés par le préfet)

Soutient l'amendement n° 561 de M. Alain Ferry (suppression de la faculté de consulter les fichiers tenus par les professionnels de l'immobilier) (p. 3823) : rejeté (p. 3823)

Article L. 642-23 du code de la construction et de l'habitation (durée du contrat)

Soutient l'amendement n° 494 de M. Christian Martin (ouverture d'une enquête sociale pour apprécier les besoins et possibilités du bénéficiaire) (p. 3827) : rejeté (p. 3827)

Article 33 (réforme des attributions de logements locatifs sociaux)

Son intervention (p. 3833)

Article L. 441 du code de la construction et de l'habitation (principes régissant les attributions de logements locatifs sociaux)

Soutient l'amendement n° 809 de M. Jean-François Mattei (prise en compte de l'état de santé) (p. 3839) : rejeté (p. 3839)

Article L. 441-1 du code de la construction et de l'habitation (contenu du décret régissant les attributions)

Soutient l'amendement n° 220 de M. Gilbert Meyer (inclusion des personnes expulsées de bonne foi dans la liste des catégories prioritaires) (p. 3841) : rejeté (p. 3842)

Soutient l'amendement n° 45 de M. Gilbert Meyer (obligation pour les organismes d'HLM de fournir des informations sur l'état d'occupation des logements réservés) (p. 3842) : rejeté (p. 3842)

Article L. 441-1-1 du code de la construction et de l'habitation (règlement départemental des attributions)

Soutient l'amendement n° 219 de M. Henry Chabert (fixation d'un délai de réponse aux demandes) (p. 3842) : rejeté (p. 3842)

Soutient l'amendement n° 218 de M. Gilbert Meyer (droit d'opposition du maire et du préfet aux décisions de la commission d'attribution qui ne respecteraient pas le règlement départemental) (p. 3843) : rejeté (p. 3843)

Article 36 (caractère prioritaire de la politique d'accès à la prévention et aux soins des personnes les plus démunies)

Son intervention (p. 3872)

Après l'article 36

Intervient sur l'amendement n° 294 de la commission (rôle de la sécurité sociale dans la lutte contre les exclusions) (p. 3875)

Article 37 (programmes régionaux d'accès à la prévention et aux soins)

Son intervention (p. 3878)

Soutient l'amendement n° 583 de M. Jacques Barrot (éducation à la santé) (p. 3879) : adopté (p. 3879)

Intervient sur l'amendement n° 725 de M. Jean-François Mattei (personnes atteintes du sida) (p. 3880)

Intervient sur l'amendement n° 965 du Gouvernement (services de santé scolaire et services de protection maternelle et infantile) (p. 3880)

Intervient sur l'amendement n° 301 de la commission (services de santé scolaire et services de protection maternelle et infantile) (p. 3880)

Après l'article 37

Intervient sur l'amendement n° 306 de la commission (lutte contre l'alcoolisme) (p. 3886)

Article 38 (participation du service public hospitalier à la lutte contre l'exclusion)

Son intervention (p. 3887)

Soutient l'amendement n° 584 corrigé de M. Jacques Barrot (rôle du médecin) (p. 3888) : adopté (p. 3888)

Article 39 (permanences d'accès aux soins de santé consacrées aux personnes en situation de précarité)

Son intervention (p. 3890)

Avant l'article 40

Soutient l'amendement n° 586 de M. Jacques Barrot (domiciliation des personnes sans domicile fixe) (p. 3896) : rejeté (p. 3896)

Article 40 (inscription des personnes sans domicile fixe sur les listes électorales)

Son intervention (p. 3896)

Article 42 (article L. 331-1 du code de la consommation : composition de la commission de surendettement des particuliers)

Son intervention (p. 3900)

Article 43 (article L. 331-2 du code de la consommation : fixation des ressources minimales du ménage par la commission de surendettement des particuliers)

Son intervention (p. 3931)

Soutient l'amendement n° 1 corrigé de M. Léonce Deprez (suppression du critère de "bonne foi") (p. 3933) : rejeté (p. 3933)

Article 44 (article L. 331-3 du code de la consommation : procédure applicable devant la commission)

Son intervention (p. 3939)

Intervient sur le sous-amendement oral de M. Patrick Devedjian (bénéfice de l'aide judiciaire) à l'amendement n° 65 de la commission (assistance à titre gratuit d'une personne choisie par le débiteur) (p. 3939)

Après l'article 46

Soutient l'amendement n° 897 de M. Germain Gengenwin (plan de remboursement des dettes fiscales) (p. 3943) : rejeté (p. 3943)

Article 48 (article L. 331-7-1 du code de la consommation : mise en place d'un moratoire des dettes en cas d'échec des phases de conciliation et de recommandation)

Son intervention (p. 3946)

Article 50 (article L. 332-4 du code de la consommation : effacement de créances et régularisation)

Son intervention (p. 3955)

Après l'article 51

Soutient l'amendement n° 550 de M. François Goulard (instauration d'un fichier national des prêts) (p. 3959) : rejeté (p. 3959)

Soutient l'amendement n° 894 corrigé de M. Jean-Jacques Weber (institution de la faillite civile) (p. 3959) : rejeté (p. 3960)

Soutient l'amendement n° 895 corrigé de M. Germain Gengenwin (rapport sur une possible extension du système d'Alsace-Moselle) (p. 3960) : rejeté (p. 3960)

Après l'article 52

Soutient l'amendement n° 893 de M. Germain Gengenwin (bénéfice d'un crédit d'impôt pour les emprunteurs contractant une assurance-chômage) (p. 3963) : rejeté (p. 3963)

Article 53 (articles 706 et 706-1 du code de procédure civile : conditions de remise en vente du bien immobilier après fixation de la mise à prix par le juge)

Soutient l'amendement n° 499 de M. Christian Martin (effacement des créances du fait même de la vente) (p. 3966) : rejeté (p. 3966)

Article 28 précédemment réservé (mesures visant à faciliter la réalisation de logements destinés aux personnes défavorisées)

Intervient sur l'amendement n° 241 de M. Patrick Devedjian (de suppression) (p. 3977)

Intervient sur l'amendement n° 620 de M. Jacques Desallangre (de suppression) (p. 3977)

Article 58 (modification de la procédure de résiliation de plein droit des baux)

Son intervention (p. 3980)

Article 62 (conditions d'octroi du concours de la force publique en cas d'expulsion)

Soutient l'amendement n° 500 de M. Christian Martin (obligation d'offrir un logement adapté avant de recourir à la force publique et agrément des foyers d'hébergement) (p. 3991) : rejeté (p. 3992)

Article 63 (institution de chartes pour la prévention des expulsions dans les départements)

Son intervention (p. 3995)

Après l'article 63

Soutient l'amendement n° 568, deuxième rectification de Mme Anne-Marie Idrac (instauration d'un droit de préemption en cours de bail pour le locataire titulaire d'une carte d'invalidité) (p. 3999) : retiré (p. 4000)

Article 64 (mesures d'urgence contre le saturnisme)

Son intervention (p. 4001)

Article 65 (création d'une peine de confiscation du fonds de commerce applicable aux marchands de sommeil)

Soutient l'amendement n° 691 de M. Pierre Cardo (fixation des modalités de transfert du fonds de commerce à l'Etat par décret en Conseil d'Etat) (p. 4006) : rejeté (p. 4007)

Avant l'article 68

Soutient l'amendement n° 187 de M. Serge Poignant (remise à plat de l'ensemble des minima sociaux) (p. 4009) : rejeté (p. 4009)

Article 69 (indexation sur les prix de l'allocation d'insertion et de l'allocation de solidarité spécifique)

Son intervention (p. 4010)

Article 71 (droit à la vie familiale des personnes hébergées dans les centres d'accueil)

Soutient l'amendement n° 552 de M. Jacques Barrot (évaluation des besoins du département) (p. 4015) : adopté (p. 4015)

Après l'article 71

Soutient l'amendement n° 575 de M. Jacques Barrot (médiation familiale) (p. 4016) : rejeté (p. 4016)

Soutient l'amendement n° 727 de M. Christian Martin (lutte contre les violences familiales) (p. 4017) : rejeté (p. 4017)

Article 72 (fourniture minimum d'énergie, d'eau et de téléphone)

Son intervention (p. 4018)

Soutient l'amendement n° 233 de Mme Christine Boutin (associations familiales et associations de consommateurs) (p. 4022) : rejeté (p. 4022)

Article 73 (droit au compte bancaire)

Son intervention (p. 4077)

Soutient l'amendement n° 236 de Mme Christine Boutin (conditions tarifaires fixées par décret) (p. 4081) : devenu sans objet (p. 4082)

Après l'article 73

Soutient l'amendement n° 237 rectifié de Mme Christine Boutin (limitation de la présentation des chèques sans provision) (p. 4084) : rejeté (p. 4084)

Article 74 (accès à la culture, aux sports et aux loisirs)

Son intervention (p. 4088)

Soutient l'amendement n° 567 de M. François Goulard (de suppression) (p. 4089) : rejeté (p. 4089)

Article 75 (adaptation du service public de l'éducation)

Son intervention (p. 4091)

Après l'article 75

Soutient l'amendement n° 587 de M. Jacques Barrot (création d'un comité d'appui aux acteurs de la lutte contre l'exclusion dans chaque académie) (p. 4093) : adopté après modification (p. 4094)

Soutient l'amendement n° 39 de M. Pierre Lequiller (définition de la lutte contre l'illettrisme) (p. 4095) : retiré (p. 4095)

Soutient l'amendement n° 571 de M. Jacques Barrot (définition de la lutte contre l'illettrisme) (p. 4095) : adopté (p. 4096)

Soutient l'amendement n° 558 de M. Jacques Barrot (savoirs de base) (p. 4096) : rejeté (p. 4096)

Article 77 (bourses des collèges)

Son intervention (p. 4096)

Article 78 (modulation des tarifs des services publics locaux)

Son intervention (p. 4103)

Après l'article 78

Soutient l'amendement n° 424 de M. Pierre Lequiller (lutte contre l'illettrisme) (p. 4103) : retiré (p. 4103)

Soutient l'amendement n° 545 de M. Germain Gengenwin (lutte contre l'illettrisme) (p. 4103) : retiré (p. 4103)

Soutient l'amendement n° 42 de M. Pierre Lequiller (lutte contre l'illettrisme chez les adultes) (p. 4104) : rejeté (p. 4104)

Soutient l'amendement n° 548 de M. Germain Gengenwin (nouvelle méthode de formation à l'apprentissage de la lecture) (p. 4104) : retiré (p. 4104)

Soutient l'amendement n° 549 de M. Germain Gengenwin (plan quinquennal de lutte contre l'illettrisme) (p. 4104) : rejeté (p. 4104)

Article 79 (formation des professions sociales)

Son intervention (p. 4106)

Intervient sur l'amendement n° 342 de la commission (formation sociale) (p. 4108)

Intervient sur l'amendement n° 343 de la commission (création de diplômes agréés dans le domaine du travail social) (p. 4108)

Article 80 (Observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion sociale)

Son intervention (p. 4109)

Soutient l'amendement n° 588 de M. Jacques Barrot (tutelle du Premier ministre) (p. 4111) : adopté (p. 4111)

Soutient l'amendement n° 650 de M. Claude Goasguen (en liaison avec les dispositifs locaux pour l'insertion professionnelle et sociale) (p. 4112) : rejeté (p. 4112)

Soutient l'amendement n° 651 de M. Claude Goasguen (avis consultatif) (p. 4113) : rejeté (p. 4113)

Article 81 (institutions sociales et médico-sociales)

Son intervention (p. 4117)

Soutient l'amendement n° 589 de M. Jacques Barrot (rencontre de la population en difficulté) (p. 4119) : rejeté (p. 4119)

Soutient l'amendement n° 590 de M. Jacques Barrot (rencontre et soutien des personnes démunies) (p. 4119) : rejeté (p. 4119)

Soutient l'amendement n° 644 de M. Jacques Barrot (famille en détresse) (p. 4120) : retiré (p. 4120)

Soutient l'amendement n° 645 de M. Jacques Barrot (respect du droit à une vie familiale) (p. 4120) : retiré (p. 4120)

Article 82 (rapport d'évaluation au Parlement)

Soutient l'amendement n° 642 de M. Jacques Barrot (élargissement des critères d'évaluation) (p. 4122) : rejeté (p. 4122)

Soutient l'amendement n° 988 de M. Pierre Lequiller (lutte contre l'illettrisme) (p. 4122) : rejeté (p. 4122)

Soutient l'amendement n° 652 de M. Claude Goasguen (élaboration du rapport au niveau interministériel) (p. 4122) : rejeté (p. 4123)

Ses explications de vote (p. 4208)

Abstention du groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance (p. 4208)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 juin 1998] (p. 5535, 5552)

Son intervention (p. 5557)

Thèmes :

Emploi : politique de l'emploi (p. 5557)

Formation professionnelle : contrats : jeunes (p. 5557)

Logement : politique du logement (p. 5557)

Politique sociale : exclusion (p. 5557)

Santé : accès aux soins (p. 5557)

Discussion des articles [30 juin 1998] (p. 5561) ; [1^{er} juillet 1998] (p. 5582, 5604, 5665)

Article 8 (régime des associations intermédiaires)

Intervient sur l'amendement n° 236 du Gouvernement (conditions du suivi médical fixées par décret) (p. 5594)

Après l'article 11

Intervient sur l'amendement n° 239 du Gouvernement (mise en place d'une procédure d'attribution des aides à la création d'entreprise) (p. 5604)

Article 19 (fonds de solidarité pour le logement)

Reprend l'amendement n° 242 de M. Jean-Michel Marchand (non-attribution des aides aux logements insalubres et dangereux) : rejeté (p. 5611)

Intervient sur l'amendement n° 15 de la commission (suppression de la mention de l'état de santé comme critère d'éligibilité aux aides du fonds de solidarité pour le logement) (p. 5609)

Intervient sur l'amendement n° 178 de M. Jean-François Mattei (prise en compte d'une éventuelle contamination par le virus d'immunodéficience) (p. 5609)

Son sous-amendement oral (suppression de la notion de dangerosité) à l'amendement n° 242 de M. Jean-Michel Marchand : rejeté (p. 5611)

Article 28 (mesures visant à faciliter la réalisation de logements destinés aux personnes défavorisées)

Intervient sur l'amendement n° 195 de Mme Janine Jambu (réalisation d'aires de stationnement) (p. 5615)

Article 28 bis A (modalités de mise en œuvre des schémas départementaux d'accueil des gens du voyage)

Intervient sur l'amendement n° 27 de la commission (de suppression) (p. 5616)

Article 33 (réforme des attributions de logements sociaux)

Article L. 441 du code de la construction et de l'habitation (principes régissant les attributions de logements locatifs sociaux)

Intervient sur l'amendement n° 179 de M. Jean-François Mattei (prise en compte des besoins particuliers liés à l'état de santé) (p. 5639)

Article L. 441-2-4 du code de la construction et de l'habitation (informations sur l'attribution des logements locatifs sociaux)

Intervient sur l'amendement n° 262 de M. Daniel Marcovitch (dérogations locales à la liste des quartiers dans lesquels le surloyer n'est pas exigé) (p. 5647)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la mise aux voix du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [9 juillet 1998] (p. 5734)

Son intervention (p. 5739)

Thèmes :

Emploi : contrats emploi-jeunes (p. 5739)

Logement : politique du logement (p. 5739)

Politique sociale : lutte contre l'exclusion (p. 5739)

Santé : politique de la santé (p. 5739)

Mise aux voix du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [9 juillet 1998] (p. 5745)

Intervient sur l'amendement n° 13 du Gouvernement (transactions portant sur des logements situés dans des zones à risque d'exposition au plomb) (p. 5769)

Claude JACQUOT

*Vosges (2^{ème} circonscription)
Socialiste*

Deviens député le 5 juillet 1997 (voir indications préliminaires) [J.O. du 6 juillet 1997] (p. 10295)

N'appartient à aucun groupe [J.O. du 6 juillet 1997] (p. 10295)

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 10 juillet 1997] (p. 10489)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 29 juillet 1997] (p. 11328)

Cesse d'appartenir à la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 14 janvier 1998] (p. 591)

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 14 janvier 1998] (p. 591)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Politique extérieure. Kosovo. Attitude de la France [9 juin 1998] (p. 4803)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 266, posée le 31 mars 1998. Consommation. Associations de consommateurs (J.O. Questions p. 2314). Appelée le 7 avril 1998. Financement (p. 2587)

Janine JAMBU

*Hauts-de-Seine (11^{ème} circonscription)
Communiste*

Élue le 1^{er} juin 1997

S'inscrit au groupe communiste [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9391)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9423)

Membre de la délégation parlementaire pour les problèmes démographiques [J.O. du 25 juin 1997] (p. 9800)

Membre de la mission d'information commune sur la situation et les perspectives de l'industrie automobile en France et en Europe [J.O. du 12 juillet 1997] (p. 10608)

Membre de la mission d'information commune sur la prévention et la lutte contre les exclusions [J.O. du 5 mars 1998] (p. 3424)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation relatif à la lutte contre l'exclusion [J.O. du 28 mars 1998] (p. 4824)

DÉPÔTS

Proposition de résolution n° 61 tendant à modifier l'article 92 du Règlement de l'Assemblée nationale relatif à l'irrecevabilité financière des amendements [15 juillet 1997]

Proposition de loi n° 115 relative à des mesures d'urgence pour lutter contre les délocalisations [23 juillet 1997]

Proposition de loi n° 132 relative au nom patronymique [23 juillet 1997]

Proposition de loi n° 97 relative au repos hebdomadaire et à la défense du commerce de proximité [23 juillet 1997]

Proposition de loi n° 208 relative à l'enseignement de la langue et de la culture arméniennes [11 septembre 1997]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Politique sociale. Lutte contre l'exclusion. Minima sociaux, perspectives [20 janvier 1998] (p. 416)

Politique extérieure. Turquie. Génocide arménien, reconnaissance [21 avril 1998] (p. 2818)

Industrie. Matériel électrique et électronique. Thomson privatisation [17 juin 1998] (p. 5089)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 183, posée le 24 février 1998. Enseignement maternel et primaire. Fermeture de classes (J.O. Questions p. 1604). Appelée le 24 février 1998. Bagneux (p. 1535)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 230 pour 1998

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

EQUIPEMENT, TRANSPORTS ET LOGEMENT

II - LOGEMENT

Examen du fascicule [6 novembre 1997] (p. 5535)
Son intervention (p. 5540)

Thèmes avant la procédure des questions :

Banques et établissements financiers : livret d'épargne (p. 5542)

Baux : HLM : loyers (p. 5542)

Impôt sur le revenu : réduction d'impôt au titre des investissements immobiliers locatifs neufs (p. 5542)

Impôts locaux : taxe foncière sur les propriétés bâties (p. 5542)

Logement : Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat (ANAH) (p. 5541)

Logement : logement social : TVA (p. 5541)

Logement : aides et prêts : aide personnalisée au logement (APL) (p. 5541, 5542)

Logement : aides et prêts : prêt à taux zéro (p. 5542)

Logement : aides et prêts : prêts locatifs aidés (PLA) (p. 5541)

Logement : aides et prêts : primes à l'amélioration des logements à usage locatif et d'occupation sociale (PALULOS) (p. 5541)

ECONOMIE, FINANCES ET INDUSTRIE

III - INDUSTRIE, POSTE ET TÉLÉCOMMUNICATIONS

Examen du fascicule [14 novembre 1997] (p. 5837)

Procédure des questions :

Industrie : électronique (p. 5867, 5868)

Projet de loi n° 780 d'orientation relatif à la lutte contre les exclusions

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 mai 1998] (p. 3392, 3415) ; [6 mai 1998] (p. 3466, 3495)

Son intervention (p. 3439)

Thèmes :

Logement : politique du logement (p. 3430)

Politique sociale : exclusion (p. 3439)

Politique sociale : revenu minimum d'insertion (RMI) (p. 3440)

Prestations familiales (p. 3441)

Sécurité sociale (p. 3440)

Union européenne (p. 3400)

Discussion des articles [6 mai 1998] (p. 3515) ; [7 mai 1998] (p. 3533, 3562) ; [12 mai 1998] (p. 3649, 3684) ; [13 mai 1998] (p. 3741, 3776) ; [14 mai 1998] (p. 3815, 3872) ; [18 mai 1998] (p. 3931, 3975) ;

[19 mai 1998] (p. 4076, 4102) ; [20 mai 1998] (p. 4205)

Article 1er (affirmation du caractère prioritaire de la lutte contre les exclusions)

Son amendement n° 6 soutenu par M. Claude Billard (lutte contre la pauvreté et la misère) : rejeté (p. 3523)

Son amendement n° 7 rectifié soutenu par Mme Muguette Jacquaint (prévention et suppression des situations engendrant l'exclusion) : adopté (p. 3535)

Article 3 (stages d'insertion et de formation à l'emploi)

Son amendement n° 827 (personnes handicapées) : devenu sans objet (p. 3540)

Après l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 938 du Gouvernement (représentation des organisations agissant sur le terrain auprès des demandeurs d'emploi) (p. 3567)

Avant l'article 2

Son amendement n° 901 soutenu par M. Bernard Birsinger (prévention et contrôle des licenciements) : adopté (p. 3569)

Article 5 (élargissement des possibilités d'accès aux contrats emplois consolidés)

Son amendement n° 828 (validation des acquis professionnels et orientation professionnelle) : adopté (p. 3588)

Son amendement n° 829 (offre d'emploi à l'issue d'un contrat consolidé) (p. 3588) : rejeté (p. 3589)

Article 6 (définition de l'insertion par l'activité économique)

Son amendement n° 830 soutenu par M. Patrice Carvalho (surveillance des entreprises d'insertion) : rejeté (p. 3597)

Son amendement n° 16 soutenu par M. Patrice Carvalho (entreprises ayant procédé à des licenciements) (p. 3597) : retiré (p. 3598)

Article 7 (régime des contrats conclus par les entreprises d'insertion et les entreprises de travail temporaire d'insertion)

Son amendement n° 20 corrigé soutenu par Mme Muguette Jacquaint (transformation de certains contrats en contrats à durée déterminée) (p. 3599) : retiré (p. 3600)

Article 8 (régime des associations intermédiaires)

Son sous-amendement n° 910 soutenu par M. Félix Leyzour (pas de mise à disposition si l'entreprise a procédé à un licenciement économique dans les 6 mois précédents) à l'amendement n° 182 rectifié du Gouvernement (fonctionnement des associations intermédiaires) (p. 3664) : adopté (p. 3665)

Son sous-amendement n° 911 soutenu par M. Daniel Paul (requalification du contrat en cas de dépassement de la durée de mise à disposition) à l'amendement n° 182 rectifié du Gouvernement (p. 3669) : adopté (p. 3670)

Après l'article 8

Son amendement n° 831 soutenu par M. Félix Leyzour (protection des salariés) : retiré (p. 3672)

Article 9 (conseil départemental de l'insertion par l'activité économique et plans locaux pour l'insertion et l'emploi)

Son amendement n° 23, deuxième rectification soutenu par M. Félix Leyzour (élargissement de la composition du comité) : adopté (p. 3677)

Son amendement n° 833 soutenu par M. Félix Leyzour (agrément des associations intermédiaires) : retiré (p. 3678)

Son amendement n° 832 soutenu par M. Félix Leyzour (association avec d'autres collectivités locales) (p. 3684) : adopté (p. 3685)

Son amendement n° 56 soutenu par M. Félix Leyzour (création de fonds d'insertion) (p. 3685) : rejeté (p. 3686)

Article 12 (lutte contre l'illettrisme dans le cadre de la formation professionnelle)

Son amendement n° 31 soutenu par M. Félix Leyzour (lutte contre la dyslexie et la dysphasie) : retiré (p. 3698)

Article 13 (ouverture du contrat de qualification aux demandeurs d'emploi de 26 ans et plus)

Son amendement n° 33 soutenu par M. Félix Leyzour (formation des personnes au chômage depuis plus d'un an) (p. 3700) : rejeté (p. 3701)

Après l'article 13

Son amendement n° 836 soutenu par M. Félix Leyzour (rapport sur l'allocation formation reclassement) (p. 3701) : adopté (p. 3702)

Après l'article 15

Son amendement n° 36 corrigé soutenu par M. Daniel Paul (formation des personnes les moins qualifiées) : retiré (p. 3704)

Son amendement n° 837 soutenu par M. Félix Leyzour (personnels civils ayant servi dans les forces françaises en Allemagne) (p. 3704) : rejeté (p. 3705)

Avant l'article 16

Intervient sur l'amendement n° 898 rectifié de la commission (consultation des associations de défense des mal-logés et sans-logis sur les mesures tendant à la mise en œuvre du droit au logement) (p. 3706)

Intervient sur le sous-amendement n° 964 de M. Alain Cacheux (consultation des associations de défense des personnes en situation d'exclusion par le logement) à l'amendement n° 898 rectifié de la commission (p. 3706)

Article 16 (définition du plan départemental d'action pour le logement des personnes défavorisées)

Son intervention (p. 3709)

Article 17 (contenu et mise en œuvre du plan départemental d'action pour le logement des personnes défavorisées)

Son intervention (p. 3712)

Intervient sur l'amendement n° 607 de M. François Asensi (prise en compte de la notion de logement adapté et durable) (p. 3714)

Article 19 (fonds de solidarité pour le logement)

Son amendement n° 754 (évaluation de l'impact des mesures d'accompagnement) (p. 3744) : retiré (p. 3745)

Son amendement n° 907 soutenu par M. Jean-Pierre Brard (évaluation des mesures d'accompagnement) : adopté (p. 3748)

Article 28 (mesures visant à faciliter la réalisation de logements destinés aux personnes défavorisées)

Son intervention (p. 3769)

Après l'article 28

Soutient l'amendement n° 113 de la commission (dissociation de la location du logement de la location de l'aire de stationnement) (p. 3780) : réservé à la demande du Gouvernement (p. 3781)

Après l'article 29

Son amendement n° 839 soutenu par Mme Muguette Jacquaint (affectation par l'Etat de terrains appartenant à une commune pour la construction de logements sociaux) (p. 3786) : retiré (p. 3787)

Article 30 (création d'une taxe sur les logements vacants)

Son amendement n° 840 soutenu par M. Bernard Birsinger (assiette de la taxe) (p. 3801) : rejeté (p. 3802)

Son amendement n° 841 soutenu par Mme Muguette Jacquaint (allongement de la durée d'occupation pour la détermination de la non-vacance) : rejeté (p. 3802)

Son amendement n° 842 (versement du produit net de la taxe au fonds de solidarité pour le logement) : retiré (p. 3804)

Article 31 (création d'un régime de réquisition avec attributaire)

Article L. 642-23 du code de la construction et de l'habitation (durée du contrat)

Soutient l'amendement n° 618 de M. François Asensi (suppression du dépôt de garantie et de la caution) (p. 3827) : retiré (p. 3827)

Article L. 642-26 du code de la construction et de l'habitation (conséquences de la fin de la réquisition)

Soutient l'amendement n° 122 de la commission (de coordination) (p. 3828) : adopté (p. 3828)

Article 33 (réforme des attributions de logements locatifs sociaux)

Son intervention (p. 3834)

Article L. 441-1 du code de la construction et de l'habitation (contenu du décret régissant les attributions)

Intervient sur l'amendement n° 128 de la commission (suppression du double plafond de ressources) (p. 3840)

Article L. 441-1-1 du code de la construction et de l'habitation (règlement départemental des attributions)

Soutient l'amendement n° 129 de la commission (prise en compte de la mixité des villes et des quartiers) (p. 3842) : adopté (p. 3842)

Soutient l'amendement n° 619 de M. François Asensi (compétences du délégué spécial) (p. 3843) : rejeté (p. 3843)

Article L. 441-1-3 du code de la construction et de l'habitation (sanctions attachées à l'accord collectif départemental)

Soutient l'amendement n° 133 de la commission (instauration d'une procédure de conciliation avant la désignation d'un délégué spécial) (p. 3845) : adopté (p. 3845)

Après l'article L. 441-1-6 du code de la construction et de l'habitation

Soutient l'amendement n° 615 de M. François Asensi (participation des associations de défense des mal-logés et des sans-logis à l'élaboration de l'accord national et des accords collectifs départementaux) (p. 3852) : retiré (p. 3852)

Article L. 441-2 code de la construction et de l'habitation (commissions d'attribution)

Soutient l'amendement n° 752 de M. Jean-Pierre Brard (création d'une commission d'attribution dans chaque organisme concerné) (p. 3852) : rejeté (p. 3852)

Soutient l'amendement n° 616 de M. François Asensi (composition de la commission d'attribution) (p. 3853) : rejeté (p. 3853)

Article L. 441-2-1 du code de la construction et de l'habitation (traitement des demandes d'attribution de logements locatifs sociaux)

Soutient l'amendement n° 750 de M. Jean-Pierre Brard (mention des bassins d'habitat en matière de demandes de logements sociaux) (p. 3853) : retiré (p. 3853)

Article L. 441-2-2 du code de la construction et de l'habitation (commission de médiation)

Soutient l'amendement n° 617 de M. François Asensi (composition de la commission de médiation) (p. 3855) : rejeté (p. 3856)

Après l'article L. 441-2-5 du code de la construction et de l'habitation

Intervient sur l'amendement n° 153 de la commission (seuils de déclenchement du surloyer) (p. 3859)

Intervient sur le sous-amendement n° 971 de M. Georges Sarre (relèvement du seuil de déclenchement facultatif) à l'amendement n° 153 de la commission (p. 3859)

Intervient sur l'amendement n° 154 de la commission (relèvement de 10 % des plafonds de ressources pour l'attribution des logements sociaux) (p. 3859)

Intervient sur le sous-amendement n° 972 de M. Georges Sarre (relèvement porté à 20 %) à l'amendement n° 154 de la commission (p. 3859)

Intervient sur l'amendement n° 128 précédemment réservé de la commission (suppression du double plafond de ressources) (p. 3859)

Article 37 (programmes régionaux d'accès à la prévention et aux soins)

Son amendement n° 856 soutenu par Mme Jacqueline Fraysse (milieu scolaire et universitaire) (p. 3878) : retiré (p. 3879)

Son amendement n° 859 soutenu par Mme Jacqueline Fraysse (sociétés mutualistes) : devenu sans objet (p. 3883)

Après l'article 38

Son amendement n° 860 soutenu par Mme Jacqueline Fraysse (accompagnement des femmes enceintes et des jeunes mères les plus démunies) : adopté (p. 3889)

Après l'article 39

Son amendement n° 861 soutenu par Mme Jacqueline Fraysse (entretiens sociaux au sein des hôpitaux publics et privés) : rejeté (p. 3892)

Avant l'article 40

Son amendement n° 862 soutenu par M. Patrice Carvalho (activités syndicales) : adopté (p. 3894)

Son amendement n° 863 soutenu par M. Patrice Carvalho (stages de formation) (p. 3894) : adopté (p. 3895)

Article 43 (article L. 331-2 du code de la consommation : fixation des ressources minimales du ménage par la commission de surendettement des particuliers)

Son sous-amendement n° 908 soutenu par M. Patrick Leroy (critère géographique) à l'amendement n° 63 de la commission (plafond personnalisé des remboursements) (p. 3936) : rejeté (p. 3937)

Article 44 (article L. 331-3 du code de la consommation : procédure applicable devant la commission)

Son amendement n° 865 soutenu par M. Patrick Leroy (sanction des organismes pratiquant des taux anormalement élevés) : rejeté (p. 3941)

Après l'article 46

Son amendement n° 866 soutenu par M. Patrick Leroy (suivi du dossier à plus longue échéance) : rejeté (p. 3944)

Article 47 (article L. 331-7 du code de la consommation : pouvoirs de la commission en cas d'échec de la conciliation)

Son amendement n° 867 soutenu par M. Patrick Leroy (plafonnement du taux) : devenu sans objet (p. 3945)

Son amendement n° 868 soutenu par M. Patrick Leroy (de coordination) (p. 3945) : rejeté (p. 3946)

Article 51 (article L. 333-4 du code de la consommation : inscription au fichier sur les incidents de paiement)

Son amendement n° 869 soutenu par M. Patrick Leroy (restrictions d'utilisation du fichier) (p. 3957) : rejeté (p. 3958)

Après l'article 51

Son amendement n° 870 soutenu par M. Patrick Leroy (imputation des frais d'huissier) (p. 3960) : retiré (p. 3961)

Après l'article 56

Son amendement n° 871 (suppression des frais de poursuite et de recouvrement frappant des débiteurs insolvables) : rejeté (p. 3968)

Article 58 (modification de la procédure de résiliation de plein droit des baux)

Son amendement n° 847 soutenu par M. Jean-Pierre Brard (information du fonds de solidarité pour le logement) (p. 3981) : retiré (p. 3982)

Son amendement n° 848 soutenu par M. Jean-Pierre Brard (non-application de la clause résolutoire lorsque le locataire se libère de sa dette) (p. 3983) : retiré (p. 3984)

Article 61 (information du préfet sur les décisions d'expulsion et les délais accordés pour leur exécution)

Son amendement n° 851 soutenu par M. Jean-Claude Lefort (entrée en vigueur de la décision d'expulsion subordonnée à une offre de relogement) : rejeté (p. 3989)

Article 62 (conditions d'octroi du concours de la force publique en cas d'expulsion)

Son amendement n° 853 soutenu par M. Patrick Leroy (remplacement de la notion d'hébergement par celle de relogement) (p. 3992) : rejeté (p. 3993)

Article 68 (fixation d'un seuil minimal insaisissable pour les prestations familiales)

Son amendement n° 872 (de précision) : devenu sans objet (p. 4010)

Après l'article 69

Son amendement n° 877 soutenu par M. Jean-Claude Lefort (insaisissabilité des minima sociaux versés sur un compte bancaire) : rejeté (p. 4012)

Son amendement n° 21 rectifié soutenu par M. Jean-Claude Lefort (augmentation des taux de prélèvement pour les transports en commun urbains) : rejeté (p. 4012)

Après l'article 72

Son amendement n° 880 soutenu par M. Jean-Claude Lefort (baisse de la TVA sur les abonnements EDF-GDF) (p. 4022) : rejeté (p. 4023)

Article 73 (droit au compte bancaire)

Son amendement n° 881 (rédactionnel) : rejeté (p. 4078)

Son amendement n° 882 (gratuité de l'ouverture d'un compte) : rejeté (p. 4078)

Intervient sur l'amendement n° 324 de la commission (conditions tarifaires fixées par décret) (p. 4081)

Son amendement n° 883 (conditions tarifaires fixées par décret) (p. 4080) : retiré (p. 4081)

Son amendement n° 884 (application aux interdits bancaires) (p. 4083) : retiré (p. 4084)

Après l'article 73

Son amendement n° 902 (limitation de la présentation des chèques sans provision) : retiré (p. 4084)

Article 74 (accès à la culture, aux sports et aux loisirs)

Son intervention (p. 4088)

Son amendement n° 888 (accès de tous à l'enseignement) : retiré (p. 4089)

Son amendement n° 889 (accès aux loisirs) (p. 4089) : retiré (p. 4090)

Article 75 (adaptation du service public de l'éducation)

Soutient l'amendement n° 600 de M. Bernard Outin (renforcement des moyens) (p. 4092) : rejeté (p. 4092)

Article 77 (bourses des collèves)

Son amendement n° 891 (versement mensuel des bourses) (p. 4102) : rejeté (p. 4103)

Après l'article 78

Soutient l'amendement n° 745 de M. Jean-Pierre Brard (gratuité d'accès aux bibliothèques municipales) (p. 4104) : rejeté (p. 4104)

Article 81 (institutions sociales et médico-sociales)

Son intervention (p. 4118)

Ses explications de vote (p. 4212)

Vote pour du groupe communiste (p. 4212)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [30 juin 1998] (p. 5561) ; [1^{er} juillet 1998] (p. 5582, 5604, 5665)

Article 1er bis (représentation des demandeurs d'emplois dans les organismes chargés de leur placement et de leur formation)

Son amendement n° 190 soutenu par M. Claude Billard (représentation et expression des associations de chômeurs) : rejeté (p. 5563)

Article 4 (régime des contrats emploi-solidarité)

Son amendement n° 192 soutenu par M. Claude Billard (élargissement de l'ouverture du droit au contrat emploi-solidarité) (p. 5568) : adopté (p. 5569)

Son amendement n° 193 soutenu par Mme Muguette Jacquaint (actions d'orientation professionnelle) : adopté (p. 5569)

Son amendement n° 194 soutenu par Mme Muguette Jacquaint (personnes de plus de 50 ans) (p. 5569) : rejeté (p. 5570)

Article 28 (mesures visant à faciliter la réalisation de logements destinés aux personnes défavorisées)

Son amendement n° 195 soutenu par M. Claude Billard (réalisation d'aires de stationnement) (p. 5614) : rejeté (p. 5615)

Article 28 bis supprimé par le Sénat (dissociation de la location du logement de celle de l'aire de stationnement)

Son amendement n° 196 soutenu par M. Patrice Carvalho (rétablissement de l'article) (p. 5617) : rejeté (p. 5618)

Article 47 précédemment réservé (article L. 331-7 du code de la consommation : pouvoirs de la commission en cas d'échec de la conciliation)

Son amendement n° 181 soutenu par M. Patrice Carvalho (taux applicable aux plans de rééchelonnement inférieur au taux légal) (p. 5686) : adopté (p. 5687)

Après l'article 39

Son amendement n° 197 précédemment réservé soutenu par Mme Jacqueline Fraysse (entretiens sociaux) : rejeté (p. 5700)

Article 74 (accès à la culture, aux sports et aux loisirs)

Son amendement n° 188 soutenu par Mme Jacqueline Fraysse (accès à la culture des familles modestes) : rejeté (p. 5709)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la mise aux voix du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [9 juillet 1998] (p. 5734)

Son intervention (p. 5735)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) (p. 5736)

Emploi : contrats emploi-jeunes (p. 5735)

Logement : logement social (p. 5735)

Politique sociale : surendettement (p. 5736)

Vote pour du groupe communiste (p. 5736)

Maurice JANETTI

*Var (6^{ème} circonscription)
Socialiste*

Élu le 1^{er} juin 1997

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9390)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9422)

Membre titulaire de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9423)

Membre titulaire du conseil national de la montagne [J.O. du 19 septembre 1997] (p. 13658)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Sécurité publique. Services d'incendie et de secours. Départementalisation, conséquences [10 juin 1998] (p. 4876)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 276, posée le 21 avril 1998. Etablissements de santé. Centres psychiatriques (J.O. Questions p. 2889). Appelée le 21 avril 1998. Fonctionnement, perspectives, Pierrefeu (p. 2790)

Serge JANQUIN

*Pas-de-Calais (10^{ème} circonscription)
Socialiste
Secrétaire de l'Assemblée nationale*

Élu le 1^{er} juin 1997

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9390)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9422)

Secrétaire de l'Assemblée nationale [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9421)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 8 avril 1998] (p. 5486)

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 8 avril 1998] (p. 5486)

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 9 avril 1998] (p. 5543)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 9 avril 1998] (p. 5543)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Politique sociale. Lutte contre l'exclusion. Logement, projet de loi [4 mars 1998] (p. 1922)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 8, posée le 30 septembre 1997. Logement. Réhabilitation des cités minières (J.O. Questions p. 3556). Appelée le 7 octobre 1997. Nord, Pas-de-Calais (p. 3651)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Rappelle la disposition du règlement selon laquelle la clôture de la discussion sur les articles peut intervenir après qu'un orateur pour et un orateur contre sont intervenus [9 décembre 1997] (p. 7195)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 230 pour 1998

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ANCIENS COMBATTANTS

Examen du fascicule [24 octobre 1997] (p. 4665)

Procédure des questions :

Anciens combattants et victimes de guerre : devoir de mémoire (p. 4687)

Pensions militaires d'invalidité : militaires et assimilés : étrangers (p. 4688)

EMPLOI ET SOLIDARITÉ

II - SANTÉ, SOLIDARITÉ ET VILLE

Examen du fascicule [3 novembre 1997] (p. 5221, 5246)

Rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

Son intervention (p. 5223)

Thèmes avant la procédure des questions :

Emploi : contrats emploi solidarité (p. 5223)

Handicapés : allocation aux adultes handicapés (p. 5225)

Handicapés : centres d'aide par le travail (CAT) (p. 5225)

Institutions sociales et médico-sociales : centres d'hébergement et de réadaptation sociale (CHRS) (p. 5224)

Politique sociale : revenu minimum d'insertion (RMI) (p. 5224)

Santé : politique de la santé : jeunes (p. 5225)

Projet de loi n° 327 relatif à l'entrée et au séjour des étrangers en France et au droit d'asile

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [9 décembre 1997] (p. 7179, 7203) ; [10 décembre 1997] (p. 7239, 7273, 7297) ; [11 décembre 1997] (p. 7321, 7339, 7380) ; [12 décembre 1997] (p. 7413, 7453, 7504) ; [14 décembre 1997] (p. 7603, 7633, 7663) ; [15 décembre 1997] (p. 7698, 7736, 7770) ; [16 décembre 1997] (p. 7858, 7899)

Avant l'article 1er

Son rappel au règlement (cf. supra) [9 décembre 1997] (p. 7195)

Henry JEAN-BAPTISTE

Mayotte (1^{ère} circonscription)
Union pour la démocratie française
puis Union pour la démocratie française-Alliance

Élu le 1^{er} juin 1997

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9391), devenu groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance [J.O. du 25 juin 1998] (p. 9698)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9423)

Juge titulaire de la Haute Cour de justice [J.O. du 26 juin 1997] (p. 9832)

Membre titulaire du comité directeur du fonds d'investissement des départements d'outre-mer (FIDOM) [J.O. du 7 novembre 1997] (p. 16219)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 142, posée le 20 janvier 1998. Sports. Rencontres internationales (J.O. Questions p. 472). Appelée le 3 février 1998. Jeux des îles de l'océan Indien, participation de Mayotte (p. 892)

n° 445, posée le 16 juin 1998. Fonctionnaires et agents publics. Congés bonifiés (J.O. Questions p. 5083). Appelée le 23 juin 1998. Conditions d'attribution, fonctionnaires originaires de Mayotte (p. 5250)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 230 pour 1998

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [15 octobre 1997] (p. 4062) ; [16 octobre 1997] (p. 4089, 4121, 4157) ; [17 octobre 1997] (p. 4191, 4218, 4268)

Article 14 (aménagement du régime d'aide fiscale à l'investissement outre-mer)

Son intervention (p. 4282)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

OUTRE-MER

Examen du fascicule [31 octobre 1997] (p. 5123)

Son intervention (p. 5131)

Thèmes avant la procédure des questions :

DOM : Fonds d'investissement des départements d'outre-mer (FIDOM) (p. 5132)

Impôts et taxes : avantages fiscaux : DOM-TOM (p. 5131)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Mayotte (p. 5131)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [17 décembre 1997] (p. 8024) ; [18 décembre 1997] (p. 8101)

Article 14 (aménagement du régime d'aide fiscale à l'investissement outre-mer)

Son amendement n° 184 (maintien de l'imputation des déficits sur le revenu) (p. 8055) : devenu sans objet (p. 8058)

Projet de loi n° 428 portant habilitation du Gouvernement à prendre, par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et à l'adaptation du droit applicable outre-mer

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 décembre 1997] (p. 8159)

Son intervention (p. 8164)

Thèmes :

Ordonnances (p. 8164, 8165)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Mayotte (p. 8164 à 8166)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Mayotte : nationalité (p. 8165)

Discussion des articles [18 décembre 1997] (p. 8174)

Article 1er (domaines d'intervention de l'habilitation et consultation des assemblées locales)

Soutient l'amendement n° 6 de la commission (référence à l'état civil en Guyane et à Mayotte) (p. 8176) : adopté après modification (p. 8177)

Projet de loi n° 190 portant ratification et modification de l'ordonnance n° 96-1122 du 20 décembre 1996 relative à l'extension et à l'adaptation à la collectivité territoriale de Mayotte des dispositions législatives du titre Ier du livre VII du code de la santé publique, au statut du personnel et au financement de l'établissement public de santé territorial de Mayotte ainsi qu'à la réforme du statut de la Caisse de prévoyance sociale de Mayotte

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [18 décembre 1997] (p. 8179)

Après l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 7 rectifié de la commission (codification de l'ensemble des dispositions du code de la santé publique applicable à Mayotte) (p. 8190)

Article 2 (rectifications et modifications de l'ordonnance)

Son amendement n° 3 (délibérations budgétaires) : adopté (p. 8193)

Ses explications de vote (p. 8197)

Projet de loi n° 727 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [31 mars 1998] (p. 2288) ; [1er avril 1998] (p. 2331, 2373) ; [2 avril 1998] (p. 2404, 2449)

Après l'article 31

Son amendement n° 275 soutenu par M. Charles de Courson (rapport au Parlement sur les conditions de garantie des prêts en faveur du logement social à Mayotte) (p. 2366) : adopté (p. 2367)

Projet de loi constitutionnelle n° 937 relatif à la Nouvelle-Calédonie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 juin 1998] (p. 4953)

Son intervention (p. 4967)

Thèmes :

Constitution : révision : projet de loi (p. 4968)

DOM-TOM : institutions (p. 4967, 4968)

Droits de l'homme et libertés publiques : égalité (p. 4968)

Politique économique (p. 4967, 4968)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Accord de Nouméa (p. 4967)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Mayotte : institutions (p. 4967)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Nouvelle-Calédonie : institutions (p. 4967, 4968)

Jean-Jacques JÉGOU

*Val-de-Marne (4^{ème} circonscription)
Union pour la démocratie française
puis Union pour la démocratie française-Alliance*

Élu le 1^{er} juin 1997

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9391), devenu groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance [J.O. du 25 juin 1998] (p. 9698)

NOMINATIONS

- Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9423)
- Secrétaire de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 18 juin 1997] (p. 9560)
- Membre titulaire de la commission de surveillance de la caisse des dépôts et consignations [J.O. du 12 juillet 1997] (p. 10609)
- Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant mesures urgentes à caractère fiscal et financier [J.O. du 7 octobre 1997] (p. 14540)
- Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances 1998 [J.O. du 11 décembre 1997] (p. 17915)
- Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1997 [J.O. du 18 décembre 1997] (p. 18337)
- Membre de la commission d'enquête sur l'utilisation des fonds publics et la gestion des fonds publics en Corse [J.O. du 5 mars 1998] (p. 3423)
- Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant le statut de la banque de France en vue de sa participation au système européen de banques centrales [J.O. du 24 avril 1998] (p. 6337)
- Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier [J.O. du 12 mai 1998] (p. 7137)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

- Travail. Durée du travail. Réduction, conséquences, Salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) [21 octobre 1997] (p. 4390)
- Politique sociale. Lutte contre l'exclusion. Minima sociaux [20 janvier 1998] (p. 420)
- Enseignement secondaire : personnel. Maîtres auxiliaires. Statut [24 février 1998] (p. 1565)
- Etrangers. Sans-papiers. Régularisation [2 juin 1998] (p. 4581)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

- Juge inacceptable que la discussion budgétaire soit tournée en dérision [15 octobre 1997] (p. 4061)
- Intervient sur le rappel au règlement de M. Philippe Auberger : demande une suspension de séance [15 octobre 1997] (p. 4074)
- Demande une suspension de séance afin que le ministre des relations avec le Parlement puisse venir apporter des explications sur le déroulement du vote par scrutin public [15 octobre 1997] (p. 4075)
- Estime insuffisantes les explications données par le secrétaire d'Etat au budget à propos du coût que

- représentera pour les finances publiques le dispositif relatif à la réduction du temps de travail et demande une suspension de séance [16 octobre 1997] (p. 4105)
- Déplore la faiblesse de la représentation de la majorité dans l'hémicycle [17 octobre 1997] (p. 4198)
- Demande une suspension de séance afin que la Ministre de l'emploi et de la solidarité vienne éclairer l'Assemblée nationale sur les mesures nouvelles que le Gouvernement entend financer avec les crédits dégagés par l'article 10 du projet de loi de finances [17 octobre 1997] (p. 4208)
- Souhaite que le Gouvernement réponde aux questions qui lui ont été posées à propos de la politique familiale et souligne que le retard pris dans la discussion budgétaire n'est pas le fait de l'opposition mais est dû à l'absence des députés de la majorité [17 octobre 1997] (p. 4211)
- Proteste contre l'attitude d'un député du groupe socialiste qui a voté à quatre pupitres différents lors du scrutin public sur l'article 32 du projet de loi des finances rectificative pour 1997 [3 décembre 1997] (p. 6947)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 230 pour 1998

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [14 octobre 1997] (p. 3930, 3961) ; [15 octobre 1997] (p. 3991, 4023, 4053)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. François Bayrou (p. 3968)

Son rappel au règlement (cf. supra) [15 octobre 1997] (p. 4061)

Thèmes :

Famille : politique familiale (p. 3968, 3969)

Finances publiques : dépenses (p. 3969)

Finances publiques : politique budgétaire (p. 3969)

Impôt sur le revenu : réduction d'impôt au titre de l'emploi d'un salarié à domicile (p. 3969)

Impôt sur le revenu : réforme (p. 3969)

Politique économique : épargne (p. 3969)

Prestations familiales : allocation de garde d'enfant à domicile (p. 3969)

Union européenne : euro (p. 3969)

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [15 octobre 1997] (p. 4062) ; [16 octobre 1997] (p. 4089, 4121, 4157) ; [17 octobre 1997] (p. 4191, 4218, 4268)

Article 1er (autorisation de percevoir les impôts existants)

Son intervention (p. 4063)

Article 2 (barème de l'impôt sur le revenu)

Son intervention (p. 4066)

Intervient sur l'amendement n° 179 de M. Charles de Courson (de suppression) (p. 4068)

Soutient l'amendement n° 208 de M. Pierre Méhaignerie (maintien en l'état de la demi-part

supplémentaire de quotient familial dont bénéficient les contribuables célibataires, divorcés ou veufs ayant élevé un ou plusieurs enfants) (p. 4072) : rejeté au scrutin public (p. 4073)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Philippe Auberger (cf. supra) [15 octobre 1997] (p. 4074)

Son amendement n° 258 (relèvement de 3 000 à 15 000 F du plafond de la demi-part supplémentaire de quotient familial dont bénéficient les contribuables célibataires, divorcés ou veufs ayant élevé un ou plusieurs enfants) (p. 4090) : rejeté (p. 4094)

Son rappel au règlement (cf. supra) [16 octobre 1997] (p. 4105)

Article 24 (évaluation du prélèvement communautaire opéré sur les recettes de l'Etat au titre de la participation au budget des Communautés européennes)

Intervient sur l'amendement n° 143 de M. Jean-Claude Lefort (réduction du prélèvement) (p. 4147)

Intervient sur l'amendement n° 144 de M. Jean-Claude Lefort (réduction du prélèvement) (p. 4147)

Intervient sur l'amendement n° 145 de M. Jean-Claude Lefort (réduction du prélèvement) (p. 4147)

Article 6 (suppression de l'avantage fiscal lié à la provision pour fluctuation des cours)

Intervient sur l'amendement n° 421 rectifié de M. Didier Migaud (transfert de la provision à un compte de réserve spéciale) (p. 4166)

Après l'article 6

Intervient sur l'amendement n° 68 de la commission (suppression de la déductibilité fiscale des provisions pour indemnités de licenciement) (p. 4167)

Article 8 (suppression du régime fiscal des quirats de navires)

Soutient l'amendement n° 202 de M. Gilbert Gantier (de suppression) (p. 4177) : rejeté au scrutin public (p. 4181)

Son amendement n° 332 (de suppression) (p. 4177) : rejeté au scrutin public (p. 4181)

Son amendement n° 287 (maintien du régime fiscal pour les personnes physiques avec un abaissement des montants déductibles) : rejeté (p. 4182)

Son amendement n° 459 (maintien du régime fiscal pour les personnes physiques avec un abaissement des montants déductibles) : rejeté (p. 4182)

Son amendement n° 461 (maintien du régime fiscal pour les personnes physiques avec un abaissement des montants déductibles) : rejeté (p. 4182)

Son amendement n° 462 (maintien du régime fiscal pour les personnes physiques avec un abaissement des montants déductibles) : rejeté (p. 4182)

Son amendement n° 463 (maintien du régime fiscal pour les personnes physiques avec un abaissement progressif des montants déductibles) (p. 4182) : rejeté (p. 4183)

Article 9 (maintien des déductions supplémentaires de frais professionnels et de la réduction d'impôt accordée au titre des frais de scolarité)

Soutient l'amendement n° 211 de M. Charles de Courson (suppression des déductions supplémentaires pour frais professionnels) (p. 4193) : devenu sans objet (p. 4198)

Son rappel au règlement (cf. supra) [17 octobre 1997] (p. 4198)

Article 10 (réduction de 50 % du plafond de la réduction d'impôt au titre de l'emploi d'un salarié à domicile)

Son rappel au règlement (cf. supra) [17 octobre 1997] (p. 4208)

Son rappel au règlement (cf. supra) [17 octobre 1997] (p. 4211)

Soutient l'amendement n° 214 de M. Laurent Dominati (relèvement du plafond de la réduction d'impôt) (p. 4222) : vote réservé : rejeté (p. 4229)

Son amendement n° 270 (remplacement de la réduction d'impôt par un abattement sur le revenu) (p. 4221) : vote réservé : rejeté (p. 4229)

Son amendement n° 213 (relèvement du plafond de la réduction d'impôt) (p. 4222) : vote réservé : rejeté (p. 4229)

Son amendement n° 212 corrigé (application de l'article à compter de l'imposition des revenus de 1998) (p. 4225) : vote réservé : rejeté (p. 4229)

Après l'article 10

Son amendement n° 395 (relèvement du taux de la déduction forfaitaire sur les revenus fonciers) (p. 4229) : rejeté (p. 4230)

Son amendement n° 394 (remplacement de la réduction d'impôt accordée au titre de l'emploi d'un salarié à domicile par un abattement sur le revenu) (p. 4231) : rejeté (p. 4232)

Soutient l'amendement n° 39 corrigé de M. Germain Gengenwin (doublement du taux de la réduction d'impôt accordée au titre des frais de garde des jeunes enfants) (p. 4233) : rejeté (p. 4233)

Soutient l'amendement n° 344 de M. François Loos (reconduction de la réduction d'impôt accordée pour dépenses de formation du chef d'entreprise) (p. 4234) : rejeté (p. 4234)

Soutient l'amendement n° 325 de M. Marc Laffineur (instauration d'une réduction au titre des dépenses de transformation d'un véhicule fonctionnant au supercarburant en véhicule fonctionnant au gaz de pétrole liquéfié) (p. 4236) : rejeté (p. 4238)

Son amendement n° 393 (instauration d'une réduction d'impôt au titre de l'achat de véhicules fonctionnant au gaz de pétrole liquéfié) (p. 4235) : rejeté (p. 4238)

Son amendement n° 392 (instauration d'une réduction d'impôt au titre de l'achat de véhicules fonctionnant au gaz de pétrole liquéfié) (p. 4236) : rejeté (p. 4238)

Son amendement n° 391 (instauration d'une réduction au titre des dépenses de transformation d'un véhicule fonctionnant au supercarburant en véhicule fonctionnant au gaz de pétrole liquéfié) (p. 4236) : rejeté (p. 4238)

Après l'article 11

Soutient l'amendement n° 8 de M. Jean Prioriol (application du taux réduit de la TVA aux prestations de collecte et de traitement des déchets effectuée dans le cadre du service public local) (p. 4253) : rejeté au scrutin public (p. 4255)

Son amendement n° 261 (application du taux réduit de la TVA aux prestations de collecte et de traitement des déchets effectuée dans le cadre du service public local) (p. 4253) : rejeté au scrutin public (p. 4255)

Soutient l'amendement n° 266 de M. Pierre Hériaud (possibilité d'assujettissement des déchetteries à la TVA) (p. 4256) : rejeté (p. 4258)

Article 12 (modification des tarifs des taxes intérieures de consommation sur les produits pétroliers et sur le gaz naturel)

Soutient l'amendement n° 174 de M. Germain Gengenwin (abaissement de la taxe intérieure sur les produits pétroliers applicable au fioul domestique) (p. 4272) : rejeté (p. 4272)

Son amendement n° 237 corrigé (non-application de la hausse de la taxe intérieure sur les produits pétroliers au gaz de pétrole liquéfié et au gaz naturel carburant) (p. 4272) : rejeté (p. 4273)

Son amendement n° 333 (non-application de la hausse de la taxe intérieure sur les produits pétroliers au gaz de pétrole liquéfié) (p. 4272) : rejeté (p. 4273)

Son intervention (p. 4274)

Après l'article 13

Soutient l'amendement n° 469 deuxième rectification de M. Charles de Courson (de conséquence) (p. 4277) : rejeté (p. 4277)

Article 14 (aménagement du régime d'aide fiscale à l'investissement outre-mer)

Intervient sur l'amendement n° 80 de la commission (plafonnement à 150 000 F pour les célibataires ou 300 000 F pour les contribuables mariés de la base déductible pour les investisseurs outre-mer soumis à l'impôt sur le revenu) (p. 4292)

Article 15 (plafonnement de la restitution de l'avoir fiscal aux personnes physiques)

Soutient l'amendement n° 204 de M. Pierre Méhaignerie (de suppression) (p. 4295) : rejeté (p. 4295)

Son amendement n° 178 (relèvement des plafonds de 500 et 1 000 francs à respectivement 1 million et 2 millions de francs) : rejeté (p. 4295)

Soutient l'amendement n° 373 de M. Charles de Courson (non-application du dispositif aux plans d'épargne en actions) (p. 4296) : rejeté (p. 4296)

Soutient l'amendement n° 374 de M. Charles de Courson (non-application du dispositif aux personnes non imposées) (p. 4296) : rejeté (p. 4297)

Article 17 (régime fiscal des produits des contrats d'assurance-vie et des bons de capitalisation)

Soutient l'amendement n° 169 de M. Yves Bur (de suppression) (p. 4299) : rejeté (p. 4299)

Soutient l'amendement n° 206 de M. François d'Aubert (de suppression) (p. 4299) : rejeté (p. 4299)

Soutient l'amendement n° 245 de M. Renaud Dutreil (de suppression) (p. 4299) : rejeté (p. 4299)

Intervient sur l'amendement n° 478 du Gouvernement (maintien du régime fiscal concernant les rachats partiels des contrats d'assurance-vie) (p. 4302)

Intervient sur l'amendement n° 470 du Gouvernement (aménagement du régime fiscal des produits des contrats d'assurance-vie et des bons de capitalisation et report de la date d'entrée en vigueur du 15 au 25 septembre 1997) (p. 4302)

Intervient sur l'amendement n° 471 du Gouvernement (aménagement du régime fiscal des produits des contrats d'assurance-vie et des bons de capitalisation) (p. 4302)

Intervient sur l'amendement n° 472 corrigé du Gouvernement (de conséquence) (p. 4302)

Intervient sur l'amendement n° 473 du Gouvernement (application du dispositif à compter du 1er janvier 1998) (p. 4302)

Après l'article 18

Soutient l'amendement n° 218 de M. André Santini (application du seul "plafond majoré" prévu à l'article L. 441-1 du code de la construction et de l'habitation pour le calcul du supplément de loyer de solidarité) (p. 4306) : rejeté (p. 4306)

Soutient l'amendement n° 151 de M. Patrice Martin-Lalande (exonération de la plus-value réalisée en cas de cession de matériels informatiques à un établissement d'enseignement) (p. 4306) : rejeté (p. 4306)

Soutient l'amendement n° 164 de M. Patrice Martin-Lalande (amortissement des investissements relatifs à la mise en œuvre de postes de télétravail) (p. 4306) : rejeté (p. 4306)

Soutient l'amendement n° 154 de M. Patrice Martin-Lalande (application du régime de provision prévu à l'article 39 bis A du code général des impôts aux agences de presse) (p. 4306) : rejeté (p. 4306)

Soutient l'amendement n° 249 de M. Charles de Courson (non-déductibilité des frais commerciaux exceptionnels) (p. 4307) : adopté (p. 4307)

Soutient l'amendement n° 148 de M. Germain Gengenwin (application d'un droit à enregistrement de 1 %, plafonné à 20 000 F par mutation, aux cessions de parts sociales de SARL) (p. 4312) : rejeté (p. 4312)

Soutient l'amendement n° 346 de M. François Loos (application d'un droit à enregistrement de 1 %, plafonné à 20 000 F par mutation, aux cessions de parts sociales de SARL) (p. 4312) : rejeté (p. 4312)

Intervient sur l'amendement n° 140 de M. Daniel Feurtet (création d'une taxe sur les importations en provenance des pays méconnaissant les conventions internationales relatives au travail des enfants) (p. 4315)

Son amendement n° 171 (assujettissement de France Télécom aux impositions directes locales dans les conditions de droit commun) (p. 4316) : rejeté (p. 4317)

Intervient sur l'amendement n° 91 de la commission (aménagement de la cotisation minimale de taxe professionnelle) (p. 4318)

Intervient sur l'amendement n° 358 de M. Augustin Bonrepaux (aménagement de la cotisation minimale de taxe professionnelle) (p. 4318)

Intervient sur l'amendement n° 93 de la commission (aménagement du plafonnement de la taxe d'habitation en fonction du revenu) (p. 4322)

Soutient l'amendement n° 370 de M. Charles de Courson (éligibilité au Fonds de compensation pour la TVA des investissements effectués par les groupements de collectivités territoriales pour le compte de communes adhérentes) (p. 4327) : devenu sans objet (p. 4327)

Soutient l'amendement n° 371 de M. Charles de Courson (éligibilité au Fonds de compensation pour la TVA des investissements effectués par les collectivités territoriales ou leurs groupements sur des biens du domaine public mis à leur disposition) (p. 4327) : rejeté (p. 4327)

Soutient le sous-amendement n° 389 de M. Charles de Courson (éligibilité des dépenses d'intérêt général) à l'amendement n° 95 de la commission (éligibilité au Fonds de compensation pour la TVA des investissements exposés sur des biens appartenant à des tiers non-bénéficiaires) (p. 4328) : rejeté (p. 4328)

Soutient l'amendement n° 413 de M. Jean Proriol (éligibilité au Fonds de compensation pour la TVA des investissements réalisés sur des cours d'eau domaniaux ou non domaniaux) (p. 4329) : rejeté (p. 4329)

Soutient l'amendement n° 219 de M. Jean Proriol (éligibilité au Fonds de compensation pour la TVA des dépenses permettant la valorisation des déchets) (p. 4329) : rejeté (p. 4329)

Soutient l'amendement n° 14 corrigé de M. Jean Proriol (référence au taux de taxe professionnelle de 1997 pour le calcul des compensations de l'exonération de taxe professionnelle dans les zones de revitalisation rurale) (p. 4330) : rejeté (p. 4330)

Soutient l'amendement n° 417 de M. Jean Proriol (affectation progressive de la totalité de la dotation de développement rural aux groupements à fiscalité propre) (p. 4330) : retiré (p. 4331)

Soutient l'amendement n° 369 de M. Charles de Courson (communication par l'administration fiscale aux organismes sociaux, des données dont elle dispose sur la situation fiscale et les revenus des personnes) (p. 4331) : rejeté (p. 4331)

Après l'article 22

Soutient l'amendement n° 278 corrigé de M. Édouard Landrain (majoration du prélèvement sur les jeux exploités par la Française des jeux affecté au Fonds national pour le développement du sport) (p. 4335) : devenu sans objet (p. 4335)

Article 23 (versement d'une contribution des organismes collecteurs de 1 % logement)

Soutient l'amendement n° 170 de M. Charles de Courson (de suppression) (p. 4335) : rejeté (p. 4335)

Article 25 et état A (équilibre général du budget)

Son amendement n° 334 (réduction du prélèvement opéré sur les fonds gérés par la Caisse des dépôts et consignations) (p. 4348) : rejeté (p. 4349)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ECONOMIE, FINANCES ET INDUSTRIE

I - CHARGES COMMUNES - II - SERVICES FINANCIERS - MONNAIES ET MÉDAILLES (BUDGET ANNEXE) - COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR - TAXES PARAFISCALES - COMMERCE EXTÉRIEUR

Vote des crédits et articles rattachés [17 novembre 1997] (p. 5946)

II - SERVICES FINANCIERS

Après l'article 63

Intervient sur l'amendement n° 132 de M. Henry Chabert (réintégration au sein du budget général du produit des redressements fiscaux et de la totalité des prélèvements pour frais d'assiette, de recouvrement, de dégrèvement ou de non-valeur des taxes locales) (p. 5951)

Intervient sur l'amendement n° 170 de la commission (rebudgétisation des fonds extrabudgétaires de la direction générale des impôts) (p. 5951)

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS

Discussion des articles [17 novembre 1997] (p. 5966, 6007) ; [18 novembre 1997] (p. 6032, 6079, 6116) ; [19 novembre 1997] (p. 6153)

Article 49 (institution d'un crédit d'impôt à raison des dépenses d'entretien de l'habitation principale)

Soutient l'amendement n° 279 de M. Pierre Méhaignerie (prolongation d'un an du crédit d'impôt) (p. 5974) : rejeté (p. 5974)

Soutient l'amendement n° 131 de M. Yves Coussain (doublement des plafonds de dépenses ouvrant droit au crédit d'impôt) (p. 5975) : rejeté (p. 5976)

Soutient l'amendement n° 171 de M. Gérard Voisin (doublement des plafonds de dépenses ouvrant droit au crédit d'impôt) (p. 5975) : rejeté (p. 5976)

Soutient l'amendement n° 283 de M. Gilbert Gantier (doublement des plafonds de dépenses ouvrant droit au crédit d'impôt) (p. 5975) : rejeté (p. 5976)

Soutient l'amendement n° 276 de M. Marc Laffineur (majoration des plafonds du crédit d'impôt pour les contribuables ayant des personnes à charge) (p. 5976) : rejeté (p. 5978)

Soutient l'amendement n° 284 de M. Gilbert Gantier (majoration des plafonds du crédit d'impôt pour les contribuables ayant des personnes à charge) (p. 5977) : devenu sans objet (p. 5978)

Soutient le sous-amendement n° 274 de M. Pierre Méhaignerie (relèvement de la majoration) à l'amendement n° 138 de la commission (majoration des plafonds du crédit d'impôt pour les contribuables ayant des personnes à charge) (p. 5978) : rejeté (p. 5978)

Soutient le sous-amendement n° 275 de M. Pierre Méhaignerie (relèvement de la majoration) à l'amendement n° 138 de la commission (p. 5978) : rejeté (p. 5978)

Soutient l'amendement n° 278 de M. Germain Gengenwin (doublement du taux du crédit d'impôt) (p. 5979) : rejeté (p. 5979)

Soutient l'amendement n° 277 de M. Charles de Courson (relèvement du taux du crédit d'impôt) (p. 5979) : rejeté (p. 5979)

Après l'article 49

Soutient l'amendement n° 280 de M. Charles de Courson (exclusion du revenu imposable de la partie non remboursée de l'avoir fiscal) (p. 5983) : rejeté (p. 5984)

Soutient l'amendement n° 281 de M. Charles de Courson (prise en compte dans l'assiette de la taxe professionnelle, de la valeur des biens déduction faite des amortissements) (p. 5986) : rejeté (p. 5986)

Soutient l'amendement n° 282 de M. Pierre Méhaignerie (abaissement du taux de la taxe foncière) (p. 5986) : rejeté (p. 5986)

Soutient l'amendement n° 140 de la commission (soumission des concubins à une imposition commune) (p. 5987) : adopté (p. 5989)

Soutient l'amendement n° 126 de M. Yves Bur (soumission des concubins à une imposition commune) (p. 5987) : devenu sans objet (p. 5989)

Article 50 (création de bons de souscription de parts de créateur d'entreprise)

Intervient sur l'amendement n° 142 corrigé de la commission (allongement de la durée d'exercice d'une activité d'entreprise) (p. 5992)

Intervient sur l'amendement n° 221 de M. Augustin Bonrepaux (allongement de la durée d'exercice d'une activité d'entreprise) (p. 5992)

Intervient sur l'amendement n° 145 de la commission (éligibilité des sociétés créées dans le cadre d'opération d'essaimage) (p. 5996)

Article 52 (institution d'un crédit d'impôt pour création d'emplois)

Soutient l'amendement n° 253 de M. Germain Gengenwin (extension du crédit d'impôt aux entreprises soumises à l'impôt sur le revenu) (p. 6017) : rejeté (p. 6018)

Son amendement n° 254 (extension du crédit d'impôt aux contribuables soumis à l'impôt sur le revenu) (p. 6017) : rejeté (p. 6018)

Après l'article 52

Intervient sur l'amendement n° 9 de M. Jean-Pierre Brard (majoration de la taxe professionnelle pour les entreprises bénéficiaires qui procèdent à des licenciements) (p. 6018)

Article 54 (paiement de la TVA dans le cadre du travail à façon)

Soutient l'amendement n° 288 de M. Gilbert Gantier (de suppression) (p. 6020) : rejeté (p. 6021)

Après l'article 54

Soutient l'amendement n° 260 de M. Charles de Courson (non-déductibilité des frais commerciaux exceptionnels) (p. 6024) : retiré (p. 6024)

Après l'article 55

Soutient l'amendement n° 261 de M. Charles de Courson (maintien du revenu minimum d'insertion subordonné à l'engagement par son bénéficiaire de mettre en œuvre la procédure de l'obligation alimentaire vis-à-vis de ses débiteurs d'aliments) (p. 6026) : rejeté (p. 6027)

Après l'article 56

Intervient sur l'amendement n° 199 de M. Jean-Pierre Brard (allongement du délai de reprise de l'administration fiscale) (p. 6035)

Article 58 (institution d'une amende en cas de délivrance abusive d'attestations ouvrant droit à un avantage fiscal)

Intervient sur l'amendement n° 262 de M. Charles de Courson (suppression du troisième alinéa relatif à la responsabilité solidaire des dirigeants des personnes morales émettrices des documents) (p. 6043)

Après l'article 61

Son amendement n° 251 (décalage de la date du prélèvement mensuel de l'impôt sur le revenu) (p. 6047) : rejeté (p. 6048)

Intervient sur l'amendement n° 252 de M. Charles de Courson (décalage de la date du prélèvement mensuel de l'impôt sur le revenu) (p. 6048)

Intervient sur l'amendement n° 167 de la commission (assujettissement à la taxe professionnelle des activités saisonnières) (p. 6060)

Intervient sur l'amendement n° 217 de M. Paul Quilès (assujettissement à la taxe professionnelle des activités saisonnières) (p. 6060)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [17 décembre 1997] (p. 8024) ; [18 décembre 1997] (p. 8101)*Article 15 (plafonnement de la restitution de l'avoir fiscal aux personnes physiques)*

Son sous-amendement n° 128 à l'amendement n° 29 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : non soutenu (p. 8102)

Projet de loi n° 303 de financement de la sécurité sociale pour 1998

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [28 octobre 1997] (p. 4832, 4853, 4890) ; [29 octobre 1997] (p. 4923, 4963, 4995) ; [30 octobre 1997] (p. 5028) ; [31 octobre 1997] (p. 5159)*Article 3 (taux de la CSG et suppression des cotisations maladie)*

Son intervention (p. 4863)

Article 5 (création d'une taxe de santé publique sur les tabacs)

Son amendement n° 141 corrigé (taxation du tabac à rouler) : devenu sans objet (p. 4901)

Article 8 (création d'une contribution sur les ventes directes des laboratoires pharmaceutiques)

Soutient l'amendement n° 145 de M. Jean-Pierre Foucher (de précision) (p. 4933) : rejeté (p. 4933)

Soutient l'amendement n° 146 de M. Jean-Pierre Foucher (modulation du taux de contribution en fonction du chiffre d'affaire des entreprises) (p. 4933) : devenu sans objet (p. 4933)

Article 10 (augmentation du taux de la taxe sur les contributions patronales au financement des garanties complémentaires de prévoyance)

Soutient l'amendement n° 120 de M. Charles de Courson (maintien de la taxe à 6 %) (p. 4937) : rejeté (p. 4939)

Article 19 (mise sous condition de ressources des allocations familiales)

Son intervention (p. 5006)

Article 20 (réduction du taux de prise en charge des cotisations sociales par l'allocation de garde d'enfants à domicile)

Son intervention (p. 5033)

Son amendement n° 88 soutenu par Mme Christine Boutin (de suppression) (p. 5035) : rejeté (p. 5037)

Après l'article 23

Son sous-amendement n° 412 (de minoration de l'objectif national des dépenses d'assurance maladie) à l'amendement n° 191 de la commission (objectif national de dépenses d'assurance maladie) (p. 5049) : rejeté (p. 5051)

Article 24 (ratification du relèvement du plafond des ressources non permanentes applicable au régime général)

Soutient l'amendement n° 90 de M. Germain Gengenwin (de suppression) (p. 5051) : rejeté (p. 5052)

Article 25 (transfert à la caisse d'amortissement de la dette des exercices 1996, 1997 et 1998)

Son intervention (p. 5054)

Soutient l'amendement n° 91 de M. Charles de Courson (de suppression) (p. 5055) : rejeté (p. 5056)

Son amendement n° 92 (de suppression) (p. 5055) : rejeté (p. 5056)

Après l'article 25

Intervient sur l'amendement n° 195 de la commission (rétablissement des plafonds d'avance pour différents régimes) (p. 5159)

Soutient le sous-amendement n° 413 de M. Charles de Courson (avance à la CNRACL) à l'amendement n° 195 de la commission (p. 5160) : rejeté (p. 5162)

Soutient le sous-amendement n° 414 de M. Charles de Courson (avance à la Caisse des mines) à l'amendement n° 195 de la commission (p. 5160) : rejeté (p. 5162)

Soutient le sous-amendement n° 415 de M. Charles de Courson (avance au fonds spécial des pensions des ouvriers de l'État) à l'amendement n° 195 de la commission (p. 5160) : rejeté (p. 5162)

Soutient l'amendement n° 94 de M. Charles de Courson (rapport entre l'administration fiscale et les organismes sociaux) (p. 5162) : retiré (p. 5163)

Soutient l'amendement n° 140 de M. Charles de Courson (rapport annuel sur les mesures prises au titre de la réduction des frais professionnels) (p. 5163) : rejeté (p. 5163)

Article 1er précédemment réservé (approbation du rapport annexé)

Soutient l'amendement n° 100 de M. Pierre-Christophe Baguet (rédactionnel) (p. 5174) : rejeté (p. 5174)

Soutient l'amendement n° 58 de M. Germain Gengenwin (réduction des inégalités en matière de retraite) (p. 5175) : rejeté (p. 5175)

Soutient l'amendement n° 20 de M. Jean-Luc Prél (création d'une union nationale des caisses d'assurance maladie) (p. 5179) : rejeté (p. 5179)

Intervient sur l'amendement n° 21 de M. Jean-Luc Prél (création d'une agence nationale de prévention et d'éducation sanitaire) (p. 5179)

Soutient l'amendement n° 59 de M. Yves Bur (financement des clubs sportifs) (p. 5180) : rejeté (p. 5180)

Intervient sur l'amendement n° 203 de la commission (lutte contre le dopage) (p. 5182)

Intervient sur l'amendement n° 213, deuxième rectification de la commission (assistance publique - hôpitaux de Paris) (p. 5187)

Intervient sur l'amendement n° 218 de la commission (situation des infirmières et infirmiers libéraux) (p. 5191)

Soutient l'amendement n° 61 de M. Germain Gengenwin (rénovation de la politique familiale) (p. 5195) : rejeté (p. 5195)

Soutient l'amendement n° 271 de M. Charles de Courson (rejet de la mise sous condition de ressources) (p. 5197) : rejeté (p. 5197)

Soutient l'amendement n° 389 de M. Étienne Pinte (prise en compte de la contribution des familles au financement des retraites) (p. 5199) : rejeté (p. 5199)

Soutient l'amendement n° 391 de M. Étienne Pinte (promotion des différents types de mode de garde des enfants) (p. 5199) : rejeté (p. 5199)

Son amendement n° 65 (cumul de l'AGED et de la réduction d'impôt pour les emplois familiaux) : rejeté (p. 5200)

Soutient l'amendement n° 272 de M. Germain Gengenwin (maintien du taux de prise en charge des cotisations sociales par l'AGED à 100 %) (p. 5200) : rejeté (p. 5200)

Soutient l'amendement n° 113 de M. Jean-Luc Prél (prise en charge collective des petits enfants favorisant une plus grande mixité sociale) (p. 5201) : rejeté (p. 5201)

Son amendement n° 64 (rôle de la famille dans la société) : rejeté (p. 5202)

Soutient l'amendement n° 393 de M. Étienne Pinte (crédit de formation pour les parents qui se sont arrêtés de travailler pour élever leurs enfants) (p. 5202) : rejeté (p. 5203)

Soutient l'amendement n° 395 de M. Étienne Pinte (audit sur l'utilisation des sommes versées par la CNAF à la CNAV au titre de l'assurance vieillesse des parents au foyer) (p. 5205) : rejeté (p. 5205)

Soutient l'amendement n° 273 de M. Charles de Courson (rapport sur l'état des régimes spéciaux de retraite) (p. 5207) : rejeté (p. 5208)

Soutient l'amendement n° 68 de M. Germain Gengenwin (neutralité financière pour les actifs non salariés de la substitution de la CSG à la cotisation maladie) (p. 5211) : rejeté (p. 5211)

Son amendement n° 69 (de précision) : rejeté (p. 5213)

Soutient l'amendement n° 70 de M. Germain Gengenwin (rapport sur la réforme de l'assiette des cotisations patronales) (p. 5213) : rejeté (p. 5214)

Projet de loi de finances rectificative n° 447 pour 1997

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [3 décembre 1997] (p. 6889, 6931)

Article 4 (prélèvement sur le fonds de garantie de la Caisse de garantie du logement social [CGLS])

Son amendement n° 34 soutenu par M. Gilbert Gantier (de suppression) (p. 6893) : rejeté (p. 6896)

Article 32 (engagement financier de l'Etat dans le plan de restructuration du GAN)

Son intervention (p. 6938)

Son rappel au règlement (cf. supra) (p. 6947)

Projet de loi n° 512 d'orientation et d'incitation relatif à la réduction du temps de travail

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [27 janvier 1998] (p. 572, 615) ; [28 janvier 1998] (p. 667, 703) ; [29 janvier 1998] (p. 747)

Son intervention (p. 713)

Thèmes :

Lois : Loi n° 96-502 du 11 juin 1996 tendant à favoriser l'emploi par l'aménagement et la réduction conventionnelle du temps du travail (p. 713)

Travail : annualisation du temps de travail (p. 713)

Travail : négociations (p. 714)

Travail : salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) (p. 713)

Travail : travail à temps partiel (p. 713)

Projet de loi n° 727 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [31 mars 1998] (p. 2250, 2280)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Louis Debré (p. 2261)

Thèmes :

Associations : fiscalité (p. 2262)

Banques et établissements financiers : livret d'épargne : taux d'intérêt (p. 2262)

Politique économique : épargne (p. 2261, 2262)

Transports aériens : Air France (p. 2262)

Discussion des articles [31 mars 1998] (p. 2288) ; [1er avril 1998] (p. 2331, 2373) ; [2 avril 1998] (p. 2404, 2449)

Après l'article 11

Intervient sur l'amendement n° 221 de M. Charles de Courson (publicité des "lettres de confort") (p. 2304)

Soutient l'amendement n° 222 de M. Charles de Courson (indication dans l'annexe aux comptes annuels du nombre d'heures consacrées à l'exécution de la mission des commissaires aux comptes) (p. 2305) ; rejeté (p. 2306)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la mise aux voix du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [3 juin 1998] (p. 4653)

Son intervention (p. 4662)

Thèmes :

Chasse et pêche : chasse (p. 4663)

Finances publiques : politique budgétaire (p. 4663)

Formation professionnelle (p. 4665)

Lois : validations législatives (p. 4663)

Personnes âgées : allocation dépendance (p. 4662, 4663)

Transports aériens : Air France (p. 4663)

Ses explications de vote (p. 4695)

Vote contre du groupe de l'Union pour la Démocratie française (p. 4695)

Projet de loi n° 779 modifiant le statut de la Banque de France en vue de sa participation au Système européen de banques centrales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [7 avril 1998] (p. 2610, 2637)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Philippe de Villiers (p. 2627)

Son intervention (p. 2631)

Thèmes :

Assurances : fonds de pension (p. 2632)

Banques et établissements financiers : Banque de France (p. 2631, 2632)

Constitution : article 88-2 (p. 2627)

Finances publiques : politique budgétaire (p. 2632)

Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 2632)

Marchés financiers : généralités (p. 2632)

Politique économique : politique de change (p. 2632)

Politique économique : politique monétaire (p. 2631, 2632)

Politique économique : taux d'intérêt (p. 2632)

Union européenne : Banque centrale européenne (BCE) (p. 2632)

Union européenne : construction européenne (p. 2631, 2632)

Union européenne : euro : monnaie unique (p. 2631, 2630)

Union européenne : système monétaire européen (SME) (p. 2631)

Union européenne : Traité de Maastricht (p. 2627, 2631)

Ses explications de vote (p. 2673)

Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie française (p. 2673)

Déclaration du Gouvernement n° 970 sur le débat d'orientation budgétaire présentée par M. Dominique Strauss-Kahn, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie et M. Christian Sautter, secrétaire d'Etat au budget

[9 juin 1998] (p. 4805, 4839)

Son intervention (p. 4842)

Thèmes :

Emploi : allègement des charges sociales (p. 4843)

Finances publiques : débat d'orientation budgétaire (p. 4842)

Finances publiques : déficit budgétaire (p. 4842, 4844)

Finances publiques : dépenses (p. 4843, 4844)

Finances publiques : politique budgétaire (p. 4844)

Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 4843)

Impôts et taxes : réforme fiscale (p. 4843)

Politique économique : croissance (p. 4842 à 4844)

Retraites : généralités (p. 4844)

Sécurité sociale : comptes (p. 4844)

Lionel JOSPIN*Haute-Garonne (7^e circonscription)**Socialiste**Premier Ministre*Élu le 1^{er} juin 1997

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9390)

Est nommé Premier ministre. Décret du 2 juin 1997 [J.O. du 3 juin 1997] (p. 8860)

Cessation de son mandat de député le 2 juillet 1997 (voir indications préliminaires) [J.O. du 4 juillet 1997] (p. 10168)

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9423)

DÉPÔTS

Projet de loi n° 3 autorisant l'approbation de l'accord d'adhésion de la République hellénique à la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les Gouvernements des États de l'Union économique Benelux, de la République fédérale d'Allemagne et de la République française relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signée à Schengen le 19 juin 1990, à laquelle ont adhéré la République italienne par l'accord signé à Paris le 27 novembre 1990 et le Royaume d'Espagne et la République portugaise par les accords signés à Bonn le 25 juin 1991 [13 juin 1997]

Projet de loi n° 4 autorisant la ratification de l'accord interne entre les représentants des Gouvernements des États membres réunis au sein du Conseil relatif au financement et à la gestion des aides de la Communauté dans le cadre du second protocole financier de la quatrième convention ACP-CE [13 juin 1997]

Projet de loi n° 5 autorisant la ratification du protocole à la quatrième convention entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et le groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, d'autre part (dite convention ACP-CE de Lomé), à la suite de l'adhésion de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède à l'Union européenne [13 juin 1997]

Projet de loi n° 6 autorisant la ratification de l'accord portant modification de la quatrième convention entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et le groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, d'autre part (dite convention ACP-CE de Lomé) [13 juin 1997]

Projet de loi n° 7 autorisant l'approbation de l'accord d'adhésion de la République d'Autriche à la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les Gouvernements des États de l'Union économique Benelux, de la République fédérale d'Allemagne et de la République française relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signée à Schengen le 19 juin

1990, à laquelle ont adhéré la République italienne, le Royaume d'Espagne et la République portugaise, et la République hellénique par les accords signés respectivement le 27 novembre 1990, le 25 juin 1991 et le 6 novembre 1992 [13 juin 1997]

Déclaration de politique générale n° 13 présentée par M. Lionel Jospin, Premier ministre ; débat et vote sur cette déclaration [19 juin 1997]

Projet de loi n° 11 créant le Conseil national des communes "Compagnon de la Libération" [19 juin 1997]

Projet de loi n° 33 portant règlement définitif du budget de 1995 [25 juin 1997]

Projet de loi n° 82 autorisant la ratification de l'accord euro-méditerranéen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et l'État d'Israël, d'autre part [16 juillet 1997]

Projet de loi n° 190 portant ratification et modification de l'ordonnance n° 96-1122 du 20 décembre 1996 relative à l'extension et à l'adaptation à la collectivité territoriale de Mayotte des dispositions législatives du titre Ier du livre VII du code de la santé publique, au statut du personnel et au financement de l'établissement public de santé territoriale de Mayotte ainsi qu'à la réforme du statut de la Caisse de prévoyance sociale de Mayotte [23 juillet 1997]

Projet de loi n° 198 relatif à la partie législative du code de l'éducation [30 juillet 1997]

Projet de loi n° 199 portant réforme du service national [20 août 1997]

Projet de loi n° 200 relatif au développement d'activités pour l'emploi des jeunes [20 août 1997]

Projet de loi n° 201 portant mesures urgentes à caractère fiscal et financier [20 août 1997]

Projet de loi n° 202 relatif à la prévention et à la répression des infractions sexuelles ainsi qu'à la protection des mineurs [3 septembre 1997]

Projet de loi n° 207 portant modification de l'ordonnance n° 45-2339 du 13 octobre 1945 relative aux spectacles [10 septembre 1997]

Projet de loi n° 221 autorisant l'approbation du quatrième protocole (services de télécommunications de base) annexé à l'accord général sur le commerce des services [17 septembre 1997]

Projet de loi n° 229 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Fédération de Russie relatif au règlement définitif des créances réciproques entre la France et la Russie antérieures au 9 mai 1945 sous forme de mémorandum d'accord et de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Fédération de Russie sur le règlement définitif des créances réciproques financières et réelles apparues antérieurement au 9 mai 1945 [24 septembre 1997]

Projet de loi de finances n° 230 pour 1998 [24 septembre 1997]

Projet de loi n° 289 autorisant l'approbation de l'accord international de 1995 sur le caoutchouc naturel (ensemble trois annexes) [1^{er} octobre 1997]

Projet de loi n° 303 de financement de la sécurité sociale pour 1998 [8 octobre 1997]

- Projet de loi n° 327 relatif à l'entrée et au séjour des étrangers en France et au droit d'asile [15 octobre 1997]
- Projet de loi n° 328 relatif à la nationalité et modifiant le code civil [15 octobre 1997]
- Projet de loi n° 383 portant transposition dans le code de la propriété intellectuelle de la directive 96/9/CE du Parlement européen et du Conseil, en date du 11 mars 1996, concernant la protection juridique des bases de données [22 octobre 1997]
- Projet de loi n° 427 tendant à améliorer les conditions d'exercice de la profession de transporteur routier [10 novembre 1997]
- Projet de loi n° 428 portant habilitation du Gouvernement à prendre, par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et à l'adaptation du droit applicable outre-mer [10 novembre 1997]
- Projet de loi de finances rectificative n° 447 pour 1997 [19 novembre 1997]
- Projet de loi organique n° 501 portant recrutement exceptionnel de magistrats de l'ordre judiciaire et modifiant les conditions de recrutement des conseillers de cour d'appel en service extraordinaire [3 décembre 1997]
- Projet de loi n° 512 d'orientation et d'incitation relatif à la réduction du temps de travail [10 décembre 1997]
- Projet de loi n° 587 portant règlement définitif du budget 1996 [17 décembre 1997]
- Projet de loi n° 593 instituant une commission du secret de la défense nationale [17 décembre 1997]
- Projet de loi n° 621 portant création d'un conseil supérieur de la déontologie de la sécurité [14 janvier 1998]
- Projet de loi n° 650 autorisant la ratification du traité d'interdiction complète des essais nucléaires [21 janvier 1998]
- Projet de loi n° 676 autorisant l'approbation du protocole additionnel à la charte sociale européenne prévoyant un système de réclamations collectives [4 février 1998]
- Projet de loi n° 677 portant réforme du code de justice militaire [4 février 1998]
- Projet de loi n° 678 autorisant l'approbation de la charte sociale européenne (révisée) (ensemble une annexe) [4 février 1998]
- Projet de loi n° 727 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier [25 février 1998]
- Projet de loi n° 772 relatif aux animaux dangereux et errants et à la protection des animaux domestiques [11 mars 1998]
- Projet de loi n° 773 autorisant la ratification d'un accord entre la République française et la République italienne relatif à la réadmission des personnes en situation irrégulière (ensemble une annexe) [18 mars 1998]
- Projet de loi n° 779 modifiant le statut de la Banque de France en vue de sa participation au Système européen de banques centrales [25 mars 1998]
- Projet de loi n° 780 d'orientation relatif à la lutte contre les exclusions [25 mars 1998]
- Projet de loi n° 815 relatif aux polices municipales [1^{er} avril 1998]
- Projet de loi organique n° 827 limitant le cumul des mandats électoraux et fonctions électives [8 avril 1998]
- Projet de loi n° 828 limitant le cumul des mandats électoraux et fonctions électives [8 avril 1998]
- Projet de loi constitutionnelle n° 835 relatif au Conseil supérieur de la magistrature [15 avril 1998]
- Projet de loi n° 873 relatif aux enquêtes techniques sur les accidents et les incidents dans l'aviation civile [6 mai 1998]
- Projet de loi n° 900 relatif aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations [13 mai 1998]
- Projet de loi n° 932 relatif à la partie législative du code de l'environnement [27 mai 1998]
- Projet de loi constitutionnelle n° 937 relatif à la Nouvelle-Calédonie [27 mai 1998]
- Projet de loi n° 956 relatif à l'accès au droit et à la résolution amiable des conflits [3 juin 1998]
- Projet de loi n° 957 relatif à l'action publique en matière pénale et modifiant le code de procédure pénale [3 juin 1998]
- Déclaration du Gouvernement n° 970 sur le débat d'orientation budgétaire présentée par M. Dominique Strauss-Kahn, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie et M. Christian Sautter, secrétaire d'Etat au budget [9 juin 1998]
- Projet de loi n° 975 relatif au mode d'élection des conseillers régionaux et des conseillers à l'Assemblée de Corse et au fonctionnement des conseils régionaux [10 juin 1998]
- Projet de loi n° 976 modifiant la loi n° 77-729 du 7 juillet 1977 relative à l'élection des représentants au Parlement européen [10 juin 1998]
- Projet de loi n° 977 d'orientation agricole [10 juin 1998]
- Projet de loi constitutionnelle n° 985 relatif à l'égalité entre les femmes et les hommes [18 juin 1998]
- Projet de loi n° 986 de modernisation et de simplification de la réglementation des contributions indirectes [18 juin 1998]
- Projet de loi n° 1071 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire [29 juillet 1998]
- Projet de loi constitutionnelle n° 1072 modifiant l'article 88-2 de la Constitution [30 juillet 1998]
- Projet de loi n° 1074 modifiant l'ordonnance n° 82-283 du 26 mars 1982 portant création des chèques-vacances [26 août 1998]
- Projet de loi n° 1075 autorisant la ratification de l'accord européen concernant les personnes participant aux procédures devant la Cour européenne des Droits de l'Homme [26 août 1998]
- Projet de loi n° 1076 autorisant la ratification du sixième Protocole additionnel à l'Accord général sur les privilèges et immunités du Conseil de l'Europe [26 août 1998]
- Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999 [9 septembre 1998]
- Projet de loi n° 1079 renforçant la protection de la présomption d'innocence et les droits des victimes [16 septembre 1998]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Premier Ministre

RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

- M. Henri Nallet. Politique extérieure. G 8. Modèle social européen, défense [24 juin 1997] (p. 2883)
- M. François Bayrou. Justice. Procès. Assassinat de Yann Piat [7 octobre 1997] (p. 3678)
- M. Alain Bocquet. Travail. Durée du travail. Réduction [14 octobre 1997] (p. 3919)
- M. Jean-Marc Ayrault. Emploi. Politique de l'emploi. Perspectives [14 octobre 1997] (p. 3923)
- M. Michel Crépeau. Droits de l'homme et libertés publiques. Défense. Vichy, devoir de mémoire [21 octobre 1997] (p. 4393)
- M. Alain Tourret. Transports routiers. Chauffeurs routiers. Grève [4 novembre 1997] (p. 5325)
- M. Michel Voisin. Droits de l'homme et libertés publiques. Responsabilité. Crimes communistes [12 novembre 1997] (p. 5667)
- M. Éric Doligé. Etat. Premier ministre. Premier secrétaire du parti socialiste [19 novembre 1997] (p. 6151)
- M. Bernard Charles. Union européenne. Conseil européen. Sommet de Luxembourg, perspectives [25 novembre 1997] (p. 6245)
- M. Gérard Bapt. Industrie. Construction aéronautique. Politiques communautaires, restructuration [9 décembre 1997] (p. 7170)
- M. Bernard Roman. Automobiles et cycles. Toyota. Implantation, Valenciennes [10 décembre 1997] (p. 7265)
- Mme Béatrice Marre. Union européenne. Conseil européen. Sommet de Luxembourg, perspectives [16 décembre 1997] (p. 7851)
- M. Daniel Marcovitch. Politique extérieure. Ex-Yougoslavie. Tribunal pénal international, attitude de la France [16 décembre 1997] (p. 7852)
- M. Arthur Paecht. Politique extérieure. Ex-Yougoslavie. Tribunal pénal international, attitude de la France [16 décembre 1997] (p. 7855)
- Mme Huguette Bello. Cérémonies publiques et fêtes légales. Commémoration de l'abolition de l'esclavage. Perspectives [14 janvier 1998] (p. 277)
- M. Philippe Briand. Etat. Gouvernement. Fonctionnement, majorité plurielle [20 janvier 1998] (p. 413)
- M. Dominique Dord. Union européenne. Euro. Mise en place [20 janvier 1998] (p. 415)
- M. Renaud Muselier. Etat. Premier ministre. Déclarations [3 février 1998] (p. 930)
- M. Alain Barrau. Politique extérieure. Coopération. Réforme [4 février 1998] (p. 1032)
- M. Pierre Mazeaud. Collectivités territoriales. Corse. Assassinat du préfet, conséquences [10 février 1998] (p. 1375)
- M. Jean-Marc Ayrault. Collectivités territoriales. Corse. Assassinat du préfet, conséquences [10 février 1998] (p. 1376)
- M. Alain Bocquet. Collectivités territoriales. Corse. Assassinat du préfet, conséquences [10 février 1998] (p. 1376)

- M. Jean Rigal. Collectivités territoriales. Corse. Assassinat du préfet, conséquences [10 février 1998] (p. 1376)
- M. François Léotard. Collectivités territoriales. Corse. Assassinat du préfet, conséquences [10 février 1998] (p. 1376)
- M. Georges Tron. Elections et référendums. Cumul des mandats. Perspectives [10 février 1998] (p. 1382)
- M. Paul Quilès. Politique extérieure. Irak. Attitude de la France [24 février 1998] (p. 1567)
- M. Jean-Marc Ayrault. TOM et collectivités territoriales d'outre-mer. Nouvelle-Calédonie : Etat. Gouvernement, négociations [24 février 1998] (p. 1568)
- M. Bernard Accoyer. Etat. Réforme. Vie publique, rénovation [24 mars 1998] (p. 2033)
- M. Jean-Marc Ayrault. Etat. Réforme. Vie publique, rénovation [24 mars 1998] (p. 2035)
- M. André Aschieri. Etat. Réforme. Vie publique, rénovation [1^{er} avril 1998] (p. 2328)
- M. François Huwart. Etrangers. Immigration. Politique et réglementation [8 avril 1998] (p. 2685)
- M. Yves Tavernier. TOM et collectivités territoriales d'outre-mer. Nouvelle-Calédonie : Etat. Gouvernement, accord [22 avril 1998] (p. 2902)
- M. Bernard Cazeneuve. Energie et carburants. Energie nucléaire. Sécurité sanitaire, transports de matières nucléaires [13 mai 1998] (p. 3732)
- M. Patrick Devedjian. Fonction publique de l'Etat. Statuts particuliers. Fonctionnaires sans poste [19 mai 1998] (p. 4056)
- M. Christian Jacob. Fonction publique de l'Etat. Statuts particuliers. Fonctionnaires sans poste [20 mai 1998] (p. 4198)
- M. Henri Plagnol. Jeunes. Délinquance. Lutte et prévention [3 juin 1998] (p. 4634)
- M. Yves Nicolin. Transports aériens. Air France. Perspectives [10 juin 1998] (p. 4874)
- M. Jean Glavany. Collectivités territoriales. Corse. Assassinat du préfet, conséquences [23 juin 1998] (p. 5260)
- M. Michel Crépeau. Politique extérieure. Etats-Unis. Voyage du Premier ministre [23 juin 1998] (p. 5266)
- M. Jean-Marc Ayrault. Politique économique. Croissance. Conséquences, chômage [30 juin 1998] (p. 5520)

DÉBATS

Déclaration de politique générale n° 13 présentée par M. Lionel Jospin, Premier ministre ; débat et vote sur cette déclaration

- [19 juin 1997] (p. 2835)
 Son intervention (p. 2835)
 Sa réponse (p. 2860)

Thèmes :

- Agriculture (p. 2841)
 Aménagement du territoire (p. 2838, 2842)
 Audiovisuel et communication : Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) (p. 2838)
 Collectivités territoriales : décentralisation (p. 2839)

Constitution : révision : parité (p. 2837)
 Culture (p. 2838)
 Défense (p. 2843)
 Droits de l'homme et libertés publiques (p. 2842)
 Elections et référendums : cumul des mandats (p. 2838)
 Emploi (p. 2862)
 Emploi : politique de l'emploi (p. 2840)
 Enseignement (p. 2836, 2840)
 Entreprises : petites et moyennes entreprises (p. 2841)
 Etat : Gouvernement (p. 2860)
 Etat : réforme (p. 2837)
 Etrangers : immigration (p. 2862)
 Etrangers : intégration (p. 2836)
 Famille (p. 2840)
 Impôts et taxes (p. 2839)
 Justice (p. 2863)
 Justice : carte judiciaire (p. 2842)
 Justice : indépendance (p. 2836)
 Logement (p. 2840)
 Nationalité : droit du sol (p. 2836)
 Ordre public (p. 2837)
 Police : police judiciaire (p. 2837)
 Police : renseignements généraux : partis et mouvements politiques (p. 2837)
 Politique économique (p. 2839)
 Politique extérieure (p. 2842)
 Politique générale : Gouvernement précédent (p. 2835)
 Politique sociale (p. 2839)
 Président de la République (p. 2861)
 Presse et livres : pluralisme (p. 2838)
 Régions : Corse (p. 2837)
 Santé : santé publique : Agence française de sécurité sanitaire des aliments (AFSSA) (p. 2837)
 Secteur public (p. 2841)
 Sécurité sociale (p. 2842)
 TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Nouvelle-Calédonie (p. 2842)
 Travail : durée du travail (p. 2841)
 Travail : salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) (p. 2840)
 Union européenne (p. 2836, 2839)
 Union européenne : Communauté économique européenne (CEE) : institutions communautaires (p. 2862)
 Union européenne : Communauté économique européenne (CEE) : Traité d'Amsterdam (p. 2861)
 Union européenne : Communauté économique européenne (CEE) : Traité de Maastricht (p. 2861)

Proposition de résolution n° 817 sur les recommandations de la Commission européenne relatives au passage à la monnaie unique :

- recommandation de la Commission en vue d'une recommandation du Conseil conformément à l'article 109 J, paragraphe 2, du traité (n° E 1045),
 - recommandations de décisions du Conseil abrogeant les décisions constatant l'existence d'un déficit excessif en Belgique, en Allemagne, en Espagne, en France, en Italie, en Autriche, au Portugal, en Suède et au Royaume-Uni - application de l'article 104 C, paragraphe 12, du Traité instituant la Communauté européenne (SEC [1998] 1999 final/n° E 1046)

Avant la discussion de l'article unique [21 avril 1998] (p. 2827, 2857)
 Son intervention (p. 2827)

Thèmes :

Constitution : article 88-4 (p. 2827)
 Culture (p. 2830)
 Emploi : politique de l'emploi (p. 2827, 2829 à 2831)
 Etat : souveraineté (p. 2829, 2830)
 Impôts et taxes : politique fiscale (p. 2830)
 Politique économique : croissance (p. 2828, 2829)
 Politique économique : généralités (p. 2827, 2828, 2831)
 Politique économique : politique de change (p. 2830)
 Politique économique : politique monétaire (p. 2829, 2830)
 Politique économique : taux d'intérêt (p. 2830)
 Politique sociale : généralités (p. 2830, 2831)
 Politiques communautaires : Europe sociale (p. 2829)
 Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 2830)
 Politiques communautaires : politiques internes (p. 2830)
 Secteur public : services publics (p. 2830)
 Union européenne : Banque centrale européenne (BCE) (p. 2829, 2831)
 Union européenne : Conseil de l'Euro (p. 2829, 2831)
 Union européenne : construction européenne (p. 2827, 2828, 2830, 2831)
 Union européenne : euro : monnaie unique (p. 2827 à 2831)
 Union européenne : Traité de Maastricht (p. 2827)
 Union européenne : Union économique et monétaire (UEM) (p. 2827, 2829 à 2831)

Motion de censure déposée en application de l'article 49, alinéa 2, de la Constitution, par M. François Bayrou, M. Jean-Louis Debré et cent quarante membres de l'Assemblée

[29 avril 1998] (p. 3217)
 Sa réponse (p. 3236)

Thèmes :

Emploi : création d'emplois (p. 3238)
 Finances publiques : équilibre budgétaire (p. 3236, 3238)
 Formation professionnelle (p. 3239)

Impôts et taxes : politique fiscale : prélèvements obligatoires (p. 3236)
 Politique économique : croissance (p. 3237)
 Politique économique : économie solidaire (p. 3238)
 Politiques communautaires : Europe sociale (p. 3239)
 Politiques communautaires : marché unique (p. 3238)
 Recherche (p. 3238)
 Travail : durée du travail (p. 3238)
 Union européenne : euro (p. 3237)

Charles JOSSELINE

*Côtes-d'Armor (2^{ème} circonscription)
 Socialiste
 Secrétaire d'Etat à la coopération
 Secrétaire d'Etat à la coopération et à la francophonie
 Ministre délégué à la coopération et à la francophonie*

Élu le 1^{er} juin 1997

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9390)

Est nommé secrétaire d'Etat à la coopération. Décret du 4 juin 1997 [J.O. du 5 juin 1997] (p. 9121)

Cessation de son mandat de député le 4 juillet 1997 (voir indications préliminaires) [J.O. du 6 juillet 1997] (p. 10294)

Est nommé Secrétaire d'Etat à la coopération et à la francophonie. Décret du 22 novembre 1997 [J.O. du 25 novembre 1997] (p. 17019)

Est nommé Ministre délégué à la coopération et à la francophonie. Décret du 13 février 1998 [J.O. du 17 février 1998] (p. 2471)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9423)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Membre du Gouvernement

RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

M. Élie Hoarau. DOM. Réunion : politique extérieure. Océan indien, relations commerciales, attitude de la France [19 novembre 1997] (p. 6149)

M. Guy-Michel Chauveau. Politique extérieure. Afrique. Perspectives [25 mars 1998] (p. 2114)

M. Noël Mamère. Cérémonies publiques et fêtes légales. Commémoration de l'abolition de l'esclavage. Perspectives [28 avril 1998] (p. 3102)

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT DE

M. Jean-Claude Bois. Politiques communautaires. Budget. Fonds structurels, réforme [9 décembre 1997] (p. 7148)

M. François Rochebloine. Politique extérieure. Azerbaïdjan. Haut-Karabakh, attitude de la France [16 décembre 1997] (p. 7823)

M. Jacques Barrot. Élevage. Politique agricole commune (PAC). Zones de montagne [20 janvier 1998] (p. 379)

M. Michel Liebgott. Retraites : généralités. Paiement des pensions. Ressortissants français, caisses de retraite d'Etats africains [20 janvier 1998] (p. 382)

M. Jean-Claude Étienne. Publicité. Réglementation. Producteurs de boissons alcooliques [20 janvier 1998] (p. 380)

M. Jean-Pierre Brard. Politique extérieure. Mali. Route Yelimane Kayes, création, financement [12 mai 1998] (p. 3615)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 230 pour 1998

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COOPÉRATION

I - AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Examen du fascicule [5 novembre 1997] (p. 5395)
 Sa réponse (p. 5443)

Réponses aux questions :

Langue française : enseignement du français à l'étranger (p. 5443) (Mme Martine Aurillac) (p. 5443)

II - COOPÉRATION

Examen du fascicule [5 novembre 1997] (p. 5449)
 Son intervention (p. 5462)

Ses réponses (p. 5470 à 5472)

Thèmes avant la procédure des questions :

Langue française : francophonie (p. 5463, 5466, 5467, 5469)

Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) (p. 5463)

Organisations internationales : organisations non gouvernementales (ONG) (p. 5463, 5467, 5469)

Politique extérieure : aide alimentaire (p. 5466)

Politique extérieure : aide au développement (p. 5462 à 5465)

Politique extérieure : coopération militaire (p. 5467 à 5469)

Politique extérieure : coopération scientifique et technique (p. 5466, 5467)

Politique extérieure : Fonds d'aide et de coopération (FAC) (p. 5467, 5468)

Politique extérieure : relations Nord-Sud (p. 5468)

Politique extérieure : zone franc (p. 5467)

Politiques communautaires : conventions de Lomé (p. 5463)

Réponses aux questions :

Pays étrangers : Djibouti : aide au développement (p. 5472) (M. Arnaud Montebourg) (p. 5471)

Politique extérieure : aide au développement : coopération économique (p. 5471) (M. Yves Dauge) (p. 5471)

Politique extérieure : aide au développement : démographie (p. 5470) (M. Jean-Michel Dubernard) (p. 5470)

Politique extérieure : aide au développement : environnement (p. 5470) (Mme Marie-Hélène Aubert) (p. 5470)

Projet de loi n° 221 autorisant l'approbation du quatrième protocole (services de télécommunications de base) annexé à l'accord général sur le commerce des services

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [20 novembre 1997] (p. 6194)

Son intervention (p. 6194)

Sa réponse (p. 6202)

Thèmes :

DOM-TOM (p. 6203)

Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) (p. 6195, 6202, 6203)

Télécommunications (p. 6195, 6203)

Union européenne (p. 6195, 6203)

Projet de loi n° 229 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Fédération de Russie relatif au règlement définitif des créances réciproques entre la France et la Russie antérieures au 9 mai 1945 sous forme de mémorandum d'accord et de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Fédération de Russie sur le règlement définitif des créances réciproques financières et réelles apparues antérieurement au 9 mai 1945

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [20 novembre 1997] (p. 6205)

Son intervention (p. 6204)

Sa réponse (p. 6210)

Thèmes :

Marchés financiers (p. 6205, 6210, 6211)

Pays étrangers : Russie (p. 6204, 6205)

Politique économique : emprunts russes (p. 6205)

Didier JULIA

*Seine-et-Marne (2^{ème} circonscription)
Rassemblement pour la République*

Élu le 1^{er} juin 1997

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9391)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9423)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 752 tendant à compléter l'ordonnance 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature [3 mars 1998]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Etrangers. Sans-papiers. Régularisation, aides, légalité [26 mai 1998] (p. 4282)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 361, posée le 18 mai 1998. Hôtellerie et restauration. Formation professionnelle (J.O. Questions p. 4024). Appelée le 26 mai 1998. Stagiaires, statut (p. 4256)

DÉBATS

Projet de loi de finances rectificative n° 447 pour 1997

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [3 décembre 1997] (p. 6889, 6931)

Après l'article 27

Son amendement n° 66 (application du régime d'amortissement exceptionnel aux véhicules fonctionnant au gaz de pétrole liquéfié ou au gaz naturel véhicules) : rejeté (p. 6925)

Son amendement n° 67 (abaissement de la taxe intérieure sur les produits pétroliers applicable au fioul lourd d'une teneur en soufre inférieure à 2%) : rejeté (p. 6925)

Son amendement n° 68 (faculté d'exonération de la taxe sur les "cartes grises" pour les véhicules propres) (p. 6925) : rejeté (p. 6926)

Armand JUNG

*Bas-Rhin (1^{ère} circonscription)
Socialiste*

Devient député le 5 juillet 1997 (voir indications préliminaires) [J.O. du 6 juillet 1997] (p. 10295)

N'appartient à aucun groupe [J.O. du 6 juillet 1997] (p. 10295)

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 10 juillet 1997] (p. 10489)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 29 juillet 1997] (p. 11328)

Représentant titulaire de la délégation française aux Assemblées du Conseil de l'Europe et de l'UEO [J.O. du 16 septembre 1998] (p. 14154)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 377 relative au régime local d'assurance maladie d'Alsace-Moselle [21 octobre 1997]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Sécurité sociale. Régime local d'Alsace-Moselle. Bénéficiaires [22 octobre 1997] (p. 4481)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 243, posée le 24 mars 1998. Industrie. Matériel ferroviaire (J.O. Questions p. 2099). Appelée le 31 mars 1998. De Dietrich Ferroviaire, emploi et activité, Reichshoffen (p. 2215)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 230 pour 1998

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

CULTURE ET COMMUNICATION

II - CULTURE

Examen du fascicule [12 novembre 1997] (p. 5631)

Procédure des questions :

Archives et bibliothèques : bibliothèques : bibliothécaires-documentalistes (p. 5654)

Proposition de loi n° 382 relative au régime local d'assurance maladie des départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [21 janvier 1998] (p. 496)

Article 4 (règles constitutives du régime local d'assurance maladie)

Soutient l'amendement n° 14 de la commission (compétences de l'instance locale de gestion) (p. 502) : adopté (p. 503)

Ses explications de vote (p. 504)

Vote pour du groupe socialiste (p. 505)

Projet de loi n° 815 relatif aux polices municipales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 avril 1998] (p. 3103, 3149)

Son intervention (p. 3165)

Thèmes :

Communes : Strasbourg (p. 3165, 3166)

Droit pénal : délinquance et criminalité (p. 3165, 3166)

Etat (p. 3165)

Police : police municipale : armes (p. 3166)

Police : police municipale : personnels (p. 3165, 3166)

Projet de loi n° 873 relatif aux enquêtes techniques sur les accidents et les incidents dans l'aviation civile

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [18 juin 1998] (p. 5166)

Son intervention (p. 5171)

Thèmes :

Politiques communautaires : directives : transports aériens (p. 5171)

Transports aériens : accidents (p. 5171, 5172)

Vote pour du groupe socialiste (p. 5172)

Alain JUPPÉ

Gironde (2^{ème} circonscription)
Rassemblement pour la République

Élu le 1^{er} juin 1997

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9391)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9423)

K

Jean-Noël KERDRAON

*Finistère (2^{ème} circonscription)
Socialiste*

Élu le 1^{er} juin 1997

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9390)

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9423)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 230 pour 1998

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

DÉFENSE

Examen du fascicule [12 novembre 1997] (p. 5674)

Procédure des questions :

Défense : direction des chantiers navals : bases (p. 5737)

Aimé KERGUERIS

*Morbihan (2^{ème} circonscription)
Union pour la démocratie française
puis Démocratie libérale et indépendants*

Élu le 1^{er} juin 1997

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9391)

Cesse d'appartenir au groupe de l'Union pour la Démocratie française [26 mai 1998] (p. 8020)

S'inscrit au groupe Démocratie libérale et indépendants [J.O. du 26 mai 1998] (p. 8020)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9423)

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne [J.O. du 20 juin 1997] (p. 9634)

Membre titulaire de la commission supérieure du crédit maritime mutuel [J.O. du 23 juillet 1997] (p. 11056)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la pêche maritime et aux cultures marines [J.O. du 23 octobre 1997] (p. 15469)

Cesse d'appartenir à la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne [J.O. du 25 novembre 1997] (p. 17056)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi n° 46 d'orientation sur la pêche maritime et les cultures marines

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [24 septembre 1997] (p. 3436)

Son intervention (p. 3447)

Thèmes :

Aquaculture et pêche professionnelle : produits de la mer (p. 3447)

Chômage : indemnisation (p. 3448)

Impôt sur les sociétés (p. 3447)

Impôts locaux : taxe professionnelle (p. 3447)

Politiques communautaires : politique d'orientation pour la pêche (p. 3447)

Travail : contrats de travail (p. 3447)

Discussion des articles [24 septembre 1997] (p. 3466)

Avant l'article 35

Intervient sur l'amendement n° 12 rectifié du Gouvernement (retraite complémentaire des non salariés agricoles) (p. 3488)

Ses explications de vote (p. 3490)

Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie française (p. 3490)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Ses explications de vote [5 novembre 1997] (p. 5421)

Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie française (p. 5421)

Projet de loi de finances n° 230 pour 1998

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE ET PÊCHE, BAPSA

Examen du fascicule [23 octobre 1997] (p. 4535)

Son intervention (p. 4560)

Thèmes avant la procédure des questions :

Aquaculture et pêche professionnelle (p. 4560, 4561)

Enseignement technique et professionnel : programmes : aquaculture et pêche professionnelle (p. 4561)

Impôt sur le revenu : déduction des investissements en parts de copropriété de navires neufs (p. 4560)

EQUIPEMENT, TRANSPORTS ET LOGEMENT

I - EQUIPEMENT ET TRANSPORTS

Examen du fascicule [24 octobre 1997] (p. 4605)*Procédure des questions :*

Transports par eau : sécurité de la navigation
(p. 4648)

Bertrand KERN

*Seine-Saint-Denis (6^{ème} circonscription)
Socialiste*

Deviens député le 1^{er} mai 1998 (voir indications préliminaires) [J.O. du 5 mai 1998] (p. 6844)

N'appartient à aucun groupe [J.O. du 5 mai 1998] (p. 6844)

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 6 mai 1998] (p. 6891)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 7 mai 1998] (p. 6966)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Assurance maladie maternité : généralités. Equilibre financier. Maîtrise des dépenses de santé [23 juin 1997] (p. 5260)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 435, posée le 16 juin 1998. Gendarmerie. Restructuration (J.O. Questions p. 5082). Appelée le 23 juin 1998. Effectifs de personnel, Pantin (p. 5251)

Christian KERT

*Bouches-du-Rhône (11^{ème} circonscription)
Union pour la démocratie française
puis Union pour la démocratie française-Alliance*

Élu le 1^{er} juin 1997

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9391), devenu groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance [J.O. du 25 juin 1998] (p. 9698)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9422)

Membre suppléant de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques [J.O. du 25 juin 1997] (p. 9805)

Membre titulaire du comité d'orientation des programmes de la société nationale de programme La Cinquième [J.O. du 19 septembre 1997] (p. 13659)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 107 tendant à mettre fin aux difficultés d'application de l'article 22 de la loi du 13 janvier 1989 portant diverses mesures d'ordre social dit "amendement Creton" [23 juillet 1997]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Audiovisuel et communication. France 3. Perspectives [9 décembre 1997] (p. 7168)

*DÉBATS***Projet de loi de finances n° 230 pour 1998***DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES*

CULTURE ET COMMUNICATION

I - COMMUNICATION

Examen du fascicule [22 octobre 1997] (p. 4487)

Son intervention (p. 4501)

Thèmes avant la procédure des questions :

Audiovisuel et communication : Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) (p. 4502)

Audiovisuel et communication : programmes (p. 4502)

Audiovisuel et communication : publicité (p. 4502)

Entreprises : fusion : Arte (p. 4502)

Presse et livres (p. 4502)

Taxes parafiscales : redevance audiovisuelle (p. 4501)

Vote des crédits et articles rattachés [22 octobre 1997] (p. 4515)*Article 48 (répartition de la redevance)*

Soutient l'amendement n° 57 de M. Laurent Dominati (nouvelle répartition de la redevance) (p. 4518) : retiré (p. 4518)

Soutient l'amendement n° 56 de M. Laurent Dominati (nouvelle répartition de la redevance) (p. 4518) : retiré (p. 4518)

II - CULTURE

Examen du fascicule [12 novembre 1997] (p. 5631)*Procédure des questions :*

Arts et spectacles : art lyrique (p. 5650)

DÉFENSE

Examen du fascicule [12 novembre 1997] (p. 5674)*Procédure des questions :*

Défense : armée de terre : bases (p. 5733)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [17 décembre 1997] (p. 8024) ; [18 décembre 1997] (p. 8101)

Seconde délibération

Article 61 nonies (suspension des poursuites engagées à la suite d'une situation d'endettement à l'encontre des rapatriés réinstallés)

Intervient sur l'amendement n° 98 de la commission (rétablissement de la date butoir) (p. 8145)

Projet de loi n° 303 de financement de la sécurité sociale pour 1998

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [28 octobre 1997] (p. 4832, 4853, 4890) ; [29 octobre 1997] (p. 4923, 4963, 4995) ; [30 octobre 1997] (p. 5028) ; [31 octobre 1997] (p. 5159)

Article 3 (taux de la CSG et suppression des cotisations maladie)

Son amendement n° 41 soutenu par M. Germain Gengenwin (neutralité financière de l'augmentation) (p. 4877) : rejeté (p. 4879)

Article 4 (déplafonnement des cotisations personnelles d'allocations familiales des employeurs et travailleurs indépendants)

Son amendement n° 42 (de suppression) : rejeté (p. 4892)

Article 19 (mise sous condition de ressources des allocations familiales)

Son amendement n° 43 soutenu par Mme Christine Boutin (de suppression) (p. 5012) : rejeté au scrutin public (p. 5015)

Article 20 (réduction du taux de prise en charge des cotisations sociales par l'allocation de garde d'enfants à domicile)

Son amendement n° 44 soutenu par Mme Christine Boutin (de suppression) (p. 5035) : rejeté (p. 5037)

Projet de loi n° 226 relatif à la partie législative du livre VI (nouveau) du code rural

PREMIÈRE LECTURE

Ses explications de vote [3 mars 1998] (p. 1908)

Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie française (p. 1908)

Projet de loi n° 815 relatif aux polices municipales

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [28 avril 1998] (p. 3182) ; [30 avril 1998] (p. 3285)

Article 1er (article L. 2212-5 du code général des collectivités territoriales - compétences des agents de police municipale)

Son intervention (p. 3185)

Article 2 (article L. 2212-6 du code général des collectivités territoriales - élaboration d'un règlement de coordination)

Son sous-amendement n° 239 (tranche 1 heure - 6 heures) à l'amendement n° 101 de la commission (interdiction faite aux polices municipales d'opérer entre 20 heures et 7 heures en l'absence de règlement de coordination réduite à la tranche 23 heures - 6 heures) (p. 3287) : rejeté (p. 3288)

Article 7 (article L.412-51 du code des communes - armement des agents de la police municipale)

Son amendement n° 240 soutenu par M. Dominique Bussereau (autorisation de l'armement par le représentant de l'Etat, le maire déterminant les missions nécessitant le port d'armes) (p. 3308) : rejeté (p. 3311)

Article 14 (procédure de relevé d'identité par les agents de police municipale)

Son amendement n° 241 soutenu par M. Dominique Bussereau (information du maire) : rejeté (p. 3321)

Jacques KOSSOWSKI

*Hauts-de-Seine (3^{ème} circonscription)
Apparté au groupe du Rassemblement pour la République*

Élu le 1^{er} juin 1997

S'apparente au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9391)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9422)

DÉPÔTS

Proposition de loi constitutionnelle n° 379 tendant à modifier l'article 11 de la Constitution [21 octobre 1997]

Proposition de résolution n° 1037 tendant à créer une commission d'enquête visant à évaluer le coût, pour les comptes sociaux et les finances publiques de la régularisation des étrangers liée à la circulaire du ministère de l'intérieur du 24 juin 1997 [1^{er} juillet 1998]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Etrangers. Reconduite aux frontières. Sans papiers non régularisés [5 novembre 1997] (p. 5427)

Etrangers. Reconduite aux frontières. Sans papiers non régularisés [24 février 1998] (p. 1571)

Professions de santé. Ordre professionnel. Masseurs-kinésithérapeutes, élections [5 mai 1998] (p. 3382)

DÉBATS

Projet de loi n° 328 relatif à la nationalité et modifiant le code civil

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [28 novembre 1997] (p. 6539, 6570, 6607)

Article 1er (article 21-7 du code civil : acquisition de la nationalité française à raison de la naissance et de la résidence en France)

Son intervention (p. 6557)

Soutient l'amendement n° 35 de M. Jacques Peyrat (de suppression) (p. 6578) : rejeté au scrutin public (p. 6581)

Son amendement n° 577 (de suppression) (p. 6578) : rejeté au scrutin public (p. 6581)

Intervient sur l'amendement n° 650 de M. Pierre Cardo (condition de régularité du séjour en France des parents au moment de la naissance de l'enfant) (p. 6586)

Intervient sur l'amendement n° 54 de M. Thierry Mariani (condition de régularité du séjour en France des parents au moment de la naissance de l'enfant) (p. 6586)

Son amendement n° 579 (condition de régularité du séjour en France des parents au moment de la naissance de l'enfant) (p. 6586) : vote réservé (p. 6588) : rejeté au scrutin public : application de l'article 44 alinéa 3 de la Constitution (vote bloqué) (p. 6629)

Son amendement n° 578 (obligation de résider en France depuis sa naissance) (p. 6592) : vote réservé (p. 6594) : rejeté au scrutin public : application de l'article 44 alinéa 3 de la Constitution (vote bloqué) (p. 6629)

Intervient sur l'amendement n° 529 de M. Renaud Donnedieu de Vabres (obligation d'avoir résidé en France pendant les 5 ans précédant sa majorité) (p. 6592)

Article 5 (article 21-11 du code civil : anticipation de l'acquisition de la nationalité française à raison de la naissance et de la résidence en France)

Son amendement n° 580 (introduction de la condition de régularité du séjour des parents) (p. 6647) : rejeté (p. 6648)

Son amendement n° 581 (obligation d'avoir résidé en France depuis sa naissance) : rejeté (p. 6650)

Article 17 (articles 21-7, 21-8, 26 et suivants du code civil : dispositions transitoires concernant les personnes nées en France de parents étrangers)

Son amendement n° 582 soutenu par M. Thierry Mariani (exigence de la condition de régularité du séjour des parents) : rejeté (p. 6685)

Son amendement n° 583 soutenu par M. Thierry Mariani (exigence de résidence en France depuis la naissance) : rejeté (p. 6685)

Son amendement n° 584 soutenu par M. Thierry Mariani (suppression du deuxième alinéa de l'article) (p. 6685) : rejeté (p. 6686)

Son amendement n° 585 soutenu par M. Thierry Mariani (suppression de l'avant dernier alinéa de l'article 17) : rejeté (p. 6686)

Projet de loi n° 327 relatif à l'entrée et au séjour des étrangers en France et au droit d'asile

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 décembre 1997] (p. 6961, 7005, 7039)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. François Bayrou (p. 7027)

Thèmes :

Emploi : chômage : étrangers (p. 7027)

Etrangers : immigration (p. 7027)

Lois : application : étrangers (p. 7027)

Sécurité sociale : équilibre financier : étrangers (p. 7027)

Discussion des articles [9 décembre 1997] (p. 7179, 7203) ; [10 décembre 1997] (p. 7239, 7273, 7297) ; [11 décembre 1997] (p. 7321, 7339, 7380) ; [12 décembre 1997] (p. 7413, 7453, 7504) ; [14 décembre 1997] (p. 7603, 7633, 7663) ; [15 décembre 1997] (p. 7698, 7736, 7770) ; [16 décembre 1997] (p. 7858, 7899)

Article 3 (article 12 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 : institution d'un titre de séjour "scientifique")

Son amendement n° 666 soutenu par M. Jean-Luc Warsmann (contrôle de l'assiduité et de la réussite aux examens des étudiants bénéficiaires d'une carte de séjour) : rejeté (p. 7406)

Article 7 (article 16 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 : renouvellement de la carte de résident)

Son amendement n° 667 (condition de résidence habituelle en France) (p. 7546) : rejeté (p. 7547)

Projet de loi n° 512 d'orientation et d'incitation relatif à la réduction du temps de travail

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [29 janvier 1998] (p. 747, 785) ; [3 février 1998] (p. 935, 971) ; [4 février 1998] (p. 1039, 1068) ; [5 février 1998] (p. 1110, 1150, 1199) ; [6 février 1998] (p. 1270)

Article 1er (réduction à trente-cinq heures de la durée légale hebdomadaire du travail effectif des salariés)

Son amendement n° 729 (de suppression) (p. 808) : rejeté au scrutin public (p. 817)

Son amendement n° 732 (entreprises de commerce alimentaire) (p. 955) : rejeté (p. 956)

Son amendement n° 731 (secteurs du bâtiment et des travaux publics) (p. 956) : rejeté (p. 958)

Son amendement n° 733 (secteur de l'hôtellerie-restauration) : rejeté (p. 973)

Son amendement n° 734 (établissements agricoles, artisanaux et coopératifs) (p. 974) : rejeté (p. 975)

Article 2 (incitation pour les partenaires sociaux à négocier sur la réduction du temps de travail avant l'application de la nouvelle durée légale)

Son intervention (p. 1045)

Son amendement n° 740 soutenu par M. Bernard Accoyer (de suppression) (p. 1056) : rejeté (p. 1061)

Bernard KOUCHNER

Secrétaire d'Etat à la santé

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Membre du Gouvernement

*RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT
DE*

- M. Bertrand Kern. Assurance maladie maternité : généralités. Equilibre financier. Maîtrise des dépenses de santé [23 juin 1998] (p. 5260)
- M. Gérard Charasse. Etablissements de santé. Etablissements publics. Budget [25 juin 1997] (p. 2905)
- M. Jean Rigal. Etablissements de santé. Etablissements publics et privés. Sécurité, financement [1^{er} octobre 1997] (p. 3614)
- M. Albert Facon. Politique sociale. Revenu minimum d'insertion (RMI). Conditions d'attribution [7 octobre 1997] (p. 3682)
- M. Gaëtan Gorce. Santé. Hépatite C. Dépistage, indemnisation [21 octobre 1997] (p. 4385)
- M. Armand Jung. Sécurité sociale. Régime local d'Alsace-Moselle. Bénéficiaires [22 octobre 1997] (p. 4481)
- Mme Odile Saugues. Santé. Sida. Lutte et prévention [2 décembre 1997] (p. 6749)
- M. Marc Dumoulin. Travail. Durée du travail. Réduction [9 décembre 1997] (p. 7175)
- M. Alain Tourret. Risques professionnels. Maladies professionnelles. Amiante, victimes, revendications [10 décembre 1997] (p. 7264)
- M. Jacques Myard. Drogue. Dépenalisation. Attitude du Gouvernement [16 décembre 1997] (p. 7853)
- M. Pierre Petit. DOM. Martinique : établissements de santé. Centres hospitaliers, fonctionnement, financement [17 décembre 1997] (p. 7984)
- M. Jean Tardito. Chômage : indemnisation. Bénéficiaires. Prime exceptionnelle [17 décembre 1997] (p. 7985)
- M. Jean Pontier. Chômage : indemnisation. Bénéficiaires. Prime exceptionnelle [17 décembre 1997] (p. 7986)
- M. Alain Moyne-Bressand. Travail. Durée du travail. Réduction [17 décembre 1997] (p. 7988)
- M. Patrick Leroy. Risques professionnels. Maladies professionnelles. Amiante, victimes, revendications [21 janvier 1998] (p. 478)
- M. Philippe Nauche. Etablissements de santé. Services d'urgence. Statut [21 janvier 1998] (p. 481)
- M. Jean-Paul Nunzi. Etablissements de santé. Carte sanitaire. Perspectives [11 février 1998] (p. 1466)
- Mme Michèle Rivasi. Produits dangereux. Radon. Exposition, lutte et prévention [24 février 1998] (p. 1569)
- Mme Véronique Neiertz. Prestations familiales. Montant. Absence de revalorisation en 1995, arrêt du Conseil d'Etat, conséquences [3 mars 1998] (p. 1832)
- M. Jean-Paul Charié. Famille. Politique familiale. Perspectives [3 mars 1998] (p. 1835)
- M. Charles de Courson. Drogue. Toxicomanie. Lutte et prévention [3 mars 1998] (p. 1836)
- Mme Muguette Jacquaint. Assurance maladie maternité : prestations. Frais pharmaceutiques. Pilules contraceptives [3 mars 1998] (p. 1840)
- M. Hubert Grimault. Politique sociale. Revenu minimum d'insertion (RMI). Insertion, financement, départements [3 mars 1998] (p. 1841)
- M. Jean Ueberschlag. Professions sociales. Aides à domicile. Financement [4 mars 1998] (p. 1916)
- M. Germain Gengenwin. Formation professionnelle. Formation en alternance. Financement [4 mars 1998] (p. 1920)
- M. Jean-Paul Bacquet. Politique sociale. Lutte contre l'exclusion. Santé [4 mars 1998] (p. 1923)
- M. Claude Billard. Etablissements de santé. Centres de lutte contre le cancer. Convention collective nationale [25 mars 1998] (p. 2106)
- Mme Hélène Mignon. Politique sociale. Lutte contre l'exclusion. Projet de loi sur la cohésion sociale [25 mars 1998] (p. 2108)
- M. Jean-Michel Marchand. Emploi. Entreprises d'insertion. Réglementation [25 mars 1998] (p. 2112)
- M. Richard Cazenave. Assurance maladie maternité : généralités. Conventions avec les praticiens. Professions paramédicales, nomenclature des actes [25 mars 1998] (p. 2113)
- Mme Marie-Jo Zimmermann. Drogue. Toxicomanie. Lutte et prévention [25 mars 1998] (p. 2114)
- M. Jean-Luc Préel. Etablissements de santé. Hôpitaux. Sécurité sanitaire [1^{er} avril 1998] (p. 2326)
- M. Patrick Malavieille. Emploi. Politique de l'emploi. Perspectives [8 avril 1998] (p. 2690)
- M. François Loos. Déchets, pollutions et nuisances. Dioxines. Lutte et prévention [26 mai 1998] (p. 4276)
- M. Pascal Terrasse. Santé. Politique de la santé. Etats généraux, organisation [26 mai 1998] (p. 4278)
- M. Tony Dreyfus. Drogue. Etablissements de soins. Implantation, attitude de la population [26 mai 1998] (p. 4279)
- M. Pierre Goldberg. Etablissements de santé. Hôpitaux. Effectifs de personnel [2 juin 1998] (p. 4583)
- Mme Marie-Jo Zimmermann. Santé. Politique de la santé. Etats généraux, organisation [3 juin 1998] (p. 4627)
- M. Maxime Gremetz. Emploi. Politique de l'emploi. Plans de licenciement, moratoire [3 juin 1998] (p. 4634)
- M. Bernard Accoyer. Prestations familiales. Conditions d'attribution. Plafond de ressources [9 juin 1998] (p. 4797)
- M. Bernard Outin. Personnes âgées. Dépendance. Prestation spécifique [9 juin 1998] (p. 4800)
- M. Noël Mamère. Energie et carburants. Energie nucléaire. Installations nucléaires, sécurité sanitaire [10 juin 1998] (p. 4882)
- Mme Odette Trupin. Santé. Politique de la santé. Traitement de la douleur [16 juin 1998] (p. 5028)
- M. Marc Laffineur. Famille. Politique familiale. Perspectives [16 juin 1998] (p. 5030)
- M. Jean Leonetti. Santé. Politique de la santé. Classification des drogues [17 juin 1998] (p. 5090)
- Mme Marie-Jo Zimmermann. Assurance maladie maternité : généralités. Equilibre financier. Maîtrise des dépenses de santé [23 juin 1998] (p. 5261)

M. Hervé de Charette. Economie sociale. Mutuelle nationale des étudiants de France (MNEF). Gestion [23 juin 1998] (p. 5263)

M. Jean-Luc Prél. Assurance maladie maternité : généralités. Equilibre financier. Maîtrise des dépenses de santé [23 juin 1998] (p. 5264)

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT DE

M. Bernard Derosier. Handicapés. Centre d'aide par le travail (CAT). Capacités d'accueil [7 octobre 1997] (p. 3663)

Mme Véronique Neiertz. Professions sociales. Auxiliaires de puériculture. Compétences, médicaments, administration [7 octobre 1997] (p. 3664)

M. Germain Gengenwin. Sécurité sociale. Régime local d'Alsace-Moselle. Bénéficiaires [7 octobre 1997] (p. 3665)

M. Michel Hunault. Handicapés. Etablissements. Création, financement, arrondissement de Chateaubriand [25 novembre 1997] (p. 6238)

M. Albert Facon. Sang et organes humains. Etablissements de transfusion sanguine. Financement Nord [25 novembre 1997] (p. 6239)

M. Gérard Saumade. Politique sociale. Revenu minimum d'insertion (RMI). Insertion, financement, départements [2 décembre 1997] (p. 6720)

M. Marc Reymann. Aménagement du territoire. Zones franches urbaines. Délimitation, Strasbourg-Neuhof [2 décembre 1997] (p. 6723)

M. Serge Poignant. Handicapés. Enfants. Structures d'accueil, financement, Loire-Atlantique [2 décembre 1997] (p. 6722)

Mme Sylvie Andrieux-Bacquet. Santé. Jeunes. Contraception, maladies sexuellement transmissibles [2 décembre 1997] (p. 6724)

Mme Nicole Bricq. Etablissements de santé. Centres hospitaliers. Faisant fonction d'internes, rémunérations [2 décembre 1997] (p. 6727)

M. Jean-Paul Bacquet. Etablissements de santé. Etablissements publics. Praticiens, exercice libéral [2 décembre 1997] (p. 6725)

M. Albert Facon. Aménagement du territoire. Zones de redynamisation urbaine. Délimitation, Courrières [9 décembre 1997] (p. 7143)

M. Michel Françaix. Sécurité sociale. Caisses et URSSAF. Implantation, réforme [9 décembre 1997] (p. 7141)

M. Michel Lefait. Handicapés. Emplois réservés. Perspectives [9 décembre 1997] (p. 7142)

M. François Loos. Frontaliers. Chômage : indemnisation. Conditions d'attribution, chômeurs âgés [9 décembre 1997] (p. 7143)

M. Jean-Paul Charié. Travail. Repos hebdomadaire. Réglementation [16 décembre 1997] (p. 7842)

M. Hervé Gaymard. Sécurité sociale. Régime de rattachement. Pluriactifs [16 décembre 1997] (p. 7843)

M. Pierre Micaux. Professions sociales. Aides à domicile. Financement [16 décembre 1997] (p. 7844)

M. François Vannson. Sécurité sociale. Régime local d'Alsace-Moselle. Bénéficiaires [13 janvier 1998] (p. 134)

M. Bernard Accoyer. Personnes âgées. Etablissements d'accueil. Médicalisation, financement [13 janvier 1998] (p. 132)

M. Georges Hage. Handicapés. Sourds et malentendants. Communication, apprentissage, liberté de choix [13 janvier 1998] (p. 131)

M. Yves Tavernier. Communes. Comptabilité. Nomenclature M 14, application [20 janvier 1998] (p. 400)

M. Daniel Marcovitch. Institutions sociales et médico-sociales. Institut de prophylaxie dentaire infantile. Restructuration, conséquences, Paris XI^{ème} arrondissement [20 janvier 1998] (p. 396)

M. Bernard Roman. Police. Restructuration. Commissariats, effectifs de personnel, Nord [20 janvier 1998] (p. 398)

M. Philippe Vuilque. Etablissements de santé. Centres psychiatriques. Appartements thérapeutiques, forfait hospitalier, allocation aux adultes handicapés, montant [20 janvier 1998] (p. 395)

Mme Muguette Jacquaint. Emploi. Allocation de remplacement pour l'emploi (ARPE). Champ d'application, organismes de sécurité sociale [27 janvier 1998] (p. 545)

M. Jean-Jacques Filleul. Prestations familiales. Conditions d'attribution. Enfants de moins de vingt ans non scolarisés [27 janvier 1998] (p. 547)

M. Rudy Salles. Enseignement supérieur. Universités. Programmes, langues régionales, Nice [27 janvier 1998] (p. 547)

M. Jacques Rebillard. Tourisme et loisirs. Centres de loisirs. animateurs, convention collective [3 février 1998] (p. 893)

M. André Schneider. Emploi. Entreprises d'insertion. Agrément [3 février 1998] (p. 895)

M. Claude Birraux. Energie et carburants. Energie nucléaire. Personnel, sécurité, directive européenne, transposition [3 février 1998] (p. 896)

M. Guy Hascoët. Etablissements de santé. Fonctionnement. Effectifs de personnel, moyens financiers, Nord, Pas-de-Calais [24 février 1998] (p. 1553)

M. Francis Hammel. Emploi. Chômeurs. Occupation d'antennes ASSEDIC, évacuations [24 février 1998] (p. 1551)

M. Jean-Pierre Baeumler. Sécurité sociale. Contribution sociale généralisée (CSG). Assiette, pensions d'invalidité [24 février 1998] (p. 1552)

M. Yves Bur. Jeunes. Délinquance. Lutte et prévention [24 février 1998] (p. 1549)

M. Marc Reymann. Etablissements de santé. Equipements. Secteur public, secteur privé, répartition, Alsace [24 février 1998] (p. 1556)

M. Pascal Terrasse. Sécurité sociale. Equilibre financier. Taxe de 8 % à la charge des employeurs, contribution des comités d'entreprise [24 février 1998] (p. 1553)

M. Michel Vaxès. Risques professionnels. Maladies professionnelles. Reconnaissance, indemnisation [31 mars 1998] (p. 2228)

M. Jean-Pierre Abelin. Etablissements de santé. Carte sanitaire. Maternités, Loudun [31 mars 1998] (p. 2223)

M. Gilbert Mitterrand. Fonction publique hospitalière. Contractuels. Concours internes, accès [31 mars 1998] (p. 2224)

M. Christophe Caresche. Fonction publique hospitalière. Durée du travail. Personnels de nuit, réglementation [31 mars 1998] (p. 2227)

M. Jacques Myard. Santé. Aide médicale urgente. Service médical d'urgence et de réanimation (SMUR), délais d'intervention [31 mars 1998] (p. 2225)

M. Jean Pontier. Institutions sociales et médico-sociales. Lieux de vie et d'accueil. Statut [21 avril 1998] (p. 2788)

M. Maurice Janetti. Etablissements de santé. Centres psychiatriques. Fonctionnement, perspectives, Pierrefeu [21 avril 1998] (p. 2790)

Mme Odette Grzegorzulka. Industrie. Textile et habillement. Plan social, Saint-Quentin [21 avril 1998] (p. 2789)

M. Maxime Gremetz. Etablissements de santé. Carte sanitaire. Maternités, Somme [21 avril 1998] (p. 2793)

M. Michel Hunault. Famille. Filiation. Test génétique, réglementation [21 avril 1998] (p. 2792)

M. Didier Julia. Hôtellerie et restauration. Formation professionnelle. Stagiaires, statut [26 mai 1998] (p. 4256)

M. Bernard Derosier. Etablissements de santé. Centres de santé. Perspectives [26 mai 1998] (p. 4255)

M. Serge Blisko. Etablissements de santé. Centres hospitaliers. Services de gériatrie, effectifs de personnel [26 mai 1998] (p. 4258)

M. François Loos. Sécurité sociale. Régime local d'Alsace-Moselle. Bénéficiaires [26 mai 1998] (p. 4254)

M. Christian Cuvilliez. Syndicats. Droits syndicaux. Diffusion de tracts [26 mai 1998] (p. 4252)

M. Gérard Voisin. Etablissements de santé. Centres de moyen et long séjour. Maintien, Bergesserin [26 mai 1998] (p. 4257)

M. Jean Codognès. Etablissements de santé. Hôpitaux. Reconstruction, Perpignan [2 juin 1998] (p. 4558)

M. Gérard Lindeperg. Impôts locaux. Taxe d'habitation. Calcul, zones franches [2 juin 1998] (p. 4559)

M. Pierre Hellier. Etablissements de santé. Personnel. Infirmiers, aides opératoires, qualification [16 juin 1998] (p. 5012)

M. Hervé Gaymard. Sécurité sociale. Cotisations. Micro-entreprises artisanales, zones de montagne [16 juin 1998] (p. 5008)

M. Ernest Moutoussamy. DOM. Guadeloupe : établissements de santé. Restructuration [16 juin 1998] (p. 5013)

Mme Odette Casanova. Prestations familiales. Caisses. Aides aux vacances, conditions d'attribution, Var [16 juin 1998] (p. 5009)

M. Jean-Jacques Weber. Sécurité sociale. Contribution sociale généralisée (CSG). Augmentation, conséquences, pensions d'invalidité [16 juin 1998] (p. 5007)

Mme Véronique Neiertz. Handicapés. Handicapés mentaux. Etablissements d'accueil, aides de l'Etat, Fondation Jérôme Lejeune, Paris [16 juin 1998] (p. 5011)

M. Georges Hage. Handicapés. Autistes. Structures d'accueil, création [23 juin 1998] (p. 5242)

M. Bernard Accoyer. Personnes âgées. Etablissements d'accueil. Médicalisation, financement [23 juin 1998] (p. 5241)

M. Louis Mexandeau. Etablissements de santé. Etablissements privés. Clinique de la Miséricorde, maintien, Caen [23 juin 1998] (p. 5239)

M. Jean Ueberschlag. Handicapés. Stationnement. Macaron Grand invalide civil (GIC), conditions d'attribution [23 juin 1998] (p. 5244)

DÉBATS

Projet de loi n° 202 relatif à la prévention et à la répression des infractions sexuelles ainsi qu'à la protection des mineurs

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 septembre 1997] (p. 3495, 3516)

Sa réponse (p. 3521)

Thème :

Déchets, pollutions et nuisances : circulation alternée : qualité (p. 3521)

Discussion des articles [30 septembre 1997] (p. 3535) ; [1er octobre 1997] (p. 3564, 3618)

Après l'article 32

Intervient sur l'amendement n° 22, deuxième rectification de la commission (conditions de sortie en cas d'hospitalisation d'office) (p. 3634)

Intervient sur le sous-amendement n° 169 du Gouvernement (composition de la commission chargée de se prononcer sur la fin de l'hospitalisation d'office) à l'amendement n° 22, deuxième rectification de la commission (p. 3634)

Intervient sur le sous-amendement n° 170 du Gouvernement (participation du médecin traitant à la commission) à l'amendement n° 22, deuxième rectification de la commission (p. 3634)

Projet de loi n° 200 relatif au développement d'activités pour l'emploi des jeunes

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la mise aux voix du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [13 octobre 1997] (p. 3886)

Son intervention (p. 3886)

Thème :

Emploi : contrats emploi-jeunes (p. 3886)

Projet de loi n° 303 de financement de la sécurité sociale pour 1998

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [27 octobre 1997] (p. 4705, 4731, 4773) ; [28 octobre 1997] (p. 4811)

Son intervention (p. 4712)

Intervient sur la question préalable opposée par M. François Bayrou (p. 4754)

Intervient sur la motion de renvoi en commission de M. François Bayrou (p. 4817)

Thèmes :

Etablissements de santé : hôpitaux : crédits (p. 4754, 4820)

Etablissements de santé : hôpitaux : hygiène (p. 4714, 4819)

Etablissements de santé : schéma d'organisation sanitaire : régions (p. 4753, 4818)

Pharmacie et médicaments (p. 4714)

Santé : toxicomanie (p. 4713)

Santé : médecine préventive (p. 4713, 4818)

Santé : références médicales opposables (RMO) (p. 4818)

Santé : santé publique : informatisation (p. 4712)

Santé : soins palliatifs (p. 4714)

Discussion des articles [28 octobre 1997] (p. 4832, 4853, 4890) ; [29 octobre 1997] (p. 4923, 4963, 4995) ; [30 octobre 1997] (p. 5028) ; [31 octobre 1997] (p. 5159)

Ses interventions dans la discussion des amendements et sous-amendements (p. 4897 à 4914 ; 4924 à 4983 ; 5045 à 5048)

Article 5 (création d'une taxe de santé publique sur les tabacs)

Son intervention (p. 4897)

Article 8 (création d'une contribution sur les ventes directes des laboratoires pharmaceutiques)

Son intervention (p. 4927)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 novembre 1997] (p. 6255, 6293)

Son intervention (p. 6256)

Thèmes :

Etablissements de santé : crédits (p. 6256)

Santé : tabagisme (p. 6257)

Discussion des articles [25 novembre 1997] (p. 6302)

Ses interventions dans la discussion des amendements et sous-amendements (p. 6316 à 6377)

Article 3 (taux de la CSG et suppression des cotisations d'assurance maladie)

Son intervention (p. 6324)

Article 5 (création d'une taxe de santé publique sur les tabacs)

Intervient sur l'amendement n° 60 du Gouvernement (transfert à la loi de finances des mesures spécifiques pour la lutte contre le tabagisme) (p. 6343)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la mise aux voix du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [2 décembre 1997] (p. 6783)

Son intervention (p. 6785)

Thèmes :

Etablissements de santé : établissements publics (p. 6786)

Pharmacie et médicaments : médicaments (p. 6785)

Santé : tabagisme (p. 6785)

Projet de loi de finances n° 230 pour 1998**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**

EMPLOI ET SOLIDARITÉ

II - SANTÉ, SOLIDARITÉ ET VILLE

Examen du fascicule [3 novembre 1997] (p. 5221, 5246)

Son intervention (p. 5265)

Ses réponses (p. 5272)

Thèmes avant la procédure des questions :

Drogue : toxicomanie (p. 5266)

Etablissements de santé : hôpitaux (p. 5267)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de l'emploi et de la solidarité (p. 5265)

Professions de santé : médecins (p. 5269)

Professions de santé : psychiatres (p. 5268)

Santé : veille sanitaire (p. 5266)

Sécurité sociale : carte Sésam-Vitale (p. 5268)

Réponses aux questions :

Départements : Ardennes : hôpitaux locaux (p. 5273) (M. Jean-Luc Warsmann) (p. 5273)

Départements : Haute-Savoie : centres de santé (p. 5282) (M. Michel Meylan) (p. 5282)

Départements : Haute-Savoie : hôpitaux locaux (p. 5281) (M. Michel Meylan) (p. 5282)

Etablissements de santé : hôpitaux : Alsace (p. 5272) (M. François Loos) (p. 5271)

Etablissements de santé : hôpitaux : toxicomanie (p. 5282) (M. Jean-Pierre Foucher) (p. 5282)

Etablissements de santé : hôpitaux locaux : Melun (p. 5274) (M. Jean-Claude Mignon) (p. 5273)

Outre-mer : Wallis-et-Futuna : politique sociale (p. 5272) (M. Victor Brial) (p. 5272)

Professions de santé : masseurs-kinésithérapeutes (p. 5275) (M. Jean-Luc Warsmann) (p. 5275)

Professions de santé : médecins spécialistes : hôpitaux (p. 5272) (M. Michel Herbillon) (p. 5271)

Professions de santé : psychiatres : infirmiers (p. 5276) (Mme Paulette Guinchard-Kunstler) (p. 5276)

Proposition de loi n° 236 relative au renforcement de la veille sanitaire et du contrôle de la sécurité sanitaire des produits destinés à l'homme

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [8 janvier 1998] (p. 71)

Ses interventions (p. 71, 117)

Sa réponse (p. 104)

Thèmes :

Agroalimentaire : produits : contrôles sanitaires (p. 71)

Déchets, pollutions et nuisances : air : pollution (p. 72, 118)

Déchets, pollutions et nuisances : installations nucléaires (p. 105)

Pays étrangers : Etats-Unis : sécurité sanitaire (p. 76)
 Pharmacie et médicaments : agence du médicament (p. 72, 108)
 Produits dangereux : amiante (p. 75)
 Recherche : Institut national de la recherche agronomique (INRA) (p. 105)
 Sang et organes humains : Agence française du sang (p. 76)
 Sang et organes humains : greffes (p. 107)
 Sang et organes humains : transfusion sanguine (p. 72, 105, 108)
 Santé : Agence française de sécurité sanitaire des aliments (AFSSA) (p. 74)
 Santé : Centre national d'études vétérinaires et alimentaires (CNEVA) (p. 73, 74)
 Santé : sécurité sanitaire (p. 71)
 Santé : veille sanitaire (p. 74)

Discussion des articles [13 janvier 1998] (p. 170, 199) ; [15 janvier 1998] (p. 283)

Ses interventions dans la discussion des amendements et sous-amendements (p. 170 à 193 ; 199 à 235 ; 287 à 316)

Article 2 (création de l'Agence de sécurité sanitaire des produits de santé)

Soutient l'amendement n° 266 du Gouvernement (désignation du président de l'Agence par le ministre de la santé) (p. 199) : adopté (p. 199)

Soutient le sous-amendement n° 288 du Gouvernement (information par les autorités sanitaires) à l'amendement n° 166 de M. André Aschieri (information du public) (p. 201) : adopté (p. 201)

Soutient l'amendement n° 264 du Gouvernement (fixation par décret des activités que ne peuvent exercer les contractuels ayant cessé leurs fonctions) (p. 201) : adopté (p. 201)

Soutient le sous-amendement oral du Gouvernement (remplacer le mot "fonds" par le mot "dons") à l'amendement n° 167 de M. André Aschieri (p. 202) : adopté (p. 202)

Soutient l'amendement n° 220 du Gouvernement (fonctions des inspecteurs de l'Agence) (p. 203) : adopté (p. 203)

Après l'article 6

Soutient l'amendement n° 292 du Gouvernement (rapport sur l'opportunité et la faisabilité de la création d'une agence de sécurité sanitaire de l'environnement) (p. 223) : adopté après rectification (p. 230)

Article 8 (sécurité sanitaire des dispositifs médicaux)

Son intervention (p. 232)

Article 9 (organisation et sécurité sanitaire de la transfusion sanguine)

Son intervention (p. 287)

Soutient l'amendement n° 294 du Gouvernement (gestion directe du service public transfusionnel par l'Etablissement français du sang) (p. 291) : adopté (p. 291)

Soutient l'amendement n° 295 du Gouvernement (nomination du président du conseil d'administration de l'Etablissement français du sang) (p. 292) : adopté (p. 292)

Soutient l'amendement n° 296 du Gouvernement (rédactionnel) (p. 292) : adopté (p. 292)

Soutient l'amendement n° 297 du Gouvernement (harmonisation des statuts des personnels de l'Etablissement français du sang) (p. 293) : adopté (p. 293)

Soutient l'amendement n° 298 du Gouvernement (financement de l'Etablissement français du sang) (p. 294) : adopté (p. 294)

Soutient l'amendement n° 299 du Gouvernement (statut des établissements de transfusion sanguine) (p. 295) : adopté (p. 295)

Soutient l'amendement n° 300 du Gouvernement (procédure d'agrément des sites transfusionnels) (p. 295) : adopté (p. 295)

Soutient le sous-amendement n° 301 du Gouvernement (compétence de l'Etablissement français du sang) à l'amendement n° 202 de M. Jean-François Mattei (enregistrement des nouveaux produits sanguins labiles) (p. 296) : adopté (p. 296)

Soutient l'amendement n° 302 du Gouvernement (de conséquence) (p. 296) : adopté (p. 296)

Soutient l'amendement n° 305 du Gouvernement (compétence du président de l'Etablissement français du sang en matière de nomination des directeurs des sites locaux) (p. 297) : adopté (p. 297)

Soutient l'amendement n° 303 du Gouvernement (sanctions en cas de violation de la législation) (p. 297) : adopté (p. 297)

Soutient l'amendement n° 304 rectifié du Gouvernement (mesures transitoires) (p. 299) : adopté (p. 299)

Article 10 (sécurité sanitaire des produits biologiques)

Soutient l'amendement n° 226 rectifié du Gouvernement (de conséquence) (p. 301) : adopté (p. 301)

Soutient l'amendement n° 227 rectifié du Gouvernement (autorisation des protocoles de recherche biomédicale en matière de xénotransplantations) (p. 302) : adopté (p. 302)

Soutient l'amendement n° 228 rectifié du Gouvernement (protocoles d'essais cliniques concernant les cellules issues du corps humain) (p. 302) : adopté (p. 302)

Soutient l'amendement n° 229 du Gouvernement (rédactionnel) (p. 303) : adopté (p. 303)

Soutient l'amendement n° 230 du Gouvernement (protection des personnes se prêtant à des recherches biomédicales) (p. 303) : adopté (p. 303)

Soutient l'amendement n° 231 du Gouvernement (de précision) (p. 303) : adopté (p. 303)

Soutient l'amendement n° 232 du Gouvernement (de précision) (p. 303) : adopté (p. 303)

Soutient l'amendement n° 233 du Gouvernement (de précision) (p. 303) : adopté (p. 303)

Soutient l'amendement n° 234 du Gouvernement (de précision) (p. 303) : adopté (p. 303)

Article 11 (sécurité sanitaire des produits thérapeutiques annexes)

Soutient l'amendement n° 263 du Gouvernement (rédactionnel) (p. 304) : adopté (p. 304)

Article 12 (inspection)

Soutient l'amendement n° 236 du Gouvernement (inspection du ministère chargé de la santé) (p. 310) : adopté (p. 311)

Seconde délibération

Article 4 (missions, prérogatives et modalités de fonctionnement)

Soutient l'amendement n° 2 du Gouvernement (transfert de compétence de certains laboratoires de référence vers l'Agence française de sécurité sanitaire des aliments) (p. 315) : retiré (p. 315)

Article 9 (organisation et sécurité sanitaire de la transfusion sanguine)

Soutient l'amendement n° 1 du Gouvernement (Laboratoire français du fractionnement et des biotechnologies) (p. 316) : adopté (p. 316)

Son intervention à l'issue du vote (p. 318)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [8 avril 1998] (p. 2734)

Son intervention (p. 2734)

Sa réponse (p. 2740)

Thèmes :

Pharmacie et médicaments : parapharmacie : sécurité sanitaire (p. 2735)

Professions de santé : médecins (p. 2740)

Sang et organes humains : Agence française du sang (p. 2735)

Sang et organes humains : greffes (p. 2735)

Sang et organes humains : transfusion sanguine (p. 2735)

Santé : Agence française de sécurité sanitaire des aliments (AFSSA) (p. 2734)

Santé : veille sanitaire (p. 2734)

Discussion des articles [8 avril 1998] (p. 2740)

Ses interventions dans la discussion des amendements et sous-amendements (p. 2740 à 2760)

Article 1er A (Comité national de la sécurité sanitaire)

Soutient l'amendement n° 43 du Gouvernement (collaboration interministérielle) (p. 2740) : adopté (p. 2740)

Article 2 (missions et prérogatives de l'Agence française de sécurité sanitaire des produits de santé)

Soutient l'amendement n° 3 du Gouvernement (dispositifs médicaux de diagnostic in vitro) (p. 2742) : adopté (p. 2742)

Soutient l'amendement n° 4 du Gouvernement (réactifs utilisés pour les examens d'anatomie et de cytologie pathologique) (p. 2742) : adopté (p. 2742)

Soutient l'amendement n° 2 du Gouvernement (produits cosmétiques) (p. 2742) : adopté (p. 2742)

Après l'article 2

Soutient l'amendement n° 1 du Gouvernement (produits cosmétiques) (p. 2745) : adopté après modification (p. 2746)

Article 3 (conséquences de la création de l'Agence française de sécurité sanitaire des produits de santé)

Soutient l'amendement n° 5 du Gouvernement (coordination) (p. 2746) : adopté (p. 2747)

Après l'article 8

Soutient l'amendement n° 6 du Gouvernement (enregistrement des réactifs destinés aux examens d'anatomie et de cytologie pathologiques) (p. 2753) : adopté (p. 2753)

Après l'article 11 quater

Soutient l'amendement n° 7 du Gouvernement (sécurité et fiabilité des autoallergènes) (p. 2760) : adopté (p. 2760)

Proposition de loi n° 382 relative au régime local d'assurance maladie des départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [21 janvier 1998] (p. 493)

Son intervention (p. 494)

Thèmes :

Sécurité sociale : régime local d'Alsace-Lorraine (p. 494)

Sécurité sociale : régimes de base (p. 494)

Discussion des articles [21 janvier 1998] (p. 496)

Ses interventions dans la discussion des amendements et sous-amendements (p. 496 à 503)

Son intervention à l'issue du vote (p. 506)

Proposition de loi n° 583 tendant à ouvrir le droit à une allocation spécifique aux chômeurs de 55 ans ou plus ayant quarante annuités de cotisation d'assurance vieillesse

DEUXIÈME LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [5 mars 1998] (p. 1956)

Son intervention (p. 1956)

Thèmes :

Chômage : indemnisation : allocation de solidarité spécifique (ASS) (p. 1956)

Chômage : indemnisation : allocations (p. 1956)

Chômage : indemnisation : Association pour l'emploi dans l'industrie et le commerce (ASSEDIC) (p. 1957)

Politique sociale : revenu minimum d'insertion (RMI) (p. 1956, 1957)

Préretraites : allocation spéciale : garantie de ressources (p. 1957)

Préretraites : allocation spéciale : généralités (p. 1957)

Projet de loi n° 512 d'orientation et d'incitation relatif à la réduction du temps de travail

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [24 mars 1998] (p. 2077) ; [25 mars 1998] (p. 2147)

Ses interventions dans la discussion des amendements et sous-amendements (p. 2147 à 2200)

Article 3 (modification de l'incitation à l'aménagement conventionnel de l'organisation et de la durée du travail prévue par la loi du 11 juin 1996)

Soutient le sous-amendement n° 145 du Gouvernement (conventions dans le secteur sanitaire et social) à l'amendement n° 4 de la commission (rétablissement du texte initial avec extension à l'armement maritime et assouplissement vis-à-vis des petites et moyennes entreprises) (p. 2165) : adopté (p. 2165)

Article 7 (régime des heures complémentaires et des interruptions d'activité dans le cadre du travail au temps partiel)

Soutient l'amendement n° 146 du Gouvernement (de cohérence) (p. 2195) : adopté (p. 2195)

Projet de loi n° 780 d'orientation relatif à la lutte contre les exclusions

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [6 mai 1998] (p. 3515) ; [7 mai 1998] (p. 3533, 3562) ; [12 mai 1998] (p. 3649, 3684) ; [13 mai 1998] (p. 3741, 3776) ; [14 mai 1998] (p. 3815, 3872) ; [18 mai 1998] (p. 3931, 3975) ; [19 mai 1998] (p. 4076, 4102) ; [20 mai 1998] (p. 4205)

Ses interventions dans la discussion des amendements et sous-amendements (p. 3874 à 3893)

Article 37 (programmes régionaux d'accès à la prévention et aux soins)

Soutient l'amendement n° 965 du Gouvernement (services de santé scolaire et services de protection maternelle et infantile) (p. 3880) : adopté (p. 3881)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [30 juin 1998] (p. 5561) ; [1^{er} juillet 1998] (p. 5582, 5604, 5665)

Ses interventions dans la discussion des amendements et sous-amendements (p. 5695 à 5723)

Après l'article 68 A

Soutient l'amendement n° 240 du Gouvernement (de coordination) (p. 5702) : adopté (p. 5703)

Après l'article 68

Soutient l'amendement n° 322 du Gouvernement (insaisissabilité des prestations sociales) (p. 5703) : adopté après rectification (p. 5703)

Article 73 bis (chèque d'accompagnement personnalisé)

Soutient l'amendement n° 219 du Gouvernement (exonération de droit de timbre en faveur des associations agréées par l'Etat) (p. 5707) : adopté après rectification (p. 5707)

Article 73 ter (aménagement de la prestation spécifique dépendance)

Son intervention (p. 5707)

Article 75 bis (comité d'éducation à la santé et à la citoyenneté)

Soutient l'amendement n° 259 du Gouvernement (violences et conduites à risques) (p. 5711) : adopté (p. 5711)

Seconde délibération

Article 4 (régime des contrats emploi-solidarité)

Soutient l'amendement n° 3 du Gouvernement (restriction au cumul entre un CES et un emploi dans le secteur privé supprimée) (p. 5718) : adopté (p. 5718)

Article 9 ter (transformation des agences départementales d'insertion en établissements publics locaux)

Soutient l'amendement n° 6 du Gouvernement (direction des agences départementales d'outre-mer) (p. 5720) : adopté (p. 5720)

Article 28 (mesures visant à faciliter la réalisation de logements destinés aux personnes défavorisées)

Soutient l'amendement n° 1 du Gouvernement (suppression de la compensation financière) (p. 5721) : adopté (p. 5721)

Article 64 (mesures d'urgence contre le saturnisme)

Soutient l'amendement n° 2 du Gouvernement (certificat d'absence d'accessibilité au plomb annexé à la vente supprimé lorsque l'acquéreur s'engage à démolir l'immeuble ou à effectuer les travaux de réhabilitation) (p. 5723) : adopté (p. 5723)

Son intervention (p. 5723)

Proposition de loi n° 967 relative à la création d'un ordre national de la profession infirmière

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 juin 1998] (p. 5210)

Son intervention (p. 5212)

Sa réponse (p. 5222)

Thèmes :

Professions de santé : exercice libéral (p. 5213, 5223)

Professions de santé : infirmiers (p. 5213)

Professions de santé : infirmiers : Europe sociale (p. 5213, 5214)

Professions de santé : infirmiers : formation professionnelle (p. 5214)

Professions de santé : infirmiers : juridictions pénales (p. 5213)

Professions de santé : infirmiers : ordre professionnel (p. 5212)

Professions de santé : infirmiers : syndicats (p. 5213)

Professions de santé : ordre professionnel (p. 5212)

Jean-Pierre KUCHEIDA

*Pas-de-Calais (12^{ème} circonscription)
Socialiste*

Élu le 1^{er} juin 1997

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9390)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9423)

Membre de la délégation parlementaire pour les problèmes démographiques [J.O. du 25 juin 1997] (p. 9800)

Membre titulaire du conseil supérieur de l'électricité et du gaz [J.O. du 23 juillet 1997] (p. 11056)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances 1998 [J.O. du 11 décembre 1997] (p. 17915)

Membre de la commission d'enquête sur Superphénix et la filière des réacteurs à neutrons rapides [J.O. du 11 avril 1998] (p. 5678)

Cesse d'appartenir à la commission d'enquête sur Superphénix et la filière des réacteurs à neutrons rapides [J.O. du 7 mai 1998] (p. 6966)

Membre de la commission d'enquête sur Superphénix et la filière des réacteurs à neutrons rapides [J.O. du 24 juin 1998] (p. 9600)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Politique économique. Croissance. Crise financière asiatique, conséquences [26 novembre 1997] (p. 6389)

Retraites : régimes autonomes et spéciaux. Travailleurs de la mine : pensions de réversion. Taux [10 décembre 1997] (p. 7272)

Mines et carrières. Nuisances. Affaissements de terrain, réglementation [28 janvier 1998] (p. 661)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 264, posée le 31 mars 1998. Logement. Mines et carrières (J.O. Questions p. 2314). Suppléé par M. Marcel Cabiddu. Appelée le 7 avril 1998. Travailleurs de la mine (p. 2584)

DÉBATS

Projet de loi n° 200 relatif au développement d'activités pour l'emploi des jeunes

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [15 septembre 1997] (p. 2995) ; [16 septembre 1997] (p. 3050, 3092) ; [17 septembre 1997] (p. 3121)

Après l'article 2

Intervient sur l'amendement n° 206 rectifié de Mme Huguette Bello (mesures spécifiques dans les DOM) (p. 3127)

Projet de loi n° 201 portant mesures urgentes à caractère fiscal et financier

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 septembre 1997] (p. 3147, 3155)

Son intervention (p. 3182)

Thèmes :

Energie et carburants : Electricité de France (EDF) (p. 3183)

Entreprises : délocalisations (p. 3182)

Entreprises : situation financière (p. 3183)

Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 3182)

Impôt sur les sociétés : taux (p. 3182, 3183)

Projet de loi de finances n° 230 pour 1998

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ANCIENS COMBATTANTS

Examen du fascicule [24 octobre 1997] (p. 4665)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 4665)

Thèmes avant la procédure des questions :

Anciens combattants et victimes de guerre : Afrique du Nord : carte du combattant (p. 4666)

Anciens combattants et victimes de guerre : déportés : étrangers (p. 4666)

Anciens combattants et victimes de guerre : devoir de mémoire (p. 4665)

Anciens combattants et victimes de guerre : retraite mutualiste du combattant (p. 4667)

Emploi : chômeurs en fin de droits : anciens combattants et victimes de guerre

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère des anciens combattants (p. 4665)

Pensions militaires d'invalidité : pensions des invalides : rapport constant (p. 4666)

Retraites : généralités : allocation de préparation à la retraite (p. 4667)

Vote des crédits et articles rattachés [24 octobre 1997] (p. 4689)

Etat B, titre IV

Intervient sur l'amendement n° 81 du Gouvernement (majoration des crédits de 40 millions de francs) (p. 4690)

Après l'article 62

Intervient sur l'amendement n° 49 de M. Maxime Gremetz (montant maximal de la rente mutualiste du combattant donnant lieu à majoration par l'Etat) (p. 4693)

Intervient sur l'amendement n° 46 de M. Alain Néri (montant maximal de la rente mutualiste du combattant donnant lieu à majoration par l'Etat) (p. 4693)

Soutient l'amendement n° 77 de M. Alain Néri (condition d'attribution de la carte du combattant pour les anciens combattants de la guerre d'Algérie) (p. 4693) : adopté (p. 4694)

Soutient l'amendement n° 80 de la commission (condition d'attribution de la carte du combattant pour les anciens combattants de la guerre d'Algérie) (p. 4693) : adopté (p. 4694)

Intervient sur l'amendement n° 79 de M. René Dutin (attribution de points supplémentaires pour l'obtention de la carte du combattant) (p. 4695)

Intervient sur l'amendement n° 78 de M. Alain Néri (retraite anticipée pour les chômeurs justifiant de quarante annuités de cotisations en incluant le temps passé en Afrique du Nord) (p. 4696)

EQUIPEMENT, TRANSPORTS ET LOGEMENT

II - LOGEMENT

Examen du fascicule [6 novembre 1997] (p. 5535)

Son intervention (p. 5556)

Thèmes avant la procédure des questions :

Logement : logement social : TVA (p. 5556)

Logement : réhabilitation des cités minières (p. 5557)

Logement : aides et prêts : prêts locatifs aidés (PLA) (p. 5557)

Logement : aides et prêts : primes à l'amélioration des logements à usage locatif et d'occupation sociale (PALULOS) (p. 5556)

ECONOMIE, FINANCES ET INDUSTRIE

III - INDUSTRIE, POSTE ET TÉLÉCOMMUNICATIONS

Examen du fascicule [14 novembre 1997] (p. 5837)

Son intervention (p. 5856)

Thèmes avant la procédure des questions :

Energie et carburants : Charbonnage de France (p. 5856)

Régions : Nord-Pas-de-Calais (p. 5856)

Régions : Provence-Alpes-Côte d'Azur (p. 5856)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 décembre 1997] (p. 8001)

Son intervention (p. 8007)

Thèmes :

Emploi : politique de l'emploi (p. 8007)

Finances publiques : déficit budgétaire (p. 8008)

Finances publiques : dépenses (p. 8008)

Finances publiques : politique budgétaire (p. 8007, 8008)

Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 8007)

Impôt sur le revenu : abattements supplémentaires pour frais professionnels (p. 8008)

Impôt sur le revenu : quotient familial (p. 8008)

Impôt sur le revenu : réforme (p. 8007, 8008)

Impôts et taxes : avantages fiscaux (p. 8008)

Impôts locaux : taxe sur la publicité (p. 8008)

Mines et carrières (p. 8007, 8008)

Projet de loi n° 727 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [31 mars 1998] (p. 2250, 2280)

Son intervention (p. 2273)

Thèmes :

Collectivités territoriales : sociétés d'économie mixte (p. 2273, 2274)

Energie et carburants : gaz (p. 2273)

Entreprises : formalités administratives (p. 2273)

Discussion des articles [31 mars 1998] (p. 2288) ; [1er avril 1998] (p. 2331, 2373) ; [2 avril 1998] (p. 2404, 2449)

Après l'article 47

Son amendement n° 234 soutenu par M. Jean-Louis Idiart (exonération de contribution temporaire sur l'impôt sur les sociétés en faveur des sociétés d'économie mixte ayant réalisé un chiffre d'affaires inférieur à 50 millions de francs) (p. 2466) : adopté (p. 2467)

L

André LABARRÈRE

*Pyrénées-Atlantiques (3^{ème} circonscription)
Socialiste*

Élu le 1^{er} juin 1997

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9390)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9423)

Membre titulaire de la commission chargée d'examiner les demandes d'autorisation ou de renouvellement d'autorisation des jeux [J.O. du 26 juillet 1997] (p. 11182)

Conchita LACUEY

*Gironde (4^{ème} circonscription)
Socialiste*

Élue le 1^{er} juin 1997

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9390)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9422)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Politique sociale. Personnes défavorisées. Services sociaux, accueil [21 avril 1998] (p. 2823)

DÉBATS

Projet de loi n° 780 d'orientation relatif à la lutte contre les exclusions

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 mai 1998] (p. 3392, 3415) ; [6 mai 1998] (p. 3466, 3495)
Son intervention (p. 3484)

Thèmes :

Chômage : indemnisation (p. 3484)

Emploi : chômage de longue durée (p. 3485)

Politique sociale : exclusion (p. 3485)

Marc LAFFINEUR

*Maine-et-Loire (7^{ème} circonscription)
Union pour la démocratie française
puis Démocratie libérale et indépendants*

Élu le 1^{er} juin 1997

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9391)

Cesse d'appartenir au groupe de l'Union pour la Démocratie française [J.O. du 26 mai 1998] (p. 8020)

S'inscrit au groupe Démocratie libérale et indépendants [J.O. du 26 mai 1998] (p. 8020)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9423)

Membre titulaire du comité de surveillance de la caisse d'amortissement de la dette sociale [J.O. du 19 septembre 1997] (p. 13658)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier [J.O. du 12 mai 1998] (p. 7137)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Famille. Politique familiale. Perspectives [16 juin 1998] (p. 5030)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 114, posée le 13 janvier 1998. Sécurité publique. Inondations (J.O. Questions p. 242, 243). Appelée le 20 janvier 1998. Lutte et prévention, Maine-et-Loire (p. 383)

n° 311, posée le 28 avril 1998. Défense. Armement (J.O. Questions p. 3201). Appelée le 5 mai 1998. Etablissement technique et service des programmes d'armements terrestres, maintien, Angers (p. 3353)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Interroge le président de séance sur les résultats du vote à main levée par lequel l'Assemblée a décidé de prolonger la séance [15 octobre 1997] (p. 4075)

Déplore les conditions dans lesquelles la discussion générale de l'article 1er a été close, empêchant ainsi les orateurs de s'exprimer [10 décembre 1997] (p. 7241)

Proteste contre l'utilisation de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution dès lors qu'une majorité s'est dégagée pour voter contre l'amendement de suppression de l'article 52 bis relatif à la chasse [20 mai 1998] (p. 4227)

DÉBATS

Projet de loi n° 201 portant mesures urgentes à caractère fiscal et financier

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 septembre 1997] (p. 3147, 3155)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. François Bayrou (p. 3167)

Son intervention (p. 3181)

Thèmes :

Emploi : jeunes (p. 3181)
 Entreprises : situation financière (p. 3182)
 Finances publiques : déficit budgétaire (p. 3167, 3181, 3182)
 Finances publiques : dépenses (p. 3181, 3182)
 Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 3181)
 Impôt sur les sociétés : taux (p. 3182)
 Politique économique : conjoncture (p. 3181, 3182)
 Politique économique : consommation (p. 3182)
 Politique économique : croissance (p. 3182)
 Politique économique : investissement (p. 3182)
 Secteur public : endettement (p. 3167, 3168)
 Sécurité sociale : remboursement de la dette sociale (RDS) (p. 3167)

Discussion des articles [17 septembre 1997] (p. 3198)

Article 1er (contribution temporaire sur l'impôt sur les sociétés pour les entreprises réalisant au moins 50 millions de francs de chiffre d'affaires)

Son amendement n° 34 soutenu par M. Laurent Dominati (relèvement du seuil d'exonération de 50 à 150 millions de francs) (p. 3201) : retiré (p. 3202)

Article 5 (possibilité pour les collectivités locales de contracter des emprunts sur ressources CODEVI [comptes pour le développement industriel])

Son amendement n° 35 soutenu par M. Laurent Dominati (prorogation du dispositif jusqu'au 31 décembre 1998) : adopté (p. 3218)

Projet de loi n° 202 relatif à la prévention et à la répression des infractions sexuelles ainsi qu'à la protection des mineurs

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [20 janvier 1998] (p. 430)

Article 12 bis (article 227-23 du code pénal : délit de diffusion d'une image ou d'une représentation pornographique d'un mineur)

Son sous-amendement n° 101 soutenu par Mme Christine Boutin (extension du délit aux images virtuelles et à l'incitation par la représentation d'images non pornographiques à commettre des délits d'atteintes sexuelles sans violence sur un mineur) à l'amendement n° 24 de la commission (nouvelle rédaction de l'article supprimant la distinction entre

mineurs de quinze ans et de dix-huit ans et instituant une présomption de minorité) : rejeté (p. 445)

Article 18 bis (articles 7 et 8 du code de procédure pénale : délai de prescription de l'action publique pour certains crimes ou délits commis contre des mineurs)

Son amendement n° 102 soutenu par Mme Christine Boutin (délai de vingt ans à compter de la majorité de la victime) (p. 449) : rejeté (p. 450)

Projet de loi de finances n° 230 pour 1998

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [14 octobre 1997] (p. 3930, 3961) ; [15 octobre 1997] (p. 3991, 4023, 4053)

Soutient la question préalable opposée par M. François Bayrou (p. 3961) : rejetée (p. 3971)

Thèmes :

Défense : crédits (p. 3961, 3962)
 Emploi : allégement des charges sociales (p. 3965)
 Emploi : jeunes (p. 3963)
 Entreprises : allégement des charges (p. 3961)
 Entreprises : petites et moyennes entreprises (p. 3964)
 Famille : politique familiale (p. 3962, 3963)
 Finances publiques : déficit budgétaire (p. 3962)
 Finances publiques : dépenses (p. 3961, 3962, 3965)
 Finances publiques : dette publique (p. 3965)
 Finances publiques : politique budgétaire (p. 3961, 3964, 3965)
 Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 3962, 3964, 3965)
 Fonctionnaires et agents publics : effectifs (p. 3961)
 Impôt sur le revenu : déduction des investissements en parts de copropriété de navires neufs (p. 3964)
 Impôt sur le revenu : réduction d'impôt au titre de l'emploi d'un salarié à domicile (p. 3962, 3963)
 Impôt sur le revenu : réforme (p. 3965)
 Impôt sur les sociétés : taux (p. 3964)
 Impôts et taxes : avoir fiscal (p. 3964)
 Impôts et taxes : justice sociale (p. 3962)
 Impôts et taxes : politique fiscale (p. 3964)
 Logement : réhabilitation (p. 3961)
 Logement : aides et prêts : primes à l'amélioration des logements à usage locatif et d'occupation sociale (PALULOS) (p. 3961)
 Pays étrangers : Royaume-Uni (p. 3964)
 Politique économique : croissance (p. 3965)
 Politique économique : épargne (p. 3964)
 Politique économique : taux d'intérêt (p. 3965)
 Prestations familiales : allocation de garde d'enfant à domicile (p. 3962, 3963)
 Prestations familiales : conditions de ressources (p. 3962)
 Travail : réduction du temps de travail (p. 3962, 3964, 3965)

**PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE
L'ÉQUILIBRE FINANCIER**

Discussion des articles [15 octobre 1997] (p. 4062) ; [16 octobre 1997] (p. 4089, 4121, 4157) ; [17 octobre 1997] (p. 4191, 4218, 4268)

Article 2 (barème de l'impôt sur le revenu)

Soutient l'amendement n° 273 corrigé de M. Laurent Dominati (nouveau barème avec un taux marginal de 52 %) (p. 4070) : rejeté (p. 4071)

Intervient sur l'amendement n° 102 de M. Jean-Pierre Brard (suppression de l'actualisation du plafonnement du quotient familial) (p. 4071)

Son rappel au règlement (cf. supra) [15 octobre 1997] (p. 4075)

Soutient l'amendement n° 257 de M. Gilbert Gantier (relèvement de 3 000 à 14 000 F du plafond de la demi-part supplémentaire de quotient familial dont bénéficient les contribuables célibataires, divorcés ou veufs ayant élevé un ou plusieurs enfants) (p. 4090) : rejeté (p. 4094)

Intervient sur l'amendement n° 437 de M. Charles de Courson (relèvement du plafond de l'abattement applicable aux pensions et retraites) (p. 4100)

Article 5 (limitation de la déductibilité des provisions pour renouvellement)

Son intervention (p. 4147)

Article 6 (suppression de l'avantage fiscal lié à la provision pour fluctuation des cours)

Soutient l'amendement n° 44 de M. François Sauvadet (de suppression) (p. 4158) : rejeté au scrutin public (p. 4163)

Soutient l'amendement n° 165 de M. Gérard Voisin (de suppression) (p. 4159) : rejeté au scrutin public (p. 4163)

Soutient l'amendement n° 435 de M. Alain Moyne-Bressand (transfert de la provision à un compte de réserve spéciale pour les entreprises assurant la transformation du cuivre) (p. 4165) : retiré (p. 4165)

Article 10 (réduction de 50 % du plafond de la réduction d'impôt au titre de l'emploi d'un salarié à domicile)

Son amendement n° 215 soutenu par Mme Christine Boutin (relèvement du plafond de la réduction d'impôt) (p. 4222) : vote réservé : rejeté (p. 4229)

Son amendement n° 187 rectifié soutenu par M. Pierre Méhaignerie (relèvement du plafond de la réduction d'impôt pour certaines catégories de contribuables) (p. 4227) : vote réservé : rejeté (p. 4229)

Après l'article 10

Son amendement n° 188 (doublement du taux de la réduction d'impôt accordée au titre des frais de garde des jeunes enfants) : rejeté (p. 4233)

Son amendement n° 325 soutenu par M. Jean-Jacques Jégou (instauration d'une réduction au titre des dépenses de transformation d'un véhicule fonctionnant au supercarburant en véhicule fonctionnant au gaz de pétrole liquéfié) (p. 4236) : rejeté (p. 4238)

Après l'article 11

Son amendement n° 262 soutenu par M. Laurent Dominati (application du taux réduit de la TVA au bois utilisé comme combustible dans les équipements

collectifs et les réseaux de chaleur) (p. 4250) : rejeté (p. 4251)

Article 12 (modification des tarifs des taxes intérieures de consommation sur les produits pétroliers et sur le gaz naturel)

Son amendement n° 238 (allègement de la taxe intérieure sur les produits pétroliers applicable au gaz de pétrole liquéfié) (p. 4272) : devenu sans objet (p. 4273)

Son amendement n° 236 (allègement de la taxe intérieure sur les produits pétroliers applicable au gaz naturel carburant) (p. 4273) : devenu sans objet (p. 4274)

**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET
DISPOSITIONS SPÉCIALES**

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET ENVIRONNEMENT

I - AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Examen du fascicule [4 novembre 1997] (p. 5287)

Son intervention (p. 5300)

Thèmes avant la procédure des questions :

Aménagement du territoire : Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR) (p. 5300)

Aménagement du territoire : prime à l'aménagement du territoire (PAT) (p. 5300)

Collectivités territoriales : compétences : politique industrielle (p. 5300, 5301)

**ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT
ARTICLES ADDITIONNELS**

Discussion des articles [17 novembre 1997] (p. 5966, 6007) ; [18 novembre 1997] (p. 6032, 6079, 6116) ; [19 novembre 1997] (p. 6153)

Article 49 (institution d'un crédit d'impôt à raison des dépenses d'entretien de l'habitation principale)

Son amendement n° 276 soutenu par M. Jean-Jacques Jégou (majoration des plafonds du crédit d'impôt pour les contribuables ayant des personnes à charge) (p. 5976) : rejeté (p. 5978)

Après l'article 61

Soutient l'amendement n° 174 de M. Patrick Devedjian (établissement d'un avis d'imposition spécifique aux impôts directs prélevés par les communes) (p. 6054) : rejeté (p. 6055)

Intervient sur l'amendement n° 31 de M. Jean-Pierre Brard (exonération de la taxe professionnelle réservée aux seules créations d'entreprises) (p. 6062)

Soutient l'amendement n° 21 de M. Jacques Blanc (institution d'une taxe foncière minimum sur les propriétés non bâties afin d'identifier les propriétaires des friches agricoles) (p. 6095) : rejeté (p. 6096)

Intervient sur l'amendement n° 168 de la commission (éligibilité au Fonds de compensation pour la TVA des investissements exposés sur des biens appartenant à des tiers non bénéficiaires) (p. 6100)

Soutient l'amendement n° 176 de M. Patrick Devedjian (institution d'une taxe communale sur l'usage des antennes paraboliques) (p. 6104) : retiré (p. 6104)

Son amendement n° 265 (exonération de la taxe sur les cartes grises en faveur des véhicules fonctionnant aux carburants propres) (p. 6104) : rejeté (p. 6108)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [17 décembre 1997] (p. 8024) ; [18 décembre 1997] (p. 8101)

Article 10 supprimé par le Sénat (réduction de 50 % du plafond de la réduction d'impôt au titre de l'emploi d'un salarié à domicile)

Son sous-amendement n° 186 soutenu par M. Charles de Courson (relèvement du plafond pour les bénéficiaires de l'allocation de garde d'enfant à domicile) à l'amendement n° 23 de la commission (rétablissement de l'article et fixation d'un plafond spécifique lorsque le contribuable est invalide ou lorsqu'il a à sa charge un enfant handicapé) (p. 8041) : rejeté (p. 8042)

Après l'article 10

Son amendement n° 125 soutenu par M. Charles de Courson (doublement du taux de la réduction d'impôt accordée au titre des frais de garde des jeunes enfants) : rejeté (p. 8042)

Projet de loi n° 303 de financement de la sécurité sociale pour 1998

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [28 octobre 1997] (p. 4832, 4853, 4890) ; [29 octobre 1997] (p. 4923, 4963, 4995) ; [30 octobre 1997] (p. 5028) ; [31 octobre 1997] (p. 5159)

Article 12 (calcul de la compensation due par la Caisse de retraite et de prévoyance des clercs et employés de notaires à la Caisse nationale d'assurance maladie)

Soutient l'amendement n° 5 de M. Pierre Micaux (protection de la CRPCEN contre la mise en déficit) (p. 4968) : rejeté (p. 4971)

Article 15 (prévisions des recettes par catégorie)

Intervient sur l'amendement n° 423 du Gouvernement (de conséquence) (p. 4986)

Projet de loi n° 328 relatif à la nationalité et modifiant le code civil

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [28 novembre 1997] (p. 6539, 6570, 6607)

Article 1er (article 21-7 du code civil : acquisition de la nationalité française à raison de la naissance et de la résidence en France)

Son amendement n° 516 (suppression de la notion de discontinuité dans la résidence en France) (p. 6598) : rejeté (p. 6602)

Article 5 (article 21-11 du code civil : anticipation de l'acquisition de la nationalité française à raison de la naissance et de la résidence en France)

Son amendement n° 519 (de suppression) (p. 6646) : rejeté (p. 6647)

Intervient sur l'amendement n° 112 de M. Thierry Mariani (nécessité d'une période de résidence en France de cinq ans précédant la demande de nationalité) (p. 6651)

Intervient sur l'amendement n° 627 de M. Renaud Dutreil (suppression de la notion de période continue ou discontinuée pour déterminer la condition de résidence de cinq ans) (p. 6651)

Son amendement n° 520 soutenu par M. Rudy Salles (suppression de la notion de période discontinuée pour déterminer la condition de résidence de cinq ans) (p. 6651) : rejeté (p. 6652)

Article 17 (articles 21-7, 21-8, 26 et suivants du code civil : dispositions transitoires concernant les personnes nées en France de parents étrangers)

Son amendement n° 522 soutenu par M. Thierry Mariani (maintien de l'obligation de continuité de résidence) : rejeté (p. 6685)

Projet de loi de finances rectificative n° 447 pour 1997

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 décembre 1997] (p. 6835, 6881)

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. François Bayrou (p. 6842) : rejetée (p. 6852)

Thèmes :

Assurances : Groupe des assurances nationales (GAN) (p. 6847 à 6849)

Défense : crédits (p. 6846)

Emploi : chômage (p. 6846)

Emploi : politique de l'emploi (p. 6844, 6845)

Entreprises : création (p. 6845, 6846)

Entreprises : situation financière (p. 6843)

Finances publiques : déficit budgétaire (p. 6842, 6843)

Finances publiques : dépenses (p. 6842, 6843, 6846)

Finances publiques : politique budgétaire (p. 6842, 6849)

Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 6843, 6845, 6846)

Finances publiques : recettes (p. 6842, 6843, 6846)

Impôt sur les sociétés : taux (p. 6843, 6844)

Logement : Caisse de garantie du logement social (CGLS) (p. 6846, 6847)

Politique économique : conjoncture (p. 6843)

Politique économique : consommation (p. 6843)

Politique économique : croissance (p. 6843, 6844)

Politique économique : généralités (p. 6845)

Politique économique : investissement (p. 6844)

Politique économique : taux d'intérêt (p. 6843, 6844)

Propriété intellectuelle : Institut national de la propriété industrielle (INPI) (p. 6847)

Secteur public : dotations en capital (p. 6848)

Secteur public : entreprises publiques (p. 6848, 6849)

Secteur public : privatisations (p. 6849)

Transports routiers : transporteurs : taxe professionnelle (p. 6847)

Travail : réduction du temps de travail (p. 6844)

Travail : salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) (p. 6844)

TVA (p. 6843)

Discussion des articles [3 décembre 1997] (p. 6889, 6931)*Après l'article 27*

Intervient sur l'amendement n° 68 de M. Didier Julia (faculté d'exonération de la taxe sur les "cartes grises" pour les véhicules propres) (p. 6925)

Projet de loi n° 327 relatif à l'entrée et au séjour des étrangers en France et au droit d'asile

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [9 décembre 1997] (p. 7179, 7203) ; [10 décembre 1997] (p. 7239, 7273, 7297) ; [11 décembre 1997] (p. 7321, 7339, 7380) ; [12 décembre 1997] (p. 7413, 7453, 7504) ; [14 décembre 1997] (p. 7603, 7633, 7663) ; [15 décembre 1997] (p. 7698, 7736, 7770) ; [16 décembre 1997] (p. 7858, 7899)

Article 1er (article 5 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 : motivation des refus de visas et allègement des formalités aux frontières)

Son rappel au règlement (cf. supra) [10 décembre 1997] (p. 7241)

Intervient sur l'amendement n° 394 de M. Guy Hascoët (obligation de motiver tous les refus de visas - extension de l'octroi automatique du visa à certaines catégories de personnes) (p. 7289)

Intervient sur l'amendement n° 1250 de M. Claude Goasguen (suppression de la motivation des refus de visas) (p. 7289)

Intervient sur l'amendement n° 1271 de M. Julien Dray (généralisation de la motivation du refus de visa, sauf en cas de menace pour la sûreté de l'Etat) (p. 7289)

Projet de loi n° 512 d'orientation et d'incitation relatif à la réduction du temps de travail

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [27 janvier 1998] (p. 572, 615) ; [28 janvier 1998] (p. 667, 703) ; [29 janvier 1998] (p. 747)
Son intervention (p. 716)

Thèmes :

Travail : réduction du temps de travail : création d'emplois (p. 716)

Travail : réduction du temps de travail : fonctionnaires et agents publics (p. 716)

Travail : salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) (p. 716)

Discussion des articles [29 janvier 1998] (p. 747, 785) ; [3 février 1998] (p. 935, 971) ; [4 février 1998] (p. 1039, 1068) ; [5 février 1998] (p. 1110, 1150, 1199) ; [6 février 1998] (p. 1270)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 4 de M. René Couanau (incitation à la négociation) (p. 767)

Soutient l'amendement n° 1359 de M. François Goulard (indication dans le titre que la réduction est obligatoire) (p. 776) : retiré (p. 776)

Article 1er (réduction à trente-cinq heures de la durée légale hebdomadaire du travail effectif des salariés)

Son intervention (p. 795)

Son amendement n° 1125 (de suppression) (p. 812) : rejeté au scrutin public (p. 817)

Intervient sur l'amendement n° 775 de M. Pierre Lellouche (annualisation facultative et négociée du temps de travail) (p. 940)

Intervient sur l'amendement n° 38 de M. Guy Teissier (réduction facultative du temps de travail) (p. 940)

Intervient sur l'amendement n° 1231 de M. Michel Herbillon (réduction facultative du temps de travail) (p. 940)

Intervient sur l'amendement n° 809 de M. Éric Doligé (réduction négociée du temps de travail en fonction des effectifs de l'entreprise) (p. 940)

Intervient sur l'amendement n° 1082 de M. François Goulard (réduction du temps de travail en fonction de la durée moyenne de travail chez les partenaires européens) (p. 940)

Intervient sur l'amendement n° 39 de M. Guy Teissier (réduction de la durée du travail à 35 heures hebdomadaires à compter du 1er janvier 2002) (p. 940)

Intervient sur l'amendement n° 645 de M. André Schneider (entreprises qui emploient des jeunes en contrat d'apprentissage ou de qualification) (p. 942)

Intervient sur l'amendement n° 1495 de M. François Baroin (activités à caractère saisonnier) (p. 943)

Intervient sur l'amendement n° 603 de M. Maurice Leroy (commerces de proximité en milieu rural et dans les zones franches) (p. 952)

Intervient sur l'amendement n° 952 de M. Gérard Hamel (secteur du tourisme) (p. 973)

Après l'article 1er

Son amendement n° 1138 corrigé (entreprises dont l'activité est liée à une concession de service public) : vote réservé (p. 1017)

Article 2 (incitation pour les partenaires sociaux à négocier sur la réduction du temps de travail avant l'application de la nouvelle durée légale)

Son intervention (p. 1049)

Intervient sur l'amendement n° 668 de M. Christian Estrosi (suppression des échéances fixées par l'article 1er) (p. 1070)

Intervient sur l'amendement n° 846 de M. Jean-Luc Warsmann (suppression des échéances fixées par l'article 1er) (p. 1070)

Intervient sur l'amendement n° 987 de Mme Nicole Catala (suppression des échéances fixées par l'article 1er) (p. 1070)

Intervient sur l'amendement n° 1028 de M. Jacques Myard (suppression des échéances fixées par l'article 1er) (p. 1070)

Intervient sur l'amendement n° 1285 de M. Yves Fromion (suppression des échéances fixées par l'article 1er) (p. 1070)

Intervient sur l'amendement n° 545 de M. Bernard Accoyer (approbation du résultat des négociations par un référendum chez les salariés) (p. 1086)

Article 3 (aide à la réduction du temps de travail)

Son intervention (p. 1100, 1112)

Soutient l'amendement n° 446 de Mme Marie-Thérèse Boisseau (de suppression) (p. 1112) ; rejeté (p. 1114)

Intervient sur l'amendement n° 76 de la commission (personnel d'encadrement) (p. 1125)

Intervient sur les amendements n°s 838 et 839 de M. Eric Doligé (mandat de négociation pour les salariés de l'entreprise) (p. 1137)

Son amendement n° 1137 corrigé soutenu par M. François Goulard (majoration des aides pour les entreprises de moins de 20 salariés) (p. 1204) : rejeté (p. 1205)

Article 1er précédemment réservé (réduction à 35 heures de la durée légale hebdomadaire du travail effectif des salariés)

Son amendement n° 1128 soutenu par M. François Goulard (exclusion des établissements agricoles et artisanaux) : rejeté (p. 1304)

Son amendement n° 1131 soutenu par M. François Goulard (entreprises du secteur textile et de l'habillement) : rejeté (p. 1319)

Son amendement n° 1130 (entreprise du secteur "cuir et chaussures") : rejeté (p. 1319)

Son amendement n° 1129 (entreprises du secteur des biens d'équipement ménager) : retiré (p. 1319)

Son amendement n° 1127 soutenu par M. François Goulard (entreprises du secteur du bâtiment) : rejeté (p. 1319)

Après l'article 1er

Son amendement n° 439 précédemment réservé (réduction assujettie à la croissance du PIB) : retiré (p. 1320)

Après l'article 3

Son amendement n° 1140 corrigé précédemment réservé (rapport sur les embauches en contrepartie d'aides accordées par l'Etat) : retiré (p. 1324)

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [24 mars 1998] (p. 2077) [25 mars 1998] (p. 2147)

Article 3 (modification de l'incitation à l'aménagement conventionnel de l'organisation et de la durée du travail prévue par la loi du 11 juin 1996)

Son sous-amendement n° 127 soutenu par M. Germain Gengenwin (liberté de financement des régions) à l'amendement n° 4 de la commission (rétablissement du texte initial avec extension à l'armement maritime et assouplissement vis-à-vis des petites et moyennes entreprises) (p. 2174) : rejeté (p. 2175)

Projet de loi n° 727 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [31 mars 1998] (p. 2250, 2280)

Son intervention (p. 2267)

Thèmes :

Assurances : fonds de pension (p. 2268)

Entreprises : allègement des charges (p. 2268)

Entreprises : création (p. 2268)

Entreprises : formalités administratives (p. 2268)

Entreprises : transmission (p. 2268)

Marchés financiers : généralités (p. 2268)

Politique économique : généralités (p. 2268, 2269)

Secteur public (p. 2267, 2268)

Transports aériens : Air France (p. 2268)

Travail : réduction du temps de travail (p. 2268)

Union européenne : euro (p. 2267 à 2269)

Discussion des articles [31 mars 1998] (p. 2288) ; [1er avril 1998] (p. 2331, 2373) ; [2 avril 1998] (p. 2404, 2449)

Article 30 (rachat par une société de ses propres actions)

Son amendement n° 211 soutenu par M. Charles de Courson (maintien du régime fiscal antérieur) (p. 2363) : rejeté (p. 2364)

Article 35 (schéma directeur de desserte gazière)

Son sous-amendement n° 175 (extension au seul secteur de la distribution de gaz naturel) à l'amendement n° 56 de la commission (extension au secteur de la distribution du dispositif en vigueur en matière de transport de gaz naturel depuis la loi du 2 août 1949) : rejeté (p. 2385)

Article 39 (modification des modalités d'évaluation de la puissance administrative de certaines catégories de véhicules)

Son amendement n° 217 soutenu par M. Germain Gengenwin (modification de la référence retenue pour le calcul de la puissance administrative des véhicules à bi-carburant) (p. 2413) : retiré (p. 2414)

Article 43 (modalités de recensement des bénéficiaires de l'accord du 27 mai 1997 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Fédération de Russie sur le règlement définitif des créances réciproques financières et réelles apparues antérieurement au 9 mai 1945)

Son amendement n° 206 soutenu par M. Germain Gengenwin (indemnisation réservée aux porteurs qui ont obtenu leurs titres par voie d'héritage) : retiré (p. 2433)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [20 mai 1998] (p. 4145, 4213)

Article 52 bis (modification du régime des dates d'ouverture anticipée et de clôture de la chasse aux oiseaux migrateurs)

Son intervention (p. 4221)

Son rappel au règlement (cf. supra) [20 mai 1998] (p. 4227)

Après l'article 65

Intervient sur l'amendement n° 103 du Gouvernement (report de la réforme de la tarification applicable aux établissements accueillant des personnes âgées dépendantes) (p. 4237)

Intervient sur l'amendement n° 105 du Gouvernement (recrutement exceptionnel d'inspecteurs du travail) (p. 4239)

Ses explications de vote (p. 4240)

Vote contre du groupe de l'Union pour la Démocratie française (p. 4240)

Déclaration du Gouvernement n° 970 sur le débat d'orientation budgétaire présentée par M. Dominique Strauss-Kahn, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie et M. Christian Sautter, secrétaire d'Etat au budget

[9 juin 1998] (p. 4805, 4839)
Son intervention (p. 4826)

Thèmes :

Finances publiques : débat d'orientation budgétaire (p. 4826)
Finances publiques : déficit budgétaire (p. 4826, 4827)
Finances publiques : dépenses (p. 4827, 4828)
Finances publiques : dette publique (p. 4827)
Finances publiques : politique budgétaire (p. 4827, 4828)
Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 4826, 4828)
Fonctionnaires et agents publics (p. 4827, 4828)
Impôt sur le revenu : réforme (p. 4828)
Lois de finances (p. 4826)
Parlement : contrôle (p. 4827)
Politique économique : conjoncture (p. 4826)
Politique économique : croissance (p. 4826, 4827)
Politique économique : généralités (p. 4826, 4827)
Politique économique : mondialisation (p. 4827)
Retraites : généralités (p. 4826)
TVA : taux (p. 4828)
Union européenne : euro (p. 4826, 4827)

Projet de loi n° 593 instituant une commission du secret de la défense nationale

NOUVELLE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [10 juin 1998] (p. 4883)
Son intervention (p. 4885)

Thèmes :

Administration : autorités administratives indépendantes : commission consultative du secret de la défense nationale (p. 4885)
Défense : secret défense (p. 4885)

LECTURE DÉFINITIVE

Procédure d'examen simplifiée [30 juin 1998] (p. 5524)
Son intervention (p. 5525)

Thèmes :

Administration : autorités administratives indépendantes : commission consultative du secret de la défense nationale (p. 5526)
Défense : secret défense (p. 5526)

Projet de loi n° 913 autorisant la ratification du protocole au Traité de l'Atlantique Nord sur l'accession de la République de Hongrie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [10 juin 1998] (p. 4891)
Son intervention (p. 4904)

Thèmes :

Organisations internationales : Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) (p. 4904, 4905)
Pays étrangers : Hongrie (p. 4905)
Pays étrangers : Pologne (p. 4905)
Pays étrangers : République Tchèque (p. 4905)
Pays étrangers : Russie (p. 4905)
Politique extérieure : coopération militaire (p. 4905)

Proposition de loi n° 638 relative aux dates d'ouverture anticipée et de clôture de la chasse aux oiseaux migrateurs

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [18 juin 1998] (p. 5111) ; [19 juin 1998] (p. 5183)
Son intervention (p. 5188)

Thèmes :

Animaux : oiseaux migrateurs : chasse et pêche (p. 5188, 5189)
Politiques communautaires : droit communautaire (p. 5189)

Jacques LAFLEUR

*Nouvelle-Calédonie (1^{ère} circonscription)
Rassemblement pour la République*

Élu le 25 mai 1997

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9391)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9422)

André LAJOINIE

*Allier (3^{ème} circonscription)
Communiste*

Élu le 1^{er} juin 1997

S'inscrit au groupe communiste [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9391)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9423)

Président de la commission de la production et des échanges [J.O. du 18 juin 1997] (p. 9560)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la pêche maritime et aux cultures marines [J.O. du 23 octobre 1997] (p. 15469)

Président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la pêche maritime et aux cultures marines [J.O. du 5 novembre 1997] (p. 16087)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi tendant à améliorer les conditions d'exercice de la profession de transporteur routier [J.O. du 22 janvier 1998] (p. 1054)

Vice-président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi tendant à améliorer les conditions d'exercice de la profession de transporteur routier [J.O. du 22 janvier 1998] (p. 1054)

DÉPÔT

Proposition de résolution n° 775 tendant à la création d'une commission d'enquête sur certaines pratiques des groupes industriels, de services et financiers, relatives à l'emploi et à l'aménagement du territoire [24 mars 1998]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Aménagement du territoire. Politique d'aménagement du territoire. Perspectives [16 décembre 1997] (p. 7856)

Transports ferroviaires. SNCF et réseau ferré de France (RFF). Perspectives [30 juin 1998] (p. 5517)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 230 pour 1998

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

EDUCATION NATIONALE, RECHERCHE ET TECHNOLOGIE

II - ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR - III - RECHERCHE ET TECHNOLOGIE

Examen du fascicule [13 novembre 1997] (p. 5796, 5812)

Son intervention (p. 5817)

Thèmes avant la procédure des questions :

Entreprises : petites et moyennes entreprises : recherche développement (p. 5818)

Recherche : Centre national d'études spatiales (CNES) (p. 5818)

Recherche : Centre national de la recherche scientifique (CNRS) (p. 5818)

Recherche : crédits (p. 5817)

NOUVELLE LECTURE

Ses explications de vote [18 décembre 1997] (p. 8152)

Vote pour du groupe communiste (p. 8152)

Projet de loi n° 427 tendant à améliorer les conditions d'exercice de la profession de transporteur routier

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [8 décembre 1997] (p. 7100)

Son intervention en qualité de président de la commission de la production (p. 7105)

Thèmes :

Entreprises : sous-traitance : transport de marchandises (p. 7106)

Transports : transport combiné (p. 7106)

Transports routiers : chauffeurs routiers : formation professionnelle (p. 7106)

Transports routiers : chauffeurs routiers : rémunération (p. 7106)

Transports routiers : grèves (p. 7106)

Jérôme LAMBERT

Charente (3^{ème} circonscription)
Socialiste

Élu le 1^{er} juin 1997

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9390)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9423)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'inscription d'office des personnes âgées de dix-huit ans sur les listes électorales [J.O. du 16 octobre 1997] (p. 15040)

Rapporteur du projet de loi portant habilitation du Gouvernement à prendre, par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et à l'adaptation du droit applicable outre-mer (n° 428) [19 novembre 1997]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1997 [J.O. du 18 décembre 1997] (p. 18337)

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1997 [J.O. du 18 décembre 1997] (p. 18337)

Membre de la commission d'enquête sur l'utilisation des fonds publics et la gestion des fonds publics en Corse [J.O. du 5 mars 1998] (p. 3423)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi, adopté avec modifications par le Sénat en deuxième lecture (n° 396), portant ratification de l'ordonnance n° 96-782 du 5 septembre 1996 prise en application de la loi n° 96-87 du 5 février 1996 d'habilitation relative au statut général des fonctionnaires de la collectivité territoriale, des communes et des établissements publics de Mayotte [3 décembre 1997] (n° 499)

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi (n° 428), portant habilitation du Gouvernement à prendre, par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et à l'adaptation du droit applicable outre-mer [17 décembre 1997] (n° 590)

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi modifié par le Sénat (n° 687), portant habilitation du Gouvernement à prendre, par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et à l'adaptation du droit applicable outre-mer [25 février 1998] (n° 721)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Système pénitentiaire. Personnel. Revendications [29 avril 1998] (p. 3215)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 230 pour 1998

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

OUTRE-MER

Examen du fascicule [31 octobre 1997] (p. 5123)

Rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

Son intervention (p. 5124)

Thèmes avant la procédure des questions :

DOM : Fonds d'investissement des départements d'outre-mer (FIDOM) (p. 5124)

Logement (p. 5124)

Projet de loi n° 428 portant habilitation du Gouvernement à prendre, par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et à l'adaptation du droit applicable outre-mer

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 décembre 1997] (p. 8159)

Son intervention (p. 8161)

Thèmes :

Conseil constitutionnel (p. 8162, 8163)

Constitution : articles 73 et 74 (p. 8161, 8162)

DOM-TOM : institutions (p. 8163)

Justice : Conseil d'Etat (p. 8162)

Ordonnances (p. 8161, 8162, 8163)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Nouvelle-Calédonie : enseignement supérieur (p. 8163)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Polynésie française : enseignement supérieur (p. 8163)

Discussion des articles [18 décembre 1997] (p. 8174)

Ses interventions dans la discussion des amendements et sous-amendements (p. 8175 à 8179)

Article 1er (domaines d'intervention de l'habilitation et consultation des assemblées locales)

Soutient l'amendement n° 4 de la commission (précision des dispositions du droit de la construction et de l'habitation faisant l'objet de l'habilitation et exclusion des territoires d'outre-mer concernés par la seule extension du régime de l'épargne logement) (p. 8175) : adopté (p. 8176)

Soutient l'amendement n° 5 de la commission (référence au contrôle des transferts financiers avec l'étranger) (p. 8176) : adopté (p. 8176)

Soutient l'amendement n° 7 de la commission (rédactionnel) (p. 8177) : adopté (p. 8178)

Soutient l'amendement n° 8 de la commission (extension de l'habilitation à l'adhésion des chambres d'agriculture des territoires d'outre-mer à l'assemblée permanente des chambres d'agriculture) (p. 8178) : adopté (p. 8178)

Soutient l'amendement n° 9 de la commission (référence à l'article 74 de la Constitution pour la consultation des territoires d'outre-mer sur les projets d'ordonnance) (p. 8178) : adopté après modification (p. 8178)

Article 2 (délais d'adoption des ordonnances et de dépôt du projet de loi de ratification)

Soutient l'amendement n° 10 de la commission (dépôt de plusieurs projets de loi de ratification) (p. 8178) : adopté (p. 8179)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [25 février 1998] (p. 1626)

Son intervention (p. 1627)

Thèmes :

Ordonnances (p. 1627)
Parlement : Sénat (p. 1627)
TOM et collectivités territoriales d'outre-mer :
Nouvelle-Calédonie (p. 1628)

François LAMY
Essonne (6^{ème} circonscription)
Socialiste

Élu le 1^{er} juin 1997

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 13 juin 1997]
(p. 9390)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et
des forces armées [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9423)

Rapporteur pour avis du projet de loi portant règlement
définitif du budget de 1995 (n° 33) [3 septem-
bre 1997]

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances
rectificative pour 1997 (n° 447) [19 novembre 1997]

Rapporteur pour avis du projet de loi portant règlement
définitif du budget 1996 (n° 587) [12 mai 1998]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire
chargée de proposer un texte sur les dispositions
restant en discussion du projet de loi instituant une
commission consultative du secret de la défense
nationale [J.O. du 27 mai 1998] (p. 8082)

DÉPÔTS

Rapport pour avis déposé au nom de la commission de
la défense nationale et des forces armées sur le projet
de loi de finances rectificative pour 1997 (n° 447)
[26 novembre 1997] (n° 485)

Rapport pour avis déposé au nom de la commission de
la défense nationale et des forces armées, sur le projet
de loi (n° 33), portant règlement définitif du budget
de 1995 [18 juin 1998] (n° 996)

Rapport pour avis déposé au nom de la commission de
la défense nationale et des forces armées, sur le projet
de loi (n° 587), portant règlement définitif du budget
1996 [18 juin 1998] (n° 997)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

**Projet de loi n° 199 portant réforme du service
national**

PREMIÈRE LECTURE

**Avant la discussion des articles [18 septembre 1997]
(p. 3231, 3266)**

Son intervention (p. 3258)

Thèmes :

Défense : loi de programmation militaire (p. 3259)

Défense : rendez-vous citoyen (p. 3259, 3260)

Défense : réserves (p. 3259)

Défense : service national : généralités (p. 3259)

Défense : volontaires du service national actif
(VSNA) (p. 3259)

Enseignement : programmes : défense (p. 3259)

**Discussion des articles [18 septembre 1997] (p. 3279,
3308) ; [22 septembre 1997] (p. 3341, 3386)**

*Article 1er (création d'un livre premier du code du
service national)*

*Article L. 114-1 du code du service national :
enseignement des principes de la défense par
l'Education nationale*

Intervient sur l'amendement n° 34 de M. Pierre
Lellouche (enseignement par des militaires d'active
ou de réserve) (p. 3325, 3326)

*Article L. 114-3 du code du service national : contenu
de l'appel de préparation à la défense*

Intervient sur le sous-amendement n° 220 de M. Michel
Voisin (rédactionnel) à l'amendement n° 115 de la
commission (contenu de l'appel de préparation à la
défense) (p. 3345)

*Article L. 114-4 du code du service national : date de
l'appel de la préparation à la défense*

Intervient sur l'amendement n° 156 de M. Guy Teissier
(comité d'organisation de la journée d'appel) (p. 3351)

Intervient sur l'amendement n° 20 de M. Arthur Paecht
(choix de la date de la journée d'appel) (p. 3351)

NOUVELLE LECTURE

**Avant la discussion des articles [13 octobre 1997]
(p. 3895)**

Son intervention (p. 3899)

Thèmes :

Défense : rendez-vous citoyen (p. 3900)

Défense : volontaires du service national actif
(VSNA) (p. 3900)

Emploi : jeunes (p. 3900)

Enseignement : programmes : défense (p. 3899, 3900)

LECTURE DÉFINITIVE

**Avant la mise aux voix du dernier texte voté par
l'Assemblée nationale [21 octobre 1997] (p. 4362)**

Son intervention (p. 4367)

Thème :

Défense : armée : professionnalisation (p. 4367)

**Projet de loi de finances rectificative n° 447 pour
1997**

Rapporteur pour avis de la commission de la défense
nationale et des forces armées, suppléé par M. Jean-
Marie Bockel

PREMIÈRE LECTURE

**Discussion des articles [3 décembre 1997] (p. 6889,
6931)**

*Article 2 (versement au budget général des excédents
financiers du contrat Bali-Bravo)*

Intervient sur l'amendement n° I de M. Pierre Lellouche (de suppression) (p. 6891)

Projet de loi n° 29 autorisant la ratification du protocole sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi des mines, pièges et autres dispositifs tel qu'il a été modifié le 3 mai 1996 (protocole II, tel qu'il a été modifié le 3 mai 1996), annexé à la convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [25 juin 1998] (p. 5390)

Son intervention (p. 5399)

Thème :

Armes : mines anti-personnel (p. 5399, 5400)

Projet de loi n° 33 portant règlement définitif du budget de 1995

Rapporteur pour avis de la commission de la défense nationale et des forces armées

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [25 juin 1998] (p. 5419)

Son intervention (p. 5423)

Thèmes :

Défense : crédits (p. 5423, 5424)

Finances publiques : déficit budgétaire (p. 5424)

Lois de règlement (p. 5423)

Robert LAMY

*Rhône (8^{ème} circonscription)
Rassemblement pour la République*

Élu le 1^{er} juin 1997

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9391)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9422)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme du service national [J.O. du 9 octobre 1997] (p. 14689)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Industrie. Textile et habillement. Cotisations sociales, réduction, maintien [8 octobre 1997] (p. 3775)
Transports aériens. Air France. Perspectives [9 juin 1998] (p. 4798)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 355, posée le 12 mai 1998. Police. Restructuration (J.O. Questions p. 3725). Appelée le 19 mai 1998. Commissariats, maintien, perspectives, Tarare (p. 4038)

DÉBATS

Projet de loi n° 780 d'orientation relatif à la lutte contre les exclusions

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [6 mai 1998] (p. 3515); [7 mai 1998] (p. 3533, 3562); [12 mai 1998] (p. 3649, 3684); [13 mai 1998] (p. 3741, 3776); [14 mai 1998] (p. 3815, 3872); [18 mai 1998] (p. 3931, 3975); [19 mai 1998] (p. 4076, 4102); [20 mai 1998] (p. 4205)

Article 30 (création d'une taxe sur les logements vacants)

Son amendement n° 44 soutenu par M. Jean Le Garrec (de suppression) (p. 3796) : rejeté (p. 3798)

Édouard LANDRAIN

*Loire-Atlantique (5^{ème} circonscription)
Union pour la démocratie française
puis Union pour la démocratie française-Alliance*

Élu le 1^{er} juin 1997

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9391), devenu groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance [J.O. du 25 juin 1998] (p. 9698)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9422)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 885 relative à la création de crèches dans les communes de moins de 20 000 habitants [13 mai 1998]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Sports. Sports mécaniques. Grand prix de France [16 décembre 1997] (p. 7856)

TVA. Champ d'application. Subventions versées aux associations culturelles et sportives [1^{er} avril 1998] (p. 2327)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 330, posée le 5 mai 1998. Culture. Maisons des jeunes et de la culture (J.O. Questions p. 3449). Appelée le 12 mai 1998. Financement, Loire-Atlantique (p. 3631)

DÉBATS**Projet de loi n° 200 relatif au développement d'activités pour l'emploi des jeunes****PREMIÈRE LECTURE**

Discussion des articles [15 septembre 1997] (p. 2995) ; [16 septembre 1997] (p. 3050, 3092) ; [17 septembre 1997] (p. 3121)

Article 1er (aide à la création d'activités d'utilité sociale pour l'emploi des jeunes)

Article L. 322-4-18 du code du travail (conventions relatives à la création d'activités d'utilité sociale)

Intervient sur l'amendement n° 198 du Gouvernement (instauration d'une clause de formation) (p. 3057)

Intervient sur l'amendement n° 105 de M. Guy Hascoët (exclusion des activités d'insertion ayant débouché sur la création d'emplois véritables) (p. 3061)

Projet de loi de finances n° 230 pour 1998**PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER**

Discussion des articles [15 octobre 1997] (p. 4062) ; [16 octobre 1997] (p. 4089, 4121, 4157) ; [17 octobre 1997] (p. 4191, 4218, 4268)

Après l'article 22

Son amendement n° 278 corrigé soutenu par M. Jean-Jacques Jégou (majoration du prélèvement sur les jeux exploités par la Française des jeux affecté au Fonds national pour le développement du sport) (p. 4334) : devenu sans objet (p. 4335)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**JEUNESSE ET SPORTS**

Examen du fascicule [7 novembre 1997] (p. 5573)
Son intervention (p. 5578)

Thèmes avant la procédure des questions :

Jeux et paris : Française des jeux : sports (p. 5578)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de la jeunesse et des sports : crédits (p. 5578)

Sports : coupe du monde de football (p. 5578)

Sports : dopage (p. 5579)

Sports : Fonds national pour le développement du sport (FNDS) (p. 5578)

Sports : installations sportives (p. 5579)

Procédure des questions :

Sports : stades (p. 5592)

CULTURE ET COMMUNICATION**II - CULTURE**

Examen du fascicule [12 novembre 1997] (p. 5631)

Procédure des questions :

Audiovisuel et communication : cinéma (p. 5650)

Projet de loi n° 303 de financement de la sécurité sociale pour 1998**PREMIÈRE LECTURE**

Avant la discussion des articles [27 octobre 1997] (p. 4705, 4731, 4773) ; [28 octobre 1997] (p. 4811)
Son intervention (p. 4800)

Thème :

Retraites : généralités (p. 4800)

Discussion des articles [28 octobre 1997] (p. 4832, 4853, 4890) ; [29 octobre 1997] (p. 4923, 4963, 4995) ; [30 octobre 1997] (p. 5028) ; [31 octobre 1997] (p. 5159)

Article 20 (réduction du taux de prise en charge des cotisations sociales par l'allocation de garde d'enfants à domicile)

Intervient sur l'amendement n° 36 de M. Jean-Luc Prével (de suppression) (p. 5037)

Intervient sur l'amendement n° 44 de M. Christian Kert (de suppression) (p. 5037)

Intervient sur l'amendement n° 85 de Mme Marie-Thérèse Boisseau (de suppression) (p. 5037)

Intervient sur l'amendement n° 86 de M. Pierre-Christophe Baguet (de suppression) (p. 5037)

Intervient sur l'amendement n° 88 de M. Jean-Jacques Jégou (de suppression) (p. 5037)

Intervient sur l'amendement n° 40 de M. Bernard Accoyer (de suppression) (p. 5037)

Intervient sur l'amendement n° 149 de M. Étienne Pinte (de suppression) (p. 5037)

Intervient sur l'amendement n° 287 de M. Thierry Mariani (de suppression) (p. 5037)

Article 21 (création d'un fonds d'accompagnement social pour la modernisation des hôpitaux)

Son intervention (p. 5044)

Intervient sur l'amendement n° 185 de la commission (extension de l'aide aux établissements privés) (p. 5046)

Intervient sur l'amendement n° 183 de la commission (extension de l'aide aux établissements privés) (p. 5046)

Intervient sur l'amendement n° 184 de la commission (respect du schéma régional d'organisation sanitaire) (p. 5046)

Intervient sur l'amendement n° 185 de la commission (extension de l'aide aux établissements privés) (p. 5046)

Intervient sur l'amendement n° 186 de la commission (décret en Conseil d'Etat) (p. 5046)

Intervient sur l'amendement n° 187 de la commission (rapport annuel au Parlement sur l'utilisation du fonds) (p. 5046)

Proposition de loi n° 599 portant diverses mesures urgentes relatives à la sécurité et à la promotion d'activités sportives

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [22 janvier 1998] (p. 511)

Son intervention (p. 514)

Thèmes :

Audiovisuel et communication (p. 515)

Collectivités territoriales (p. 515)

Enseignement technique et professionnel : diplômés : sports de montagne (p. 515)

Sports : coupe du monde de football (p. 515)

Sports : stades : sécurité publique (p. 515)

Discussion des articles [22 janvier 1998] (p. 520)

Article 1er (conditions d'homologation des enceintes destinées à accueillir des manifestations sportives)

Intervient sur l'amendement n° 3 du Gouvernement (rôle des représentants de l'Etat dans la procédure d'homologation) (p. 520)

Après l'article 2

Intervient sur l'amendement n° 2 corrigé de M. Patrick Leroy (définition d'un périmètre de sécurité après concertation entre le maire, les organisateurs de la manifestation sportive et les autorités de police) (p. 522)

Article 3 (exercice d'activités d'éducateur sportif)

Intervient sur l'amendement n° 7 de M. Henri Nayrou (conditions d'exercice en France de la profession d'éducateur sportif par les ressortissants de l'Union européenne) (p. 523)

Après l'article 3

Intervient sur l'amendement n° 1 du Gouvernement (retransmission télévisuelle) (p. 525)

Son sous-amendement n° 8 (possibilité de plusieurs services cessionnaires correspondant à plusieurs types de diffusion) à l'amendement n° 1 du Gouvernement : adopté (p. 525)

Son sous-amendement n° 9 (accès des journalistes) à l'amendement n° 1 du Gouvernement (p. 525) : rejeté (p. 526)

Son sous-amendement n° 10 (référence à la "compétition sportive") à l'amendement n° 1 du Gouvernement : rejeté (p. 526)

Son sous-amendement n° 11 (respect du droit à l'information par les fédérations sportives) à l'amendement n° 1 du Gouvernement : adopté (p. 526)

NOUVELLE LECTURE

Ses explications de vote [12 février 1998] (p. 1521)

LECTURE DÉFINITIVE

Ses explications de vote [25 février 1998] (p. 1667)

Projet de loi n° 512 d'orientation et d'incitation relatif à la réduction du temps de travail

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [29 janvier 1998] (p. 747, 785) ; [3 février 1998] (p. 935, 971) ; [4 février 1998]

(p. 1039, 1068) ; [5 février 1998] (p. 1110, 1150, 1199) ; [6 février 1998] (p. 1270)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 1448 de M. François d'Aubert (référence à une étude commandée par le Gouvernement) (p. 776)

Intervient sur les amendements n°s 1449 à 1462 de M. François d'Aubert (référence à des études commandées par le Gouvernement) (p. 776)

Article 1er (réduction à trente-cinq heures de la durée légale hebdomadaire du travail effectif des salariés)

Son intervention (p. 794)

Intervient sur l'amendement n° 373 de M. Thierry Mariani (négociation préalable d'un accord d'entreprise) (p. 987)

Intervient sur l'amendement n° 1084 de M. François Goulard (diminution facultative du temps de travail après accord d'entreprise ou de branche) (p. 994)

Après l'article 1er

Soutient l'amendement n° 1097 de M. François Goulard (entreprises dont l'activité est liée à une concession de service public) (p. 1016) : vote réservé (p. 1017)

Projet de loi n° 727 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [31 mars 1998] (p. 2288) ; [1er avril 1998] (p. 2331, 2373) ; [2 avril 1998] (p. 2404, 2449)

Après l'article 11

Son amendement n° 171 (exclusion de la base d'imposition à la TVA des subventions versées par les collectivités publiques aux associations à caractère non commercial) (p. 2334) : retiré (p. 2335)

Claude LANFRANCA

*Haute-Vienne (1^{ère} circonscription)
Socialiste*

Élu le 1^{er} juin 1997

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9390)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9422)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 2 juillet 1997] (p. 10060)

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 2 juillet 1997] (p. 10060)

Rapporteur pour avis du projet de loi autorisant la ratification du traité d'interdiction complète des essais nucléaires (n° 650) [3 février 1998]

DÉPÔT

Rapport pour avis déposé au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur le projet de loi (n° 650) autorisant la ratification du traité d'interdiction complète des essais nucléaires [13 février 1998] (n° 699)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**DÉBATS****Projet de loi de finances n° 230 pour 1998****DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****DÉFENSE****Examen du fascicule [12 novembre 1997] (p. 5674)**

Procédure des questions :

Défense : armée de terre : bases (p. 5732)

Projet de loi n° 650 autorisant la ratification du traité d'interdiction complète des essais nucléaires

Rapporteur pour avis de la commission de la défense nationale et des forces armées

PREMIÈRE LECTURE**Avant la discussion de l'article unique [24 février 1998] (p. 1574)**

Son intervention (p. 1576)

Thèmes :

Défense : dissuasion nucléaire (p. 1576)

Pays étrangers : Inde (p. 1576)

Pays étrangers : Pakistan (p. 1576)

Politique extérieure : désarmement : armes nucléaires (p. 1577)

Jack LANG

*Loir-et-Cher (1^{ère} circonscription)
Socialiste*

Élu le 1^{er} juin 1997

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9390)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9423)

Président de la commission des affaires étrangères [J.O. du 18 juin 1997] (p. 9560)

DÉPÔTS

Rapport d'information déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur la protection des droits de l'enfant dans le monde [7 octobre 1997] (n° 297)

Rapport d'information déposé au nom de la commission des affaires étrangères, sur la situation des femmes dans le monde [25 février 1998] (n° 733)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**DÉBATS****Déclaration du Gouvernement n° 493 présentée par M. Hubert Védrine, ministre des affaires étrangères sur la politique européenne**

[2 décembre 1997] (p. 6751, 6813)

Son intervention en qualité de président de la commission des affaires étrangères (p. 6770)

Thèmes :

Audiovisuel et communication (p. 6772, 6773)

Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) (p. 6772)

Pays étrangers : Turquie (p. 6771)

Politiques communautaires : budget (p. 6771)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 6772)

Union européenne : Commission (p. 6771)

Union européenne : élargissement (p. 6771, 6772)

Union européenne : institutions communautaires (p. 6772)

Union européenne : Traité d'Amsterdam (p. 6770)

Proposition de résolution n° 817 sur les recommandations de la Commission européenne relatives au passage à la monnaie unique :

- recommandation de la Commission en vue d'une recommandation du Conseil conformément à l'article 109 J, paragraphe 2, du traité (n° E 1045),

- recommandations de décisions du Conseil abrogeant les décisions constatant l'existence d'un déficit excessif en Belgique, en Allemagne, en Espagne, en France, en Italie, en Autriche, au Portugal, en Suède et au Royaume-Uni - application de l'article 104 C, paragraphe 12, du Traité instituant la Communauté européenne (SEC [1998] 1999 final/n° E 1046)

Avant la discussion de l'article unique [21 avril 1998] (p. 2827, 2857)

Son intervention en qualité de président de la commission des affaires étrangères (p. 2836)

Thèmes :

Culture (p. 2838)

Finances publiques : déficit budgétaire (p. 2837)

Finances publiques : politique budgétaire (p. 2837)

Politique économique : généralités (p. 2837)

Politique économique : politique monétaire (p. 2838)

Recherche (p. 2838)

Union européenne : Banque centrale européenne (BCE) (p. 2837)

Union européenne : Conseil de l'Euro (p. 2837)

Union européenne : construction européenne (p. 2837 à 2839)

Union européenne : élargissement (p. 2838)

Union européenne : euro : monnaie unique (p. 2837, 2838)

Union européenne : institutions communautaires (p. 2838)

Union européenne : système monétaire européen (SME) (p. 2837)

Pierre LASBORDES

*Essonne (5^{ème} circonscription)
Rassemblement pour la République*

Élu le 1^{er} juin 1997

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9391)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9422)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la sécurité et à la promotion d'activités sportives [J.O. du 5 février 1998] (p. 1951)

Membre de la mission d'information commune sur la prévention et la lutte contre les exclusions [J.O. du 5 mars 1998] (p. 3424)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation relatif à la lutte contre l'exclusion [J.O. du 28 mars 1998] (p. 4824)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Recherche. Commissariat à l'énergie atomique (CEA). Plan social [21 avril 1998] (p. 2826)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 230 pour 1998

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

EDUCATION NATIONALE, RECHERCHE ET TECHNOLOGIE

II - ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

III - RECHERCHE ET TECHNOLOGIE

Examen du fascicule [13 novembre 1997] (p. 5796, 5812)

Son intervention (p. 5814)

Thèmes avant la procédure des questions :

Entreprises : petites et moyennes entreprises : recherche développement (p. 5815)

Recherche : Centre national de la recherche scientifique (CNRS) (p. 5814)

Recherche : crédits (p. 5814)

Proposition de loi n° 599 portant diverses mesures urgentes relatives à la sécurité et à la promotion d'activités sportives

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [22 janvier 1998] (p. 511)

Son intervention (p. 517)

Thèmes :

Audiovisuel et communication (p. 518)

Collectivités territoriales (p. 517)

Droit pénal : délinquance et criminalité : stades (p. 517)

Enseignement technique et professionnel : diplômés : sports de montagne (p. 517)

Sports : stades : sécurité publique (p. 517)

NOUVELLE LECTURE

Ses explications de vote [12 février 1998] (p. 1522)

Abstention du groupe du Rassemblement pour la République (p. 1522)

LECTURE DÉFINITIVE

Ses explications de vote [25 février 1998] (p. 1665)

Abstention du groupe du Rassemblement pour la République (p. 1665)

Jean LAUNAY

*Lot (2^{ème} circonscription)
Socialiste*

Élu le 7 juin 1998 (voir indications préliminaires) [J.O. du 9 juin 1998] (p. 8731)

N'appartient à aucun groupe [J.O. du 9 juin 1998] (p. 8731)

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 18 juin 1998] (p. 9302)

NOMINATION

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 3 juillet 1998] (p. 10187)

Jacqueline LAZARD

*Finistère (7^{ème} circonscription)
Socialiste*

Élue le 1^{er} juin 1997

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9390)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9422)

Membre suppléante de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la pêche maritime et aux cultures marines [J.O. du 23 octobre 1997] (p. 15469)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Aquaculture et pêche professionnelle. Matériels et zones de pêche. Politiques communautaires [4 novembre 1997] (p. 5328)

Aquaculture et pêche professionnelle. bateaux de pêche. Naufrages, lutte et prévention [25 février 1998] (p. 1619)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 102, posée le 7 janvier 1998. Défense. Marine (J.O. Questions p. 30). Appelée le 13 janvier 1998. Accidents maritimes, intervention (p. 129)

DÉBATS

Projet de loi n° 46 d'orientation sur la pêche maritime et les cultures marines

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [24 septembre 1997] (p. 3436)

Son intervention (p. 3458)

Thèmes :

Politiques communautaires : politique d'orientation pour la pêche (p. 3458)

Travail : sécurité (p. 3458)

Discussion des articles [24 septembre 1997] (p. 3466)

Après l'article 9 bis

Son amendement n° 36 (participation du conjoint aux assemblées générales des organes de direction des coopératives maritimes) : adopté (p. 3472)

Après l'article 37

Son amendement n° 26 (statut des personnes embarquées en sus de la décision d'effectifs) : retiré (p. 3490)

Projet de loi de finances n° 230 pour 1998

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE ET PÊCHE, BAPSA

Examen du fascicule [23 octobre 1997] (p. 4535)

Son intervention (p. 4558)

Thèmes avant la procédure des questions :

Agriculture : crédits (p. 4558)

Aquaculture et pêche professionnelle (p. 4558, 4559)

Enseignement technique et professionnel : programmes : aquaculture et pêche professionnelle (p. 4559)

Politiques communautaires : politique d'orientation pour la pêche (p. 4559)

Procédure des questions :

Aquaculture et pêche professionnelle (p. 4585)

Projet de loi n° 780 d'orientation relatif à la lutte contre les exclusions

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [6 mai 1998] (p. 3515) ; [7 mai 1998] (p. 3533, 3562) ; [12 mai 1998] (p. 3649, 3684) ; [13 mai 1998] (p. 3741, 3776) ; [14 mai 1998] (p. 3815, 3872) ; [18 mai 1998] (p. 3931, 3975) ; [19 mai 1998] (p. 4076, 4102) ; [20 mai 1998] (p. 4205)

Article 1er (affirmation du caractère prioritaire de la lutte contre les exclusions)

Son intervention (p. 3522)

Thierry LAZARO

*Nord (6^{ème} circonscription)
Rassemblement pour la République*

Élu le 1^{er} juin 1997

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9391)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9423)

Juge suppléant de la Cour de justice de la République [J.O. du 26 juin 1997] (p. 9832)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 556 tendant à fixer les dates d'ouverture et à modifier les dates de clôture de la chasse des oiseaux migrateurs (gibier d'eau et oiseaux migrateurs terrestres) [17 décembre 1997]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Drogue. Toxicomanie. Lutte et prévention, rave parties, Seine-et-Marne [5 mai 1998] (p. 3382)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 408, posée le 2 juin 1998. Déchets, pollutions et nuisances. Installations classées (J.O. Questions p. 4622). Appelée le 9 juin 1998. Bâtiments d'élevage, implantation, zone frontalière belge, Esplechin (p. 4776)

Christine LAZERGES

*Hérault (3^{ème} circonscription)
Socialiste*

Élue le 1^{er} juin 1997

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 13 juin 1997]
(p. 9390)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9423)

Vice-présidente de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 18 juin 1997] (p. 9560)

Juge titulaire de la Haute Cour de justice [J.O. du 26 juin 1997] (p. 9832)

Membre titulaire du conseil d'administration du conservatoire de l'espace Littoral et des rivages lacustres [J.O. du 10 juillet 1997] (p. 10491)

Membre suppléante de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'inscription d'office des personnes âgées de dix-huit ans sur les listes électorales [J.O. du 16 octobre 1997] (p. 15040)

Chargée d'une mission temporaire auprès de M. le Premier Ministre [J.O. du 2 décembre 1997] (p. 17397)

Membre suppléante de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la nationalité [J.O. du 23 janvier 1998] (p. 1111)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la prévention et à la répression des infractions sexuelles ainsi qu'à la protection des mineurs [J.O. du 10 avril 1998] (p. 5626)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation et d'incitation relatif à la réduction du temps de travail [J.O. du 10 avril 1998] (p. 5626)

Rapporteuse du projet de loi renforçant la protection de la présomption d'innocence et les droits des victimes (n° 1079) [8 octobre 1998]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Aménagement du territoire. Politique de la ville. Perspectives [3 juin 1998] (p. 4631)

*DÉBATS***Projet de loi n° 202 relatif à la prévention et à la répression des infractions sexuelles ainsi qu'à la protection des mineurs**

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 septembre 1997] (p. 3495, 3516)

Son intervention (p. 3503)

Thèmes :

- Droit pénal : agressions sexuelles : mineurs (p. 3504)
- Droit pénal : agressions sexuelles : prescription (p. 3504)
- Droit pénal : bizutage (p. 3504)
- Droit pénal : injonction de soins (p. 3505)
- Droit pénal : interdiction professionnelle (p. 3505)
- Droit pénal : mineurs : auditions (p. 3504)
- Droit pénal : mineurs : représentation (p. 3504)
- Droit pénal : tourisme sexuel : extraterritorialité (p. 3505)
- Système pénitentiaire : médecine pénitentiaire (p. 3505)

Discussion des articles [30 septembre 1997] (p. 3535) ; [1er octobre 1997] (p. 3564, 3618)

Article 1er (suivi socio-judiciaire)

Article 131-36-1 du code pénal : contenu et durée du suivi socio-judiciaire

Intervient sur l'amendement n° 62 rectifié de M. Jean-Luc Warsmann (injonction de soins dans le suivi socio-judiciaire) (p. 3540)

Article 131-36-2 du code pénal : injonction de soins

Son amendement n° 91 (obligation spécifique de soins) : rejeté (p. 3542)

Avant l'article 7

Intervient sur l'amendement n° 23 de la commission (rédactionnel) (p. 3574)

Intervient sur l'amendement n° 111 de M. Christian Estrosi (qualification de viol pour toutes les agressions sexuelles commises contre les mineurs de moins de 15 ans) (p. 3578)

Intervient sur l'amendement n° 126 de M. Charles de Courson (alignement du régime des mineurs de plus de 15 ans sur celui des mineurs de moins de 15 ans) (p. 3578)

Après l'article 18

Son amendement n° 82 rectifié (délai de prescription applicable aux actes criminels commis contre les mineurs) (p. 3595) : adopté (p. 3596)

Son amendement n° 157 (délai de prescription applicable aux actes délictuels commis à l'encontre des mineurs) : adopté (p. 3596)

Article 19 (articles 706-47 à 706-54 du code de procédure : protection des mineurs victimes d'infractions sexuelles)

Article 706-47 du code de procédure pénale : délai de prescription des infractions commises contre des mineurs

Son amendement n° 77 corrigé soutenu par M. François Colcombet (délai de prescription lorsque la victime est mineure) : adopté (p. 3619)

Son amendement n° 78 soutenu par M. François Colcombet (de conséquence) : adopté (p. 3619)

Article 33 (abrogations de coordination)

Son amendement n° 80 (suppression de l'article 87-1 du code de procédure pénale) : adopté (p. 3635)

Ses explications de vote (p. 3639)

Vote pour du groupe socialiste (p. 3639)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [20 janvier 1998] (p. 423)

Son intervention (p. 428)

Thèmes :

Associations (p. 428, 429)

Droit pénal : agressions sexuelles : prescription (p. 428)

Droit pénal : agressions sexuelles : récidive (p. 428)

Droit pénal : mineurs : auditions (p. 429)

Droit pénal : mineurs : représentation (p. 428, 429)

Droit pénal : suivi médico-judiciaire (p. 429)

Droit pénal : suivi socio-judiciaire (p. 428)

Droit pénal : tourisme sexuel : extraterritorialité (p. 429)

Enfants : droits de l'enfant (p. 428, 429)

Enseignement (p. 429)

Justice : victimes (p. 428)

Parlement : Sénat (p. 428, 429)

Discussion des articles [20 janvier 1998] (p. 430)

Article 10 supprimé par le Sénat (articles 225-16-1 à 225-16-3 du code pénal : création du délit de bizutage)

Intervient sur l'amendement n° 21 de la commission (rétablissement de l'article : répression des excès de bizutage) (p. 443)

Article 18 A supprimé par le Sénat (article 2-2 du code de procédure pénale : recevabilité de la constitution de partie civile d'une association dont l'objet statutaire est de lutter contre les violences sexuelles)

Son amendement n° 104 (nécessité de l'accord du représentant légal dans le seul cas où le mineur est âgé de moins de treize ans) (p. 448) : adopté (p. 449)

Après l'article 33

Intervient sur l'amendement n° 99 du Gouvernement (application aux prescriptions en cours de la règle selon laquelle le délai de prescription ne débute qu'à la majorité de la victime) (p. 459)

Ses explications de vote (p. 460)

Vote pour du groupe socialiste (p. 460)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Procédure d'examen simplifiée [3 juin 1998] (p. 4639)

Son intervention (p. 4641)

Thèmes :

Droit pénal : agressions sexuelles (p. 4642)

Droit pénal : injonction de soins (p. 4642)

Droit pénal : mineurs : auditions (p. 4642)

Droit pénal : suivi socio-judiciaire (p. 4642)

Parlement : commissions mixtes paritaires (p. 4641)

Projet de loi n° 328 relatif à la nationalité et modifiant le code civil

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [26 novembre 1997] (p. 6401, 6431) ; [27 novembre 1997] (p. 6471, 6507)

Son intervention (p. 6488)

Thèmes :

Droit civil : capacité juridique (p. 6489)

Enfants : droits de l'enfant : nationalité (p. 6489)

Etrangers : intégration (p. 6488)

Nationalité : acquisition à raison de la naissance et de la résidence en France (p. 6488)

Nationalité : acquisition par déclaration de nationalité (p. 6488)

Discussion des articles [28 novembre 1997] (p. 6539, 6570, 6607)

Article 1er (article 21-7 du code civil : acquisition de la nationalité française à raison de la naissance et de la résidence en France)

Intervient sur les amendements n°s 73, 71, 69, 61, 65, 59, 63, 67, 72, 70, 68, 64, 60, 58, 62 et 66 de M. Thierry Mariani (subordination de l'acquisition de la nationalité française à l'absence de toute condamnation judiciaire) (p. 6613)

Article 2 (article 21-8 du code civil : faculté de décliner la qualité de Français)

Intervient sur l'amendement n° 534 de M. Renaud Donnedieu de Vabres (de suppression) (p. 6635)

Intervient sur l'amendement n° 553 de M. Rudy Salles (de suppression) (p. 6635)

Intervient sur l'amendement n° 623 de M. Renaud Dutreil (de suppression) (p. 6635)

Intervient sur l'amendement n° 636 de Mme Nicole Catala (de suppression) (p. 6635)

Déclaration du Gouvernement n° 636 présentée par Mme Elisabeth Guigou, Garde des sceaux, ministre de la justice, sur la réforme de la justice ; débat sur cette déclaration

[15 janvier 1998] (p. 325)

Son intervention (p. 366)

Thèmes :

Droit pénal : indemnisation (p. 366)

Etat : ministres : justice (p. 368)

Justice : aide juridictionnelle (p. 366)

Justice : carte judiciaire (p. 366)

Justice : Conseil supérieur de la magistrature (p. 368)

Justice : magistrats (p. 367)

Justice : médiation (p. 367)

Justice : parquet (p. 367, 368)

Projet de loi constitutionnelle n° 835 relatif au Conseil supérieur de la magistrature

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [2 juin 1998] (4585)
Son intervention (p. 4608)

Thèmes :

- Justice : Conseil supérieur de la magistrature (p. 4609)
- Justice : Conseil supérieur de la magistrature : Constitution (p. 4609)
- Justice : Conseil supérieur de la magistrature : histoire (p. 4608, 4609)
- Justice : indépendance (p. 4608)

Marylise LEBRANCHU

*Finistère (4^{ème} circonscription)
Socialiste*

*Secrétaire d'Etat aux petites et moyennes entreprises,
au commerce et à l'artisanat*

Élue le 1^{er} juin 1997

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9390)

Est nommée secrétaire d'Etat aux petites et moyennes entreprises, au commerce et à l'artisanat. Décret du 4 juin 1997 [J.O. du 5 juin 1997] (p. 9121)

Cessation de son mandat de députée le 4 juillet 1997 (voir indications préliminaires) [J.O. du 6 juillet 1997] (p. 10294)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9422)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Membre du Gouvernement

RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

M. Jérôme Cahuzac. Entreprises. Petites et moyennes entreprises (PME). Aides de l'Etat [15 octobre 1997] (p. 4016)

M. François Colcombet. Consommation. Sécurité alimentaire. Viandes de boucherie, indication d'origine, contrôle [18 novembre 1997] (p. 6076)

Mme Véronique Neiertz. Politique sociale. Surendettement. Lutte et prévention [2 décembre 1997] (p. 6747)

M. Jacques Fleury. Entreprises. Petites et moyennes entreprises (PME). Politique et réglementation [27 janvier 1998] (p. 570)

M. Jean-Paul Bret. Commerce et artisanat. Boulangerie et pâtisserie. Appellation, réglementation [4 mars 1998] (p. 1925)

M. Didier Chouat. Entreprises. Délocalisations. Sièges sociaux, régime fiscal et social [6 mai 1998] (p. 3459)

M. Jean-Claude Daniel. Agroalimentaire. Equarissage. Financement, taxe, conséquences, bouchers et charcutiers [20 mai 1998] (p. 4202)

M. Henry Chabert. Entreprises. Petites et moyennes entreprises (PME). Politique et réglementation [17 juin 1998] (p. 5092)

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT DE

M. Marcel Dehoux. Environnement. Politiques communautaires. Protection de la nature, réseau Natura 2000, mise en œuvre [7 octobre 1997] (p. 3667)

M. Jean-Louis Fousseret. Enseignement maternel et primaire. Fonctionnement. Visites et sorties, sécurité, réglementation [7 octobre 1997] (p. 3666)

M. Gilbert Meyer. Commerce et artisanat. Artisanat. Exercice de la profession, qualification [7 octobre 1997] (p. 3668)

M. Jean-Claude Decagny. Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Maubeuge [25 novembre 1997] (p. 6235)

M. Alain Cousin. Police. Fonctionnement. Effectifs de personnel, Coutances [25 novembre 1997] (p. 6237)

M. Didier Quentin. Commerce et artisanat. Coiffure. Perspectives [9 décembre 1997] (p. 7158)

M. Jacques Desallangre. Transports par eau. Canal Seine Nord. Combiné rail route [9 décembre 1997] (p. 7156)

M. Bernard Schreiner. Aménagement du territoire. Villes. Friches industrielles, réhabilitation, Bischwiller [9 décembre 1997] (p. 7159)

M. Laurent Dominati. Déchets, pollutions et nuisances. Bruits et pollution atmosphérique. Lutte et prévention, Paris [9 décembre 1997] (p. 7161)

M. Roland Blum. Entreprises. Petites et moyennes entreprises (PME). Garantie Société française pour l'assurance du capital risque des PME (SOFARIS), fonctionnement [3 mars 1998] (p. 1813)

M. Gilbert Meyer. Entreprises. Réglementation. Artisans travaillant en Allemagne [3 mars 1998] (p. 1815)

M. Claude Jacquot. Consommation. Associations de consommateurs. Financement [7 avril 1998] (p. 2587)

M. Jean-Pierre Blazy. Commerce extérieur. Commerce hors taxe. Politiques communautaires [19 mai 1998] (p. 4047)

M. Pascal Terrasse. Enseignement supérieur. Institut universitaire de formation des maîtres (IUFM). Entretien des écoles annexes [19 mai 1998] (p. 4049)

M. Didier Quentin. Commerce et artisanat. Soldes. Réglementation [19 mai 1998] (p. 4048)

M. Marc Dumoulin. Commerce et artisanat. Artisanat. Exercice de la profession, qualification [2 juin 1998] (p. 4564)

M. François Dosé. Entreprises. Délais de paiement. Paiement inter-entreprises [9 juin 1998] (p. 4785)

M. Gilbert Meyer. Marchés publics. Code des marchés publics. Réforme [9 juin 1998] (p. 4784)

M. Pierre Lellouche. Commerce et artisanat. Ouverture le dimanche. Réglementation, dérogations, Coupe du monde de football [9 juin 1998] (p. 4787)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 230 pour 1998**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****ECONOMIE, FINANCES ET INDUSTRIE**

IV - PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES, COMMERCE ET ARTISANAT

Examen du fascicule [14 novembre 1997] (p. 5883)

Son intervention (p. 5896 à 5902)

Ses réponses (p. 5902 à 5910)

Thèmes avant la procédure des questions :

Aménagement du territoire : zones de redynamisation urbaine (p. 5900, 5901)

Aménagement du territoire : zones de revitalisation rurale (p. 5900, 5901)

Banques et établissements financiers : Banque du développement des petites et moyennes entreprises (BDPME) (p. 5897, 5899)

Chambres consulaires : chambres de commerce et d'industrie (p. 5900)

Chambres consulaires : chambres de métiers (p. 5900)

Commerce et artisanat : artisanat (p. 5899)

Commerce et artisanat : fonds d'intervention pour la sauvegarde de l'artisanat et du commerce (FISAC) (p. 5900)

Commerce extérieur : Centre français du commerce extérieur (CFCE) (p. 5899)

Emploi : politique de l'emploi (p. 5897, 5901, 5902)

Entreprises : charges (p. 5897, 5902)

Entreprises : compétitivité (p. 5899)

Entreprises : création (p. 5898)

Entreprises : formalités administratives (p. 5900)

Entreprises : petites et moyennes entreprises (p. 5898 à 5902)

Entreprises : sous-traitance (p. 5897)

Entreprises : transmission (p. 5899)

Formation professionnelle (p. 5899, 5900)

Impôt sur les sociétés (p. 5898)

Politique économique : crédit (p. 5898)

Politiques communautaires : politiques internes (p. 5897)

Professions libérales (p. 5901)

Régions : contrats de plan Etat-régions (p. 5900)

Travail : réduction du temps de travail (p. 5901)

Réponses aux questions :

Bâtiment et travaux publics : immeubles d'habitation : TVA (p. 5905) (M. Philippe Martin (51) (p. 5904, 5905)

Commerce et artisanat : conjoints (p. 5907) (M. Germain Gengenwin) (p. 5907)

Commerce et artisanat : fonds d'intervention pour la sauvegarde de l'artisanat et du commerce (FISAC) (p. 5902, 5903) (Mme Marie-Françoise Pérol-Dumont) (p. 5902)

Commerce et artisanat : grande distribution : ouverture le dimanche (p. 5909) (M. Christian Martin) (p. 5909)

Commerce et artisanat : métiers d'art : Ile-de-France (p. 5903) (M. Patrick Bloche) (p. 5903)

Commerce et artisanat : petit commerce : offices publics d'aménagement et de construction de la ville (OPAC) (p. 5904) (M. Daniel Marcovitch) (p. 5903, 5904)

Communes : recettes : TVA (p. 5904) (M. Yvon Abiven) (p. 5904)

Emploi : politique de l'emploi (p. 5905) (M. Philippe Martin (51)) (p. 5905)

Energie et carburants : stations-service (p. 5907) (M. Loïc Bouvard) (p. 5907)

Entreprises : formalités administratives (p. 5906) (M. Loïc Bouvard) (p. 5906)

Entreprises : formalités administratives (p. 5909) (M. Pierre Lequiller) (p. 5909)

Entreprises : transmission (p. 5908) (M. Roger Lestas) (p. 5908)

Formation professionnelle : apprentissage (p. 5910) (M. Christian Martin) (p. 5910)

Formation professionnelle : entreprises : création (p. 5906) (M. Germain Gengenwin) (p. 5906)

Politique économique : concurrence : marchés publics (p. 5908) (M. Daniel Boisserie) (p. 5907)

Travail : réduction du temps de travail (p. 5909, 5910) (M. Pierre Lequiller) (p. 5909)

Travail : travail clandestin (p. 5906, 5907) (M. Germain Gengenwin) (p. 5905, 5906, 5907)

Vote des crédits et articles rattachés [14 novembre 1997] (p. 5910)*Article 60 (actualisation de la taxe pour frais de chambres de métiers)*

Intervient sur l'amendement n° 173 rectifié de M. Didier Chouat (redevances perçues par les chambres de métiers lors de l'immatriculation) (p. 5911)

I - CHARGES COMMUNES - II - SERVICES FINANCIERS - MONNAIES ET MÉDAILLES (BUDGET ANNEXE) - COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR - TAXES PARAFISCALES - COMMERCE EXTÉRIEUR

Examen du fascicule [17 novembre 1997] (p. 5917, 5944)

Son intervention (p. 5937)

Thème avant la procédure des questions :

Consommation : Institut national de la consommation (INC) (p. 5937)

Proposition de loi n° 236 relative au renforcement de la veille sanitaire et du contrôle de la sécurité sanitaire des produits destinés à l'homme

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [8 janvier 1998] (p. 71)

Son intervention (p. 78)

Thème :

Santé : sécurité sanitaire (p. 79)

Projet de loi n° 727 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [31 mars 1998] (p. 2250, 2280)

Sa réponse (p. 2286)

Thèmes :

Administration : Commission pour la simplification des formalités (COSIFORM) (p. 2288)

Agroalimentaire : équarrissage (p. 2287)

Déchets, pollutions et nuisances : déchets : aliments pour animaux (p. 2287)

Entreprises : allègement des charges (p. 2287)

Entreprises : financement (p. 2287)

Entreprises : formalités administratives (p. 2286 à 2288)

Marchés publics (p. 2287)

Sécurité sociale : Union de recouvrement des cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales (URSSAF) (p. 2287)

Travail : bulletins de paie (p. 2287)

Discussion des articles [31 mars 1998] (p. 2288) ; [1er avril 1998] (p. 2331, 2373) ; [2 avril 1998] (p. 2404, 2449)

Ses interventions dans la discussion des amendements et sous-amendements (p. 2289 à 2303 ; 2452 à 2489)

Article 7 (suppression de l'obligation de tenue du livre de paie et simplification du bulletin de paie)

Soutient l'amendement n° 281 du Gouvernement (communication aux inspecteurs du travail de l'ensemble des pièces comptables afférentes à la paie des salariés) (p. 2300) : adopté (p. 2300)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [20 mai 1998] (p. 4145, 4213)

Son intervention dans la discussion des amendements et sous-amendements (p. 4151)

LECTURE DÉFINITIVE

Mise aux voix du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [3 juin 1998] (p. 4673)

Intervient sur l'amendement n° 4 de M. Jean-Luc Prétel (rétablissement du texte adopté par le Sénat) (p. 4683)

Proposition de loi n° 748 tendant à la détermination des conditions juridiques de l'exercice de la profession d'artisan boulanger

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [03 avril 1998] (p. 2544)

Son intervention (p. 2546)

Sa réponse (p. 2557)

Thèmes :

Aménagement du territoire : zones rurales (p. 2547, 2558)

Banques et établissements financiers : crédit : petit commerce (p. 2557)

Commerce et artisanat : boulangerie (p. 2546, 2547, 2557)

Commerce et artisanat : fermeture hebdomadaire (p. 2559)

Commerce et artisanat : fonds d'intervention pour la sauvegarde de l'artisanat et du commerce (FISAC) (p. 2557)

Commerce et artisanat : supermarchés (p. 2547, 2558)

Consommation : information des consommateurs (p. 2546, 2547, 2558, 2559)

Formation professionnelle (p. 2559)

Justice : Conseil d'Etat (p. 2546)

Discussion de l'article unique [03 avril 1998] (p. 2559)

Ses interventions dans la discussion des amendements et sous-amendements (p. 2560 à 2567)

Article unique (appellation de boulanger et enseigne de boulangerie)

Soutient l'amendement n° 7 du Gouvernement (suppression de l'article L.121-82 du code de la consommation relatif à la vente de pains fabriqués à partir de pâtes surgelées ou congelées) (p. 2566) : adopté (p. 2566)

Son intervention à l'issue du vote (p. 2569)

Projet de loi n° 780 d'orientation relatif à la lutte contre les exclusions

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 mai 1998] (p. 3392, 3415) ; [6 mai 1998] (p. 3466, 3495)

Son intervention (p. 3508)

Thème :

Politique sociale : surendettement (p. 3508)

Discussion des articles [6 mai 1998] (p. 3515) ; [7 mai 1998] (p. 3533, 3562) ; [12 mai 1998] (p. 3649, 3684) ; [13 mai 1998] (p. 3741, 3776) ; [14 mai 1998] (p. 3815, 3872) ; [18 mai 1998] (p. 3931, 3975) ; [19 mai 1998] (p. 4076, 4102) ; [20 mai 1998] (p. 4205)

Ses interventions dans la discussion des amendements et sous-amendements (p. 3900 à 3903 ; 3932 à 3963 ; 4077 à 4084)

Article 43 (article L. 331-2 du code de la consommation : fixation des ressources minimales du ménage par la commission de surendettement des particuliers)

Soutient l'amendement n° 986 du Gouvernement (dettes professionnelles des commerçants et artisans) (p. 3935)

Article 45 (article L. 331-4 du code de la consommation : droits des débiteurs)

Son intervention (p. 3942)

Article 47 (article L. 331-7 du code de la consommation : pouvoirs de la commission en cas d'échec de la conciliation)

Soutient l'amendement n° 981 du Gouvernement (conditions d'utilisation du produit de la vente forcée du logement principal) (p. 3945) : adopté (p. 3945)

Article 48 (article L. 331-7-1 du code de la consommation : mise en place d'un moratoire des dettes en cas d'échec des phases de conciliation et de recommandation)

Soutient l'amendement n° 991 du Gouvernement (conditions des remises totales ou partielles) (p. 3949) : retiré (p. 3955)

Soutient le sous-amendement n° 992 du Gouvernement (assistance d'un avocat dans le cadre de l'aide judiciaire) à l'amendement n° 79 de la commission (de conséquence) (p. 3954) : rejeté (p. 3954)

Après l'article 52

Soutient l'amendement n° 982 du Gouvernement (droits des personnes s'étant portées caution) (p. 3962) : adopté (p. 3962)

Article 73 (droit au compte bancaire)

Soutient l'amendement n° 995 du Gouvernement (application aux interdits bancaires) (p. 4084) : adopté (p. 4084)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 juin 1998] (p. 5535, 5552)

Son intervention (p. 5540)

Thèmes :

Personnes âgées : allocation dépendance (p. 5541)

Politique sociale : surendettement (p. 5540, 5541)

Discussion des articles [30 juin 1998] (p. 5561) ; [1^{er} juillet 1998] (p. 5582, 5604, 5665)

Ses interventions dans la discussion des amendements et sous-amendements (p. 5680 à 5695)

Article 48 précédemment réservé (article L. 331-7-1 du code de la consommation : mise en place d'un moratoire des dettes en cas d'échec des phases de conciliation et de recommandation)

Soutient le sous-amendement n° 333 du Gouvernement (de précision) à l'amendement n° 125 de la commission (assistance gratuite) (p. 5692, 5693) : adopté (p. 5693)

LECTURE DÉFINITIVE

Mise aux voix du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [9 juillet 1998] (p. 5745)

Soutient l'amendement n° 1 du Gouvernement (de suppression) (p. 5767) : rejeté (p. 5767)

Soutient l'amendement n° 2 du Gouvernement (suppression de la référence au ménage) (p. 5767) : retiré (p. 5768)

Gilbert LE BRIS

*Finistère (8^{ème} circonscription)
Socialiste*

Deviens député le 5 juillet 1997 (voir indications préliminaires) [J.O. du 6 juillet 1997] (p. 10295)

N'appartient à aucun groupe [J.O. du 6 juillet 1997] (p. 10295)

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 10 juillet 1997] (p. 10489)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 29 juillet 1997] (p. 11328)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions

restant en discussion du projet de loi relatif à la pêche maritime et aux cultures marines [J.O. du 23 octobre 1997] (p. 15469)

Membre suppléant du comité directeur du fonds d'investissement pour le développement économique et social des territoires d'outre-mer (fidestom) [J.O. du 7 novembre 1997] (p. 16219)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Industrie. Construction navale. Aides de l'Etat [25 février 1998] (p. 1620)

DÉBATS

Projet de loi n° 46 d'orientation sur la pêche maritime et les cultures marines

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [24 septembre 1997] (p. 3436)

Son intervention (p. 3450)

Thèmes :

Aquaculture et pêche professionnelle : produits de la mer (p. 3450)

Aquaculture et pêche professionnelle : zones de pêche (p. 3451)

Chômage : indemnisation (p. 3450, 3451)

Impôt sur le revenu : déduction des investissements en parts de copropriété de navires neufs (p. 3451)

Politiques communautaires : politique d'orientation pour la pêche (p. 3450)

Travail : contrats de travail (p. 3450)

Travail : sécurité (p. 3451)

Projet de loi de finances n° 230 pour 1998

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE ET PÊCHE, BAPSA

Examen du fascicule [23 octobre 1997] (p. 4535)

Procédure des questions :

Aquaculture et pêche professionnelle (p. 4585)

Jean-Marie LE CHEVALLIER

*Var (1^{ère} circonscription)
Non-inscrit*

Élu le 1^{er} juin 1997

N'appartient à aucun groupe [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9391)

Annulation de son élection sur décision n° 97-2209 du 6 février 1998 du Conseil constitutionnel (voir indications préliminaires) [J.O. du 11 février 1998] (p. 2187)

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9423)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 477 tendant à créer une carte de séjour temporaire unique d'un an pour les étrangers résidant en France plus de trois mois [26 novembre 1997]

Proposition de loi n° 478 relatif à la nationalité et modifiant le code civil [26 novembre 1997]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi n° 199 portant réforme du service national

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 septembre 1997] (p. 3231, 3266)

Son intervention (p. 3261)

Thèmes :

Défense : service national : généralités (p. 3261)

Enseignement : programmes : défense (p. 3261)

Discussion des articles [18 septembre 1997] (p. 3279, 3308) ; [22 septembre 1997] (p. 3341, 3386)

Article 1er (création d'un livre premier du code du service national)

Article L. 114-7 du code du service national : cas des Français résidant à l'étranger

Son amendement n° 265 (de suppression) : retiré (p. 3355)

Article L. 114-9 du code du service national : responsabilité de l'Etat en cas de dommages corporels

Son amendement n° 267 (de suppression) : retiré (p. 3358)

Article L. 114-10 du code du service national : préparation militaire

Son amendement n° 268 (de suppression) : retiré (p. 3361)

Article L. 114-11 du code du service national : dispositions transitoires

Son amendement n° 269 (de suppression) : adopté (p. 3365)

Projet de loi organique n° 223 relatif à l'exercice par les citoyens de l'Union européenne résidant en France, autres que les ressortissants français, du droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales, et portant transposition de la directive 94/80/CE du 19 décembre 1994

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [8 octobre 1998] (p. 3736)

Son intervention (p. 3749)

Thèmes :

Collectivités territoriales (p. 3749)

Constitution (p. 3749)

Etrangers : droit de vote (p. 3749)

Projet de loi de finances n° 230 pour 1998

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

DÉFENSE

Examen du fascicule [12 novembre 1997] (p. 5674)

Son intervention (p. 5710)

Thèmes avant la procédure des questions :

Défense : chars de combat (p. 5710)

Défense : crédits (p. 5710)

Défense : entreprises : généralités (p. 5711)

Défense : marine : professionnalisation (p. 5711)

Défense : porte-avions (p. 5710)

Projet de loi n° 328 relatif à la nationalité et modifiant le code civil

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [26 novembre 1997] (p. 6401, 6431) ; [27 novembre 1997] (p. 6471, 6507)

Son intervention (p. 6479)

Thèmes :

Nationalité : acquisition : référendums (p. 6479)

Nationalité : acquisition par filiation (p. 6479)

Nationalité : droit du sol (p. 6479)

Discussion des articles [28 novembre 1997] (p. 6539, 6570, 6607)

Avant l'article 1er

Son amendement n° 161 (acquisition de la nationalité française par filiation et par naturalisation) (p. 6541) : rejeté (p. 6543)

Son amendement n° 162 (suppression des articles permettant l'acquisition de la nationalité à raison de la naissance en France) (p. 6543) : rejeté (p. 6544)

Projet de loi n° 327 relatif à l'entrée et au séjour des étrangers en France et au droit d'asile

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 décembre 1997] (p. 6961, 7005, 7039)

Son intervention (p. 7052)

Thèmes :

Etrangers : conditions d'entrée et de séjour : référendums (p. 7053)

Etrangers : immigration : histoire (p. 7052)

Etrangers : intégration (p. 7052)

Nationalité : préférence nationale (p. 7053)

Discussion des articles [9 décembre 1997] (p. 7179, 7203) ; [10 décembre 1997] (p. 7239, 7273, 7297) ; [11 décembre 1997] (p. 7321, 7339, 7380) ; [12 décembre 1997] (p. 7413, 7453, 7504) ; [14 décembre 1997] (p. 7603, 7633, 7663) ; [15 décembre 1997] (p. 7698, 7736, 7770) ; [16 décembre 1997] (p. 7858, 7899)

Article 4 (article 12 bis de l'ordonnance du 2 novembre 1945 : personnes éligibles à la carte de séjour temporaire "situation personnelles et familiales")

Son amendement n° 118 (suppression du huitième alinéa du texte proposé : liens personnels et familiaux en France) (p. 7471) : non soutenu (p. 7472)

Article 11 précédemment réservé (défaut de déclaration d'entrée sur le territoire et suppression de l'interdiction administrative du territoire)

Son amendement n° 223 soutenu par M. Jean-Luc Warsmann (suppression du II de l'article 11 qui abroge la procédure d'interdiction administrative du territoire) : rejeté (p. 7932)

Article 15 précédemment réservé (article 28 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 : précisions concernant le régime des expulsions)

Son amendement n° 226 soutenu par M. Jean-Luc Warsmann (de suppression) (p. 7944) : rejeté (p. 7945)

Jean-Yves LE DÉAUT

*Meurthe-et-Moselle (6^{ème} circonscription)
Socialiste*

Élu le 1^{er} juin 1997

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9390)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9423)

Membre titulaire de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques [J.O. du 25 juin 1997] (p. 9805)

Président de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques [J.O. du 2 juillet 1997] (p. 10062)

Rapporteur pour avis du projet de loi relatif à l'entrée et au séjour des étrangers en France et au droit d'asile (n° 327) [26 novembre 1997]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'entrée et au séjour des étrangers en France et au droit d'asile [J.O. du 6 février 1998] (p. 1951)

Chargé d'une mission temporaire auprès de M. le Premier Ministre [J.O. du 8 mars 1998] (p. 3579)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques, sur les techniques des apprentissages essentiels pour une bonne insertion dans la société de l'information [4 juillet 1997] (n° 45)

Rapport déposé au nom de l'office parlementaire des choix scientifiques et technologiques, sur l'amiante dans l'environnement de l'homme : ses conséquences et son avenir [16 octobre 1997] (n° 329)

Rapport pour avis déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 327) relatif à l'entrée et au séjour des étrangers en France et au droit d'asile [26 novembre 1997] (n° 483)

Rapport déposé au nom de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques, sur images de synthèse et monde virtuel : techniques et enjeux de société [11 décembre 1997] (n° 526)

Proposition de loi n° 555 relative à la responsabilité des dommages liés à l'exploitation minière [17 décembre 1997]

Proposition de loi n° 582 visant à améliorer la protection des travailleurs et des populations exposées au risque amiante [17 décembre 1997]

Rapport déposé au nom de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques, sur "de la connaissance des gènes à leur utilisation"

Première partie : L'utilisation des organismes génétiquement modifiés dans l'agriculture et dans l'alimentation" [8 juillet 1998] (n° 1054)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Condamne l'obstruction de l'opposition et justifie la réserve des votes [15 décembre 1997] (p. 7767)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 230 pour 1998

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

EDUCATION NATIONALE, RECHERCHE ET TECHNOLOGIE

II - ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR - III - RECHERCHE ET TECHNOLOGIE

Examen du fascicule [13 novembre 1997] (p. 5796, 5812)

Son intervention (p. 5818)

Thème avant la procédure des questions :

Entreprises : petites et moyennes entreprises : recherche développement (p. 5819)

Vote des crédits et articles rattachés [13 novembre 1997] (p. 5830)

III - RECHERCHE ET TECHNOLOGIE

Après l'article 63

Son amendement n° 129 (rapport au Parlement sur l'accueil des chercheurs post-doctorat) (p. 5831) : retiré (p. 5832)

**ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT
ARTICLES ADDITIONNELS**

Discussion des articles [17 novembre 1997] (p. 5966, 6007) ; [18 novembre 1997] (p. 6032, 6079, 6116) ; [19 novembre 1997] (p. 6153)

Après l'article 61

Son amendement n° 130 (rapport sur l'application du dispositif du crédit d'impôt recherche) (p. 6111) : adopté (p. 6112)

Projet de loi n° 327 relatif à l'entrée et au séjour des étrangers en France et au droit d'asile

Rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 décembre 1997] (p. 6961, 7005, 7039)

Thèmes :

Etrangers : droit d'asile (p. 6984, 6985, 6989, 6990)

Etrangers : immigration (p. 6983)

Etrangers : intégration (p. 6985, 6988)

Etrangers : visas (p. 6983)

Politique extérieure : relations Nord-Sud (p. 6986)

Discussion des articles [9 décembre 1997] (p. 7179, 7203) ; [10 décembre 1997] (p. 7239, 7273, 7297) ; [11 décembre 1997] (p. 7321, 7339, 7380) ; [12 décembre 1997] (p. 7413, 7453, 7504) ; [14 décembre 1997] (p. 7603, 7633, 7663) ; [15 décembre 1997] (p. 7698, 7736, 7770) ; [16 décembre 1997] (p. 7858, 7899)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 584 de M. Thierry Mariani (instauration de quotas par nationalité) (p. 7190)

Article 1er (article 5 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 : motivation des refus de visas et allègement des formalités aux frontières)

Intervient sur le sous-amendement n° 1939 de M. François d'Aubert (possibilité d'obtenir le visa de plein droit réservée aux étrangers ayant servi dans une unité combattante de l'armée française) à l'amendement n° 967 de M. Noël Mamère (instauration d'un visa de plein droit pour les étrangers relevant de l'article 15 de l'ordonnance du 2 novembre 1945) (p. 7254)

Intervient sur les sous-amendements n° 1940, 1941, 1942 et 1943 de M. François d'Aubert (possibilité d'obtenir le visa de plein droit réservée aux étrangers ayant servi dans une unité combattante de l'armée française) à l'amendement n° 566 de M. André Gerin (impossibilité de refuser un visa aux étrangers visés par l'article 15 de l'ordonnance du 2 novembre 1945, sauf en cas de menace contre l'ordre public) (p. 7254)

Intervient sur le sous-amendement n° 1886 rectifié du Gouvernement (précision de la notion d'étudiant) à l'amendement n° 49 rectifié de la commission (extension de l'obligation de motivation du refus de visas aux étudiants inscrits dans un cycle d'études de l'enseignement supérieur en France) (p. 7310)

Article 4 (article 12 bis de l'ordonnance du 2 novembre 1945 : personnes éligibles à la carte de séjour temporaire "situation personnelle et familiale")

Intervient sur les amendements n°s 303 à 308 et 310 à 312 de M. Richard Cazenave (condition de durée du mariage de douze, onze, dix, neuf, huit, sept, six, cinq, quatre et trois mois) (p. 7464)

Intervient sur l'amendement n° 309 de M. Richard Cazenave (condition de durée du mariage de six mois) (p. 7464)

Article 5 (article 12 ter de l'ordonnance du 2 novembre 1945 : autres titulaires de la carte de séjour temporaire)

Intervient sur l'amendement n° 40 corrigé de M. Jacques Masdeu-Arus (exclusion du bénéfice de la carte de l'étranger qui a obtenu l'asile territorial) (p. 7485)

Intervient sur l'amendement n° 151 de M. Henri Cuq (exclusion du bénéfice de la carte de l'étranger qui a obtenu l'asile territorial) (p. 7485)

Intervient sur l'amendement n° 511 de M. Thierry Mariani (exclusion du bénéfice de la carte de l'étranger qui a obtenu l'asile territorial) (p. 7485)

Intervient sur l'amendement n° 1430 de M. Jean-Luc Warsmann (exclusion du bénéfice de la carte de l'étranger qui a obtenu l'asile territorial) (p. 7485)

Article 17 (article 29 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 : régime du regroupement familial)

Son rappel au règlement (cf. supra) [15 décembre 1997] (p. 7767)

Article 18 (article 31 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 : coordinations concernant les dispositions relatives au droit d'asile)

Son intervention (p. 7721)

Article 22 (titre de la loi n° 52-893 du 25 juillet 1952 portant création de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides)

Intervient sur l'amendement n° 191 de M. Henri Cuq (de suppression) (p. 7775)

Intervient sur l'amendement n° 829 de M. Henri Plagnol (de suppression) (p. 7775)

Intervient sur l'amendement n° 1059 de M. Pascal Clément (de suppression) (p. 7775)

Article 24 (article 2 de la loi n° 52-893 du 25 juillet 1952 : extension du champ du statut de réfugié)

Intervient sur l'amendement n° 620 de M. Thierry Mariani (suppression de la reconnaissance de la qualité de réfugié aux combattants de la liberté) (p. 7800)

Intervient sur l'amendement n° 848 de M. Henri Plagnol (suppression de la reconnaissance de la qualité de réfugié aux combattants de la liberté) (p. 7800)

Article 26 (article 2 de la loi n° 5252-893 du 25 juillet 1952 : saisine du Ministre de l'intérieur)

Soutient l'amendement n° 315 de la commission des affaires étrangères (possibilité pour le directeur de l'OFPRA et pour le président de la commission des affaires étrangères des recours d'accorder l'asile territorial) (p. 7808) : retiré (p. 7808)

Article 31 (article 13 de la loi n° 52-893 du 25 juillet 1952 : asile territorial)

Son sous-amendement n° 2107 (consultation du Ministre des affaires étrangères) à l'amendement n° 81 rectifié de la commission (précision des circonstances dans lesquelles l'asile territorial peut être accordé) (p. 7817) : adopté (p. 7819)

Proposition de loi n° 236 relative au renforcement de la veille sanitaire et du contrôle de la sécurité sanitaire des produits destinés à l'homme

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [8 janvier 1998] (p. 71)

Son intervention en qualité de vice-président de l'office d'évaluation des choix scientifiques et technologiques (p. 83)

Thèmes :

Agroalimentaire : produits : contrôles sanitaires (p. 84)
Déchets, pollutions et nuisances : installations nucléaires (p. 84)
Produits dangereux : amiante (p. 84)
Santé : Centre national d'études vétérinaires et alimentaires (CNEVA) (p. 84)

Discussion des articles [13 janvier 1998] (p. 170, 199) ; [15 janvier 1998] (p. 283)

Article 14 (évaluation de la loi et nouvel examen par le Parlement)

Son amendement n° 268 soutenu par M. Daniel Chevallier (évaluation par l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques) : adopté (p. 313)

Proposition de loi n° 382 relative au régime local d'assurance maladie des départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [21 janvier 1998] (p. 496)

Article 4 (règles constitutives du régime local d'assurance maladie)

Intervient sur l'amendement n° 7 de la commission (couverte par le régime local des titulaires d'un revenu de remplacement) (p. 500)

Claudine LEDOUX

*Ardennes (1^{ère} circonscription)
Socialiste*

Élue le 1^{er} juin 1997

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9390)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9423)

Membre titulaire du conseil d'administration de l'agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie [J.O. du 10 juillet 1997] (p. 10491)

Membre de la mission d'information commune sur la situation et les perspectives de l'industrie automobile en France et en Europe [J.O. du 12 juillet 1997] (p. 10608)

Cesse d'appartenir à la commission de la production et des échanges [J.O. du 17 décembre 1997] (p. 18267)

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 17 décembre 1997] (p. 18267)

Membre de la commission d'enquête sur l'état des droits de l'enfant en France, notamment au regard des conditions de vie des mineurs et de leur place dans la cite [J.O. du 15 janvier 1998] (p. 645)

Membre suppléante de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative au fonctionnement des conseils régionaux [J.O. du 29 janvier 1998] (p. 1432)

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne [J.O. du 2 avril 1998] (p. 5130)

Cesse d'appartenir à la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne [J.O. du 7 avril 1998] (p. 5444)

Rapporteuse du projet de loi relatif aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations (n° 1461) [4 juin 1998]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 268, posée le 31 mars 1998. Justice. Tribunaux de grande instance (J.O. Questions p. 2314). Appelée le 7 avril 1998. Fonctionnement, effectifs de personnel, Charleville-Mézières (p. 2596)

DÉBATS

Proposition de résolution n° 817 sur les recommandations de la Commission européenne relatives au passage à la monnaie unique :

- recommandation de la Commission en vue d'une recommandation du Conseil conformément à l'article 109 J, paragraphe 2, du traité (n° E 1045),
- recommandations de décisions du Conseil abrogeant les décisions constatant l'existence d'un déficit excessif en Belgique, en Allemagne, en Espagne, en France, en Italie, en Autriche, au Portugal, en Suède et au Royaume-Uni - application de l'article 104 C, paragraphe 12, du Traité instituant la Communauté européenne (SEC [1998] 1999 final/n° E 1046)

Avant la discussion de l'article unique [21 avril 1998] (p. 2827, 2857)

Son intervention (p. 2872)

Thèmes :

Emploi : politique de l'emploi (p. 2872)
Politique économique : croissance (p. 2872)
Politique économique : généralités (p. 2872)

Politique sociale : généralités (p. 2872)
 Politiques communautaires : Europe sociale (p. 2872)
 Union européenne : construction européenne (p. 2872)
 Union européenne : euro : monnaie unique (p. 2872)
 Union européenne : Union économique et monétaire (UEM) (p. 2872)

Jean-Yves LE DRIAN

*Morbihan (5^{ème} circonscription)
 Socialiste*

Élu le 1^{er} juin 1997

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 13 juin 1997]
 (p. 9390)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9423)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la pêche maritime et aux cultures marines [J.O. du 23 octobre 1997] (p. 15469)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 365, posée le 18 mai 1998. Transports ferroviaires. SNCF (J.O. Questions p. 4025). Appelée le 26 mai 1998. Conventions avec les régions, conséquences, TGV (p. 4262)

DÉBATS

Projet de loi n° 46 d'orientation sur la pêche maritime et les cultures marines

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [24 septembre 1997] (p. 3436)

Son intervention (p. 3460)

Thèmes :

Aquaculture et pêche professionnelle : ports de pêche (p. 3461)

Aquaculture et pêche professionnelle : zones de pêche (p. 3461)

Mer et littoral : domaine public maritime (p. 3461)

Politiques communautaires : politique d'orientation pour la pêche (p. 3461)

Projet de loi de finances n° 230 pour 1998

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

DÉFENSE

Examen du fascicule [12 novembre 1997] (p. 5674)

Rapporteur pour avis de la commission de la défense nationale et des forces armées

Son intervention (p. 5682)

Thèmes avant la procédure des questions :

Défense : direction des chantiers navals (p. 5682 à 5684)

Défense : hélicoptères (p. 5683)

Défense : marine : crédits (p. 5682)

Défense : marine : professionnalisation (p. 5682)

Défense : sous-marins nucléaires (p. 5682, 5683)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [17 décembre 1997] (p. 8024) ; [18 décembre 1997] (p. 8101)

Article 8 (suppression du régime fiscal des quirats de navires)

Son intervention (p. 8031)

Michel LEFAIT

*Pas-de-Calais (8^{ème} circonscription)
 Socialiste*

Élu le 1^{er} juin 1997

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 13 juin 1997]
 (p. 9390)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9423)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Prestations familiales. Aide à la scolarité. Création, conséquences, cantines, fréquentation [28 octobre 1997] (p. 4851)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 9, posée le 30 septembre 1997. Agriculture. Fruits et légumes (J.O. Questions p. 3556). Appelée le 7 octobre 1997. Chou-fleur, soutien du marché, Saint-Omer (p. 3655)

n° 35, posée le 17 novembre 1997. Système pénitentiaire. Centres pénitentiaires (J.O. Questions p. 6003). Appelée le 25 novembre 1997. Effectifs de personnel, statut, Longuenesse (p. 6230)

n° 67, posée le 1^{er} décembre 1997. Handicapés. Emplois réservés (J.O. Questions p. 6706). Appelée le 9 décembre 1997. Perspectives (p. 7142)

n° 135, posée le 20 janvier 1998. Communes. Aides de l'Etat (J.O. Questions p. 471). Appelée le 27 janvier 1998. Service de l'état civil, Blendecques et Helfaut (p. 550)

Jean-Claude LEFORT

*Val-de-Marne (10^{ème} circonscription)
Communiste*

Élu le 1^{er} juin 1997

S'inscrit au groupe communiste [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9391)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9423)

Membre titulaire de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9423)

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne [J.O. du 20 juin 1997] (p. 9634)

Vice-président de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne [J.O. du 25 juin 1997] (p. 9800)

Secrétaire de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 26 juin 1997] (p. 9832)

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de la convention d'assistance administrative mutuelle entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République tchèque pour la prévention, la recherche et la poursuite des fraudes douanières (n° 31) [3 juillet 1997]

Membre suppléant du conseil de surveillance de l'Agence française de développement [J.O. du 23 juillet 1997] (p. 11056)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 120 tendant à reconnaître le droit à l'accompagnement pour les usagers des organismes paritaires exerçant une mission sociale ou de service public [23 juillet 1997]

Proposition de loi n° 99 visant à doter la France d'un dispositif de défense commerciale contre les importations contraires aux intérêts vitaux du pays [23 juillet 1997]

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur la réforme des chemins de fer japonais [11 décembre 1997] (n° 527)

Proposition de loi n° 559 pour l'interdiction de la fabrication, du stockage, de la commercialisation et de l'utilisation des mines antipersonnel [17 décembre 1997]

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 31), autorisant l'approbation de la convention d'assistance administrative mutuelle entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République tchèque pour la prévention, la recherche et la poursuite des fraudes douanières [21 janvier 1998] (n° 646)

Proposition de résolution n° 751 tendant à la création d'une commission d'enquête sur la part des responsabilités françaises dans le génocide perpétré

au Rwanda à partir du mois d'avril 1994 [3 mars 1998]

Proposition de loi n° 803 relative à l'application extraterritoriale de la législation d'un pays tiers [31 mars 1998]

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur des propositions d'actes communautaires soumises par le Gouvernement à l'Assemblée nationale du 21 avril au 18 mai 1998 (n°s E 1057 à E 1060, E 1064, E 1066, E 1067, E 1069 et E 1070), et sur les propositions d'actes communautaires n°s E 920, E 979 et E 1051) [28 mai 1998] (n° 940)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*RAPPELS AU RÈGLEMENT*

Rend hommage à M. Pierre Mazeaud vice-président de l'Assemblée nationale bientôt appelé à exercer d'autres fonctions [12 février 1998] (p. 1505)

*DÉBATS***Projet de loi de finances n° 230 pour 1998***PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER*

Discussion des articles [15 octobre 1997] (p. 4062) ; [16 octobre 1997] (p. 4089, 4121, 4157) ; [17 octobre 1997] (p. 4191, 4218, 4268)

Article 24 (évaluation du prélèvement communautaire opéré sur les recettes de l'Etat au titre de la participation au budget des Communautés européennes)

Son intervention (p. 4142)

Son amendement n° 143 soutenu par M. Jean-Pierre Brard (réduction du prélèvement) (p. 4144) : rejeté (p. 4147)

Son amendement n° 144 soutenu par M. Jean-Pierre Brard (réduction du prélèvement) (p. 4144) : rejeté (p. 4147)

Son amendement n° 145 soutenu par M. Jean-Pierre Brard (réduction du prélèvement) (p. 4144) : rejeté (p. 4147)

Déclaration du Gouvernement n° 493 présentée par M. Hubert Védrine, ministre des affaires étrangères sur la politique européenne

[2 décembre 1997] (p. 6751, 6813)

Son intervention (p. 6816)

Thèmes :

Emploi (p. 6816)

Organisations internationales : Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) (p. 6817)

Politique économique : mondialisation (p. 6817)

Politiques communautaires : conventions de Lomé (p. 6817)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 6817)

Union européenne : élargissement (p. 6817)

Union européenne : euro (p. 6816, 6817)
 Union européenne : institutions communautaires (p. 6817)

Projet de loi n° 512 d'orientation et d'incitation relatif à la réduction du temps de travail

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [29 janvier 1998] (p. 747, 785) ; [3 février 1998] (p. 935, 971) ; [4 février 1998] (p. 1039, 1068) ; [5 février 1998] (p. 1110, 1150, 1199) ; [6 février 1998] (p. 1270)

Après l'article 4

Soutient l'amendement n° 150 de M. Guy Hermier (travail de nuit) (p. 1225) : rejeté (p. 1225)

Article 6 (régime de l'abattement de cotisations sociales patronales applicable au travail à temps partiel)

Soutient l'amendement n° 140 de M. Jean-Pierre Brard (refus de l'abattement sur les cotisations sociales lorsqu'un salarié est embauché sous contrat à durée indéterminée à temps partiel et que la durée du travail est calculée sur une base annuelle) (p. 1254) : vote réservé (p. 1254)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [29 avril 1998] (p. 3259)

Article 4 bis (article L. 212-4 du code du travail : définition de la durée du travail effectif)

Son intervention (p. 3272)

Après l'article 4 ter

Intervient sur l'amendement n° 59 du Gouvernement (exclusion des personnels roulants ou navigants du secteur des transports) (p. 3272)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la mise aux voix du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [19 mai 1998] (p. 4067)

Son intervention (p. 4068)

Thèmes :

Transports : réduction du temps de travail (p. 4069)

Travail : durée du travail (p. 4069)

Vote pour du groupe communiste (p. 4069)

Projet de loi n° 593 instituant une commission du secret de la défense nationale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [12 février 1998] (p. 1498)

Article 4 (procédure de saisine de la Commission)

Son rappel au règlement (cf. supra) [12 février 1998] (p. 1505)

Projet de loi n° 327 relatif à l'entrée et au séjour des étrangers en France et au droit d'asile

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 février 1998] (p. 1633, 1669)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Louis Debré (p. 1692)

Thèmes :

Assemblée nationale : motion de renvoi en commission (p. 1692)

Etrangers : conditions d'entrée et de séjour : histoire (p. 1692)

Partis et mouvements politiques : Front national (p. 1692)

Projet de loi n° 727 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [31 mars 1998] (p. 2288) ; [1er avril 1998] (p. 2331, 2373) ; [2 avril 1998] (p. 2404, 2449)

Après l'article 47

Son amendement n° 125 soutenu par M. Jean-Pierre Brard (protection contre les effets de l'application extraterritoriale d'une législation adoptée par un pays tiers) (p. 2486) : rejeté (p. 2487)

Projet de loi n° 780 d'orientation relatif à la lutte contre les exclusions

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [6 mai 1998] (p. 3515) ; [7 mai 1998] (p. 3533, 3562) ; [12 mai 1998] (p. 3649, 3684) ; [13 mai 1998] (p. 3741, 3776) ; [14 mai 1998] (p. 3815, 3872) ; [18 mai 1998] (p. 3931, 3975) ; [19 mai 1998] (p. 4076, 4102) ; [20 mai 1998] (p. 4205)

Article 59 (obligations spécifiques aux bailleurs sociaux)

Son intervention (p. 3984)

Article 61 (information du préfet sur les décisions d'expulsion et les délais accordés pour leur exécution)

Soutient l'amendement n° 851 de Mme Janine Jambu (entrée en vigueur de la décision d'expulsion subordonnée à une offre de relogement) (p. 3989) : rejeté (p. 3989)

Article 69 (indexation sur les prix de l'allocation d'insertion et de l'allocation de solidarité spécifique)

Son intervention (p. 4011)

Après l'article 69

Soutient l'amendement n° 877 de Mme Janine Jambu (insaisissabilité des minima sociaux versés sur un compte bancaire) (p. 4012) : rejeté (p. 4012)

Soutient l'amendement n° 21 rectifié de Mme Janine Jambu (augmentation des taux de prélèvement pour les transports en commun urbains) (p. 4012) : rejeté (p. 4012)

Article 70 (intéressement des bénéficiaires de l'allocation de parent isolé à l'exercice d'une activité professionnelle)

Son intervention (p. 4013)

Après l'article 72

Soutient l'amendement n° 880 de Mme Janine Jambu (baisse de la TVA sur les abonnements EDF-GDF) (p. 4023) : rejeté (p. 4023)

Projet de loi n° 913 autorisant la ratification du protocole au Traité de l'Atlantique Nord sur l'accession de la République de Hongrie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [10 juin 1998] (p. 4891)

Son intervention (p. 4900)

Thèmes :

Organisations internationales : Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) (p. 4901)

Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) (p. 4901)

Organisations internationales : Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) (p. 4900, 4901)

Pays étrangers : Etats-Unis (p. 4901)

Politique extérieure : relations Est-Ouest (p. 4901)

Politiques communautaires : politique extérieure et de sécurité commune (PESC) (p. 4901)

Jean LE GARREC

*Nord (12^{ème} circonscription)
Socialiste*

Élu le 1^{er} juin 1997

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9390)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9422)

Membre titulaire du conseil national des fondations [J.O. du 19 septembre 1997] (p. 13658)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au développement d'activités pour l'emploi des jeunes [J.O. du 3 octobre 1997] (p. 14384)

Membre (représentant de la commission des affaires culturelles) de l'office parlementaire d'évaluation des politiques publiques [J.O. du 17 octobre 1997] (p. 15125)

Rapporteur du projet de loi d'orientation et d'incitation relatif à la réduction du temps de travail (n° 512) [10 décembre 1997]

Membre de la mission d'information commune sur la prévention et la lutte contre les exclusions [J.O. du 5 mars 1998] (p. 3424)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation relatif à la lutte contre l'exclusion [J.O. du 28 mars 1998] (p. 4824)

Rapporteur du projet de loi d'orientation relatif à la lutte contre les exclusions (n° 780) [1^{er} avril 1998]

Président de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 8 avril 1998] (p. 5543)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation et d'incitation relatif à la réduction du temps de travail [J.O. du 10 avril 1998] (p. 5626)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative au renforcement de la veille sanitaire et du contrôle de la sécurité sanitaire des produits destinés à l'homme [J.O. du 2 mai 1998] (p. 6738)

Vice-président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative au renforcement de la veille sanitaire et du contrôle de la sécurité sanitaire des produits destinés à l'homme [J.O. du 13 mai 1998] (p. 7218)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation relatif à la lutte contre les exclusions [J.O. du 19 juin 1998] (p. 9380)

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation relatif à la lutte contre les exclusions [J.O. du 19 juin 1998] (p. 9380)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi d'orientation et d'incitation relatif à la réduction du temps de travail (n° 512) [22 janvier 1998] (n° 652)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi, modifié par le Sénat (n° 765), d'orientation et d'incitation relatif à la réduction du temps de travail [18 mars 1998] (n° 774)

Rapport déposé au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation et d'incitation relatif à la réduction du temps de travail [21 avril 1998] (n° 837)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi, modifié par le Sénat en deuxième lecture, d'orientation et d'incitation relatif à la réduction du temps de travail [23 avril 1998] (n° 855)

Rapport déposé au nom de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi (n° 780) d'orientation relatif à la lutte contre les exclusions : Tome I : Présentation générale et Tome II : Examen de l'article premier et des articles du titre I - chapitre premier (accès à l'emploi), chapitre 3 (accès aux soins) et chapitre 4 (exercice de la citoyenneté), du titre II - chapitre 4 (moyens d'existence) et chapitre 5 (droit à l'égalité des chances par l'éducation et la culture) et du titre III (des institutions sociales) [23 avril 1998] (n° 856)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales en vue de la lecture définitive du projet de loi d'orientation et d'incitation relatif à la réduction du temps de travail [13 mai 1998] (n° 898)

Rapport d'information déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, en application de l'article 145 du Règlement, sur la loi d'orientation et d'incitation relative à la réduction du temps de travail [17 juin 1998] (n° 984)

Rapport déposé au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation relatif à la lutte contre les exclusions [18 juin 1998] (n° 992)

Rapport déposé au nom de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi (n° 981) d'orientation relatif à la lutte contre les exclusions :: Tome I : Article premier et articles du titre I - chapitre premier (accès à l'emploi), chapitre 3 (accès aux soins) et chapitre 4 (exercice de la citoyenneté) - du titre II - chapitre 4 (moyens d'existence) et chapitre V (droit à l'égalité des chances par l'éducation et la culture) - et du titre III (des institutions sociales) [24 juin 1998] (n° 1002)

Rapport déposé au nom de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi (n° 1055) d'orientation relatif à la lutte contre les exclusions [9 juillet 1998] (n° 1057)

Rapport d'information déposé au nom de la mission d'information commune sur la prévention et la lutte contre les exclusions sur la loi d'orientation relative à la lutte contre les exclusions [9 juillet 1998] (n° 1062)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Emploi. Créations d'emplois. Emplois de proximité [25 juin 1997] (p. 2906)

DÉBATS

Projet de loi n° 200 relatif au développement d'activités pour l'emploi des jeunes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 septembre 1997] (p. 2917, 2943, 2981)

Son intervention (p. 2943)

Thèmes :

Associations (p. 2943)

Emploi : chômage (p. 2944)

Emploi : contrats emploi-jeunes (p. 2944)

Fonction publique territoriale (p. 2944)

Formation professionnelle (p. 2944)

Politique économique : croissance (p. 2943)

Discussion des articles [15 septembre 1997] (p. 2995) ; [16 septembre 1997] (p. 3050, 3092) ; [17 septembre 1997] (p. 3121)

Après l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 211 du Gouvernement (utilisation par les départements des crédits d'insertion pour le financement des postes de travail) (p. 3109)

Ses explications de vote (p. 3145)

Vote pour du groupe socialiste (p. 3145)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [7 octobre 1997] (p. 3682)

Son intervention (p. 3696)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la mise aux voix du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [13 octobre 1997] (p. 3886)

Son intervention (p. 3889)

Thème :

Emploi : contrats emploi-jeunes (p. 3889)

Projet de loi de finances n° 230 pour 1998

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

EMPLOI ET SOLIDARITÉ

I - EMPLOI

Examen du fascicule [6 novembre 1997] (p. 5477, 5515)

Son intervention (p. 5501)

Thèmes avant la procédure des questions :

Emploi : contrats emploi consolidés (p. 5502)

Emploi : contrats emploi solidarité (p. 5502)

Entreprises : allègement des charges (p. 5502)

Procédure des questions :

Prétraitements : allocations (p. 5523)

Vote des crédits et articles rattachés [6 novembre 1997] (p. 5527)

Article 65 (aménagement de la réduction dégressive des cotisations patronales de sécurité sociale relatives aux bas salaires)

Intervient sur l'amendement n° 108 de M. Alain Cousin (maintien de la réduction dégressive des cotisations patronales de sécurité sociale relatives aux bas salaires) (p. 5531)

Intervient sur l'amendement n° 100 de M. Germain Gengenwin (maintien de la réduction dégressive des cotisations patronales de sécurité sociale relatives aux bas salaires) (p. 5531)

Intervient sur l'amendement n° 101 de M. Germain Gengenwin (maintien de la réduction dégressive des cotisations patronales de sécurité sociale relatives aux bas salaires) (p. 5531)

Proposition de loi n° 583 tendant à ouvrir le droit à une allocation spécifique aux chômeurs de 55 ans ou plus ayant quarante annuités de cotisation d'assurance vieillesse

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [14 janvier 1998] (p. 251)

Son intervention (p. 261)

Thèmes :

Chômage : indemnisation : allocations (p. 261)

Chômage : indemnisation : Union nationale pour l'emploi dans l'industrie, le commerce et l'agriculture (UNEDIC) (p. 261)

Emploi : chômage de longue durée (p. 261)

Emploi : contrats emploi-jeunes (p. 261)

Emploi : Fonds national de l'emploi (FNE) (p. 261)

Préretraites (p. 262)

Retraites : généralités : durée d'assurance (p. 262)

Travail : durée du travail (p. 261)

Discussion de l'article unique [14 janvier 1998] (p. 270)

Intervient sur l'amendement n° 4 de Mme Muguette Jacquaint (non-prise en compte de l'allocation de solidarité spécifique et du revenu minimum d'insertion) (p. 270, 271)

Projet de loi n° 512 d'orientation et d'incitation relatif à la réduction du temps de travail

Rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [27 janvier 1998] (p. 572, 615) ; [28 janvier 1998] (p. 667, 703) ; [29 janvier 1998] (p. 747)

Son intervention (p. 585)

Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. François Bayrou (p. 615)

Intervient sur la motion de renvoi en commission de M. François Bayrou (p. 747)

Thèmes :

Emploi : chômage (p. 585)

Entreprises : allègement des charges (p. 585, 748)

Lois : Loi n° 96-502 du 11 juin 1996 tendant à favoriser l'emploi par l'aménagement et la réduction conventionnelle du temps du travail (p. 587, 749)

Lois : Loi quinquennale n° 93-1313 du 20 décembre 1993 relative au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle (p. 587)

Politique économique : croissance (p. 585)

Travail : aménagement du temps de travail (p. 585)

Travail : réduction du temps de travail (p. 615)

Travail : salaires (p. 748)

Travail : travail à temps partiel (p. 747)

Discussion des articles [29 janvier 1998] (p. 747, 785) ; [3 février 1998] (p. 935, 971) ; [4 février 1998] (p. 1039, 1068) ; [5 février 1998] (p. 1110, 1150, 1199) ; [6 février 1998] (p. 1270)

Ses interventions dans la discussion des amendements et sous-amendements (p. 762 à 1333)

Article 1er (réduction à trente-cinq heures de la durée légale hebdomadaire du travail effectif des salariés)

Son amendement n° 1030 (rédactionnel) : adopté (p. 936)

Soutient l'amendement n° 71 de la commission (unités économiques et sociales de plus de 20 salariés) (p. 1008) : vote réservé (p. 1009)

Article 3 (aide à la réduction du temps de travail)

Intervient sur l'amendement n° 74 de la commission (calcul de l'ampleur de la réduction du temps de travail) (p. 1119)

Intervient sur l'amendement n° 75 de la commission (délai d'un an donné aux branches pour appliquer l'accord) (p. 1121)

Intervient sur l'amendement n° 76 de la commission (personnel d'encadrement) (p. 1125)

Intervient sur l'amendement n° 77 de la commission (création d'une instance paritaire spécifique chargée du suivi de l'accord) (p. 1126)

Soutient l'amendement n° 79 de la commission (dépôt des accords à la direction départementale du travail) (p. 1129) : adopté (p. 1129)

Soutient l'amendement n° 80 de la commission (difficultés d'application des accords d'entreprise) (p. 1130) : adopté (p. 1130)

Intervient sur l'amendement n° 82 rectifié de la commission (crédit d'heures et moyens matériels mis à la disposition des salariés mandatés) (p. 1151)

Intervient sur l'amendement n° 84 de la commission (supplément d'aide pour les entreprises qui souhaitent passer au 32 heures hebdomadaires) (p. 1163)

Soutient l'amendement n° 85 de la commission (délai pour réaliser les embauches) (p. 1164) : adopté (p. 1164)

Soutient l'amendement n° 87 de la commission (de précision) (p. 1167) : adopté (p. 1167)

Soutient l'amendement n° 88 de la commission (de précision) (p. 1175) : adopté (p. 1175)

Soutient l'amendement n° 1029 de la commission (majoration de l'aide en cas d'embauches au-delà du minimum obligatoire) (p. 1187) : retiré (p. 1187)

Soutient l'amendement n° 90 de la commission (de précision) (p. 1190) : retiré (p. 1190)

Soutient l'amendement n° 91 de la commission (sanctions en cas de manquements à la convention) (p. 1192) : adopté (p. 1193)

Soutient l'amendement n° 714 de la commission (de coordination) (p. 1204) : adopté (p. 1204)

Article 4 (réduction collective de la durée du travail sous forme de jours de repos)

Son intervention (p. 1212)

Soutient l'amendement n° 93 de la commission (réduction du temps de travail sous forme de repos) (p. 1215) : adopté (p. 1215)

Soutient l'amendement n° 94 de la commission (de précision) (p. 1216) : adopté (p. 1216)

Soutient l'amendement n° 95 de la commission (affectation d'une partie des repos au compte épargne-temps) (p. 1217) : adopté (p. 1217)

Après l'article 4

Soutient l'amendement n° 96 de la commission (repos quotidien) (p. 1226) : adopté (p. 1226)

Article 5 (seuil de déclenchement du repos compensateur)

Soutient l'amendement n° 97 de la commission (rédactionnel) (p. 1230) : adopté (p. 1230)

Après l'article 5

Soutient l'amendement n° 99 de la commission (décompte du temps de travail) (p. 1235) : retiré (p. 1235)

Article 6 (régime de l'abattement de cotisations sociales patronales applicable au travail à temps partiel)

Reprend l'amendement n° 723 de M. Yves Cochet (renforcement du contrôle de l'administration sur les embauches à temps partiel) (p. 1255) : vote réservé (p. 1255)

Article 7 (régime des heures complémentaires et des interruptions d'activité dans le cadre du travail à temps partiel)

Soutient l'amendement n° 100 de la commission (paiement des heures complémentaires) (p. 1276) : adopté (p. 1277)

Soutient l'amendement n° 101 de la commission (de coordination) (p. 1277) : adopté (p. 1277)

Soutient l'amendement n° 102 de la commission (définition des plages horaires) (p. 1278) : adopté (p. 1278)

Article 8 (maintien de l'assiette des cotisations d'assurance vieillesse en cas de passage à temps partiel)

Soutient l'amendement n° 103 de la commission (rédactionnel) (p. 1284) : adopté (p. 1284)

Article 9 (bilan présenté au Parlement)

Soutient l'amendement n° 105 de la commission (rapport au Parlement) (p. 1292) : adopté (p. 1294)

Après l'article 9

Soutient l'amendement n° 106 rectifié de la commission (rapport sur la réduction du temps de travail dans la fonction publique) (p. 1298) : retiré (p. 1299)

Son sous-amendement n° 1569 (consultation préalable des partenaires sociaux) à l'amendement n° 728 de M. Yves Cochet (rapport sur le bilan et les perspectives de la réduction du temps de travail dans la fonction publique) (p. 1298) : adopté (p. 1300)

Article 1er précédemment réservé (réduction à 35 heures de la durée légale hebdomadaire du travail effectif des salariés)

Soutient l'amendement n° 71 de la commission (prise en compte des unités économiques et sociales) (p. 1316) : adopté (p. 1316)

Article 5 précédemment réservé (seuil de déclenchement du repos compensateur)

Soutient l'amendement n° 98 de la commission (prise effective du repos compensable) (p. 1327) : adopté (p. 1328)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [24 mars 1998] (p. 2039)

Son intervention (p. 2042)

Intervient sur la question préalable opposée par M. Jean-Louis Debré (p. 2053)

Intervient sur la motion de renvoi en commission de M. François Bayrou (p. 2074)

Thèmes :

Entreprises : allègement des charges (p. 2053)

Entreprises : Conseil national du patronat français (CNPFP) (p. 2043)

Lois : Loi n° 96-502 du 11 juin 1996 tendant à favoriser l'emploi par l'aménagement et la réduction conventionnelle du temps du travail (p. 2042, 2075)

Lois : Loi quinquennale n° 93-1313 du 20 décembre 1993 relative au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle (p. 2075)

Travail : négociations (p. 2042, 2054, 2075)

Travail : réduction du temps de travail : allègement des charges sociales (p. 2075)

Travail : travail à temps partiel (p. 2075)

Discussion des articles [24 mars 1998] (p. 2077) ; [25 mars 1998] (p. 2147)

Ses interventions dans la discussion des amendements et sous-amendements (p. 2080 à 2089 ; 2147 à 2200)

Article 1er (réduction à trente-cinq heures de la durée légale hebdomadaire du travail effectif des salariés)

Soutient l'amendement n° 2 de la commission (de rétablissement) (p. 2080) : adopté (p. 2149)

Article 2 (incitation pour les partenaires sociaux à négocier des accords de modulation-réduction du temps de travail)

Soutient l'amendement n° 3 de la commission (rétablissement du texte initial avec renforcement des possibilités de négociation au plan local) (p. 2153) : adopté (p. 2157)

Article 3 (modification de l'incitation à l'aménagement conventionnel de l'organisation et de la durée du travail prévue par la loi du 11 juin 1996)

Soutient l'amendement n° 4 de la commission (rétablissement du texte initial avec extension à l'armement maritime et assouplissement vis-à-vis des petites et moyennes entreprises) (p. 2159) : adopté après modification (p. 2176)

Après l'article 3 bis (compensation des exonérations de cotisations sociales)

Soutient l'amendement n° 5 de la commission (suppression de l'article) (p. 2178) : adopté (p. 2178)

Article 3 ter (application de la loi Robien aux entreprises du bâtiment et des travaux publics)

Soutient l'amendement n° 6 de la commission (suppression de l'article) (p. 2178) : adopté (p. 2179)

Article 4 bis (définition de la durée du travail effectif)

Son amendement n° 149 (définition de la durée du travail effectif) (p. 2184) : adopté au scrutin public (p. 2188)

Article 5 (seuil de déclenchement du repos compensateur)

Soutient l'amendement n° 9 de la commission (rétablissement de l'article) (p. 2189) : adopté (p. 2190)

Article 6 (régime de l'abattement de cotisations sociales patronales applicable au travail à temps partiel)

Soutient l'amendement n° 10 de la commission (rétablissement de l'article) (p. 2191) : adopté (p. 2191)

Soutient l'amendement n° 11 de la commission (durée de l'abattement) (p. 2191) : adopté (p. 2192)

Soutient l'amendement n° 12 de la commission (conditions d'application du temps partiel) (p. 2191) : adopté (p. 2192)

Article 7 (régime des heures complémentaires et des interruptions d'activité dans le cadre du travail au temps partiel)

Soutient l'amendement n° 13 de la commission (rétablissement du texte initial) (p. 2194) : adopté (p. 2194)

Soutient l'amendement n° 14 de la commission (date d'entrée en vigueur de l'article) (p. 2195) : adopté (p. 2195)

Soutient l'amendement n° 15 de la commission (sanctions des infractions) (p. 2195) : adopté (p. 2195)

Article 9 (bilan présenté au Parlement)

Soutient l'amendement n° 16 de la commission (de rétablissement) (p. 2196) : adopté (p. 2197)

Article 10 (rapport sur le temps de travail dans la fonction publique)

Soutient l'amendement n° 17 de la commission (rétablissement de l'article tel qu'il a été voté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 2199) : adopté (p. 2199)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [29 avril 1998] (p. 3246)

Son intervention en qualité de président de la commission des affaires culturelles (p. 3247)

Thèmes :

Politique sociale : lutte contre l'exclusion (p. 3248)

Travail : durée du travail (p. 3247)

Travail : réduction du temps de travail : création d'emplois (p. 3248)

Travail : réduction du temps de travail : négociations (p. 3248)

Discussion des articles [29 avril 1998] (p. 3259)

Ses interventions dans la discussion des amendements et sous-amendements (p. 3259 à 3277)

Article 1er (article L. 212-1 bis nouveau du code du travail : réduction à 35 heures de la durée légale hebdomadaire du travail effectif des salariés)

Soutient l'amendement n° 1 de la commission (rétablissement du texte adopté en première lecture) (p. 3259) : adopté (p. 3259)

Article 1er bis (rapport au Parlement sur les conséquences de la réduction du temps de travail sur les rémunérations)

Soutient l'amendement n° 2 de la commission (de suppression) (p. 3260) : adopté (p. 3260)

Article 2 (incitation pour les partenaires sociaux à négocier des accords de modulation-réduction du temps de travail)

Soutient l'amendement n° 3 de la commission (rétablissement du texte adopté en première lecture) (p. 3261) : adopté (p. 3261)

Article 3 (modification de l'incitation à l'aménagement conventionnel de l'organisation et de la durée du travail prévue par la loi du 11 juin 1996)

Soutient l'amendement n° 4 de la commission (rétablissement du texte adopté en première lecture) (p. 3264) : adopté (p. 3265)

Article 3 bis (compensation des exonérations de cotisations sociales)

Soutient l'amendement n° 5 de la commission (de suppression) (p. 3266) : adopté (p. 3266)

Article 3 ter (articles 39 et 39-1 de la loi quinquennale n° 93-1313 du 20 décembre 1993 relative au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle : application de la loi Robien aux entreprises du bâtiment et des travaux publics)

Soutient l'amendement n° 6 de la commission (de suppression) (p. 3266) : adopté (p. 3266)

Article 4 bis (article L. 212-4 du code du travail : définition de la durée du travail effectif)

Soutient l'amendement n° 7 de la commission (définition de la durée légale du travail) (p. 3268) : adopté (p. 3272)

Article 4 quater (champ d'application des articles 4 bis et 4 ter)

Soutient l'amendement n° 8 de la commission (de suppression) (p. 3273) : adopté (p. 3273)

Article 5 (article L. 212-5-1 du code du travail, articles 993 et 993-1 du code rural : seuil de déclenchement du repos compensateur)

Soutient l'amendement n° 9 de la commission (rétablissement du texte adopté en première lecture) (p. 3273) : adopté (p. 3273)

Article 6 (article L. 322-12 du code du travail : régime de l'abattement de cotisations sociales patronales applicable au travail à temps partiel)

Soutient l'amendement n° 10 de la commission (rétablissement du texte adopté en première lecture) (p. 3274) : adopté (p. 3274)

Soutient l'amendement n° 11 de la commission (rétablissement du texte adopté en première lecture) (p. 3275) : adopté (p. 3275)

Soutient l'amendement n° 12 de la commission (rétablissement du texte adopté en première lecture) (p. 3275) : adopté (p. 3275)

Article 7 (article L. 212-4-3 du code du travail : régime des heures complémentaires et des interruptions d'activité dans le cadre du travail à temps partiel)

Soutient l'amendement n° 13 de la commission (rétablissement du texte adopté en première lecture) (p. 3275) : adopté (p. 3275)

Soutient l'amendement n° 14 de la commission (rétablissement du texte adopté en première lecture) (p. 3275)

Article 9 (bilan présenté au Parlement)

Soutient l'amendement n° 17 de la commission (rétablissement du texte adopté en première lecture) (p. 3276) : adopté (p. 3276)

Article 10 (rapport sur le temps de travail dans la fonction publique)

Soutient l'amendement n° 18 de la commission (rétablissement du texte adopté en première lecture) (p. 3277) : adopté (p. 3277)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la mise aux voix du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [19 mai 1998] (p. 4067)

Son intervention en qualité de rapporteur de la commission des affaires culturelles (p. 4068)

Thèmes :

- Travail : durée du travail (p. 4066)
- Travail : réduction du temps de travail (p. 4066)
- Travail : travail à temps partiel (p. 4037)

Proposition de loi n° 628 tendant à alléger les charges sur les bas salaires

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 janvier 1998] (p. 825)*Thèmes :*

- Emploi : contrats emploi-jeunes (p. 847)
- Entreprises : allègement des charges sociales (p. 847)
- Industrie : textile et habillement (p. 847)
- Travail : réduction du temps de travail (p. 847)
- Ses explications de vote (p. 847)
- Vote pour du groupe socialiste (p. 847)

Projet de loi n° 780 d'orientation relatif à la lutte contre les exclusions

Rapporteur de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation relatif à la lutte contre l'exclusion

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 mai 1998] (p. 3392, 3415) ; [6 mai 1998] (p. 3466, 3495)

Sa présentation du rapport de la commission spéciale (p. 3402)

Intervient sur la question préalable opposée par M. Jean-Louis Debré (p. 3426)

Thèmes :

- Emploi : politique de l'emploi (p. 3402)
- Enseignement : illettrisme (p. 3403)
- Formation professionnelle : contrats : jeunes (p. 3402)
- Logement : politique du logement (p. 3402, 3427)
- Politique sociale : exclusion (p. 3402, 3427)
- Santé : accès aux soins (p. 3401)

Discussion des articles [6 mai 1998] (p. 3515) ; [7 mai 1998] (p. 3533, 3562) ; [12 mai 1998] (p. 3649, 3684) ; [13 mai 1998] (p. 3741, 3776) ; [14 mai 1998] (p. 3815, 3872) ; [18 mai 1998] (p. 3931, 3975) ; [19 mai 1998] (p. 4076, 4102) ; [20 mai 1998] (p. 4205)

Ses interventions dans la discussion des amendements et sous-amendements (p. 3523 à 4124)

Article 1er (affirmation du caractère prioritaire de la lutte contre les exclusions)

Soutient l'amendement n° 247 de la commission (de précision) (p. 3524) : adopté (p. 3525)

Soutient l'amendement n° 248 de la commission (rédactionnel) (p. 3525) : adopté (p. 3525)

Soutient l'amendement n° 249 de la commission (de précision) (p. 3525) : retiré (p. 3526)

Soutient l'amendement n° 250 de la commission (référence à la famille et à la protection de l'enfance) (p. 3526) : adopté (p. 3527)

Soutient l'amendement n° 251 de la commission (centres communaux d'action sociale) (p. 3533) : adopté après rectification (p. 3534)

Soutient l'amendement n° 252 de la commission (de conséquence) (p. 3534) : adopté (p. 3534)

Intervient sur l'amendement n° 254 de la commission (personnes physiques et morales luttant contre les exclusions) (p. 3536)

Article 3 (stages d'insertion et de formation à l'emploi)

Soutient l'amendement n° 263 corrigé de la commission (parents isolés et personnes ayant fait l'objet d'une peine privative de liberté) (p. 3540) : adopté (p. 3540)

Article 4 (recentrage des contrats emploi-solidarité sur les personnes en difficulté)

Intervient sur l'amendement n° 265 de la commission (accès des jeunes de 18 à 25 ans au contrat emploi-solidarité) (p. 3544)

Intervient sur l'amendement n° 266 de la commission (renouvellement des contrats emploi-solidarité orienté vers une formation qualifiante) (p. 3546)

Intervient sur l'amendement n° 267 de la commission (cumul d'un contrat emploi-solidarité avec une activité professionnelle complémentaire) (p. 3549)

Soutient l'amendement n° 268 de la commission (rédactionnel) (p. 3551) : adopté (p. 3551)

Soutient l'amendement n° 269 de la commission (de coordination) (p. 3551) : adopté (p. 3551)

Après l'article 1er

Soutient l'amendement n° 255 de la commission (représentation des organisations agissant sur le terrain auprès des demandeurs d'emplois) (p. 3562) : rejeté (p. 3567)

Avant l'article 2

Soutient l'amendement n° 718 de la commission (accueil et orientation professionnelle pour les jeunes chômeurs) (p. 3573) : adopté (p. 3574)

Article 2 précédemment réservé (accompagnement personnalisé vers l'emploi des jeunes en difficulté)

Soutient l'amendement n° 257 de la commission (action culturelle et sportive) (p. 3580) : adopté après modification (p. 3580)

Soutient l'amendement n° 258 de la commission (lutte contre l'illettrisme) (p. 3581) : adopté (p. 3581)

Soutient l'amendement n° 259 de la commission (concertation avec les régions) : adopté (p. 3583)

Soutient l'amendement n° 260 de la commission (limitation de la durée du programme individualisé à 18 mois) (p. 3583) : retiré (p. 3584)

Soutient l'amendement n° 262 rectifié de la commission (accès des jeunes aux fonds départementaux) (p. 3584) : adopté après deuxième rectification (p. 3585)

Article 5 (élargissement des possibilités d'accès aux contrats emplois consolidés)

Soutient l'amendement n° 271 de la commission (accès des jeunes de 18 à 25 ans au contrat emploi consolidé) (p. 3587) : adopté après rectification (p. 3588)

Intervient sur l'amendement n° 943 de la commission (actions de formation) (p. 3588)

Soutient l'amendement n° 273 de la commission (cumul du RMI ou de l'allocation de parent isolé avec les revenus tirés d'une activité professionnelle) (p. 3591) : retiré (p. 3591)

Soutient l'amendement n° 274 de la commission (activités bénévoles) (p. 3593) : retiré (p. 3593)

Soutient l'amendement n° 826 de la commission (possibilité d'exercer une activité bénévole) (p. 3593) : adopté (p. 3593)

Article 6 (définition de l'insertion par l'activité économique)

Soutient l'amendement n° 275 de la commission (entreprises exerçant des activités mixtes d'insertion) (p. 3598) : retiré (p. 3598)

Article 7 (régime des contrats conclus par les entreprises d'insertion et les entreprises de travail temporaire d'insertion)

Soutient l'amendement n° 276 corrigé de la commission (chantiers-écoles et régies de quartiers) (p. 3598) : retiré (p. 3599)

Article 8 (régime des associations intermédiaires)

Son intervention (p. 3654)

Soutient le sous-amendement n° 279 de la commission (pas de mise à disposition si l'entreprise a procédé à un licenciement économique dans les 6 mois précédents) à l'amendement n° 182 rectifié du Gouvernement (fonctionnement des associations intermédiaires) (p. 3668) : devenu sans objet (p. 3668)

Intervient sur le sous-amendement n° 722 de la commission (suppression de la clause d'exclusivité pour les associations intermédiaires) à l'amendement n° 182 rectifié du Gouvernement (p. 3671)

Article 9 (conseil départemental de l'insertion par l'activité économique et plans locaux pour l'insertion et l'emploi)

Soutient l'amendement n° 282 de la commission (rédactionnel) (p. 3677) : adopté (p. 3677)

Soutient l'amendement n° 283 de la commission (cohérence des différents dispositifs) (p. 3678) : adopté (p. 3678)

Soutient l'amendement n° 284 de la commission (de précision) (p. 3684) : adopté (p. 3684)

Soutient l'amendement n° 285 corrigé de la commission (parcours individualisés) (p. 3685) : adopté (p. 3685)

Article 11 (aide à la création d'entreprise pour les bénéficiaires de minima sociaux)

Soutient l'amendement n° 287 de la commission (de coordination) (p. 3687) : adopté (p. 3688)

Après l'article 11

Soutient l'amendement n° 289 de la commission (mesures en faveur de l'épargne solidaire ou caritative) (p. 3690) : retiré (p. 3690)

Soutient l'amendement n° 505 de la commission (de coordination) (p. 3691) : adopté (p. 3691)

Article 12 (lutte contre l'illettrisme dans le cadre de la formation professionnelle)

Soutient l'amendement n° 290 de la commission (de forme) (p. 3698) : adopté (p. 3698)

Après l'article 13

Soutient l'amendement n° 292 de la commission (rapport sur l'allocation formation reclassement) (p. 3702) : retiré (p. 3702)

Article 33 (réforme des attributions de logements locatifs sociaux)

Article L. 441-1 du code de la construction et de l'habitation (contenu du décret régissant les attributions)

Intervient sur l'amendement n° 128 de la commission (suppression du double plafond de ressources) (p. 3840)

Après l'article L. 441-2-5 du code de la construction et de l'habitation

Intervient sur l'amendement n° 153 de la commission (seuils de déclenchement du surloyer) (p. 3862)

Intervient sur l'amendement n° 154 de la commission (relèvement de 10 % des plafonds de ressources pour l'attribution des logements sociaux) (p. 3862)

Intervient sur l'amendement n° 128 précédemment réservé de la commission (suppression du double plafond de ressources) (p. 3862)

Article 36 (caractère prioritaire de la politique d'accès à la prévention et aux soins des personnes les plus démunies)

Soutient l'amendement n° 293 de la commission (rôle des mutuelles) (p. 3874) : retiré (p. 3875)

Après l'article 36

Soutient l'amendement n° 294 de la commission (rôle de la sécurité sociale dans la lutte contre les exclusions) (p. 3875) : adopté (p. 3875)

Soutient l'amendement n° 295 de la commission (rôle de la sécurité sociale dans la lutte contre l'exclusion en matière d'accès aux soins) (p. 3876) : adopté (p. 3876)

Soutient l'amendement n° 296 de la commission (rapport sur la médecine scolaire) (p. 3876) : retiré (p. 3877)

Article 37 (programmes régionaux d'accès à la prévention et aux soins)

Soutient l'amendement n° 299 de la commission (éducation à la santé) (p. 3879) : adopté (p. 3879)

Soutient l'amendement n° 301 de la commission (services de santé scolaire et services de protection maternelle et infantile) (p. 3880) : retiré (p. 3881)

Soutient l'amendement n° 302 de la commission (agences régionales de l'hospitalisation) (p. 3882) : adopté (p. 3882)

Soutient l'amendement n° 303 de la commission (sociétés mutualistes) (p. 3882) : adopté (p. 3883)

Intervient sur l'amendement n° 305 de la commission (associations qui oeuvrent dans le domaine de l'insertion) (p. 3885)

Après l'article 37

Intervient sur l'amendement n° 306 de la commission (lutte contre l'alcoolisme) (p. 3886)

Article 38 (participation du service public hospitalier à la lutte contre l'exclusion)

Soutient l'amendement n° 307 de la commission (rédactionnel) (p. 3887) : adopté (p. 3887)

Soutient l'amendement n° 309 de la commission (rôle du médecin) (p. 3888) : adopté (p. 3888)

Après l'article 38

Soutient l'amendement n° 310 de la commission (accompagnement des femmes enceintes et des jeunes mères les plus démunies) (p. 3889) : adopté (p. 3889)

Article 39 (permanences d'accès aux soins de santé consacrées aux personnes en situation de précarité)

Soutient l'amendement n° 312 de la commission (rédactionnel) (p. 3890) : adopté (p. 3890)

Avant l'article 40

Intervient sur l'amendement n° 976 de la commission (formation des demandeurs d'emploi) (p. 3894)

Article 40 (inscription des personnes sans domicile fixe sur les listes électorales)

Intervient sur l'amendement n° 316 de la commission (durée d'inscription à l'organisme d'accueil) (p. 3897)

Article 48 (article L. 331-7-1 du code de la consommation : mise en place d'un moratoire des dettes en cas d'échec des phases de conciliation et de recommandation)

Intervient sur l'amendement n° 72 de la commission (surendettement directement lié au cautionnement) (p. 3947)

Après l'article 52

Intervient sur l'amendement n° 83 rectifié de la commission (plafond de cautionnement) (p. 3963)

Intervient sur l'amendement n° 85 de la commission (de cohérence) (p. 3963)

Avant l'article 68

Soutient l'amendement n° 317 corrigé de la commission (caractère non saisissable de l'allocation de solidarité spécifique et de l'allocation d'insertion) (p. 4009) : adopté (p. 4009)

Article 70 (intéressement des bénéficiaires de l'allocation de parent isolé à l'exercice d'une activité professionnelle)

Soutient l'amendement n° 970 de la commission (de suppression) (p. 4014) : adopté (p. 4014)

Article 72 (fourniture minimum d'énergie, d'eau et de téléphone)

Son intervention (p. 4019)

Intervient sur l'amendement n° 405 de la commission (fournitures minimales de services téléphoniques) (p. 4022)

Article 73 (droit au compte bancaire)

Soutient l'amendement n° 322 rectifié de la commission (limitation à des opérations bancaires définies par décret) (p. 4078) : adopté après troisième rectification (p. 4080)

Soutient l'amendement n° 324 de la commission (conditions tarifaires fixées par décret) (p. 4080) : adopté après rectification (p. 4082)

Soutient l'amendement n° 323 de la commission (notification de la décision de clôture d'un compte) (p. 4082) : devenu sans objet (p. 4083)

Article 75 (adaptation du service public de l'éducation)

Soutient l'amendement n° 328 de la commission (rédactionnel) (p. 4092) : adopté (p. 4092)

Article 77 (bourses des collèges)

Soutient l'amendement n° 333 de la commission (rédactionnel) (p. 4102) : adopté (p. 4102)

Soutient l'amendement n° 334 de la commission (rédactionnel) (p. 4102) : adopté (p. 4102)

Soutient l'amendement n° 335 de la commission (rédactionnel) (p. 4103) : adopté (p. 4103)

Soutient l'amendement n° 336 de la commission (rédactionnel) (p. 4103) : adopté (p. 4103)

Article 78 (modulation des tarifs des services publics locaux)

Soutient l'amendement n° 337 de la commission (égalité d'accès aux services publics) (p. 4103) : adopté (p. 4103)

Avant l'article 79

Soutient l'amendement n° 339 de la commission (élargissement du conseil d'administration des CCAS) (p. 4105) : adopté après modification (p. 4105)

Article 79 (formation des professions sociales)

Intervient sur l'amendement n° 341 de la commission (participation au service public de la formation) (p. 4107)

Intervient sur l'amendement n° 342 de la commission (formation sociale) (p. 4108)

Intervient sur l'amendement n° 344 de la commission (conventionnements pluriannuels) (p. 4108)

Article 80 (Observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion sociale)

Soutient l'amendement n° 346 de la commission (tutelle du Premier ministre) (p. 4111) : adopté (p. 4111)

Soutient l'amendement n° 347 de la commission (rédactionnel) (p. 4111) : retiré (p. 4111)

Soutient le sous-amendement n° 1000 de la commission (de précision) à l'amendement n° 806 de M. Jean-Michel Marchand (concours des différentes administrations à la bonne marche de l'observatoire) (p. 4112) : adopté (p. 4112)

Intervient sur l'amendement n° 349 de la commission (organismes régionaux et nationaux) (p. 4112)

Intervient sur l'amendement n° 350 de la commission (rapport annuel) (p. 4113)

Après l'article 80

Intervient sur l'amendement n° 338 rectifié de la commission (coordination des interventions par des conventions entre collectivités et organismes) (p. 4116)

Article 81 (institutions sociales et médico-sociales)

Soutient l'amendement n° 352 de la commission (suppression d'alinéas) (p. 4118) : adopté (p. 4118)

Soutient l'amendement n° 353 de la commission (rédactionnel) (p. 4119) : adopté (p. 4119)

Soutient l'amendement n° 355 de la commission (rédactionnel) (p. 4120) : adopté (p. 4120)

Intervient sur l'amendement n° 356 de la commission (hébergements de remplacement) (p. 4121)

Après l'article 81

Soutient l'amendement n° 467 corrigé de M. Jean-Jacques Weber (projet de loi en faveur des personnes handicapées) (p. 4121) : rejeté (p. 4122)

Article 82 (rapport d'évaluation au Parlement)

Soutient l'amendement n° 357 rectifié de la commission (référence aux travaux de l'observatoire) (p. 4122) : adopté (p. 4122)

Ses explications de vote (p. 4205)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 juin 1998] (p. 5535, 5552)

Sa présentation du rapport de la commission spéciale (p. 5534)

Thèmes :

Associations (p. 5535, 5536)

Chômage : indemnisation : chômage de longue durée (p. 5535)

Emploi : politique de l'emploi (p. 5535)

Formation professionnelle : contrats : jeunes (p. 5535)

Logement : politique du logement (p. 5535)

Papiers d'identité (p. 5535)

Personnes âgées : allocation dépendance (p. 5537)

Politique sociale : revenu minimum d'insertion (RMI) (p. 5535)

Politique sociale : surendettement (p. 5535)

Santé : accès aux soins (p. 5535)

Discussion des articles [30 juin 1998] (p. 5561) ; [1^{er} juillet 1998] (p. 5582, 5604, 5665)

Ses interventions dans la discussion des amendements et sous-amendements (p. 5561 à 5723)

Article 1er (affirmation du caractère prioritaire de la lutte contre les exclusions)

Soutient l'amendement n° 88 de la commission (rédactionnel) (p. 5561) : adopté (p. 5561)

Soutient l'amendement n° 89 de la commission (rédactionnel) (p. 5561) : adopté (p. 5561)

Article 2 A supprimé par le Sénat (information de l'administration sur l'exécution des plans sociaux)

Soutient l'amendement n° 90 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 5563) : adopté (p. 5564)

Article 2 (accompagnement personnalisé vers l'emploi des jeunes en difficulté)

Soutient l'amendement n° 91 de la commission (de coordination) (p. 5565) : adopté après rectification (p. 5566)

Soutient l'amendement n° 92 de la commission (rédactionnel) (p. 5566) : adopté (p. 5566)

Soutient l'amendement n° 93 de la commission (rédactionnel) (p. 5566) : adopté (p. 5566)

Soutient l'amendement n° 94 de la commission (accompagnement réservé en priorité aux jeunes sans qualification) (p. 5566) : adopté (p. 5566)

Soutient l'amendement n° 95 de la commission (rédactionnel) (p. 5567) : adopté (p. 5567)

Soutient l'amendement n° 96 rectifié de la commission (accession au fonds d'aide aux jeunes) (p. 5567) : adopté (p. 5567)

Article 3 (catégories de bénéficiaires des stages collectifs d'insertion et de formation à l'emploi)

Soutient l'amendement n° 97 de la commission (suppression de la référence relative aux Français de l'étranger) (p. 5568) : adopté (p. 5568)

Article 4 (régime des contrats emploi-solidarité)

Soutient l'amendement n° 98 de la commission (Français de l'étranger) (p. 5571) : adopté (p. 5571)

Soutient l'amendement n° 99 de la commission (dispositif de formation) (p. 5571) : adopté (p. 5572)

Article 5 bis (cumul des minima sociaux avec des revenus d'activité)

Soutient l'amendement n° 100 de la commission (de conséquence) (p. 5583) : adopté (p. 5583)

Soutient l'amendement n° 101 de la commission (retour au texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 5583) : adopté (p. 5583)

Article 5 ter A (convention de revenu minimum d'activité)

Soutient l'amendement n° 102 de la commission (de suppression) (p. 5583) : adopté (p. 5583)

Article 5 ter B (exonération de charges sociales pour l'embauche de bénéficiaires du RMI, de l'allocation de solidarité spécifique ou de l'allocation de parent isolé)

Soutient l'amendement n° 103 de la commission (de suppression) (p. 5584) : adopté (p. 5584)

Article 5 ter C (consultation du maire pour l'attribution du RMI)

Soutient l'amendement n° 104 de la commission (de suppression) (p. 5584) : adopté (p. 5584)

Article 6 (définition de l'insertion par l'activité économique)

Soutient l'amendement n° 301 de la commission (rédactionnel) (p. 5586) : adopté (p. 5586)

Article 8 (régime des associations intermédiaires)

Soutient l'amendement n° 105 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 5591) : adopté (p. 5591)

Soutient l'amendement n° 106 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 5593) : adopté (p. 5593)

Soutient l'amendement n° 107 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 5593) : adopté (p. 5593)

Article 9 quinquies (abrogation des modalités d'adaptation du RMI dans les départements d'outre-mer)

Soutient l'amendement n° 109 de la commission (de suppression) (p. 5598) : adopté (p. 5598)

Article 12 (lutte contre l'illettrisme dans le cadre de la formation professionnelle)

Soutient l'amendement n° 110 de la commission (financement pour les entreprises de moins de dix salariés) (p. 5605) : adopté (p. 5605)

Article 13 bis (rapport du Gouvernement au Parlement sur l'allocation de formation reclassement et le système de rémunération des stagiaires)

Soutient l'amendement n° 111 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte voté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 5605) : adopté (p. 5605)

Article 15 supprimé par le Sénat (aide de l'Etat aux contrats d'accès à l'emploi dans les DOM)

Soutient l'amendement n° 112 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte voté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 5605) : adopté (p. 5605)

Après l'article 15

Soutient l'amendement n° 287 de la commission (rédactionnel) (p. 5606) : adopté (p. 5606)

Article 30 supprimé par le Sénat (création d'une taxe sur les logements vacants)

Intervient sur l'amendement n° 32 de la commission (rétablissement de l'article) (p. 5624)

Article 48 précédemment réservé (article L. 331-7-1 du code de la consommation : mise en place d'un moratoire des dettes en cas d'échec des phases de conciliation et de recommandation)

Intervient sur l'amendement n° 121 rectifié de la commission (moratoire pouvant aller jusqu'à trois ans pour les personnes surendettées et sans ressources) (p. 5690)

Article 36 A précédemment réservé (fixation au 1er janvier 1999 de l'applicabilité de la couverture maladie universelle)

Soutient l'amendement n° 137 de la commission (de suppression) (p. 5695) : adopté (p. 5696)

Article 36 ter précédemment réservé, supprimé par le Sénat (prise en compte de la lutte contre l'exclusion dans les conventions entre l'Etat et les organismes de sécurité sociale)

Soutient l'amendement n° 138 de la commission (rétablissement du texte voté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 5696) : adopté (p. 5696)

Article 36 quater précédemment réservé (médecine scolaire)

Soutient l'amendement n° 139 de la commission (suppression des contraintes imposées à la médecine scolaire) (p. 5696) : adopté (p. 5697)

Après l'article 36 quater

Soutient l'amendement n° 290 précédemment réservé de M. Alain Veyret (exonération du forfait hospitalier) (p. 5697) : retiré (p. 5698)

Article 37 précédemment réservé (programmes régionaux d'accès à la prévention et aux soins)

Soutient l'amendement n° 141 de la commission (rédactionnel) (p. 5699) : adopté (p. 5699)

Article 38 A précédemment réservé (programme pour l'accès aux soins et à la prévention en faveur des Français de l'étranger démunis)

Soutient l'amendement n° 142 de la commission (de suppression) (p. 5699) : adopté (p. 5699)

Article 40 précédemment réservé (inscription des personnes sans domicile fixe sur les listes électorales)

Soutient l'amendement n° 144 de la commission (retour au texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 5702) : adopté (p. 5702)

Après l'article 40

Soutient l'amendement n° 177 précédemment réservé de M. Patrick Bloche (service communal de domiciliation) : adopté (p. 5702)

Article 72 (fourniture minimum d'énergie, d'eau et de téléphone)

Soutient l'amendement n° 145 de la commission (rédactionnel) (p. 5704) : adopté (p. 5704)

Article 73 (droit au compte bancaire)

Soutient l'amendement n° 146 de la commission (rédactionnel) (p. 5705) : adopté (p. 5705)

Soutient l'amendement n° 147 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 5705) : adopté (p. 5705)

Article 73 ter (aménagement de la prestation spécifique dépendance)

Soutient l'amendement n° 149 de la commission (montant maximal de la prestation) (p. 5708) : adopté (p. 5708)

Soutient l'amendement n° 150 de la commission (hébergement des personnes âgées) (p. 5708) : adopté (p. 5708)

Soutient l'amendement n° 151 rectifié de la commission (de précision) (p. 5708) : adopté (p. 5708)

Intervient sur l'amendement n° 309 de la commission (aides à domicile des bénéficiaires de la prestation spécifique dépendance) (p. 5708)

Article 74 (accès à la culture, aux sports et aux loisirs)

Soutient l'amendement n° 154 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 5709) : adopté (p. 5709)

Soutient l'amendement n° 155 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 5709) : adopté (p. 5709)

Soutient l'amendement n° 156 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 5709) : adopté (p. 5709)

Article 75 ter (moyens accordés à l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger)

Soutient l'amendement n° 159 de la commission (de suppression) (p. 5711) : adopté (p. 5711)

Article 77 bis (extension du bénéfice de l'aide à la scolarité aux élèves de plus de 16 ans inscrits en collège)

Soutient l'amendement n° 162 de la commission (de suppression) (p. 5712) : adopté (p. 5712)

Article 77 ter (versement trimestriel de l'aide à la scolarité)

Soutient l'amendement n° 163 de la commission (de suppression) (p. 5712) : adopté (p. 5712)

Après l'article 79

Soutient l'amendement n° 167 de la commission (rôle du conseil de l'emploi, des revenus et de la cohésion sociale) (p. 5714) : adopté (p. 5714)

Article 80 (Observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion sociale)

Soutient l'amendement n° 168 de la commission (tutelle de l'Observatoire) (p. 5715) : adopté (p. 5715)

Article 80 bis (commission de l'action sociale d'urgence)

Intervient sur l'amendement n° 169 de la commission (de coordination) (p. 5716)

Soutient l'amendement n° 170 de la commission (de coordination) (p. 5716) : adopté (p. 5716)

Article 82 (rapport d'évaluation au Parlement)

Soutient l'amendement n° 173 de la commission (prise en compte des travaux de l'Observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion sociale) (p. 5717) : adopté (p. 5717)

Son intervention à l'issue du vote (p. 5727)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la mise aux voix du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [9 juillet 1998] (p. 5734)

Son intervention (p. 5734)

Thèmes :

Emploi : création d'emplois (p. 5734)

Politique sociale : généralités (p. 5734)

Politique sociale : lutte contre l'exclusion (p. 5734)

Mise aux voix du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [9 juillet 1998] (p. 5745)

Soutient l'amendement n° 7 de la commission (de cohérence) (p. 5764) : adopté (p. 5764)

Soutient l'amendement n° 8 de la commission (activités des associations intermédiaires) (p. 5764) : adopté (p. 5764)

Soutient l'amendement n° 9 de la commission (tutelle des agences départementales d'insertion) (p. 5764) : adopté (p. 5764)

Soutient l'amendement n° 10 de la commission (conditions de nomination des directeurs d'agence) (p. 5765) : adopté (p. 5765)

Jean-Marie LE GUEN

*Paris (9^{ème} circonscription)
Socialiste*

Élu le 1^{er} juin 1997

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9390)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9423)

Membre titulaire du conseil de surveillance de la caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés [J.O. du 2 octobre 1997] (p. 14317)

Président du conseil de surveillance de la caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés [J.O. du 2 octobre 1997] (p. 14317)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Déchets, pollutions et nuisances. Air. Lutte et prévention, région parisienne [4 février 1998] (p. 1031)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Répond au rappel au règlement de M. Pierre Mazeaud : se félicite de l'opposition de M. Pierre Mazeaud au Front national [28 novembre 1997] (p. 6591)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 230 pour 1998

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [15 octobre 1997] (p. 4062) ; [16 octobre 1997] (p. 4089, 4121, 4157) ; [17 octobre 1997] (p. 4191, 4218, 4268)

Après l'article 18

Son amendement n° 163 rectifié soutenu par M. Didier Migaud (institution d'une taxe sur certaines dépenses de publicité) (p. 4310) : adopté après modification (p. 4311)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

CULTURE ET COMMUNICATION

I - COMMUNICATION

Examen du fascicule [22 octobre 1997] (p. 4487)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 4487)

Thèmes avant la procédure des questions :

Audiovisuel et communication : France télévision (p. 4488)

Audiovisuel et communication : Institut national de l'audiovisuel (INA) (p. 4488)

Audiovisuel et communication : programmes (p. 4488)

Audiovisuel et communication : Radio France internationale (RFI) (p. 4488)

Audiovisuel et communication : secteur public : budget (p. 4487)

Audiovisuel et communication : Société financière de radiodiffusion (SOFIRAD) (p. 4488)

Entreprises : fusion : Arte (p. 4488)

Presse et livres (p. 4488)

Taxes parafiscales : redevance audiovisuelle (p. 4487)

Télécommunications : Internet (p. 4488)

Travail : conventions collectives : France télévision (p. 4488)

Vote des crédits et articles rattachés [22 octobre 1997] (p. 4515)*Article 48 (répartition de la redevance)*

Soutient l'amendement n° 39 de la commission des finances (affectation à France Télévision des crédits affectés à Radio France Internationale, attribution en contrepartie d'un montant égal de crédits budgétaires à Radio France Internationale) (p. 4516) : retiré (p. 4518)

ECONOMIE, FINANCES ET INDUSTRIE

I - CHARGES COMMUNES - II - SERVICES FINANCIERS - MONNAIES ET MÉDAILLES (BUDGET ANNEXE) - COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR - TAXES PARAFISCALES - COMMERCE EXTÉRIEUR

Vote des crédits et articles rattachés [17 novembre 1997] (p. 5946)*Après l'article 38*

Intervient sur l'amendement n° 271 du Gouvernement (ouverture d'un compte d'affectation spéciale n° 902-32 "Fonds de modernisation de la presse quotidienne et assimilée d'information politique et générale") (p. 5953)

Projet de loi n° 303 de financement de la sécurité sociale pour 1998

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [27 octobre 1997] (p. 4705, 4731, 4773) ; [28 octobre 1997] (p. 4811)
Son intervention (p. 4790)

Thème :

Sécurité sociale : caisses (p. 4790)

Discussion des articles [28 octobre 1997] (p. 4832, 4853, 4890) ; [29 octobre 1997] (p. 4923, 4963, 4995) ; [30 octobre 1997] (p. 5028) ; [31 octobre 1997] (p. 5159)

Article 3 (taux de la CSG et suppression des cotisations maladie)

Son intervention (p. 4859)

Après l'article 25

Son amendement n° 337 soutenu par M. Patrick Bloche (rapport annuel de la Cour des comptes sur les laboratoires pharmaceutiques) (p. 5163) : retiré (p. 5164)

Projet de loi n° 328 relatif à la nationalité et modifiant le code civil

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [26 novembre 1997] (p. 6401, 6431) ; [27 novembre 1997] (p. 6471, 6507)
Son intervention (p. 6494)

Thèmes :

Etrangers : intégration (p. 6494)

Nationalité : droit du sol (p. 6494)

Nationalité : naturalisation (p. 6494)

Discussion des articles [28 novembre 1997] (p. 6539, 6570, 6607)*Article 1er (article 21-7 du code civil : acquisition de la nationalité française à raison de la naissance et de la résidence en France)*

Intervient sur le rappel au règlement de M. Pierre Mazeaud (cf. supra) (p. 6591)

Projet de loi de finances rectificative n° 447 pour 1997

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [3 décembre 1997] (p. 6889, 6931)*Article 24 (taxe sur les services de télévision)*

Soutient l'amendement n° 8 de la commission (non-assujettissement des exploitants qui n'ont diffusé qu'une seule œuvre éligible au compte de soutien) (p. 6919) : retiré (p. 6919)

Soutient l'amendement n° 9 rectifié de la commission (exonération des chaînes musicales) (p. 6919) : retiré (p. 6920)

Soutient l'amendement n° 11 de la commission (exclusion de l'assiette de la taxe des frais de collecte des recettes publicitaires, dans la limite de 5% du montant des recettes collectées) (p. 6920) : retiré (p. 6921)

Intervient sur l'amendement n° 78 du Gouvernement (aménagement du barème de la taxe) (p. 6922)

Soutient l'amendement n° 12 de la commission (aménagement du barème de la taxe) (p. 6922) : devenu sans objet (p. 6922)

Soutient l'amendement n° 17 de la commission (report de l'assujettissement des chaînes diffusées par câble et par satellite) (p. 6923) : retiré (p. 6923)

Projet de loi n° 780 d'orientation relatif à la lutte contre les exclusions

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [6 mai 1998] (p. 3515) ; [7 mai 1998] (p. 3533, 3562) ; [12 mai 1998] (p. 3649, 3684) ; [13 mai 1998] (p. 3741, 3776) ; [14 mai 1998] (p. 3815, 3872) ; [18 mai 1998] (p. 3931, 3975) ; [19 mai 1998] (p. 4076, 4102) ; [20 mai 1998] (p. 4205)

Article 1er (affirmation du caractère prioritaire de la lutte contre les exclusions)

Son intervention (p. 3519)

Pierre LELLOUCHE

*Paris (4^{ème} circonscription)
Rassemblement pour la République*

Élu le 1^{er} juin 1997

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9391)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9423)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme du service national [J.O. du 9 octobre 1997] (p. 14689)

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne [J.O. du 23 janvier 1998] (p. 1109)

Secrétaire de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 4 février 1998] (p. 1817)

DÉPÔTS

Proposition de loi constitutionnelle n° 504 tendant à modifier le Préambule de la Constitution du 4 octobre 1958 [5 décembre 1997]

Proposition de loi constitutionnelle n° 620 tendant à modifier le Préambule de la Constitution du 4 octobre 1958 [8 janvier 1998]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Défense. Armement. Emploi et activité [25 juin 1997] (p. 2902)

Travail. Durée du travail. Réduction [14 octobre 1997] (p. 3927)

Travail. Durée du travail. Réduction [27 janvier 1998] (p. 566)

Emploi. Jeunes. Expatriation, diplômés [1^{er} avril 1998] (p. 2325)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 125, posée le 13 janvier 1998. Organisations internationales. OTAN (J.O. Questions p. 245). Appelée le 20 janvier 1998. Contribution de la France (p. 402)

n° 146, posée le 27 janvier 1998. TVA. Taux (J.O. Questions p. 648). Appelée le 3 février 1998. Marché de l'art (p. 903)

n° 228, posée le 24 mars 1998. Transports urbains. RER (J.O. Questions p. 2096). Appelée le 24 mars 1998. Ligne E, Eole (p. 2012)

n° 409, posée le 2 juin 1998. Commerce et artisanat. Ouverture le dimanche (J.O. Questions p. 4622). Appelée le 9 juin 1998. Réglementation, dérogations, Coupe du monde de football (p. 4787)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Déplore l'absence de la Garde des Sceaux [26 novembre 1997] (p. 6481)

Déplore que le Gouvernement recoure systématiquement à la réserve du vote sur les amendements [28 novembre 1997] (p. 6594)

S'indigne des propos du Ministre de l'intérieur rapportés par l'AFP assimilant les députés gaullistes à des maurrassiens et demande des excuses publiques [14 décembre 1997] (p. 7688)

Rappelle à la Ministre de l'emploi et de la solidarité que l'opposition mérite d'être respectée et qu'elle souhaite

pouvoir développer ses arguments [3 février 1998] (p. 976)

S'étonne qu'on ait pu voter l'article 2 qui se réfère aux échéances fixées par l'article 1er alors que le vote sur cet article a été réservé [4 février 1998] (p. 1088)

DÉBATS**Projet de loi n° 200 relatif au développement d'activités pour l'emploi des jeunes****PREMIÈRE LECTURE**

Avant la discussion des articles [15 septembre 1997] (p. 2917, 2943, 2981)

Son intervention (p. 2971)

Thèmes :

Défense (p. 2971)

Emploi : emplois de proximité ou de service (p. 2971)

Emploi : emplois familiaux (p. 2971)

Projet de loi n° 199 portant réforme du service national**PREMIÈRE LECTURE**

Avant la discussion des articles [18 septembre 1997] (p. 3231, 3266)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Philippe Séguin (p. 3245)

Son intervention (p. 3253)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. François Bayrou (p. 3284)

Thèmes :

Défense : armée : professionnalisation (p. 3254, 3255)

Défense : rendez-vous citoyen (p. 3255, 3256)

Défense : service national : généralités (p. 3255)

Défense : volontaires du service national actif (VSNA) (p. 3256)

Emploi : jeunes (p. 3246, 3256)

Enseignement : programmes : défense (p. 3256, 3284)

Discussion des articles [18 septembre 1997] (p. 3279, 3308) ; [22 septembre 1997] (p. 3341, 3386)

Article 1er (création d'un livre premier du code du service national)

Article L. 111-2 du code du service national : contenu du service national universel

Son amendement n° 26 (suppression de la référence à l'appel de préparation à la défense) (p. 3288) : rejeté (p. 3291)

Son amendement n° 279 (notion de "journée militaire unique") (p. 3288) : rejeté (p. 3291)

Son amendement n° 28 soutenu par M. René Galy-Dejean (enseignement de la défense) (p. 3292) : rejeté (p. 3294)

Article L. 111-3 du code du service national : principe du volontariat

Son amendement n° 29 soutenu par M. Michel Voisin (de suppression) : rejeté (p. 3296)

Article L. 113-2 du code du service national : attestation de recensement

Intervient sur l'amendement n° 230 de M. Michel Voisin (vérification des informations fournies par les jeunes gens recensés) (p. 3311)

Article L. 113-3 du code du service national : obligation de recensement pour les personnes acquérant la nationalité française - Faculté pour certaines catégories d'étrangers

Intervient sur l'amendement n° 232 de M. Michel Voisin (recensement jusqu'à quarante-cinq ans) (p. 3313)

Article L. 113-4 du code du service national : inscription aux examens et concours

Intervient sur l'amendement n° 106 de la commission (recensement préalable à l'inscription à un examen ou concours) (p. 3315)

Son amendement n° 31 (condition d'inscription sur les listes électorales) (p. 3316) : rejeté (p. 3317)

Article L. 114-1 du code du service national : enseignement des principes de la défense par l'Education nationale

Intervient sur l'amendement n° 153 de M. Guy Teissier (enseignement de la défense) (p. 3320)

Son amendement n° 45 (niveaux scolaires concernés) (p. 3322) : retiré (p. 3323)

Son amendement n° 32 (dix heures d'enseignement par semestre) : rejeté (p. 3323)

Son amendement n° 33 (formation des enseignants) (p. 3323) : rejeté (p. 3324)

Son amendement n° 34 (enseignement par des militaires d'active ou de réserve) (p. 3324) : rejeté (p. 3326)

Article L. 114-2 du code du service national : obligation de répondre à l'appel de préparation à la défense

Son amendement n° 35 (de suppression) (p. 3327) : rejeté (p. 3328)

Intervient sur l'amendement n° 111 de la commission (niveaux d'enseignement concernés) (p. 3328, 3329)

Son amendement n° 281 (dénomination de la journée de préparation à la défense) : rejeté (p. 3329)

Intervient sur l'amendement n° 214 de M. Jean-Louis Bernard (certificat médical présenté lors de la journée de préparation à la défense) (p. 3330, 3331)

Intervient sur l'amendement n° 223 de M. Christian Martin (attestation d'une visite médicale) (p. 3330)

Article L. 114-3 du code du service national : contenu de l'appel de préparation à la défense

Son amendement n° 282 (dénomination de la journée d'appel de préparation à la défense) : devenu sans objet (p. 3346)

Son amendement n° 38 (encouragement au volontariat) : devenu sans objet (p. 3346)

Son amendement n° 39 soutenu par M. René Galy-Dejean (contenu de la journée d'appel) : rejeté (p. 3347)

Son amendement n° 40 soutenu par M. René Galy-Dejean (contenu de la journée d'appel) : rejeté (p. 3347)

Son amendement n° 41 (contenu de la journée d'appel) : rejeté (p. 3347)

Son amendement n° 43 soutenu par M. René Galy-Dejean (contrôle des connaissances des appelés) : rejeté (p. 3348)

Son amendement n° 42 soutenu par M. René Galy-Dejean (bilan de santé des appelés) : rejeté (p. 3349)

Article L. 114-4 du code du service national : date de l'appel de la préparation à la défense

Son amendement n° 44 soutenu par M. René Galy-Dejean (dates proposées aux appelés) (p. 3351) : rejeté (p. 3352)

Son amendement n° 283 soutenu par M. René Galy-Dejean (dénomination de la journée d'appel) : rejeté (p. 3352)

Article L. 114-5 du code du service national : régularisation de situation administrative entre dix-huit et vingt-cinq ans

Son amendement n° 47 soutenu par M. René Galy-Dejean (de suppression) : rejeté (p. 3352)

Son amendement n° 284 (dénomination de la journée d'appel) : devenu sans objet (p. 3353)

Article L. 114-6 du code du service national : sanctions

Son amendement n° 46 soutenu par M. René Galy-Dejean (de suppression) : rejeté (p. 3353)

Son amendement n° 285 (dénomination de la journée d'appel) : devenu sans objet (p. 3354)

Article L. 114-7 du code du service national : cas des Français résidant à l'étranger

Son amendement n° 48 (cas des jeunes Français âgés de dix-huit ans et résidant à l'étranger) : retiré (p. 3355)

Son amendement n° 286 (dénomination de la journée d'appel) : devenu sans objet (p. 3356)

Article L. 114-8 du code du service national : omission des listes de recensement

Son amendement n° 49 (Français âgés de moins de "dix-huit ans" et non inscrits) : devenu sans objet (p. 3357)

Son amendement n° 275 (dénomination de la journée d'appel) : devenu sans objet (p. 3357)

Article L. 114-9 du code du service national : responsabilité de l'Etat en cas de dommages corporels

Intervient sur l'amendement n° 120 de la commission (statut des jeunes gens participant à l'appel de préparation à la défense) (p. 3358)

Intervient sur le sous-amendement n° 300 de M. Michel Voisin (rédactionnel) à l'amendement n° 120 de la commission (p. 3359)

Son amendement n° 276 (dénomination de la journée d'appel) : devenu sans objet (p. 3359)

Intervient sur l'amendement n° 122 de la commission (personnes morales propriétaires des locaux d'accueil prémunies de toute action récursoire) (p. 3360)

Article L. 114-10 du code du service national : préparation militaire

Son amendement n° 277 (dénomination de la journée d'appel) : devenu sans objet (p. 3361)

Son amendement n° 50 (de précision) : devenu sans objet (p. 3362)

Son amendement n° 51 (accès à la réserve à l'issue de la préparation militaire) : adopté (p. 3363)

Intervient sur l'amendement n° 76 de M. René Galy-Dejean (jeunes femmes se portant candidates à une préparation militaire) (p. 3364)

Article L. 114-12 du code du service national : modalités d'application

Intervient sur l'amendement n° 128 rectifié de la commission (codification du volontariat militaire) (p. 3366)

Article 4 (réforme du code du service national)

Intervient sur le sous-amendement n° 310 de M. Guy Teissier (engagement à suivre une préparation militaire et engagement dans la réserve) à l'amendement n° 306 rectifié du Gouvernement (report pour les jeunes gens titulaires d'un contrat de travail de droit privé accordé par la commission régionale définie à l'article L. 32) (p. 3389, 3390)

Son amendement n° 242 (report pour les jeunes gens titulaires d'un contrat de travail) (p. 3375) : devenu sans objet (p. 3391)

Intervient sur l'amendement n° 133 de la commission (dispenses pour les jeunes gens dans une situation personnelle difficile) (p. 3393)

Son amendement n° 52 corrigé (dispenses) : devenu sans objet (p. 3394)

Son amendement n° 241 (dispenses) : devenu sans objet (p. 3394)

Intervient sur l'amendement n° 152 de M. Jean Ueberschlag (dispenses pour les jeunes gens titulaires d'un contrat de travail à durée indéterminée dans une entreprise située à l'étranger) (p. 3394)

Intervient sur l'amendement n° 8 de M. Jean Auclair (dispenses pour les jeunes gens s'installant en s'occupant d'une exploitation de caractère agricole, commercial ou artisanal) (p. 3396)

Article 6 (modification de la loi portant statut général des militaires)

Intervient sur l'amendement n° 206 de M. Michel Voisin (suppression du I de l'article 6) (p. 3399, 3400)

Ses explications de vote (p. 3410)

Vote contre du groupe du Rassemblement pour la République (p. 3410)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [13 octobre 1997] (p. 3895)

Son intervention (p. 3897)

Thèmes :

- Défense : armée : professionnalisation (p. 3898)
- Défense : service national : généralités (p. 3898)
- Défense : volontaires du service national actif (VSNA) (p. 3898, 3899)
- Emploi : jeunes (p. 3898)
- Enseignement : programmes : défense (p. 3898, 3899)

Discussion des articles [13 octobre 1997] (p. 3904)

Article 1er (création d'un livre 1er du code du service national)

Article L. 111-2 du code du service national : contenu du service national universel

Intervient sur l'amendement n° 1 de la commission (dénomination de la journée d'appel de préparation à la défense) (p. 3906)

Article L. 112-4 du code du service national : dispositions transitoires pour l'appel de préparation à la défense

Intervient sur l'amendement n° 7 de la commission (exemption de l'appel de préparation à la défense pour les jeunes hommes nés en 1979) (p. 3907)

Article L. 114-1 du code du service national : enseignement des principes de la défense par l'Education nationale

Intervient sur l'amendement n° 9 de la commission (dimension européenne donnée à l'enseignement des questions de défense) (p. 3908)

Avant l'article L. 115-1 du code du service national

Intervient sur l'amendement n° 15 de la commission (intitulé du chapitre V relatif à l'institution du Haut Conseil du service national) (p. 3910)

Article L. 121-1 du code du service national : principes généraux du volontariat militaire

Intervient sur l'amendement n° 18 de la commission (durée maximale du volontariat) (p. 3911)

Ses explications de vote (p. 3913)

Vote contre du groupe du Rassemblement pour la République (p. 3914)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la mise aux voix du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [21 octobre 1997] (p. 4362)

Son intervention (p. 4365)

Thèmes :

- Défense : armée : professionnalisation (p. 4366)
- Défense : rendez-vous citoyen (p. 4366)
- Défense : service national : généralités (p. 4365, 4366)
- Emploi : jeunes (p. 4366)
- Enseignement : programmes : défense (p. 4366)
- Relations internationales (p. 4366)

Projet de loi n° 231 relatif à l'inscription d'office des personnes âgées de dix-huit ans sur les listes électorales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [8 octobre 1997] (p. 3762, 3780)

Son intervention (p. 3789)

Thème :

- Elections et référendums : droit de vote : jeunes (p. 3789)

Discussion des articles [8 octobre 1997] (p. 3791)

Après l'article 2

Intervient sur l'amendement n° 3 de la commission (inscription d'office des personnes âgées de 19 à 21 ans sur les listes électorales) (p. 3796)

Projet de loi de finances n° 230 pour 1998

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [15 octobre 1997] (p. 4062) ; [16 octobre 1997] (p. 4089, 4121, 4157) ; [17 octobre 1997] (p. 4191, 4218, 4268)

Après l'article 10

Intervient sur l'amendement n° 324 de M. Gilbert Gantier (instauration d'une réduction d'impôt au titre de l'achat de véhicules propres) (p. 4238)

Intervient sur l'amendement n° 393 de M. Jean-Jacques Jégou (instauration d'une réduction d'impôt au titre de l'achat de véhicules fonctionnant au gaz de pétrole liquéfié) (p. 4238)

Intervient sur l'amendement n° 392 de M. Jean-Jacques Jégou (instauration d'une réduction d'impôt au titre de l'achat de véhicules fonctionnant au gaz de pétrole liquéfié) (p. 4238)

Intervient sur l'amendement n° 325 de M. Marc Laffineur (instauration d'une réduction au titre des dépenses de transformation d'un véhicule fonctionnant au supercarburant en véhicule fonctionnant au gaz de pétrole liquéfié) (p. 4238)

Intervient sur l'amendement n° 391 de M. Jean-Jacques Jégou (instauration d'une réduction au titre des dépenses de transformation d'un véhicule fonctionnant au supercarburant en véhicule fonctionnant au gaz de pétrole liquéfié) (p. 4238)

Projet de loi n° 328 relatif à la nationalité et modifiant le code civil

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [26 novembre 1997] (p. 6401, 6431) ; [27 novembre 1997] (p. 6471, 6507)
Son intervention (p. 6496)

Son rappel au règlement (cf. supra) [26 novembre 1997] (p. 6481)

Thèmes :

- Démographie : population (p. 6497)
- Etat : Nation (p. 6497)
- Etrangers : immigration (p. 6497)
- Nationalité : acquisition par déclaration de nationalité (p. 6497)
- Nationalité : droit (p. 6496)
- Nationalité : renonciation (p. 6497)

Discussion des articles [28 novembre 1997] (p. 6539, 6570, 6607)

Article 1er (article 21-7 du code civil : acquisition de la nationalité française à raison de la naissance et de la résidence en France)

Son intervention (p. 6576)

Intervient sur l'amendement n° 650 de M. Pierre Cardo (condition de régularité du séjour en France des parents au moment de la naissance de l'enfant) (p. 6587)

Intervient sur l'amendement n° 54 de M. Thierry Mariani (condition de régularité du séjour en France des parents au moment de la naissance de l'enfant) (p. 6587)

Intervient sur l'amendement n° 579 de M. Jacques Kossowski (condition de régularité du séjour en France des parents au moment de la naissance de l'enfant) (p. 6587)

Intervient sur l'amendement n° 622 de M. Renaud Dutreil (acquisition de la nationalité française par déclaration de nationalité) (p. 6589)

Intervient sur l'amendement n° 56 de M. Thierry Mariani (acquisition non automatique de la nationalité) (p. 6589)

Intervient sur l'amendement n° 611 de M. Guy Hascoët (acquisition de la nationalité française à la naissance sous réserve d'une condition de résidence et d'un titre de séjour d'au moins l'un des deux parents) (p. 6589)

Intervient sur l'amendement n° 610 de M. Guy Hascoët (acquisition de la nationalité à la naissance sous réserve d'une condition de résidence d'au moins d'un des deux parents) (p. 6589)

Son sous-amendement n° 666 (obligation de répudier sa nationalité d'origine) à l'amendement n° 649 de M. Pierre Cardo (obligation d'avoir accompli sa scolarité en France) (p. 6589) : vote réservé (p. 6590) : rejeté au scrutin public : application de l'article 44 alinéa 3 de la Constitution (vote bloqué) (p. 6629)

Son rappel au règlement (cf. supra) [28 novembre 1997] (p. 6594)

Projet de loi de finances rectificative n° 447 pour 1997

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 décembre 1997] (p. 6835, 6881)
Son intervention (p. 6885)

Thèmes :

- Défense : crédits (p. 6885)
- Défense : ventes d'armes : construction navale (p. 6885)
- Emploi : chômage (p. 6885)
- Finances publiques : déficit budgétaire (p. 6885)
- Finances publiques : dépenses (p. 6885)
- Finances publiques : politique budgétaire (p. 6885)
- Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 6885)
- Politique économique : croissance (p. 6885)
- Politiques communautaires : monnaie unique (p. 6885)
- Travail : réduction du temps de travail (p. 6885)

Discussion des articles [3 décembre 1997] (p. 6889, 6931)

Article 2 (versement au budget général des excédents financiers du contrat Bali-Bravo)

Son amendement n° 1 (de suppression) (p. 6890) : rejeté (p. 6891)

Projet de loi n° 327 relatif à l'entrée et au séjour des étrangers en France et au droit d'asile

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [9 décembre 1997] (p. 7179, 7203) ; [10 décembre 1997] (p. 7239, 7273, 7297) ; [11 décembre 1997] (p. 7321, 7339, 7380) ; [12 décembre 1997] (p. 7413, 7453, 7504) ; [14 décembre 1997] (p. 7603, 7633, 7663) ; [15 décembre 1997] (p. 7698, 7736, 7770) ; [16 décembre 1997] (p. 7858, 7899)

Article 1er (article 5 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 : motivation des refus de visas et allègement des formalités aux frontières)

Intervient sur l'amendement n° 394 de M. Guy Hascoët (obligation de motiver tous les refus de visas - extension de l'octroi automatique du visa à certaines catégories de personnes) (p. 7288)

Intervient sur l'amendement n° 1250 de M. Claude Goasguen (suppression de la motivation des refus de visas) (p. 7288)

Intervient sur l'amendement n° 1271 de M. Julien Dray (généralisation de la motivation du refus de visa, sauf en cas de menace pour la sûreté de l'Etat) (p. 7288)

Intervient sur les sous-amendements n°s 2032 à 2035 de M. Thierry Mariani (adjonction des notions "d'ordre public", de "tranquillité publique", de "salubrité publique" et de "sécurité publique" à celle de "sûreté de l'Etat") à l'amendement n° 47 de la commission (rédactionnel) (p. 7300)

Article 17 (article 29 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 : régime du regroupement familial)

Son intervention (p. 7627)

Intervient sur le sous-amendement n° 2087 du Gouvernement (rédactionnel) à l'amendement n° 67 rectifié de la commission (réduction d'un an de la durée du séjour requise de l'étranger pour demander le regroupement familial) (p. 7650)

Intervient sur l'amendement n° 1632 de M. Jean-Luc Warsmann (maintien de la possibilité de refuser le regroupement familial si ses conditions ne sont pas réunies lors de la demande de titre de séjour) (p. 7686)

Son rappel au règlement (cf. supra) [14 décembre 1997] (p. 7688)

Projet de loi n° 512 d'orientation et d'incitation relatif à la réduction du temps de travail

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [27 janvier 1998] (p. 572, 615) ; [28 janvier 1998] (p. 667, 703) ; [29 janvier 1998] (p. 747)

Son intervention (p. 712)

Thèmes :

Entreprises : délocalisations (p. 713)

Travail : aménagement du temps de travail (p. 713)

Travail : réduction du temps de travail (p. 712)

Discussion des articles [29 janvier 1998] (p. 747, 785) ; [3 février 1998] (p. 935, 971) ; [4 février 1998] (p. 1039, 1068) ; [5 février 1998] (p. 1110, 1150, 1199) ; [6 février 1998] (p. 1270)

Avant l'article 1er

Son amendement n° 953 (respect de la Constitution) (p. 761) : rejeté (p. 763)

Article 1er (réduction à trente-cinq heures de la durée légale hebdomadaire du travail effectif des salariés)

Son intervention (p. 800)

Intervient sur l'amendement n° 5 de M. René Couanau (de suppression) (p. 816)

Intervient sur l'amendement n° 18 de M. Pierre Lequiller (de suppression) (p. 816)

Intervient sur l'amendement n° 34 de M. Guy Teissier (de suppression) (p. 816)

Intervient sur l'amendement n° 47 de M. Serge Poignant (de suppression) (p. 816)

Intervient sur l'amendement n° 61 de M. Jacques Masdeu-Arus (de suppression) (p. 816)

Intervient sur l'amendement n° 63 de M. André Angot (de suppression) (p. 816)

Intervient sur l'amendement n° 152 de M. Renaud Muselier (de suppression) (p. 816)

Intervient sur l'amendement n° 236 de M. Germain Gengenwin (de suppression) (p. 816)

Intervient sur l'amendement n° 393 de M. Thierry Mariani (de suppression) (p. 816)

Intervient sur l'amendement n° 430 de M. André Schneider (de suppression) (p. 816)

Intervient sur l'amendement n° 496 de M. Gérard Voisin (de suppression) (p. 816)

Intervient sur l'amendement n° 508 de M. Bernard Accoyer (de suppression) (p. 816)

Intervient sur l'amendement n° 569 de Mme Marie-Thérèse Boisseau (de suppression) (p. 816)

Intervient sur l'amendement n° 618 de M. Christian Jacob (de suppression) (p. 816)

Intervient sur l'amendement n° 643 de M. Hervé Gaymard (de suppression) (p. 816)

Intervient sur l'amendement n° 648 de M. Christian Estrosi (de suppression) (p. 816)

Intervient sur l'amendement n° 692 corrigé de M. Gilles Carrez (de suppression) (p. 816)

Intervient sur l'amendement n° 729 de M. Jacques Kossowski (de suppression) (p. 816)

Intervient sur l'amendement n° 758 de M. Olivier de Chazeaux (de suppression) (p. 816)

Intervient sur l'amendement n° 806 de M. Éric Doligé (de suppression) (p. 816)

Intervient sur l'amendement n° 865 de M. Jean-Luc Warsmann (de suppression) (p. 816)

Intervient sur l'amendement n° 868 de M. Gérard Hamel (de suppression) (p. 816)

Intervient sur l'amendement n° 920 de Mme Roselyne Bachelot-Narquin (de suppression) (p. 816)

Intervient sur l'amendement n° 986 de Mme Nicole Catala (de suppression) (p. 816)

Intervient sur l'amendement n° 998 de M. Didier Quentin (de suppression) (p. 816)

Intervient sur l'amendement n° 1027 de M. Didier Quentin (de suppression) (p. 816)

Intervient sur l'amendement n° 1034 de M. Yves Coussain (de suppression) (p. 816)

Intervient sur l'amendement n° 1045 de M. François d'Aubert (de suppression) (p. 816)

Intervient sur l'amendement n° 1114 de M. François Sauvadet (de suppression) (p. 816)

Intervient sur l'amendement n° 1125 de M. Marc Laffineur (de suppression) (p. 816)

Intervient sur l'amendement n° 1144 de M. François Goulard (de suppression) (p. 816)

Intervient sur l'amendement n° 1206 de M. François Goulard (de suppression) (p. 816)

Intervient sur l'amendement n° 1232 de M. Michel Herbillon (de suppression) (p. 816)

Intervient sur l'amendement n° 1288 de M. Yves Fromion (de suppression) (p. 816)

Intervient sur l'amendement n° 1369 de M. Jacques Barrot (de suppression) (p. 816)

Intervient sur l'amendement n° 1384 de M. François Loos (de suppression) (p. 816)

Intervient sur l'amendement n° 1443 de M. Jean de Gaulle (de suppression) (p. 816)

Intervient sur l'amendement n° 1476 de M. Renaud Dutreil (de suppression) (p. 816)

Son amendement n° 787 (de suppression) (p. 809) : rejeté au scrutin public (p. 817)

Son amendement n° 775 (annualisation facultative et négociée du temps de travail) (p. 937) : rejeté (p. 941)

Intervient sur l'amendement n° 645 de M. André Schneider (entreprises qui emploient des jeunes en contrat d'apprentissage ou de qualification) (p. 941)

Son amendement n° 772 (entreprises en difficulté) (p. 946) : rejeté (p. 948)

Son amendement n° 773 (entreprises en redressement judiciaire) (p. 946) : rejeté (p. 948)

Son amendement n° 774 (entreprises en redressement par voie de continuation) (p. 946) : rejeté (p. 948)

Son rappel au règlement (cf. supra) [3 février 1998] (p. 976)

Intervient sur l'amendement n° 377 de M. Thierry Mariani (compatibilité avec la poursuite des activités de l'entreprise) (p. 986)

Son amendement n° 766 soutenu par Mme Roselyne Bachelot-Narquin (chômeurs de longue durée) : vote réservé (p. 1012)

Son amendement n° 767 soutenu par Mme Roselyne Bachelot-Narquin (jeunes à la recherche d'un premier emploi) : vote réservé (p. 1012)

Son amendement n° 768 soutenu par M. Bernard Accoyer (salariés dont le départ en retraite est prévu avant le 1er janvier 2002) (p. 1012) : vote réservé (p. 1013)

Son amendement n° 770 soutenu par M. Bernard Accoyer (contrats à durée déterminée conclus avant la date d'entrée en vigueur de la loi) : vote réservé (p. 1013)

Son amendement n° 778 soutenu par Mme Roselyne Bachelot-Narquin (statut des cadres) : vote réservé (p. 1013)

Son amendement n° 777 soutenu par Mme Roselyne Bachelot-Narquin (statut des cadres supérieurs) : vote réservé (p. 1013)

Son amendement n° 769 soutenu par Mme Roselyne Bachelot-Narquin (réduction du temps de travail pour les salariés travaillant déjà à temps partiel) : vote réservé (p. 1014)

Article 2 (incitation pour les partenaires sociaux à négocier sur la réduction du temps de travail avant l'application de la nouvelle durée légale)

Son intervention (p. 1051)

Soutient l'amendement n° 668 de M. Christian Estrosi (suppression des échéances fixées par l'article 1er) (p. 1069) : rejeté (p. 1071)

Intervient sur l'amendement n° 1012 de M. Didier Quentin (échéances fixées au 1er janvier 2000) (p. 1071)

Intervient sur l'amendement n° 1319 de M. François Goulard (échéances fixées au 1er janvier 2000) (p. 1071)

Intervient sur l'amendement n° 1318 de M. François Goulard (conséquences salariales de la réduction du temps de travail) (p. 1073)

Son amendement n° 959 (favoriser la négociation au sein de l'entreprise) (p. 1076) : rejeté (p. 1078)

Intervient sur l'amendement n° 395 de M. Thierry Mariani (renégociation des accords après le passage à l'euro) (p. 1084)

Intervient sur l'amendement n° 390 de M. Thierry Mariani (renégociation des accords après le passage à l'euro) (p. 1084)

Son amendement n° 958 (négociation d'accords préalables dans les entreprises) : rejeté (p. 1087)

Son rappel au règlement (cf. supra) [4 février 1998] (p. 1088)

Après l'article 2

Son amendement n° 960 (pérennisation du dispositif après une période probatoire de 3 ans) (p. 1088) : rejeté (p. 1089)

Article 3 (aide à la réduction du temps de travail)

Son amendement n° 961 (de suppression) (p. 1112) : rejeté (p. 1114)

Son amendement n° 965 (négociations au sein de l'entreprise) : devenu sans objet (p. 1115)

Son amendement n° 974 (suppression des échéances prévues à l'article 1er) : devenu sans objet (p. 1115)

Son amendement n° 962 (spécification du nombre d'emplois créés et évaluation des coûts salariaux) : rejeté (p. 1115)

Son amendement n° 963 (fixation du nombre d'emplois à créer) (p. 1115) : rejeté (p. 1116)

Son amendement n° 964 (coût annuel de l'aide de l'Etat) : rejeté (p. 1116)

Son amendement n° 966 (de suppression du I de l'article 3) : rejeté (p. 1117)

Son amendement n° 967 (suppression des mentions relatives aux modalités d'accompagnement de la réduction du temps de travail pour les organismes publics) : rejeté (p. 1118)

Son amendement n° 968 (nombre des emplois créés et coût pour l'entreprise) (p. 1121) : rejeté (p. 1122)

Son amendement n° 971 (délocalisations et risques financiers pour l'entreprise) (p. 1122) : rejeté (p. 1123)

Son amendement n° 972 (conséquences sur l'évolution des salaires) : rejeté (p. 1124)

Son amendement n° 973 (évolution des salaires et des coûts salariaux) : devenu sans objet (p. 1129)

Son amendement n° 970 (signature de l'accord par au moins un salarié élu) : rejeté (p. 1135)

Son amendement n° 969 (salariés ne pouvant être mandatés) : rejeté (p. 1141)

Son amendement n° 976 (rédactionnel) : rejeté (p. 1142)

Son amendement n° 975 (communication de l'accord au CODEF) : rejeté (p. 1142)

Son amendement n° 977 soutenu par Mme Roselyne Bachelot-Narquin (suppression du dernier alinéa du III de l'article 3) (p. 1143) : rejeté (p. 1144)

Intervient sur l'amendement n° 1219 de M. Georges Sarre (maintien conditionnel de l'aide) (p. 1166)

Soutient l'amendement n° 606 de M. Jean-Claude Leroy (durée du maintien de l'aide) (p. 1167) : rejeté (p. 1167)

Intervient sur l'amendement n° 135 de M. Maxime Gremetz (maintien de la valeur actuelle du SMIC pour les salariés effectuant un horaire hebdomadaire de 35 heures) (p. 1168)

Soutient l'amendement n° 811 de M. Éric Doligé (suppression du V de l'article 3) (p. 1170) : rejeté (p. 1170)

Intervient sur l'amendement n° 476 de M. Jean-Pierre Brard (obligation du maintien de l'emploi portée à trois ans) (p. 1173)

Intervient sur l'amendement n° 1059 de M. François d'Aubert (exclusion du dispositif pour le Crédit Lyonnais, Air France et le Comptoir des Entrepreneurs) (p. 1206)

Après l'article 3

Intervient sur l'amendement n° 112 de M. Maxime Gremetz (revalorisation par étape du SMIC) (p. 1208)

Intervient sur l'amendement n° 1367 de M. François Goulard (revalorisation du SMIC le 1er janvier 2000) (p. 1208)

Article 4 (réduction collective de la durée du travail sous forme de jours de repos)

Soutient l'amendement n° 640 de M. Christian Jacob (suppression de l'article 4) (p. 1214) : rejeté (p. 1214)

Son amendement n° 979 (priorité donnée à l'emploi) : rejeté (p. 1217)

Après l'article 4

Intervient sur l'amendement n° 110 de M. Claude Billard (définition du temps de travail) (p. 1221)

Intervient sur l'amendement n° 721 de M. Yves Cochet (définition du temps de travail) (p. 1221)

Soutient l'amendement n° 187 de M. Renaud Muselier (convention sur l'organisation annuelle du travail) (p. 1224) : rejeté (p. 1225)

Intervient sur l'amendement n° 1162 de M. Philippe Douste-Blazy (convention sur l'organisation annuelle du travail) (p. 1225)

Intervient sur l'amendement n° 1379 de M. Jacques Barrot (convention sur l'organisation annuelle du travail) (p. 1225)

Intervient sur l'amendement n° 109 de M. Maxime Gremetz (convention sur l'organisation annuelle du travail) (p. 1225)

Intervient sur l'amendement n° 604 corrigé de M. Jean-Claude Leroy (convention sur l'organisation annuelle du travail) (p. 1225)

Article 5 (seuil de déclenchement du repos compensateur)

Son amendement n° 942 (compétitivité des entreprises) : rejeté (p. 1230)

Article 7 (régime des heures complémentaires et des interruptions d'activité dans le cadre du travail à temps partiel)

Son intervention (p. 1271)

Intervient sur l'amendement n° 100 de la commission (paiement des heures complémentaires) (p. 1276)

Soutient l'amendement n° 1547 de M. Pierre Micaux (accord d'entreprise) (p. 1277) : rejeté (p. 1277)

Article 9 (bilan présenté au Parlement)

Son intervention (p. 1288)

Après l'article 9

Son amendement n° 983 (rapport sur le coût annuel de la mesure) : rejeté (p. 1296)

Article 1er précédemment réservé (réduction à 35 heures de la durée légale hebdomadaire du travail effectif des salariés)

Son amendement n° 779 soutenu par Mme Roselyne Bachelot-Narquin (calcul de la durée légale du travail) : rejeté (p. 1317)

Après l'article 3

Son amendement n° 980 précédemment réservé (prise en compte de la réduction du temps de travail dans l'établissement du SMIC) (p. 1325) : rejeté (p. 1326)

Titre

Soutient l'amendement n° 1202 précédemment réservé de M. Renaud Dutreil (caractère obligatoire de la réduction du temps de travail) (p. 1332) : rejeté (p. 1333)

Projet de loi n° 779 modifiant le statut de la Banque de France en vue de sa participation au Système européen de banques centrales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [7 avril 1998] (p. 2610, 2637)

Son intervention (p. 2651)

Thèmes :

Emploi : politique de l'emploi (p. 2652)

Etat : souveraineté (p. 2652)

Politique économique : croissance (p. 2652)

Politique économique : inflation (p. 2652)

Politique économique : politique monétaire (p. 2652, 2653)

Politique sociale : généralités (p. 2653)

Union européenne : Banque centrale européenne (BCE) (p. 2652)

Union européenne : construction européenne (p. 2652)

Union européenne : euro : monnaie unique (p. 2652, 2653)

Union européenne : Traité de Maastricht (p. 2652)

Projet de loi organique n° 827 limitant le cumul des mandats électoraux et fonctions électives

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [27 mai 1998] (p. 4385, 4406)

Après l'article 1er

Son amendement n° 90 soutenu par M. Olivier de Chazeaux (projet de loi relatif au statut de l'élu) (p. 4387) : rejeté (p. 4388)

Proposition de loi n° 895 relative à la reconnaissance du génocide arménien de 1915

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [29 mai 1998] (p. 4493)

Son intervention (p. 4504)

Thèmes :

Droit pénal : crimes contre l'humanité (p. 4504)
 Nationalité : nationalité d'origine : culture (p. 4504)
 Pays étrangers : Arménie (p. 4504)
 Pays étrangers : Turquie (p. 4504)
 Politique extérieure (p. 4504)

Discussion de l'article unique [29 mai 1998] (p. 4506)

Intervient sur l'amendement n° 1 de M. Guy Hermier (reconnaissance "officielle" par la France du génocide arménien et responsabilité du gouvernement turc de l'époque) (p. 4510)

Projet de loi n° 780 d'orientation relatif à la lutte contre les exclusions

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [30 juin 1998] (p. 5561) ; [1^{er} juillet 1998] (p. 5582, 5604, 5665)

Article 30 supprimé par le Sénat (création d'une taxe sur les logements vacants)

Son amendement n° 300 (création d'une taxe sur les logements transformés en bureaux et qui sont vacants) (p. 5623) : devenu sans objet (p. 5631)

Patrick LEMASLE

*Haute-Garonne (7^{ème} circonscription)
 Socialiste*

Devient député le 3 juillet 1997 (voir indications préliminaires) [J.O. du 4 juillet 1997] (p. 10168)

N'appartient à aucun groupe [J.O. du 4 juillet 1997] (p. 10168)

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 10 juillet 1997] (p. 10489)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 29 juillet 1997] (p. 11328)

Cesse d'appartenir à la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 19 septembre 1997] (p. 13657)

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 19 septembre 1997] (p. 13657)

Georges LEMOINE

*Eure-et-Loir (1^{ère} circonscription)
 Socialiste*

Élu le 1^{er} juin 1997

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9390)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9423)

Représentant suppléant de la délégation française aux Assemblées du Conseil de l'Europe et de l'UEO [J.O. du 25 juin 1997] (p. 9800)

Vice-président de la délégation française aux Assemblées du Conseil de l'Europe et de l'UEO

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 230 pour 1998*DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES*

DÉFENSE

Examen du fascicule [12 novembre 1997] (p. 5674)

Rapporteur pour avis de la commission de la défense nationale et des forces armées

Son intervention (p. 5679)

Thèmes avant la procédure des questions :

Gendarmerie : crédits (p. 5679)

Gendarmerie : écoles de la gendarmerie (p. 5680)

Proposition de loi n° 638 relative aux dates d'ouverture anticipée et de clôture de la chasse aux oiseaux migrateurs

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [18 juin 1998] (p. 5111) ; [19 juin 1998] (p. 5183)

Son intervention (p. 5140)

Jean-Claude LEMOINE

*Manche (1^{ère} circonscription)
 Rassemblement pour la République*

Élu le 1^{er} juin 1997

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9391)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9423)

Membre de la mission d'information commune sur la situation et les perspectives de l'industrie automobile en France et en Europe [J.O. du 12 juillet 1997] (p. 10608)

Membre suppléant du conseil supérieur de l'aviation marchande [J.O. du 3 avril 1998] (p. 5209)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Chasse et pêche. Oiseaux. Réglementation [27 janvier 1998] (p. 568)

Automobiles et cycles. Emploi et activité. Perspectives [26 mai 1998] (p. 4283)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 295, posée le 21 avril 1998. Enseignement agricole. Ecoles vétérinaires (J.O. Questions p. 2893). Appelée le 28 avril 1998. Accès (p. 3084)

n° 453, posée le 23 juin 1998. Eau. Politique de l'eau (J.O. Questions p. 5316). Appelée le 30 juin 1998. Réforme (p. 5507)

DÉBATS

Projet de loi n° 200 relatif au développement d'activités pour l'emploi des jeunes

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [15 septembre 1997] (p. 2995) ; [16 septembre 1997] (p. 3050, 3092) ; [17 septembre 1997] (p. 3121)

Article 2 (emplois d'adjoints de sécurité dans la police)

Son intervention (p. 3110)

Projet de loi n° 226 relatif à la partie législative du livre VI (nouveau) du code rural

PREMIÈRE LECTURE

Ses explications de vote [16 juin 1998] (p. 1907)

Vote pour du groupe du Rassemblement pour la République (p. 1907)

Projet de loi n° 727 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [31 mars 1998] (p. 2288) ; [1er avril 1998] (p. 2331, 2373) ; [2 avril 1998] (p. 2404, 2449)

Après l'article 47

Son amendement n° 155 soutenu par M. Jean-Pierre Delalande (régime dérogatoire à l'interdiction de construire à proximité des routes classées à grande circulation) : rejeté (p. 2476)

Proposition de loi n° 845 fixant le régime des armes et munitions

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [29 mai 1998] (p. 4512)

Soutient la motion de renvoi en commission de M. Jean-Louis Debré (p. 4536) : rejetée (p. 4538)

Thèmes :

Armes : classification (p. 4536, 4537)

Armes : détention (p. 4536)

Armes : vente : infractions (p. 4536)

Assemblée nationale : conditions de travail (p. 4536, 4537)

Droit pénal : délinquance et criminalité (p. 4536)

Lois : application (p. 4537)

Discussion des articles [29 mai 1998] (p. 4538)

Article 1er (interdiction de l'acquisition et de la détention d'armes à feu, d'éléments d'armes et de munitions)

Son amendement n° 9 (possibilité d'autorisation) : rejeté (p. 4538)

Article 2 (possibilité de dérogation à l'interdiction édictée à l'article 1er)

Son amendement n° 10 soutenu par M. Thierry Mariani (de suppression) : rejeté (p. 4538)

Article 3 (autorisation par le représentant de l'Etat de l'acquisition et de la détention d'armes des première et quatrième catégories)

Intervient sur l'amendement n° 2 de M. Thierry Mariani (autorisation accordée au titulaire d'une permis de chasse) (p. 4539)

Après l'article 4

Son amendement n° 6 (ventes d'armes et de munitions des deuxième, troisième et quatrième catégories uniquement par des armuriers diplômés et dans les armureries) (p. 4540) : rejeté (p. 4541)

Article 5 (déclaration de l'acquisition et de la détention d'armes des cinquième et septième catégories)

Soutient l'amendement n° 4 de M. Thierry Mariani (suppression de la justification d'un permis de chasse ou de la pratique effective du tir) (p. 4541) : rejeté (p. 4542)

Son amendement n° 12 (justification du permis de chasse ou de la pratique effective du tir pour la seule acquisition de munitions) : rejeté (p. 4542)

Intervient sur l'amendement n° 15 du Gouvernement (justification d'une autorisation officielle de chasser) (p. 4542, 4543)

Après l'article 7

Son amendement n° 8 (modalités de conservation des armes au domicile) : rejeté (p. 4544)

Proposition de loi n° 638 relative aux dates d'ouverture anticipée et de clôture de la chasse aux oiseaux migrateurs

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [18 juin 1998] (p. 5111) ; [19 juin 1998] (p. 5183)

Son intervention (p. 5140)

Thèmes :

Animaux : oiseaux migrateurs : chasse et pêche (p. 5140)

Bois et forêts : Office national des forêts (ONF) (p. 5141)

Politiques communautaires : directives : chasse et pêche (p. 5140)
Vote pour du groupe du Rassemblement pour la République (p. 5141)

Jacques LE NAY

*Morbihan (6^{ème} circonscription)
Union pour la démocratie française
puis Union pour la démocratie française-Alliance*

Élu le 1^{er} juin 1997

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9391), groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance [J.O. du 25 juin 1998] (p. 9698)

NOMINATION

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9423)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Transports aériens. Air France. Pilotes, grève [2 juin 1998] (p. 4581)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 230 pour 1998

*DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET
DISPOSITIONS SPÉCIALES*

AGRICULTURE ET PÊCHE, BAPSA

Examen du fascicule [23 octobre 1997] (p. 4535)

Procédure des questions :

Agriculture : pollution (p. 4593)

Retraites : régime agricole (p. 4594)

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET ENVIRONNEMENT

I - AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Examen du fascicule [4 novembre 1997] (p. 5287)

Procédure des questions :

Défense : entreprises : construction navale (p. 5317)

Proposition de loi n° 638 relative aux dates d'ouverture anticipée et de clôture de la chasse aux oiseaux migrateurs

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [18 juin 1998] (p. 5111) ; [19 juin 1998] (p. 5183)

Son intervention (p. 5142)

Thèmes :

Animaux : oiseaux migrateurs : chasse et pêche (p. 5142)

Politiques communautaires : directives : chasse et pêche (p. 5142)

Guy LENGAGNE

*Pas-de-Calais (5^{ème} circonscription)
Radical, Citoyen et Vert*

Élu le 1^{er} juin 1997

S'inscrit au groupe Radical, Citoyen et Vert [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9391)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9423)

Représentant titulaire de la délégation française aux Assemblées du Conseil de l'Europe et de l'UEO [J.O. du 25 juin 1997] (p. 9800)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires étrangères [J.O. du 9 juillet 1997] (p. 10421)

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 9 juillet 1997] (p. 10421)

Membre titulaire de la commission supérieure du crédit maritime mutuel [J.O. du 23 juillet 1997] (p. 11056)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la pêche maritime et aux cultures marines [J.O. du 23 octobre 1997] (p. 15469)

Cesse d'appartenir à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 19 décembre 1997] (p. 18434)

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 19 décembre 1997] (p. 18434)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires étrangères [J.O. du 2 mai 1998] (p. 6734)

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 3 mai 1998] (p. 6789)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Union européenne. Euro. Mise en place, conséquences, politique monétaire nationale [16 décembre 1997] (p. 7857)

DÉBATS

Projet de loi n° 46 d'orientation sur la pêche maritime et les cultures marines

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [24 septembre 1997] (p. 3436)

Son intervention (p. 3441)

Thèmes :

Aquaculture et pêche professionnelle : marins pêcheurs (p. 3441, 3442)
 Aquaculture et pêche professionnelle : produits de la mer (p. 3441)
 Chômage : indemnisation (p. 3442)
 Politiques communautaires : politique d'orientation pour la pêche (p. 3441)
 Travail : sécurité (p. 3442)

Projet de loi de finances n° 230 pour 1998**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****AGRICULTURE ET PÊCHE, BAPSA**

Examen du fascicule [23 octobre 1997] (p. 4535)
 Son intervention (p. 4567)

Thème avant la procédure des questions :

Aquaculture et pêche professionnelle (p. 4567)

EQUIPEMENT, TRANSPORTS ET LOGEMENT**I - EQUIPEMENT ET TRANSPORTS**

Examen du fascicule [24 octobre 1997] (p. 4605)
 Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan
 Son intervention (p. 4608)

Thèmes avant la procédure des questions :

Mer et littoral : eaux territoriales (p. 4608)
 Retraites : régimes autonomes et spéciaux : marins (p. 4609)
 Transports par eau : écoles de la marine marchande (p. 4609)
 Transports par eau : immatriculation des navires (p. 4609)
 Transports par eau : liaison Transmanche (p. 4609, 4610)
 Transports par eau : manutention portuaire (p. 4611)
 Transports par eau : ports (p. 4609)
 Transports par eau : sécurité de la navigation (p. 4609, 4610)

Jean-Claude LENOIR

*Orne (2^{ème} circonscription)
 Union pour la démocratie française
 puis Démocratie libérale et indépendants*

Élu le 1^{er} juin 1997

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9391)

Cesse d'appartenir au groupe de l'Union pour la Démocratie française [J.O. du 26 mai 1998] (p. 8020)

S'inscrit au groupe Démocratie libérale et indépendants [J.O. du 26 mai 1998] (p. 8020)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9423)

Membre suppléant de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques [J.O. du 25 juin 1997] (p. 9805)

Membre de la commission d'enquête sur Superphénix et la filière des réacteurs à neutrons rapides [J.O. du 11 avril 1998] (p. 5678)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Agriculture. Politique agricole commune (PAC). Réforme [3 mars 1998] (p. 1838)

Famille. Politique familiale. Perspectives [17 juin 1998] (p. 5090)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 159, posée le 27 janvier 1998. Coopération intercommunale. Communautés de communes (J.O. Questions p. 651). Appelée le 3 février 1998. Éligibilité au Fonds d'action locale (FAL) (p. 891)

n° 256, posée le 31 mars 1998. Emploi. Emplois jeunes (J.O. Questions p. 2312). Appelée le 7 avril 1998. Assurance chômage (p. 2575)

n° 331, posée le 5 mai 1998. Aménagement du territoire. Zonage (J.O. Questions p. 3449). Appelée le 12 mai 1998. Délimitation, perspectives (p. 3617)

Jean LEONETTI

*Alpes-Maritimes (7^{ème} circonscription)
 Union pour la démocratie française
 puis Union pour la démocratie française-Alliance*

Élu le 1^{er} juin 1997

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9391), groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance [J.O. du 25 juin 1998] (p. 9698)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9423)

Membre de la commission d'enquête sur l'activité et le fonctionnement des tribunaux de commerce [J.O. du 21 janvier 1998] (p. 988)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 626 considérant le vote blanc comme suffrage exprimé [14 janvier 1998]

Proposition de loi n° 627 tendant à faire respecter le principe de laïcité dans les établissements publics d'enseignement [14 janvier 1998]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Police. Police municipale. Projet de loi [17 décembre 1997] (p. 7987)

Santé. Politique de la santé. Classification des drogues [17 juin 1998] (p. 5090)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 23, posée le 17 novembre 1997. Ministères et secrétariats d'Etat. Jeunesse et sports : services extérieurs (J.O. Questions p. 6001). Appelée le 25 novembre 1997. Centre régional d'éducation physique et sportive (CREPS), fonctionnement, Antibes (p. 6228)

n° 202, posée le 24 février 1998. Déchets, pollutions et nuisances. Aéroports (J.O. Questions p. 1608). Appelée le 3 mars 1998. Bruits, lutte et prévention, Nice (p. 1821)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 230 pour 1998**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****FONCTION PUBLIQUE, RÉFORME DE L'ÉTAT ET DÉCENTRALISATION****Examen du fascicule [22 octobre 1997] (p. 4447)**

Procédure des questions :

Fonction publique hospitalière (p. 4465)

Projet de loi n° 328 relatif à la nationalité et modifiant le code civil

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [28 novembre 1997] (p. 6539, 6570, 6607)

Article 1er (article 21-7 du code civil : acquisition de la nationalité française à raison de la naissance et de la résidence en France)

Son amendement n° 40 (introduction de la notion d'information individuelle) (p. 6618) : rejeté (p. 6619)

Son amendement n° 41 (organisation d'une cérémonie civique à l'intention des nouveaux citoyens français) : rejeté (p. 6628)

Son amendement n° 14 (organisation d'une cérémonie citoyenne pour la remise de la carte d'électeur) (p. 6621) : rejeté (p. 6628)

Son amendement n° 42 (organisation d'une information citoyenne lors de l'appel de préparation à la défense) : rejeté (p. 6628)

Projet de loi n° 512 d'orientation et d'incitation relatif à la réduction du temps de travail

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [27 janvier 1998] (p. 572, 615) ; [28 janvier 1998] (p. 667, 703) ; [29 janvier 1998] (p. 747)

Son intervention (p. 722)

Thèmes :

Entreprises : petites et moyennes entreprises (p. 722)

Travail : annualisation du temps de travail (p. 723)

Travail : heures supplémentaires (p. 723)

Travail : réduction du temps de travail : création d'emplois (p. 722)

Travail : réduction du temps de travail : fonctionnaires et agents publics (p. 723)

Travail : salaires (p. 723)

Proposition de loi n° 748 tendant à la détermination des conditions juridiques de l'exercice de la profession d'artisan boulanger

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [03 avril 1998] (p. 2544)

Son intervention (p. 2552)

Thèmes :

Commerce et artisanat : boulangerie (p. 2552)

Consommation : information des consommateurs (p. 2552)

Consommation : pratiques commerciales : concurrence (p. 2552, 2553)

Emploi (p. 2552)

Justice : Conseil d'Etat (p. 2552)

Discussion de l'article unique [03 avril 1998] (p. 2559)

Article unique (Appellation de boulanger et enseigne de boulangerie)

Intervient sur l'amendement n° 8 de M. Jean-Paul Charié (qualité de "boulanger" et enseigne de "boulangerie" réservées aux seuls artisans boulangers) (p. 2561)

Son amendement n° 4 (vente par un établissement secondaire et vente itinérante) : rejeté (p. 2565)

Après l'article unique

Son amendement n° 5 (fermeture hebdomadaire) (p. 2567) : rejeté (p. 2568)

Ses explications de vote (p. 2568)

Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie française (p. 2553, 2568)

Projet de loi n° 815 relatif aux polices municipales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 avril 1998] (p. 3103, 3149)

Soutient la motion de renvoi en commission de M. François Bayrou (p. 3177) : rejetée (p. 3182)

Thèmes :

Collectivités territoriales : libre administration (p. 3178 à 3180)

Communes : maires : police (p. 3178, 3180)

Droit pénal : délinquance et criminalité (p. 3177)

Etat (p. 3180)

Etat : Gouvernement : sécurité publique (p. 3179)
 Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de l'intérieur : décrets (p. 3179, 3180)
 Ordre public : personnels (p. 3178)
 Pays étrangers (p. 3179)
 Police : police de proximité (p. 3177)
 Police : police municipale : armes (p. 3178, 3180)
 Police : police municipale : personnels (p. 3178 à 3180)
 Police : police municipale : projets de loi (p. 3177)
 Police : police municipale : propositions de loi (p. 3177)

Discussion des articles [28 avril 1998] (p. 3182) ; [30 avril 1998] (p. 3285)

Article 1er (article L. 2212-5 du code général des collectivités territoriales - compétences des agents de police municipale)
 Son amendement n° 178 (participation de la police municipale au respect de l'ordre public) (p. 3187) : rejeté (p. 3188)

Article 2 (article L. 2212-6 du code général des collectivités territoriales - élaboration d'un règlement de coordination)
 Intervient sur l'amendement n° 99 de la commission (de précision) (p. 3196)
 Intervient sur l'amendement n° 50 de M. Jacques Peyrat (suppression de la possibilité pour le préfet d'édicter seul le règlement de coordination et de l'interdiction faite aux polices municipales d'opérer entre 20 heures et 7 heures en l'absence de règlement) (p. 3197)
 Son amendement n° 179 (règlement de coordination édicté par le procureur de la République en cas de désaccord entre le maire et le préfet) : rejeté (p. 3199)
 Son amendement n° 180 (suppression de l'interdiction faite aux polices municipales d'opérer entre 20 heures et 7 heures en l'absence de règlement de coordination) (p. 3285) : vote réservé (3286) : rejeté (p. 3287)
 Son sous-amendement n° 275 (tranche 0 heure - 6 heures) à l'amendement n° 101 de la commission (interdiction faite aux polices municipales d'opérer entre 20 heures et 7 heures en l'absence de règlement de coordination réduite à la tranche 23 heures - 6 heures) : rejeté (p. 3288)

Article 3 (article L. 2212-7 du code général des collectivités locales - institution d'une commission consultative des polices municipales)
 Intervient sur l'amendement n° 103 de la commission (modification de la composition de la commission présidée par un maire élu en son sein) (p. 3293)

Article 4 (article L. 2212-8 du code général des collectivités territoriales - vérification des services de police municipale)
 Intervient sur l'amendement n° 38 de M. Lionnel Luca (de suppression) (p. 3296)
 Intervient sur l'amendement n° 130 de M. Dominique Bussereau (de suppression) (p. 3296)
 Intervient sur l'amendement n° 157 de M. Christian Estrosi (de suppression) (p. 3296)
 Intervient sur l'amendement n° 217 de M. Jacques Myard (de suppression) (p. 3296)

Article 7 (article L. 412-51 du code des communes - armement des agents de la police municipale)

Son intervention (p. 3305)
 Soutient l'amendement n° 231 de M. Jean-Jacques Weber (de suppression) (p. 3307) : rejeté (p. 3307)
 Son amendement n° 184 (suppression de la référence au décret au Conseil d'Etat précisant les cas où le port d'arme peut être autorisé et déterminant leur nature et leurs conditions d'utilisation) : rejeté (p. 3311)

Article 8 (article L. 412-52 du code des communes - identification et équipement des agents de la police municipale)
 Soutient l'amendement n° 162 de M. Christian Estrosi (délai de deux ans accordé aux communes pour le renouvellement des équipements nécessaires) (p. 3313) : rejeté (p. 3313)
 Son amendement n° 185 (délai de deux ans accordé aux communes pour le renouvellement des équipements nécessaires) : rejeté (p. 3313)
 Soutient l'amendement n° 163 de M. Christian Estrosi (tenue des agents de couleur bleue) (p. 3314) : rejeté (p. 3314)

Après l'article 8
 Soutient le sous-amendement n° 260 de M. Jean-Jacques Weber (financement par l'Etat) à l'amendement n° 113 de la commission (dotation exceptionnelle de premier équipement attribuée aux communes et financée par le produit des amendes leur revenant) (p. 3315) : rejeté (p. 3315)

Article 9 (article L. 412-53 du code des communes : code de déontologie)
 Soutient l'amendement n° 208 de M. Christian Estrosi (avis de la commission consultative des polices municipales) (p. 3315) : rejeté (p. 3315)

Article 12 (article L. 21-2 du code de procédure pénale - compétences judiciaires des agents de police municipale)
 Son amendement n° 188 (rédactionnel) : rejeté (p. 3317)

Article 14 (procédure de relevé d'identité par les agents de police municipale)
 Son intervention (p. 3319)
 Soutient l'amendement n° 24 de M. Patrick Delnatte (relevé d'identité en cas d'infractions flagrantes) (p. 3319) : rejeté (p. 3319)

Article 16 (pension de réversion et rente viagère d'invalidité à taux plein aux ayants-cause)
 Intervient sur l'amendement n° 271 du Gouvernement (extension du bénéfice des dispositions de l'article aux ayants-cause des agents de police municipale décédés en service et cités à l'ordre de la nation) (p. 3325)
 Soutient l'amendement n° 171 de M. Christian Estrosi (admission dans l'ordre national du mérite des agents de police municipale tués au cours d'une opération de police) (p. 3325) : rejeté (p. 3325)
 Soutient l'amendement n° 59 de M. Jacques Peyrat (attribution de la médaille d'honneur de la police aux agents de police municipale blessés en service) (p. 3325) : rejeté (p. 3325)

Article 18 (édiction du règlement de coordination à l'issue du délai de six mois à compter de la publication du règlement type)

Son amendement n° 190 (délai porté de six mois à deux ans) : rejeté (p. 3326)

Projet de loi organique n° 827 limitant le cumul des mandats électoraux et fonctions électives

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [26 mai 1998] (p. 4285, 4315) ; [27 mai 1998] (p. 4373)
Son intervention (p. 4343)

Thèmes :

Elections et référendums : cumul des mandats : coopération intercommunale (p. 4343)

Elections et référendums : cumul des mandats : indemnités (p. 4343)

Parlement : parlementaires : maires (p. 4342, 4343)

Politique générale : institutions (p. 4343, 4344)

Discussion des articles [27 mai 1998] (p. 4385, 4406)

Article 2 (articles L.O. 141 et L.O. 141-1 du code électoral - interdiction du cumul d'un mandat parlementaire avec une fonction élective locale ou plus d'un mandat local)

Article L.O. 141 du code électoral

Son amendement n° 65 (suppression de l'interdiction du cumul du mandat de député avec une fonction élective locale) (p. 4397) : rejeté (p. 4398)

Son amendement n° 64 (interdiction du cumul du mandat de député avec la vice-présidence d'un conseil régional ou général ou avec les fonctions d'adjoint au maire) (p. 4399) : rejeté (p. 4400)

Après l'article 2

Son amendement n° 66 (incompatibilité entre l'exercice de deux mandats électifs et une activité professionnelle dont la rémunération excède le dixième de l'indemnité la plus élevée) : retiré ; repris par M. Jacques Myard (p. 4416)

Reprend l'amendement n° 32 de la commission (interdiction faite au député d'exercer les droits afférents au capital détenu par lui dans des sociétés bénéficiant de la garantie ou de commandes de l'Etat) (p. 4416) : adopté (p. 4416)

Intervient sur l'amendement n° 33 de la commission (interdiction faite au député d'exercer les fonctions de conseil ou de percevoir une rémunération au titre de contrats d'études) (p. 4417, 4418)

Intervient sur l'amendement n° 61 de M. Jacques Brunhes (interdiction faite au député d'exercer les fonctions de conseil) (p. 4417, 4418)

Après l'article 4

Intervient sur l'amendement n° 43 de la commission (variation de l'indemnité de base et de l'indemnité de fonction selon la participation du parlementaire aux travaux de l'Assemblée à laquelle il appartient) (p. 4426)

Intervient sur l'amendement n° 93 de Mme Frédérique Bredin (communication pour avis aux commissions des finances des décrets d'avances et arrêtés portant respectivement ouvertures et annulation de crédits) (p. 4426)

Titre

Intervient sur l'amendement n° 111 rectifié de la commission (nouveau titre : "projet de loi organique relatif à la limitation du cumul des mandats électoraux et des fonctions et à leurs conditions d'exercice") (p. 4430)

Projet de loi n° 621 portant création d'un conseil supérieur de la déontologie de la sécurité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 juin 1998] (p. 4702)

Son intervention (p. 4714)

Soutient la motion de renvoi en commission de M. François Bayrou (p. 4721) : rejetée (p. 4727)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. François Bayrou (p. 4726)

Thèmes :

Assemblée nationale : conditions de travail (p. 4722)

Droit pénal : délinquance et criminalité : mineurs (p. 4715)

Droits de l'homme et libertés publiques (p. 4714, 4715, 4723)

Etat : ministres (p. 4724)

Etat : Premier ministre (p. 4715)

Justice (p. 4722, 4726, 4727)

Ordre public : commission nationale de déontologie de la sécurité (p. 4722 à 4724)

Ordre public : personnels (p. 4715, 4716, 4722, 4723)

Parlement : rôle (p. 4723, 4724, 4727)

Partis et mouvements politiques : majorité (p. 4726)

Système pénitentiaire : personnel pénitentiaire (p. 4722)

Discussion des articles [4 juin 1998] (p. 4727)

Article 1er (institution du conseil supérieur de la déontologie de la sécurité)

Son sous-amendement n° 42 (adjonction du personnel pénitentiaire) à l'amendement n° 3 rectifié de la commission (liste des personnels sur lesquels le conseil a compétence) : rejeté (p. 4728)

Article 2 (composition du conseil et mandat de ses membres)

Son amendement n° 36 (membres issus de chacune des instances de sécurité relevant du conseil) : rejeté (p. 4730)

Son amendement n° 37 (suppression des incompatibilités prévues pour les membres du conseil) : rejeté (p. 4730)

Article 4 (procédure de saisine)

Son amendement n° 38 (demande de saisine par toute personne ayant eu connaissance de faits constituant selon elle un manquement aux règles de déontologie) : rejeté (p. 4732)

Son amendement n° 39 (suppression de la transmission de la réclamation par un parlementaire) (p. 4733) : rejeté (p. 4734)

Son amendement n° 40 (suppression de l'interdiction de la saisine du conseil par les parlementaires qui en sont membres) (p. 4732) : rejeté (p. 4734)

Article 6 (vérifications sur place)

Intervient sur l'amendement n° 14 de la commission (suppression du préavis pour les vérifications sur place) (p. 4738)

Article 11 (rapport annuel)

Son amendement n° 41 (rapport portant sur l'activité de l'ensemble des services de sécurité) : rejeté (p. 4740)
 Ses explications de vote (p. 4742)

Projet de loi n° 956 relatif à l'accès au droit et à la résolution amiable des conflits

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [29 juin 1998] (p. 5449)

Son intervention (p. 5459)

Thèmes :

Associations (p. 5461)

Droit pénal : délinquance et criminalité (p. 5460)

Droits de l'homme et libertés publiques : égalité (p. 5460, 5461)

Enseignement (p. 5461)

Justice : aide à l'accès au droit (p. 5449, 5450)

Justice : aide juridique (p. 5460)

Justice : conciliation (p. 5460, 5461)

Justice : crédits (p. 5461)

Justice : réforme (p. 5460, 5461)

Professions judiciaires et juridiques : avocats (p. 5460)

Ses explications de vote (p. 5481)

Non-participation au vote groupe de l'Union pour la Démocratie française (p. 5481)

François LÉOTARD

Var (5^{ème} circonscription)

Union pour la démocratie française

puis Union pour la démocratie française-Alliance

Élu le 1^{er} juin 1997

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9391), groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance [J.O. du 25 juin 1998] (p. 9698)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9423)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Collectivités territoriales. Corse. Assassinat du préfet, conséquences [10 février 1998] (p. 1376)

Louis LE PENSEC

Finistère (8^{ème} circonscription)

Socialiste

Ministre de l'agriculture et de la pêche

Élu le 1^{er} juin 1997

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9390)

Est nommé ministre de l'agriculture et de la pêche. Décret du 4 juin 1997 [J.O. du 5 juin 1997] (p. 912)

Cessation de son mandat de député le 4 juillet 1997 (voir indications préliminaires) [J.O. du 6 juillet 1997] (p. 10294)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9423)

Cesse d'être membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 17 juin 1997] (p. 9541)

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 17 juin 1997] (p. 9541)

Erreur ! Liaison incorrecte.[J.O. du 2 juillet 1997] (p. 10060)

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 2 juillet 1997] (p. 10060)

DÉPÔTS

Projet de loi n° 772 relatif aux animaux dangereux et errants et à la protection des animaux domestiques [11 mars 1998]

Projet de loi n° 977 d'orientation agricole [10 juin 1998]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Membre du Gouvernement

RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

DE

M. Michel Suchod. Retraites : régime agricole. Montant des pensions. Perspectives [8 octobre 1997] (p. 3774)

Mme Marie-Hélène Aubert. Agriculture. Politique agricole. Projet de loi d'orientation [14 octobre 1997] (p. 3926)

M. Jean-Michel Marchand. Agroalimentaire. France Champignon. Emploi et activité [29 octobre 1997] (p. 4960)

Mme Jacqueline Lazard. Aquaculture et pêche professionnelle. Matériels et zones de pêche. Politiques communautaires [4 novembre 1997] (p. 5328)

M. Félix Leyzour. Agriculture. Politique agricole commune (PAC). Réforme [26 novembre 1997] (p. 6395)

M. Jacques Rebillard. Elevage. Politique agricole commune (PAC). Bovins, réforme [3 décembre 1997] (p. 6874)

M. Daniel Chevallier. Agriculture. Agrobiologie. Organismes génétiquement modifiés, production, autorisation [3 décembre 1997] (p. 6877)

- M. Arnaud Lepercq. Elevage. Politique agricole commune (PAC). Bovins, réforme [10 décembre 1997] (p. 7269)
- M. François Cuillandre. Déchets, pollutions et nuisances. Eau. Pollutions agricoles, plan de maîtrise, mise en place [27 janvier 1998] (p. 569)
- M. Michel Suchod. Retraites : régime agricole. Montant des pensions. Perspectives [28 janvier 1998] (p. 663)
- M. Joël Goyheneix. Agriculture. Agrobiologie. Organismes génétiquement modifiés, production, autorisation [3 février 1998] (p. 924)
- M. Alain Le Vern. Agriculture. Politique agricole commune (PAC). Réforme [3 mars 1998] (p. 1831)
- M. François Vannson. Agriculture. Politique agricole commune (PAC). Réforme [3 mars 1998] (p. 1836)
- M. Jean-Claude Lenoir. Agriculture. Politique agricole commune (PAC). Réforme [3 mars 1998] (p. 1838)
- M. Jean-Michel Ferrand. Agriculture. Fruits et légumes. Aides de l'Etat [4 mars 1998] (p. 1916)
- M. Joseph Parrenin. Agriculture. Politique agricole commune (PAC). Réforme [25 mars 1998] (p. 2109)
- Mme Marie-Hélène Aubert. Agriculture. Politique agricole commune (PAC). Réforme [25 mars 1998] (p. 2111)
- M. Christian Jacob. Agriculture. Politique agricole commune (PAC). Réforme [25 mars 1998] (p. 2112)
- M. Michel Vergnier. Agriculture. Politique agricole commune (PAC). Réforme [1^{er} avril 1998] (p. 2322)
- M. Jean-Paul Dupré. Agroalimentaire. Politique agricole commune (PAC). Vin, réforme [7 avril 1998] (p. 2608)
- M. Camille Darsières. Agriculture. Politique agricole commune (PAC). Bananes [7 avril 1998] (p. 2608)
- M. Jean-Michel Ferrand. Agriculture. Fruits et légumes. Aides de l'Etat [8 avril 1998] (p. 2687)
- M. Jacques Floch. Agriculture. Fruits et légumes. Aides de l'Etat [22 avril 1998] (p. 2909)
- M. Kofi Yamgnane. Elevage. Porcs. Prix [5 mai 1998] (p. 3384)
- M. Félix Leyzour. Agriculture. Prix. Contrôle, perspectives [6 mai 1998] (p. 3457)
- M. Michel Grégoire. Agriculture. Politique agricole. Projet de loi d'orientation [13 mai 1998] (p. 3733)
- M. Éric Besson. Agriculture. Fruits et légumes. Aides de l'Etat [27 mai 1998] (p. 4366)
- M. Yvon Montané. Agriculture. Politique agricole commune (PAC). Réforme [10 juin 1998] (p. 4877)
- M. Jean Auclair. Commerce extérieur. Commerce intracommunautaire. Viandes de boucherie, importations, interdiction, perspectives [17 juin 1998] (p. 5096)

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT DE

- M. Michel Lefait. Agriculture. Fruits et légumes. Chou-fleur, soutien du marché, Saint-Omer [7 octobre 1997] (p. 3655)
- Mme Sylvia Bassot. Déchets, pollutions et nuisances. Eau. Nitrates, lutte et prévention [7 octobre 1997] (p. 3656)
- M. Jean-Claude Sandrier. Communes. Finances. Gestion de l'assainissement et des ordures ménagères [16 décembre 1997] (p. 7834)

- M. Augustin Bonrepaux. Aménagement du territoire. Montagne. Aides de l'Etat, bilan et perspectives [16 décembre 1997] (p. 7833)
- M. Jean-Paul Bacquet. Elevage. Lait. Quotas de production, zones de montagne [16 décembre 1997] (p. 7831)
- M. Jean Delobel. Défense. Armement. Engins explosifs, ramassage et destruction, Nord [13 janvier 1998] (p. 128)
- M. Jean-Paul Bacquet. Agroalimentaire. Fromages. Pasteurisation, politiques communautaires [13 janvier 1998] (p. 125)
- Mme Jacqueline Lazard. Défense. Marine. Accidents maritimes, intervention [13 janvier 1998] (p. 129)
- M. Didier Boulard. Elevage. Abeilles. Disparition, lutte et prévention [13 janvier 1998] (p. 127)
- M. Didier Quentin. Chasse et pêche. Pêche au carrelet, réglementation [27 janvier 1998] (p. 557)
- M. Roger Lestas. Elevage. Politique agricole commune (PAC). Bovins, identification [27 janvier 1998] (p. 558)
- M. Pierre Goldberg. Elevage. Politique agricole commune (PAC). Bovins, perspectives [10 février 1998] (p. 1366)
- Mme Geneviève Perrin-Gaillard. Environnement. Espaces naturels. Protection, marais poitevin [10 février 1998] (p. 1364)
- M. Jean-Claude Mignon. Voirie. Routes express. Construction, incompatibilité avec le schéma directeur d'Ile-de-France, Melun [10 février 1998] (p. 1364)
- M. Gérard Voisin. Elevage. Ovins. Aides de l'Etat, zones de plaine [7 avril 1998] (p. 2589)
- M. André Angot. Elevage. Bovins. Maladie du bétail, vache folle, lutte et prévention [7 avril 1998] (p. 2590)
- M. Jean-Pierre Abelin. Agriculture. Politique agricole commune (PAC). Oléagineux, prime, montant [19 mai 1998] (p. 4044)
- Mme Marie-Thérèse Boissau. Retraites : régime agricole. Montant des pensions. Retraites postérieures au 1^{er} janvier 1998 [19 mai 1998] (p. 4045)
- M. Stéphane Alaïze. Agriculture. Calamités agricoles. Gel, indemnisation, arboriculture et viticulture [16 juin 1998] (p. 5003)
- M. François Goulard. Mer et littoral. Estuaires. Envasement, lutte et prévention, Vilaine [30 juin 1998] (p. 5505)
- M. Jean-Claude Lemoine. Eau. Politique de l'eau. Réforme [30 juin 1998] (p. 5507)
- M. Olivier de Chazeaux. Déchets, pollutions et nuisances. Stations-service. Zones urbaines [30 juin 1998] (p. 5506)
- Mme Paulette Guinchard-Kunstler. Préretraites. Agriculture. Conditions d'attribution, conjoints survivants [30 juin 1998] (p. 5504)

DÉBATS

Projet de loi n° 46 d'orientation sur la pêche maritime et les cultures marines

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [24 septembre 1997] (p. 3436)

Son intervention (p. 3436)

Sa réponse (p. 3463)

Thèmes :

Aquaculture et pêche professionnelle : conchyliculture (p. 3437)

Aquaculture et pêche professionnelle : élevage (p. 3464)

Aquaculture et pêche professionnelle : marins pêcheurs (p. 3437)

Aquaculture et pêche professionnelle : produits de la mer (p. 3437, 3464)

Aquaculture et pêche professionnelle : zones de pêche (p. 3464, 3465)

Chômage : indemnisation (p. 3438, 3465)

DOM-TOM (p. 3464)

Formation professionnelle (p. 3437, 3438, 3464)

Impôt sur le revenu : déduction des investissements en parts de copropriété de navires neufs (p. 3465)

Mer et littoral : domaine public maritime (p. 3464)

Plus values : imposition (p. 3437)

Politiques communautaires : politique d'orientation pour la pêche (p. 3436 à 3438, 3463)

Retraites : régime agricole (p. 3438)

Retraites : régimes autonomes et spéciaux : marins (p. 3438, 3465)

Travail : contrats de travail (p. 3437, 3465)

Travail : sécurité (p. 3438)

Discussion des articles [24 septembre 1997] (p. 3466)

Ses interventions dans la discussion des amendements et sous-amendements (p. 3466 à 3489)

Après l'article 4

Soutient l'amendement n° 2 du Gouvernement (mesures destinées à assurer la conservation des ressources) (p. 3466) : adopté (p. 3467)

Soutient l'amendement n° 1 du Gouvernement (limitation de la pratique de la captation de quotas) (p. 3467) : adopté (p. 3468)

Après l'article 5

Soutient l'amendement n° 3 du Gouvernement (sanction administrative applicable en cas de captation de quotas) (p. 3468) : adopté (p. 3468)

Après l'article 6

Soutient l'amendement n° 4 du Gouvernement (sanction pénale à l'encontre d'un navire étranger puisant dans les quotas de pêche français) (p. 3468) : adopté (p. 3468)

Soutient l'amendement n° 5 du Gouvernement (sanction à l'encontre des navires pêchant sans autorisation dans les terres australes et antarctiques) (p. 3468, 3469) : adopté (p. 3469)

Après l'article 7 bis

Soutient le sous-amendement oral du Gouvernement (autorité du directeur départemental des affaires maritimes) à l'amendement n° 27 rectifié de M. Kofi Yamgnane : adopté (p. 3470)

Après l'article 9 bis

Soutient l'amendement n° 6 du Gouvernement (statut social du conjoint collaborateur) (p. 3470) : adopté (p. 3471)

Soutient l'amendement n° 7 du Gouvernement (couverture sociale des conjoints) (p. 3471) : adopté (p. 3471)

Soutient l'amendement n° 8 du Gouvernement (participation du conjoint aux assemblées générales des organes de direction des coopératives maritimes) (p. 3472) : devenu sans objet (p. 3472)

Soutient l'amendement n° 9 du Gouvernement (pension de reversion du conjoint survivant d'une femme marin) (p. 3472) : adopté (p. 3472)

Article 15 (article 44 nonies du code général des impôts : aide à la première installation)

Soutient l'amendement n° 45 du Gouvernement (abandon du projet de compensation des pertes de recettes fiscales par l'augmentation des droits sur les tabacs) (p. 3474) : adopté (p. 3474)

Article 15 bis (autofinancement des pêcheurs lors de la première installation)

Soutient l'amendement n° 28 du Gouvernement (avantage fiscal accordé aux personnes physiques ou aux sociétés pour la souscription de parts de sociétés spécialisées dans le financement de navires de pêche destinés aux jeunes pêcheurs) (p. 3476) : adopté après modification (p. 3478)

Article 10 précédemment réservé (Société de pêche artisanale)

Soutient l'amendement n° 29 du Gouvernement (aide fiscale octroyée aux sociétés ayant pour objet exclusif l'achat en copropriété de navires de pêche destinés à l'installation des jeunes pêcheurs) (p. 3479) : adopté (p. 3479)

Article 17 bis (exonération de la contribution patronale en matière de pensions de retraite)

Soutient l'amendement n° 30 du Gouvernement (définitions du marin propriétaire) (p. 3480) : adopté (p. 3480)

Article 30 (loi du 13 décembre 1926 portant code du travail maritime : modernisation des relations de travail)

Soutient l'amendement n° 22 du Gouvernement (cas dans lesquels le droit à repos compensateur pour les heures supplémentaires n'est pas ouvert) (p. 3484) : adopté (p. 3484)

Soutient l'amendement n° 24 rectifié du Gouvernement (durée hebdomadaire légale des marins embarqués de moins de dix-huit ans) (p. 3485) : retiré (p. 3485)

Après l'article 30

Soutient l'amendement n° 11 rectifié du Gouvernement (création de la fonction de contrôleur du travail maritime) (p. 3485) : adopté (p. 3485)

Soutient l'amendement n° 10, troisième rectification du Gouvernement (prévention des accidents) (p. 3486) : adopté (p. 3486)

Soutient l'amendement n° 21 du Gouvernement (obligation de mentionner au rôle d'équipage la date et le lieu d'embarquement du marin) (p. 3486) : adopté (p. 3486)

Soutient l'amendement n° 23 du Gouvernement (statut du capitaine en cas de licenciement maritime) (p. 3486) : adopté (p. 3486)

Avant l'article 35

Soutient l'amendement n° 12 rectifié du Gouvernement (retraite complémentaire des non salariés agricoles) (p. 3487) : adopté après modification (p. 3489)

Après l'article 35

Soutient l'amendement n° 25 du Gouvernement (réglementation et contrôle de l'exploitation des gisements marins) (p. 3489) : adopté après rectification (p. 3489)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE
PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [5 novembre 1997] (p. 5416)

Son intervention (p. 5414)

Sa réponse (p. 5416)

Thèmes :

Aquaculture et pêche professionnelle (p. 5414, 5416)
Politiques communautaires : politique d'orientation pour la pêche (p. 5414, 5416)
Travail : sécurité (p. 5414)

Projet de loi de finances n° 230 pour 1998

*DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET
DISPOSITIONS SPÉCIALES*

AGRICULTURE ET PÊCHE, BAPSA

Examen du fascicule [23 octobre 1997] (p. 4535)

Son intervention (p. 4549, 4572)

Ses réponses (p. 4579 à 4594)

Thèmes avant la procédure des questions :

Agriculture : crédits (p. 4575)
Agriculture : dotations aux jeunes agriculteurs (p. 4575)
Agriculture : fruits et légumes (p. 4577, 4579)
Agriculture : installation (p. 4573, 4575)
Agriculture : pollution (p. 4577)
Agriculture : primes (p. 4577, 4578)
Agroalimentaire : appellations d'origine contrôlée (p. 4573, 4576)
Agroalimentaire : contrôles sanitaires (p. 4575)
Agroalimentaire : entreprises (p. 4576, 4578)
Agroalimentaire : labels (p. 4573)
Aménagement du territoire : Fonds de gestion de l'espace rural (FGER) (p. 4576)
Aquaculture et pêche professionnelle (p. 4574, 4577, 4579)
Élevage : maladie de la vache folle (p. 4573)
Élevage : prêts spéciaux d'élevage (p. 4577)
Enseignement agricole (p. 4576, 4578, 4579)
Enseignement technique et professionnel : programmes : aquaculture et pêche professionnelle (p. 4579)
Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 4573 à 4579)
Politiques communautaires : politique d'orientation pour la pêche (p. 4574, 4575, 4579)
Retraites : régime agricole (p. 4576 à 4578)
Sécurité sociale : protection sociale : agriculteurs (p. 4577, 4579)

Réponses aux questions :

Agriculture : calamités agricoles (p. 4580) (M. Michel Grégoire) (p. 4579)
Agriculture : crédits (p. 4582) (M. Bernard Schreiner) (p. 4581)
Agriculture : fruits et légumes (p. 4592) (M. Éric Doligé) (p. 4592)
Agriculture : horticulture (p. 4584) (M. Antoine Carré) (p. 4583, 4584)
Agriculture : horticulture (p. 4586) (M. Lionnel Luca) (p. 4586)
Agriculture : installation (p. 4581) (M. André Angot) (p. 4581)
Agriculture : installation (p. 4583) (M. Jean-François Chossy) (p. 4583)
Agriculture : installation (p. 4587) (M. Didier Quentin) (p. 4587)
Agriculture : installation (p. 4587) (M. Jean-Pierre Abelin) (p. 4587)
Agriculture : oléagineux (p. 4583) (M. Philippe Auberger) (p. 4582)
Agriculture : opération groupée d'aménagement foncier (OGAF) (p. 4585) (M. Jean-François Chossy) (p. 4585)
Agriculture : opération groupée d'aménagement foncier (OGAF) (p. 4587) (M. Didier Quentin) (p. 4587)
Agriculture : pollution (p. 4593) (M. Jacques Le Nay) (p. 4593)
Agriculture : primes (p. 4580) (M. Pascal Terrasse) (p. 4580)
Agriculture : revenu agricole (p. 4590, 4591) (M. Paul Patriarche) (p. 4590)
Agroalimentaire : appellations d'origine contrôlée (p. 4589) (M. Jean Charroppin) (p. 4589)
Agroalimentaire : entreprises (p. 4588) (M. Nicolas Forissier) (p. 4587)
Agroalimentaire : viticulture (p. 4586) (M. Thierry Mariani) (p. 4586)
Agroalimentaire : viticulture (p. 4589) (M. Philippe Martin (51)) (p. 4588)
Aménagement du territoire : Fonds de gestion de l'espace rural (FGER) (p. 4580) (M. Pascal Terrasse) (p. 4580)
Aménagement du territoire : sociétés d'aménagement régional (SAR) (p. 4592) (M. Jean-Bernard Raimond) (p. 4592)
Aquaculture et pêche professionnelle (p. 4581) (M. Jean Gaubert) (p. 4580)
Aquaculture et pêche professionnelle (p. 4585) (M. Gilbert Le Bris) (p. 4585)
Aquaculture et pêche professionnelle (p. 4585) (Mme Jacqueline Lazard) (p. 4585)
Aquaculture et pêche professionnelle (p. 4589) (M. Charles Miossec) (p. 4589)
Aquaculture et pêche professionnelle (p. 4594) (M. Gérard Grignon) (p. 4594)
Bois et forêts (p. 4591) (M. Pierre Micaux) (p. 4591)
DOM-TOM (p. 4593) (M. Anicet Turinay) (p. 4592, 4593)
DOM-TOM (p. 4594) (M. Gérard Grignon) (p. 4593)
Élevage : montagne (p. 4582) (M. Michel Inchauspé) (p. 4582)

Elevage : porcins (p. 4584) (M. Nicolas Forissier) (p. 4584)

Politiques communautaires : directives : aquaculture et pêche professionnelle (p. 4589) (M. Charles Miossec) (p. 4589)

Politiques communautaires : directives : aquaculture et pêche professionnelle (p. 4592) (M. Didier Quentin) (p. 4591)

Retraites : régime agricole (p. 4581) (M. André Angot) (p. 4581)

Retraites : régime agricole (p. 4588) (M. Pierre Micaux) (p. 4588)

Retraites : régime agricole (p. 4590) (M. Roger Lestas) (p. 4590)

Retraites : régime agricole (p. 4594) (M. Jacques Le Nay) (p. 4594)

Travail : travail saisonnier (p. 4591) (M. Charles de Courson) (p. 4591)

Vote des crédits et articles rattachés [23 octobre 1997] (p. 4594)

Ses interventions dans la discussion des amendements et sous-amendements (p. 4595 à 4600)

AGRICULTURE ET PÊCHE

Etat B, titre IV

Soutient l'amendement n° 67 du Gouvernement (majoration de crédits en vue d'accroître la subvention de l'Etat au BAPSA) (p. 4597) : adopté (p. 4597)

BUDGET ANNEXE DES PRESTATIONS SOCIALES AGRICOLES

Crédits inscrits au paragraphe II de l'article 33

Soutient l'amendement n° 68 du Gouvernement (majoration de crédits afin d'assurer le financement de la revalorisation des retraites) (p. 4598) : adopté (p. 4598)

Avant l'article 62

Soutient l'amendement n° 69 rectifié du Gouvernement (majoration des retraites liquidées avant le 1er janvier 1998) (p. 4599) : adopté (p. 4599)

Proposition de loi n° 236 relative au renforcement de la veille sanitaire et du contrôle de la sécurité sanitaire des produits destinés à l'homme

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [8 janvier 1998] (p. 71)

Son intervention (p. 77)

Thèmes :

Agroalimentaire : produits : contrôles sanitaires (p. 77)

Animaux : contrôle vétérinaire (p. 77)

Elevage : viande bovine : épizooties (p. 77)

Pays étrangers : Etats-Unis : sécurité sanitaire (p. 77)

Recherche : Institut national de la recherche agronomique (INRA) (p. 78)

Santé : Centre national d'études vétérinaires et alimentaires (CNEVA) (p. 78)

Discussion des articles [13 janvier 1998] (p. 170, 199) ; [15 janvier 1998] (p. 283)

Ses interventions dans la discussion des amendements et sous-amendements (p. 209 à 227)

Article 4 (missions, prérogatives et modalités de fonctionnement)

Son intervention (p. 208)

Intervient sur le sous-amendement n° 289 du Gouvernement (extension de la mission d'évaluation aux aliments destinés aux animaux) à l'amendement n° 70 de la commission (évaluation des risques que peuvent présenter les aliments destinés à la consommation humaine) (p. 209)

Soutient l'amendement n° 290 du Gouvernement (désignation du président du conseil scientifique) (p. 220) : adopté (p. 220)

Soutient l'amendement n° 265 du Gouvernement (limitation par décret des activités privées que les agents contractuels de l'Agence ayant cessé leurs fonctions peuvent exercer) (p. 221) : adopté (p. 221)

Article 6 (compétences consultatives et prérogatives dans le domaine du médicament vétérinaire)

Soutient le sous-amendement n° 221 du Gouvernement (autorité administrative permettant l'ouverture d'un établissement produisant des médicaments vétérinaires) à l'amendement n° 94 de la commission (définition des prérogatives de l'Agence dans le domaine des médicaments vétérinaires) (p. 227) : adopté (p. 228)

Soutient le sous-amendement n° 222 du Gouvernement (autorisation de mise sur le marché pour les médicaments vétérinaires) à l'amendement n° 94 de la commission (p. 227) : adopté (p. 228)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [8 avril 1998] (p. 2734)

Son intervention (p. 2735)

Thèmes :

Agroalimentaire : produits : contrôle sanitaire (p. 2736)

Animaux : contrôle vétérinaire (p. 2736)

Elevage : viande bovine : épizooties (p. 2736)

Recherche : Institut national de la recherche agronomique (INRA) (p. 2737)

Santé : Agence française de sécurité sanitaire des aliments (AFSSA) (p. 2736)

Santé : Centre national d'études vétérinaires et alimentaires (CNEVA) (p. 2736)

Discussion des articles [8 avril 1998] (p. 2740)

Ses interventions dans la discussion des amendements et sous-amendements (p. 2748 à 2753)

Projet de loi n° 772 relatif aux animaux dangereux et errants et à la protection des animaux domestiques

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [22 avril 1998] (p. 2929)

Son intervention (p. 2929)

Thèmes :

Animaux : animaux dangereux (p. 2929, 2930)

Animaux : contrôle vétérinaire (p. 2930)
 Animaux : divagation (p. 2930)
 Communes : maires : police (p. 2929)

Discussion des articles [22 avril 1998] (p. 2953)

Ses interventions dans la discussion des amendements et sous-amendements (p. 2954 à 2982)

Article 1er (article 211 du code rural : mesures visant à prévenir le danger susceptible d'être présenté par un animal)

Article 211-5 du code rural

Soutient l'amendement n° 102 du Gouvernement (obligation de museler et de tenir en laisse les chiens de garde et de défense sur la voie publique et dans les parties communes des immeubles collectifs) (p. 2964) : adopté (p. 2964)

Article 13 (article 276-5 du code rural : cessions et publication d'offres de cession d'animaux de compagnie - protection des races de chiens et chats)

Soutient l'amendement n° 100 du Gouvernement (attestation de cession tenant lieu de facture pour les transactions réalisées entre professionnels) (p. 2975) : adopté (p. 2975)

Son intervention à l'issue du vote (p. 2983)

DEUXIÈME LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [16 juin 1998] (p. 5044)

Ses interventions (p. 5044, 5065)

Sa réponse (p. 5050)

Thèmes :

Animaux : animaux dangereux (p. 5045, 5046)
 Animaux : animaux domestiques (p. 5045)
 Animaux : contrôle vétérinaire (p. 5046)
 Animaux : divagation (p. 5046)
 Commerce extérieur : importations : animaux (p. 5045)
 Communes : maires : police (p. 5045, 5046)

Discussion des articles [16 juin 1998] (p. 5050)

Ses interventions dans la discussion des amendements et sous-amendements (p. 5051 à 5065)

Projet de loi n° 226 relatif à la partie législative du livre VI (nouveau) du code rural

DEUXIÈME LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [16 juin 1998] (p. 5038)

Son intervention (p. 5038)

Sa réponse (p. 5040)

Thèmes :

Agriculture : code rural (p. 5038)
 Agroalimentaire : viticulture (p. 5039, 5040)

Discussion des articles [16 juin 1998] (p. 5040)

Ses interventions dans la discussion des amendements et sous-amendements (p. 5043, 5044)

Arnaud LEPERCQ

*Vienne (3^{ème} circonscription)
 Rassemblement pour la République*

Élu le 1^{er} juin 1997

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9391)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9423)

Membre titulaire de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9423)

Secrétaire de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 19 juin 1997] (p. 9597)

Membre titulaire du conseil supérieur des prestations sociales agricoles [J.O. du 19 septembre 1997] (p. 13658)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 841 relative à l'obligation de remise en état des sites de stations-service définitivement fermées [21 avril 1998]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Élevage. Politique agricole commune (PAC). Bovins, réforme [10 décembre 1997] (p. 7269)

Agriculture. Politique agricole. Projet de loi d'orientation [6 mai 1998] (p. 3463)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 362, posée le 18 mai 1998. Recherche. Politique de la recherche (J.O. Questions p. 4024). Appelée le 26 mai 1998. Laboratoires de recherche géologique souterrains, implantation, Vienne (p. 4265)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 230 pour 1998

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE ET PÊCHE, BAPSA

Examen du fascicule [23 octobre 1997] (p. 4535)

Son intervention (p. 4564)

Thèmes avant la procédure des questions :

Agriculture : pollution (p. 4564)

Agriculture : primes (p. 4564)

Aménagement du territoire : Fonds de gestion de l'espace rural (FGER) (p. 4565)

Élevage : prêts spéciaux d'élevage (p. 4564)

Élevage : subventions aux bâtiments d'élevage (p. 4564)

Pierre LEQUILLER

*Yvelines (4^{ème} circonscription)
Union pour la démocratie française
puis Démocratie libérale et indépendants
Secrétaire de l'Assemblée nationale*

Élu le 1^{er} juin 1997

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9391)

Cesse d'appartenir au groupe de l'Union pour la Démocratie française [J.O. du 26 mai 1998] (p. 8020)

S'inscrit au groupe Démocratie libérale et indépendants [J.O. du 26 mai 1998] (p. 8020)

NOMINATIONS

Secrétaire de l'Assemblée nationale [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9421)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9422)

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne [J.O. du 25 novembre 1997] (p. 17056)

Membre de la commission d'enquête sur l'état des droits de l'enfant en France, notamment au regard des conditions de vie des mineurs et de leur place dans la cité [J.O. du 15 janvier 1998] (p. 645)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation relatif à la lutte contre l'exclusion [J.O. du 28 mars 1998] (p. 4824)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 28 mars 1998] (p. 4824)

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 28 mars 1998] (p. 4825)

Cesse d'appartenir à la commission de la production et des échanges [J.O. du 12 juin 1998] (p. 8951)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 12 juin 1998] (p. 8951)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Travail. Durée du travail. Réduction [22 octobre 1997] (p. 4478)

Emploi. Contrat emploi solidarité. Renouvellement [10 février 1998] (p. 1379)

Politique extérieure. Liban. Intégrité territoriale, attitude de la France [6 mai 1998] (p. 3457)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Demande au Ministre de présenter des excuses pour avoir assimilé l'opposition à Charles Maurras [14 décembre 1997] (p. 7692)

DÉBATS

Projet de loi n° 202 relatif à la prévention et à la répression des infractions sexuelles ainsi qu'à la protection des mineurs

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 septembre 1997] (p. 3495, 3516)

Son intervention (p. 3531)

Thèmes :

Droit pénal : agressions sexuelles : récidive (p. 3531)

Droit pénal : suivi socio-judiciaire (p. 3531)

Télécommunications : Internet (p. 3532)

Télécommunications : minitel (p. 3532)

Projet de loi de finances n° 230 pour 1998

*DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES***EDUCATION NATIONALE, RECHERCHE ET TECHNOLOGIE****I - ENSEIGNEMENT SCOLAIRE**

Examen du fascicule [13 novembre 1997] (p. 5751, 5775)

Son intervention (p. 5764)

Thèmes avant la procédure des questions :

Emploi : contrats emploi-jeunes : enseignement : personnel (p. 5765)

Enseignement : illettrisme (p. 5765)

Enseignement : orientation scolaire et professionnelle (p. 5765)

ECONOMIE, FINANCES ET INDUSTRIE**IV - PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES, COMMERCE ET ARTISANAT**

Examen du fascicule [14 novembre 1997] (p. 5883)

Procédure des questions :

Entreprises : formalités administratives (p. 5909)

Travail : réduction du temps de travail (p. 5909)

Projet de loi n° 324 autorisant la ratification de la convention sur la base de l'article K. 3 du traité sur l'Union européenne portant création d'un Office européen de police (ensemble une annexe et quatre déclarations)

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [19 novembre 1997] (p. 6160)

Son intervention (p. 6164)

Thèmes :

Droit pénal : délinquance et criminalité (p. 6164, 6165)

Union européenne : accords de Schengen (p. 6165)

Union européenne : Europol (p. 6164, 6165)

Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie française (p. 6165)

Projet de loi n° 317 autorisant la ratification de l'accord européen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs États membres, agissant dans le cadre de l'Union européenne, d'une part, et la République de Slovénie, d'autre part

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [19 novembre 1997] (p. 6168)

Son intervention (p. 6174)

Thèmes :

Organisations internationales : Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) (p. 6175)

Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) (p. 6175)

Politique extérieure : coopération économique (p. 6175)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 6175)

Union européenne : élargissement (p. 6174, 6175)

Union européenne : fonds structurels (p. 6175)

Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie française (p. 6176)

Déclaration du Gouvernement n° 493 présentée par M. Hubert Védrine, ministre des affaires étrangères sur la politique européenne

[2 décembre 1997] (p. 6751, 6813)

Son intervention (p. 6820)

Thèmes :

Organisations internationales : Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) (p. 6820)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 6820)

Politiques communautaires : politique extérieure et de sécurité commune (PESC) (p. 6820)

Union européenne : élargissement (p. 6820)

Union européenne : euro (p. 6820)

Union européenne : institutions communautaires (p. 6820)

Projet de loi n° 327 relatif à l'entrée et au séjour des étrangers en France et au droit d'asile

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [9 décembre 1997] (p. 7179, 7203) ; [10 décembre 1997] (p. 7239, 7273, 7297) ; [11 décembre 1997] (p. 7321, 7339, 7380) ; [12 décembre 1997] (p. 7413, 7453, 7504) ; [14 décembre 1997] (p. 7603, 7633, 7663) ; [15 décembre 1997] (p. 7698, 7736, 7770) ; [16 décembre 1997] (p. 7858, 7899)

Article 7 (article 16 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 : renouvellement de la carte de résident)

Soutient l'amendement n° 333 de M. Pierre Albertini (carte de résident devenant périmée après trois ans de non résidence en France) (p. 7547) : rejeté (p. 7547)

Article 17 (article 29 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 : régime du regroupement familial)

Son rappel au règlement (cf. supra) [14 décembre 1997] (p. 7692)

Article 33 (article 131-30 du code pénal : catégories d'étrangers relevant de l'interdiction judiciaire du territoire)

Intervient sur l'amendement n° 1513 de M. Claude Goasguen (suppression de la référence à la "situation personnelle et familiale") (p. 7881)

Intervient sur l'amendement n° 1512 de M. Claude Goasguen (suppression de la référence à la "situation personnelle") (p. 7881)

Projet de loi n° 512 d'orientation et d'incitation relatif à la réduction du temps de travail

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [29 janvier 1998] (p. 747, 785) ; [3 février 1998] (p. 935, 971) ; [4 février 1998] (p. 1039, 1068) ; [5 février 1998] (p. 1110, 1150, 1199) ; [6 février 1998] (p. 1270)

Article 1er (réduction à trente-cinq heures de la durée légale hebdomadaire du travail effectif des salariés)

Son intervention (p. 798)

Son amendement n° 18 soutenu par M. Bernard Accoyer (de suppression) (p. 804) : rejeté au scrutin public (p. 817)

Intervient sur l'amendement n° 1372 de M. Jacques Barrot (annualisation du temps de travail) (p. 936)

Article 2 (incitation pour les partenaires sociaux à négocier sur la réduction du temps de travail avant l'application de la nouvelle durée légale)

Son intervention (p. 1044)

Son amendement n° 29 soutenu par M. Germain Gengenwin (suppression de la date butoir et liberté de négociation) (p. 1068) : rejeté (p. 1069)

Article 3 (aide à la réduction du temps de travail)

Son amendement n° 31 (suppression de toute référence à une date butoir) : devenu sans objet (p. 1115)

Article 5 (seuil de déclenchement du repos compensateur)

Son amendement n° 22 (de suppression) : rejeté (p. 1229)

Article 6 (régime de l'abattement de cotisations sociales patronales applicable au travail à temps partiel)

Son amendement n° 23 (de suppression) (p. 1240) : rejeté au scrutin public (p. 1244)

Article 7 (régime des heures complémentaires et des interruptions d'activité dans le cadre du travail à temps partiel)

Son intervention (p. 1270)

Son amendement n° 24 (de suppression) (p. 1273) : rejeté (p. 1274)

Article 8 (maintien de l'assiette des cotisations d'assurance vieillesse en cas de passage à temps partiel)

Son intervention (p. 1283)

Son amendement n° 25 (de suppression) : retiré (p. 1283)

Après l'article 8

Soutient l'amendement n° 16 de M. René Couanau (assurance chômage) (p. 1285) : rejeté (p. 1285)

Article 9 (bilan présenté au Parlement)

Son intervention (p. 1287)

Son amendement n° 26 (de suppression) (p. 1290) : rejeté (p. 1292)

Article 1er précédemment réservé (réduction à 35 heures de la durée légale hebdomadaire du travail effectif des salariés)

Son amendement n° 30 soutenu par M. Michel Herbillon (exclusion des entreprises dont l'expansion durable n'est pas assurée) (p. 1312) : rejeté (p. 1313)

Son amendement n° 28 (incitation à la réduction collective du temps de travail) : retiré (p. 1313)

Son amendement n° 27 (passage aux 35 heures pour l'ensemble des entreprises le 1er janvier 2002) : rejeté (p. 1315)

Projet de loi n° 780 d'orientation relatif à la lutte contre les exclusions

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 mai 1998] (p. 3392, 3415) ; [6 mai 1998] (p. 3466, 3495)

Son intervention (p. 3477)

Thème :

Enseignement : illettrisme (p. 3477)

Discussion des articles [6 mai 1998] (p. 3515) ; [7 mai 1998] (p. 3533, 3562) ; [12 mai 1998] (p. 3649, 3684) ; [13 mai 1998] (p. 3741, 3776) ; [14 mai 1998] (p. 3815, 3872) ; [18 mai 1998] (p. 3931, 3975) ; [19 mai 1998] (p. 4076, 4102) ; [20 mai 1998] (p. 4205)

Article 12 (lutte contre l'illettrisme dans le cadre de la formation professionnelle)

Son intervention (p. 3693)

Après l'article 75

Son sous-amendement n° 987 (rapport annuel sur les mesures prises contre l'illettrisme) à l'amendement n° 332 de la commission (lutte contre l'illettrisme) : devenu sans objet (p. 4095)

Son amendement n° 39 soutenu par M. Denis Jacquat (définition de la lutte contre l'illettrisme) (p. 4094) : retiré (p. 4095)

Après l'article 78

Son amendement n° 424 soutenu par M. Denis Jacquat (lutte contre l'illettrisme) : retiré (p. 4103)

Son amendement n° 42 soutenu par M. Denis Jacquat (lutte contre l'illettrisme chez les adultes) : rejeté (p. 4104)

Article 82 (rapport d'évaluation au Parlement)

Son amendement n° 988 soutenu par M. Denis Jacquat (lutte contre l'illettrisme) : rejeté (p. 4122)

Bruno LE ROUX

*Seine-Saint-Denis (1^{ère} circonscription)
Socialiste*

Élu le 1^{er} juin 1997

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9390)

NOMINATIONS

Secrétaire d'âge de l'Assemblée nationale [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9387)

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9423)

Chargé d'une mission temporaire auprès de Mme la Ministre de l'emploi et de la solidarité et de M. le Ministre de l'intérieur [J.O. du 24 juillet 1997] (p. 11080)

Rapporteur du projet de loi portant création d'un conseil supérieur de la déontologie de la sécurité (n° 621) [14 janvier 1998]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la nationalité [J.O. du 23 janvier 1998] (p. 1111)

Rapporteur de la proposition de loi fixant le régime des armes et munitions (n° 845) [29 avril 1998]

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi (n° 621), portant création d'un conseil supérieur de la déontologie de la sécurité [25 février 1998] (n° 723)

Proposition de loi n° 845 fixant le régime des armes et munitions [21 avril 1998]

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de M. Bruno Le Roux (n° 845), fixant le régime des armes et munitions [27 mai 1998] (n° 929)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Perspectives [25 juin 1997] (p. 2908)

Police. Police municipale. Projet de loi [26 novembre 1997] (p. 6390)

Enseignement. Fonctionnement. Moyens supplémentaires, Seine-Saint-Denis [24 mars 1998] (p. 2037)

Sports. Football. Coupe du monde, organisation [27 mai 1998] (p. 4364)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Est d'avis que l'exception d'irrecevabilité dans le cas présent s'apparente à de l'obstruction [26 novembre 1997] (p. 6424)

Dénonce les demandes de vérification du quorum
[28 novembre 1997] (p. 6593)

DÉBATS

Projet de loi n° 200 relatif au développement d'activités pour l'emploi des jeunes

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [15 septembre 1997] (p. 2995) ; [16 septembre 1997] (p. 3050, 3092) ; [17 septembre 1997] (p. 3121)

Article 2 (emplois d'adjoints de sécurité dans la police)
Son intervention (p. 3112)

Intervient sur l'amendement n° 86 de Mme Roselyne Bachelot-Narquin (de suppression) (p. 3122)

Intervient sur l'amendement n° 139 corrigé de M. Pierre Cardo (de suppression) (p. 3122)

Après l'article 2

Intervient sur l'amendement n° 113 de M. Olivier de Chazeaux (intégration dans la fonction publique à l'issue des contrats) (p. 3130)

Projet de loi n° 202 relatif à la prévention et à la répression des infractions sexuelles ainsi qu'à la protection des mineurs

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 septembre 1997] (p. 3495, 3516)

Son intervention (p. 3532)

Thèmes :

Droit pénal : agressions sexuelles : récidive (p. 3532)

Droit pénal : suivi socio-judiciaire (p. 3532)

Enseignement (p. 3532)

Discussion des articles [30 septembre 1997] (p. 3535) ; [1er octobre 1997] (p. 3564, 3618)

Article 6 (articles L. 355-32 à L. 355-36 nouveaux du code pénal : mise en œuvre du suivi socio-judiciaire)

Article L. 355-33 du code de la santé publique : communication des expertises au médecin traitant - justification du suivi du traitement

Intervient sur l'amendement n° 130 corrigé de M. Renaud Dutreil (rapport au Parlement) (p. 3572)

Intervient sur l'amendement n° 113 corrigé de M. Jean-Luc Warsmann (rapport au Parlement) (p. 3572)

Projet de loi de finances n° 230 pour 1998

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

JUSTICE

Examen du fascicule [21 octobre 1997] (p. 4411)

Procédure des questions :

Droit pénal : mineurs (p. 4439)

INTÉRIEUR

Examen du fascicule [30 octobre 1997] (p. 5067)
Son intervention (p. 5077)

Thèmes avant la procédure des questions :

Collectivités territoriales (p. 5079)

Droit pénal : mineurs (p. 5079)

Gendarmerie (p. 5078)

Police (p. 5077)

Procédure des questions :

Police : police nationale : Seine-Saint-Denis (p. 5109)

Projet de loi n° 328 relatif à la nationalité et modifiant le code civil

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [26 novembre 1997] (p. 6401, 6431) ; [27 novembre 1997] (p. 6471, 6507)
Son intervention (p. 6448)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. François Bayrou (p. 6530)

Son rappel au règlement (cf. supra) [26 novembre 1997] (p. 6424)

Thèmes :

Etat : Nation (p. 6450)

Etrangers : immigration : nationalité (p. 6449)

Etrangers : intégration (p. 6448, 6449)

Nationalité : acquisition à raison de la naissance et de la résidence en France (p. 6450)

Nationalité : droit du sol (p. 6449)

Discussion des articles [28 novembre 1997] (p. 6539, 6570, 6607)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 588 de Mme Nicole Catala (instauration de sanctions pénales en matière de mariage de complaisance) (p. 6553)

Article 1er (article 21-7 du code civil : acquisition de la nationalité française à raison de la naissance et de la résidence en France)

Son intervention (p. 6558, 6559)

Intervient sur l'amendement n° 650 de M. Pierre Cardo (condition de régularité du séjour en France des parents au moment de la naissance de l'enfant) (p. 6587)

Intervient sur l'amendement n° 54 de M. Thierry Mariani (condition de régularité du séjour en France des parents au moment de la naissance de l'enfant) (p. 6587)

Intervient sur l'amendement n° 579 de M. Jacques Kossowski (condition de régularité du séjour en France des parents au moment de la naissance de l'enfant) (p. 6587)

Son rappel au règlement (cf. supra) [28 novembre 1997] (p. 6593)

Intervient sur l'amendement n° 530 de M. Renaud Donnedieu de Vabres (suppression de la condition de résidence pour les étrangers francophones) (p. 6617)

Article 5 (article 21-11 du code civil : anticipation de l'acquisition de la nationalité française à raison de la naissance et de la résidence en France)

Son intervention (p. 6645)

Article 13 (article 28-1 du code civil : inscription des mentions relatives à la nationalité sur les extraits des actes de naissance et sur le livret de famille)

Soutient l'amendement n° 506 de M. Gérard Gouzes (simplification des conditions de renouvellement des cartes d'identité) (p. 6669) : rejeté (p. 6670)

Après l'article 15

Son sous-amendement oral (substitution de la notion de titre d'identité républicain à celle de carte d'identité républicaine) à l'amendement n° 16, deuxième rectification de la commission (délivrance d'une carte d'identité républicaine aux enfants nés en France de parents étrangers) (p. 6682) : adopté (p. 6684)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 février 1998] (p. 1390, 1413)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. François Bayrou (p. 1396)

Son intervention (p. 1414)

Thèmes :

Etrangers : immigration (p. 1417)

Nationalité : acquisition : égalité (p. 1418)

Nationalité : acquisition : immigration (p. 1418)

Nationalité : acquisition : inconstitutionnalité (p. 1396)

Nationalité : acquisition : recevabilité (p. 1396)

Nationalité : acquisition : Sénat (p. 1417)

Discussion des articles [10 février 1998] (p. 1427)

Article 15 bis supprimé par le Sénat (titre d'identité républicain)

Intervient sur l'amendement n° 25 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 1450)

Intervient sur le sous-amendement n° 34 du Gouvernement (suppression de la qualification de républicain pour le titre d'identité) à l'amendement n° 25 de la commission (p. 1450)

Ses explications de vote (p. 1452)

Vote pour du groupe socialiste (p. 1452)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la mise aux voix du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [4 mars 1998] (p. 1926)

Son intervention (p. 1928)

Thèmes :

Etrangers : intégration (p. 1929)

Nationalité : acquisition : culture (p. 1929)

Nationalité : acquisition : égalité (p. 1929)

Nationalité : acquisition : référendums (p. 1929)

Nationalité : acquisition à raison de la naissance et de la résidence en France (p. 1928)

Nationalité : acquisition par mariage (p. 1929)

Proposition de loi n° 361 relative aux polices municipales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 janvier 1998] (p. 853)

Son intervention (p. 860)

Thèmes :

Communes : maires (p. 862 à 864)

Départements : préfets (p. 862)

Etat (p. 860)

Partis et mouvements politiques : majorité (p. 861)

Partis et mouvements politiques : opposition (p. 862)

Police : police municipale (p. 861, 862)

Police : police municipale : armement (p. 863, 864)

Police : police municipale : compétences (p. 863)

Police : police nationale (p. 862, 863)

Régions : Provence-Alpes-Côte d'Azur : police municipale (p. 863)

Sécurité publique (p. 860)

Ses explications de vote (p. 877)

Vote contre du groupe socialiste (p. 877)

Projet de loi n° 815 relatif aux polices municipales

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [28 avril 1998] (p. 3182) ; [30 avril 1998] (p. 3285)

Article 3 (article L. 2212-7 du code général des collectivités locales - institution d'une commission consultative des polices municipales)

Intervient sur l'amendement n° 36 de M. Lionnel Luca (de suppression) (p. 3291)

Intervient sur l'amendement n° 85 de M. Jacques Masdeu-Arus (de suppression) (p. 3291)

Intervient sur l'amendement n° 156 de M. Christian Estrosi (de suppression) (p. 3291)

Article 7 (article L. 412-51 du code des communes - armement des agents de la police municipale)

Son intervention (p. 3306)

Proposition de loi n° 845 fixant le régime des armes et munitions

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [29 mai 1998] (p. 4512)

Ses interventions (p. 4512, 4533)

Intervient sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Louis Debré (p. 4537)

Thèmes :

Armes : armes blanches (p. 4534)

Armes : armes de tir (p. 4514)

Armes : classification (p. 4513, 4514, 4534)
 Armes : détention (p. 4512 à 4514, 4534)
 Assemblée nationale : conditions de travail (p. 4533, 4534)
 Droit pénal : auto défense (p. 4513)
 Droit pénal : crimes et délits contre les personnes (p. 4513)
 Droit pénal : délinquance et criminalité (p. 4534)
 Droit pénal : peines (p. 4535)
 Droits de l'homme et libertés publiques (p. 4513)
 Etat (p. 4513)
 Lois : application (p. 4534)
 Ordre public (p. 4513)
 Parlement : rôle (p. 4512, 4533)
 Politiques communautaires : directives (p. 4514)

Discussion des articles [29 mai 1998] (p. 4538)
 Ses interventions dans la discussion des amendements et sous-amendements (p. 4538 à 4545)

Projet de loi n° 621 portant création d'un conseil supérieur de la déontologie de la sécurité

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 juin 1998] (p. 4702)

Son intervention (p. 4707)

Intervient sur la motion de renvoi en commission de M. François Bayrou (p. 4724, 4725)

Thèmes :

Assemblée nationale : conditions de travail (p. 4707)
 Droits de l'homme et libertés publiques (p. 4707)
 Etat : Premier ministre (p. 4707)
 Justice (p. 4725)
 Ordre public : commission nationale de déontologie de la sécurité (p. 4708, 4709)
 Ordre public : personnels (p. 4707, 4708)
 Ordre public : sécurité : sociétés (p. 4708)
 Partis et mouvements politiques : opposition (p. 4724)
 Système pénitentiaire : personnel pénitentiaire (p. 4708, 4709, 4725)

Discussion des articles [4 juin 1998] (p. 4727)
 Ses interventions dans la discussion des amendements et sous-amendements (p. 4727 à 4741)

Article 1er (institution du conseil supérieur de la déontologie de la sécurité)

Son intervention (p. 4727)

Soutient l'amendement n° 1 de la commission (nouvelle dénomination : commission nationale de déontologie) (p. 4727) : adopté (p. 4727)

Intervient sur l'amendement n° 2 de la commission (compétence sur les personnes et non sur les organismes ou les services exerçant une activité de sécurité) (p. 4728)

Soutient l'amendement n° 3 rectifié de la commission (liste des personnels sur lesquels le conseil a compétence) (p. 4728) : adopté (p. 4728)

Article 2 (composition du conseil et mandat de ses membres)

Soutient l'amendement n° 5 de la commission (nomination du président par le conseil) (p. 4728) : rejeté (p. 4728)

Soutient l'amendement n° 4 rectifié de la commission (membre désigné par la commission nationale consultative des droits de l'homme) (p. 4729) : retiré (p. 4730)

Soutient l'amendement n° 6 de la commission (incompatibilités appréciées par le conseil) (p. 4731) : rejeté (p. 4731)

Article 5 (pouvoirs d'investigation)

Soutient l'amendement n° 9 de la commission (suppression de la motivation de la demande de communication d'informations et de pièces faite par le conseil aux autorités publiques) (p. 4735) : adopté (p. 4735)

Soutient l'amendement n° 10 de la commission (obligation faite aux ministres de saisir les corps de contrôle à la demande du conseil) (p. 4735) : rejeté (p. 4735)

Soutient l'amendement n° 12 de la commission (remise aux personnes concernées du procès-verbal de leur audition par le conseil) (p. 4736) : adopté (p. 4736)

Soutient l'amendement n° 13 de la commission (opposabilité des seuls secrets relatifs à la défense, à la sécurité de l'Etat et à la politique extérieure aux demandes de communication d'information ou de pièces formulées par le conseil) (p. 4736) : adopté après modification (p. 4737)

Article 6 (vérifications sur place)

Soutient l'amendement n° 14 de la commission (suppression du préavis pour les vérifications sur place) (p. 4737) : adopté (p. 4738)

Article 8 (rapports avec l'autorité judiciaire)

Soutient l'amendement n° 34 de la commission (nouvelle rédaction de l'article et possibilité pour le conseil, à certaines conditions, de connaître des faits dont la justice est saisie) (p. 4739) : adopté (p. 4739)

Article 9 (information des autorités détentrices du pouvoir disciplinaire)

Soutient l'amendement n° 18 de la commission (de précision) (p. 4739) : adopté (p. 4739)

Article 13 (fonctionnement)

Soutient l'amendement n° 19 de la commission (de précision) (p. 4740) : adopté (p. 4740)

Après l'article 13

Soutient l'amendement n° 20 de la commission (création d'un délit d'entrave à l'action du conseil) (p. 4740) : retiré (p. 4741)

Article 14 (application dans les T.O.M et à Mayotte)

Soutient l'amendement n° 21 rectifié de la commission (de coordination) (p. 4741) : adopté (p. 4741)

Titre

Soutient l'amendement n° 22 de la commission (projet de loi portant création d'une commission nationale de déontologie de la sécurité) (p. 4741) : adopté (p. 4741)

René LEROUX

*Loire-Atlantique (7^{ème} circonscription)
Socialiste*

Élu le 1^{er} juin 1997

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 13 juin 1997]
(p. 9390)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 14 juin 1997] (p. 6423)

Membre titulaire de la commission supérieure du crédit maritime mutuel [J.O. du 23 juillet 1997] (p. 11056)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la pêche maritime et aux cultures marines [J.O. du 23 octobre 1997] (p. 15469)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**DÉBATS****Projet de loi n° 46 d'orientation sur la pêche maritime et les cultures marines****DEUXIÈME LECTURE**

**Avant la discussion des articles [24 septembre 1997]
(p. 3436)**

Son intervention (p. 3442)

Thèmes :

Aquaculture et pêche professionnelle : conchyliculture (p. 3443)

Aquaculture et pêche professionnelle : produits de la mer (p. 3442)

Chômage : indemnisation (p. 3444)

Formation professionnelle (p. 3443)

Impôt sur les sociétés (p. 3443)

Impôts locaux : taxe professionnelle (p. 3443)

Plus values : imposition (p. 3443)

Travail : contrats de travail (p. 3444)

Discussion des articles [24 septembre 1997] (p. 3466)

Après l'article 26

Soutient l'amendement n° 16 de la commission (plafonnement de la contribution sociale de solidarité des sociétés acquittée par les coopératives et les entreprises de négoce des produits de la mer) (p. 3480) : retiré (p. 3480)

Ses explications de vote (p. 3490)

Vote pour du groupe socialiste (p. 3490)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mixe aux voix du texte de la commission mixte paritaire [5 novembre 1997] (p. 5416)

Son intervention (p. 5415)

Thèmes :

Aquaculture et pêche professionnelle (p. 5416, 5417)

Travail : sécurité (p. 5415)

Patrick LEROY

*Nord (19^{ème} circonscription)
Communiste*

Élu le 1^{er} juin 1997

S'inscrit au groupe communiste [J.O. du 13 juin 1997]
(p. 9391)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9422)

Membre titulaire du conseil de gestion du fonds national pour le développement de la vie associative [J.O. du 19 septembre 1997] (p. 13659)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la sécurité et à la promotion d'activités sportives [J.O. du 5 février 1998] (p. 1951)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 101 relative au droit en matière de chèques [23 juillet 1997]

Proposition de loi n° 150 relative à la date à partir de laquelle courent les délais de recours [23 juillet 1997]

Proposition de loi n° 584 tendant à la diffusion à la radio et à la télévision d'informations pour encourager le don bénévole du sang [17 décembre 1997]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Sports. Football. Coupe du Monde, organisation [21 octobre 1997] (p. 4392)

Frontaliers. Impôt sur le revenu. Assujettissement, Belgique [19 novembre 1997] (p. 6144)

Retraites : régimes autonomes et spéciaux. Travailleurs de la mine : pensions de réversion. Taux [10 décembre 1997] (p. 7268)

Risques professionnels. Maladies professionnelles. Amiante, victimes, revendications [21 janvier 1998] (p. 478)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 325, posée le 5 mai 1998. Voirie. A 2 et A 3 (J.O. Questions p. 3448). Appelée le 12 mai 1998. Projet de liaison, financement, aides de l'Etat (p. 3628)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 230 pour 1998**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****EDUCATION NATIONALE, RECHERCHE ET TECHNOLOGIE**

I - ENSEIGNEMENT SCOLAIRE

Examen du fascicule [13 novembre 1997] (p. 5751, 5775)*Procédure des questions :*

Enseignement : médecine scolaire et universitaire (p. 5783)

Enseignement maternel et primaire : cantines scolaires (p. 5777)

II - ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR - III - RECHERCHE ET TECHNOLOGIE

Examen du fascicule [13 novembre 1997] (p. 5796, 5812)

Son intervention (p. 5808)

Thèmes avant la procédure des questions :

Bourses d'études : enseignement supérieur (p. 5809)

Education physique et sportive : enseignement supérieur (p. 5809)

Enseignement supérieur : personnel : enseignants (p. 5808)

Enseignement supérieur : personnel : non-enseignants (p. 5808)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de l'éducation nationale, de la recherche et de la technologie (p. 5808)

Travail : heures supplémentaires : enseignement supérieur (p. 5808)

ECONOMIE, FINANCES ET INDUSTRIE

III - INDUSTRIE, POSTE ET TÉLÉCOMMUNICATIONS

Examen du fascicule [14 novembre 1997] (p. 5837)*Procédure des questions :*

Transports ferroviaires : matériel roulant : industrie (p. 5866, 5867)

Projet de loi n° 427 tendant à améliorer les conditions d'exercice de la profession de transporteur routier

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [8 décembre 1997] (p. 7100)

Son intervention (p. 7119)

Thèmes :

Entreprises : sous-traitance : transport de marchandises (p. 7120)

Politiques communautaires : marché unique (p. 7120)

Sécurité routière (p. 7120)

Transports routiers : chauffeurs routiers : formation professionnelle (p. 7120)

Transports routiers : chauffeurs routiers : rémunération (p. 7120)

Transports routiers : grèves (p. 7120)

Transports routiers : licences de transports (p. 7120, 7121)

Travail : inspection du travail (p. 7121)

Proposition de loi n° 92 permettant aux organismes d'habitations à loyer modéré d'intervenir sur le parc locatif privé en prenant à bail des logements vacants pour les donner en sous-location

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 décembre 1997] (p. 7959)

Son intervention (p. 7965)

Thèmes :

Baux : bailleurs (p. 7965)

Logement : Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat (ANAH) (p. 7965, 7966)

Logement : logements vacants (p. 7965, 7966)

Logement : offices publics d'HLM (OPHLM) (p. 7965, 7966)

Proposition de loi n° 599 portant diverses mesures urgentes relatives à la sécurité et à la promotion d'activités sportives

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [22 janvier 1998] (p. 511)

Son intervention (p. 514)

Thèmes :

Droit pénal : délinquance et criminalité : stades (p. 514)

Enseignement technique et professionnel : diplômés : sports de montagne (p. 514)

Sports : associations et clubs (p. 514)

Sports : stades : sécurité publique (p. 514)

Discussion des articles [22 janvier 1998] (p. 520)*Article 1er (conditions d'homologation des enceintes destinées à accueillir des manifestations sportives)*

Intervient sur l'amendement n° 3 du Gouvernement (rôle des représentants de l'Etat dans la procédure d'homologation) (p. 521)

Après l'article 2

Son amendement n° 2 corrigé (définition d'un périmètre de sécurité après concertation entre le maire, les organisateurs de la manifestation sportive et les autorités de police) (p. 521) : rejeté (p. 522)

NOUVELLE LECTURE

Ses explications de vote [12 février 1998] (p. 1522)

Vote pour du groupe communiste (p. 1523)

Projet de loi n° 780 d'orientation relatif à la lutte contre les exclusions

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [6 mai 1998] (p. 3515); [7 mai 1998] (p. 3533, 3562); [12 mai 1998] (p. 3649, 3684); [13 mai 1998] (p. 3741, 3776); [14 mai 1998] (p. 3815, 3872); [18 mai 1998] (p. 3931, 3975); [19 mai 1998] (p. 4076, 4102); [20 mai 1998] (p. 4205)

Article 43 (article L. 331-2 du code de la consommation : fixation des ressources minimales du ménage par la commission de surendettement des particuliers)

Soutient le sous-amendement n° 908 de Mme Janine Jambu (critère géographique) à l'amendement n° 63 de la commission (plafond personnalisé des remboursements) (p. 3936) : rejeté (p. 3937)

Article 44 (article L. 331-3 du code de la consommation : procédure applicable devant la commission)

Soutient l'amendement n° 865 de Mme Janine Jambu (sanction des organismes pratiquant des taux anormalement élevés) (p. 3941) : rejeté (p. 3941)

Après l'article 46

Soutient l'amendement n° 866 de Mme Janine Jambu (suivi du dossier à plus longue échéance) (p. 3944) : rejeté (p. 3944)

Article 47 (article L. 331-7 du code de la consommation : pouvoirs de la commission en cas d'échec de la conciliation)

Soutient l'amendement n° 867 de Mme Janine Jambu (plafonnement du taux) (p. 3945) : devenu sans objet (p. 3945)

Soutient l'amendement n° 868 de Mme Janine Jambu (de coordination) (p. 3945) : rejeté (p. 3946)

Article 51 (article L. 333-4 du code de la consommation : inscription au fichier sur les incidents de paiement)

Soutient l'amendement n° 869 de Mme Janine Jambu (restrictions d'utilisation du fichier) (p. 3957) : rejeté (p. 3958)

Après l'article 51

Soutient l'amendement n° 870 de Mme Janine Jambu (imputation des frais d'huissier) (p. 3960) : retiré (p. 3961)

Article 53 (articles 706 et 706-1 du code de procédure civile : conditions de remise en vente du bien immobilier après fixation de la mise à prix par le juge)

Son intervention (p. 3965)

Article 28 précédemment réservé (mesures visant à faciliter la réalisation de logements destinés aux personnes défavorisées)

Reprend l'amendement n° 110 de la commission (suppression du paragraphe I de l'article) : rejeté (p. 3977)

Intervient sur l'amendement n° 241 de M. Patrick Devedjian (de suppression) (p. 3977)

Intervient sur l'amendement n° 620 de M. Jacques Desallangre (de suppression) (p. 3977)

Après l'article 28

Intervient sur l'amendement n° 113 précédemment réservé de la commission (dissociation de la location du logement de la location de l'aire de stationnement) (p. 3979)

Article 62 (conditions d'octroi du concours de la force publique en cas d'expulsion)

Soutient l'amendement n° 853 de Mme Janine Jambu (remplacement de la notion d'hébergement par celle de relogement) (p. 3992) : rejeté (p. 3993)

Article 72 (fourniture minimum d'énergie, d'eau et de téléphone)

Son intervention (p. 4018)

Maurice LEROY

*Loir-et-Cher (3^{ème} circonscription)
Union pour la démocratie française
puis Union pour la démocratie française-Alliance*

Élu le 1^{er} juin 1997

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9391), devenu groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance [J.O. du 25 juin 1998] (p. 9698)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9422)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au développement d'activités pour l'emploi des jeunes [J.O. du 3 octobre 1997] (p. 14384)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Politique sociale. Lutte contre l'exclusion. Quartier en difficulté [26 novembre 1997] (p. 6397)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 115, posée le 13 janvier 1998. Voirie. RN 10 (J.O. Questions p. 243). Appelée le 20 janvier 1998. Aménagement, Loir-et-Cher (p. 387)

n° 371, posée le 18 mai 1998. Enseignement. Politique de l'éducation (J.O. Questions p. 4026). Appelée le 26 mai 1998. Laïcité, respect, foulard islamique (p. 4269)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Fait part de sa surprise de ne pas disposer des amendements alors que s'engage le débat en nouvelle lecture du projet de loi sur l'emploi des jeunes [7 octobre 1997] (p. 3683)

DÉBATS

Projet de loi n° 200 relatif au développement d'activités pour l'emploi des jeunes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 septembre 1997] (p. 2917, 2943, 2981)

Soutient la question préalable opposée par M. François Bayrou (p. 2927) : rejetée (p. 2938)

Thèmes :

Communes (p. 2933)
 Emploi : chômage de longue durée (p. 2931)
 Emploi : contrats emploi-jeunes (p. 2933, 2934)
 Emploi : emplois de proximité ou de service (p. 2929)
 Emploi : emplois familiaux (p. 2932)
 Entreprises : création (p. 2932)
 Fonction publique territoriale (p. 2931)
 Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de l'éducation nationale, de la recherche et de la technologie (p. 2933)
 Travail (p. 2930)

Discussion des articles [15 septembre 1997] (p. 2995) ; [16 septembre 1997] (p. 3050, 3092) ; [17 septembre 1997] (p. 3121)

Article 1er (aide à la création d'activités d'utilité sociale pour l'emploi des jeunes)

Article L. 322-4-18 du code du travail (conventions relatives à la création d'activités d'utilité sociale)

Intervient sur l'amendement n° 105 de M. Guy Hascoët (exclusion des activités d'insertion ayant débouché sur la création d'emplois véritables) (p. 3060)

Intervient sur l'amendement n° 165 de M. Jean-Claude Boulard (accès au dispositif aux entreprises chargées de la gestion d'un service public) (p. 3067)

Intervient sur le sous-amendement n° 210 de Mme Roselyne Bachelot-Narquin (de précision) à l'amendement n° 165 de M. Jean-Claude Boulard (p. 3067)

Intervient sur l'amendement n° 103 de M. Noël Mamère (mission d'évaluation régionale conduite par le préfet de région) (p. 3071)

Article L. 322-4-19 du code du travail (aide pour l'emploi des jeunes)

Intervient sur l'amendement n° 194 de M. Yves Bur (clause de non-substitution) (p. 3081)

Après l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 211 du Gouvernement (utilisation par les départements des crédits d'insertion pour le financement des postes de travail) (p. 3109)

Article 2 (emplois d'adjoints de sécurité dans la police)

Son intervention (p. 3114)

Article 3 (rapport au Parlement)

Intervient sur l'amendement n° 66 de la commission (vérification du pourcentage d'emplois résultant d'initiatives locales) (p. 3136)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [7 octobre 1997] (p. 3682)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Louis Debré (p. 3690)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. François Bayrou (p. 3704)

Son rappel au règlement (cf. supra) [7 octobre 1997] (p. 3683)

Thèmes :

Emploi : contrats emploi ville (p. 3690, 3704)

Fonction publique de l'Etat (p. 3705)

Discussion des articles [7 octobre 1997] (p. 3705)

Article 1er (aide au développement d'activités d'intérêt général pour l'emploi des jeunes)

Article L. 322-4-18 du code du travail : conventions relatives au développement d'activités d'intérêt général

Son amendement n° 49 (nature des contrats passés par l'Etat) : devenu sans objet (p. 3709)

Après l'article 3

Son amendement n° 7 soutenu par M. Adrien Zeller (rapport au Parlement sur l'ensemble des aides de l'Etat à l'emploi) (p. 3721) : rejeté (p. 3722)

Projet de loi n° 512 d'orientation et d'incitation relatif à la réduction du temps de travail

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [29 janvier 1998] (p. 747, 785) ; [3 février 1998] (p. 935, 971) ; [4 février 1998] (p. 1039, 1068) ; [5 février 1998] (p. 1110, 1150, 1199) ; [6 février 1998] (p. 1270)

Article 1er (réduction à trente-cinq heures de la durée légale hebdomadaire du travail effectif des salariés)

Son amendement n° 603 (commerces de proximité en milieu rural et dans les zones franches) (p. 951) : rejeté (p. 953)

Son amendement n° 600 (annualisation du temps de travail) : vote réservé (p. 995)

Son sous-amendement n° 994 soutenu par M. François Goulard (seuil porté à 50 salariés) à l'amendement n° 107 de M. Maxime Gremetz (unités économiques et sociales de plus de 20 salariés) (p. 1008) : vote réservé (p. 1009)

Article 2 (incitation pour les partenaires sociaux à négocier sur la réduction du temps de travail avant l'application de la nouvelle durée légale)

Son intervention (p. 1043)

Soutient l'amendement n° 1442 de M. Jean de Gaulle (négociations préalables au passage aux 35 heures) (p. 1062) : rejeté (p. 1062)

Article 3 (aide à la réduction du temps de travail)

Son intervention (p. 1090)

Son amendement n° 605 (suppression des échéances prévues à l'article 1er) : devenu sans objet (p. 1115)

Article 1er précédemment réservé (réduction à 35 heures de la durée légale hebdomadaire du travail effectif des salariés)

Son amendement n° 598 soutenu par M. Gilbert Gantier (exclusion du secteur agricole) : rejeté (p. 1304)

Son amendement n° 597 soutenu par Mme Nicole Catala (exclusion du secteur artisanal) (p. 1304) : rejeté (p. 1305)

Son amendement n° 601 soutenu par M. François Goulard (exclusion des entreprises du bâtiment et des travaux publics) : rejeté (p. 1311)

Son amendement n° 602 soutenu par M. François Goulard (exclusion des stations-services et des garages) : rejeté (p. 1311)

Son amendement n° 572 soutenu par M. François Goulard (exclusion des offices publics et ministériels, des professions libérales et des sociétés civiles) : rejeté (p. 1312)

Son amendement n° 573 soutenu par M. François Goulard (exclusion du secteur du bâtiment et des travaux publics) : rejeté (p. 1312)

Son amendement n° 574 soutenu par M. François Goulard (exclusion des voyageurs, représentants et placiers) : rejeté (p. 1312)

Son amendement n° 575 soutenu par M. François Goulard (exclusion du secteur professionnel de l'hôtellerie et de la restauration) : rejeté (p. 1312)

Son amendement n° 576 soutenu par M. François Goulard (exclusion des professions médicales et paramédicales) : rejeté (p. 1312)

Son amendement n° 577 soutenu par M. François Goulard (exclusion du secteur professionnel du tourisme) : rejeté (p. 1312)

Son amendement n° 578 soutenu par M. François Goulard (exclusion des salariés du sport professionnel) : rejeté (p. 1312)

Son amendement n° 579 soutenu par M. François Goulard (exclusion de la profession de journaliste) : rejeté (p. 1312)

Son amendement n° 580 soutenu par M. François Goulard (exclusion des activités de coopération à l'étranger) : rejeté (p. 1312)

Son amendement n° 581 soutenu par M. François Goulard (exclusion des plombiers-zingueurs) : rejeté (p. 1312)

Son amendement n° 582 soutenu par M. François Goulard (exclusion des ambulanciers) : rejeté (p. 1312)

Son amendement n° 583 soutenu par M. François Goulard (exclusion de la profession des bouchers et charcutiers) : rejeté (p. 1312)

Son amendement n° 584 soutenu par M. François Goulard (exclusion des garagistes et des carrossiers) : rejeté (p. 1312)

Son amendement n° 585 soutenu par M. François Goulard (exclusion des boulangers-pâtisseries) : rejeté (p. 1312)

Son amendement n° 586 soutenu par M. François Goulard (exclusion des gérants salariés et des salariés de maisons d'alimentation de détail) : rejeté (p. 1312)

Son amendement n° 587 soutenu par M. François Goulard (exclusion des fleuristes) : rejeté (p. 1312)

Son amendement n° 588 soutenu par M. François Goulard (exclusion du secteur professionnel de l'imprimerie) : rejeté (p. 1312)

Son amendement n° 589 soutenu par M. François Goulard (exclusion du secteur de la métallurgie) : rejeté (p. 1312)

Son amendement n° 590 soutenu par M. François Goulard (exclusion des marins-pêcheurs) : rejeté (p. 1312)

Son amendement n° 591 soutenu par M. François Goulard (exclusion du secteur professionnel du textile-habillement) : rejeté (p. 1312)

Son amendement n° 646 soutenu par M. François Goulard (exclusion du secteur professionnel de la coiffure) : rejeté (p. 1312)

Son amendement n° 593 (réduction facultative et négociée du temps de travail) : rejeté (p. 1313)

Son amendement n° 600 (annualisation du temps de travail) : rejeté (p. 1314)

Son amendement n° 595 soutenu par M. Michel Herbillon (report de l'application de la loi) (p. 1314) : rejeté (p. 1315)

Son amendement n° 594 soutenu par M. François Goulard (report de l'application de la loi) (p. 1314) : rejeté (p. 1315)

Son sous-amendement n° 994 (seuil porté à 50 salariés) à l'amendement n° 107 précédemment réservé de M. Maxime Gremetz (prise en compte des unités économiques et sociales) : rejeté (p. 1316)

Titre

Son amendement n° 995 précédemment réservé (caractère obligatoire de la réduction du temps de travail) (p. 1332) : rejeté (p. 1333)

Son amendement n° 599 précédemment réservé (remplacement des mots "d'orientation et d'incitation") : rejeté (p. 1333)

Son amendement n° 993 précédemment réservé (indication du caractère obligatoire de la réduction du temps de travail) : rejeté (p. 1333)

Proposition de loi n° 638 relative aux dates d'ouverture anticipée et de clôture de la chasse aux oiseaux migrateurs

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [18 juin 1998] (p. 5111) ; [19 juin 1998] (p. 5183)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par Mme Marie-Hélène Aubert (p. 5119)

Thèmes :

Animaux : oiseaux migrateurs : chasse et pêche (p. 5119)

Politiques communautaires : directives : chasse et pêche (p. 5119)

Projet de loi n° 975 relatif au mode d'élection des conseillers régionaux et des conseillers à l'Assemblée de Corse et au fonctionnement des conseils régionaux

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [23 juin 1998] (p. 5305) ; [24 juin 1998] (p. 5334, 5362)

Article 4 (article L. 346 du code électoral : obligation d'effectuer une déclaration de candidature)

Son intervention (p. 5338)

Intervient sur l'amendement n° 25 de la commission (parité entre candidats des deux sexes) (p. 5343)

Roger LESTAS

*Mayenne (3^{ème} circonscription)
Union pour la démocratie française
puis Union pour la démocratie française-Alliance*

Élu le 1^{er} juin 1997

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9391), devenu groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance [J.O. du 25 juin 1998] (p. 9698)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9423)

Membre titulaire de la commission consultative pour la production de carburants de substitution [J.O. du 2 mai 1998] (p. 6735)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT*

n° 143, posée le 20 janvier 1998. Elevage. Politique agricole commune (PAC) (J.O. Questions p. 472). Appelée le 27 janvier 1998. Bovins, identification (p. 558)

*DÉBATS***Projet de loi de finances n° 230 pour 1998***DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES***AGRICULTURE ET PÊCHE, BAPSA****Examen du fascicule [23 octobre 1997] (p. 4535)**

Procédure des questions :

Retraites : régime agricole (p. 4590)

ECONOMIE, FINANCES ET INDUSTRIE

IV - PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES, COMMERCE ET ARTISANAT

Examen du fascicule [14 novembre 1997] (p. 5883)

Procédure des questions :

Entreprises : transmission (p. 5908)

Proposition de loi n° 236 relative au renforcement de la veille sanitaire et du contrôle de la sécurité sanitaire des produits destinés à l'homme**PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [8 janvier 1998] (p. 71)**

Son intervention (p. 98)

Thèmes :

Agroalimentaire : produits : contrôles sanitaires (p. 98)

Animaux : contrôle vétérinaire (p. 99)

Elevage : viande bovine : épizooties (p. 98)

Santé : Centre national d'études vétérinaires et alimentaires (CNEVA) (p. 99)

Santé : sécurité sanitaire (p. 98)

Raymonde LE TEXIER

*Val-d'Oise (8^{ème} circonscription)
Socialiste*

Deviens députée le 5 juillet 1997 (voir indications préliminaires) [6 juillet 1997] (p. 10295)

N'appartient à aucun groupe [J.O. du 6 juillet 1997] (p. 10295)

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 10 juillet 1997] (p. 10489)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 29 juillet 1997] (p. 11328)

Cesse d'appartenir à la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 19 septembre 1997] (p. 13657)

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 19 septembre 1997] (p. 13657)

Membre de la commission d'enquête sur l'état des droits de l'enfant en France, notamment au regard des conditions de vie des mineurs et de leur place dans la cité [J.O. du 15 janvier 1998] (p. 645)

Membre de la mission d'information commune sur la prévention et la lutte contre les exclusions [J.O. du 5 mars 1998] (p. 3424)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation relatif à la lutte contre l'exclusion [J.O. du 28 mars 1998] (p. 4824)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 1069 visant à interdire l'achat par les établissements scolaires et les collectivités locales des fournitures fabriquées par des enfants dans les pays où les droits de l'enfant ne sont pas respectés [17 juillet 1998]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Enseignement. Zone d'éducation prioritaire (ZEP). Perspectives [17 juin 1998] (p. 5095)

Alain LE VERN

*Seine-Maritime (12^{ème} circonscription)
Socialiste*

Élu le 1^{er} juin 1997

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9390)

NOMINATION

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9423)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Agriculture. Politique agricole commune (PAC). Réforme [3 mars 1998] (p. 1831)

*DÉBATS***Projet de loi de finances n° 230 pour 1998***DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES***AGRICULTURE ET PÊCHE, BAPSA****Examen du fascicule [23 octobre 1997] (p. 4535)**

Rapporteur pour avis de la commission de la production et des échanges

Son intervention (p. 4537)

Thèmes avant la procédure des questions :

Agriculture : crédits (p. 4538)

Agriculture : installation (p. 4538)

Agroalimentaire : labels (p. 4538)

Aménagement du territoire : Fonds de gestion de l'espace rural (FGER) (p. 4539)

Élevage : maladie de la vache folle (p. 4538)

Élevage : prêts spéciaux d'élevage (p. 4539)

Enseignement agricole (p. 4538)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 4538)

Retraites : régime agricole (p. 4539)

Félix LEYZOUR

*Côtes-d'Armor (4^{ème} circonscription)
Communiste*

Élu le 1^{er} juin 1997

S'inscrit au groupe communiste [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9391)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9423)

Membre suppléant de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9423)

Membre titulaire du conseil national des transports [J.O. du 10 juillet 1997] (p. 10491)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 173 sur la retraite des stagiaires de la formation professionnelle qui sont anciens combattants d'Afrique du Nord [23 juillet 1997]

Proposition de loi n° 177 tendant à reconnaître le droit à pension aux déportés dans les camps de concentration nazis, naturalisés français [23 juillet 1997]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Union européenne. Conseil européen. Emploi, perspectives [24 juin 1997] (p. 2891)

Agriculture. Politique agricole commune (PAC). Réforme [26 novembre 1997] (p. 6395)

Agriculture. Prix. Contrôle, perspectives [6 mai 1998] (p. 3457)

Transports ferroviaires. SNCF. Personnel, revendications [13 mai 1998] (p. 3740)

*DÉBATS***Projet de loi n° 46 d'orientation sur la pêche maritime et les cultures marines****DEUXIÈME LECTURE****Avant la discussion des articles [24 septembre 1997] (p. 3436)**

Son intervention (p. 3445)

Thèmes :

Impôt sur le revenu : déduction des investissements en parts de copropriété de navires neufs (p. 3446)

Impôts locaux : taxe professionnelle (p. 3446)

Politiques communautaires : politique d'orientation pour la pêche (p. 3446)

Retraites : régimes autonomes et spéciaux : marins (p. 3446)

Ses explications de vote (p. 3490)

Vote pour du groupe communiste (p. 3490)

Projet de loi de finances n° 230 pour 1998*DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES***AGRICULTURE ET PÊCHE, BAPSA****Examen du fascicule [23 octobre 1997] (p. 4535)**

Son intervention (p. 4555)

Thèmes avant la procédure des questions :

Agriculture : crédits (p. 4555)

Agriculture : dotations aux jeunes agriculteurs (p. 4555)

Agriculture : installation (p. 4555)

Agroalimentaire : contrôles sanitaires (p. 4555)

Agroalimentaire : entreprises (p. 4556)

Élevage : prêts spéciaux d'élevage (p. 4556)

Enseignement agricole (p. 4555, 4556)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 4555)

Retraites : régime agricole (p. 4556)

EQUIPEMENT, TRANSPORTS ET LOGEMENT

I - EQUIPEMENT ET TRANSPORTS

Examen du fascicule [24 octobre 1997] (p. 4605)*Procédure des questions :*

Voirie : plan d'amélioration du réseau routier national (p. 4654)

ANCIENS COMBATTANTS

Examen du fascicule [24 octobre 1997] (p. 4665)

Son intervention (p. 4673)

Thèmes avant la procédure des questions :

Anciens combattants et victimes de guerre : Afrique du Nord : carte du combattant (p. 4674)

Anciens combattants et victimes de guerre : déportés : étrangers (p. 4674)

Anciens combattants et victimes de guerre : retraite mutualiste du combattant (p. 4674)

Emploi : chômeurs en fin de droits : anciens combattants et victimes de guerre (p. 4674)

Pensions militaires d'invalidité : pensions des invalides (p. 4674)

Pensions militaires d'invalidité : pensions des invalides : rapport constant (p. 4674)

Retraites : généralités : allocation de préparation à la retraite (p. 4674)

Vote des crédits et articles rattachés [24 octobre 1997] (p. 4689)*Après l'article 62*

Intervient sur l'amendement n° 77 de M. Alain Néri (condition d'attribution de la carte du combattant pour les anciens combattants de la guerre d'Algérie) (p. 4693)

Intervient sur l'amendement n° 80 de la commission (condition d'attribution de la carte du combattant pour les anciens combattants de la guerre d'Algérie) (p. 4693)

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET ENVIRONNEMENT

I - AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Examen du fascicule [4 novembre 1997] (p. 5287)

Rapporteur pour avis de la commission de la production et des échanges

Son intervention (p. 5289)

Thèmes avant la procédure des questions :

Aménagement du territoire : Comité interministériel d'aménagement du territoire (CIAT) (p. 5289)

Aménagement du territoire : Conseil national de l'aménagement et du développement du territoire (CNADT) (p. 5289)

Aménagement du territoire : crédits (p. 5290)

Aménagement du territoire : Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR) (p. 5289, 5290)

Aménagement du territoire : Fonds de gestion de l'espace rural (FGER) (p. 5289)

Aménagement du territoire : Fonds national d'aménagement et de développement du territoire (FNADT) (p. 5289)

Aménagement du territoire : Fonds national de développement des entreprises (p. 5290)

Aménagement du territoire : schéma national d'aménagement et de développement du territoire (p. 5289)

Collectivités territoriales : finances locales : péréquation (p. 5289)

Transports : Fonds d'investissement des transports terrestres et des voies navigables (FITTVN) (p. 5289, 5290)

Transports aériens : politique des transports aériens (p. 5290)

Projet de loi n° 427 tendant à améliorer les conditions d'exercice de la profession de transporteur routier

PREMIÈRE LECTURE

Ses explications de vote [8 décembre 1997] (p. 7133)

Vote pour du groupe communiste (p. 7133)

Proposition de loi n° 92 permettant aux organismes d'habitations à loyer modéré d'intervenir sur le parc locatif privé en prenant à bail des logements vacants pour les donner en sous-location

PREMIÈRE LECTURE

Ses explications de vote [17 décembre 1997] (p. 7978)

Abstention du groupe communiste (p. 7978)

Proposition de loi n° 236 relative au renforcement de la veille sanitaire et du contrôle de la sécurité sanitaire des produits destinés à l'homme

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [13 janvier 1998] (p. 170, 199) ; [15 janvier 1998] (p. 283)

Article 4 (missions, prérogatives et modalités de fonctionnement)

Son intervention (p. 207)

Projet de loi n° 780 d'orientation relatif à la lutte contre les exclusions

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [6 mai 1998] (p. 3515) ; [7 mai 1998] (p. 3533, 3562) ; [12 mai 1998] (p. 3649, 3684) ; [13 mai 1998] (p. 3741, 3776) ; [14 mai 1998] (p. 3815, 3872) ; [18 mai 1998] (p. 3931, 3975) ; [19 mai 1998] (p. 4076, 4102) ; [20 mai 1998] (p. 4205)

Article 8 (régime des associations intermédiaires)

Son intervention (p. 3651)

Soutient le sous-amendement n° 910 de Mme Janine Jambu (pas de mise à disposition si l'entreprise a procédé à un licenciement économique dans les 6 mois précédents) à l'amendement n° 182 rectifié du Gouvernement (fonctionnement des associations intermédiaires) (p. 3665) : adopté (p. 3665)

Après l'article 8

Soutient l'amendement n° 831 de Mme Janine Jambu (protection des salariés) (p. 3672) : retiré (p. 3672)

Article 9 (conseil départemental de l'insertion par l'activité économique et plans locaux pour l'insertion et l'emploi)

Son intervention (p. 3673)

Soutient l'amendement n° 23, deuxième rectification de Mme Janine Jambu (élargissement de la composition du comité) (p. 3677) : adopté (p. 3677)

Soutient l'amendement n° 833 de Mme Janine Jambu (agrément des associations intermédiaires) (p. 3678) : retiré (p. 3678)

Soutient l'amendement n° 832 de Mme Janine Jambu (association avec d'autres collectivités locales) (p. 3684) : adopté (p. 3685)

Soutient l'amendement n° 56 de Mme Janine Jambu (création de fonds d'insertion) (p. 3685) : rejeté (p. 3686)

Article 12 (lutte contre l'illettrisme dans le cadre de la formation professionnelle)

Son intervention (p. 3692)

Soutient l'amendement n° 31 de Mme Janine Jambu (lutte contre la dyslexie et la dysphasie) (p. 3698) : retiré (p. 3698)

Article 13 (ouverture du contrat de qualification aux demandeurs d'emploi de 26 ans et plus)

Soutient l'amendement n° 33 de Mme Janine Jambu (formation des personnes au chômage depuis plus d'un an) (p. 3700) : rejeté (p. 3701)

Après l'article 13

Soutient l'amendement n° 836 de Mme Janine Jambu (rapport sur l'allocation formation reclassement) (p. 3702) : adopté (p. 3702)

Après l'article 15

Soutient l'amendement n° 837 de Mme Janine Jambu (personnels civils ayant servi dans les forces françaises en Allemagne) (p. 3704) : rejeté (p. 3705)

François LIBERTI

*Hérault (7^{ème} circonscription)
Communiste*

Élu le 1^{er} juin 1997

S'inscrit au groupe communiste [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9391)

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9423)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 113 relative au contrôle des licenciements économiques [23 juillet 1997]

Proposition de loi n° 117 tendant à fixer les dates d'ouverture et à modifier les dates de clôture de la chasse des oiseaux migrateurs (gibier d'eau et oiseaux migrateurs terrestres) [23 juillet 1997]

Proposition de loi n° 558 tendant à prolonger pendant trois ans l'exercice du service extérieur des pompes funèbres par les seules régies communales ou intercommunales [17 décembre 1997]

Proposition de loi n° 614 relative aux dates d'ouverture et de clôture de la chasse des oiseaux migrateurs (gibiers d'eau et oiseaux migrateurs terrestres) et aux modes de chasse [7 janvier 1998]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Télécommunications. France Télécom. Jeunes, recrutement [4 mars 1998] (p. 1918)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 38, posée le 25 novembre 1997. Recherche. Institut national de recherche agronomique (INRA) (J.O. Questions p. 6285). Suppléé par M. Alain Bocquet. Appelée le 2 décembre 1997. Réforme (p. 6716)

n° 198, posée le 24 février 1998. Sécurité sociale. Contribution sociale généralisée (CSG) (J.O. Questions p. 1607). Appelée le 3 mars 1998. Augmentation, conséquences, pensions d'invalidité (p. 1804)

*DÉBATS***Projet de loi n° 46 d'orientation sur la pêche maritime et les cultures marines****DEUXIÈME LECTURE**

Avant la discussion des articles [24 septembre 1997] (p. 3436)

Son intervention (p. 3451)

Thèmes :

Aquaculture et pêche professionnelle : marins pêcheurs (p. 3452)

Aquaculture et pêche professionnelle : produits de la mer (p. 3452)

Aquaculture et pêche professionnelle : zones de pêche (p. 3452)

Chômage : indemnisation (p. 3452)

Politiques communautaires : politique d'orientation pour la pêche (p. 3452)

Travail : contrats de travail (p. 3452)

Projet de loi de finances n° 230 pour 1998*DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES***EQUIPEMENT, TRANSPORTS ET LOGEMENT****I - EQUIPEMENT ET TRANSPORTS**

Examen du fascicule [24 octobre 1997] (p. 4605)

Son intervention (p. 4624)

Thèmes avant la procédure des questions :

Mer et littoral : protection (p. 4624, 4625)

Retraites : régimes autonomes et spéciaux : marins (p. 4625)
 Transports par eau : écoles de la marine marchande (p. 4624, 4625)
 Transports par eau : immatriculation des navires (p. 4624)
 Transports par eau : ports (p. 4624, 4625)

ANCIENS COMBATTANTS

Vote des crédits et articles rattachés [24 octobre 1997] (p. 4689)

Après l'article 62

Intervient sur l'amendement n° 77 de M. Alain Néri (condition d'attribution de la carte du combattant pour les anciens combattants de la guerre d'Algérie) (p. 4693)

Intervient sur l'amendement n° 80 de la commission (condition d'attribution de la carte du combattant pour les anciens combattants de la guerre d'Algérie) (p. 4693)

Soutient l'amendement n° 79 de M. René Dutin (attribution de points supplémentaires pour l'obtention de la carte du combattant) (p. 4695) : rejeté (p. 4695)

Projet de loi n° 779 modifiant le statut de la Banque de France en vue de sa participation au Système européen de banques centrales

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [28 avril 1998] (p. 3140)

Son intervention (p. 3141)

Thèmes :

Aménagement du territoire (p. 3142)

Banques et établissements financiers : Banque de France (p. 3141, 3142)

Emploi : politique de l'emploi (p. 3141, 3142)

Etat : souveraineté (p. 3141)

Politique économique : croissance (p. 3141, 3142)

Politique économique : généralités (p. 3141)

Politique économique : politique monétaire (p. 3141)

Politique sociale : généralités (p. 3141)

Union européenne : Banque centrale européenne (BCE) (p. 3141)

Union européenne : construction européenne (p. 3141)

Union européenne : euro : monnaie unique (p. 3141)

Vote contre du groupe communiste (p. 3142)

Proposition de loi n° 638 relative aux dates d'ouverture anticipée et de clôture de la chasse aux oiseaux migrateurs

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [18 juin 1998] (p. 5111) ; [19 juin 1998] (p. 5183)

Son intervention (p. 5136)

Thèmes :

Animaux : oiseaux migrateurs : chasse et pêche (p. 5136, 5137)

Chasse et pêche : droits de chasse (p. 5136, 5137)

Cours d'eau, étangs et lacs : aménagement et protection (p. 5136)

Politiques communautaires : directives : chasse et pêche (p. 5136, 5137)

Politiques communautaires : droit communautaire (p. 5137)

Vote pour du groupe communiste (p. 5137)

Michel LIEBGOTT

*Moselle (10^{ème} circonscription)
Socialiste*

Élu le 1^{er} juin 1997

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9390)

NOMINATION

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9423)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 66, posée le 1^{er} décembre 1997. Industrie. Sidérurgie (J.O. Questions p. 6706). Suppléé par M. Roland Metzinger. Appelée le 9 décembre 1997. Usinor, emploi et activité (p. 7152)

n° 101, posée le 7 janvier 1998. Logement. Jeunes (J.O. Questions p. 29, 30). Appelée le 13 janvier 1998. Parc locatif, accès (p. 137)

n° 119, posée le 13 janvier 1998. Retraites : généralités. Paiement des pensions (J.O. Questions p. 243). Suppléé par M. Jean-Marie Aubron. Appelée le 20 janvier 1998. Ressortissants français, caisses de retraite d'Etats africains (p. 382)

n° 404, posée le 2 juin 1998. Enseignement maternel et primaire. Ecoles (J.O. Questions p. 4621). Suppléé par M. Armand Jung. Appelée le 9 juin 1998. Circonscriptions de Rombas et Florange, organisation, Moselle (p. 4779)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 230 pour 1998

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

EMPLOI ET SOLIDARITÉ

II - SANTÉ, SOLIDARITÉ ET VILLE

Examen du fascicule [3 novembre 1997] (p. 5221, 5246)

Son intervention (p. 5259)

Thèmes avant la procédure des questions :

Aménagement du territoire : contrats de ville (p. 5259)

Aménagement du territoire : politique de la ville (p. 5259)

EQUIPEMENT, TRANSPORTS ET LOGEMENT

III - TOURISME

Vote des crédits et articles rattachés [7 novembre 1997] (p. 5622)

Etat B, titre III

Intervient sur l'amendement n° 113 du Gouvernement (majoration des crédits destinés à l'amélioration des conditions de travail des chauffeurs routiers) (p. 5624)

Martine LIGNIÈRES-CASSOU

*Pyrénées-Atlantiques (1^{ère} circonscription)
Socialiste*

Élue le 1^{er} juin 1997

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9390)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9423)

Secrétaire de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 15 octobre 1997] (p. 14985)

DÉPÔT

Rapport d'information déposé au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées, en application de l'article 145 du Règlement, sur la diversification des industries de défense [22 mai 1998] (n° 911)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Politique sociale. Lutte contre l'exclusion. Fonds d'urgence sociale, bilan et perspectives [11 février 1998] (p. 1463)

Maurice LIGOT

*Maine-et-Loire (5^{ème} circonscription)
Union pour la démocratie française
puis Union pour la démocratie française-Alliance*

Élu le 1^{er} juin 1997

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9391), devenu groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance [J.O. du 25 juin 1998] (p. 9698)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9422)

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne [J.O. du 20 juin 1997] (p. 9634)

Vice-président de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne [J.O. du 25 juin 1997] (p. 9800)

DÉPÔTS

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne, sur la révision des traités [2 juillet 1997] (n° 39)

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur le droit communautaire et le dispositif d'allègement des charges sociales dans l'industrie du textile, de l'habillement, du cuir et de la chaussure [30 octobre 1997] (n° 394)

Proposition de résolution n° 398 sur la proposition de règlement du Conseil sur l'application des articles 92 et 93 du Traité CE à certaines catégories d'aides d'Etat horizontales (COM (97) 396 final/n° E-916) [31 octobre 1997]

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur la XVII^{ème} Conférence des organes spécialisés dans les affaires communautaires (COSAC), tenue à Luxembourg les 13 et 14 novembre 1997 [27 novembre 1997] (n° 488)

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur des propositions d'actes communautaires soumises par le Gouvernement à l'Assemblée nationale du 17 décembre 1997 au 18 janvier 1998 (n°s E 982 à E 988, E 990, E 991, E 993 à E 996, et sur la proposition d'acte communautaire n° E 980 [22 janvier 1998] (n° 653)

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur des propositions d'actes communautaires soumises par le Gouvernement à l'Assemblée nationale du 14 mars au 20 avril 1998 (n°s E 1034 à E 1041, E 1043, E 1044, E 1047, E 1048, E 1050 et E 1053 à E 1056) [30 avril 1998] (n° 868)

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur la XVIII^{ème} Conférence des organes spécialisés dans les affaires communautaires (COSAC), tenue à Londres les 18 et 19 mai 1998 [11 juin 1998] (n° 979)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 230 pour 1998**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET ENVIRONNEMENT

I - AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Examen du fascicule [4 novembre 1997] (p. 5287)

Procédure des questions :

Impôts locaux : taxe professionnelle (p. 5318)

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COOPÉRATION

I - AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Examen du fascicule [5 novembre 1997] (p. 5395)*Procédure des questions :*

Industrie : textile et habillement (p. 5446)

Déclaration du Gouvernement n° 493 présentée par M. Hubert Védrine, ministre des affaires étrangères sur la politique européenne**[2 décembre 1997] (p. 6751, 6813)**

Son intervention (p. 6773)

Thèmes :

Pays étrangers : Turquie (p. 6774)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 6773)

Union européenne : élargissement (p. 6774)

Union européenne : euro (p. 6773)

Union européenne : institutions communautaires (p. 6774)

Union européenne : Traité d'Amsterdam (p. 6775)

Proposition de loi n° 628 tendant à alléger les charges sur les bas salaires

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 janvier 1998] (p. 825)

Son intervention (p. 845)

Thèmes :

Emploi : chômage (p. 845, 846)

Entreprises : allègement des charges sociales (p. 845, 846)

Entreprises : situation financière : charges (p. 845)

Proposition de résolution n° 817 sur les recommandations de la Commission européenne relatives au passage à la monnaie unique :

- recommandation de la Commission en vue d'une recommandation du Conseil conformément à l'article 109 J, paragraphe 2, du traité (n° E 1045),

- recommandations de décisions du Conseil abrogeant les décisions constatant l'existence d'un déficit excessif en Belgique, en Allemagne, en Espagne, en France, en Italie, en Autriche, au Portugal, en Suède et au Royaume-Uni - application de l'article 104 C, paragraphe 12, du Traité instituant la Communauté européenne (SEC [1998] 1999 final/n° E 1046)

Avant la discussion de l'article unique [21 avril 1998] (p. 2827, 2857)

Son intervention (p. 2863)

Thèmes :

Finances publiques : politique budgétaire (p. 2863)

Politique économique : croissance (p. 2863)

Politique économique : généralités (p. 2864)

Politique sociale : généralités (p. 2863, 2864)

Union européenne : construction européenne (p. 2863)

Union européenne : euro : monnaie unique (p. 2863, 2864)

Union européenne : Traité de Maastricht (p. 2863)

Union européenne : Union économique et monétaire (UEM) (p. 2863)

Projet de loi n° 913 autorisant la ratification du protocole au Traité de l'Atlantique Nord sur l'accession de la République de Hongrie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [10 juin 1998] (p. 4891)

Son intervention (p. 4902)

Thèmes :

Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) (p. 4902)

Organisations internationales : Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) (p. 4902, 4903)

Politiques communautaires : politique extérieure et de sécurité commune (PESC) (p. 4902)

Union européenne : élargissement (p. 4902, 4903)

Jacques LIMOUZY*Tarn (3^{ème} circonscription)**Rassemblement pour la République*Élu le 1^{er} juin 1997

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9391)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9423)

Membre titulaire de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9423)

Président de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 19 juin 1997] (p. 9597)

Juge titulaire de la Haute Cour de justice [J.O. du 28 juin 1997] (p. 9832)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi n° 512 d'orientation et d'incitation relatif à la réduction du temps de travail

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [29 janvier 1998] (p. 747, 785) ; [3 février 1998] (p. 935, 971) ; [4 février 1998]

(p. 1039, 1068) ; [5 février 1998] (p. 1110, 1150, 1199) ; [6 février 1998] (p. 1270)

Article 3 (aide à la réduction du temps de travail)

Intervient sur l'amendement n° 1501 du Gouvernement (aide au conseil à la réduction du temps de travail) (p. 1200)

Proposition de loi n° 216 portant réforme du mode de vote des budgets régionaux

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [11 février 1998] (p. 1471)

Article 3 supprimé par le Sénat (article L. 4133-1 du code général des collectivités locales : déclaration politique des candidats à la fonction de président du conseil régional)

Intervient sur l'amendement n° 1 de la commission (absence de débat sur l'élection du président et déclaration écrite des candidats à la présidence sur les orientations de leur action) (p. 1472)

Proposition de résolution n° 674 tendant à modifier les articles 50, 103, 104, 106, 107, 126 et 127 du Règlement de l'Assemblée nationale

Discussion des articles [25 mars 1998] (p. 2125)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 1 de Mme Catherine Tasca (prolongation sur l'ordre du jour complémentaire de la séance mensuelle réservée à l'ordre du jour d'initiative parlementaire) (p. 2125)

Gérard LINDEPERG

*Loire (1^{ère} circonscription)
Socialiste*

Élu le 1^{er} juin 1997

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9390)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9422)

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne [J.O. du 20 juin 1997] (p. 9634)

Membre titulaire de la commission d'évaluation prévue par la loi quinquennale du 20 décembre 1993 relative au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle [J.O. du 19 septembre 1997] (p. 13659)

Cesse d'appartenir à la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne [J.O. du 13 février 1998] (p. 2311)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Police. Restructuration. Commissariats, effectifs de personnel [29 avril 1998] (p. 3214)

Défense. GIAT-Industries. Emploi et activité [23 juin 1998] (p. 5259)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 388, posée le 26 mai 1998. Impôts locaux. Taxe d'habitation (J.O. Questions p. 4357). Appelée le 2 juin 1998. Calcul, zones franches (p. 4559)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 230 pour 1998

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPECIALES

EMPLOI ET SOLIDARITÉ

I - EMPLOI

Examen du fascicule [6 novembre 1997] (p. 5477, 5515)

Son intervention (p. 5489)

Thèmes avant la procédure des questions :

Formation professionnelle : apprentissage (p. 5489)

Formation professionnelle : Association pour la formation professionnelle des adultes (AFPA) (p. 5489)

Formation professionnelle : contrats de qualification (p. 5490)

Formation professionnelle : crédits (p. 5489)

Formation professionnelle : formation continue (p. 5491)

Procédure des questions :

Formation professionnelle : formation continue (p. 5526)

Jeunes : insertion professionnelle (p. 5524)

DÉFENSE

Examen du fascicule [12 novembre 1997] (p. 5674)

Procédure des questions :

Défense : GIAT-Industries (p. 5736)

Projet de loi n° 512 d'orientation et d'incitation relatif à la réduction du temps de travail

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [29 janvier 1998] (p. 747, 785) ; [3 février 1998] (p. 935, 971) ; [4 février 1998] (p. 1039, 1068) ; [5 février 1998] (p. 1110, 1150, 1199) ; [6 février 1998] (p. 1270)

Article 1er (réduction à trente-cinq heures de la durée légale hebdomadaire du travail effectif des salariés)

Son intervention (p. 793)

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [24 mars 1998] (p. 2077) ; [25 mars 1998] (p. 2147)

Après l'article 4

Intervient sur l'amendement n° 1 de M. Jean Ueberschlag (conversion de la réduction du temps de travail en crédit d'heures pour la formation professionnelle) (p. 2181)

Projet de loi n° 975 relatif au mode d'élection des conseillers régionaux et des conseillers à l'Assemblée de Corse et au fonctionnement des conseils régionaux

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [23 juin 1998]
(p. 5269, 5295)

Son intervention (p. 5301)

Thèmes :

Elections et référendums : modes de scrutin : élections régionales (p. 5301, 5302)

Partis et mouvements politiques : Front national (p. 5301, 5302)

Régions : budget (p. 5302)

François LONCLE

*Eure (4^{ème} circonscription)
Socialiste*

Élu le 1^{er} juin 1997

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 13 juin 1997]
(p. 9390)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9423)

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne [J.O. du 20 juin 1997] (p. 9634)

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de l'accord d'adhésion de la République hellénique à la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les Gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la République fédérale d'Allemagne et de la République française relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signée à Schengen le 19 juin 1990, à laquelle ont adhéré la République italienne par l'accord signé à Paris le 27 novembre 1990 et le Royaume d'Espagne et la République portugaise par les accords signés à Bonn le 25 juin 1991 (n° 3) [3 juillet 1997]

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de l'accord d'adhésion de la République d'Autriche à la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les Gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la République fédérale d'Allemagne et de la République française relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signée à Schengen le 19 juin 1990, à laquelle ont adhéré la République italienne, le Royaume d'Espagne et la République portugaise, et la République hellénique par les accords signés respectivement le 27 novembre 1990, le 25 juin 1991 et le 6 novembre 1992 (n° 7) [3 juillet 1997]

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de l'avenant à la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Canada tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et

sur la fortune, signée le 2 mai 1975 et modifiée par l'avenant du 16 janvier 1987 (n° 681) [1^{er} octobre 1997]

Rapporteur du projet de loi autorisant la ratification d'un accord entre la République française et la République italienne relatif à la réadmission des personnes en situation irrégulière (ensemble une annexe) (n° 773) [9 avril 1998]

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur les projets de loi :

- n° 3 autorisant l'approbation de l'accord d'adhésion de la République hellénique à la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les Gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la République fédérale d'Allemagne et de la République française relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signée à Schengen le 19 juin 1990, à laquelle ont adhéré la République italienne par l'accord signé à Paris le 27 novembre 1990 et le Royaume d'Espagne et la République portugaise par les accords signés à Bonn le 25 juin 1991,

- n° 7 autorisant l'approbation de l'accord d'adhésion de la République d'Autriche à la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les Gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la République fédérale d'Allemagne et de la République française relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signée à Schengen le 19 juin 1990, à laquelle ont adhéré la République italienne, le Royaume d'Espagne et la République portugaise, et la République hellénique par les accords signés respectivement le 27 novembre 1990, le 25 juin 1991 et le 6 novembre 1992 [17 septembre 1997] (n° 222)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 681), autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Canada tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signée le 2 mai 1975 et modifiée par l'avenant du 16 janvier 1987 [6 mai 1998] (n° 877)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Union européenne. Union économique et monétaire (UEM). Conseil de l'euro [15 octobre 1997] (p. 4017)

Politique extérieure. Irak. Attitude de la France [3 février 1998] (p. 923)

Union européenne. Elargissement. Perspectives [24 mars 1998] (p. 2037)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 400, posée le 2 juin 1998. Etablissements de santé. Syndicats interhospitaliers (J.O. Questions p. 4620). Appelée le 9 juin 1998. Praticiens, statut (p. 4771)

DÉBATS

Projet de loi n° 3 autorisant l'approbation de l'accord d'adhésion de la République hellénique à la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les Gouvernements des États de l'Union économique Benelux, de la République fédérale d'Allemagne et de la République française relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signée à Schengen le 19 juin 1990, à laquelle ont adhéré la République italienne par l'accord signé à Paris le 27 novembre 1990 et le Royaume d'Espagne et la République portugaise par les accords signés à Bonn le 25 juin 1991

Rapporteur de la commission des affaires étrangères

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [23 septembre 1997] (p. 3415)
Son intervention (p. 3417)

Thèmes :

- Drogue (p. 3417)
- Etrangers (p. 3418)
- Police : police de l'air et des frontières (p. 3417, 3418)
- Union européenne : accords de Schengen (p. 3417, 3418)
- Union européenne : Union économique et monétaire (UEM) (p. 3417)

Projet de loi de finances n° 230 pour 1998

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COOPÉRATION

I - AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Examen du fascicule [5 novembre 1997] (p. 5395)
Son intervention (p. 5411)

Thème avant la procédure des questions :

- Union européenne : Union économique et monétaire (UEM) (p. 5411)

Projet de loi n° 324 autorisant la ratification de la convention sur la base de l'article K. 3 du traité sur l'Union européenne portant création d'un Office européen de police (ensemble une annexe et quatre déclarations)

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [19 novembre 1997] (p. 6160)
Son intervention (p. 6162)

Thèmes :

- Droit pénal : délinquance et criminalité (p. 6163)
 - Droit pénal : trafic de stupéfiants (p. 6163)
 - Etrangers : immigration clandestine (p. 6163)
 - Union européenne : accords de Schengen (p. 6162)
 - Union européenne : Traité d'Amsterdam (p. 6163)
- Vote pour du groupe socialiste (p. 6163)

Déclaration du Gouvernement n° 493 présentée par M. Hubert Védrine, ministre des affaires étrangères sur la politique européenne

[2 décembre 1997] (p. 6751, 6813)
Son intervention (p. 6819)

Thèmes :

- Union européenne : élargissement (p. 6819)
- Union européenne : fonds structurels (p. 6819, 6820)
- Union européenne : Traité d'Amsterdam (p. 6819)

Projet de loi n° 525 autorisant la ratification de la convention relative à l'aide alimentaire de 1995

PREMIÈRE LECTURE

ProProcédure d'examen simplifiée [25 juin 1998] (p. 5411)
Son intervention (p. 5415)

Thèmes :

- Politique extérieure : aide alimentaire (p. 5415)
- Politique extérieure : coopération économique (p. 5415)

Projet de loi n° 29 autorisant la ratification du protocole sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi des mines, pièges et autres dispositifs tel qu'il a été modifié le 3 mai 1996 (protocole II, tel qu'il a été modifié le 3 mai 1996), annexé à la convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [25 juin 1998] (p. 5390)
Son intervention (p. 5396)

Thèmes :

- Armes : mines anti-personnel (p. 5396)
- Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) (p. 5397)
- Traités et conventions (p. 5396)

Projet de loi n° 916 autorisant la ratification du traité d'amitié, d'entente et de coopération entre la République française et la République d'Azerbaïdjan

Rapporteur de la commission des affaires étrangères, suppléant de M. René André

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [25 juin 1998] (p. 5407)
Son intervention (p. 5407)

Thèmes :

- Pays étrangers : Arménie (p. 5409)
- Pays étrangers : Azerbaïdjan (p. 5407 à 5409)
- Politique extérieure : coopération économique (p. 5408)

François LOOS

*Bas-Rhin (8^{ème} circonscription)
Union pour la démocratie française
puis Union pour la démocratie française-Alliance*

Élu le 1^{er} juin 1997

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9391), devenu groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance [J.O. du 25 juin 1998] (p. 9698)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9423)

Membre de la mission d'information commune sur la situation et les perspectives de l'industrie automobile en France et en Europe [J.O. du 12 juillet 1997] (p. 10608)

Membre titulaire du conseil de surveillance de l'agence centrale des organismes de sécurité sociale [J.O. du 2 octobre 1997] (p. 14317)

Membre de la commission d'enquête sur Superphénix et la filière des réacteurs à neutrons rapides [J.O. du 11 avril 1998] (p. 5678)

Cesse d'appartenir à la mission d'information commune sur la situation et les perspectives de l'industrie automobile en France et en Europe

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative au renforcement de la veille sanitaire et du contrôle de la sécurité sanitaire des produits destinés à l'homme [J.O. du 2 mai 1998] (p. 6738)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 626 considérant le vote blanc comme suffrage exprimé [14 janvier 1998]

Proposition de loi n° 627 tendant à faire respecter le principe de laïcité dans les établissements publics d'enseignement [14 janvier 1998]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Transports ferroviaires. TGV. Infrastructures, financement [21 janvier 1998] (p. 480)

Déchets, pollutions et nuisances. Dioxines. Lutte et prévention [26 mai 1998] (p. 4276)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 72, posée le 1^{er} décembre 1997. Frontaliers. Chômage : indemnisation (J.O. Questions p. 6707). Appelée le 9 décembre 1997. Conditions d'attribution, chômeurs âgés (p. 7143)

n° 372, posée le 18 mai 1998. Sécurité sociale. Régime local d'Alsace-Moselle (J.O. Questions p. 4026). Appelée le 26 mai 1998. Bénéficiaires (p. 4254)

DÉBATS**Projet de loi n° 199 portant réforme du service national****PREMIÈRE LECTURE**

Discussion des articles [18 septembre 1997] (p. 3279, 3308) ; [22 septembre 1997] (p. 3341, 3386)

Article 4 (réforme du code du service national)

Son amendement n° 271 (dispenses) : devenu sans objet (p. 3394)

Proposition de loi n° 216 portant réforme du mode de vote des budgets régionaux**PREMIÈRE LECTURE**

Discussion des articles [9 octobre 1997] (p. 3831)

Article 3 (article L. 4133-1 du code général des collectivités locales : déclaration politique des candidats à la fonction de président de conseil régional)

Son amendement n° 9 (serment du président du conseil régional devant l'assemblée régionale) (p. 3835) : rejeté (p. 3836)

Projet de loi de finances n° 230 pour 1998**PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER**

Discussion des articles [15 octobre 1997] (p. 4062) ; [16 octobre 1997] (p. 4089, 4121, 4157) ; [17 octobre 1997] (p. 4191, 4218, 4268)

Après l'article 2

Son amendement n° 348 soutenu par M. Germain Gengenwin (déductibilité du salaire du conjoint participant à l'exercice de la profession) : rejeté (p. 4110)

Après l'article 10

Son amendement n° 344 soutenu par M. Jean-Jacques Jégou (reconduction de la réduction d'impôt accordée pour dépenses de formation du chef d'entreprise) : rejeté (p. 4234)

Après l'article 18

Son amendement n° 345 soutenu par M. Laurent Dominati (exonération de la plus-value réalisée lors de la cession d'une entreprise en cas de réinvestissement dans le délai d'un an) : rejeté (p. 4307)

Son amendement n° 346 soutenu par M. Jean-Jacques Jégou (application d'un droit à enregistrement de 1 %, plafonné à 20 000 F par mutation, aux cessions de parts sociales de SARL) : rejeté (p. 4312)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**EMPLOI ET SOLIDARITÉ****II - SANTÉ, SOLIDARITÉ ET VILLE**

Examen du fascicule [3 novembre 1997] (p. 5221, 5246)

Procédure des questions :

Etablissements de santé : hôpitaux : Alsace (p. 5271)

EQUIPEMENT, TRANSPORTS ET LOGEMENT

II - LOGEMENT

Examen du fascicule [6 novembre 1997] (p. 5535)

Son intervention (p. 5542)

Thèmes avant la procédure des questions :

Baux : HLM : loyers (p. 5543)

Impôt sur le revenu : réduction d'impôt au titre des dépenses afférentes à la résidence principale (p. 5542)

Impôt sur le revenu : réduction d'impôt au titre des investissements immobiliers locatifs neufs (p. 5542)

Logement : Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat (ANAH) (p. 5543)

Logement : logement social : TVA (p. 5542)

Logement : aides et prêts : prêt à taux zéro (p. 5542, 5543)

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS**Discussion des articles [17 novembre 1997] (p. 5966, 6007) ; [18 novembre 1997] (p. 6032, 6079, 6116) ; [19 novembre 1997] (p. 6153)***Après l'article 61*

Son amendement n° 38 soutenu par M. Germain Gengenwin (attribution dès l'âge de la retraite, de la demi-part supplémentaire de quotient familial dont bénéficient les anciens combattants) : rejeté (p. 6046)

Son amendement n° 14 soutenu par M. Germain Gengenwin (extension à l'ensemble des entreprises soumises au régime réel d'imposition des déductions fiscales pour investissement prévues en faveur des exploitants agricoles soumis au même régime fiscal) : rejeté (p. 6051)

Projet de loi n° 303 de financement de la sécurité sociale pour 1998

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [28 octobre 1997] (p. 4832, 4853, 4890) ; [29 octobre 1997] (p. 4923, 4963, 4995) ; [30 octobre 1997] (p. 5028) ; [31 octobre 1997] (p. 5159)*Article 3 (taux de la CSG et suppression des cotisations maladie)*

Son intervention (p. 4860)

Intervient sur l'amendement n° 404 de la commission (cotisations spécifiques pour les personnes résidant à l'étranger et travaillant en France) (p. 4876)

Article 7 (taxation des dépenses promotionnelles des laboratoires pharmaceutiques)

Intervient sur l'amendement n° 31 de M. Jean-Luc Préel (de suppression) (p. 4911)

Intervient sur l'amendement n° 144 de M. Yves Bur (de suppression) (p. 4911)

Proposition de loi n° 236 relative au renforcement de la veille sanitaire et du contrôle de la sécurité sanitaire des produits destinés à l'homme

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [8 janvier 1998] (p. 71)

Son intervention (p. 89)

Thèmes :

Agroalimentaire : produits : contrôles sanitaires (p. 90)

Recherche : Institut national de la recherche agronomique (INRA) (p. 90)

Santé : Centre national d'études vétérinaires et alimentaires (CNEVA) (p. 90)

Santé : sécurité sanitaire (p. 89)

Santé : veille sanitaire (p. 89)

Discussion des articles [13 janvier 1998] (p. 170, 199) ; [15 janvier 1998] (p. 283)*Article 1er (missions, prérogatives, organisation et fonctionnement de l'Institut de veille sanitaire)*

Son amendement n° 135 (de précision) : retiré (p. 174)

Article 2 (création de l'Agence de sécurité sanitaire des produits de santé)

Son amendement n° 136 (exclusion des aliments) : rejeté (p. 186)

Soutient l'amendement n° 250 de M. Jean-François Mattei (suppression de l'énumération des produits susceptibles d'intéresser l'Agence) (p. 186) : rejeté (p. 186)

Soutient l'amendement n° 251 de M. Jean-François Mattei (ajout des contraceptifs) (p. 186) : adopté (p. 186)

Soutient l'amendement n° 252 de M. Jean-François Mattei (ajout des biomatériaux, des dispositifs médicaux et des dispositifs intra-utérins) (p. 187) : retiré (p. 187)

Intervient sur le sous-amendement n° 217 de M. Bernard Accoyer (ajout des seuls aliments diététiques soumis à AMM) à l'amendement n° 47 de la commission (ajout des aliments diététiques) (p. 188)

Son amendement n° 137 (inclusion des produits de nutrition parentérale) (p. 187) : devenu sans objet (p. 188)

Intervient sur l'amendement n° 216 de M. Bernard Accoyer (inclusion des produits de nutrition médicamenteux) (p. 188)

Intervient sur l'amendement n° 168 de M. André Aschieri (inclusion des produits de nutrition médicamenteux) (p. 188)

Soutient l'amendement n° 253 de M. Jean-François Mattei (ajout des logiciels de diagnostic médical) (p. 189) : rejeté (p. 189)

Son amendement n° 138 (évaluation des risques thérapeutiques) : rejeté (p. 189)

Soutient l'amendement n° 254 corrigé de M. Jean-François Mattei (médicaments psychotropes) (p. 191) : adopté (p. 191)

Soutient l'amendement n° 255 de M. Jean-François Mattei (de précision) (p. 191) : retiré (p. 191)

Soutient l'amendement n° 256 de M. Jean-François Mattei (le directeur général de l'Institut de veille sanitaire est membre de droit du conseil d'administration) (p. 192) : rejeté (p. 192)

Article 4 (missions, prérogatives et modalités de fonctionnement)

Reprend l'amendement n° 241 de M. André Aschieri (autorisation des médicaments vétérinaires) (p. 211) : rejeté (p. 211)

Son amendement n° 139 (compétence en matière de toxicologie alimentaire) (p. 213) : rejeté (p. 214)
 Son amendement n° 140 (études menées par l'Agence pour le compte d'entreprises) : rejeté (p. 215)
 Son amendement n° 141 (de coordination) : adopté (p. 215)
 Son amendement n° 143 (rapport annuel et public) : adopté (p. 219)
 Son amendement n° 145 (recettes issues des études menées pour le compte de tiers) : retiré (p. 223)
 Ses explications de vote (p. 316)
 Abstention du groupe de l'Union pour la Démocratie française (p. 317)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [8 avril 1998] (p. 2734)

Son intervention (p. 2737)

Thèmes :

Agroalimentaire : produits : contrôle sanitaire (p. 2737)

Santé : Agence française de sécurité sanitaire des aliments (AFSSA) (p. 2737)

Discussion des articles [8 avril 1998] (p. 2740)

Article 4 (missions, prérogatives et modalités de fonctionnement de l'Agence française de sécurité sanitaire des aliments)

Intervient sur l'amendement n° 18 de la commission (de cohérence) (p. 2750)

Intervient sur l'amendement n° 20 de la commission (clarification des compétences) (p. 2750)

Projet de loi n° 512 d'orientation et d'incitation relatif à la réduction du temps de travail

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [29 janvier 1998] (p. 747, 785) ; [3 février 1998] (p. 935, 971) ; [4 février 1998] (p. 1039, 1068) ; [5 février 1998] (p. 1110, 1150, 1199) ; [6 février 1998] (p. 1270)

Article 1er (réduction à trente-cinq heures de la durée légale hebdomadaire du travail effectif des salariés)

Son amendement n° 1384 (de suppression) (p. 815) : rejeté au scrutin public (p. 817)

Son amendement n° 1387 (établissements coopératifs) (p. 977) : vote réservé (p. 979)

Article 3 (aide à la réduction du temps de travail)

Son amendement n° 1482 (embauche d'apprentis) : rejeté (p. 1159)

Son amendement n° 1409 (majoration de l'aide en fonction de l'évolution du chiffre d'affaires) : rejeté (p. 1162)

Son amendement n° 1412 (compensation des pertes subies par le régime général) (p. 1181) : rejeté (p. 1186)

Son amendement n° 1413 (compensation des pertes subies par le régime général) (p. 1181) : rejeté (p. 1186)

Après l'article 9

Son amendement n° 57 soutenu par M. François Goulard (développement de l'apprentissage) : rejeté (p. 1300)

Article 1er précédemment réservé (réduction à 35 heures de la durée légale hebdomadaire du travail effectif des salariés)

Son amendement n° 1387 (exclusion des établissements coopératifs) : rejeté (p. 1311)

Après l'article 1er

Son amendement n° 1399 corrigé précédemment réservé (décret en Conseil d'Etat pour les journalistes professionnels) : rejeté (p. 1324)

Après l'article 5

Son amendement n° 1391 précédemment réservé soutenu par M. François Goulard (contingentement des heures supplémentaires) : rejeté (p. 1330)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [24 mars 1998] (p. 2039)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Louis Debré (p. 2054)

Thèmes :

Travail : annualisation du temps de travail (p. 2054)

Travail : heures supplémentaires (p. 2055)

Projet de loi n° 727 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [31 mars 1998] (p. 2288) ; [1er avril 1998] (p. 2331, 2373) ; [2 avril 1998] (p. 2404, 2449)

Après l'article 30

Son amendement n° 164 soutenu par M. Charles de Courson (application d'un régime d'amortissement exceptionnel en cas d'acquisition de parts de fonds communs de placement dans l'innovation) : rejeté (p. 2365)

Son amendement n° 170 soutenu par M. Charles de Courson (relèvement des plafonds de la réduction d'impôt accordée en cas de souscription de fonds communs de placement à risques ou de fonds communs de placement dans l'innovation) : rejeté (p. 2365)

Proposition de résolution n° 700 tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'arrêt de Superphénix

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [9 avril 1998] (p. 2769)

Son intervention (p. 2773)

Thèmes :

Déchets, pollutions et nuisances : déchets radioactifs (p. 2773)

Energie et carburants : Electricité de France (EDF) (p. 2773)

Energie et carburants : énergie nucléaire (p. 2773, 2774)

Recherche : recherche industrielle (p. 2773)

Projet de loi n° 780 d'orientation relatif à la lutte contre les exclusions

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [6 mai 1998] (p. 3515) ; [7 mai 1998] (p. 3533, 3562) ; [12 mai 1998] (p. 3649, 3684) ; [13 mai 1998] (p. 3741, 3776) ; [14 mai 1998] (p. 3815, 3872) ; [18 mai 1998] (p. 3931, 3975) ; [19 mai 1998] (p. 4076, 4102) ; [20 mai 1998] (p. 4205)

Article 23 (institution d'une aide aux associations ou organismes aidant au logement des personnes défavorisées)

Son amendement n° 664 (attribution de l'aide forfaitaire aux unions d'économie sociale) (p. 3757) : devenu sans objet (p. 3758)

Déclaration du Gouvernement n° 970 sur le débat d'orientation budgétaire présentée par M. Dominique Strauss-Kahn, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie et M. Christian Sautter, secrétaire d'Etat au budget

[9 juin 1998] (p. 4805, 4839)

Son intervention (p. 4850)

Thèmes :

Emploi : allègement des charges sociales (p. 4850)

Entreprises : compétitivité (p. 4850)

Finances publiques : politique budgétaire (p. 4850)

Politique économique : généralités (p. 4850, 4851)

Retraites : généralités (p. 4851)

Taxes parafiscales : redevance audiovisuelle (p. 4851)

TVA : taux (p. 4850, 4851)

Lionnel LUCA

*Alpes-Maritimes (6^{ème} circonscription)
Rassemblement pour la République*

Élu le 1^{er} juin 1997

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9391)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9423)

Membre de la délégation parlementaire pour les problèmes démographiques [J.O. du 25 juin 1997] (p. 9800)

Membre de la mission d'information commune sur la situation et les perspectives de l'industrie automobile en France et en Europe [J.O. du 12 juillet 1997] (p. 10608)

Membre suppléant du conseil national du tourisme [J.O. du 1^{er} octobre 1997] (p. 14256)

Membre de la commission d'enquête sur l'état des droits de l'enfant en France, notamment au regard des conditions de vie des mineurs et de leur place dans la cité [J.O. du 15 janvier 1998] (p. 645)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Travail. Durée du travail. Réduction [1^{er} octobre 1997] (p. 3609)

Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Contrats locaux de sécurité [28 janvier 1998] (p. 666)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 315, posée le 28 avril 1998. Enseignement secondaire. Fonctionnement (J.O. Questions p. 3202). Appelée le 5 mai 1998. Effectifs de personnel, enseignants, Nice (p. 3367)

DÉBATS

Projet de loi n° 202 relatif à la prévention et à la répression des infractions sexuelles ainsi qu'à la protection des mineurs

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 septembre 1997] (p. 3495, 3516)

Son intervention (p. 3528)

Thèmes :

Droit pénal : peine de mort (p. 3529)

Ordre public (p. 3529)

Projet de loi n° 231 relatif à l'inscription d'office des personnes âgées de dix-huit ans sur les listes électorales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [8 octobre 1997] (p. 3762, 3780)

Son intervention (p. 3787)

Thème :

Enseignement : éducation civique (p. 3787)

Projet de loi de finances n° 230 pour 1998

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE ET PÊCHE, BAPSA

Examen du fascicule [23 octobre 1997] (p. 4535)

Procédure des questions :

Agriculture : horticulture (p. 4586)

Projet de loi n° 328 relatif à la nationalité et modifiant le code civil

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [26 novembre 1997] (p. 6401, 6431) ; [27 novembre 1997] (p. 6471, 6507)
Son intervention (p. 6486)

Thèmes :

- Etrangers : intégration (p. 6487)
- Nationalité : acquisition par déclaration de nationalité (p. 6487)
- Nationalité : droit (p. 6486, 6487)
- Nationalité : droit du sol (p. 6487)

Projet de loi n° 327 relatif à l'entrée et au séjour des étrangers en France et au droit d'asile

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [9 décembre 1997] (p. 7179, 7203) ; [10 décembre 1997] (p. 7239, 7273, 7297) ; [11 décembre 1997] (p. 7321, 7339, 7380) ; [12 décembre 1997] (p. 7413, 7453, 7504) ; [14 décembre 1997] (p. 7603, 7633, 7663) ; [15 décembre 1997] (p. 7698, 7736, 7770) ; [16 décembre 1997] (p. 7858, 7899)

Article 2 (article 5-3 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 : modification du régime du certificat d'hébergement)

Son amendement n° 1667 soutenu par M. Patrick Ollier (de suppression) (p. 7340) : rejeté (p. 7347)

Article 4 (article 12 bis de l'ordonnance du 2 novembre 1945 : personnes éligibles à la carte de séjour temporaire "situation personnelle et familiale")

Son amendement n° 1665 soutenu par M. Bernard Accoyer (de suppression) (p. 7437) : rejeté (p. 7440)

Son amendement n° 1645 (suppression du huitième alinéa du texte proposé : liens personnels et familiaux en France) (p. 7471) : adopté (p. 7472)

Article 5 (article 12 ter de l'ordonnance du 2 novembre 1945 : autres titulaires de la carte de séjour temporaire)

Son amendement n° 1668 soutenu par M. Rudy Salles (de suppression) : rejeté (p. 7483)

Article 9 précédemment réservé (dépenalisation du défaut de déclaration d'entrée sur le territoire)

Son amendement n° 1649 (de suppression) : rejeté (p. 7615)

Article 17 (article 29 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 : régime du regroupement familial)

Son amendement n° 1669 soutenu par M. Jean-Paul Charié (de suppression) (p. 7642) : rejeté au scrutin public (p. 7647)

Article 19 (article 35 bis de l'ordonnance du 2 novembre 1945 : modification du régime de rétention administrative)

Son amendement n° 1646 soutenu par M. François d'Aubert (possibilité donnée au juge judiciaire de faire un appel suspensif) : vote réservé (p. 7756)

Article 24 (article 2 de la loi n° 52-893 du 25 juillet 1952 : extension du champ du statut de réfugié)

Son amendement n° 1659 (de suppression) (p. 7788) : rejeté (p. 7795)

Article 26 (article 2 de la loi n° 5252-893 du 25 juillet 1952 : saisine du Ministre de l'intérieur)

Son amendement n° 1652 (de suppression) (p. 7807) : rejeté (p. 7808)

Article 31 (article 13 de la loi n° 52-893 du 25 juillet 1952 : asile territorial)

Son amendement n° 199 (de suppression) (p. 7814) : rejeté (p. 7817)

Article 32 (opposition à la célébration de mariage)

Son amendement n° 1651 (de suppression) (p. 7867) : adopté (p. 7871)

Article 11 précédemment réservé (défaut de déclaration d'entrée sur le territoire et suppression de l'interdiction administrative du territoire)

Son amendement n° 1648 (de suppression) (p. 7931) : rejeté (p. 7932)

Article 21 précédemment réservé (abrogations)

Son amendement n° 1650 (de suppression) : rejeté (p. 7948)

Projet de loi n° 815 relatif aux polices municipales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 avril 1998] (p. 3103, 3149)

Son intervention (p. 3163)

Ses explications de vote sur explications de vote : M. Pierre Micaux (p. 3182)

Thèmes :

- Collectivités territoriales : libre administration (p. 3164)
- Communes : Vitrolles (p. 3164)
- Police : police municipale : armes (p. 3164)
- Police : police municipale : personnels (p. 3163, 3164)
- Police : police municipale : règlement (p. 3164)

Discussion des articles [28 avril 1998] (p. 3182) ; [30 avril 1998] (p. 3285)

Article 2 (article L. 2212-6 du code général des collectivités territoriales - élaboration d'un règlement de coordination)

Son amendement n° 33 (de suppression) (p. 3190) : rejeté (p. 3191)

Son amendement n° 35 (suppression de la possibilité pour le préfet d'édicter seul le règlement de coordination) : rejeté (p. 3198)

Soutient l'amendement n° 138 de M. Jean-Claude Guibal (exercice des missions des polices municipales conformément à l'article 2212-5 du code général des collectivités territoriales jusqu'à l'établissement du règlement de coordination) (p. 3287) : vote réservé : rejeté (p. 3287)

Son amendement n° 34 (suppression du terme "statique" qualifiant la garde des bâtiments communaux) (p. 3288) : rejeté (p. 3289)

Article 3 (article L. 2212-7 du code général des collectivités locales - institution d'une commission consultative des polices municipales)

Son amendement n° 36 (de suppression) (p. 3290) : rejeté (p. 3291)

Article 4 (article L. 2212-8 du code général des collectivités territoriales - vérification des services de police municipale)

Son amendement n° 38 (de suppression) (p. 3294) : rejeté (p. 3296)

Article 5 (article L. 2212-9 du code général des collectivités territoriales - mise en commun occasionnelle des services de police municipale)

Son amendement n° 39 (de suppression) : rejeté (p. 3300)

Soutient l'amendement n° 140 de M. Jean-Claude Guibal (définition par les maires concernés des coûts de la mise à disposition des moyens et effectifs de police municipale) (p. 3301) : rejeté (p. 3301)

Article 6 (article L. 412-49 du code des communes - principes généraux du statut des agents de la police municipale)

Son amendement n° 40 (suppression de l'agrément des agents par le préfet et le procureur de la République) : rejeté (p. 3303)

Article 7 (article L. 412-51 du code des communes - armement des agents de la police municipale)

Soutient l'amendement n° 160 de M. Christian Estrosi (de suppression) (p. 3306, 3307) : rejeté (p. 3307)

Son amendement n° 41 (de suppression) (p. 3306) : rejeté (p. 3307)

Soutient l'amendement n° 142 de M. Jean-Claude Guibal (suppression de la référence aux missions dans le décret du Conseil d'Etat précisant les cas où le port d'arme peut être autorisé et déterminant leur nature et leurs conditions d'utilisation) (p. 3312) : rejeté (p. 3312)

Soutient l'amendement n° 207 de M. Christian Estrosi (formation des agents, habilités à porter une arme) (p. 3312) : devenu sans objet (p. 3312)

Article 12 (article L. 21-2 du code de procédure pénale - compétences judiciaires des agents de police municipale)

Son amendement n° 42 soutenu par M. Jacques Myard (de suppression) : rejeté (p. 3316)

Son amendement n° 43 soutenu par M. Jacques Myard (suppression de la possibilité de réquisition des agents de police municipale) : adopté (p. 3318)

Article 14 (procédure de relevé d'identité par les agents de police municipale)

Son amendement n° 45 soutenu par M. Jacques Myard (relation permanente entre les agents de police municipale et l'officier de police judiciaire) : rejeté (p. 3321)

Projet de loi n° 780 d'orientation relatif à la lutte contre les exclusions

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [6 mai 1998] (p. 3515) ; [7 mai 1998] (p. 3533, 3562) ; [12 mai 1998] (p. 3649, 3684) ; [13 mai 1998] (p. 3741, 3776) ; [14 mai 1998] (p. 3815, 3872) ; [18 mai 1998] (p. 3931, 3975) ; [19 mai 1998] (p. 4076, 4102) ; [20 mai 1998] (p. 4205)

Article 30 (création d'une taxe sur les logements vacants)

Son intervention (p. 3793)

Son amendement n° 213 (de suppression) (p. 3796) : rejeté (p. 3798)

Projet de loi n° 828 limitant le cumul des mandats électoraux et fonctions électives

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [28 mai 1998] (p. 4441)

Article 1er (article L. 46 du code électoral - limitation du cumul des mandats électoraux)

Son amendement n° 15 (prise en compte des mandats en cas de délégation de compétence) : rejeté (p. 4442)

Projet de loi constitutionnelle n° 937 relatif à la Nouvelle-Calédonie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 juin 1998] (p. 4978)

Article 1er (loi constitutionnelle ayant pour objet d'assurer l'évolution de la Nouvelle-Calédonie selon les orientations définies par l'accord de Nouméa)

Son amendement n° 4 (de suppression) (p. 4979) : rejeté (p. 4980)

Article 3 (loi organique)

Son amendement n° 2 corrigé (statut particulier substitué au statut civil coutumier) : rejeté (p. 4783)

Son amendement n° 1 (suppression du caractère définitif des transferts de compétences) : rejeté (p. 4982)

Son amendement n° 3 corrigé (suppression de la référence à la citoyenneté) : rejeté (p. 4983)

M**Alain MADELIN**

*Ille-et-Vilaine (4^{ème} circonscription)
Union pour la démocratie française
puis Démocratie libérale et indépendants*

Élu le 1^{er} juin 1997

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9391)

Cesse d'appartenir au groupe de l'Union pour la Démocratie française [J.O. du 26 mai 1998] (p. 8020)

S'inscrit au groupe Démocratie libérale et indépendants [J.O. du 26 mai 1998] (p. 8020)

NOMINATION

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9423)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Travail. Durée du travail. Réduction [14 octobre 1997] (p. 3921)

Bernard MADRELLE

*Gironde (11^{ème} circonscription)
Socialiste*

Élu le 1^{er} juin 1997

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9390)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9423)

Membre suppléant du comité national des retraites et personnes âgées [J.O. du 28 avril 1998] (p. 6492)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Front National, service d'ordre [19 novembre 1997] (p. 6146)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 64, posée le 1^{er} décembre 1997. Grandes écoles. Ecole polytechnique (J.O. Questions p. 6705). Appelée le 9 décembre 1997. Institut européen de chimie et biologie, création (p. 7153)

n° 340, posée le 5 mai 1998. Impôts et taxes. Politique fiscale (J.O. Questions p. 3451). Appelée le 12 mai 1998. Associations (p. 3623)

DÉBATS

Projet de loi n° 913 autorisant la ratification du protocole au Traité de l'Atlantique Nord sur l'accession de la République de Hongrie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [10 juin 1998] (p. 4891)

Son intervention (p. 4898)

Thèmes :

Organisations internationales : Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) (p. 4898, 4899)

Organisations internationales : Union de l'Europe occidentale (UEO) (p. 4898)

Politiques communautaires : politique extérieure et de sécurité commune (PESC) (p. 4899)

Patrick MALAVIEILLE

*Gard (4^{ème} circonscription)
Communiste*

Élu le 1^{er} juin 1997

S'inscrit au groupe communiste [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9391)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9423)

Membre suppléant du comité central d'enquête sur le coût et le rendement des services publics [J.O. du 2 août 1997] (p. 11521)

Cesse d'appartenir à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 8 avril 1998] (p. 5486)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 8 avril 1998] (p. 5486)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 155 relative à la responsabilité des exploitants miniers en matière de dommages immobiliers [23 juillet 1997]

Proposition de loi n° 586 relative à la responsabilité des exploitants miniers en matière de dommages immobiliers et aux principes d'indemnisation des victimes [17 décembre 1997]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Défense. Armement. Thomson, alliance avec Alcatel [21 octobre 1997] (p. 4392)

Emploi. Politique de l'emploi. Perspectives [8 avril 1998] (p. 2690)

Travail. Salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC). Augmentation [23 juin 1998] (p. 5266)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 57, posée le 1^{er} décembre 1997. Energie et carburants. Charbonnages de France (J.O. Questions p. 6704). Appelée le 9 décembre 1997. Emploi et activité, Gard (p. 7150)

DÉBATS**Projet de loi de finances n° 230 pour 1998****PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER**

Discussion des articles [15 octobre 1997] (p. 4062) ; [16 octobre 1997] (p. 4089, 4121, 4157) ; [17 octobre 1997] (p. 4191, 4218, 4268)

Après l'article 13

Son amendement n° 122 soutenu par M. Daniel Feurtet (assujettissement à l'impôt de solidarité sur la fortune des biens professionnels dont la valeur totale excède 7 millions de francs) : rejeté (p. 4277)

Après l'article 15

Son amendement n° 124 soutenu par M. Jean-Pierre Brard (limitation de l'avoir fiscal pour les sociétés) : rejeté (p. 4297)

Explications de vote et vote [21 octobre 1997] (p. 4395)

Ses explications de vote (p. 4397)

Vote pour du groupe communiste (p. 4398)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**DÉFENSE**

Examen du fascicule [12 novembre 1997] (p. 5674)

Procédure des questions :

Gendarmerie (p. 5724)

EDUCATION NATIONALE, RECHERCHE ET TECHNOLOGIE

II - ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR - III - RECHERCHE ET TECHNOLOGIE

Examen du fascicule [13 novembre 1997] (p. 5796, 5812)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 5799)

Thèmes avant la procédure des questions :

Entreprises : petites et moyennes entreprises : recherche développement (p. 5800)

Recherche : Centre national d'études spatiales (CNES) (p. 5800)

Recherche : crédits (p. 5799)

Recherche : Office national d'études et de recherches aérospatiales (ONERA) (p. 5800)

Vote des crédits et articles rattachés [13 novembre 1997] (p. 5830)

III - RECHERCHE ET TECHNOLOGIE

Après l'article 63

Intervient sur l'amendement n° 129 de M. Jean-Yves Le Déaut (rapport au Parlement sur l'accueil des chercheurs post-doctorat) (p. 5831)

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS

Discussion des articles [17 novembre 1997] (p. 5966, 6007) ; [18 novembre 1997] (p. 6032, 6079, 6116) ; [19 novembre 1997] (p. 6153)

Après l'article 61

Soutient l'amendement n° 193 de M. Jean-Pierre Brard (exclusion du bénéfice de l'exonération de la taxe foncière sur les propriétés bâties pour les associations qui menacent l'ordre public) (p. 6094) : rejeté (p. 6094)

Soutient l'amendement n° 186 de M. Jean Tardito (réduction de 3,4 % du taux du plafonnement de la taxe d'habitation par rapport au revenu) (p. 6094) : rejeté (p. 6095)

Soutient l'amendement n° 235 de M. Robert Hue (levée de la taxe spéciale d'équipement par l'établissement public d'action foncière d'Argenteuil-Bezons) (p. 6096) : adopté après modification (suppression du gage) (p. 6096)

Soutient l'amendement n° 97 de M. Jean-Pierre Brard (institution d'une taxe visant à financer les frais occasionnés par les mesures d'enquête et de contrôle en matière de police des eaux) (p. 6103) : rejeté (p. 6104)

Projet de loi n° 779 modifiant le statut de la Banque de France en vue de sa participation au Système européen de banques centrales**PREMIÈRE LECTURE**

Avant la discussion des articles [7 avril 1998] (p. 2610, 2637)

Son intervention (p. 2640)

Thèmes :

Aménagement du territoire (p. 2640, 2641)

Banques et établissements financiers : Banque de France (p. 2640, 2641)

Union européenne : Banque centrale européenne (BCE) (p. 2641)

Martin MALVY

*Lot (2^{ème} circonscription)
Socialiste*

Élu le 1^{er} juin 1997

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9390)

Démission le 5 mai 1998 (voir indications préliminaires) [J.O. du 5 mai 1998] (p. 6844)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9423)

Représentant titulaire de la délégation française aux Assemblées du Conseil de l'Europe et de l'UEO [J.O. du 25 juin 1997] (p. 9800)

Membre titulaire du conseil d'administration de l'établissement public de financement et de restructuration [J.O. du 2 juillet 1997] (p. 10060)

Chargé d'une mission temporaire auprès de Mme la Ministre de la culture et de la communication, porte-parole du gouvernement [J.O. du 27 septembre 1997] (p. 14063)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 562 relative à la protection des documents d'Etat [17 décembre 1997]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 230 pour 1998

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE ET PÊCHE, BAPSA

Examen du fascicule [23 octobre 1997] (p. 4535)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 4535)

Thèmes avant la procédure des questions :

Agriculture : Centre national pour l'aménagement des structures des exploitations agricoles (CNASEA) (p. 4536)

Agriculture : crédits (p. 4535)

Agriculture : dotations aux jeunes agriculteurs (p. 4536)

Agriculture : installation (p. 4536)

Agriculture : pollution (p. 4537)

Agriculture : primes (p. 4536, 4537)

Agroalimentaire : entreprises (p. 4537)

Aménagement du territoire : Fonds de gestion de l'espace rural (FGER) (p. 4537)

Eau : Fonds national pour le développement des adductions d'eau (FNDAE) (p. 4537)

Elevage : subventions aux bâtiments d'élevage (p. 4537)

Enseignement agricole (p. 4536)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 4536)

Recherche (p. 4536)

Retraites : régime agricole (p. 4537)

Union européenne : élargissement (p. 4536)

Union européenne : Fonds européen d'orientation et de garantie agricole (FEOGA) (p. 4536)

Vote des crédits et articles rattachés [23 octobre 1997] (p. 4594)

AGRICULTURE ET PÊCHE

Etat B, titre IV

Intervient sur l'amendement n° 59 de M. Christian Jacob (suppression des crédits du fonds pour

l'installation en agriculture (FIA) et approvisionnement du fonds pour l'installation et le développement des initiatives locales (FIDIL)) (p. 4595)

Intervient sur l'amendement n° 53 de M. François Sauvadet (réduction des crédits du Centre national pour l'aménagement des structures des exploitations agricoles (CNASEA) et affectation des moyens libérés aux entreprises agroalimentaires tournées vers l'exportation) (p. 4596)

Intervient sur l'amendement n° 60 de M. Christian Jacob (réduction des crédits alloués aux sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural (SAFER) afin d'alimenter la Société pour l'expansion des ventes de produits agricoles et alimentaires (SOPEXA)) (p. 4596)

Intervient sur l'amendement n° 58 de M. Christian Jacob (suppression des crédits du fonds de gestion de l'espace rural (FGER)) (p. 4597)

Intervient sur l'amendement n° 67 du Gouvernement (majoration de crédits en vue d'accroître la subvention de l'Etat au BAPSA) (p. 4597)

BUDGET ANNEXE DES PRESTATIONS SOCIALES AGRICOLES

Crédits inscrits au paragraphe II de l'article 33

Intervient sur l'amendement n° 68 du Gouvernement (majoration de crédits afin d'assurer le financement de la revalorisation des retraites) (p. 4598)

Avant l'article 62

Intervient sur l'amendement n° 69 rectifié du Gouvernement (majoration des retraites liquidées avant le 1er janvier 1998) (p. 4599)

Intervient sur le sous-amendement n° 72 de M. Charles de Courson (retraites liquidées au 25 décembre 1997) à l'amendement n° 69 rectifié du Gouvernement (p. 4599)

Intervient sur l'amendement n° 36 de M. François Sauvadet (rapport au Parlement sur les conséquences de l'arrêt du dispositif d'accès à la préretraite dès cinquante-cinq ans) (p. 4599)

Noël MAMÈRE

Gironde (3^{ème} circonscription)
Radical, Citoyen et Vert

Élu le 1^{er} juin 1997

S'inscrit au groupe Radical, Citoyen et Vert [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9391)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9422)

Secrétaire de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 18 juin 1997] (p. 9560)

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne [J.O. du 20 juin 1997] (p. 9634)

Vice-président de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne [J.O. du 25 juin 1997] (p. 9800)

Membre suppléant de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques [J.O. du 25 juin 1997] (p. 9805)

Rapporteur de la proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête relative aux conséquences des installations et stockages de déchets nucléaires de la Hague sur la santé publique ainsi que sur les mesures propres à réduire les risques pour les habitants et l'environnement (n° 12) [15 septembre 1997]

Membre titulaire du comité d'orientation des programmes de la société nationale de programme La Cinquième [J.O. du 19 septembre 1997] (p. 13659)

Membre de la commission d'enquête sur Superphénix et la filière des réacteurs à neutrons rapides [J.O. du 11 avril 1998] (p. 5678)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de résolution (n° 12) de M. Jean-Pierre Brard, tendant à créer une commission d'enquête relative aux conséquences des installations et stockages de déchets nucléaires de la Hague sur la santé publique ainsi que sur les mesures propres à réduire les risques pour les habitants et l'environnement [12 novembre 1997] (n° 441)

Proposition de résolution n° 455 visant à la création d'une commission d'enquête relative au bilan de l'action de l'entreprise Elf-Aquitaine et de ses filiales dans les Etats africains et à ses conséquences sur les rapports de la France avec ces Etats [21 novembre 1997]

Proposition de loi constitutionnelle n° 514 portant Titre II à la Déclaration des Droits de l'homme et du Citoyen du 26 août 1789 [10 décembre 1997]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Emploi. Politique de l'emploi. Perspectives [24 juin 1997] (p. 2892)

Justice. Cours d'assises. Réforme [14 octobre 1997] (p. 3926)

Politique extérieure. Chine. Droits de l'homme, attitude de la France [14 janvier 1998] (p. 282)

Cérémonies publiques et fêtes légales. Commémoration de l'abolition de l'esclavage. Perspectives [28 avril 1998] (p. 3102)

Energie et carburants. Energie nucléaire. Installations nucléaires, sécurité sanitaire [10 juin 1998] (p. 4882)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Considère que les réserves du vote demandées par le Gouvernement sont la conséquence des demandes systématiques de vérification du quorum de l'opposition qu'il qualifie de manœuvres d'obstruction [28 novembre 1997] (p. 6594)

Regrette les manœuvres dilatoires de l'opposition et estime que le débat devait porter non sur la circulaire du 24 juin 1997, mais sur l'article 8 de la convention européenne des droits de l'homme et sur son application [9 décembre 1997] (p. 7218)

Souhaite que l'on évite de prononcer des anathèmes dans l'hémicycle et rappelle que les libertés et droits fondamentaux garantis par la Constitution ne sont pas réservés aux nationaux [10 décembre 1997] (p. 7253)

DÉBATS

Projet de loi n° 200 relatif au développement d'activités pour l'emploi des jeunes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 septembre 1997] (p. 2917, 2943, 2981)

Son intervention (p. 2957)

Thèmes :

Emploi : contrats emploi-jeunes (p. 2958)

Emploi : emplois de proximité ou de service (p. 2957)

Discussion des articles [15 septembre 1997] (p. 2995) ; [16 septembre 1997] (p. 3050, 3092) ; [17 septembre 1997] (p. 3121)

Article 1er (aide à la création d'activités d'utilité sociale pour l'emploi des jeunes)

Article L. 322-4-18 du code du travail (conventions relatives à la création d'activités d'utilité sociale)

Soutient l'amendement n° 45 de la commission (garanties pour les jeunes embauchés en cas de rupture de contrat par l'employeur) (p. 3071) : adopté (p. 3071)

Son amendement n° 103 (mission d'évaluation régionale conduite par le préfet de région) : retiré (p. 3072)

Après l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 84 de Mme Roselyne Bachelot-Narquin (possibilité de cumul avec un contrat emploi-solidarité) (p. 3104)

Intervient sur l'amendement n° 155 de M. Jean-Pierre Brard (rôle des missions locales et des permanences d'accueil d'information et d'orientation) (p. 3104)

Intervient sur l'amendement n° 211 du Gouvernement (utilisation par les départements des crédits d'insertion pour le financement des postes de travail) (p. 3108)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [7 octobre 1997] (p. 3682)

Son intervention (p. 3692)

Thèmes :

Entreprises : petites et moyennes entreprises : contrats emploi-jeunes (p. 3693)

Formation professionnelle : Comités départementaux pour l'emploi et la formation (CODEF) : contrats emploi-jeunes (p. 3693)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de l'éducation nationale, de la recherche et de la technologie : contrats emploi-jeunes (p. 3693)

Travail : code du travail (p. 3693)

Travail : travail à temps partiel (p. 3693)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la mise aux voix du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [13 octobre 1997] (p. 3886)
Son intervention (p. 3888)

Thème :

Emploi : contrats emploi-jeunes (p. 3888)

Projet de loi n° 199 portant réforme du service national

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [13 octobre 1997] (p. 3895)
Son intervention (p. 3902)

Thèmes :

Défense : objecteurs de conscience (p. 3903)
Défense : service national : généralités (p. 3902)
Défense : volontaires du service national actif (VSNA) (p. 3902)
Enseignement : programmes : défense (p. 3903)
Politique extérieure : coopération militaire (p. 3903)
Politiques communautaires : actions extérieures : politique de la défense (p. 3903)
Relations internationales (p. 3903)

Projet de loi de finances n° 230 pour 1998

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

CULTURE ET COMMUNICATION

I - COMMUNICATION

Examen du fascicule [22 octobre 1997] (p. 4487)
Son intervention (p. 4497)

Thèmes avant la procédure des questions :

Audiovisuel et communication : Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) (p. 4499)
Audiovisuel et communication : France télévision (p. 4498)
Audiovisuel et communication : Institut national de l'audiovisuel (INA) (p. 4498)
Audiovisuel et communication : nouvelles technologies (p. 4498)
Audiovisuel et communication : programmes (p. 4498)
Audiovisuel et communication : Radio France internationale (RFI) (p. 4498)
Audiovisuel et communication : satellites (p. 4499)
Audiovisuel et communication : secteur public : budget (p. 4496)
Taxes parafiscales : redevance audiovisuelle (p. 4498)

Vote des crédits et articles rattachés [22 octobre 1997] (p. 4515)

Article 48 (répartition de la redevance)

Intervient sur l'amendement n° 39 de la commission des finances (affectation à France Télévision des crédits affectés à Radio France Internationale, attribution en

contrepartie d'un montant égal de crédits budgétaires à Radio France Internationale) (p. 4517)

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COOPÉRATION

I - AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Examen du fascicule [5 novembre 1997] (p. 5395)
Son intervention (p. 5409)

Thèmes avant la procédure des questions :

Armes : mines anti-personnel (p. 5410)
Corps diplomatique et consulaire (p. 5409)
Drogue (p. 5410)
Environnement (p. 5410)
Pays étrangers : Algérie (p. 5409, 5410)
Pays étrangers : Bosnie (p. 5410)
Pays étrangers : Chine (p. 5411)
Pays étrangers : Israël (p. 5410)
Politique extérieure : aide humanitaire (p. 5410)

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS

Discussion des articles [17 novembre 1997] (p. 5966, 6007) ; [18 novembre 1997] (p. 6032, 6079, 6116) ; [19 novembre 1997] (p. 6153)

Après l'article 61

Intervient sur l'amendement n° 154 corrigé de la commission (exonération de la vignette en faveur des véhicules fonctionnant aux carburants propres) (p. 6106)

Reprend l'amendement n° 117 de M. Yves Cochet (suppression de la réduction de moitié de la taxe sur les cartes grises pour les véhicules de plus de 10 ans d'âge) (p. 6109) : retiré (p. 6110)

Reprend l'amendement n° 118 de M. Yves Cochet (maintien de la réduction de la moitié de la taxe sur les cartes grises pour les seuls véhicules utilitaires ne fonctionnant pas au gazole) (p. 6109) : retiré (p. 6110)

Reprend l'amendement n° 120 de M. Yves Cochet (majoration de la taxe sur les cartes grises pour les véhicules fonctionnant au gazole) (p. 6109) : retiré (p. 6110)

Reprend l'amendement n° 121 de M. Yves Cochet (réduction de moitié de la taxe sur les cartes grises pour les véhicules fonctionnant au supercarburant sans plomb) (p. 6110) : retiré (p. 6110)

Reprend l'amendement n° 119 de M. Yves Cochet (exonération de la taxe sur les cartes grises pour les véhicules électriques ou fonctionnant au gaz) (p. 6110) : retiré (p. 6110)

Projet de loi n° 328 relatif à la nationalité et modifiant le code civil

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [26 novembre 1997] (p. 6401, 6431) ; [27 novembre 1997] (p. 6471, 6507)

Intervient sur la motion de renvoi en commission de M. François Bayrou (p. 6523)

Discussion des articles [28 novembre 1997] (p. 6539, 6570, 6607)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 161 de M. Jean-Marie Le Chevallier (acquisition de la nationalité française par filiation et par naturalisation) (p. 6541)

Intervient sur l'amendement n° 46 de M. Thierry Mariani (allongement de la période de vie commune permettant l'acquisition de la nationalité française par mariage) (p. 6546)

Intervient sur l'amendement n° 45 de M. Thierry Mariani (allongement de la période de vie commune permettant l'acquisition de la nationalité française par mariage) (p. 6546)

Intervient sur l'amendement n° 44 de M. Thierry Mariani (allongement de la période de vie commune permettant l'acquisition de la nationalité française par mariage) (p. 6546)

Intervient sur l'amendement n° 586 de Mme Nicole Catala (allongement de la période de vie commune permettant l'acquisition de la nationalité française par mariage) (p. 6546)

Intervient sur l'amendement n° 15 de la commission (raccourcissement de la période de vie commune permettant l'acquisition de la nationalité française par mariage) (p. 6546)

Intervient sur l'amendement n° 524 de M. André Gerin (raccourcissement de la période de vie commune permettant l'acquisition de la nationalité française par le mariage) (p. 6546)

Intervient sur l'amendement n° 43 de M. Thierry Mariani (obligation pour l'étranger d'être en situation régulière le jour de son mariage, pour l'acquisition de la nationalité française par mariage) (p. 6551)

Article 1er (article 21-7 du code civil : acquisition de la nationalité française à raison de la naissance et de la résidence en France)

Son intervention (p. 6571)

Son amendement n° 644 soutenu par M. Guy Hascoët (acquisition de la nationalité française à la naissance) (p. 6582) : rejeté (p. 6583)

Intervient sur l'amendement n° 622 de M. Renaud Dutreil (acquisition de la nationalité française par déclaration de nationalité) (p. 6588)

Intervient sur l'amendement n° 56 de M. Thierry Mariani (acquisition non automatique de la nationalité) (p. 6588)

Soutient l'amendement n° 611 de M. Guy Hascoët (acquisition de la nationalité française à la naissance sous réserve d'une condition de résidence et d'un titre de séjour d'au moins l'un des deux parents) (p. 6588) : rejeté (p. 6589)

Soutient l'amendement n° 610 de M. Guy Hascoët (acquisition de la nationalité à la naissance sous réserve d'une condition de résidence d'au moins d'un des deux parents) (p. 6588) : rejeté (p. 6589)

Son rappel au règlement (cf. supra) [28 novembre 1997] (p. 6594)

Son amendement n° 653 soutenu par M. Guy Hascoët (possibilité de réclamer la nationalité française entre 18 et 21 ans) : rejeté (p. 6620)

Article 2 (article 21-8 du code civil : faculté de décliner la qualité de Français)

Son amendement n° 645 (allongement de la période durant laquelle le jeune pourra renoncer à la nationalité française) : devenu sans objet (p. 6636)

Article 6 (article 21-19 du code civil : coordination avec la suppression de la manifestation de volonté d'être français)

Intervient sur l'amendement n° 22 de la commission (possibilité pour les réfugiés statutaires d'être naturalisés sans condition de stage) (p. 6660)

Son amendement n° 652 (possibilité pour les réfugiés statutaires de réclamer la nationalité française par déclaration) : devenu sans objet (p. 6660)

Après l'article 6

Son amendement n° 658 (obligation pour le ministre chargé des naturalisations de statuer dans un délai d'un an) (p. 6661) : rejeté (p. 6662)

Après l'article 9

Son amendement n° 651 soutenu par M. Guy Hascoët (suppression de la présomption de fraude pour les mariages mixtes) : rejeté (p. 6667)

Avant l'article 15

Son amendement n° 654 soutenu par M. Guy Hascoët (précision du délai dans lequel doivent être délivrés les certificats de nationalité) (p. 6674) : rejeté (p. 6676)

Son amendement n° 657 soutenu par M. Guy Hascoët (réintégration dans la nationalité française des ressortissants des territoires d'outre mer) (p. 6676) : rejeté (p. 6677)

Son amendement n° 656 soutenu par M. Guy Hascoët (restitution de la nationalité française aux anciens combattants originaires des colonies) (p. 6677) : rejeté (p. 6678)

Son amendement n° 655 soutenu par M. Guy Hascoët (rétablissement du double droit du sol pour les enfants de parents nés dans les colonies ou dans les territoires d'outre mer) (p. 6678) : rejeté (p. 6680)

Après l'article 18

Son amendement n° 659 soutenu par M. Guy Hascoët (extension du bénéfice de l'aide juridictionnelle aux demandeurs étrangers qui engagent une action déclarative de nationalité) (p. 6686) : rejeté (p. 6687)

Projet de loi n° 327 relatif à l'entrée et au séjour des étrangers en France et au droit d'asile

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 décembre 1997] (p. 6961, 7005, 7039)

Son intervention (p. 7063)

Thèmes :

Etrangers : conditions d'entrée et de séjour : droits de l'homme et libertés publiques (p. 7064)

Etrangers : immigration (p. 7064)

Etrangers : immigration : xénophobie (p. 7064)

Partis et mouvements politiques : Front national (p. 7063)

Discussion des articles [9 décembre 1997] (p. 7179, 7203) ; [10 décembre] (p. 7239, 7273, 7297) ; [11 décembre] (p. 7321, 7339, 7380) ; [12 décembre] (p. 7413, 7453, 7504) ; [14 décembre] (p. 7603, 7633, 7663) [15 décembre] (p. 7698, 7736, 7770) ; [16 décembre] (p. 7858, 7899)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 491 de M. Guy Hascoët (abrogation des lois dites "Pasqua Debré") (p. 7183)

Intervient sur l'amendement n° 584 de M. Thierry Mariani (instauration de quotas par nationalité) (p. 7189)

Son amendement n° 964 (suppression de l'article 8 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 (p. 7191) : rejeté (p. 7196)

Son amendement n° 965 (suppression des alinéas 2 et 3 de l'article 78-2 du code de procédure pénale) (p. 7203) : rejeté au scrutin public (p. 7206)

Intervient sur l'amendement n° 772 de M. François d'Aubert (inapplicabilité de la convention New-York sur les droits de l'enfant au droit de séjour individuel) (p. 7210)

Son rappel au règlement (cf. supra) [9 décembre 1997] (p. 7218)

Article 1er (article 5 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 : motivation des refus de visas et allègement des formalités aux frontières)

Son intervention (p. 7223)

Intervient sur l'amendement n° 660 de M. André Gerin (suppression du visa d'entrée pour les personnes autorisées au regroupement familial) (p. 7250)

Intervient sur l'amendement n° 565 de M. André Gerin (instauration d'un visa de plein droit pour les étrangers relevant de l'article 15 de l'ordonnance du 2 novembre 1945) (p. 7250)

Intervient sur l'incident (p. 7250)

Son rappel au règlement (cf. supra) [10 décembre 1997] (p. 7253)

Son amendement n° 967 (instauration d'un visa de plein droit pour les étrangers relevant de l'article 15 de l'ordonnance du 2 novembre 1945) (p. 7251) : rejeté (p. 7258)

Intervient sur l'amendement n° 393 de M. Guy Hascoët (suppression des visas de court séjour d'une durée inférieure à trois mois) (p. 7279)

Son sous-amendement n° 1948 rectifié (extension de l'obligation de motivation du refus de visas aux parents d'enfants français et aux étrangers titulaires d'une pension d'invalidité au titre d'un accident du travail) à l'amendement n° 1947 deuxième rectification du Gouvernement (extension de l'obligation de motivation de refus de visa aux étrangers ayant combattu pour la France) (p. 7306) : adopté (p. 7307)

Article 2 (article 5-3 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 : modification du régime du certificat d'hébergement)

Intervient sur l'amendement n° 129 de M. Henri Cuq (de suppression) (p. 7344)

Intervient sur l'amendement n° 410 de M. Jean-Luc Warsmann (de suppression) (p. 7344)

Intervient sur l'amendement n° 444 de M. Éric Doligé (de suppression) (p. 7344)

Intervient sur l'amendement n° 738 de M. Hervé de Charette (de suppression) (p. 7344)

Intervient sur l'amendement n° 1044 de M. Pascal Clément (de suppression) (p. 7344)

Intervient sur l'amendement n° 1667 de M. Lionnel Luca (de suppression) (p. 7344)

Après l'article 2

Soutient l'amendement n° 1266 de M. Julien Dray (institution d'un délai de deux mois à compter de la date d'enregistrement de la demande pour la délivrance d'un titre de séjour) (p. 7357) : rejeté (p. 7357)

Intervient sur les amendements n°s 572 à 575 de M. André Gerin (suppression successive des articles 8-1 à 8-3 de l'ordonnance du 2 novembre 1945) (p. 7361)

Article 3 (article 12 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 : institution d'un titre de séjour "scientifique")

Son intervention (p. 7370)

Intervient sur l'amendement n° 300 de M. Richard Cazenave (obligation de quitter le territoire à expiration de sa carte de séjour) (p. 7393)

Intervient sur l'amendement n° 403 corrigé de M. Guy Hascoët (qualification de "grave et actuelle" de la menace à l'ordre public) (p. 7405)

Article 4 (article 12 bis de l'ordonnance du 2 novembre 1945 : personnes éligibles à la carte de séjour temporaire "situation personnelle et familiale")

Son intervention (p. 7427)

Intervient sur l'amendement n° 144 de M. Henri Cuq (de suppression) (p. 7439)

Intervient sur l'amendement n° 453 de M. Jacques Masdeu-Arus (de suppression) (p. 7439)

Intervient sur l'amendement n° 597 de M. Thierry Mariani (de suppression) (p. 7439)

Intervient sur l'amendement n° 1046 de M. Pascal Clément (de suppression) (p. 7439)

Intervient sur l'amendement n° 1665 de M. Lionnel Luca (de suppression) (p. 7439)

Son amendement n° 969 (suppression de la condition d'entrée régulière sur le territoire) (p. 7465) : rejeté (p. 7466)

Son amendement n° 985 (suppression du huitième alinéa du texte proposé : liens personnels et familiaux en France) (p. 7471) : adopté (p. 7472)

Article 5 (article 12 ter de l'ordonnance du 2 novembre 1945 : autres titulaires de la carte de séjour temporaire)

Son intervention (p. 7481)

Après l'article 5

Intervient sur les sous-amendements n°s 1730 à 1736 de M. Bernard Debré (modification de la composition de la commission) à l'amendement n° 56 rectifié de la commission (institution d'une commission du titre de séjour dans chaque département) (p. 7496) : rejetés (p. 7497)

Intervient sur le sous-amendement n° 2084 de Mme Muguette Jacquaint (obligation de suivre tout avis favorable de la commission) à l'amendement n° 56 rectifié de la commission (p. 7498)

Article 6 (article 15 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 : modifications du régime de la carte de résident)

Son intervention (p. 7512)

Son amendement n° 970 (délivrance de plein droit de la carte de résident sauf en cas de menace grave pour l'ordre public) (p. 7525) : rejeté (p. 7526)

Soutient l'amendement n° 401 de M. Guy Hascoët (extension des catégories d'étrangers pouvant

bénéficiaire d'une carte de résident) (p. 7526) : rejeté (p. 7526)

Soutient le sous-amendement n° 2085 de M. Guy Hascoët (suppression de la référence aux "catégories précédentes" ou au regroupement familial) à l'amendement n° 664 corrigé de M. André Gerin (octroi de la carte de résident aux étrangers ayant d'importants liens familiaux avec la France) (p. 7528) : rejeté (p. 7529)

Son amendement n° 984 (octroi de la carte de résident aux jeunes arrivés en France avant l'âge de 10 ans, aux étrangers présents en France depuis plus de 15 ans et aux apatrides) : non soutenu ; repris par M. Patrick Braouezec (p. 7530)

Article 24 (article 2 de la loi n° 52-893 du 25 juillet 1952 : extension du champ du statut de réfugié)

Intervient sur l'amendement n° 1639 de M. Jean-Luc Warsmann (caractère facultatif de la reconnaissance de la qualité de réfugié) (p. 7799)

Intervient sur les amendements n°s 619 et 1499 de M. Claude Goasguen (caractère facultatif de la reconnaissance de la qualité de réfugié) (p. 7799)

Intervient sur l'amendement n° 79 de la commission (rédactionnel) (p. 7799)

Intervient sur l'amendement n° 560 de M. Claude Goasguen (rédactionnel) (p. 7799)

Article 13 précédemment réservé (article 25 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 : précisions concernant les personnes protégées de l'éloignement)

Son amendement n° 974 (rapport annuel au Parlement sur les conditions d'application de l'article) : retiré (p. 7941)

Article 15 précédemment réservé (article 28 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 : précisions concernant le régime des expulsions)

Son amendement n° 603 soutenu par M. Jean-Luc Warsmann (de suppression) (p. 7944) : rejeté (p. 7945)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la mise aux voix du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [8 avril 1998] (p. 2692)
Son intervention (p. 2708)

Thèmes :

Etrangers : expulsion (p. 2708)

Etrangers : régularisations (p. 2708)

Etrangers : rétention administrative (p. 2708)

Etrangers : xénophobie (p. 2708)

Lois : abrogation : étrangers (p. 2708)

Projet de loi n° 427 tendant à améliorer les conditions d'exercice de la profession de transporteur routier

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [8 décembre 1997] (p. 7100)

Son intervention (p. 7109)

Thèmes :

Politiques communautaires : marché unique (p. 7109)

Sécurité routière (p. 7109)

Transports : transport combiné (p. 7109)

Transports routiers : chauffeurs routiers : formation professionnelle (p. 7109)

Transports routiers : grèves (p. 7109)

Travail : inspection du travail (p. 7109)

Projet de loi n° 512 d'orientation et d'incitation relatif à la réduction du temps de travail

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [29 janvier 1998] (p. 747, 785) ; [3 février 1998] (p. 935, 971) ; [4 février 1998] (p. 1039, 1068) ; [5 février 1998] (p. 1110, 1150, 1199) ; [6 février 1998] (p. 1270)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 953 de M. Pierre Lellouche (respect de la Constitution) (p. 763)

Son amendement n° 704 (égalité devant la réduction du temps du travail) (p. 763) : rejeté (p. 764)

Article 1er (réduction à trente-cinq heures de la durée légale hebdomadaire du travail effectif des salariés)

Son intervention (p. 787)

Article 2 (incitation pour les partenaires sociaux à négocier sur la réduction du temps de travail avant l'application de la nouvelle durée légale)

Son intervention (p. 1047)

Article 3 (aide à la réduction du temps de travail)

Son intervention (p. 1097)

Son amendement n° 706 (égalité devant la réduction du travail) : devenu sans objet (p. 1129)

Son amendement n° 707 soutenu par M. Yves Cochet (charte d'égalité de tous devant la réduction du temps de travail) (p. 1132) : rejeté (p. 1133)

Son amendement n° 708 soutenu par M. Yves Cochet (modulation de la majoration de l'aide) (p. 1164) : retiré (p. 1165)

Son amendement n° 709 soutenu par M. Yves Cochet (suppression de l'aide en cas de baisse des effectifs) : rejeté (p. 1167)

Son amendement n° 710 soutenu par M. Yves Cochet (mesures d'accompagnement à la réduction du temps de travail) : rejeté (p. 1202)

Article 4 (réduction collective de la durée du travail sous forme de jours de repos)

Son amendement n° 711 (liberté de choix sur l'organisation de la réduction du temps de travail) : devenu sans objet (p. 1215)

Article 7 (régime des heures complémentaires et des interruptions d'activité dans le cadre du travail à temps partiel)

Son amendement n° 712 soutenu par M. Yves Cochet (temps plein) : retiré (p. 1277)

Article 9 (bilan présenté au Parlement)

Son amendement n° 713 soutenu par M. Maxime Gremetz (compensation de la baisse des cotisations sociales) : rejeté (p. 1295)

Projet de loi n° 524 autorisant l'approbation de la convention sur la protection des enfants et la coopération en matière d'adoption internationale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [24 février 1998] (p. 1585)

Son intervention (p. 1589)

Thèmes :

Associations (p. 1590)

Famille : adoption (p. 1590)

Projet de loi n° 780 d'orientation relatif à la lutte contre les exclusions

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [6 mai 1998] (p. 3515) ; [7 mai 1998] (p. 3533, 3562) ; [12 mai 1998] (p. 3649, 3684) ; [13 mai 1998] (p. 3741, 3776) ; [14 mai 1998] (p. 3815, 3872) ; [18 mai 1998] (p. 3931, 3975) ; [19 mai 1998] (p. 4076, 4102) ; [20 mai 1998] (p. 4205)

Article 6 (*définition de l'insertion par l'activité économique*)

Son intervention (p. 3594)

Après l'article 61

Soutient l'amendement n° 767 de M. Jean-Michel Marchand (présence d'un représentant des services sociaux de la commune ou du département ou d'un représentant d'une association d'aide aux exclus lors de l'exécution de l'expulsion) (p. 3990) : retiré (p. 3990)

Article 62 (*conditions d'octroi du concours de la force publique en cas d'expulsion*)

Soutient l'amendement n° 764 de M. Jean-Michel Marchand (remplacement de la notion d'hébergement par celle de logement) (p. 3992) : rejeté (p. 3993)

Article 69 (*indexation sur les prix de l'allocation d'insertion et de l'allocation de solidarité spécifique*)

Son intervention (p. 4011)

Article 72 (*fourniture minimum d'énergie, d'eau et de téléphone*)

Intervient sur l'amendement n° 741 de M. Jean-Pierre Brard (aide au paiement des factures) (p. 4021)

Après l'article 72

Intervient sur l'amendement n° 782 de M. André Aschieri (minoration des tarifs EDF en deçà d'un certain niveau de consommation) (p. 4023)

Après l'article 75

Soutient l'amendement n° 795 corrigé de M. Jean-Michel Marchand (création d'un comité d'appui aux acteurs de la lutte contre l'exclusion dans chaque académie) (p. 4093) : adopté après modification (p. 4094)

Soutient l'amendement n° 796 corrigé de M. Jean-Michel Marchand (accueil des enfants de deux ans dans les écoles maternelles publiques) (p. 4094) : rejeté (p. 4095)

Projet de loi organique n° 827 limitant le cumul des mandats électoraux et fonctions électives

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [26 mai 1998] (p. 4285, 4315) ; [27 mai 1998] (p. 4373)
Son intervention (p. 4333)

Thèmes :

Elections et référendums : cumul des mandats : référendums (p. 4333)

Elections et référendums : statut des élus (p. 4333)

Politique générale : institutions (p. 4333)

Discussion des articles [27 mai 1998] (p. 4385, 4406)

Article 2 (*articles L.O. 141 et L.O. 141-1 du code électoral - interdiction du cumul d'un mandat parlementaire avec une fonction électorale locale ou plus d'un mandat local*)

Intervient sur l'amendement n° 14 rectifié de M. Georges Tron (cumul du mandat de député avec une fonction électorale locale ou un mandat local) (p. 4396)

Article L.O. 141 du code électoral

Soutient l'amendement n° 81 de M. Guy Hascoët (interdiction de cumul du mandat de député avec les fonctions de vice-président de conseil régional ou général ayant reçu délégation) (p. 4406) : rejeté (p. 4407)

Soutient l'amendement n° 80 de M. Guy Hascoët (interdiction de cumul du mandat de député avec les fonctions d'adjoint au maire) (p. 4406) : rejeté (p. 4407)

Soutient l'amendement n° 79 de M. Guy Hascoët (interdiction de cumul du mandat de député avec la présidence d'un établissement public à caractère intercommunal) (p. 4406) : retiré (p. 4410)

René MANGIN

*Meurthe-et-Moselle (2^{ème} circonscription)
Socialiste*

Élu le 1^{er} juin 1997

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9390)

NOMINATIONS

Membre suppléant de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9423)

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9423)

Membre de la mission d'information commune sur la prévention et la lutte contre les exclusions [J.O. du 5 mars 1998] (p. 3424)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation relatif à la lutte contre l'exclusion [J.O. du 28 mars 1998] (p. 4824)

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Namibie sur la coopération culturelle, scientifique et technique (n° 785) [17 juin 1998]

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Namibie en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune (n° 921) [8 juillet 1998]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Emploi. Fonds national de l'emploi (FNE). Restructurations, grands groupes, financement [26 novembre 1997] (p. 6390)

Audiovisuel et communication. France 3. Perspectives [9 décembre 1997] (p. 7169)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 230 pour 1998

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COOPÉRATION

I - AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Examen du fascicule [5 novembre 1997] (p. 5395)
Son intervention (p. 5436)

Thème avant la procédure des questions :

Pays étrangers : Israël (p. 5436, 5437)

Projet de loi organique n° 827 limitant le cumul des mandats électoraux et fonctions électives

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [26 mai 1998] (p. 4285, 4315) ; [27 mai 1998] (p. 4373)
Son intervention (p. 4339)

Thèmes :

Collectivités territoriales : compétences : réforme (p. 4340)

Communes : maires (p. 4340)

Elections et référendums : cumul des mandats : coopération intercommunale (p. 4340)

Elections et référendums : cumul des mandats : référendums (p. 4341)

Elections et référendums : statut des élus (p. 4341)

Politique générale (p. 4339, 4340)

Jean-Michel MARCHAND

Maine-et-Loire (4^{ème} circonscription)
Radical, Citoyen et Vert

Élu le 1^{er} juin 1997

S'inscrit au groupe Radical, Citoyen et Vert [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9391)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9423)

Membre de la délégation parlementaire pour les problèmes démographiques [J.O. du 25 juin 1997] (p. 9800)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi tendant à améliorer les conditions d'exercice de la profession de transporteur routier [J.O. du 22 janvier 1998] (p. 1054)

Membre de la mission d'information commune sur la prévention et la lutte contre les exclusions [J.O. du 5 mars 1998] (p. 3424)

Secrétaire de la mission d'information commune sur la prévention et la lutte contre les exclusions [J.O. du 6 mars 1998] (p. 3480)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation relatif à la lutte contre l'exclusion [J.O. du 28 mars 1998] (p. 4824)

Secrétaire de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation relatif à la lutte contre l'exclusion [J.O. du 2 avril 1998] (p. 5129)

Membre titulaire de la commission consultative pour la production de carburants de substitution [J.O. du 2 mai 1998] (p. 6735)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation relatif à la lutte contre les exclusions [J.O. du 19 juin 1998] (p. 9380)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Agroalimentaire. France Champignon. Emploi et activité [29 octobre 1997] (p. 4960)

Industrie. Matériel électrique et électronique. Thomson, emploi et activité [4 mars 1998] (p. 1919)

Emploi. Entreprises d'insertion. Réglementation [25 mars 1998] (p. 2112)

DÉBATS

Projet de loi n° 46 d'orientation sur la pêche maritime et les cultures marines

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [24 septembre 1997] (p. 3466)

Après l'article 7 bis

Son amendement n° 31 (agents habilités à rechercher et constater les infractions) (p. 3469) : rejeté (p. 3470)

Intervient sur le sous-amendement oral du Gouvernement (autorité du directeur départemental des affaires maritimes) à l'amendement n° 27 rectifié de M. Kofi Yamgnane (agents habilités à rechercher et constater les infractions) (p. 3470)
Ses explications de vote (p. 3490)

Projet de loi de finances n° 230 pour 1998

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET ENVIRONNEMENT

I - AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Examen du fascicule [4 novembre 1997] (p. 5287)
Son intervention (p. 5299)

Thèmes avant la procédure des questions :

- Aménagement du territoire : crédits (p. 5299)
- Aménagement du territoire : Fonds national d'aménagement et de développement du territoire (FNADT) (p. 5299)
- Aménagement du territoire : pays (p. 5299)
- Aménagement du territoire : prime à l'aménagement du territoire (PAT) (p. 5299)
- Aménagement du territoire : zones rurales (p. 5300)
- Coopération intercommunale (p. 5299)
- Union européenne : fonds structurels (p. 5299)

EQUIPEMENT, TRANSPORTS ET LOGEMENT

II - LOGEMENT

Examen du fascicule [6 novembre 1997] (p. 5535)
Son intervention (p. 5545)

Thèmes avant la procédure des questions :

- Impôt sur le revenu : réduction d'impôt au titre des dépenses afférentes à la résidence principale (p. 5545)
- Logement : crédits (p. 5545)
- Logement : logement social : TVA (p. 5545)
- Logement : logements vacants (p. 5546)
- Logement : aides et prêts : prêt à taux zéro (p. 5546)
- Logement : aides et prêts : prêts locatifs aidés (PLA) (p. 5545)

Procédure des questions :

- Défense : armée de terre : logement (p. 5567)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 décembre 1997] (p. 8001)

Son intervention (p. 8013)

Thèmes :

- Banques et établissements financiers : Banque de France (p. 8014)
- Déchets, pollutions et nuisances : pollution : transports (p. 8013)
- Emploi : politique de l'emploi (p. 8014)
- Environnement (p. 8013, 8014)
- Finances publiques : politique budgétaire (p. 8013)
- Impôt sur le revenu : réforme (p. 8015)

- Impôts et taxes : avantages fiscaux (p. 8013, 8015)
- Impôts et taxes : politique fiscale (p. 8014)
- Politique économique : croissance (p. 8013)
- Politiques communautaires : monnaie unique (p. 8013)

Proposition de loi n° 92 permettant aux organismes d'habitations à loyer modéré d'intervenir sur le parc locatif privé en prenant à bail des logements vacants pour les donner en sous-location

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 décembre 1997] (p. 7959)

Son intervention (p. 7969)

Thèmes :

- Baux : bailleurs (p. 7969)
- Communes : maires (p. 7970)
- Logement : logements vacants (p. 7969, 7970)
- Logement : offices publics d'HLM (OPHLM) (p. 7970)
- Logement : politique du logement : construction (p. 7969)

Projet de loi n° 780 d'orientation relatif à la lutte contre les exclusions

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 mai 1998] (p. 3392, 3415) ; [6 mai 1998] (p. 3466, 3495)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Louis Debré (p. 3429)

Son intervention (p. 3472)

Thèmes :

- Emploi : politique de l'emploi (p. 3473)
- Formation professionnelle : contrats : jeunes (p. 3473)
- Logement : politique du logement (p. 3473)
- Politique sociale : exclusion (p. 3472)

Discussion des articles [6 mai 1998] (p. 3515) ; [7 mai 1998] (p. 3533, 3562) ; [12 mai 1998] (p. 3649, 3684) ; [13 mai 1998] (p. 3741, 3776) ; [14 mai 1998] (p. 3815, 3872) ; [18 mai 1998] (p. 3931, 3975) ; [19 mai 1998] (p. 4076, 4102) ; [20 mai 1998] (p. 4205)

Article 1er (affirmation du caractère prioritaire de la lutte contre les exclusions)

Son intervention (p. 3523)

Son amendement n° 802 (référence au préambule de la Constitution et aux accords internationaux ratifiés par la France) (p. 3523) : rejeté (p. 3524)

Soutient l'amendement n° 454 de M. Jean Pontier (situation spécifique des handicapés) (p. 3527) : retiré (p. 3527)

Soutient l'amendement n° 253 de la commission (rôle de la mutualité) (p. 3535) : retiré (p. 3535)

Son sous-amendement n° 821 (mention du rôle de l'économie solidaire) à l'amendement n° 254 de la commission (personnes physiques et morales luttant contre les exclusions) (p. 3537) : adopté après rectification (p. 3538)

Article 4 (recentrage des contrats emploi-solidarité sur les personnes en difficulté)

Intervient sur l'amendement n° 266 de la commission (renouvellement des contrats emploi-solidarité orienté vers une formation qualifiante) (p. 3548)

Intervient sur l'amendement n° 719 de M. Alfred Recours (cumul d'un contrat emploi-solidarité et d'un travail à mi-temps) (p. 3553)

Article 2 précédemment réservé (accompagnement personnalisé vers l'emploi des jeunes en difficulté)

Son amendement n° 804 (action culturelle ou sportive) : devenu sans objet (p. 3580)

Soutient l'amendement n° 472 de Mme Gilberte Marin-Moskovitz (action culturelle ou sportive) (p. 3580) : devenu sans objet (p. 3580)

Son amendement n° 803 (jeunes ayant terminé un premier cycle du secondaire sans obtenir le diplôme le sanctionnant) : rejeté (p. 3581)

Soutient l'amendement n° 471 de Mme Gilberte Marin-Moskovitz (jeunes ayant achevé un premier cycle d'enseignement secondaire sans obtenir de diplôme) (p. 3581) : rejeté (p. 3581)

Soutient l'amendement n° 521 de Mme Gilberte Marin-Moskovitz (regroupement des bénéficiaires) (p. 3582) : rejeté (p. 3582)

Soutient l'amendement n° 522 de Mme Gilberte Marin-Moskovitz (accompagnement des jeunes) (p. 3582) : rejeté (p. 3582)

Soutient l'amendement n° 904 de Mme Gilberte Marin-Moskovitz (cohérence et continuité des actions proposées aux jeunes) (p. 3582) : adopté (p. 3582)

Intervient sur l'amendement n° 374 de M. Robert Galley (de précision) (p. 3584)

Intervient sur l'amendement n° 260 de la commission (limitation de la durée du programme individualisé à 18 mois) (p. 3584)

Après l'article 4

Soutient l'amendement n° 513 de Mme Gilberte Marin-Moskovitz (évaluation du dispositif du contrat emploi-solidarité) (p. 3585) : rejeté (p. 3585)

Article 5 (élargissement des possibilités d'accès aux contrats emplois consolidés)

Soutient l'amendement n° 509 de Mme Gilberte Marin-Moskovitz (durée hebdomadaire du travail) (p. 3589) : rejeté (p. 3589)

Soutient l'amendement n° 510 de Mme Gilberte Marin-Moskovitz (fonction publique ou hospitalière) (p. 3593) : rejeté (p. 3593)

Article 6 (définition de l'insertion par l'activité économique)

Soutient l'amendement n° 779 de M. André Aschieri (soutien de l'Etat à l'économie solidaire) (p. 3596) : retiré (p. 3596)

Article 8 (régime des associations intermédiaires)

Intervient sur le sous-amendement n° 916 de M. Robert Galley (limitation de la durée de mise à disposition) à l'amendement n° 182 rectifié du Gouvernement (fonctionnement des associations intermédiaires) (p. 3668)

Intervient sur le sous-amendement n° 930 de M. Patrick Delnatte (limitation de la durée de mise à disposition) à l'amendement n° 182 rectifié du Gouvernement (p. 3668)

Article 9 (conseil départemental de l'insertion par l'activité économique et plans locaux pour l'insertion et l'emploi)

Soutient l'amendement n° 780 de M. François d'Aubert (référence à l'économie solidaire) (p. 3684) : retiré (p. 3684)

Soutient l'amendement n° 461 de M. Jean Pontier (fixation par décret en Conseil d'Etat de l'organisme support du plan local d'insertion par l'économie) (p. 3685) : rejeté (p. 3685)

Après l'article 10

Soutient l'amendement n° 793 de M. Yves Cochet (modulation des taux de cotisations sociales en fonction de la stabilité des emplois) (p. 3687) : rejeté (p. 3687)

Article 12 (lutte contre l'illettrisme dans le cadre de la formation professionnelle)

Son intervention (p. 3695)

Avant l'article 16

Intervient sur l'amendement n° 898 rectifié de la commission (consultation des associations de défense des mal-logés et sans-logis sur les mesures tendant à la mise en œuvre du droit au logement) (p. 3707)

Intervient sur le sous-amendement n° 964 de M. Alain Cacheux (consultation des associations de défense des personnes en situation d'exclusion par le logement) à l'amendement n° 898 rectifié de la commission (p. 3707)

Article 16 (définition du plan départemental d'action pour le logement des personnes défavorisées)

Son intervention (p. 3708)

Article 28 (mesures visant à faciliter la réalisation de logements destinés aux personnes défavorisées)

Son intervention (p. 3768)

*Article 31 (création d'un régime de réquisition avec attributaire)**Article L. 642-1 du code de la construction et de l'habitation (principes régissant la réquisition avec attributaire)*

Son amendement n° 761 (référence à la notion de bassin d'habitat) (p. 3819) : rejeté (p. 3820)

Article L. 642-23 du code de la construction et de l'habitation (durée du contrat)

Soutient l'amendement n° 120 de la commission (suppression du dépôt de garantie et de la caution) (p. 3827) : adopté (p. 3827)

Soutient l'amendement n° 121 de la commission (possibilité de refuser l'offre de relogement pour un motif légitime et sérieux) (p. 3827) : adopté (p. 3827)

Article 32 (extension aux centres communaux d'action sociale du bénéfice de l'aide au logement temporaire)

Son amendement n° 762 (suppression de l'exigence d'un séjour régulier en France pour les étrangers) : rejeté (p. 3829)

Article 33 (réforme des attributions de logements locatifs sociaux)

Son intervention (p. 3833)

Article L. 441-2-1 du code de la construction et de l'habitation (traitement des demandes d'attribution de logements locatifs sociaux)

Son amendement n° 763 soutenu par Mme Marie-Hélène Aubert (inscription d'office de tout demandeur n'ayant pas reçu de numéro d'enregistrement dans un délai d'un mois) : adopté après modification (p. 3855)
Intervient sur le sous-amendement n° 963 du Gouvernement (exigence d'une mise en demeure) à son amendement n° 763 (p. 3855)

Après l'article 33

Son amendement n° 770 (interdiction de réclamer le paiement des frais lors de la demande d'attribution d'un logement social ou de la signature du bail) : adopté (p. 3863)

Son amendement n° 769 rectifié (abaissement des délais de préavis en cas de congé donné par le locataire) (p. 3863) : adopté (p. 3864)

Après l'article 38

Soutient l'amendement n° 311 de la commission (action sanitaire et sociale) (p. 3890) : adopté (p. 3890)

Intervient sur l'amendement n° 771 de Mme Marie-Hélène Aubert (action sanitaire et sociale) (p. 3890)

Article 39 (permanences d'accès aux soins de santé consacrées aux personnes en situation de précarité)

Soutient l'amendement n° 506 de Mme Gilberte Marin-Moskovitz (continuité de soins) (p. 3891) : rejeté (p. 3891)

Après l'article 39

Soutient l'amendement n° 781 de M. André Aschieri (non discrimination en fonction des caractéristiques génétiques) (p. 3893) : retiré (p. 3893)

Avant l'article 40

Soutient l'amendement n° 623 de M. Jacques Desallangre (gratuité de la carte d'identité) (p. 3895) : devenu sans objet (p. 3896)

Article 40 (inscription des personnes sans domicile fixe sur les listes électorales)

Soutient l'amendement n° 179 de M. Michel Suchod (choix de la commune d'inscription) (p. 3897) : rejeté (p. 3897)

Soutient l'amendement n° 180 de M. Michel Suchod (durée d'inscription à l'organisme d'accueil) (p. 3897) : devenu sans objet (p. 3897)

Soutient l'amendement n° 181 de M. Michel Suchod (commune d'élection) (p. 3898) : rejeté (p. 3898)

Après l'article 41

Son amendement n° 799 (droit à l'accompagnement) : rejeté (p. 3898)

Soutient l'amendement n° 473 rectifié de Mme Gilberte Marin-Moskovitz (information des personnes condamnées à une peine de prison) (p. 3898) : adopté après modification (p. 3899)

Avant l'article 42

Soutient l'amendement n° 64 de M. Jacques Desallangre (responsabilités du prêteur) (p. 3899) : rejeté (p. 3900)

Article 42 (article L. 331-1 du code de la consommation : composition de la commission de surendettement des particuliers)

Soutient l'amendement n° 435 de Mme Gilberte Marin-Moskovitz (choix d'un travailleur social) (p. 3903) : rejeté (p. 3903)

Après l'article 61

Son amendement n° 767 soutenu par M. Noël Mamère (présence d'un représentant des services sociaux de la commune ou du département ou d'un représentant d'une association d'aide aux exclus lors de l'exécution de l'expulsion) : retiré (p. 3990)

Article 62 (conditions d'octroi du concours de la force publique en cas d'expulsion)

Son amendement n° 764 soutenu par M. Noël Mamère (remplacement de la notion d'hébergement par celle de relogement) (p. 3992) : rejeté (p. 3993)

Après l'article 75

Son amendement n° 795 corrigé soutenu par M. Noël Mamère (création d'un comité d'appui aux acteurs de la lutte contre l'exclusion dans chaque académie) (p. 4093) : adopté après modification (p. 4094)

Son amendement n° 796 corrigé soutenu par M. Noël Mamère (accueil des enfants de deux ans dans les écoles maternelles publiques) (p. 4094) : rejeté (p. 4095)

Article 80 (Observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion sociale)

Son amendement n° 807 (création d'un observatoire des inégalités) (p. 4110) : retiré (p. 4111)

Son amendement n° 808 (en liaison avec les différentes administrations) (p. 4111) : rejeté (p. 4112)

Son amendement n° 806 (concours des différentes administrations à la bonne marche de l'observatoire) : adopté après modification (p. 4112)

Titre

Ses explications de vote (p. 4208)

Vote pour du groupe Radical, Citoyen et Vert (p. 4209)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 juin 1998] (p. 5535, 5552)

Son intervention (p. 5556)

Thèmes :

Associations (p. 5556)

Famille (p. 5556)

Formation professionnelle : contrats : jeunes (p. 5556)

Logement : politique du logement (p. 5556)

Politique sociale : exclusion (p. 5556)

Santé : accès aux soins (p. 5556)

Discussion des articles [30 juin 1998] (p. 5561) ; [1^{er} juillet 1998] (p. 5582, 5604, 5665)

Article 1er bis (représentation des demandeurs d'emplois dans les organismes chargés de leur placement et de leur formation)

Son amendement n° 289 (comité de liaison avec les ASSEDIC) (p. 5562) : rejeté (p. 5563)

Article 19 (fonds de solidarité pour le logement)

Son amendement n° 241 soutenu par M. Daniel Marcovitch (possibilité pour le juge de prononcer l'exécution du plan de paiement et de suspendre la résiliation du bail) (p. 5609) : retiré (p. 5610)

Son amendement n° 242 (non-attribution des aides aux logements insalubres et dangereux) (p. 5610) : retiré (p. 5611) ; repris par M. Denis Jacquat

Après l'article 28

Son amendement n° 260 (élaboration d'un programme de référence dans les agglomérations où l'état de l'habitat existant nécessite la mise en œuvre de procédures d'amélioration et de réhabilitation) : retiré (p. 5616)

Article 33 (réforme des attributions de logements sociaux)

Article L. 441-2-1 du code de la construction et de l'habitation (traitement des demandes d'attribution de logements locatifs sociaux)

Son amendement n° 243 (identification de l'ancienneté de la demande) (p. 5644) : rejeté (p. 5645)

Après l'article 35

Soutient l'amendement n° 200 rectifié de M. Claude Hoarau (fixation par arrêté des conditions de réalisation des opérations d'amélioration de l'habitat en auto-construction dans les DOM) : retiré (p. 5652)

Article 61 (information du préfet sur les décisions d'expulsion et les délais accordés pour leur exécution)

Son amendement n° 245 (satisfaction de la demande de logement) : rejeté (p. 5671)

Article 62 (conditions d'octroi du concours de la force publique en cas d'expulsion)

Son amendement n° 246 (proposition d'un logement durable) : devenu sans objet (p. 5672)

Après l'article 63

Soutient l'amendement n° 276 de M. Georges Sarre (prorogation des conventions ouvrant droit à une procédure de congé pour vendre) (p. 5674) : retiré (p. 5674)

Article 64 (mesures d'urgence contre le saturnisme)

Son amendement n° 247 (réalisation d'expertises pour les logements construits avant 1948) (p. 5676) : rejeté (p. 5677)

Après l'article 39 bis

Son amendement n° 244 précédemment réservé (interdiction des pratiques discriminatoires) : retiré (p. 5701)

Après l'article 79

Intervient sur l'amendement n° 167 de la commission (rôle du conseil de l'emploi, des revenus et de la cohésion sociale) (p. 5714)

Ses explications de vote (p. 5725)

Vote pour du groupe Radical, Citoyen et Vert (p. 5725)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la mise aux voix du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [9 juillet 1998] (p. 5734)
Son intervention (p. 5739)

Thèmes :

Emploi : contrats emploi-jeunes (p. 5740)

Logement : politique du logement (p. 5740)

Politique sociale : lutte contre l'exclusion (p. 5739)

Politique sociale : surendettement (p. 5740)

Vote pour du groupe Radical, Citoyen et Vert (p. 5741)

Jean-Pierre MARCHÉ

*Deux-Sèvres (2^{ème} circonscription)
Socialiste*

Devient député le 5 juillet 1997 (voir indications préliminaires) [J.O. du 6 juillet 1997] (p. 10295)

N'appartient à aucun groupe [J.O. du 6 juillet 1997] (p. 10295)

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 10 juillet 1997] (p. 10489)

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 29 juillet 1997] (p. 11328)

Daniel MARCOVITCH

*Paris (19^{ème} circonscription)
Socialiste*

Devient député le 5 juillet 1997 (voir indications préliminaires) [J.O. du 6 juillet 1997] (p. 10295)

N'appartient à aucun groupe [J.O. du 6 juillet 1997] (p. 10295)

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 10 juillet 1997] (p. 10489)

NOMINATIONS

Membre titulaire du conseil d'administration de l'établissement public de la cite des sciences et de l'industrie [J.O. du 10 juillet 1997] (p. 10491)

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 12 juillet 1997] (p. 10608)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi tendant à améliorer les conditions d'exercice de la profession de transporteur routier [J.O. du 22 janvier 1998] (p. 1054)

Membre de la mission d'information commune sur la prévention et la lutte contre les exclusions [J.O. du 5 mars 1998] (p. 3424)

Rapporteur de la proposition de résolution sur la proposition de directive du Conseil instituant un cadre pour l'action communautaire dans le domaine de l'eau (COM (97) 49 final/n° E 838) (n° 742) [25 mars 1998]

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation relatif à la lutte contre l'exclusion [J.O. du 28 mars 1998] (p. 4824)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation relatif à la lutte contre les exclusions [J.O. du 19 juin 1998] (p. 9380)

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission de la production et des échanges sur la proposition de

résolution (n° 742) de Mme Béatrice Marre, rapporteur de la délégation pour l'Union européenne, sur la proposition de directive du Conseil instituant un cadre pour l'action communautaire dans le domaine de l'eau (COM (97) 49 final/n° E 838) [27 mai 1998] (n° 926)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Politique extérieure. Ex-Yougoslavie. Tribunal pénal international, attitude de la France [16 décembre 1997] (p. 7852)

Déchets, pollutions et nuisances. Eau. Conférence de l'UNESCO, perspectives [24 mars 1998] (p. 2038)

Eau. Politique de l'eau. Perspectives [20 mai 1998] (p. 4202)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 117, posée le 13 janvier 1998. Institutions sociales et médico-sociales. Institut de prophylaxie dentaire infantile (J.O. Questions p. 243). Appelée le 20 janvier 1998. Restructuration, conséquences, Paris XI^{ème} arrondissement (p. 396)

DÉBATS

Projet de loi n° 199 portant réforme du service national

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [18 septembre 1997] (p. 3279, 3308) ; [22 septembre 1997] (p. 3341, 3386)

Article 1er (création d'un livre premier du code du service national)

Article L. 114-2 du code du service national : obligation de répondre à l'appel de préparation à la défense

Intervient sur l'amendement n° 111 de la commission (niveaux d'enseignement concernés) (p. 3329)

Projet de loi de finances n° 230 pour 1998

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

EQUIPEMENT, TRANSPORTS ET LOGEMENT

II - LOGEMENT

Examen du fascicule [6 novembre 1997] (p. 5535)
Son intervention (p. 5555)

Thèmes avant la procédure des questions :

Baux : HLM : loyers (p. 5556)

Logement : HLM (p. 5556)

Logement : logements vacants (p. 5556)

Logement : aides et prêts : aide personnalisée au logement (APL) (p. 5556)

Logement : aides et prêts : prêts locatifs aidés (PLA) (p. 5556)

Procédure des questions :

Secteur public : sociétés d'économie mixte (p. 5566)

ECONOMIE, FINANCES ET INDUSTRIE

III - INDUSTRIE, POSTE ET TÉLÉCOMMUNICATIONS

Examen du fascicule [14 novembre 1997] (p. 5837)

Procédure des questions :

Entreprises : investissements : informatique (p. 5880)

IV - PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES, COMMERCE ET ARTISANAT

Examen du fascicule [14 novembre 1997] (p. 5883)

Procédure des questions :

Commerce et artisanat : petit commerce : offices publics d'aménagement et de construction de la ville (OPAC) (p. 5903, 5904)

Projet de loi n° 327 relatif à l'entrée et au séjour des étrangers en France et au droit d'asile

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [9 décembre 1997] (p. 7179, 7203) ; [10 décembre 1997] (p. 7239, 7273, 7297) ; [11 décembre 1997] (p. 7321, 7339, 7380) ; [12 décembre 1997] (p. 7413, 7453, 7504) ; [14 décembre 1997] (p. 7603, 7633, 7663) ; [15 décembre 1997] (p. 7698, 7736, 7770) ; [16 décembre 1997] (p. 7858, 7899)

Article 7 (article 16 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 : renouvellement de la carte de résident)

Son intervention (p. 7540)

Proposition de loi n° 92 permettant aux organismes d'habitations à loyer modéré d'intervenir sur le parc locatif privé en prenant à bail des logements vacants pour les donner en sous-location

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 décembre 1997] (p. 7959)

Son intervention (p. 7970)

Thèmes :

Baux : bailleurs (p. 7971)

Impôts locaux : taxe d'habitation (p. 7971)

Logement : logements vacants (p. 7970, 7971)

Logement : offices publics d'HLM (OPHLM) (p. 7971)

Projet de loi n° 780 d'orientation relatif à la lutte contre les exclusions

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 mai 1998] (p. 3392, 3415) ; [6 mai 1998] (p. 3466, 3495)

Son intervention (p. 3473)

Thèmes :

Logement : politique du logement (p. 3474)

Politique sociale : exclusion (p. 3473)

Santé : accès aux soins (p. 3473)

Sécurité sociale (p. 3474)

Discussion des articles [6 mai 1998] (p. 3515); [7 mai 1998] (p. 3533, 3562); [12 mai 1998] (p. 3649, 3684); [13 mai 1998] (p. 3741, 3776); [14 mai 1998] (p. 3815, 3872); [18 mai 1998] (p. 3931, 3975); [19 mai 1998] (p. 4076, 4102); [20 mai 1998] (p. 4205)

Avant l'article 16

Intervient sur le sous-amendement n° 954 du Gouvernement (consultation des associations représentatives de soutien aux demandeurs de logement) à l'amendement n° 898 rectifié de la commission (consultation des associations de défense des mal-logés et sans-logis sur les mesures tendant à la mise en œuvre du droit au logement) (p. 3706)

Intervient sur le sous-amendement n° 964 de M. Alain Cacheux (consultation des associations de défense des personnes en situation d'exclusion par le logement) à l'amendement n° 898 rectifié de la commission (p. 3706)

Article 16 (définition du plan départemental d'action pour le logement des personnes défavorisées)

Son intervention (p. 3709)

Article 17 (contenu et mise en œuvre du plan départemental d'action pour le logement des personnes défavorisées)

Son intervention (p. 3713)

Intervient sur l'amendement n° 238 de M. Patrick Devedjian (exigence d'une résidence régulière sur le territoire national) (p. 3715)

Intervient sur l'amendement n° 48 de M. Laurent Dominati (reconnaissance d'une priorité pour les gardiens d'immeubles dont le logement est supprimé par délibération de la copropriété) (p. 3716)

Article 19 (fonds de solidarité pour le logement)

Son intervention (p. 3742)

Article 20 (régime juridique du fonds de solidarité pour le logement)

Son intervention (p. 3749)

Article 21 (régime juridique du fonds de solidarité pour le logement)

Intervient sur l'amendement n° 240 de M. Patrick Devedjian (compétence du conseil général en matière de gestion financière et comptable du fonds) (p. 3752)

Après l'article 22

Intervient sur l'amendement n° 820 de M. Patrice Martin-Lalande (remboursement des prêts délivrés par les fonds de solidarité par des retenues sur les prestations familiales) (p. 3755)

Article 24 (extension des compétences de certains organismes d'HLM)

Intervient sur l'amendement n° 757 de M. Jean-Pierre Brard (évaluation de la valeur des hôtels) (p. 3761)

Après l'article 25

Intervient sur l'amendement n° 106 de la commission (exonération de taxe d'habitation pour les locaux loués par des associations reconnues d'utilité publique pour l'hébergement temporaire de personnes défavorisées) (p. 3765)

Intervient sur le sous-amendement n° 957 du Gouvernement (exonération limitée au seul hébergement de personnes recevant l'aide au

logement temporaire) à l'amendement n° 106 de la commission (p. 3765)

Article 27 (modification des règles relatives aux conditions de versement de l'aide personnalisée au logement)

Son intervention (p. 3765)

Après l'article 28

Intervient sur l'amendement n° 113 de la commission (dissociation de la location du logement de la location de l'aire de stationnement) (p. 3780)

Son sous-amendement n° 967 (exonération limitée aux seuls travaux effectués par le preneur) à l'amendement n° 114 de la commission (exonération des revenus fonciers des logements concernés par un bail à réhabilitation) (p. 3781) : adopté (p. 3782)

Après l'article 29

Intervient sur l'amendement n° 839 de Mme Janine Jambu (affectation par l'Etat de terrains appartenant à une commune pour la construction de logements sociaux) (p. 3787)

Article 30 (création d'une taxe sur les logements vacants)

Son intervention (p. 3791)

Article 33 (réforme des attributions de logements locatifs sociaux)

Son intervention (p. 3835)

Article L. 441 du code de la construction et de l'habitation (principes régissant les attributions de logements locatifs sociaux)

Intervient sur l'amendement n° 809 de M. Jean-François Mattei (prise en compte de l'état de santé) (p. 3839)

Article L. 441-1 du code de la construction et de l'habitation (contenu du décret régissant les attributions)

Soutient l'amendement n° 128 de la commission (suppression du double plafond de ressources) (p. 3840) : retiré (p. 3840)

Article L. 441-1-4 du code de la construction et de l'habitation (création des conférences intercommunales du logement)

Soutient l'amendement n° 698 de M. Patrick Rimbart (raison d'être des bassins d'habitat) (p. 3846) : adopté après rectification (p. 3847)

Soutient l'amendement n° 701 rectifié de M. Patrick Sève (consultation de la conférence régionale pour la délimitation des bassins d'habitat dans la région Ile-de-France) (p. 3847) : adopté (p. 3848)

Soutient l'amendement n° 699 de M. Patrick Rimbart (seuil requis de logements locatifs sociaux) (p. 3848) : adopté (p. 3848)

Article L. 441-2 code de la construction et de l'habitation (commissions d'attribution)

Soutient l'amendement n° 145 rectifié de la commission (création d'une commission d'attribution dans les sociétés d'économie mixte d'aménagement et de construction de logements sociaux) (p. 3852) : retiré (p. 3853)

Article L. 441-2-1 du code de la construction et de l'habitation (traitement des demandes d'attribution de logements locatifs sociaux)

Son sous-amendement n° 710 (établissement d'une convention fixant les modalités de transmission des dossiers de demande) à l'amendement n° 147 de la commission (mention de l'organisme bailleur auquel le dossier a été transmis dans le cas où le numéro d'enregistrement est délivré par un organisme autre qu'un bailleur) : adopté (p. 3854)

Article L. 441-2-2 du code de la construction et de l'habitation (commission de médiation)

Son amendement n° 697 (pouvoirs de la commission de médiation) : retiré (p. 3856)

Après l'article L. 441-2-5 du code de la construction et de l'habitation

Soutient l'amendement n° 153 de la commission (seuils de déclenchement du surloyer) (p. 3857) : adopté après rectification (p. 3863)

Soutient l'amendement n° 154 de la commission (relèvement de 10 % des plafonds de ressources pour l'attribution des logements sociaux) (p. 3857) : retiré (p. 3863)

Après l'article 33

Son amendement n° 703 (représentation des locataires au sein des conseils d'administration des sociétés d'économie mixte de construction) (p. 3864) : retiré (p. 3865)

Article 28 précédemment réservé (mesures visant à faciliter la réalisation de logements destinés aux personnes défavorisées)

Intervient sur l'amendement n° 241 de M. Patrick Devedjian (de suppression) (p. 3977)

Intervient sur l'amendement n° 620 de M. Jacques Desallangre (de suppression) (p. 3977)

Article 58 (modification de la procédure de résiliation de plein droit des baux)

Intervient sur l'amendement n° 640 de M. Bernard Schreiner (suppression du délai entre la notification de l'assignation au préfet et l'audience) (p. 3982)

Intervient sur l'amendement n° 155, deuxième rectification de la commission (saisine des organismes d'aide au logement, du fonds de solidarité pour le logement ou des services sociaux compétents) (p. 3983)

Article 62 (conditions d'octroi du concours de la force publique en cas d'expulsion)

Intervient sur l'amendement n° 211 de M. Patrick Devedjian (de suppression) (p. 3991)

Soutient l'amendement n° 705 de M. Philippe Decaudin (indemnisation du bailleur) (p. 3993) : adopté (p. 3993)

Après l'article 63

Soutient l'amendement n° 163 de la commission (attribution d'un nouveau logement aux locataires qui ne respectent pas l'obligation d'un usage paisible du logement loué) (p. 3996) : adopté après modification (p. 3997)

Soutient le sous-amendement n° 711 de M. Patrick Rimbart (attribution d'un nouveau logement correspondant aux besoins et aux possibilités des locataires) à l'amendement n° 163 de la commission (p. 3996) : adopté (p. 3997)

Soutient le sous-amendement n° 712 de M. Patrick Rimbart (réduction des délais d'exécution d'une

expulsion au cas où un nouveau logement aurait été refusé) à l'amendement n° 163 de la commission (p. 3996) : adopté (p. 3996)

Intervient sur l'amendement n° 452 rectifié de M. Georges Sarre (prorogation d'un an des conventions ouvrant droit à une procédure de congé pour vente) (p. 3998)

Son amendement n° 706 soutenu par M. Serge Blisko (modifications des conditions dans lesquelles le congé pour vente peut être donné à certains locataires) (p. 3998) : retiré (p. 3999)

Son amendement n° 707 soutenu par M. Serge Blisko (modalités d'application du congé pour vente) (p. 3998) : retiré (p. 3999)

Article 64 (mesures d'urgence contre le saturnisme)

Son intervention (p. 4000)

Intervient sur l'amendement n° 708 de Mme Véronique Carrion-Bastok (suppression du terme "notoire" pour la détermination du risque d'intoxication au plomb) (p. 4003)

Intervient sur l'amendement n° 756 rectifié de M. Jean-Pierre Brard (exigence d'un certificat d'absence de risque d'exposition au plomb pour les transactions portant sur des immeubles construits avant 1948) (p. 4005)

Article 67 (protection des occupants des hôtels meublés)

Soutient l'amendement n° 174 corrigé de la commission (motivation du refus de renouvellement du bail) (p. 4008) : adopté (p. 4008)

Soutient l'amendement n° 175, deuxième correction de la commission (renouvellement tacite du bail en cas de changement de propriétaire et relogement des occupants justifiant plus de trois ans consécutifs de résidence principale dans le cas des opérations d'urbanisme) (p. 4008) : adopté (p. 4009)

Article 72 (fourniture minimum d'énergie, d'eau et de téléphone)

Son intervention (p. 4017)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 juin 1998] (p. 5535, 5552)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. José Rossi (p. 5547)

Son intervention (p. 5557)

Thèmes :

Associations (p. 5548)

Logement : politique du logement (p. 5557, 5558)

Propriété : droit de propriété (p. 5548)

Discussion des articles [30 juin 1998] (p. 5561) ; [1^{er} juillet 1998] (p. 5582, 5604, 5665)

Article 4 (régime des contrats emploi-solidarité)

Intervient sur l'amendement n° 216 du Gouvernement (personnes de plus de 50 ans) (p. 5570)

Intervient sur l'amendement n° 194 de Mme Janine Jambu (personnes de plus de 50 ans) (p. 5570)

Avant l'article 16 A

Soutient l'amendement n° 10 de la commission (réglementation des fichiers privés relatifs à des

incidents de paiement locatif) (p. 5606) : adopté (p. 5606)

Article 17 (contenu et mise en œuvre du plan départemental d'action pour le logement des personnes défavorisées)

Son amendement n° 266 (participation à la lutte contre l'habitat insalubre) : devenu sans objet (p. 5608)

Article 19 (fonds de solidarité pour le logement)

Soutient l'amendement n° 241 de M. Jean-Michel Marchand (possibilité pour le juge de prononcer l'exécution du plan de paiement et de suspendre la résiliation du bail) (p. 5609) : retiré (p. 5610)

Son amendement n° 265 (possibilité pour le juge de prononcer l'exécution du plan de paiement et de suspendre la résiliation du bail) (p. 5609) : retiré (p. 5610)

Article 30 supprimé par le Sénat (création d'une taxe sur les logements vacants)

Intervient sur l'amendement n° 32 de la commission (rétablissement de l'article) (p. 5624)

Article 33 (réforme des attributions de logements sociaux)

Article L. 441-1 du code de la construction et de l'habitation (contenu du décret régissant les attributions)

Son amendement n° 263 soutenu par M. Alain Cacheux (relèvement des plafonds de ressources pour l'attribution des logements locatifs sociaux) (p. 5639) : adopté (p. 5640)

Article L. 441-2 du code de la construction et de l'habitation (commissions d'attribution)

Intervient sur l'amendement n° 66 de la commission (participation des maires d'arrondissement des villes de Paris, Marseille et Lyon aux travaux des commissions d'attribution) (p. 5644)

Article L. 441-2-4 du code de la construction et de l'habitation (informations sur l'attribution des logements locatifs sociaux)

Son amendement n° 262 (dérogations locales à la liste des quartiers dans lesquels le surloyer n'est pas exigé) (p. 5647) : retiré (p. 5648)

Après l'article 34

Son amendement n° 264 (conditions de mise en œuvre du plan de sauvegarde pour les copropriétés en difficulté) : adopté (p. 5651)

Article 72 (fourniture minimum d'énergie, d'eau et de téléphone)

Son amendement n° 295 soutenu par M. Alfred Recours (convention - type) : rejeté (p. 5704)

Proposition de loi n° 895 relative à la reconnaissance du génocide arménien de 1915

PREMIÈRE LECTURE

Discussion de l'article unique [29 mai 1998] (p. 4506)

Intervient sur l'amendement n° 1 de M. Guy Hermier (reconnaissance "officielle" par la France du génocide

arménien et responsabilité du gouvernement turc de l'époque) (p. 4509)

Intervient sur l'amendement n° 8 rectifié de M. Roland Blum (reconnaissance "officielle" par la France du génocide arménien) (p. 4509)

Thierry MARIANI

Vaucluse (4^{ème} circonscription)
Rassemblement pour la République

Élu le 1^{er} juin 1997

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9391)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9423)

Membre de la mission d'information commune sur la prévention et la lutte contre les exclusions [J.O. du 5 mars 1998] (p. 3424)

Membre de la mission d'information commune sur les perspectives économiques et sociales de l'aménagement de l'axe européen Rhin-Rhône [J.O. du 26 mars 1998] (p. 4569)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation relatif à la lutte contre l'exclusion [J.O. du 28 mars 1998] (p. 4824)

Secrétaire de la mission d'information commune sur les perspectives économiques et sociales de l'aménagement de l'axe européen Rhin-Rhône [J.O. du 1^{er} avril 1998] (p. 5033)

Cesse d'appartenir à la commission de la production et des échanges [J.O. du 24 avril 1998] (p. 6331)

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 24 avril 1998] (p. 6331)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 261 modifiant le code électoral en vue de la reconnaissance du vote blanc aux élections [30 septembre 1997]

Proposition de résolution n° 999 visant à créer une commission d'enquête chargée d'étudier la fiabilité des études statistiques de la Caisse Nationale d'Assurance Maladie, et de faire des propositions dans ce domaine [19 juin 1998]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Energie et carburants. Energie nucléaire. Superphénix, fermeture, conséquences, société NERSA [5 novembre 1997] (p. 5428)

Elections et référendums. Listes électorales. Inscription automatique, jeunes [10 décembre 1997] (p. 7270)

Travail. Durée du travail. Réduction [25 février 1998] (p. 1622)

Etrangers. Justice. Peines, application [2 juin 1998] (p. 4578)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 41, posée le 25 novembre 1997. Postes. Agences postales (J.O. Questions p. 6286). Supplée par M. Jean Auclair. Appelée le 2 décembre 1997. Maintien, zones rurales (p. 6735)

n° 282, posée le 21 avril 1998. Industrie. Papier et carton (J.O. Questions p. 2891). Appelée le 21 avril 1998. Morel Barneron, emploi et activité, Valréas (p. 2799)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Déplore qu'à propos de chaque amendement, l'opposition soit taxée de collaboration avec les idées d'un parti extrémiste [28 novembre 1997] (p. 6555)

Constate que le Gouvernement demande la réserve pour la septième fois et estime préférable que le Gouvernement indique désormais les amendements dont il veut bien discuter [3 février 1998] (p. 1002)

Estime que le projet de loi sur la nationalité est examiné dans des conditions déplorables et trop systématiquement en séance de nuit [10 février 1998] (p. 1444)

Rappelant que le Réséda est une plante aux vertus calmantes, ironise sur l'utilisation du sigle Réséda pour baptiser le projet de loi relatif à l'entrée et au séjour des étrangers en France et au droit d'asile [25 février 1998] (p. 1641)

Regrette le non-respect du délai de huit heures entre la levée de la séance de nuit et l'ouverture de la séance du matin [3 avril 1998] (p. 2516)

DÉBATS

Projet de loi n° 202 relatif à la prévention et à la répression des infractions sexuelles ainsi qu'à la protection des mineurs

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 septembre 1997] (p. 3495, 3516)

Son intervention (p. 3526)

Thèmes :

Droit pénal : bizutage (p. 3527)

Droit pénal : injonction de soins (p. 3528)

Droit pénal : récidive (p. 3526)

Droit pénal : suivi socio-judiciaire (p. 3527)

Police : police scientifique (p. 3528)

Discussion des articles [30 septembre 1997] (p. 3535) ; [1er octobre 1997] (p. 3564, 3618)

Article 1er (suivi socio-judiciaire)

Article 131-36-1 du code pénal : contenu et durée du suivi socio-judiciaire

Son amendement n° 137 (peines d'emprisonnement) (p. 3540) : rejeté (p. 3541)

Article 131-36-2 du code pénal : injonction de soins

Son amendement n° 139 (obligation pour le juge de prononcer une injonction de soins) : devenu sans objet (p. 3542)

Projet de loi de finances n° 230 pour 1998

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [15 octobre 1997] (p. 4062) ; [16 octobre 1997] (p. 4089, 4121, 4157) ; [17 octobre 1997] (p. 4191, 4218, 4268)

Article 2 (barème de l'impôt sur le revenu)

Son amendement n° 323 soutenu par M. Michel Bouvard (nouveau barème avec un taux marginal de 52 %) (p. 4069) : rejeté (p. 4071)

Son amendement n° 321 (demi-part supplémentaire) : non soutenu (p. 4073)

Article 6 (suppression de l'avantage fiscal lié à la provision pour fluctuation des cours)

Son amendement n° 320 (de suppression) : non soutenu (p. 4160)

Article 10 (réduction de 50 % du plafond de la réduction d'impôt au titre de l'emploi d'un salarié à domicile)

Son amendement n° 319 soutenu par M. Michel Bouvard (de suppression) (p. 4218) : vote réservé : rejeté (p. 4229)

Article 17 (régime fiscal des produits des contrats d'assurance-vie et des bons de capitalisation)

Son amendement n° 322 soutenu par M. Michel Bouvard (de suppression) : rejeté (p. 4299)

Son amendement n° 305 (report de l'entrée en vigueur du dispositif à la date de promulgation de la loi de finances) (p. 4300) : devenu sans objet (p. 4302)

Après l'article 18

Son amendement n° 304 soutenu par M. Gilles Carrez (institution d'un prélèvement sur le prix de vente des cartes à puce prépayées destinées au fonctionnement des machines à sous installées dans les lieux publics) : rejeté (p. 4314)

Son amendement n° 303 soutenu par M. Gilles Carrez (institution d'un prélèvement sur le prix de vente des cartes à puce prépayées destinées au fonctionnement des machines à sous installées dans les lieux publics) (p. 4314) : rejeté (p. 4315)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE ET PÊCHE, BAPSA

Examen du fascicule [23 octobre 1997] (p. 4535)

Procédure des questions :

Agroalimentaire : viticulture (p. 4586)

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET ENVIRONNEMENT

II - ENVIRONNEMENT

Examen du fascicule [4 novembre 1997] (p. 5349)

Procédure des questions :

Déchets, pollutions et nuisances : déchets ménagers : déchets radioactifs (p. 5384)

EQUIPEMENT, TRANSPORTS ET LOGEMENT

III - TOURISME

Examen du fascicule [7 novembre 1997] (p. 5601)

Procédure des questions :

Taxes parafiscales : redevance audiovisuelle (p. 5619)

TVA : taux : hôtellerie et restauration (p. 5618)

CULTURE ET COMMUNICATION

II - CULTURE

Examen du fascicule [12 novembre 1997] (p. 5631)

Procédure des questions :

Communes (p. 5656)

Régions : Provence-Alpes-Côte d'Azur : art lyrique (p. 5656, 5657)

**ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT
ARTICLES ADDITIONNELS**

Discussion des articles [17 novembre 1997] (p. 5966, 6007) ; [18 novembre 1997] (p. 6032, 6079, 6116) ; [19 novembre 1997] (p. 6153)

Après l'article 61

Son amendement n° 19 soutenu par M. Germain Gengenwin (exonération de la contribution sociale de solidarité des sociétés pour la part des recettes relatives à l'activité d'approvisionnement que les coopératives agricoles réalisent avec leurs membres) : rejeté (p. 6050)

Son amendement n° 22 (éligibilité au Fonds de compensation pour la TVA des dépenses d'investissements engagées dans le cadre de travaux hydrauliques réalisés sur les cours d'eau) (p. 6102) : devenu sans objet (p. 6103)

**Projet de loi n° 303 de financement de la sécurité
sociale pour 1998**

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [27 octobre 1997] (p. 4705, 4731, 4773) ; [28 octobre 1997] (p. 4811)

Son intervention (p. 4779)

Thèmes :

Impôt sur le revenu : veufs et veuves (p. 4780)

Parlement : prérogatives (p. 4779)

Retraites : généralités (p. 4780)

Retraites : généralités : système par capitalisation (p. 4779)

Retraites : régimes autonomes et spéciaux (p. 4780)

Discussion des articles [28 octobre 1997] (p. 4832, 4853, 4890) ; [29 octobre 1997] (p. 4923, 4963, 4995) ; [30 octobre 1997] (p. 5028) ; [31 octobre 1997] (p. 5159)

Article 3 (taux de la CSG et suppression des cotisations maladie)

Son amendement n° 277 (abattement de 2000 francs sur le montant de l'assiette de la CSG pour les retraites) (p. 4868) : rejeté (p. 4869)

Article 7 (taxation des dépenses promotionnelles des laboratoires pharmaceutiques)

Son intervention (p. 4908)

Son amendement n° 278 (modification du barème de la taxe sur la promotion et l'information médicales) (p. 4912) : rejeté (p. 4913)

Article 8 (création d'une contribution sur les ventes directes des laboratoires pharmaceutiques)

Son intervention (p. 4925)

Article 12 (calcul de la compensation due par la Caisse de retraite et de prévoyance des clercs et employés de notaires à la Caisse nationale d'assurance maladie)

Son intervention (p. 4946)

Son amendement n° 279 (de suppression) (p. 4964) : rejeté (p. 4965)

Intervient sur l'amendement n° 30 de M. Jean-Luc Prél (limiter le solde de la compensation bilatérale aux excédents éventuels des régimes spéciaux) (p. 4967)

Son amendement n° 280 (protection de la CRPCEN contre la mise en déficit) : rejeté (p. 4971)

Après l'article 14

Son amendement n° 281 (taxation des machines à sous) (p. 4981) : rejeté (p. 4984)

Son amendement n° 282 (taxation des machines à sous) (p. 4982) : rejeté (p. 4984)

Article 19 (mise sous condition de ressources des allocations familiales)

Son amendement n° 286 soutenu par M. Bernard Accoyer (de suppression) (p. 5012) : rejeté au scrutin public (p. 5015)

Son amendement n° 283 (fixation des plafonds par la loi de financement de la sécurité sociale) (p. 5018) : rejeté (p. 5019)

Son amendement n° 285 soutenu par M. Bernard Accoyer (déplafonnement pour les familles ayant un ou plusieurs enfants handicapés) (p. 5019) : rejeté (p. 5020)

Son amendement n° 284 soutenu par M. Bernard Accoyer (déplafonnement pour les célibataires veufs ou divorcés ayant au moins deux enfants à charge) : rejeté (p. 5020)

Article 20 (réduction du taux de prise en charge des cotisations sociales par l'allocation de garde d'enfants à domicile)

Son amendement n° 287 soutenu par M. Bernard Accoyer (de suppression) (p. 5035) : rejeté (p. 5037)

Article 25 (transfert à la caisse d'amortissement de la dette des exercices 1996, 1997 et 1998)

Son amendement n° 288 soutenu par M. Philippe Auberger (de suppression) (p. 5055) : rejeté (p. 5056)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 novembre 1997] (p. 6255, 6293)

Soutient la question préalable opposée par M. Jean-Louis Debré (p. 6269) : rejetée (p. 6275)

Thèmes :

Banques et établissements financiers : épargne retraite (p. 6272)

Impôt sur le revenu : quotient familial (p. 6272)

Pharmacie et médicaments : médicaments (p. 6273)

Prestations familiales : allocation de garde d'enfant à domicile (p. 6269, 6271)

Prestations familiales : conditions de ressources (p. 6269)

Retraites : généralités : âge de la retraite (p. 6271)

Retraites : régimes autonomes et spéciaux (p. 6272)

Discussion des articles [25 novembre 1997] (p. 6302)

Article 3 (taux de la CSG et suppression des cotisations d'assurance maladie)

Son intervention (p. 6323)

Son sous-amendement n° 47 corrigé (abattement de 2 000 francs sur le montant de l'assiette des retraites soumises à la CSG) à l'amendement n° 3, deuxième rectification de la commission (de rétablissement) (p. 6325) : rejeté (p. 6326)

Article 7 (taxation des dépenses promotionnelles des laboratoires pharmaceutiques)

Son amendement n° 48 (modulation de la taxation des dépenses promotionnelles en fonction de la nature des médicaments) (p. 6346) : rejeté (p. 6347)

Article 8 (création d'une contribution sur les ventes directes des laboratoires pharmaceutiques)

Son intervention (p. 6348)

Son amendement n° 49 (modulation de la contribution) (p. 6351) : devenu sans objet (p. 6352)

Article 12 (calcul de la compensation due par la caisse de retraite et de prévoyance des clercs et employés de notaires à la CNAM)

Son intervention (p. 6357)

Son sous-amendement n° 50 (plafonnement des versements à la CNAM) à l'amendement n° 18 de la commission (de rétablissement du texte adopté en première lecture) (p. 6358) : rejeté (p. 6360)

Projet de loi n° 328 relatif à la nationalité et modifiant le code civil

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [26 novembre 1997] (p. 6401, 6431) ; [27 novembre 1997] (p. 6471, 6507)
Son intervention (p. 6491)

Thèmes :

Droit pénal : délinquance et criminalité : étrangers (p. 6491)

Etrangers : expulsion (p. 6492)

Etrangers : immigration clandestine (p. 6492)

Nationalité : acquisition par déclaration de nationalité (p. 6491)

Nationalité : acquisition par mariage (p. 6492)

Discussion des articles [28 novembre 1997] (p. 6539, 6570, 6607)

Avant l'article 1er

Son amendement n° 46 (allongement de la période de vie commune permettant l'acquisition de la nationalité française par mariage) (p. 6544) : rejeté (p. 6548)

Son amendement n° 45 (allongement de la période de vie commune permettant l'acquisition de la nationalité française par mariage) (p. 6544) : rejeté (p. 6548)

Son amendement n° 44 (allongement de la période de vie commune permettant l'acquisition de la nationalité française par mariage) (p. 6544) : rejeté (p. 6548)

Son amendement n° 43 (obligation pour l'étranger d'être en situation régulière le jour de son mariage, pour l'acquisition de la nationalité française par mariage) (p. 6549) : vote réservé (p. 6550) : rejeté au scrutin public : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (vote bloqué) (p. 6629)

Son rappel au règlement (cf. supra) [28 novembre 1997] (p. 6555)

Article 1er (article 21-7 du code civil : acquisition de la nationalité française à raison de la naissance et de la résidence en France)

Son intervention (p. 6574)

Intervient sur l'amendement n° 577 de M. Jacques Kossowski (p. 6578)

Son amendement n° 47 corrigé (de suppression) (p. 6578) : rejeté au scrutin public (p. 6581)

Son amendement n° 50 (obligation pour l'individu de ne pas vivre en état de polygamie) : devenu sans objet (p. 6585)

Son amendement n° 53 (condition d'entrée régulière des parents sur le territoire français) (p. 6585) : rejeté (p. 6586)

Intervient sur le sous-amendement n° 665 de M. Claude Goasguen (condition de non polygamie exigée des parents) à son amendement n° 53 (condition d'entrée régulière des parents sur le territoire français) (p. 6586)

Intervient sur l'amendement n° 650 de M. Pierre Cardo (condition de régularité du séjour en France des parents au moment de la naissance de l'enfant) (p. 6586)

Son amendement n° 54 (condition de régularité du séjour en France des parents au moment de la naissance de l'enfant) (p. 6586) : vote réservé (p. 6588) : rejeté au scrutin public : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (vote bloqué) (p. 6629)

Intervient sur l'amendement n° 579 de M. Jacques Kossowski (condition de régularité du séjour en France des parents au moment de la naissance de l'enfant) (p. 6586)

Intervient sur l'amendement n° 622 de M. Renaud Dutreil (acquisition de la nationalité française par déclaration de nationalité) (p. 6588)

Intervient sur l'amendement n° 611 de M. Guy Hascoët (acquisition de la nationalité française à la naissance sous réserve d'une condition de résidence et d'un titre de séjour d'au moins l'un des deux parents) (p. 6588)

Intervient sur l'amendement n° 610 de M. Guy Hascoët (acquisition de la nationalité à la naissance sous réserve d'une condition de résidence d'au moins d'un des deux parents) (p. 6588)

Son amendement n° 56 (acquisition non automatique de la nationalité) (p. 6588) : rejeté (p. 6589)

Intervient sur l'amendement n° 578 de M. Jacques Kossowski (obligation de résider en France depuis sa naissance) (p. 6592)

Intervient sur l'amendement n° 529 de M. Renaud Donnedieu de Vabres (obligation d'avoir résidé en France pendant les 5 ans précédant sa majorité) (p. 6592)

Son amendement n° 51 (obligation d'avoir résidé en France pendant les 5 ans précédant sa majorité)

(p. 6592) : vote réservé (p. 6598) : rejeté au scrutin public : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (vote bloqué) (p. 6629)

Son amendement n° 55 (suppression de la notion de discontinuité dans la résidence en France) (p. 6598) : rejeté (p. 6602)

Son amendement n° 52 (élargissement de la période de référence à la totalité de la scolarité obligatoire et allongement de la période de résidence habituelle en France) : rejeté (p. 6607)

Son amendement n° 48 (allongement de la période de résidence en France pour l'acquisition de la nationalité française) (p. 6607) : rejeté (p. 6608)

Son amendement n° 49 (allongement de la période de résidence en France pour l'acquisition de la nationalité française) : rejeté (p. 6608)

Ses amendements nos 73, 71, 69, 61, 65, 59, 63, 67, 72, 70, 68, 64, 60, 58, 62 et 66 (subordination de l'acquisition de la nationalité française à l'absence de toute condamnation judiciaire) (p. 6609) : vote réservé (p. 6616) : rejeté au scrutin public : application de l'article 44 alinéa 3 de la Constitution (vote bloqué) (p. 6629)

Son amendement n° 57 (subordination de l'acquisition de la nationalité française à l'absence de toute condamnation judiciaire) (p. 6609) : rejeté (p. 6616)

Son amendement n° 75 (obligation faite au Gouvernement de remettre chaque année au Parlement un rapport sur l'application de l'article 1er) : rejeté (p. 6628)

Après l'article 1er

Ses amendements nos 77 et 76 (instauration d'une procédure de prestation de serment) : rejetés (p. 6630)

Son amendement n° 80 (nécessité de participer à un stage de langue et de culture française pour acquérir la nationalité française) (p. 6630) : rejeté (p. 6631)

Son amendement n° 78 (subordination de l'acquisition de la nationalité française au passage d'un examen de français) : rejeté (p. 6631)

Son amendement n° 79 (subordination de l'acquisition de la nationalité française au passage d'un examen d'histoire de la civilisation française) : rejeté (p. 6631)

Intervient sur l'amendement n° 532 de M. Renaud Donnedieu de Vabres (remise par le maire d'un certificat de nationalité française) (p. 6632)

Article 2 (article 21-8 du code civil : faculté de décliner la qualité de Français)

Son amendement n° 81 (suppression de la preuve de nationalité étrangère) : rejeté (p. 6636)

Ses amendements nos 82 à 87 (allongement de la période précédant la majorité au cours de laquelle la qualité de Français peut être déclinée) : rejetés (p. 6637)

Ses amendements nos 88 à 93 (allongement de la période suivant la majorité au cours de laquelle la qualité de Français peut être déclinée) : rejetés (p. 6637)

Article 3 (article 21-9 du code civil : perte de la faculté de décliner la nationalité française)

Son amendement n° 94 corrigé (de suppression) (p. 6638) : rejeté (p. 6641)

Son amendement n° 96 (suppression du premier alinéa de l'article) : rejeté (p. 6642)

Son amendement n° 97 corrigé (possibilité de décliner la nationalité française même en cas de participation volontaire aux opérations de recensement) : retiré (p. 6643)

Son amendement n° 95 (maintien des conditions de résidence pour acquérir la nationalité française même dans le cas d'un engagement dans les armées) : rejeté (p. 6643)

Son amendement n° 98 (perte automatique de la nationalité française acquise en application de l'article 3, en cas de haute trahison) : retiré (p. 6644)

Son amendement n° 99 (perte automatique de la nationalité française acquise en application de l'article 3, en cas de désertion) : rejeté (p. 6644)

Article 5 (article 21-11 du code civil : anticipation de l'acquisition de la nationalité française à raison de la naissance et de la résidence en France)

Son amendement n° 106 corrigé (de suppression) (p. 6646) : rejeté (p. 6647)

Son amendement n° 109 (introduction de la condition d'entrée régulière sur le territoire français des parents) : rejeté (p. 6647)

Son amendement n° 110 (introduction de la condition de régularité du séjour des parents) (p. 6647) : rejeté (p. 6648)

Intervient sur l'amendement n° 580 de M. Jacques Kossowski (introduction de la condition de régularité du séjour des parents) (p. 6648)

Son amendement n° 38 (maintien de l'obligation pour tout étranger né en France de manifester sa volonté d'être français) (p. 6649) : rejeté (p. 6650)

Ses amendements nos 107, 108 et 113 (rédactionnels) (p. 6649) : rejetés (p. 6650)

Intervient sur l'amendement n° 627 de M. Renaud Dutreil (suppression de la notion de période continue ou discontinuée pour déterminer la condition de résidence de cinq ans) (p. 6651)

Son amendement n° 112 (nécessité d'une période de résidence en France de cinq ans précédant la demande de nationalité) (p. 6651) : rejeté (p. 6652)

Son amendement n° 114 corrigé (suppression de la notion de période discontinuée pour déterminer la condition de résidence de cinq ans) (p. 6651) : rejeté (p. 6652)

Son amendement n° 111 (allongement à 11 ans depuis l'âge de 6 ans de la durée de résidence en France) : rejeté (p. 6652)

Intervient sur l'amendement n° 154 de M. André Gerin (possibilité de comptabiliser les cinq ans de résidence en France depuis la naissance) (p. 6652)

Ses amendements nos 115 à 131 (subordination de l'acquisition de la nationalité française à l'absence de condamnation pour faits graves) (p. 6653) : rejetés (p. 6654)

Intervient sur l'amendement n° 19 de la commission (abaissement à 13 ans de l'âge requis pour réclamer la nationalité française) (p. 6656)

Intervient sur le sous-amendement n° 514 de M. André Gerin (élargissement de la possibilité de réclamer la nationalité française aux enfants ayant l'âge de raison) à l'amendement n° 19 de la commission (p. 6656)

Son sous-amendement n° 513 soutenu par M. Patrick Braouezec (élargissement de la possibilité de réclamer la nationalité française aux enfants de onze ans) à l'amendement n° 19 de la commission (p. 6654) : rejeté (p. 6656)

Article 6 (article 21-19 du code civil : coordination avec la suppression de la manifestation de volonté d'être français)

Intervient sur l'amendement n° 22 de la commission (possibilité pour les réfugiés statutaires d'être naturalisés sans condition de stage) (p. 6660)

Article 7 (article 21-27 du code civil : obstacles à l'acquisition de la nationalité française)

Son amendement n° 146 (de suppression) (p. 6662) : rejeté (p. 6663)

Intervient sur l'amendement n° 157 de M. André Gerin (suppression de l'impossibilité d'acquérir la nationalité française pour les étrangers majeurs ayant fait l'objet de condamnation) (p. 6663)

Ses amendements n°s 133, 134, 137, 136 et 135 (restriction de la possibilité d'accorder la nationalité française aux délinquants étrangers) (p. 6663) : rejetés (p. 6664)

Son amendement n° 132 (substitution de la notion d'enfant de moins de 17 ans à celle d'enfant mineur) : rejeté (p. 6664)

Article 8 (article 22-1 du code civil : effet collectif de l'acquisition de la nationalité française)

Son amendement n° 138 corrigé (de suppression) (p. 6664) : rejeté (p. 6665)

Ses amendements n°s 142, 143 (suppression de l'automatisme de l'acquisition de la nationalité française pour les enfants mineurs dont l'un des parents devient français) : rejetés (p. 6665)

Son amendement n° 140 (condition de résidence portée à cinq ans) : rejeté (p. 6665)

Son amendement n° 141 (nécessité que le parent subviene effectivement aux besoins de l'enfant) : rejeté (p. 6665)

Son amendement n° 144 (nécessité que le parent acquérant la nationalité française exerce l'autorité parentale) : rejeté (p. 6666)

Son amendement n° 139 (exclusion du bénéfice de l'article 8, des enfants ayant fait l'objet d'une condamnation pénale) : rejeté (p. 6666)

Après l'article 15

Intervient sur le sous-amendement oral de M. Bruno Le Roux (substitution de la notion de titre d'identité républicain à celle de carte d'identité républicaine) à l'amendement n° 16, deuxième rectification de la commission (délivrance d'une carte d'identité républicaine aux enfants nés en France de parents étrangers) (p. 6683)

Intervient sur le sous-amendement oral de Mme Nicole Catala (substitution de la notion de titre provisoire d'identité à celle de carte d'identité républicaine) à l'amendement n° 16, deuxième rectification de la commission (p. 6683)

Article 16 (article 21-7 du code civil : manifestation de volonté souscrite mais non enregistrée avant l'entrée en vigueur du projet de loi)

Soutient l'amendement n° 563 de M. Rudy Salles (de suppression) (p. 6684) : rejeté (p. 6684)

Article 17 (articles 21-7, 21-8, 26 et suivants du code civil : dispositions transitoires concernant les personnes nées en France de parents étrangers)

Soutient l'amendement n° 584 de M. Jacques Kossowski (suppression du deuxième alinéa de l'article) (p. 6685) : rejeté (p. 6686)

Soutient l'amendement n° 585 de M. Jacques Kossowski (suppression de l'avant dernier alinéa de l'article 17) (p. 6686) : rejeté (p. 6686)

Soutient l'amendement n° 564 de M. Rudy Salles (de suppression) (p. 6685) : rejeté (p. 6685)

Soutient l'amendement n° 582 de M. Jacques Kossowski (exigence de la condition de régularité du séjour des parents) (p. 6685) : rejeté (p. 6685)

Son amendement n° 145 (maintien de l'obligation de manifestation de volonté) : rejeté (p. 6685)

Soutient l'amendement n° 583 de M. Jacques Kossowski (exigence de résidence en France depuis la naissance) (p. 6685) : rejeté (p. 6685)

Soutient l'amendement n° 522 de M. Marc Laffineur (maintien de l'obligation de continuité de résidence) (p. 6685) : rejeté (p. 6685)

Après l'article 18

Soutient l'amendement n° 507 de M. Hervé de Charette (possibilité de demander l'acquisition de la nationalité française pour les ressortissants des anciennes provinces françaises de l'Amérique du Nord) (p. 6687) : rejeté (p. 6687)

Article 20 (date d'entrée en vigueur du projet de loi)

Son intervention (p. 6687)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 février 1998] (p. 1390, 1413)

Soutient la question préalable opposée par M. Jean-Louis Debré (p. 1397) : rejetée (p. 1405)

Thèmes :

Etat : Nation (p. 1398)

Etrangers : intégration (p. 1399)

Nationalité : acquisition : immigration (p. 1398)

Nationalité : acquisition : immigration clandestine (p. 1402)

Nationalité : acquisition : question préalable (p. 1403)

Nationalité : acquisition par déclaration de nationalité (p. 1398)

Nationalité : acquisition par déclaration de nationalité : Constitution (p. 1401)

Nationalité : acquisition par mariage (p. 1398)

Nationalité : droit (p. 1398)

Politiques communautaires : immigration (p. 1399)

Discussion des articles [10 février 1998] (p. 1427)

Article 1er A supprimé par le Sénat (article 21-2 du code civil : délai préalable à l'acquisition de la nationalité française à raison du mariage)

Son intervention (p. 1427)

Après l'article 1er A

Son amendement n° 36 (condition de régularité du séjour le jour du mariage) (p. 1428) : rejeté (p. 1429)

Article 1er supprimé par le Sénat (article 21-7 du code civil - acquisition de la nationalité française à raison de la naissance et de la résidence en France)

Son sous-amendement n° 40 (condition de régularité du séjour exigé des parents) à l'amendement n° 2 de la

commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 1430) : rejeté (p. 1431)

Son sous-amendement n° 41 (condition d'entrée régulière sur le territoire français exigée des parents) à l'amendement n° 2 de la commission (p. 1430) : rejeté (p. 1431)

Son sous-amendement n° 53 (manifestation de volonté pour l'acquisition de la nationalité française) à l'amendement n° 2 de la commission : rejeté (p. 1431)

Son sous-amendement n° 55 (exclusion des polygames) à l'amendement n° 2 de la commission : rejeté (p. 1431)

Son sous-amendement n° 42 (condition d'une période de résidence continue) à l'amendement n° 2 de la commission (p. 1431) : rejeté (p. 1432)

Son sous-amendement n° 44 (condition d'une période de résidence continue de cinq ans précédant la majorité) à l'amendement n° 2 de la commission (p. 1431) : rejeté (p. 1432)

Son sous-amendement n° 37 (subordination de l'acquisition de la nationalité française à l'absence de condamnation pour atteintes sexuelle) à l'amendement n° 2 de la commission (p. 1432) : rejeté (p. 1433)

Son sous-amendement n° 38 (subordination de l'acquisition de la nationalité française à l'absence de condamnation pour trafic de stupéfiants) à l'amendement n° 2 de la commission (p. 1432) : rejeté (p. 1433)

Son sous-amendement n° 43 (subordination de l'acquisition de la nationalité française à l'absence de condamnation pour crime) à l'amendement n° 2 de la commission (p. 1432) : rejeté (p. 1433)

Après l'article 1er

Son amendement n° 47 (subordination de l'acquisition de la nationalité française à une prestation de serment écrit) (p. 1433) : rejeté (p. 1434)

Article 1er ter (article 21-7 du code civil : remise d'un certificat d'acquisition de la nationalité française lors d'une cérémonie publique à la mairie)

Intervient sur l'amendement n° 4 de la commission (de suppression) (p. 1435)

Article 2 supprimé par le Sénat (article 21-8 du code civil : faculté de décliner la qualité de Français)

Son sous-amendement n° 52 (suppression de la condition de preuve de nationalité étrangère pour renoncer à la nationalité française) à l'amendement n° 5 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : rejeté (p. 1435)

Article 3 supprimé par le Sénat (article 21-9 du code civil : perte de la faculté de décliner la qualité de Français)

Intervient sur l'amendement n° 6 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 1436)

Article 4 supprimé par le Sénat (article 21-10 du code civil : acquisition de la nationalité française par les enfants de diplomates étrangers nés et résidant en France)

Intervient sur l'amendement n° 7 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 1436)

Son sous-amendement n° 48 (exclusion des enfants de journalistes de l'acquisition automatique de la nationalité française) à l'amendement n° 7 de la commission : rejeté (p. 1436)

Son sous-amendement n° 49 (exclusion des enfants des employés de firmes étrangères ayant des bureaux en France de l'acquisition automatique de la nationalité française) à l'amendement n° 7 de la commission : rejeté (p. 1436)

Article 5 supprimé par le Sénat (article 21-11 du code civil : anticipation de l'acquisition de la nationalité française à raison de la naissance et de la résidence en France)

Intervient sur l'amendement n° 8 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 1438)

Son sous-amendement n° 45 (condition de résidence régulière des parents sur le territoire française) à l'amendement n° 8 de la commission : rejeté (p. 1438)

Son sous-amendement n° 46 (condition d'une durée de résidence de cinq ans précédant la demande) à l'amendement n° 8 de la commission : rejeté (p. 1438)

Article 5 ter (article 21-14 du code civil : acquisition de la nationalité française par déclaration de nationalité pour les personnes ayant perdu cette nationalité faute d'avoir leur résidence habituelle en France)

Intervient sur l'amendement n° 9 de la commission (de suppression) (p. 1439)

Article 6 supprimé par le Sénat (article 21-19 du code civil : coordination avec la suppression de la manifestation de volonté d'être Français - dispense de stage pour la naturalisation des réfugiés)

Intervient sur l'amendement n° 10 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 1439)

Son sous-amendement n° 57 (exclusion des polygames) à l'amendement n° 10 de la commission : rejeté (p. 1439)

Article 8 (article 22-1 du code civil : effet collectif de l'acquisition de la nationalité française)

Intervient sur l'amendement n° 12 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 1440)

Son sous-amendement n° 50 (condition que le parent subviennne effectivement aux besoins de l'enfant) à l'amendement n° 12 de la commission : rejeté (p. 1440)

Article 11 bis supprimé par le Sénat (article 21-25 du code civil : délai d'instruction des demandes de naturalisation)

Intervient sur l'amendement n° 15 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 1441)

Article 14 quater supprimé par le Sénat (article 25 du code civil : déchéance de la nationalité française)

Intervient sur l'amendement n° 18 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 1443)

Son sous-amendement n° 58 (maintien de la possibilité d'une déchéance de la nationalité française ayant pour conséquence de rendre apatride) à l'amendement n° 18 de la commission (p. 1443) : rejeté (p. 1444)

Son sous-amendement n° 51 (maintien des dispositions de l'article 25 du code civil abrogées par l'amendement) à l'amendement n° 18 de la commission (p. 1443) : rejeté (p. 1444)

Son rappel au règlement (cf. supra) [10 février 1998] (p. 1444)

Article 15 A supprimé par le Sénat (article 23 de la loi n° 73-42 du 9 janvier 1973 : application du double droit du sol aux enfants nés en France d'un parent né sur le territoire des anciens départements français d'Algérie)

Son intervention (p. 1447)

Intervient sur l'amendement n° 21 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 1448)

Son sous-amendement n° 54 (maintien de la condition de résidence régulière en France depuis 5 ans pour les parents algériens d'enfants bénéficiant du double droit du sol) à l'amendement n° 21 de la commission : rejeté (p. 1448)

Article 15 C supprimé par le Sénat (motivation des décisions administratives relatives à la nationalité)

Son intervention (p. 1449)

Projet de loi n° 327 relatif à l'entrée et au séjour des étrangers en France et au droit d'asile

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 décembre 1997] (p. 6961, 7005, 7039)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité de M. Jean-Louis Debré (p. 6998)

Son intervention (p. 7068)

Thèmes :

Etrangers : droits sociaux (p. 7069)

Etrangers : immigration : Front national (p. 7068)

Etrangers : immigration clandestine (p. 7068)

Etrangers : intégration (p. 7069)

Etrangers : régularisations (p. 7068)

Etrangers : titres de séjour (p. 7068)

Partis et mouvements politiques : Front national (p. 6999, 7000)

Discussion des articles [9 décembre 1997] (p. 7179, 7203) ; [10 décembre 1997] (p. 7239, 7273, 7297) ; [11 décembre 1997] (p. 7321, 7339, 7380) ; [12 décembre 1997] (p. 7413, 7453, 7504) ; [14 décembre 1997] (p. 7603, 7633, 7663) ; [15 décembre 1997] (p. 7698, 7736, 7770) ; [16 décembre 1997] (p. 7858, 7899)

Avant l'article 1er

Son amendement n° 586 (instauration de quotas par catégorie socio-professionnelle et par nationalité) (p. 7183) : rejeté (p. 7185)

Son amendement n° 585 (instauration de quotas par catégorie socio-professionnelle) (p. 7186) : rejeté (p. 7188)

Son amendement n° 584 (instauration de quotas par nationalité) (p. 7188) : rejeté (p. 7191)

Article 1er (article 5 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 : motivation des refus de visas et allègement des formalités aux frontières)

Son intervention (p. 7227)

Son amendement n° 587 (de suppression) (p. 7244) : rejeté au scrutin public (p. 7249)

Ses sous-amendements n°s 2032 à 2035 soutenus par M. Jean-Luc Warsmann (adjonction des notions "d'ordre public", de "tranquillité publique", de "salubrité publique" et de "sécurité publique" à celle de "sûreté de l'Etat") à l'amendement n° 47 de la commission (rédactionnel) (p. 7299) : rejetés (p. 7301)

Article 2 (article 5-3 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 : modification du régime du certificat d'hébergement)

Intervient sur le sous-amendement n° 2046 de M. Henri Cuq (maintien du premier alinéa de l'article 2) à l'amendement n° 1260 de M. Jean-Marc Ayrault (suppression des certificats d'hébergement par l'abrogation de l'article 5-3 de l'ordonnance du 8 novembre 1945) (p. 7352)

Après l'article 2

Intervient sur l'amendement n° 1231 de M. Henri Cuq (obligation pour la personne se proposant d'héberger un étranger de se porter caution pour les dépenses antérieures à son séjour) (p. 7357)

Intervient sur l'amendement n° 1530 de M. Claude Goasguen (délivrance d'une carte de résident permanent à leur demande, aux ressortissants de l'Union européenne) (p. 7365)

Intervient sur l'amendement n° 51 de la commission (délivrance aux ressortissants de l'Union européenne, à leur demande, d'une carte de séjour de 10 ans, puis au premier renouvellement d'une carte de résident permanent) (p. 7365)

Intervient sur le sous-amendement n° 2063 du Gouvernement (condition d'activité économique salariée et indépendante en France) à l'amendement n° 51 de la commission (p. 7365)

Son sous-amendement n° 594 (suppression de la délivrance automatique du titre de séjour aux membres de la famille) à l'amendement n° 51 de la commission : retiré (p. 7366)

Soutient le sous-amendement n° 1726 de M. Henri Cuq (suppression de la référence à la durée de la carte de séjour) à l'amendement n° 51 de la commission (p. 7366) : retiré (p. 7366)

Article 3 (article 12 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 : institution d'un titre de séjour "scientifique")

Son intervention (p. 7369)

Intervient sur l'amendement n° 1045 de M. Pascal Clément (de suppression) (p. 7374)

Intervient sur l'amendement n° 1531 de M. Claude Goasguen (conditions que les pièces d'état civil soient reconnues par l'Etat français) (p. 7374)

Son amendement n° 595 (suppression du 1er alinéa de l'article 3) : rejeté (p. 7375)

Intervient sur l'amendement n° 245 corrigé de M. Bernard Accoyer (condition d'inscription effective dans un établissement délivrant un diplôme reconnu par l'Etat pour bénéficiaire de la carte de séjour "étudiant") (p. 7380)

- Soutient l'amendement n° 449 de M. Jacques Masdeu-Arus (condition d'entrée régulière en France) (p. 7383) : devenu sans objet (p. 7385)
- Intervient sur l'amendement n° 137 de M. Henri Cuq (condition d'entrée régulière en France) (p. 7383)
- Intervient sur l'amendement n° 426 de M. Jean-Luc Warsmann (condition d'entrée régulière en France) (p. 7383)
- Son amendement n° 626 (condition d'entrée régulière en France) (p. 7384) : devenu sans objet (p. 7385)
- Intervient sur l'amendement n° 11 de M. Jacques Masdeu-Arus (condition de ressources suffisantes) (p. 7386)
- Son amendement n° 596 (condition de ressources suffisantes) (p. 7386) : rejeté (p. 7387)
- Intervient sur l'amendement n° 136 de M. Bernard Accoyer (existence d'un protocole d'accord établi avec un établissement universitaire ou un centre de recherches agréé) (p. 7388)
- Intervient sur l'amendement n° 450 de M. Jacques Masdeu-Arus (existence d'un protocole de coopération entre établissements universitaires ou centres de recherches agréés) (p. 7388)
- Soutient l'amendement n° 299 de M. Richard Cazenave (existence d'une convention entre les laboratoires et universités françaises et étrangères) (p. 7388) : rejeté (p. 7389)
- Intervient sur le sous-amendement n° 2077 du Gouvernement (nécessité d'un contrat de plus de trois mois - substitution du terme "profession artistique et culturelle" à "artiste") à l'amendement n° 573 rectifié de M. André Gerin (institution d'une carte de séjour temporaire pour les artistes) (p. 7401)
- Son sous-amendement n° 2076 (reconnaissance de la personne morale par la SACD) à l'amendement n° 573 rectifié de M. André Gerin (p. 7401) : retiré (p. 7403)
- Son sous-amendement n° 2081 (reconnaissance de la personne morale par la SACEM) à l'amendement n° 573 rectifié de M. André Gerin (p. 7401) : retiré (p. 7403)
- Article 4 (article 12 bis de l'ordonnance du 2 novembre 1945 : personnes éligibles à la carte de séjour temporaire "situation personnelle et familiale")*
- Reprend le sous-amendement n° 1920 de M. Claude Goasguen (réduction de quinze à deux ans de la durée de résidence habituelle en France pour les étrangers visés au quatrième alinéa du texte proposé pour l'article 12 bis de l'ordonnance du 2 novembre 1945) à l'amendement n° 53 de la commission : rejeté (p. 7459)
- Son intervention (p. 7423)
- Son amendement n° 597 (de suppression) (p. 7437) : rejeté (p. 7440)
- Son amendement n° 492 (condition d'entrée régulière sur le territoire français au premier alinéa du texte proposé) (p. 7453) : rejeté (p. 7454)
- Intervient sur l'amendement n° 147 de M. Henri Cuq (retour à la législation en vigueur sur le regroupement familial) (p. 7454)
- Soutient l'amendement n° 15 de M. Jacques Masdeu-Arus (bénéfice de la carte retiré à l'étranger dont le conjoint est déjà titulaire de cette carte) (p. 7454) : rejeté (p. 7454)
- Son amendement n° 493 (bénéfice de la carte retiré à l'étranger dont le conjoint est déjà titulaire de cette carte) : rejeté (p. 7454)
- Soutient l'amendement n° 733 de M. Hervé de Charette (bénéfice de la carte retiré à l'étranger dont le conjoint est déjà titulaire de cette carte) (p. 7454) : rejeté (p. 7454)
- Intervient sur l'amendement n° 1536 de M. Claude Goasguen (bénéfice de la carte retiré à l'étranger dont le conjoint est déjà titulaire de cette carte) (p. 7454)
- Intervient sur l'amendement n° 246 de M. Henri Cuq (bénéfice de la carte retiré à l'étranger dont le conjoint est déjà titulaire de cette carte) (p. 7454)
- Intervient sur l'amendement n° 1279 de M. Jean-Luc Warsmann (bénéfice de la carte retiré à l'étranger dont le conjoint est déjà titulaire de cette carte) (p. 7454)
- Son amendement n° 627 (condition d'entrée régulière sur le territoire français au deuxième alinéa du texte proposé) : adopté (p. 7456)
- Son amendement n° 628 (condition d'entrée régulière sur le territoire français au troisième alinéa du texte proposé pour l'article 12 bis de l'ordonnance du 12 novembre 1945) : rejeté (p. 7457)
- Son amendement n° 494 (substitution du mot "continue" au mot "habituelle" pour qualifier la résidence) : rejeté (p. 7457)
- Son amendement n° 495 (condition de résidence depuis l'âge de 6 ans et non 10 ans pour l'étranger mineur) : rejeté (p. 7458)
- Son amendement n° 629 (condition d'entrée régulière sur le territoire français) : rejeté (p. 7458)
- Intervient sur l'amendement n° 53 de la commission (réduction de quinze à deux ans de la durée de résidence habituelle en France pour les étrangers visés au quatrième alinéa du texte proposé pour l'article 12 bis de l'ordonnance du 2 novembre 1945) (p. 7459)
- Ses amendements n°s 498, 497, 496 (condition de durée de mariage portée à trois, deux et un an et condition de communauté de vie) (p. 7460) : rejetés (p. 7461)
- Son amendement n° 499 (suppression du sixième alinéa du texte proposé concernant le conjoint du titulaire d'une carte scientifique) : rejeté (p. 7467)
- Intervient sur l'amendement n° 1281 de M. Jean-Luc Warsmann (nécessité pour le conjoint du titulaire de la carte scientifique de ne pas être en état de polygamie et d'être marié depuis un an) (p. 7467)
- Soutient l'amendement n° 732 de M. Hervé de Charette (nécessité pour le conjoint du titulaire de la carte scientifique de ne pas vivre en état de polygamie) (p. 7467) : rejeté (p. 7468)
- Son amendement n° 632 (nécessité pour le conjoint du titulaire de la carte scientifique de ne pas être en état de ne pas vivre en état de polygamie) (p. 7467) : rejeté (p. 7468)
- Son amendement n° 630 (condition d'entrée régulière sur le territoire français) : rejeté (p. 7468)
- Son amendement n° 500 (nécessité que l'enfant ait moins de seize ans) : rejeté (p. 7469)
- Son amendement n° 501 (conditions d'exercice de l'autorité parentale et de prise en charge financière rendues cumulatives) : rejeté (p. 7470)
- Son amendement n° 502 (suppression du huitième alinéa du texte proposé : liens personnels et familiaux en France) (p. 7471) : adopté (p. 7472)

Soutient l'amendement n° 340 de M. Richard Cazenave (possibilité d'exercer une activité professionnelle après un séjour de 4 ans) (p. 7473) : rejeté (p. 7474)

Son amendement n° 503 (subordination de la délivrance de la carte, à l'exception des mineurs, à l'exercice d'une activité professionnelle) (p. 7473) : rejeté (p. 7474)

Article 5 (article 12 ter de l'ordonnance du 2 novembre 1945 : autres titulaires de la carte de séjour temporaire)

Son intervention (p. 7479)

Son amendement n° 507 (de suppression) : rejeté (p. 7483)

Ses amendements n°s 634, 638, 508, 509, 635, 639, 510, 636 et 640 : devenus sans objet (p. 7484)

Son amendement n° 511 (exclusion du bénéfice de la carte de l'étranger qui a obtenu l'asile territorial) (p. 7484) : rejeté (p. 7485)

Son amendement n° 637 (condition d'entrée régulière sur le territoire français pour l'étranger relevant de l'asile territorial) : rejeté (p. 7485)

Son amendement n° 641 (condition de non polygamie pour l'étranger relevant de l'asile territorial) : rejeté (p. 7485)

Soutient le sous-amendement n° 2037 de M. Pierre Cardo (condition d'être accompagné de son conjoint dès l'arrivée en France) à l'amendement n° 57 de la commission (p. 7486) : rejeté (p. 7486)

Intervient sur l'amendement n° 57 de la commission (extension du bénéfice de la carte au conjoint et enfants mineurs du bénéficiaire de l'asile territorial) (p. 7487)

Soutient le sous-amendement n° 2038 de M. Pierre Cardo (allongement de un à deux ans de la durée du mariage) à l'amendement n° 57 de la commission (p. 7487)

Son amendement n° 512 (délivrance de la carte subordonnée à l'exercice d'une activité professionnelle) : rejeté (p. 7487)

Après l'article 5

Son sous-amendement n° 504 (modification de la composition de la commission) à l'amendement n° 56 rectifié de la commission (institution d'une commission du titre de séjour dans chaque département) : retiré (p. 7495)

Son sous-amendement n° 506 rectifié (précision du rôle consultatif de la commission) à l'amendement n° 56 rectifié de la commission : rejeté (p. 7498)

Soutient le sous-amendement n° 1727 de M. Henri Cuq (réduction des délais de convocation de l'étranger et de réunion de la commission) à l'amendement n° 56 rectifié de la commission (p. 7499) : rejeté (p. 7499)

Son sous-amendement n° 505 (suppression de l'avant dernier alinéa de l'amendement prévoyant une autorisation provisoire) à l'amendement n° 56 rectifié de la commission : rejeté (p. 7499)

Soutient le sous-amendement n° 598 de M. François d'Aubert (suppression de l'avant dernier alinéa de l'amendement prévoyant une autorisation provisoire) à l'amendement n° 56 rectifié de la commission (p. 7499) : rejeté (p. 7499)

Soutient le sous-amendement n° 2039 de M. Pierre Cardo (délai pour la décision du préfet, dont tout refus confirmé par la commission devient définitif) à

l'amendement n° 56 rectifié de la commission (p. 7500) : rejeté (p. 7500)

Article 6 (article 15 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 : modifications du régime de la carte de résident)

Son intervention (p. 7510)

Son amendement n° 513 (suppression du 1er alinéa de l'article 6 qui abroge la condition d'entrée régulière) (p. 7522) : rejeté (p. 7525)

Son amendement n° 986 (octroi de la carte de résident aux étrangers ayant d'importants liens familiaux avec la France) (p. 7528) : rejeté (p. 7529)

Ses sous-amendements n°s 1949 à 1996 et 1998 à 2020 (allongement de la durée de résidence régulière ininterrompue en France) à l'amendement n° 59 de la commission (délivrance sans condition, de la carte de résident, aux titulaires, d'une carte de séjour temporaire) (p. 7532) : retirés (p. 7533)

Son sous-amendement n° 1997 (allongement à 5 ans de la durée de résidence régulière ininterrompue en France) à l'amendement n° 59 de la commission (p. 7533) : adopté (p. 7535)

Après l'article 6

Soutient l'amendement n° 332 de M. Pierre Albertini (impossibilité de délivrer une carte de résident aux étrangers condamnés pour infraction à la législation sur le travail clandestin) (p. 7537) : rejeté (p. 7537)

Article 7 (article 16 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 : renouvellement de la carte de résident)

Son intervention (p. 7538)

Son amendement n° 514 soutenu par M. Patrick Ollier (de suppression) (p. 7541) : rejeté (p. 7542)

Son amendement n° 517 (absence de menace pour l'ordre public) (p. 7544) : rejeté (p. 7545)

Son amendement n° 516 soutenu par M. Patrick Ollier (condition de bonne intégration en France) : rejeté (p. 7545)

Intervient sur l'amendement n° 158 de M. Henri Cuq (condition de résidence habituelle en France et possibilité de retrait de la carte) (p. 7546)

Intervient sur l'amendement n° 391 de M. Richard Cazenave (condition de résidence habituelle en France) (p. 7546)

Son amendement n° 515 (condition de résidence habituelle en France) (p. 7546) : rejeté (p. 7547)

Son amendement n° 523 (retrait ou non renouvellement de la carte de résident en cas de condamnation pour trafic ou usage de stupéfiants) (p. 7548) : rejeté (p. 7550)

Ses amendements n°s 518, 693, 520, 519, 521, 524, 522, 525 et 526 (retrait de plein droit de la carte de résident en cas de condamnation) (p. 7550) : rejetés (p. 7552)

Article 8 (article 18 bis nouveau de l'ordonnance du 2 novembre 1945 : institution d'une carte de séjour "retraité")

Son intervention (p. 7554)

Son amendement n° 694 (de suppression) : rejeté au scrutin public (p. 7555)

Son amendement n° 642 (condition de non polygamie) : rejeté (p. 7556)

Intervient sur l'amendement n° 1681 de M. Jacques Masdeu-Arus (condition de durée de résidence) (p. 7557)

Ses amendements n^{os} 530 à 534 (condition de durée de résidence) : retirés (p. 7557)

Ses amendements n^{os} 536 à 539 (condition de durée de résidence) : retirés (p. 7557)

Son amendement n^o 540 (condition de durée de résidence) : rejeté (p. 7557)

Son amendement n^o 535 (condition de durée de résidence) : retiré (p. 7557)

Son amendement n^o 529 soutenu par M. Christian Estrosi (bénéfice non automatique de la carte de séjour) : rejeté (p. 7559)

Son amendement n^o 528 soutenu par M. Christian Estrosi (absence de condamnation par la justice française) : rejeté (p. 7562)

Article 10 (article 21 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 : aménagement du régime des infractions d'aide à l'entrée, à la circulation et au séjour d'étrangers en situation irrégulière)

Son amendement n^o 545 (suppression de la dépenalisation de l'aide au séjour irrégulier pour certains membres de la famille et pour le conjoint ou concubin) (p. 7580) : vote réservé (p. 7585)

Son amendement n^o 551 (suppression de la dépenalisation de l'aide au séjour irrégulier pour le conjoint ou le concubin) (p. 7585) : vote réservé (p. 7587)

Son amendement n^o 546 (suppression de la dépenalisation pour les conjoints des ascendants, des descendants et des frères et sœurs) : vote réservé (p. 7592)

Son amendement n^o 547 corrigé (suppression de la dépenalisation pour les frères et sœurs et leurs conjoints) (p. 7592) : vote réservé (p. 7593)

Son amendement n^o 550 (condition de vie commune pour le conjoint de l'étranger) : vote réservé (p. 7595)

Son amendement n^o 549 (suppression de la dépenalisation pour le conjoint) : vote réservé (p. 7595)

Article 9 précédemment réservé (dépenalisation du défaut de déclaration d'entrée sur le territoire)

Son intervention (p. 7607)

Son amendement n^o 541 (de suppression) (p. 7612) : rejeté (p. 7615)

Son amendement n^o 542 (alourdissement des peines, en cas de séjour irrégulier sur le territoire) (p. 7617) : rejeté (p. 7618)

Son amendement n^o 543 (obligation pour la juridiction de prononcer une peine d'interdiction du territoire) : rejeté (p. 7618)

Son amendement n^o 544 (allongement de la peine d'interdiction du territoire) : rejeté (p. 7618)

Article 17 (article 29 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 : régime du regroupement familial)

Son amendement n^o 606 (de suppression) (p. 7638) : rejeté au scrutin public (p. 7647)

Soutient le sous-amendement n^o 1227 de M. Henri Cuq (allongement de la durée de séjour) à l'amendement n^o 67 rectifié de la commission (réduction d'un an de la durée du séjour requise de l'étranger pour demander le regroupement familial) (p. 7648) : rejeté (p. 7650)

Intervient sur l'amendement n^o 710 de M. André Gerin (extension du regroupement familial au concubin) (p. 7651)

Son amendement n^o 607 (suppression de la possibilité de regroupement familial pour des enfants confiés à un parent par une juridiction étrangère) (p. 7653) : rejeté (p. 7656)

Intervient sur le sous-amendement n^o 1284 de M. François d'Aubert (contrôle de l'OMI sur pièces et sur place) à l'amendement n^o 73 de la commission (instauration d'un contrôle sur pièces de l'OMI lorsque le demandeur ne justifie pas encore du logement adapté à la taille de la famille au moment de la demande) (p. 7666)

Intervient sur l'amendement n^o 28 de M. Jacques Masdeu-Arus (maintien de la possibilité de refuser le regroupement si les conditions ne sont plus remplies lors de la demande de titre de séjour et de retirer le titre de séjour à l'étranger qui fait venir sa famille en dehors du regroupement familial) (p. 7669)

Son amendement n^o 614 (maintien de la possibilité de refuser le regroupement familial si ses conditions ne sont plus réunies lors de la demande de titre de séjour) (p. 7672) : rejeté (p. 7682)

Intervient sur l'amendement n^o 1632 de M. Jean-Luc Warsmann (maintien de la possibilité de refuser le regroupement familial si ses conditions ne sont pas réunies lors de la demande de titre de séjour) (p. 7685)

Son amendement n^o 615 (rétablissement du dispositif antérieur permettant de confisquer le titre de séjour de l'étranger qui a fait venir sa famille en dehors du regroupement familial) (p. 7701) : vote réservé (p. 7705)

Intervient sur l'amendement n^o 1161 de M. Claude Goasguen (rapport annuel au Parlement sur les conditions d'application de l'article) (p. 7712)

Article 18 (article 31 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 : coordinations concernant les dispositions relatives au droit d'asile)

Son intervention (p. 7720)

Article 19 (article 35 bis de l'ordonnance du 2 novembre 1945 : modification du régime de rétention administrative)

Son intervention (p. 7724)

Soutient l'amendement n^o 29 de M. Jacques Masdeu-Arus (rétablissement du caractère suspensif de l'appel du parquet) (p. 7755) : vote réservé (p. 7756)

Soutient l'amendement n^o 189 de M. Henri Cuq (rétablissement du caractère suspensif de l'appel du parquet) (p. 7755) : vote réservé (p. 7756)

Soutient l'amendement n^o 471 de M. Christian Estrosi (rétablissement du caractère suspensif de l'appel du parquet) (p. 7755) : vote réservé (p. 7756)

Soutient l'amendement n^o 959 de M. Rudy Salles (rétablissement du caractère suspensif de l'appel du parquet) (p. 7755) : vote réservé (p. 7756)

Soutient l'amendement n^o 1130 de M. Pascal Clément (rétablissement du caractère suspensif de l'appel du parquet) (p. 7755) : vote réservé (p. 7756)

Soutient l'amendement n^o 1211 de M. François d'Aubert (rétablissement du caractère suspensif de l'appel du parquet) (p. 7755) : vote réservé (p. 7756)

Soutient l'amendement n^o 1634 de M. Jean-Luc Warsmann (rétablissement du caractère suspensif de l'appel du parquet) (p. 7755) : vote réservé (p. 7756)

Son amendement n° 616 soutenu par M. Richard Cazenave (rétablissement du caractère suspensif de l'appel du parquet) (p. 7755) : vote réservé (p. 7756)

Article 24 (article 2 de la loi n° 52-893 du 25 juillet 1952 : extension du champ du statut de réfugié)

Son amendement n° 618 (de suppression) (p. 7786) : rejeté (p. 7795)

Son amendement n° 620 (suppression de la reconnaissance de la qualité de réfugié aux combattants de la liberté) (p. 7799) : rejeté (p. 7800)

Article 26 (article 2 de la loi n° 5252-893 du 25 juillet 1952 : saisine du Ministre de l'intérieur)

Son intervention (p. 7806)

Son amendement n° 622 (de suppression) (p. 7807) : rejeté (p. 7808)

Article 31 (article 13 de la loi n° 52-893 du 25 juillet 1952 : asile territorial)

Son amendement n° 623 (de suppression) (p. 7814) : rejeté (p. 7817)

Article 32 (opposition à la célébration de mariage)

Son amendement n° 624 (de suppression) (p. 7865) : adopté (p. 7871)

Après l'article 32

Soutient l'amendement n° 4 de M. Patrick Devedjian (polygamie non génératrice de droit) (p. 7871) : rejeté (p. 7872)

Article 33 (article 131-30 du code pénal : catégories d'étrangers relevant de l'interdiction judiciaire du territoire)

Son amendement n° 643 (de suppression) (p. 7877) : rejeté (p. 7878)

Son amendement n° 644 (nécessité de détenir l'autorité parentale et de subvenir aux besoins de l'enfant) (p. 7882) : rejeté (p. 7883)

Son amendement n° 645 (durée du mariage avec un ressortissant français portée à 2 ans) : rejeté (p. 7884)

Son amendement n° 659 (limitation des cas de motivation d'une peine d'interdiction du territoire pour un étranger délinquant) : rejeté (p. 7884)

Ses amendements n°s 646 à 654, 658 et 655 (allongement de la durée de résidence en France) : rejetés (p. 7884)

Son amendement n° 656 (allongement de la durée de résidence en France) : rejeté (p. 7885)

Son amendement n° 657 (suppression de la motivation spéciale pour les titulaires d'une rente d'accident du travail ou de maladie professionnelle) : rejeté (p. 7885)

Article 38 (article 132-70-1 du code pénal : suppression de la rétention judiciaire)

Son amendement n° 625 soutenu par M. Henri Cuq (de suppression) : rejeté (p. 7911)

Article 1er précédemment réservé (article 5 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 : motivation des refus de visas et allègement des formalités aux frontières)

Son amendement n° 588 soutenu par M. Jean-Luc Warsmann (suppression du troisième alinéa au I de l'article 1er) : rejeté (p. 7921)

Son amendement n° 589 (suppression du quatrième alinéa au I de l'article 1er) : rejeté (p. 7922)

Son amendement n° 590 (suppression du cinquième alinéa du I de l'article 1er) : rejeté (p. 7922)

Soutient l'amendement n° 786 de M. François d'Aubert (suppression du cinquième alinéa du I de l'article 1er) (p. 7922) : rejeté (p. 7922)

Son amendement n° 591 (suppression du sixième alinéa du I de l'article 1er) (p. 7923) : rejeté (p. 7924)

Son amendement n° 592 (suppression de l'avant dernier alinéa du I de l'article 1er) : rejeté (p. 7924)

Son amendement n° 593 (suppression du dernier alinéa du I de l'article 1er) : rejeté (p. 7924)

Article 11 précédemment réservé (défaut de déclaration d'entrée sur le territoire et suppression de l'interdiction administrative du territoire)

Son amendement n° 552 (de suppression) (p. 7931) : rejeté (p. 7932)

Son amendement n° 554 soutenu par M. Jean-Luc Warsmann (suppression du I de l'article 11 concernant le défaut de déclaration d'entrée sur le territoire) : rejeté (p. 7932)

Son amendement n° 555 soutenu par M. Jean-Luc Warsmann (suppression du II de l'article 11 qui abroge la procédure d'interdiction administrative du territoire) : rejeté (p. 7932)

Article 12 précédemment réservé (article 22 bis de l'ordonnance du 2 novembre 1945 : modalités de recours contre les arrêtés préfectoraux de reconduite à la frontière)

Son amendement n° 553 soutenu par M. Jean-Luc Warsmann (de suppression) (p. 7933) : rejeté (p. 7934)

Intervient sur l'amendement n° 64 de la commission (délai de recours porté à deux jours francs après la notification administrative et suppression de la notification par voie postale) (p. 7935)

Soutient le sous-amendement n° 1226 de M. Henri Cuq (délai ramené à 24 heures) à l'amendement n° 64 de la commission (p. 7935) : rejeté (p. 7935)

Intervient sur l'amendement n° 179 de M. Henri Cuq (suppression de la distinction entre les modes de notification) (p. 7935)

Intervient sur l'amendement n° 467 de M. Christian Estrosi (suppression de la distinction entre les modes de notification) (p. 7935)

Intervient sur l'amendement n° 479 de M. Guy Hascoët (suppression de la distinction entre les modes de notification) (p. 7935)

Intervient sur l'amendement n° 1293 de M. Jean-Luc Warsmann (suppression de la distinction entre les modes de notification) (p. 7935)

Article 13 précédemment réservé (article 25 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 : précisions concernant les personnes protégées de l'éloignement)

Son amendement n° 556 soutenu par M. Jean-Luc Warsmann (de suppression) : rejeté (p. 7938)

Son amendement n° 602 (absence de condamnation au moins égale à une année de prison) : rejeté (p. 7938)

Son amendement n° 557 (abaissement de l'âge d'entrée en France pour être protégé contre l'éloignement) : rejeté (p. 7939)

Soutient l'amendement n° 1296 de M. Jean-Luc Warsmann (abaissement de l'âge d'entrée en France)

pour être protégé contre l'éloignement) (p. 7939) : rejeté (p. 7939)

Son amendement n° 558 soutenu par M. Jean-Luc Warsmann (abaissement de l'âge d'entrée en France pour être protégé contre l'éloignement) : rejeté (p. 7939)

Son amendement n° 559 (abaissement de l'âge d'entrée en France pour être protégé contre l'éloignement) : rejeté (p. 7939)

Article 15 précédemment réservé (article 28 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 : précisions concernant le régime des expulsions)

Son amendement n° 604 (assignation à résidence sans nécessité urgente des étrangers faisant l'objet d'une proposition d'expulsion) : rejeté (p. 7945)

Article 16 précédemment réservé (modalités d'exercice des demandes de relèvement d'interdiction du territoire)

Son amendement n° 605 (de suppression) : rejeté (p. 7946)

Article 21 précédemment réservé (abrogations)

Son intervention (p. 7947)

Son amendement n° 617 (de suppression) : rejeté (p. 7948)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 février 1998] (p. 1633, 1669)

Soutient la motion de renvoi en commission de M. Jean-Louis Debré (p. 1684) : rejetée (p. 1692)

Son rappel au règlement (cf. supra) [25 février 1998] (p. 1641)

Thèmes :

Assemblée nationale : déclaration d'urgence (p. 1685)

Assemblée nationale : motion de renvoi en commission (p. 1684)

Etat : souveraineté (p. 1685, 1687)

Etrangers : cartes de résident (p. 1688)

Etrangers : cartes de séjour (p. 1685, 1686, 1687)

Etrangers : certificats d'hébergement (p. 1687)

Etrangers : conditions d'entrée et de séjour : contrôle judiciaire (p. 1685, 1686)

Etrangers : conditions d'entrée et de séjour : majorité (p. 1686)

Etrangers : conditions d'entrée et de séjour : Sénat (p. 1686)

Etrangers : droit d'asile (p. 1688)

Etrangers : immigration clandestine (p. 1685, 1688)

Etrangers : intégration (p. 1685, 1689)

Etrangers : regroupement familial (p. 1685, 1687)

Etrangers : régularisations (p. 1688)

Etrangers : visas (p. 1687)

Politiques communautaires : immigration (p. 1689)

Union européenne : Traité d'Amsterdam (p. 1689)

Discussion des articles [25 février 1998] (p. 1693) ; [26 février 1998] (p. 1706, 1748)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 95 de M. François d'Aubert (impossibilité de se prévaloir de la circulaire du 24 juin 1997 après la promulgation de la présente loi) (p. 1695)

Article 1er supprimé par le Sénat (article 5 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 : motivation des refus de visas et allègement des formalités aux frontières)

Son intervention (p. 1707)

Intervient sur le sous-amendement n° 50 de M. Henri Cuq (substitution de l'expression de "sécurité publique" à la "sûreté de l'Etat") à l'amendement n° 9 de la commission (rétablissement de l'article) (p. 1711)

Son sous-amendement n° 180 (substitution de l'expression "ordre public" à "sûreté de l'Etat") à l'amendement n° 9 de la commission : rejeté (p. 1711)

Son sous-amendement n° 191 (exclusion des bénéficiaires du regroupement familial, des cas donnant lieu à motivation du refus de visas) à l'amendement n° 9 de la commission : rejeté (p. 1712)

Soutient le sous-amendement n° 101 de M. Pascal Clément (exclusion des personnes ayant fait l'objet d'un signalement aux fins de non-admission au système d'information Schengen, des cas donnant lieu à motivation du refus de visas) à l'amendement n° 9 de la commission (p. 1712) : rejeté (p. 1712)

Son sous-amendement n° 181 (exclusion des personnes ayant fait l'objet d'un signalement aux fins de non-admission au système d'information Schengen, des cas donnant lieu à motivation du refus de visas) à l'amendement n° 9 de la commission : rejeté (p. 1712)

Article 2 supprimé par le Sénat (article 5-3 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 : modification du régime du certificat d'hébergement)

Son intervention (p. 1717)

Intervient sur l'amendement n° 10 de la commission (rétablissement de l'article 2 et suppression du certificat d'hébergement) (p. 1719)

Son sous-amendement n° 182 (date d'entrée en vigueur fixée au 1er janvier 2002) à l'amendement n° 10 de la commission (p. 1719) : rejeté (p. 1720)

Article 3 supprimé par le Sénat (article 12 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 : institution d'un titre de séjour "scientifique")

Intervient sur l'amendement n° 12 de la commission (rétablissement de l'article et des cartes de séjour portant mention "scientifique" et "profession artistique et culturelle") (p. 1725)

Soutient le sous-amendement n° 57 de M. Henri Cuq (condition d'inscription effective dans un établissement d'enseignement délivrant un diplôme reconnu par l'Etat pour bénéficier de la carte de séjour "étudiant") à l'amendement n° 12 de la commission (p. 1727) : rejeté (p. 1727)

Son sous-amendement n° 183 (suppression des cartes de séjour portant mention "scientifique" et "profession artistique et culturelle") à l'amendement n° 12 de la commission : rejeté (p. 1727)

Intervient sur le sous-amendement n° 206 de M. Jacques Masdeu-Arus (suppression des cartes de séjour portant mention "scientifique" et "profession artistique et culturelle") à l'amendement n° 12 de la commission (p. 1727)

Article 4 supprimé par le Sénat (article 12 bis de l'ordonnance du 2 novembre 1945 : personnes éligibles à la carte de séjour temporaire "situation personnelle et familiale")

Intervient sur le sous-amendement n° 117 de M. François d'Aubert (condition de durée du mariage

avec un ressortissant français) à l'amendement n° 13 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture qui introduit la notion de carte de séjour temporaire portant la mention "vie privée et familiale") (p. 1733)

Son sous-amendement n° 187 (condition de durée du mariage avec un ressortissant français) à l'amendement n° 13 de la commission (p. 1733) : rejeté (p. 1734)

Son sous-amendement n° 186 (suppression du bénéfice de la carte de séjour temporaire pour les conjoints de titulaires de la carte "scientifique") à l'amendement n° 13 de la commission (p. 1735) : rejeté (p. 1736)

Son sous-amendement n° 185 (suppression de la catégorie d'étrangers nés en France et justifiant y avoir résidé huit ans de façon continue ou 10 ans de façon discontinue) à l'amendement n° 13 de la commission : rejeté (p. 1737)

Son sous-amendement n° 184 (suppression du treizième alinéa de l'amendement concernant les étrangers malades) à l'amendement n° 13 de la commission : rejeté (p. 1738)

Article 5 bis supprimé par le Sénat (article 12 quater nouveau de l'ordonnance du 2 novembre 1945 : institution d'une commission du titre de séjour)

Son sous-amendement n° 188 (suppression de la publicité des débats de la commission) à l'amendement n° 15 de la commission (rétablissement de l'article et de la commission du titre de séjour) : devenu sans objet (p. 1744)

Article 6 supprimé par le Sénat (article 15 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 : modifications du régime de la carte de résident)

Son sous-amendement n° 189 soutenu par M. François Goulard (suppression du I de l'amendement afin de rétablir la condition d'entrée régulière pour obtenir une carte de résident) à l'amendement n° 16 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte voté par l'Assemblée nationale en première lecture) : rejeté (p. 1752)

Article 7 supprimé par le Sénat (article 16 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 : renouvellement de la carte de résident)

Soutient le sous-amendement n° 71 de M. Henri Cuq (condition de résidence habituelle en France pour le renouvellement de la carte de résident et possibilité de retirer la carte au réfugié ayant perdu cette qualité) à l'amendement n° 17 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 1753) : rejeté (p. 1753)

Article 8 (article 18 bis nouveau de l'ordonnance du 2 novembre 1945 : institution d'une carte de séjour "retraité")

Soutient le sous-amendement n° 72 de M. Henri Cuq (condition de non polygamie) à l'amendement n° 18 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 1754) : rejeté (p. 1754)

Soutient le sous-amendement n° 73 de M. Henri Cuq (condition de durée d'assurance supérieure à 15 ans) à l'amendement n° 18 de la commission (p. 1754) : rejeté (p. 1754)

Son sous-amendement n° 190 (bénéfice de la carte de séjour non obligatoire) à l'amendement n° 18 de la commission : rejeté (p. 1754)

Article 10 (article 21 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 : aménagement du régime des infractions d'aide à l'entrée, à la circulation et au séjour d'étrangers en situation irrégulière)

Soutient le sous-amendement n° 74 de M. Henri Cuq (limitation à un ascendant ou à un descendant de l'immunité concernant l'aide au séjour irrégulier) à l'amendement n° 19 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 1756) : adopté (p. 1756)

Son sous-amendement n° 199 (conjoint légal de l'étranger) à l'amendement n° 19 de la commission : rejeté (p. 1756)

Article 10 bis supprimé par le Sénat (article 21 ter de l'ordonnance du 2 novembre 1945 : responsabilité pénale des associations)

Son intervention (p. 1757)

Intervient sur l'amendement n° 208 du Gouvernement (précisions sur la nature des associations concernées) (p. 1758)

Intervient sur l'amendement n° 204 de M. Jean-Luc Warsmann (précisions sur la nature des associations concernées) (p. 1758)

Son amendement n° 198 (précisions sur la nature des associations concernées) (p. 1758) : retiré (p. 1759)

Article 11 supprimé par le Sénat (défaut de déclaration d'entrée sur le territoire et suppression de l'interdiction administrative du territoire)

Son intervention (p. 1759)

Soutient le sous-amendement n° 75 de M. Henri Cuq (suppression de la disposition abrogeant l'interdiction administrative du territoire) à l'amendement n° 21 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 1760) : rejeté (p. 1760)

Article 12 supprimé par le Sénat (article 22 bis de l'ordonnance du 2 novembre 1945 : modalités de recours contre les arrêtés préfectoraux de reconduite à la frontière)

Son intervention (p. 1760)

Article 15 supprimé par le Sénat (article 28 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 : précisions concernant le régime des expulsions)

Soutient le sous-amendement n° 77 de M. Henri Cuq (suppression du caractère "absolu" de l'urgence) à l'amendement n° 24 de la commission (rétablissement de l'article) (p. 1762) : rejeté (p. 1762)

Article 17 supprimé par le Sénat (article 29 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 : régime du regroupement familial)

Intervient sur l'amendement n° 26 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 1766)

Intervient sur le sous-amendement n° 81 corrigé de M. Henri Cuq (durée du séjour de l'étranger allongée à deux ans) à l'amendement n° 26 de la commission (p. 1767)

Son sous-amendement n° 196 (non prise en compte des prestations sociales pour le calcul des ressources) à

l'amendement n° 26 de la commission (p. 1771) : rejeté (p. 1772)

Son sous-amendement n° 195 (substitution de l'exclusion de plein droit à la possibilité d'exclure) à l'amendement n° 26 de la commission : rejeté (p. 1773)

Article 24 supprimé par le Sénat (article 2 de la loi n° 52-893 du 25 juillet 1952 : extension du champ du statut de réfugié)

Son sous-amendement n° 197 (non reconnaissance de la qualité de réfugié aux personnes persécutées en raison de leur action en faveur de la liberté) à l'amendement n° 48 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : rejeté (p. 1780)

Soutient le sous-amendement n° 89 de M. Henri Cuq (possibilité de retirer le statut de réfugié) à l'amendement n° 48 de la commission (p. 1781) : rejeté (p. 1781)

Article 26 (article 2 de la loi n° 52-893 du 5 juillet 1952 : saisine du ministre de l'intérieur)

Son sous-amendement n° 193 (saisine du Ministre facultative) à l'amendement n° 33 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : rejeté (p. 1783)

Article 27 (loi n° 52-893 du 25 juillet 1952 : coordination et mise à jour)

Son sous-amendement n° 90 (communication d'informations sur les demandeurs d'asile déboutés) à l'amendement n° 34 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 1783) : rejeté (p. 1784)

Après l'article 35

Soutient l'amendement n° 92 de M. Bernard Accoyer (délivrance d'ici la fin de l'année 1999 d'une carte d'assuré social portant l'empreinte digitale de l'assuré) (p. 1790) : rejeté (p. 1790)

Article 40 supprimé par le Sénat (rapport annuel au Parlement)

Son sous-amendement n° 210 soutenu par M. Gérard Gouzes (rapport sur l'évolution du regroupement familial) à l'amendement n° 47 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 1794) : rejeté (p. 1795)

Seconde délibération

Article 10 (article 21 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 : aménagement du régime des infractions d'aide à l'entrée, à la circulation et au séjour d'étrangers en situation irrégulière)

Intervient sur l'amendement n° 2 de la commission (rédactionnel) (p. 1796)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la mise aux voix du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [8 avril 1998] (p. 2692)

Soutient la question préalable de M. Jean-Louis Debré (p. 2698) : rejetée au scrutin public (p. 2707)

Projet de loi n° 512 d'orientation et d'incitation relatif à la réduction du temps de travail

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [29 janvier 1998] (p. 747, 785) ; [3 février 1998] (p. 935, 971) ; [4 février 1998] (p. 1039, 1068) ; [5 février 1998] (p. 1110, 1150, 1199) ; [6 février 1998] (p. 1270)

Avant l'article 1er

Son amendement n° 391 (réduction négociée du temps de travail) (p. 765) : rejeté (p. 766)

Intervient sur l'amendement n° 1485 de M. François Goulard (référence aux études qui font état d'un solde net négatif d'emplois dans l'avenir) (p. 772)

Intervient sur l'amendement n° 1486 de M. François Goulard (référence aux études qui garantissent un solde positif d'emploi d'ici 2002) (p. 772)

Article 1er (réduction à trente-cinq heures de la durée légale hebdomadaire du travail effectif des salariés)

Son intervention (p. 788)

Son amendement n° 393 (de suppression) (p. 805) : rejeté au scrutin public (p. 817)

Intervient sur l'amendement n° 733 de M. Jacques Kossowski (secteur de l'hôtellerie-restauration) (p. 973)

Son amendement n° 372 (établissements coopératifs) (p. 977) : vote réservé (p. 979)

Son amendement n° 371 (entreprises de plus de 10 salariés) (p. 980) : vote réservé (p. 983)

Son amendement n° 368 (entreprises qui emploient une main d'œuvre fortement qualifiée) (p. 983) : rejeté (p. 984)

Son amendement n° 378 (période expérimentale de cinq ans) (p. 984) : vote réservé (p. 985)

Son amendement n° 377 (compatibilité avec la poursuite des activités de l'entreprise) (p. 985) : vote réservé (p. 987)

Son amendement n° 373 (négociation préalable d'un accord d'entreprise) (p. 987) : vote réservé (p. 988)

Intervient sur l'amendement n° 1371 de M. Jacques Barrot (annualisation sur une base moyenne de 35 heures hebdomadaires) (p. 998)

Son rappel au règlement (cf. supra) [3 février 1998] (p. 1002)

Son amendement n° 943 (diminution progressive du temps de travail jusqu'à sa suppression totale à partir du 1er janvier 2038) (p. 1004) : vote réservé (p. 1005)

Son sous-amendement n° 1565 (horaire effectif normal de 35 heures hebdomadaire) à l'amendement n° 108 de M. Maxime Gremetz (fixation de la durée légale du travail en équipe à 31 heures 30 par semaine) : devenu sans objet (p. 1011)

Son amendement n° 241 soutenu par M. Bernard Accoyer (réduction négociée des salaires en corrélation avec la diminution du temps de travail) (p. 1013) : vote réservé (p. 1014)

Article 2 (incitation pour les partenaires sociaux à négocier sur la réduction du temps de travail avant l'application de la nouvelle durée légale)

Son intervention (p. 1046)

Son amendement n° 403 (liberté de négociation) : rejeté (p. 1069)

Son amendement n° 404 (négociation au sein de chaque entreprise) : rejeté (p. 1069)

Son amendement n° 385 (réduction du temps de travail en fonction des impératifs spécifiques de production de l'entreprise) : rejeté (p. 1075)

Son amendement n° 384 (réduction du temps de travail si la situation de l'entreprise le permet) (p. 1074) : rejeté (p. 1076)

Son amendement n° 386 (réduction du temps de travail en fonction des impératifs spécifiques de l'entreprise) (p. 1075) : rejeté (p. 1076)

Son amendement n° 387 (réduction du temps de travail en fonction des impératifs spécifiques de la concurrence nationale et internationale) (p. 1075) : rejeté (p. 1076)

Son amendement n° 388 (prise en compte de certains marchés spécifiques) (p. 1075) : rejeté (p. 1076)

Son amendement n° 389 (prise en compte du passage à la monnaie unique européenne) (p. 1075) : rejeté (p. 1076)

Son amendement n° 401 (renégociation possible pendant une période de 5 ans) : retiré (p. 1083)

Son amendement n° 395 (renégociation des accords après le passage à l'euro) (p. 1083) : rejeté (p. 1084)

Son amendement n° 390 (renégociation des accords après le passage à l'euro) (p. 1083) : rejeté (p. 1084)

Intervient sur l'amendement n° 545 de M. Bernard Accoyer (approbation du résultat des négociations par un référendum chez les salariés) (p. 1086)

Article 3 (aide à la réduction du temps de travail)

Son intervention (p. 1097)

Son amendement n° 413 (aide automatique de l'Etat en cas de réduction du temps de travail) : devenu sans objet (p. 1115)

Son amendement n° 944 soutenu par Mme Roselyne Bachelot-Narquin (ampleur de la diminution du temps de travail) : rejeté (p. 1119)

Son amendement n° 410 (rédactionnel) : rejeté (p. 1119)

Son amendement n° 412 (rédactionnel) : rejeté (p. 1119)

Son amendement n° 408 soutenu par M. Henry Chabert (participation des salariés élus à la négociation) (p. 1139) : rejeté (p. 1140)

Son amendement n° 945 (licenciements et réduction du temps de travail) : rejeté (p. 1171)

Article 4 (réduction collective de la durée du travail sous forme de jours de repos)

Soutient l'amendement n° 866 de M. Christian Estrosi (organisation de la réduction du temps de travail) (p. 1214) : rejeté (p. 1215)

Soutient l'amendement n° 929 de Mme Roselyne Bachelot-Narquin (modalités de la réduction du temps de travail) (p. 1214) : rejeté (p. 1215)

Son amendement n° 417 (impératifs spécifique de l'entreprise) : devenu sans objet (p. 1215)

Son amendement n° 420 (négociations entre le salarié et le chef d'entreprise) : rejeté (p. 1215)

Son amendement n° 414 (droit à rémunération) : rejeté (p. 1216)

Article 5 (seuil de déclenchement du repos compensateur)

Son intervention (p. 1227)

Après l'article 5

Soutient l'amendement n° 213 de M. Renaud Muselier (contingentement des heures supplémentaires) (p. 1233) : rejeté (p. 1233)

Article 6 (régime de l'abattement de cotisations sociales patronales applicable au travail à temps partiel)

Son intervention (p. 1237)

Intervient sur l'amendement n° 477 de M. Jean-Pierre Brard (suppression de l'abattement de cotisations patronales pour embauche d'un salarié à temps partiel) (p. 1244)

Son amendement n° 948 (suppression du II de l'article 6) (p. 1253) : vote réservé (p. 1254) : rejeté (p. 1302)

Intervient sur l'amendement n° 1075 de M. François d'Aubert (suppression du IV) (p. 1256)

Intervient sur l'amendement n° 1228 de M. Georges Sarre (suppression du IV) (p. 1256)

Article 7 (régime des heures complémentaires et des interruptions d'activité dans le cadre du travail à temps partiel)

Son amendement n° 949 soutenu par M. Éric Doligé (suppression du I) : rejeté au scrutin public (p. 1275)

Article 1er précédemment réservé (réduction à 35 heures de la durée légale hebdomadaire du travail effectif des salariés)

Son amendement n° 376 soutenu par Mme Roselyne Bachelot-Narquin (exclusion des entreprises en mauvaise santé économique) : rejeté (p. 1312)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [24 mars 1998] (p. 2039)

Soutient la question préalable opposée par M. Jean-Louis Debré (p. 2048) : rejetée (p. 2055)

Thèmes :

Entreprises : allègement des charges (p. 2049)

Lois : Loi n° 96-502 du 11 juin 1996 tendant à favoriser l'emploi par l'aménagement et la réduction conventionnelle du temps du travail (p. 2049)

Travail : heures supplémentaires (p. 2051)

Travail : négociations (p. 2049)

Travail : réduction du temps de travail (p. 2048)

Travail : réduction du temps de travail : fonctionnaires et agents publics (p. 2052)

Travail : salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) (p. 2051)

Discussion des articles [24 mars 1998] (p. 2077) ; [25 mars 1998] (p. 2147)

Article 1er (réduction à trente-cinq heures de la durée légale hebdomadaire du travail effectif des salariés)

Son sous-amendement n° 81 (compatibilité avec la poursuite des activités de l'entreprise) à l'amendement n° 2 de la commission (de rétablissement) : rejeté (p. 2081)

Son sous-amendement n° 97 (exclusion des entreprises du secteur de l'hôtellerie-restauration) à l'amendement n° 2 de la commission (p. 2081) : rejeté (p. 2082)

Son sous-amendement n° 144 (exclusion des entreprises du secteur des transports) à l'amendement n° 2 de la commission (p. 2082) : rejeté (p. 2083)

Son sous-amendement n° 80 (compatibilité de la poursuite des activités avec le passage aux 35 heures) à l'amendement n° 2 de la commission : rejeté (p. 2083)

Soutient le sous-amendement n° 83 de M. Jacques Masdeu-Arus (négociations préalables) à l'amendement n° 2 de la commission (p. 2084) : rejeté (p. 2085)

Son sous-amendement n° 23 (caractère facultatif de la réduction à 35 heures) à l'amendement n° 2 de la commission (p. 2084) : rejeté (p. 2085)

Son sous-amendement n° 20 (annualisation sur une base de 35 heures hebdomadaires) à l'amendement n° 2 de la commission (p. 2085) : rejeté (p. 2086)

Son sous-amendement n° 98 (réduction du temps de travail conditionnée par l'abaissement de la durée du travail en Europe) à l'amendement n° 2 de la commission : rejeté (p. 2087)

Son sous-amendement n° 22 (passage aux 35 heures en l'an 2002 pour toutes les entreprises) à l'amendement n° 2 de la commission : rejeté (p. 2088)

Son sous-amendement n° 24 (relèvement du seuil de 20 salariés pour le passage aux 35 heures en l'an 2000) à l'amendement n° 2 de la commission (p. 2088) : rejeté (p. 2089)

Son sous-amendement n° 25 (relèvement du seuil de 20 à 50 salariés pour le passage aux 35 heures en l'an 2000) à l'amendement n° 2 de la commission (p. 2088) : rejeté (p. 2089)

Soutient le sous-amendement n° 89 de M. Renaud Muselier (entreprises à succursales multiples) à l'amendement n° 2 de la commission (p. 2148) : rejeté (p. 2148)

Soutient le sous-amendement n° 94 de M. Bernard Accoyer (travailleurs pluriactifs) à l'amendement n° 2 de la commission (p. 2148) : rejeté (p. 2148)

Soutient le sous-amendement n° 86 de M. Renaud Muselier (travailleurs payés au forfait) à l'amendement n° 2 de la commission (p. 2148) : rejeté (p. 2148)

Soutient le sous-amendement n° 87 de M. Renaud Muselier (entreprises dont la rémunération des employés est indexée sur le chiffre d'affaires) à l'amendement n° 2 de la commission (p. 2148) : rejeté (p. 2148)

Intervient sur le sous-amendement n° 75 de M. Bernard Accoyer (établissement hospitaliers privés) à l'amendement n° 2 de la commission (p. 2149)

Article 2 (incitation pour les partenaires sociaux à négocier des accords de modulation-réduction du temps de travail)

Son intervention (p. 2152)

Son sous-amendement n° 26 (rédactionnel) à l'amendement n° 3 de la commission (rétablissement du texte initial avec renforcement des possibilités de négociation au plan local) : rejeté (p. 2154)

Son sous-amendement n° 27 (suppression des délais pour la négociation) à l'amendement n° 3 de la commission (p. 2154) : rejeté (p. 2155)

Intervient sur le sous-amendement n° 40 de M. François Goulard (annualisation du temps de travail) à l'amendement n° 3 de la commission (p. 2156)

Intervient sur le sous-amendement n° 100 de M. Bernard Accoyer (annualisation du temps de travail) à l'amendement n° 3 de la commission (p. 2156)

Article 3 (modification de l'incitation à l'aménagement conventionnel de l'organisation et de la durée du travail prévue par la loi du 11 juin 1996)

Intervient sur l'amendement n° 4 de la commission (rétablissement du texte initial avec extension à l'armement maritime et assouplissement vis-à-vis des petites et moyennes entreprises) (p. 2161)

Son sous-amendement n° 129 (accès au dispositif d'aide financière à la réduction du temps de travail) à l'amendement n° 4 de la commission : rejeté (p. 2165)

Son sous-amendement n° 130 (accords collectifs dans les petites entreprises) à l'amendement n° 4 de la commission : rejeté (p. 2168)

Son sous-amendement n° 147 (aides dans le cas d'une réduction du temps de travail dans certains établissements d'une entreprise) à l'amendement n° 4 de la commission : rejeté (p. 2174)

Soutient le sous-amendement n° 140 de M. Renaud Dutreil (suppression des financements pour des actions de formation syndicale) à l'amendement n° 4 de la commission (p. 2175) : rejeté (p. 2175)

Après l'article 3

Intervient sur l'amendement n° 43 de M. François Goulard (rapport sur la rémunération sur une base de 39 heures) (p. 2177)

Article 4 bis (définition de la durée du travail effectif)

Son sous-amendement n° 28 (de précision) à l'amendement n° 7 de la commission (définition de la durée du travail effectif) : devenu sans objet (p. 2188)

Article 6 (régime de l'abattement de cotisations sociales patronales applicable au travail à temps partiel)

Son sous-amendement n° 29 (accord collectif sur le temps partiel choisi) à l'amendement n° 10 de la commission (rétablissement de l'article) : rejeté (p. 2191)

Article 7 (régime des heures complémentaires et des interruptions d'activité dans le cadre du travail au temps partiel)

Soutient l'amendement n° 85 corrigé de Mme Nicole Catala (exclusion d'un certain nombre d'activités) (p. 2194) : rejeté (p. 2194)

Son amendement n° 30 (ramassage scolaire) (p. 2194) : rejeté (p. 2195)

Article 9 (bilan présenté au Parlement)

Son sous-amendement n° 82 (report du bilan) à l'amendement n° 16 de la commission (de rétablissement) : rejeté (p. 2196)

Son sous-amendement n° 31 (pérennité des accords collectifs contractés en application de la présente loi) à l'amendement n° 16 de la commission : rejeté (p. 2197)

Titre

Son sous-amendement n° 151 ("et idéologique") à l'amendement n° 56 de M. François Goulard (intituler le texte : "Projet de loi relatif à la réduction obligatoire du temps de travail") : rejeté (p. 2200)

Projet de loi n° 727 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [31 mars 1998] (p. 2288) ; [1er avril 1998] (p. 2331, 2373) ; [2 avril 1998] (p. 2404, 2449)

Après l'article 11

Son amendement n° 95 rectifié soutenu par M. André Angot (application d'un taux de TVA de 14 % aux ventes à emporter ou à consommer sur place dans le secteur de la restauration) : rejeté (p. 2336)

Article 41 (financement de l'élimination des farines animales non conformes)

Son intervention (p. 2424)

Soutient l'amendement n° 178 de M. Michel Bouvard (de suppression) (p. 2426) : rejeté (p. 2427)

Article 43 (modalités de recensement des bénéficiaires de l'accord du 27 mai 1997 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Fédération de Russie sur le règlement définitif des créances réciproques financières et réelles apparues antérieurement au 9 mai 1945)

Soutient l'amendement n° 102 de M. Patrice Martin-Lalande (indemnisation réservée aux personnes titulaires de créances au porteur et de titres nominatifs pouvant prouver leur origine) (p. 2432) : rejeté (p. 2433)

Après l'article 46

Intervient sur l'amendement n° 177 de M. Michel Bouvard (institution d'une taxe communale sur les pylônes et antennes de téléphonie mobile) (p. 2452)

Intervient sur l'amendement n° 4 de M. Germain Gengenwin (qualifications requises pour l'exercice d'une activité artisanale) (p. 2452)

Après l'article 47

Reprend l'amendement n° 119 de M. Jean-Pierre Brard (renforcement du contrôle des associations) : rejeté (p. 2486)

Son amendement n° 159 (pouvoir de contrôle de la commission consultative de l'assurance sur les primes provenant du fonds d'indemnisation des victimes de catastrophes naturelles et sur l'évolution des contrats d'assurance dans les régions sinistrées) : rejeté (p. 2457)

Soutient l'amendement n° 207 de M. Charles de Courson (éligibilité au fonds de compensation pour la TVA des dépenses engagées pour l'acquisition de matériels mis à disposition des services départementaux d'incendie et de secours) (p. 2458) : adopté (p. 2458)

Soutient l'amendement n° 218 de M. Charles de Courson (éligibilité au fonds de compensation pour la TVA des dépenses d'investissement exposées par les collectivités locales sur des biens dont elles n'ont pas la propriété) (p. 2458) : rejeté (p. 2459)

Soutient l'amendement n° 196 de M. Michel Bouvard (éligibilité au fonds de compensation pour la TVA des dépenses d'investissement exposées dans le cadre d'aménagements hydrauliques de cours d'eau) (p. 2458) : rejeté (p. 2459)

Soutient l'amendement n° 197 de M. Michel Bouvard (éligibilité au fonds de compensation pour la TVA des dépenses d'investissement exposées dans le cadre d'aménagements hydrauliques de cours d'eau domaniaux) (p. 2458) : rejeté (p. 2459)

Soutient l'amendement n° 182 de M. Michel Bouvard (facturation forfaitaire de l'eau dans les petites communes) (p. 2460) : adopté (p. 2460)

Soutient l'amendement n° 183 de M. Michel Bouvard (facturation forfaitaire de l'eau dans les petites communes) (p. 2460) : devenu sans objet (p. 2460)

Soutient l'amendement n° 184 de M. Michel Bouvard (facturation forfaitaire de l'eau dans les petites communes) (p. 2460) : devenu sans objet (p. 2460)

Son amendement n° 145 (non-application au vin des dispositions de la loi "Evin" relatives à la publicité en faveur des boissons alcooliques) (p. 2461) : rejeté (p. 2462)

Intervient sur l'amendement n° 194 rectifié de M. Maurice Adevah-Poeuf (extension du champ de la publicité en faveur des boissons contenant de l'alcool) (p. 2462)

Soutient le sous-amendement n° 295 de M. Charles de Courson (compensation de la perte de recettes pour les départements) à l'amendement n° 86 rectifié du Gouvernement (extension de la taxe à l'essieu aux véhicules de plus de 12 tonnes et suppression du droit de timbre sur les contrats de transport) (p. 2463) : rejeté (p. 2464)

Soutient l'amendement n° 205 de M. Charles de Courson (report de l'imposition au titre de l'impôt sur les sociétés pour les sociétés agricoles dont l'exercice ne coïncide pas avec l'année civile) (p. 2465) : retiré (p. 2465)

Soutient l'amendement n° 105 rectifié de M. Gérard Voisin (exclusion des associations d'aide à domicile aux personnes âgées du champ d'application du dispositif ayant modifié le calcul de la réduction dégressive sur les bas salaires) (p. 2474) : rejeté (p. 2474)

Son amendement n° 97 (exonération de la contribution sociale de solidarité des sociétés pour l'activité d'approvisionnement des coopératives agricoles) (p. 2475) : retiré (p. 2476)

Intervient sur l'amendement n° 88 de M. Gilbert Meyer (application en Alsace-Moselle des dispositions de l'article L. 221-5-1 du code du travail relatif au travail par roulement) (p. 2476)

Soutient l'amendement n° 89 de M. Gilbert Meyer (application en Alsace-Moselle des dispositions de l'article L. 221-10 du code du travail relatif au repos hebdomadaire) (p. 2476) : rejeté (p. 2476)

Son amendement n° 94 (autorisation de la commission départementale d'équipement commercial pour la réalisation de résidences hôtelières) (p. 2477) : rejeté (p. 2478)

Soutient l'amendement n° 226 de M. Charles de Courson (fixation d'un régime minimum de service pour les sapeurs-pompiers volontaires) (p. 2480) : rejeté (p. 2480)

Intervient sur l'amendement n° 296 du Gouvernement (date d'entrée en vigueur du relèvement du plafond de la réduction d'impôt accordée au titre de l'hébergement en établissement de long séjour ou en section de cure médicale) (p. 2482)

Son amendement n° 91 (institution d'un prélèvement sur le prix de vente des cartes à puce prépayées

destinées au fonctionnement des machines à sous à enjeux et gains limités) (p. 2484) : rejeté (p. 2485)

Son amendement n° 92 (institution d'un prélèvement sur le prix de vente des cartes à puce prépayées destinées au fonctionnement des machines à sous à enjeux et gains limités) (p. 2484) : rejeté (p. 2485)

Son amendement n° 93 (institution d'une taxe sur le fonctionnement des machines à sous à enjeux et gains limités) (p. 2484) : rejeté (p. 2485)

Soutient l'amendement n° 176 de M. Michel Bouvard (compensation des pertes de recettes subies par les collectivités locales en raison de l'exonération d'impôts locaux dont bénéficient les ressortissants italiens en application de la convention du 29 janvier 1951) (p. 2487) : rejeté (p. 2487)

Intervient sur l'amendement n° 158 de M. Jean de Gaulle (exercice de la profession d'artisan boulanger) (p. 2490)

Seconde délibération

Article 5 (simplification de la gestion des emplois occasionnels)

Intervient sur l'amendement n° 2 du Gouvernement (rétablissement du texte initial de l'article modifié par les amendements de la commission) (p. 2495)

Article 6 bis (simplification du bulletin de paie et du calcul des cotisations sociales pour les petites entreprises)

Intervient sur l'amendement n° 3 du Gouvernement (de suppression) (p. 2495)

Article 48 (éligibilité au fonds de compensation pour la TVA des dépenses engagées pour l'acquisition de matériels mis à la disposition des services départementaux d'incendie et de secours)

Intervient sur l'amendement n° 8 du Gouvernement (de suppression) (p. 2495)

Article 60 (modification des règles applicables aux casinos des stations thermales situées à moins de 100 kilomètres de Paris)

Intervient sur l'amendement n° 11 du Gouvernement (de suppression) (p. 2495)

Article 61 (modification des règles applicables aux casinos des stations thermales situées à moins de 100 kilomètres de Paris)

Intervient sur l'amendement n° 12 du Gouvernement (de suppression) (p. 2495)

Ses explications de vote (p. 2498)

Vote contre du groupe du Rassemblement pour la République (p. 2498)

Proposition de loi n° 577 tendant à limiter la détention provisoire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 avril 1998] (p. 2508)

Son intervention (p. 2526)

Son rappel au règlement (cf. supra) [3 avril 1998] (p. 2516)

Thèmes :

Droit pénal : contrôle judiciaire (p. 2527)

Droit pénal : détention provisoire (p. 2527)

Droit pénal : peines (p. 2527)

Droit pénal : politique pénale (p. 2527)

Justice : réforme (p. 2526, 2527)

Justice : victimes : indemnisation (p. 2527)

Parlement : rôle (p. 2526)

Son intervention à l'issue du vote (p. 2452)

Proposition de loi n° 748 tendant à la détermination des conditions juridiques de l'exercice de la profession d'artisan boulanger

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [3 avril 1998] (p. 2544)

Son intervention (p. 2554)

Thèmes :

Aménagement du territoire : zones rurales (p. 2554)

Commerce et artisanat : boulangerie (p. 2554)

Consommation : pratiques commerciales : concurrence (p. 2554)

Emploi (p. 2555)

Justice : Conseil d'Etat (p. 2554)

Discussion de l'article unique [3 avril 1998] (p. 2559)

Article unique (Appellation de boulanger et enseigne de boulangerie)

Son amendement n° 3 (interdiction absolue de congeler ou de surgeler les produits) : retiré (p. 2563)

Intervient sur l'amendement n° 13 de M. Jean-Jacques Weber (information du consommateur en cas de vente de pain congelé après cuisson) (p. 2564)

Son amendement n° 1 (vente sous certaines conditions de pains spéciaux produits à partir de pâtes congelées) (p. 2563) : rejeté (p. 2565)

Soutient l'amendement n° 2 de M. Didier Quentin (dénomination de la galette des rois en dehors de périodes très limitées) (p. 2566) : rejeté (p. 2566)

Projet de loi n° 779 modifiant le statut de la Banque de France en vue de sa participation au Système européen de banques centrales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [7 avril 1998] (p. 2610, 2637)

Son intervention (p. 2647)

Thèmes :

Banques et établissements financiers : Banque de France (p. 2647)

Emploi : politique de l'emploi (p. 2647)

Etat : souveraineté (p. 2647)

Politique économique : politique monétaire (p. 2647)

Politique économique : taux d'intérêt (p. 2647)

Union européenne : Banque centrale européenne (BCE) (p. 2647)

Union européenne : construction européenne (p. 2647)

Union européenne : euro : monnaie unique (p. 2647)

Union européenne : Traité de Maastricht (p. 2647)

Projet de loi n° 780 d'orientation relatif à la lutte contre les exclusions

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [6 mai 1998] (p. 3515) ; [7 mai 1998] (p. 3533, 3562) ; [12 mai 1998] (p. 3649, 3684) ; [13 mai 1998] (p. 3741, 3776) ; [14 mai 1998] (p. 3815, 3872) ; [18 mai 1998] (p. 3931, 3975) ; [19 mai 1998] (p. 4076, 4102) ; [20 mai 1998] (p. 4205)

Article 1er (affirmation du caractère prioritaire de la lutte contre les exclusions)

Son amendement n° 429 soutenu par M. Patrick Devedjian (rôle des associations) : rejeté (p. 3535)

Article 7 (régime des contrats conclus par les entreprises d'insertion et les entreprises de travail temporaire d'insertion)

Son amendement n° 628 (suivi des personnes concernées par le dispositif) : rejeté (p. 3600)

Article 30 (création d'une taxe sur les logements vacants)

Son amendement n° 432 soutenu par M. Patrick Devedjian (non assujettissement à la taxe des logements appartenant à des personnes physiques et à des sociétés civiles constituées exclusivement entre parents et alliés) (p. 3800) : rejeté (p. 3801)

Article 31 (création d'un régime de réquisition avec attributaire)

Article L. 642-1 du code de la construction et de l'habitation (principes régissant la réquisition avec attributaire)

Son amendement n° 433 soutenu par M. Patrick Devedjian (non-application du dispositif aux sociétés civiles constituées exclusivement entre parents et alliés) (p. 3818) : rejeté (p. 3819)

Article 44 (article L. 331-3 du code de la consommation : procédure applicable devant la commission)

Son amendement n° 434 soutenu par M. Patrick Devedjian (assistance d'une personne choisie par le débiteur) : rejeté (p. 3939)

Après l'article 70

Son amendement n° 430 corrigé soutenu par M. Patrick Devedjian (suspension de l'allocation) : rejeté (p. 4014)

Son amendement n° 431 corrigé soutenu par M. Patrick Devedjian (condition de résidence sur le territoire français) : rejeté (p. 4014)

Proposition de loi n° 845 fixant le régime des armes et munitions

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [29 mai 1998] (p. 4512)

Son intervention (p. 4528)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Louis Debré (p. 4537)

Thèmes :

Armes : armes blanches (p. 4529)

Armes : armes de chasse (p. 4530)

Armes : armes de tir (p. 4529)

Armes : classification (p. 4529, 4530)

Armes : détention (p. 4529, 4530)

Armes : vente (p. 4530)

Assemblée nationale : conditions de travail (p. 4528, 4529)

Etat : ministres (p. 4528)

Lois : application (p. 4530, 4537)

Ordre public (p. 4528, 4530)

Politiques communautaires : directives (p. 4529)

Discussion des articles [29 mai 1998] (p. 4538)

Article 2 (possibilité de dérogation à l'interdiction édictée à l'article 1er)

Soutient l'amendement n° 10 de M. Jean-Claude Lemoine (de suppression) (p. 4538) : rejeté (p. 4538)

Article 3 (autorisation par le représentant de l'Etat de l'acquisition et de la détention d'armes des première et quatrième catégories)

Son amendement n° 2 (autorisation accordée au titulaire d'une permis de chasse) (p. 4538) : rejeté (p. 4539)

Son amendement n° 1 (autorisation accordée au membre d'un club de tir agréé) : rejeté (p. 4539)

Après l'article 3

Intervient sur l'amendement n° 13 de M. Georges Sarre (dépôt des armes à tir à l'association sportive) (p. 4539)

Après l'article 4

Intervient sur l'amendement n° 6 de M. Jean-Claude Lemoine (ventes d'armes et de munitions des deuxième, troisième et quatrième catégories uniquement par des armuriers diplômés et dans les armureries) (p. 4540, 4541)

Article 5 (déclaration de l'acquisition et de la détention d'armes des cinquième et septième catégories)

Son amendement n° 3 (suppression de la déclaration pour les munitions) : rejeté (p. 4541)

Son amendement n° 4 soutenu par M. Jean-Claude Lemoine (suppression de la justification d'un permis de chasse ou de la pratique effective du tir) (p. 4541) : rejeté (p. 4542)

Article 6 (déclaration de l'acquisition et de la détention des armes de la huitième catégorie)

Intervient sur l'amendement n° 16 du Gouvernement (liberté de l'acquisition et de la détention) (p. 4543)

Article 7 (application de la loi à la détention d'armes avant le 30 juin 2000)

Son amendement n° 5 (report de deux ans) (p. 4543) : adopté (p. 4544)

Après l'article 7

Son amendement n° 19 (décret en Conseil d'Etat fixant les modalités de conservation des armes) : adopté (p. 4544)

Ses explications de vote (p. 4545)

Vote contre du groupe du Rassemblement pour la République (p. 4545)

Proposition de loi n° 638 relative aux dates d'ouverture anticipée et de clôture de la chasse aux oiseaux migrateurs

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [18 juin 1998] (p. 5111) ; [19 juin 1998] (p. 5183)
Son intervention (p. 5190)

Thèmes :

Animaux : oiseaux migrateurs : chasse et pêche (p. 5190)

Chasse et pêche : droits de chasse (p. 5191)

Politiques communautaires : directives : chasse et pêche (p. 5190)

Proposition de loi n° 967 relative à la création d'un ordre national de la profession infirmière

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 juin 1998] (p. 5210)
Son intervention (p. 5220)

Thèmes :

Professions de santé : infirmiers (p. 5221)

Professions de santé : infirmiers : Europe sociale (p. 5221)

Professions de santé : infirmiers : formation professionnelle (p. 5221)

Professions de santé : infirmiers : ordre professionnel (p. 5220)

Professions de santé : ordre professionnel (p. 5220)

Projet de loi n° 956 relatif à l'accès au droit et à la résolution amiable des conflits

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [29 juin 1998] (p. 5449)
Son intervention (p. 5456)

Thèmes :

Associations (p. 5458)

Enseignement (p. 5457)

Justice : aide à l'accès au droit (p. 5456, 5457)

Justice : aide juridictionnelle (p. 5457)

Justice : conciliation (p. 5457, 5458)

Justice : crédits (p. 5458)

Justice : réforme (p. 5456, 5458)

Discussion des articles [29 juin 1998] (p. 5466)

Article 6 (procédures de retrait de l'aide juridictionnelle)

Son amendement n° 51 (suppression de la possibilité de retrait d'aide juridictionnelle en cas de procédure dilatoire ou abusive) : rejeté (p. 5469)

Après l'article 7

Son amendement n° 52 (suppression de l'aide juridictionnelle pour les étrangers en situation irrégulière) : rejeté (p. 5470)

Article 9 (mise en œuvre de l'aide à l'accès au droit)

Son amendement n° 53 (aide spécifique aux populations les plus défavorisées) (p. 5472) : rejeté (p. 5473)

Son amendement n° 54 (campagnes d'information dans les établissements secondaires) : rejeté (p. 5473)

Son amendement n° 55 (modalités de désignation de l'association membre de droit du conseil départemental) : devenu sans objet (p. 5474)

Article 10 (tarification des consultations juridiques organisées dans le cadre de l'aide à l'accès au droit)

Son amendement n° 56 (conditions de la tarification prévues par décret) (p. 5476) : rejeté (p. 5477)

Proposition de loi n° 969 portant extension de la qualification d'officier de police judiciaire au corps de maîtrise et d'application de la police nationale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [30 juin 1998] (p. 5527)
Son intervention (p. 5531)

Thèmes :

Droit pénal : délinquance et criminalité (p. 5531, 5532)

Lois : lois d'orientation : police (p. 5532)

Police : officiers de police judiciaire (p. 5532)

Police : officiers de police judiciaire : formation professionnelle (p. 5532)

Police : police de proximité (p. 5532)

Alfred MARIE-JEANNE

*Martinique (4^{ème} circonscription)
Non-inscrit
puis Radical, Citoyen et Vert*

Élu le 1^{er} juin 1997

N'appartient à aucun groupe [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9391)

S'inscrit au groupe Radical, Citoyen et Vert [J.O. du 17 septembre 1997] (p. 13522)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9422)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

DOM. Guadeloupe et Martinique : transports routiers. Transports de marchandises, loi n° 93-122 du 29 janvier 1993, application [22 octobre 1997] (p. 4478)

Agriculture. Politique agricole commune (PAC). Bananes [20 janvier 1998] (p. 417)

DOM. Octroi de mer. Perspectives [12 mai 1998] (p. 3638)

DOM. Banques et établissements financiers. Société de développement régional Antilles-Guyane (SODERAG), Caisse française de développement, gestion [26 mai 1998] (p. 4284)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 230 pour 1998

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE ET PÊCHE, BAPSA

Examen du fascicule [23 octobre 1997] (p. 4535)
Son intervention (p. 4571)

Thèmes avant la procédure des questions :

- Agriculture : fruits et légumes (p. 4571)
- Aquaculture et pêche professionnelle (p. 4571, 4572)
- DOM-TOM (p. 4571)
- Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 4571)

OUTRE-MER

Examen du fascicule [31 octobre 1997] (p. 5123)
Son intervention (p. 5137)

Thème avant la procédure des questions :

- DOM : Martinique (p. 5137)

Projet de loi organique n° 827 limitant le cumul des mandats électoraux et fonctions électives

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [27 mai 1998] (p. 4385, 4406)
Article 2 (articles L.O. 141 et L.O. 141-1 du code électoral - interdiction du cumul d'un mandat parlementaire avec une fonction électorale locale ou plus d'un mandat local)
Son intervention (p. 4391)

Proposition de résolution n° 741 sur les propositions de la Commission européenne en matière de réforme de l'organisation commune des marchés dans le secteur de la banane :

- proposition de règlement du Conseil modifiant le règlement (CEE) n° 44/93 du Conseil portant organisation commune des marchés dans le secteur de la banane,
- recommandation de décision du Conseil autorisant la Commission à négocier un accord avec les pays ayant un intérêt substantiel à la fourniture de bananes pour la répartition des contingents tarifaires et de la quantité ACP traditionnelle (COM [98] 4 final/n° E 1004)

Avant la discussion de l'article unique [4 juin 1998] (p. 4747)
Son intervention (p. 4757)

Thèmes :

- Agriculture : fruits et légumes : DOM-TOM (p. 4757)
- Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) (p. 4757)
- Politiques communautaires : conventions de Lomé (p. 4757)
- Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 4757)

Projet de loi constitutionnelle n° 937 relatif à la Nouvelle-Calédonie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 juin 1998] (p. 4953)
Son intervention (p. 4972)

Thèmes :

- DOM-TOM : institutions (p. 4973)
- TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Accord de Nouméa (p. 4972, 4973)

Projet de loi n° 975 relatif au mode d'élection des conseillers régionaux et des conseillers à l'Assemblée de Corse et au fonctionnement des conseils régionaux

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [23 juin 1998] (p. 5269, 5295)
Son intervention (p. 5297)

Thèmes :

- DOM : institutions (p. 5297, 5298)
- Elections et référendums : modes de scrutin : élections régionales (p. 5297)
- Régions : budget (p. 5297)

Discussion des articles [23 juin 1998] (p. 5305) ; [24 juin 1998] (p. 5334, 5362)

Article 3 (article L. 338 du code électoral : mode de scrutin des élections régionales)

Son amendement n° 13 (suppression de la prime majoritaire en cas d'élection dès le premier tour) (p. 5312) : rejeté (p. 5313)

Son amendement n° 14 (suppression de la prime majoritaire au second tour) : rejeté (p. 5335)

Article 4 (article L. 346 du code électoral : obligation d'effectuer une déclaration de candidature)

Son amendement n° 15 corrigé (seuil ramené de 10 à 5 % des suffrages exprimés pour participer au second tour) (p. 5350) : rejeté au scrutin public (p. 5351)

Gilberte MARIN-MOSKOVITZ

Territoire-de-Belfort (2^{ème} circonscription)
Radical, Citoyen et Vert

Deviens députée le 5 juillet 1997 (voir indications préliminaires) [J.O. du 6 juillet 1997] (p. 10295)

N'appartient à aucun groupe [J.O. du 6 juillet 1997] (p. 10295)

S'inscrit au groupe Radical, Citoyen et Vert [J.O. du 11 juillet 1997] (p. 10568)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 12 juillet 1997] (p. 10608)

Membre suppléante de la Commission consultative appelée à émettre un avis sur la modification de la valeur du point de pension [J.O. du 1^{er} octobre 1997] (p. 14256)

Membre titulaire du conseil de surveillance de la caisse nationale d'assurance vieillesse des travailleurs salariés [J.O. du 2 octobre 1997] (p. 14317)

Membre de la mission d'information commune sur la prévention et la lutte contre les exclusions [J.O. du 5 mars 1998] (p. 3424)

Membre de la mission d'information commune sur les perspectives économiques et sociales de l'aménagement de l'axe européen Rhin-Rhône [J.O. du 26 mars 1998] (p. 4569)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation relatif à la lutte contre l'exclusion [J.O. du 28 mars 1998] (p. 4824)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la prévention et à la répression des infractions sexuelles ainsi qu'à la protection des mineurs [J.O. du 10 avril 1998] (p. 5626)

Secrétaire de la mission d'information commune sur les perspectives économiques et sociales de l'aménagement de l'axe européen Rhin-Rhône [J.O. du 29 avril 1998] (p. 6548)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 629 permettant aux salariés ayant quarante annuités de cotisations vieillesse de partir à la retraite alors même qu'ils n'ont pas atteint l'âge déterminé visé à l'alinéa 1 de l'article L. 351-1 du code de la sécurité sociale [14 janvier 1998]

Proposition de loi n° 798 tendant à renforcer la protection des personnes dans le domaine sanitaire et social [31 mars 1998]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Industrie. Matériel électrique et électronique. GEC Alsthom, emploi et activité, Belfort [15 octobre 1997] (p. 4015)

Transports ferroviaires. TGV Rhin Rhône. Construction [21 janvier 1998] (p. 479)

Industrie. Matériel électrique et électronique. GEC-Alsthom, emploi et activité, Belfort [22 avril 1998] (p. 2902)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 307, posée le 28 avril 1998. Enseignement. Orientation scolaire et professionnelle (J.O. Questions p. 3201). Appelée le 5 mai 1998. Fonctionnement,

effectifs de personnel, inspecteurs de l'éducation-information orientation, territoire de Belfort (p. 3365)

DÉBATS

Projet de loi n° 200 relatif au développement d'activités pour l'emploi des jeunes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 septembre 1997] (p. 2917, 2943, 2981)

Son intervention (p. 2951)

Thèmes :

Associations (p. 2953)

Emploi : contrats d'initiative locale (p. 2952)

Emploi : contrats emploi solidarité (p. 2952)

Police (p. 2953)

Retraites : régimes autonomes et spéciaux : Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales (CNRACL) (p. 2953)

Projet de loi n° 202 relatif à la prévention et à la répression des infractions sexuelles ainsi qu'à la protection des mineurs

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 septembre 1997] (p. 3495, 3516)

Son intervention (p. 3522)

Thèmes :

Droit pénal : injonction de soins (p. 3522)

Droit pénal : mineurs : auditions (p. 3522)

Enfants : mauvais traitements (p. 3522)

Discussion des articles [30 septembre 1997] (p. 3535) ; [1er octobre 1997] (p. 3564, 3618)

Article 19 (articles 706-47 à 706-54 du code de procédure : protection des mineurs victimes d'infractions sexuelles)

Après l'article 706-51 du code de procédure pénale

Article 706-53 du code de procédure pénale : enregistrement vidéo de l'audition d'un mineur victime d'infractions sexuelles

Son sous-amendement n° 142 (enregistrement vidéo systématique des victimes) à l'amendement n° 42 de la commission (audition de la victime, enregistrement vidéo) (p. 3621) : rejeté (p. 3622)

Son amendement n° 143 (enregistrement vidéo systématique des victimes) : devenu sans objet (p. 3622)

Article 706-54 du code de procédure pénale : présence d'un tiers lors de l'audition d'une victime mineure

Son amendement n° 141 (dispense d'auditions après enregistrement) : rejeté (p. 3624)

Projet de loi de finances n° 230 pour 1998**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET
DISPOSITIONS SPÉCIALES****EMPLOI ET SOLIDARITÉ**

II - SANTÉ, SOLIDARITÉ ET VILLE

Examen du fascicule [3 novembre 1997] (p. 5221, 5246)

Son intervention (p. 5236)

Thèmes avant la procédure des questions :

Aménagement du territoire : contrats de ville (p. 5238)

Aménagement du territoire : politique de la ville (p. 5238)

Drogue : toxicomanie (p. 5237)

Emploi : contrats emploi solidarité (p. 5236)

Femmes : droits (p. 5237)

Handicapés : allocation aux adultes handicapés (p. 5237)

Handicapés : centres d'aide par le travail (CAT) (p. 5237)

Institutions sociales et médico-sociales : centres d'hébergement et de réadaptation sociale (CHRS) (p. 5236)

Politique sociale : exclusion (p. 5236)

Politique sociale : revenu minimum d'insertion (RMI) (p. 5236)

Rapatriés : indemnisation (p. 5238)

Santé : accès aux soins (p. 5237)

Santé : médecine préventive (p. 5237)

Projet de loi n° 327 relatif à l'entrée et au séjour des étrangers en France et au droit d'asile

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [9 décembre 1997] (p. 7179, 7203) ; [10 décembre 1997] (p. 7239, 7273, 7297) ; [11 décembre 1997] (p. 7321, 7339, 7380) ; [12 décembre 1997] (p. 7413, 7453, 7504) ; [14 décembre 1997] (p. 7603, 7633, 7663) ; [15 décembre 1997] (p. 7698, 7736, 7770) ; [16 décembre 1997] (p. 7858, 7899)*Article 19 (article 35 bis de l'ordonnance du 2 novembre 1945 : modification du régime de rétention administrative)*

Soutient l'amendement n° 2102 de M. Georges Sarre (bénéfice de l'aide juridictionnelle) (p. 7758) : vote réservé (p. 7758)

Projet de loi n° 780 d'orientation relatif à la lutte contre les exclusions

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 mai 1998] (p. 3392, 3415) ; [6 mai 1998] (p. 3466, 3495)

Son intervention (p. 3467)

Thèmes :

Emploi : chômage de longue durée (p. 3467)

Famille (p. 3468)

Logement : politique du logement (p. 3467)

Politique sociale : exclusion (p. 3467)

Discussion des articles [6 mai 1998] (p. 3515) ; [7 mai 1998] (p. 3533, 3562) ; [12 mai 1998] (p. 3649, 3684) ; [13 mai 1998] (p. 3741, 3776) ; [14 mai 1998] (p. 3815, 3872) ; [18 mai 1998] (p. 3931, 3975) ; [19 mai 1998] (p. 4076, 4102) ; [20 mai 1998] (p. 4205)*Article 4 (recentrage des contrats emploi-solidarité sur les personnes en difficulté)*

Son intervention (p. 3541)

Article 2 précédemment réservé (accompagnement personnalisé vers l'emploi des jeunes en difficulté)

Son intervention (p. 3575)

Son amendement n° 472 soutenu par M. Jean-Michel Marchand (action culturelle ou sportive) : devenu sans objet (p. 3580)

Son amendement n° 906 (lutte contre l'illettrisme) (p. 3580) : devenu sans objet (p. 3581)

Son amendement n° 471 soutenu par M. Jean-Michel Marchand (jeunes ayant achevé un premier cycle d'enseignement secondaire sans obtenir de diplôme) : rejeté (p. 3581)

Son amendement n° 521 soutenu par M. Jean-Michel Marchand (regroupement des bénéficiaires) (p. 3581) : rejeté (p. 3582)

Son amendement n° 522 soutenu par M. Jean-Michel Marchand (accompagnement des jeunes) : rejeté (p. 3582)

Son amendement n° 904 soutenu par M. Jean-Michel Marchand (cohérence et continuité des actions proposées aux jeunes) : adopté (p. 3582)

Après l'article 4

Son amendement n° 513 soutenu par M. Jean-Michel Marchand (évaluation du dispositif du contrat emploi-solidarité) : rejeté (p. 3585)

Article 5 (élargissement des possibilités d'accès aux contrats emplois consolidés)

Son amendement n° 509 soutenu par M. Jean-Michel Marchand (durée hebdomadaire du travail) : rejeté (p. 3589)

Son amendement n° 510 soutenu par M. Jean-Michel Marchand (fonction publique ou hospitalière) (p. 3592) : rejeté (p. 3593)

Article 9 (conseil départemental de l'insertion par l'activité économique et plans locaux pour l'insertion et l'emploi)

Soutient l'amendement n° 511 de M. Georges Sarre (insertion des handicapés) (p. 3675) : rejeté (p. 3675)

Article 22 (décret d'application)

Soutient l'amendement n° 101 de la commission (délais maxima d'intervention) (p. 3754) : adopté après modification (p. 3754)

*Article 31 (création d'un régime de réquisition avec attributaire)**Article L. 642-7 du code de la construction et de l'habitation (rôle des agents commissionnés par le préfet)*

Son amendement n° 788 soutenu par M. Georges Sarre (de précision) : rejeté (p. 3822)

Son amendement n° 789 soutenu par M. Georges Sarre (communication d'informations par les organismes chargés de la distribution de l'eau, du gaz et de l'électricité) : rejeté (p. 3822)

Article L. 642-8 du code de la construction et de l'habitation (rôle des services fiscaux)

Son amendement n° 790 soutenu par M. Georges Sarre (nature des informations communiquées par les services fiscaux) (p. 3823) : rejeté (p. 3824)

Après l'article L. 642-8 du code de la construction et de l'habitation

Son amendement n° 791 soutenu par M. Georges Sarre (obligation du secret pour les agents commissionnés par le préfet) : rejeté (p. 3824)

Article 39 (permanences d'accès aux soins de santé consacrés aux personnes en situation de précarité)

Son amendement n° 506 soutenu par M. Jean-Michel Marchand (continuité de soins) : rejeté (p. 3891)

Après l'article 41

Son amendement n° 473 rectifié soutenu par M. Jean-Michel Marchand (information des personnes condamnées à une peine de prison) (p. 3898) : adopté après modification (p. 3899)

Article 42 (article L. 331-1 du code de la consommation : composition de la commission de surendettement des particuliers)

Son amendement n° 435 soutenu par M. Jean-Michel Marchand (choix d'un travailleur social) : rejeté (p. 3903)

Article 51 (article L. 333-4 du code de la consommation : inscription au fichier sur les incidents de paiement)

Soutient l'amendement n° 786 rectifié de M. Jacques Desallangre (radiation des informations après remboursement de la dette) (p. 3958) : rejeté (p. 3958)

Soutient l'amendement n° 787 de M. Jacques Desallangre (radiation des informations par saisine du juge d'instance) (p. 3958) : rejeté (p. 3958)

Article 68 (fixation d'un seuil minimal insaisissable pour les prestations familiales)

Son amendement n° 514 (pourcentage minimum) : devenu sans objet (p. 4010)

Après l'article 71

Son amendement n° 519 (soutien des parents pendant la durée du placement de leurs enfants) (p. 4015) : retiré (p. 4016)

Son amendement n° 518 (détermination du lieu de placement de l'enfant) : retiré (p. 4016)

Article 72 (fourniture minimum d'énergie, d'eau et de téléphone)

Soutient l'amendement n° 520 de M. Georges Sarre (rencontres entre le bénéficiaire d'un RMI et un membre de la commission locale d'insertion) (p. 4020) : rejeté (p. 4020)

Soutient l'amendement n° 625 de M. Jacques Desallangre (maintien d'un service téléphonique restreint) (p. 4020) : rejeté (p. 4020)

Soutient l'amendement n° 626 de M. Jacques Desallangre (indemnisation des créanciers) (p. 4022) : rejeté (p. 4022)

Avant l'article 79

Son amendement n° 476 (représentation des organisations des chômeurs) (p. 4105) : retiré (p. 4106)

Article 81 (institutions sociales et médico-sociales)

Son intervention (p. 4117)

Jean-Paul MARIOT

Haute-Saône (3^{ème} circonscription)
Socialiste

Élu le 1^{er} juin 1997

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9390)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9423)

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Kenya en vue d'éviter les doubles impositions en matière de transport aérien en trafic international (n° 523) [1^{er} octobre 1997]

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 523), autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Kenya en vue d'éviter les doubles impositions en matière de transport aérien en trafic international [21 janvier 1998] (n° 644)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Déchets, pollutions et nuisances. Déchets ménagers. Traitement, conséquences, collectivités territoriales [6 mai 1998] (p. 3459)

Déchets, pollutions et nuisances. Déchets ménagers. Tri sélectif [3 juin 1998] (p. 4632)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 230 pour 1998

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COOPÉRATION

I - AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Examen du fascicule [5 novembre 1997] (p. 5395)
Procédure des questions :

Union européenne : euro (p. 5441)

Alain MARLEIX

*Cantal (2^{ème} circonscription)
Rassemblement pour la République*

Élu le 25 mai 1997

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9391)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9423)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi tendant à améliorer les conditions d'exercice de la profession de transporteur routier [J.O. du 22 janvier 1998] (p. 1054)

Membre titulaire du conseil supérieur de l'aviation marchande [J.O. du 3 avril 1998] (p. 5209)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 466 modifiant l'article L. 2411-10 du code général des collectivités territoriales relatif aux biens de section [26 novembre 1997]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Secteur public. Travail. Durée du travail, réduction, application [31 mars 1998] (p. 2243)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 95, posée le 7 janvier 1998. Transports ferroviaires. Ligne Paris Béziers (J.O. Questions p. 28). Appelée le 13 janvier 1998. Modernisation (p. 136)

n° 212, posée le 24 février 1998. Elevage. Viande (J.O. Questions p. 1610). Appelée le 3 mars 1998. Quotas, échange contre des quotas laitiers, perspectives (p. 1822)

DÉBATS

Projet de loi n° 427 tendant à améliorer les conditions d'exercice de la profession de transporteur routier

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Ses explications de vote [22 janvier 1998] (p. 531)

Vote pour du groupe du Rassemblement pour la République (p. 531)

Franck MARLIN

*Essonne (2^{ème} circonscription)
Apparenté au groupe du Rassemblement pour la République*

Élu le 1^{er} juin 1997

S'apparente au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9391)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9423)

Membre titulaire du conseil supérieur de la participation [J.O. du 7 novembre 1997] (p. 16219)

Béatrice MARRE

*Oise (2^{ème} circonscription)
Socialiste*

Élue le 1^{er} juin 1997

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9390)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9423)

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne [J.O. du 20 juin 1997] (p. 9634)

Membre titulaire du conseil national de l'aménagement et du développement du territoire [J.O. du 23 juillet 1997] (p. 11056)

Membre titulaire du conseil national du tourisme [J.O. du 1^{er} octobre 1997] (p. 14256)

Cesse d'appartenir à la commission de la production et des échanges [J.O. du 14 janvier 1998] (p. 591)

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 14 janvier 1998] (p. 591)

Cesse d'appartenir au conseil national du tourisme [J.O. du 9 février 1998] (p. 5544)

Membre suppléante de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant le statut de la banque de France en vue de sa participation au système européen de banques centrales [J.O. du 24 avril 1998] (p. 6337)

DÉPÔTS

Proposition de résolution n° 742 sur la proposition de directive du Conseil instituant un cadre pour l'action communautaire dans le domaine de l'eau (COM (97) 49 final/n° E 838) [26 février 1998]

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne,

sur la proposition de directive du Conseil instituant un cadre pour l'action communautaire dans le domaine de l'eau (COM (97) 49 final/n° E 838) [26 février 1998] (n° 739)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Union européenne. Conseil européen. Sommet de Luxembourg, perspectives [16 décembre 1997] (p. 7851)

Union européenne. Euro. Mise en place [25 mars 1998] (p. 2110)

Union européenne. Conseil européen. Cardiff, perspectives [17 juin 1998] (p. 5093)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 230 pour 1998

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET ENVIRONNEMENT

I - AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Examen du fascicule [4 novembre 1997] (p. 5287)
Son intervention (p. 5306)

Thèmes avant la procédure des questions :

Aménagement du territoire : Conseil national de l'aménagement et du développement du territoire (CNADT) (p. 5306)

Aménagement du territoire : pays (p. 5306)

Coopération intercommunale (p. 5307)

II - ENVIRONNEMENT

Examen du fascicule [4 novembre 1997] (p. 5349)

Procédure des questions :

Déchets, pollutions et nuisances : déchets ménagers : récupération des déchets (p. 5375)

Déclaration du Gouvernement n° 493 présentée par M. Hubert Védrine, ministre des affaires étrangères sur la politique européenne

[2 décembre 1997] (p. 6751, 6313)
Son intervention (p. 6821)

Thèmes :

Emploi (p. 6822)

Union européenne : euro (p. 6821, 6822)

Proposition de loi n° 748 tendant à la détermination des conditions juridiques de l'exercice de la profession d'artisan boulanger

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [3 avril 1998] (p. 2544)
Son intervention (p. 2555)

Thèmes :

Aménagement du territoire : zones rurales (p. 2556)

Commerce et artisanat : boulangerie (p. 2556)

Commerce et artisanat : supermarchés (p. 2556)

Consommation : information des consommateurs (p. 2556)

Discussion de l'article unique [03 avril 1998] (p. 2559)

Article unique (Appellation de boulanger et enseigne de boulangerie)

Intervient sur l'amendement n° 8 de M. Jean-Paul Charié (qualité de "boulanger" et enseigne de "boulangerie" réservées aux seuls artisans boulangers) (p. 2561)

Vote pour du groupe socialiste (p. 2556)

Proposition de résolution n° 817 sur les recommandations de la Commission européenne relatives au passage à la monnaie unique :

- recommandation de la Commission en vue d'une recommandation du Conseil conformément à l'article 109 J, paragraphe 2, du traité (n° E 1045),

- recommandations de décisions du Conseil abrogeant les décisions constatant l'existence d'un déficit excessif en Belgique, en Allemagne, en Espagne, en France, en Italie, en Autriche, au Portugal, en Suède et au Royaume-Uni - application de l'article 104 C, paragraphe 12, du Traité instituant la Communauté européenne (SEC [1998] 1999 final/n° E 1046)

Avant la discussion de l'article unique [21 avril 1998] (p. 2827, 2857)

Son intervention (p. 2865)

Thèmes :

Emploi : politique de l'emploi (p. 2865, 2866)

Politique sociale : généralités (p. 2865, 2866)

Politiques communautaires : politiques internes (p. 2866)

Union européenne : Conseil de l'euro (p. 2866)

Union européenne : construction européenne (p. 2865, 2866)

Union européenne : euro : monnaie unique (p. 2865, 2866)

Union européenne : Traité de Maastricht (p. 2865)

Union européenne : Union économique et monétaire (UEM) (p. 2865)

Jean MARSAUDON

*Essonne (7^{ème} circonscription)
Rassemblement pour la République*

Élu le 1^{er} juin 1997

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9391)

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9423)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 575 tendant à encourager l'acquisition de véhicules fonctionnant au gaz de pétrole liquéfié [17 décembre 1997]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**DÉBATS****Projet de loi de finances n° 230 pour 1998****PREMIÈRE LECTURE**

Avant la discussion des articles [14 octobre 1997] (p. 3930, 3961) ; [15 octobre 1997] (p. 3991, 4023, 4053)

Son intervention (p. 4010)

Thèmes :

- Emploi : chômage (p. 4011)
- Famille : politique familiale (p. 4010)
- Finances publiques : politique budgétaire (p. 4010)
- Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 4011)
- Impôt sur le revenu : quotient familial (p. 4011)
- Impôt sur le revenu : réduction d'impôt au titre de l'emploi d'un salarié à domicile (p. 4010, 4011)
- Impôt sur les sociétés : taux (p. 4011)
- Impôts et taxes : politique fiscale (p. 4011)
- Politique économique : épargne (p. 4011)
- Prestations familiales : allocation de garde d'enfant à domicile (p. 4010)
- Prestations familiales : conditions de ressources (p. 4011)

Projet de loi n° 327 relatif à l'entrée et au séjour des étrangers en France et au droit d'asile**PREMIÈRE LECTURE**

Discussion des articles [9 décembre 1997] (p. 7179, 7203) ; [10 décembre 1997] (p. 7239, 7273, 7297) ; [11 décembre 1997] (p. 7321, 7339, 7380) ; [12 décembre 1997] (p. 7413, 7453, 7504) ; [14 décembre 1997] (p. 7603, 7633, 7663) ; [15 décembre 1997] (p. 7698, 7736, 7770) ; [16 décembre 1997] (p. 7858, 7899)

Article 10 (article 21 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 : aménagement du régime des infractions d'aide à l'entrée, à la circulation et au séjour d'étrangers en situation irrégulière)

Son amendement n° 8 soutenu par M. Henri Cuq (suppression de la référence aux bandes organisées) : rejeté (p. 7577)

Article 11 précédemment réservé (défaut de déclaration d'entrée sur le territoire et suppression de l'interdiction administrative du territoire)

Son amendement n° 46 (de suppression) (p. 7931) : rejeté (p. 7932)

Son amendement n° 6 soutenu par M. Jean-Luc Warsmann (suppression du II de l'article 11 qui abroge la procédure d'interdiction administrative du territoire) : rejeté (p. 7932)

Article 21 précédemment réservé (abrogations)

Son amendement n° 7 (de suppression) : rejeté (p. 7948)

Projet de loi n° 873 relatif aux enquêtes techniques sur les accidents et les incidents dans l'aviation civile**PREMIÈRE LECTURE**

Procédure d'examen simplifiée [18 juin 1998] (p. 5166)

Son intervention (p. 5172)

Thèmes :

- Politiques communautaires : directives : transports aériens (p. 5172)
 - Transports aériens : accidents (p. 5172)
 - Transports aériens : sécurité (p. 5172)
- Vote pour du groupe du Rassemblement pour la République (p. 5172)

Daniel MARSIN

Guadeloupe (1^{ère} circonscription)
Apparenté au groupe socialiste

Élu le 1^{er} juin 1997

S'apparente au groupe socialiste [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9391)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9423)

Rapporteur de la proposition de résolution sur les propositions de la Commission européenne en matière de réforme de l'organisation commune des marchés dans le secteur de la banane :

- proposition de règlement du Conseil modifiant le règlement (CEE) n° 44/93 du Conseil portant organisation commune des marchés dans le secteur de la banane,
- recommandation de décision du Conseil autorisant la Commission à négocier un accord avec les pays ayant un intérêt substantiel à la fourniture de bananes pour la répartition des contingents tarifaires et de la quantité ACP traditionnelle (COM [98] 4 final/n° E 1004) (n° 741) [25 mars 1998]

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission de la production et des échanges sur la proposition de résolution (n° 741) de M. Henri Nallet, rapporteur de la délégation pour l'Union européenne, sur les propositions de la Commission européenne en matière de réforme de l'organisation commune des marchés dans le secteur de la banane :

- proposition de règlement du Conseil modifiant le règlement (CEE) n° 404/93 du Conseil portant organisation commune des marchés dans le secteur de la banane,

- recommandation de décision du Conseil autorisant la Commission à négocier un accord avec les pays ayant un intérêt substantiel à la fourniture de bananes pour la répartition des contingents tarifaires et de la quantité ACP traditionnelle (COM (98) 4 final/n° E 1004) [29 avril 1998] (n° 863)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

DOM. Guadeloupe : enseignement. Politique de l'éducation, perspectives [29 avril 1998] (p. 3213)

DÉBATS

Projet de loi n° 200 relatif au développement d'activités pour l'emploi des jeunes

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [15 septembre 1997] (p. 2995) ; [16 septembre 1997] (p. 3050, 3092) ; [17 septembre 1997] (p. 3121)

Après l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 211 du Gouvernement (utilisation par les départements des crédits d'insertion pour le financement des postes de travail) (p. 3110)

Projet de loi de finances n° 230 pour 1998

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [15 octobre 1997] (p. 4062) ; [16 octobre 1997] (p. 4089, 4121, 4157) ; [17 octobre 1997] (p. 4191, 4218, 4268)

Article 14 (aménagement du régime d'aide fiscale à l'investissement outre-mer)

Son intervention (p. 4281)

Intervient sur l'amendement n° 80 de la commission (plafonnement à 150 000 F pour les célibataires ou 300 000 F pour les contribuables mariés de la base déductible pour les investisseurs outre-mer soumis à l'impôt sur le revenu) (p. 4293)

Intervient sur l'amendement n° 81 de la commission (suppression de la possibilité d'imputer des déficits, dans la catégorie des bénéficiers industriels et commerciaux non professionnels, sur le revenu global) (p. 4293)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [17 décembre 1997] (p. 8024) ; [18 décembre 1997] (p. 8101)

Article 14 (aménagement du régime d'aide fiscale à l'investissement outre-mer)

Son amendement n° 116 (maintien de la possibilité d'imputer les déficits éventuels non professionnels sur le revenu global) (p. 8055) : devenu sans objet (p. 8058)

Projet de loi n° 780 d'orientation relatif à la lutte contre les exclusions

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [6 mai 1998] (p. 3515) ; [7 mai 1998] (p. 3533, 3562) ; [12 mai 1998] (p. 3649, 3684) ; [13 mai 1998] (p. 3741, 3776) ; [14 mai 1998] (p. 3815, 3872) ; [18 mai 1998] (p. 3931, 3975) ; [19 mai 1998] (p. 4076, 4102) ; [20 mai 1998] (p. 4205)

Après l'article 9

Soutient l'amendement n° 951 de M. Camille Darsières (adaptation du dispositif pour les DOM) (p. 3686) : rejeté (p. 3686)

Proposition de résolution n° 741 sur les propositions de la Commission européenne en matière de réforme de l'organisation commune des marchés dans le secteur de la banane :

- proposition de règlement du Conseil modifiant le règlement (CEE) n° 44/93 du Conseil portant organisation commune des marchés dans le secteur de la banane,

- recommandation de décision du Conseil autorisant la Commission à négocier un accord avec les pays ayant un intérêt substantiel à la fourniture de bananes pour la répartition des contingents tarifaires et de la quantité ACP traditionnelle (COM [98] 4 final/n° E 1004)

Rapporteur de la commission de la production et des échanges

Avant la discussion de l'article unique [4 juin 1998] (p. 4747)

Son intervention (p. 4747)

Thèmes :

Agriculture : fruits et légumes : DOM-TOM (p. 4747 à 4749)

Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) (p. 4747 à 4749)

Politiques communautaires : conventions de Lomé (p. 4747 à 4749)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 4748, 4749)

Union européenne : actes communautaires (p. 4747)

Discussion de l'article unique [4 juin 1998] (p. 4759)

Soutient l'amendement n° 1 de la commission (rectification d'une erreur de référence) (p. 4760) : adopté (p. 4760)

Soutient l'amendement n° 2 de la commission (contingent additionnel réduit à 100 000 tonnes) (p. 4760) : adopté (p. 4760)

Christian MARTIN

*Maine-et-Loire (3^{ème} circonscription)
Union pour la démocratie française
puis Union pour la démocratie française-Alliance*

Élu le 1^{er} juin 1997

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9391), devenu

groupe de l'Union pour la Démocratie française-
Alliance [J.O. du 25 juin 1998] (p. 9698)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et
des forces armées [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9423)

Membre de la commission d'enquête sur l'activité et le
fonctionnement des tribunaux de commerce [J.O. du
21 janvier 1998] (p. 988)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire
chargée de proposer un texte sur les dispositions
restant en discussion du projet de loi instituant une
commission consultative du secret de la défense
nationale [J.O. du 27 mai 1998] (p. 8082)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi n° 199 portant réforme du service national

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [18 septembre 1997] (p. 3279, 3308) ; [22 septembre 1997] (p. 3341, 3386)

Article 1er (création d'un livre premier du code du service national)

Article L. 114-1 du code du service national : enseignement des principes de la défense par l'Education nationale

Son amendement n° 200 (enseignement "spécifique, obligatoire et annuel") : retiré (p. 3322)

Son amendement n° 273 soutenu par M. Michel Voisin (enseignement "obligatoire") : adopté (p. 3322)

Article L. 114-2 du code du service national : obligation de répondre à l'appel de préparation à la défense

Son amendement n° 223 soutenu par M. Michel Voisin (attestation d'une visite médicale) (p. 3330) : rejeté (p. 3332)

Article 4 (réforme du code du service national)

Son amendement n° 227 (présentation d'une fiche familiale d'état-civil pour les jeunes gens ayant la charge effective d'au moins un enfant en vue d'obtenir une dispense) (p. 3393) : rejeté (p. 3394)

Son amendement n° 226 (présence d'un élu du département au sein de la commission régionale chargée de statuer sur les dispenses) : retiré (p. 3397)

Son amendement n° 225 (présence du maire de la commune de résidence du demandeur au sein de la commission régionale) : retiré (p. 3397)

Projet de loi de finances n° 230 pour 1998

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

EQUIPEMENT, TRANSPORTS ET LOGEMENT

II - LOGEMENT

Examen du fascicule [6 novembre 1997] (p.5535)

Procédure des questions :

Impôts et taxes : participation des employeurs à l'effort de construction (p. 5563)

Logement : Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat (ANAH) (p. 5563)

Logement : maisons individuelles : communes (p. 5564)

Logement : aides et prêts : prêt à taux zéro (p. 5565)

ECONOMIE, FINANCES ET INDUSTRIE

IV - PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES, COMMERCE ET ARTISANAT

Examen du fascicule [14 novembre 1997] (p. 5883)

Procédure des questions :

Commerce et artisanat : grande distribution : ouverture le dimanche (p. 5909)

Formation professionnelle : apprentissage (p. 5910)

Projet de loi n° 780 d'orientation relatif à la lutte contre les exclusions

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [6 mai 1998] (p. 3515) ; [7 mai 1998] (p. 3533, 3562) ; [12 mai 1998] (p. 3649, 3684) ; [13 mai 1998] (p. 3741, 3776) ; [14 mai 1998] (p. 3815, 3872) ; [18 mai 1998] (p. 3931, 3975) ; [19 mai 1998] (p. 4076, 4102) ; [20 mai 1998] (p. 4205)

Article 1er (affirmation du caractère prioritaire de la lutte contre les exclusions)

Son amendement n° 482 soutenu par M. Denis Jacquat (rôle des associations) : rejeté (p. 3535)

Article 5 (élargissement des possibilités d'accès aux contrats emplois consolidés)

Son amendement n° 483 soutenu par M. Denis Jacquat (possibilité de cumul avec une activité rémunérée) : rejeté (p. 3592)

Article 9 (conseil départemental de l'insertion par l'activité économique et plans locaux pour l'insertion et l'emploi)

Son amendement n° 484 soutenu par M. Denis Jacquat (concours des différents partenaires sociaux) : retiré (p. 3685)

Article 12 (lutte contre l'illettrisme dans le cadre de la formation professionnelle)

Son amendement n° 485 soutenu par M. Denis Jacquat (alphabétisation des personnes étrangères en situation régulière) : rejeté (p. 3697)

Article 17 (contenu et mise en œuvre du plan départemental d'action pour le logement des personnes défavorisées)

Son amendement n° 490 soutenu par M. Denis Jacquat (modalités d'élaboration du plan départemental) : rejeté (p. 3714)

Article 23 (institution d'une aide aux associations ou organismes aidant au logement des personnes défavorisées)

Son amendement n° 487 (attribution de l'aide forfaitaire aux organismes assurant la gestion de logements temporaires ou d'insertion) : retiré (p. 3758)

Article 24 (extension des compétences de certains organismes d'HLM)

Son amendement n° 491 (rédactionnel) : devenu sans objet (p. 3762)

Article 25 (exonération de taxe d'habitation pour certains logements en sous-location)

Son amendement n° 493 rectifié soutenu par M. Denis Jacquat (extension de l'exonération aux hébergements et logements à titre temporaire) : rejeté (p. 3764)

Son amendement n° 489 soutenu par M. Denis Jacquat (rédactionnel) : rejeté (p. 3764)

Article 30 (création d'une taxe sur les logements vacants)

Son amendement n° 492 soutenu par M. François Goulard (extension du champ d'application de la taxe à toutes les communes où il existe un déséquilibre marqué entre l'offre et la demande de logements) : rejeté (p. 3798)

Article 31 (création d'un régime de réquisition avec attributaire)

Article L. 642-23 du code de la construction et de l'habitation (durée du contrat)

Son amendement n° 494 soutenu par M. Denis Jacquat (ouverture d'une enquête sociale pour apprécier les besoins et possibilités du bénéficiaire) : rejeté (p. 3827)

Article 53 (articles 706 et 706-1 du code de procédure civile : conditions de remise en vente du bien immobilier après fixation de la mise à prix par le juge)

Son amendement n° 499 soutenu par M. Denis Jacquat (effacement des créances du fait même de la vente) : rejeté (p. 3966)

Article 62 (conditions d'octroi du concours de la force publique en cas d'expulsion)

Son amendement n° 500 soutenu par M. Denis Jacquat (obligation d'offrir un relogement adapté avant de recourir à la force publique et agrément des foyers d'hébergement) (p. 3991) : rejeté (p. 3992)

Après l'article 71

Son amendement n° 727 soutenu par M. Denis Jacquat (lutte contre les violences familiales) : rejeté (p. 4017)

NOUVELLE LECTURE

Ses explications de vote [1^{er} juillet 1998] (p. 5726)

Abstention du groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance (p. 5726)

Philippe MARTIN

Marne (6^{ème} circonscription)
Rassemblement pour la République

Élu le 1^{er} juin 1997

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9391)

NOMINATION

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9423)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Impôts et taxes. Politique fiscale. Energie et carburants, taxation, environnement, protection [27 mai 1998] (p. 4369)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 230 pour 1998

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE ET PÊCHE, BAPSA

Examen du fascicule [23 octobre 1997] (p. 4535)

Procédure des questions :

Agroalimentaire : viticulture (p. 4588)

JEUNESSE ET SPORTS

Examen du fascicule [7 novembre 1997] (p. 5573)

Procédure des questions :

Santé : prévention : coupe du monde de football (p. 5596)

ECONOMIE, FINANCES ET INDUSTRIE

IV - PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES, COMMERCE ET ARTISANAT

Examen du fascicule [14 novembre 1997] (p. 5883)

Procédure des questions :

Bâtiment et travaux publics : immeubles d'habitation : TVA (p. 5904, 5905)

Emploi : politique de l'emploi (p. 5905)

Projet de loi n° 512 d'orientation et d'incitation relatif à la réduction du temps de travail

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [29 janvier 1998] (p. 747, 785) ; [3 février 1998] (p. 935, 971) ; [4 février 1998] (p. 1039, 1068) ; [5 février 1998] (p. 1110, 1150, 1199) ; [6 février 1998] (p. 1270)

Article 1er (réduction à trente-cinq heures de la durée légale hebdomadaire du travail effectif des salariés)

Son intervention (p. 780)

Soutient l'amendement n° 868 de M. Gérard Hamel (de suppression) (p. 811) : rejeté au scrutin public (p. 817)

Article 3 (aide à la réduction du temps de travail)

Son intervention (p. 1092)

Patrice MARTIN-LALANDE

*Loir-et-Cher (2^{ème} circonscription)
Rassemblement pour la République*

Élu le 1^{er} juin 1997

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9391)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9422)

Secrétaire de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 18 juin 1997] (p. 9560)

Membre de la mission d'information commune sur la situation et les perspectives de l'industrie automobile en France et en Europe [J.O. du 12 juillet 1997] (p. 10608)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la sécurité et à la promotion d'activités sportives [J.O. du 5 février 1998] (p. 1951)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 274 assurant la protection des riverains de voies autoroutières et introduisant une procédure d'indemnisation automatique [30 septembre 1997]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Gens du voyage. Stationnement. Réglementation [12 novembre 1997] (p. 5665)

Défense. GIAT-Industries. Emploi et activité [23 juin 1998] (p. 5263)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 13, posée le 30 septembre 1997. Télécommunications. Réseaux de données (J.O. Questions p. 3557). Appelée le 7 octobre 1997. Développement (p. 3645)

n° 316, posée le 28 avril 1998. Gens du voyage. Stationnement (J.O. Questions p. 3202). Appelée le 5 mai 1998. Réglementation (p. 3368)

DÉBATS**Projet de loi de finances n° 230 pour 1998****PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER**

Discussion des articles [15 octobre 1997] (p. 4062) ; [16 octobre 1997] (p. 4089, 4121, 4157) ; [17 octobre 1997] (p. 4191, 4218, 4268)

Après l'article 11

Son amendement n° 153 soutenu par M. Michel Bouvard (application du taux réduit de la TVA aux CD-Rom) (p. 4252) : rejeté (p. 4253)

Son amendement n° 152 soutenu par M. Michel Bouvard (application du taux réduit de la TVA aux services d'information accessibles par les réseaux de télécommunication) : rejeté (p. 4253)

Son amendement n° 162 soutenu par M. Michel Bouvard (application du taux réduit de la TVA aux services d'information permettant un accès aux publications par l'intermédiaire des réseaux de télécommunication) : rejeté (p. 4253)

Son amendement n° 222 soutenu par M. Lucien Guichon (application du taux réduit de la TVA aux travaux d'entretien, de rénovation et de réhabilitation des logements) : rejeté (p. 4268)

Après l'article 18

Son amendement n° 151 soutenu par M. Jean-Jacques Jégou (exonération de la plus-value réalisée en cas de cession de matériels informatiques à un établissement d'enseignement) : rejeté (p. 4306)

Son amendement n° 164 soutenu par M. Jean-Jacques Jégou (amortissement des investissements relatifs à la mise en oeuvre de postes de télétravail) : rejeté (p. 4306)

Son amendement n° 154 soutenu par M. Jean-Jacques Jégou (application du régime de provision prévu à l'article 39 bis A du code général des impôts aux agences de presse) : rejeté (p. 4306)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**FONCTION PUBLIQUE, RÉFORME DE L'ÉTAT ET DÉCENTRALISATION**

Examen du fascicule [22 octobre 1997] (p. 4447)

Procédure des questions :

Télécommunications : Internet (p. 4467)

CULTURE ET COMMUNICATION**I - COMMUNICATION**

Examen du fascicule [22 octobre 1997] (p. 4487)

Procédure des questions :

Audiovisuel et communication : nouvelles technologies (p. 4514)

II - CULTURE

Examen du fascicule [12 novembre 1997] (p. 5631)

Procédure des questions :

Départements : Loir-et-Cher (p. 5657)

DÉFENSE

Examen du fascicule [12 novembre 1997] (p. 5674)

Procédure des questions :

Défense : GIAT-Industries (p. 5727)

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS

Discussion des articles [17 novembre 1997] (p. 5966, 6007) ; [18 novembre 1997] (p. 6032, 6079, 6116) ; [19 novembre 1997] (p. 6153)

Son amendement n° 40 soutenu par M. Gilles Carrez (institution d'une réduction d'impôt pour les dépenses d'équipement informatique destinées à accéder aux réseaux de télécommunications) : rejeté (p. 5985)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [17 décembre 1997] (p. 8024) ; [18 décembre 1997] (p. 8101)

Après l'article 13

Son amendement n° 119 (assouplissement de la définition des biens professionnels en matière d'impôt de solidarité sur la fortune) : rejeté (p. 8045)

Projet de loi n° 327 relatif à l'entrée et au séjour des étrangers en France et au droit d'asile

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [9 décembre 1997] (p. 7179, 7203) ; [10 décembre 1997] (p. 7239, 7273, 7297) ; [11 décembre 1997] (p. 7321, 7339, 7380) ; [12 décembre 1997] (p. 7413, 7453, 7504) ; [14 décembre 1997] (p. 7603, 7633, 7663) ; [15 décembre 1997] (p. 7698, 7736, 7770) ; [16 décembre 1997] (p. 7858, 7899)

Après l'article 5

Son sous-amendement n° 431 (suppression de l'avant dernier alinéa de l'amendement prévoyant une autorisation provisoire à l'amendement n° 56 rectifié de la commission (institution d'une commission du titre de séjour dans chaque département) : rejeté (p. 7499)

Projet de loi n° 512 d'orientation et d'incitation relatif à la réduction du temps de travail

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [29 janvier 1998] (p. 747, 785) ; [3 février 1998] (p. 935, 971) ; [4 février 1998] (p. 1039, 1068) ; [5 février 1998] (p. 1110, 1150, 1199) ; [6 février 1998] (p. 1270)

Article 3 (aide à la réduction du temps de travail)

Son amendement n° 1257 soutenu par Mme Roselyne Bachelot-Narquin (cumul avec les exonérations prévues dans les zones franches) : rejeté (p. 1190)

Son amendement n° 1256 soutenu par Mme Roselyne Bachelot-Narquin (cumul avec les exonérations prévues dans les zones de revitalisation rurale et urbaine) : rejeté (p. 1190)

Son amendement n° 1289 soutenu par Mme Roselyne Bachelot-Narquin (cumul avec les exonérations prévues dans les zones prioritaires d'aménagement du territoire) : rejeté (p. 1190)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [29 avril 1998] (p. 3259)

Article 3 (modification de l'incitation à l'aménagement conventionnel de l'organisation et de la durée du travail prévue par la loi du 11 juin 1996)

Son sous-amendement n° 58 soutenu par Mme Roselyne Bachelot-Narquin (possibilité de cumul des aides) à l'amendement n° 4 de la

commission (rétablissement du texte adopté en première lecture) : rejeté (p. 3265)

Proposition de loi n° 628 tendant à alléger les charges sur les bas salaires

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 janvier 1998] (p. 825)

Son intervention (p. 836)

Thèmes :

Emploi : chômage (p. 837)

Entreprises : allègement des charges sociales (p. 836, 837)

Entreprises : délocalisations (p. 837)

Projet de loi n° 727 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [31 mars 1998] (p. 2288) ; [1er avril 1998] (p. 2331, 2373) ; [2 avril 1998] (p. 2404, 2449)

Article 43 (modalités de recensement des bénéficiaires de l'accord du 27 mai 1997 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Fédération de Russie sur le règlement définitif des créances réciproques financières et réelles apparues antérieurement au 9 mai 1945)

Son amendement n° 102 soutenu par M. Thierry Mariani (indemnisation réservée aux personnes titulaires de créances au porteur et de titres nominatifs pouvant prouver leur origine) (p. 2432) : rejeté (p. 2433)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [20 mai 1998] (p. 4145, 4213)

Article 52 bis (modification du régime des dates d'ouverture anticipée et de clôture de la chasse aux oiseaux migrateurs)

Son intervention (p. 4218)

LECTURE DÉFINITIVE

Mise aux voix du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [3 juin 1998] (p. 4673)

Son amendement n° 2 soutenu par M. Charles de Courson (rétablissement de l'article) (p. 4687) : rejeté (p. 4692)

Projet de loi n° 780 d'orientation relatif à la lutte contre les exclusions

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [6 mai 1998] (p. 3515) ; [7 mai 1998] (p. 3533, 3562) ; [12 mai 1998] (p. 3649, 3684) ; [13 mai 1998] (p. 3741, 3776) ; [14 mai 1998] (p. 3815, 3872) ; [18 mai 1998] (p. 3931, 3975) ; [19 mai 1998] (p. 4076, 4102) ; [20 mai 1998] (p. 4205)

Article 1er (affirmation du caractère prioritaire de la lutte contre les exclusions)

Son amendement n° 817 soutenu par M. Patrick Devedjian (rôle des associations) : rejeté (p. 3535)

Après l'article 22

Son amendement n° 820 (remboursement des prêts délivrés par les fonds de solidarité par des retenues sur les prestations familiales) (p. 3754) : rejeté (p. 3756)

Après l'article 28

Soutient l'amendement n° 669 de M. Charles Cova (stationnement des gens du voyage) (p. 3777) : rejeté (p. 3779)

Soutient l'amendement n° 667 de M. Charles Cova (création d'une commission consultative départementale des gens du voyage) (p. 3779) : rejeté (p. 3779)

Article 53 (articles 706 et 706-1 du code de procédure civile : conditions de remise en vente du bien immobilier après fixation de la mise à prix par le juge)

Son amendement n° 818 soutenu par M. Patrick Devedjian (délais d'adjudication et modalités de surenchère) (p. 3965) : rejeté (p. 3966)

Article 68 (fixation d'un seuil minimal insaisissable pour les prestations familiales)

Son amendement n° 819 (instauration d'un revenu minimum mensuel familial) : devenu sans objet (p. 4010)

Proposition de loi n° 638 relative aux dates d'ouverture anticipée et de clôture de la chasse aux oiseaux migrateurs

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [18 juin 1998] (p. 5111) ; [19 juin 1998] (p. 5183)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Guy Hascoët (p. 5131)

Thèmes :

Animaux : oiseaux migrateurs : chasse et pêche (p. 5132)

Chasse et pêche : droits de chasse (p. 5132)

Constitution (p. 5131)

Jacques MASDEU-ARUS

*Yvelines (12^{ème} circonscription)
Rassemblement pour la République*

Élu le 1^{er} juin 1997

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9391)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9423)

Membre de la mission d'information commune sur la situation et les perspectives de l'industrie automobile en France et en Europe [J.O. du 12 juillet 1997] (p. 10608)

Vice-président de la mission d'information commune sur la situation et les perspectives de l'industrie automobile en France et en Europe [J.O. du 17 juillet 1997] (p. 10776)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation relatif à la lutte contre l'exclusion [J.O. du 22 avril 1998] (p. 6198)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 259 instaurant la prise en charge par les employeurs des abonnements des autoroutes à péage [30 septembre 1997]

Proposition de loi n° 269 tendant à faciliter l'insertion socio-professionnelle des bénéficiaires du revenu minimum d'insertion (RMI) et de contrats emploi-solidarité (CES) dans le secteur marchand [30 septembre 1997]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Police. Police municipale. Projet de loi [9 décembre 1997] (p. 7174)

DÉBATS

Projet de loi n° 202 relatif à la prévention et à la répression des infractions sexuelles ainsi qu'à la protection des mineurs

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [30 septembre 1997] (p. 3535) ; [1er octobre 1997] (p. 3564, 3618)

Article 1er (suivi socio-judiciaire)

Article 131-36-1 du code pénal : contenu et durée du suivi socio-judiciaire

Son amendement n° 133 (peines d'emprisonnement) (p. 3540) : rejeté (p. 3541)

Article 4 (caractère de peine complémentaire du suivi socio-judiciaire)

Son amendement n° 131 (régime de l'injonction de soins) : rejeté (p. 3547)

Après l'article 4

Son amendement n° 132 (de coordination) : rejeté (p. 3547)

Projet de loi de finances n° 230 pour 1998

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [15 octobre 1997] (p. 4062) ; [16 octobre 1997] (p. 4089, 4121, 4157) ; [17 octobre 1997] (p. 4191, 4218, 4268)

Article 10 (réduction de 50 % du plafond de la réduction d'impôt au titre de l'emploi d'un salarié à domicile)

Son intervention (p. 4201)

Projet de loi n° 303 de financement de la sécurité sociale pour 1998

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [28 octobre 1997] (p. 4832, 4853, 4890) ; [29 octobre 1997] (p. 4923, 4963, 4995) ; [30 octobre 1997] (p. 5028) ; [31 octobre 1997] (p. 5159)

Article 19 (mise sous condition de ressources des allocations familiales)

Son intervention (p. 5003)

Soutient l'amendement n° 258 de M. Bernard Accoyer (déplafonnement pour les familles ayant un ou plusieurs enfants handicapés) (p. 5018) : rejeté (p. 5020)

Projet de loi n° 327 relatif à l'entrée et au séjour des étrangers en France et au droit d'asile

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 décembre 1997] (p. 6961, 7005, 7039)

Son intervention (p. 7070)

Thèmes :

Etrangers : cartes de séjour (p. 7071)

Etrangers : certificats d'hébergement (p. 7071)

Etrangers : droit d'asile (p. 7071)

Etrangers : immigration : lois (p. 7070)

Etrangers : immigration clandestine (p. 7071)

Etrangers : intégration (p. 7071)

Etrangers : visas (p. 7071)

Discussion des articles [9 décembre 1997] (p. 7179, 7203) ; [10 décembre 1997] (p. 7239, 7273, 7297) ; [11 décembre 1997] (p. 7321, 7339, 7380) ; [12 décembre 1997] (p. 7413, 7453, 7504) ; [14 décembre 1997] (p. 7603, 7633, 7663) ; [15 décembre 1997] (p. 7698, 7736, 7770) ; [16 décembre 1997] (p. 7858, 7899)

Article 1er (article 5 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 : motivation des refus de visas et allègement des formalités aux frontières)

Son amendement n° 257 (de suppression) (p. 7243) : rejeté au scrutin public (p. 7249)

Son amendement n° 258 soutenu par M. Jacques Myard (suppression du premier alinéa de l'article 1er) (p. 7281) : vote réservé (p. 7283)

Article 3 (article 12 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 : institution d'un titre de séjour "scientifique")

Son amendement n° 12 corrigé (suppression du 1er alinéa de l'article 3) : rejeté (p. 7375)

Son amendement n° 449 soutenu par M. Thierry Mariani (condition d'entrée régulière en France) (p. 7384) : devenu sans objet (p. 7385)

Intervient sur l'amendement n° 596 de M. Thierry Mariani (condition de ressources suffisantes) (p. 7386)

Son amendement n° 11 (condition de ressources suffisantes) (p. 7386) : rejeté (p. 7387)

Soutient l'amendement n° 443 de M. Éric Doligé (vérification des connaissances) (p. 7387) : rejeté (p. 7387)

Intervient sur l'amendement n° 138 de M. Bernard Accoyer (vérification des connaissances) (p. 7387)

Intervient sur l'amendement n° 136 de M. Bernard Accoyer (existence d'un protocole d'accord établi avec un établissement universitaire ou un centre de recherches agréé) (p. 7388)

Son amendement n° 450 (existence d'un protocole de coopération entre établissements universitaires ou centres de recherches agréés) (p. 7388) : rejeté (p. 7389)

Intervient sur l'amendement n° 134 de M. Bernard Accoyer (évaluation annuelle de la qualité et de l'efficacité des recherches) (p. 7393)

Soutient l'amendement n° 452 de M. Henri Cuq (évaluation annuelle de la qualité et de l'efficacité des recherches) (p. 7393) : rejeté (p. 7394)

Article 4 (article 12 bis de l'ordonnance du 2 novembre 1945 : personnes éligibles à la carte de séjour temporaire "situation personnelles et familiales")

Son intervention (p. 7418)

Son amendement n° 453 (de suppression) (p. 7436) : rejeté (p. 7440)

Son amendement n° 456 (suppression de l'expression "portant la mention situation personnelle et familiale") (p. 7443) : rejeté (p. 7444)

Intervient sur l'amendement n° 147 de M. Henri Cuq (retour à la législation en vigueur sur le regroupement familial) (p. 7454)

Son amendement n° 15 soutenu par M. Thierry Mariani (bénéfice de la carte retiré à l'étranger dont le conjoint est déjà titulaire de cette carte) : rejeté (p. 7454)

Son amendement n° 16 (condition de durée de mariage de un an) : rejeté (p. 7463)

Son amendement n° 35 (suppression du sixième alinéa du texte proposé concernant le conjoint du titulaire d'une carte scientifique) : rejeté (p. 7467)

Son amendement n° 36 (nécessité que l'enfant ait moins de seize ans) : rejeté (p. 7469)

Son amendement n° 37 (conditions d'exercice de l'autorité parentale et de prise en charge financière rendues cumulatives) : rejeté (p. 7470)

Son amendement n° 38 (suppression du huitième alinéa du texte proposé : liens personnels et familiaux en France) (p. 7471) : adopté (p. 7472)

Article 5 (article 12 ter de l'ordonnance du 2 novembre 1945 : autres titulaires de la carte de séjour temporaire)

Son amendement n° 40 corrigé (exclusion du bénéfice de la carte de l'étranger qui a obtenu l'asile territorial) (p. 7484) : rejeté (p. 7485)

Article 6 (article 15 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 : modifications du régime de la carte de résident)

Son amendement n° 461 soutenu par M. Christian Estrosi (suppression du 1er alinéa de l'article 6 qui abroge la condition d'entrée régulière) (p. 7522) : rejeté (p. 7525)

Son amendement n° 1679 (suppression du 1er alinéa de l'article 6 qui abroge la condition d'entrée régulière) (p. 7524) : rejeté (p. 7525)

Article 7 (article 16 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 : renouvellement de la carte de résident)

Son amendement n° 274 (de suppression) (p. 7540) : rejeté (p. 7542)

Son amendement n° 17 (absence de menace pour l'ordre public) (p. 7544) : rejeté (p. 7545)

Soutient l'amendement n° 436 de M. Henri Cuq (possibilité de retrait de la carte de résident) (p. 7546) : rejeté (p. 7546)

Son amendement n° 18 (condition de résidence habituelle en France) (p. 7546) : rejeté (p. 7547)

Article 8 (article 18 bis nouveau de l'ordonnance du 2 novembre 1945 : institution d'une carte de séjour "retraité")

Son amendement n° 1681 (condition de durée de résidence) : rejeté (p. 7557)

Intervient sur les amendements n°s 530 à 534 de M. Thierry Mariani (condition de durée de résidence) (p. 7557)

Intervient sur les amendements n°s 536 à 539 de M. Thierry Mariani (condition de durée de résidence) (p. 7557)

Intervient sur l'amendement n° 540 de M. Thierry Mariani (condition de durée de résidence) (p. 7557)

Son amendement n° 1680 soutenu par M. Bernard Accoyer (suppression de la carte "retraité" pour le conjoint) (p. 7562) : rejeté (p. 7563)

Article 10 (article 21 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 : aménagement du régime des infractions d'aide à l'entrée, à la circulation et au séjour d'étrangers en situation irrégulière)

Son amendement n° 21 corrigé soutenu par M. Patrick Ollier (limitation de la dépenalisation aux seuls ascendants et descendants) : vote réservé (p. 7592)

Son amendement n° 22 soutenu par M. Richard Cazenave (suppression de la dépenalisation pour les époux séparés de corps) : vote réservé (p. 7595)

Article 9 précédemment réservé (dépenalisation du défaut de déclaration d'entrée sur le territoire)

Son amendement n° 20 (de suppression) (p. 7610) : rejeté (p. 7615)

Article 17 (article 29 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 : régime du regroupement familial)

Son amendement n° 25 (suppression de la possibilité de regroupement familial pour des enfants confiés à un parent par une juridiction étrangère) (p. 7652) : rejeté (p. 7656)

Son amendement n° 26 (rétablissement de la législation en vigueur) : adopté (p. 7664)

Son amendement n° 28 (maintien de la possibilité de refuser le regroupement si les conditions ne sont plus remplies lors de la demande de titre de séjour et de retirer le titre de séjour à l'étranger qui fait venir sa famille en dehors du regroupement familial) (p. 7669) : rejeté (p. 7671)

Article 19 (article 35 bis de l'ordonnance du 2 novembre 1945 : modification du régime de rétention administrative)

Son amendement n° 29 soutenu par M. Thierry Mariani (rétablissement du caractère suspensif de l'appel du parquet) (p. 7755) : vote réservé (p. 7756)

Article 24 (article 2 de la loi n° 52-893 du 25 juillet 1952 : extension du champ du statut de réfugié)

Son amendement n° 31 (de suppression) (p. 7784) : rejeté (p. 7795)

Article 26 (article 2 de la loi n° 5252-893 du 25 juillet 1952 : saisine du Ministre de l'intérieur)

Son amendement n° 32 (de suppression) (p. 7807) : rejeté (p. 7808)

Article 31 (article 13 de la loi n° 52-893 du 25 juillet 1952 : asile territorial)

Son amendement n° 33 (de suppression) (p. 7814) : rejeté (p. 7817)

Article 32 (opposition à la célébration de mariage)

Son amendement n° 1682 soutenu par M. Patrick Ollier (de suppression) (p. 7868) : adopté (p. 7871)

Article 38 (article 132-70-1 du code pénal : suppression de la rétention judiciaire)

Son amendement n° 34 soutenu par M. Henri Cuq (de suppression) : rejeté (p. 7911)

Article 1er précédemment réservé (article 5 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 : motivation des refus de visas et allègement des formalités aux frontières)

Son amendement n° 258 soutenu par M. Christian Estrosi (de suppression du I de l'article 1er) (p. 7920) : rejeté (p. 7921)

Son amendement n° 9 soutenu par M. Christian Estrosi (suppression du II de l'article 1er) : rejeté (p. 7927)

Article 11 précédemment réservé (défaut de déclaration d'entrée sur le territoire et suppression de l'interdiction administrative du territoire)

Son amendement n° 23 (de suppression) (p. 7931) : rejeté (p. 7932)

Article 15 précédemment réservé (article 28 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 : précisions concernant le régime des expulsions)

Son amendement n° 283 (assignation à résidence, sans nécessité urgente des étrangers faisant l'objet d'une proposition d'expulsion) : rejeté (p. 7945)

Article 21 précédemment réservé (abrogations)

Son amendement n° 30 (de suppression) : rejeté (p. 7948)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [25 février 1998] (p. 1693) ; [26 février 1998] (p. 1706, 1748))

Article 3 supprimé par le Sénat (article 12 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 : institution d'un titre de séjour "scientifique")

Son intervention (p. 1724)

Intervient sur le sous-amendement n° 183 de M. Thierry Mariani (suppression des cartes de séjour portant mention "scientifique" et "profession artistique et culturelle") à l'amendement n° 12 de la commission (rétablissement de l'article et des cartes

de séjour portant mention "scientifique" et "profession artistique et culturelle" (p. 1727)

Son sous-amendement n° 206 (suppression des cartes de séjour portant mention "scientifique" et "profession artistique et culturelle") à l'amendement n° 12 de la commission : rejeté (p. 1727)

Article 17 supprimé par le Sénat (article 29 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 : régime du regroupement familial)

Son intervention (p. 1764)

Son sous-amendement n° 207 (modification des motifs de refus du regroupement familial) à l'amendement n° 26 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 1769) : rejeté (p. 1770)

Article 24 supprimé par le Sénat (article 2 de la loi n° 52-893 du 25 juillet 1952 : extension du champ du statut de réfugié)

Son intervention (p. 1779)

Projet de loi n° 512 d'orientation et d'incitation relatif à la réduction du temps de travail

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [29 janvier 1998] (p. 747, 785) ; [3 février 1998] (p. 935, 971) ; [4 février 1998] (p. 1039, 1068) ; [5 février 1998] (p. 1110, 1150, 1199) ; [6 février 1998] (p. 1270)

Article 1er (réduction à trente-cinq heures de la durée légale hebdomadaire du travail effectif des salariés)

Son intervention (p. 789)

Son amendement n° 61 soutenu par M. Jean-Claude Leroy (de suppression) (p. 804) : rejeté au scrutin public (p. 817)

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [24 mars 1998] (p. 2077) ; [25 mars 1998] (p. 2147)

Article 1er (réduction à trente-cinq heures de la durée légale hebdomadaire du travail effectif des salariés)

Son sous-amendement n° 83 soutenu par M. Thierry Mariani (négociations préalables) à l'amendement n° 2 de la commission (de rétablissement) (p. 2083) : rejeté (p. 2085)

Projet de loi n° 815 relatif aux polices municipales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 avril 1998] (p. 3103, 3149)

Son intervention (p. 3158)

Thèmes :

Collectivités territoriales : libre administration (p. 3158)

Communes : maires : police (p. 3158, 3159)

Etat (p. 3159)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de l'intérieur : décrets (p. 3159)

Police : police municipale : armes (p. 3159)

Police : police municipale : contrôle d'identité (p. 3159)

Police : police municipale : personnels (p. 3158)

Police : police municipale : rôle et missions (p. 3158, 3159)

Discussion des articles [28 avril 1998] (p. 3182) ; [30 avril 1998] (p. 3285)

Article 1er (article L. 2212-5 du code général des collectivités territoriales - compétences des agents de police municipale)

Son amendement n° 79 (suppression de la limitation des moyens de la police municipale) : adopté (p. 3188)

Article 2 (article L. 2212-6 du code général des collectivités territoriales - élaboration d'un règlement de coordination)

Son amendement n° 80 (de suppression) (p. 3190) : rejeté (p. 3191)

Son amendement n° 82 (suppression du seuil de cinq agents de police municipale pour l'élaboration du règlement de coordination) (p. 3192) : rejeté (p. 3193)

Son amendement n° 81 (suppression de la référence au règlement type) (p. 3193) : rejeté (p. 3194)

Son amendement n° 83 (suppression des précisions relatives au contenu du règlement type) (p. 3194) : rejeté (p. 3195)

Son amendement n° 84 (suppression de l'interdiction faite aux polices municipales d'opérer entre 20 heures et 7 heures en l'absence de règlement de coordination) (p. 3285) : vote réservé (3286) : rejeté (p. 3287)

Soutient l'amendement n° 251 de M. Gérard Hamel (accord du maire pour la modification du règlement de coordination) (p. 3289) : rejeté (p. 3289)

Article 3 (article L. 2212-7 du code général des collectivités locales - institution d'une commission consultative des polices municipales)

Son amendement n° 85 (de suppression) (p. 3290) : rejeté (p. 3291)

Article 7 (article L. 412-51 du code des communes - armement des agents de la police municipale)

Son amendement n° 88 (autorisation de l'armement par le maire, après délibération du conseil municipal, si les circonstances le justifient) (p. 3308) : rejeté (p. 3311)

Soutient l'amendement n° 258 de M. Gérard Hamel (autorisation de port d'arme lorsque les conditions d'exercer des fonctions le justifient) (p. 3311) : rejeté (p. 3311)

Article 14 (procédure de relevé d'identité par les agents de police municipale)

Son amendement n° 92 (présentation à tout officier de police judiciaire compétent du contrevenant refusant ou étant dans l'impossibilité de justifier de son identité) (p. 3319) : rejeté (p. 3320)

Article 16 (pension de réversion et rente viagère d'invalidité à taux plein aux ayants-cause)

Soutient l'amendement n° 58 de M. Jacques Peyrat (admission dans l'ordre national du mérite des agents de police municipale tués au cours d'une opération de police) (p. 3325) : rejeté (p. 3325)

Soutient l'amendement n° 170 de M. Christian Estrosi (attribution de la médaille d'honneur de la police aux

agents de police municipale blessés en service) (p. 3325) : rejeté (p. 3325)

Article 18 (édiction du règlement de coordination à l'issue du délai de six mois à compter de la publication du règlement type)

Son amendement n° 94 (de suppression) : rejeté (p. 3326)

Projet de loi n° 780 d'orientation relatif à la lutte contre les exclusions

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [6 mai 1998] (p. 3515); [7 mai 1998] (p. 3533, 3562); [12 mai 1998] (p. 3649, 3684); [13 mai 1998] (p. 3741, 3776); [14 mai 1998] (p. 3815, 3872); [18 mai 1998] (p. 3931, 3975); [19 mai 1998] (p. 4076, 4102); [20 mai 1998] (p. 4205)

Article 5 (élargissement des possibilités d'accès aux contrats emplois consolidés)

Son sous-amendement n° 922 (fixation par décret) à l'amendement n° 273 de la commission (cumul du RMI ou de l'allocation de parent isolé avec les revenus tirés d'une activité professionnelle) (p. 3589) : devenu sans objet (p. 3591)

Son sous-amendement n° 923 (limitation de la durée du cumul) à l'amendement n° 273 de la commission : devenu sans objet (p. 3591)

Article 72 (fourniture minimum d'énergie, d'eau et de téléphone)

Son amendement n° 418 (cumul du RMI avec le revenu d'une activité salariée) : retiré (p. 4019)

Marius MASSE

*Bouches-du-Rhône (8^{ème} circonscription)
Socialiste*

Élu le 1^{er} juin 1997

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9390)

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9423)

Jean-Pierre MASSERET

Secrétaire d'Etat aux anciens combattants

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Membre du Gouvernement

RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT
DE

M. Jacques Desallangre. Anciens combattants et victimes de guerre. Offices. Action sociale, financement [3 mars 1998] (p. 1840)

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT
DE

M. Bernard Madrelle. Grandes écoles. Ecole polytechnique. Institut européen de chimie et biologie, création [9 décembre 1997] (p. 7153)

M. Laurent Dominati. Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Paris [9 décembre 1997] (p. 7155)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 230 pour 1998

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ANCIENS COMBATTANTS

Examen du fascicule [24 octobre 1997] (p. 4665)
Son intervention (p. 4679)

Ses réponses (p. 4683 à 4689)

Thèmes avant la procédure des questions :

Anciens combattants et victimes de guerre : « Malgré nous » (p. 4681)

Anciens combattants et victimes de guerre : Afrique du Nord : carte du combattant (p. 4679, 4681)

Anciens combattants et victimes de guerre : associations (p. 4681)

Anciens combattants et victimes de guerre : carte du combattant volontaire de la résistance (p. 4680)

Anciens combattants et victimes de guerre : devoir de mémoire (p. 4680)

Anciens combattants et victimes de guerre : retraite mutualiste du combattant (p. 4681)

Emploi : chômeurs en fin de droits : anciens combattants et victimes de guerre (p. 4682)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère des anciens combattants (p. 4679)

Pensions militaires d'invalidité : pensions des invalides (p. 4680)

Pensions militaires d'invalidité : pensions des invalides : rapport constant

Retraites : généralités : allocation de préparation à la retraite (p. 4682)

Réponses aux questions :

Anciens combattants et victimes de guerre : Afrique du Nord : devoir de mémoire (p. 4683) (M. Michel Meylan) (p. 4683)

Anciens combattants et victimes de guerre : Afrique du Nord : préretraites (p. 4684) (M. Georges Sarre) (p. 4684)

Anciens combattants et victimes de guerre : Afrique du Nord : préretraites (p. 4684) (M. Georges Colombier) (p. 4684)

Anciens combattants et victimes de guerre : Afrique du Nord : préretraites (p. 4686) (M. Eric Doligé) (p. 4685)

Anciens combattants et victimes de guerre : Afrique du Nord : préretraites (p. 4687) (Mme Véronique Neiertz) (p. 4687)

Anciens combattants et victimes de guerre : Alsace-Moselle (p. 4685) (M. Jean-Luc Reitzer) (p. 4685)

Anciens combattants et victimes de guerre : carte du combattant volontaire de la résistance (p. 4689) (M. Julien Dray) (p. 4689)

Anciens combattants et victimes de guerre : devoir de mémoire (p. 4688) (M. Serge Janquin) (p. 4687)

Anciens combattants et victimes de guerre : évadés : carte du combattant volontaire de la résistance (p. 4688) (M. Marc Dolez) (p. 4688)

Anciens combattants et victimes de guerre : guerre d'Algérie : allocation de préparation à la retraite (p. 4683) (M. François Rochebloine) (p. 4683)

Défense : médecine militaire (p. 4686) (Mme Martine Aurillac) (p. 4686)

Pensions militaires d'invalidité : militaires et assimilés : étrangers (p. 4688) (M. Serge Janquin) (p. 4688)

Pensions militaires d'invalidité : rapport constant (p. 4688) (Mme Catherine Génisson) (p. 4688)

Retraites : fonctionnaires civils et militaires : calcul des pensions : Afrique du Nord (p. 4686) (M. Eric Doligé) (p. 4685)

Retraites : fonctionnaires civils et militaires : durée d'assurance : anciens combattants et victimes de guerre (p. 4683) (M. Michel Meylan) (p. 4683)

Vote des crédits et articles rattachés [24 octobre 1997] (p. 4689)

Ses interventions dans la discussion des amendements et sous-amendements (p. 4690 à 4696)

Etat B, titre IV

Soutient l'amendement n° 81 du Gouvernement (majoration des crédits de 40 millions de francs) (p. 4690) : adopté (p. 4692)

Proposition de loi n° 895 relative à la reconnaissance du génocide arménien de 1915

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [29 mai 1998] (p. 4493)

Son intervention (p. 4494)

Sa réponse (p. 4506)

Thèmes :

Archives et bibliothèques (p. 4495)

Cérémonies publiques et fêtes légales (p. 4506)

Droit pénal : crimes contre l'humanité (p. 4494, 4495)

Nationalité : nationalité d'origine : culture (p. 4495)

Organisations internationales : Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) (p. 4495, 4496, 4506)

Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) (p. 4496)

Pays étrangers : Arménie (p. 4495)

Pays étrangers : Turquie (p. 4494, 4495, 4506)

Politique extérieure (p. 4495, 4506)

Discussion de l'article unique [29 mai 1998] (p. 4506)

Ses interventions dans la discussion des amendements et sous-amendements (p. 4509 à 4512)

Son intervention (p. 4508)

Jean-Louis MASSON

*Moselle (3^{ème} circonscription)
Rassemblement pour la République*

Élu le 1^{er} juin 1997

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9391)

Annulation de son élection sur décision n° 97-2145/2239 du Conseil constitutionnel (voir indications préliminaires) [J.O. du 19 décembre 1997] (p. 18397)

NOMINATION

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9423)

DÉPÔTS

Proposition de loi constitutionnelle n° 8 tendant à réviser l'article 23 de la Constitution afin d'interdire le cumul de fonctions ministérielles avec celles de maire de grande ville ou de président de Conseil Général ou Régional [14 juin 1997]

Proposition de résolution n° 10 tendant à la création d'une commission d'enquête sur les problèmes d'alimentation en eau potable des communes du bassin sidérurgique et minier en Lorraine du Nord [17 juin 1997]

Proposition de résolution n° 9 tendant à la création d'une commission d'enquête sur les problèmes actuels et les perspectives d'avenir de l'industrie automobile française [17 juin 1997]

Proposition de loi n° 16 relative à l'utilisation par les fonctionnaires de la police nationale de leurs armes de service [24 juin 1997]

Proposition de loi n° 19 tendant à moraliser les conditions de démission pour les élus en situation de cumul de mandats [24 juin 1997]

Proposition de loi n° 22 tendant à interdire la vente de tabac et de cigarettes aux jeunes enfants et dans les distributeurs automatiques [24 juin 1997]

Proposition de loi n° 108 relative à la publication des mentions figurant dans les déclarations de candidature aux élections législatives [23 juillet 1997]

Proposition de loi n° 151 étendant aux communes de 2 500 à 3 499 habitants le mode de scrutin applicable aux élections municipales dans les communes de 3 500 habitants et plus [23 juillet 1997]

Proposition de loi n° 271 privilégiant la transmission de la nationalité par filiation et supprimant l'accès automatique à la nationalité française par le seul fait d'être né en France [30 septembre 1997]

Proposition de loi organique n° 335 limitant pour les parlementaires le cumul de fonctions électives ou professionnelles [17 octobre 1997]

Proposition de loi n° 350 visant à instituer une taxe sur la diffusion non nominative dans les boîtes aux lettres de prospectus publicitaires gratuits à but commercial [21 octobre 1997]

Proposition de loi n° 351 tendant à clarifier la notion de dépense électorale [21 octobre 1997]

Proposition de loi n° 352 tendant à interdire la réalisation de sondages d'opinion en période préélectorale [21 octobre 1997]

Proposition de loi organique n° 449 moralisant les conditions de démission pour cause de cumul de mandats et instaurant le remplacement par leur suppléant des députés démissionnaires pour cause de cumul [19 novembre 1997]

Proposition de résolution n° 540 tendant à la création d'une commission d'enquête sur la pollution créée par les différents modes de transport et sur le développement de solutions alternatives telles que le ferroutage [15 décembre 1997]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi n° 231 relatif à l'inscription d'office des personnes âgées de dix-huit ans sur les listes électorales

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [8 octobre 1997] (p. 3791)

Article 1er (principe de l'inscription d'office des jeunes sur les listes électorales)

Son intervention (p. 3792)

Proposition de loi n° 216 portant réforme du mode de vote des budgets régionaux

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [9 octobre 1997] (p. 3805)

Son intervention (p. 3819, 3821)

Thèmes :

Constitution : article 49, alinéa 3 (p. 3821)

Elections et référendums : modes de scrutin : régions (p. 3819)

Régions : présidents de conseil régional (p. 3820)

Discussion des articles [9 octobre 1997] (p. 3831)

Article 3 (article L. 4133-1 du code général des collectivités locales : déclaration politique des candidats à la fonction de président de conseil régional)

Intervient sur l'amendement n° 15 de M. José Rossi (de suppression) (p. 3832)

Intervient sur l'amendement n° 25 de M. Christian Estrosi (de suppression) (p. 3832)

Intervient sur l'amendement n° 23 corrigé de M. Guy Hascoët (présentation par les candidats à la présidence du conseil régional d'une déclaration écrite présentant leur programme et la composition envisagée du bureau) (p. 3834)

Intervient sur l'amendement n° 39 de M. Bernard Derosier (présentation de la déclaration à chaque tour d'élection) (p. 3834)

Son amendement n° 7 (suppression de l'obligation de déclaration de la composition envisagée du bureau) (p. 3834) : rejeté (p. 3835)

Intervient sur l'amendement n° 14 de M. Jacques Blanc (incompatibilité de l'exercice de la fonction de président de conseil régional avec toute autre fonction exécutive locale) (p. 3837)

Son sous-amendement oral (application de l'incompatibilité aux adjoints aux maires et aux vice-présidents de conseil général) à l'amendement n° 14 de M. Jacques Blanc (p. 3837) : rejeté (p. 3839)

Article 4 (article L. 4311-1-1 du code général des collectivités territoriales : délai prévu pour la tenue du débat sur les orientations budgétaires de la région)

Son amendement n° 8 corrigé soutenu par M. Pierre Mazeaud (fin du mandat du Président et du bureau en cas de vote de la motion de défiance) (p. 3869) : rejeté (p. 3870)

Après l'article 4

Son amendement n° 4 soutenu par M. Pierre Mazeaud (incompatibilité des fonctions de président ou de vice-président du conseil régional avec les fonctions de président ou de vice-président du conseil général) (p. 3870) : rejeté (p. 3871)

Son amendement n° 3 soutenu par M. Pierre Mazeaud (démission du mandat en cas d'incompatibilité) : rejeté (p. 3871)

Son amendement n° 5 soutenu par M. Pierre Mazeaud (comptes de campagne des titulaires d'une fonction exécutive gouvernementale ou locale) : rejeté (p. 3871)

Son amendement n° 6 soutenu par M. Pierre Mazeaud (mode de désignation des membres du conseil régional dans des organismes extérieurs) : rejeté (p. 3871)

Didier MATHUS

*Saône-et-Loire (4^{ème} circonscription)
Socialiste*

Élu le 1^{er} juin 1997

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9390)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9422)

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9423)

Membre titulaire de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9423)

Membre titulaire du conseil d'administration de la Fondation du patrimoine [J.O. du 26 juin 1997] (p. 9833)

Membre titulaire du conseil d'administration de la société nationale France 2 [J.O. du 19 septembre 1997] (p. 13658)

Rapporteur du projet de loi portant modification du titre III de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relatif au secteur public de la communication audiovisuelle et transposant diverses dispositions de la directive 89/552/CEE du 3 octobre 1989 modifiée par la directive 97/36/CE du 30 juin 1997 (n°1187) [1^{er} octobre 1998]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 230 pour 1998

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

CULTURE ET COMMUNICATION

I - COMMUNICATION

Examen du fascicule [22 octobre 1997] (p. 4487)

Rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

Son intervention (p. 4489)

Thèmes avant la procédure des questions :

Audiovisuel et communication : audiovisuel : Radio France (p. 4489)

Audiovisuel et communication : Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) (p. 4491)

Audiovisuel et communication : France télévision (p. 4489)

Audiovisuel et communication : nouvelles technologies (p. 4490)

Audiovisuel et communication : satellites (p. 4490)

Audiovisuel et communication : secteur public : budget (p. 4489)

Audiovisuel et communication : secteur public : financement (p. 4490)

Audiovisuel et communication : secteur public : publicité (p. 4489)

Lois : projet de loi : audiovisuel et communication (p. 4489)

Presse et livres (p. 4489)

Taxes parafiscales : redevance audiovisuelle (p. 4489)

Télécommunications : autorité de régulation des télécommunications (ART) (p. 4491)

Procédure des questions :

Audiovisuel et communication : France 3 (p. 4511)

Projet de loi de finances rectificative n° 447 pour 1997

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [3 décembre 1997] (p. 6889, 6931)

Article 24 (taxe sur les services de télévision)

Intervient sur l'amendement n° 78 du Gouvernement (aménagement du barème de la taxe) (p. 6922)

Projet de loi n° 727 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [31 mars 1998] (p. 2288) ; [1^{er} avril 1998] (p. 2331, 2373) ; [2 avril 1998] (p. 2404, 2449)

Après l'article 38

Son amendement n° 100 soutenu par M. Jean-Louis Idiart (interdiction pour les chaînes du service public d'accorder un droit exclusif de diffusion de leurs programmes) (p. 2409) : retiré (p. 2410)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [20 mai 1998] (p. 4145, 4213)

Après l'article 47

Intervient sur l'amendement n° 47 de la commission (éligibilité au Fonds de compensation pour la TVA des investissements exposés sur des biens appartenant à des tiers non bénéficiaires) (p. 4188)

Jean-François MATTEI

*Bouches-du-Rhône (2^{ème} circonscription)
Union pour la démocratie française
puis Démocratie libérale et indépendants*

Élu le 1^{er} juin 1997

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9391)

Cesse d'appartenir au groupe de l'Union pour la Démocratie française [J.O. du 27 mai 1998] (p. 8075)

S'inscrit au groupe Démocratie libérale et indépendants [J.O. du 27 mai 1998] (p. 8075)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9422)

Représentant titulaire de la délégation française aux Assemblées du Conseil de l'Europe et de l'UEO [J.O. du 25 juin 1997] (p. 9800)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative au renforcement de la veille sanitaire et du contrôle de la sécurité sanitaire des produits destinés à l'homme [J.O. du 2 mai 1998] (p. 6738)

Vice-président de la délégation française aux Assemblées du Conseil de l'Europe et de l'UEO

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Famille. Adoption. Loi n° 96-604 du 5 juillet 1996, décrets d'application, publication [18 novembre 1997] (p. 6078)

Jeunes. Délinquance. Lutte et prévention [3 juin 1998] (p. 4628)

Assurance maladie maternité : généralités. Equilibre financier. Maîtrise des dépenses de santé [30 juin 1998] (p. 5522)

DÉBATS

Projet de loi n° 202 relatif à la prévention et à la répression des infractions sexuelles ainsi qu'à la protection des mineurs

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 septembre 1997] (p. 3495, 3516)

Son intervention (p. 3520)

Thèmes :

Droit pénal : récidive (p. 3520)

Santé : prévention : suivi médico-judiciaire (p. 3520)

Système pénitentiaire : médecine pénitentiaire (p. 3521)

Projet de loi n° 303 de financement de la sécurité sociale pour 1998

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [28 octobre 1997] (p. 4832, 4853, 4890) ; [29 octobre 1997] (p. 4923, 4963, 4995) ; [30 octobre 1997] (p. 5028) ; [31 octobre 1997] (p. 5159)

Après l'article 5

Son amendement n° 111 (modification des niveaux de taxation des différents types de tabac) : rejeté (p. 4904)

Proposition de loi n° 236 relative au renforcement de la veille sanitaire et du contrôle de la sécurité sanitaire des produits destinés à l'homme

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [8 janvier 1998] (p. 71)

Soutient la motion de renvoi en commission de M. François Bayrou (p. 109) : rejetée (p. 118)

Thèmes :

Agroalimentaire : produits : contrôles sanitaires (p. 116)

Déchets, pollutions et nuisances : air : pollution (p. 113)

Déchets, pollutions et nuisances : installations nucléaires (p. 114)

Elevage : viande bovine : épizooties (p. 112)

Pays étrangers : Etats-Unis : sécurité sanitaire (p. 111)

Pharmacie et médicaments : agence du médicament (p. 112)

Produits dangereux : amiante (p. 113)

Sang et organes humains : Agence française du sang (p. 112)

Sang et organes humains : transfusion sanguine (p. 116)

Santé : Centre national d'études vétérinaires et alimentaires (CNEVA) (p. 116)

Santé : sécurité sanitaire (p. 109)

Santé : veille sanitaire (p. 115)

Discussion des articles [13 janvier 1998] (p. 170, 199) ; [15 janvier 1998] (p. 283)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 26 rectifié de la commission (création d'un comité national de sécurité sanitaire) (p. 171)

Intervient sur le sous-amendement n° 154 corrigé de M. André Aschieri (respect du principe de précaution) à l'amendement n° 26 rectifié de la commission (p. 171)

Article 1er (missions, prérogatives, organisation et fonctionnement de l'Institut de veille sanitaire)

Son amendement n° 146 (rédactionnel) (p. 172) : retiré (p. 173)

Son amendement n° 147 (rédactionnel) : rejeté (p. 173)

Son amendement n° 148 (rédactionnel) : adopté (p. 174)

Son amendement n° 149 (évaluation et coordination des agences sanitaires) : rejeté (p. 174)

Son amendement n° 150 (de précision) (p. 174) : retiré (p. 175)

Son amendement n° 151 (rédactionnel) : adopté après rectification (p. 175)

Son amendement n° 245 (rédactionnel) : retiré (p. 175)

Son amendement n° 247 (recours à des laboratoires d'analyses physico-chimiques) : rejeté (p. 176)

Son amendement n° 246 (liaison entre l'Institut de veille sanitaire et les deux agences de sécurité sanitaire) : adopté (p. 178)

Son amendement n° 248 (de suppression des dispositions relatives à la subordination de l'Institut vis-à-vis du ministère de la santé) : rejeté (p. 179)

Son amendement n° 249 (nomination d'inspecteurs assermentés) : rejeté (p. 180)

Article 1 bis (rapport du Gouvernement sur les structures de la veille sanitaire)

Intervient sur l'amendement n° 44 de la commission (suppression de certains objets du rapport) (p. 181)

Avant l'article 2

Intervient sur l'amendement n° 213 de Mme Geneviève Perrin-Gaillard (caractère national de l'Agence) (p. 182)

Intervient sur l'amendement n° 291 de Mme Geneviève Perrin-Gaillard (caractère national de l'Agence) (p. 182)

Article 2 (création de l'Agence de sécurité sanitaire des produits de santé)

Son amendement n° 250 soutenu par M. François Loos (suppression de l'énumération des produits susceptibles d'intéresser l'Agence) : rejeté (p. 186)

Son amendement n° 251 soutenu par M. François Loos (ajout des contraceptifs) : adopté (p. 186)

Son amendement n° 252 soutenu par M. François Loos (ajout des biomatériaux, des dispositifs médicaux et des dispositifs intra-utérins) : retiré (p. 187)

Son amendement n° 253 soutenu par M. François Loos (ajout des logiciels de diagnostic médical) (p. 188) : rejeté (p. 189)

Son amendement n° 254 corrigé soutenu par M. François Loos (médicaments psychotropes) : adopté (p. 191)

Son amendement n° 255 soutenu par M. François Loos (de précision) : retiré (p. 191)

Son amendement n° 256 soutenu par M. François Loos (le directeur général de l'Institut de veille sanitaire est membre de droit du conseil d'administration) : rejeté (p. 192)

Article 4 (missions, prérogatives et modalités de fonctionnement)

Son amendement n° 257 (simplification de la définition des fonctions de l'Agence) : rejeté (p. 209)

Son amendement n° 258 (pouvoir de recommandation de l'Agence) : rejeté (p. 212)

Son amendement n° 259 (contrôle de la qualité des eaux minérales) : rejeté (p. 218)

Son amendement n° 260 (présence de droit du directeur général de l'Institut de veille sanitaire) : rejeté (p. 220)

Article 5 (compétences consultatives générales)

Intervient sur l'amendement n° 18 corrigé de la commission de la production (consultation de l'Agence facultative en cas d'urgence) (p. 223)

Intervient sur le sous-amendement n° 92, deuxième correction de la commission (caractère public des avis émis par l'Agence) à l'amendement n° 18 corrigé de la commission de la production (p. 223)

Intervient sur le sous-amendement n° 182 corrigé de M. André Aschieri (caractère public des avis émis par l'Agence) à l'amendement n° 18 corrigé de la commission de la production (p. 223)

Après l'article 6

Intervient sur l'amendement n° 292 du Gouvernement (rapport sur l'opportunité et la faisabilité de la création d'une agence de sécurité sanitaire de l'environnement) (p. 229)

Article 7 (missions et composition du Conseil national de la sécurité sanitaire)

Son amendement n° 261 (de suppression) : adopté (p. 231)

Article 9 (organisation et sécurité sanitaire de la transfusion sanguine)

Son intervention (p. 287)

Son amendement n° 190 (Etablissement français du sang) : retiré (p. 289)

Soutient l'amendement n° 271 de la commission (place de l'Etat au sein du conseil d'administration de l'Etablissement français du sang) (p. 292) : retiré (p. 292)

Son amendement n° 195 (harmonisation des statuts des personnels de l'Etablissement français du sang) : retiré (p. 293)

Son amendement n° 200 corrigé (ressources d'autofinancement procurées par la cession des produits sanguins) : retiré (p. 294)

Son amendement n° 202 (enregistrement des nouveaux produits sanguins labiles) (p. 295) : adopté après modification (p. 296)

Soutient l'amendement n° 203 de M. Pierre Albertini (de conséquence) (p. 296) : retiré (p. 296)

Son amendement n° 204 (compétence en matière de nomination des directeurs des sites locaux) (p. 296) : retiré (p. 297)

Soutient l'amendement n° 281 de la commission (de cohérence) (p. 297) : adopté (p. 297)

Intervient sur l'amendement n° 206 de M. André Aschieri (de cohérence) (p. 297)

Son amendement n° 209 corrigé (de cohérence) : retiré (p. 298)

Soutient l'amendement n° 286 de la commission (de cohérence) (p. 298) : adopté (p. 298)

Intervient sur l'amendement n° 210 de M. André Aschieri (de cohérence) (p. 298)

Titre

Son amendement n° 153 corrigé (de suppression de la mention relative aux "produits destinés à l'homme") (p. 313) : rejeté (p. 315)

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [8 avril 1998] (p. 2740)

Article 9 (organisation et sécurité sanitaire de la transfusion sanguine)

Son amendement n° 38 soutenu par M. André Aschieri (suppression de l'avis de l'Agence française de sécurité sanitaire des produits de santé) : rejeté (p. 2756)

Son amendement n° 36 soutenu par M. Jean-Pierre Foucher (coopération européenne et internationale) : retiré (p. 2756)

Projet de loi n° 524 autorisant l'approbation de la convention sur la protection des enfants et la coopération en matière d'adoption internationale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [24 février 1998] (p. 1585)

Son intervention (p. 1588)

Thèmes :

Associations (p. 1589)

Famille : adoption (p. 1588)

Politique extérieure : coopération (p. 1589)

Télécommunications : Internet (p. 1589)

Projet de loi n° 780 d'orientation relatif à la lutte contre les exclusions

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [6 mai 1998] (p. 3515); [7 mai 1998] (p. 3533, 3562); [12 mai 1998] (p. 3649, 3684); [13 mai 1998] (p. 3741, 3776); [14 mai 1998] (p. 3815, 3872); [18 mai 1998] (p. 3931, 3975); [19 mai 1998] (p. 4076, 4102); [20 mai 1998] (p. 4205)

Article 19 (fonds de solidarité pour le logement)

Son amendement n° 810 soutenu par M. Denis Jacquat (prise en compte de la santé comme critère

d'éligibilité aux aides du fonds de solidarité pour le logement) : adopté (p. 3743)

Article 33 (réforme des attributions de logements locatifs sociaux)

Article L. 441 du code de la construction et de l'habitation (principes régissant les attributions de logements locatifs sociaux)

Son amendement n° 809 soutenu par M. Denis Jacquat (prise en compte de l'état de santé) : rejeté (p. 3839)

Article 37 (programmes régionaux d'accès à la prévention et aux soins)

Son amendement n° 725 soutenu par M. Pierre Cardo (personnes atteintes du sida) (p. 3879) : rejeté (p. 3880)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [30 juin 1998] (p. 5561) ; [1^{er} juillet 1998] (p. 5582, 5604, 5665)

Article 19 (fonds de solidarité pour le logement)

Son amendement n° 178 (prise en compte d'une éventuelle contamination par le virus d'immuno-déficience) : retiré (p. 5609)

Article 33 (réforme des attributions de logements sociaux)

Article L. 441 du code de la construction et de l'habitation (principes régissant les attributions de logements locatifs sociaux)

Son amendement n° 179 (prise en compte des besoins particuliers liés à l'état de santé) : retiré (p. 5639)

Article 37 précédemment réservé (programmes régionaux d'accès à la prévention et aux soins)

Son amendement n° 180 soutenu par M. Pierre Cardo (personnes atteinte du SIDA) : retiré (p. 5699)

Gilbert MAURER

*Moselle (5^{ème} circonscription)
Socialiste*

Élu le 1^{er} juin 1997

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9390)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9423)

Pierre MAZEAUD

*Haute-Savoie (5^{ème} circonscription)
Rassemblement pour la République
Vice-président de l'Assemblée nationale*

Élu le 1^{er} juin 1997

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9391)

Nomination au Conseil Constitutionnel le 5 mars 1998 (voir indications préliminaires) [J.O. du 6 mars 1998] (p. 3479)

NOMINATIONS

Vice-président de l'Assemblée nationale [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9421)

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9423)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la nationalité [J.O. du 23 janvier 1998] (p. 1111)

DÉPÔTS

Proposition de loi constitutionnelle n° 41 tendant à modifier l'article 23 de la Constitution [3 juillet 1997]

Proposition de loi constitutionnelle n° 42 portant révision de l'article 55 de la Constitution et tendant à limiter la primauté des traités internationaux sur les lois [3 juillet 1997]

Proposition de loi constitutionnelle n° 43 tendant à compléter le titre XV de la Constitution afin d'instituer un contrôle de constitutionnalité des projets d'actes des Communautés et de l'Union européennes [3 juillet 1997]

Proposition de loi organique n° 44 tendant à renforcer la limitation du cumul des mandats électoraux et des fonctions électives [3 juillet 1997]

Proposition de loi n° 104 tendant à étendre à l'élection des représentants au Parlement européen la règle de présentation des candidats en vigueur pour l'élection du Président de la République [23 juillet 1997]

Proposition de loi n° 105 tendant à assurer la protection des conditions de vie et de travail des magistrats [23 juillet 1997]

Proposition de loi n° 106 relative au fonctionnement des conseils régionaux [23 juillet 1997]

Proposition de loi n° 275 tendant à compléter l'article L. 1er du code de la route afin d'étendre, sous certaines conditions, les mesures relatives à la lutte contre l'alcoolisme au volant, à la conduite sous l'influence de drogues illicites [30 septembre 1997]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Vice-président

RÉPONSES AUX RAPPELS AU RÈGLEMENT DE

M. Robert Pandraud : fait remarquer que le deuxième alinéa de l'article 50 du Règlement n'impose la consultation de l'Assemblée qu'en l'absence de demande du Gouvernement [15 septembre 1997] (p. 2965)

M. Maurice Leroy : indique qu'il est habituel que les amendements ne soient distribués qu'à la fin de la discussion générale et rappelle que les députés ont la possibilité d'assister aux discussions des commissions dont ils ne font pas partie [7 octobre 1997] (p. 3683)

M. Jean-Pierre Brard : souligne que le rappel au règlement doit avoir un rapport direct avec le déroulement de la séance [29 octobre 1997]

M. Bernard Accoyer : interrompt l'orateur en lui faisant observer que son rappel n'a pas de lien direct avec la

violation d'une disposition réglementaire [29 octobre 1997]

M. Jean-Luc Prél : rappelle que pour éviter que des délégations ne soient déposées au dernier moment, ce qui perturbe le vote électronique, il a été décidé par la conférence des présidents ce matin de faire retentir avant le scrutin public deux sonneries séparées de cinq minutes. [29 octobre 1997] (p. 5021)

M. Jean-Louis Debré : se propose de rencontrer M. Fabius, Président de l'Assemblée nationale [11 décembre 1997] (p. 7330)

Mme Roselyne Bachelot-Narquin : considère que pour une circonstance exceptionnelle, il est autorisé à dépasser l'heure limite : il n'interrompra pas M. Jacques Barrot lorsqu'il soutiendra la motion de renvoi en commission [28 janvier 1998] (p. 733)

Mme Roselyne Bachelot-Narquin : fait observer qu'il respecte scrupuleusement le règlement [5 février 1998] (p. 1202)

DÉBATS

Projet de loi n° 200 relatif au développement d'activités pour l'emploi des jeunes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 septembre 1997] (p. 2917, 2943, 2981)

Répond au rappel au règlement de M. Robert Pandraud (cf. supra) [15 septembre 1997] (p. 2965)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [7 octobre 1997] (p. 3682)

Répond au rappel au règlement de M. Maurice Leroy (cf. supra) [7 octobre 1997] (p. 3683)

Projet de loi n° 303 de financement de la sécurité sociale pour 1998

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [28 octobre 1997] (p. 4832, 4853, 4890) ; [29 octobre 1997] (p. 4923, 4963, 4995) ; [30 octobre 1997] (p. 5028) ; [31 octobre 1997] (p. 5159)

Article 3 (taux de la CSG et suppression des cotisations maladie)

Son intervention (p. 4863)

Article 19 (mise sous condition de ressources des allocations familiales)

Répond au rappel au règlement de M. Jean-Pierre Brard (cf. supra) (p. 5012)

Répond au rappel au règlement de M. Bernard Accoyer (cf. supra) (p. 5012)

Répond au rappel au règlement de M. Jean-Luc Prél (cf. supra) (p. 5021)

Projet de loi n° 327 relatif à l'entrée et au séjour des étrangers en France et au droit d'asile

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [9 décembre 1997] (p. 7179, 7203) ; [10 décembre 1997] (p. 7239, 7273, 7297) ; [11 décembre 1997] (p. 7321, 7339, 7380) ; [12 décembre 1997] (p. 7413, 7453, 7504) ; [14 décembre 1997] (p. 7603, 7633, 7663) ; [15 décembre 1997] (p. 7698, 7736, 7770) ; [16 décembre 1997] (p. 7858, 7899)

Article 2 (article 5-3 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 : modification du régime du certificat d'hébergement)

Répond au rappel au règlement de M. Jean-Louis Debré (cf. supra) (p. 7329)

Projet de loi n° 512 d'orientation et d'incitation relatif à la réduction du temps de travail

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [27 janvier 1998] (p. 572, 615) ; [28 janvier 1998] (p. 667, 703) ; [29 janvier 1998] (p. 747)

Répond au rappel au règlement de Mme Roselyne Bachelot-Narquin (cf. supra) [28 janvier 1998] (p. 732)

Discussion des articles [29 janvier 1998] (p. 747, 785) ; [3 février 1998] (p. 935, 971) ; [4 février 1998] (p. 1039, 1068) ; [5 février 1998] (p. 1110, 1150, 1199) ; [6 février 1998] (p. 1270)

Article 3 (aide à la réduction du temps de travail)

Répond au rappel au règlement de Mme Roselyne Bachelot-Narquin (cf. supra) (p. 1202)

En qualité de Député

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Collectivités territoriales. Corse. Assassinat du préfet, conséquences [10 février 1998] (p. 1375)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Indique qu'il est favorable aux séances de nuit et souhaite que conformément à l'article 50, alinéa 4, du règlement le Président consulte l'Assemblée à ce sujet [15 septembre 1997] (p. 2917)

Regrette l'absentéisme alors que le texte débattu concerne les parlementaires exerçant des fonctions exécutives régionales [9 octobre 1997] (p. 3805)

Propose que la séance soit suspendue et non levée pour que le texte inscrit à l'ordre du jour au titre de l'article 48, alinéa 3, de la Constitution puisse être adopté le jour même [9 octobre 1997] (p. 3824)

Déplore que le Gouvernement considère l'exception d'irrecevabilité comme un détournement de règlement et estime qu'il appartient au Conseil Constitutionnel de se prononcer sur la constitutionnalité du texte [26 novembre 1997] (p. 6424)

Exige la présence de Mme la Garde des Sceaux, regrettant qu'elle soit intervenue avant les motions de procédure pour pouvoir participer au journal de 20

- heures et demande une suspension de séance [26 novembre 1997] (p. 6482)
- Remercie le Gouvernement d'accepter d'aller au terme de la discussion "article par article" et "amendement par amendement", et affirme que l'intention de l'opposition n'est nullement de faire obstruction [28 novembre 1997] (p. 6540)
- Proteste contre la menace de recours systématique à la réserve du vote sur les amendements brandie par le Gouvernement [28 novembre 1997] (p. 6551)
- Considère que la demande systématique par le Gouvernement de la réserve du vote sur les amendements rend la discussion impossible et annonce que l'opposition quitte l'hémicycle [28 novembre 1997] (p. 6553)
- Se demande si l'intention du Gouvernement de recourir systématiquement à la réserve du vote sur les articles et les amendements dans la discussion du projet de loi sur la nationalité, n'a pas pour objectif de gêner la majorité plurielle plutôt que l'opposition ; il estime dans ces conditions, inutile de poursuivre le débat [28 novembre 1997] (p. 6571)
- Déplore qu'un de ses collègues de la majorité n'ait pas renoncé aux accusations de collusion de l'opposition avec le Front national contrairement au souhait du Gouvernement [28 novembre 1997] (p. 6591)
- Demande à la Garde des Sceaux de préciser dès maintenant si en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution ne seront retenus que les amendements acceptés par le Gouvernement [28 novembre 1997] (p. 6595)
- Dénonce le non respect du temps de suspension de séance par le groupe socialiste comme une manœuvre d'obstruction de la part de la majorité [28 novembre 1997] (p. 6627)
- S'interroge sur l'opportunité de poursuivre les débats jusqu'à une heure tardive, demande au Président de séance de préciser ses intentions puis réclame une suspension de séance [28 novembre 1997] (p. 6639, 6640)
- Interroge le ministre des affaires étrangères sur les conditions suspensives de ratification par la France du traité d'Amsterdam [2 décembre 1997] (p. 6756)
- Regrette que Le Ministre de l'emploi et de la solidarité ait cru bon de commencer son propos en faisant observer à l'opposition qu'elle était plus nombreuse maintenant que la nuit précédente et lui fait observer que lorsqu'elle dit vouloir respecter la Constitution et les droits de l'opposition elle ne fait qu'obéir à la Constitution [4 février 1998] (p. 1041)
- Pense que son remplacement à la présidence de la séance indique que les débats vont se poursuivre au-delà d'une heure du matin : il se dit scandalisé par cette situation qui nuit à la qualité du travail parlementaire et s'indigne de l'intention qu'on lui a prêtée - à tort - de poursuivre les débats jusqu'à 8 heures du matin "pour en terminer avec le texte". Dans ces conditions, il est déterminé à provoquer tous les incidents qu'il estimera nécessaires [5 février 1998] (p. 1235)
- Souhaite connaître les intentions du Gouvernement quant à la poursuite des débats et lui conseille d'interrompre la séance afin de pouvoir reprendre la discussion dans un climat plus serein le lendemain matin [5 février 1998] (p. 1241)
- Conteste, pour le cas précis d'amendements identiques, l'interprétation que vient de faire le vice-président de

l'article 100, alinéa 7 du règlement qui dispose que, outre un auteur, la commission et le Gouvernement, peut seul être entendu "un orateur d'opinion contraire" [5 février 1998] (p. 1251)

Demande que le Gouvernement fasse connaître ses intentions quant à la poursuite de la séance. Il redoute qu'il ne veuille poursuivre la discussion jusqu'à dix heures du matin afin d'affaiblir les rangs de l'opposition [5 février 1998] (p. 1254)

Reconnaît au président le droit de refuser la parole à un député qui souhaite répondre au Gouvernement ou à la commission mais souhaite, par le biais de son rappel au règlement, connaître les raisons qu'a eues le Gouvernement de rejeter l'amendement de M. Deprez sur la déclaration du travail à temps partiel [5 février 1998] (p. 1255)

DÉBATS

Projet de loi n° 202 relatif à la prévention et à la répression des infractions sexuelles ainsi qu'à la protection des mineurs

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [30 septembre 1997] (p. 3535) ; [1er octobre 1997] (p. 3564, 3618)

Article 10 (articles 225-16-1 et 225-16-2 nouveaux du code pénal : création du délit de bizutage)

Son amendement n° 168 soutenu par M. Robert Pandraud (de suppression) (p. 3585) : rejeté au scrutin public (p. 3588)

Proposition de loi n° 216 portant réforme du mode de vote des budgets régionaux

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [9 octobre 1997] (p. 3805)

Son intervention (p. 3815, 3817)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. François Bayrou (p. 3828)

Son rappel au règlement (cf. supra) [9 octobre 1997] (p. 3824)

Thèmes :

Assemblée nationale : motions de procédure (p. 3828)

Assemblée nationale : propositions de loi : ordre du jour (p. 3817)

Collectivités territoriales (p. 3815)

Collectivités territoriales : décentralisation : séparation des pouvoirs (p. 3828)

Elections et référendums : cumul des mandats (p. 3828)

Discussion des articles [9 octobre 1997] (p. 3831)

Article 3 (article L. 4133-1 du code général des collectivités locales : déclaration politique des candidats à la fonction de président de conseil régional)

Intervient sur le sous-amendement oral de M. Jean-Louis Masson (application de l'incompatibilité aux adjoints aux maires et aux vice-présidents de conseil

général) à l'amendement n° 14 de M. Jacques Blanc (incompatibilité de l'exercice de la fonction de président de conseil régional avec toute autre fonction exécutive locale) (p. 3738)

Soutient l'amendement n° 25 de M. Christian Estrosi (de suppression) (p. 3832) : rejeté (p. 3833)

Intervient sur l'amendement n° 9 de M. François Loos (serment du président du conseil régional devant l'assemblée régionale) (p. 3833)

Intervient sur l'amendement n° 23 corrigé de M. Guy Hascoët (présentation par les candidats à la présidence du conseil régional d'une déclaration écrite présentant leur programme et la composition envisagée du bureau) (p. 3835)

Intervient sur l'amendement n° 39 de M. Bernard Derosier (présentation de la déclaration à chaque tour d'élection) (p. 3835)

Soutient l'amendement n° 30 de M. Christian Estrosi (rédactionnel) (p. 3835) : rejeté (p. 3835)

Article 4 (article L. 4311-1-1 du code général des collectivités territoriales : délai prévu pour la tenue du débat sur les orientations budgétaires de la région)

Intervient sur l'amendement n° 10 de M. Bernard Derosier (délai de 5 jours pour la présentation d'un nouveau budget par le président) (p. 3866)

Reprend l'amendement n° 17 de M. José Rossi (délai de 10 jours pour la présentation d'un nouveau budget par le président) (p. 3866) : devenu sans objet (p. 3867)

Intervient sur l'amendement n° 26 de M. Christian Estrosi (délai de 12 jours pour la présentation d'un nouveau budget par le président) (p. 3866)

Intervient sur l'amendement n° 32 du Gouvernement (délai imparti pour la présentation du projet de budget par le président du conseil régional) (p. 3868)

Intervient sur l'amendement n° 34 du Gouvernement (délais impartis pour le vote de l'Assemblée régionale sur la motion de défiance) (p. 3869)

Soutient l'amendement n° 8 corrigé de M. Jean-Louis Masson (fin du mandat du Président et du bureau en cas de vote de la motion de défiance) (p. 3870) : rejeté (p. 3870)

Après l'article 4

Soutient l'amendement n° 4 de M. Jean-Louis Masson (incompatibilité des fonctions de président ou de vice-président du conseil régional avec les fonctions de président ou de vice-président du conseil général) (p. 3870) : rejeté (p. 3871)

Soutient l'amendement n° 3 de M. Jean-Louis Masson (démission du mandat en cas d'incompatibilité) (p. 3871) : rejeté (p. 3871)

Soutient l'amendement n° 5 de M. Jean-Louis Masson (comptes de campagne des titulaires d'une fonction exécutive gouvernementale ou locale) (p. 3871) : rejeté (p. 3871)

Soutient l'amendement n° 6 de M. Jean-Louis Masson (mode de désignation des membres du conseil régional dans des organismes extérieurs) (p. 3871) : rejeté (p. 3871)

Intervient sur l'amendement n° 38 de M. Robert Pandraud (démission d'office des membres du conseil régional en cas d'absentéisme systématique) (p. 3873)

Projet de loi n° 303 de financement de la sécurité sociale pour 1998

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [28 octobre 1997] (p. 4832, 4853, 4890) ; [29 octobre 1997] (p. 4923, 4963, 4995) ; [30 octobre 1997] (p. 5028) ; [31 octobre 1997] (p. 5159)

Article 25 (transfert à la caisse d'amortissement de la dette des exercices 1996, 1997 et 1998)

Son intervention (p. 5053)

Projet de loi n° 328 relatif à la nationalité et modifiant le code civil

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [26 novembre 1997] (p. 6401, 6431) ; [27 novembre 1997] (p. 6471, 6507)

Soutient la question préalable de M. Jean-Louis Debré (p. 6431) : rejetée (p. 6448)

Intervient sur la motion de renvoi en commission de M. François Bayrou (p. 6521)

Son rappel au règlement (cf. supra) [26 novembre 1997] (p. 6482)

Son rappel au règlement (cf. supra) [26 novembre 1997] (p. 6424)

Thèmes :

Assemblée nationale : propositions de loi : nationalité (p. 6435)

Assemblée nationale : règlement : Gouvernement (p. 6431)

Constitution : article 44 (p. 6521)

Constitution : inconstitutionnalité (p. 6437)

Défense : service national : nationalité (p. 6434)

Droits de l'homme et libertés publiques : racisme : nationalité (p. 6434)

Etrangers : immigration : nationalité (p. 6432)

Etrangers : intégration (p. 6437)

Nationalité : acquisition à raison de la naissance et de la résidence en France (p. 6441)

Nationalité : acquisition par déclaration de nationalité (p. 6438, 6439, 6440, 6441)

Nationalité : double droit du sol (p. 6438)

Nationalité : droit (p. 6433, 6434, 6435, 6437)

Nationalité : droit du sang (p. 6437)

Nationalité : droit du sol (p. 6432, 6437, 6439)

Nationalité : information (p. 6440)

Politiques communautaires : immigration (p. 6442)

Discussion des articles [28 novembre 1997] (p. 6539, 6570, 6607)

Son rappel au règlement (cf. supra) [28 novembre 1997] (p. 6540)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 161 de M. Jean-Marie Le Chevallier (acquisition de la nationalité française par filiation et par naturalisation) (p. 6541)

Intervient sur l'amendement n° 162 de M. Jean-Marie Le Chevallier (suppression des articles permettant l'acquisition de la nationalité à raison de la naissance en France) (p. 6543)

Intervient sur l'amendement n° 46 de M. Thierry Mariani (allongement de la période de vie commune permettant l'acquisition de la nationalité française par mariage) (p. 6545)

Intervient sur l'amendement n° 45 de M. Thierry Mariani (allongement de la période de vie commune permettant l'acquisition de la nationalité française par mariage) (p. 6545)

Intervient sur l'amendement n° 44 de M. Thierry Mariani (allongement de la période de vie commune permettant l'acquisition de la nationalité française par mariage) (p. 6545)

Intervient sur l'amendement n° 586 de Mme Nicole Catala (allongement de la période de vie commune permettant l'acquisition de la nationalité française par mariage) (p. 6545)

Intervient sur l'amendement n° 15 de la commission (raccourcissement de la période de vie commune permettant l'acquisition de la nationalité française par mariage) (p. 6545)

Intervient sur l'amendement n° 524 de M. André Gerin (raccourcissement de la période de vie commune permettant l'acquisition de la nationalité française par le mariage) (p. 6545)

Son rappel au règlement (cf. supra) [28 novembre 1997] (p. 6551)

Intervient sur l'amendement n° 588 de Mme Nicole Catala (instauration de sanctions pénales en matière de mariage de complaisance) (p. 6553)

Son rappel au règlement (cf. supra) [28 novembre 1997] (p. 6553)

Article 1er (article 21-7 du code civil : acquisition de la nationalité française à raison de la naissance et de la résidence en France)

Son intervention (p. 6559, 6578)

Intervient sur l'amendement n° 35 de M. Jacques Peyrat (de suppression) (p. 6581)

Intervient sur l'amendement n° 47 corrigé de M. Thierry Mariani (de suppression) (p. 6581)

Intervient sur l'amendement n° 525 de M. Renaud Donnedieu de Vabres (de suppression) (p. 6581)

Intervient sur l'amendement n° 552 de M. Rudy Salles (de suppression) (p. 6581)

Intervient sur l'amendement n° 577 de M. Jacques Kossowski (p. 6581)

Intervient sur l'amendement n° 635 de Mme Nicole Catala (de suppression) (p. 6581)

Intervient sur l'amendement n° 578 de M. Jacques Kossowski (obligation de résider en France depuis sa naissance) (p. 6593)

Intervient sur l'amendement n° 529 de M. Renaud Donnedieu de Vabres (obligation d'avoir résidé en France pendant les 5 ans précédant sa majorité) (p. 6593)

Intervient sur l'amendement n° 36 de M. Jacques Peyrat (obligation d'avoir résidé en France pendant les 5 ans précédant sa majorité) (p. 6593)

Intervient sur l'amendement n° 51 de M. Thierry Mariani (obligation d'avoir résidé en France pendant les 5 ans précédant sa majorité) (p. 6593)

Intervient sur l'amendement n° 621 de M. Renaud Dutreil (suppression des notions de continuité de la condition de résidence) (p. 6593)

Son rappel au règlement (cf. supra) [28 novembre 1997] (p. 6595)

Intervient sur l'amendement n° 567 de M. Rudy Salles (obligation de prêter serment et de renoncer à sa nationalité d'origine) (p. 6608)

Intervient sur les amendements n°s 73, 71, 69, 61, 65, 59, 63, 67, 72, 70, 68, 64, 60, 58, 62 et 66 de M. Thierry Mariani (subordination de l'acquisition de la nationalité française à l'absence de toute condamnation judiciaire) (p. 6615)

Intervient sur l'amendement n° 530 de M. Renaud Donnedieu de Vabres (suppression de la condition de résidence pour les étrangers francophones) (p. 6616)

Intervient sur les amendements n°s 596 de M. Patrick Braouezec (possibilité de réclamer la nationalité française entre 18 et 21 ans) (p. 6620)

Intervient sur l'amendement n° 653 de M. Noël Mamère (possibilité de réclamer la nationalité française entre 18 et 21 ans) (p. 6620)

Intervient sur l'amendement n° 646 rectifié de M. Julien Dray (organisation d'une cérémonie républicaine le 14 juillet pour les personnes atteignant l'âge de 18 ans) (p. 6623)

Intervient sur l'amendement n° 41 de M. Jean Leonetti (organisation d'une cérémonie civique à l'intention des nouveaux citoyens français) (p. 6623)

Intervient sur l'amendement n° 14 de M. Jean Leonetti (organisation d'une cérémonie citoyenne pour la remise de la carte d'électeur) (p. 6623)

Intervient sur l'amendement n° 664 de M. Jean-Pierre Michel (remise d'un livret civique aux jeunes français à 18 ans) (p. 6623)

Son rappel au règlement (cf. supra) [28 novembre 1997] (p. 6627)

Après l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 532 de M. Renaud Donnedieu de Vabres (remise par le maire d'un certificat de nationalité française) (p. 6633)

Article 3 (article 21-9 du code civil : perte de la faculté de décliner la nationalité française)

Son rappel au règlement (cf. supra) [28 novembre 1997] (p. 6639, 6640)

Déclaration du Gouvernement n° 493 présentée par M. Hubert Védrine, ministre des affaires étrangères sur la politique européenne

[2 décembre 1997] (p. 6751, 6813)

Son rappel au règlement (cf. supra) [2 décembre 1997] (p. 6756)

Projet de loi n° 327 relatif à l'entrée et au séjour des étrangers en France et au droit d'asile

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [9 décembre 1997] (p. 7179, 7203) ; [10 décembre 1997] (p. 7239, 7273, 7297) ; [11 décembre 1997] (p. 7321, 7339, 7380) ; [12 décembre 1997] (p. 7413, 7453, 7504) ; [14 décembre 1997] (p. 7603, 7633, 7663) ; [15 décembre 1997] (p. 7698, 7736, 7770) ; [16 décembre 1997] (p. 7858, 7899)

Article 24 (article 2 de la loi n° 52-893 du 25 juillet 1952 : extension du champ du statut de réfugié)

Son intervention (p. 7779)

Déclaration du Gouvernement n° 636 présentée par Mme Elisabeth Guigou, Garde des sceaux, ministre de la justice, sur la réforme de la justice ; débat sur cette déclaration

[15 janvier 1998] (p. 325)
Son intervention (p. 333)

Thèmes :

Droit pénal : présomption d'innocence (p. 334, 335)
Justice : carte judiciaire (p. 333)
Justice : crédits (p. 335)
Justice : juge d'instruction (p. 335)
Justice : magistrats (p. 334, 335)
Justice : parquet (p. 334, 334, 336)
Justice : réforme (p. 333)

Proposition de loi n° 599 portant diverses mesures urgentes relatives à la sécurité et à la promotion d'activités sportives

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [22 janvier 1998] (p. 520)

Article 1er (conditions d'homologation des enceintes destinées à accueillir des manifestations sportives)

Intervient sur l'amendement n° 3 du Gouvernement (rôle des représentants de l'Etat dans la procédure d'homologation) (p. 520)

Après l'article 3

Intervient sur l'amendement n° 1 du Gouvernement (retransmission télévisuelle) (p. 525)

Projet de loi n° 512 d'orientation et d'incitation relatif à la réduction du temps de travail

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [29 janvier 1998] (p. 747, 785) ; [3 février 1998] (p. 935, 971) ; [4 février 1998] (p. 1039, 1068) ; [5 février 1998] (p. 1110, 1150, 1199) ; [6 février 1998] (p. 1270)

Après l'article 1er

Son rappel au règlement (cf. supra) [4 février 1998] (p. 1041)

Article 6 (régime de l'abattement de cotisations sociales patronales applicable au travail à temps partiel)

Son rappel au règlement (cf. supra) [5 février 1998] (p. 1241)

Intervient sur l'amendement n° 139 de M. Maxime Gremetz (abattement conditionné par des créations nettes d'emplois) (p. 1247)

Son rappel au règlement (cf. supra) [5 février 1998] (p. 1251)

Son rappel au règlement (cf. supra) [5 février 1998] (p. 1254)

Son rappel au règlement (cf. supra) [5 février 1998] (p. 1255)

Projet de loi n° 593 instituant une commission du secret de la défense nationale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [12 février 1998] (p. 1498)

Article 3 (fonctionnement de la Commission)

Intervient sur l'amendement n° 32 de M. Michel Voisin (qualité de fonctionnaires détachés pour les personnels travaillant pour la commission) (p. 1504)

Article 4 (procédure de saisine de la Commission)

Intervient sur l'amendement n° 17 de la commission (chronologie des actions conduisant l'autorité administrative qui a procédé à la classification à la saisine de la commission) (p. 1504)

Article 7 (avis de la Commission)

Intervient sur l'amendement n° 19 corrigé de la commission (référence à la nature favorable ou non de l'avis supprimée) (p. 1507)

Article 9 (disposition transitoire sur la durée du mandat des premiers membres)

Intervient sur l'amendement n° 42 du Gouvernement (étalement de la fin du premier mandat des personnalités qualifiées) (p. 1512)

Pierre MÉHAIGNERIE

*Ille-et-Vilaine (5^{ème} circonscription)
Union pour la démocratie française
puis Union pour la démocratie française-Alliance*

Élu le 25 mai 1997

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9391), devenu groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance [J.O. du 25 juin 1998] (p. 9698)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9423)

Membre désigné par les groupes de l'office parlementaire d'évaluation des politiques publiques [J.O. du 17 octobre 1997] (p. 15125)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances 1998 [J.O. du 11 décembre 1997] (p. 17915)

Membre de la mission d'information commune sur la prévention et la lutte contre les exclusions [J.O. du 5 mars 1998] (p. 3424)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation relatif à la lutte contre l'exclusion [J.O. du 28 mars 1998] (p. 4824)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Estime que dans la discussion du projet de loi sur la nationalité le Gouvernement se fonde sur des éléments contraires à toute réalité [26 novembre 1997] (p. 6444)

DÉBATS

Projet de loi constitutionnelle n° 835 relatif au Conseil supérieur de la magistrature

PREMIÈRE LECTURE

Explications de vote et vote [3 juin 1998] (p. 4635)

Ses explications de vote (p. 4637)

Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie française (p. 4637)

Projet de loi de finances n° 230 pour 1998

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [14 octobre 1997] (p. 3930, 3961) ; [15 octobre 1997] (p. 3991, 4023, 4053)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Louis Debré (p. 3957)

Son intervention (p. 4026)

Ses interruptions (p. 4042)

Thèmes :

Collectivités territoriales : finances locales (p. 4028)

Emploi : allègement des charges sociales (p. 3957, 4026, 4042)

Emploi : chômage (p. 4027)

Emploi : jeunes (p. 4026)

Finances publiques : dépenses (p. 4026, 4027)

Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 4026)

Impôt sur le revenu : abattements supplémentaires pour frais professionnels (p. 3957)

Impôt sur les sociétés : taux (p. 4026)

Impôts locaux : taxe d'habitation (p. 4028)

Logement : logement social (p. 4027, 4028)

Logement : aides et prêts : accession à la propriété (p. 4028)

Politique économique : croissance (p. 3957, 4026, 4027)

Politique économique : généralités (p. 4027)

Politique économique : investissement (p. 4027)

Secteur public : services publics (p. 4027)

Travail : réduction du temps de travail (p. 4027)

TVA : taux (p. 3957)

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER**Discussion des articles [15 octobre 1997] (p. 4062) ; [16 octobre 1997] (p. 4089, 4121, 4157) ; [17 octobre 1997] (p. 4191, 4218, 4268)***Article 2 (barème de l'impôt sur le revenu)*

Intervient sur l'amendement n° 179 de M. Charles de Courson (de suppression) (p. 4068)

Son amendement n° 208 soutenu par M. Jean-Jacques Jégou (maintien en l'état de la demi-part supplémentaire de quotient familial dont bénéficient les contribuables célibataires, divorcés ou veufs ayant

élevé un ou plusieurs enfants) (p. 4071) : rejeté au scrutin public (p. 4073)

Article 6 (suppression de l'avantage fiscal lié à la provision pour fluctuation des cours)

Soutient l'amendement n° 184 de M. Charles de Courson (de suppression) (p. 4159) : rejeté au scrutin public (p. 4163)

Soutient l'amendement n° 201 de M. Jacques Barrot (de suppression) (p. 4159) : rejeté au scrutin public (p. 4163)

Soutient l'amendement n° 284 de Mme Marie-Thérèse Boisseau (de suppression) (p. 4159) : rejeté au scrutin public (p. 4163)

Après l'article 6

Intervient sur l'amendement n° 68 de la commission (suppression de la déductibilité fiscale des provisions pour indemnités de licenciement) (p. 4172)

Article 10 (réduction de 50 % du plafond de la réduction d'impôt au titre de l'emploi d'un salarié à domicile)

Son intervention (p. 4206)

Soutient l'amendement n° 149 corrigé de M. Bernard Perrut (doublement du plafond de la réduction d'impôt lorsque l'emploi s'effectue au domicile d'une personne qui pourrait bénéficier de la prestation spécifique dépendance) (p. 4227) : vote réservé : rejeté (p. 4229)

Soutient l'amendement n° 150 corrigé de M. Bernard Perrut (doublement du plafond de la réduction d'impôt lorsque l'emploi s'effectue au domicile d'une personne handicapée) (p. 4227) : vote réservé : rejeté (p. 4229)

Soutient l'amendement n° 187 rectifié de M. Marc Laffineur (relèvement du plafond de la réduction d'impôt pour certaines catégories de contribuables) (p. 4228) : vote réservé : rejeté (p. 4229)

Son amendement n° 203 (de suppression) (p. 4218) : vote réservé : rejeté (p. 4229)

Article 12 (modification des tarifs des taxes intérieures de consommation sur les produits pétroliers et sur le gaz naturel)

Son amendement n° 175 soutenu par Mme Bernadette Isaac-Sibille (abaissement de la taxe intérieure sur les produits pétroliers applicable au supercarburant sans plomb) (p. 4269) : rejeté (p. 4272)

Article 15 (plafonnement de la restitution de l'impôt fiscal aux personnes physiques)

Son amendement n° 204 soutenu par M. Jean-Jacques Jégou (de suppression) (p. 4294) : rejeté (p. 4295)

Explications de vote et vote [21 octobre 1997] (p. 4395)

Ses explications de vote (p. 4398)

Vote contre du groupe de l'Union pour la Démocratie française (p. 4398)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**EDUCATION NATIONALE, RECHERCHE ET TECHNOLOGIE**

II - ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR - III - RECHERCHE ET TECHNOLOGIE

Vote des crédits et articles rattachés [13 novembre 1997] (p. 5830)

III - RECHERCHE ET TECHNOLOGIE

Après l'article 63

Son sous-amendement n° 128 soutenu par M. Claude Goasguen (rédactionnel) à l'amendement n° 85 de la commission (état récapitulatif des ressources et des moyens alloués par l'Etat aux formations supérieures, annexé au projet de loi de finances) : devenu sans objet (p. 5831)

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS

Discussion des articles [17 novembre 1997] (p. 5966, 6007) ; [18 novembre 1997] (p. 6032, 6079, 6116) ; [19 novembre 1997] (p. 6153)

Article 49 (institution d'un crédit d'impôt à raison des dépenses d'entretien de l'habitation principale)

Son amendement n° 279 soutenu par M. Jean-Jacques Jégou (prolongation d'un an du crédit d'impôt) (p. 5973) : rejeté (p. 5974)

Son sous-amendement n° 274 soutenu par M. Jean-Jacques Jégou (relèvement de la majoration) à l'amendement n° 138 de la commission (majoration des plafonds du crédit d'impôt pour les contribuables ayant des personnes à charge) (p. 5976) : rejeté (p. 5978)

Son sous-amendement n° 275 soutenu par M. Jean-Jacques Jégou (relèvement de la majoration) à l'amendement n° 138 de la commission (p. 5976) : rejeté (p. 5978)

Son amendement n° 282 soutenu par M. Jean-Jacques Jégou (abaissement du taux de la taxe foncière) : rejeté (p. 5986)

Explications de vote et vote [19 novembre 1997] (p. 6153)

Ses explications de vote (p. 6155)

Vote contre du groupe de l'Union pour la Démocratie française (p. 6156)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 décembre 1997] (p. 8001)

Son intervention (p. 8012)

Thèmes :

Emploi : allègement des charges sociales (p. 8012, 8013)

Entreprises : charges (p. 8012, 8013)

Finances publiques : politique budgétaire (p. 8012, 8013)

Politique économique : croissance (p. 8012)

Travail : réduction du temps de travail (p. 8013)

Discussion des articles [17 décembre 1997] (p. 8024) ; [18 décembre 1997] (p. 8101)

Article 2 (barème de l'impôt sur le revenu)

Son amendement n° 120 soutenu par M. Charles de Courson (maintien de l'avantage fiscal procuré par la demi-part supplémentaire de quotient familial dont bénéficient les contribuables veufs, célibataires ou divorcés ayant élevé un ou plusieurs enfants) (p. 8025) : rejeté (p. 8026)

Son amendement n° 122 soutenu par M. Charles de Courson (relèvement du plafond applicable à la demi-part supplémentaire de quotient familial dont

bénéficient les contribuables veufs, célibataires ou divorcés ayant élevé un ou plusieurs enfants) (p. 8025) : rejeté (p. 8026)

Son amendement n° 121 soutenu par M. Charles de Courson (relèvement du plafond applicable à la demi-part supplémentaire de quotient familial dont bénéficient les contribuables veufs, célibataires ou divorcés ayant élevé un ou plusieurs enfants) (p. 8025) : rejeté (p. 8026)

Après l'article 13

Son amendement n° 126 (rétablissement du plafonnement de l'impôt de solidarité sur la fortune) : rejeté (p. 8047)

Projet de loi n° 328 relatif à la nationalité et modifiant le code civil

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [26 novembre 1997] (p. 6401, 6431) ; [27 novembre 1997] (p. 6471, 6507)
Son rappel au règlement (cf. supra) [26 novembre 1997] (p. 6444)

Projet de loi de finances rectificative n° 447 pour 1997

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [3 décembre 1997] (p. 6889, 6931)

Après l'article 27

Son amendement n° 44 soutenu par M. Charles de Courson (extension de l'exonération de taxe d'habitation aux étudiants logés dans les nouvelles cités universitaires) (p. 6931) : rejeté (p. 6932)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 décembre 1997] (p. 8079)

Son intervention (p. 8081)

Thèmes :

Finances publiques : déficit budgétaire (p. 8081, 8082)

Finances publiques : dépenses (p. 8082)

Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 8081)

Impôt sur les sociétés : taux (p. 8082)

Politique économique : croissance (p. 8082)

Ses explications de vote (p. 8101)

Déclaration du Gouvernement n° 636 présentée par Mme Elisabeth Guigou, Garde des sceaux, ministre de la justice, sur la réforme de la justice ; débat sur cette déclaration

[15 janvier 1998] (p. 325)
Son intervention (p. 331)

Thèmes :

Droit pénal : procédure pénale (p. 332)

Justice : carte judiciaire (p. 332, 333)

Justice : Conseil supérieur de la magistrature (p. 332)

Justice : contentieux (p. 332)
 Justice : crédits (p. 332)
 Justice : jugements (p. 332)
 Justice : magistrats (p. 332)
 Justice : parquet (p. 332)
 Justice : réforme (p. 333)

Projet de loi n° 512 d'orientation et d'incitation relatif à la réduction du temps de travail

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [29 janvier 1998] (p. 747, 785) ; [3 février 1998] (p. 935, 971) ; [4 février 1998] (p. 1039, 1068) ; [5 février 1998] (p. 1110, 1150, 1199) ; [6 février 1998] (p. 1270)

Après l'article 3

Son amendement n° 468 corrigé précédemment réservé soutenu par M. François Goulard (avis de la commission nationale de la négociation collective sur les conséquences pour le SMIC de la baisse de la durée légale du travail) : rejeté (p. 1326)

Projet de loi n° 727 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [31 mars 1998] (p. 2288) ; [1er avril 1998] (p. 2331, 2373) ; [2 avril 1998] (p. 2404, 2449)

Article 41 (financement de l'élimination des farines animales non conformes)

Son amendement n° 225 soutenu par M. Germain Gengenwin (de suppression) (p. 2425) : rejeté (p. 2427)

Article 42 (aménagement des modalités de paiement des impôts par virement ou prélèvement automatique)

Son amendement n° 209 soutenu par M. Germain Gengenwin (étalement de l'abaissement du seuil de paiement de la TVA par virement et relèvement du seuil final) (p. 2429) : rejeté (p. 2430)

Après l'article 47

Son amendement n° 219 soutenu par M. Laurent Dominati (suppression du dispositif diminuant le plafond de la rémunération en deçà duquel s'applique la ristourne dégressive sur les bas salaires) (p. 2472) : rejeté (p. 2474)

Projet de loi n° 780 d'orientation relatif à la lutte contre les exclusions

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 mai 1998] (p. 3392, 3415) ; [6 mai 1998] (p. 3466, 3495)
 Son intervention (p. 3441)

Thèmes :

Emploi : politique de l'emploi (p. 3442)
 Politique sociale : exclusion (p. 3441)
 Travail : coût (p. 3442)

Discussion des articles [6 mai 1998] (p. 3515) ; [7 mai 1998] (p. 3533, 3562) ; [12 mai 1998] (p. 3649, 3684) ; [13 mai 1998] (p. 3741, 3776) ; [14 mai 1998] (p. 3815, 3872) ; [18 mai 1998] (p. 3931, 3975) ; [19 mai 1998] (p. 4076, 4102) ; [20 mai 1998] (p. 4205)

Après l'article 1er précédemment réservé

Son amendement n° 527 soutenu par M. Germain Gengenwin (plan de financement) (p. 3567) : rejeté (p. 3568)

Après l'article 11

Son amendement n° 540 soutenu par M. Germain Gengenwin (épargne solidaire ou caritative) (p. 3689) : retiré (p. 3690)

Son amendement n° 539 soutenu par M. Germain Gengenwin (fonds communs de placement solidaire) (p. 3690) : retiré (p. 3691)

Après l'article 73

Son amendement n° 544 soutenu par Mme Marie-Thérèse Boisseau (rapport sur les minima sociaux) (p. 4086) : rejeté (p. 4087)

Déclaration du Gouvernement n° 970 sur le débat d'orientation budgétaire présentée par M. Dominique Strauss-Kahn, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie et M. Christian Sautter, secrétaire d'Etat au budget

[9 juin 1998] (p. 4805, 4839)

Son intervention (p. 4822)

Thèmes :

Emploi : allègement des charges sociales (p. 4823, 4824)

Finances publiques : déficit budgétaire (p. 4822)

Finances publiques : dépenses (p. 4822 à 4824)

Finances publiques : politique budgétaire (p. 4822)

Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 4822, 4823)

Impôt sur le revenu : réforme (p. 4823)

Impôts locaux : taxe d'habitation (p. 4823)

Impôts locaux : taxe professionnelle (p. 4823)

Politique économique : croissance (p. 4822, 4824)

Politique économique : généralités (p. 4824)

Roger MEÏ

*Bouches-du-Rhône (10^{ème} circonscription)
 Communiste*

Élu le 1^{er} juin 1997

S'inscrit au groupe communiste [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9391)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9423)

Membre titulaire du conseil d'administration de l'établissement public "autoroutes de France" [J.O. du 10 juillet 1997] (p. 10491)

Membre de la commission d'enquête sur Superphénix et la filière des réacteurs à neutrons rapides [J.O. du 11 avril 1998] (p. 5678)

Vice-président de la commission d'enquête sur Superphénix et la filière des réacteurs à neutrons rapides [J.O. du 22 avril 1998] (p. 6198)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 250 tendant à permettre le bénéfice de la retraite aux chômeurs âgés de moins de soixante ans et ayant quarante annuités de cotisation d'assurance vieillesse [30 septembre 1997]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Elections et référendums. Elections professionnelles. Conseils de prud'hommes, listes Front National [18 novembre 1997] (p. 6076)

Déchets, pollutions et nuisances. Pollution atmosphérique. Effet de serre, lutte et prévention [10 décembre 1997] (p. 7267)

Enseignement maternel et primaire : personnel. Instituteurs. Intégration dans le corps des professeurs des écoles [21 janvier 1998] (p. 478)

Enseignement secondaire. Lycées. Réforme [2 juin 1998] (p. 4584)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 218, posée le 24 mars 1998. Police. Commissariats (J.O. Questions p. 2093). Appelée le 24 mars 1998. Création, Pennes Mirabeau (p. 2021)

n° 430, posée le 16 juin 1998. Mines et carrières. Bassins miniers (J.O. Questions p. 5081). Appelée le 23 juin 1998. Politique de l'emploi (p. 5235)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 230 pour 1998

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ECONOMIE, FINANCES ET INDUSTRIE

III - INDUSTRIE, POSTE ET TÉLÉCOMMUNICATIONS

Examen du fascicule [14 novembre 1997] (p. 5837)

Son intervention (p. 5846)

Thèmes avant la procédure des questions :

Energie et carburants : Charbonnage de France (p. 5847)

Energie et carburants : Electricité de France (EDF) (p. 5847)

Energie et carburants : Gaz de France (GDF) (p. 5847)

Entreprises : entreprises étrangères (p. 5846)

Environnement : Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) (p. 5846)

Espace : Centre national d'études spatiales (CNES) (p. 5846)

Recherche : Agence nationale de valorisation de la recherche (ANVAR) (p. 5846)

Recherche : recherche industrielle (p. 5846)

Régions : Lorraine (p. 5846)

Projet de loi de finances rectificative n° 447 pour 1997

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [3 décembre 1997] (p. 6889, 6931)

Après l'article 6

Son amendement n° 30 soutenu par M. Jean Tardito (exonération de la taxe intérieure sur les produits pétroliers en faveur des producteurs d'alumine) (p. 6899) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 6900)

Proposition de résolution n° 700 tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'arrêt de Superphénix

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [9 avril 1998] (p. 2769)

Son intervention (p. 2776)

Thèmes :

Déchets, pollutions et nuisances : déchets radioactifs (p. 2776)

Energie et carburants : Electricité de France (EDF) (p. 2776, 2777)

Energie et carburants : énergie nucléaire (p. 2776)

Proposition de loi n° 895 relative à la reconnaissance du génocide arménien de 1915

PREMIÈRE LECTURE

Discussion de l'article unique [29 mai 1998] (p. 4506)

Soutient l'amendement n° 1 de M. Guy Hermier (reconnaissance "officielle" par la France du génocide arménien et responsabilité du gouvernement turc de l'époque) (p. 4509) : rejeté (p. 4511)

Soutient l'amendement n° 2 de M. Guy Hermier (commémoration sur le sol national) (p. 4511) : rejeté (p. 4511)

Louis MERMAZ

Isère (8^{ème} circonscription)
Socialiste

Élu le 1^{er} juin 1997

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9390)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9423)

Rapporteur du projet de loi relatif à la nationalité et modifiant le code civil (n° 328) [28 octobre 1997]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la nationalité [J.O. du 23 janvier 1998] (p. 1111)

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la nationalité [J.O. du 5 février 1998] (p. 1887)

Rapporteur du projet de loi relatif aux alternatives aux poursuites et renforçant l'efficacité de la procédure pénale (n° 998) [25 juin 1998]

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi (n° 328) relatif à la nationalité et modifiant le code civil [13 novembre 1997] (n° 443)

Rapport déposé au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la nationalité [4 février 1998] (n° 675)

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République en nouvelle lecture, sur le projet de loi, modifié par le Sénat (n° 633) relatif à la nationalité [5 février 1998] (n° 683)

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République en vue de la lecture définitive du projet de loi (n° 734) relatif à la nationalité [4 mars 1998] (n° 753)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Energie et carburants. Energie nucléaire. Centrale de Tchernobyl, fermeture [27 janvier 1998] (p. 569)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Juge inopportune la suspension de séance demandée [26 novembre 1997] (p. 6484)

Regrette la présentation d'amendements par le Gouvernement à l'issue des travaux de la commission [3 avril 1998] (p. 2536)

Attire l'attention de l'Assemblée sur les risques que ferait courir aux Algériens leur expulsion [8 avril 1998] (p. 2696)

DÉBATS

Projet de loi constitutionnelle n° 835 relatif au Conseil supérieur de la magistrature

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [2 juin 1998] (4585)
Son intervention (p. 4599)

Thèmes :

Droit pénal : politique pénale (p. 4601)

Etat : ministres : justice (p. 4601)

Justice : Conseil supérieur de la magistrature (p. 4600)

Justice : Conseil supérieur de la magistrature : Constitution (p. 4599, 4600)

Justice : indépendance (p. 4600, 4601)

Justice : magistrats : responsabilité pénale (p. 4600)

Justice : parquet (p. 4600)

Justice : réforme (p. 4599 à 4601)

Parlement (p. 4600)

Explications de vote et vote [3 juin 1998] (p. 4635)

Ses explications de vote (p. 4637)

Vote pour du groupe socialiste (p. 4637)

Projet de loi de finances n° 230 pour 1998

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

INTÉRIEUR

Examen du fascicule [30 octobre 1997] (p. 5067)

Rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

Son intervention (p. 5069)

Thèmes avant la procédure des questions :

Police : effectifs (p. 5070)

Police : police scientifique (p. 5070)

Projet de loi n° 328 relatif à la nationalité et modifiant le code civil

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [26 novembre 1997] (p. 6401, 6431) ; [27 novembre 1997] (p. 6471, 6507)

Son intervention (p. 6409)

Son rappel au règlement (cf. supra) [26 novembre 1997] (p. 6484)

Thèmes :

Nationalité : acquisition à raison de la naissance et de la résidence en France (p. 6411)

Nationalité : acquisition par mariage (p. 6412)

Nationalité : double droit du sol (p. 6410, 6412)

Nationalité : droit (p. 6410)

Nationalité : droit du sol (p. 6410)

Nationalité : naturalisation (p. 6412)

Nationalité : perte (p. 6412)

Discussion des articles [28 novembre 1997] (p. 6539, 6570, 6607)

Ses interventions dans la discussion des amendements et sous-amendements (p. 6541 à 6689)

Avant l'article 1er

Soutient l'amendement n° 15 de la commission (raccourcissement de la période de vie commune permettant l'acquisition de la nationalité française par mariage) (p. 6545) : adopté (p. 6548)

Article 1er (article 21-7 du code civil : acquisition de la nationalité française à raison de la naissance et de la résidence en France)

Soutient l'amendement n° 17 de la commission (substitution du mot "enfant" au mot "individu") (p. 6585) : adopté (p. 6585)

Après l'article 5

Soutient l'amendement n° 20 de la commission (ouverture de la possibilité d'acquérir la nationalité française par déclaration entre dix-huit et vingt et un ans) (p. 6657) : rejeté (p. 6657)

Intervient sur l'amendement n° 21 de la commission (suppression de l'obligation de résidence pour l'enfant adopté par un français n'ayant pas sa résidence habituelle en France) (p. 6658)

Article 6 (article 21-19 du code civil : coordination avec la suppression de la manifestation de volonté d'être français)

Soutient l'amendement n° 22 de la commission (possibilité pour les réfugiés statutaires d'être naturalisés sans condition de stage) (p. 6660) : adopté (p. 6660)

Après l'article 14

Soutient l'amendement n° 23 de la commission (extension aux personnes qui ne sont pas françaises depuis la naissance mais qui ont acquis cette nationalité de la possibilité d'être réintégrées dans la nationalité française par déclaration) (p. 6671) : adopté (p. 6671)

Avant l'article 15

Soutient l'amendement n° 24 de la commission (restitution au juge d'instance de la compétence pour délivrer un certificat de nationalité, avec possibilité de délégation au greffier en chef) (p. 6672) : retiré (p. 6673)

Soutient l'amendement n° 26 de la commission (réintégration dans la nationalité française des ressortissants des territoires d'outre mer) (p. 6676) : rejeté (p. 6677)

Soutient l'amendement n° 27 de la commission (restitution de la nationalité française aux anciens combattants originaires des colonies) (p. 6677) : rejeté (p. 6678)

Soutient l'amendement n° 28 de la commission (rétablissement du double droit du sol pour les enfants de parents nés dans les colonies ou dans les territoires d'outre mer) (p. 6678) : rejeté (p. 6680)

Soutient l'amendement n° 29 de la commission (suppression de la condition de résidence en France du parent né en Algérie avant l'indépendance) (p. 6680) : adopté après modification (p. 6681)

Soutient l'amendement n° 30 de la commission (amélioration de la communicabilité des dossiers administratifs de nationalité) (p. 6681) : adopté (p. 6681)

Soutient l'amendement n° 31 de la commission (alignement des règles de motivations en matière de naturalisation sur celles de la loi du 11 juillet 1979) (p. 6681) : adopté (p. 6681)

Après l'article 15

Soutient l'amendement n° 16, deuxième rectification de la commission (délivrance d'une carte d'identité républicaine aux enfants nés en France de parents

étrangers) (p. 6682) : adopté après modification (p. 6684)

Titre

Soutient l'amendement n° 32 de la commission (suppression de la référence au code civil) (p. 6688) : adopté (p. 6688)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 février 1998] (p. 1390, 1413)

Suppléé par M. François Colcombet

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la mise aux voix du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [4 mars 1998] (p. 1926)

Son intervention (p. 1927)

Thème :

Etrangers : intégration (p. 1927)

Déclaration du Gouvernement n° 636 présentée par Mme Elisabeth Guigou, Garde des sceaux, ministre de la justice, sur la réforme de la justice ; débat sur cette déclaration

[15 janvier 1998] (p. 325)

Son intervention (p. 341)

Thèmes :

Droit pénal : détention provisoire (p. 342)

Droit pénal : emprisonnement (p. 342)

Droit pénal : présomption d'innocence (p. 342)

Etat : ministres : justice (p. 343)

Justice : aide à l'accès au droit (p. 342)

Justice : Conseil supérieur de la magistrature (p. 343)

Justice : crédits (p. 342)

Justice : juge d'instruction (p. 342)

Justice : jugements (p. 342)

Justice : magistrats (p. 342, 343)

Justice : parquet (p. 343)

Justice : réforme (p. 341, 342)

Projet de loi n° 327 relatif à l'entrée et au séjour des étrangers en France et au droit d'asile

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 février 1998] (p. 1633, 1669)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. François Bayrou (p. 1657)

Thèmes :

Assemblée nationale : question préalable (p. 1657, 1658)

Etrangers : cartes de séjour (p. 1658)

Etrangers : certificats d'hébergement (p. 1658)

Etrangers : commission du titre de séjour (p. 1658)

Etrangers : droit d'asile (p. 1658)

Etrangers : intégration (p. 1658)

Etrangers : regroupement familial (p. 1658)

Etrangers : visas (p. 1658)

Politique extérieure : coopération économique (p. 1657)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la mise aux voix du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [8 avril 1998] (p. 2692)

Son rappel au règlement (cf. supra) [8 avril 1998] (p. 2696)

Proposition de loi n° 577 tendant à limiter la détention provisoire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 avril 1998] (p. 2508)

Son intervention (p. 2519)

Thèmes :

- Audiovisuel et communication : télévision (p. 2520)
- Droit pénal : contrôle judiciaire (p. 2521)
- Droit pénal : détention provisoire (p. 2519 à 2522)
- Droit pénal : garde à vue (p. 2520, 2521)
- Droit pénal : peines (p. 2520, 2521)
- Droit pénal : politique pénale (p. 2521)
- Droit pénal : présomption d'innocence (p. 2519, 2520)
- Justice : juge d'instruction (p. 2519 à 2521)
- Justice : juge des libertés (p. 2519)
- Justice : réforme (p. 2519, 2521)
- Justice : victimes : indemnisation (p. 2519, 2521, 2522)
- Parlement : rôle (p. 2519)
- Presse et livres : journaux (p. 2520)
- Professions judiciaires et juridiques : avocats (p. 2521)
- Système pénitentiaire : établissements (p. 2519, 2520, 2522)

Discussion des articles [3 avril 1998] (p. 2529)

Article 1er (ancienneté de cinq ans pour exercer les fonctions de juge d'instruction)

Son intervention (p. 2528)

Article 4 (peines encourues justifiant la détention provisoire et prolongation de la détention justifiée par l'ordre public)

Intervient sur l'amendement n° 1 de M. Philippe Houillon (de suppression) (p. 2534)

Son rappel au règlement (cf. supra) [3 avril 1998] (p. 2536)

Article 5 (durée maximum de la détention provisoire en matière correctionnelle)

Intervient sur l'amendement n° 23 du Gouvernement (détention provisoire limitée à deux ans et suppression de la limite pour les délits les plus graves) (p. 2538)

Article 9 (régime de l'emprisonnement individuel de jour et de nuit pour les personnes soumises à la détention provisoire)

Intervient sur l'amendement n° 25 du Gouvernement (de suppression) (p. 2541)

Ses explications de vote (p. 2542)

Vote pour du groupe socialiste (p. 2542)

Roland METZINGER

*Moselle (6^{ème} circonscription)
Socialiste*

Élu le 1^{er} juin 1997

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9390)

NOMINATION

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9423)

Louis MEXANDEAU

*Calvados (2^{ème} circonscription)
Socialiste*

Élu le 1^{er} juin 1997

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9390)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9423)

Membre titulaire de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9423)

Vice-président de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 26 juin 1997] (p. 9832)

Membre titulaire du comité pour la commémoration des origines : "de la Gaule à la France" [J.O. du 26 juillet 1997] (p. 11182)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 436, posée le 16 juin 1998. Etablissements de santé. Etablissements privés (J.O. Questions p. 5082). Appelée le 23 juin 1998. Clinique de la Miséricorde, maintien, Caen (p. 5239)

DÉBATS

Projet de loi n° 46 d'orientation sur la pêche maritime et les cultures marines

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [24 septembre 1997] (p. 3436)

Son intervention (p. 3454)

Thèmes :

- Aquaculture et pêche professionnelle : conchyliculture (p. 3455)
- Chômage : indemnisation (p. 3456)
- Formation professionnelle (p. 3456)

Retraites : régimes autonomes et spéciaux : marins (p. 3456)

Travail : contrats de travail (p. 3455)

Projet de loi de finances n° 230 pour 1998

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE ET PÊCHE, BAPSA

Examen du fascicule [23 octobre 1997] (p. 4535)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 4539)

Thèmes avant la procédure des questions :

Aquaculture et pêche professionnelle (p. 4539, 4540)

Impôt sur le revenu : déduction des investissements en parts de copropriété de navires neufs (p. 4540)

Politiques communautaires : politique d'orientation pour la pêche (p. 4540)

Projet de loi n° 975 relatif au mode d'élection des conseillers régionaux et des conseillers à l'Assemblée de Corse et au fonctionnement des conseils régionaux

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [23 juin 1998] (p. 5305) ; [24 juin 1998] (p. 5334, 5362)

Article 4 (article L. 346 du code électoral : obligation d'effectuer une déclaration de candidature)

Intervient sur l'amendement n° 55 de M. Jean-Claude Sandrier (suppression des seuils pour participer au second tour et fusionner les listes) (p. 5349)

Gilbert MEYER

*Haut-Rhin (1^{ère} circonscription)
Rassemblement pour la République*

Élu le 1^{er} juin 1997

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9391)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9423)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation relatif à la lutte contre les exclusions [J.O. du 19 juin 1998] (p. 9380)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 92 permettant aux organismes d'habitations à loyer modéré d'intervenir sur le parc locatif privé en prenant à bail des logements vacants pour les donner en sous-location [23 juillet 1997]

Proposition de loi n° 706 tendant à mettre fin à une injustice frappant les retraités habitant un logement d'HLM [24 février 1998]

Proposition de loi n° 750 tendant à clarifier les règles applicables aux agents des collectivités territoriales en matière de prime de fin d'année [26 février 1998]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Déchets, pollutions et nuisances. Automobiles et cycles. Lutte et prévention, circulation alternée, gratuité des transports publics, financement [19 mai 1998] (p. 4056)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 14, posée le 30 septembre 1997. Commerce et artisanat. Artisanat (J.O. Questions p. 3557). Appelée le 7 octobre 1997. Exercice de la profession, qualification (p. 3668)

n° 42, posée le 25 novembre 1997. Transports par eau. Rhin et Grand Canal d'Alsace (J.O. Questions p. 6286). Suppléé par M. Serge Poignant. Appelée le 2 décembre 1997. Navigation, taxation, conséquences (p. 6714)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 230 pour 1998

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

JUSTICE

Examen du fascicule [21 octobre 1997] (p. 4411)

Procédure des questions :

Régions : Alsace : carte judiciaire (p. 4438)

FONCTION PUBLIQUE, RÉFORME DE L'ÉTAT ET DÉCENTRALISATION

Examen du fascicule [22 octobre 1997] (p. 4447)

Procédure des questions :

Administration : déconcentration (p. 4467)

Collectivités territoriales : décentralisation (p. 4466)

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET ENVIRONNEMENT

I - AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Examen du fascicule [4 novembre 1997] (p. 5287)

Procédure des questions :

Transports ferroviaires : TGV Rhin-Rhône (p. 5341)

Transports ferroviaires : TGV-Est (p. 5341)

EQUIPEMENT, TRANSPORTS ET LOGEMENT

II - LOGEMENT

Examen du fascicule [6 novembre 1997] (p. 5535)

Son intervention (p. 5549)

Thèmes avant la procédure des questions :

Impôt sur le revenu : réduction d'impôt au titre des investissements immobiliers locatifs neufs (p. 5551)

Logement : HLM (p. 5550)

Logement : logement social : TVA (p. 5549)

Logement : logements vacants (p. 5550)

Logement : aides et prêts : prêt à taux zéro (p. 5549)

Logement : aides et prêts : primes à l'amélioration des logements à usage locatif et d'occupation sociale (PALULOS) (p. 5549)

Proposition de loi n° 92 permettant aux organismes d'habitations à loyer modéré d'intervenir sur le parc locatif privé en prenant à bail des logements vacants pour les donner en sous-location

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 décembre 1997] (p. 7959)

Son intervention (p. 7962)

Thèmes :

Baux : bailleurs (p. 7962, 7963)

Baux : baux à réhabilitation (p. 7962)

Communes : maires (p. 7962)

Logement : Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat (ANAH) (p. 7962)

Logement : logements vacants (p. 7962)

Logement : offices publics d'HLM (OPHLM) (p. 7962, 7963)

Logement : aides et prêts : prêts locatifs aidés (PLA) (p. 7962)

Logement : aides et prêts : primes à l'amélioration des logements à usage locatif et d'occupation sociale (PALULOS) (p. 7962)

Discussion des articles [17 décembre 1997] (p. 7973)

Article 1er (prise à bail de logements vacants par les organismes d'habitations à loyer modéré)

Son amendement n° 1 (accord du maire de la commune) (p. 7973) : rejeté (p. 7974)

Son amendement n° 2 (délai de vacance de deux ans) (p. 7974) : adopté (p. 7975)

Après l'article 2

Son amendement n° 5 (base de calcul du surloyer) (p. 7975) : retiré (p. 7976)

Ses explications de vote (p. 7977)

Vote pour du groupe du Rassemblement pour la République (p. 7977)

Projet de loi n° 512 d'orientation et d'incitation relatif à la réduction du temps de travail

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [24 mars 1998] (p. 2077) ; [25 mars 1998] (p. 2147)

Après l'article 4

Son sous-amendement n° 58 soutenu par M. Jean Ueberschlag (dérogation au droit local d'Alsace-Moselle) à l'amendement n° 47 de M. Philippe Douste-Blazy (annualisation du temps de travail) : rejeté (p. 2183)

Projet de loi n° 727 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [31 mars 1998] (p. 2288) ; [1er avril 1998] (p. 2331, 2373) ; [2 avril 1998] (p. 2404, 2449)

Article 35 (schéma directeur de desserte gazière)

Son amendement n° 269 soutenu par M. Bernard Schreiner (possibilité pour les communes de confier la distribution en gaz à une société d'économie mixte sans participer au capital de cette société) : rejeté (p. 2386)

Après l'article 47

Son amendement n° 88 soutenu par M. Jean-Pierre Delalande (application en Alsace-Moselle des dispositions de l'article L 221-5-1 du code du travail relatif au travail par roulement) : rejeté (p. 2476)

Son amendement n° 89 soutenu par M. Thierry Mariani (application en Alsace-Moselle des dispositions de l'article L 221-10 du code du travail relatif au repos hebdomadaire) : rejeté (p. 2476)

Projet de loi n° 815 relatif aux polices municipales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 avril 1998] (p. 3103, 3149)

Son intervention (p. 3167)

Thèmes :

Police : police municipale : armes (p. 3167)

Police : police municipale : règlement (p. 3167)

Police : police municipale : rôle et missions (p. 3167)

Projet de loi n° 780 d'orientation relatif à la lutte contre les exclusions

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 mai 1998] (p. 3392, 3415) ; [6 mai 1998] (p. 3466, 3495)

Son intervention (p. 3444)

Thème :

Logement : politique du logement (p. 3444)

Discussion des articles [6 mai 1998] (p. 3515) ; [7 mai 1998] (p. 3533, 3562) ; [12 mai 1998] (p. 3649, 3684) ; [13 mai 1998] (p. 3741, 3776) ; [14 mai 1998] (p. 3815, 3872) ; [18 mai 1998] (p. 3931, 3975) ; [19 mai 1998] (p. 4076, 4102) ; [20 mai 1998] (p. 4205)

Après l'article 27

Son amendement n° 190 soutenu par M. Henry Chabert (inclusion de l'accès au logement des jeunes et des chômeurs dans le champ des charges relevant de la participation des employeurs à l'effort de construction) (p. 3766) : retiré (p. 3767)

Article 30 (création d'une taxe sur les logements vacants)

Son amendement n° 195 soutenu par M. Germain Gengenwin (révision annuelle de la liste des communes) : rejeté (p. 3799)

Son amendement n° 198 soutenu par M. Henry Chabert (suppression de l'exonération des logements vacants appartenant à des organismes HLM et à des sociétés d'économie mixte) : retiré (p. 3800)

Son amendement n° 192 soutenu par M. Patrick Devedjian (exonération de la taxe lorsque le

propriétaire réserve le logement à l'habitation de ses enfants) : rejeté (p. 3803)

Son amendement n° 191 soutenu par M. Patrick Devedjian (exonération de la taxe lorsque le propriétaire a été victime d'un locataire parti en laissant une dette de loyer) : rejeté (p. 3803)

Article 33 (réforme des attributions de logements locatifs sociaux)

Son amendement n° 215 soutenu par M. Patrick Devedjian (nouvelle rédaction de l'article) (p. 3836) : rejeté (p. 3838)

Article L. 441-1 du code de la construction et de l'habitation (contenu du décret régissant les attributions)

Son amendement n° 220 soutenu par M. Denis Jacquat (inclusion des personnes expulsées de bonne foi dans la liste des catégories prioritaires) (p. 3841) : rejeté (p. 3842)

Son amendement n° 45 soutenu par M. Denis Jacquat (obligation pour les organismes d'HLM de fournir des informations sur l'état d'occupation des logements réservés) : rejeté (p. 3842)

Article L. 441-1-1 du code de la construction et de l'habitation (règlement départemental des attributions)

Son amendement n° 218 soutenu par M. Denis Jacquat (droit d'opposition du maire et du préfet aux décisions de la commission d'attribution qui ne respecteraient pas le règlement départemental) (p. 3842) : rejeté (p. 3843)

Article L. 441-1-3 du code de la construction et de l'habitation (sanctions attachées à l'accord collectif départemental)

Son amendement n° 216 soutenu par M. Patrick Devedjian (droit d'opposition du maire et du préfet aux décisions de la commission d'attribution qui ne respecteraient pas l'accord départemental) : retiré (p. 3844)

Article L. 441-2 code de la construction et de l'habitation (commissions d'attribution)

Son amendement n° 217 soutenu par M. Patrick Devedjian (composition de la commission d'attribution) : rejeté (p. 3853)

Michel MEYLAN

*Haute-Savoie (3^{ème} circonscription)
Union pour la démocratie française
puis Démocratie libérale et indépendants*

Élu le 1^{er} juin 1997

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9391)

Cesse d'appartenir au groupe de l'Union pour la Démocratie française [J.O. du 26 mai 1998] (p. 8020)

S'inscrit au groupe Démocratie libérale et indépendants [J.O. du 26 mai 1998] (p. 8020)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9423)

Membre de la mission d'information commune sur la situation et les perspectives de l'industrie automobile en France et en Europe [J.O. du 12 juillet 1997] (p. 10608)

Membre suppléant de la Commission consultative appelée à émettre un avis sur la modification de la valeur du point de pension [J.O. du 1^{er} octobre 1997] (p. 14256)

Membre de la commission d'enquête sur l'activité et le fonctionnement des tribunaux de commerce [J.O. du 21 janvier 1998] (p. 988)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Gens du voyage. Stationnement. Réglementation [28 avril 1998] (p. 3099)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 89, posée le 8 décembre 1997. Justice. Tribunaux de grande instance (J.O. Questions p. 7137). Appelée le 16 décembre 1997. Fonctionnement, effectifs de personnel, Bonneville (p. 7827)

n° 257, posée le 31 mars 1998. Gens du voyage. Stationnement (J.O. Questions p. 2312). Appelée le 7 avril 1998. Réglementation (p. 2591)

n° 398, posée le 2 juin 1998. Aménagement du territoire. Politique de la ville (J.O. Questions p. 4620). Appelée le 9 juin 1998. Application, petites communes, moyenne vallée de l'Arve (p. 4772)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 230 pour 1998

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ANCIENS COMBATTANTS

Examen du fascicule [24 octobre 1997] (p. 4665)

Son intervention (p. 4674)

Thèmes avant la procédure des questions :

Anciens combattants et victimes de guerre : associations (p. 4675)

Rapatriés : harkis (p. 4675)

Procédure des questions :

Anciens combattants et victimes de guerre : Afrique du Nord : devoir de mémoire (p. 4683)

Retraites : fonctionnaires civils et militaires : durée d'assurance : anciens combattants et victimes de guerre (p. 4683)

INTÉRIEUR

Examen du fascicule [30 octobre 1997] (p. 5067)

Procédure des questions :

Collectivités territoriales : dotations de l'Etat (p. 5113)

EMPLOI ET SOLIDARITÉ

II - SANTÉ, SOLIDARITÉ ET VILLE

Examen du fascicule [3 novembre 1997] (p. 5221, 5246)

Procédure des questions :

Départements : Haute-Savoie : centres de santé (p. 5282)

Départements : Haute-Savoie : hôpitaux locaux (p. 5282)

DÉFENSE

Examen du fascicule [12 novembre 1997] (p. 5674)
Rapporteur pour avis de la commission de la défense nationale et des forces armées

Son intervention (p. 5687)

Thèmes avant la procédure des questions :

Défense : médecine militaire (p. 5688)

Défense : services civils (p. 5687, 5688)

Espace : satellites (p. 5688)

Projet de loi n° 327 relatif à l'entrée et au séjour des étrangers en France et au droit d'asile

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 décembre 1997] (p. 6961, 7005, 7039)

Son intervention

Thèmes :

Etrangers : intégration (p. 7062)

Nationalité : droit (p. 7062)

Politique extérieure : coopération (p. 7062)

Projet de loi n° 512 d'orientation et d'incitation relatif à la réduction du temps de travail

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [29 janvier 1998] (p. 747, 785) ; [3 février 1998] (p. 935, 971) ; [4 février 1998] (p. 1039, 1068) ; [5 février 1998] (p. 1110, 1150, 1199) ; [6 février 1998] (p. 1270)

Article 3 (aide à la réduction du temps de travail)

Son amendement n° 1203 (suppression des échéances mentionnées à l'article 1er) : devenu sans objet (p. 1115)

Proposition de loi n° 561 tendant à l'élimination des mines antipersonnel

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [24 avril 1998] (p. 3037)

Son intervention (p. 3049)

Thèmes :

Armes : mines anti-personnel (p. 3049, 3050)

Organisations internationales : organisations non gouvernementales (ONG) (p. 3049)

Politique extérieure : coopération militaire : déminage (p. 3050)

Union européenne : aide humanitaire (p. 3049)

Projet de loi n° 815 relatif aux polices municipales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 avril 1998] (p. 3103, 3149)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Louis Debré (p. 3131)

Pierre MICAUX

Aube (1^{ère} circonscription)

Union pour la démocratie française

puis Union pour la démocratie française-Alliance

Élu le 1^{er} juin 1997

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9391), devenu groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance [J.O. du 25 juin 1998] (p. 9698)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9423)

Membre titulaire du comité consultatif pour la gestion du fonds national pour le développement des adductions d'eau dans les communes rurales [J.O. du 10 juillet 1997] (p. 10491)

Membre de la commission d'enquête sur Superphénix et la filière des réacteurs à neutrons rapides [J.O. du 11 avril 1998] (p. 5678)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 468 relative à la création d'un ordre national des infirmières et des infirmiers [26 novembre 1997]

Proposition de loi n° 557 relative à l'attribution de la médaille d'honneur du travail [17 décembre 1997]

Proposition de loi n° 967 relative à la création d'un ordre national de la profession infirmière [9 juin 1998]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Energie et carburants. Energie nucléaire. Superphénix, fermeture [3 février 1998] (p. 932)

Travail. Durée du travail. Réduction, conséquences, rapport de la Commission européenne [12 mai 1998] (p. 3648)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 88, posée le 8 décembre 1997. Professions sociales. Aides à domicile (J.O. Questions p. 7137). Appelée le 16 décembre 1997. Financement (p. 7844)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 230 pour 1998**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**

AGRICULTURE ET PÊCHE, BAPSA

Examen du fascicule [23 octobre 1997] (p. 4535)*Procédure des questions :*

Bois et forêts (p. 4591)

Retraites : régime agricole (p. 4588)

EMPLOI ET SOLIDARITÉ

II - SANTÉ, SOLIDARITÉ ET VILLE

Examen du fascicule [3 novembre 1997] (p. 5221, 5246)*Procédure des questions :*

Aménagement du territoire : quartiers défavorisés : délinquance et criminalité (p. 5280)

Projet de loi n° 303 de financement de la sécurité sociale pour 1998

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [28 octobre 1997] (p. 4832, 4853, 4890) ; [29 octobre 1997] (p. 4923, 4963, 4995) ; [30 octobre 1997] (p. 5028) ; [31 octobre 1997] (p. 5159)*Après l'article 4*

Intervient sur l'amendement n° 399 de M. Germain Gengenwin (reconduction des mesures dont bénéficient les industries textiles) (p. 4894)

Article 12 (calcul de la compensation due par la Caisse de retraite et de prévoyance des Clercs et employés de notaires à la Caisse nationale d'assurance maladie)

Son amendement n° 5 soutenu par M. Marc Laffineur (protection de la CRPCEN contre la mise en déficit) (p. 4968) : rejeté (p. 4971)

Projet de loi n° 512 d'orientation et d'incitation relatif à la réduction du temps de travail

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [29 janvier 1998] (p. 747, 785) ; [3 février 1998] (p. 935, 971) ; [4 février 1998] (p. 1039, 1068) ; [5 février 1998] (p. 1110, 1150, 1199) ; [6 février 1998] (p. 1270)*Article 2 (incitation pour les partenaires sociaux à négocier sur la réduction du temps de travail avant l'application de la nouvelle durée légale)*

Son amendement n° 1536 soutenu par M. Germain Gengenwin (ouverture des négociations à tous les syndicats) : rejeté (p. 1062)

Son amendement n° 1535 soutenu par M. Germain Gengenwin (négociations avec les organisations syndicales reconnues représentatives au sein de l'entreprise) : rejeté (p. 1063)

Article 3 (aide à la réduction du temps de travail)

Intervient sur l'amendement n° 446 de Mme Marie-Thérèse Boisseau (de suppression) (p. 1113)

Intervient sur l'amendement n° 961 de M. Pierre Lellouche (de suppression) (p. 1113)

Intervient sur l'amendement n° 1013 de M. Didier Quentin (de suppression) (p. 1113)

Son amendement n° 1539 (détermination du nombre d'embauches en fonction des branches et des entreprises) : rejeté (p. 1156)

Son amendement n° 1538 (détermination du nombre des embauches) : rejeté (p. 1157)

Son amendement n° 1514 (pourcentage d'embauche à 12 % en cas d'aide majorée) : rejeté (p. 1160)

Son amendement n° 1542 (suppression du V de l'article 3) (p. 1169) : rejeté (p. 1170)

Article 4 (réduction collective de la durée du travail sous forme de jours de repos)

Son amendement n° 1543 soutenu par M. François Goulard (négociations dans le cadre de la branche) : rejeté (p. 1215)

Son amendement n° 1544 (disparités de traitement entre salariés) : devenu sans objet (p. 1217)

Son amendement n° 1545 soutenu par M. François Goulard (décret d'application) : rejeté (p. 1217)

Article 6 (régime de l'abattement de cotisations sociales patronales applicable au travail à temps partiel)

Son amendement n° 1546 soutenu par M. François Goulard (calcul hebdomadaire des heures de travail) : vote réservé (p. 1252) : rejeté (p. 1302)

Article 7 (régime des heures complémentaires et des interruptions d'activité dans le cadre du travail à temps partiel)

Son amendement n° 1547 soutenu par M. Pierre Lellouche (accord d'entreprise) : rejeté (p. 1277)

Article 8 (maintien de l'assiette des cotisations d'assurance vieillesse en cas de passage à temps partiel)

Son amendement n° 1548 (décret en Conseil d'Etat) : rejeté (p. 1284)

Son amendement n° 1549 (suppression du dernier alinéa du II) : rejeté (p. 1284)

Son amendement n° 1550 (suppression de la dernière phrase du deuxième alinéa du IV) : rejeté (p. 1284)

Son amendement n° 1551 (suppression du dernier alinéa du IV) : rejeté (p. 1284)

Article 1er précédemment réservé (réduction à 35 heures de la durée légale hebdomadaire du travail effectif des salariés)

Son amendement n° 1559 soutenu par M. François Goulard (annualisation du temps de travail) (p. 1313) : rejeté (p. 1314)

Son amendement n° 1531 soutenu par M. François Goulard (entreprises dont les effectifs dépasseront le seuil de 20 salariés d'ici le 1er janvier 2002) (p. 1317) : rejeté (p. 1318)

Son amendement n° 1532 soutenu par M. François Goulard (entreprises en difficulté) (p. 1318) : rejeté (p. 1319)

Son amendement n° 1533 (entreprise où est déclenchée une procédure de licenciement collectif) : retiré (p. 1319)

Son amendement n° 1534 (saisine du tribunal de commerce) : retiré (p. 1319)

Projet de loi n° 727 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [31 mars 1998] (p. 2288) ; [1er avril 1998] (p. 2331, 2373) ; [2 avril 1998] (p. 2404, 2449)

Article 35 (schéma directeur de desserte gazière)

Son intervention (p. 2378)

Son amendement n° 8 (compétence des groupements de communes) : adopté (p. 2381)

Son amendement n° 9 (compétence des groupements de communes) : adopté (p. 2381)

Son amendement n° 7 (élaboration du plan de desserte gazière par le préfet du département) (p. 2381) : devenu sans objet (p. 2382)

Son amendement n° 10 (de coordination) : adopté (p. 2383)

Son amendement n° 11 (de coordination) : adopté (p. 2385)

Son amendement n° 12 (création d'une taxe sur les consommations de gaz) (p. 2386) : retiré (p. 2387)

Intervient sur l'amendement n° 58 de la commission (délai de publication du décret en Conseil d'Etat) (p. 2387)

Son amendement n° 13 (de conséquence) : devenu sans objet (p. 2387)

Projet de loi n° 772 relatif aux animaux dangereux et errants et à la protection des animaux domestiques

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [22 avril 1998] (p. 2953)

Article 1er (article 211 du code rural : mesures visant à prévenir le danger susceptible d'être présenté par un animal)

Son amendement n° 64 (avis du vétérinaire avant toute adoption) : retiré (p. 2954)

Article 211-3 du code rural

Son amendement n° 65 (nouvelle déclaration en cas de changement de domicile) (p. 2960) : adopté (p. 2961)

Son amendement n° 66 (certificat vétérinaire de castration de l'animal) : adopté après rectification (p. 2961)

Article 211-4 du code rural

Son amendement n° 67 (non-adoption des animaux dangereux) : retiré (p. 2962)

Son amendement n° 68 (castration des animaux) : retiré (p. 2962)

Son amendement n° 69 (police du maire en cas d'inexécution des mesures prescrites) : rejeté (p. 2962)

Son amendement n° 70 ("castration" des animaux) : rejeté (p. 2963)

Son amendement n° 71 (aggravation des peines d'interdiction d'exercice d'activités professionnelles ou sociales) : rejeté (p. 2963)

Article 7 (articles 213-3 à 213-6 du code rural : mesures relatives à la mise en fourrière et aux communautés de chats errants)

Son amendement n° 72 soutenu par M. Philippe Vasseur (cession des animaux à des associations agréées) : rejeté (p. 2970)

Article 8 (article 99-1 du code de procédure pénale : mesures conservatoires à l'égard des animaux en cas de procédure judiciaire)

Son amendement n° 73 soutenu par M. Philippe Vasseur (animal confié à une association de protection agréée) : devenu sans objet (p. 2971)

Article 12 (article 276-4 du code rural : expositions, manifestations et commerces non spécialisés accueillant des animaux de compagnie)

Son amendement n° 74 soutenu par M. Philippe Vasseur (interdiction de cession des animaux dans les commerces) : rejeté (p. 2974)

Article 15 (articles 276-8 à 276-12 du code rural : sanctions des infractions à l'article 276-3 et pour mauvais traitements envers animaux dans des établissements professionnels - amende forfaitaire)

Son amendement n° 75 soutenu par M. Philippe Vasseur (qualification des mauvais traitements) : rejeté (p. 2978)

Article 17 (article 283-5 du code rural : renforcement des pouvoirs de contrôle des agents des services vétérinaires en matière de protection des animaux)

Son amendement n° 76 soutenu par M. Philippe Vasseur (accès "en toute heure" aux locaux où se trouvent les animaux) (p. 2979) : rejeté (p. 2980)

Son amendement n° 77 soutenu par M. Philippe Vasseur ("euthanasie" des animaux par les fonctionnaires et agents habilités) : rejeté (p. 2980)

Après l'article 21

Son amendement n° 78 soutenu par M. Philippe Vasseur (garantie pour défauts cachés de l'animal vendu) : rejeté (p. 2980)

Projet de loi n° 815 relatif aux polices municipales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 avril 1998] (p. 3103, 3149)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. François Bayrou (p. 3181)

Proposition de loi n° 967 relative à la création d'un ordre national de la profession infirmière

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 juin 1998] (p. 5210)

Son intervention (p. 5214)

Thèmes :

Professions de santé : infirmiers : Europe sociale (p. 5215)

Professions de santé : infirmiers : formation professionnelle (p. 5215)
 Professions de santé : infirmiers : ordre professionnel (p. 5214, 5215)
 Professions de santé : infirmiers : syndicats (p. 5215)
 Professions de santé : masseurs-kinésithérapeutes (p. 5215)
 Professions de santé : sages-femmes : ordre professionnel (p. 5215)

Jean MICHEL

*Puy-de-Dôme (6^{ème} circonscription)
 Socialiste*

Élu le 1^{er} juin 1997

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9390)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9423)

Juge suppléant de la Haute Cour de justice [J.O. du 26 juin 1997] (p. 9832)

Membre titulaire du Haut Conseil du secteur public [J.O. du 10 septembre 1997] (p. 13199)

Rapporteur du projet de loi portant réforme du code de justice militaire (n° 677) [3 mars 1998]

Membre de la commission d'enquête sur l'utilisation des fonds publics et la gestion des fonds publics en Corse [J.O. du 6 mars 1998] (p. 3480)

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur le projet de loi (n° 677) portant réforme du code de justice militaire [3 juin 1998] (n° 959)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 334, posée le 5 mai 1998. Transports aériens. Air France Europe (J.O. Questions p. 3450). Appelée le 12 mai 1998. Lignes intérieures, horaires, respect (p. 3624)

DÉBATS

Projet de loi n° 677 portant réforme du code de justice militaire

Rapporteur de la commission de la défense nationale et des forces armées

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [10 juin 1998] (p. 4908, 4923)

Son intervention (p. 4911)

Discussion des articles [10 juin 1998] (p. 4929)

Ses interventions dans la discussion des amendements et sous-amendements (p. 4931 à 4947)

Article 1er (principes généraux d'organisation de la justice militaire en temps de paix pour les infractions commises hors du territoire de la République)

Soutient l'amendement n° 1 de la commission (règles de compétences) (p. 4929) : adopté (p. 4930)

Article 2 (règles applicables devant les tribunaux aux armées)

Soutient l'amendement n° 2 de la commission (de conséquence) (p. 4930) : adopté (p. 4930)

Soutient l'amendement n° 3 de la commission (de conséquence) (p. 4930) : adopté (p. 4930)

Soutient l'amendement n° 4 de la commission (de conséquence) (p. 4930) : adopté (p. 4930)

Soutient l'amendement n° 5 de la commission (de conséquence) (p. 4930) : adopté (p. 4930)

Après l'article 2

Soutient l'amendement n° 6 de la commission (compétences en temps de guerre) (p. 4930) : adopté (p. 4931)

Soutient l'amendement n° 7 de la commission (de conséquence) (p. 4931) : adopté (p. 4931)

Soutient l'amendement n° 8 de la commission (de conséquence) (p. 4931) : adopté (p. 4931)

Article 3 (organisation du tribunal aux armées et détermination de la cour d'appel compétente)

Soutient l'amendement n° 9 de la commission (de conséquence) (p. 4931) : adopté (p. 4931)

Après l'article 3

Soutient l'amendement n° 10 de la commission (dispositions applicables au tribunal aux armées des forces françaises stationnées en Allemagne) (p. 4932) : adopté (p. 4932)

Article 4 (renvoi devant le tribunal aux armées de Paris)

Soutient l'amendement n° 11 rectifié de la commission (de la conséquence) (p. 4932) : adopté (p. 4932)

Article 5 (composition du tribunal aux armées)

Soutient l'amendement n° 12 de la commission (crimes de droit commun jugés par un jury populaire) (p. 4932) : adopté (p. 4932)

Après l'article 5

Soutient l'amendement n° 13 corrigé de la commission (de conséquence) (p. 4933) : adopté (p. 4933)

Soutient l'amendement n° 14 de la commission (de conséquence) (p. 4933) : adopté (p. 4933)

Soutient l'amendement n° 15 de la commission (de conséquence) (p. 4933) : adopté (p. 4933)

Soutient l'amendement n° 16 de la commission (de conséquence) (p. 4933) : adopté (p. 4933)

Soutient l'amendement n° 17 de la commission (de conséquence) (p. 4933) : adopté (p. 4933)

Soutient l'amendement n° 18 de la commission (de conséquence) (p. 4933) : adopté (p. 4933)

Soutient l'amendement n° 19 rectifié de la commission (rédactionnel) (p. 4933) : adopté (p. 4933)

Soutient l'amendement n° 20 rectifié de la commission (de conséquence) (p. 4933) : adopté (p. 4933)

Soutient l'amendement n° 21 de la commission (de conséquence) (p. 4933) : adopté (p. 4933)

Soutient l'amendement n° 22 rectifié de la commission (de conséquence) (p. 4933) : adopté (p. 4933)

Article 6 (qualité des défenseurs devant le tribunal aux armées)

Soutient l'amendement n° 23 de la commission (rédactionnel) (p. 4933) : adopté (p. 4933)

Après l'article 6

Soutient l'amendement n° 24 de la commission (compétences du tribunal aux armées pour les infractions commises hors du territoire national) (p. 4934) : adopté (p. 4934)

Soutient l'amendement n° 25 de la commission (champ de compétence du tribunal aux armées à l'égard des mineurs) (p. 4934) : adopté (p. 4934)

Article 7 (abrogation partielle de l'article 69 du code de justice militaire)

Soutient l'amendement n° 26 de la commission (de conséquence) (p. 4934) : adopté (p. 4934)

Article 8 (adaptation du code de justice militaire au code de procédure pénale)

Soutient l'amendement n° 27 de la commission (rédactionnel) (p. 4934) : adopté (p. 4934)

Article 9 (adaptation du code de justice militaire au code de procédure pénale)

Soutient l'amendement n° 28 de la commission (de conséquence) (p. 4934) : adopté (p. 4934)

Article 10 (adaptation du code de justice militaire aux nouvelles dispositions du code de procédure pénale en matière d'enquête préliminaire)

Soutient l'amendement n° 29 de la commission (rédactionnel) (p. 4935) : adopté (p. 4935)

Article 15 (adaptation du code de justice militaire au code de procédure pénale)

Soutient l'amendement n° 30 de la commission (abrogation de l'article 95 du code de justice militaire) (p. 4935) : adopté (p. 4935)

Article 19 (adaptation du code de justice militaire aux nouvelles dispositions du code de procédure pénale relatives à la mise en examen)

Soutient l'amendement n° 31 de la commission (rédactionnel) (p. 4936) : adopté (p. 4936)

Article 21 (règles relatives à la détention provisoire)

Soutient l'amendement n° 32 de la commission (de cohérence) (p. 4936) : adopté (p. 4936)

Article 24 (abrogation complète des articles 136, 138 à 149 et partielle de l'article 137 du code de justice militaire)

Soutient l'amendement n° 33 de la commission (rédactionnel) (p. 4936) : adopté (p. 4936)

Soutient l'amendement n° 34 de la commission (de conséquence) (p. 4936) : adopté (p. 4936)

Article 25 (règles applicables à la chambre de contrôle de l'instruction)

Soutient l'amendement n° 35 de la commission (appellation de la "chambre d'accusation") (p. 4937) : adopté (p. 4937)

Article 26 (nouvelle rédaction d'intitulé et de l'article 151 du code de justice militaire et abrogation des articles 152 à 164 du même code)

Soutient l'amendement n° 36 de la commission (de cohérence rédactionnelle) (p. 4937) : adopté (p. 4937)

Soutient l'amendement n° 37 corrigé de la commission (rédactionnel) (p. 4937) : adopté (p. 4937)

Soutient l'amendement n° 39 de la commission (rédactionnel) (p. 4937) : adopté (p. 4937)

Soutient l'amendement n° 38 de la commission (rédactionnel) (p. 4937) : adopté (p. 4937)

Article 27 (règles de procédure applicables devant le tribunal aux armées)

Soutient l'amendement n° 40 de la commission (de cohérence rédactionnelle) (p. 4938) : adopté (p. 4938)

Soutient l'amendement n° 41 de la commission (de cohérence rédactionnelle) (p. 4938) : adopté (p. 4938)

Soutient l'amendement n° 42 de la commission (de cohérence rédactionnelle) (p. 4938) : adopté (p. 4938)

Article 29 (pourvoi en cassation)

Soutient l'amendement n° 43 de la commission (rédactionnel) (p. 4938) : adopté (p. 4939)

Article 31 (demandes en révision)

Soutient l'amendement n° 44 de la commission (de cohérence rédactionnelle) (p. 4939) : adopté (p. 4939)

Après l'article 32

Soutient l'amendement n° 45 de la commission (suppression de toute référence aux assignations) (p. 4939) : adopté (p. 4939)

Article 33 (règles applicables aux citations et significations)

Soutient l'amendement n° 46 de la commission (suppression de toute référence aux assignations) (p. 4939) : adopté (p. 4939)

Article 34 (abrogation des articles 278 à 282, 284 et 285 du code de justice militaire et suppression de la référence à l'assignation)

Soutient l'amendement n° 47 de la commission (suppression de terme "assignation" à l'article 283 du code de justice militaire) (p. 4939) : adopté (p. 4940)

Article 37 (exécution des jugements : modalités particulières - abrogation d'articles divers)

Soutient l'amendement n° 48 de la commission (rédactionnel) (p. 4940) : adopté (p. 4940)

Après l'article 37

Soutient l'amendement n° 50 de la commission (nouvelle rédaction de l'article 482 du code de justice militaire) (p. 4940) : adopté (p. 4940)

Article 39 (recouvrement des amendes)

Soutient l'amendement n° 51 de la commission (de cohérence rédactionnelle) (p. 4940) : adopté (p. 4941)

Article 40 (introduction de l'appel devant les juridictions prévôtales)

Soutient l'amendement n° 52 de la commission (pourvoi en cassation des jugements des juridictions prévôtales) (p. 4941) : adopté (p. 4941)

Article 42 (élargissement des compétences des chambres spécialisées)

Soutient l'amendement n° 53 de la commission (de suppression) (p. 4941) : adopté (p. 4942)

Après l'article 45

Soutient l'amendement n° 58 de la commission (mise en mouvement de l'action publique par la partie lésée) (p. 4943) : adopté après modification (p. 4945)

Article 46 (demande d'avis du Ministre de la Défense en cas d'engagement des poursuites sur plainte ou constitution de parties civiles)

Soutient l'amendement n° 54 de la commission (de suppression) (p. 4945) : adopté (p. 4945)

Article 48 (décision d'audience à huis clos)

Soutient l'amendement n° 55 corrigé de la commission (débat à huis clos en cas de secret défense) (p. 4946) : adopté (p. 4946)

Article 52 (application du code de justice militaire en temps de guerre)

Soutient l'amendement n° 56 de la commission (de suppression) (p. 4947) : adopté (p. 4947)

Après l'article 52

Soutient l'amendement n° 57 rectifié de la commission (refonte du code de justice militaire avant le 1er janvier 2002) (p. 4947) : adopté après deuxième rectification (p. 4947)

Jean-Pierre MICHEL

*Haute-Saône (2^{ème} circonscription)
Radical, Citoyen et Vert*

Élu le 1^{er} juin 1997

S'inscrit au groupe Radical, Citoyen et Vert [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9391)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9423)

Représentant suppléant de la délégation française aux Assemblées du Conseil de l'Europe et de l'UEO [J.O. du 25 juin 1997] (p. 9800)

Membre titulaire du conseil supérieur de l'administration pénitentiaire [J.O. du 19 septembre 1997] (p. 13658)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la nationalité [J.O. du 23 janvier 1998] (p. 1111)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la responsabilité du fait des produits défectueux [J.O. du 24 avril 1998] (p. 6337)

Rapporteur de la proposition de loi relative aux droits des couples non mariés (n° 249) [25 juin 1998]

Rapporteur de la proposition de loi visant à créer un contrat d'union civile et sociale (n° 88) [25 juin 1998]

Rapporteur de la proposition de loi relative au contrat d'union sociale (n° 94) [25 juin 1998]

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 88 visant à créer un contrat d'union civile et sociale [23 juillet 1997]

Proposition de loi organique n° 233 relative au cumul des mandats [25 septembre 1997]

Proposition de loi constitutionnelle n° 234 tendant à modifier l'article 23 de la Constitution [25 septembre 1997]

Proposition de loi constitutionnelle n° 235 portant révision de l'article 25 de la Constitution [25 septembre 1997]

Proposition de loi n° 662 tendant à renforcer le droit des malades dans la législation du travail [3 février 1998]

Proposition de loi n° 804 tendant à favoriser le débat relatif au statut légal des substances stupéfiantes [31 mars 1998]

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur les propositions de loi :

1. (n° 88) de M. Jean-Pierre Michel et plusieurs de ses collègues, visant à créer un contrat d'union civile et sociale ;

2. (n° 94) de M. Jean-Marc Ayrault et plusieurs de ses collègues, relative au contrat d'union sociale ;

3. (n° 249) de M. Georges Hage et plusieurs de ses collègues, relative aux droits des couples non mariés [23 septembre 1998] (n° 1097)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Etrangers. Naturalisation. Perspectives [26 novembre 1997] (p. 6396)

Travail. Conditions de travail. Flexibilité [3 février 1998] (p. 922)

Economie sociale. Mutuelles. Assurance maladie maternité, directive européenne [20 mai 1998] (p. 4204)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 342, posée le 12 mai 1998. Voirie. Autoroutes (J.O. Questions p. 3723). Appelée le 19 mai 1998. Liaison Langres Territoire de Belfort (p. 4032)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Considère que si le Gouvernement estime ne pas pouvoir conduire le débat jusqu'à son terme, il devrait avoir recours non pas à l'article 44 mais à l'article 49, alinéa 3, de la Constitution [27 novembre 1997] (p. 6527)

DÉBATS

Projet de loi n° 3 autorisant l'approbation de l'accord d'adhésion de la République hellénique à la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les Gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la République fédérale d'Allemagne et de la République française relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signée à Schengen le 19 juin 1990, à laquelle ont adhéré la République italienne par l'accord signé à Paris le 27 novembre 1990 et le Royaume d'Espagne et la République portugaise par les accords signés à Bonn le 25 juin 1991

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [23 septembre 1997] (p. 3415)

Son intervention (p. 3421)

Thème :

Informatique (p. 3422, 3423)

Projet de loi de finances n° 230 pour 1998**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET
DISPOSITIONS SPÉCIALES**

JUSTICE

Examen du fascicule [21 octobre 1997] (p. 4411)

Son intervention (p. 4424)

Thèmes avant la procédure des questions :

Droit civil (p. 4425)

Droit pénal : détention provisoire (p. 4425)

Justice : carte judiciaire : aménagement du territoire (p. 4424)

Justice : Conseil supérieur de la magistrature (p. 4424)

Justice : juge d'instruction (p. 4424)

Justice : magistrats (p. 4424)

Justice : parquet : magistrats (p. 4424)

Police : police judiciaire (p. 4424)

Projet de loi n° 328 relatif à la nationalité et modifiant le code civil

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [26 novembre 1997] (p. 6401, 6431) ; [27 novembre 1997] (p. 6471, 6507)

Son intervention (p. 6472)

Son rappel au règlement (cf. supra) [27 novembre 1997] (p. 6527)

Thème :

Etrangers : intégration (p. 6473)

Etat : Nation (p. 6472, 6473)

Discussion des articles [28 novembre 1997] (p. 6539, 6570, 6607)*Article 1er (article 21-7 du code civil : acquisition de la nationalité française à raison de la naissance et de la résidence en France)*

Son amendement n° 664 (remise d'un livret civique aux jeunes français à 18 ans) (p. 6621) : rejeté (p. 6628)

Projet de loi n° 327 relatif à l'entrée et au séjour des étrangers en France et au droit d'asile

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [9 décembre 1997] (p. 7179, 7203) ; [10 décembre 1997] (p. 7239, 7273, 7297) ; [11 décembre 1997] (p. 7321, 7339, 7380) ; [12 décembre 1997] (p. 7413, 7453, 7504) ; [14 décembre 1997] (p. 7603, 7633, 7663) ; [15 décembre 1997] (p. 7698, 7736, 7770) ; [16 décembre 1997] (p. 7858, 7899)*Article 2 (article 5-3 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 : modification du régime du certificat d'hébergement)*

Son amendement n° 1 soutenu par M. Georges Sarre (suppression des certificats d'hébergement par l'abrogation de l'article 5-3 de l'ordonnance du

8 novembre 1945) (p. 7348) : adopté au scrutin public (p. 7356)

Article 19 (article 35 bis de l'ordonnance du 2 novembre 1945 : modification du régime de rétention administrative)

Intervient sur l'amendement n° 958 de M. Rudy Salles (allongement de la durée de la rétention) (p. 7755)

Article 33 (article 131-30 du code pénal : catégories d'étrangers relevant de l'interdiction judiciaire du territoire)

Intervient sur l'amendement n° 97 de la commission (extension du régime particulier de motivation aux étrangers atteints d'une pathologie grave et résidant habituellement en France) (p. 7885)

Son amendement n° 3 (impossibilité de prononcer une peine d'interdiction du territoire à l'encontre d'un étranger résidant habituellement en France et atteint d'une pathologie grave) : devenu sans objet (p. 7885)

Après l'article 34

Son amendement n° 2109 rectifié (modification pour harmonisation de l'article L. 131-7-1 du code de la sécurité sociale) : non soutenu ; repris par M. Gérard Gouzes (p. 7901)

Projet de loi organique n° 501 portant recrutement exceptionnel de magistrats de l'ordre judiciaire et modifiant les conditions de recrutement des conseillers de cour d'appel en service extraordinaire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [7 janvier 1998] (p. 16)

Son intervention (p. 19)

Thèmes :

Droit pénal : procédure pénale (p. 19, 20)

Justice : contentieux (p. 19)

Justice : indépendance (p. 20)

Justice : magistrats (p. 19)

Justice : parquet (p. 20)

Justice : réforme (p. 19)

Proposition de loi n° 577 tendant à limiter la détention provisoire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 avril 1998] (p. 2508)

Son intervention (p. 2516)

Thèmes :

Droit pénal : contrôle judiciaire (p. 2516)

Droit pénal : détention provisoire (p. 2516, 2517)

Droit pénal : peines (p. 2516, 2517)

Justice : juge d'instruction (p. 2516, 2517)

Discussion des articles [3 avril 1998] (p. 2529)*Article 1er (ancienneté de cinq ans pour exercer les fonctions de juge d'instruction)*

Intervient sur l'amendement n° 18 du Gouvernement (de suppression) (p. 2529)

Article 2 (présence de l'avocat dès le début de la garde à vue)

Intervient sur l'amendement n° 5 de M. André Gerin (nouvelle rédaction de l'article 63-4 du code de procédure pénale prévoyant la présence de l'avocat dès le début de la garde à vue et instituant un temps de repos et d'alimentation de la personne concernée) (p. 2530, 2531)

Après l'article 2

Intervient sur l'amendement n° 7 de M. André Gerin (principe de la collégialité pour la mise en détention provisoire ou sa prolongation) (p. 2532)

Article 3 (surveillance électronique)

Intervient sur l'amendement n° 14 de M. André Gerin (de suppression) (p. 2533)

Intervient sur l'amendement n° 19 du Gouvernement (de suppression) (p. 2533)

Article 6 (durée maximum de la détention provisoire en matière criminelle)

Intervient sur l'amendement n° 24 du Gouvernement (suppression de la limitation pour les crimes punis de trente ans ou plus de réclusion et pour les personnes déjà condamnées à une peine d'emprisonnement ferme égale ou supérieure à un an) (p. 2539)

Article 9 (régime de l'emprisonnement individuel de jour et de nuit pour les personnes soumises à la détention provisoire)

Intervient sur l'amendement n° 25 du Gouvernement (de suppression) (p. 2540, 2541)

Projet de loi constitutionnelle n° 835 relatif au Conseil supérieur de la magistrature

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [2 juin 1998] (4585)

Son intervention (p. 4597)

Thèmes :

Droit pénal : politique pénale (p. 4597)

Droit pénal : procédure pénale : réforme (p. 4598)

Justice : Conseil supérieur de la magistrature : Constitution (p. 4598)

Justice : parquet (p. 4597, 4598)

Parlement (p. 4598)

Didier MIGAUD

Isère (4^{ème} circonscription)
Socialiste

Élu le 1^{er} juin 1997

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9390)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9423)

Rapporteur général de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 18 juin 1997] (p. 9560)

Rapporteur de la proposition de résolution sur l'avant-projet de budget général des Communautés européennes pour l'exercice 1998 (n° 38) [2 juillet 1997]

Rapporteur de la proposition de résolution sur les recommandations de la Commission relative à des recommandations du Conseil visant à ce que soit mis un terme à la situation de déficit public excessif en Belgique, en Allemagne, en Grèce, en Espagne, en France, en Italie, en Autriche, au Portugal, en Suède et au Royaume-Uni (application de l'article 104 C, paragraphe 7, du Traité instituant la Communauté européenne) (SEC (97) 730 final/n° E 834) (n° 47) [9 juillet 1997]

Rapporteur du projet de loi portant mesures urgentes à caractère fiscal et financier (n° 201) [9 septembre 1997]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant mesures urgentes à caractère fiscal et financier [J.O. du 7 octobre 1997] (p. 14540)

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant mesures urgentes à caractère fiscal et financier [J.O. du 8 octobre 1997] (p. 14611)

Membre de droit (rapporteur général) de l'office parlementaire d'évaluation des politiques publiques [J.O. du 17 octobre 1997] (p. 15125)

Vice-président de l'office parlementaire d'évaluation des politiques publiques [J.O. du 31 octobre 1997] (p. 15876)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances 1998 [J.O. du 11 décembre 1997] (p. 17915)

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances 1998 [J.O. du 11 décembre 1997] (p. 17915)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1997 [J.O. du 18 décembre 1997] (p. 18337)

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1997 [J.O. du 18 décembre 1997] (p. 18337)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la sécurité et à la promotion d'activités sportives [J.O. du 5 février 1998] (p. 1951)

Rapporteur du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier (n° 727) [3 mars 1998]

Rapporteur de la proposition de résolution relative au rapport de la Commission sur l'état de la convergence et à la recommandation associée en vue du passage à

la troisième phase de l'Union économique et monétaire (E 1045) (n° 822) [2 avril 1998]

Rapporteur de la proposition de résolution sur les recommandations de la Commission européenne relatives au passage à la monnaie unique :

- recommandation de la Commission en vue d'une recommandation du Conseil conformément à l'article 109 J, paragraphe 2, du traité (n° E 1045),
- recommandations de décisions du Conseil abrogeant les décisions constatant l'existence d'un déficit excessif en Belgique, en Allemagne, en Espagne, en France, en Italie, en Autriche, au Portugal, en Suède et au Royaume-Uni - application de l'article 104 C, paragraphe 12, du Traité instituant la Communauté européenne (SEC [1998] 1999 final/n° E 1046) (n° 817) [2 avril 1998]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier [J.O. du 12 mai 1998] (p. 7137)

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier [J.O. du 14 mai 1998] (p. 7282)

Rapporteur de la proposition de résolution sur l'avant-projet de budget général des Communautés européennes pour l'exercice 1999 (nos E 1062, E 1063, E 1077 à E 1081) (n° 955) [17 juin 1998]

DÉPÔTS

Rapport général déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 1998 (n° 230)

Tome I - Rapport général

Volume 1 Agir pour plus de croissance et plus de justice

Volume 2 Equilibre budgétaire : de nouvelles marges pour soutenir la croissance et l'emploi

Tome II - Examen de la première partie du projet de loi de finances

Conditions générales de l'équilibre financier

Tome III - Examen de la deuxième partie du projet de loi de finances

Moyens des services et dispositions spéciales (n° 305) [9 janvier 1997]

Proposition de résolution n° 47 sur les recommandations de la Commission relative à des recommandations du Conseil visant à ce que soit mis un terme à la situation de déficit public excessif en Belgique, en Allemagne, en Grèce, en Espagne, en France, en Italie, en Autriche, au Portugal, en Suède et au Royaume-Uni (application de l'article 104 C, paragraphe 7, du Traité instituant la Communauté européenne) (SEC (97) 730 final/n° E 834) [9 juillet 1997]

Rapport d'information déposé en application de l'article 145 du Règlement par la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur l'application des dispositions fiscales contenues dans les lois de finances et dans la loi n° 96-314 du 12 avril 1996 [9 juillet 1997] (n° 48)

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur la proposition de résolution n° 47 de M. Didier Migaud sur les recommandations de la Commission relative à des recommandations du Conseil visant à ce que soit mis un terme à la situation de déficit public excessif en Belgique, en Allemagne, en Grèce, en Espagne, en France, en Italie, en Autriche, au Portugal, en Suède et au Royaume-Uni (application de l'article 104C, paragraphe 7, du traité instituant la Communauté européenne) (SEC (97) 730 final/n° E 834) [21 juillet 1997] (n° 85)

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi (n° 201) portant mesures urgentes à caractère fiscal et financier [10 septembre 1997] (n° 204)

Rapport déposé au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant mesures urgentes à caractère fiscal et financier [7 octobre 1997] (n° 296)

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan en nouvelle lecture, sur le projet de loi, modifié par le Sénat (n° 294), portant mesures urgentes à caractère fiscal et financier [8 octobre 1997] (n° 301)

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan en vue de la lecture définitive du projet de loi portant mesures urgentes à caractère fiscal et financier [21 octobre 1997] (n° 342)

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances rectificative pour 1997 (n° 447) :

- Tome I : exposé général et examen des articles,
- Tome II : annexes, observations sur les mouvements de crédit intéressant les différents ministères [26 novembre 1997] (n° 456)

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur la proposition de résolution (n° 50) de M. Henri Nallet, rapporteur de la délégation pour l'Union européenne, sur la proposition de décision du Parlement européen et du Conseil portant adoption d'un programme d'action visant à améliorer les systèmes de fiscalité indirecte du marché intérieur (programme FISCALIS) (COM (97) 175 final/n° E 853) [9 décembre 1997] (n° 506)

Rapport déposé au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1998 [10 décembre 1997] (n° 513)

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan en nouvelle lecture, sur le projet de loi de finances pour 1998 modifié par le Sénat (n° 508) [11 décembre 1997] (n° 528)

Rapport déposé au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1997 [16 décembre 1997] (n° 547)

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan en nouvelle lecture, sur le projet de loi de finances rectificative pour 1997 modifié par le Sénat (n° 542) [17 décembre 1997] (n° 592)

Proposition de loi n° 599 portant diverses mesures urgentes relatives à la sécurité et à la promotion d'activités sportives [18 décembre 1997]

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan en vue de la lecture définitive du projet de loi de finances pour 1998 [18 décembre 1997] (n° 601)

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan en vue de la lecture définitive du projet de loi de finances rectificative pour 1997 [18 décembre 1997] (n° 603)

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi (n° 727) portant diverses dispositions d'ordre économique et financier [25 mars 1998] (n° 781)

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur les propositions de résolution :

- n° 817 de M. Alain Barrau, rapporteur de la délégation pour l'Union européenne, sur les recommandations de la Commission européenne relatives au passage à la monnaie unique :
- recommandation de la Commission en vue d'une recommandation du Conseil conformément à l'article 109 J, paragraphe 2, du traité (n° E 1045)
- recommandations de décisions du Conseil abrogeant les décisions constatant l'existence d'un déficit excessif en Belgique, en Allemagne, en Espagne, en France, en Italie, en Autriche, au Portugal, en Suède et au Royaume-Uni - application de l'article 104 C, paragraphe 12, du Traité instituant la Communauté européenne (SEC (1998) 1999 final/n° E 1046),
- n° 822 de M. Alain Bocquet et les membres du groupe communiste relative au rapport de la Commission sur l'état de la convergence et à la recommandation associée en vue du passage à la troisième phase de l'Union économique et monétaire (E 1045) [9 avril 1998] (n° 831)

Proposition de loi n° 895 relative à la reconnaissance du génocide arménien de 1915 [13 mai 1998]

Rapport déposé au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier [13 mai 1998] (n° 884)

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan en nouvelle lecture, sur le projet de loi, modifié par le Sénat (n° 880), portant diverses dispositions d'ordre économique et financier [14 mai 1998] (n° 903)

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi (n° 33) portant règlement définitif du budget de 1995 [27 mai 1998] (n° 933)

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi (n° 587) portant règlement définitif du budget de 1996 [27 mai 1998] (n° 934)

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan en vue de la lecture définitive du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier [3 juin 1998] (n° 953)

Rapport d'information déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan,

préalable au débat d'orientation budgétaire pour 1999 [4 juin 1998] (n° 963)

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur la proposition de résolution (n° 955) de M. Gérard Fuchs, rapporteur de la délégation pour l'Union européenne, sur l'avant-projet de budget général des Communautés européennes pour l'exercice 1999 (n°s E 1062, E 1063, E 1077 à E 1081) [1^{er} juillet 1998] (n° 1036)

Rapport d'information déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur les incitations fiscales à l'investissement outre-mer [9 juillet 1998] [9 juillet 1998] (n° 1060)

Rapport d'information déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur l'application des dispositions fiscales contenues dans les lois de finances et dans les lois n° 96-314 du 12 avril 1996 et n° 97-1026 du 10 novembre 1997 [9 juillet 1998] (n° 1061)

Rapport d'information déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur la fiscalité du patrimoine et de l'épargne : [16 juillet 1998] (n° 1065)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Intervient sur le rappel au règlement de M. Philippe Auberger : observe que le Gouvernement a respecté le règlement à la lettre [20 mai 1998] (p. 4229)

DÉBATS

Projet de loi n° 201 portant mesures urgentes à caractère fiscal et financier

Rapporteur de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 septembre 1997] (p. 3147, 3155)

Son intervention (p. 3155)

Intervient sur la question préalable opposée par M. François Bayrou (p. 3165)

Thèmes :

Banques et établissements financiers : compte pour le développement industriel (CODEVI) (p. 3157)

Emploi : jeunes (p. 3155)

Energie et carburants : Electricité de France (EDF) (p. 3157)

Entreprises : situation financière (p. 3156)

Finances publiques : déficit budgétaire (p. 3155, 3156, 3165)

Finances publiques : politique budgétaire (p. 3155, 3156)

Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 3155, 3165)

Impôt sur le revenu : réforme (p. 3155)

Impôt sur les sociétés : contribution de 10 % (p. 3156, 3165)

Impôt sur les sociétés : taux (p. 3156, 3157, 3165)

Impôts et taxes : justice sociale (p. 3155)
 Plus values : imposition : plus-values à long terme (p. 3156)
 Politique économique : consommation (p. 3156)
 Politique économique : croissance (p. 3156, 3166)
 Politique économique : investissement (p. 3156)
 Politique économique : prévisions (p. 3155)
 Politiques communautaires : monnaie unique (p. 3156)
 Sécurité sociale : déficit (p. 3155)
 TVA (p. 3155)

Discussion des articles [17 septembre 1997] (p. 3198)

Ses interventions dans la discussion des amendements et sous-amendements (p. 3199 à 3225)

Article 1er (contribution temporaire sur l'impôt sur les sociétés pour les entreprises réalisant au moins 50 millions de francs de chiffre d'affaires)

Soutient l'amendement n° 3 de la commission (modalités de détermination du seuil de 50 millions de francs) (p. 3203) : adopté après modification (p. 3204)

Son sous-amendement n° 44 (extension du bénéfice de l'exonération aux groupes de sociétés) à l'amendement n° 3 de la commission (p. 3203) : adopté (p. 3204)

Soutient l'amendement n° 4 de la commission (non-prise en compte des fonds communs de placement à risques pour apprécier le pourcentage de détention par des personnes physiques) (p. 3204) : retiré (p. 3204)

Son amendement n° 45 (non-prise en compte des fonds communs de placement à risques pour apprécier le pourcentage de détention par des personnes physiques) (p. 3204) : adopté (p. 3205)

Soutient l'amendement n° 5 de la commission (de coordination) (p. 3205) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 3205)

Article 2 (régime fiscal des cessions d'éléments d'actif pour les entreprises soumises à l'impôt sur les sociétés)

Soutient l'amendement n° 6 de la commission (de précision) (p. 3209) : adopté (p. 3209)

Soutient l'amendement n° 7 de la commission (rédactionnel) (p. 3209) : adopté (p. 3209)

Article 3 (versement anticipé de la contribution temporaire sur l'impôt sur les sociétés et modification du régime des acomptes)

Soutient l'amendement n° 8 de la commission (réintégration dans l'assiette de la cotisation d'impôt prévisible des produits de cession continuant à relever du régime des plus-values à long terme) (p. 3210) : adopté (p. 3210)

Soutient l'amendement n° 9 de la commission (rédactionnel) (p. 3210) : adopté (p. 3210)

Soutient l'amendement n° 10 de la commission (non-application du nouveau régime des plus-values à long terme au versement anticipé de la contribution temporaire devant intervenir au plus tard le 15 septembre 1997) (p. 3211) : adopté (p. 3211)

Article 4 (statut patrimonial des ouvrages de transport d'électricité d'EDF)

Son sous-amendement n° 46 (rédactionnel) à l'amendement n° 30 de M. Jean-Pierre Brard (préservation des droits des communes sur les réseaux de distribution publique) (p. 3215) : adopté (p. 3217)

Article 5 (possibilité pour les collectivités locales de contracter des emprunts sur ressources CODEVI [comptes pour le développement industriel])

Soutient l'amendement n° 11 corrigé de la commission (de précision) (p. 3218) : adopté (p. 3218)

Soutient l'amendement n° 12 de la commission (prorogation du dispositif jusqu'au 31 décembre 1998) (p. 3218) : adopté (p. 3218)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [9 octobre 1997] (p. 3844)

Son intervention (p. 3844)

Intervient sur la question préalable opposée par M. Jean-Louis Debré (p. 3847)

Thèmes :

Banques et établissements financiers : compte pour le développement industriel (CODEVI) (p. 3844)

Energie et carburants : Electricité de France (EDF) (p. 3844)

Finances publiques : déficit budgétaire (p. 3847)

Finances publiques : politique budgétaire (p. 3844)

Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 3848)

Impôt sur le revenu : bénéfices industriels et commerciaux (BIC) (p. 3844)

Impôt sur les sociétés : taux (p. 3844)

Politique économique : croissance (p. 3847)

Discussion des articles [9 octobre 1997] (p. 3855)

Article 1er supprimé par le Sénat (contribution temporaire sur l'impôt sur les sociétés pour les entreprises réalisant au moins 50 millions de chiffre d'affaires)

Soutient l'amendement n° 1 de la commission (rétablissement de l'article dans la rédaction adoptée par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 3856) : adopté (p. 3857)

Article 2 supprimé par le Sénat (régime fiscal des cessions d'éléments d'actif pour des entreprises soumises à l'impôt sur les sociétés)

Soutient l'amendement n° 2 de la commission (rétablissement de l'article dans la rédaction adoptée par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 3857) : adopté (p. 3857)

Article 3 supprimé par le Sénat (versement anticipé de la contribution temporaire sur l'impôt sur les sociétés et modification du régime des acomptes)

Soutient l'amendement n° 3 de la commission (rétablissement de l'article dans la rédaction adoptée par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 3858) : adopté (p. 3858)

Article 5 bis (rapport d'évaluation de l'utilisation par les collectivités locales des prêts sur ressources CODEVI)

Soutient l'amendement n° 4 de la commission (de suppression) (p. 3858) : adopté (p. 3858)

Article 7 (modification de la limite de déductibilité des intérêts des comptes courants d'associés)

Soutient l'amendement n° 5 de la commission (de suppression) (p. 3859) : adopté (p. 3859)

Après l'article 7

Intervient sur l'amendement n° 6 du Gouvernement (prorogation des mandats des membres des conseils consultatifs et des conseils d'orientation et de surveillance des caisses d'épargne) (p. 3859)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la mise aux voix du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [22 octobre 1997] (p. 4483)
Son intervention (p. 4483)

Mise aux voix du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [22 octobre 1997] (p. 4485)

Soutient l'amendement n° 1 de la commission (rétablissement de l'article 5 bis) (p. 4487) : adopté (p. 4487)

Projet de loi de finances n° 230 pour 1998

Rapporteur général de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [14 octobre 1997] (p. 3930, 3961) ; [15 octobre 1997] (p. 3991, 4023, 4053)

Son intervention (p. 3941)

Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Louis Debré (p. 3956)

Intervient sur la question préalable opposée par M. François Bayrou (p. 3967)

Intervient sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Louis Debré (p. 4059)

Thèmes :

Anciens combattants et victimes de guerre : Afrique du Nord (p. 3943)

Commerce extérieur : généralités (p. 3942)

Emploi : chômage (p. 3843)

Emploi : politique de l'emploi (p. 3943)

Entreprises : allègement des charges (p. 3942)

Entreprises : situation financière (p. 3942)

Famille : politique familiale (p. 3968)

Finances publiques : déficit budgétaire (p. 3943, 3946, 3956, 4059)

Finances publiques : dépenses (p. 3943, 3967, 3968, 4059, 4060)

Finances publiques : dette publique (p. 3944)

Finances publiques : politique budgétaire (p. 3943, 3956)

Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 3941, 3944)

Finances publiques : recettes (p. 3944)

Fonctionnaires et agents publics : effectifs (p. 3944, 3967)

Impôt sur le revenu : abattements supplémentaires pour frais professionnels (p. 3945)

Impôt sur le revenu : calcul (p. 3945, 3946)

Impôt sur le revenu : quotient familial (p. 3945)

Impôt sur le revenu : réduction d'impôt au titre de l'emploi d'un salarié à domicile (p. 3946, 4060)

Impôt sur les sociétés : provisions (p. 3945, 3968, 4060)

Impôt sur les sociétés : taux (p. 3943, 3968)

Impôts et taxes : avantages fiscaux (p. 3945)

Impôts et taxes : investissements outre-mer (p. 3945)

Impôts et taxes : politique fiscale (p. 3945)

Impôts et taxes : réforme fiscale (p. 3944)

Impôts et taxes : revenus du travail et du capital (p. 3944, 3945)

Impôts locaux : taxe d'habitation (p. 3945)

Logement : crédits (p. 3968)

Politique économique : consommation (p. 3942)

Politique économique : croissance (p. 3942, 3946, 4059)

Politique économique : généralités (p. 3941)

Politique économique : investissement (p. 3942)

Politique économique : politique monétaire (p. 3941, 3942)

Politique économique : pouvoir d'achat (p. 3942)

Politique sociale : pauvreté (p. 3942)

Prestations familiales : allocation de garde d'enfant à domicile (p. 3946, 3968)

Retraites : régime agricole : majorations des pensions (p. 3943)

Sécurité sociale : contribution sociale généralisée (CSG) (p. 3942)

Travail : réduction du temps de travail (p. 3943, 3968)

TVA : taux (p. 3945)

Union européenne : euro (p. 3946)

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [15 octobre 1997] (p. 4062) ; [16 octobre 1997] (p. 4089, 4121, 4157) ; [17 octobre 1997] (p. 4191, 4218, 4268)

Ses interventions dans la discussion des amendements et sous-amendements (p. 4068 à 4357)

Article 2 (barème de l'impôt sur le revenu)

Soutient l'amendement n° 65 rectifié de la commission (relèvement de 3 000 à 5 000 F du plafond de la demi-part supplémentaire de quotient familial dont bénéficient les contribuables célibataires, divorcés ou veufs ayant élevé un ou plusieurs enfants) (p. 4091) : adopté (p. 4095)

Soutient l'amendement n° 351 de M. Augustin Bonrepaux (relèvement de 3 000 à 5 000 F du plafond de la demi-part supplémentaire de quotient familial dont bénéficient les contribuables célibataires, divorcés ou veufs ayant élevé un ou plusieurs enfants) (p. 4091) : adopté (p. 4095)

Après l'article 2

Son amendement n° 419 (imposition commune des couples vivant en concubinage et élevant au moins un enfant en commun) (p. 4105) : retiré (p. 4108)

Article 4 (aménagement du paiement mensuel de l'impôt)

Soutient l'amendement n° 66 de la commission (de précision) (p. 4116) : adopté (p. 4116)

Soutient l'amendement n° 67 de la commission (de précision) (p. 4116) : adopté (p. 4116)

Article 24 (évaluation du prélèvement communautaire opéré sur les recettes de l'Etat au titre de la participation au budget des Communautés européennes)

Son intervention (p. 4121)

Thèmes :

Constitution : article 88-4 (p. 4121)

Politiques communautaires : actions extérieures (p. 4122) ; budget (p. 4121, 4122) ; budget : contribution française (p. 4121, 4122) ; politique agricole commune (p. 4121) ; politique extérieure et de sécurité commune (PESC) (p. 4121)

Recherche (p. 4122)

Union européenne : élargissement (p. 4121) ; euro (p. 4122, 4123) ; fonds structurels (p. 4121, 4122) ; Parlement européen (p. 4122)

Article 6 (suppression de l'avantage fiscal lié à la provision pour fluctuation des cours)

Son intervention (p. 4153)

Son amendement n° 421 rectifié (transfert de la provision à un compte de réserve spéciale) (p. 4165) : adopté (p. 4166)

Après l'article 6

Soutient l'amendement n° 68 de la commission (suppression de la déductibilité fiscale des provisions pour indemnités de licenciement) (p. 4167) : adopté (p. 4172)

Intervient sur l'amendement n° 69 de la commission (exemption d'impôts directs des activités financées par la parafiscalité) (p. 4173)

Article 7 (normalisation du régime fiscal des produits de placement des compagnies d'assurances)

Soutient l'amendement n° 70 corrigé de la commission (rédactionnel) (p. 4174) : adopté (p. 4174)

Article 9 (maintien des déductions supplémentaires de frais professionnels et de la réduction d'impôt accordée au titre des frais de scolarité)

Soutient l'amendement n° 71 de la commission (suppression des déductions supplémentaires pour frais professionnels) (p. 4191) : adopté au scrutin public (p. 4197)

Article 11 (réduction à 5,5 % du taux de la TVA applicable aux travaux d'amélioration réalisés dans les logements sociaux)

Soutient l'amendement n° 72 de la commission (rédactionnel) (p. 4240) : adopté après modification (p. 4241)

Son sous-amendement n° 479 (de précision) à l'amendement n° 72 de la commission (p. 4239) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 4241)

Après l'article 11

Soutient l'amendement n° 75 de la commission (déductibilité à 100 % de la TVA afférente au gaz de pétrole liquéfié et au gaz naturel véhicule utilisés par les véhicules exclus du droit à déduction) (p. 4258) : retiré (p. 4260)

Soutient l'amendement n° 74 de la commission (suppression de la déductibilité de 50 % de la TVA afférente au gazole utilisé par les véhicules exclus du droit à déduction) (p. 4259) : retiré (p. 4260)

Soutient l'amendement n° 73 de la commission (déductibilité de la TVA sur l'électricité utilisée par

les véhicules de transport de personnes) (p. 4259) : retiré (p. 4260)

Son amendement n° 422 (suppression de la déductibilité de 50 % de la TVA afférente au gazole utilisé par les véhicules exclus du droit à la déduction, déductibilité à 100 % de la TVA afférente au gaz de pétrole liquéfié et au gaz naturel véhicule utilisés par les véhicules exclus du droit à déduction et déductibilité de la TVA sur l'électricité utilisée par les véhicules de transport de personnes) (p. 4259) : adopté (p. 4260)

Article 12 (modification des tarifs des taxes intérieures de consommation sur les produits pétroliers et sur le gaz naturel)

Soutient l'amendement n° 76 de la commission (allègement de la taxe intérieure sur les produits pétroliers applicable au gaz de pétrole liquéfié) (p. 4272) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 4273)

Soutient l'amendement n° 77 de la commission (allègement de la taxe intérieure sur les produits pétroliers applicable au gaz naturel carburant) (p. 4273) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 4274)

Article 13 (actualisation du barème de l'impôt de solidarité sur la fortune)

Soutient l'amendement n° 78 de la commission (de suppression) (p. 4275) : adopté (p. 4276)

Après l'article 13

Intervient sur l'amendement n° 79 de la commission (exonération des biens professionnels au titre de l'impôt de solidarité sur la fortune réservée aux dirigeants âgés de 75 ans au plus) (p. 4277)

Article 14 (aménagement du régime d'aide fiscale à l'investissement outre-mer)

Soutient l'amendement n° 80 de la commission (plafonnement à 150 000 F pour les célibataires ou 300 000 F pour les contribuables mariés de la base déductible pour les investisseurs outre-mer soumis à l'impôt sur le revenu) (p. 4290) : retiré (p. 4293)

Soutient l'amendement n° 81 de la commission (suppression de la possibilité d'imputer des déficits, dans la catégorie des bénéficiaires industriels et commerciaux non professionnels, sur le revenu global) (p. 4290) : adopté au scrutin public (p. 4293)

Soutient l'amendement n° 82 de la commission (rédactionnel) (p. 4293) : adopté (p. 4293)

Soutient l'amendement n° 83 de la commission (rédactionnel) (p. 4294) : adopté (p. 4294)

Soutient l'amendement n° 84 de la commission (de coordination) (p. 4294) : adopté (p. 4294)

Article 18 (modification des taxes afférentes à l'exercice d'une activité dans le secteur des télécommunications)

Soutient l'amendement n° 85 de la commission (rédactionnel) (p. 4304) : adopté (p. 4304)

Soutient l'amendement n° 86 de la commission (rédactionnel) (p. 4304) : adopté (p. 4304)

Soutient l'amendement n° 87 de la commission (rédactionnel) (p. 4304) : adopté (p. 4304)

Soutient l'amendement n° 88 de la commission (rédactionnel) (p. 4304) : adopté (p. 4304)

Soutient l'amendement n° 89 de la commission (rédactionnel) (p. 4304) : adopté (p. 4304)

Après l'article 18

Soutient l'amendement n° 163 rectifié de M. Jean-Marie Le Guen (institution d'une taxe sur certaines dépenses de publicité) (p. 4311) : adopté après modification (p. 4311)

Intervient sur l'amendement n° 91 de la commission (aménagement de la cotisation minimale de taxe professionnelle) (p. 4318)

Soutient l'amendement n° 93 de la commission (aménagement du plafonnement de la taxe d'habitation en fonction du revenu) (p. 4321) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 4322)

Soutient l'amendement n° 92 de la commission (création d'un dégrèvement d'office de la taxe d'habitation en faveur des contribuables disposant de faibles revenus) (p. 4324) : retiré (p. 4324)

Soutient l'amendement n° 94 de la commission (éligibilité au Fonds de compensation pour la TVA des investissements effectués par les établissements publics de coopération intercommunale) (p. 4326) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 4327)

Soutient l'amendement n° 95 de la commission (éligibilité au Fonds de compensation pour la TVA des investissements exposés sur des biens appartenant à des tiers non-bénéficiaires) (p. 4328) : retiré (p. 4328)

Après l'article 22

Soutient l'amendement n° 96 de la commission (majoration du prélèvement sur les jeux exploités par la Française des jeux affecté au Fonds national pour le développement du sport) (p. 4335) : adopté (p. 4335)

Article 23 (versement d'une contribution des organismes collecteurs de 1 % logement)

Soutient l'amendement n° 97 de la commission (rédactionnel) (p. 4336) : adopté (p. 4336)

Soutient l'amendement n° 98 de la commission (rédactionnel) (p. 4336) : adopté (p. 4336)

Article 25 et état A (équilibre général du budget)

Soutient l'amendement n° 407 de la commission (rectification des montants indiqués dans le "bleu" du budget annexe des prestations sociales agricoles en ce qui concerne les cotisations maladie des agriculteurs et la contribution sociale généralisée) (p. 4349) : retiré (p. 4350)

Son amendement n° 423 (rectification d'une erreur) : adopté (p. 4350)

Explications de vote et vote [21 octobre 1997] (p. 4395)

Son intervention (p. 4396)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ECONOMIE, FINANCES ET INDUSTRIE

I - CHARGES COMMUNES - II - SERVICES FINANCIERS - MONNAIES ET MÉDAILLES (BUDGET ANNEXE) - COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR - TAXES PARAFISCALES - COMMERCE EXTÉRIEUR

Vote des crédits et articles rattachés [17 novembre 1997] (p. 5946)

II - SERVICES FINANCIERS

Après l'article 63

Intervient sur l'amendement n° 132 de M. Henry Chabert (réintégration au sein du budget général du produit des redressements fiscaux et de la totalité des prélèvements pour frais d'assiette, de recouvrement, de dégrèvement ou de non-valeur des taxes locales) (p. 5949)

Soutient l'amendement n° 170 de la commission (rebudgétisation des fonds extrabudgétaires de la direction générale des impôts) (p. 5949) : adopté (p. 5952)

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS

Discussion des articles [17 novembre 1997] (p. 5966, 6007) ; [18 novembre 1997] (p. 6032, 6079, 6116) ; [19 novembre 1997] (p. 6153)

Ses interventions dans la discussion des amendements et sous-amendements (p. 5973 à 6126)

Article 45 et état F (crédits évaluatifs)

Soutient l'amendement n° 134 de la commission (de précision) (p. 5968) : adopté (p. 5968)

Soutient l'amendement n° 135 de la commission (de précision) (p. 5968) : adopté (p. 5968)

Article 49 (institution d'un crédit d'impôt à raison des dépenses d'entretien de l'habitation principale)

Soutient l'amendement n° 136 de la commission (de précision) (p. 5974) : adopté (p. 5974)

Intervient sur l'amendement n° 137 de la commission (relèvement des plafonds de dépenses ouvrant droit au crédit d'impôt) (p. 5975)

Soutient l'amendement n° 138 de la commission (majoration des plafonds du crédit d'impôt pour les contribuables ayant des personnes à charge) (p. 5977) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 5978)

Soutient l'amendement n° 139 de la commission (rédactionnel) (p. 5979) : adopté (p. 5979)

Après l'article 49

Intervient sur l'amendement n° 140 de la commission (soumission des concubins à une imposition commune) (p. 5987)

Intervient sur l'amendement n° 141 de la commission (éligibilité au fonds de gestion de l'espace rural) (p. 5990)

Article 50 (création de bons de souscription de parts de créateur d'entreprise)

Soutient l'amendement n° 143 de la commission (allongement de la condition d'ancienneté des sociétés) (p. 5993) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 5993)

Soutient l'amendement n° 144 de la commission (rédactionnel) (p. 5994) : adopté (p. 5994)

Soutient l'amendement n° 145 de la commission (éligibilité des sociétés créées dans le cadre d'opération d'essaimage) (p. 5996) : rejeté (p. 5996)

Après l'article 50

Soutient l'amendement n° 43 de la commission (abaissement du seuil d'imposition des plus-values sur cessions de valeurs mobilières) (p. 5998) : adopté (p. 5999)

Article 52 (institution d'un crédit d'impôt pour création d'emplois)

Soutient l'amendement n° 149 de la commission (de précision) (p. 6016) : adopté (p. 6016)

Soutient l'amendement n° 150 de la commission (de précision) (p. 6016) : adopté (p. 6016)

Soutient l'amendement n° 151 de la commission (de précision) (p. 6016) : adopté (p. 6017)

Soutient l'amendement n° 152 de la commission (de précision) (p. 6016) : adopté (p. 6016)

Soutient l'amendement n° 153 de la commission (rédactionnel) (p. 6017) : adopté (p. 6017)

Article 54 (paiement de la TVA dans le cadre du travail à façon)

Soutient l'amendement n° 155 de la commission (application de la solidarité de paiement aux seuls donneurs d'ordre dont la mauvaise foi est établie) (p. 6021) : adopté (p. 6024)

Soutient l'amendement n° 156 de la commission (application de la solidarité de paiement aux seuls donneurs d'ordre dont la mauvaise foi est établie) (p. 6021) : adopté (p. 6024)

Article 56 (amélioration de la procédure du droit d'enquête)

Soutient l'amendement n° 157 de la commission (allongement du délai permettant au contribuable de faire valoir ses observations) (p. 6032) : adopté (p. 6033)

Soutient l'amendement n° 158 de la commission (non-opposabilité du procès-verbal au tiers qui n'a aucune influence sur sa réalisation) (p. 6034) : retiré (p. 6034)

Soutient l'amendement n° 159 de la commission (impossibilité d'opposer à l'occasion d'une procédure d'enquête, les constatations établies dans le cadre d'une première procédure d'enquête) (p. 6034) : retiré (p. 6034)

Soutient l'amendement n° 160 de la commission (application des mêmes garanties que celles prévues à l'article 1740 ter du code général des impôts) (p. 6034) : adopté (p. 6034)

Article 58 (institution d'une amende en cas de délivrance abusive d'attestations ouvrant droit à un avantage fiscal)

Soutient l'amendement n° 161 de la commission (mise en œuvre de la responsabilité solidaire limitée au seul cas où la mauvaise foi est établie) (p. 6043) : adopté (p. 6045)

Article 61 (prorogation de la majoration exceptionnelle des cotisations additionnelles aux contrats d'assurance prélevées au profit du Fonds national de garantie des calamités agricoles)

Soutient l'amendement n° 163 de la commission (rédactionnel) (p. 6046) : adopté (p. 6046)

Après l'article 61

Soutient l'amendement n° 167 de la commission (assujettissement à la taxe professionnelle des activités saisonnières) (p. 6059) : retiré après rectification (p. 6060)

Soutient l'amendement n° 166 de la commission (extension de l'exonération de la taxe professionnelle accordée dans les zones de revitalisation rurale) (p. 6083) : retiré (p. 6089)

Intervient sur l'amendement n° 169 de la commission (suppression de la liaison à la baisse entre le taux de taxe professionnelle perçue par les groupements de communes et les taux des taxes perçues sur les ménages par les communes membres) (p. 6089)

Soutient l'amendement n° 165 rectifié de la commission (création d'une taxe additionnelle à la taxe foncière sur les propriétés bâties applicable aux logements vacants) (p. 6093) : retiré (p. 6093)

Soutient l'amendement n° 168 de la commission (éligibilité au Fonds de compensation pour la TVA des investissements exposés sur des biens appartenant à des tiers non bénéficiaires) (p. 6098) : adopté (p. 6101)

Soutient l'amendement n° 154 corrigé de la commission (exonération de la vignette en faveur des véhicules fonctionnant aux carburants propres) (p. 6105) : adopté après modification (suppression du gage) (p. 6107)

Intervient sur l'amendement n° 162 de la commission (fixation des coefficients de majoration des valeurs locatives servant de base aux impôts directs locaux en 1998) (p. 6119)

Explications de vote et vote [19 novembre 1997] (p. 6153)

Son intervention (p. 6153)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 décembre 1997] (p. 8001)

Son intervention (p. 8002)

Intervient sur la question préalable opposée par M. Jean-Louis Debré (p. 8006)

Thèmes :

Assurances : assurance vie (p. 8004)

Famille : politique familiale (p. 8006)

Finances publiques : dépenses (p. 8003)

Finances publiques : politique budgétaire (p. 8002)

Impôt de solidarité sur la fortune (p. 8003, 8004)

Impôt sur le revenu : quotient familial (p. 8003)

Impôt sur le revenu : réduction d'impôt au titre de l'emploi d'un salarié à domicile (p. 8003)

Impôt sur le revenu : réduction d'impôt au titre des frais de scolarisation (p. 8002)

Impôt sur le revenu : réforme (p. 8002, 8003)

Discussion des articles [17 décembre 1997] (p. 8024) ; [18 décembre 1997] (p. 8101)

Ses interventions dans la discussion des amendements et sous-amendements (p. 8025 à 8059 ; 8101 à 8150)

Article 2 (barème de l'impôt sur le revenu)

Soutient l'amendement n° 12 de la commission (barème de l'impôt sur le revenu et suppression de la fixation du barème pour l'imposition des revenus 1997 à 2000) (p. 8025) : adopté (p. 8025)

Soutient l'amendement n° 13 de la commission (fixation à 3300 francs du plafond d'application de la décote) (p. 8026) : adopté (p. 8026)

Soutient l'amendement n° 14 de la commission (suppression du paragraphe IV) (p. 8026) : adopté (p. 8026)

Article 6 (suppression de l'avantage fiscal lié à la provision pour fluctuation des cours)

Soutient l'amendement n° 15 de la commission (délai de réintégration de la provision aux résultats) (p. 8028) : adopté (p. 8028)

Soutient l'amendement n° 16 de la commission (suppression de l'obligation pour le Gouvernement de déposer un rapport) (p. 8028) : adopté (p. 8028)

Article 6 bis supprimé par le Sénat (suppression de la déductibilité fiscale des provisions pour indemnités de licenciements)

Soutient l'amendement n° 17 de la commission (rétablissement de l'article) (p. 8029) : adopté (p. 8029)

Article 7 (normalisation du régime fiscal des produits de placement des compagnies d'assurances)

Soutient l'amendement n° 18 de la commission (rédactionnel) (p. 8030) : adopté (p. 8030)

Soutient l'amendement n° 19 de la commission (rédactionnel) (p. 8030) : adopté (p. 8030)

Article 8 (suppression du régime fiscal des quirats de navires)

Soutient l'amendement n° 20 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 8035) : adopté au scrutin public (p. 8037)

Article 8 bis (maintien des déductions supplémentaires pour frais professionnels)

Soutient l'amendement n° 21 de la commission (suppression progressive des déductions forfaitaires supplémentaires pour les contribuables dont le revenu est égal ou supérieur à 300 000 francs) (p. 8040) : retiré (p. 8040)

Article 9 supprimé par le Sénat (réduction d'impôt accordée au titre des frais de scolarité)

Soutient l'amendement n° 22 de la commission (rétablissement de l'article) (p. 8040) : adopté (p. 8041)

Article 10 supprimé par le Sénat (réduction de 50 % du plafond de la réduction d'impôt au titre de l'emploi d'un salarié à domicile)

Soutient l'amendement n° 23 de la commission (rétablissement de l'article et fixation d'un plafond spécifique lorsque le contribuable est invalide ou lorsqu'il a à sa charge un enfant handicapé) (p. 8041) : adopté (p. 8042)

Après l'article 10

Soutient l'amendement n° 24 de la commission (augmentation de la réduction d'impôt accordée au titre de l'hébergement en établissement de long séjour ou en section de cure médicale) (p. 8042) : adopté (p. 8043)

Après l'article 10 bis

Soutient l'amendement n° 25 de la commission (application du taux réduit de la TVA aux utilisations énergétiques du bois) (p. 8043) : adopté (p. 8044)

Article 13 (actualisation du barème de l'impôt de solidarité sur la fortune)

Soutient l'amendement n° 26 de la commission (de suppression) (p. 8044) : adopté (p. 8045)

Après l'article 13

Soutient l'amendement n° 27 de la commission (règles d'imputation des dettes en matière d'impôt de solidarité sur la fortune) (p. 8045) : retiré (p. 8045)

Article 14 (aménagement du régime d'aide fiscale à l'investissement outre-mer)

Soutient l'amendement n° 28 de la commission (rétablissement partiel du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 8055) : adopté au scrutin public (p. 8058)

Article 15 (plafonnement de la restitution de l'avoir fiscal aux personnes physiques)

Soutient l'amendement n° 29 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 8101) : adopté après modification (p. 8102)

Article 16 supprimé par le Sénat (plafonnement de l'exonération des produits des titres non cotés détenus dans un plan d'épargne en actions)

Soutient l'amendement n° 30 de la commission (rétablissement de l'article) (p. 8102) : adopté (p. 8102)

Article 17 supprimé par le Sénat (régime fiscal des produits des contrats d'assurance-vie et des bons de capitalisation)

Son sous-amendement n° 204 (exonération limitée aux titres émis par des sociétés ayant leur siège en France et soumises à l'impôt sur les sociétés) à l'amendement n° 4 du Gouvernement (rétablissement de l'article) (p. 8103) : adopté (p. 8104)

Après l'article 18 sexies

Soutient l'amendement n° 33 de la commission (assujettissement à la taxe d'habitation des contribuables passibles de l'impôt de solidarité sur la fortune) (p. 8106) : adopté (p. 8106)

Son amendement n° 196 (revenu de référence pour l'octroi des exonérations et dégrèvements d'impôts locaux) (p. 8106) : adopté (p. 8107)

Article 18 sedecies (cession gratuite de matériels informatiques aux associations de parents d'élèves et de soutien scolaire)

Soutient l'amendement n° 34 de la commission (valeur unitaire de l'équipement limitée à 1000 francs) (p. 8108) : adopté (p. 8108)

Article 20 supprimé par le Sénat (modification des taux de la taxe de sûreté et de sécurité due par les entreprises de transport aérien)

Soutient l'amendement n° 35 de la commission (rétablissement de l'article) (p. 8108) : adopté (p. 8108)

Article 22 bis supprimé par le Sénat (majoration du prélèvement sur les jeux exploités par la Française des Jeux affecté au Fonds national pour le développement du sport)

Soutient l'amendement n° 36 de la commission (rétablissement de l'article) (p. 8109) : adopté (p. 8109)

Article 23 (versement d'une contribution des organismes collecteurs au 1 % logement)

Soutient l'amendement n° 37 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée

nationale en première lecture) (p. 8109) : adopté (p. 8109)

Seconde délibération

Article 25 et état A (équilibre général du budget)

Son intervention (p. 8123)

Article 27 et état B (mesures nouvelles - dépenses ordinaires des services civils)

Soutient l'amendement n° 38 de la commission (majoration des crédits du budget de l'agriculture et de la pêche) (p. 8128) : adopté (p. 8129)

Soutient l'amendement n° 39 de la commission (réduction des crédits du budget de l'aménagement du territoire) (p. 8128) : adopté (p. 8129)

Soutient l'amendement n° 40 de la commission (majoration des crédits du budget de l'environnement) (p. 8128) : adopté (p. 8129)

Soutient l'amendement n° 41 de la commission (réduction des crédits du budget des anciens combattants) (p. 8128) : adopté (p. 8129)

Soutient l'amendement n° 42 de la commission (majoration des crédits du budget des charges communes) (p. 8128) : adopté (p. 8129)

Soutient l'amendement n° 43 de la commission (majoration des crédits du budget des services financiers) (p. 8128) : adopté (p. 8129)

Soutient l'amendement n° 44 de la commission (majoration des crédits du budget de l'industrie) (p. 8128) : adopté (p. 8129)

Soutient l'amendement n° 45 de la commission (majoration des crédits du budget de l'enseignement scolaire) (p. 8128) : adopté (p. 8129)

Soutient l'amendement n° 46 de la commission (majoration des crédits du budget de l'enseignement supérieur) (p. 8128) : adopté (p. 8129)

Soutient l'amendement n° 47 de la commission (majoration des crédits du budget de la recherche et de la technologie) (p. 8128) : adopté (p. 8129)

Soutient l'amendement n° 48 de la commission (majoration des crédits du budget de l'emploi) (p. 8128) : adopté (p. 8129)

Soutient l'amendement n° 49 de la commission (majoration des crédits du budget de la santé, de la solidarité et de la ville) (p. 8128) : adopté (p. 8129)

Soutient l'amendement n° 50 de la commission (majoration des crédits du budget de l'équipement, des transports et du logement) (p. 8128) : adopté (p. 8129)

Soutient l'amendement n° 51 de la commission (majoration des crédits du budget de l'équipement, des transports et du logement) (p. 8128) : adopté (p. 8129)

Soutient l'amendement n° 52 de la commission (majoration des crédits du budget de l'équipement, des transports et du logement) (p. 8128) : adopté (p. 8129)

Soutient l'amendement n° 53 de la commission (majoration des crédits du budget de l'équipement des transports et du logement) (p. 8128) : adopté (p. 8129)

Soutient l'amendement n° 54 de la commission (majoration des crédits du budget des services généraux du Premier ministre) (p. 8128) : adopté (p. 8129)

Soutient l'amendement n° 55 de la commission (majoration des crédits du budget du plan) (p. 8128) : adopté (p. 8129)

Soutient l'amendement n° 56 de la commission (majoration des crédits du budget de l'agriculture et de la pêche) (p. 8129) : adopté (p. 8130)

Soutient l'amendement n° 57 de la commission (majoration des crédits du budget de l'aménagement du territoire) (p. 8129) : adopté (p. 8130)

Soutient l'amendement n° 58 de la commission (majoration des crédits du budget de l'environnement) (p. 8129) : adopté (p. 8130)

Soutient l'amendement n° 59 de la commission (réduction des crédits du budget des anciens combattants) (p. 8129) : adopté (p. 8130)

Soutient l'amendement n° 60 de la commission (majoration des crédits du budget des charges communes) (p. 8129) : adopté (p. 8130)

Soutient l'amendement n° 61 de la commission (majoration des crédits du budget des charges communes) (p. 8129) : adopté (p. 8130)

Soutient l'amendement n° 62 de la commission (majoration des crédits du budget des services financiers) (p. 8129) : adopté (p. 8130)

Soutient l'amendement n° 63 de la commission (majoration des crédits du budget de l'industrie) (p. 8129) : adopté (p. 8130)

Soutient l'amendement n° 64 de la commission (majoration des crédits du budget de l'enseignement scolaire) (p. 8129) : adopté (p. 8130)

Soutient l'amendement n° 66 de la commission (majoration des crédits du budget de la recherche et de la technologie) (p. 8129) : adopté (p. 8130)

Soutient l'amendement n° 67 de la commission (majoration des crédits du budget de l'emploi) (p. 8129) : adopté (p. 8130)

Soutient l'amendement n° 68 de la commission (majoration des crédits du budget de la santé, de la solidarité et de la ville) (p. 8129) : adopté (p. 8130)

Soutient l'amendement n° 69 de la commission (majoration des crédits du budget de l'équipement, des transports et du logement) (p. 8129) : adopté (p. 8130)

Soutient l'amendement n° 70 de la commission (majoration des crédits du budget de l'équipement, des transports et du logement) (p. 8129) : adopté (p. 8130)

Soutient l'amendement n° 72 de la commission (majoration des crédits du budget des services généraux du Premier ministre) (p. 8129) : adopté (p. 8130)

Soutient l'amendement n° 71 de la commission (majoration des crédits du budget de l'outre-mer) (p. 8129) : adopté (p. 8130)

Soutient l'amendement n° 73 de la commission (majoration des crédits du budget du plan) (p. 8129) : adopté (p. 8130)

Article 28 et état C (mesures nouvelles - dépenses en capital des services civils)

Soutient l'amendement n° 74 de la commission (majoration des crédits du budget des anciens combattants) (p. 8133) : adopté (p. 8133)

Soutient l'amendement n° 75 de la commission (majoration des crédits du budget de l'aménagement du territoire) (p. 8133) : adopté (p. 8133)

Article 29 supprimé par le Sénat (mesures nouvelles - dépenses ordinaires des services militaires)

Soutient l'amendement n° 80 de la commission (rétablissement de l'article) (p. 8133) : adopté (p. 8133)

Article 30 (mesures nouvelles - dépenses en capital des services militaires)

Soutient l'amendement n° 76 de la commission (majoration des crédits) (p. 8133) : adopté (p. 8134)

Soutient l'amendement n° 77 de la commission (majoration des crédits) (p. 8133) : adopté (p. 8134)

Article 33 (budgets annexes - mesures nouvelles)

Soutient l'amendement n° 78 de la commission (majoration des crédits du budget annexe de l'aviation civile) (p. 8134) : adopté (p. 8134)

Article 40 (comptes d'affectation spéciale - opérations définitives - mesures nouvelles)

Soutient l'amendement n° 79 de la commission (majoration des crédits) (p. 8134) : adopté (p. 8134)

Article 49 bis supprimé par le Sénat (éligibilité au Fonds de gestion de l'espace rural)

Soutient l'amendement n° 81 de la commission (rétablissement de l'article) (p. 8134) : adopté (p. 8134)

Article 50 (création de bons de souscription de parts de créateur d'entreprise)

Soutient l'amendement n° 82 de la commission (rétablissement de l'exigence d'une ancienneté minimale de trois ans dans l'entreprise) (p. 8135) : adopté (p. 8135)

Soutient l'amendement n° 83 de la commission (limitation à deux années de la durée d'application du dispositif) (p. 8135) : adopté (p. 8135)

Article 50 bis A (rétablissement du taux d'imposition de 16 % applicable à la plus-value d'acquisition pour option de souscription ou d'achat d'actions)

Soutient l'amendement n° 84 de la commission (de suppression) (p. 8136) : adopté (p. 8136)

Article 50 bis (abaissement du seuil d'imposition des gains nets en capital réalisés à l'occasion de cessions à titre onéreux de valeurs mobilières et de droits sociaux)

Soutient l'amendement n° 85 (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 8136) : adopté (p. 8136)

Article 54 bis (aménagement du délai de remboursement du Fonds de compensation pour la TVA pour certains équipements situés dans une zone franche urbaine)

Soutient l'amendement n° 86 de la commission (de suppression) (p. 8138) : adopté (p. 8139)

Article 56 (amélioration de la procédure du droit d'enquête)

Soutient l'amendement n° 87 de la commission (suppression du paragraphe I bis A) (p. 8139) : adopté (p. 8139)

Soutient l'amendement n° 88 de la commission (application des amendes fiscales prévues à l'article 1740 ter du code des impôts) (p. 8139) : adopté (p. 8139)

Soutient l'amendement n° 89 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 8139) : adopté (p. 8139)

Article 58 (institution d'une amende en cas de délivrance abusive d'attestations ouvrant droit à un avantage fiscal)

Soutient l'amendement n° 90 de la commission (non-application de l'intérêt de retard au contribuable de bonne foi) (p. 8140) : adopté (p. 8140)

Article 60 bis (reconduction de la réduction d'impôt accordée pour dépenses de formation du chef d'entreprise)

Soutient l'amendement n° 91 de la commission (de suppression) (p. 8141) : adopté (p. 8141)

Après l'article 60 bis

Son amendement n° 219 (augmentation de la réduction d'impôt accordée au titre de l'hébergement en établissement de long séjour ou en section de cure médicale) : adopté (p. 8141)

Article 60 ter (majoration de la déduction pour investissement en faveur des exploitants agricoles réalisant des travaux de mise aux normes environnementales)

Soutient l'amendement n° 92 de la commission (de suppression) (p. 8141) : adopté (p. 8141)

Article 61 bis A (plafonnement de la contribution sociale de solidarité des sociétés pour les entreprises de négoce des produits de la mer)

Soutient l'amendement n° 93 de la commission (de suppression) (p. 8141) : adopté (p. 8141)

Article 61 quater A (exonération de la taxe d'habitation pour les étudiants logés dans des locaux relevant des centres régionaux des œuvres universitaires)

Soutient l'amendement n° 94 de la commission (de suppression) (p. 8142) : adopté (p. 8142)

Article 61 sexies A (éligibilité au Fonds de compensation pour la TVA des investissements relatifs aux installations de traitement des déchets)

Soutient l'amendement n° 95 de la commission (de suppression) (p. 8143) : adopté (p. 8143)

Article 61 sexies (éligibilité au Fonds de compensation pour la TVA des investissements exposés sur des biens appartenant à des tiers non bénéficiaires)

Soutient l'amendement n° 96 de la commission (de suppression) (p. 8144) : adopté (p. 8144)

Article 61 septies supprimé par le Sénat (faculté d'exonération de la "vignette" pour les véhicules électriques ou peu polluants)

Soutient l'amendement n° 97 de la commission (rétablissement de l'article) (p. 8144) : adopté après modification (p. 8144)

Article 61 nonies (suspension des poursuites engagées à la suite d'une situation d'endettement à l'encontre des rapatriés réinstallés)

Soutient l'amendement n° 98 de la commission (rétablissement de la date butoir) (p. 8145) : adopté (p. 8145)

Article 61 undecies (institution d'un dispositif d'aide au profit des télévisions hertziennes locales)

Soutient l'amendement n° 99 de la commission (de suppression) (p. 8146) : adopté (p. 8146)

Article 62 D supprimé par le Sénat (rapport de la commission nationale du débat public)

Soutient l'amendement n° 100 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 8147) : adopté (p. 8147)

Article 63 bis (création d'un budget coordonné de l'enseignement supérieur)

Soutient l'amendement n° 101 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 8147) : adopté (p. 8147)

Article 63 ter supprimé par le Sénat (rebudgétisation de fonds extrabudgétaires de la direction générale des impôts)

Soutient l'amendement n° 102 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 8148) : adopté après modification (p. 8148)

Son sous-amendement n° 197 (rédactionnel) à l'amendement n° 102 de la commission : adopté (p. 8148)

Article 63 quater (suppression de la procédure des fonds de concours pour les crédits d'articles)

Soutient l'amendement n° 103 de la commission (de suppression) (p. 8148) : adopté (p. 8148)

Article 63 quinquies (suppression de la procédure des fonds de concours pour les "crédits d'articles")

Soutient l'amendement n° 104 de la commission (de suppression) (p. 8148) : adopté (p. 8148)

Article 65 (aménagement de la réduction dégressive des cotisations patronales de sécurité sociale relatives aux bas salaires)

Soutient l'amendement n° 105 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 8148) : adopté (p. 8148)

Article 66 (suppression de l'exonération de cotisations instituée par l'article 37 de la loi du 11 février 1994 relative à l'initiative et à l'entreprise individuelle)

Soutient l'amendement n° 106 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 8149) : adopté (p. 8149)

Article 66 bis (encadrement des dépenses des établissements médico-sociaux financés par les départements)

Soutient l'amendement n° 107 de la commission (de suppression) (p. 8149) : adopté (p. 8149)

Article 66 ter (encadrement des dépenses des établissements sociaux financés par l'Etat)

Soutient l'amendement n° 108 de la commission (de suppression) (p. 8149) : adopté (p. 8149)

Projet de loi de finances rectificative n° 447 pour 1997

Rapporteur de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 décembre 1997] (p. 6835, 6881)

Son intervention (p. 6838)

Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. François Bayrou (p. 6849)

Intervient sur la question préalable opposée par M. Jean-Louis Debré (p. 6857)

Thèmes :

Assurances : Groupe des assurances nationales (GAN) (p. 6840)

Audiovisuel et communication : télévision (p. 6840)

Collectivités territoriales : fonds départementaux de péréquation de la taxe professionnelle (p. 6841)

Collectivités territoriales : fonds national de péréquation de la taxe professionnelle (FNPTP) (p. 6841)

Eau : Fonds national pour le développement des adductions d'eau (FNDAE) (p. 6841)

Finances publiques : déficit budgétaire (p. 6839, 6857)

Finances publiques : dépenses (p. 6839)

Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 6839)

Finances publiques : recettes (p. 6839)

Impôt sur les sociétés : taux (p. 6839)

Logement : Caisse de garantie du logement social (CGLS) (p. 6839, 6840)

Politiques communautaires : Europe sociale (p. 6839)

Politiques communautaires : monnaie unique (p. 6839)

Propriété intellectuelle : Institut national de la propriété industrielle (INPI) (p. 6840)

Secteur public : dotations en capital (p. 6840)

Secteur public : entreprises publiques (p. 6840)

Sécurité sociale : déficit (p. 6849)

Transports routiers : transporteurs : taxe professionnelle (p. 6840)

Discussion des articles [3 décembre 1997] (p. 6889, 6931)

Ses interventions dans la discussion des amendements et sous-amendements (p. 6891 à 6956)

Article 4 (prélèvement sur le fonds de garantie de la Caisse de garantie du logement social [CGLS])

Soutient l'amendement n° 4 de la commission (restitution du prélèvement au cas où l'équilibre financier de la Caisse de garantie du logement social ne lui permettrait pas de faire face à ses engagements) (p. 6896) : adopté après modification (p. 6897)

Son sous-amendement n° 29 (de précision) à l'amendement n° 4 de la commission (p. 6896) : adopté (p. 6897)

Article 6 (dispositions relatives à la participation de la France aux nouveaux accords d'emprunt du FMI)

Soutient l'amendement n° 5 de la commission (de suppression) (p. 6899) : adopté (p. 6899)

Article 12 (comptes d'affectation spéciale - ouvertures)

Son intervention (p. 6912)

Après l'article 16

Soutient l'amendement n° 6 de la commission (modification du régime des centres de gestion agréés) (p. 6913) : retiré (p. 6913)

Après l'article 20

Son amendement n° 70 (aménagement du régime des reports d'imposition des plus-values d'échange de valeurs mobilières et de droits sociaux) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 6915)

Article 23 (modalités de liquidation et de paiement de l'impôt sur les spectacles)

Soutient l'amendement n° 7 de la commission (rédactionnel) (p. 6917) : adopté (p. 6917)

Article 24 (taxe sur les services de télévision)

Soutient l'amendement n° 10 de la commission (intégration dans l'assiette de la taxe des recettes publicitaires des chaînes diffusées par câble et par satellite) (p. 6920) : retiré (p. 6920)

Intervient sur l'amendement n° 11 de la commission (exclusion de l'assiette de la taxe des frais de collecte des recettes publicitaires, dans la limite de 5% du montant des recettes collectées) (p. 6921)

Après l'article 27

Son amendement n° 76 (non-déductibilité des frais commerciaux exceptionnels) (p. 6923) : adopté (p. 6924)

Son sous-amendement n° 75 (de précision) à l'amendement n° 48 de M. Jérôme Cahuzac (imposition des subventions d'équipement) (p. 6926) : adopté (p. 6927)

Article 32 (engagement financier de l'Etat dans le plan de restructuration du GAN)

Intervient sur l'amendement n° 18 de la commission (plafonnement de l'engagement financier de l'Etat à 9 milliards de francs) (p. 6944)

Article 34 (répartition de la dotation générale de décentralisation)

Son amendement n° 28 (rédactionnel) : adopté (p. 6950)

Après l'article 34

Intervient sur l'amendement n° 21 de la commission (maintien du prélèvement en faveur des fonds départementaux de péréquation de la taxe professionnelle en cas de restructuration des établissements antérieurement écrêtés) (p. 6951)

Soutient l'amendement n° 19 de la commission (dispositions relatives à la participation de la France aux nouveaux accords d'emprunt du FMI) (p. 6954) : adopté (p. 6954)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 décembre 1997] (p. 8079)

Son intervention (p. 8079)

Thèmes :

Finances publiques : déficit budgétaire (p. 8079)

Finances publiques : dépenses (p. 8079)

Impôt sur le revenu : bénéfiques non commerciaux (BNC) (p. 8079)

Impôt sur le revenu : personnes exonérées : sportifs (p. 8079)

Discussion des articles [18 décembre 1997] (p. 8082)
Ses interventions dans la discussion des amendements et sous-amendements (p. 8091 à 8100)

Article 4 (prélèvement sur le fonds de garantie de la Caisse de garantie du logement social [CGLS])

Soutient l'amendement n° 1 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 8083) : adopté (p. 8083)

Article 5 supprimé par le Sénat (prélèvement sur les réserves de l'Institut national de la propriété industrielle [INPI])

Soutient l'amendement n° 2 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 8083) : adopté (p. 8083)

Article 7 et état A (équilibre général du budget)

Soutient l'amendement n° 3 rectifié de la commission (de conséquence) (p. 8091) : retiré (p. 8091)

Article 17 bis (neutralisation des conséquences fiscales résultant du regroupement d'établissements exerçant une activité non commerciale)

Soutient l'amendement n° 4 de la commission (paiement fractionné de l'imposition des créances acquises) (p. 8091) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 8091)

Article 17 ter (déductibilité des charges sociales en faveur des professions libérales imposées au titre des bénéfiques des professions non commerciales)

Soutient l'amendement n° 5 de la commission (de suppression) (p. 8092) : adopté (p. 8092)

Article 19 (aménagement du régime des fonds communs de placement dans l'innovation)

Soutient l'amendement n° 6 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 8092) : adopté (p. 8092)

Article 20 A (maintien du régime des plus-values à long terme en cas de cession d'un immeuble à une société immobilière de crédit-bail)

Soutient l'amendement n° 7 de la commission (de suppression) (p. 8092) : adopté (p. 8092)

Article 21 (modification du régime fiscal applicable aux biocarburants)

Soutient l'amendement n° 8 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 8093) : adopté (p. 8093)

Article 24 (taxe sur les services de télévision)

Soutient l'amendement n° 9 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 8094) : adopté (p. 8094)

Soutient l'amendement n° 10 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 8094) : adopté (p. 8094)

Intervient sur l'amendement n° 11 de la commission (intégration dans l'assiette de la taxe des recettes publicitaires des chaînes du câble et du satellite) (p. 8094)

Soutient l'amendement n° 12 corrigé de la commission (suppression du mécanisme de décote) (p. 8095) : adopté (p. 8095)

Article 24 bis (institution d'un dispositif d'aide au profit des télévisions hertziennes locales)

Soutient l'amendement n° 13 de la commission (de suppression) (p. 8096) : adopté (p. 8096)

Article 26 (relèvement du seuil d'assujettissement à la contribution de solidarité)

Soutient l'amendement n° 14 rectifié de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 8096) : adopté (p. 8097)

Article 27 bis supprimé par le Sénat (non déductibilité des sommes versées au profit d'agents publics étrangers en vue d'obtenir des avantages dans les transactions internationales)

Soutient l'amendement n° 15 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 8097) : adopté (p. 8097)

Article 28 supprimé par le Sénat (validation des titres de perception et des versements au titre des fonds de concours des sociétés autoroutières)

Soutient l'amendement n° 16 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 8098) : adopté (p. 8098)

Article 35 (maintien du prélèvement en faveur des fonds départementaux de péréquation de la taxe professionnelle en cas de restructuration des établissements antérieurement écrtés)

Soutient l'amendement n° 17 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 8099) : adopté (p. 8099)

Article 37 supprimé par le Sénat (transmission au Parlement des communications de la Cour des comptes)

Soutient l'amendement n° 18 de la commission (rétablissement de l'article) (p. 8099) : adopté (p. 8100)

Projet de loi n° 727 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier

Rapporteur de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [31 mars 1998] (p. 2250, 2280)

Son intervention (p. 2252)

Thèmes :

- Associations : fiscalité (p. 2253)
- Energie et carburants : gaz (p. 2253)
- Entreprises : formalités administratives (p. 2252, 2253)
- Environnement (p. 2254)
- Impôts et taxes : intérêts de retard (p. 2252)
- Impôts et taxes : paiement : entreprises (p. 2254)
- Impôts locaux : vignette automobile (p. 2254)

Industrie : construction navale : avantages fiscaux (p. 2253)

Marchés financiers : actions : rachat (p. 2253)

Politique économique : emprunts russes (p. 2253, 2254)

Transports aériens : Air France (p. 2253)

Union européenne : euro (p. 2253)

Discussion des articles [31 mars 1998] (p. 2288) ; [1er avril 1998] (p. 2331, 2373) ; [2 avril 1998] (p. 2404, 2449)

Ses interventions dans la discussion des amendements et sous-amendements (p. 2290 à 2495)

Article 1er (harmonisation de l'assiette des contributions dues par les employeurs au titre de la formation professionnelle continue)

Soutient l'amendement n° 34 de la commission (rédactionnel) (p. 2289) : adopté (p. 2289)

Soutient l'amendement n° 35 de la commission (substitution de la notion de rémunération à la notion de salaires dans la définition de l'assiette de la taxe d'apprentissage) (p. 2289) : adopté (p. 2289)

Son amendement n° 240 (de précision) : adopté (p. 2289)

Son amendement n° 241 (de précision) : adopté (p. 2289)

Article 2 (suppression de l'autorisation préalable en matière de télétransmission de factures)

Soutient l'amendement n° 36 de la commission (rédactionnel) (p. 2291) : adopté (p. 2292)

Soutient l'amendement n° 37 de la commission (rédactionnel) (p. 2292) : adopté (p. 2292)

Soutient l'amendement n° 38 de la commission (rédactionnel) (p. 2292) : adopté (p. 2292)

Soutient l'amendement n° 39 de la commission (rédactionnel) (p. 2292) : adopté (p. 2292)

Article 3 (harmonisation des dates de dépôt des principales déclarations professionnelles)

Soutient l'amendement n° 40 de la commission (rédactionnel) (p. 2292) : adopté (p. 2292)

Article 4 (simplification des dispositions relatives aux régimes d'imposition)

Son amendement n° 242 (application de la franchise en taxe et de la décote de TVA aux contribuables initialement placés sous le régime du forfait ayant opté pour le régime réel d'imposition) : adopté (p. 2295)

Soutient l'amendement n° 41 de la commission (application de la franchise en taxe et de la décote de TVA aux contribuables initialement placés sous le régime du forfait ayant opté pour le régime réel d'imposition) (p. 2295) : retiré (p. 2295)

Article 7 (suppression de l'obligation de tenue du livre de paie et simplification du bulletin de paie)

Soutient l'amendement n° 44 de la commission (de coordination) (p. 2300) : adopté (p. 2300)

Après l'article 11

Son amendement n° 276 (prolongation du régime d'amortissement des logements locatifs neufs) (p. 2306) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 2308)

Intervient sur l'amendement n° 45 de la commission (droit d'option des collectivités locales pour

- l'assujettissement à la TVA au titre des opérations relatives aux déchetteries) (p. 2332)
- Avant l'article 13*
- Son amendement n° 284 (de coordination) : réservé jusqu'après l'examen de l'article 13 (p. 2341)
- Article 13 (dispositions relatives à la conversion du capital social des sociétés anonymes et des sociétés à responsabilité limitée)*
- Soutient l'amendement n° 46 de la commission (conversion en euros du capital social des sociétés coopératives) (p. 2342) : adopté (p. 2342)
- Avant l'article 13 (suite)*
- Son amendement n° 284 précédemment réservé (de coordination) : adopté (p. 2342)
- Article 14 (conversion en euros des dettes publiques et privées)*
- Son amendement n° 189 (de précision) : adopté (p. 2343)
- Soutient l'amendement n° 48 de la commission (de précision) (p. 2343) : adopté (p. 2343)
- Article 16 (utilisation de l'euro par les marchés gérés par une entreprise de marché)*
- Soutient l'amendement n° 49 de la commission (rédactionnel) (p. 2349) : adopté (p. 2349)
- Article 17 (passage à l'euro des systèmes de paiement et de règlement contre livraison de titres)*
- Soutient l'amendement n° 50 de la commission (rédactionnel) (p. 2349) : adopté (p. 2349)
- Article 25 (définition de l'appel public à l'épargne)*
- Son amendement n° 190 (seuil quantitatif conditionnant l'entrée et la sortie du régime de l'appel public à l'épargne ; définition de la notion de "cercle restreint d'investisseurs" et obligations d'information imposées aux personnes faisant appel public à l'épargne) (p. 2352) : adopté après modification (p. 2353)
- Article 26 (passage à l'euro de la comptabilité des organismes de placement collectif en valeurs mobilières)*
- Soutient l'amendement n° 51 de la commission (extension du dispositif aux fonds communs de créances) (p. 2353) : adopté (p. 2353)
- Article 29 (création des organismes de placement collectif en valeurs mobilières maîtres et nourriciers)*
- Soutient l'amendement n° 52 de la commission (rédactionnel) (p. 2355) : adopté (p. 2355)
- Son amendement n° 283 (de conséquence) : adopté (p. 2355)
- Article 30 (rachat par une société de ses propres actions)*
- Son amendement n° 277 (information du comité d'entreprise) : adopté (p. 2362)
- Article 32 (fonctionnement du Conseil des marchés financiers)*
- Soutient l'amendement n° 53 de la commission (rédactionnel) (p. 2367) : adopté (p. 2367)
- Soutient l'amendement n° 54 de la commission (rédactionnel) (p. 2367) : adopté (p. 2367)
- Après l'article 33*
- Son amendement n° 191 (déclaration d'intention en cas de franchissement de seuil pour les sociétés cotées) : adopté (p. 2368)
- Article 35 (schéma directeur de desserte gazière)*
- Soutient l'amendement n° 55 de la commission (élaboration du plan de desserte gazière par le préfet du département) (p. 2382) : adopté (p. 2382)
- Soutient l'amendement n° 56 de la commission (extension au secteur de la distribution du dispositif en vigueur en matière de transport de gaz naturel depuis la loi du 2 août 1949) (p. 2385) : adopté (p. 2386)
- Soutient l'amendement n° 58 de la commission (délai de publication du décret en Conseil d'Etat) (p. 2387) : adopté (p. 2387)
- Article 36 (ouverture du capital et actionariat salarié de la compagnie nationale Air France)*
- Soutient l'amendement n° 59 de la commission (rédactionnel) (p. 2392) : adopté (p. 2392)
- Soutient l'amendement n° 60 de la commission (rédactionnel) (p. 2392) : adopté (p. 2392)
- Soutient l'amendement n° 61 de la commission (possibilité pour les salariés confrontés à un cas de force majeure de céder leurs actions) (p. 2392) : adopté après modification (p. 2393)
- Soutient l'amendement n° 62 de la commission (rédactionnel) (p. 2393) : adopté (p. 2393)
- Après l'article 38*
- Soutient l'amendement n° 63 de la commission (extension du champ de compétence de l'Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat) (p. 2404) : adopté (p. 2406)
- Article 39 (modification des modalités d'évaluation de la puissance administrative de certaines catégories de véhicules)*
- Intervient sur l'amendement n° 64 de la commission (modification de la référence retenue pour le calcul de la puissance administrative des véhicules à bi-carburant) (p. 2414)
- Article 41 (financement de l'élimination des farines animales non conformes)*
- Son amendement n° 192 (exonération de taxe additionnelle à la taxe d'équarrissage pour les entreprises dont le chiffre d'affaires est inférieur à 3 millions de francs et prolongation de la période de perception) (p. 2427) : adopté (p. 2428)
- Après l'article 41*
- Soutient l'amendement n° 65 rectifié de la commission (modification des missions du Fonds de gestion de l'espace rural) (p. 2429) : adopté (p. 2429)
- Avant l'article 42*
- Soutient l'amendement n° 115 de M. Bernard Roman (extension du régime de la transmission universelle des biens aux actifs apportés par une Caisse de Crédit municipal à une société anonyme) (p. 2429) : adopté (p. 2429)
- Article 42 (aménagement des modalités de paiement des impôts par virement ou prélèvement automatique)*
- Son amendement n° 193 (étalement de l'abaissement du seuil de paiement de la TVA par virement et relèvement du seuil final) (p. 2429) : adopté (p. 2430)

Article 44 (gestion administrative et financière de l'Institut d'études politiques de Paris)

Soutient l'amendement n° 297 de M. Patrick Bloche (représentation des étudiants de l'Institut d'études politiques de Paris au sein du Conseil d'administration de la Fondation nationale des sciences politiques) (p. 2435) : adopté (p. 2436)

Article 46 (limitation de l'amortissement des biens donnés en location par une société de personnes)

Soutient l'amendement n° 67 de la commission (remontée des amortissements pour les résultats correspondant à la participation directe d'une entreprise aux biens qu'elle exploite) (p. 2440) : adopté (p. 2440)

Soutient l'amendement n° 68 de la commission (non-application du mécanisme de restriction d'imputation des amortissements en cas d'agrément délivré ou en cours d'instruction dans le cadre de l'aide fiscale à l'investissement outre-mer ou de l'aide fiscale à la souscription de parts de copropriété de navires) (p. 2440) : adopté après modification (p. 2441)

Son sous-amendement n° 282 (de précision) à l'amendement n° 68 de la commission (p. 2440) : adopté (p. 2441)

Soutient l'amendement n° 69 de la commission (de précision) (p. 2441) : adopté (p. 2441)

Soutient l'amendement n° 70 de la commission (de précision) (p. 2449) : adopté (p. 2449)

Soutient l'amendement n° 71 de la commission (modalités d'attribution de l'agrément) (p. 2449) : adopté (p. 2449)

Soutient l'amendement n° 72 de la commission (de précision) (p. 2449) : adopté (p. 2449)

Soutient l'amendement n° 73 de la commission (de précision) (p. 2449) : adopté (p. 2449)

Soutient l'amendement n° 74 de la commission (rédactionnel) (p. 2450) : adopté (p. 2450)

Soutient le sous-amendement n° 84 de la commission (de précision) à l'amendement n° 17 de M. Patrick Rimbart (exonération des plus-values de cession du bien à son utilisateur) (p. 2450) : adopté (p. 2451)

Article 47 (abaissement du seuil d'autorisation de cinémas "multiplexes")

Son amendement n° 243 (rédactionnel) : adopté (p. 2453)

Après l'article 47

Intervient sur l'amendement n° 79 de la commission (validité de l'assurance en cas de décès à raison d'un décès volontaire et conscient au cours des deux premières années du contrat) (p. 2456)

Intervient sur l'amendement n° 80 de la commission (garantie au titre de l'assurance décès en cas de décès volontaire) (p. 2456)

Soutient l'amendement n° 75 de la commission (faculté de dérogation à l'obligation d'établissement d'un budget annexe pour les services d'eau et d'assainissement des petites communes) (p. 2459) : adopté (p. 2460)

Son amendement n° 292 (régime fiscal provisoire concernant l'imposition des activités accessoires des exploitants agricoles soumis à un régime réel ou au régime transitoire) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 2465)

Soutient l'amendement n° 82 de la commission (assujettissement des carrières de glaise à la redevance des mines) (p. 2470) : retiré

Son amendement n° 298 (suppression de la modification des règles d'assujettissement aux cotisations sociales décidée par la loi de financement de la sécurité sociale à l'égard de certaines options d'achat ou de souscription d'actions avant son entrée en vigueur) (p. 2474) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 2475)

Soutient l'amendement n° 76 de la commission (possibilité de transférer la propriété des édifices des cultes aux établissements publics de coopération intercommunale) (p. 2477) : adopté après modification (p. 2477)

Son sous-amendement n° 273 (modification de l'article 13 de la loi du 9 décembre 1905) à l'amendement n° 76 de la commission : adopté (p. 2477)

Soutient l'amendement n° 77 de la commission (réparation des préjudices de carrière subis par suite d'événements de guerre par certains fonctionnaires d'Afrique du Nord intégrés, reclassés ou réaffectés dans les cadres de la fonction publique métropolitaine) (p. 2479) : retiré (p. 2479)

Soutient l'amendement n° 83 de la commission (modification du financement de la Chambre nationale de la batellerie artisanale) (p. 2480) : adopté (p. 2481)

Soutient l'amendement n° 81 rectifié de la commission (renforcement de la lutte contre le blanchiment des capitaux provenant du trafic de stupéfiants) (p. 2481) : adopté (p. 2481)

Son intervention à l'issue du vote (p. 2498)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 mai 1998] (p. 4125)

Son intervention (p. 4127)

Intervient sur la question préalable opposée par M. Jean-Louis Debré (p. 4131)

Thèmes :

Agroalimentaire : équarrissage (p. 4127)

Assurances : assurance vie (p. 4127)

Impôt sur le revenu : stock options (p. 4127)

Impôts locaux : vignette automobile (p. 4127)

Santé : soins et maintiens à domicile : associations (p. 4127)

Secteur public : entreprises publiques (p. 4131)

Transports aériens : Air France (p. 4127)

Discussion des articles [20 mai 1998] (p. 4145, 4213)

Ses interventions dans la discussion des amendements et sous-amendements (p. 4146 à 4239)

Article 1er ter (réduction de cotisations sociales pour les associations d'aide à domicile)

Soutient l'amendement n° 1 de la commission (de suppression) (p. 4149) : adopté (p. 4149)

Article 5 (simplification de la gestion des emplois occasionnels)

Soutient l'amendement n° 2 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture sous réserve d'un aménagement du dispositif relatif au recouvrement contentieux des cotisations) (p. 4151) : adopté (p. 4151)

Article 7 (suppression de l'obligation de tenue du livre de paie et simplification du bulletin de paie)

Soutient l'amendement n° 3 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 4151) : adopté (p. 4151)

Article 11 bis B (régime des indemnités des élus des chambres consulaires au regard des cotisations sociales)

Soutient l'amendement n° 4 de la commission (de suppression) (p. 4152) : adopté (p. 4152)

Article 11 bis (prolongation du régime d'amortissement des logements locatifs neufs)

Soutient l'amendement n° 5 de la commission (prorogation du dispositif jusqu'au 31 août 1999) (p. 4153) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 4153)

Soutient l'amendement n° 6 de la commission (bénéfice de la prolongation réservé aux logements dont la construction est achevée dans les deux ans suivant la délivrance du permis de construire) (p. 4153) : adopté (p. 4153)

Article 14 (conversion en euros des dettes publiques et privées)

Soutient l'amendement n° 7 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 4153) : adopté (p. 4153)

Article 24 bis (arrondi à l'euro le plus proche pour les cotisations et assiettes sociales)

Soutient l'amendement n° 8 de la commission (de précision) (p. 4154) : adopté (p. 4154)

Article 25 (définition de l'appel public à l'épargne)

Soutient l'amendement n° 9 de la commission (définition des investisseurs qualifiés et des cercles restreints d'investisseurs) (p. 4155) : adopté après modification (p. 4155)

Soutient l'amendement n° 10 de la commission (suppression du paragraphe V relatif au démarchage) (p. 4156) : adopté (p. 4156)

Soutient l'amendement n° 11 de la commission (de précision) (p. 4156) : adopté (p. 4156)

Article 29 bis C (responsabilité du dépositaire d'un organisme de placement collectif en valeurs mobilières)

Soutient l'amendement n° 12 de la commission (de suppression) (p. 4157) : adopté (p. 4157)

Article 29 bis (création d'un Conseil de la gestion financière)

Soutient l'amendement n° 106 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 4161) : adopté (p. 4161)

Article 30 bis (rachat d'actions et exclusion des associés minoritaires dans les sociétés non cotées)

Soutient l'amendement n° 14 de la commission (de suppression) (p. 4162) : adopté (p. 4162)

Article 31 ter (garantie de prêts au logement à Mayotte)

Soutient l'amendement n° 15 de la commission (de suppression) (p. 4162) : adopté (p. 4162)

Article 32 ter (modification du taux de référence pour le plafonnement de la déductibilité des intérêts des comptes courants d'associés)

Soutient l'amendement n° 16 de la commission (de suppression) (p. 4162) : adopté (p. 4162)

Article 33 (retrait des certificats d'investissement cotés)

Soutient l'amendement n° 17 de la commission (de précision) (p. 4163) : adopté (p. 4163)

Soutient l'amendement n° 18 de la commission (fixation à 95 % du niveau de majorité pour l'approbation du projet de reconstitution des certificats existants en actions) (p. 4163) : adopté (p. 4163)

Article 33 bis (déclaration d'intention en cas de franchissement de seuil pour les sociétés cotées)

Soutient l'amendement n° 19 de la commission (harmonisation des délais de dépôt de la déclaration d'intention avec ceux applicables à la déclaration de franchissement de seuil) (p. 4164) : adopté (p. 4164)

Soutient l'amendement n° 20 de la commission (de coordination) (p. 4164) : adopté (p. 4164)

Soutient l'amendement n° 21 de la commission (de coordination) (p. 4164) : adopté (p. 4164)

Soutient l'amendement n° 22 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 4164) : adopté (p. 4164)

Article 33 ter (définition de la notion de contrôle de fait d'une société par une autre)

Soutient l'amendement n° 23 de la commission (de suppression) (p. 4164) : adopté (p. 4164)

Article 35 (schéma directeur de desserte gazière)

Soutient l'amendement n° 24 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 4165) : adopté (p. 4165)

Son amendement n° 63 (de coordination) (p. 4165) : adopté (p. 4166)

Soutient l'amendement n° 25 rectifié de la commission (suppression de la mention de la consultation expresse du Conseil supérieur de l'électricité) (p. 4166) : retiré (p. 4166)

Soutient l'amendement n° 26 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 4166) : adopté (p. 4166)

Soutient l'amendement n° 27 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 4166) : adopté (p. 4166)

Soutient l'amendement n° 28 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 4166) : adopté (p. 4166)

Article 36 supprimé par le Sénat (ouverture du capital et actionariat salarié de la Compagnie nationale Air France)

Soutient l'amendement n° 29 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 4168) : adopté (p. 4169)

Article 38 ter (alignement des compétences des sociétés anonymes coopératives d'HLM sur celles des sociétés anonymes d'HLM)

Soutient l'amendement n° 30 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 4170) : adopté (p. 4170)

Article 38 octies (exonération de la taxe foncière sur les propriétés bâties en faveur des centres de gestion de la fonction publique territoriale)

Soutient l'amendement n° 31 de la commission (de suppression) (p. 4171) : adopté (p. 4171)

Article 40 pour coordination (adaptation du régime de responsabilité civile et de l'obligation d'assurance des propriétaires de navires pour les dommages résultant de la pollution par les hydrocarbures)

Son amendement n° 64 (de coordination) : adopté (p. 4174)

Article 41 (financement de l'élimination de farines animales non conformes aux normes communautaires)

Soutient l'amendement n° 32 de la commission (abaissement du seuil d'assujettissement à la taxe additionnelle) (p. 4176) : adopté (p. 4176)

Soutient l'amendement n° 33 de la commission (réduction de la durée de perception de la taxe additionnelle) (p. 4176) : adopté (p. 4176)

Article 42 AA (rapport annuel de solvabilité pour les entreprises d'assurance)

Soutient l'amendement n° 34 de la commission (de précision) (p. 4176) : adopté (p. 4176)

Article 45 supprimé par le Sénat (prélèvement sur l'Association de gestion du fonds des formations en alternance - AGEFAL -)

Soutient l'amendement n° 35 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 4181) : adopté (p. 4181)

Article 46 (limitation de l'amortissement des biens donnés en location par une société de personnes)

Soutient l'amendement n° 36 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 4184) : adopté (p. 4184)

Soutient l'amendement n° 37 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 4184) : adopté (p. 4184)

Soutient l'amendement n° 38 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 4184) : adopté (p. 4184)

Intervient sur l'amendement n° 39 de la commission (rétablissement du plafonnement de la déduction des déficits par rapport au bénéfice imposable avec une limitation aux douze premiers mois d'amortissement) (p. 4185)

Soutient l'amendement n° 40 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 4185) : adopté (p. 4185)

Soutient l'amendement n° 41 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 4185) : adopté (p. 4186)

Soutient l'amendement n° 42 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 4186) : adopté (p. 4186)

Soutient l'amendement n° 43 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 4186) : adopté (p. 4186)

Après l'article 46

Soutient l'amendement n° 44 de la commission (modification des règles d'imposition des revenus des parts de société de personnes lorsque la propriété est démembrée) (p. 4186) : adopté (p. 4186)

Article 46 bis supprimé par le Sénat (institution d'une taxe communale sur les pylônes et antennes de téléphonie mobile)

Intervient sur l'amendement n° 45 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 4187)

Après l'article 47

Soutient l'amendement n° 46 de la commission (exonération des sociétés d'économie mixte au chiffre d'affaires de moins de 50 millions de francs pour la contribution temporaire sur l'impôt sur les sociétés) (p. 4187) : retiré (p. 4187)

Soutient l'amendement n° 47 de la commission (éligibilité au Fonds de compensation pour la TVA des investissements exposés sur des biens appartenant à des tiers non bénéficiaires) (p. 4188) : retiré (p. 4190)

Article 47 ter (modification des règles applicables aux casinos des stations thermales situées à moins de 100 kilomètres de Paris)

Soutient l'amendement n° 49 de la commission (nouvelle rédaction de l'article autorisant l'exploitation des jeux de la boule, tout en maintenant la disposition spécifique affectant à l'amélioration de l'établissement thermal la moitié des redevances perçues par la commune au titre du cahier des charges) (p. 4192) : adopté (p. 4192)

Article 47 quater (attribution du fonds de compensation pour la TVA aux services départementaux d'incendie et de secours)

Soutient l'amendement n° 50 de la commission (suppression du gage) (p. 4192) : adopté (p. 4192)

Article 48 supprimé par le Sénat (faculté de dérogation à l'obligation d'établissement d'un budget annexe pour les services d'eau et d'assainissement des petites communes)

Soutient l'amendement n° 51 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 4213) : adopté (p. 4213)

Après l'article 48

Soutient l'amendement n° 52 de la commission (possibilité d'exonérer totalement les entreprises de spectacle de la taxe professionnelle) (p. 4213) : retiré (p. 4214)

Après l'article 48 bis

Soutient l'amendement n° 53 de la commission (facturation forfaitaire de l'eau dans les communes de moins de 3 000 habitants) (p. 4214) : rejeté (p. 4215)

Article 52 bis (modification du régime des dates d'ouverture anticipée et de clôture de la chasse aux oiseaux migrateurs)

Soutient l'amendement n° 54 de la commission (de suppression) (p. 4225) : vote réservé : adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (vote bloqué) (p. 4241)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Philippe Auberger (cf. supra) (p. 4229)

Article 52 ter (répartition d'une partie des indemnités de fonction des présidents des conseils régionaux et des conseils généraux)

Soutient l'amendement n° 55 de la commission (de suppression) (p. 4230) : adopté (p. 4230)

Article 55 (suppression de la modification des règles d'assujettissement aux cotisations sociales décidée par la loi de financement de la sécurité sociale pour 1997 à l'égard de certaines options d'achat ou de souscription d'actions attribuées avant son entrée en vigueur)

Soutient l'amendement n° 56 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 4230) : adopté (p. 4230)

Article 63 (cession à titre gratuit de matériels informatiques aux associations de parents d'élèves)

Soutient l'amendement n° 57 de la commission (application du dispositif aux seuls matériels d'une valeur unitaire inférieure à 1.000 francs) (p. 4232) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 4232)

Article 64 (création d'une créance mobilisable de crédit d'impôt-recherche)

Soutient l'amendement n° 58 de la commission (de suppression) (p. 4233) : adopté (p. 4233)

Après l'article 65

Son sous-amendement n° 108 (remplacement de la notion d'infraction par le terme "omission") à l'amendement n° 96 du Gouvernement (p. 4233) : adopté (p. 4234)

Son intervention à l'issue du vote (p. 4241)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la mise aux voix du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [3 juin 1998] (p. 4653)

Son intervention (p. 4654)

Intervient sur la motion de renvoi en commission de M. François Bayrou (p. 4672)

Thèmes :

Agroalimentaire : équarrissage (p. 4655)

Chasse et pêche : chasse (p. 4654)

Energie et carburants : Gaz de France (GDF) (p. 4655)

Impôt sur le revenu : stock options (p. 4655)

Impôt sur les sociétés : amortissements (p. 4655)

Impôts locaux : vignette automobile (p. 4672)

Lois : validations législatives (p. 4654)

Santé : soins et maintiens à domicile : associations (p. 4654)

Tourisme et loisirs : stations de montagne (p. 4654)

Transports aériens : Air France (p. 4654)

Mise aux voix du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [3 juin 1998] (p. 4673)

Ses interventions dans la discussion des amendements et sous-amendements (p. 4682 à 4694)

Soutient l'amendement n° 31 de la commission (reprise d'un article additionnel adopté par le Sénat relatif au pouvoir de contrôle du Conseil des marchés financiers) (p. 4684) : adopté (p. 4684)

Soutient l'amendement n° 32 de la commission (de précision) (p. 4692) : adopté (p. 4693)

Soutient l'amendement n° 33 de la commission (rédactionnel) (p. 4693) : adopté (p. 4693)

Proposition de résolution n° 817 sur les recommandations de la Commission européenne relatives au passage à la monnaie unique :

- recommandation de la Commission en vue d'une recommandation du Conseil conformément à l'article 109 J, paragraphe 2, du traité (n° E 1045),

- recommandations de décisions du Conseil abrogeant les décisions constatant l'existence d'un déficit excessif en Belgique, en Allemagne, en Espagne, en France, en Italie, en Autriche, au Portugal, en Suède et au Royaume-Uni - application de l'article 104 C, paragraphe 12, du Traité instituant la Communauté européenne (SEC [1998] 1999 final/n° E 1046)

Rapporteur de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Avant la discussion de l'article unique [21 avril 1998] (p. 2827, 2857)

Son intervention (p. 2831)

Thèmes :

Emploi : politique de l'emploi (p. 2833)

Finances publiques : déficit budgétaire (p. 2832)

Finances publiques : dette publique (p. 2832)

Finances publiques : politique budgétaire (p. 2832)

Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 2832)

Politique économique (p. 2833, 2834)

Politique économique : croissance (p. 2832, 2833)

Politique économique : politique monétaire (p. 2833)

Politique sociale : généralités (p. 2832)

Politiques communautaires : système européen de banques centrales (p. 2833)

Union européenne : Banque centrale européenne (BCE) (p. 2833, 2834)

Union européenne : Conseil de l'Euro (p. 2834)

Union européenne : construction européenne (p. 2832, 2834)

Union européenne : euro : monnaie unique (p. 2832 à 2834)

Union européenne : Union économique et monétaire (UEM) (p. 2832)

Discussion de l'article unique [21 avril 1998] (p. 2879)

Ses interventions dans la discussion des amendements et sous-amendements (p. 2881 à 2884)

Son amendement n° 9 (insertion d'un point 14 bis tendant à faire de l'emploi le critère principal de l'évaluation des politiques économiques) : adopté (p. 2883)

Proposition de loi n° 895 relative à la reconnaissance du génocide arménien de 1915

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [29 mai 1998] (p. 4493)

Son intervention (p. 4502)

Thèmes :

- Droit pénal : crimes contre l'humanité (p. 4502)
- Pays étrangers : Arménie (p. 4502)
- Pays étrangers : Turquie (p. 4502, 4503)
- Union européenne : Parlement européen (p. 4502)

Déclaration du Gouvernement n° 970 sur le débat d'orientation budgétaire présentée par M. Dominique Strauss-Kahn, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie et M. Christian Sautter, secrétaire d'Etat au budget

[9 juin 1998] (p. 4805, 4839)

Son intervention en qualité de rapporteur général (p. 4812)

Thèmes :

- Finances publiques : débat d'orientation budgétaire (p. 4812)
- Finances publiques : déficit budgétaire (p. 4813, 4814)
- Finances publiques : dépenses (p. 4812 à 4814)
- Finances publiques : dette publique (p. 4813)
- Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 4813, 4814)
- Finances publiques : recettes (p. 4813)
- Impôt sur le revenu : réforme (p. 4814)
- Impôts et taxes : justice sociale (p. 4814)
- Impôts et taxes : réforme fiscale (p. 4814)
- Ordre public (p. 4814)
- Politique économique : conjoncture (p. 4813)
- Politique économique : consommation (p. 4813)
- Politique économique : croissance (p. 4813)
- Politique sociale : généralités (p. 4813, 4814)

Projet de loi n° 33 portant règlement définitif du budget de 1995

Rapporteur de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [25 juin 1998] (p. 5419)

Son intervention (p. 5421)

Thèmes :

- Emploi : chômage (p. 5422)
- Finances publiques : crédits budgétaires (p. 5422)
- Finances publiques : déficit budgétaire (p. 5422)
- Finances publiques : dépenses (p. 5422, 5423)
- Finances publiques : dette publique (p. 5422)
- Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 5422)

Finances publiques : procédure budgétaire (p. 5422, 5423)

Finances publiques : recettes (p. 5421 à 5423)

Lois de règlement (p. 5421)

Politique économique : croissance (p. 5421, 5422)

Secteur public : dotations en capital (p. 5423)

Secteur public : privatisations : recettes (p. 5422)

TVA : taux (p. 5421)

Projet de loi n° 587 portant règlement définitif du budget 1996

Rapporteur de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [25 juin 1998] (p. 5433)

Ses interventions dans la discussion des amendements et sous-amendements (p. 5438)

Hélène MIGNON

*Haute-Garonne (6^{ème} circonscription)
Socialiste*

Élue le 1^{er} juin 1997

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9390)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9422)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 2 juillet 1997] (p. 10059)

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 2 juillet 1997] (p. 10060)

Cesse d'appartenir à la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 4 juillet 1997] (p. 10169)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 4 juillet 1997] (p. 10169)

Membre suppléante de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la sécurité et à la promotion d'activités sportives [J.O. du 5 février 1998] (p. 1951)

Membre de la mission d'information commune sur la prévention et la lutte contre les exclusions [J.O. du 5 mars 1998] (p. 3424)

Vice-présidente de la mission d'information commune sur la prévention et la lutte contre les exclusions [J.O. du 6 mars 1998] (p. 3480)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation relatif à la lutte contre l'exclusion [J.O. du 28 mars 1998] (p. 4824)

Vice-présidente de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation relatif à la

lutte contre l'exclusion [J.O. du 2 avril 1998] (p. 5129)

Membre suppléante de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation et d'incitation relatif à la réduction du temps de travail [J.O. du 10 avril 1998] (p. 5626)

Membre suppléante de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation relatif à la lutte contre les exclusions [J.O. du 19 juin 1998] (p. 9380)

DÉPÔT

Rapport d'information déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, en application de l'article 145 du Règlement, sur l'alcool et la santé [17 juin 1998] (n° 983)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Politique sociale. Lutte contre l'exclusion. Projet de loi sur la cohésion sociale [25 mars 1998] (p. 2108)

DÉBATS

Projet de loi n° 200 relatif au développement d'activités pour l'emploi des jeunes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 septembre 1997] (p. 2917, 2943, 2981)
Son intervention (p. 2982)

Thèmes :

Associations (p. 2982)

Emploi : contrats emploi-jeunes (p. 2982)

Ministères et secrétariats d'État : ministère de l'éducation nationale, de la recherche et de la technologie (p. 2983)

Proposition de loi n° 583 tendant à ouvrir le droit à une allocation spécifique aux chômeurs de 55 ans ou plus ayant quarante annuités de cotisation d'assurance vieillesse

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [14 janvier 1998] (p. 251)
Son intervention (p. 266)

Thèmes :

Chômage : indemnisation : allocations (p. 267)

Impôts locaux : taxe d'habitation (p. 267)

Logement : aides et prêts : aide personnalisée au logement (APL) (p. 267)

Politique sociale : revenu minimum d'insertion (RMI) (p. 267)

Prestations familiales (p. 267)

Retraites : généralités : durée d'assurance (p. 266)

Travail : durée du travail (p. 267)

Projet de loi n° 780 d'orientation relatif à la lutte contre les exclusions

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 mai 1998] (p. 3392, 3415) ; [6 mai 1998] (p. 3466, 3495)
Son intervention (p. 3432)

Thèmes :

Emploi : politique de l'emploi (p. 3433)

Enseignement : illettrisme (p. 3433)

Politique sociale : exclusion (p. 3432)

Santé : accès aux soins (p. 3434)

Discussion des articles [6 mai 1998] (p. 3515) ; [7 mai 1998] (p. 3533, 3562) ; [12 mai 1998] (p. 3649, 3684) ; [13 mai 1998] (p. 3741, 3776) ; [14 mai 1998] (p. 3815, 3872) ; [18 mai 1998] (p. 3931, 3975) ; [19 mai 1998] (p. 4076, 4102) ; [20 mai 1998] (p. 4205)

Après l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 529 précédemment réservé de Mme Marie-Thérèse Boisseau (action au sein de la famille et du système éducatif) (p. 3568)

Article 2 précédemment réservé (accompagnement personnalisé vers l'emploi des jeunes en difficulté)

Intervient sur l'amendement n° 374 de M. Robert Galley (de précision) (p. 3583)

Intervient sur l'amendement n° 260 de la commission (limitation de la durée du programme individualisé à 18 mois) (p. 3583)

Après l'article 37

Soutient l'amendement n° 306 de la commission (lutte contre l'alcoolisme) (p. 3885) : adopté (p. 3886)

Article 74 (accès à la culture, aux sports et aux loisirs)

Soutient l'amendement n° 325 de la commission (exercice effectif de la citoyenneté) (p. 4090) : adopté (p. 4091)

Soutient l'amendement n° 326 de la commission (activités périscolaires et sportives) (p. 4090) : adopté (p. 4091)

Soutient l'amendement n° 327 de la commission (activités artistiques et culturelles) (p. 4090) : adopté (p. 4091)

Article 75 (adaptation du service public de l'éducation)

Soutient l'amendement n° 329 de la commission (formation à la connaissance et au respect des droits de la personne) (p. 4092) : adopté (p. 4092)

Soutient l'amendement n° 330 de la commission (accès aux nouvelles technologies) (p. 4092) : adopté (p. 4092)

Soutient l'amendement n° 331 de la commission (moyens mis en œuvre pour les familles les plus défavorisées) (p. 4093) : adopté (p. 4093)

Après l'article 75

Soutient l'amendement n° 332 de la commission (lutte contre l'illettrisme) (p. 4095) : retiré (p. 4095)

Article 79 (formation des professions sociales)

Soutient l'amendement n° 340 de la commission (formation à l'animation du temps libre) (p. 4107) : retiré (p. 4107)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 juin 1998] (p. 5535, 5552)

Son intervention (p. 5558)

Thèmes :

Associations (p. 5559)

Enseignement : illettrisme (p. 5559)

Formation professionnelle : contrats : jeunes (p. 5559)

Santé : accès aux soins (p. 5559)

Discussion des articles [30 juin 1998] (p. 5561) ; [1^{er} juillet 1998] (p. 5582, 5604, 5665)

Article 75 (adaptation du service public de l'éducation)

Soutient l'amendement n° 157 de la commission (activités périscolaires facultatives) (p. 5710) : adopté (p. 5710)

Article 75 bis A (participation des enseignants aux actions d'insertion des jeunes et à l'éducation permanente)

Soutient l'amendement n° 158 de la commission (de suppression) (p. 5710) : adopté (p. 5710)

Article 76 supprimé par le Sénat (suppression de l'aide à la scolarité)

Soutient l'amendement n° 160 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 5711) : adopté (p. 5711)

Article 77 supprimé par le Sénat (bourses des collèves)

Soutient l'amendement n° 161 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 5712) : adopté (p. 5712)

Article 78 bis (caractère prioritaire de la lutte contre l'illettrisme)

Soutient l'amendement n° 164 de la commission (rédactionnel) (p. 5713) : adopté (p. 5713)

Jean-Claude MIGNON

*Seine-et-Marne (1^{ère} circonscription)
Rassemblement pour la République*

Élu le 1^{er} juin 1997

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9391)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9422)

Représentant suppléant de la délégation française aux Assemblées du Conseil de l'Europe et de l'UEO [J.O. du 25 juin 1997] (p. 9800)

Membre de la mission d'information commune sur la prévention et la lutte contre les exclusions [J.O. du 5 mars 1998] (p. 3424)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation relatif à la lutte contre l'exclusion [J.O. du 28 mars 1998] (p. 4824)

Cesse d'appartenir à la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation relatif à la lutte contre l'exclusion [J.O. du 22 avril 1998] (p. 6198)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 153 portant création d'allocations familiales à points [23 juillet 1997]

Proposition de loi n° 709 modifiant les conditions d'exercice de certains mandats électoraux par les fonctionnaires [24 février 1998]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Jeunes. Délinquance. Lutte et prévention [28 octobre 1997] (p. 4848)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 148, posée le 27 janvier 1998. Transports ferroviaires. Lignes Paris Melun (J.O. Questions p. 648). Appelée le 3 février 1998. Fonctionnement (p. 897)

n° 174, posée le 3 février 1998. Voirie. Routes express (J.O. Questions p. 1025). Appelée le 10 février 1998. Construction, incompatibilité avec le schéma directeur d'Ile-de-France, Melun (p. 1364)

n° 186, posée le 24 février 1998. Transports ferroviaires. Ligne Paris Melun (J.O. Questions p. 1605). Appelée le 24 février 1998. Fonctionnement (p. 1543)

n° 296, posée le 21 avril 1998. Etablissements de santé. (J.O. Questions p. 2893)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 230 pour 1998

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

EMPLOI ET SOLIDARITÉ

II - SANTÉ, SOLIDARITÉ ET VILLE

Examen du fascicule [3 novembre 1997] (p. 5221, 5246)

Procédure des questions :

Etablissements de santé : hôpitaux locaux : Melun (p. 5273)

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET ENVIRONNEMENT

I - AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Examen du fascicule [4 novembre 1997] (p. 5287)

Procédure des questions :

Voirie : routes : Ile-de-France (p. 5343)

Projet de loi n° 327 relatif à l'entrée et au séjour des étrangers en France et au droit d'asile

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [9 décembre 1997] (p. 7179, 7203) ; [10 décembre 1997] (p. 7239, 7273, 7297) ; [11 décembre 1997] (p. 7321, 7339, 7380) ; [12 décembre 1997] (p. 7413, 7453, 7504) ; [14 décembre 1997] (p. 7603, 7633, 7663) ; [15 décembre 1997] (p. 7698, 7736, 7770) ; [16 décembre 1997] (p. 7858, 7899)

Article 4 (article 12 bis de l'ordonnance du 2 novembre 1945 : personnes éligibles à la carte de séjour temporaire "situation personnelles et familiales")

Son intervention (p. 7421)

Projet de loi n° 828 limitant le cumul des mandats électoraux et fonctions électives

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [28 mai 1998] (p. 4441)

Après l'article 14

Son amendement n° 78 (position de disponibilité pour les fonctionnaires de l'Etat élus parlementaires, présidents de conseil général ou régional, ou maires d'une ville de plus de 100 000 habitants et réintégration dans leur emploi ou radiation des cadres à l'issue du premier mandat) (p. 4478) : rejeté (p. 4480)

Son amendement n° 79 (de coordination - fonction publique territoriale) (p. 4480) : rejeté (p. 4481)

Son amendement n° 80 (de coordination - fonction publique hospitalière) : rejeté (p. 4481)

Son amendement n° 81 (de coordination - militaires) (p. 4481) : rejeté (p. 4482)

Charles MILLON

*Ain (3^{ème} circonscription)
Union pour la démocratie française
puis Union pour la démocratie française-Alliance
puis Non-inscrit*

Élu le 1^{er} juin 1997

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9391), groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance [J.O. du 25 juin 1998] (p. 9698)

Cesse d'appartenir au groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance [J.O. du 4 septembre 1998] (p. 13553)

N'appartient à aucun groupe [J.O. du 4 septembre 1998] (p. 13553)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9423)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires étrangères [J.O. du 5 septembre 1998] (p. 13605)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Union européenne. Conseil européen. Sommet de Luxembourg, perspectives [7 janvier 1998] (p. 5)

Charles MIOSSEC

*Finistère (5^{ème} circonscription)
Rassemblement pour la République*

Élu le 1^{er} juin 1997

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9391)

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9423)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 230 pour 1998

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE ET PÊCHE, BAPSA

Examen du fascicule [23 octobre 1997] (p. 4535)

Procédure des questions :

Aquaculture et pêche professionnelle (p. 4589)

Politiques communautaires : directives : aquaculture et pêche professionnelle (p. 4589)

Gilbert MITTERRAND

*Gironde (10^{ème} circonscription)
Socialiste*

Élu le 1^{er} juin 1997

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9390)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9423)

Représentant titulaire de la délégation française aux Assemblées du Conseil de l'Europe et de l'UEO [J.O. du 25 juin 1997] (p. 9800)

Membre de la commission d'enquête sur l'activité et le fonctionnement des tribunaux de commerce [J.O. du 21 janvier 1998] (p. 988)

Cesse d'appartenir à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 8 avril 1998] (p. 5486)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 8 avril 1998] (p. 5486)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 9 avril 1998] (p. 5543)

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 9 avril 1998] (p. 5543)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 153, posée le 27 janvier 1998. Démographie. (J.O. Questions p. 649)

n° 246, posée le 24 mars 1998. Fonction publique hospitalière. Contractuels (J.O. Questions p. 2099). Appelée le 31 mars 1998. Concours internes, accès (p. 2224)

DÉBATS

Projet de loi n° 201 portant mesures urgentes à caractère fiscal et financier

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [9 octobre 1997] (p. 3855)

Après l'article 7

Intervient sur l'amendement n° 6 du Gouvernement (prorogation des mandats des membres des conseils consultatifs et des conseils d'orientation et de surveillance des caisses d'épargne) (p. 3860)

Ses explications de vote (p. 3863)

Vote pour du groupe socialiste (p. 3863)

Proposition de loi n° 380 relative à la validation de certaines admissions à l'examen d'entrée à un centre de formation professionnelle d'avocats

PREMIÈRE LECTURE

Ses explications de vote [4 mars 1998] (p. 1948)

Vote pour du groupe socialiste (p. 1948)

DEUXIÈME LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [30 avril 1998] (p. 3338)

Son intervention (p. 3340)

Thèmes :

Parlement : rôle (p. 3340)

Professions judiciaires et juridiques : avocats : accès à la profession (p. 3340)

Professions judiciaires et juridiques : avocats : barreaux (p. 3340)

Projet de loi n° 727 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [31 mars 1998] (p. 2288) ; [1er avril 1998] (p. 2331, 2373) ; [2 avril 1998] (p. 2404, 2449)

Article 12 (dispositions relatives à la tenue de la comptabilité en euros)

Son intervention (p. 2340)

Après l'article 47

Intervient sur l'amendement n° 145 de M. Thierry Mariani (non-application au vin des dispositions de la loi "Evin" relatives à la publicité en faveur des boissons alcooliques) (p. 2461)

Projet de loi n° 779 modifiant le statut de la Banque de France en vue de sa participation au Système européen de banques centrales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [7 avril 1998] (p. 2610, 2637)

Son intervention (p. 2653)

Thèmes :

Aménagement du territoire (p. 2654)

Banques et établissements financiers : Banque de France (p. 2653, 2654)

Etat : souveraineté (p. 2654)

Finances publiques : politique budgétaire (p. 2653)

Union européenne : construction européenne (p. 2654)

Union européenne : euro : monnaie unique (p. 2653)

Union européenne : Traité de Maastricht (p. 2653, 2654)

Union européenne : Union économique et monétaire (UEM) (p. 2653)

Yvon MONTANÉ

*Gers (2^{ème} circonscription)
Socialiste*

Élu le 1^{er} juin 1997

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9390)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9423)

Cesse d'appartenir à la commission de la production et des échanges [J.O. du 17 juin 1997] (p. 9541)

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 17 juin 1997] (p. 9541)

Cesse d'appartenir à la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 2 juillet 1997] (p. 10059)

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 2 juillet 1997] (p. 10060)

Membre titulaire du conseil supérieur de l'électricité et du gaz [J.O. du 23 juillet 1997] (p. 11056)

Membre suppléant du conseil national du tourisme [J.O. du 17 mai 1998] (p. 7543)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Agriculture. Politique agricole commune (PAC).
Réforme [10 juin 1998] (p. 4877)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 51, posée le 25 novembre 1997. Aménagement du territoire. Politique d'aménagement du territoire (J.O. Questions p. 6287). Appelée le 2 décembre 1997. Gers (p. 6730)

n° 86, posée le 8 décembre 1997. Impôts et taxes. Politique fiscale (J.O. Questions p. 7137). Appelée le 16 décembre 1997. Assurance vie (p. 7830)

n° 353, posée le 12 mai 1998. Sports. Rugby (J.O. Questions p. 3725). Appelée le 19 mai 1998. Comités régionaux, concentration (p. 4040)

Gabriel MONTCHARMONT

*Rhône (11^{ème} circonscription)
Socialiste*

Élu le 1^{er} juin 1997

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9390)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9423)

Membre titulaire de la commission supérieure du service public des postes et télécommunications [J.O. du 19 septembre 1997] (p. 13658)

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne [J.O. du 13 février 1998] (p. 2311)

Membre de la mission d'information commune sur les perspectives économiques et sociales de l'aménagement de l'axe européen Rhin-Rhône [J.O. du 26 mars 1998] (p. 4569)

Cesse d'appartenir à la mission d'information commune sur les perspectives économiques et sociales de l'aménagement de l'axe européen Rhin-Rhône [J.O. du 31 mars 1998] (p. 4968)

Membre de la mission d'information commune sur les perspectives économiques et sociales de l'aménagement de l'axe européen Rhin-Rhône [J.O. du 2 avril 1998] (p. 5129)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Enseignement. Equipements. Internet, accès
[17 juin 1998] (p. 5094)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 437, posée le 16 juin 1998. Automobiles et cycles. Vols (J.O. Questions p. 5082). Appelée le 23 juin 1998. Lutte et prévention, systèmes antiviol, développement (p. 5232)

DÉBATS**Projet de loi de finances n° 230 pour 1998****DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****ECONOMIE, FINANCES ET INDUSTRIE****III - INDUSTRIE, POSTE ET TÉLÉCOMMUNICATIONS****Examen du fascicule [14 novembre 1997] (p. 5837)**

Rapporteur pour avis de la commission de la production et des échanges

Son intervention (p. 5845)

Thèmes avant la procédure des questions :

Informatique (p. 5846)

Postes : La Poste (p. 5845)

Retraites : régimes autonomes et spéciaux : La Poste (p. 5845)

Télécommunications : France Télécom (p. 5845, 5846)

Arnaud MONTEBOURG

*Saône-et-Loire (6^{ème} circonscription)
Socialiste*

Élu le 1^{er} juin 1997

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9390)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9423)

Secrétaire de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 18 juin 1997] (p. 9560)

Membre titulaire de la commission consultative des archives audiovisuelles de la justice [J.O. du 10 septembre 1997] (p. 13199)

Membre de la commission d'enquête sur l'activité et le fonctionnement des tribunaux de commerce [J.O. du 21 janvier 1998] (p. 988)

Rapporteur de la commission d'enquête sur l'activité et le fonctionnement des tribunaux de commerce [J.O. du 29 janvier 1998] (p. 1427)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la prévention et à la répression des infractions sexuelles ainsi qu'à la protection des mineurs [J.O. du 10 avril 1998] (p. 5626)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la responsabilité du fait des produits défectueux [J.O. du 24 avril 1998] (p. 6337)

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission d'enquête sur l'activité et le fonctionnement des tribunaux de commerce [2 juillet 1998] (n° 1038)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Justice. Fonctionnement. Crédit Lyonnais, Groupement des assurances nationales (GAN) [2 décembre 1997] (p. 6748)

*DÉBATS***Projet de loi de finances n° 230 pour 1998***DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES***FONCTION PUBLIQUE, RÉFORME DE L'ÉTAT ET DÉCENTRALISATION****Examen du fascicule [22 octobre 1997] (p. 4447)**

Procédure des questions :

Fonctionnaires et agents publics : déontologie (p. 4468)

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COOPÉRATION

II - COOPÉRATION

Examen du fascicule [5 novembre 1997] (p. 5449)

Procédure des questions :

Pays étrangers : Djibouti : aide au développement (p. 5471)

Projet de loi n° 327 relatif à l'entrée et au séjour des étrangers en France et au droit d'asile

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [9 décembre 1997] (p. 7179, 7203) ; [10 décembre 1997] (p. 7239, 7273, 7297) ; [11 décembre 1997] (p. 7321, 7339, 7380) ; [12 décembre 1997] (p. 7413, 7453, 7504) ; [14 décembre 1997] (p. 7603, 7633, 7663) ; [15 décembre 1997] (p. 7698, 7736, 7770) ; [16 décembre 1997] (p. 7858, 7899)

Article 19 (article 35 bis de l'ordonnance du 2 novembre 1945 : modification du régime de rétention administrative)

Son intervention (p. 7726)

Intervient sur le sous-amendement n° 2094 du Gouvernement (communication des informations par le représentant de l'Etat dans le département et non par le Procureur) à l'amendement n° 74 rectifié de la commission (communication d'informations sur le placement en rétention) (p. 7737)

Soutient l'amendement n° 75 de la commission (présence du conseil lors de l'audition devant le juge) (p. 7743)

Soutient l'amendement n° 78 de la commission (présence d'un avocat) (p. 7756) : réservé (p. 7761)

Proposition de résolution n° 391 tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'activité et le fonctionnement des tribunaux de commerce

Avant la discussion de l'article unique [13 janvier 1998] (p. 164)

Son intervention (p. 166)

Thèmes :

Emploi (p. 166)

Entreprises : administrateurs judiciaires : mandataires liquidateurs (p. 166)

Justice : tribunaux de commerce (p. 166)

Déclaration du Gouvernement n° 636 présentée par Mme Elisabeth Guigou, Garde des sceaux, ministre de la justice, sur la réforme de la justice ; débat sur cette déclaration

[15 janvier 1998] (p. 325)

Son intervention (p. 356)

Thèmes :

Etat : ministres : justice (p. 358, 359)

Justice : Conseil supérieur de la magistrature (p. 359)

Justice : parquet (p. 356 à 358)

Projet de loi organique n° 827 limitant le cumul des mandats électoraux et fonctions électives

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [26 mai 1998] (p. 4285, 4315) ; [27 mai 1998] (p. 4373)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Louis Debré (p. 4383)

Thème :

Assemblée nationale : députés : recrutement (p. 4383)

Projet de loi n° 621 portant création d'un conseil supérieur de la déontologie de la sécurité

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [4 juin 1998] (p. 4727)

Article 6 (vérifications sur place)

Son amendement n° 33 (suppression du préavis et précision des modalités des vérifications sur place) (p. 4737) : devenu sans objet (p. 4738)

Louise MOREAU

*Alpes-Maritimes (8^{ème} circonscription)
Union pour la démocratie française
puis Union pour la démocratie française-Alliance*

Élue le 1^{er} juin 1997

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9391), devenu groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance [J.O. du 25 juin 1998] (p. 9698)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9423)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**DÉBATS****Projet de loi n° 815 relatif aux polices municipales****PREMIÈRE LECTURE**

Avant la discussion des articles [28 avril 1998] (p. 3103, 3149)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Louis Debré (p. 3117)

Jean-Marie MORISSET

*Deux-Sèvres (3^{ème} circonscription)
Union pour la démocratie française
puis Union pour la démocratie française-Alliance*

Élu le 1^{er} juin 1997

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9391), devenu groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance [J.O. du 25 juin 1998] (p. 9698)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9423)

Membre suppléant du conseil supérieur des prestations sociales agricoles [J.O. du 19 septembre 1997] (p. 13658)

Cesse d'appartenir à la commission de la production et des échanges [J.O. du 28 mars 1998] (p. 4825)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 28 mars 1998] (p. 4825)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 12 juin 1998] (p. 8950)

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 12 juin 1998] (p. 8951)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT**

n° 231, posée le 24 mars 1998. Agroalimentaire. Viandes (J.O. Questions p. 2096). Appelée le 24 mars 1998. Politiques communautaires, abats, interdiction (p. 2004)

DÉBATS**Projet de loi de finances n° 230 pour 1998****DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****EQUIPEMENT, TRANSPORTS ET LOGEMENT****II - LOGEMENT**

Examen du fascicule [6 novembre 1997] (p.5535)
Son intervention (p. 5552)

Thèmes avant la procédure des questions :

Impôt sur le revenu : réduction d'impôt au titre des investissements immobiliers locatifs neufs (p. 5552)

Logement : Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat (ANAH) (p. 5552)

Logement : logement social : TVA (p. 5552)

Logement : Union d'économie sociale (p. 5552, 5553)

Logement : aides et prêts : prêt à taux zéro (p. 5552)

Logement : aides et prêts : prêts locatifs aidés (PLA) (p. 5552)

Logement : aides et prêts : prime à l'amélioration de l'habitat (PAH) (p. 5552)

Projet de loi n° 780 d'orientation relatif à la lutte contre les exclusions**PREMIÈRE LECTURE**

Avant la discussion des articles [5 mai 1998] (p. 3392, 3415) ; [6 mai 1998] (p. 3466, 3495)
Son intervention (p. 3471)

Thème :

Logement : politique du logement (p. 3471)

Pierre MOSCOVICI

*Doubs (4^{ème} circonscription)
Ministre délégué aux affaires européennes
Socialiste*

Élu le 1^{er} juin 1997

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9390)

Est nommé ministre délégué aux affaires européennes. Décret du 4 juin 1997 [J.O. du 5 juin 1997] (p. 9121)

Cessation de son mandat de député le 4 juillet 1997 (voir indications préliminaires) [J.O. du 6 juillet 1997] (p. 10294)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9422)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 4 juillet 1997] (p. 10169)

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 4 juillet 1997] (p. 10169)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

*En qualité de Membre du Gouvernement*RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT
DE

- M. Christian Jacob. Agriculture. Politique agricole commune (PAC). Réforme [25 juin 1997] (p. 2903)
- M. Michel Bouvard. Emploi. Politiques communautaires. Perspectives [7 octobre 1997] (p. 3675)
- M. Jacques Myard. Industrie. Construction aéronautique. Fusion Boeing-McDonnell Douglas, attitude de la commission européenne [4 novembre 1997] (p. 5331)
- M. Georges Hage. Politique extérieure. Algérie. Attitude de la France [12 novembre 1997] (p. 5665)
- M. Alain Barrau. Union européenne. Conseil européen. Sommet de Luxembourg, perspectives [12 novembre 1997] (p. 5668)
- M. Michel Suchod. Politique extérieure. Irak. Attitude de la France [12 novembre 1997] (p. 5671)
- M. Christian Jacob. Agriculture. Politique agricole commune (PAC). Réforme [18 novembre 1997] (p. 6072)
- M. Jérôme Cahuzac. Politique extérieure. Irak. Embargo, attitude de la France [18 novembre 1997] (p. 6074)
- M. Alain Barrau. Union européenne. Conseil européen. Sommet de Luxembourg, perspectives [17 décembre 1997] (p. 7989)
- M. Jean-Paul Durieux. Politique extérieure. Algérie. Attitude de la France [7 janvier 1998] (p. 11)
- M. Pierre Carassus. Union européenne. Euro. Mise en place [7 janvier 1998] (p. 6)
- M. André Angot. Aquaculture et pêche professionnelle. Bateaux de pêche. Politiques communautaires [20 janvier 1998] (p. 414)
- M. Yves Cochet. Relations internationales. Commerce international. Accord multilatéral sur l'investissement (AMI), négociations [11 février 1998] (p. 1459)
- M. Robert Pandraud. Politique extérieure. Irak. Attitude de la France [11 février 1998] (p. 1461)
- M. Jean Besson. Politique extérieure. Bénin. Attitude de la France [11 février 1998] (p. 1466)
- M. François Sauvadet. Agriculture. Politique agricole commune (PAC). Réforme [24 mars 1998] (p. 2031)
- M. François Loncle. Union européenne. Elargissement. Perspectives [24 mars 1998] (p. 2037)
- M. Jean Vila. Agriculture. Fruits et légumes. Aides de l'Etat [21 avril 1998] (p. 2817)
- Mme Janine Jambu. Politique extérieure. Turquie. Génocide arménien, reconnaissance [21 avril 1998] (p. 2818)
- M. Guy Teissier. Politique extérieure. Turquie. Génocide arménien, reconnaissance [21 avril 1998] (p. 2820)
- M. Jérôme Cahuzac. Relations internationales. Commerce international. Traité de libre échange entre les Etats-Unis et l'Union européenne [28 avril 1998] (p. 3093)
- M. Alain Veyret. Agriculture. Politique agricole commune (PAC). Maraîchers, revendications [29 avril 1998] (p. 3215)
- M. Yves Cochet. Union européenne. Traité d'Amsterdam. Ratification [5 mai 1998] (p. 3380)

- M. Léonce Deprez. Union européenne. Institutions communautaires. Evolution [19 mai 1998] (p. 4060)
- Mme Marie-Hélène Aubert. Environnement. Politiques communautaires. Perspectives [3 juin 1998] (p. 4629)
- Mme Béatrice Marre. Union européenne. Conseil européen. Cardiff, perspectives [17 juin 1998] (p. 5093)

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT
DE

- Mme Janine Jambu. Enseignement maternel et primaire. Fermeture de classes. Bagneux [24 février 1998] (p. 1535)
- Mme Cécile Helle. Enseignement maternel et primaire. Fonctionnement. Effectifs de personnel, moyens financiers, Vaucluse [24 février 1998] (p. 1533)
- Mme Odette Grzegorzulka. Enseignement. Rythmes et vacances scolaires. Aménagement, Aisne [24 février 1998] (p. 1534)
- M. Laurent Dominati. Enseignement. Fonctionnement. Fermeture de classes, dotation horaire, Paris [24 février 1998] (p. 1536)
- M. Roger Mei. Police. Commissariats. Création, Pennes Mirabeau [24 mars 1998] (p. 2021)
- M. Gérard Saumade. Elections et référendums. Campagnes électorales. Réglementation [24 mars 1998] (p. 2019)
- Mme Sylvie déductibilité. Politique extérieure. Comores. Epidémie de choléra [24 mars 1998] (p. 2023)
- M. Alain Calmat. Police. Commissariats. Fonctionnement, effectifs de personnel, Clichy-sous-Bois et Montfermeil [24 mars 1998] (p. 2022)
- M. Gilbert Meyer. Banques et établissements financiers. Banque de France. Succursales, fermeture [24 mars 1998] (p. 2024)

DÉBATS

Projet de loi n° 3 autorisant l'approbation de l'accord d'adhésion de la République hellénique à la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les Gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la République fédérale d'Allemagne et de la République française relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signée à Schengen le 19 juin 1990, à laquelle ont adhéré la République italienne par l'accord signé à Paris le 27 novembre 1990 et le Royaume d'Espagne et la République portugaise par les accords signés à Bonn le 25 juin 1991

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique
[23 septembre 1997] (p. 3415)

Son intervention (p. 3416)

Sa réponse (p. 3426)

Thèmes :

Drogue (p. 3417, 3426 à 3428)

Etrangers (p. 3416, 3417, 3427)

Informatique (p. 3417, 3427)

Justice (p. 3417, 3727)

Police : police de l'air et des frontières (p. 3416, 3417, 3427)

Union européenne : accords de Schengen (p. 3416, 3426)

Union européenne : Traité d'Amsterdam (p. 3427)

Projet de loi de finances n° 230 pour 1998

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [15 octobre 1997] (p. 4062) ; [16 octobre 1997] (p. 4089, 4121, 4157) ; [17 octobre 1997] (p. 4191, 4218, 4268)

Article 24 (évaluation du prélèvement communautaire opéré sur les recettes de l'Etat au titre de la participation au budget des Communautés européennes)

Ses interventions (p. 4128, 4141)

Thèmes :

Constitution : article 88-4 (p. 4128)

Emploi (p. 4131, 4142 à 4144)

Politiques communautaires : actions extérieures (p. 4130, 4144) ; budget (p. 4128 à 4130, 4132, 4141) ; budget : contribution française (p. 4128, 4130, 4131, 4142, 4143) ; Europe sociale (p. 4131, 4133) ; fraude (p. 4141, 4142) ; politique agricole commune (p. 4129, 4132, 4142, 4143) ; politiques internes (p. 4129, 4130, 4143)

Recherche (p. 4130)

Transports ferroviaires (p. 4130, 4144)

Union européenne : Banque centrale européenne (BCE) (p. 4131) ; élargissement (p. 4131, 4132, 4143) ; euro (p. 4131, 4133, 4143) ; fonds structurels (p. 4129) ; institutions communautaires (p. 4143, 4144) ; Parlement européen (p. 4132)

Intervient sur l'amendement n° 143 de M. Jean-Claude Lefort (réduction du prélèvement) (p. 4146)

Intervient sur l'amendement n° 144 de M. Jean-Claude Lefort (réduction du prélèvement) (p. 4146)

Intervient sur l'amendement n° 145 de M. Jean-Claude Lefort (réduction du prélèvement) (p. 4146)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COOPÉRATION

I - AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Examen du fascicule [5 novembre 1997] (p. 5395)

Ses réponses (p. 5444 à 5446 et 5448)

Réponses aux questions :

Industrie : textile et habillement (p. 5446) (M. Maurice Ligot) (p. 5446)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 5444) (Mme Nicole Ameline) (p. 5443)

Transports aériens (p. 5444, 5445) (M. Yves Bur) (p. 5444)

Union européenne : élargissement (p. 5444) (Mme Nicole Ameline) (p. 5443)

Union européenne : fonds structurels (p. 5448) (M. Jean Proriol) (p. 5447, 5448)

Union européenne : Parlement européen (p. 5444) (M. Yves Bur) (p. 5444)

Projet de loi n° 324 autorisant la ratification de la convention sur la base de l'article K. 3 du traité sur l'Union européenne portant création d'un Office européen de police (ensemble une annexe et quatre déclarations)

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [19 novembre 1997] (p. 6160)

Son intervention (p. 6160)

Sa réponse (p. 6165)

Thèmes :

Droit pénal : délinquance et criminalité (p. 6160, 6161)

Droit pénal : trafic de stupéfiants (p. 6160)

Droits de l'homme et libertés publiques (p. 6165)

Etrangers : immigration clandestine (p. 6160)

Politiques communautaires : directives : informatique (p. 6160)

Union européenne : accords de Schengen (p. 6166)

Union européenne : Cour de justice (p. 6160, 6161, 6167)

Union européenne : Europol (p. 6160, 6166, 6167)

Union européenne : Traité d'Amsterdam (p. 6160, 6161, 6166)

Union européenne : Traité de Maastricht (p. 6160)

Projet de loi n° 317 autorisant la ratification de l'accord européen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, agissant dans le cadre de l'Union européenne, d'une part, et la République de Slovaquie, d'autre part

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [19 novembre 1997] (p. 6168)

Son intervention (p. 6168)

Sa réponse (p. 6176)

Thèmes :

Commerce extérieur (p. 6177)

Droit pénal : délinquance et criminalité (p. 6177)

Droit pénal : trafic de stupéfiants (p. 6177)

Etrangers : immigration clandestine (p. 6177)

Organisations internationales : Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) (p. 6168)

Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) (p. 6178)

Pays étrangers : Estonie (p. 6177)

Pays étrangers : Lituanie (p. 6177)

Pays étrangers : Slovaquie (p. 6168)

Politiques communautaires : pays associés (p. 6168, 6169)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 6178)

Union européenne : élargissement (p. 6168, 6169, 6178)

Union européenne : Traité d'Amsterdam (p. 6177)

Déclaration du Gouvernement n° 493 présentée par M. Hubert Védrine, ministre des affaires étrangères sur la politique européenne

[2 décembre 1997] (p. 6751, 6813)
Sa réponse (p. 6777, 6824)

Thèmes :

Emploi (p. 6825, 6828)
Industrie (p. 6826)
Organisations internationales : Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) (p. 6780)
Pays étrangers : Turquie (p. 6779)
Politiques communautaires : budget (p. 6779, 6825, 6826)
Politiques communautaires : conventions de Lomé (p. 6779)
Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 6777 à 6779, 6827)
Politiques communautaires : politique extérieure et de sécurité commune (PESC) (p. 6826, 6827)
Union européenne : Conseil (p. 6777)
Union européenne : élargissement (p. 6777, 6779, 6780, 6824)
Union européenne : euro (p. 6778, 6825 à 6828)
Union européenne : fonds structurels (p. 6777, 6827)
Union européenne : institutions communautaires (p. 6778, 6779, 6826)
Union européenne : Traité d'Amsterdam (p. 6777, 6778, 6824 à 6827)

Proposition de résolution n° 817 sur les recommandations de la Commission européenne relatives au passage à la monnaie unique :

- recommandation de la Commission en vue d'une recommandation du Conseil conformément à l'article 109 J, paragraphe 2, du traité (n° E 1045),
- recommandations de décisions du Conseil abrogeant les décisions constatant l'existence d'un déficit excessif en Belgique, en Allemagne, en Espagne, en France, en Italie, en Autriche, au Portugal, en Suède et au Royaume-Uni - application de l'article 104 C, paragraphe 12, du Traité instituant la Communauté européenne (SEC [1998] 1999 final/n° E 1046)

Avant la discussion de l'article unique [21 avril 1998] (p. 2827, 2857)

Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Philippe de Villiers (p. 2850)

Sa réponse (p. 2877)

Thèmes :

Constitution : article 88-2 (p. 2850)
Constitution : article 88-4 (p. 2877)
Constitution : inconstitutionnalité (p. 2850)
Emploi : politique de l'emploi (p. 2850, 2878)
Etat : souveraineté (p. 2850 à 2852)
Impôts et taxes : politique fiscale (p. 2879)
Politique économique : mondialisation (p. 2851)
Politique économique : politique monétaire (p. 2852)
Politique générale : pensée unique (p. 2850)

Politique sociale : généralités (p. 2878, 2879)

Union européenne : construction européenne (p. 2850 à 2852, 2878, 2879)

Union européenne : élargissement (p. 2851)

Union européenne : euro : monnaie unique (p. 2850 à 2852, 2877, 2878)

Union européenne : institutions communautaires (p. 2879)

Union européenne : Traité d'Amsterdam (p. 2851, 2879)

Union européenne : Traité de Maastricht (p. 2850, 2878)

Discussion de l'article unique [21 avril 1998] (p. 2879)

Intervient sur l'amendement n° 8 de Mme Marie-Hélène Aubert (référence à un "développement durable" en matière d'effort d'harmonisation dans le domaine environnemental) (p. 2881)

Intervient sur l'amendement n° 10 de M. Valéry Giscard d'Estaing (insertion d'un point 16 bis relatif à la constitution d'un comité parlementaire de l'euro) (p. 2884)

Explications de vote et vote [22 avril 1998] (p. 2910)

Son intervention (p. 2914)

Ernest MOUTOUSSAMY

*Guadeloupe (2^{ème} circonscription)
Appartient au groupe communiste*

Élu le 1^{er} juin 1997

S'apparente au groupe communiste [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9391)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9423)

Membre titulaire du fonds pour l'emploi dans les départements d'outre-mer et la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon [J.O. du 22 octobre 1997] (p. 15394)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 668 tendant au rattachement des agents des collectivités locales, territoriales et de la fonction publique aux caisses d'allocations familiales des départements d'outre-mer [3 février 1998]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 74, posée le 8 décembre 1997. DOM. Guadeloupe : justice (J.O. Questions p. 7134). Appelée le 16 décembre 1997. Tribunaux, effectifs de personnel (p. 7826)

n° 413, posée le 9 juin 1998. DOM. Guadeloupe : établissements de santé (J.O. Questions p. 4865). Appelée le 16 juin 1998. Restructuration (p. 5013)

DÉBATS

Projet de loi n° 200 relatif au développement d'activités pour l'emploi des jeunes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 septembre 1997] (p. 2917, 2943, 2981)

Son intervention (p. 2964)

Thème :

DOM : Guadeloupe (p. 2964)

Discussion des articles [15 septembre 1997] (p. 2995) ; [16 septembre 1997] (p. 3050, 3092) ; [17 septembre 1997] (p. 3121)

Article 1er (aide à la création d'activités d'utilité sociale pour l'emploi des jeunes)

Article L. 322-4-18 du code du travail (conventions relatives à la création d'activités d'utilité sociale)

Son amendement n° 7 (création d'une commission consultative départementale) (p. 3054) : devenu sans objet (p. 3055)

Son amendement n° 10 (approbation des conventions par les conseils élus des collectivités territoriales) : retiré (p. 3070)

Article L. 322-4-20 du code du travail (nature et régime juridique des contrats de travail)

Son amendement n° 18 (caractère public ou privé des contrats) : retiré (p. 3062)

Soutient l'amendement n° 154 de M. Jean-Pierre Brard (participation à la vie syndicale) (p. 3093) : rejeté (p. 3093)

Son amendement n° 33 (rupture de contrat dans les départements d'outre-mer) : retiré (p. 3096)

Projet de loi de finances n° 230 pour 1998**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**

EQUIPEMENT, TRANSPORTS ET LOGEMENT

I - EQUIPEMENT ET TRANSPORTS

Examen du fascicule [24 octobre 1997] (p. 4605)

Procédure des questions :

DOM : Guadeloupe : transports urbains (p. 4647)

OUTRE-MER

Examen du fascicule [31 octobre 1997] (p. 5123)

Son intervention (p. 5136)

Thèmes avant la procédure des questions :

Agriculture (p. 5136)

DOM : Guadeloupe (p. 5136)

ECONOMIE, FINANCES ET INDUSTRIE

III - INDUSTRIE, POSTE ET TÉLÉCOMMUNICATIONS

Examen du fascicule [14 novembre 1997] (p. 5837)

Procédure des questions :

DOM : Guadeloupe : électricité (p. 5878)

Projet de loi n° 303 de financement de la sécurité sociale pour 1998

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [27 octobre 1997] (p. 4705, 4731, 4773) ; [28 octobre 1997] (p. 4811)
Son intervention (p. 4793)

Thème :

DOM-TOM : politique sociale (p. 4793)

Projet de loi n° 328 relatif à la nationalité et modifiant le code civil

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [26 novembre 1997] (p. 6401, 6431) ; [27 novembre 1997] (p. 6471, 6507)
Son intervention (p. 6472)

Thèmes :

Nationalité : double droit du sol (p. 6472)

Nationalité : droit du sol (p. 6472)

Projet de loi n° 327 relatif à l'entrée et au séjour des étrangers en France et au droit d'asile

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [9 décembre 1997] (p. 7179, 7203) ; [10 décembre 1997] (p. 7239, 7273, 7297) ; [11 décembre 1997] (p. 7321, 7339, 7380) ; [12 décembre 1997] (p. 7413, 7453, 7504) ; [14 décembre 1997] (p. 7603, 7633, 7663) ; [15 décembre 1997] (p. 7698, 7736, 7770) ; [16 décembre 1997] (p. 7858, 7899)

Article 17 (article 29 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 : régime du regroupement familial)

Soutient l'amendement n° 715 de M. André Gerin (autorisation systématique du regroupement familial partiel) (p. 7666) : vote réservé (p. 7666)

Projet de loi n° 428 portant habilitation du Gouvernement à prendre, par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et à l'adaptation du droit applicable outre-mer

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 décembre 1997] (p. 8159)

Son intervention (p. 8163)

Thèmes :

Administration : services déconcentrés (p. 8164)

Assurances : catastrophes naturelles (p. 8164)

DOM : octroi de mer (p. 8163)

DOM-TOM : institutions (p. 8163)

Droit pénal (p. 8164)

Droits de l'homme et libertés publiques : esclavage (p. 8164)

Ordonnances (p. 8163)

Sécurité sociale (p. 8163)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Nouvelle-Calédonie (p. 8164)

Projet de loi n° 512 d'orientation et d'incitation relatif à la réduction du temps de travail

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [27 janvier 1998] (p. 572, 615) ; [28 janvier 1998] (p. 667, 703) ; [29 janvier 1998] (p. 747)

Son intervention (p. 708)

Thème :

Travail : réduction du temps de travail : DOM (p. 708)

Discussion des articles [29 janvier 1998] (p. 747, 785) ; [3 février 1998] (p. 935, 971) ; [4 février 1998] (p. 1039, 1068) ; [5 février 1998] (p. 1110, 1150, 1199) ; [6 février 1998] (p. 1270)

Article 3 (aide à la réduction du temps de travail)

Son amendement n° 703 soutenu par M. Maxime Gremetz (spécificité de la représentation des travailleurs dans les DOM) : adopté (p. 1139)

Son sous-amendement n° 1076 (situation spécifique dans les DOM) à l'amendement n° 117 de M. Maxime Gremetz (assistance par un représentant de l'organisation syndicale mandante) : rejeté (p. 1140)

Projet de loi n° 815 relatif aux polices municipales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 avril 1998] (p. 3103, 3149)

Son intervention (p. 3159)

Thèmes :

Communes : maires : police (p. 3159, 3160)

Droit pénal : délinquance et criminalité (p. 3159)

Police : police municipale : armes (p. 3160)

Police : police municipale : formation professionnelle (p. 3160)

Police : police municipale : règlement (p. 3160)

Police : police municipale : rôle et missions (p. 3159, 3160)

Projet de loi n° 780 d'orientation relatif à la lutte contre les exclusions

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 mai 1998] (p. 3392, 3415) ; [6 mai 1998] (p. 3466, 3495)

Son intervention (p. 3446)

Thèmes :

DOM-TOM (p. 3446)

Logement : politique du logement (p. 3446)

Projet de loi n° 828 limitant le cumul des mandats électoraux et fonctions électives

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [28 mai 1998] (p. 4441)

Article 1er (article L.46 du code électoral - limitation du cumul des mandats électoraux)

Son amendement n° 82 (incompatibilité des mandats de conseiller régional et de conseiller général dans les départements d'outre-mer) : rejeté (p. 4443)

Déclaration du Gouvernement n° 970 sur le débat d'orientation budgétaire présentée par M. Dominique Strauss-Kahn, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie et M. Christian Sautter, secrétaire d'Etat au budget

[9 juin 1998] (p. 4805, 4839)

Son intervention (p. 4847)

Thèmes :

DOM : crédits (p. 4847, 4848)

DOM : institutions (p. 4847, 4848)

Emploi : politique de l'emploi (p. 4847)

Politique économique : généralités (p. 4847)

Projet de loi constitutionnelle n° 937 relatif à la Nouvelle-Calédonie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 juin 1998] (p. 4978)

Article 1er (loi constitutionnelle ayant pour objet d'assurer l'évolution de la Nouvelle-Calédonie selon les orientations définies par l'accord de Nouméa)

Son intervention (p. 4978)

Alain MOYNE-BRESSAND

Isère (6^{ème} circonscription)

Union pour la démocratie française
puis Démocratie libérale et indépendants

Élu le 1^{er} juin 1997

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9391), devenu groupe Démocratie libérale et indépendants [J.O. du 26 mai 1998] (p. 8020)

Cesse d'appartenir au groupe de l'Union pour la Démocratie française [J.O. du 26 mai 1998] (p. 8020)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9423)

Membre de la commission d'enquête sur Superphénix et la filière des réacteurs à neutrons rapides [J.O. du 11 avril 1998] (p. 5678)

Secrétaire de la commission d'enquête sur Superphénix et la filière des réacteurs à neutrons rapides [J.O. du 22 avril 1998] (p. 6198)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi instituant une commission consultative du secret de la défense nationale [J.O. du 27 mai 1998] (p. 8082)

DÉPÔTS

- Proposition de loi n° 887 tendant à instaurer un système d'indemnisation des citoyens pour les troubles qu'ils subissent du fait de l'implantation d'un ouvrage public nouveau [13 mai 1998]
- Proposition de loi n° 888 visant à favoriser le travail à temps partiel des parents de jeunes enfants [13 mai 1998]
- Proposition de loi n° 889 tendant à la création d'un fonds de soutien aux détaillants en carburant [13 mai 1998]
- Proposition de loi n° 890 tendant au développement des sociétés de capital-risque [13 mai 1998]
- Proposition de loi n° 944 relative au régime du service national des jeunes exerçant une profession libérale [2 juin 1998]
- Proposition de loi n° 966 tendant à compléter les mentions figurant sur la carte nationale d'identité [9 juin 1998]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

- Energie et carburants. Energie nucléaire. Superphénix, fermeture [25 juin 1997] (p. 2905)
- Travail. Durée du travail. Réduction [17 décembre 1997] (p. 7988)

*DÉBATS***Projet de loi de finances n° 230 pour 1998***PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER*

Discussion des articles [15 octobre 1997] (p. 4062) ; [16 octobre 1997] (p. 4089, 4121, 4157) ; [17 octobre 1997] (p. 4191, 4218, 4268)

Article 6 (suppression de l'avantage fiscal lié à la provision pour fluctuation des cours)

Son amendement n° 435 soutenu par M. Marc Laffineur (transfert de la provision à un compte de réserve spéciale pour les entreprises assurant la transformation du cuivre) : retiré (p. 4165)

*DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES***DÉFENSE**

Examen du fascicule [12 novembre 1997] (p. 5674)

Procédure des questions :

Défense : armements et équipements (p. 5734)

Renaud MUSELIER

Bouches-du-Rhône (5^{ème} circonscription)
Rassemblement pour la République

Élu le 1^{er} juin 1997

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9391)

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9422)
- Membre titulaire du comité national de l'organisation sanitaire et sociale [J.O. du 19 septembre 1997] (p. 13658)
- Membre de la mission d'information commune sur les perspectives économiques et sociales de l'aménagement de l'axe européen Rhin-Rhône [J.O. du 26 mars 1998] (p. 4569)

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi de M. Bernard Pons portant généralisation du chèque-vacances et modifiant l'ordonnance n° 82-283 du 26 mars 1982 (n° 218) [13 mai 1998] (n° 899)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

- Etat. Premier ministre. Déclarations [3 février 1998] (p. 930)
- Etrangers. Sans-papiers. Régularisation [21 avril 1998] (p. 2825)
- Ordre public. Maintien. Matches de la coupe du monde de football [16 juin 1998] (p. 5031)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 249, posée le 24 mars 1998. Arts et spectacles. Théâtres nationaux (J.O. Questions p. 2100). Appelée le 31 mars 1998. Aides de l'Etat, la Criée, Marseille (p. 2221)

*DÉBATS***Projet de loi n° 512 d'orientation et d'incitation relatif à la réduction du temps de travail****PREMIÈRE LECTURE**

Avant la discussion des articles [27 janvier 1998] (p. 572, 615) ; [28 janvier 1998] (p. 667, 703) ; [29 janvier 1998] (p. 747)
Son intervention (p. 726)

Thème :

Travail : réduction du temps de travail (p. 726)

Discussion des articles [29 janvier 1998] (p. 747, 785) ; [3 février 1998] (p. 935, 971) ; [4 février 1998] (p. 1039, 1068) ; [5 février 1998] (p. 1110, 1150, 1199) ; [6 février 1998] (p. 1270)

Article 1er (réduction à trente-cinq heures de la durée légale hebdomadaire du travail effectif des salariés)

Soutient l'amendement n° 34 de M. Guy Teissier (de suppression) (p. 804) : rejeté au scrutin public (p. 817)

Son amendement n° 152 (de suppression) (p. 804) : rejeté au scrutin public (p. 817)

Intervient sur l'amendement n° 1283 de M. Yves Fromion (établissements hospitaliers privés) (p. 950)

Soutient l'amendement n° 1493 de M. François Baroin (secteur textile) (p. 959) : rejeté (p. 959)

Son amendement n° 167 (passage échelonné aux 35 heures entre 2002 et 2005) (p. 1005) : vote réservé (p. 1006)

Son amendement n° 166 (diminution progressive) : vote réservé (p. 1006)

Son amendement n° 168 (passage progressif aux 35 heures) : retiré (p. 1006)

Article 2 (incitation pour les partenaires sociaux à négocier sur la réduction du temps de travail avant l'application de la nouvelle durée légale)

Son amendement n° 181 (habilitation des délégués du personnel à signer des accords) (p. 1082) : rejeté (p. 1083)

Son amendement n° 182 (personnes habilitées à négocier en l'absence d'organisations syndicales) (p. 1085) : rejeté (p. 1086)

Article 3 (aide à la réduction du temps de travail)

Son intervention (p. 1095)

Son amendement n° 185 corrigé soutenu par Mme Roselyne Bachelot-Narquin (relèvement du seuil à 50 salariés) : rejeté (p. 1117)

Son amendement n° 184 soutenu par Mme Roselyne Bachelot-Narquin (relèvement du seuil à 50 salariés) : rejeté (p. 1117)

Son amendement n° 191 soutenu par Mme Roselyne Bachelot-Narquin (mandat de négociation) (p. 1135) : rejeté (p. 1138)

Son amendement n° 188 soutenu par M. Bernard Accoyer (mandat exprès) : rejeté (p. 1138)

Son amendement n° 189 soutenu par M. Bernard Accoyer (représentativité des organisations syndicales) : rejeté (p. 1139)

Son amendement n° 190 (représentativité des organisations syndicales) : rejeté (p. 1139)

Son amendement n° 192 soutenu par Mme Roselyne Bachelot-Narquin (suppression du IV de l'article 3) (p. 1155) : rejeté (p. 1156)

Son amendement n° 203 soutenu par Mme Roselyne Bachelot-Narquin (modulation de l'aide en fonction de la rémunération) : rejeté (p. 1180)

Son amendement n° 202 soutenu par Mme Roselyne Bachelot-Narquin (compensation des pertes subies par le régime général) (p. 1181) : rejeté (p. 1186)

Article 4 (réduction collective de la durée du travail sous forme de jours de repos)

Son amendement n° 204 soutenu par M. Yves Fromion (repos consacrés à la formation) : rejeté (p. 1219)

Après l'article 4

Son amendement n° 187 soutenu par M. Pierre Lellouche (convention sur l'organisation annuelle du travail) (p. 1224) : rejeté (p. 1225)

Après l'article 5

Son amendement n° 213 soutenu par M. Thierry Mariani (contingentement des heures supplémentaires) : rejeté (p. 1233)

Article 6 (régime de l'abattement de cotisations sociales patronales applicable au travail à temps partiel)

Son amendement n° 216 soutenu par M. Yves Fromion (simplification du recours au temps partiel) : vote réservé (p. 1257) : rejeté (p. 1302)

Article 1er précédemment réservé (réduction à 35 heures de la durée légale hebdomadaire du travail effectif des salariés)

Son amendement n° 170 (seuil des effectifs porté à 100 personnes) : non soutenu (p. 1316)

Après l'article 5

Son amendement n° 212 précédemment réservé soutenu par Mme Roselyne Bachelot-Narquin (contingentement des heures supplémentaires) (p. 1329) : rejeté (p. 1330)

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [24 mars 1998] (p. 2077) ; [25 mars 1998] (p. 2147)

Article 1er (réduction à trente-cinq heures de la durée légale hebdomadaire du travail effectif des salariés)

Son sous-amendement n° 73 (report de l'application de la loi) à l'amendement n° 2 de la commission (de rétablissement) : rejeté (p. 2087)

Son sous-amendement n° 88 (entreprises de sous-traitance) à l'amendement n° 2 de la commission : rejeté (p. 2147)

Son sous-amendement n° 89 soutenu par M. Thierry Mariani (entreprises à succursales multiples) à l'amendement n° 2 de la commission : rejeté (p. 2148)

Son sous-amendement n° 86 soutenu par M. Thierry Mariani (travailleurs payés au forfait) à l'amendement n° 2 de la commission : rejeté (p. 2148)

Son sous-amendement n° 87 soutenu par M. Thierry Mariani (entreprises dont la rémunération des employés est indexée sur le chiffre d'affaires) à l'amendement n° 2 de la commission : rejeté (p. 2148)

Article 3 (modification de l'incitation à l'aménagement conventionnel de l'organisation et de la durée du travail prévue par la loi du 11 juin 1996)

Son sous-amendement n° 104 soutenu par M. Bernard Accoyer (salariés mandatés) à l'amendement n° 4 de la commission (rétablissement du texte initial avec extension à l'armement maritime et assouplissement vis-à-vis des petites et moyennes entreprises) : rejeté (p. 2168)

Son sous-amendement n° 106 soutenu par M. Bernard Accoyer (heures de délégation) à l'amendement n° 4 de la commission : rejeté (p. 2170)

Son sous-amendement n° 105 soutenu par M. Bernard Accoyer (montant de l'aide accordée) à l'amendement n° 4 de la commission : rejeté (p. 2173)

Article 5 (seuil de déclenchement du repos compensateur)

Son sous-amendement n° 90 soutenu par Mme Roselyne Bachelot-Narquin (taux de majoration des heures supplémentaires) à l'amendement n° 9 de la commission (rétablissement de l'article) : rejeté (p. 2189)

Son sous-amendement n° 91 soutenu par Mme Roselyne Bachelot-Narquin (contingentement annuel du nombre d'heures supplémentaires) à l'amendement n° 9 de la commission (p. 2189) : rejeté (p. 2190)

Après l'article 9

Son amendement n° 92 soutenu par Mme Roselyne Bachelot-Narquin (rapport sur les pertes de recettes occasionnées par le travail illégal) : rejeté (p. 2198)

Proposition de loi n° 218 portant généralisation du chèque-vacances et modifiant l'ordonnance n° 82-283 du 26 mars 1982

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 mai 1998] (p. 3907)

Ses interventions (p. 3907, 3919)

Thèmes :

Aménagement du territoire : espace rural (p. 3908)
 Famille : politique familiale (p. 3908)
 Ordonnances : ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances (p. 3907)
 Tourisme et loisirs : politique du tourisme (p. 3908)
 Tourisme et loisirs : tourisme social (p. 3908)
 Travail : chèques vacances (p. 3907, 3919)

Jacques MYARD

*Yvelines (5^{ème} circonscription)
 Rassemblement pour la République*

Élu le 1^{er} juin 1997

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9391)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9423)

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne [J.O. du 20 juin 1997] (p. 9634)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Industrie. Construction aéronautique. Fusion Boeing-McDonnell Douglas, attitude de la commission européenne [4 novembre 1997] (p. 5331)

Drogue. Dépénalisation. Attitude du Gouvernement [16 décembre 1997] (p. 7853)

Famille. Pacte civil de solidarité (PACS). Perspectives [12 mai 1998] (p. 3643)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 27, posée le 17 novembre 1997. Déchets, pollutions et nuisances. Aéroports (J.O. Questions p. 6001). Appelée le 25 novembre 1997. Bruits, lutte et prévention (p. 6221)

n° 250, posée le 24 mars 1998. Santé. Aide médicale urgente (J.O. Questions p. 2100). Appelée le 31 mars 1998. Service médical d'urgence et de réanimation (SMUR), délais d'intervention (p. 2225)

DÉBATS

Projet de loi n° 199 portant réforme du service national

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 septembre 1997] (p. 3231, 3266)

Son intervention (p. 3268)

Thèmes :

Défense : force nucléaire stratégique (p. 3268)
 Gendarmerie (p. 3268)
 Relations internationales (p. 3268)

Projet de loi n° 3 autorisant l'approbation de l'accord d'adhésion de la République hellénique à la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les Gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la République fédérale d'Allemagne et de la République française relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signée à Schengen le 19 juin 1990, à laquelle ont adhéré la République italienne par l'accord signé à Paris le 27 novembre 1990 et le Royaume d'Espagne et la République portugaise par les accords signés à Bonn le 25 juin 1991

PREMIÈRE LECTURE

Ses explications de vote [23 septembre 1997] (p. 3428)

Projet de loi organique n° 223 relatif à l'exercice par les citoyens de l'Union européenne résidant en France, autres que les ressortissants français, du droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales, et portant transposition de la directive 94/80/CE du 19 décembre 1994

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [8 octobre 1998] (p. 3736)

Son intervention (p. 3747)

Thèmes :

Collectivités territoriales (p. 3747)
 Etrangers : droit de vote (p. 3747)

Discussion des articles [8 octobre 1998] (p. 3752)

Article 1er (exercice par les ressortissants communautaires du droit de vote aux élections municipales)

Article LO. 227-1 du code électoral

Intervient sur l'amendement n° 1 de la commission (suppression de la réserve de réciprocité) (p. 3753)

Son amendement n° 12 (conditions de résidence) : rejeté (p. 3754)

Article LO. 227-2 du code électoral

Son amendement n° 13 (conditions de maîtrise de la langue française) : rejeté (p. 3754)

Article LO. 227-3 du code électoral

Intervient sur l'amendement n° 8 de M. Alain Tourret (suppression de la mention de la nationalité sur les listes électorales) (p. 3754)

Article LO. 227-4 du code électoral

Son amendement n° 14 (conditions applicables aux étrangers) : rejeté (p. 3755)

Après l'article LO. 227-4 du code électoral

Son amendement n° 15 (interdiction de susciter un vote sur la base d'une appartenance nationale étrangère) (p. 3755) : rejeté (p. 3756)

Article LO. 227-7 du code électoral

Son amendement n° 16 (sanction en cas d'appel au vote sur la base d'une appartenance nationale étrangère) : rejeté (p. 3756)

Projet de loi de finances n° 230 pour 1998

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COOPÉRATION

I - AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Examen du fascicule [5 novembre 1997] (p. 5395)
Son intervention (p. 5412)

Thèmes avant la procédure des questions :

Audiovisuel et communication (p. 5412)

Politique extérieure : relations commerciales (p. 5412)

Vote des crédits et articles rattachés [5 novembre 1997] (p. 5448)

Etat B, titre IV

Son amendement n° 90 (augmentation des crédits afin de promouvoir la coopération culturelle et audiovisuelle) (p. 5448) : rejeté (p. 5449)

DÉFENSE

Examen du fascicule [12 novembre 1997] (p. 5674)
Rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères

Son intervention (p. 5688)

Thèmes avant la procédure des questions :

Défense : crédits (p. 5689)

Organisations internationales : Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) (p. 5689, 5690)

Projet de loi n° 324 autorisant la ratification de la convention sur la base de l'article K. 3 du traité sur l'Union européenne portant création d'un Office européen de police (ensemble une annexe et quatre déclarations)

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [19 novembre 1997] (p. 6160)

Son intervention (p. 6163)

Thèmes :

Droit pénal : délinquance et criminalité (p. 6164)
Droit pénal : trafic de stupéfiants (p. 6164)
Police : police nationale (p. 6164)
Union européenne : accords de Schengen (p. 6163)
Union européenne : Cour de justice (p. 6164)
Union européenne : Traité d'Amsterdam (p. 6164)
Vote pour du groupe du Rassemblement pour la République (p. 6164)

Projet de loi n° 327 relatif à l'entrée et au séjour des étrangers en France et au droit d'asile

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [9 décembre 1997] (p. 7179, 7203) ; [10 décembre 1997] (p. 7239, 7273, 7297) ; [11 décembre 1997] (p. 7321, 7339, 7380) ; [12 décembre 1997] (p. 7413, 7453, 7504) ; [14 décembre 1997] (p. 7603, 7633, 7663) ; [15 décembre 1997] (p. 7698, 7736, 7770) ; [16 décembre 1997] (p. 7858, 7899)

Article 1er (article 5 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 : motivation des refus de visas et allègement des formalités aux frontières)

Soutient l'amendement n° 258 de M. Jacques Masdeu-Arus (suppression du premier alinéa de l'article 1er) (p. 7281) : vote réservé (p. 7283)

Déclaration du Gouvernement n° 636 présentée par Mme Elisabeth Guigou, Garde des sceaux, ministre de la justice, sur la réforme de la justice ; débat sur cette déclaration

[15 janvier 1998] (p. 325)
Son intervention (p. 363)

Thèmes :

Justice : crédits (p. 364)

Justice : magistrats (p. 364)

Justice : parquet (p. 364)

Justice : tribunaux administratifs (p. 364)

Projet de loi n° 512 d'orientation et d'incitation relatif à la réduction du temps de travail

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [29 janvier 1998] (p. 747, 785) ; [3 février 1998] (p. 935, 971) ; [4 février 1998] (p. 1039, 1068) ; [5 février 1998] (p. 1110, 1150, 1199) ; [6 février 1998] (p. 1270)

Article 2 (incitation pour les partenaires sociaux à négocier sur la réduction du temps de travail avant l'application de la nouvelle durée légale)

Son amendement n° 1028 (suppression des échéances fixées par l'article 1er) (p. 1069) : rejeté (p. 1071)

Projet de loi n° 650 autorisant la ratification du traité d'interdiction complète des essais nucléaires

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [24 février 1998] (p. 1574)

Son intervention (p. 1578)

Thèmes :

- Défense : dissuasion nucléaire (p. 1578, 1579)
- Pays étrangers : Chine (p. 1575)
- Pays étrangers : Inde (p. 1579)
- Politique extérieure : désarmement : armes nucléaires (p. 1578)

Projet de loi n° 779 modifiant le statut de la Banque de France en vue de sa participation au Système européen de banques centrales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [7 avril 1998] (p. 2610, 2637)

Son intervention (p. 2639)

Thèmes :

- Etat : souveraineté (p. 2640)
- Politique économique : politique monétaire (p. 2640)
- Union européenne : Banque centrale européenne (BCE) (p. 2640)
- Union européenne : euro : monnaie unique (p. 2640)

Projet de loi n° 815 relatif aux polices municipales

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [28 avril 1998] (p. 3182) ; [30 avril 1998] (p. 3285)

Article 2 (article L. 2212-6 du code général des collectivités territoriales - élaboration d'un règlement de coordination)

Son amendement n° 216 (de suppression) (p. 3190) : rejeté (p. 3191)

Article 4 (article L. 2212-8 du code général des collectivités territoriales - vérification des services de police municipale)

Son amendement n° 217 (de suppression) (p. 3294) : rejeté (p. 3296)

Article 7 (article L. 412-51 du code des communes - armement des agents de la police municipale)

Son amendement n° 220 (de suppression) (p. 3306) : rejeté (p. 3307)

Son amendement n° 221 (non armement des agents de police municipale) (p. 3307) : rejeté (p. 3311)

Après l'article 8

Soutient l'amendement n° 226 rectifié de M. Olivier de Chazeaux (dotation exceptionnelle de premier équipement attribuée aux communes et financées par le produit des amendes leur revenant) (p. 3315) : devenu sans objet (p. 3315)

Article 9 (article L. 412-53 du code des communes : code de déontologie)

Soutient l'amendement n° 21 de M. Patrick Delnatte (avis de la commission consultative des polices municipales) (p. 3315) : rejeté (p. 3315)

Article 12 (article L. 21-2 du code de procédure pénale - compétences judiciaires des agents de police municipale)

Soutient l'amendement n° 42 de M. Lionnel Luca (de suppression) (p. 3316) : rejeté (p. 3316)

Son amendement n° 222 (suppression de l'obligation faite aux agents de police municipale de rendre compte à la police nationale ou à la gendarmerie des infractions dont ils ont connaissance et de leur possibilité de réquisition) (p. 3316) : rejeté (p. 3317)

Soutient l'amendement n° 165 de M. Christian Estrosi (suppression de l'obligation faite aux agents de police municipale de rendre compte à la police nationale ou à la gendarmerie des infractions dont ils ont connaissance) (p. 3317) : rejeté (p. 3317)

Soutient l'amendement n° 166 de M. Christian Estrosi (rapports et procès verbaux adressés au maire par les agents de police municipale et transmis au procureur de la République par l'intermédiaire de la police nationale ou la gendarmerie) (p. 3317) : devenu sans objet (p. 3318)

Soutient l'amendement n° 43 de M. Lionnel Luca (suppression de la possibilité de réquisition des agents de police municipale) (p. 3318) : adopté (p. 3318)

Après l'article 12

Son amendement n° 223 (information du maire par le procureur de la République des suites données aux rapports et procès-verbaux établis par les agents de police municipale) : rejeté (p. 3318)

Article 14 (procédure de relevé d'identité par les agents de police municipale)

Soutient l'amendement n° 45 de M. Lionnel Luca (relation permanente entre les agents de police municipale et l'officier de police judiciaire) (p. 3321) : rejeté (p. 3321)

Article 15 (formation continue)

Son amendement n° 224 (de suppression) : rejeté (p. 3323)

Article 16 (pension de réversion et rente viagère d'invalidité à taux plein aux ayants-cause)

Intervient sur l'amendement n° 271 du Gouvernement (extension du bénéfice des dispositions de l'article aux ayants-cause des agents de police municipale décédés en service et cités à l'ordre de la nation) (p. 3325)

Article 19 (report de l'uniformisation de l'identification des polices municipales)

Soutient l'amendement n° 30 de M. Patrick Delnatte (période transitoire portée de six à dix-huit mois) (p. 3328) : rejeté (p. 3328)

Soutient l'amendement n° 173 de M. Christian Estrosi (période transitoire portée de six à dix-huit mois) (p. 3328) : rejeté (p. 3328)

Soutient l'amendement n° 174 de M. Christian Estrosi (période transitoire portée de six mois à un an) (p. 3328) : rejeté (p. 3328)

Article 20 (nouvel agrément des agents de police municipale)

Soutient l'amendement n° 60 de M. Jacques Peyrat (de suppression) : rejeté (p. 3329)

Soutient l'amendement n° 31 de M. Patrick Delnatte (justification au maire du refus d'agrément) (p. 3329) : rejeté (p. 3329)

Soutient l'amendement n° 32 de M. Patrick Delnatte (reclassement de droit des agents de police municipale auxquels le nouvel agrément a été refusé) (p. 3329) : rejeté (p. 3329)

Projet de loi n° 780 d'orientation relatif à la lutte contre les exclusions

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [6 mai 1998] (p. 3515); [7 mai 1998] (p. 3533, 3562); [12 mai 1998] (p. 3649, 3684); [13 mai 1998] (p. 3741, 3776); [14 mai 1998] (p. 3815, 3872); [18 mai 1998] (p. 3931, 3975); [19 mai 1998] (p. 4076, 4102); [20 mai 1998] (p. 4205)

Article 8 (régime des associations intermédiaires)

Son sous-amendement n° 934 corrigé soutenu par M. Denis Jacquat (durée de travail fixée à 35 heures hebdomadaires) à l'amendement n° 182 rectifié du Gouvernement (fonctionnement des associations intermédiaires) : rejeté (p. 3666)

Son sous-amendement n° 935 soutenu par M. Pierre Cardo (durée maximale de mise à disposition fixée à trois mois) à l'amendement n° 182 rectifié du Gouvernement (p. 3667) : rejeté (p. 3668)

Son sous-amendement n° 936 soutenu par M. Charles de Courson (fixation des seuils de durée par décret) à l'amendement n° 182 rectifié du Gouvernement : rejeté (p. 3668)

Projet de loi organique n° 827 limitant le cumul des mandats électoraux et fonctions électives

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [27 mai 1998] (p. 4385, 4406)

Article 1er (article L.O. 137-1 du code électoral - incompatibilité entre un mandat parlementaire national et européen)

Son amendement n° 49 (de suppression) (p. 4386) : rejeté (p. 4387)

Intervient sur l'amendement n° 53 de M. Jacques Brunhes (participation aux travaux de l'Assemblée nationale par le député dont l'élection fait l'objet d'une contestation) (p. 4387)

Après l'article 1er

Soutient l'amendement n° 105 de M. Christian Estrosi (incompatibilité du mandat de député avec la qualité de membre du Conseil de la politique monétaire) (p. 4388) : adopté (p. 4388)

Article 2 (articles L.O. 141 et L.O. 141-1 du code électoral - interdiction du cumul d'un mandat parlementaire avec une fonction élective locale ou plus d'un mandat local)

Article L.O. 141 du code électoral

Son amendement n° 50 corrigé (suppression de l'interdiction du cumul du mandat de député avec une fonction élective locale) (p. 4397) : rejeté (p. 4398)

Après l'article 2

Reprend l'amendement n° 66 de M. Jean Leonetti (incompatibilité entre l'exercice de deux mandats électifs et une activité professionnelle dont la rémunération excède le dixième de l'indemnité la plus élevée) (p. 4416) : rejeté (p. 4416)

Projet de loi n° 828 limitant le cumul des mandats électoraux et fonctions électives

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [28 mai 1998] (p. 4441)

Article 2 (article L. 46-2 du code électoral - limitation du cumul des fonctions électives)

Son amendement n° 73 (de suppression) (p. 4444) : adopté (p. 4447)

Article 3 (article L. 2122-4 du code général des collectivités territoriales - incompatibilités applicables aux fonctions de maire et aux membres de l'organe délibérant des établissements publics de coopération intercommunale)

Son amendement n° 74 (de suppression) (p. 4450) : rejeté (p. 4453)

Après l'article 3

Intervient sur l'amendement n° 54 de M. Guy Hascoët (crédit d'heures pour les salariés conseillers municipaux de communes de plus de 3500 habitants) (p. 4455)

Intervient sur l'amendement n° 139 de Mme Frédérique Bredin (crédit d'heures pour les salariés conseillers municipaux de communes de plus de 3500 habitants) (p. 4455)

Intervient sur l'amendement n° 157 rectifié du Gouvernement (revalorisation des indemnités versées aux maires) (p. 4461)

Article 4 (article L.3122-3 du code général des collectivités territoriales - incompatibilités applicables aux fonctions de président de conseil général)

Son amendement n° 75 (de suppression) (p. 4462) : rejeté (p. 4463)

Article 5 (article L. 4133-3 du code général des collectivités territoriales - incompatibilités applicables aux fonctions de président de conseil régional)

Son amendement n° 76 (de suppression) (p. 4464) : rejeté (p. 4465)

Article 8 (articles 6-1 à 6-4 de la loi n° 77-729 du 7 juillet 1977 - incompatibilités avec les mandats électoraux et les fonctions électives)

Son amendement n° 77 (de suppression) : rejeté (p. 4468)

N

Henri NALLET*Yonne (2^{ème} circonscription)
Socialiste*Élu le 1^{er} juin 1997S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 13 juin 1997]
(p. 9390)**NOMINATIONS**Membre de la commission des lois constitutionnelles,
de la législation et de l'administration générale de la
République [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9423)Membre de la délégation de l'Assemblée nationale pour
l'Union européenne [J.O. du 20 juin 1997] (p. 9634)Président de la délégation de l'Assemblée nationale
pour l'Union européenne [J.O. du 25 juin 1997]
(p. 9800)Représentant titulaire de la délégation française aux
Assemblée du Conseil de l'Europe et de l'UEO [J.O.
du 25 juin 1997] (p. 9800)Membre titulaire du comité national de l'euro [J.O. du
1^{er} juillet 1998] (p. 10027)Chargé d'une mission temporaire auprès de M. le
Ministre de l'économie, des finances et de l'industrie
et de Mme la Ministre de la justice [J.O. du
15 septembre 1998] (p. 14084)Rapporteur du projet de loi constitutionnelle modifiant
l'article 88-2 de la Constitution (n° 1072) [23 septem-
bre 1998]**DÉPÔTS**Rapport d'information déposé au nom de la délégation
de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne,
sur les propositions d'actes communautaires soumises
par le Gouvernement à l'Assemblée nationale du
13 au 20 juin 1997 (N°s E 825 à E 877) [1^{er} juillet
1997] (n° 37)Proposition de résolution n° 50 sur la proposition de
décision du Parlement européen et du Conseil portant
adoption d'un programme d'action visant à améliorer
les systèmes de fiscalité indirecte du marché intérieur
(programme FISCALIS) COM (97) 175 final/n°
E 853 [9 juillet 1997]Rapport d'information déposé au nom de la délégation
de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne,
sur les projets d'actes relevant des titres V et VI du
traité sur l'Union européenne, transmis par le
Gouvernement à l'Assemblée nationale du
19 décembre 1996 au 8 juillet 1997 (n°s UE 64 à UE
87) [9 juillet 1997] (n° 51)Rapport d'information déposé au nom de la délégation
de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne,
sur les propositions d'actes communautaires soumises
par le Gouvernement à l'Assemblée nationale du21 juin au 9 juillet 1997 (n°s E 878 à E 893)
[15 juillet 1997] (n° 58)Proposition de résolution n° 83 sur le mémorandum de
la Commission sur l'application des règles de
concurrence aux transports aériens, la proposition de
règlement (CE) du Conseil modifiant le règlement
(CEE) n° 3975/87 déterminant les modalités
d'application des règles de concurrence applicables
aux entreprises de transport aérien et la proposition de
règlement (CE) du Conseil concernant l'application
de l'article 85, paragraphe 3, du Traité à des
catégories d'accords et de pratiques concertées dans la
domaine des transports aériens entre la Communauté
et les pays tiers (COM (97) 218 final/n° E 886)
[16 juillet 1997]Proposition de résolution n° 225 sur les propositions de
la Commission européenne relatives à la
simplification de la collecte des statistiques du
commerce entre Etats membres :- proposition de règlement (CE) du Parlement européen
et du Conseil modifiant le règlement (CEE)
n° 3330/91 du Conseil relatif aux statistiques des
échanges de biens entre Etats membres (COM (97)
252/n° E 872),- proposition de règlement (CE) du Parlement européen
et du Conseil modifiant le règlement (CEE)
n° 3330/91 du Conseil relatif aux statistiques des
échanges de biens entre Etats membres, en ce qui
concerne la nomenclature des produits (COM (97)
275/n° E 911) [18 septembre 1997]Rapport d'information déposé au nom de la délégation
de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur
les propositions d'actes communautaires soumises par
le Gouvernement à l'Assemblée nationale du 10 juillet
au 16 septembre 1997 (n°s E 894 à E 922)
[18 septembre 1997] (n° 224)Rapport d'information déposé au nom de la délégation
de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur
les propositions d'actes communautaires soumises par
le Gouvernement à l'Assemblée nationale du
17 septembre au 14 octobre 1997 (n°s E 923 à E 933)
et sur les propositions d'actes communautaires
(n°s E 816, E 893 et E 904) [16 octobre 1997]
(n° 331)Rapport d'information déposé au nom de la délégation
de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne
présentant, sous forme de tableau comparatif, la
révision par le traité d'Amsterdam du traité sur
l'Union européenne et des traités instituant les
Communautés européennes [17 octobre 1997]
(n° 336)Proposition de résolution n° 395 sur la proposition de
règlement du Conseil modifiant le règlement 3094/95
et prorogeant les dispositions pertinentes de la
septième directive du Conseil concernant les aides à
la construction navale et sur la proposition de
règlement du Conseil établissant de nouvelles règles
pour les aides à la construction navale (COM (97)
469/2 n° E 936 Corrigendum) [30 octobre 1997]Rapport d'information déposé au nom de la délégation
de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur
la proposition de règlement (CE) du Conseil
modifiant le règlement 3094/95 et prorogeant les
dispositions pertinentes de la septième directive du
Conseil concernant les aides à la construction navale
et la proposition de règlement (CE) du Conseil
établissant de nouvelles règles pour les aides à la

- construction navale (COM (97) 469 final/2 n° E 936 Corrigendum) [30 octobre 1997] (n° 393)
- Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur la communication de la Commission européenne "Agenda 2000" [6 novembre 1997] (n° 425)
- Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur des propositions d'actes communautaires soumises par le Gouvernement à l'Assemblée nationale du 15 octobre au 21 novembre 1997 (n°s E 935, E 937 à E 941, E 943 à E 951, E 954 à E 958, E 961 et E 962) [27 novembre 1997] (n° 487)
- Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur la XVII^{ème} Conférence des organes spécialisés dans les affaires communautaires (COSAC), tenue à Luxembourg les 13 et 14 novembre 1997 [27 novembre 1997] (n° 488)
- Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur les prérogatives du Conseil de l'Union européenne et des Etats membres dans le cadre de la mise en oeuvre de l'Accord sur la politique sociale annexé au Traité sur l'Union européenne [27 novembre 1997] (n° 489)
- Proposition de résolution n° 502 sur la proposition de règlement (CE) du Conseil relatif à la mise en oeuvre des régimes spéciaux d'encouragement à la protection des droits des travailleurs et à la protection de l'environnement prévus par les articles 7 et 8 des règlements (CE) n° 3281/94 et (CE) n° 1256/96 du Conseil portant application des schémas pluriannuels de préférences tarifaires généralisées pour certains produits industriels et agricoles originaires de pays en développement (document n° E 948) [4 décembre 1997]
- Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur les projets d'actes relevant des titres V et VI du Traité sur l'Union européenne, transmis par le Gouvernement à l'Assemblée nationale du 30 juillet au 3 décembre 1997 (n°s UE 88 à UE 98) [4 décembre 1997] (n° 503)
- Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur des propositions d'actes communautaires soumises par le Gouvernement à l'Assemblée nationale du 22 novembre au 16 décembre 1997 (n°s E 963 à E 978, E 980 et E 981), et sur les propositions d'actes communautaires n°s E 828, E 925, E 953, E 959 et E 960 [18 décembre 1997] (n° 604)
- Proposition de résolution n° 658 sur la proposition de règlement (CE) du Conseil instaurant un mécanisme d'intervention de la Commission pour l'élimination de certaines entraves aux échanges (COM (97) 619 final/n° E 989) [29 janvier 1998]
- Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne, sur la proposition de décision du Conseil relative à la conclusion de l'accord entre les Etats-Unis d'Amérique et la Communauté européenne relatif aux mesures sanitaires de protection de la santé publique et animale applicables au commerce d'animaux vivants et de produits animaux (COM (97) 566 final/n° E 975) et à la proposition de règlement (CE) du Conseil instaurant un mécanisme d'intervention de la Commission pour l'élimination de certaines entraves aux échanges (COM (97) 619 final/n° E 989) [29 janvier 1998]
- Proposition de résolution n° 740 sur la proposition de règlement (CE) du Conseil portant modification du règlement (CE) n° 384/96 du Conseil relatif à la défense contre les importations qui font l'objet d'un dumping de la part de pays non membres de la Communauté européenne (COM (97) 677 final/n° E 1001) [26 février 1998]
- Proposition de résolution n° 741 sur les propositions de la Commission européenne en matière de réforme de l'organisation commune des marchés dans le secteur de la banane :
- proposition de règlement du Conseil modifiant le règlement (CEE) n° 44/93 du Conseil portant organisation commune des marchés dans le secteur de la banane,
 - recommandation de décision du Conseil autorisant la Commission à négocier un accord avec les pays ayant un intérêt substantiel à la fourniture de bananes pour la répartition des contingents tarifaires et de la quantité ACP traditionnelle (COM [98] 4 final/n° E 1004) [26 février 1998]
- Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne, sur des propositions d'actes communautaires soumises par le Gouvernement à l'Assemblée nationale du 19 janvier au 16 février 1998 (n°s E 997 à E 1010 et E 1013 à E 1015) [26 février 1998] (n° 738)
- Proposition de résolution n° 790 sur la proposition de règlement (CE) du Conseil portant ouverture d'un contingent tarifaire pour l'orge de brasserie relevant du code NC 1003 00 COM (97) 737 final/n° E 1019 [26 mars 1998]
- Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne, sur des propositions d'actes communautaires soumises par le Gouvernement à l'Assemblée nationale du 17 février au 13 mars 1998 (N°s E 1011, E 1012, E 1016 à E 1033 et E 1038) et sur les propositions d'actes communautaires n°s E 887 et E 992 [26 mars 1998] (n° 789)
- Proposition de résolution n° 1024 sur la proposition de règlement du Conseil établissant un système communautaire révisé d'attribution du label écologique (COM (96) 603 final/ n° E 818) [25 juin 1998]
- Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur des propositions d'actes communautaires soumises par le Gouvernement à l'Assemblée nationale du 19 mai au 10 juin 1998 (n°s E 1071 à E 1074, E 1077 à E 1088, E 1090 à E 1092 et E 1094 à E 1096, et sur les propositions d'actes communautaires n°s E 818, E 1062 et E 1063 [25 juin 1998] (n° 1023)
- Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur le mode d'élection des membres du Parlement européen [25 juin 1998] (n° 1025)
- Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur des propositions d'actes communautaires soumises par le Gouvernement à l'Assemblée nationale du 11 juin au 6 juillet 1998 (n°s E 1093, E 1097 à E 1104, E 1107 à E 1113, E 1115 à E 1117), et sur les propositions d'actes communautaires n°s E 910, E 942, E 1065 et E 1075 [9 juillet 1998] (n° 1063)

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur des propositions d'actes communautaires soumises par le Gouvernement à l'Assemblée nationale du 6 juillet au 10 septembre 1998 (n°s E 1118, E 1120 à E 1127, E 1129 à E 1132, E 1135, E 1136, E 1138 à E 1141, E 1143 à E 1145) et sur les propositions d'actes communautaires n°s E 1089, E 1105, E 1106 et E 1114 [24 septembre 1998] (n° 1099)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Politique extérieure. G 8. Modèle social européen, défense [24 juin 1997] (p. 2883)

Politique économique. Croissance. Retour, perspectives [3 mars 1998] (p. 1833)

DÉBATS

Projet de loi n° 303 de financement de la sécurité sociale pour 1998

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [27 octobre 1997] (p. 4705, 4731, 4773) ; [28 octobre 1997] (p. 4811)
Son intervention (p. 4785)

Thème :

Etablissements de santé : schéma d'organisation sanitaire : régions (p. 4785)

Déclaration du Gouvernement n° 493 présentée par M. Hubert Védrine, ministre des affaires étrangères sur la politique européenne

[2 décembre 1997] (p. 6751, 6813)
Son intervention (p. 6768)

Thèmes :

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 6769)

Union européenne : élargissement (p. 6768, 6769)

Union européenne : euro (p. 6768)

Union européenne : fonds structurels (p. 6769)

Union européenne : institutions communautaires (p. 6770)

Philippe NAUCHE

*Corrèze (2^{ème} circonscription)
Socialiste*

Élu le 1^{er} juin 1997

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9390)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9423)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires étrangères [J.O. du 29 juillet 1997] (p. 11327)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 29 juillet 1997] (p. 11328)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative au renforcement de la veille sanitaire et du contrôle de la sécurité sanitaire des produits destinés à l'homme [J.O. du 2 mai 1998] (p. 6738)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Etablissements de santé. Services d'urgence. Statut [21 janvier 1998] (p. 481)

DÉBATS

Projet de loi n° 303 de financement de la sécurité sociale pour 1998

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 novembre 1997] (p. 6255, 6293)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Louis Debré (p. 6301)

Thème :

Santé : crédits (p. 6301)

Proposition de loi n° 236 relative au renforcement de la veille sanitaire et du contrôle de la sécurité sanitaire des produits destinés à l'homme

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [8 janvier 1998] (p. 71)

Son intervention (p. 100)

Thèmes :

Sang et organes humains : Agence française du sang (p. 100)

Sang et organes humains : transfusion sanguine (p. 101)

Discussion des articles [13 janvier 1998] (p. 170, 199) ; [15 janvier 1998] (p. 283)

Après l'article 9

Son amendement n° 240 (rapport) : retiré (p. 299)

Proposition de loi n° 967 relative à la création d'un ordre national de la profession infirmière

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 juin 1998] (p. 5210)

Son intervention (p. 5215)

Thèmes :

Professions de santé : infirmiers (p. 5216)

Professions de santé : infirmiers : juridictions pénales (p. 5216)

Professions de santé : infirmiers : ordre professionnel (p. 5215, 5216)

Professions de santé : ordre professionnel (p. 5216)

Bernard NAYRAL

*Hérault (5^{ème} circonscription)
Socialiste*

Élu le 1^{er} juin 1997

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9390)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9423)

Rapporteur du projet de loi relatif à la partie législative du livre VI (nouveau) du code rural (n° 226) [1^{er} octobre 1997]

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission de la production et des échanges sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 226), relatif à la partie législative du livre VI (nouveau) du code rural [21 janvier 1998] (n° 640)

Rapport déposé au nom de la commission de la production et des échanges sur le projet de loi, adopté avec modifications par le Sénat en deuxième lecture (n° 864), relatif à la partie législative du livre VI (nouveau) du code rural [27 mai 1998] (n° 928)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi n° 226 relatif à la partie législative du livre VI (nouveau) du code rural

Rapporteur de la commission de la production et des échanges

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [3 mars 1998] (p. 1868)

Son intervention (p. 1869)

Thème :

Agriculture : politique agricole : codification (p. 1869)

Discussion des articles [3 mars 1998] (p. 1901)

Article L. 621-21 du code rural

Soutient l'amendement n° 2 de la commission (nom complet de l'Office national interprofessionnel des céréales inséré) (p. 1895) : adopté (p. 1895)

Article L. 621-22 du code rural

Soutient l'amendement n° 3 de la commission (référence au décret du 28 février 1852 sur les sociétés de crédit foncier) (p. 1895) : adopté (p. 1895)

Article L. 621-24 du code rural

Soutient l'amendement n° 4 de la commission (rédactionnel) (p. 1895) : adopté (p. 1895)

Soutient l'amendement n° 5 de la commission (rédactionnel) (p. 1896) : adopté (p. 1896)

Article L. 621-25 du code rural

Soutient l'amendement n° 6 de la commission (référence à l'article 207 du code général des impôts) (p. 1896) : adopté (p. 1896)

Article L. 621-29 du code rural

Soutient l'amendement n° 8 de la commission (rémunération des meuniers et boulangers) (p. 1896) : adopté (p. 1896)

Article L. 621-34 du code rural

Soutient l'amendement n° 9 de la commission (substitution à l'interdiction de cotation des céréales - disposition devenue caduque - du dernier alinéa de l'article 5 de la loi du 15 août 1936 autorisant les coopératives de céréales à louer leur magasin à l'Office national interprofessionnel des céréales en vue du stockage des céréales excédentaires) (p. 1896) : adopté (p. 1896)

Article L. 631-2 du code rural

Soutient l'amendement n° 10 de la commission (rédactionnel) (p. 1896) : adopté (p. 1896)

Article L. 631-10 du code rural

Soutient l'amendement n° 11 de la commission (rédactionnel : intitulé des organes consulaires à compétence nationale) (p. 1896) : adopté (p. 1896)

Article L. 631-20 du code rural

Soutient l'amendement n° 12 de la commission (rédactionnel) (p. 1896) : adopté (p. 1896)

Article L. 631-23 du code rural

Soutient l'amendement n° 13 de la commission (rectification d'une erreur matérielle) (p. 1897) : adopté (p. 1897)

Article L. 632-3 du code rural

Soutient l'amendement n° 14 de la commission (référence à la politique agricole commune plutôt qu'à la Communauté européenne) (p. 1897) : adopté (p. 1897)

Article L. 632-4 du code rural

Soutient l'amendement n° 15 de la commission (rédactionnel) (p. 1897) : adopté

Soutient l'amendement n° 16 de la commission (rédactionnel) (p. 1897) : adopté (p. 1897)

Article L. 641-8 du code rural

Soutient l'amendement n° 18 de la commission (rédactionnel) (p. 1897) : adopté (p. 1897)

Article L. 641-11 du code rural

Soutient l'amendement n° 19 de la commission (rédactionnel) (p. 1897) : adopté (p. 1897)

Article L. 641-12 du code rural

Soutient l'amendement n° 20 de la commission (rédactionnel) (p. 1897, 1898) : adopté (p. 1898)

Article L. 641-13 du code rural

Soutient l'amendement n° 21 de la commission (rédactionnel) (p. 1898) : adopté (p. 1898)

Article L. 641-16 du code rural

Soutient l'amendement n° 22 rectifié de la commission (suppression d'une disposition d'ordre réglementaire : présentation d'avis au Gouvernement par un organe d'un établissement public) (p. 1898) : adopté (p. 1898)

Soutient l'amendement n° 23 rectifié de la commission (rédactionnel) (p. 1898) : adopté (p. 1898)

Article L. 641-17 du code rural

Soutient l'amendement n° 24 de la commission (rectification d'une erreur matérielle) (p. 1898) : adopté (p. 1898)

Article L. 651-6 du code rural

Soutient l'amendement n° 26 de la commission (suppression de l'approbation par le préfet de la délibération du conseil municipal fixant la quantité de bétail admis en vaine pâture, procédure, devenue caduque avec les lois de décentralisation de 1982) (p. 1898) : adopté (p. 1898)

Article L. 653-1 du code rural

Soutient l'amendement n° 27 de la commission (rectification d'une erreur matérielle) (p. 1898) : adopté (p. 1898)

Article L. 653-9 du code rural

Soutient l'amendement n° 28 de la commission (rédactionnel) (p. 1899) : adopté (p. 1899)

Article L. 653-14 du code rural

Soutient l'amendement n° 29 de la commission (rédactionnel) (p. 1899) : adopté (p. 1899)

Article L. 654-8 du code rural

Soutient l'amendement n° 30 de la commission (de précision) (p. 1899) : adopté (p. 1899)

Article L. 654-14 du code rural

Soutient l'amendement n° 31 de la commission (substitution de références législatives) (p. 1899) : adopté (p. 1899)

Article L. 654-15 du code rural

Soutient l'amendement n° 32 de la commission (interdiction de la vente pour l'alimentation humaine) (p. 1899) : adopté (p. 1899)

Article L. 654-17 du code rural

Soutient l'amendement n° 33 de la commission (suppression du II de l'article L.654-17 qui renvoie à un décret) (p. 1899) : adopté (p. 1899)

Article L. 654-18 du code rural

Soutient l'amendement n° 34 de la commission (précisions sur l'objet des dispositions fiscales "assiette, taux et affectation de la taxe d'usage des abattoirs publics") (p. 1899) : adopté (p. 1899)

Article L. 654-19 du code rural

Soutient l'amendement n° 35 de la commission (de précision) (p. 1899) : adopté (p. 1900)

Article L. 654-30 du code rural

Soutient l'amendement n° 74 de la commission (substitution de références législatives) (p. 1900) : adopté (p. 1900)

Article L. 661-3 du code rural

Soutient l'amendement n° 36 de la commission (correction d'une erreur de renvoi) (p. 1900) : adopté (p. 1900)

Article L. 663-2 du code rural

Soutient l'amendement n° 37 de la commission (rédactionnel) (p. 1900) : adopté (p. 1900)

Article L. 671-3 du code rural

Soutient l'amendement n° 45 de la commission (rédactionnel) (p. 1900) : adopté (p. 1900)

Article L. 671-4 du code rural

Soutient l'amendement n° 46 de la commission (correction d'une erreur de renvoi) (p. 1900) : adopté (p. 1900)

Article L. 671-5 du code rural

Soutient l'amendement n° 39 de la commission (de précision) (p. 1900) : adopté (p. 1900)

Article L. 671-6 du code rural

Soutient l'amendement n° 40 de la commission (de précision) (p. 1900) : adopté (p. 1900)

Article L. 671-12 du code rural

Soutient l'amendement n° 41 de la commission (de suppression) (p. 1901) : adopté (p. 1901)

Article L. 671-13 du code rural

Soutient l'amendement n° 42 de la commission (prise en compte de la loi du 12 avril 1996 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier) (p. 1901) : adopté (p. 1901)

Article L. 683-2 nouveau du code rural

Soutient l'amendement n° 43 de la commission (conditions d'attribution des licences) (p. 1901) : adopté (p. 1901)

Article L. 683-3 nouveau du code rural

Soutient l'amendement n° 44 de la commission (possibilité d'ouvrir des abattoirs privés s'ils sont prévus au plan d'équipement en abattoirs à Mayotte) (p. 1901) : adopté (p. 1901)

Article 4 (transformation de certains articles du code de la consommation en dispositions de code suiveur)

Soutient l'amendement n° 47 de la commission (rédaction de l'article L. 115-5 du code de la consommation : procédure d'attribution d'une appellation d'origine) (p. 1904) : adopté (p. 1905)

Soutient l'amendement n° 48 de la commission (rédaction de l'article L. 115-6 du code de la consommation : procédure de définition d'une appellation d'origine contrôlée) (p. 1904) : adopté (p. 1905)

Soutient l'amendement n° 49 rectifié de la commission (rédaction de l'article L. 115-7 du code de la consommation : dérogation provisoire à la procédure de définition des appellations d'origine) (p. 1904) : adopté (p. 1905)

Soutient l'amendement n° 50 rectifié de la commission (rédaction de l'article L. 115-19 du code de la consommation : organisation et fonctionnement de l'Institut national des appellations d'origine) (p. 1904) : adopté (p. 1905)

Soutient l'amendement n° 51 de la commission (rédaction de l'article L. 115-20 du code de la consommation : compétence de l'Institut national des appellations d'origine) (p. 1904) : adopté (p. 1905)

Soutient l'amendement n° 52 de la commission (rédaction de l'article L. 115-21 du code de la consommation : définition des produits susceptibles de bénéficier d'un label) (p. 1904) : adopté (p. 1905)

Soutient l'amendement n° 53 de la commission (rédaction de l'article L. 115-22 du code de la consommation : objet des labels agricoles) (p. 1904) : adopté (p. 1905)

Soutient l'amendement n° 54 rectifié de la commission (rédaction de l'article L. 115-23 du code de la consommation : objet de la certification de conformité) (p. 1904) : adopté (p. 1905)

Soutient l'amendement n° 55 de la commission (rédaction de l'article L. 115-23.1 du code de la consommation : interdiction des mentions géographiques non enregistrées) (p. 1904) : adopté (p. 1905)

Soutient l'amendement n° 56 de la commission (rédaction de l'article L. 115-23.2 du code de la consommation : procédure de délivrance des labels agricoles et des certificats de conformité) (p. 1904) : adopté (p. 1905)

Soutient l'amendement n° 57 de la commission (rédaction de l'article L. 115-23.3 du code de la consommation : homologation interministérielle des labels agricoles et des certificats de conformité) (p. 1904) : adopté (p. 1905)

Soutient l'amendement n° 58 rectifié de la commission (rédaction de l'article L. 115-23.4 du code de la consommation : décret en Conseil d'Etat) (p. 1904) : adopté (p. 1905)

Soutient l'amendement n° 59 rectifié de la commission (rédaction de l'article L. 115-26 du code de la consommation : limites d'utilisation des labels) (p. 1904) : adopté (p. 1905)

Soutient l'amendement n° 60 de la commission (rédaction de l'article L. 115-26.1 du code de la consommation : appellations d'origine protégée) (p. 1904) : adopté (p. 1905)

Soutient l'amendement n° 61 rectifié de la commission (rédaction de l'article L. 115-26.2 du code de la consommation : respect des cahiers des charges) (p. 1904) : adopté (p. 1905)

Soutient l'amendement n° 62 corrigé de la commission (rédaction de l'article L. 115-26.4 du code de la consommation : condition d'utilisation d'une indication d'origine ou de provenance) (p. 1904) : adopté (p. 1905)

Après l'article 4

Soutient l'amendement n° 63 de la commission (modification du premier alinéa de l'article 21 de la loi n° 82-847 du 6 octobre 1982 relative à la création d'offices d'intervention dans le secteur agricole et à l'organisation des marchés) (p. 1905) : adopté (p. 1905)

Article 5 (abrogation des dispositions codifiées)

Soutient l'amendement n° 64 de la commission (de cohérence) (p. 1906) : adopté (p. 1906)

Soutient l'amendement n° 65 de la commission (de cohérence) (p. 1906) : adopté (p. 1906)

Soutient l'amendement n° 66 de la commission (de cohérence) (p. 1906) : adopté (p. 1906)

Soutient l'amendement n° 67 de la commission (de cohérence) (p. 1906) : adopté (p. 1906)

Soutient l'amendement n° 68 de la commission (de cohérence) (p. 1906) : adopté (p. 1906)

Article 6 (abrogation de dispositions à caractère réglementaire)

Soutient l'amendement n° 69 de la commission (de conséquence) (p. 1906) : adopté (p. 1906)

Article 7 (abrogation de dispositions législatives caduques ou désuètes)

Soutient l'amendement n° 70 de la commission (de coordination) (p. 1907) : adopté (p. 1907)

Soutient l'amendement n° 71 de la commission (de coordination) (p. 1907) : adopté (p. 1907)

Soutient l'amendement n° 72 de la commission (de coordination) (p. 1907) : adopté (p. 1907)

Soutient l'amendement n° 73 de la commission (de coordination) (p. 1907) : adopté (p. 1907)

DEUXIÈME LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [16 juin 1998] (p. 5038)

Son intervention (p. 5038)

Discussion des articles [16 juin 1998] (p. 5040)

Article 1er et dispositions annexes (livre VI - nouveau du code rural : partie législative)

Soutient l'amendement n° 1 de la commission (suppression d'une référence législative) (p. 5043) : adopté (p. 5043)

Soutient l'amendement n° 2 de la commission (correction d'une erreur de référence au droit communautaire) (p. 5043) : adopté (p. 5044)

Soutient l'amendement n° 3 de la commission (correction d'une erreur de référence législative) (p. 5044) : adopté (p. 5044)

Henri NAYROU

*Ariège (2^{ème} circonscription)
Socialiste*

Élu le 1^{er} juin 1997

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9390)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9423)

Cesse d'appartenir à la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 2 juillet 1997] (p. 10059)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 2 juillet 1997] (p. 10060)

Rapporteur de la proposition de loi portant diverses mesures urgentes relatives à la sécurité et à la promotion d'activités sportives (n° 599) [8 janvier 1998]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la sécurité et à la promotion d'activités sportives [J.O. du 5 février 1998] (p. 1951)

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la sécurité et à la promotion d'activités sportives [J.O. du 6 février 1998] (p. 1951)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi (n° 599) de M. Didier Migaud portant diverses mesures urgentes relatives à la sécurité et à la promotion d'activités sportives [15 janvier 1998] (n° 635)

Rapport déposé au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi modifiant la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984 relative à l'organisation et à la promotion d'activités physiques et sportives [5 février 1998] (n° 686)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales en nouvelle lecture, sur la proposition de loi, modifiée par le Sénat (n° 680), modifiant la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984 relative à l'organisation et à la promotion d'activités physiques et sportives [11 février 1998] (n° 692)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales en vue de la lecture définitive de la proposition de loi (n° 718), relative à la sécurité et à la promotion d'activités sportives [25 février 1998] (n° 720)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Sports. Dopage. Lutte et prévention [29 octobre 1997] (p. 4959)

Collectivités territoriales. Finances. Subvention aux clubs sportifs professionnels [3 juin 1998] (p. 4631)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 103, posée le 7 janvier 1998. Déchets, pollutions et nuisances. Déchets ménagers (J.O. Questions p. 30). Appelée le 13 janvier 1998. Traitement Ariège (p. 138)

n° 367, posée le 18 mai 1998. Gendarmerie. Gendarmes (J.O. Questions p. 4025). Appelée le 26 mai 1998. Mobilité (p. 4251)

DÉBATS

Proposition de loi n° 599 portant diverses mesures urgentes relatives à la sécurité et à la promotion d'activités sportives

Rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [22 janvier 1998] (p. 511)

Son intervention (p. 511)

Thèmes :

Collectivités territoriales (p. 512)

Droit pénal : délinquance et criminalité : stades (p. 512)

Enseignement technique et professionnel : diplômes : sports de montagne (p. 512)

Sports : coupe du monde de football (p. 512)

Sports : stades : sécurité publique (p. 511)

Discussion des articles [22 janvier 1998] (p. 520)

Ses interventions dans la discussion des amendements et sous-amendements (p. 520 à 526)

Article 3 (exercice d'activités d'éducateur sportif)

Son intervention (p. 522)

Son amendement n° 7 (conditions d'exercice en France de la profession d'éducateur sportif par les ressortissants de l'Union européenne) : adopté après rectification (p. 523)

Après l'article 3

Son sous-amendement n° 4 (conditions d'accès des journalistes aux enceintes et tribunes) à l'amendement n° 1 du Gouvernement (retransmission télévisuelle) : adopté (p. 526)

Son sous-amendement n° 5 (captation d'images de la compétition "proprement dite" par un service de communication audiovisuelle non concessionnaire du droit d'exploitation) à l'amendement n° 1 du Gouvernement : adopté (p. 526)

Son sous-amendement n° 6 (respect du droit à l'information inscrit dans les règlements des fédérations sportives) à l'amendement n° 1 du Gouvernement : retiré (p. 526)

NOUVELLE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [12 février 1998] (p. 1517)

Son intervention (p. 1518)

Thèmes :

Audiovisuel et communication (p. 1518)

Droit pénal : délinquance et criminalité : stades (p. 1518)

Sports : stades : sécurité publique (p. 1518)

Discussion des articles [12 février 1998] (p. 1518)

Article 1er (conditions d'homologation des enceintes destinées à accueillir des manifestations sportives)

Soutient l'amendement n° 1 de la commission (nombre de places assises pour chaque tribune) (p. 1518) : adopté (p. 1518)

Article 2 (extension de la peine complémentaire d'interdiction de stade à des faits commis à l'extérieur des enceintes sportives)

Soutient l'amendement n° 2 de la commission (conditions d'application de la peine d'interdiction de stade) (p. 1519) : adopté (p. 1519)

Article 3 (exercice d'activités d'éducateur sportif)

Soutient l'amendement n° 3 de la commission (conditions d'exercice en France pour les moniteurs de ski ressortissants de l'Union européenne) (p. 1520) : adopté (p. 1520)

Article 4 (accès des journalistes aux enceintes sportives et pouvoirs des fédérations en la matière)

Soutient l'amendement n° 4 de la commission (rétablissement de l'article : diffusion d'images par un service non cessionnaire et accès des journalistes aux enceintes sportives) (p. 1520) : adopté (p. 1521)

Titre

Soutient l'amendement n° 5 de la commission (modifications du titre de la proposition de loi : proposition de loi relative à la sécurité et à la promotion d'activités sportives) (p. 1521) : adopté (p. 521)

LECTURE DÉFINITIVE

Procédure d'examen simplifiée [25 février 1998] (p. 1663)

Son intervention (p. 1664)

Thèmes :

Audiovisuel et communication (p. 1664)

Droit pénal : délinquance et criminalité : stades (p. 1664)

Enseignement technique et professionnel : diplômes : sports de montagne (p. 1664)

Sports : stades : sécurité publique (p. 1664)

Mise aux voix du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [25 février 1998] (p. 1664)

Intervient sur l'amendement n° 1 de M. Laurent Dominati (suppression de l'article 4) (p. 1665)

Véronique NEIERTZ

*Seine-Saint-Denis (9^{ème} circonscription)
Socialiste*

Élue le 1^{er} juin 1997

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9390)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9423)

Membre de la délégation parlementaire pour les problèmes démographiques [J.O. du 25 juin 1997] (p. 9800)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi relative à l'adoption [J.O. du 10 septembre 1997] (p. 13199)

Membre titulaire du conseil supérieur de l'adoption [J.O. du 10 septembre 1997] (p. 13199)

Membre titulaire du conseil de surveillance de la caisse nationale des allocations familiales [J.O. du 2 octobre 1997] (p. 14317)

Vice-président du conseil de surveillance de la caisse nationale des allocations familiales [J.O. du 2 octobre 1997] (p. 14317)

Membre de la mission d'information commune sur la prévention et la lutte contre les exclusions [J.O. du 5 mars 1998] (p. 3424)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation relatif à la lutte contre l'exclusion [J.O. du 28 mars 1998] (p. 4824)

Rapporteuse du projet de loi d'orientation relatif à la lutte contre les exclusions (n° 780) [1^{er} avril 1998]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation relatif à la lutte contre les exclusions [J.O. du 19 juin 1998] (p. 9380)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi (n° 780) d'orientation relatif à la lutte contre les exclusions : Tome IV : Dispositions concernant le surendettement [23 avril 1998] (n° 856)

Rapport déposé au nom de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi (n° 981) d'orientation relatif à la lutte contre les exclusions : Tome III : Dispositions concernant le surendettement [24 juin 1998] (n° 1002)

Rapport déposé au nom de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi (n° 1055) d'orientation relatif à la lutte contre les exclusions [9 juillet 1998] (n° 1057)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Prestations familiales. Conditions d'attribution. Plafond de ressources [24 juin 1997] (p. 2884)

Politique sociale. Surendettement. Lutte et prévention [2 décembre 1997] (p. 6747)

Prestations familiales. Montant. Absence de revalorisation en 1995, arrêt du Conseil d'Etat, conséquences [3 mars 1998] (p. 1832)

Aménagement du territoire. Politique de la ville. Perspectives [7 avril 1998] (p. 2606)

Enseignement. Fonctionnement. Moyens supplémentaires, Seine-Saint-Denis [5 mai 1998] (p. 3383)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 10, posée le 30 septembre 1997. Professions sociales. Auxiliaires de puériculture (J.O. Questions p. 3555). Appelée le 7 octobre 1997. Compétences, médicaments, administration (p. 3664)

n° 299, posée le 21 avril 1998. Retraites : généralités. Age de la retraite (J.O. Questions p. 2894). Appelée le 28 avril 1998. Chômeurs totalisant quarante annuités avant l'âge de soixante ans, retraite anticipée (p. 3072)

n° 428, posée le 9 juin 1998. Handicapés. Handicapés mentaux (J.O. Questions p. 4867). Appelée le 16 juin 1998. Etablissements d'accueil, aides de l'Etat, Fondation Jérôme Lejeune, Paris (p. 5011)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Tout en dénonçant les méthodes utilisées par l'opposition, propose à la majorité de garder son sang-froid et son humour [14 décembre 1997] (p. 7636)

Juge inadmissibles les attaques de certains de ses collègues vis-à-vis des femmes députées [15 décembre 1997] (p. 7753)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 230 pour 1998

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ANCIENS COMBATTANTS

Examen du fascicule [24 octobre 1997] (p. 4665)

Procédure des questions :

Anciens combattants et victimes de guerre : Afrique du Nord : préretraites (p. 4687)

Vote des crédits et articles rattachés [24 octobre 1997] (p. 4689)

Après l'article 62

Soutient l'amendement n° 78 de M. Alain Néri (retraite anticipée pour les chômeurs justifiant de quarante annuités de cotisations en incluant le temps passé en Afrique du Nord) (p. 4695) : adopté au scrutin public (p. 4697)

Projet de loi n° 303 de financement de la sécurité sociale pour 1998

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [27 octobre 1997] (p. 4705, 4731, 4773) ; [28 octobre 1997] (p. 4811)

Thème :

Famille : politique familiale (p. 4734)

Discussion des articles [28 octobre 1997] (p. 4832, 4853, 4890) ; [29 octobre 1997] (p. 4923, 4963, 4995) ; [30 octobre 1997] (p. 5028) ; [31 octobre 1997] (p. 5159)

Article 1er précédemment réservé (approbation du rapport annexé)

Son sous-amendement oral (transparence des relations entre les agences régionales d'hospitalisation et les assistances publiques) à l'amendement n° 213, deuxième rectification de la commission (assistance publique - hôpitaux de Paris) : retiré (p. 5187)

Projet de loi n° 327 relatif à l'entrée et au séjour des étrangers en France et au droit d'asile

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [9 décembre 1997] (p. 7179, 7203) ; [10 décembre 1997] (p. 7239, 7273, 7297) ; [11 décembre 1997] (p. 7321, 7339, 7380) ; [12 décembre 1997] (p. 7413, 7453, 7504) ; [14 décembre 1997] (p. 7603, 7633, 7663) ; [15 décembre 1997] (p. 7698, 7736, 7770) ; [16 décembre 1997] (p. 7858, 7899)

Après l'article 6

Intervient sur l'amendement n° 1518 de M. Jean-Pierre Brard (suppression de l'impossibilité de délivrer une carte de résident aux conjoints d'un étranger vivant en état de polygamie) (p. 7536)

Article 17 (article 29 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 : régime du regroupement familial)

Son rappel au règlement (cf. supra) [14 décembre 1997] (p. 7636)

Article 19 (article 35 bis de l'ordonnance du 2 novembre 1945 : modification du régime de rétention administrative)

Son rappel au règlement (cf. supra) [15 décembre 1997] (p. 7753)

Après l'article 33

Intervient sur l'amendement n° 1676 de M. André Gerin (suppression de l'article 78-2-1 du code de procédure pénale aux termes duquel la police et la gendarmerie sont autorisées à entrer dans les locaux à usage professionnel sur réquisition du Procureur de la République afin de contrôler l'identité des salariés) (p. 7889)

Article 1er précédemment réservé (article 5 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 : motivation des refus de visas et allègement des formalités aux frontières)

Intervient sur l'amendement n° 816 de M. François d'Aubert (de précision) (p. 7923)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [25 février 1998] (p. 1693) ; [26 février 1998] (p. 1706, 1748)

Article 5 bis supprimé par le Sénat (article 12 quater nouveau de l'ordonnance du 2 novembre 1945 : institution d'une commission du titre de séjour)

Intervient sur le sous-amendement n° 68 de M. Henri Cuq (modification de la composition du bureau) à l'amendement n° 15 de la commission (rétablissement de l'article et de la commission du titre de séjour) (p. 1742)

Intervient sur le sous-amendement n° 66 de M. Henri Cuq (suppression de la publicité des débats de la commission) à l'amendement n° 15 de la commission (p. 1743)

Après l'article 38

Intervient sur l'amendement n° 6 de M. André Gerin (suppression de l'autorisation donnée à la police et à la gendarmerie sur réquisition du Procureur de la République de pénétrer dans les entreprises afin de contrôler l'identité des salariés) (p. 1794)

Proposition de loi n° 583 tendant à ouvrir le droit à une allocation spécifique aux chômeurs de 55 ans ou plus ayant quarante annuités de cotisation d'assurance vieillesse

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [14 janvier 1998] (p. 251)

Son intervention (p. 256)

Thèmes :

Chômage : indemnisation : allocations (p. 256, 257)

Chômage : indemnisation : Union nationale pour l'emploi dans l'industrie, le commerce et l'agriculture (UNEDIC) (p. 256, 257)

Retraites : généralités : durée d'assurance (p. 256)

Vote pour du groupe socialiste (p. 257)

DEUXIÈME LECTURE

Ses explications de vote [5 mars 1998] (p. 1958)

Projet de loi n° 779 modifiant le statut de la Banque de France en vue de sa participation au Système européen de banques centrales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [7 avril 1998] (p. 2610, 2637)

Son intervention (p. 2650)

Thèmes :

Aménagement du territoire (p. 2651)

Banques et établissements financiers : Banque de France (p. 2650, 2651)

Etat : souveraineté (p. 2650, 2651)

Politique économique : politique monétaire (p. 2651)

Politique sociale : surendettement (p. 2651)

Discussion des articles [7 avril 1998] (p. 2661)

Après l'article 6

Intervient sur l'amendement n° 3 deuxième correction de la commission (définition des conditions dans lesquelles la Banque de France remplit les missions d'intérêt général qui lui sont confiées) (p. 2665)

Intervient sur le sous-amendement n° 16 du Gouvernement (rémunération des prestations demandées à la Banque de France) à l'amendement n° 3 deuxième correction de la commission (p. 2665)

Après l'article 7

Intervient sur le sous-amendement n° 18 du Gouvernement (suppression de la référence à la gestion des comptes de clientèle) à l'amendement n° 5 rectifié de la commission (p. 2670)

Intervient sur le sous-amendement n° 20 du Gouvernement (suppression de la fixation par décret du réseau de succursales) à l'amendement n° 5 rectifié de la commission (p. 2670)

Intervient sur l'amendement n° 5 rectifié de la commission (définition des missions des succursales de la Banque de France) (p. 2671)

Intervient sur le sous-amendement n° 19 du Gouvernement (rémunération des prestations demandées aux succursales) à l'amendement n° 5 rectifié de la commission (p. 2672)

Projet de loi n° 780 d'orientation relatif à la lutte contre les exclusions

Rapporteuse de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation relatif à la lutte contre l'exclusion

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 mai 1998] (p. 3392, 3415) ; [6 mai 1998] (p. 3466, 3495)

Son intervention (p. 3403)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Louis Debré (p. 3428)

Thème :

Politique sociale : surendettement (p. 3403, 3428)

Discussion des articles [6 mai 1998] (p. 3515) ; [7 mai 1998] (p. 3533, 3562) ; [12 mai 1998] (p. 3649, 3684) ; [13 mai 1998] (p. 3741, 3776) ; [14 mai 1998] (p. 3815, 3872) ; [18 mai 1998] (p. 3931, 3975) ; [19 mai 1998] (p. 4076, 4102) ; [20 mai 1998] (p. 4205)

Ses interventions dans la discussion des amendements et sous-amendements (p. 3747, 3755, 3899 à 3969)

Article 19 (fonds de solidarité pour le logement)

Intervient sur l'amendement n° 97 de la commission (mise en place d'une gestion décentralisée des fonds de solidarité pour le logement) (p. 3747)

Article 42 (article L. 331-1 du code de la consommation : composition de la commission de surendettement des particuliers)

Son intervention (p. 3901)

Intervient sur l'amendement n° 60 de la commission (suppression de la participation du président du conseil général) (p. 3901)

Intervient sur l'amendement n° 61 de la commission (garantie d'un choix sérieux des délégués) (p. 3902)

Intervient sur l'amendement n° 62 de la commission (critères de choix de trois personnes désignées par le préfet) (p. 3902)

Article 43 (article L. 331-2 du code de la consommation : fixation des ressources minimales du ménage par la commission de surendettement des particuliers)

Son intervention (p. 3932)

Intervient sur l'amendement n° 63 de la commission (plafond personnalisé des remboursements) (p. 3937)

Intervient sur l'amendement n° 64 de la commission (garantie de ressources minimales) (p. 3937)

Après l'article 43

Intervient sur l'amendement n° 393 de la commission (garantie de ressources minimales) (p. 3938)

Article 44 (article L. 331-3 du code de la consommation : procédure applicable devant la commission)

Intervient sur l'amendement n° 65 de la commission (assistance à titre gratuit d'une personne choisie par le débiteur) (p. 3939)

Intervient sur l'amendement n° 66 de la commission (réduction à trente jours du délai de justification de créances) (p. 3940)

Intervient sur l'amendement n° 67 de la commission (mise en place et actionnement des cautions) (p. 3940)

Article 45 (article L. 331-4 du code de la consommation : droits des débiteurs)

Intervient sur l'amendement n° 68 de la commission (impossibilité de contestation hors délai) (p. 3942)

Article 46 (article L. 331-5 du code de la consommation : saisine du juge de l'exécution par le président de la commission de surendettement, en cas d'urgence, aux fins de suspension des procédures d'exécution)

Intervient sur l'amendement n° 69 de la commission (modalités de la saisine ; compétences) (p. 3943)

Intervient sur l'amendement n° 359 de la commission (rédactionnel) (p. 3943)

Article 47 (article L. 331-7 du code de la consommation : pouvoirs de la commission en cas d'échec de la conciliation)

Intervient sur l'amendement n° 70 rectifié la commission (rédactionnel) (p. 3944)

Intervient sur l'amendement n° 71 de la commission (plafonnement du taux) (p. 3945)

Article 48 (article L. 331-7-1 du code de la consommation : mise en place d'un moratoire des dettes en cas d'échec des phases de conciliation et de recommandation)

Intervient sur l'amendement n° 72 de la commission (surendettement directement lié au cautionnement) (p. 3947)

Intervient sur l'amendement n° 73 de la commission (extension du moratoire aux dettes fiscales, parafiscales ou envers les organismes de sécurité sociale) (p. 3947)

Intervient sur l'amendement n° 74 de la commission (suspension du paiement des intérêts) (p. 3951)

Intervient sur l'amendement n° 75 de la commission (remise des intérêts cumulés) (p. 3951)

Intervient sur l'amendement n° 76 de la commission (rédactionnel) (p. 3952)

Intervient sur l'amendement n° 77 de la commission (conditions d'effacement des dettes fiscales, parafiscales ou envers les organismes de sécurité sociale) (p. 3952)

Intervient sur l'amendement n° 78 de la commission (durée de huit ans de l'impossibilité de recourir à un nouvel effacement de dettes) (p. 3952)

Intervient sur l'amendement n° 79 de la commission (de conséquence) (p. 3952)

Article 50 (article L. 332-4 du code de la consommation : effacement de créances et régularisation)

Son intervention (p. 3956)

Article 51 (article L. 333-4 du code de la consommation : inscription au fichier sur les incidents de paiement)

Intervient sur l'amendement n° 80 corrigé de la commission (de conséquence : réduction à 8 ans de la durée d'inscription au fichier) (p. 3958)

Après l'article 51

Intervient sur l'amendement n° 81 de la commission (fixation des tarifs des huissiers) (p. 3961)

Intervient sur l'amendement n° 82 de la commission (suppression de la taxe sur les actes des huissiers) (p. 3961)

Après l'article 52

Intervient sur l'amendement n° 84 de la commission (droits des personnes s'étant portées caution) (p. 3962)

Intervient sur l'amendement n° 83 rectifié de la commission (plafond de cautionnement) (p. 3963)

Intervient sur l'amendement n° 85 de la commission (de cohérence) (p. 3963)

Avant l'article 53

Soutient l'amendement n° 466 de la commission (suppression du régime dérogatoire des sociétés de crédit foncier) (p. 3964) : adopté (p. 3965)

Article 55 (article 716 du code de procédure civile : publication du jugement d'adjudication)

Intervient sur l'amendement n° 86 de la commission (rédactionnel) (p. 3966)

Article 56 (articles 696 à 700 du code de procédure civile : fixation par décret de l'ensemble des règles relatives à la publicité des opérations d'adjudication)

Intervient sur l'amendement n° 87 de la commission (de suppression) (p. 3966)

Intervient sur le sous-amendement n° 983 de la commission (publicité par affichage) à l'amendement n° 980 du Gouvernement (p. 3967)

Intervient sur le sous-amendement n° 984 de la commission (modalités plus larges) à l'amendement n° 980 du Gouvernement (p. 3967)

Après l'article 56

Intervient sur l'amendement n° 88 de la commission (imputation du produit de l'enchère prioritairement sur le capital dû) (p. 3967)

Article 57 (levée de l'interdiction d'émettre des chèques)

Intervient sur l'amendement n° 89 de la commission (application aux procédures de liquidation en cours et futures) (p. 3968)

Après l'article 57

Intervient sur l'amendement n° 90 de la commission (prohibition du démarchage financier auprès des mineurs) (p. 3969)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 juin 1998] (p. 5535, 5552)

Son intervention en qualité de rapporteur de la commission spéciale (p. 5536)

Thèmes :

Politique sociale : revenu minimum d'insertion (RMI) (p. 5536, 5537)

Politique sociale : surendettement (p. 5536)

Discussion des articles [30 juin 1998] (p. 5561) ; [1^{er} juillet 1998] (p. 5582, 5604, 5665)

Ses interventions dans la discussion des amendements et sous-amendements (p. 5586, 5619, 5651 à 5656, 5665 à 5695)

Article 28 bis supprimé par le Sénat (dissociation de la location du logement de celle de l'aire de stationnement)

Intervient sur l'amendement n° 30 rectifié de la commission (rétablissement de l'article) (p. 5619)

Article 53 A (sociétés de crédit foncier)

Soutient l'amendement n° 131 de la commission (retour au texte de l'Assemblée nationale : abrogation des dispositions des articles 32 à 42 du décret du 28 février 1852 sur les sociétés de crédit foncier) (p. 5653) : adopté (p. 5654)

Article 53 supprimé par le Sénat (montant de la mise à prix fixé par le juge)

Soutient l'amendement n° 132 de la commission (rétablissement de l'article et mécanisme de remise en vente sur baisses successives de mise à prix supprimé) (p. 5656) : adopté après modification (p. 5656)

Article 54 supprimé par le Sénat (article 706-2 du code de procédure civile : possibilité pour l'adjudicataire d'office de trouver un autre acquéreur)

Soutient l'amendement n° 133 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte voté par l'Assemblée nationale en première lecture : possibilité pour l'adjudicataire d'office de trouver un autre acquéreur) (p. 5665) : adopté (p. 5665)

Article 55 supprimé par le Sénat (article 716 du code de procédure civile : publication du jugement d'adjudication)

Soutient l'amendement n° 134 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 52665) : adopté (p. 5665)

Article 56 (articles 696 à 700 du code de procédure civile ancien : fixation par décret de l'ensemble des règles relatives à la publicité des opérations d'adjudication)

Soutient l'amendement n° 135 de la commission (information des enchérisseurs) (p. 5667) : adopté après modification (p. 5668)

Article 57 bis supprimé par le Sénat (prohibition du démarchage financier auprès des mineurs)

Soutient l'amendement n° 136 de la commission (rétablissement de l'article : prohibition du démarchage financier auprès des mineurs non émancipés) (p. 5668) : adopté (p. 5669)

Article 42 A précédemment réservé (intervention des intermédiaires dans les situations de surendettement)

Soutient l'amendement n° 113 de la commission (intervention des intermédiaires et gratuité de leur démarche) (p. 5681) : adopté (p. 5681)

Article 42 précédemment réservé (composition de la commission de surendettement des particuliers)

Soutient l'amendement n° 114 de la commission (composition de la commission de surendettement) (p. 5681) : adopté (p. 5681)

Article 43 précédemment réservé (article L. 331-2 du code de la consommation (fixation des ressources

minimales du ménage par la commission de surendettement des particuliers)

Soutient l'amendement n° 115 de la commission (retour au texte adopté en première lecture) (p. 5682) : adopté (p. 5683)

Article 44 A précédemment réservé (interdiction de redéposer un dossier dans un délai de trois ans par un candidat ayant refusé le plan proposé par la commission de surendettement)

Soutient l'amendement n° 117 de la commission (de suppression) (p. 5683) : adopté (p. 5684)

Article 44 précédemment réservé (procédure applicable devant la commission de surendettement)

Soutient l'amendement n° 118 de la commission (retour au texte adopté en première lecture) (p. 5684) : adopté (p. 5685)

Article 46 précédemment réservé (article L. 331-5 du code de la consommation : saisine du juge de l'exécution par le président de la commission de surendettement, en cas d'urgence, aux fins de suspension des procédures d'exécution)

Soutient l'amendement n° 119 de la commission (saisine du juge par le débiteur) (p. 5685) : adopté (p. 5686)

Article 47 précédemment réservé (article L. 331-7 du code de la consommation : pouvoirs de la commission en cas d'échec de la conciliation)

Soutient l'amendement n° 120 de la commission (taux applicable aux plans de rééchelonnement inférieur au taux légal) (p. 5686) : retiré (p. 5686)

Article 48 précédemment réservé (article L. 331-7-1 du code de la consommation : mise en place d'un moratoire des dettes en cas d'échec des phases de conciliation et de recommandation)

Soutient l'amendement n° 121 rectifié de la commission (moratoire pouvant aller jusqu'à trois ans pour les personnes surendettées et sans ressources) (p. 5688) : adopté après modification (p. 5691)

Son sous-amendement n° 306 (suspension de l'exigibilité des créances fiscales) à l'amendement n° 121 rectifié de la commission (p. 5688) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 5691)

Soutient l'amendement n° 123 de la commission (possibilité de remises totales ou partielles des dettes fiscales) (p. 5691) : adopté (p. 5691)

Soutient l'amendement n° 124 de la commission (réexamen de la situation du débiteur par la commission) (p. 5692) : adopté après modification et rectification (suppression du gage) (p. 5692)

Son sous-amendement n° 305 rectifié (conditions à la remise totale ou partielle des dettes fiscales) à l'amendement n° 124 de la commission : adopté (p. 5692)

Soutient l'amendement n° 174 de la commission (de coordination) (p. 5692) : adopté (p. 5692)

Soutient l'amendement n° 125 de la commission (assistance gratuite) (p. 5692) : adopté après modification (p. 5693)

Article 48 bis précédemment réservé (remises totales ou partielles des dettes au vu des recommandations de la commission)

Soutient l'amendement n° 126 de la commission (de coordination) (p. 5693) : adopté (p. 5693)

Article 49 précédemment réservé (article L. 332-3 du code de la consommation : pouvoirs du juge en cas de contestation des recommandations de la commission)

Soutient l'amendement n° 127 de la commission (liberté de choix des mesures à prendre laissée au juge) (p. 5693) : adopté (p. 5694)

Article 51 bis précédemment réservé, supprimé par le Sénat (tarification des rémunérations dues aux huissiers de justice)

Soutient l'amendement n° 128 de la commission (rétablissement de l'article : réduction de tarification) (p. 5694) : adopté (p. 5694)

Après l'article 52 bis

Soutient l'amendement n° 129 de la commission (dispositif d'alerte sur les frais annexes à la dette) (p. 5694) : adopté (p. 5695)

Après l'article 52 ter

Soutient l'amendement n° 130 précédemment réservé de la commission (ressources minimum garanties à la personne physique s'étant portée caution) (p. 5695) : adopté (p. 5695)

LECTURE DÉFINITIVE

Mise aux voix du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [9 juillet 1998] (p. 5745)

Ses interventions dans la discussion des amendements et sous-amendements (p. 5767 à 5771)

Soutient l'amendement n° 11 de la commission (prêts autorisés par le juge des tutelles ou le représentant légal) (p. 5768) : adopté (p. 5768)

Proposition de loi n° 845 fixant le régime des armes et munitions

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [29 mai 1998] (p. 4538)

Après l'article 4

Intervient sur l'amendement n° 6 de M. Jean-Claude Lemoine (ventes d'armes et de munitions des deuxième, troisième et quatrième catégories uniquement par des armuriers diplômés et dans les armureries) (p. 4541)

Après l'article 7

Intervient sur l'amendement n° 19 de M. Thierry Mariani (décret en Conseil d'Etat fixant les modalités de conservation des armes) (p. 4544)

Alain NÉRI

*Puy-de-Dôme (2^{ème} circonscription)
Socialiste*

Élu le 1^{er} juin 1997

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9390)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9422)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au développement d'activités pour l'emploi des jeunes [J.O. du 3 octobre 1997] (p. 14384)

Membre de la commission d'enquête sur l'état des droits de l'enfant en France, notamment au regard des conditions de vie des mineurs et de leur place dans la cite [J.O. du 25 février 1998] (p. 2946)

Membre titulaire de la commission d'étude sur la retraite anticipée pour les anciens combattants en Afrique du nord [J.O. du 14 mars 1998] (p. 3848)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation et d'incitation relatif à la réduction du temps de travail [J.O. du 10 avril 1998] (p. 5626)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 125, posée le 29 octobre 1997. Anciens combattants et victimes de guerre. Politique et réglementation (J.O. Questions p. 4959). Appelée le 29 octobre 1997. Perspectives (p. 4959)

n° 349, posée le 12 mai 1998. Logement. Habitation à loyer modéré (HLM) (J.O. Questions p. 3724). Appelée le 19 mai 1998. Conditions d'attribution, plafond de ressources (p. 4032)

DÉBATS

Projet de loi n° 200 relatif au développement d'activités pour l'emploi des jeunes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 septembre 1997] (p. 2917, 2943, 2981)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. François Bayrou (p. 2994)

Thèmes :

Emploi : contrats emploi-jeunes (p. 2994)

Emploi : emplois de proximité ou de service (p. 2994)

Projet de loi de finances n° 230 pour 1998

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ANCIENS COMBATTANTS

Examen du fascicule [24 octobre 1997] (p. 4665)

Son intervention (p. 4678)

Thèmes avant la procédure des questions :

Anciens combattants et victimes de guerre : Afrique du Nord : carte du combattant (p. 4678)

Anciens combattants et victimes de guerre : retraite mutualiste du combattant (p. 4678)

Emploi : chômeurs en fin de droits : anciens combattants et victimes de guerre (p. 4679)

Vote des crédits et articles rattachés [24 octobre 1997] (p. 4689)*Etat B, titre IV*

Intervient sur l'amendement n° 81 du Gouvernement (majoration des crédits de 40 millions de francs) (p. 4692)

Après l'article 62

Son amendement n° 76 soutenu par M. Jean-Paul Durieux (montant maximal de la rente mutualiste du combattant donnant lieu à majoration par l'Etat) (p. 4692) : adopté (p. 4693)

Son amendement n° 46 (montant maximal de la rente mutualiste du combattant donnant lieu à majoration par l'Etat) (p. 4692) : retiré (p. 4693)

Son amendement n° 77 soutenu par M. Jean-Pierre Kucheida (condition d'attribution de la carte du combattant pour les anciens combattants de la guerre d'Algérie) : adopté (p. 4694)

Son amendement n° 78 soutenu par Mme Véronique Neiertz (retraite anticipée pour les chômeurs justifiant de quarante annuités de cotisations en incluant le temps passé en Afrique du Nord) (p. 4695) : adopté au scrutin public (p. 4697)

JEUNESSE ET SPORTS**Examen du fascicule [7 novembre 1997] (p. 5573)**

Rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

Son intervention (p. 5574)

Thèmes avant la procédure des questions :

Associations : Fonds national de développement de la vie associative (FNDVA) (p. 5575)

Emploi : jeunes (p. 5576)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de la jeunesse et des sports : crédits (p. 5574)

Sports : coupe du monde de football (p. 5576)

Sports : dopage (p. 5576)

Sports : Fonds national pour le développement du sport (FNDS) (p. 5576)

Sports : stades : débits de boissons (p. 5576)

Sports : stades : Saint-Denis (p. 5576)

Proposition de loi n° 583 tendant à ouvrir le droit à une allocation spécifique aux chômeurs de 55 ans ou plus ayant quarante annuités de cotisation d'assurance vieillesse**PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion de l'article unique [14 janvier 1998] (p. 251)**

Son intervention (p. 267)

Thèmes :

Emploi : chômage de longue durée (p. 267)

Retraites : généralités : durée d'assurance (p. 267)

Proposition de loi n° 599 portant diverses mesures urgentes relatives à la sécurité et à la promotion d'activités sportives**PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [22 janvier 1998] (p. 511)**

Son intervention (p. 516)

Thèmes :

Collectivités territoriales (p. 517)

Sports : stades : sécurité publique (p. 516)

Yves NICOLIN

*Loire (5^{ème} circonscription)
Union pour la démocratie française
puis Démocratie libérale et indépendants*

Élu le 1^{er} juin 1997

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9391)

Cesse d'appartenir au groupe de l'Union pour la Démocratie française [J.O. du 3 juin 1998] (p. 8415)

S'inscrit au groupe Démocratie libérale et indépendants [J.O. du 3 juin 1998] (p. 8415)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9422)

Rapporteur de la proposition de loi tendant à alléger les charges sur les bas salaires (n° 628) [21 janvier 1998]

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi (n° 628) de M. François Bayrou tendant à alléger les charges sur les bas salaires [28 janvier 1998] (n° 656)

Proposition de loi n° 1041 rendant mensuel le paiement de la retraite des non salariés agricoles [7 juillet 1998]

Proposition de loi n° 1042 assouplissant les conditions d'ouverture du droit à pension de réversion des veuves du régime général [7 juillet 1998]

Proposition de loi n° 1043 tendant à réserver aux régions la possibilité d'apporter des aides directes ou indirectes aux entreprises [7 juillet 1998]

Proposition de loi n° 1044 tendant à prendre en compte les titres déclarés nuls et sans valeur dans l'assiette de l'impôt sur les gains réalisés à l'occasion de la cession de valeurs mobilières [7 juillet 1998]

Proposition de loi n° 1087 instituant au profit des professions artisanales, industrielles, commerciales et libérales des régimes d'assurance-chômage obligatoires [22 septembre 1998]

Proposition de loi n° 1088 tendant à assujettir toute la restauration à un taux unique de TVA [22 septembre 1998]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Travail. Durée du travail. Réduction [21 avril 1998] (p. 2819)

Transports aériens. Air France. Perspectives [10 juin 1998] (p. 4874)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 232, posée le 24 mars 1998. Chômage : indemnisation. Allocations (J.O. Questions p. 2096). Appelée le 24 mars 1998. Cumul avec une activité professionnelle réduite (p. 2016)

n° 312, posée le 28 avril 1998. Voirie. RN 7 (J.O. Questions p. 3202). Appelée le 5 mai 1998. Aménagement, Loire (p. 3355)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Déplore qu'alors que le projet de loi relatif au développement d'activités pour l'emploi des jeunes n'est pas encore voté, la presse se fasse l'écho de documents émanant du ministère de l'éducation nationale où figurent toutes les informations relatives aux futurs emplois-jeunes et s'interroge sur le rôle laissé au Parlement. Demande une suspension de séance afin que M. Allègre, ministre de l'éducation nationale, puisse vérifier dans le texte de la Constitution que seul le Parlement vote la loi [15 septembre 1997] (p. 2916)

DÉBATS

Projet de loi n° 200 relatif au développement d'activités pour l'emploi des jeunes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 septembre 1997] (p. 2917, 2943, 2981)

Son intervention (p. 2966)

Thème :

Jeunes (p. 2966)

Discussion des articles [15 septembre 1997] (p. 2995) ; [16 septembre 1997] (p. 3050, 3092) ; [17 septembre 1997] (p. 3121)

Article 1er (aide à la création d'activités d'utilité sociale pour l'emploi des jeunes)

Article L. 322-4-18 du code du travail (conventions relatives à la création d'activités d'utilité sociale)

Son amendement n° 122 (caractère préalable de l'information des institutions représentatives du personnel) : rejeté (p. 3069)

Article 3 (rapport au Parlement)

Intervient sur l'amendement n° 66 de la commission (vérification du pourcentage d'emplois résultant d'initiatives locales) (p. 3136)

Titre

Son amendement n° 124 (suppression de la mention relative à l'emploi des jeunes) : rejeté (p. 3140)

Projet de loi de finances n° 230 pour 1998

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [15 octobre 1997] (p. 4062) ; [16 octobre 1997] (p. 4089, 4121, 4157) ; [17 octobre 1997] (p. 4191, 4218, 4268)

Après l'article 18

Son amendement n° 207 soutenu par M. Laurent Dominati (imputation au titre du crédit d'impôt recherche des dépenses exposées pour la réalisation d'opérations de conception de nouveaux produits confiées à des cabinets de style ou à des stylistes) (p. 4309) : rejeté (p. 4310)

Son amendement n° 246 soutenu par M. Laurent Dominati (imputation au titre du crédit d'impôt recherche des dépenses exposées pour la réalisation d'opérations de conception de nouveaux produits confiées à des cabinets de style ou à des stylistes) (p. 4309) : rejeté (p. 4310)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

DÉFENSE

Examen du fascicule [12 novembre 1997] (p. 5674)

Procédure des questions :

Défense : GIAT-Industries (p. 5727, 5728, 5735)

Proposition de loi n° 628 tendant à alléger les charges sur les bas salaires

Rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 janvier 1998] (p. 825)

Son intervention (p. 825, 842)

Thèmes :

Emploi : chômage (p. 825 à 827, 842, 843)

Entreprises : allègement des charges sociales (p. 825 à 827, 843)

Entreprises : délocalisations (p. 843)

Entreprises : situation financière : charges (p. 825, 826)

Politique économique : mondialisation (p. 825)

Politiques communautaires : politiques internes (p. 826)

Travail : réduction du temps de travail (p. 825 à 827)

Travail : salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) (p. 826)

Projet de loi organique n° 827 limitant le cumul des mandats électoraux et fonctions électives

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [27 mai 1998] (p. 4385, 4406)

Article 2 (articles L.O. 141 et L.O. 141-1 du code électoral - interdiction du cumul d'un mandat parlementaire avec une fonction élective locale ou plus d'un mandat local)

Article L.O. 141 du code électoral

Son amendement n° 104 soutenu par M. Pierre Albertini (interdiction de cumul du mandat de député avec la présidence d'un établissement public de coopération intercommunale doté d'une fiscalité propre) (p. 4407) : adopté (p. 4411)

Jean-Paul NUNZI

*Tarn-et-Garonne (2^{ème} circonscription)
Radical, Citoyen et Vert*

Élu le 1^{er} juin 1997

S'inscrit au groupe Radical, Citoyen et Vert [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9391)

NOMINATION

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9423)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Police. Police municipale. Compétences [9 décembre 1997] (p. 7172)

Etablissements de santé. Carte sanitaire. Perspectives [11 février 1998] (p. 1466)

*DÉBATS***Projet de loi de finances n° 230 pour 1998***DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET
DISPOSITIONS SPÉCIALES***AGRICULTURE ET PÊCHE, BAPSA****Examen du fascicule [23 octobre 1997] (p. 4535)**

Son intervention (p. 4570)

Thèmes avant la procédure des questions :

Agriculture : coopératives d'utilisation de matériel agricole (CUMA) (p. 4571)

Agriculture : fruits et légumes (p. 4570)

TVA (p. 4570)

O

Patrick OLLIER

*Hautes-Alpes (2^{ème} circonscription)
Rassemblement pour la République*

Élu le 1^{er} juin 1997

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9391)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9423)

Secrétaire de la commission de la production et des échanges [J.O. du 18 juin 1997] (p. 9560)

Juge titulaire de la Cour de justice de la République [J.O. du 26 juin 1997] (p. 9832)

Juge titulaire de la Haute Cour de justice [J.O. du 26 juin 1997] (p. 9832)

Membre titulaire du conseil national de la montagne [J.O. du 19 septembre 1997] (p. 13658)

Membre de la commission d'enquête sur l'utilisation des fonds publics et la gestion des fonds publics en Corse [J.O. du 5 mars 1998] (p. 3423)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 270 relative à l'exonération de taxe professionnelle en faveur des entreprises dans les zones de revitalisation rurale [30 septembre 1997]

Proposition de loi n° 273 relative aux règles d'urbanisme aux abords des principaux axes routiers portant modification de l'article L. III-1-4 du code de l'urbanisme [30 septembre 1997]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Fonctionnaires et agents publics. Effectifs de personnel. Perspectives [22 octobre 1997] (p. 4475)

Aménagement du territoire. Politique d'aménagement du territoire. Perspectives [25 février 1998] (p. 1623)

Aménagement du territoire. Politique d'aménagement du territoire. Perspectives [29 avril 1998] (p. 3209)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 132, posée le 20 janvier 1998. Sports. Ski (J.O. Questions p. 470). Appelée le 27 janvier 1998. Pistes de ski de fond, redevance piéton, création (p. 543)

n° 380, posée le 26 mai 1998. Enseignement supérieur. Fonctionnement (J.O. Questions p. 4355). Appelée le 2 juin 1998. Unités de formation et de recherche (UFR)-Sciences et techniques des activités physiques et sportives (STAPS), université de Gap (p. 4556)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Estime nécessaire la présence en séance du ministre des Affaires étrangères et du Secrétaire d'Etat à la coopération pour expliquer les conséquences de la politique en matière de visas ou les accompagnements

conduits dans le cadre de la politique de développement [9 décembre 1997] (p. 7177)

Juge inadmissibles les provocations à l'encontre des députés de l'opposition [9 décembre 1997] (p. 7185)

Déplore le peu de réponses obtenues par l'opposition à ses questions et l'utilisation de la réserve par le Gouvernement [9 décembre 1997] (p. 7216)

Souhaite que la demande de suspension de séance soit soumise au vote de l'Assemblée [9 décembre 1997] (p. 7221)

Regrette que l'opposition n'ait pas pu développer ses arguments sur les amendements de suppression et demande qu'elle puisse s'exprimer plus librement [10 décembre 1997] (p. 7249)

Estime que ce sont les contradictions de la majorité qui nuisent au bon déroulement du débat [10 décembre 1997] (p. 7255)

Demande qu'un orateur soit autorisé à répondre au Gouvernement et à la commission sur chaque amendement [11 décembre 1997] (p. 7346)

Fait état de la difficulté de la majorité à être majoritaire dans l'hémicycle [11 décembre 1997] (p. 7456)

S'inquiète de la confusion et de la précipitation du débat [12 décembre 1997] (p. 7567)

Souhaite que soit appliquée la disposition du règlement qui prévoit qu'un orateur peut intervenir contre la demande de clôture [12 décembre 1997] (p. 7572)

Estime que l'utilisation abusive de certains articles du règlement est extrêmement dommageable pour la qualité du débat [14 décembre 1997] (p. 7633)

S'étonne que les amendements non examinés en commission n'aient pas fait l'objet d'une demande spécifique de réserve [14 décembre 1997] (p. 7668)

Déplore les conditions dans lesquelles s'effectue l'examen du projet de loi relatif à l'entrée et au séjour des étrangers en France et demande que le Bureau soit saisi afin de faire cesser un rythme de travail préjudiciable à la qualité des débats [16 décembre 1997] (p. 7858)

Remercie le président de séance pour sa conduite des débats et fait remarquer que l'opposition n'a pas pratiqué l'obstruction [16 décembre 1997] (p. 7948)

Regrette que le Président ait ignoré la demande d'explication de vote formulée par M. Christian Estrosi sur la question préalable [26 mai 1998] (p. 4309)

DÉBATS**Projet de loi de finances n° 230 pour 1998****PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER**

Discussion des articles [15 octobre 1997] (p. 4062) ; [16 octobre 1997] (p. 4089, 4121, 4157) ; [17 octobre 1997] (p. 4191, 4218, 4268)

Après l'article 18

Son amendement n° 1 soutenu par M. Michel Bouvard (éligibilité au Fonds de compensation pour la TVA des investissements réalisés sur des cours d'eau domaniaux ou non domaniaux) (p. 4328) : rejeté (p. 4329)

Son amendement n° 42 soutenu par M. Michel Bouvard (éligibilité au Fonds de compensation pour la TVA

des investissements réalisés sur des cours d'eau domaniaux) (p. 4328) : rejeté (p. 4329)

Son amendement n° 2 corrigé soutenu par M. Michel Bouvard (distinction entre la notion d'entreprise et celle d'établissement, afin de ne pas exclure du bénéfice de l'exonération temporaire d'impôt sur les bénéfices dans les zones de revitalisation rurale, les établissements appartenant à des sociétés ayant leur siège ou un autre établissement en dehors de ces zones) : rejeté (p. 4330)

Son amendement n° 7 corrigé soutenu par M. Michel Bouvard (affectation progressive de la totalité de la dotation de développement rural aux groupements à fiscalité propre) (p. 4330) : retiré (p. 4331)

Après l'article 24

Son amendement n° 467 soutenu par M. Michel Bouvard (institution d'une taxe de gestion de l'espace rural) : rejeté (p. 4336)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

SERVICES DU PREMIER MINISTRE

SERVICES GÉNÉRAUX - Secrétariat général de la Défense Nationale - Conseil économique et social - Plan - Budget ANNEXE DES JOURNAUX OFFICIELS

Examen du fascicule [23 octobre 1997] (p. 4523)

Rapporteur pour avis de la commission de la production et des échanges

Son intervention (p. 4524)

Thèmes avant la procédure des questions :

Etat : Plan (p. 4525, 4526)

Politique économique : mondialisation (p. 4526)

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET ENVIRONNEMENT

I - AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Examen du fascicule [4 novembre 1997] (p. 5287)

Son intervention (p. 5295)

Thèmes avant la procédure des questions :

Aménagement du territoire : Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR) (p. 5296)

Aménagement du territoire : Fonds national d'aménagement et de développement du territoire (FNADT) (p. 5296)

Aménagement du territoire : Fonds national de développement des entreprises (p. 5296)

Aménagement du territoire : pays (p. 5295)

Aménagement du territoire : prime à l'aménagement du territoire (PAT) (p. 5296, 5297)

Aménagement du territoire : schéma national d'aménagement et de développement du territoire (p. 5297)

Aménagement du territoire : zones de redynamisation urbaine (p. 5295, 5297)

Aménagement du territoire : zones rurales (p. 5295, 5297)

Collectivités territoriales : finances locales : péréquation (p. 5295)

Transports : Fonds d'investissement des transports terrestres et des voies navigables (FITTVN) (p. 5296)

Transports par eau : voies navigables (p. 5296)

II - ENVIRONNEMENT

Examen du fascicule [4 novembre 1997] (p. 5349)

Procédure des questions :

Environnement : parcs naturels, nationaux, régionaux (p. 5383)

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS

Discussion des articles [17 novembre 1997] (p. 5966, 6007) ; [18 novembre 1997] (p. 6032, 6079, 6116) ; [19 novembre 1997] (p. 6153)

Après l'article 61

Reprend l'amendement n° 293 de M. Jean-Louis Idiart (distinction entre la notion d'entreprise et celle d'établissement au regard des règles fiscales applicables dans les zones de revitalisation rurale) (p. 6063) : rejeté (p. 6081)

Son amendement n° 4 (aménagement du dispositif d'exonération de taxe professionnelle applicable dans les zones de revitalisation rurale) (p. 6081) : rejeté (p. 6089)

Son amendement n° 5 (extension du bénéfice de l'exonération de taxe professionnelle aux entreprises procédant dans les zones de revitalisation rurale, soit à un reconversion dans le même type d'activité, soit à la reprise d'établissements en difficulté exerçant le même type d'activité) (p. 6085) : devenu sans objet (p. 6089)

Projet de loi n° 327 relatif à l'entrée et au séjour des étrangers en France et au droit d'asile

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [9 décembre 1997] (p. 7179, 7203) ; [10 décembre 1997] (p. 7239, 7273, 7297) ; [11 décembre 1997] (p. 7321, 7339, 7380) ; [12 décembre 1997] (p. 7413, 7453, 7504) ; [14 décembre 1997] (p. 7603, 7633, 7663) ; [15 décembre 1997] (p. 7698, 7736, 7770) ; [16 décembre 1997] (p. 7858, 7899)

Avant l'article 1er

Son rappel au règlement (cf. supra) [9 décembre 1997] (p. 7177)

Son rappel au règlement (cf. supra) [9 décembre 1997] (p. 7185)

Son rappel au règlement (cf. supra) [9 décembre 1997] (p. 7216)

Article 1er (article 5 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 : motivation des refus de visas et allègement des formalités aux frontières)

Son rappel au règlement (cf. supra) [9 décembre 1997] (p. 7221)

Son rappel au règlement (cf. supra) [10 décembre 1997] (p. 7249)

Son rappel au règlement (cf. supra) [10 décembre 1997] (p. 7255)

Article 2 (article 5-3 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 : modification du régime du certificat d'hébergement)

Soutient l'amendement n° 1667 de M. Lionnel Luca (de suppression) (p. 7335) : rejeté (p. 7347)

Son rappel au règlement (cf. supra) [11 décembre 1997] (p. 7346)

Après l'article 2

Intervient sur les amendements n^{os} 572 à 575 de M. André Gerin (suppression successive des articles 8-1 à 8-3 de l'ordonnance du 2 novembre 1945) (p. 7361)

Intervient sur l'amendement n^o 1530 de M. Claude Goasguen (délivrance d'une carte de résident permanent à leur demande, aux ressortissants de l'Union européenne) (p. 7365)

Intervient sur l'amendement n^o 51 de la commission (délivrance aux ressortissants de l'Union européenne, à leur demande, d'une carte de séjour de 10 ans, puis au premier renouvellement d'une carte de résident permanent) (p. 7365)

Intervient sur le sous-amendement n^o 594 de M. Thierry Mariani (suppression de la délivrance automatique du titre de séjour aux membres de la famille) à l'amendement n^o 51 de la commission (p. 7366)

Article 3 (article 12 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 : institution d'un titre de séjour "scientifique")

Intervient sur l'amendement n^o 133 de M. Henri Cuq (de suppression) (p. 7373)

Intervient sur l'amendement n^o 451 de M. Éric Doligé (de suppression) (p. 7373)

Intervient sur l'amendement n^o 1534 de M. Claude Goasguen (condition d'être titulaire d'un diplôme du troisième cycle) (p. 7385)

Intervient sur l'amendement n^o 135 de M. Henri Cuq (condition d'être titulaire d'un diplôme de niveau universitaire pour effectuer des recherches qui ne peuvent être effectuées ailleurs que sur le territoire national) (p. 7385)

Intervient sur les amendements n^{os} 140 et 139 de M. Bernard Accoyer (conditions de titres et diplômes) (p. 7390)

Intervient sur les amendements n^{os} 447 et 442 de M. Éric Doligé (conditions de titres et diplômes) (p. 7390)

Article 4 (article 12 bis de l'ordonnance du 2 novembre 1945 : personnes éligibles à la carte de séjour temporaire "situation personnelle et familiale")

Son intervention (p. 7425)

Intervient sur les sous-amendements n^{os} 2024 à 2031 de M. Bernard Accoyer (précisions sur la notion de "vie privée") à l'amendement n^o 52 de la commission (substitution de l'expression "vie privée" aux mots "situation personnelle") (p. 7446)

Son rappel au règlement (cf. supra) [11 décembre 1997] (p. 7456)

Article 6 (article 15 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 : modifications du régime de la carte de résident)

Intervient sur le sous-amendement n^o 2085 de M. Guy Hascoët (suppression de la référence aux "catégories précédentes" ou au regroupement familial) à l'amendement n^o 664 corrigé de M. André Gerin (octroi de la carte de résident aux étrangers ayant d'importants liens familiaux avec la France) (p. 7529)

Article 7 (article 16 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 : renouvellement de la carte de résident)

Soutient l'amendement n^o 514 de M. Thierry Mariani (de suppression) (p. 7541) : rejeté (p. 7542)

Soutient l'amendement n^o 516 de M. Thierry Mariani (condition de bonne intégration en France) (p. 7545) : rejeté (p. 7545)

Soutient l'amendement n^o 158 de M. Henri Cuq (condition de résidence habituelle en France et possibilité de retrait de la carte) (p. 7546) : rejeté (p. 7547)

Intervient sur l'amendement n^o 391 de M. Richard Cazenave (condition de résidence habituelle en France) (p. 7546)

Intervient sur l'amendement n^o 515 de M. Thierry Mariani (condition de résidence habituelle en France) (p. 7546)

Article 8 (article 18 bis nouveau de l'ordonnance du 2 novembre 1945 : institution d'une carte de séjour "retraité")

Soutient l'amendement n^o 164 de M. Henri Cuq (limitation de la durée de séjour du conjoint) (p. 7564) : devenu sans objet (p. 7564)

Son rappel au règlement (cf. supra) [12 décembre 1997] (p. 7567)

Article 10 (article 21 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 : aménagement du régime des infractions d'aide à l'entrée, à la circulation et au séjour d'étrangers en situation irrégulière)

Soutient l'amendement n^o 174 de M. Henri Cuq (suppression de la dépenalisation de l'aide au séjour irrégulier pour certains membres de la famille et pour le conjoint ou concubin) (p. 7578) : vote réservé (p. 7585)

Soutient l'amendement n^o 21 corrigé de M. Jacques Masdeu-Arus (limitation de la dépenalisation aux seuls ascendants et descendants) (p. 7589) : vote réservé (p. 7592)

Article 9 précédemment réservé (dépenalisation du défaut de déclaration d'entrée sur le territoire)

Soutient l'amendement n^o 45 de M. Jean-Luc Warsmann (de suppression) (p. 7611) : rejeté (p. 7615)

Soutient l'amendement n^o 388 de M. Henri Cuq (maintien en rétention automatique en cas de condamnation à une interdiction du territoire) (p. 7615) : rejeté (p. 7617)

Article 17 (article 29 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 : régime du regroupement familial)

Son intervention (p. 7626)

Son rappel au règlement (cf. supra) [14 décembre 1997] (p. 7633)

Son rappel au règlement (cf. supra) [14 décembre 1997] (p. 7668)

Soutient l'amendement n^o 377 de M. Christian Estrosi (rétablissement du dispositif antérieur permettant de confisquer le titre de séjour de l'étranger qui a fait venir sa famille en dehors du regroupement familial) (p. 7700) : vote réservé (p. 7705)

Après l'article 17

Intervient sur l'amendement n^o 1519 de M. Jean-Pierre Brard (suppression de la possibilité de retirer le titre de séjour obtenu par un autre conjoint) (p. 7714)

Article 19 (article 35 bis de l'ordonnance du 2 novembre 1945 : modification du régime de rétention administrative)

Son intervention (p. 7727)

Intervient sur l'amendement n° 75 de la commission (présence du conseil lors de l'audition devant le juge) (p. 7743)

Après l'article 19

Intervient sur l'amendement n° 1276 de M. Julien Dray (amnistie des interdictions du territoire français prononcées sous l'ancienne législation) (p. 7759)

Article 24 (article 2 de la loi n° 52-893 du 25 juillet 1952 : extension du champ du statut de réfugié)

Ses observations : estime que l'urgence ayant été déclarée, le projet de loi relatif à l'entrée et au séjour des étrangers en France et au droit d'asile ne fera l'objet que d'une seule lecture à l'Assemblée nationale et non de deux comme le laisse entendre le Ministre [15 décembre 1997] (p. 7794)

Article 31 (article 13 de la loi n° 52-893 du 25 juillet 1952 : asile territorial)

Son rappel au règlement (cf. supra) [16 décembre 1997] (p. 7858)

Article 32 (opposition à la célébration de mariage)

Soutient l'amendement n° 1682 de M. Jacques Masdeu-Arus (de suppression) (p. 7868) : adopté (p. 7871)

Article 33 (article 131-30 du code pénal : catégories d'étrangers relevant de l'interdiction judiciaire du territoire)

Intervient sur l'amendement n° 1513 de M. Claude Goasguen (suppression de la référence à la "situation personnelle et familiale") (p. 7880)

Intervient sur l'amendement n° 1512 de M. Claude Goasguen (suppression de la référence à la "situation personnelle") (p. 7880)

Après l'article 33

Intervient sur l'amendement n° 1676 de M. André Gerin (suppression de l'article 78-2-1 du code de procédure pénale aux termes duquel la police et la gendarmerie sont autorisées à entrer dans les locaux à usage professionnel sur réquisition du Procureur de la République afin de contrôler l'identité des salariés) (p. 7889)

Article 13 précédemment réservé (article 25 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 : précisions concernant les personnes protégées de l'éloignement)

Soutient l'amendement n° 352 de M. Robert Pandraud (expulsion obligatoire d'un étranger condamné par deux fois au moins à une peine d'emprisonnement d'un an ou plus) (p. 7940) : rejeté (p. 7940)

Article 21 précédemment réservé (abrogations)

Son intervention (p. 7947)

Son rappel au règlement (cf. supra) [16 décembre 1997] (p. 7948)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [25 février 1998] (p. 1693) ; [26 février 1998] (p. 1706, 1748)

Article 2 bis (article 9-1 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 : titre de séjour des ressortissants communautaires)

Soutient le sous-amendement n° 53 de M. Henri Cuq (maintien du texte du Sénat pour la définition des

membres de la famille) à l'amendement n° 11 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée en première lecture en élargissant la définition des membres de la famille et en prévoyant l'octroi d'un titre permanent après 10 ans) (p. 1723) : rejeté (p. 1723)

Article 3 supprimé par le Sénat (article 12 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 : institution d'un titre de séjour "scientifique")

Intervient sur l'amendement n° 12 de la commission (rétablissement de l'article et des cartes de séjour portant mention "scientifique" et "profession artistique et culturelle") (p. 1725)

Intervient sur le sous-amendement n° 58 de M. Henri Cuq (précision de la notion de recherche) à l'amendement n° 12 de la commission (p. 1728)

Intervient sur le sous-amendement n° 202 rectifié du Gouvernement (précision de la notion d'artiste professionnel étranger) à l'amendement n° 12 de la commission (p. 1730)

Projet de loi n° 815 relatif aux polices municipales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 avril 1998] (p. 3103, 3149)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Louis Debré (p. 3133)

Projet de loi organique n° 827 limitant le cumul des mandats électoraux et fonctions électives

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [26 mai 1998] (p. 4285, 4315) ; [27 mai 1998] (p. 4373)

Son rappel au règlement (cf. supra) [26 mai 1998] (p. 4309)

Bernard OUTIN

*Loire (4^{ème} circonscription)
Communiste*

Élu le 1^{er} juin 1997

S'inscrit au groupe communiste [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9391)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9422)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 124 relative à l'assurance contre le risque de non paiement des cotisations des employeurs au régime général de la sécurité sociale [23 juillet 1997]

Proposition de loi n° 127 tendant, en cas de décès d'un contribuable, à faire bénéficier ses héritiers de l'étalement de droit du paiement de l'impôt sur le revenu du défunt [23 juillet 1997]

Proposition de loi n° 585 relative au droit à information des risques liés aux exploitations minières [17 décembre 1997]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Enseignement maternel et primaire. Etablissements. Visites et sorties, réglementation [18 novembre 1997] (p. 6077)

Emploi. Emplois jeunes. Bilan [19 mai 1998] (p. 4058)
Personnes âgées. Dépendance. Prestation spécifique [9 juin 1998] (p. 4800)

DÉBATS

Projet de loi n° 200 relatif au développement d'activités pour l'emploi des jeunes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 septembre 1997] (p. 2917, 2943, 2981)

Son intervention (p. 2960)

Thèmes :

Emploi : contrats emploi-jeunes (p. 2960)
Fonction publique territoriale (p. 2960)

Projet de loi de finances n° 230 pour 1998

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

JEUNESSE ET SPORTS

Examen du fascicule [7 novembre 1997] (p. 5573)

Son intervention (p. 5583)

Thèmes avant la procédure des questions :

Associations : Fonds national de développement de la vie associative (FNDVA) (p. 5584)
Défense : objecteurs de conscience (p. 5584)
Emploi : jeunes (p. 5584)
Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de la jeunesse et des sports : crédits (p. 5583)

DÉFENSE

Examen du fascicule [12 novembre 1997] (p. 5674)

Procédure des questions :

Défense : GIAT-Industries (p. 5723)

Projet de loi n° 512 d'orientation et d'incitation relatif à la réduction du temps de travail

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [27 janvier 1998] (p. 572, 615) ; [28 janvier 1998] (p. 667, 703) ; [29 janvier 1998] (p. 747)

Son intervention (p. 691)

Thèmes :

Travail : annualisation du temps de travail (p. 692)

Travail : heures supplémentaires (p. 692)

Projet de loi n° 328 relatif à la nationalité et modifiant le code civil

NOUVELLE LECTURE

Ses explications de vote [10 février 1998] (p. 1453)

Abstention du groupe communiste (p. 1453)

Projet de loi n° 780 d'orientation relatif à la lutte contre les exclusions

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 mai 1998] (p. 3392, 3415) ; [6 mai 1998] (p. 3466, 3495)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Louis Debré (p. 3429)

Thème :

Politique sociale : exclusion (p. 3429)

Discussion des articles [6 mai 1998] (p. 3515) ; [7 mai 1998] (p. 3533, 3562) ; [12 mai 1998] (p. 3649, 3684) ; [13 mai 1998] (p. 3741, 3776) ; [14 mai 1998] (p. 3815, 3872) ; [18 mai 1998] (p. 3931, 3975) ; [19 mai 1998] (p. 4076, 4102) ; [20 mai 1998] (p. 4205)

Article 16 (définition du plan départemental d'action pour le logement des personnes défavorisées)

Soutient l'amendement n° 606 de M. François Asensi (incorporant à la section de la conférence régionale du logement social les représentants des bailleurs et des associations de mal-logés) (p. 3711) : rejeté (p. 3711)

Article 17 (contenu et mise en œuvre du plan départemental d'action pour le logement des personnes défavorisées)

Soutient l'amendement n° 607 de M. François Asensi (prise en compte de la notion de logement adapté et durable) (p. 3714) : retiré (p. 3714)

Article 73 (droit au compte bancaire)

Soutient l'amendement n° 742 de M. Jean-Pierre Brard (personnes domiciliées plus d'un an dans un organisme agréé) (p. 4077) : retiré (p. 4077)

Article 75 (adaptation du service public de l'éducation)

Son amendement n° 600 soutenu par Mme Janine Jambu (renforcement des moyens) : rejeté (p. 4092)

Article 79 (formation des professions sociales)

Soutient l'amendement n° 599 de M. Patrick Braouezec (formation à l'animation) (p. 4106) : retiré (p. 4107)

Article 80 (Observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion sociale)

Soutient l'amendement n° 592 de M. François Asensi (prise en compte de la notion de temps libre) (p. 4111) : rejeté (p. 4111)

Soutient l'amendement n° 603 de M. Guy Hermier (en liaison avec les observatoires régionaux de la santé) (p. 4112) : retiré (p. 4112)

P

Arthur PAECHT

*Var (7^{ème} circonscription)
Union pour la démocratie française
puis Union pour la démocratie française-Alliance*

Élu le 1^{er} juin 1997

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9391), devenu groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance [J.O. du 25 juin 1998] (p. 9698)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9423)

Vice-président de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 18 juin 1997] (p. 9560)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme du service national [J.O. du 9 octobre 1997] (p. 14689)

Membre (représentant de la commission de la défense) de l'office parlementaire d'évaluation des politiques publiques [J.O. du 17 octobre 1997] (p. 15125)

Rapporteur pour avis du projet de loi autorisant la ratification du protocole au Traité de l'Atlantique Nord sur l'accèsion de la République de Pologne (n° 912) [19 mai 1998]

Rapporteur pour avis du projet de loi autorisant la ratification du protocole au Traité de l'Atlantique Nord sur l'accèsion de la République de Hongrie (n° 913) [19 mai 1998]

Rapporteur pour avis du projet de loi autorisant la ratification du protocole au Traité de l'Atlantique Nord sur l'accèsion de la République Tchèque (n° 922) [19 mai 1998]

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 794 visant à diminuer l'âge de la retraite des scaphandriers professionnels [31 mars 1998]

Rapport pour avis déposé au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur les projets de loi autorisant la ratification du protocole au Traité de l'Atlantique Nord sur l'accèsion de la République de Pologne (n° 912), de la République de Hongrie (n° 913) et de la République tchèque (n° 922) [29 mai 1998] (n° 942)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Politique extérieure. Ex-Yougoslavie. Tribunal pénal international, attitude de la France [16 décembre 1997] (p. 7855)

DÉBATS

Projet de loi n° 199 portant réforme du service national

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 septembre 1997] (p. 3231, 3266)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Philippe Séguin (p. 3247)

Son intervention (p. 3270)

Thèmes :

Défense : armée : professionnalisation (p. 3270)

Emploi : jeunes (p. 3271)

Enseignement : programmes : défense (p. 3247, 3270)

Discussion des articles [18 septembre 1997] (p. 3279, 3308) ; [22 septembre 1997] (p. 3341, 3386)

Article 1er (création d'un livre premier du code du service national)

Article L. 114-2 du code du service national : obligation de répondre à l'appel de préparation à la défense

Son amendement n° 18 soutenu par M. Guy Teissier (dénomination de l'appel de préparation à la défense) : rejeté (p. 3329)

Son amendement n° 19 (délivrance d'un certificat individuel de participation à la journée de préparation) : devenu sans objet (p. 3330)

Article L. 114-4 du code du service national : date de l'appel de la préparation à la défense

Son amendement n° 20 soutenu par M. Guy Teissier (choix de la date de la journée d'appel) : rejeté (p. 3351)

Article L. 114-5 du code du service national : régularisation de situation administrative entre dix-huit et vingt-cinq ans

Son amendement n° 21 (journée complémentaire pour les jeunes gens devant régulariser leur situation organisée par les responsables des établissements scolaires) : rejeté (p. 3353)

Article L. 114-7 du code du service national : cas des Français résidant à l'étranger

Son amendement n° 22 soutenu par M. Guy Teissier (jeunes gens immatriculés "régulièrement" auprès des autorités consulaires) (p. 3355) : rejeté (p. 3356)

Projet de loi de finances n° 230 pour 1998

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

DÉFENSE

Examen du fascicule [12 novembre 1997] (p. 5674)

Son intervention (p. 5705)

Thèmes avant la procédure des questions :

Défense : loi de programmation militaire (p. 5705, 5706)

Organisations internationales : Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) (p. 5706)
Relations internationales (p. 5705, 5706)

Projet de loi n° 328 relatif à la nationalité et modifiant le code civil

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [28 novembre 1997] (p. 6539, 6570, 6607)

Article 1er (article 21-7 du code civil : acquisition de la nationalité française à raison de la naissance et de la résidence en France)

Son intervention (p. 6561)

Projet de loi n° 913 autorisant la ratification du protocole au Traité de l'Atlantique Nord sur l'accession de la République de Hongrie

Rapporteur pour avis de la commission de la défense nationale et des forces armées

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [10 juin 1998] (p. 4891)

Son intervention (p. 4894)

Thèmes :

Organisations internationales : Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) (p. 4895, 4896)

Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) (p. 4895, 4896)

Organisations internationales : Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) (p. 4894, 4895)

Organisations internationales : Union de l'Europe occidentale (UEO) (p. 4896)

Pays étrangers : Hongrie (p. 4895)

Pays étrangers : Pologne (p. 4895)

Pays étrangers : Roumanie (p. 4895)

Pays étrangers : Russie (p. 4895)

Pays étrangers : Ukraine (p. 4895)

Union européenne : élargissement (p. 4896)

Projet de loi n° 677 portant réforme du code de justice militaire

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [10 juin 1998] (p. 4908, 4923)

Son intervention (p. 4923, 4929)

Thèmes :

Droit pénal : procédure pénale (p. 4923 à 4925)

Justice : justice militaire (p. 4924, 4925)

Organisations internationales : Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) (p. 4925)

Discussion des articles [10 juin 1998] (p. 4929)

Article 43 (conséquence de la compétence du tribunal aux armées de Paris)

Son amendement n° 59 (jugement des infractions commises hors du territoire de la République par le tribunal aux armées de Paris) (p. 4942) : rejeté (p. 4943)

Après l'article 45

Intervient sur le sous-amendement n° 65 du Gouvernement (date d'entrée en vigueur des dispositions du présent article) à l'amendement n° 58 de la commission (mise en mouvement de l'action publique par la partie lésée) (p. 4944)

Article 46 (demande d'avis du Ministre de la Défense en cas d'engagement des poursuites sur plainte ou constitution de parties civiles)

Son amendement n° 60 (de suppression) : devenu sans objet (p. 4945)

Après l'article 46

Son amendement n° 61 (mise en mouvement de l'action publique pour les infractions commises hors du territoire national) : retiré (p. 4945)

Article 48 (décision d'audience à huis clos)

Son amendement n° 62 (de suppression) : retiré (p. 4946)

Titre

Son amendement n° 63 (réforme du code de justice militaire et du code de procédure pénale) (p. 4947) : adopté (p. 4948)

Dominique PAILLÉ

*Deux-Sèvres (4^{ème} circonscription)
Union pour la démocratie française
puis Union pour la démocratie française-Alliance*

Élu le 1^{er} juin 1997

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9391), devenu groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance [J.O. du 25 juin 1998] (p. 9698)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9423)

DÉPÔTS

Proposition de résolution n° 312 tendant à créer une commission d'enquête sur les conditions d'application de l'ordonnance du 24 avril 1996 sur la maîtrise des dépenses de soins et de la convention médicale arrêtée le 28 mars 1997, pour leurs dispositions relatives à l'informatisation médicale [10 octobre 1997]

Proposition de loi n° 965 tendant à ce que le vote blanc soit considéré comme un suffrage exprimé [9 juin 1998]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Sports. Football. Coupe du monde, contrats avec les sponsors, hôtellerie et restauration [28 avril 1998] (p. 3099)

Anciens combattants et victimes de guerre. Carte du combattant. Conditions d'attribution, Afrique du Nord [24 juin 1998] (p. 5331)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 233, posée le 24 mars 1998. Elevage. Lapins (J.O. Questions p. 2097). Appelée le 24 mars 1998. Maladies du bétail, aides de l'Etat (p. 2005)

n° 285, posée le 21 avril 1998. Gendarmerie. Restructuration (J.O. Questions p. 2891). Appelée le 21 avril 1998. Effectifs de personnel, Thouars (p. 2810)

DÉBATS

Projet de loi n° 303 de financement de la sécurité sociale pour 1998

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [25 novembre 1997] (p. 6302)

Article 1er et rapport annexé (orientations et objectifs de la politique de santé et de sécurité sociale)

Son sous-amendement n° 57 soutenu par M. Jean-Luc Prél (création d'un "Observatoire national de l'informatisation sanitaire") à l'amendement n° 1 de la commission (de rétablissement) (p. 6312) : rejeté (p. 6314)

Projet de loi organique n° 827 limitant le cumul des mandats électoraux et fonctions électives

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [26 mai 1998] (p. 4285, 4315) ; [27 mai 1998] (p. 4373)

Soutient la question préalable de M. François Bayrou (p. 4315) : rejetée (p. 4319)

Thèmes :

- Assemblée nationale : députés : indemnités (p. 4316)
- Elections et référendums : cumul des mandats : modes de scrutin (p. 4316)
- Elections et référendums : statut des élus (p. 4316)
- Etat : décentralisation (p. 4316, 4317)
- Parlement : rôle (p. 4316)
- Politique générale : institutions (p. 4315, 4317)

Discussion des articles [27 mai 1998] (p. 4385, 4406)

Après l'article 4

Son amendement n° 77 corrigé (âge minimum de 18 ans pour être élu sénateur) (p. 4423) : adopté (p. 4424)

Projet de loi n° 828 limitant le cumul des mandats électoraux et fonctions électives

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [28 mai 1998] (p. 4441)

Avant l'article 1er

Son amendement n° 112 (âge de 18 ans pour l'éligibilité à toutes les élections) : retiré (p. 4441)

Après l'article 2

Son amendement n° 111 (âge de 18 ans pour l'éligibilité au mandat de conseiller général) (p. 4447) : retiré (p. 4448)

Son amendement n° 110 (âge de 18 ans pour l'éligibilité au mandat de conseiller régional) (p. 4448) : retiré (p. 4449)

Article 3 (article L. 2122-4 du code général des collectivités territoriales - incompatibilités applicables aux fonctions de maire et aux membres de l'organe délibérant des établissements publics de coopération intercommunale)

Son amendement n° 108 corrigé (âge de 18 ans pour l'éligibilité à la fonction de maire) : retiré (p. 4453)

Après l'article 6

Son amendement n° 109 (représentation des communes par des conseillers municipaux dans les syndicats intercommunaux) (p. 4466) : rejeté (p. 4467)

Son amendement n° 107 (représentation des communes par des conseillers municipaux dans les districts) : rejeté (p. 4467)

Après l'article 14

Intervient sur l'amendement n° 24 corrigé de M. Bernard Accoyer (position de disponibilité pour les fonctionnaires élus parlementaires ou présidents d'un exécutif local de plus de 20 000 habitants et réintégration dans leur emploi ou radiation des cadres à l'issue du premier mandat) (p. 4477)

Son amendement n° 105 soutenu par M. Pierre Albertini (position de disponibilité pour les fonctionnaires de l'Etat élus parlementaires, présidents de conseil général, régional ou d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre) (p. 4478) : rejeté (p. 4480)

Son amendement n° 106 (de coordination - fonction publique territoriale) (p. 4480) : rejeté (p. 4481)

Son amendement n° 104 (de coordination - fonction publique hospitalière) : rejeté (p. 4481)

Michel PAJON

*Seine-Saint-Denis (13^{ème} circonscription)
Socialiste*

Élu le 1^{er} juin 1997

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9390)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9422)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Aménagement du territoire. Politique de la ville. Perspectives [30 juin 1998] (p. 5519)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 230 pour 1998**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****EMPLOI ET SOLIDARITÉ**

II - SANTÉ, SOLIDARITÉ ET VILLE

Examen du fascicule [3 novembre 1997] (p. 5221, 5246)

Son intervention (p. 5240)

Thèmes avant la procédure des questions :

Aménagement du territoire : contrats de ville (p. 5240)

Aménagement du territoire : politique de la ville (p. 5240)

Aménagement du territoire : quartiers défavorisés : services publics (p. 5240)

Françoise de PANAFIEU*Paris (17^{ème} circonscription)
Rassemblement pour la République*Élue le 1^{er} juin 1997

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9391)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9423)

Membre de la commission d'enquête sur l'état des droits de l'enfant en France, notamment au regard des conditions de vie des mineurs et de leur place dans la cité [J.O. du 15 janvier 1998] (p. 645)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Archives et bibliothèques. Bibliothèque nationale de France. Hebdomadaire : Présent, abonnement [21 octobre 1997] (p. 4388)

Famille. Pacte civil de solidarité (PACS). Perspectives [9 juin 1998] (p. 4799)

*QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT*n° 175, posée le 3 février 1998. Enseignement maternel et primaire. Fermeture de classes (J.O. Questions p. 1025). Appelée le 10 février 1998. Ecole primaire Fernand Labori, Paris XVIII^{ème} arrondissement (p. 1347)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 230 pour 1998**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****CULTURE ET COMMUNICATION**

II - CULTURE

Examen du fascicule [12 novembre 1997] (p. 5631)
Son intervention (p. 5637)*Thèmes avant la procédure des questions :*

Arts et spectacles : spectacles (p. 5638)

Enseignements artistiques (p. 5638)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de la culture (p. 5638)

Projet de loi n° 815 relatif aux polices municipales

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [28 avril 1998] (p. 3182) ; [30 avril 1998] (p. 3285)*Après l'article 5*

Son amendement n° 1 (insertion dans le code général des collectivités territoriales d'un article L.2512-16 relatif à la police des parvis, promenades et cimetières parisiens) (p. 3301) : rejeté (p. 3303)

Robert PANDRAUD*Seine-Saint-Denis (8^{ème} circonscription)
Rassemblement pour la République*Élu le 1^{er} juin 1997

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9391)

NOMINATIONS

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9423)

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9423)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative au fonctionnement des conseils régionaux [J.O. du 29 janvier 1998] (p. 1432)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi instituant une commission consultative du secret de la défense nationale [J.O. du 27 mai 1998] (p. 8082)

DÉPÔTS

Proposition de loi constitutionnelle n° 41 tendant à modifier l'article 23 de la Constitution [3 juillet 1997]

Proposition de loi constitutionnelle n° 42 portant révision de l'article 55 de la Constitution et tendant à limiter la primauté des traités internationaux sur les lois [3 juillet 1997]

Proposition de loi constitutionnelle n° 43 tendant à compléter le titre XV de la Constitution afin d'instituer un contrôle de constitutionnalité des projets d'actes des Communautés et de l'Union européennes [3 juillet 1997]

Proposition de loi organique n° 44 tendant à renforcer la limitation du cumul des mandats électoraux et des fonctions électives [3 juillet 1997]

Proposition de loi n° 104 tendant à étendre à l'élection des représentants au Parlement européen la règle de présentation des candidats en vigueur pour l'élection du Président de la République [23 juillet 1997]

Proposition de loi n° 105 tendant à assurer la protection des conditions de vie et de travail des magistrats [23 juillet 1997]

Proposition de loi n° 106 relative au fonctionnement des conseils régionaux [23 juillet 1997]

Proposition de loi n° 704 tendant à exonérer de la taxe d'habitation les personnes accueillies dans un établissement d'hébergement pour personnes handicapées [24 février 1998]

Proposition de loi n° 705 relative aux droits d'inscription dans les conservatoires municipaux de musique, de danse ou d'art dramatique [24 février 1998]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Postes. La Poste. Grèves [25 juin 1997] (p. 2901)

Politique économique. Politique monétaire et politique industrielle. Bilan et perspectives [14 octobre 1997] (p. 3929)

Transports routiers. Chauffeurs routiers. Grève, conséquences, décision de la Cour de justice européenne [16 décembre 1997] (p. 7853)

Politique extérieure. Irak. Attitude de la France [11 février 1998] (p. 1461)

Enseignement. Fonctionnement. Moyens supplémentaires, Seine-Saint-Denis [24 mars 1998] (p. 2034)

FAIT PERSONNEL

Se refuse à polémiquer avec M. Noël Mamère, nouveau député "consterné" par l'attitude de ses collègues députés au cours des séances de questions, et rappelle qu'il n'appartient pas à un représentant du peuple de se moquer des fonctionnaires de police qui se dévouent au service de la République et de la France [24 juin 1997] (p. 2894)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Constata le rétablissement par la Conférence des Présidents des séances de nuit et estime qu'il est discourtois d'en avoir été informé par un simple courrier et qu'il aurait été plus convenable de demander à l'Assemblée ce qu'elle pensait de cette nouvelle organisation de son travail [15 septembre 1997] (p. 2916)

Constata la reprise des séances de nuit et regrette que le président n'ait pas cru devoir consulter les députés à main levée [15 septembre 1997] (p. 2965)

Proteste contre la décision du ministre de l'environnement d'appliquer les dispositions de la loi sur l'air en matière de circulation alternée. [30 septembre 1997] (p. 3516)

Proteste contre le dépôt "en catastrophe" d'un amendement du Gouvernement lors de l'examen en nouvelle lecture du projet de loi portant mesures urgentes à caractère fiscal et financier [9 octobre 1997] (p. 3860)

Indique qu'il aurait souhaité que la commission des lois fût saisie au fond sur le projet de loi relatif à l'institution d'une commission du secret de la défense nationale [12 février 1998] (p. 1487)

Estime que lors de l'examen d'un texte sur les activités sportives, il convient que l'Assemblée soit informée des résultats du match France-Norvège [25 février 1998] (p. 1666)

Regrette que le ministre des relations avec le Parlement ait pris la parole au début de la discussion d'une proposition de résolution tendant à modifier le règlement de l'Assemblée [25 mars 1998] (p. 2120)

DÉBATS

Projet de loi n° 200 relatif au développement d'activités pour l'emploi des jeunes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 septembre 1997] (p. 2917, 2943, 2981)

Son rappel au règlement (cf. supra) [15 septembre 1997] (p. 2965)

Projet de loi n° 202 relatif à la prévention et à la répression des infractions sexuelles ainsi qu'à la protection des mineurs

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [30 septembre 1997] (p. 3535) ; [1er octobre 1997] (p. 3564, 3618)

Article 10 (articles 225-16-1 et 225-16-2 nouveaux du code pénal : création du délit de bizutage)

Soutient l'amendement n° 168 de M. Pierre Mazeaud (de suppression) (p. 3585) : rejeté au scrutin public (p. 3588)

Intervient sur l'amendement n° 26 de la commission (art. 225-16-1 du code pénal : extension du dispositif réprimant le bizutage à l'ensemble du milieu scolaire et éducatif) (p. 3588)

Projet de loi n° 231 relatif à l'inscription d'office des personnes âgées de dix-huit ans sur les listes électorales

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [8 octobre 1997] (p. 3791)

Article 1er (principe de l'inscription d'office des jeunes sur les listes électorales)

Son intervention (p. 3791)

Après l'article 2

Son sous-amendement oral (inscription d'office des personnes âgées de 19 à 25 ans) à l'amendement n° 3

de la commission (inscription d'office des personnes âgées de 19 à 21 ans sur les listes électorales) (p. 3796) : rejeté (p. 3797)

Intervient sur l'amendement n° 8 corrigé de M. Olivier de Chazeaux (retrait des cartes électorales) (p. 3798)

Article 3 (entrée en vigueur de la loi)

Intervient sur l'amendement n° 4 de la commission (de suppression) (p. 3800)

Proposition de loi n° 216 portant réforme du mode de vote des budgets régionaux

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [9 octobre 1997] (p. 3805)

Son intervention (p. 3818, 3819)

Discussion des articles [9 octobre 1997] (p. 3831)

Article 3 (article L. 4133-1 du code général des collectivités locales : déclaration politique des candidats à la fonction de président de conseil régional)

Intervient sur l'amendement n° 15 de M. José Rossi (de suppression) (p. 3832)

Intervient sur l'amendement n° 25 de M. Christian Estrosi (de suppression) (p. 3832)

Intervient sur l'amendement n° 23 corrigé de M. Guy Hascoët (présentation par les candidats à la présidence du conseil régional d'une déclaration écrite présentant leur programme et la composition envisagée du bureau) (p. 3834)

Intervient sur l'amendement n° 39 de M. Bernard Derosier (présentation de la déclaration à chaque tour d'élection) (p. 3834)

Intervient sur l'amendement n° 9 de M. François Loos (serment du président du conseil régional devant l'assemblée régionale) (p. 3836)

Article 4 (article L. 4311-1-1 du code général des collectivités territoriales : délai prévu pour la tenue du débat sur les orientations budgétaires de la région)

Intervient sur l'amendement n° 10 de M. Bernard Derosier (délai de 5 jours pour la présentation d'un nouveau budget par le président) (p. 3866)

Intervient sur l'amendement n° 17 de M. José Rossi (délai de 10 jours pour la présentation d'un nouveau budget par le président) (p. 3866)

Soutient l'amendement n° 26 de M. Christian Estrosi (délai de 12 jours pour la présentation d'un nouveau budget par le président) (p. 3866) : devenu sans objet (p. 3867)

Intervient sur l'amendement n° 18 de M. José Rossi (suppression de l'intervention du bureau dans la procédure de préparation du projet de budget) (p. 3867)

Intervient sur l'amendement n° 27 de M. Adrien Zeller (suppression de l'intervention du bureau dans la procédure de préparation du projet de budget) (p. 3867)

Intervient sur l'amendement n° 33 du Gouvernement (délais impartis pour le vote de l'assemblée régionale sur la motion de défiance) (p. 3869)

Intervient sur l'amendement n° 34 du Gouvernement (délais impartis pour le vote de l'Assemblée régionale sur la motion de défiance) (p. 3869)

Après l'article 4

Reprend l'amendement n° 11 de M. Jacques Brunhes (changement de date d'élection des présidents de conseil régional pour 1998) : retiré (p. 3875)

Son amendement n° 38 (démission d'office des membres du conseil régional en cas d'absentéisme systématique) (p. 3872) : adopté après rectification (p. 3873)

Ses explications de vote (p. 3875)

Vote pour du groupe du Rassemblement pour la République (p. 3875)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [7 janvier 1998] (p. 46)

Son intervention (p. 49)

Thèmes :

Collectivités territoriales : décentralisation (p. 49)

Elections et référendums : modes de scrutin (p. 49, 50)

Régions : budget (p. 50)

Régions : Ile-de-France (p. 50)

Discussion des articles [7 janvier 1998] (p. 52)

Article 3 supprimé par le Sénat (art. L. 4133-1 du code général des collectivités locales : déclaration politique des candidats à la fonction de président de conseil régional)

Intervient sur l'amendement n° 4 de la commission (déclaration écrite des candidats présentant les grandes orientations de leur action) (p. 52, 53)

Après l'article 7

Intervient sur l'amendement n° 11 de Mme Marie-Hélène Aubert (caractère public des séances de la commission permanente qui peut décider le huis clos à la majorité absolue) (p. 56, 57)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 février 1998] (p. 1467)

Son intervention (p. 1470)

Thèmes :

Collectivités territoriales : décentralisation (p. 1470)

Régions : budget (p. 1471)

Régions : commission permanente (p. 1470)

Régions : conseils régionaux (p. 1470)

Régions : présidents de conseil régional (p. 1470, 1471)

Discussion des articles [11 février 1998] (p. 1471)

Article 3 supprimé par le Sénat (article L. 4133-1 du code général des collectivités locales : déclaration politique des candidats à la fonction de président du conseil régional)

Intervient sur l'amendement n° 1 de la commission (absence de débat sur l'élection du président et déclaration écrite des candidats à la présidence sur les orientations de leur action) (p. 1472)

Article 4 (article L. 4311-1-1 du code général des collectivités territoriales - Procédure particulière d'adoption du budget régional ; motion de renvoi)

Intervient sur l'amendement n° 2 de la commission (approbation du nouveau projet de budget par le bureau) (p. 1474)

LECTURE DÉFINITIVE

Ses explications de vote [25 février 1998] (p. 1669)

Projet de loi n° 201 portant mesures urgentes à caractère fiscal et financier

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [9 octobre 1997] (p. 3855)

Après l'article 7

Intervient sur l'amendement n° 6 du Gouvernement (prorogation des mandats des membres des conseils consultatifs et des conseils d'orientation et de surveillance des caisses d'épargne) (p. 3862)

Son rappel au règlement (cf. supra) [9 octobre 1997] (p. 3860)

Projet de loi n° 303 de financement de la sécurité sociale pour 1998

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [28 octobre 1997] (p. 4832, 4853, 4890) ; [29 octobre 1997] (p. 4923, 4963, 4995) ; [30 octobre 1997] (p. 5028) ; [31 octobre 1997] (p. 5159)

Article 1er précédemment réservé (approbation du rapport annexé)

Intervient sur l'amendement n° 232 de la commission (mise en place d'un délégué interministériel à la famille) (p. 5203)

Intervient sur l'amendement n° 360 de M. Bernard Accoyer (mise en place d'un délégué interministériel à la famille) (p. 5203)

Intervient sur l'amendement n° 395 de M. Étienne Pinte (audit sur l'utilisation des sommes versées par la CNAF à la CNAV au titre de l'assurance vieillesse des parents au foyer) (p. 5205)

Intervient sur l'amendement n° 236 de la commission (mise en place d'un observatoire des retraites) (p. 5205)

Intervient sur l'amendement n° 265 de M. Michel Hunault (structures d'accueil pour les handicapés) (p. 5210)

Projet de loi n° 327 relatif à l'entrée et au séjour des étrangers en France et au droit d'asile

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [9 décembre 1997] (p. 7179, 7203) ; [10 décembre 1997] (p. 7239, 7273, 7297) ; [11 décembre 1997] (p. 7321, 7339, 7380) ; [12 décembre 1997] (p. 7413, 7453, 7504) ; [14 décembre 1997] (p. 7603, 7633, 7663) ; [15 décembre 1997] (p. 7698, 7736, 7770) ; [16 décembre 1997] (p. 7858, 7899)

Article 2 (article 5-3 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 : modification du régime du certificat d'hébergement)

Intervient sur l'amendement n° 50 de la commission (suppression des certificats d'hébergement par l'abrogation de l'article 5-3 de l'ordonnance du 8 novembre 1945) (p. 7349)

Intervient sur l'amendement n° 1 de M. Jean-Pierre Michel (suppression des certificats d'hébergement par l'abrogation de l'article 5-3 de l'ordonnance du 8 novembre 1945) (p. 7349)

Intervient sur l'amendement n° 589 de M. André Gerin (suppression des certificats d'hébergement par l'abrogation de l'article 5-3 de l'ordonnance du 8 novembre 1945) (p. 7349)

Intervient sur l'amendement n° 1260 de M. Jean-Marc Ayrault (suppression des certificats d'hébergement par l'abrogation de l'article 5-3 de l'ordonnance du 8 novembre 1945) (p. 7349)

Intervient sur le sous-amendement n° 1883 de M. Claude Goasguen (report de l'abrogation de l'article au 1er janvier 2000) à l'amendement n° 1260 de M. Jean-Marc Ayrault (p. 7355)

Article 4 (article 12 bis de l'ordonnance du 2 novembre 1945 : personnes éligibles à la carte de séjour temporaire "situation personnelle et familiale")

Intervient sur l'amendement n° 144 de M. Henri Cuq (de suppression) (p. 7439)

Intervient sur l'amendement n° 453 de M. Jacques Masdeu-Arus (de suppression) (p. 7439)

Intervient sur l'amendement n° 597 de M. Thierry Mariani (de suppression) (p. 7439)

Intervient sur l'amendement n° 1046 de M. Pascal Clément (de suppression) (p. 7439)

Intervient sur l'amendement n° 1665 de M. Lionnel Luca (de suppression) (p. 7439)

Article 17 (article 29 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 : régime du regroupement familial)

Intervient sur l'amendement n° 187 de M. Henri Cuq (rétablissement du dispositif antérieur permettant de confisquer le titre de séjour de l'étranger qui a fait venir sa famille en dehors du regroupement familial) (p. 7703)

Intervient sur l'amendement n° 377 de M. Christian Estrosi (rétablissement du dispositif antérieur permettant de confisquer le titre de séjour de l'étranger qui a fait venir sa famille en dehors du regroupement familial) (p. 7703)

Intervient sur l'amendement n° 615 de M. Thierry Mariani (rétablissement du dispositif antérieur permettant de confisquer le titre de séjour de l'étranger qui a fait venir sa famille en dehors du regroupement familial) (p. 7703)

Intervient sur l'amendement n° 1129 de M. Pascal Clément (rétablissement du dispositif antérieur permettant de confisquer le titre de séjour de l'étranger qui a fait venir sa famille en dehors du regroupement familial) (p. 7703)

Intervient sur l'amendement n° 1209 de M. François d'Aubert (rétablissement du dispositif antérieur permettant de confisquer le titre de séjour de l'étranger qui a fait venir sa famille en dehors du regroupement familial) (p. 7703)

Intervient sur l'amendement n° 1483 de M. Claude Goasguen (rétablissement du dispositif antérieur

permettant de confisquer le titre de séjour de l'étranger qui a fait venir sa famille en dehors du regroupement familial) (p. 7703)

Intervient sur l'amendement n° 1633 de M. Jean-Luc Warsmann (rétablissement du dispositif antérieur permettant de confisquer le titre de séjour de l'étranger qui a fait venir sa famille en dehors du regroupement familial) (p. 7703)

Après l'article 17

Intervient sur l'amendement n° 1519 de M. Jean-Pierre Brard (suppression de la possibilité de retirer le titre de séjour obtenu par un autre conjoint) (p. 7716)

Article 19 (article 35 bis de l'ordonnance du 2 novembre 1945 : modification du régime de rétention administrative)

Intervient sur l'amendement n° 1670 de M. André Gerin (remplacement de la rétention par l'assignation à résidence) (p. 7746)

Article 22 (titre de la loi n° 52-893 du 25 juillet 1952 portant création de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides)

Son intervention (p. 7772)

Article 13 précédemment réservé (article 25 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 : précisions concernant les personnes protégées de l'éloignement)

Son amendement n° 352 soutenu par M. Patrick Ollier (expulsion obligatoire d'un étranger condamné par deux fois au moins à une peine d'emprisonnement d'un an ou plus) : rejeté (p. 7940)

Son amendement n° 353 soutenu par M. Jean-Luc Warsmann (possibilité d'expulser un étranger condamné par deux fois au moins à une peine d'emprisonnement d'un an ou plus) : rejeté (p. 7940)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [25 février 1998] (p. 1693) ; [26 février 1998] (p. 1706, 1748)

Article 1er supprimé par le Sénat (article 5 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 : motivation des refus de visas et allègement des formalités aux frontières)

Intervient sur le sous-amendement n° 100 de M. François d'Aubert (condition d'inscription régulière pour les étudiants) à l'amendement n° 9 de la commission (rétablissement de l'article) (p. 1715)

Article 2 supprimé par le Sénat (article 5-3 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 : modification du régime du certificat d'hébergement)

Intervient sur l'amendement n° 10 de la commission (rétablissement de l'article 2 et suppression du certificat d'hébergement) (p. 1719)

Intervient sur le sous-amendement n° 182 de M. Thierry Mariani (date d'entrée en vigueur fixée au 1er janvier 2002) à l'amendement n° 10 de la commission (p. 1719)

Intervient sur l'amendement n° 111 de M. Pascal Clément (rétablissement du certificat d'hébergement et attestation sur l'honneur de l'hébergeant) (p. 1719)

Intervient sur l'amendement n° 136 de M. François d'Aubert (rétablissement du certificat d'hébergement qui doit être remis aux services de police lors de la sortie du territoire) (p. 1719)

Article 5 bis supprimé par le Sénat (article 12 quater nouveau de l'ordonnance du 2 novembre 1945 : institution d'une commission du titre de séjour)

Intervient sur l'amendement n° 2 de M. André Gerin (rétablissement d'une commission du titre de séjour ayant un pouvoir décisionnel) (p. 1741)

Projet de loi organique n° 501 portant recrutement exceptionnel de magistrats de l'ordre judiciaire et modifiant les conditions de recrutement des conseillers de cour d'appel en service extraordinaire

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [7 janvier 1998] (p. 24)

Article 1er (recrutements exceptionnels de magistrats de l'ordre judiciaire)

Intervient sur l'amendement n° 2 de M. Claude Goasguen (obligation d'être titulaire d'un diplôme équivalent à la maîtrise en droit) (p. 25)

Ses explications de vote (p. 27)

Vote pour du groupe du Rassemblement pour la République (p. 27)

Projet de loi organique n° 223 relatif à l'exercice par les citoyens de l'Union européenne résidant en France, autres que les ressortissants français, du droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales, et portant transposition de la directive 94/80/CE du 19 décembre 1994

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [7 janvier 1998] (p. 41)

Article 1er (articles L.O. 227-1 à L.O. 227-7 du code électoral : exercice par les ressortissants communautaires du droit de vote aux élections municipales)

Intervient sur l'amendement n° 1 de la commission (suppression de la réserve de réciprocité) (p. 42)

Intervient sur l'amendement n° 2 de la commission (prohibition du double vote) (p. 43)

Intervient sur l'amendement n° 3 de la commission (prohibition du double vote) (p. 43)

Intervient sur l'amendement n° 4 de la commission (prohibition du double vote) (p. 43)

Article 2 (article L.O. 228-1 du code électoral : conditions générales d'éligibilité)

Intervient sur l'amendement n° 6 de la commission (application au Conseil de Paris en tant que Conseil général) (p. 44)

Article 12 (application de la loi organique dans les TOM et à Mayotte)

Intervient sur l'amendement n° 7 corrigé de la commission (application aux TOM) (p. 45)

Projet de loi n° 593 instituant une commission du secret de la défense nationale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [12 février 1998] (p. 1484)

Son intervention (p. 1492)

Son rappel au règlement (cf. supra) [12 février 1998] (p. 1487)

Thèmes :

Administration : autorités administratives indépendantes : commission consultative du secret de la défense nationale (p. 1492, 1493)

Administration : Commission nationale de contrôle des interceptions de sécurité (CNCIS) (p. 1493)

Défense : secret défense (p. 1492)

Etat : sûreté de l'Etat (p. 1492)

Justice : Conseil d'Etat (p. 1493)

Discussion des articles [12 février 1998] (p. 1498)

Article 2 (composition de la Commission et durée du mandat de ses membres)

Reprend l'amendement n° 14 de la commission (effectif et composition de la commission) : rejeté (p. 1502)

Son amendement n° 39 (élargissement du champ des nominations) (p. 1500) : rejeté (p. 1501)

Article 3 (fonctionnement de la Commission)

Intervient sur l'amendement n° 32 de M. Michel Voisin (qualité de fonctionnaires détachés pour les personnels travaillant pour la commission) (p. 1504)

Article 7 (avis de la Commission)

Intervient sur l'amendement n° 19 corrigé de la commission (référence à la nature favorable ou non de l'avis supprimée) (p. 1507)

Intervient sur l'amendement n° 35 de M. Michel Voisin (présence des deux-tiers des membres de la commission pour les prises de décision) (p. 1508)

Intervient sur l'amendement n° 20 de la commission (transmission de l'avis de la commission à l'autorité administrative ayant procédé à la classification) (p. 1509, 1510)

Intervient sur l'amendement n° 21 rectifié de la commission (communication sans délai de l'avis à la juridiction qui a effectué la demande d'accès aux informations classifiées) (p. 1510)

Ses explications de vote (p. 1512)

Abstention du groupe du Rassemblement pour la République (p. 1512)

DEUXIÈME LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [23 avril 1998] (p. 2989)

Son intervention (p. 2992)

Thèmes :

Administration : autorités administratives indépendantes : commission consultative du secret de la défense nationale (p. 2992)

Administration : Commission nationale de contrôle des interceptions de sécurité (CNCIS) (p. 2992)

Assemblée nationale : commissions d'enquête (p. 2992)

Discussion des articles [23 avril 1998] (p. 2993)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 11 de M. Bernard Birsinger (modification des dispositions de l'article 413-9 du code pénal relatives au secret de la défense nationale) (p. 2994)

Intervient sur l'amendement n° 12 de M. Bernard Birsinger (modification des dispositions de l'article 413-9 du code pénal relatives au secret de la défense nationale) (p. 2994)

Intervient sur l'amendement n° 13 de M. Bernard Birsinger (modification des dispositions de l'article 413-9 du code pénal relatives au secret de la défense nationale) (p. 2994)

Article 1er (institution et rôle de la Commission consultative du secret de la défense nationale)

Intervient sur l'amendement n° 2 de la commission (suppression de la possibilité - introduite par le Sénat - que la déclassification soit demandée par les membres des commissions d'enquête ou des commissions spéciales des assemblées parlementaires) (p. 2995)

Article 2 (composition de la Commission et durée du mandat de ses membres)

Intervient sur l'amendement n° 3 de la commission (présidence commune avec la Commission nationale de contrôle des interceptions de sécurité) (p. 2996)

Article 5 (pouvoirs d'investigation de la Commission)

Intervient sur l'amendement n° 6 de la commission (possibilité pour le président de la Commission de se faire assister par un autre membre de la Commission) (p. 2997)

Article 8 (décision de l'autorité administrative)

Intervient sur l'amendement n° 16 rectifié de M. Bernard Birsinger (demande d'une nouvelle délibération de l'autorité administrative lorsque celle-ci s'oppose à l'avis de la Commission consultative) (p. 2998)

NOUVELLE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [10 juin 1998] (p. 4883)

Son intervention (p. 4885)

Thèmes :

Administration : autorités administratives indépendantes : commission consultative du secret de la défense nationale (p. 4886)

Défense : secret défense (p. 4886)

Discussion des articles [10 juin 1998] (p. 4887)

Article 7 (avis de la Commission)

Intervient sur l'amendement n° 4 de la commission (rédactionnel) (p. 4888)

LECTURE DÉFINITIVE

Procédure d'examen simplifiée [30 juin 1998] (p. 5524)

Son intervention (p. 5526)

Thèmes :

Administration : autorités administratives indépendantes : commission consultative du secret de la défense nationale (p. 5526)

Justice : tribunaux administratifs (p. 5526)

Proposition de loi n° 599 portant diverses mesures urgentes relatives à la sécurité et à la promotion d'activités sportives

LECTURE DÉFINITIVE

Procédure d'examen simplifiée [25 février 1998] (p. 1663)
Son rappel au règlement (cf. supra) [25 février 1998] (p. 1666)

Proposition de résolution n° 674 tendant à modifier les articles 50, 103, 104, 106, 107, 126 et 127 du Règlement de l'Assemblée nationale

Avant la discussion des articles [25 mars 1998] (p. 2116)
Son rappel au règlement (cf. supra) [25 mars 1998] (p. 2120)

Discussion des articles [25 mars 1998] (p. 2125)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 1 de Mme Catherine Tasca (prolongation sur l'ordre du jour complémentaire de la séance mensuelle réservée à l'ordre du jour d'initiative parlementaire) (p. 2126)

Proposition de loi n° 577 tendant à limiter la détention provisoire

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [3 avril 1998] (p. 2529)

Article 1er (ancienneté de cinq ans pour exercer les fonctions de juge d'instruction)

Son intervention (p. 2528)

Article 9 (régime de l'emprisonnement individuel de jour et de nuit pour les personnes soumises à la détention provisoire)

Intervient sur l'amendement n° 25 du Gouvernement (de suppression) (p. 2540)

Proposition de loi n° 380 relative à la validation de certaines admissions à l'examen d'entrée à un centre de formation professionnelle d'avocats

DEUXIÈME LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [30 avril 1998] (p. 3338)
Son intervention (p. 3340)

Thème :

Parlement : rôle (p. 3340)

Projet de loi n° 780 d'orientation relatif à la lutte contre les exclusions

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [6 mai 1998] (p. 3515); [7 mai 1998] (p. 3533, 3562); [12 mai 1998] (p. 3649, 3684); [13 mai 1998] (p. 3741, 3776); [14 mai 1998]

(p. 3815, 3872); [18 mai 1998] (p. 3931, 3975); [19 mai 1998] (p. 4076, 4102); [20 mai 1998] (p. 4205)

Article 33 (réforme des attributions de logements locatifs sociaux)

Article L. 441-1-4 du code de la construction et de l'habitation (création des conférences intercommunales du logement)

Intervient sur l'amendement n° 698 de M. Patrick Rimbart (raison d'être des bassins d'habitat) (p. 3847)

Intervient sur l'amendement n° 139 de la commission (participation des représentants des associations de locataires à la conférence intercommunale du logement) (p. 3849)

Proposition de loi n° 895 relative à la reconnaissance du génocide arménien de 1915

PREMIÈRE LECTURE

Discussion de l'article unique [29 mai 1998] (p. 4506)

Intervient sur l'amendement n° 1 de M. Guy Hermier (reconnaissance "officielle" par la France du génocide arménien et responsabilité du gouvernement turc de l'époque) (p. 4510)

Projet de loi n° 621 portant création d'un conseil supérieur de la déontologie de la sécurité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 juin 1998] (p. 4702)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. François Bayrou (p. 4725, 4726)

Thème :

Justice (p. 4725)

Discussion des articles [4 juin 1998] (p. 4727)

Article 2 (composition du conseil et mandat de ses membres)

Intervient sur l'amendement n° 29 de M. Jean-Luc Warsmann (suppression du membre issu de la Cour des comptes) (p. 4729)

Article 3 (règlement intérieur et cas de partage des voix)

Intervient sur l'amendement n° 32 de M. Jean-Luc Warsmann (pas de caractère prépondérant de la voix du président) (p. 4731)

Article 4 (procédure de saisine)

Intervient sur l'amendement n° 8 de la commission (délai de prescription de trois ans pour la recevabilité de la réclamation) (p. 4733)

Intervient sur l'amendement n° 39 de M. Jean Leonetti (suppression de la transmission de la réclamation par un parlementaire) (p. 4733)

Article 5 (pouvoirs d'investigation)

Intervient sur l'amendement n° 11 de la commission (suppression de la motivation de la demande de communication d'informations et de pièces faite par le

conseil aux autorités publiques ; conseil aux personnes privées exerçant des activités de sécurité (p. 4736)

Proposition de résolution n° 741 sur les propositions de la Commission européenne en matière de réforme de l'organisation commune des marchés dans le secteur de la banane :

- proposition de règlement du Conseil modifiant le règlement (CEE) n° 44/93 du Conseil portant organisation commune des marchés dans le secteur de la banane,

- recommandation de décision du Conseil autorisant la Commission à négocier un accord avec les pays ayant un intérêt substantiel à la fourniture de bananes pour la répartition des contingents tarifaires et de la quantité ACP traditionnelle (COM [98] 4 final/n° E 1004)

Avant la discussion de l'article unique [4 juin 1998] (p. 4747)

Son intervention (p. 4753)

Thèmes :

Agriculture : fruits et légumes : DOM-TOM (p. 4754)

Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) (p. 4754)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 4754)

Union européenne : élargissement (p. 4754)

Joseph PARRENIN

*Doubs (3^{ème} circonscription)
Socialiste*

Élu le 1^{er} juin 1997

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9390)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9423)

Membre de la mission d'information commune sur la situation et les perspectives de l'industrie automobile en France et en Europe [J.O. du 12 juillet 1997] (p. 10608)

Membre de la mission d'information commune sur les perspectives économiques et sociales de l'aménagement de l'axe européen Rhin-Rhône [J.O. du 26 mars 1998] (p. 4569)

Membre de la commission d'enquête sur Superphénix et la filière des réacteurs à neutrons rapides [J.O. du 11 avril 1998] (p. 5678)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Agriculture. Politique agricole commune (PAC). Réforme [25 mars 1998] (p. 2109)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 230 pour 1998

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE ET PÊCHE, BAPSA

Examen du fascicule [23 octobre 1997] (p. 4535)

Son intervention (p. 4546)

Thèmes avant la procédure des questions :

Agriculture : crédits (p. 4546)

Agriculture : installation (p. 4547)

Aménagement du territoire : Fonds de gestion de l'espace rural (FGER) (p. 4547)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 4547)

Sécurité sociale : protection sociale : agriculteurs (p. 4546)

Déclaration du Gouvernement n° 493 présentée par M. Hubert Védrine, ministre des affaires étrangères sur la politique européenne

[2 décembre 1997] (p. 6751, 6813)

Son intervention (p. 6821, 6813)

Thème :

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 6821)

Projet de loi n° 226 relatif à la partie législative du livre VI (nouveau) du code rural

PREMIÈRE LECTURE

Ses explications de vote [3 mars 1998] (p. 1907)

Vote pour du groupe socialiste (p. 1907)

Paul PATRIARCHE

*Haute-Corse (2^{ème} circonscription)
Apparenté au groupe de l'Union pour la Démocratie française
puis Démocratie libérale et indépendants*

Élu le 1^{er} juin 1997

S'apparente au groupe de l'Union pour la Démocratie française [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9391)

Cesse d'être apparenté au groupe de l'Union pour la Démocratie française [J.O. du 26 mai 1998] (p. 8020)

S'apparente au groupe Démocratie libérale et indépendants [J.O. du 28 mai 1998] (p. 8129)

NOMINATION

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9423)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 230 pour 1998**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**

AGRICULTURE ET PÊCHE, BAPSA

Examen du fascicule [23 octobre 1997] (p. 4535)*Procédure des questions :*

Agriculture : revenu agricole (p. 4590)

EQUIPEMENT, TRANSPORTS ET LOGEMENT

III - TOURISME

Examen du fascicule [7 novembre 1997] (p. 5601)*Procédure des questions :*

Régions : Corse : tourisme et loisirs (p. 5621)

François PATRIATCôte-d'Or (5^{ème} circonscription)
SocialisteÉlu le 1^{er} juin 1997S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 13 juin 1997]
(p. 9390)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9423)

Membre titulaire du comité de gestion du fonds d'investissement des transports terrestres et des voies navigables [J.O. du 23 juillet 1997] (p. 11056)

Membre de la mission d'information commune sur les perspectives économiques et sociales de l'aménagement de l'axe européen Rhin-Rhône [J.O. du 26 mars 1998] (p. 4569)

Rapporteur du projet de loi d'orientation agricole (n° 977) [18 juin 1998]

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission de la production et des échanges sur le projet de loi (n° 977) d'orientation agricole [9 juillet 1998] (n° 1058)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Défense. Armement. Thomson, alliance avec Alcatel [18 novembre 1997] (p. 6075)

Industrie. Matériel électrique et électronique. Thomson, délocalisation [8 avril 1998] (p. 2689)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 230 pour 1998**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**

AGRICULTURE ET PÊCHE, BAPSA

Examen du fascicule [23 octobre 1997] (p. 4535)

Son intervention (p. 4566)

Thèmes avant la procédure des questions :

Agriculture : crédits (p. 4566)

Agroalimentaire : entreprises (p. 4567)

Agroalimentaire : viticulture (p. 4566, 4567)

Bois et forêts (p. 4567)

Élevage : maladie de la vache folle (p. 4566)

Élevage : prêts spéciaux d'élevage (p. 4566)

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET ENVIRONNEMENT

II - ENVIRONNEMENT

Examen du fascicule [4 novembre 1997] (p. 5349)*Procédure des questions :*

Transports par eau : voies navigables (p. 5382, 5383)

Projet de loi n° 303 de financement de la sécurité sociale pour 1998

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [28 octobre 1997] (p. 4832, 4853, 4890) ; [29 octobre 1997] (p. 4923, 4963, 4995) ; [30 octobre 1997] (p. 5028) ; [31 octobre 1997] (p. 5159)*Article 3 (taux de la CSG et suppression des cotisations maladie)*

Son amendement n° 19 corrigé (abattement de l'assiette de la CSG pour les casinos et prise en compte forfaitaire des sommes déjà versées à l'Etat et aux communes) (p. 4874) : rejeté (p. 4876)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [25 novembre 1997] (p. 6302)*Article 3 (taux de la CSG et suppression des cotisations d'assurance maladie)*

Son intervention (p. 6321)

Son sous-amendement n° 75 (CSG applicable au produit des jeux) à l'amendement n° 3, deuxième rectification de la commission (de rétablissement) (p. 6333) : retiré (p. 6336)

Son sous-amendement n° 106 (CSG applicable au produit des jeux) à l'amendement n° 3, deuxième rectification de la commission (p. 6333) : retiré (p. 6336)

Proposition de loi n° 236 relative au renforcement de la veille sanitaire et du contrôle de la sécurité sanitaire des produits destinés à l'homme

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [13 janvier 1998] (p. 170, 199) ; [15 janvier 1998] (p. 283)

Article 4 (missions, prérogatives et modalités de fonctionnement)

Son intervention (p. 207)

Projet de loi n° 727 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [31 mars 1998] (p. 2288) ; [1er avril 1998] (p. 2331, 2373) ; [2 avril 1998] (p. 2404, 2449)

Après l'article 47

Son amendement n° 112 soutenu par M. Maurice Adevah-Poeuf (modification des règles applicables aux casinos des stations thermales situées à moins de 100 kilomètres de Paris) : adopté (p. 2477)

Christian PAUL

*Nièvre (3^{ème} circonscription)
Socialiste*

Élu le 1^{er} juin 1997

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9390)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9423)

Membre titulaire du conseil national de l'aménagement et du développement du territoire [J.O. du 23 juillet 1997] (p. 11056)

Rapporteur du projet de loi relatif à l'inscription d'office des personnes âgées de dix-huit ans sur les listes électorales (n° 231) [18 septembre 1997]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'inscription d'office des personnes âgées de dix-huit ans sur les listes électorales [J.O. du 16 octobre 1997] (p. 15040)

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'inscription d'office des personnes âgées de dix-huit ans sur les listes électorales [J.O. du 17 octobre 1997] (p. 15124)

Membre de la commission d'enquête sur l'état des droits de l'enfant en France, notamment au regard des conditions de vie des mineurs et de leur place dans la cité [J.O. du 15 janvier 1998] (p. 645)

Membre de la commission d'enquête sur l'activité et le fonctionnement des tribunaux de commerce [J.O. du 21 janvier 1998] (p. 988)

Membre de la commission d'enquête sur l'utilisation des fonds publics et la gestion des fonds publics en Corse [J.O. du 5 mars 1998] (p. 3423)

Cesse d'appartenir à la commission d'enquête sur l'activité et le fonctionnement des tribunaux de commerce [J.O. du 24 mars 1998] (p. 4436)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 231), après déclaration d'urgence, relatif à l'inscription d'office des personnes âgées de dix-huit ans sur les listes électorales [2 octobre 1997] (n° 292)

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République en nouvelle lecture, sur le projet de loi, modifié par l'Assemblée nationale en première lecture, relatif à l'inscription d'office des personnes âgées de dix-huit ans sur les listes électorales [21 octobre 1997] (n° 341)

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République en vue de la lecture définitive du projet de loi relatif à l'inscription d'office des personnes âgées de dix-huit ans sur les listes électorales [30 octobre 1997] (n° 392)

Rapport déposé au nom de la commission d'enquête sur l'utilisation des fonds publics et la gestion des services publics en Corse [3 septembre 1998] (n° 1077)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Enseignement. Fonctionnement. Rentrée scolaire, préparation [13 janvier 1998] (p. 159)

Fonctionnaires et agents publics. Politique de la fonction publique. Accord entre le Gouvernement et les organisations syndicales [10 février 1998] (p. 1380)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 317, posée le 28 avril 1998. Personnes âgées. Maisons de retraite (J.O. Questions p. 3202). Appelée le 5 mai 1998. Modernisation, aides de l'Etat (p. 3360)

DÉBATS

Projet de loi n° 231 relatif à l'inscription d'office des personnes âgées de dix-huit ans sur les listes électorales

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [8 octobre 1997] (p. 3762, 3780)

Son intervention (p. 3765)

Thèmes :

Administration : Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL) (p. 3765)

Assurance maladie maternité : généralités (p. 3765)

Élections et référendums : listes électorales (p. 3765)

Enseignement : éducation civique (p. 3766)

Etat : Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE) (p. 3765)

Discussion des articles [8 octobre 1997] (p. 3791)

Ses interventions dans la discussion des amendements et sous-amendements (p. 3794 à 3798)

Article 2 (modalités de l'inscription d'office sur les listes électorales)

Soutient l'amendement n° 1 de la commission (fichier des organismes de sécurité sociale) (p. 3793) : adopté (p. 3794)

Après l'article 2

Soutient l'amendement n° 2 de la commission (inscription des jeunes devant atteindre l'âge de 18 ans au moment des élections) (p. 3794) : adopté (p. 3795)

Article 3 (entrée en vigueur de la loi)

Soutient l'amendement n° 4 de la commission (de suppression) (p. 3800) : adopté (p. 3800)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [21 octobre 1997] (p. 4373)

Son intervention (p. 4375)

Thèmes :

Elections et référendums : listes électorales (p. 7375)

Jeunes : politique à l'égard des jeunes (p. 4375)

Discussion des articles [21 octobre 1997] (p. 4379)

Après l'article 1er

Soutient l'amendement n° 1 de la commission (procédure d'inscription d'office et dates de clôture des listes électorales) (p. 4379) : adopté (p. 4379)

Article 2 (modalités de l'inscription d'office sur les listes électorales)

Soutient l'amendement n° 2 de la commission (de coordination) (p. 4379) : adopté (p. 4379)

Article 2 bis (inscription des jeunes devant atteindre l'âge de 18 ans au moment des élections)

Soutient l'amendement n° 3 de la commission (de suppression) (p. 4380) : adopté (p. 4380)

Article 2 ter (inscription d'office des personnes âgées de 19 à 21 ans)

Soutient l'amendement n° 4 de la commission (de suppression) (p. 4380) : adopté (p. 4380)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la mise aux voix du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [30 octobre 1997] (p. 5065)

Son intervention (p. 5065)

Thème :

Lois : application (p. 5065)

Projet de loi de finances n° 230 pour 1998**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****FONCTION PUBLIQUE, RÉFORME DE L'ÉTAT ET DÉCENTRALISATION****Examen du fascicule [22 octobre 1997] (p. 4447)**

Rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

Son intervention (p. 4448)

Thèmes avant la procédure des questions :

Etat : réforme (p. 4449)

Fonctionnaires et agents publics : détachement (p. 4449)

Fonctionnaires et agents publics : non-titulaires (p. 4448)

Fonctionnaires et agents publics : traitement (p. 4449)

Grandes écoles : Ecole nationale d'administration (ENA) : délocalisations (p. 4449)

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET ENVIRONNEMENT

II - ENVIRONNEMENT

Examen du fascicule [4 novembre 1997] (p. 5349)

Procédure des questions :

Environnement : parcs naturels, nationaux, régionaux (p. 5380)

Projet de loi n° 328 relatif à la nationalité et modifiant le code civil

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [26 novembre 1997] (p. 6401, 6431) ; [27 novembre 1997] (p. 6471, 6507)

Son intervention (p. 6459)

Thèmes :

Etrangers : intégration (p. 6459)

Nationalité : acquisition par déclaration de nationalité (p. 6459)

Nationalité : droit du sol (p. 6459)

Projet de loi n° 383 portant transposition dans le code de la propriété intellectuelle de la directive 96/9/CE du Parlement européen et du Conseil, en date du 11 mars 1996, concernant la protection juridique des bases de données

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, suppléant de M. Gérard Gouzes

PREMIÈRE LECTURE

Ses explications de vote [5 mars 1998] (p. 1987)

Vote pour du groupe socialiste (p. 1987)

DEUXIÈME LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [16 juin 1998] (p. 5075)

Son intervention (p. 5076)

Thèmes :

Parlement : Sénat (p. 5076)

Politiques communautaires : directives (p. 5076)

Propriété intellectuelle : droits d'auteur (p. 5076)

Discussion des articles [16 juin 1998] (p. 5077)

Après l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 1 de M. Bernard Accoyer (transposition aux bases de données des dispositions applicables aux logiciels) (p. 5078)

Projet de loi organique n° 827 limitant le cumul des mandats électoraux et fonctions électives

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [26 mai 1998] (p. 4285, 4315) ; [27 mai 1998] (p. 4373)

Son intervention (p. 4327)

Thèmes :

Elections et référendums : cumul des mandats : histoire (p. 4328)

Parlement : rôle (p. 4329)

Partis et mouvements politiques : opposition (p. 4328)

Politique générale : institutions (p. 4328)

Discussion des articles [27 mai 1998] (p. 4385, 4406)

Après l'article 4

Soutient l'amendement n° 94 de M. Gaétan Gorce (qualité de membre de droit conférée aux parlementaires dans les commissions présidées ou coprésidées par le préfet) (p. 4424) : adopté (p. 4424)

Intervient sur l'amendement n° 93 de Mme Frédérique Bredin (communication pour avis aux commissions des finances des décrets d'avances et arrêtés portant respectivement ouvertures et annulation de crédits) (p. 4427)

Projet de loi n° 975 relatif au mode d'élection des conseillers régionaux et des conseillers à l'Assemblée de Corse et au fonctionnement des conseils régionaux

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [23 juin 1998] (p. 5269, 5295)

Son intervention (p. 5281)

Thèmes :

Collectivités territoriales : décentralisation (p. 5282)

Elections et référendums : élections régionales : abstentionnisme (p. 5282)

Elections et référendums : femmes (p. 5283)

Elections et référendums : modes de scrutin : élections régionales (p. 5282, 5283)

Partis et mouvements politiques : Front national (p. 5282)

Politique générale : institutions : démocratie (p. 5281)

Régions : budget (p. 5282)

Régions : commission permanente (p. 5283)

Discussion des articles [23 juin 1998] (p. 5305) ; [24 juin 1998] (p. 5334, 5362)

Article 3 (article L. 338 du code électoral : mode de scrutin des élections régionales)

Intervient sur l'amendement n° 46 de M. Pascal Clément (scrutin uninominal majoritaire à deux tours dans le département) (p. 5311)

Intervient sur l'amendement n° 67 de M. Christian Estrosi (scrutin uninominal majoritaire à deux tours dans la région) (p. 5311)

Intervient sur l'amendement n° 2 de M. Gérard Saumade (scrutin de liste départemental à deux tours) (p. 5311)

Intervient sur l'amendement n° 47 rectifié de M. Claude Goasguen (scrutin de liste à un tour dans la région avec prime majoritaire de 50 %) (p. 5311, 5312)

Intervient sur l'amendement n° 63 rectifié de Mme Michèle Alliot-Marie (scrutin de liste à un tour dans la région) (p. 5311, 5312)

Article 4 (article L. 346 du code électoral : obligation d'effectuer une déclaration de candidature)

Son intervention (p. 5340)

Soutient l'amendement n° 25 de la commission (parité entre candidats des deux sexes) (p. 5342) : adopté au scrutin public (p. 5345)

Intervient sur l'amendement n° 1 de M. Valéry Giscard d'Estaing (seuil de 10 % des électeurs inscrits pour participer au second tour) (p. 5353)

Article 11 (article L. 360 du code électoral : remplacement des conseillers régionaux)

Son intervention (p. 5365)

Intervient sur l'amendement n° 66 de M. Pierre Albertini (élections en cas de vacance du tiers des sièges du conseil) (p. 5365)

Après l'article 22

Soutient l'amendement n° 36 de la commission (caractère public des séances de la commission permanente) (p. 5373) : adopté (p. 5375)

Son amendement n° 45 (caractère public des séances de la commission permanente) (p. 5373) : adopté (p. 5375)

Ses explications de vote (p. 5378)

Vote pour du groupe socialiste (p. 5378)

Daniel PAUL

*Seine-Maritime (8^{ème} circonscription)
Communiste*

Élu le 1^{er} juin 1997

S'inscrit au groupe communiste [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9391)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9423)

Secrétaire de la commission de la production et des échanges [J.O. du 18 juin 1997] (p. 9560)

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne [J.O. du 20 juin 1997] (p. 9634)

Membre de la mission d'information commune sur la situation et les perspectives de l'industrie automobile en France et en Europe [J.O. du 12 juillet 1997] (p. 10608)

Président de la mission d'information commune sur la situation et les perspectives de l'industrie automobile en France et en Europe [J.O. du 17 juillet 1997] (p. 10776)

Membre titulaire de la commission supérieure du crédit maritime mutuel [J.O. du 23 juillet 1997] (p. 11056)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la responsabilité du fait des produits défectueux [J.O. du 24 avril 1998] (p. 6337)

DÉPÔTS

Proposition de résolution n° 35 tendant à créer une commission d'enquête sur la création d'un livret d'épargne automobile et les dispositions à prendre pour soutenir dans la durée le marché et le secteur de l'automobile [30 juin 1997]

Proposition de loi n° 126 tendant à créer un impôt sur le capital financier non réinvesti des entreprises [23 juillet 1997]

Proposition de loi n° 131 relative aux malades étrangers atteints de pathologies graves résidant habituellement en France [23 juillet 1997]

Proposition de loi n° 174 relative à l'attribution d'une pension de réversion de la retraite du combattant aux veuves des anciens prisonniers de guerre et combattants de la seconde guerre mondiale et d'Afrique du Nord [23 juillet 1997]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Politique extérieure. Algérie. Coopération, développement [1^{er} octobre 1997] (p. 3614)

Transports routiers. Chauffeurs routiers. Harmonisation européenne, perspectives [4 novembre 1997] (p. 5328)

Politique économique. Croissance. Crise financière asiatique, conséquences [2 décembre 1997] (p. 6743)

Politique extérieure. Maroc. Sahara occidental, attitude de la France [20 mai 1998] (p. 4203)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 451, posée le 23 juin 1998. Police. Restructuration (J.O. Questions p. 5316). Appelée le 30 juin 1998. Commissariats, maintien, Le Havre (p. 5495)

DÉBATS

Projet de loi n° 46 d'orientation sur la pêche maritime et les cultures marines

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [24 septembre 1997] (p. 3466)

Article 15 bis (autofinancement des pêcheurs lors de la première installation)

Son sous-amendement n° 44 (intégration des navires d'occasion dans le système) à l'amendement n° 28 du Gouvernement (avantage fiscal accordé aux personnes physiques ou aux sociétés pour la souscription de parts de sociétés spécialisées dans le financement de navires de pêche destinés aux jeunes pêcheurs) (p. 3475) : retiré (p. 3478)

Son sous-amendement n° 43 (prise en compte de l'intérêt de l'emploi dans la construction navale et la filière pêche) à l'amendement n° 28 du Gouvernement (p. 3475) : retiré (p. 3478)

Son sous-amendement n° 42 (détention pendant cinq ans d'au moins 51% des parts de copropriété par

l'artisan pêcheur ou la société de pêche) à l'amendement n° 28 du Gouvernement (p. 3475) : adopté (p. 3478)

Son sous-amendement n° 41 (conservation des parts de copropriété des navires par les sociétés agréées pendant cinq ans à compter de la mise en exploitation du bateau) à l'amendement n° 28 du Gouvernement (p. 3475) : adopté (p. 3478)

Projet de loi de finances n° 230 pour 1998

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [15 octobre 1997] (p. 4062) ; [16 octobre 1997] (p. 4089, 4121, 4157) ; [17 octobre 1997] (p. 4191, 4218, 4268)

Article 8 (suppression du régime fiscal des quirats de navires)

Son intervention (p. 4176)

Intervient sur l'amendement n° 202 de M. Gilbert Gantier (de suppression) (p. 4180)

Intervient sur l'amendement n° 285 de M. Jean-Yves Besselat (de suppression) (p. 4180)

Intervient sur l'amendement n° 332 de M. Jean-Jacques Jégou (de suppression) (p. 4180)

Intervient sur l'amendement n° 438 de M. Didier Quentin (de suppression) (p. 4180)

Son amendement n° 454 (aménagement du régime fiscal) (p. 4184) : rejeté (p. 4185)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

EQUIPEMENT, TRANSPORTS ET LOGEMENT

I - EQUIPEMENT ET TRANSPORTS

Examen du fascicule [24 octobre 1997] (p. 4605)

Procédure des questions :

Transports par eau : ports (p. 4646)

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET ENVIRONNEMENT

I - AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Examen du fascicule [4 novembre 1997] (p. 5287)

Son intervention (p. 5290)

Thèmes avant la procédure des questions :

Aménagement du territoire : crédits (p. 5290)

Aménagement du territoire : Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR) (p. 5291)

Coopération intercommunale (p. 5291)

Régions : contrats de plan Etat-régions (p. 5291)

Transports ferroviaires (p. 5291)

Transports par eau : ports (p. 5291)

Transports par eau : voies navigables (p. 5291)

Union européenne : fonds structurels (p. 5291)

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS

Discussion des articles [17 novembre 1997] (p. 5966, 6007) ; [18 novembre 1997] (p. 6032, 6079, 6116) ; [19 novembre 1997] (p. 6153)

Après l'article 61

Son amendement n° 195 soutenu par M. Jean Tardito (création d'un livret d'épargne automobile) (p. 6049) : rejeté (p. 6050)

Projet de loi n° 727 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [31 mars 1998] (p. 2288) ; [1er avril 1998] (p. 2331, 2373) ; [2 avril 1998] (p. 2404, 2449)

Article 46 (limitation de l'amortissement des biens donnés en location par une société de personnes)

Son amendement n° 229 soutenu par M. Jean-Pierre Brard (intervention du ministre chargé du secteur d'activité concerné) (p. 2441) : retiré (p. 2443)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [20 mai 1998] (p. 4145, 4213)

Article 46 (limitation de l'amortissement des biens donnés en location par une société de personnes)

Son amendement n° 70 (agrément du ministre du secteur d'activité concerné) (p. 4184) : retiré (p. 4185)

Son amendement n° 69 (avis du ministre du secteur d'activité concerné) (p. 4184) : retiré (p. 4185)

Son amendement n° 71 (avis du ministre en charge du secteur d'activité concerné) (p. 4184) : retiré (p. 4185)

Article 52 bis (modification du régime des dates d'ouverture anticipée et de clôture de la chasse aux oiseaux migrateurs)

Son intervention (p. 4220)

Projet de loi n° 780 d'orientation relatif à la lutte contre les exclusions

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [6 mai 1998] (p. 3515) ; [7 mai 1998] (p. 3533, 3562) ; [12 mai 1998] (p. 3649, 3684) ; [13 mai 1998] (p. 3741, 3776) ; [14 mai 1998] (p. 3815, 3872) ; [18 mai 1998] (p. 3931, 3975) ; [19 mai 1998] (p. 4076, 4102) ; [20 mai 1998] (p. 4205)

Article 8 (régime des associations intermédiaires)

Soutient le sous-amendement n° 911 de Mme Janine Jambu (requalification du contrat en cas de dépassement de la durée de mise à disposition) à l'amendement n° 182 rectifié du Gouvernement (fonctionnement des associations intermédiaires) (p. 3669) : adopté (p. 3670)

Après l'article 15

Soutient l'amendement n° 36 corrigé de Mme Janine Jambu (formation des personnes les moins qualifiées) (p. 3704) : retiré (p. 3704)

Vincent PEILLON

*Somme (3^{ème} circonscription)
Socialiste*

Élu le 1^{er} juin 1997

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9390)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9423)

Membre suppléant du conseil d'administration du conservatoire de l'espace Littoral et des rivages lacustres [J.O. du 10 juillet 1997] (p. 10491)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Proposition de loi n° 638 relative aux dates d'ouverture anticipée et de clôture de la chasse aux oiseaux migrateurs

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [18 juin 1998] (p. 5111) ; [19 juin 1998] (p. 5183)
Son intervention (p. 5191)

Thèmes :

Animaux : oiseaux migrateurs : chasse et pêche (p. 5190)

Politiques communautaires : droit communautaire (p. 5191)

Projet de loi n° 975 relatif au mode d'élection des conseillers régionaux et des conseillers à l'Assemblée de Corse et au fonctionnement des conseils régionaux

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [23 juin 1998] (p. 5269, 5295)
Son intervention (p. 5290)

Thèmes :

Collectivités territoriales : décentralisation (p. 5290)

Politique générale : institutions : démocratie (p. 5290, 5291)

Régions : budget (p. 5290)

Germinal PEIRO

*Dordogne (4^{ème} circonscription)
Socialiste
Secrétaire de l'Assemblée nationale*

Élu le 1^{er} juin 1997

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9390)

NOMINATIONS

Secrétaire de l'Assemblée nationale [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9421)

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9423)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Retraites : régime agricole. Montant des pensions.
Perspectives [21 octobre 1997] (p. 4385)

DÉBATS**Projet de loi de finances n° 230 pour 1998****DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****AGRICULTURE ET PÊCHE, BAPSA**

Examen du fascicule [23 octobre 1997] (p. 4535)
Son intervention (p. 4568)

Thèmes avant la procédure des questions :

Agriculture : prêts bonifiés (p. 4568)

Retraites : régime agricole (p. 4568)

Jacques PÉLISSARD

*Jura (1^{ère} circonscription)
Rassemblement pour la République*

Élu le 1^{er} juin 1997

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9391)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9423)

Membre titulaire du comité de gestion du fonds de soutien aux hydrocarbures ou assimilés d'origine nationale [J.O. du 3 septembre 1997] (p. 12870)

Rapporteur de la proposition de loi permettant aux organismes d'habitations à loyer modéré d'intervenir sur le parc locatif privé en prenant à bail des

logements vacants pour les donner en sous-location (n° 92) [29 octobre 1997]

Membre de la mission d'information commune sur les perspectives économiques et sociales de l'aménagement de l'axe européen Rhin-Rhône [J.O. du 26 mars 1998] (p. 4569)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 253 tendant à instaurer une consignation des sommes dues, dans le cadre d'un marché de travaux privé, à un entrepreneur en cas de contestation sur l'exécution des travaux [30 septembre 1997]

Rapport déposé au nom de la commission de la production et des échanges sur la proposition de loi (n° 92) de M. Gilbert Meyer, permettant aux organismes d'habitations à loyer modéré d'intervenir sur le parc locatif privé en prenant à bail des logements vacants pour les donner en sous-location [12 novembre 1997] (n° 442)

Rapport supplémentaire déposé au nom de la commission de la production et des échanges sur la proposition de loi, adoptée par elle (n° 442), permettant aux organismes d'habitations à loyer modéré d'intervenir sur le parc locatif privé en prenant à bail des logements vacants pour les donner en sous-location [17 décembre 1997] (n° 548)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**DÉBATS**

Proposition de loi n° 92 permettant aux organismes d'habitations à loyer modéré d'intervenir sur le parc locatif privé en prenant à bail des logements vacants pour les donner en sous-location

Rapporteur de la commission de la production et des échanges

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 décembre 1997] (p. 7959)

Son intervention (p. 7959)

Thèmes :

Baux : baux à réhabilitation (p. 7959)

Communes : maires (p. 7960)

Impôts locaux : taxe foncière sur les propriétés bâties (p. 7960)

Logement : Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat (ANAH) (p. 7959)

Logement : logements vacants (p. 7959, 7960)

Logement : offices publics d'HLM (OPHLM) (p. 7960)

Discussion des articles [17 décembre 1997] (p. 7973)

Ses interventions dans la discussion des amendements et sous-amendements (p. 7973 à 7976)

Dominique PERBEN

*Saône-et-Loire (5^{ème} circonscription)
Rassemblement pour la République*

Élu le 1^{er} juin 1997

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9391)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9423)

Membre désigné par les groupes de l'office parlementaire d'évaluation de la législation [J.O. du 17 octobre 1997] (p. 15124)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Energie et carburants. Politique énergétique. Energie nucléaire [17 juin 1998] (p. 5091)

*DÉBATS***Projet de loi de finances n° 230 pour 1998****PREMIÈRE LECTURE**

Avant la discussion des articles [14 octobre 1997] (p. 3930, 3961) ; [15 octobre 1997] (p. 3991, 4023, 4053)

Son intervention (p. 3978)

Thèmes :

DOM-TOM : généralités (p. 3978, 3979)

Impôts et taxes : investissements outre-mer (p. 3978, 3979)

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [15 octobre 1997] (p. 4062) ; [16 octobre 1997] (p. 4089, 4121, 4157) ; [17 octobre 1997] (p. 4191, 4218, 4268)

Article 14 (aménagement du régime d'aide fiscale à l'investissement outre-mer)

Intervient sur l'amendement n° 80 de la commission (plafonnement à 150 000 F pour les célibataires ou 300 000 F pour les contribuables mariés de la base déductible pour les investisseurs outre-mer soumis à l'impôt sur le revenu) (p. 4291)

Intervient sur l'amendement n° 81 de la commission (suppression de la possibilité d'imputer des déficits, dans la catégorie des bénéfices industriels et commerciaux non professionnels, sur le revenu global) (p. 4291)

*DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES***FONCTION PUBLIQUE, RÉFORME DE L'ÉTAT ET DÉCENTRALISATION**

Examen du fascicule [22 octobre 1997] (p. 4447)

Son intervention (p. 4453)

Thèmes avant la procédure des questions :

Administration (p. 4453)

Collectivités territoriales : décentralisation (p. 4454)

Etat : réforme (p. 4453)

Fonctionnaires et agents publics : mobilité : déconcentration (p. 4454)

Projet de loi n° 327 relatif à l'entrée et au séjour des étrangers en France et au droit d'asile**PREMIÈRE LECTURE**

Avant la discussion des articles [4 décembre 1997] (p. 6961, 7005, 7039)

Soutient l'exception d'irrecevabilité de M. Jean-Louis Debré (p. 6986, 6994) : rejetée (p. 7001)

Thèmes :

Assemblée nationale : exception d'irrecevabilité (p. 6992)

Emploi : chômage (p. 6988)

Etrangers : cartes de séjour (p. 6987)

Etrangers : conditions d'entrée et de séjour : lois (p. 6986)

Etrangers : immigration (p. 6986)

Etrangers : immigration : Front national (p. 6991)

Etrangers : immigration clandestine (p. 6990, 6991)

Etrangers : logement (p. 6988)

Etrangers : regroupement familial (p. 6987, 6988)

Politique extérieure : coopération économique (p. 6989)

Politiques communautaires : immigration (p. 6987)

Jean-Claude PEREZ

*Aude (1^{ère} circonscription)
Socialiste*

Élu le 1^{er} juin 1997

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9390)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9423)

Cesse d'appartenir à la commission de la production et des échanges [J.O. du 17 juin 1997] (p. 9541)

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 17 juin 1997] (p. 9541)

Cesse d'appartenir à la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 2 juillet 1997] (p. 10059)

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 2 juillet 1997] (p. 10060)

Membre titulaire du Haut Conseil du secteur public [J.O. du 10 septembre 1997] (p. 13199)

Cesse d'appartenir à la commission de la production et des échanges [J.O. du 3 juillet 1998] (p. 10187)

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 3 juillet 1998] (p. 10187)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT**

n° 301, posée le 21 avril 1998. Déchets, pollutions et nuisances. Déchets industriels (J.O. Questions p. 2894). Appelée le 28 avril 1998. Site de Salsigne (p. 3071)

Michel PÉRICARD

*Yvelines (6^{ème} circonscription)
Rassemblement pour la République
Vice-président de l'Assemblée nationale*

Élu le 1^{er} juin 1997

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9391)

NOMINATIONS

Vice-président de l'Assemblée nationale [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9421)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9422)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Vice-président

DÉBATS

Projet de loi n° 328 relatif à la nationalité et modifiant le code civil

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [26 novembre 1997] (p. 6401, 6431) ; [27 novembre 1997] (p. 6471, 6507)
Intervient sur la motion de renvoi en commission de M. François Bayrou (p. 6523)

En qualité de Député

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Etrangers. Sans-papiers. Régularisation [25 novembre 1997] (p. 6250)

Audiovisuel et communication. Télévision. Chaînes publiques, fonctionnement [8 avril 1998] (p. 2686)

Marie-Françoise PÉROL-DUMONT

*Haute-Vienne (3^{ème} circonscription)
Socialiste
Secrétaire de l'Assemblée nationale*

Élue le 1^{er} juin 1997

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9390)

NOMINATIONS

Secrétaire de l'Assemblée nationale [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9421)

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9423)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Enseignement. Fonctionnement. Effectifs de personnel, moyens financiers [7 octobre 1997] (p. 3680)

Collectivités territoriales. Finances. Relations avec l'Etat [2 juin 1998] (p. 4577)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 34, posée le 17 novembre 1997. Déchets, pollutions et nuisances. Eau (J.O. Questions p. 6003). Appelée le 25 novembre 1997. Pollutions agricoles, plan de maîtrise, mise en place (p. 6227)

n° 50, posée le 25 novembre 1997. Audiovisuel et communication. Télévision (J.O. Questions p. 6287). Suppléée par M. Daniel Boisserie. Appelée le 2 décembre 1997. Réception des émissions, Haute-Vienne (p. 6719)

n° 241, posée le 24 mars 1998. Voirie. RN 145 et RN 147 (J.O. Questions p. 2098). Appelée le 31 mars 1998. Aménagement, Haute-Vienne (p. 2213)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 230 pour 1998

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET ENVIRONNEMENT****I - AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE**

Examen du fascicule [4 novembre 1997] (p. 5287)
Son intervention (p. 5301)

Thèmes avant la procédure des questions :

Administration : déconcentration (p. 5302)

Aménagement du territoire : crédits (p. 5301)

Transports : Fonds d'investissement des transports terrestres et des voies navigables (FITTVN) (p. 5301)

Transports aériens : politique des transports aériens (p. 5301)

Union européenne : fonds structurels (p. 5301)

ECONOMIE, FINANCES ET INDUSTRIE**IV - PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES, COMMERCE ET ARTISANAT**

Examen du fascicule [14 novembre 1997] (p. 5883)
Procédure des questions :

Commerce et artisanat : fonds d'intervention pour la sauvegarde de l'artisanat et du commerce (FISAC) (p. 5902)

Projet de loi n° 727 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 mai 1998] (p. 4125)

Son intervention (p. 4136)

Thèmes :

Agroalimentaire : équarissage (p. 4136)

Elevage : maladie de la vache folle (p. 4136)

Geneviève PERRIN-GAILLARD

*Deux-Sèvres (1^{ère} circonscription)
Socialiste*

Élue le 1^{er} juin 1997

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9390)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9422)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative au renforcement de la veille sanitaire et du contrôle de la sécurité sanitaire des produits destinés à l'homme [J.O. du 2 mai 1998] (p. 6738)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Enseignement. Politique de l'éducation. Nouvelles technologies de l'information et de la communication, financement [19 novembre 1997] (p. 6147)

Enseignement technique et professionnel. Institut universitaire de technologie (IUT). Fonctionnement, financement [13 janvier 1998] (p. 158)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 170, posée le 3 février 1998. Environnement. Espaces naturels (J.O. Questions p. 1024). Appelée le 10 février 1998. Protection, marais poitevin (p. 1364)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 230 pour 1998

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

EDUCATION NATIONALE, RECHERCHE ET TECHNOLOGIE

I - ENSEIGNEMENT SCOLAIRE

Examen du fascicule [13 novembre 1997] (p. 5751, 5775)

Procédure des questions :

Enseignement : zones d'éducation prioritaires (ZEP) (p. 5788)

II - ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR - III - RECHERCHE ET TECHNOLOGIE

Examen du fascicule [13 novembre 1997] (p. 5796, 5812)

Rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

Son intervention (p. 5797)

Thèmes avant la procédure des questions :

Archives et bibliothèques : bibliothèques : enseignement supérieur (p. 5798)

Enseignement supérieur : constructions universitaires (p. 5798)

Enseignement supérieur : étudiants : impôts et taxes (p. 5798)

Enseignement supérieur : technologie (p. 5798)

Enseignement supérieur : personnel : enseignants (p. 5797)

Enseignement supérieur : personnel : non-enseignants (p. 5797)

Formation professionnelle : formation continue : enseignement supérieur (p. 5798)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de l'éducation nationale, de la recherche et de la technologie (p. 5797)

Travail : heures supplémentaires : enseignement supérieur (p. 5797)

Proposition de loi n° 236 relative au renforcement de la veille sanitaire et du contrôle de la sécurité sanitaire des produits destinés à l'homme

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [8 janvier 1998] (p. 71)

Son intervention (p. 92)

Ses explications de vote (p. 118)

Thèmes :

Agroalimentaire : produits : contrôles sanitaires (p. 93)

Déchets, pollutions et nuisances : air : pollution (p. 92, 118)

Elevage : viande bovine : épizooties (p. 118)

Pays étrangers : Etats-Unis : sécurité sanitaire (p. 93)

Pharmacie et médicaments : agence du médicament (p. 93)

Santé : Centre national d'études vétérinaires et alimentaires (CNEVA) (p. 94)

Santé : veille sanitaire (p. 94)

Discussion des articles [13 janvier 1998] (p. 170, 199) ; [15 janvier 1998] (p. 283)

Avant l'article 2

Son amendement n° 213 (caractère national de l'Agence) : retiré (p. 182)

Son amendement n° 291 (caractère national de l'Agence) : adopté (p. 182)

Article 2 (création de l'Agence de sécurité sanitaire des produits de santé)

Intervient sur l'amendement n° 243 de M. Jean-Michel Dubernard (création d'un conseil scientifique unique commun aux deux agences) (p. 193)

Avant l'article 4

Son amendement n° 212 (modifier le titre III comme suit : Agence nationale de sécurité sanitaire des aliments) : adopté après modification (p. 205)

Article 4 (missions, prérogatives et modalités de fonctionnement)

Son sous-amendement n° 267 (extension de la mission d'évaluation aux aliments destinés aux animaux) à l'amendement n° 70 de la commission (évaluation des risques que peuvent présenter les aliments destinés à la consommation humaine) : adopté (p. 209)

Son amendement n° 215 (confidentialité des informations) (p. 212) : adopté (p. 213)

Soutient l'amendement n° 77, deuxième rectification de la commission (activités de recherche de l'Agence) (p. 214) : adopté (p. 214)

Son amendement n° 238 rectifié (actions d'information menées par l'Agence) : adopté (p. 218)

Son amendement n° 239 (statut des personnels techniques de l'Agence de sécurité sanitaire des aliments) : adopté (p. 221)

Article 6 (compétences consultatives et prérogatives dans le domaine du médicament vétérinaire)

Intervient sur le sous-amendement n° 221 du Gouvernement (autorité administrative permettant l'ouverture d'un établissement produisant des médicaments vétérinaires) à l'amendement n° 94 de la commission (définition des prérogatives de l'Agence dans le domaine des médicaments vétérinaires) (p. 228)

Intervient sur le sous-amendement n° 222 du Gouvernement (autorisation de mise sur le marché pour les médicaments vétérinaires) à l'amendement n° 94 de la commission (p. 228)

Ses explications de vote (p. 317)

Vote pour du groupe socialiste (p. 317)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [8 avril 1998] (p. 2734)

Son intervention (p. 2737)

Thèmes :

Agroalimentaire : produits : contrôle sanitaire (p. 2738)

Professions de santé : médecins (p. 2738)

Sang et organes humains : transfusion sanguine (p. 2738)

Santé : Centre national d'études vétérinaires et alimentaires (CNEVA) (p. 2738)

Santé : veille sanitaire (p. 2738)

Discussion des articles [8 avril 1998] (p. 2740)

Article 4 (missions, prérogatives et modalités de fonctionnement de l'Agence française de sécurité sanitaire des aliments)

Son amendement n° 41 (mission de défense dans le domaine alimentaire) : adopté (p. 2748)

Soutient l'amendement n° 16 de la commission (concours de l'INRA et des écoles vétérinaires) (p. 2749) : adopté (p. 2749)

Article 5 (compétences consultatives générales)

Soutient l'amendement n° 23 de la commission (cas d'urgence) (p. 2752) : adopté (p. 2752)

Son amendement n° 42 (rédactionnel) : devenu sans objet (p. 2752)

Ses explications de vote (p. 2761)

Vote pour du groupe socialiste (p. 2761)

Bernard PERRUT

*Rhône (9^{ème} circonscription)
Union pour la démocratie française
puis Démocratie libérale et indépendants*

Élu le 1^{er} juin 1997

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9391)

Cesse d'appartenir au groupe de l'Union pour la Démocratie française [J.O. du 26 mai 1998] (p. 8020)

S'inscrit au groupe Démocratie libérale et indépendants [J.O. du 26 mai 1998] (p. 8020)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9422)

Membre de la commission d'enquête sur l'état des droits de l'enfant en France, notamment au regard des conditions de vie des mineurs et de leur place dans la cite [J.O. du 15 janvier 1998] (p. 645)

Membre de la mission d'information commune sur les perspectives économiques et sociales de l'aménagement de l'axe européen Rhin-Rhône [J.O. du 26 mars 1998] (p. 4569)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 23 visant à assouplir les mesures de limitation du travail de nuit pour les jeunes âgés de moins de 18 ans sous contrat d'apprentissage dans le secteur de l'hôtellerie et de la restauration [24 juin 1997]

Proposition de loi n° 24 permettant à certains travailleurs handicapés de bénéficier d'une retraite à taux plein à partir de l'âge de cinquante ans [24 juin 1997]

Proposition de loi n° 25 rendant obligatoire un enseignement général relatif à l'éducation sanitaire et alimentaire [24 juin 1997]

Proposition de loi organique n° 34 relative à la représentation des retraités au Conseil économique et social [25 juin 1997]

Proposition de loi n° 267 relative au statut des structures pédagogiques situées dans les établissements de soins [30 septembre 1997]

Proposition de loi n° 268 visant à étendre le bénéfice de l'article 195-1 du CGI pour le calcul de l'impôt sur le revenu aux contribuables qui, après la disparition de leurs parents, se sont vu confier la garde de leurs frères et soeurs [30 septembre 1997]

Proposition de loi n° 708 tendant à la prise en compte de l'exercice d'une activité bénévole pour le calcul des droits à la retraite [24 février 1998]

Proposition de loi n° 1003 visant à assouplir la législation relative au périmètre de protection imposé pour les débits de boissons situés en milieu rural [24 juin 1998]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Transports routiers. Chauffeurs routiers. Grève [5 novembre 1997] (p. 5431)

Impôts et taxes. Taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP). Montant, gazole [23 juin 1998] (p. 5265)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 286, posée le 21 avril 1998. Industrie. Electroménager (J.O. Questions p. 2891). Appelée le 21 avril 1998. Elfi-Brandt, emploi et activité, Limas (p. 2796)

n° 332, posée le 5 mai 1998. Sécurité publique. Police et gendarmerie (J.O. Questions p. 3450). Appelée le 12 mai 1998. Restructuration, effectifs de personnel, Villefranche-sur-Saône (p. 3622)

n° 414, posée le 9 juin 1998. Donations et successions. Actif de la succession (J.O. Questions p. 4865). Appelée le 16 juin 1998. Contrats d'assurance vie (p. 4997)

DÉBATS

Projet de loi n° 200 relatif au développement d'activités pour l'emploi des jeunes

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [15 septembre 1997] (p. 2995); [16 septembre 1997] (p. 3050, 3092); [17 septembre 1997] (p. 3121)

Article 1er (aide à la création d'activités d'utilité sociale pour l'emploi des jeunes)

Son intervention (p. 2999)

Projet de loi de finances n° 230 pour 1998

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [15 octobre 1997] (p. 4062); [16 octobre 1997] (p. 4089, 4121, 4157); [17 octobre 1997] (p. 4191, 4218, 4268)

Article 10 (réduction de 50 % du plafond de la réduction d'impôt au titre de l'emploi d'un salarié à domicile)

Son amendement n° 149 corrigé soutenu par M. Pierre Méhaignerie (doublement du plafond de la réduction d'impôt lorsque l'emploi s'effectue au domicile d'une personne qui pourrait bénéficier de la prestation spécifique dépendance) (p. 4227): vote réservé: rejeté (p. 4229)

Son amendement n° 150 corrigé soutenu par M. Pierre Méhaignerie (doublement du plafond de la réduction d'impôt lorsque l'emploi s'effectue au domicile d'une personne handicapée) (p. 4227): vote réservé: rejeté (p. 4229)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET ENVIRONNEMENT

I - AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Examen du fascicule [4 novembre 1997] (p. 5287)

Procédure des questions :

Aménagement du territoire : zones rurales : services publics locaux (p. 5343, 5344)

EMPLOI ET SOLIDARITÉ

I - EMPLOI

Examen du fascicule [6 novembre 1997] (p. 5477, 5515)

Son intervention (p. 5498)

Thèmes avant la procédure des questions :

Aménagement du territoire : politique de l'emploi (p. 5499)

Emploi : chômeurs créateurs ou repreneurs d'entreprise (p. 5498)

Emploi : contrats emploi solidarité (p. 5499)

Emploi : contrats emploi-jeunes (p. 5498)

Emploi : contrats initiative-emploi (p. 5499)

Enseignement : permanences d'accueil, d'information et d'orientation (PAIO) : emploi (p. 5498)

Entreprises : allègement des charges (p. 5499)

Projet de loi n° 303 de financement de la sécurité sociale pour 1998

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [28 octobre 1997] (p. 4832, 4853, 4890); [29 octobre 1997] (p. 4923, 4963, 4995); [30 octobre 1997] (p. 5028); [31 octobre 1997] (p. 5159)

Article 3 (taux de la CSG et suppression des cotisations maladie)

Son amendement n° 109 (exonération de la CSG des revenus tirés d'une assurance vie spécifique destinée aux personnes handicapées) (p. 4869): adopté (p. 4870)

Projet de loi n° 512 d'orientation et d'incitation relatif à la réduction du temps de travail

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [29 janvier 1998] (p. 747, 785); [3 février 1998] (p. 935, 971); [4 février 1998] (p. 1039, 1068); [5 février 1998] (p. 1110, 1150, 1199); [6 février 1998] (p. 1270)

Article 3 (aide à la réduction du temps de travail)

Son intervention (p. 1096)

Son amendement n° 448 (personnel handicapé): devenu sans objet (p. 1129)

Son amendement n° 456 (disposition spécifique pour les personnes handicapées): devenu sans objet (p. 1187)

Article 1er précédemment réservé (réduction à 35 heures de la durée légale hebdomadaire du travail effectif des salariés)

Son amendement n° 436 (avis préalable d'un expert judiciaire sur les éventuelles créations d'emplois) : retiré (p. 1318)

Projet de loi n° 780 d'orientation relatif à la lutte contre les exclusions

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [6 mai 1998] (p. 3515) ; [7 mai 1998] (p. 3533, 3562) ; [12 mai 1998] (p. 3649, 3684) ; [13 mai 1998] (p. 3741, 3776) ; [14 mai 1998] (p. 3815, 3872) ; [18 mai 1998] (p. 3931, 3975) ; [19 mai 1998] (p. 4076, 4102) ; [20 mai 1998] (p. 4205)

Article 12 (lutte contre l'illettrisme dans le cadre de la formation professionnelle)

Son intervention (p. 3695)

Après l'article 36

Son sous-amendement n° 927 soutenu par M. Germain Gengenwin (rédactionnel) à l'amendement n° 296 de la commission (rapport sur la médecine scolaire) (p. 3876) : rejeté (p. 3877)

Nicole PÉRY

*Pyrénées-Atlantiques (5^{ème} circonscription)
Socialiste
Secrétaire d'Etat à la formation professionnelle*

Élue le 1^{er} juin 1997

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9390)

Est nommée Secrétaire d'Etat à la formation professionnelle. Décret du 30 mars 1998 [J.O. du 31 mars 1998] (p. 4935)

Cessation de son mandat de député le 30 avril 1998 (voir indications préliminaires) [J.O. du 5 mai 1998] (p. 6844)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9423)

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne [J.O. du 20 juin 1997] (p. 9634)

Rapporteuse du projet de loi autorisant la ratification de l'accord interne entre les représentants des Gouvernements des Etats membres réunis au sein du Conseil relatif au financement et à la gestion des aides de la Communauté dans le cadre du second protocole financier de la quatrième convention ACP-CE (n° 4) [3 juillet 1997]

Rapporteuse du projet de loi autorisant la ratification du protocole à la quatrième convention entre la Communauté européenne et ses Etats membres, d'une part, et le groupe des Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, d'autre part (dite convention ACP-CE de Lomé), à la suite de l'adhésion de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du

Royaume de Suède à l'Union européenne (n° 5) [3 juillet 1997]

Rapporteuse du projet de loi autorisant la ratification de l'accord portant modification de la quatrième convention entre la Communauté européenne et ses Etats membres, d'une part, et le groupe des Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, d'autre part (dite convention ACP-CE de Lomé) (n° 6) [3 juillet 1997]

Membre suppléante du conseil national du tourisme [J.O. du 1^{er} octobre 1997] (p. 14256)

Chargée d'une mission temporaire auprès de M. le Premier Ministre [J.O. du 30 octobre 1997] (p. 15771)

Cesse d'appartenir à la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne [J.O. du 2 avril 1998] (p. 5130)

DÉPÔTS

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne, sur l'avant-projet de budget général des Communautés européennes pour 1998 [1^{er} juillet 1997] (n° 36)

Proposition de résolution n° 38 sur l'avant-projet de budget général des Communautés européennes pour l'exercice 1998 [2 juillet 1997]

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur les projets de loi :

- (n° 4), autorisant l'approbation de l'accord interne entre les représentants des Gouvernements des Etats membres réunis au sein du Conseil relatif au financement et à la gestion des aides de la Communauté dans le cadre du second protocole financier de la quatrième convention ACP-CE ;
- (n° 5), autorisant la ratification du protocole à la quatrième convention entre la Communauté européenne et ses Etats membres, d'une part, et le groupe des Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, d'autre part (dite convention ACP-CE de Lomé), à la suite de l'adhésion de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède à l'Union européenne ;
- (n° 6), autorisant la ratification de l'accord portant modification de la quatrième convention entre la Communauté européenne et ses Etats membres, d'une part, et le groupe des Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, d'autre part (dite convention ACP-CE de Lomé) [26 novembre 1997] (n° 484)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Membre du Gouvernement

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT DE

M. Georges Sarre. Institutions sociales et médico-sociales. Institut de prophylaxie dentaire infantile. Restructuration, conséquences, Paris XI^{ème} arrondissement [12 mai 1998] (p. 3608)

Mme Monique Collange. Professions sociales. Aides à domicile. Financement [12 mai 1998] (p. 3610)

M. Marcel Dehoux. Frontaliers. Sécurité sociale. Contribution pour le remboursement de la dette sociale (CRDS) [12 mai 1998] (p. 3611)

- M. François Sauvadet. Professions de santé. Laborantins. Compétences [19 mai 1998] (p. 4043)
- M. Michel Grégoire. Communes. Maires. Pouvoirs, assainissement [19 mai 1998] (p. 4042)
- M. Henri Sicre. Emploi. Emplois jeunes. Fonction publique territoriale, formation professionnelle [19 mai 1998] (p. 4041)
- M. Jean Vila. Emploi. Emplois jeunes. Dispositif, contrôle [9 juin 1998] (p. 4768)
- M. Yves Bur. Politique sociale. Insertion. Bénéficiaires du Revenu minimum d'insertion (RMI) et de l'allocation de parent isolé [9 juin 1998] (p. 4770)
- M. Claude Hoarau. Retraites : régime général. Paiement des pensions. Date d'effet [9 juin 1998] (p. 4769)
- M. François Loncle. Etablissements de santé. Syndicats interhospitaliers. Praticiens, statut [9 juin 1998] (p. 4771)
- M. Michel Herbillon. Emploi. Politique de l'emploi. Missions locales, aides de l'Etat, Ile-de-France [30 juin 1998] (p. 5487)
- M. Georges Sarre. Formation professionnelle. Apprentissage. Financement, réforme, décrets d'application, publication [30 juin 1998] (p. 5488)
- M. Jean Pontier. Etablissements de santé. Hôpitaux. Services d'urgence, organisation [30 juin 1998] (p. 5493)
- M. Jean-Luc Warsmann. Professions sociales. Aides à domicile. Financement [30 juin 1998] (p. 5490)
- M. Didier Boulaud. Assurance invalidité décès. Pensions. Conditions d'attribution [30 juin 1998] (p. 5491)

DÉBATS

Projet de loi n° 780 d'orientation relatif à la lutte contre les exclusions

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [6 mai 1998] (p. 3515) ; [7 mai 1998] (p. 3533, 3562) ; [12 mai 1998] (p. 3649, 3684) ; [13 mai 1998] (p. 3741, 3776) ; [14 mai 1998] (p. 3815, 3872) ; [18 mai 1998] (p. 3931, 3975) ; [19 mai 1998] (p. 4076, 4102) ; [20 mai 1998] (p. 4205)

Ses interventions dans la discussion des amendements et sous-amendements (p. 3580, 3704)

Article 2 précédemment réservé (accompagnement personnalisé vers l'emploi des jeunes en difficulté)

Soutient le sous-amendement oral du Gouvernement (rédactionnel) à l'amendement n° 257 de la commission (action culturelle et sportive) (p. 3580) : adopté (p. 3580)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [30 juin 1998] (p. 5561) ; [1^{er} juillet 1998] (p. 5582, 5604, 5665)

Ses interventions dans la discussion des amendements et sous-amendements (p. 5561 à 5606)

Article 2 (accompagnement personnalisé vers l'emploi des jeunes en difficulté)

Soutient le sous-amendement n° 323 du Gouvernement (de précision) à l'amendement n° 94 de la commission (accompagnement réservé en priorité aux jeunes sans qualification) (p. 5566) : rejeté (p. 5566)

Article 4 (régime des contrats emploi-solidarité)

Soutient l'amendement n° 216 du Gouvernement (personnes de plus de 50 ans) (p. 5570) : rejeté (p. 5570)

Soutient l'amendement n° 217 du Gouvernement (catégories de personnes concernées par l'ouverture du droit) (p. 5571) : adopté (p. 5571)

Soutient l'amendement n° 218 du Gouvernement (cumul d'un CES avec une activité professionnelle) (p. 5572) : rejeté (p. 5573)

Article 5 (élargissement des possibilités d'accès aux contrats emplois consolidés)

Soutient l'amendement n° 229 du Gouvernement (personnes de plus de 50 ans) (p. 5574) : rejeté (p. 5574)

Soutient l'amendement n° 228 rectifié du Gouvernement (catégories de personnes concernées par l'ouverture du droit) (p. 5574) : rejeté (p. 5574)

Soutient l'amendement n° 230 du Gouvernement (durée du stage) (p. 5574) : adopté (p. 5574)

Soutient l'amendement n° 231 du Gouvernement (possibilité de temps partiel) (p. 5574) : adopté (p. 5575)

Article 6 (définition de l'insertion par l'activité économique)

Soutient l'amendement n° 232 du Gouvernement (suppression de la liste des structures qui interviennent dans le champ de l'insertion par l'économique) (p. 5586) : rejeté (p. 5586)

Soutient l'amendement n° 233 du Gouvernement (rédactionnel) (p. 5586) : adopté (p. 5586)

Article 8 (régime des associations intermédiaires)

Soutient l'amendement n° 234 du Gouvernement (conclusion d'une convention avec l'Etat) (p. 5589) : adopté (p. 5589)

Soutient l'amendement n° 235 du Gouvernement (développement des associations intermédiaires) (p. 5589) : adopté (p. 5589)

Soutient l'amendement n° 236 du Gouvernement (conditions du suivi médical fixées par décret) (p. 5593) : adopté (p. 5594)

Après l'article 8

Soutient l'amendement n° 237 du Gouvernement (de coordination) (p. 5594) : adopté (p. 5594)

Article 9 bis (conventions d'insertion par l'activité économique avec des organismes habilités au titre de l'aide sociale à l'hébergement)

Soutient l'amendement n° 238 du Gouvernement (organismes habilités) (p. 5596) : adopté (p. 5596)

Après l'article 11

Soutient l'amendement n° 239 du Gouvernement (mise en place d'une procédure d'attribution des aides à la création d'entreprise) (p. 5604) : adopté (p. 5604)

En qualité de Députée

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Aménagement du territoire. Politique d'aménagement du territoire. Perspectives [16 décembre 1997] (p. 7850)

DÉBATS

Projet de loi n° 46 d'orientation sur la pêche maritime et les cultures marines

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [24 septembre 1997] (p. 3436)

Son intervention (p. 3457)

Thèmes :

Aquaculture et pêche professionnelle : marins pêcheurs (p. 3457)

Aquaculture et pêche professionnelle : produits de la mer (p. 3457, 3458)

Aquaculture et pêche professionnelle : zones de pêche (p. 3457)

Projet de loi de finances n° 230 pour 1998

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [15 octobre 1997] (p. 4062) ; [16 octobre 1997] (p. 4089, 4121, 4157) ; [17 octobre 1997] (p. 4191, 4218, 4268)

Article 24 (évaluation du prélèvement communautaire opéré sur les recettes de l'Etat au titre de la participation au budget des Communautés européennes)

Son intervention (p. 4140)

Thèmes :

Emploi (p. 4141)

Politiques communautaires : actions extérieures (p. 4141) ; budget (p. 4140, 4141) ; budget : contribution française (p. 4140, 4141) ; fraude (p. 4140) ; politique agricole commune (p. 4140) ; politiques internes (p. 4140, 4141)

Transports ferroviaires (p. 4141)

Union européenne : fonds structurels (p. 4140) ; institutions communautaires (p. 4141) ; Parlement européen (p. 4141)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COOPÉRATION

I - AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Examen du fascicule [5 novembre 1997] (p. 5395)
Son intervention (p. 5402)

Thèmes avant la procédure des questions :

Audiovisuel et communication (p. 5403)

Corps diplomatique et consulaire (p. 5402)

Etrangers : conditions d'entrée et de séjour (p. 5403)

Langue française : enseignement du français à l'étranger (p. 5402)

Langue française : francophonie (p. 5403)

Politique extérieure : coopération (p. 5403)

Politique extérieure : coopération culturelle (p. 5403)

Politique extérieure : relations commerciales (p. 5403)

Politiques communautaires : politique extérieure et de sécurité commune (PESC) (p. 5403)

Projet de loi n° 524 autorisant l'approbation de la convention sur la protection des enfants et la coopération en matière d'adoption internationale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [24 février 1998] (p. 1585)

Son intervention (p. 1590)

Thèmes :

Associations (p. 1590)

Famille : adoption (p. 1590)

Pierre PETIT

*Martinique (2^{ème} circonscription)
Rassemblement pour la République*

Élu le 1^{er} juin 1997

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9391)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9391)

Membre suppléant de la Commission consultative appelée à émettre un avis sur la modification de la valeur du point de pension [J.O. du 1^{er} octobre 1997] (p. 14256)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

DOM. Martinique : établissements de santé. Centres hospitaliers, fonctionnement, financement [17 décembre 1997] (p. 7984)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 230 pour 1998

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

INTÉRIEUR

Examen du fascicule [30 octobre 1997] (p. 5067)
Procédure des questions :

Police : police nationale : DOM (p. 5105)

OUTRE-MER

Examen du fascicule [31 octobre 1997] (p. 5123)
Son intervention (p. 5144)

Thèmes avant la procédure des questions :

DOM : Martinique : commerce extérieur (p. 5144)

DOM : Martinique : politique sociale (p. 5144)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [17 décembre 1997] (p. 8024) ; [18 décembre 1997] (p. 8101)

Article 14 (aménagement du régime d'aide fiscale à l'investissement outre-mer)

Son intervention (p. 8051)

Projet de loi n° 428 portant habilitation du Gouvernement à prendre, par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et à l'adaptation du droit applicable outre-mer

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 décembre 1997] (p. 8159)

Son intervention (p. 8170)

Thèmes :

DOM : Martinique : étrangers (p. 8171)

DOM : Martinique : marchés publics (p. 8171)

Ordonnances (p. 8170)

Projet de loi constitutionnelle n° 937 relatif à la Nouvelle-Calédonie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 juin 1998] (p. 4953)

Son intervention (p. 4977)

Thèmes :

DOM-TOM : institutions (p. 4977)

Etat (p. 4977)

Annette PEULVAST-BERGEAL

*Yvelines (8^{ème} circonscription)
Socialiste*

Élue le 1^{er} juin 1997

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9390)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9423)

Membre de la mission d'information commune sur la situation et les perspectives de l'industrie automobile en France et en Europe [J.O. du 12 juillet 1997] (p. 10608)

Vice-présidente de la mission d'information commune sur la situation et les perspectives de l'industrie automobile en France et en Europe [J.O. du 17 juillet 1997] (p. 10776)

Membre de la commission d'enquête sur l'état des droits de l'enfant en France, notamment au regard des conditions de vie des mineurs et de leur place dans la cité [J.O. du 15 janvier 1998] (p. 645)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Déchets, pollutions et nuisances. Automobiles et cycles. Lutte et prévention [11 février 1998] (p. 1462)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 245, posée le 24 mars 1998. Emploi. Emplois jeunes (J.O. Questions p. 2099). Appelée le 31 mars 1998. Enseignements, limite d'âge (p. 2217)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 230 pour 1998

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET ENVIRONNEMENT

II - ENVIRONNEMENT

Examen du fascicule [4 novembre 1997] (p. 5349)
Son intervention (p. 5353)

Thèmes avant la procédure des questions :

Environnement : associations de protection de la nature et de l'environnement (p. 5354)

Environnement : crédits (p. 5354)

Environnement : enquêtes publiques (p. 5354, 5355)

Environnement : parcs naturels, nationaux, régionaux (p. 5354)

Environnement : patrimoine biologique (p. 5354)

Politiques communautaires : directives : environnement (p. 5354)

Recherche (p. 5354)

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS

Discussion des articles [17 novembre 1997] (p. 5966, 6007) ; [18 novembre 1997] (p. 6032, 6079, 6116) ; [19 novembre 1997] (p. 6153)

Après l'article 61

Son amendement n° 220 (élargissement de l'éligibilité de plein droit au Fonds national de péréquation défini par la loi du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire) (p. 6091) : devenu sans objet (p. 6092)

Projet de loi de finances rectificative n° 447 pour 1997

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [3 décembre 1997] (p. 6889, 6931)

Après l'article 34

Soutient l'amendement n° 21 de la commission (maintien du prélèvement en faveur des fonds départementaux de péréquation de la taxe professionnelle en cas de restructuration des établissements antérieurement écrêtés) (p. 6951) : adopté (p. 6952)

Son amendement n° 50 (maintien du prélèvement en faveur des fonds départementaux de péréquation de la taxe professionnelle en cas de restructuration des établissements antérieurement écrêtés) : retiré (p. 6951)

Jacques PEYRAT

*Alpes-Maritimes (2^{ème} circonscription)
Rassemblement pour la République*

Élu le 1^{er} juin 1997

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9391)

Élection au Sénat le 27 septembre 1998 (voir indications préliminaires) [J.O. du 2 octobre 1998] (p. 14954)

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9423)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Aménagement du territoire. Zones franches urbaines. Politique de l'emploi [27 mai 1998] (p. 4370)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 262, posée le 31 mars 1998. Justice. (J.O. Questions p. 2313)

FAIT PERSONNEL

Demande à M. Gérard Gouzes de lui présenter des excuses, estimant avoir été diffamé en l'ayant traité de raciste [10 février 1998] (p. 1405)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 230 pour 1998

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

JUSTICE

Examen du fascicule [21 octobre 1997] (p. 4411)

Procédure des questions :

Communes : Nice : cours d'appel (p. 4433)

Justice : magistrats (p. 4435)

Projet de loi n° 328 relatif à la nationalité et modifiant le code civil

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [26 novembre 1997] (p. 6401, 6431) ; [27 novembre 1997] (p. 6471, 6507)
Son intervention (p. 6474)

Thèmes :

Etat : Nation (p. 6474)

Etrangers : immigration clandestine (p. 6475)

Etrangers : intégration (p. 6474)

Nationalité : acquisition par déclaration de nationalité (p. 6474)

Discussion des articles [28 novembre 1997] (p. 6539, 6570, 6607)

Article 1er (article 21-7 du code civil : acquisition de la nationalité française à raison de la naissance et de la résidence en France)

Son amendement n° 35 soutenu par M. Jacques Kossowski (de suppression) (p. 6578) : rejeté au scrutin public (p. 6581)

Son amendement n° 36 soutenu par M. Thierry Mariani (obligation d'avoir résidé en France pendant les 5 ans précédant sa majorité) (p. 6592) : vote réservé (p. 6598) : rejeté au scrutin public : application de l'article 44 alinéa 3 de la Constitution (vote bloqué) (p. 6629)

Projet de loi n° 327 relatif à l'entrée et au séjour des étrangers en France et au droit d'asile

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 décembre 1997] (p. 6961, 7005, 7039)
Son intervention (p. 7050)

Thèmes :

Etat : intérêt national (p. 7050)

Etrangers : cartes de séjour (p. 7050)

Etrangers : immigration clandestine (p. 7051)

Etrangers : intégration (p. 7051)

Etrangers : regroupement familial (p. 7050)

Etrangers : rétention administrative (p. 7050)

Discussion des articles [9 décembre 1997] (p. 7179, 7203) ; [10 décembre 1997] (p. 7239, 7273, 7297) ; [11 décembre 1997] (p. 7321, 7339, 7380) ; [12 décembre 1997] (p. 7413, 7453, 7504) ; [14 décembre 1997] (p. 7603, 7633, 7663) ; [15 décembre 1997] (p. 7698, 7736, 7770) ; [16 décembre 1997] (p. 7858, 7899)

Article 1er (article 5 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 : motivation des refus de visas et allègement des formalités aux frontières)

Son intervention (p. 7225)

Intervient sur le sous-amendement n° 1939 de M. François d'Aubert (possibilité d'obtenir le visa de plein droit réservée aux étrangers ayant servi dans une unité combattante de l'armée française) à l'amendement n° 967 de M. Noël Mamère (instauration d'un visa de plein droit pour les

étrangers relevant de l'article 15 de l'ordonnance du 2 novembre 1945) (p. 7257)

Intervient sur les sous-amendements n^{os} 1940, 1941, 1942 et 1943 de M. François d'Aubert (possibilité d'obtenir le visa de plein droit réservée aux étrangers ayant servi dans une unité combattante de l'armée française) à l'amendement n^o 566 de M. André Gerin (impossibilité de refuser un visa aux étrangers visés par l'article 15 de l'ordonnance du 2 novembre 1945, sauf en cas de menace contre l'ordre public) (p. 7257)

Article 4 (article 12 bis de l'ordonnance du 2 novembre 1945 : personnes éligibles à la carte de séjour temporaire "situation personnelle et familiale")

Son intervention (p. 7419)

Son amendement n^o 89 soutenu par M. Christian Estrosi (suppression du huitième alinéa du texte proposé : liens personnels et familiaux en France) (p. 7471) : adopté (p. 7472)

Article 8 (article 18 bis nouveau de l'ordonnance du 2 novembre 1945 : institution d'une carte de séjour "retraité")

Son amendement n^o 90 soutenu par M. Bernard Accoyer (de suppression) : rejeté au scrutin public (p. 7555)

Article 10 (article 21 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 : aménagement du régime des infractions d'aide à l'entrée, à la circulation et au séjour d'étrangers en situation irrégulière)

Son amendement n^o 91 soutenu par M. Bernard Accoyer (suppression du deuxième alinéa du II de l'article 10 dépenalisant l'aide au séjour irrégulier par le conjoint ou le concubin notoire) (p. 7587) : vote réservé (p. 7588)

Article 17 (article 29 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 : régime du regroupement familial)

Son amendement n^o 92 soutenu par M. Christian Estrosi (suppression de la possibilité de regroupement familial pour des enfants confiés à un parent par une juridiction étrangère) (p. 7652) : rejeté (p. 7656)

Article 35 (articles L. 311-7 et L. 311-8 du code de la sécurité sociale : assouplissement du bénéfice des prestations vieillesse et maladie servies aux étrangers)

Son amendement n^o 94 soutenu par M. Jean-Luc Warsmann (de suppression) (p. 7902) : rejeté (p. 7903)

Projet de loi n^o 815 relatif aux polices municipales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 avril 1998] (p. 3103, 3149)

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Louis Debré (p. 3112) : rejetée (p. 3119)

Thèmes :

Collectivités territoriales : libre administration (p. 3113, 3114)

Communes : maires : police

Communes : Nice (p. 3113, 3115, 3116)

Conseil constitutionnel (p. 3113)

Constitution : article 34 (p. 3114)

Droit pénal : délinquance et criminalité (p. 3112)

Etat (p. 3115)

Etat : Gouvernement : sécurité publique (p. 3112)

Pays étrangers (p. 3113)

Police : police de proximité (p. 3115)

Police : police municipale : armes (p. 3115)

Police : police municipale : statuts particuliers (p. 3112)

Discussion des articles [28 avril 1998] (p. 3182) ; [30 avril 1998] (p. 3285)

Article 2 (article L. 2212-6 du code général des collectivités territoriales - élaboration d'un règlement de coordination)

Son amendement n^o 48 (de suppression) (p. 3190) : rejeté (p. 3191)

Son amendement n^o 49 (protocole d'accord édicté par le maire et le préfet) : rejeté (p. 3192)

Soutient l'amendement n^o 154 de M. Christian Estrosi (suppression des précisions relatives au contenu du règlement type) (p. 3195) : rejeté (p. 3195)

Son amendement n^o 50 (suppression de la possibilité pour le préfet d'édicter seul le règlement de coordination et de l'interdiction faite aux polices municipales d'opérer entre 20 heures et 7 heures en l'absence de règlement) : rejeté (p. 3198)

Article 3 (article L. 2212-7 du code général des collectivités locales - institution d'une commission consultative des polices municipales)

Son amendement n^o 151 (modification de la composition de la commission et précision de ses compétences) (p. 3291) : rejeté (p. 3292)

Article 7 (article L. 412-51 du code des communes - armement des agents de la police municipale)

Soutient l'amendement n^o 161 de M. Christian Estrosi (autorisation de l'armement par le maire, après délibération du conseil municipal, si les circonstances le justifient) (p. 3309) : rejeté (p. 3311)

Son amendement n^o 54 (autorisation de l'armement par le maire) (p. 3308) : rejeté (p. 3311)

Article 14 (procédure de relevé d'identité par les agents de police municipale)

Son amendement n^o 56 soutenu par M. Robert Poujade (présentation à tout officier de police judiciaire compétent du contrevenant refusant ou étant dans l'impossibilité de justifier de son identité) : rejeté (p. 3320)

Article 16 (pension de réversion et rente viagère d'invalidité à taux plein aux ayants-cause)

Son amendement n^o 58 soutenu par M. Jacques Masdeu-Arus (admission dans l'ordre national du mérite des agents de police municipale tués au cours d'une opération de police) : rejeté (p. 3325)

Son amendement n^o 59 soutenu par M. Jean Leonetti (attribution de la médaille d'honneur de la police aux agents de police municipale blessés en service) : rejeté (p. 3325)

Article 20 (nouvel agrément des agents de police municipale)

Son amendement n^o 60 soutenu par M. Jacques Myard (de suppression) : rejeté (p. 3329)

Projet de loi organique n° 827 limitant le cumul des mandats électoraux et fonctions électives

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [26 mai 1998] (p. 4285, 4315) ; [27 mai 1998] (p. 4373)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. François Bayrou (p. 4300)

Thème :

Droits de l'homme et libertés publiques : liberté (p. 4301)

Discussion des articles [27 mai 1998] (p. 4385, 4406)

Article 2 (articles L.O. 141 et L.O. 141-1 du code électoral - interdiction du cumul d'un mandat parlementaire avec une fonction élective locale ou plus d'un mandat local)

Son intervention (p. 4390)

Article L.O. 141 du code électoral

Son amendement n° 75 (suppression de l'interdiction du cumul du mandat de député avec une fonction élective locale) (p. 4397) : rejeté (p. 4398)

Après l'article 2

Intervient sur l'amendement n° 33 de la commission (interdiction faite au député d'exercer les fonctions de conseil ou de percevoir une rémunération au titre de contrats d'études) (p. 4417)

Intervient sur l'amendement n° 61 de M. Jacques Brunhes (interdiction faite au député d'exercer les fonctions de conseil) (p. 4417)

Catherine PICARD

Eure (5^{ème} circonscription)
Socialiste

Élue le 1^{er} juin 1997

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9390)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9422)

Rapporteuse de la proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête relative à la situation sanitaire et éducative des enfants hébergés ou scolarisés dans des sectes et aux mesures nécessaires à leur protection (n° 84) [16 septembre 1997]

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de résolution (n° 84) de M. Jean-Pierre Brard, tendant à créer une commission d'enquête relative à la situation sanitaire et éducative des enfants hébergés ou scolarisés dans des sectes et aux mesures nécessaires à leur protection [12 novembre 1997] (n° 440)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 230 pour 1998

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPECIALES

JEUNESSE ET SPORTS

Examen du fascicule [7 novembre 1997] (p. 5573)

Son intervention (p. 5580)

Thèmes avant la procédure des questions :

Associations : Fonds national de développement de la vie associative (FNDVA) (p. 5581)

Emploi : jeunes (p. 5581)

Enseignement : rythmes et vacances scolaires (p. 5580)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de la jeunesse et des sports : crédits (p. 5580)

Sports : installations sportives (p. 5581)

Christian PIERRET

Vosges (2^{ème} circonscription)
Socialiste
Secrétaire d'Etat à l'industrie

Élu le 1^{er} juin 1997

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9390)

Est nommé secrétaire d'Etat à l'industrie. Décret du 4 juin 1997 [J.O. du 5 juin 1997] (p. 9121)

Cessation de son mandat de député le 4 juillet 1997 (voir indications préliminaires) [J.O. du 6 juillet 1997] (p. 10294)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9423)

Cesse d'appartenir à la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 17 juin 1997] (p. 9541)

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 17 juin 1997] (p. 9541)

Cesse d'appartenir à la commission de la production et des échanges [J.O. du 2 juillet 1997] (p. 10059)

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 2 juillet 1997] (p. 10060)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Membre du Gouvernement

RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

M. Robert Pandraud. Postes. La Poste. Grèves [25 juin 1997] (p. 2901)

M. Michel Bouvard. Transports. Politique des transports. Grands travaux [25 juin 1997] (p. 2901)

- M. Alain Moyné-Bressand. Energie et carburants. Energie nucléaire. Superphénix, fermeture [25 juin 1997] (p. 2905)
- M. Robert Lamy. Industrie. Textile et habillement. Cotisations sociales, réduction, maintien [8 octobre 1997] (p. 3775)
- M. Maurice Adevah-Poeuf. Industrie. Textile et habillement. Cotisations sociales, réduction, maintien [8 octobre 1997] (p. 3777)
- Mme Gilberte Marin-Moskovitz. Industrie. Matériel électrique et électronique. GEC Alsthom, emploi et activité, Belfort [15 octobre 1997] (p. 4015)
- M. Patrick Malavieille. Défense. Armement. Thomson, alliance avec Alcatel [21 octobre 1997] (p. 4392)
- M. Gérard Saumade. Energie et carburants. EDF. Politiques communautaires, application [28 octobre 1997] (p. 4847)
- M. Michel Destot. Energie et carburants. EDF. Politiques communautaires, application [28 octobre 1997] (p. 4851)
- M. Thierry Mariani. Energie et carburants. Energie nucléaire. Superphénix, fermeture, conséquences, société NERSA [5 novembre 1997] (p. 5428)
- M. André Gerin. Industrie. Chimie. Rhône-Poulenc, emploi et activité [5 novembre 1997] (p. 5431)
- M. Nicolas Forissier. Emploi. Jeunes. Expatriation, diplômés [18 novembre 1997] (p. 6071)
- M. François Patriat. Défense. Armement. Thomson, alliance avec Alcatel [18 novembre 1997] (p. 6075)
- M. Jean-Louis Borloo. Automobiles et cycles. Toyota. Implantation, Valenciennes [10 décembre 1997] (p. 7271)
- M. Philippe Vuilque. Postes. Agences postales. Maintien, zones rurales [20 janvier 1998] (p. 419)
- M. Claude Birraux. Energie et carburants. Politique énergétique. Perspectives [21 janvier 1998] (p. 480)
- M. Jean-Pierre Kucheida. Mines et carrières. Nuisances. Affaissements de terrain, réglementation [28 janvier 1998] (p. 661)
- M. Gérard Grignon. TOM et collectivités territoriales d'outre-mer. Saint-Pierre-et-Miquelon: énergie et carburants. Pétrole, prospection [4 février 1998] (p. 1036)
- M. Jacques Brunhes. Automobiles et cycles. Renault. Plan social, perspectives [3 mars 1998] (p. 1838)
- M. François Liberti. Télécommunications. France Télécom. Jeunes, recrutement [4 mars 1998] (p. 1918)
- M. Jean-Michel Marchand. Industrie. Matériel électrique et électronique. Thomson, emploi et activité [4 mars 1998] (p. 1919)
- M. Roland Carraz. Industrie. Matériel électrique et électronique. Thomson, emploi et activité [24 mars 1998] (p. 2032)
- M. François Patriat. Industrie. Matériel électrique et électronique. Thomson, délocalisation [8 avril 1998] (p. 2689)
- Mme Martine David. Automobiles et cycles. Renault. Plan social, perspectives [21 avril 1998] (p. 2821)
- M. André Gerin. Automobiles et cycles. Renault. Plan social, perspectives [29 avril 1998] (p. 3211)
- M. Jean Proriot. Postes. La Poste. Contrat de plan [5 mai 1998] (p. 3380)
- M. Georges Sarre. Energie et carburants. EDF. Politiques communautaires, application [6 mai 1998] (p. 3461)

- M. François Brottes. Industrie. Electronique. Projet Crolles 2, Isère [13 mai 1998] (p. 3734)
- M. Joseph Tyrode. Postes. La Poste. Restructuration [27 mai 1998] (p. 4365)
- M. Dominique Perben. Energie et carburants. Politique énergétique. Energie nucléaire [17 juin 1998] (p. 5091)
- M. Alain Gouriou. Télécommunications. Recherche. Perspectives [17 juin 1998] (p. 5095)
- M. Bernard Perrut. Impôts et taxes. Taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP). Montant, gazole [23 juin 1998] (p. 5265)
- M. Yves Cochet. Impôts et taxes. Politique fiscale. Véhicules utilisant le gaz de pétrole liquéfié (GPL) ou le gaz naturel pour véhicule (GNV) [23 juin 1998] (p. 5268)
- Mme Brigitte Douay. Politique économique. Concurrence. Contrefaçon, lutte et prévention [24 juin 1998] (p. 5329)
- M. Pierre Goldberg. Postes. La Poste. Contrat de plan [30 juin 1998] (p. 5518)

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT DE

- M. Serge Janquin. Logement. Réhabilitation des cités minières. Nord, Pas-de-Calais [7 octobre 1997] (p. 3651)
- M. Nicolas Dupont-Aignan. Police. Fonctionnement. Effectifs de personnel, Essonne [7 octobre 1997] (p. 3653)
- M. José Rossi. Impôts et taxes. Politique fiscale. Corse [7 octobre 1997] (p. 3649)
- M. Michel Liebgott. Industrie. Sidérurgie. Usinor, emploi et activité [9 décembre 1997] (p. 7152)
- M. Jean-Pierre Brard. Industrie. Imprimerie. Imprimerie spéciale de banque (ISB), délocalisation, Montreuil [20 janvier 1998] (p. 386)
- M. Pierre Cohen. Postes. La Poste. Restructuration, conséquences, Verfeil [20 janvier 1998] (p. 384)
- M. Jean Pontier. Banques et établissements financiers. Banque de France. Succursales, fermeture [27 janvier 1998] (p. 553)
- M. Georges Sarre. Postes. La Poste. Restructuration [27 janvier 1998] (p. 553)
- M. Gilbert Meyer. Impôts locaux. Taxe professionnelle. Taxe perçue sur les établissements de France Télécom et de La Poste, fonds collectés, utilisation [3 février 1998] (p. 908)
- M. Jean-Claude Bois. Impôts locaux. Taxe professionnelle. Taxe perçue sur les établissements de France Télécom et La Poste, fonds collectés, utilisation [3 février 1998] (p. 909)
- M. Jacques Brunhes. Automobiles et cycles. ETG-Chausson. Délocalisation, Gennevilliers [7 avril 1998] (p. 2585)
- M. Jean-Pierre Kucheida. Logement. Mines et carrières. Travailleurs de la mine [7 avril 1998] (p. 2584)
- M. Roland Garrigues. Energie et carburants. Lignes à haute tension. Installation, conséquences, Cahors [7 avril 1998] (p. 2583)
- M. Alain Rodet. Industrie. Métaux. Compagnie générale d'électrolyse, emploi et activité, Palais-sur-Vienne [21 avril 1998] (p. 2795)

- M. Jean-Jacques Filleul. Entreprises. Redressement judiciaire. Conséquences, prêts bancaires, délais de carence [21 avril 1998] (p. 2797)
- M. Thierry Mariani. Industrie. Papier et carton. Morel Barneron, emploi et activité, Valréas [21 avril 1998] (p. 2799)
- M. Bernard Perrut. Industrie. Electroménager. Elfi-Brandt, emploi et activité, Limas [21 avril 1998] (p. 2796)
- M. Jean-Claude Perez. Déchets, pollutions et nuisances. Déchets industriels. Site de Salsigne [28 avril 1998] (p. 3071)
- M. Roger Meï. Mines et carrières. Bassins miniers. Politique de l'emploi [23 juin 1998] (p. 5235)
- M. Christian Bataille. Energie et carburants. GDF. Gaz à haute pression, transport, sécurité [23 juin 1998] (p. 5231)
- M. Yves Durand. Logement : aides et prêts. Prêt à l'accession à la propriété (PAP). Taux, renégociation [23 juin 1998] (p. 5239)
- M. Gabriel Montcharmont. Automobiles et cycles. Vols. Lutte et prévention, systèmes antivols, développement [23 juin 1998] (p. 5232)
- M. Jean-Claude Bois. Logement : aides et prêts. Prêt à l'accession à la propriété (PAP). Taux, renégociation [23 juin 1998] (p. 5238)
- M. François Rochebloine. Entreprises. Aides de l'Etat. Dispositif, simplification [23 juin 1998] (p. 5234)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 230 pour 1998

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ECONOMIE, FINANCES ET INDUSTRIE

III - INDUSTRIE, POSTE ET TÉLÉCOMMUNICATIONS

Examen du fascicule [14 novembre 1997] (p. 5837)

Son intervention (p. 5859)

Ses réponses (p. 5859 à 5882)

Thèmes avant la procédure des questions :

- Déchets, pollutions et nuisances : déchets radioactifs (p. 5863)
- Emploi : politique de l'emploi (p. 5859, 5860)
- Energie et carburants : carburants (p. 5864)
- Energie et carburants : Charbonnage de France (p. 5862)
- Energie et carburants : Commissariat à l'énergie atomique (CEA) (p. 5863)
- Energie et carburants : Electricité de France (EDF) (p. 5864)
- Energie et carburants : énergie nucléaire (p. 5863, 5864)
- Energie et carburants : Gaz de France (GDF) (p. 5864)
- Environnement : Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) (p. 5864)
- Environnement : protection (p. 5860)
- Industrie : politique industrielle (p. 5859 à 5862)
- Industrie : textile et habillement (p. 5863)
- Informatique (p. 5861)

- Postes : La Poste (p. 5865)
- Recherche : Agence nationale de valorisation de la recherche (ANVAR) (p. 5861)
- Recherche : recherche industrielle (p. 5861)
- Régions : Lorraine (p. 5862)
- Régions : Nord-Pas-de-Calais (p. 5862)
- Régions : Provence-Alpes-Côte d'Azur (p. 5862)
- Retraites : régimes autonomes et spéciaux : La Poste (p. 5866)
- Secteur public : entreprises publiques (p. 5864)
- Télécommunications : autorité de régulation des télécommunications (ART) (p. 5865)
- Télécommunications : France Télécom (p. 5865)
- Union européenne : euro (p. 5859)

Réponses aux questions :

- Aménagement du territoire : Fonds national d'aménagement et de développement du territoire (FNADT) : Nord-Pas-de-Calais (p. 5880) (M. Jean-Claude Bois) (p. 5879)
- Automobiles et cycles (p. 5866) (Mme Muguette Jacquaint) (p. 5866)
- Déchets, pollutions et nuisances : déchets radioactifs (p. 5877, 5878) (M. Robert Galley) (p. 5877)
- DOM : Guadeloupe : électricité (p. 5879) (M. Ernest Moutoussamy) (p. 5878)
- DOM : La Réunion : La Poste (p. 5878) (M. Claude Hoarau) (p. 5878)
- Emploi : réductions de cotisations patronales sur les bas salaires (p. 5876) (M. Robert Galley) (p. 5875, 5876)
- Energie et carburants : Charbonnage de France (p. 5879, 5880) (M. Jean-Claude Bois) (p. 5879)
- Entreprises : investissements : informatique (p. 5880) (M. Daniel Marcovitch) (p. 5880)
- Industrie : chimie (p. 5873, 5874) (M. Jean-Pierre Baeumler) (p. 5873)
- Industrie : construction navale (p. 5874, 5875) (M. Claude Evin) (p. 5874)
- Industrie : électronique (p. 5868) (Mme Janine Jambu) (p. 5867, 5868)
- Industrie : textile et habillement (p. 5876, 5877) (M. Patrick Delnatte) (p. 5876)
- Industrie : textile et habillement (p. 5881) (M. Franck Borotra) (p. 5880, 5881)
- Postes : La Poste (p. 5868) (M. François Goulard) (p. 5868)
- Postes : La Poste (p. 5875) (M. François Brottes) (p. 5875)
- Services : ingénierie (p. 5867) (M. Jean-Pierre Brard) (p. 5867)
- Transports ferroviaires : matériel roulant : industrie (p. 5867) (M. Patrick Leroy) (p. 5866, 5867)
- Travail : réduction du temps de travail (p. 5882) (M. Patrick Delnatte) (p. 5882)

Proposition de résolution n° 700 tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'arrêt de Superphénix

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [9 avril 1998] (p. 2769)

Son intervention (p. 2771)

Thèmes :

Déchets, pollutions et nuisances : déchets radioactifs (p. 2771)

Energie et carburants : énergie nucléaire (p. 2771)

Projet de loi n° 698 relatif à l'application de la convention du 13 janvier 1993 sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'emploi des armes chimiques et sur leur destruction

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [23 avril 1998] (p. 2999)

Son intervention (p. 2999)

Thèmes :

Commerce extérieur : exportations : armes chimiques (p. 3000)

Défense : armes chimiques (p. 2999)

Industrie : chimie (p. 3000)

Organisations internationales : Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC) (p. 2999, 3000)

Discussion des articles [23 avril 1998] (p. 3006)

Set interventions dans la discussion des amendements et sous-amendements (p. 3006 à 3026)

Article 30 bis (gêne apportée au fonctionnement de l'installation par l'inspection)

Soutient l'amendement n° 43 du Gouvernement (prise en compte des souhaits de l'exploitant) (p. 3014) : adopté (p. 3014)

Article 38 (contrôle du mandat d'inspection par le président du tribunal de grande instance)

Soutient l'amendement n° 34 du Gouvernement (information du Gouvernement par le président du tribunal de grande instance si ce dernier estime que la demande d'inspection n'est pas conforme aux stipulations de la Convention) (p. 3016) : adopté (p. 3016)

Étienne PINTE

*Yvelines (1^{ère} circonscription)
Rassemblement pour la République*

Élu le 1^{er} juin 1997

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9391)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9423)

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République tunisienne sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (ensemble un échange de lettres) (n° 918) [17 juin 1998]

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 243 relative au vote par procuration [30 septembre 1997]

Proposition de loi organique n° 302 tendant à assurer la représentation des retraités au Conseil économique et social [8 octobre 1997]

Proposition de loi n° 354 tendant à modifier la loi n° 82-1061 du 17 décembre 1982 en vue d'assurer la représentation des retraités dans les conseils d'administration des organismes de sécurité sociale [21 octobre 1997]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Famille. Politique familiale. Familles vivant des minima sociaux [1^{er} avril 1998] (p. 2324)

DÉBATS

Projet de loi n° 200 relatif au développement d'activités pour l'emploi des jeunes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 septembre 1997] (p. 2917, 2943, 2981)

Son intervention (p. 2963)

Thèmes :

Emploi : chômage de longue durée (p. 2964)

Emploi : contrats emploi consolidés (p. 2963)

Formation professionnelle (p. 2964)

Projet de loi n° 303 de financement de la sécurité sociale pour 1998

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [27 octobre 1997] (p. 4705, 4731, 4773) ; [28 octobre 1997] (p. 4811)

Son intervention (p. 4786)

Thèmes :

Famille : politique familiale (p. 4786)

Prestations familiales : allocation de garde d'enfant à domicile (p. 4787)

Prestations familiales : conditions de ressources (p. 4786)

Discussion des articles [28 octobre 1997] (p. 4832, 4853, 4890) ; [29 octobre 1997] (p. 4923, 4963, 4995) ; [30 octobre 1997] (p. 5028) ; [31 octobre 1997] (p. 5159)

Article 19 (mise sous condition de ressources des allocations familiales)

Son intervention (p. 5008)

Intervient sur l'amendement n° 35 de M. Jean-Luc Préel (de suppression) (p. 5015)

Intervient sur l'amendement n° 43 de M. Christian Kert (de suppression) (p. 5015)

Intervient sur l'amendement n° 135 de Mme Marie-Thérèse Boisseau (de suppression) (p. 5015)

Intervient sur l'amendement n° 137 de M. Pierre-Christophe Baguet (de suppression) (p. 5015)

Intervient sur l'amendement n° 138 de M. Germain Gengenwin (de suppression) (p. 5015)

Intervient sur l'amendement n° 148 de Mme Christine Boutin (de suppression) (p. 5015)

Intervient sur l'amendement n° 38 de M. Bernard Accoyer (de suppression) (p. 5015)

Intervient sur l'amendement n° 286 de M. Thierry Mariani (de suppression) (p. 5015)

Intervient sur l'amendement n° 53 de Mme Jacqueline Fraysse (de suppression) (p. 5015)

Son amendement n° 387 (fixation des plafonds par la loi de financement de la sécurité sociale) (p. 5018) : rejeté (p. 5019)

Article 20 (réduction du taux de prise en charge des cotisations sociales par l'allocation de garde d'enfants à domicile)

Son amendement n° 149 soutenu par M. Bernard Accoyer (de suppression) (p. 5035) : rejeté (p. 5037)

Après l'article 20

Son amendement n° 158 soutenu par Mme Christine Boutin (exonération pour les familles nombreuses de 50 % sur les charges sociales pour l'emploi d'une personne à domicile) : rejeté (p. 5041)

Article 1er précédemment réservé (approbation du rapport annexé)

Son amendement n° 389 soutenu par M. Jean-Jacques Jégou (prise en compte de la contribution des familles au financement des retraites) : rejeté (p. 5199)

Son amendement n° 391 soutenu par M. Jean-Jacques Jégou (promotion des différents types de mode de garde des enfants) : rejeté (p. 5199)

Son amendement n° 393 soutenu par M. Jean-Jacques Jégou (crédit de formation pour les parents qui se sont arrêtés de travailler pour élever leurs enfants) (p. 5202) : rejeté (p. 5203)

Son amendement n° 395 soutenu par M. Jean-Jacques Jégou (audit sur l'utilisation des sommes versées par la CNAF à la CNAV au titre de l'assurance vieillesse des parents au foyer) (p. 5204) : rejeté (p. 5205)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [25 novembre 1997] (p.6302)

Après l'article 20

Son amendement n° 93 (exonération de 50 % des cotisations sociales pour les familles nombreuses employant une personne à domicile) : non soutenu (p. 6371)

Projet de loi n° 780 d'orientation relatif à la lutte contre les exclusions

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 mai 1998] (p. 3392, 3415) ; [6 mai 1998] (p. 3466, 3495)
Son intervention (p. 3469)

Thèmes :

Famille (p. 3469)

Politique sociale : exclusion (p. 3469)

Politique sociale : revenu minimum d'insertion (RMI) (p. 3470)

Prestations familiales (p. 3470)

Discussion des articles [6 mai 1998] (p. 3515) ; [7 mai 1998] (p. 3533, 3562) ; [12 mai 1998] (p. 3649, 3684) ; [13 mai 1998] (p. 3741, 3776) ; [14 mai 1998] (p. 3815, 3872) ; [18 mai 1998] (p. 3931, 3975) ; [19 mai 1998] (p. 4076, 4102) ; [20 mai 1998] (p. 4205)

Article 71 (droit à la vie familiale des personnes hébergées dans les centres d'accueil)

Son amendement n° 420 (évaluation des besoins du département) : adopté (p. 4015)

Après l'article 71

Son amendement n° 815 corrigé (soutien des parents pendant la durée du placement de leurs enfants) (p. 4015) : retiré (p. 4016)

Avant l'article 79

Intervient sur le sous-amendement n° 999 (de précision) à l'amendement n° 339 de la commission (élargissement du conseil d'administration des CCAS) (p. 4105)

Article 80 (Observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion sociale)

Soutient l'amendement n° 408 de Mme Roselyne Bachelot-Narquin (tutelle du Premier ministre et rapport annuel) (p. 4109) : rejeté (p. 4110)

Article 81 (institutions sociales et médico-sociales)

Son amendement n° 414 (promotion des personnes et des familles accueillies) (p. 4118) : retiré (p. 4119)

Son amendement n° 410 (famille en détresse) (p. 4119) : retiré (p. 4120)

Son amendement n° 411 (respect du droit à une vie familiale) : retiré (p. 4120)

Henri PLAGNOL

*Val-de-Marne (1^{ère} circonscription)
Union pour la démocratie française
puis Union pour la démocratie française-Alliance*

Élu le 1^{er} juin 1997

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9391), devenu groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance [J.O. du 25 juin 1998] (p. 9698)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9423)

Membre suppléant de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9423)

Membre titulaire du conseil national des services publics départementaux et communaux [J.O. du 10 septembre 1997] (p. 13199)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'inscription d'office des personnes âgées de dix-huit ans sur les listes électorales [J.O. du 16 octobre 1997] (p. 15040)

Membre désigné par les groupes de l'office parlementaire d'évaluation de la législation [J.O. du 17 octobre 1997] (p. 15124)

Membre de la commission d'enquête sur l'activité et le fonctionnement des tribunaux de commerce [J.O. du 21 janvier 1998] (p. 988)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la nationalité [J.O. du 23 janvier 1998] (p. 1111)

Secrétaire de la commission d'enquête sur l'activité et le fonctionnement des tribunaux de commerce [J.O. du 29 janvier 1998] (p. 1427)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Retraites : généralités. Politique à l'égard des retraités. Fonds de pension, création [4 novembre 1997] (p. 5334)

Travail. Durée du travail. Réduction [27 janvier 1998] (p. 564)

Jeunes. Délinquance. Lutte et prévention [3 juin 1998] (p. 4634)

DÉBATS

Projet de loi n° 202 relatif à la prévention et à la répression des infractions sexuelles ainsi qu'à la protection des mineurs

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [30 septembre 1997] (p. 3535) ; [1er octobre 1997] (p. 3564, 3618)

Article 1er (suivi socio-judiciaire)

Son intervention (p. 3536)

Projet de loi organique n° 223 relatif à l'exercice par les citoyens de l'Union européenne résidant en France, autres que les ressortissants français, du droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales, et portant transposition de la directive 94/80/CE du 19 décembre 1994

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [8 octobre 1998] (p. 3736)

Son intervention (p. 3743)

Thèmes :

Constitution : article 88-3 (p. 3743)

Etrangers : droit de vote (p. 3743)

Union européenne (p. 3743)

Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie française (p. 3742)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [7 janvier 1998] (p. 36)

Son intervention (p. 41)

Thèmes :

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer (p. 41)

Union européenne : directives (p. 41)

Union européenne : Traité de Maastricht (p. 41)

Projet de loi n° 231 relatif à l'inscription d'office des personnes âgées de dix-huit ans sur les listes électorales

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [8 octobre 1997] (p. 3791)

Après l'article 2

Intervient sur l'amendement n° 3 de la commission (inscription d'office des personnes âgées de 19 à 21 ans sur les listes électorales) (p. 3796)

Son amendement n° 10 (inscription d'office des jeunes étrangers nés en France et ayant opté pour la nationalité française) : rejeté (p. 3797)

Soutient l'amendement n° 5 de M. Claude Goasguen (accueil des nouveaux électeurs par le conseil municipal) (p. 3798) : rejeté (p. 3798)

Projet de loi de finances n° 230 pour 1998

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

JUSTICE

Examen du fascicule [21 octobre 1997] (p. 4411)
Son intervention (p. 4425)

Thèmes avant la procédure des questions :

Fonction publique de l'Etat (p. 4426)

Jeunes : protection judiciaire de la jeunesse (p. 4425)

Justice : carte judiciaire (p. 4426)

Justice : crédits (p. 4425)

Justice : indépendance (p. 4427)

Justice : médiation (p. 4426)

Procédure des questions :

Justice : juge d'instruction (p. 4436)

CULTURE ET COMMUNICATION

I - COMMUNICATION

Examen du fascicule [22 octobre 1997] (p. 4487)

Procédure des questions :

Taxes parafiscales : redevance audiovisuelle (p. 4509)

Projet de loi n° 303 de financement de la sécurité sociale pour 1998

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [28 octobre 1997] (p. 4832, 4853, 4890) ; [29 octobre 1997] (p. 4923, 4963, 4995) ; [30 octobre 1997] (p. 5028) ; [31 octobre 1997] (p. 5159)

Article 19 (mise sous condition de ressources des allocations familiales)

Son intervention (p. 5004)

Projet de loi n° 328 relatif à la nationalité et modifiant le code civil

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [26 novembre 1997] (p. 6401, 6431) ; [27 novembre 1997] (p. 6471, 6507)

Soutient la motion de renvoi en commission de M. François Bayrou (p. 6512) : rejetée (p. 6533)

Thèmes :

Droit pénal : délinquance et criminalité : étrangers (p. 6524)

Elections et référendums : listes électorales : nationalité (p. 6515)

Etat : Nation (p. 6524, 6425)

Etrangers : intégration (p. 6519, 6520, 6527)

Etrangers : intégration : traités et conventions (p. 6526)

Nationalité : acquisition : armée (p. 6517)

Nationalité : acquisition : capacité juridique (p. 6524)

Nationalité : acquisition : langue française (p. 6526)

Nationalité : acquisition à raison de la naissance et de la résidence en France (p. 6515, 6527)

Nationalité : acquisition par déclaration de nationalité (p. 6513, 6514, 6516, 6518, 6519, 6521, 6524, 6526, 6530)

Nationalité : certificats (p. 6515)

Nationalité : double nationalité : Union européenne (p. 6531)

Nationalité : droit : Conseil constitutionnel (p. 6517)

Nationalité : droit du sol (p. 6516, 6517, 6520)

Nationalité : information (p. 6515)

Nationalité : renonciation (p. 6524)

Politiques communautaires : immigration : Etat (p. 6525)

Discussion des articles [28 novembre 1997] (p. 6539, 6570, 6607)

Article 1er (article 21-7 du code civil : acquisition de la nationalité française à raison de la naissance et de la résidence en France)

Son intervention (p. 6573)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 février 1998] (p. 1390, 1413)

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. François Bayrou (p. 1391) : rejetée (p. 1397)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Louis Debré (p. 1405)

Thèmes :

Assemblée nationale : conditions de travail (p. 1391)

Etat : Nation (p. 1393)

Etrangers : immigration (p. 1394)

Etrangers : intégration (p. 1393, 1394)

Nationalité : acquisition : déclaration d'urgence (p. 1391)

Nationalité : acquisition : majorité (p. 1392)

Nationalité : acquisition : nationalisme (p. 1392)

Nationalité : acquisition : question préalable (p. 1404)

Nationalité : acquisition : référendums (p. 1394, 1395)

Nationalité : acquisition par déclaration de nationalité (p. 1392, 1405)

Nationalité : droit du sol (p. 1392)

Discussion des articles [10 février 1998] (p. 1427)

Article 1er A supprimé par le Sénat (article 21-2 du code civil : délai préalable à l'acquisition de la nationalité française à raison du mariage)

Son intervention (p. 1427)

Article 1er supprimé par le Sénat (article 21-7 du code civil - acquisition de la nationalité française à raison de la naissance et de la résidence en France)

Son intervention (p. 1429)

Article 1er bis (article 21-7 du code civil : information sur le droit de la nationalité lors du recensement)

Son intervention (p. 1434)

Article 1er ter (article 21-7 du code civil : remise d'un certificat d'acquisition de la nationalité française lors d'une cérémonie publique à la mairie)

Son intervention (p. 1434)

Article 5 supprimé par le Sénat (article 21-11 du code civil : anticipation de l'acquisition de la nationalité française à raison de la naissance et de la résidence en France)

Son intervention (p. 1437)

Article 9 supprimé par le Sénat (articles 26 à 26-5 du code civil : coordinations avec la suppression de la manifestation de volonté d'être français)

Son intervention (p. 1440)

Article 11 bis supprimé par le Sénat (article 21-25 du code civil : délai d'instruction des demandes de naturalisation)

Son intervention (p. 1441)

Article 14 quater supprimé par le Sénat (article 25 du code civil : déchéance de la nationalité française)

Son intervention (p. 1442)

Article 15 AA (statut civil attaché à une nationalité antérieure ou coexistante)

Son intervention (p. 1444)

Article 15 A supprimé par le Sénat (article 23 de la loi n° 73-42 du 9 janvier 1973 : application du double droit du sol aux enfants nés en France d'un parent né sur le territoire des anciens départements français d'Algérie)

Son intervention (p. 1446)

Article 15 B supprimé par le Sénat (accès aux dossiers administratifs de nationalité)

Son intervention (p. 1449)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la mise aux voix du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [4 mars 1998] (p. 1926)

Son intervention (p. 1930)

Thèmes :

Etat : Nation (p. 1931)

Etrangers : intégration (p. 1931)

Nationalité : acquisition : déclaration d'urgence (p. 1931)

Nationalité : acquisition : Front national (p. 1931)

Nationalité : acquisition : immigration (p. 1931)

Nationalité : acquisition : référendums (p. 1932)

Nationalité : acquisition par déclaration de nationalité (p. 1931)

Nationalité : droit du sol (p. 1931)

Nationalité : information (p. 1931)

Nationalité : renonciation (p. 1931)

Projet de loi n° 327 relatif à l'entrée et au séjour des étrangers en France et au droit d'asile

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [9 décembre 1997] (p. 7179, 7203) ; [10 décembre 1997] (p. 7239, 7273, 7297) ; [11 décembre 1997] (p. 7321, 7339, 7380) ; [12 décembre 1997] (p. 7413, 7453, 7504) ; [14 décembre 1997] (p. 7603, 7633, 7663) ; [15 décembre 1997] (p. 7698, 7736, 7770) ; [16 décembre 1997] (p. 7858, 7899)

Article 1er (article 5 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 : motivation des refus de visas et allègement des formalités aux frontières)

Soutient l'amendement n° 1250 de M. Claude Goasguen (suppression de la motivation des refus de visas) (p. 7286) : rejeté au scrutin public (p. 7291)

Intervient sur l'amendement n° 394 de M. Guy Hascoët (obligation de motiver tous les refus de visas - extension de l'octroi automatique du visa à certaines catégories de personnes) (p. 7287)

Intervient sur l'amendement n° 1271 de M. Julien Dray (généralisation de la motivation du refus de visa, sauf en cas de menace pour la sûreté de l'Etat) (p. 7287)

Intervient sur le sous-amendement n° 1886 rectifié du Gouvernement (précision de la notion d'étudiant) à l'amendement n° 49 rectifié de la commission (extension de l'obligation de motivation du refus de visas aux étudiants inscrits dans un cycle d'études de l'enseignement supérieur en France) (p. 7310)

Article 3 (article 12 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 : institution d'un titre de séjour "scientifique")

Son amendement n° 1256 (exigence d'un niveau de troisième cycle universitaire) : retiré (p. 7389)

Article 4 (article 12 bis de l'ordonnance du 2 novembre 1945 : personnes éligibles à la carte de séjour temporaire "situation personnelles et familiales")

Soutient l'amendement n° 1685 corrigé de M. Claude Goasguen (limitation du bénéfice de la carte au conjoint mineur d'un titulaire de cette carte) : réservé (p. 7455)

Soutient l'amendement n° 1686 corrigé de M. Claude Goasguen (limitation du bénéfice de la carte au conjoint majeur du titulaire de cette carte) (p. 7456) : rejeté (p. 7456)

Article 6 (article 15 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 : modifications du régime de la carte de résident)

Soutient les amendements n° 1000 à 1013 de M. Claude Goasguen (exclusion des étrangers condamnés dans leur pays d'origine) (p. 7519) : rejetés (p. 7521)

Article 19 (article 35 bis de l'ordonnance du 2 novembre 1945 : modification du régime de rétention administrative)

Son amendement n° 1712 (prolongation de la rétention limitée à soixante douze heures) : vote réservé (p. 7750)

Intervient sur l'amendement n° 1495 de M. Claude Goasguen (durée illimitée de la rétention) (p. 7750)

Article 22 (titre de la loi n° 52-893 du 25 juillet 1952 portant création de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides)

Son intervention (p. 7770)

Son amendement n° 829 (de suppression) (p. 7774) : rejeté (p. 7775)

Son amendement n° 830 (restriction dans le titre de la notion de droit d'asile à certains de ses modalités) (p. 7775) : rejeté (p. 7776)

Son amendement n° 831 soutenu par M. François Goulard (référence dans le titre à l'OFPRA et à la commission de recours) : rejeté (p. 7776)

Article 23 (titre premier de la loi n° 52-893 du 25 juillet 1952)

Son intervention (p. 7777)

Son amendement n° 832 (de suppression) : rejeté (p. 7778)

Article 24 (article 2 de la loi n° 52-893 du 25 juillet 1952 : extension du champ du statut de réfugié)

Son intervention (p. 7782)

Son amendement n° 833 (de suppression) (p. 7787) : rejeté (p. 7795)

Son amendement n° 848 (suppression de la reconnaissance de la qualité de réfugié aux combattants de la liberté) (p. 7799) : rejeté (p. 7800)

Son amendement n° 854 soutenu par M. François d'Aubert (persécution d'origine étatique) (p. 7800) : rejeté (p. 7801)

Son amendement n° 855 soutenu par M. François d'Aubert (persécution d'origine étatique) (p. 7800) : rejeté (p. 7801)

Son amendement n° 857 soutenu par M. François d'Aubert (caractère grave de la persécution) (p. 7800) : rejeté (p. 7801)

Ses amendements n° 835 à 841 (précision des critères définissant l'action en faveur de la liberté) (p. 7801) : rejetés (p. 7802)

Ses amendements n° 846 et 847 (persécution par un Etat ou une organisation révolutionnaire) : rejetés (p. 7803)

Son amendement n° 834 (référence à la déclaration des droits de l'homme et du citoyen pour la notion de combattant de la liberté) : retiré (p. 7803)

Ses amendements n° 842 à 845 (restriction de la notion de liberté) : retirés (p. 7803)

Son amendement n° 849 (action en faveur de la démocratie) : rejeté (p. 7804)

Soutient l'amendement n° 1132 de M. Pascal Clément (actions en faveur de l'égalité et de la fraternité) (p. 7804) : rejeté (p. 7805)

Soutient les amendements n° 1039 et 1040 de M. Claude Goasguen (actions non contraires aux idéaux de la France) (p. 7804) : rejetés (p. 7805)

Soutient les amendements n^{os} 1212, 1213, 1215 et 1218 de M. François d'Aubert (actions non contraires aux idéaux de la France) (p. 7804) : rejetés (p. 7805)

Ses amendements n^{os} 850 à 853 (actions non contraires aux idéaux de la France) (p. 7804) : rejetés (p. 7805)

Son amendement n^o 856 (nécessité de ne pas avoir milité au sein d'organisations hostiles à la France) : rejeté (p. 7805)

Article 25 (article 2 de la loi n^o 52-893 du 25 juillet 1952 : coordination)

Son amendement n^o 858 soutenu par M. Jean-Luc Warsmann (de suppression) : rejeté (p. 7806)

Article 26 (article 2 de la loi n^o 5252-893 du 25 juillet 1952 : saisine du Ministre de l'intérieur)

Son amendement n^o 859 (de suppression) (p. 7807) : rejeté (p. 7808)

Ses amendements n^{os} 860 et 861 (de précision) : rejetés (p. 7808)

Soutient l'amendement n^o 1140 de M. Pascal Clément (motivation de la saisine du Ministre de l'intérieur) (p. 7809) : rejeté (p. 7809)

Son amendement n^o 862 (motivation de la saisine du Ministre de l'intérieur) : rejeté (p. 7809)

Son amendement n^o 863 (délai de quinze jours pour la décision ministérielle) : rejeté (p. 7809)

Article 27 (loi n^o 5252-893 du 25 juillet 1952 : coordination et mise à jour)

Son amendement n^o 864 soutenu par M. Jean-Luc Warsmann (de suppression) : rejeté (p. 7810)

Article 28 (titre II de la loi du 25 juillet 1952)

Son amendement n^o 865 soutenu par M. Jean-Luc Warsmann (de suppression) : rejeté (p. 7810)

Article 29 (coordination)

Son amendement n^o 866 soutenu par M. Jean-Luc Warsmann (de suppression) : rejeté (p. 7811)

Article 30 (article 10 de la loi n^o 52-893 du 25 juillet 1952 : procédure accélérée pour les demandeurs d'asile auxquels est appliquée la clause de cessation généralisée de la convention de Genève)

Son intervention (p. 7811)

Article 31 (article 13 de la loi n^o 52-893 du 25 juillet 1952 : asile territorial)

Son amendement n^o 867 (de suppression) (p. 7814) : rejeté (p. 7817)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [25 février 1998] (p. 1693) ; [26 février 1998] (p. 1706, 1748)

Article 1er supprimé par le Sénat (article 5 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 : motivation des refus de visas et allègement des formalités aux frontières)

Soutient le sous-amendement n^o 98 de M. Pascal Clément (non motivation du refus des visas) à l'amendement n^o 9 de la commission (rétablissement de l'article) (p. 1710) : rejeté (p. 1711)

Intervient sur le sous-amendement n^o 106 de M. François d'Aubert (motivation facultative des refus de visas) à l'amendement n^o 9 de la commission (p. 1710)

Article 22 supprimé par le Sénat (titre de la loi n^o 52-893 du 25 juillet 1952 portant création de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides)

Son intervention (p. 1778)

Article 23 supprimé par le Sénat (titre premier de la loi n^o 52-893 du 25 juillet 1952)

Son intervention (p. 1778)

Article 24 supprimé par le Sénat (article 2 de la loi n^o 52-893 du 25 juillet 1952 : extension du champ du statut de réfugié)

Son intervention (p. 1778)

Son sous-amendement n^o 146 (remplacement de la notion de liberté par celle de démocratie) à l'amendement n^o 48 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : rejeté (p. 1780)

Son sous-amendement n^o 147 (persécution par un Etat) à l'amendement n^o 48 de la commission : rejeté (p. 1781)

Son sous-amendement n^o 148 (conformité avec la convention européenne des droits de l'homme) à l'amendement n^o 48 de la commission : rejeté (p. 1781)

Article 26 (article 2 de la loi n^o 52-893 du 5 juillet 1952 : saisine du ministre de l'intérieur)

Son intervention (p. 1782)

Son sous-amendement n^o 154 (saisine du Ministre par le directeur de l'office supprimée) à l'amendement n^o 33 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 1782) : rejeté (p. 1783)

Son sous-amendement n^o 153 (saisine du Ministre par le président de la commission des recours supprimée) à l'amendement n^o 33 de la commission : rejeté (p. 1783)

Son sous-amendement n^o 155 (motivation de la saisine du Ministre de l'intérieur) à l'amendement n^o 33 de la commission : rejeté (p. 1783)

Son sous-amendement n^o 156 (délai pour l'intervention du Ministre de l'Intérieur) à l'amendement n^o 33 de la commission : rejeté (p. 1783)

Article 31 supprimé par le Sénat (article 13 de la loi n^o 52-893 du 25 juillet 1952 : asile territorial)

Son sous-amendement n^o 175 (nécessité pour l'étranger de n'avoir commis aucun agissement contraire aux buts et aux principes des Nations Unies) à l'amendement n^o 37 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : rejeté (p. 1784)

Son sous-amendement n^o 176 (condition que l'étranger ait combattu pour les droits de la personne humaine) à l'amendement n^o 37 de la commission : rejeté (p. 1785)

Son sous-amendement n^o 177 (rejet en cas de silence du Ministre, deux mois après la saisine) à l'amendement n^o 37 de la commission : rejeté (p. 1785)

Son sous-amendement n^o 174 (décisions du Ministre non susceptibles de recours) à l'amendement n^o 37 de la commission : rejeté (p. 1785)

Son sous-amendement n^o 178 (non-motivation des décisions du Ministre) à l'amendement n^o 37 de la commission : adopté (p. 1786)

Déclaration du Gouvernement n° 636 présentée par Mme Elisabeth Guigou, Garde des sceaux, ministre de la justice, sur la réforme de la justice ; débat sur cette déclaration

[15 janvier 1998] (p. 325)
Son intervention (p. 361)

Thème :

Droit pénal : mineurs (p. 361, 362)

Proposition de loi n° 361 relative aux polices municipales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 janvier 1998] (p. 853)
Son intervention (p. 871)

Thèmes :

Police : police municipale (p. 870)
Police : police municipale : armement (p. 871)
Police : police municipale : compétences (p. 870, 871)

Proposition de loi n° 845 fixant le régime des armes et munitions

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [29 mai 1998] (p. 4512)
Son intervention (p. 4521)

Thèmes :

Armes : armes de tir (p. 4521)
Armes : détention (p. 4521)
Armes : vente : infractions (p. 4521, 4522)
Assemblée nationale : conditions de travail (p. 4521)
Droit pénal : mineurs (p. 4519)
Droit pénal : peines (p. 4521)
Etat : ministres (p. 4521)

Projet de loi n° 975 relatif au mode d'élection des conseillers régionaux et des conseillers à l'Assemblée de Corse et au fonctionnement des conseils régionaux

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [23 juin 1998] (p. 5305) ; [24 juin 1998] (p. 5334, 5362)

Article 4 (article L. 346 du code électoral : obligation d'effectuer une déclaration de candidature)

Son intervention (p. 5339)

Ses explications de vote (p. 5380)

Vote contre du groupe de l'Union pour la Démocratie française (p. 5380)

Serge POIGNANT

*Loire-Atlantique (10^{ème} circonscription)
Rassemblement pour la République*

Élu le 1^{er} juin 1997

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9391)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9423)

Membre titulaire de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques [J.O. du 25 juin 1997] (p. 9805)

Secrétaire de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques [J.O. du 2 juillet 1997] (p. 10062)

Membre de la commission d'enquête sur Superphénix et la filière des réacteurs à neutrons rapides [J.O. du 11 avril 1998] (p. 5678)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 399 permettant aux travailleurs handicapés titulaires de la carte d'invalidité à 80% de bénéficier de la retraite à taux plein à partir de cinquante ans [4 novembre 1997]

Proposition de loi n° 400 modifiant les règles applicables à la première séance des conseils municipaux suivant leur renouvellement général [4 novembre 1997]

Proposition de loi n° 401 tendant à mieux associer les conseillers généraux au fonctionnement de certains établissements publics de coopération intercommunale [4 novembre 1997]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Travail. Durée du travail. Réduction [3 décembre 1997] (p. 6875)

Etat. Gouvernement. Fonctionnement, majorité plurielle [21 janvier 1998] (p. 485)

Santé. Alcoolisme. Loi n° 91-32 du 10 janvier 1991, application [7 avril 1998] (p. 2609)

Banques et établissements financiers. Livrets d'épargne. Livret A [10 juin 1998] (p. 4880)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 43, posée le 25 novembre 1997. Handicapés. Enfants (J.O. Questions p. 6286). Appelée le 2 décembre 1997. Structures d'accueil, financement, Loire-Atlantique (p. 6722)

DÉBATS

Projet de loi n° 199 portant réforme du service national

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [18 septembre 1997] (p. 3279, 3308) ; [22 septembre 1997] (p. 3341, 3386)

Article 4 (réforme du code du service national)

Son amendement n° 6 (dispenses) : devenu sans objet (p. 3394)

Projet de loi n° 200 relatif au développement d'activités pour l'emploi des jeunes

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [7 octobre 1997] (p. 3705)

Article 6 (péréquation de la taxe d'apprentissage)

Son intervention (p. 3724)

Son amendement n° 50 (centres de formation d'apprentis) (p. 3724) : rejeté (p. 3725)

Projet de loi de finances n° 230 pour 1998

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET ENVIRONNEMENT

I - AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Examen du fascicule [4 novembre 1997] (p. 5287)

Procédure des questions :

Aménagement du territoire : pays (p. 5342)

Aménagement du territoire : zones rurales (p. 5342)

ECONOMIE, FINANCES ET INDUSTRIE

IV - PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES, COMMERCE ET ARTISANAT

Examen du fascicule [14 novembre 1997] (p. 5883)

Son intervention (p. 5891)

Thèmes avant la procédure des questions :

Banques et établissements financiers : Banque du développement des petites et moyennes entreprises (BDPME) (p. 5892)

Commerce et artisanat : fonds d'intervention pour la sauvegarde de l'artisanat et du commerce (FISAC) (p. 5891)

Emploi : politique de l'emploi (p. 5892)

Entreprises : charges (p. 5892)

Entreprises : création (p. 5892)

Entreprises : petites et moyennes entreprises (p. 5891, 5892)

Projet de loi n° 512 d'orientation et d'incitation relatif à la réduction du temps de travail

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [29 janvier 1998] (p. 747, 785) ; [3 février 1998] (p. 935, 971) ; [4 février 1998] (p. 1039, 1068) ; [5 février 1998] (p. 1110, 1150, 1199) ; [6 février 1998] (p. 1270)

Article 1er (réduction à trente-cinq heures de la durée légale hebdomadaire du travail effectif des salariés)

Son intervention (p. 786)

Son amendement n° 47 (de suppression) (p. 804) : rejeté au scrutin public (p. 817)

Son amendement n° 51 (entreprises du petit commerce) (p. 953) : rejeté (p. 955)

Intervient sur l'amendement n° 33 de M. Bernard Accoyer (entreprises relevant du secteur agro-alimentaire) (p. 962)

Intervient sur l'amendement n° 1494 de M. François Baroin (entreprises relevant du secteur agro-alimentaire) (p. 962)

Article 2 (incitation pour les partenaires sociaux à négocier sur la réduction du temps de travail avant l'application de la nouvelle durée légale)

Son intervention (p. 1046)

Intervient sur l'amendement n° 181 de M. Renaud Muselier (habilitation des délégués du personnel à signer des accords) (p. 1082)

Son amendement n° 53 (personnes habilitées à négocier en cas d'absence de délégués syndicaux) (p. 1084) : rejeté (p. 1085)

Projet de loi n° 727 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [31 mars 1998] (p. 2288) ; [1er avril 1998] (p. 2331, 2373) ; [2 avril 1998] (p. 2404, 2449)

Après l'article 47

Son amendement n° 15 soutenu par M. Laurent Dominati (relèvement de la réduction de base de taxe professionnelle dont bénéficient les artisans) : rejeté (p. 2469)

Proposition de loi n° 748 tendant à la détermination des conditions juridiques de l'exercice de la profession d'artisan boulanger

PREMIÈRE LECTURE

Discussion de l'article unique [3 avril 1998] (p. 2559)

Après l'article unique

Son amendement n° 6 (fermeture hebdomadaire) (p. 2567) : rejeté (p. 2568)

Projet de loi n° 780 d'orientation relatif à la lutte contre les exclusions

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [6 mai 1998] (p. 3515) ; [7 mai 1998] (p. 3533, 3562) ; [12 mai 1998] (p. 3649, 3684) ; [13 mai 1998] (p. 3741, 3776) ; [14 mai 1998] (p. 3815, 3872) ; [18 mai 1998] (p. 3931, 3975) ; [19 mai 1998] (p. 4076, 4102) ; [20 mai 1998] (p. 4205)

Article 1er (affirmation du caractère prioritaire de la lutte contre les exclusions)

Son intervention (p. 3516)

Article 8 (régime des associations intermédiaires)

Intervient sur le sous-amendement n° 949 de M. Pierre Cardo (agrément des associations) à l'amendement n° 182 rectifié du Gouvernement (fonctionnement des associations intermédiaires) (p. 3659)

Intervient sur le sous-amendement n° 912 de M. Robert Galley (agrément des associations) à l'amendement n° 182 rectifié du Gouvernement (p. 3659)

Soutient le sous-amendement n° 917 de M. Robert Galley (modalités de l'agrément) à l'amendement n° 182 rectifié du Gouvernement (p. 3662) : rejeté (p. 3663)

Soutient le sous-amendement n° 918 de M. Robert Galley (modalités de l'agrément) à l'amendement n° 182 rectifié du Gouvernement (p. 3662) : rejeté (p. 3663)

Soutient le sous-amendement n° 920 de M. Robert Galley (suspension et retrait d'agrément) à l'amendement n° 182 rectifié du Gouvernement (p. 3662) : rejeté (p. 3663)

Intervient sur le sous-amendement n° 916 de M. Robert Galley (limitation de la durée de mise à disposition) à l'amendement n° 182 rectifié du Gouvernement (p. 3667)

Intervient sur le sous-amendement n° 930 de M. Patrick Delnatte (limitation de la durée de mise à disposition) à l'amendement n° 182 rectifié du Gouvernement (p. 3667)

Avant l'article 68

Son amendement n° 187 soutenu par M. Denis Jacquat (remise à plat de l'ensemble des minima sociaux) : rejeté (p. 4009)

Ladislav PONIATOWSKI

*Eure (3^{ème} circonscription)
Union pour la démocratie française
puis Union pour la démocratie française-Alliance*

Élu le 1^{er} juin 1997

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9391), devenu groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance [J.O. du 25 juin 1998]

Élection au Sénat le 27 septembre 1998 (voir indications préliminaires) [J.O. du 2 octobre 1998] (p. 14954)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9423)

Membre de la commission d'enquête sur Superphénix et la filière des réacteurs à neutrons rapides [J.O. du 11 avril 1998] (p. 5678)

Rapporteur de la proposition de loi relative aux dates d'ouverture anticipée et de clôture de la chasse aux oiseaux migrateurs (n° 638) [10 juin 1998]

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission de la production et des échanges sur la proposition de loi, adoptée par le Sénat (n° 638), relative aux dates d'ouverture anticipée et de clôture de la chasse aux oiseaux migrateurs [10 juin 1998] (n° 974)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Transports aériens. Sécurité. Boeing 747 [25 novembre 1997] (p. 6253)

Sécurité routière. Accidents. Conduite sous l'emprise de stupéfiants, dépistage [7 avril 1998] (p. 2605)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 230 pour 1998

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

CULTURE ET COMMUNICATION

I - COMMUNICATION

Examen du fascicule [22 octobre 1997] (p. 4487)

Procédure des questions :

TVA : taux : presse (p. 4509)

Vote des crédits et articles rattachés [22 octobre 1997] (p. 4515)

Article 48 (répartition de la redevance)

Soutient l'amendement n° 55 de M. Laurent Dominati (de suppression) (p. 4515) : retiré (p. 4516)

ECONOMIE, FINANCES ET INDUSTRIE

III - INDUSTRIE, POSTE ET TÉLÉCOMMUNICATIONS

Examen du fascicule [14 novembre 1997] (p. 5837)

Son intervention (p. 5847)

Thèmes avant la procédure des questions :

Emploi : politique de l'emploi (p. 5848)

Energie et carburants : carburants (p. 5848)

Energie et carburants : Commissariat à l'énergie atomique (CEA) (p. 5847)

Energie et carburants : Electricité de France (EDF) (p. 5847, 5848)

Energie et carburants : énergie nucléaire (p. 5847)

Energie et carburants : Gaz de France (GDF) (p. 5848)

Environnement : Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) (p. 5848)

Espace : Centre national d'études spatiales (CNES) (p. 5847)

Recherche : Agence nationale de valorisation de la recherche (ANVAR) (p. 5847)

Secteur public : entreprises publiques (p. 5847)

Proposition de loi n° 638 relative aux dates d'ouverture anticipée et de clôture de la chasse aux oiseaux migrateurs

Rapporteur de la commission de la production et des échanges

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [18 juin 1998] (p. 5111) ; [19 juin 1998] (p. 5183)

Son intervention (p. 5111)

Thèmes :

Animaux : oiseaux migrateurs : chasse et pêche (p. 5111, 5112)

Cours d'eau, étangs et lacs : aménagement et protection (p. 5111)

Politiques communautaires : directives : chasse et pêche (p. 5111, 5112)

Union européenne : Cour de justice (p. 5111)

Discussion de l'article unique [19 juin 1998] (p. 5200)

Ses interventions dans la discussion des amendements et sous-amendements (p. 5203 à 5209)

Son intervention (p. 5203)

Ses explications de vote (p. 5209)

Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie française (p. 5209)

Bernard PONS

*Paris (16^{ème} circonscription)
Rassemblement pour la République*

Élu le 25 mai 1997

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9391)

NOMINATION

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9423)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 218 portant généralisation du chèque-vacances et modifiant l'ordonnance n° 82-283 du 26 mars 1982 [11 septembre 1997]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Proposition de loi n° 218 portant généralisation du chèque-vacances et modifiant l'ordonnance n° 82-283 du 26 mars 1982

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 mai 1998] (p. 3907)

Son intervention (p. 3908)

Thèmes :

Ordonnances : ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances (p. 3908)

Tourisme et loisirs : tourisme social (p. 3908)

Tourisme et loisirs : villages de vacances (p. 3909)

Travail : chèques vacances (p. 3908)

Travail : chèques vacances : comités d'entreprise (p. 3909)

Travail : chèques vacances : fonctionnaires et agents publics (p. 3909)

Travail : chèques vacances : petites et moyennes entreprises (p. 3909)

Jean PONTIER

*Ardèche (2^{ème} circonscription)
Radical, Citoyen et Vert*

Deviens député le 5 juillet 1997 (voir indications préliminaires) [J.O. du 6 juillet 1997] (p. 10295)

N'appartient à aucun groupe [J.O. du 6 juillet 1997] (p. 10295)

S'inscrit au groupe Radical, Citoyen et Vert [J.O. du 11 juillet 1997] (p. 10568)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 12 juillet 1997] (p. 10608)

Membre de la mission d'information commune sur la situation et les perspectives de l'industrie automobile en France et en Europe [J.O. du 12 juillet 1997] (p. 10608)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au développement d'activités pour l'emploi des jeunes [J.O. du 3 octobre 1997] (p. 14384)

Membre de la mission d'information commune sur la prévention et la lutte contre les exclusions [J.O. du 5 mars 1998] (p. 3424)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation relatif à la lutte contre l'exclusion [J.O. du 28 mars 1998] (p. 4824)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 1045 portant aménagement de la loi du 1er juillet 1901 et reconnaissance de l'utilité sociale des associations en fonction de critères précis [7 juillet 1998]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Transports routiers. Chauffeurs routiers. Grève [28 octobre 1997] (p. 4846)

Chômage : indemnisation. Bénéficiaires. Prime exceptionnelle [17 décembre 1997] (p. 7986)

Agriculture. Calamités agricoles. Indemnisation, arboriculture et viticulture [21 avril 1998] (p. 2824)

Travail. Travail clandestin. Lutte et prévention [27 mai 1998] (p. 4364)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 55, posée le 1^{er} décembre 1997. Enseignement. Médecine scolaire et universitaire (J.O. Questions p. 6704). Appelée le 9 décembre 1997. Effectifs de personnel, infirmiers (p. 7144)

n° 128, posée le 20 janvier 1998. Banques et établissements financiers. Banque de France (J.O. Questions p. 469). Appelée le 27 janvier 1998. Succursales, fermeture (p. 553)

n° 163, posée le 3 février 1998. Emploi. Emplois jeunes (J.O. Questions p. 1022). Appelée le 10 février 1998. Chômage, frais de déplacement, indemnisation (p. 1350)

n° 215, posée le 24 février 1998. Ministères et secrétariats d'Etat. Justice : emploi (J.O. Questions p. 1610). Appelée le 3 mars 1998. Emplois jeunes, mise en oeuvre (p. 1809)

n° 270, posée le 21 avril 1998. Institutions sociales et médico-sociales. Lieux de vie et d'accueil (J.O. Questions p. 2888). Appelée le 21 avril 1998. Statut (p. 2788)

n° 377, posée le 26 mai 1998. Logement : aides et prêts. Allocations de logement et Aide personnalisée au logement (APL) (J.O. Questions p. 4355). Appelée le 2 juin 1998. Première échéance, paiement, délais, conséquences (p. 4561)

n° 450, posée le 23 juin 1998. Etablissements de santé. Hôpitaux (J.O. Questions p. 5316). Appelée le 30 juin 1998. Services d'urgence, organisation (p. 5493)

DÉBATS

Projet de loi n° 202 relatif à la prévention et à la répression des infractions sexuelles ainsi qu'à la protection des mineurs

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 septembre 1997] (p. 3495, 3516)

Son intervention (p. 3516)

Thèmes :

- Droit pénal : bizutage (p. 3517)
- Droit pénal : mineurs : auditions (p. 3516)
- Droit pénal : récidive (p. 3517)
- Droit pénal : suivi socio-judiciaire (p. 3517)
- Système pénitentiaire : médecine pénitentiaire (p. 3517)

Projet de loi n° 200 relatif au développement d'activités pour l'emploi des jeunes

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [7 octobre 1997] (p. 3682)

Son intervention (p. 3699)

Thème :

- Emploi : contrats emploi-jeunes (p. 3699)

Projet de loi n° 303 de financement de la sécurité sociale pour 1998

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [28 octobre 1997] (p. 4832, 4853, 4890) ; [29 octobre 1997] (p. 4923, 4963, 4995) ; [30 octobre 1997] (p. 5028) ; [31 octobre 1997] (p. 5159)

Article 3 (taux de la CSG et suppression des cotisations maladie)

Intervient sur l'amendement n° 401 de M. Augustin Bonrepaux (abattement de l'assiette de la CSG pour les casinos) (p. 4875)

Projet de loi n° 524 autorisant l'approbation de la convention sur la protection des enfants et la coopération en matière d'adoption internationale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [24 février 1998] (p. 1585)

Son intervention (p. 1592)

Thèmes :

- Associations (p. 1592)
- Enfants : droits de l'enfant (p. 1592)

Projet de loi n° 780 d'orientation relatif à la lutte contre les exclusions

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 mai 1998] (p. 3392, 3415) ; [6 mai 1998] (p. 3466, 3495)

Son intervention (p. 3442)

Thèmes :

- Emploi : politique de l'emploi (p. 3442)
- Formation professionnelle : contrats : jeunes (p. 3442)

Discussion des articles [6 mai 1998] (p. 3515) ; [7 mai 1998] (p. 3533, 3562) ; [12 mai 1998] (p. 3649, 3684) ; [13 mai 1998] (p. 3741, 3776) ; [14 mai 1998] (p. 3815, 3872) ; [18 mai 1998] (p. 3931, 3975) ; [19 mai 1998] (p. 4076, 4102) ; [20 mai 1998] (p. 4205)

Article 1er (affirmation du caractère prioritaire de la lutte contre les exclusions)

Son amendement n° 454 soutenu par M. Jean-Michel Marchand (situation spécifique des handicapés) : retiré (p. 3527)

Article 5 (élargissement des possibilités d'accès aux contrats emplois consolidés)

Son amendement n° 457 (de précision) : rejeté (p. 3588)

Article 8 (régime des associations intermédiaires)

Intervient sur le sous-amendement n° 916 de M. Robert Galley (limitation de la durée de mise à disposition) à l'amendement n° 182 rectifié du Gouvernement (fonctionnement des associations intermédiaires) (p. 3667)

Intervient sur le sous-amendement n° 930 de M. Patrick Delnatte (limitation de la durée de mise à disposition) à l'amendement n° 182 rectifié du Gouvernement (p. 3667)

Article 9 (conseil départemental de l'insertion par l'activité économique et plans locaux pour l'insertion et l'emploi)

Son amendement n° 462 (de précision) : adopté (p. 3684)

Son amendement n° 461 soutenu par M. Jean-Michel Marchand (fixation par décret en Conseil d'Etat de l'organisme support du plan local d'insertion par l'économique) : rejeté (p. 3685)

NOUVELLE LECTURE

**Avant la discussion des articles [30 juin 1998]
(p. 5535, 5552)**

Son intervention (p. 5559)

Thèmes :

Associations (p. 5560)
 Collectivités territoriales (p. 5559)
 Emploi : politique de l'emploi (p. 5559)
 Formation professionnelle : contrats : jeunes (p. 5559)
 Politique sociale : exclusion (p. 5559)
 Santé : accès aux soins (p. 5559)

**Discussion des articles [30 juin 1998] (p. 5561) ;
[1^{er} juillet 1998] (p. 5582, 5604, 5665)***Article 6 (définition de l'insertion par l'activité économique)*

Son amendement n° 211 corrigé (agrément par l'ANPE) : rejeté (p. 5586)

Article 8 (régime des associations intermédiaires)

Son amendement n° 212 (conditions d'agrément des associations) (p. 5589) : rejeté (p. 5591)

Intervient sur l'amendement n° 280 de M. Robert Galley (durée de mise à disposition auprès d'un employeur) (p. 5592)

Intervient sur l'amendement n° 267 de M. Patrick Delnatte (durée de mise à disposition d'un employeur) (p. 5592)

Son amendement n° 213 (durée de la mise à disposition fixée à trois mois) : rejeté (p. 5592)

Son amendement n° 214 (durée de la mise à disposition) (p. 5592) : rejeté (p. 5593)

Robert POUJADE

*Côte-d'Or (1^{ère} circonscription)
 Rassemblement pour la République*

Élu le 1^{er} juin 1997

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9391)

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9423)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Demande une suspension de séance [28 avril 1998] (p. 3196)

DÉBATS

Proposition de loi n° 361 relative aux polices municipales

PREMIÈRE LECTURE

**Avant la discussion des articles [30 janvier 1998]
(p. 853)**

Son intervention (p. 859)

Thèmes :

Communes : maires (p. 859)
 Coopération intercommunale (p. 860)
 Etat (p. 860)
 Fonctionnaires et agents publics : formation professionnelle (p. 860)
 Police : police municipale (p. 859, 860)
 Police : police municipale : armement (p. 860)
 Police : police municipale : compétences (p. 860)
 Police : police nationale (p. 859)
 Sécurité publique (p. 859)

Projet de loi n° 815 relatif aux polices municipales

PREMIÈRE LECTURE

**Avant la discussion des articles [28 avril 1998]
(p. 3103, 3149)**

Son intervention (p. 3151)

Thèmes :

Collectivités territoriales : libre administration (p. 3151)
 Communes : maires : police (p. 3151)
 Etat (p. 3150)
 Police : police municipale : armes (p. 3151, 3152)
 Police : police municipale : contrôle d'identité (p. 3151)
 Police : police municipale : personnels (p. 3151, 3152)
 Police : police municipale : projets de loi (p. 3150)
 Police : police municipale : propositions de loi (p. 3151)
 Police : police municipale : règlement (p. 3151)
 Police : police municipale : rôle et missions (p. 3150, 3151)

**Discussion des articles [28 avril 1998] (p. 3182) ;
[30 avril 1998] (p. 3285)***Article 1er (article L. 2212-5 du code général des collectivités territoriales - compétences des agents de police municipale)*

Son amendement n° 61 (suppression du renvoi au décret en Conseil d'Etat définissant les modalités de constatation des infractions aux arrêtés du maire) : adopté (p. 3187)

Son amendement n° 62 (suppression de la limitation des moyens de la police municipale) : adopté (p. 3188)

Article 2 (article L. 2212-6 du code général des collectivités territoriales - élaboration d'un règlement de coordination)

Son amendement n° 63 (protocole de coopération conclu par le maire et le préfet dans les communes comptant au moins cinq agents de police municipale) (p. 3191) : rejeté (p. 3192)

Intervient sur l'amendement n° 99 de la commission (de précision) (p. 3196)

Son rappel au règlement (cf. supra) [28 avril 1998] (p. 3196)

Intervient sur l'amendement n° 84 de M. Jacques Masdeu-Arus (suppression de l'interdiction faite aux polices municipales d'opérer entre 20 heures et

7 heures en l'absence de règlement de coordination) (p. 3286)

Intervient sur l'amendement n° 152 de M. Christian Estrosi (suppression de l'interdiction faite aux polices municipales d'opérer entre 20 heures et 7 heures en l'absence de règlement de coordination) (p. 3286)

Intervient sur l'amendement n° 180 de M. Jean Leonetti (suppression de l'interdiction faite aux polices municipales d'opérer entre 20 heures et 7 heures en l'absence de règlement de coordination) (p. 3286)

Soutient l'amendement n° 244 de M. Gérard Hamel (missions de police municipale demeurant du ressort exclusif du maire jusqu'à l'établissement du règlement de coordination) (p. 3287) : vote réservé : rejeté (p. 3287)

Soutient l'amendement n° 139 de M. Jean-Claude Guibal (missions nocturnes de la police municipale autorisées par le maire après l'établissement du règlement de coordination) (p. 3289) : rejeté (p. 3289)

Article 3 (article L. 2212-7 du code général des collectivités locales - institution d'une commission consultative des polices municipales)

Son amendement n° 64 (modification de la composition de la commission dont le président choisi parmi les représentants des maires a voix prépondérante en cas de partage) (p. 3292) : retiré (p. 3293)

Article 4 (article L. 2212-8 du code général des collectivités territoriales - vérification des services de police municipale)

Intervient sur l'amendement n° 38 de M. Lionnel Luca (de suppression) (p. 3296)

Intervient sur l'amendement n° 130 de M. Dominique Bussereau (de suppression) (p. 3296)

Intervient sur l'amendement n° 157 de M. Christian Estrosi (de suppression) (p. 3296)

Intervient sur l'amendement n° 217 de M. Jacques Myard (de suppression) (p. 3296)

Article 5 (article L. 2212-9 du code général des collectivités territoriales - mise en commun occasionnelle des services de police municipale)

Soutient l'amendement n° 195 de M. Éric Doligé (de suppression) (p. 3299) : rejeté (p. 3300)

Article 6 (article L. 412-49 du code des communes - principes généraux du statut des agents de la police municipale)

Son intervention (p. 3303)

Article 7 (article L. 412-51 du code des communes - armement des agents de la police municipale)

Soutient l'amendement n° 16 de M. Patrick Delnatte (arme de poing autorisée par le maire) : rejeté (p. 3311)

Soutient l'amendement n° 197 de M. Éric Doligé (autorisation de l'armement par le maire selon les circonstances locales) (p. 3309) : rejeté (p. 3311)

Son amendement n° 66 (autorisation de l'armement par le maire, après délibération du conseil municipal, si les circonstances le justifient - conservation de l'armement existant jusqu'à l'établissement du règlement) (p. 3308) : rejeté (p. 3311)

Soutient l'amendement n° 17 de M. Patrick Delnatte (règlement de coordination substitué au décret en Conseil d'Etat précisant les cas où le port d'arme peut

être autorisé et déterminant leur nature et leurs conditions d'utilisation) (p. 3312) : rejeté (p. 3312)

Article 8 (article L. 412-52 du code des communes - identification et équipement des agents de la police municipale)

Soutient l'amendement n° 19 de M. Patrick Delnatte (tenue des agents de couleur bleue comportant un signe distinctif) (p. 3314) : rejeté (p. 3314)

Article 12 (article L. 21-2 du code de procédure pénale - compétences judiciaires des agents de police municipale)

Soutient l'amendement n° 22 de M. Patrick Delnatte (rapports et procès verbaux adressés par les agents de police municipale au maire qui les transmet au procureur de la République par l'intermédiaire de la police nationale ou la gendarmerie) (p. 3318) : devenu sans objet (p. 3318)

Son amendement n° 67 (rapports et procès verbaux transmis au maire par les agents de police municipale qui les adressent au procureur de la République par l'intermédiaire de la police nationale ou de la gendarmerie) (p. 3317) : devenu sans objet (p. 3318)

Article 14 (procédure de relevé d'identité par les agents de police municipale)

Soutient l'amendement n° 56 de M. Jacques Peyrat (présentation à tout officier de police judiciaire compétent du contrevenant refusant ou étant dans l'impossibilité de justifier de son identité) (p. 3320) : rejeté (p. 3320)

Article 18 (édiction du règlement de coordination à l'issue du délai de six mois à compter de la publication du règlement type)

Soutient l'amendement n° 172 de M. Christian Estrosi (de suppression) (p. 3326) : rejeté (p. 3326)

Soutient l'amendement n° 28 de M. Patrick Delnatte (de coordination) (p. 3326) : rejeté (p. 3326)

Son amendement n° 72 (délai porté de six mois à un an) : rejeté (p. 3326)

Son amendement n° 70 (de coordination) : rejeté (p. 3326)

Son amendement n° 69 (de coordination) : rejeté (p. 3327)

Son amendement n° 71 (de coordination) : rejeté (p. 3327)

Article 19 (report de l'uniformisation de l'identification des polices municipales)

Son amendement n° 73 (période transitoire portée de six mois à un an) : rejeté (p. 3328)

Ses explications de vote (p. 3330)

Vote contre du groupe du Rassemblement pour la République (p. 3330)

Jean-Luc PRÉEL

*Vendée (1^{ère} circonscription)
Union pour la démocratie française
puis Union pour la démocratie française-Alliance*

Élu le 1^{er} juin 1997

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9391), devenu

groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance [J.O. du 25 juin 1998] (p. 9698)

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9422)
- Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 1998 [J.O. du 20 novembre 1997] (p. 16819)
- Membre titulaire du conseil de surveillance de la caisse nationale d'assurance vieillesse des travailleurs salariés [J.O. du 25 février 1998] (p. 2943)
- Membre de la mission d'information commune sur la prévention et la lutte contre les exclusions [J.O. du 5 mars 1998] (p. 3424)
- Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation relatif à la lutte contre l'exclusion [J.O. du 28 mars 1998] (p. 4824)
- Rapporteur de la proposition de loi créant un ordre national des infirmiers et infirmières (n° 343) [10 juin 1998]
- Rapporteur de la proposition de loi relative à la création d'un ordre national de la profession infirmière (n° 967) [10 juin 1998]

DÉPÔTS

- Proposition de loi n° 371 créant un ordre national des infirmiers et des infirmières [21 octobre 1997]
- Proposition de loi organique n° 725 visant à élargir le contenu des lois de financement de la sécurité sociale [25 février 1998]
- Proposition de loi n° 746 visant à améliorer la prévention et l'éducation en matière de santé [26 février 1998]
- Proposition de loi n° 967 relative à la création d'un ordre national de la profession infirmière [9 juin 1998]
- Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur les propositions de loi :
- n° 967 de M. Pierre Micaux relative à la création d'un ordre national de la profession infirmière,
 - n° 343 de M. Bernard Accoyer créant un ordre national des infirmiers et des infirmières [17 juin 1998] (n° 982)
- Proposition de loi n° 1083 tendant à la création d'une union nationale des caisses d'assurance maladie [22 septembre 1998]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

- Retraites : généralités. Politique à l'égard des retraités. Revendications [25 novembre 1997] (p. 6252)
- Etablissements de santé. Hôpitaux. Sécurité sanitaire [1^{er} avril 1998] (p. 2326)
- Personnes âgées. Etablissements d'accueil. Médicalisation, financement [27 mai 1998] (p. 4371)

Assurance maladie maternité : généralités. Equilibre financier. Maîtrise des dépenses de santé [23 juin 1998] (p. 5264)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

- Regrette qu'on ne lui ait pas donné la parole plus tôt, estime inadmissible le brouhaha dans lequel s'est exprimé M. Jean-Michel Dubernard et demande une suspension de séance afin que chacun puisse reprendre son calme [28 octobre 1997] (p. 4831)
- S'indigne que le rapporteur, M. Claude Evin, puisse donner des conseils au Président sur la manière de conduire les débats [29 octobre 1997] (p. 4931)
- Estime inadmissible qu'un Ministre réponde à un député : "Je réponds si je veux" et demande une suspension de séance [29 octobre 1997] (p. 4980)
- S'étonne qu'il soit nécessaire désormais de déposer les demandes de scrutin public dix minutes avant le vote, alors même que la disposition en cause n'a pas encore été mise en discussion [29 octobre 1997] (p. 5021)
- Déplore que le Gouvernement ne réponde pas aux questions de l'opposition, répliquant par le seul mot "défavorable" à toute proposition d'amendement, et demande une suspension de séance [30 octobre 1997] (p. 5041)

DÉBATS

Projet de loi n° 303 de financement de la sécurité sociale pour 1998

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [27 octobre 1997] (p. 4705, 4731, 4773) ; [28 octobre 1997] (p. 4811)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. François Bayrou (p. 4755)

Son intervention (p. 4773)

Intervient sur la motion de renvoi en commission de M. François Bayrou (p. 4811)

Son rappel au règlement (cf. supra) [28 octobre 1997] (p. 4831)

Thèmes :

Etablissements de santé : hôpitaux : crédits (p. 4755, 4774)

Etablissements de santé : schéma d'organisation sanitaire : régions (p. 4756, 4775)

Famille : politique familiale (p. 4775)

Personnes âgées : allocation dépendance (p. 4775)

Prestations familiales : conditions de ressources (p. 4756)

Retraites : régime général : caisse nationale d'assurance vieillesse (CNAV) (p. 4756)

Retraites : régimes autonomes et spéciaux (p. 4756, 4775)

Santé : médecine préventive (p. 4774)

Santé : références médicales opposables (RMO) (p. 4756, 4775)

Sécurité sociale : financement (p. 4775)

Discussion des articles [28 octobre 1997] (p. 4832, 4853, 4890) ; [29 octobre 1997] (p. 4923, 4963, 4995) ; [30 octobre 1997] (p. 5028) ; [31 octobre 1997] (p. 5159)

Article 2 (critère d'exonération de la CSG pour les titulaires de revenus de remplacement non imposables)

Son intervention (p. 4832)

Article 3 (taux de la CSG et suppression des cotisations maladie)

Son amendement n° 23 (réduction du taux de CSG proposé de 3,1 %) (p. 4863) : rejeté (p. 4865)

Son amendement n° 24 (réduction du taux de la CSG proposé de 1,8 %) (p. 4864) : rejeté (p. 4865)

Son amendement n° 107 (pensions d'invalidité) (p. 4865) : rejeté (p. 4866)

Son amendement n° 25 (exonération des prestations dont le montant est inférieur au SMIC) : rejeté (p. 4866)

Son amendement n° 102 (réduction du taux de la CSG) : rejeté (p. 4869)

Son amendement n° 24 (réduction du taux de la CSG) : rejeté (p. 4869)

Son amendement n° 103 (diminution du taux de la CSG) : rejeté (p. 4870)

Son amendement n° 104 (augmentation de la CSG sur les jeux) : rejeté (p. 4872)

Son amendement n° 105 (augmentation de la CSG sur les paris) : rejeté (p. 4873)

Son amendement n° 106 (baisse du taux de la CSG) : rejeté (p. 4876)

Article 5 (création d'une taxe de santé publique sur les tabacs)

Son intervention (p. 4896)

Reprend l'amendement n° 163 de la commission (affectation d'une partie du produit de la taxe) : rejeté (p. 4902)

Soutient l'amendement n° 398 de M. Jean-Pierre Foucher (taxation du tabac à rouler) (p. 4901) : devenu sans objet (p. 4901)

Après l'article 5

Son amendement n° 28 (modification des niveaux de taxation des différents types de tabac) : rejeté (p. 4904)

Article 7 (taxation des dépenses promotionnelles des laboratoires pharmaceutiques)

Son intervention (p. 4907)

Son amendement n° 31 (de suppression) (p. 4910) : rejeté (p. 4912)

Soutient l'amendement n° 142 de M. Jean-Pierre Foucher (promotion des médicaments génériques) (p. 4913) : rejeté (p. 4915)

Article 8 (création d'une contribution sur les ventes directes des laboratoires pharmaceutiques)

Son amendement n° 32 (de suppression) (p. 4927) : rejeté (p. 4929)

Son rappel au règlement (cf. supra) [29 octobre 1997] (p. 4931)

Article 9 (validation des taux des majorations applicables à la cotisation due au titre des accidents du travail)

Son amendement n° 33 (de suppression) (p. 4933) : rejeté (p. 4934)

Article 10 (augmentation du taux de la taxe sur les contributions patronales au financement des garanties complémentaires de prévoyance)

Son intervention (p. 4936)

Son amendement n° 29 (maintien de la taxe à 6 %) (p. 4937) : rejeté (p. 4939)

Article 11 (neutralisation de la seconde répartition de la contribution sociale de solidarité des sociétés pour 1997 et affectation à la CNAMTS et à la CNAVTS des ressources supplémentaires ainsi dégagées pour 1998)

Son amendement n° 34 (de suppression) (p. 4940) : retiré (p. 4942)

Article 12 (calcul de la compensation due par la Caisse de retraite et de prévoyance des clercs et employés de notaires à la Caisse nationale d'assurance maladie)

Soutient l'amendement n° 125 de M. Renaud Dutreil (de suppression) (p. 4964) : rejeté (p. 4965)

Soutient l'amendement n° 159 de M. Claude Goasguen (de suppression) (p. 4964) : rejeté (p. 4965)

Son amendement n° 30 (limiter le solde de la compensation bilatérale aux excédents éventuels des régimes spéciaux) (p. 4966) : rejeté (p. 4967)

Après l'article 14

Son rappel au règlement (cf. supra) [29 octobre 1997] (p. 4980)

Article 15 (prévisions des recettes par catégorie)

Son intervention (p. 4984)

Article 16 (fixation des objectifs de dépenses par branche)

Son intervention (p. 4988)

Article 17 (fixation de l'objectif national de dépenses d'assurance maladie)

Son intervention (p. 4995)

Article 19 (mise sous condition de ressources des allocations familiales)

Son amendement n° 35 soutenu par Mme Christine Boutin (de suppression) (p. 5012) : rejeté au scrutin public (p. 5015)

Son rappel au règlement (cf. supra) [29 octobre 1997] (p. 5021)

Article 20 (réduction du taux de prise en charge des cotisations sociales par l'allocation de garde d'enfants à domicile)

Son intervention (p. 5034)

Son amendement n° 36 soutenu par Mme Christine Boutin (de suppression) (p. 5035) : rejeté (p. 5037)

Après l'article 20

Son rappel au règlement (cf. supra) [30 octobre 1997] (p. 5041)

Article 21 (création d'un fonds d'accompagnement social pour la modernisation des hôpitaux)

Son intervention (p. 5042)

Article 1er précédemment réservé (approbation du rapport annexé)

Son amendement n° 20 soutenu par M. Jean-Jacques Jégou (création d'une union nationale des caisses d'assurance maladie) : rejeté (p. 5179)

Son amendement n° 21 (création d'une agence nationale de prévention et d'éducation sanitaire) (p. 5179) : rejeté (p. 5180)

Son amendement n° 113 soutenu par M. Jean-Jacques Jégou (prise en charge collective des petits enfants favorisant une plus grande mixité sociale) : rejeté (p. 5201)

Explications de vote et vote [4 novembre 1997] (p. 5335)

Ses explications de vote (p. 5340)

Vote contre du groupe de l'Union pour la Démocratie française (p. 5341)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 novembre 1997] (p. 6255, 6293)

Son intervention (p. 6279)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Louis Debré (p. 6301)

Thèmes :

Banques et établissements financiers : épargne retraite (p. 6279)

Etablissements de santé : crédits (p. 6280)

Famille : politique familiale (p. 6280)

Prestations familiales : allocation de garde d'enfant à domicile (p. 6280)

Retraites : régimes autonomes et spéciaux (p. 6279, 6281)

Santé : tabagisme (p. 6280)

Sécurité sociale : contribution sociale généralisée (CSG) (p. 6301)

Sécurité sociale : financement (p. 6280, 6301)

Discussion des articles [25 novembre 1997] (p. 6302)

Article 1er et rapport annexé (orientations et objectifs de la politique de santé et de sécurité sociale)

Soutient le sous-amendement n° 57 de M. Dominique Paillé (création d'un "Observatoire national de l'informatisation sanitaire") à l'amendement n° 1 de la commission (p. 6313) : rejeté (p. 6314)

Son sous-amendement n° 45 (création d'une union nationale des caisses d'assurance maladie) à l'amendement n° 1 de la commission (de rétablissement) (p. 6312) : rejeté (p. 6314)

Son sous-amendement n° 46 (création d'une agence nationale de prévention et d'éducation sanitaire) à l'amendement n° 1 de la commission (p. 6312) : rejeté (p. 6314)

Article 1er bis (rapport sur la situation des régimes spéciaux)

Son intervention (p. 6314)

Intervient sur l'amendement n° 2 de la commission (de suppression) (p. 6316)

Article 3 (taux de la CSG et suppression des cotisations d'assurance maladie)

Son intervention (p. 6320)

Son sous-amendement n° 41 (majoration de 1 point de la CSG pour les revenus d'activité, de placement, du patrimoine et des jeux) à l'amendement n° 3, deuxième rectification de la commission (de rétablissement) : rejeté (p. 6325)

Son sous-amendement n° 42 (limitation de la hausse de la CSG) à l'amendement n° 3, deuxième rectification de la commission : rejeté (p. 6326)

Son sous-amendement n° 43 (diminution du taux de la CSG pour les pensions de retraite de l'artisanat) à l'amendement n° 3, deuxième rectification de la commission (p. 6330) : rejeté (p. 6331)

Article 5 (création d'une taxe de santé publique sur les tabacs)

Son intervention (p. 6340)

Intervient sur l'amendement n° 60 du Gouvernement (transfert à la loi de finances des mesures spécifiques pour la lutte contre le tabagisme) (p. 6343)

Article 7 (taxation des dépenses promotionnelles des laboratoires pharmaceutiques)

Son intervention (p. 6345)

Article 8 (création d'une contribution sur les ventes directes des laboratoires pharmaceutiques)

Son intervention (p. 6347)

Article 9 (validation des taux de majorations applicables à la cotisation due au titre des accidents du travail)

Son intervention (p. 6353)

Article 10 (augmentation du taux de la taxe sur les contributions patronales au financement des garanties complémentaires de prévoyance)

Son intervention (p. 6354)

Article 11 (neutralisation de la seconde répartition de la contribution sociale de solidarité des sociétés pour 1997 et affectation à la CNAVTS et à la CNAVTS des ressources supplémentaires ainsi dégagées pour 1998)

Son intervention (p. 6355)

Article 12 (calcul de la compensation due par la caisse de retraite et de prévoyance des clercs et employés de notaires à la CNAM)

Son intervention (p. 6356)

Article 15 (prévisions des recettes par catégories)

Son intervention (p. 6363)

Article 19 (mise sous condition de ressources des allocations familiales)

Son intervention (p. 6364)

Article 20 (réduction du taux de prise en charge des cotisations sociales pour l'allocation de garde d'enfant à domicile)

Son intervention (p. 6368)

Article 21 (création d'un fonds d'accompagnement social pour la modernisation des hôpitaux)

Son intervention (p. 6371)

Article 23 ter (fixation de l'objectif national de dépenses d'assurance maladie)

Son intervention (p. 6375)

Article 26 (plafonds de trésorerie)

Son intervention (p. 6377)

Article 3 bis précédemment réservé (rapport sur l'assiette des cotisations patronales)

Son intervention (p. 6382)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la mise aux voix du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [2 décembre 1997] (p. 6783)

Son intervention (p. 6792)

Thèmes :

Etablissements de santé : établissements publics (p. 6795)

Famille : politique familiale (p. 6793)

Retraites : régimes autonomes et spéciaux (p. 6795)

Santé : crédits (p. 6794)

Santé : tabagisme (p. 6794)

Sécurité sociale : contribution sociale généralisée (CSG) (p. 6793)

Projet de loi de finances n° 230 pour 1998

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

EMPLOI ET SOLIDARITÉ

II - SANTÉ, SOLIDARITÉ ET VILLE

Examen du fascicule [3 novembre 1997] (p. 5221, 5246)

Rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

Son intervention (p. 5229)

Thèmes avant la procédure des questions :

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de l'emploi et de la solidarité (p. 5230)

Professions de santé : médecins (p. 5230)

Santé : médecine préventive (p. 5230)

Projet de loi n° 727 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier

LECTURE DÉFINITIVE

Mise aux voix du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [3 juin 1998] (p. 4673)

Son amendement n° 4 soutenu par M. Germain Gengenwin (rétablissement du texte adopté par le Sénat) : adopté (p. 4683)

Projet de loi n° 873 relatif aux enquêtes techniques sur les accidents et les incidents dans l'aviation civile

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [18 juin 1998] (p. 5166)

Son intervention (p. 5172)

Thèmes :

Transports aériens : accidents (p. 5173)

Transports aériens : Air France (p. 5173)

Transports aériens : sécurité (p. 5173)

Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie française (p. 5173)

Proposition de loi n° 967 relative à la création d'un ordre national de la profession infirmière

Rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 juin 1998] (p. 5210)

Son intervention (p. 5210)

Son intervention (p. 5223)

Thèmes :

Professions de santé : infirmiers (p. 5210, 5211)

Professions de santé : infirmiers : Europe sociale (p. 5211)

Professions de santé : infirmiers : ordre professionnel (p. 5210, 5223)

Professions de santé : infirmiers : syndicats (p. 5211)

Professions de santé : masseurs-kinésithérapeutes (p. 5211)

Professions de santé : sages-femmes : ordre professionnel (p. 5211)

Jean PRORIOI

*Haute-Loire (2^{ème} circonscription)
Union pour la démocratie française
puis Démocratie libérale et indépendants*

Élu le 1^{er} juin 1997

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9391)

Cesse d'appartenir au groupe de l'Union pour la Démocratie française [J.O. du 10 juin 1998] (p. 8793)

S'inscrit au groupe Démocratie libérale et indépendants [J.O. du 10 juin 1998] (p. 8793)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9423)

Vice-président de la commission de la production et des échanges [J.O. du 18 juin 1997] (p. 9560)

Membre de la délégation parlementaire pour les problèmes démographiques [J.O. du 25 juin 1997] (p. 9800)

Membre de la mission d'information commune sur la situation et les perspectives de l'industrie automobile en France et en Europe [J.O. du 12 juillet 1997] (p. 10608)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Postes. La Poste. Contrat de plan [5 mai 1998] (p. 3380)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 333, posée le 5 mai 1998. Anciens combattants et victimes de guerre. Réfractaires (J.O. Questions p. 3450). Appelée le 12 mai 1998. Revendications (p. 3629)

n° 399, posée le 2 juin 1998. Archives et bibliothèques. Prêts de livres (J.O. Questions p. 4620). Appelée le 9 juin 1998. Gratuité, directive européenne (p. 4774)

DEBATS

Projet de loi de finances n° 230 pour 1998

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [15 octobre 1997] (p. 4062) ; [16 octobre 1997] (p. 4089, 4121, 4157) ; [17 octobre 1997] (p. 4191, 4218, 4268)

Après l'article 11

Son amendement n° 8 soutenu par M. Jean-Jacques Jégou (application du taux réduit de la TVA aux prestations de collecte et de traitement des déchets effectuée dans le cadre du service public local) (p. 4253) : rejeté au scrutin public (p. 4255)

Après l'article 18

Son amendement n° 413 soutenu par M. Jean-Jacques Jégou (éligibilité au Fonds de compensation pour la TVA des investissements réalisés sur des cours d'eau domaniaux ou non domaniaux) (p. 4328) : rejeté (p. 4329)

Son amendement n° 219 soutenu par M. Jean-Jacques Jégou (éligibilité au Fonds de compensation pour la TVA des dépenses permettant la valorisation des déchets) : rejeté (p. 4329)

Son amendement n° 14 corrigé soutenu par M. Jean-Jacques Jégou (référence au taux de taxe professionnelle de 1997 pour le calcul des compensations de l'exonération de taxe professionnelle dans les zones de revitalisation rurale) : rejeté (p. 4330)

Son amendement n° 410 soutenu par M. Michel Bouvard (distinction entre la notion d'entreprise et celle d'établissement, afin de ne pas exclure du bénéfice de l'exonération temporaire d'impôt sur les bénéfices dans les zones de revitalisation rurale, les établissements appartenant à des sociétés ayant leur siège ou un autre établissement en dehors de ces zones) : rejeté (p. 4330)

Son amendement n° 417 soutenu par M. Jean-Jacques Jégou (affectation progressive de la totalité de la dotation de développement rural aux groupements à fiscalité propre) (p. 4330) : retiré (p. 4331)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET ENVIRONNEMENT

I - AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Examen du fascicule [4 novembre 1997] (p. 5287)

Procédure des questions :

Régions : Auvergne (p. 5317)

Voirie : routes : Auvergne (p. 5317)

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COOPÉRATION

I - AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Examen du fascicule [5 novembre 1997] (p. 5395)

Procédure des questions :

Union européenne : fonds structurels (p. 5447, 5448)

ECONOMIE, FINANCES ET INDUSTRIE

IV - PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES, COMMERCE ET ARTISANAT

Examen du fascicule [14 novembre 1997] (p. 5883)

Son intervention (p. 5893)

Thèmes avant la procédure des questions :

Banques et établissements financiers : Banque du développement des petites et moyennes entreprises (BDPME) (p. 5893)

Chambres consulaires : chambres de commerce et d'industrie (p. 5893)

Commerce et artisanat : commerce (p. 5893)

Commerce et artisanat : conjoints (p. 5894)

Commerce et artisanat : fonds d'intervention pour la sauvegarde de l'artisanat et du commerce (FISAC) (p. 5893)

Entreprises : charges (p. 5894)

Travail : réduction du temps de travail (p. 5894)

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS

Discussion des articles [17 novembre 1997] (p. 5966, 6007) ; [18 novembre 1997] (p. 6032, 6079, 6116) ; [19 novembre 1997] (p. 6153)

Après l'article 61

Son amendement n° 29 (aménagement du dispositif d'exonération de taxe professionnelle applicable dans les zones de revitalisation rurale) (p. 6081) : rejeté (p. 6089)

Son amendement n° 30 (extension du bénéfice de l'exonération de taxe professionnelle aux entreprises procédant dans les zones de revitalisation rurale, soit à un reconversion dans le même type d'activité, soit à la reprise d'établissements en difficulté exerçant le même type d'activité) (p. 6085) : devenu sans objet (p. 6089)

Projet de loi n° 303 de financement de la sécurité sociale pour 1998

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [25 novembre 1997] (p. 6302)

Article 3 (taux de la CSG et suppression des cotisations d'assurance maladie)

Son sous-amendement n° 51 (diminution du taux de la CSG pour les pensions de retraite de l'artisanat) à l'amendement n° 3, deuxième rectification de la commission (de rétablissement) (p. 6330) : rejeté (p. 6331)

Projet de loi n° 512 d'orientation et d'incitation relatif à la réduction du temps de travail

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [24 mars 1998] (p. 2077) ; [25 mars 1998] (p. 2147)

Article 3 (modification de l'incitation à l'aménagement conventionnel de l'organisation et de la durée du travail prévue par la loi du 11 juin 1996)

Son sous-amendement n° 126 soutenu par Mme Roselyne Bachelot-Narquin (maintien des effectifs) à l'amendement n° 4 de la commission (rétablissement du texte initial avec extension à

l'armement maritime et assouplissement vis-à-vis des petites et moyennes entreprises) : rejeté (p. 2172)

Projet de loi n° 828 limitant le cumul des mandats électoraux et fonctions électives

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [28 mai 1998] (p. 4441)

Article 3 (article L. 2122-4 du code général des collectivités territoriales - incompatibilités applicables aux fonctions de maire et aux membres de l'organe délibérant des établissements publics de coopération intercommunale)

Son amendement n° 119 soutenu par M. Pierre Albertini (application du régime des incompatibilités aux maires des communes de plus de 20 000 habitants) : rejeté (p. 4453)

Son amendement n° 120 corrigé (de coordination) : devenu sans objet (p. 4454)

Article 4 (article L. 3122-3 du code général des collectivités territoriales - incompatibilités applicables aux fonctions de président de conseil général)

Son amendement n° 121 soutenu par M. Pierre Albertini (incompatibilité avec la fonction de maire d'une commune de plus de 20 000 habitants) : rejeté (p. 4463)

Article 5 (article L. 4133-3 du code général des collectivités territoriales - incompatibilités applicables aux fonctions de président de conseil régional)

Son amendement n° 122 (incompatibilité avec la fonction de maire d'une commune de plus de 20 000 habitants) : rejeté (p. 4465)

Article 8 (articles 6-1 à 6-4 de la loi n° 77-729 du 7 juillet 1977 - incompatibilités avec les mandats électoraux et les fonctions électives)

Son amendement n° 123 soutenu par M. Pierre Albertini (incompatibilité avec la fonction de maire d'une commune de plus de 20 000 habitants) : rejeté (p. 4468)

Q

Didier QUENTIN

*Charente-Maritime (5^{ème} circonscription)
Rassemblement pour la République*

Élu le 1^{er} juin 1997

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9391)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9422)

Membre suppléant de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9423)

Membre de la délégation parlementaire pour les problèmes démographiques [J.O. du 25 juin 1997] (p. 9800)

Membre titulaire du conseil supérieur de l'établissement national des invalides de la marine [J.O. du 19 septembre 1997] (p. 13658)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la pêche maritime et aux cultures marines [J.O. du 23 octobre 1997] (p. 15469)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 29 janvier 1998] (p. 1427)

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 29 janvier 1998] (p. 1427)

Membre de la commission d'enquête sur l'utilisation des fonds publics et la gestion des fonds publics en Corse [J.O. du 5 mars 1998] (p. 3423)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 758 pour la défense et la valorisation de la profession d'artisan boulanger-pâtissier [4 mars 1998]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Famille. Politique familiale. Perspectives [1^{er} octobre 1997] (p. 3608)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 60, posée le 1^{er} décembre 1997. Commerce et artisanat. Coiffure (J.O. Questions p. 6704). Appelée le 9 décembre 1997. Perspectives (p. 7158)

n° 133, posée le 20 janvier 1998. Chasse et pêche. Pêche (J.O. Questions p. 470). Appelée le

27 janvier 1998. Pêche au carrelet, réglementation (p. 557)

n° 356, posée le 12 mai 1998. Commerce et artisanat. Soldes (J.O. Questions p. 3725). Appelée le 19 mai 1998. Réglementation (p. 4048)

DÉBATS**Projet de loi n° 46 d'orientation sur la pêche maritime et les cultures marines****DEUXIÈME LECTURE****Avant la discussion des articles [24 septembre 1997] (p. 3436)**

Son intervention (p. 3461)

Thèmes :

Aquaculture et pêche professionnelle : conchyliculture (p. 3462)

Aquaculture et pêche professionnelle : zones de pêche (p. 3462, 3463)

Impôt sur le revenu : déduction des investissements en parts de copropriété de navires neufs (p. 3462)

Impôt sur les sociétés (p. 3462)

Mer et littoral : domaine public maritime (p. 3462, 3463)

Politiques communautaires : politique d'orientation pour la pêche (p. 3461)

Retraites : régimes autonomes et spéciaux : marins (p. 3462)

Discussion des articles [24 septembre 1997] (p. 3466)

Article 10 précédemment réservé (Société de pêche artisanale)

Son sous-amendement n° 39 (statut des sociétés offrant des locations-gérance et détenant des parts majoritaires dans le capital de la société loueuse) à l'amendement n° 13 de la commission (possibilité donnée au patron pêcheur en société de pêche artisanale d'être locataire-gérant de son navire) : rejeté (p. 3479)

Après l'article 35

Son amendement n° 40 (suppression de l'article L. 34-9 du code du domaine de l'État) : retiré (p. 3489)

Ses explications de vote (p. 3490)

Vote pour du groupe du Rassemblement pour la République (p. 3490)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Ses explications de vote [5 novembre 1997] (p. 5421)

Vote pour du groupe du Rassemblement pour la République (p. 5421)

Projet de loi n° 231 relatif à l'inscription d'office des personnes âgées de dix-huit ans sur les listes électorales**PREMIÈRE LECTURE****Discussion des articles [8 octobre 1997] (p. 3791)****Après l'article 2**

Son amendement n° 7 rectifié (distribution d'un livret civique) : retiré (p. 3798)

Projet de loi de finances n° 230 pour 1998

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [15 octobre 1997] (p. 4062) ; [16 octobre 1997] (p. 4089, 4121, 4157) ; [17 octobre 1997] (p. 4191, 4218, 4268)

Article 8 (suppression du régime fiscal des quirats de navires)

Son amendement n° 438 soutenu par M. Michel Bouvard (de suppression) (p. 4177) : rejeté au scrutin public (p. 4181)

Son amendement n° 442 soutenu par M. Michel Bouvard (maintien du régime fiscal pour les personnes morales assujetties à l'impôt sur les sociétés) (p. 4181) : rejeté (p. 4182)

Son amendement n° 443 soutenu par M. Michel Bouvard (maintien du régime fiscal pour les personnes morales assujetties à l'impôt sur les sociétés) (p. 4181) : rejeté (p. 4182)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE ET PÊCHE, BAPSA

Examen du fascicule [23 octobre 1997] (p. 4535)

Procédure des questions :

Agriculture : installation (p. 4587)

Agriculture : opération groupée d'aménagement foncier (OGAF) (p. 4587)

Politiques communautaires : directives : aquaculture et pêche professionnelle (p. 4591)

EQUIPEMENT, TRANSPORTS ET LOGEMENT

I - EQUIPEMENT ET TRANSPORTS

Examen du fascicule [24 octobre 1997] (p. 4605)

Procédure des questions :

Collectivités territoriales : Fonds de compensation pour la TVA (FCTVA) (p. 4654)

Mer et littoral : protection (p. 4654)

ANCIENS COMBATTANTS

Examen du fascicule [24 octobre 1997] (p. 4665)

Son intervention (p. 4672)

Thèmes avant la procédure des questions :

Anciens combattants et victimes de guerre : Afrique du Nord : carte du combattant (p. 4672)

Anciens combattants et victimes de guerre : devoir de mémoire (p. 4673)

Emploi : chômeurs en fin de droits : anciens combattants et victimes de guerre (p. 4672)

Pensions militaires d'invalidité : pensions des invalides (p. 4672)

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET ENVIRONNEMENT

II - ENVIRONNEMENT

Examen du fascicule [4 novembre 1997] (p. 5349)

Procédure des questions :

Politiques communautaires : directives (p. 5378)

Projet de loi n° 328 relatif à la nationalité et modifiant le code civil

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [26 novembre 1997] (p. 6401, 6431) ; [27 novembre 1997] (p. 6471, 6507)

Ses explications de vote sur la question préalable de M. Jean-Louis Debré (p. 6447)

Thèmes :

Etrangers : intégration (p. 6447)

Nationalité : acquisition par déclaration de nationalité (p. 6447)

Projet de loi n° 327 relatif à l'entrée et au séjour des étrangers en France et au droit d'asile

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [9 décembre 1997] (p. 7179, 7203) ; [10 décembre 1997] (p. 7239, 7273, 7297) ; [11 décembre 1997] (p. 7321, 7339, 7380) ; [12 décembre 1997] (p. 7413, 7453, 7504) ; [14 décembre 1997] (p. 7603, 7633, 7663) ; [15 décembre 1997] (p. 7698, 7736, 7770) ; [16 décembre 1997] (p. 7858, 7899)

Article 3 (article 12 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 : institution d'un titre de séjour "scientifique")

Son intervention (p. 7368)

Article 4 (article 12 bis de l'ordonnance du 2 novembre 1945 : personnes éligibles à la carte de séjour temporaire "situation personnelle et familiale")

Son intervention (p. 7420)

Article 17 (article 29 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 : régime du regroupement familial)

Son intervention (p. 7624)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 février 1998] (p. 1633, 1669)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Louis Debré (p. 1691)

Thèmes :

Assemblée nationale : motion de renvoi en commission (p. 1692)

Etrangers : conditions d'entrée et de séjour : contrôle judiciaire (p. 1691)

Etrangers : immigration (p. 1691)

Partis et mouvements politiques : extrême gauche (p. 1691)

Partis et mouvements politiques : Front national (p. 1692)

Discussion des articles [25 février 1998] (p. 1693) ; [26 février 1998] (p. 1706, 1748)

Article 6 supprimé par le Sénat (article 15 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 : modifications du régime de la carte de résident)

Soutient le sous-amendement n° 70 de M. Henri Cuq (suppression du II de l'amendement) à l'amendement n° 16 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte voté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 1753) : rejeté (p. 1753)

Article 10 (article 21 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 : aménagement du régime des infractions d'aide à l'entrée, à la circulation et au séjour d'étrangers en situation irrégulière)

Son intervention (p. 1754)

Projet de loi n° 512 d'orientation et d'incitation relatif à la réduction du temps de travail

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [27 janvier 1998] (p. 572, 615) ; [28 janvier 1998] (p. 667, 703) ; [29 janvier 1998] (p. 747)
Son intervention (p. 690)

Thèmes :

- Entreprises : délocalisations (p. 691)
- Travail : aménagement du temps de travail (p. 691)
- Travail : annualisation du temps de travail (p. 691)
- Travail : salaires (p. 691)
- Travail : travail clandestin (p. 691)

Discussion des articles [29 janvier 1998] (p. 747, 785) ; [3 février 1998] (p. 935, 971) ; [4 février 1998] (p. 1039, 1068) ; [5 février 1998] (p. 1110, 1150, 1199) ; [6 février 1998] (p. 1270)

Article 1er (réduction à trente-cinq heures de la durée légale hebdomadaire du travail effectif des salariés)

Son amendement n° 998 (de suppression) (p. 812) : rejeté au scrutin public (p. 817)

Son amendement n° 1027 (de suppression) (p. 812) : rejeté au scrutin public (p. 817)

Son amendement n° 1010 (établissements agricoles, artisanaux et coopératifs) (p. 974) : rejeté (p. 975)

Son amendement n° 1003 (progressivité dans les dates d'application du texte) (p. 988) : vote réservé (p. 989)

Article 2 (incitation pour les partenaires sociaux à négocier sur la réduction du temps de travail avant l'application de la nouvelle durée légale)

Son amendement n° 1012 (échéances fixées au 1er janvier 2000) (p. 1071) : rejeté (p. 1072)

Article 3 (aide à la réduction du temps de travail)

Son amendement n° 1013 soutenu par Mme Nicole Catala (de suppression) (p. 1112) : rejeté (p. 1114)

Son amendement n° 1014 (suppression du III de l'article 3) : rejeté (p. 1130)

Son amendement n° 1015 (salariés ne pouvant être mandatés) : rejeté (p. 1141)

Article 4 (réduction collective de la durée du travail sous forme de jours de repos)

Son amendement n° 1022 (annualisation) : rejeté (p. 1218)

Proposition de loi n° 748 tendant à la détermination des conditions juridiques de l'exercice de la profession d'artisan boulanger

PREMIÈRE LECTURE

Discussion de l'article unique [3 avril 1998] (p. 2559)

Article unique (appellation de boulanger et enseigne de boulangerie)

Son amendement n° 2 soutenu par M. Thierry Mariani (dénomination de la galette des rois en dehors de périodes très limitées) : rejeté (p. 2566)

Projet de loi n° 698 relatif à l'application de la convention du 13 janvier 1993 sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'emploi des armes chimiques et sur leur destruction

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [23 avril 1998] (p. 2999)

Son intervention (p. 3003)

Thèmes :

- Défense : armes chimiques (p. 3003)
- Défense : armes nucléaires (p. 3003)
- Industrie : chimie (p. 3003)
- Organisations internationales : Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC) (p. 3003)

Projet de loi n° 727 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [20 mai 1998] (p. 4145, 4213)

Article 52 bis (modification du régime des dates d'ouverture anticipée et de clôture de la chasse aux oiseaux migrateurs)

Son intervention (p. 4219)

Projet de loi constitutionnelle n° 937 relatif à la Nouvelle-Calédonie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 juin 1998] (p. 4953)

Son intervention (p. 4971)

Thèmes :

- Culture (p. 4972)
- DOM-TOM : institutions (p. 4972)
- Droits de l'homme et libertés publiques : égalité (p. 4972)
- Elections et référendums : référendums (p. 4971, 4972)
- TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Accord de Nouméa (p. 4971, 4972)
- TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Nouvelle-Calédonie : institutions (p. 4972)

Proposition de loi n° 638 relative aux dates d'ouverture anticipée et de clôture de la chasse aux oiseaux migrateurs

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [18 juin 1998] (p. 5111) ; [19 juin 1998] (p. 5183)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par Mme Marie-Hélène Aubert (p. 5118)

Thèmes :

- Animaux : oiseaux migrateurs : chasse et pêche (p. 5118)
- Cours d'eau, étangs et lacs : aménagement et protection (p. 5119)
- Politiques communautaires : directives : chasse et pêche (p. 5118)
- Union européenne : Cour de justice (p. 5118)

Jean-Jack QUEYRANNE

*Rhône (7^{ème} circonscription)
Secrétaire d'Etat à l'outre-mer
Socialiste*

Élu le 1^{er} juin 1997

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9390)

Est nommé secrétaire d'Etat à l'outre mer. Décret du 4 juin 1997 [J.O. du 5 juin 1997] (p. 9121)

Cessation de son mandat de député le 4 juillet 1997 (voir indications préliminaires) [J.O. du 6 juillet 1997] (p. 10294)

Est chargé de l'intérim du ministère de l'intérieur. Décret du 3 septembre 1998 [J.O. du 4 septembre 1998] (p. 13534)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9422)

DÉPÔT

Projet de loi n° 190 portant ratification et modification de l'ordonnance n° 96-1122 du 20 décembre 1996 relative à l'extension et à l'adaptation à la collectivité territoriale de Mayotte des dispositions législatives du titre Ier du livre VII du code de la santé publique, au statut du personnel et au financement de l'établissement public de santé territorial de Mayotte ainsi qu'à la réforme du statut de la Caisse de prévoyance sociale de Mayotte [23 juillet 1997]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Membre du Gouvernement

RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

M. André Thien Ah Koon. DOM. La Réunion : emploi. Chômage, jeunes [25 juin 1997] (p. 2909)

M. Camille Darsières. DOM. Martinique : logement. Aides et prêts, (association pour la) protection, (l'amélioration, (la) conservation et (la) transformation de l'habitat (PACT), fonctionnement [7 octobre 1997] (p. 3681)

Mme Huguette Bello. DOM. La Réunion : égalité sociale. Perspectives [8 octobre 1997] (p. 3774)

M. Bernard Grasset. TOM et collectivités territoriales d'outre-mer. Nouvelle-Calédonie : mines et carrières. Emploi et activité, Province Nord [12 novembre 1997] (p. 5670)

M. Michel Buillard. TOM et collectivités territoriales d'outre-mer. Polynésie : sécurité publique. Cyclones, indemnisation [16 décembre 1997] (p. 7854)

M. Alfred Marie-Jeanne. Agriculture. Politique agricole commune (PAC). Bananes [20 janvier 1998] (p. 417)

M. Arthur Dehaine. Impôts et taxes. Politique fiscale. Investissements outre-mer [24 février 1998] (p. 1572)

Mme Huguette Bello. DOM. La Réunion : sécurité publique. Pluies, reconnaissances de l'état de catastrophe naturelle [4 mars 1998] (p. 1918)

M. Bernard Grasset. TOM et collectivités territoriales d'outre-mer. Nouvelle-Calédonie : Etat. Gouvernement, négociations [8 avril 1998] (p. 2689)

M. Anicet Turinay. Enseignement secondaire. Programmes. Histoire, esclavage [28 avril 1998] (p. 3095)

M. Claude Hoarau. DOM. Politique sociale. Lutte contre l'exclusion [29 avril 1998] (p. 3212)

M. Alfred Marie-Jeanne. DOM. Octroi de mer. Perspectives [12 mai 1998] (p. 3638)

M. Victor Brial. TOM et collectivités territoriales d'outre-mer. Wallis-et-Futuna : emploi. Aides de l'Etat [2 juin 1998] (p. 4579)

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT DE

M. Bernard Perrut. Sécurité publique. Police et gendarmerie. Restructuration, effectifs de personnel, Villefranche-sur-Saône [12 mai 1998] (p. 3622)

M. Bernard Madrelle. Impôts et taxes. Politique fiscale. Associations [12 mai 1998] (p. 3623)

M. Daniel Vachez. Ministères et secrétariats d'Etat. Intérieur : services extérieurs. Sous-préfectures, création, construction, Torcy [12 mai 1998] (p. 3621)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 230 pour 1998

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

OUTRE-MER

Examen du fascicule [31 octobre 1997] (p. 5123)
Son intervention (p. 5148 à 5154)

Thèmes avant la procédure des questions :

- Agriculture (p. 5151)
- Aquaculture et pêche professionnelle (p. 5151)
- Commerce extérieur (p. 5149)
- Culture (p. 5154)
- DOM : octroi de mer (p. 5151)
- DOM-TOM : institutions (p. 5153)
- DOM-TOM : institutions (p. 5153)
- Drogue (p. 5151)
- Emploi (p. 5149)
- Fonctionnaires et agents publics (p. 5153)
- Formation professionnelle (p. 5150)

Logement (p. 5152)
 TOM et collectivités territoriales d'outre-mer :
 Nouvelle-Calédonie (p. 5153)
 Transports (p. 5152)
 Union européenne (p. 5148)
 Union européenne : Traité d'Amsterdam (p. 5153)

Projet de loi n° 428 portant habilitation du Gouvernement à prendre, par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et à l'adaptation du droit applicable outre-mer

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 décembre 1997] (p. 8159)

Son intervention (p. 8159)

Sa réponse (p. 8172)

Thèmes :

Conseil constitutionnel (p. 8159, 8160)
 Constitution : articles 73 et 74 (p. 8159)
 DOM : Guyane : domaine privé (p. 8160, 8173)
 DOM : Guyane : état civil (p. 8161, 8173)
 DOM : Martinique : étrangers (p. 8173)
 DOM : Martinique : marchés publics (p. 8173)
 DOM-TOM : institutions (p. 8161, 8172)
 Droit pénal (p. 8160)
 Justice : Conseil d'Etat (p. 8172)
 Lois (p. 8159)
 Lois : codification (p. 8159)
 Ordonnances (p. 8159, 8160, 8161, 8172)
 Sécurité sociale (p. 8160, 8172)
 TOM et collectivités territoriales d'outre-mer :
 Mayotte (p. 8172)
 TOM et collectivités territoriales d'outre-mer :
 Mayotte : nationalité (p. 8161)
 TOM et collectivités territoriales d'outre-mer :
 Nouvelle-Calédonie (p. 8173, 8174)
 TOM et collectivités territoriales d'outre-mer :
 Nouvelle-Calédonie : enseignement supérieur
 (p. 8161)
 TOM et collectivités territoriales d'outre-mer :
 Nouvelle-Calédonie : logement (p. 8160)
 TOM et collectivités territoriales d'outre-mer :
 Nouvelle-Calédonie : sang et organes humains
 (p. 8161)
 TOM et collectivités territoriales d'outre-mer :
 Polynésie française (p. 8172)
 TOM et collectivités territoriales d'outre-mer :
 Polynésie française : communes (p. 8172)
 TOM et collectivités territoriales d'outre-mer :
 Polynésie française : enseignement supérieur
 (p. 8161)
 TOM et collectivités territoriales d'outre-mer :
 Polynésie française : logement (p. 8160)
 TOM et collectivités territoriales d'outre-mer :
 Saint-Pierre-et-Miquelon : immatriculation des navires
 (p. 8173)
 TOM et collectivités territoriales d'outre-mer :
 Wallis-et-Futuna (p. 8173)

Discussion des articles [18 décembre 1997] (p. 8174)
 Ses interventions dans la discussion des amendements
 et sous-amendements (p. 8175 à 8179)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [25 février 1998] (p. 1626)

Ses interventions (p. 1626, 1631)

Thèmes :

DOM : Guyane : domaine privé (p. 1631)
 DOM : Guyane : état civil (p. 1631)
 DOM-TOM : généralités (p. 1631)
 Ordonnances (p. 1627, 1631)
 Parlement : Sénat (p. 1626, 1627)
 TOM et collectivités territoriales d'outre-mer :
 Nouvelle-Calédonie : TOM et collectivités
 territoriales d'outre-mer (p. 1631, 1632)

Projet de loi n° 190 portant ratification et modification de l'ordonnance n° 96-1122 du 20 décembre 1996 relative à l'extension et à l'adaptation à la collectivité territoriale de Mayotte des dispositions législatives du titre Ier du livre VII du code de la santé publique, au statut du personnel et au financement de l'établissement public de santé territorial de Mayotte ainsi qu'à la réforme du statut de la Caisse de prévoyance sociale de Mayotte

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [18 décembre 1997] (p. 8179)
 Ses interventions dans la discussion des amendements
 et sous-amendements (p. 8180 à 8197)

Article 2 (rectifications et modifications de l'ordonnance)

Soutient l'amendement n° 4 du Gouvernement (de précision) (p. 8191) : adopté (p. 8192)

Soutient l'amendement n° 29 rectifié du Gouvernement (déductions et abattements sur la contribution sociale) (p. 8192) : adopté (p. 8192)

Soutient l'amendement n° 1 corrigé du Gouvernement (action sociale spécifique) (p. 8192) : adopté (p. 8192)

Soutient l'amendement n° 30 du Gouvernement (dispositions relatives aux dépenses) (p. 8194) : adopté (p. 8194)

Soutient l'amendement n° 2 rectifié du Gouvernement (de la répartition) (p. 8195) : adopté après modification (p. 8195)

Projet de loi organique n° 223 relatif à l'exercice par les citoyens de l'Union européenne résidant en France, autres que les ressortissants français, du droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales, et portant transposition de la directive 94/80/CE du 19 décembre 1994

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [7 janvier 1998] (p. 36)

Son intervention (p. 36)

Thèmes :

Collectivités territoriales : Paris (p. 37)

Constitution : article 88-3 (p. 36, 37)
 Elections et référendums : candidats : étrangers (p. 37)
 Elections et référendums : listes électorales (p. 36, 37)
 Parlement : Sénat (p. 36, 37, 38)
 TOM et collectivités territoriales d'outre-mer (p. 38)
 TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Saint-Pierre-et-Miquelon (p. 37)
 Union européenne : directives (p. 36, 37)
 Union européenne : Traité de Maastricht (p. 37)

Discussion des articles [7 janvier 1998] (p. 41)

Ses interventions dans la discussion des amendements et sous-amendements (p. 42 à 46)

Proposition de loi n° 216 portant réforme du mode de vote des budgets régionaux

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [7 janvier 1998] (p. 46)

Son intervention (p. 46)

Thèmes :

Elections et référendums : modes de scrutin (p. 46)
 Parlement : Sénat (p. 46)
 Régions : budget (p. 46)
 Régions : bureau (p. 46)
 Régions : présidents de conseil régional (p. 46, 47)

Discussion des articles [7 janvier 1998] (p. 52)

Ses interventions dans la discussion des amendements et sous-amendements (p. 52 à 56)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 février 1998] (p. 1467)

Son intervention (p. 1468)

Thèmes :

Parlement : rôle (p. 1468)
 Parlement : Sénat (p. 1468)
 Régions : budget (p. 1468)
 Régions : bureau (p. 1468)
 Régions : commission permanente (p. 1468)
 Régions : conseils régionaux (p. 1468)
 Régions : présidents de conseil régional (p. 1468)

Discussion des articles [11 février 1998] (p. 1471)

Ses interventions dans la discussion des amendements et sous-amendements (p. 1472 à 1475)

Proposition de loi n° 845 fixant le régime des armes et munitions

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [29 mai 1998] (p. 4512)

Son intervention (p. 4514)

Sa réponse (p. 4534)

Thèmes :

Armes : armes blanches (p. 4516, 4519, 4535)
 Armes : armes de chasse (p. 4514 à 4516)
 Armes : armes de tir (p. 4516, 4517, 4535)
 Armes : classification (p. 4514, 4515, 4517, 4518,)
 Armes : détention (p. 4515, 4517)
 Armes : vente (p. 4516 à 4519)
 Armes : vente : infractions (p. 4535)
 Droit pénal : mineurs (p. 4515)
 Lois : application (p. 4518, 4535)
 Ordre public (p. 4519, 4535)
 Parlement : rôle (p. 4514)
 Politiques communautaires : directives (p. 4515)

Discussion des articles [29 mai 1998] (p. 4538)

Ses interventions dans la discussion des amendements et sous-amendements (p. 4538 à 4544)

Article 4 (certificat médical pour l'acquisition et la détention d'armes des première et quatrième catégories)

Soutient l'amendement n° 14 du Gouvernement (de suppression) (p. 4540) : adopté (p. 4540)

Article 5 (déclaration de l'acquisition et de la détention d'armes des cinquième et septième catégories)

Soutient l'amendement n° 15 du Gouvernement (justification d'une autorisation officielle de chasser) (p. 4542) : adopté (p. 4543)

Article 6 (déclaration de l'acquisition et de la détention des armes de la huitième catégorie)

Soutient l'amendement n° 16 du Gouvernement (liberté de l'acquisition et de la détention) (p. 4543) : rejeté (p. 4543)

Article 7 (application de la loi à la détention d'armes avant le 30 juin 2000)

Soutient l'amendement n° 17 du Gouvernement (report de deux ans) (p. 4543) : adopté (p. 4544)

Article 9 (non application de la loi aux agents de l'Etat assurant des missions de défense ou de sécurité et aux experts en armes et munitions)

Soutient l'amendement n° 18 du Gouvernement (de précision) (p. 4544) : adopté (p. 4545)

Proposition de résolution n° 741 sur les propositions de la Commission européenne en matière de réforme de l'organisation commune des marchés dans le secteur de la banane :

- proposition de règlement du Conseil modifiant le règlement (CEE) n° 44/93 du Conseil portant organisation commune des marchés dans le secteur de la banane,

- recommandation de décision du Conseil autorisant la Commission à négocier un accord avec les pays ayant un intérêt substantiel à la fourniture de bananes pour la répartition des contingents tarifaires et de la quantité ACP traditionnelle (COM [98] 4 final/n° E 1004)

Avant la discussion de l'article unique [4 juin 1998] (p. 4747)

Son intervention (p. 4751)

Sa réponse (p. 4759)

Thèmes :

Agriculture : fruits et légumes : DOM-TOM (p. 4751, 4752)

Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) (p. 4751, 4752)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 4752)

Discussion de l'article unique [4 juin 1998] (p. 4759)

Intervient sur l'amendement n° 1 de la commission (rectification d'une erreur de référence) (p. 4760)

Intervient sur l'amendement n° 2 de la commission (contingent additionnel réduit à 100 000 tonnes) (p. 4760)

Projet de loi constitutionnelle n° 937 relatif à la Nouvelle-Calédonie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 juin 1998] (p. 4953)

Son intervention (p. 4953)

Sa réponse (p. 4978)

Thèmes :

Elections et référendums : référendums (p. 4953, 4954, 4978)

Etat (p. 4953)

Matières premières (p. 4954)

Politique économique (p. 4954)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Accord de Nouméa (p. 4953, 4954, 4978)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Accords de Matignon (p. 4953)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Nouvelle-Calédonie : généralités (p. 4953)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Nouvelle-Calédonie : institutions (p. 4953 à 4955)

Discussion des articles [11 juin 1998] (p. 4978)

Ses interventions dans la discussion des amendements et sous-amendements (p. 4981 à 4983)

Article 3 (loi organique)

Son intervention (p. 4981)

Projet de loi n° 780 d'orientation relatif à la lutte contre les exclusions

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [30 juin 1998] (p. 5561) ; [1^{er} juillet 1998] (p. 5582, 5604, 5665)

Article 9 ter (transformation des agences départementales d'insertion en établissements publics locaux)

Soutient l'amendement n° 310 du Gouvernement (agences d'insertion dans les DOM) (p. 5597) : adopté (p. 5597)

Soutient l'amendement n° 311 rectifié du Gouvernement (nomination du directeur) (p. 5597) : adopté (p. 5597)

Article 9 quater (recrutement des allocataires du RMI ayant souscrit un contrat d'insertion par l'activité)

Soutient l'amendement n° 312 du Gouvernement (de suppression) (p. 5597) : adopté (p. 5597)

Article 9 quinquies (abrogation des modalités d'adaptation du RMI dans les départements d'outre-mer)

Intervient sur l'amendement n° 109 de la commission (de suppression) (p. 5598)

Paul QUILÈS

*Tarn (1^{ère} circonscription)
Socialiste*

Élu le 1^{er} juin 1997

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9390)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9423)

Président de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 18 juin 1997] (p. 9560)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme du service national [J.O. du 9 octobre 1997] (p. 14689)

Président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme du service national [J.O. du 10 octobre 1997] (p. 14761)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi instituant une commission consultative du secret de la défense nationale [J.O. du 27 mai 1998] (p. 8082)

Vice-président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi instituant une commission consultative du secret de la défense nationale [J.O. du 3 juin 1998] (p. 8419)

DÉPÔT

Rapport d'information déposé au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées, sur la situation et les perspectives de l'industrie française de défense [3 septembre 1997] (n° 203)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Politique extérieure. République du Congo. Attitude de la France [15 octobre 1997] (p. 4017)

Politique extérieure. Irak. Attitude de la France [24 février 1998] (p. 1567)

Politique extérieure. Inde. Essais nucléaires, attitude de la France [13 mai 1998] (p. 3732)

DÉBATS

Projet de loi n° 199 portant réforme du service national

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 septembre 1997] (p. 3231, 3266)

Son intervention en qualité de président de la commission de la défense (p. 3237)

Intervient sur la question préalable opposée par M. Philippe Séguin (p. 3247)

Intervient sur la motion de renvoi en commission de M. François Bayrou (p. 3282)

Thèmes :

Défense : armée : professionnalisation (p. 3237)

Défense : rendez-vous citoyen (p. 3237)

Défense : service national : généralités (p. 3238, 3247)

Défense : volontaires du service national actif (VSNA) (p. 3238)

Emploi : jeunes (p. 3247)

Enseignement : programmes : défense (p. 3238)

Discussion des articles [18 septembre 1997] (p. 3279, 3308) ; [22 septembre 1997] (p. 3341, 3386)

Article 1er (création d'un livre premier du code du service national)

Article L. 111-1 du code du service national : obligation des citoyens de concourir à la défense de leur pays

Intervient sur l'amendement n° 188 de M. Michel Voisin (suppression de la référence à l'universalité du service national) (p. 3287)

Article L. 111-2 du code du service national : contenu du service national universel

Intervient sur le sous-amendement n° 193 de M. Michel Voisin (référence à l'Union européenne) à l'amendement n° 93 corrigé de la commission (rédactionnel) (p. 3294)

Article L. 111-3 du code du service national : principe du volontariat

Intervient sur l'amendement n° 95 de la commission (objet et domaines du volontariat) (p. 3297)

Article L. 113-4 du code du service national : inscription aux examens et concours

Intervient sur l'amendement n° 31 de M. Pierre Lellouche (condition d'inscription sur les listes électorales) (p. 3317)

Article L. 114-1 du code du service national : enseignement des principes de la défense par l'Education nationale

Intervient sur l'amendement n° 153 de M. Guy Teissier (enseignement de la défense) (p. 3321)

Intervient sur l'amendement n° 34 de M. Pierre Lellouche (enseignement par des militaires d'active ou de réserve) (p. 3326)

Article L. 114-9 du code du service national : responsabilité de l'Etat en cas de dommages corporels

Intervient sur l'amendement n° 120 de la commission (statut des jeunes gens participant à l'appel de préparation à la défense) (p. 3358)

Article 4 (réforme du code du service national)

Intervient sur l'amendement n° 306 rectifié du Gouvernement (report pour les jeunes gens titulaires d'un contrat de travail de droit privé accordé par la commission régionale définie à l'article L. 32) (p. 3376)

Intervient sur l'amendement n° 242 de M. Pierre Lellouche (report pour les jeunes gens titulaires d'un contrat de travail) (p. 3379)

Article 7 (modification par ordonnance du code de justice militaire, du code de procédure pénale et de la loi n° 82-621 du 21 juillet 1982)

Intervient sur l'amendement n° 145 de la commission (de suppression) (p. 3406)

Explications de vote et vote

Intervention en qualité de président de la commission de la défense (p. 3411)

Projet de loi de finances n° 230 pour 1998**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPECIALES**

DÉFENSE

Examen du fascicule [12 novembre 1997] (p. 5674)

Son intervention en qualité de président de la commission de la défense (p. 5690)

Thèmes avant la procédure des questions :

Défense : armée de terre (p. 5693)

Défense : crédits (p. 5691)

Défense : dissuasion nucléaire (p. 5692)

Défense : entreprises : généralités (p. 2690, 5693, 5695)

Défense : GIAT-Industries (p. 5694)

Défense : loi de programmation militaire (p. 5690, 5691)

Défense : marine : professionnalisation (p. 5693)

Défense : missiles (p. 5692)

Défense : services civils (p. 5692)

Organisations internationales : Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) (p. 5690, 5693)

Vote des crédits et articles rattachés [12 novembre 1997] (p. 5743)

Article 29 (mesures nouvelles : dépenses ordinaires des services militaires)

Intervient sur l'amendement n° 102 de M. Michel Voisin (réduction des crédits de fonctionnement de la gendarmerie-transfèvements judiciaires) (p. 5744)

Titre V

Intervient sur l'amendement n° 114 de M. Yves Fromion (réduction des crédits d'études de la Délégation générale à l'armement afin de lancer la production des missiles "Eryx") (p. 5745)

**ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT
ARTICLES ADDITIONNELS**

Discussion des articles [17 novembre 1997] (p. 5966, 6007) ; [18 novembre 1997] (p. 6032, 6079, 6116) ; [19 novembre 1997] (p. 6153)

Après l'article 61

Son amendement n° 217 soutenu par M. Augustin Bonrepaux (assujettissement à la taxe professionnelle des activités saisonnières) (p. 6059) : retiré (p. 6060)

**Déclaration du Gouvernement n° 493 présentée par
M. Hubert Védrine, ministre des affaires étrangères
sur la politique européenne**

[2 décembre 1997] (p. 6751, 6813)

Son intervention en qualité de président de la commission de la défense (p. 6775)

Thèmes :

Organisations internationales : Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) (p. 6775, 6776)

Organisations internationales : Union de l'Europe occidentale (UEO) (p. 6776)

Politiques communautaires : politique extérieure et de sécurité commune (PESC) (p. 6776)

**Projet de loi n° 593 instituant une commission du
secret de la défense nationale**

PREMIÈRE LECTURE

**Avant la discussion des articles [12 février 1998]
(p. 1484)**

Son intervention en qualité de président de la commission de la défense (p. 1490)

Thèmes :

Administration : autorités administratives indépendantes : commission consultative du secret de la défense nationale (p. 1490, 1491)

Administration : Commission nationale de contrôle des interceptions de sécurité (CNCIS) (p. 1491)

Administration : Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL) (p. 1491)

Défense : secret défense (p. 1490)

Droits de l'homme et libertés publiques : défense (p. 1491)

Etat : sûreté de l'Etat (p. 1490)

Justice : indépendance (p. 1490)

Discussion des articles [12 février 1998] (p. 1498)

Article 2 (composition de la Commission et durée du mandat de ses membres)

Intervient sur l'amendement n° 6 de M. Jean-Claude Sandrier (présence d'un député et d'un sénateur au sein de la commission) (p. 1503)

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [23 avril 1998] (p. 2993)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 11 de M. Bernard Birsinger (modification des dispositions de l'article

413-9 du code pénal relatives au secret de la défense nationale) (p. 2993)

Intervient sur l'amendement n° 12 de M. Bernard Birsinger (modification des dispositions de l'article 413-9 du code pénal relatives au secret de la défense nationale) (p. 2993)

Intervient sur l'amendement n° 13 de M. Bernard Birsinger (modification des dispositions de l'article 413-9 du code pénal relatives au secret de la défense nationale) (p. 2993)

**Projet de loi n° 650 autorisant la ratification du
traité d'interdiction complète des essais nucléaires**

PREMIÈRE LECTURE

**Avant la discussion de l'article unique [24 février
1998] (p. 1574)**

Son intervention en qualité de président de la commission de la défense (p. 1577)

Thèmes :

Défense : dissuasion nucléaire (p. 1577)

Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) (p. 1577)

Organisations internationales : Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) (p. 1577)

Pays étrangers : Etats-Unis (p. 1578)

Pays étrangers : Irak (p. 1577, 1578)

Politique extérieure : désarmement : armes nucléaires (p. 1577, 1578)

**Projet de loi n° 698 relatif à l'application de la
convention du 13 janvier 1993 sur l'interdiction de
la mise au point, de la fabrication, du stockage et de
l'emploi des armes chimiques et sur leur destruction**

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [23 avril 1998] (p. 3006)

Après l'article 51

Intervient sur l'amendement n° 39 de M. Claude Billard (communication au comité d'établissement de la liste et du niveau de production des produits inscrits à l'ordre des trois tableaux ainsi que de la liste des exportations) (p. 3020)

**Proposition de loi n° 561 tendant à l'élimination des
mines antipersonnel**

PREMIÈRE LECTURE

**Avant la discussion des articles [24 avril 1998]
(p. 3037)**

Son intervention en qualité de président de la commission de la défense (p. 3039)

Thèmes :

Armes : mines anti-personnel (p. 3039)

Défense : armes chimiques (p. 3039)

Défense : armes nucléaires stratégiques (p. 3040)

Pays étrangers : Etats-Unis (p. 3039)

**Projet de loi n° 913 autorisant la ratification du
protocole au Traité de l'Atlantique Nord sur
l'accèsion de la République de Hongrie**

PREMIÈRE LECTURE

**Avant la discussion de l'article unique [10 juin 1998]
(p. 4891)**

Son intervention en qualité de président de la
commission de la défense (p. 4896)

Thèmes :

Organisations internationales : Organisation pour la
sécurité et la coopération en Europe (OSCE) (p. 4897,
4898)

Organisations internationales : Organisation des
Nations unies (ONU) (p. 4898)

Organisations internationales : Organisation du traité
de l'Atlantique Nord (OTAN) (p. 4896 à 4898)

Organisations internationales : Union de l'Europe
occidentale (UEO) (p. 4897)

Pays étrangers : Etats-Unis (p. 4896, 4897)

Pays étrangers : Russie (p. 4897)

Politiques communautaires : actions extérieures
(p. 4896)

Union européenne : élargissement (p. 4896)

R

Jean-Bernard RAIMOND

*Bouches-du-Rhône (14^{ème} circonscription)
Rassemblement pour la République*

Élu le 1^{er} juin 1997

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9391)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9423)

Vice-président de la commission des affaires étrangères [J.O. du 18 juin 1997] (p. 9560)

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne [J.O. du 20 juin 1997] (p. 9634)

Membre suppléant du conseil national de l'enseignement supérieur privé [J.O. du 7 novembre 1997] (p. 16219)

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de l'accord international de 1994 sur les bois tropicaux (ensemble deux annexes) (n° 520) [21 janvier 1998]

Membre de la commission d'enquête sur Superphénix et la filière des réacteurs à neutrons rapides [J.O. du 11 avril 1998] (p. 5678)

DÉPÔTS

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur les partenariats pour l'adhésion [6 mars 1998] [6 mars 1998] (n° 769)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 520), autorisant l'approbation de l'accord international de 1994 sur les bois tropicaux (ensemble deux annexes) [27 mai 1998] (n° 936)

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur des propositions d'actes communautaires soumises par le Gouvernement à l'Assemblée nationale du 21 avril au 18 mai 1998 (n°s E 1057 à E 1060, E 1064, E 1066, E 1067, E 1069 et E 1070), et sur les propositions d'actes communautaires n°s E 920, E 979 et E 1051) [28 mai 1998] (n° 940)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 230 pour 1998

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE ET PÊCHE, BAPSA

Examen du fascicule [23 octobre 1997] (p. 4535)

Procédure des questions :

Aménagement du territoire : sociétés d'aménagement régional (SAR) (p. 4592)

EQUIPEMENT, TRANSPORTS ET LOGEMENT

I - EQUIPEMENT ET TRANSPORTS

Examen du fascicule [24 octobre 1997] (p. 4605)

Procédure des questions :

Communes : Aix-en-Provence : voirie (p. 4644)

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COOPÉRATION

I - AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Examen du fascicule [5 novembre 1997] (p. 5395)

Son intervention (p. 5403)

Thèmes avant la procédure des questions :

Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) (p. 5404)

Organisations internationales : Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) (p. 5404)

Pays étrangers : Algérie (p. 5405)

Pays étrangers : Israël (p. 5405)

Union européenne : Union économique et monétaire (UEM) (p. 5404)

Proposition de loi n° 895 relative à la reconnaissance du génocide arménien de 1915

PREMIÈRE LECTURE

Discussion de l'article unique [29 mai 1998] (p. 4506)

Son intervention (p. 4507)

Jacques REBILLARD

*Saône-et-Loire (2^{ème} circonscription)
Radical, Citoyen et Vert*

Élu le 1^{er} juin 1997

S'inscrit au groupe Radical, Citoyen et Vert [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9391)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9423)

Membre de la mission d'information commune sur les perspectives économiques et sociales de l'aménagement de l'axe européen Rhin-Rhône [J.O. du 26 mars 1998] (p. 4569)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 480 visant à améliorer la protection des travailleurs et des populations exposées au risque amiante [26 novembre 1997]

Proposition de loi n° 1086 ramenant au taux réduit la TVA sur certaines opérations de collecte et de valorisation de ramassage des ordures ménagères et des déchets industriels [22 septembre 1998]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Elevage. Politique agricole commune (PAC). Bovins, réforme [3 décembre 1997] (p. 6874)
 Marchés financiers. Bourses de valeurs. Crise asiatique, conséquences, commerce extérieur [13 janvier 1998] (p. 159)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 73, posée le 8 décembre 1997. Transports aériens. Pilotes (J.O. Questions p. 7134). Appelée le 16 décembre 1997. Formation (p. 7825)
 n° 145, posée le 27 janvier 1998. Tourisme et loisirs. Centres de loisirs (J.O. Questions p. 648). Appelée le 3 février 1998. animateurs, convention collective (p. 893)
 n° 288, posée le 21 avril 1998. Retraites : régime agricole. Montant des pensions (J.O. Questions p. 2892). Appelée le 28 avril 1998. Perspectives (p. 3086)

DÉBATS

Projet de loi n° 46 d'orientation sur la pêche maritime et les cultures marines

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [24 septembre 1997] (p. 3466)

Avant l'article 35

Son sous-amendement n° 38 rectifié (transfert aux assureurs du portefeuille COREVA) à l'amendement n° 12 rectifié du Gouvernement (retraite complémentaire des non salariés agricoles) (p. 3488) : adopté (p. 3489)

Son sous-amendement n° 37 rectifié (rôle de la Mutualité sociale agricole) à l'amendement n° 12 rectifié du Gouvernement (p. 3488) : adopté (p. 3489)

Projet de loi de finances n° 230 pour 1998

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE ET PÊCHE, BAPSA

Examen du fascicule [23 octobre 1997] (p. 4535)

Son intervention (p. 4556)

Thèmes avant la procédure des questions :

Agriculture : crédits (p. 4556)
 Agriculture : dotations aux jeunes agriculteurs (p. 4557)
 Agriculture : installation (p. 4557)
 Agriculture : pollution (p. 4558)
 Agriculture : primes (p. 4558)
 Agroalimentaire : contrôles sanitaires (p. 4558)
 Agroalimentaire : entreprises (p. 4557)
 Agroalimentaire : labels (p. 4558)
 Aménagement du territoire : Fonds de gestion de l'espace rural (FGER) (p. 4558)
 Aquaculture et pêche professionnelle (p. 4558)
 Bois et forêts (p. 4558)
 Enseignement agricole (p. 4557)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 4556)

Recherche (p. 4557)

Retraites : régime agricole (p. 4557)

Sécurité sociale : protection sociale : agriculteurs (p. 4557)

Proposition de résolution n° 817 sur les recommandations de la Commission européenne relatives au passage à la monnaie unique :

- recommandation de la Commission en vue d'une recommandation du Conseil conformément à l'article 109 J, paragraphe 2, du traité (n° E 1045),

- recommandations de décisions du Conseil abrogeant les décisions constatant l'existence d'un déficit excessif en Belgique, en Allemagne, en Espagne, en France, en Italie, en Autriche, au Portugal, en Suède et au Royaume-Uni - application de l'article 104 C, paragraphe 12, du Traité instituant la Communauté européenne (SEC [1998] 1999 final/n° E 1046)

Explications de vote et vote [22 avril 1998] (p. 2910)

Ses explications de vote (p. 2920)

Alfred REOURS

*Eure (2^{ème} circonscription)
 Socialiste*

Élu le 1^{er} juin 1997

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9390)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9422)

Rapporteur du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 1998 (n° 303) [8 juillet 1997]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au développement d'activités pour l'emploi des jeunes [J.O. du 3 octobre 1997] (p. 14384)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 1998 [J.O. du 20 novembre 1997] (p. 16819)

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 1998 [J.O. du 20 novembre 1997] (p. 16819)

Membre de la mission d'information commune sur la prévention et la lutte contre les exclusions [J.O. du 5 mars 1998] (p. 3424)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation relatif à la lutte contre l'exclusion [J.O. du 28 mars 1998] (p. 4824)

Rapporteur du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 1999 (n° 1106) [10 juin 1998]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation relatif à la lutte contre les exclusions [J.O. du 19 juin 1998] (p. 9380)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles familiales et sociales sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 1998 (n° 303) Tome I : recettes et équilibre général [23 octobre 1997] (n° 385)

Rapport déposé au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 1998 [19 novembre 1997] (n° 450)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi, en nouvelle lecture, de financement de la sécurité sociale pour 1998 (n° 446) : Tome I : recettes et équilibre général [20 novembre 1997] (n° 454)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales en vue de la lecture définitive du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 1998 (n° 492) : Tome I : recettes et équilibre général [2 décembre 1997] (n° 494)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Banques et établissements financiers. Livrets d'épargne. Livret A, CODEVI, taux d'intérêt [9 juin 1998] (p. 4802)

DÉBATS

Projet de loi n° 200 relatif au développement d'activités pour l'emploi des jeunes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 septembre 1997] (p. 2917, 2943, 2981)

Son intervention (p. 2958)

Thèmes :

Emploi : contrats emploi-jeunes (p. 2959)

Emploi : jeunes : création d'emplois (p. 2958)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de l'éducation nationale, de la recherche et de la technologie (p. 2958)

Police (p. 2958)

Projet de loi n° 303 de financement de la sécurité sociale pour 1998

Rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [27 octobre 1997] (p. 4705, 4731, 4773) ; [28 octobre 1997] (p. 4811)

Son intervention (p. 4715)

Intervient sur la motion de renvoi en commission de M. François Bayrou (p. 4817)

Thèmes :

Etablissements de santé : schéma d'organisation sanitaire : régions (p. 4718)

Sécurité sociale : contribution sociale généralisée (CSG) (p. 4716, 4817)

Sécurité sociale : financement (p. 4715)

Sécurité sociale : remboursement de la dette sociale (RDS) (p. 4716)

Discussion des articles [28 octobre 1997] (p. 4832, 4853, 4890) ; [29 octobre 1997] (p. 4923, 4963, 4995) ; [30 octobre 1997] (p. 5028) ; [31 octobre 1997] (p. 5159)

Ses interventions dans la discussion des amendements et sous-amendements (p. 4835, 4853 à 4907, 4934 à 5000)

Article 2 (critère d'exonération de la CSG pour les titulaires de revenus de remplacement non imposables)

Soutient l'amendement n° 160 de la commission (date d'entrée en vigueur de la loi) (p. 4853) : adopté (p. 4853)

Après l'article 2

Soutient l'amendement n° 161 de la commission (exonération des indemnités en capital) (p. 4853) : adopté après modification (p. 4854)

Article 3 (taux de la CSG et suppression des cotisations maladie)

Son intervention (p. 4859)

Soutient l'amendement n° 404 de la commission (cotisations spécifiques pour les personnes résidant à l'étranger et travaillant en France) (p. 4876) : adopté (p. 4876)

Article 6 (prélèvements sociaux sur les produits du patrimoine et les produits du capital)

Son intervention (p. 4905)

Soutient l'amendement n° 164 de la commission (rédactionnel) (p. 4906) : adopté (p. 4906)

Soutient l'amendement n° 269 corrigé de la commission (p. 4906) : devenu sans objet

Soutient l'amendement n° 165 de la commission (rédactionnel) (p. 4907) : adopté (p. 4907)

Article 9 (validation des taux des majorations applicables à la cotisation due au titre des accidents du travail)

Soutient l'amendement n° 170 de la commission (rédactionnel) (p. 4935) : adopté (p. 4935)

Soutient l'amendement n° 171 de la commission (rédactionnel) (p. 4935) : adopté (p. 4935)

Soutient l'amendement n° 172 (rédactionnel) (p. 4935) : adopté (p. 4935)

Article 11 (neutralisation de la seconde répartition de la contribution sociale de solidarité des sociétés pour 1997 et affectation à la CNAVTS et à la CNAVTS des ressources supplémentaires ainsi dégagées pour 1998)

Soutient l'amendement n° 173 de la commission (de suppression de la mention des prestations d'invalidité en nature) (p. 4945) : adopté (p. 4945)

Soutient l'amendement n° 174 de la commission (exclusion de la compensation bilatérale de la Caisse

nationale militaire de sécurité sociale) (p. 4945) : adopté (p. 4945)

Article 12 (calcul de la compensation due par la Caisse de retraite et de prévoyance des clercs et employés de notaires à la Caisse nationale d'assurance maladie)

Son intervention (p. 4945)

Avant l'article 15

Soutient l'amendement n° 175 de la commission (de suppression de l'intitulé du titre III) (p. 4984) : adopté (p. 4984)

Article 16 (fixation des objectifs de dépenses par branche)

Soutient l'amendement n° 176 de la commission (de suppression) (p. 4989) : adopté (p. 4990)

Article 17 (fixation de l'objectif national de dépenses d'assurance maladie)

Soutient l'amendement n° 177 de la commission (de suppression) (p. 4997) : adopté (p. 4998)

Article 18 (plafonnement des ressources non permanentes)

Soutient l'amendement n° 178 de la commission (de suppression) (p. 5000) : adopté (p. 5000)

Avant l'article 19

Soutient l'amendement n° 132 de la commission (de précision) (p. 5000) : adopté (p. 5000)

Explications de vote et vote [4 novembre 1997] (p. 5335)

Ses explications de vote (p. 5337)

Vote pour du groupe socialiste (p. 5338)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 novembre 1997] (p. 6255, 6293)

Son intervention (p. 6257)

Thème :

Sécurité sociale : financement (p. 6257)

Discussion des articles [25 novembre 1997] (p.6302)

Ses interventions dans la discussion des amendements et sous-amendements (p. 6313 à 6383)

Article 1er et rapport annexé (orientations et objectifs de la politique de santé et de sécurité sociale)

Soutient l'amendement n° 1 de la commission (de rétablissement) (p. 6313) : adopté après modification (p. 6314)

Article 1er bis (rapport sur la situation des régimes spéciaux)

Soutient l'amendement n° 2 de la commission (de suppression) (p. 6316) : adopté (p. 6317)

Article 3 (taux de la CSG et suppression des cotisations d'assurance maladie)

Son intervention (p. 6323)

Soutient l'amendement n° 3, deuxième rectification de la commission (de rétablissement) (p. 6324) : adopté après modification (p. 6340)

Article 6 (prélèvements sociaux sur les produits du patrimoine et les produits du capital)

Soutient l'amendement n° 8 de la commission (rétablissement du texte de la première lecture) (p. 6344) : adopté (p. 6345)

Soutient l'amendement n° 9 de la commission (rétablissement du texte de la première lecture) (p. 6345) : adopté (p. 6345)

Article 8 (création d'une contribution sur les ventes directes des laboratoires pharmaceutiques)

Soutient l'amendement n° 14 de la commission (modulation de la contribution) (p. 6350) : adopté (p. 6352)

Article 9 (validation des taux de majorations applicables à la cotisation due au titre des accidents du travail)

Soutient l'amendement n° 15 de la commission (de rétablissement) (p. 6354) : adopté après modification (p. 6354)

Article 12 (calcul de la compensation due par la caisse de retraite et de prévoyance des clercs et employés de notaires à la CNAM)

Soutient l'amendement n° 18 de la commission (de rétablissement du texte adopté en première lecture) (p. 6358) : adopté (p. 6360)

Article 13 (intégration financière de la CAMVIC dans le régime général)

Intervient sur l'amendement n° 19 de la commission (de suppression partielle) (p. 6361)

Article 13 bis (exonération de cotisations des avocats en début et en fin de carrière)

Soutient l'amendement n° 20 de la commission (de suppression) (p. 6361) : adopté (p. 6361)

Article 14 bis (majoration de la CSG au profit de la branche famille)

Soutient l'amendement n° 22 de la commission (de suppression) (p. 6363) : adopté (p. 6363)

Article 15 (prévisions des recettes par catégories)

Soutient l'amendement n° 23 de la commission (rétablissement des chiffres votés en première lecture) (p. 6364) : adopté (p. 6364)

Article 21 (création d'un fonds d'accompagnement social pour la modernisation des hôpitaux)

Soutient l'amendement n° 27 de la commission (de rétablissement) (p. 6372) : adopté (p. 6372)

Soutient l'amendement n° 28 de la commission (p. 6372) : adopté (p. 6373)

Article 22 (objectifs quantifiés régionaux des cliniques privées)

Soutient l'amendement n° 29 de la commission (de rétablissement) (p. 6373) : adopté (p. 6373)

Soutient l'amendement n° 30 de la commission (de rétablissement) (p. 6373) : adopté (p. 6373)

Article 23 bis A (encadrement des dépenses du secteur médico-social)

Soutient l'amendement n° 31 de la commission (de suppression) (p. 6374) : adopté (p. 6374)

Article 23 bis (objectifs de dépenses par branche)

Soutient l'amendement n° 32 de la commission (retour à la rédaction initiale) (p. 6374) : adopté (p. 6374)

Article 23 ter (fixation de l'objectif national de dépenses d'assurance maladie)

Soutient l'amendement n° 33 de la commission (rétablissement des chiffres initiaux) (p. 6375) : adopté (p. 6376)

Article 25 (transfert à la CADES de la dette des exercices 1996, 1997 et 1998)

Soutient l'amendement n° 34 de la commission (de rétablissement du texte initial) (p. 6377) : adopté (p. 6377)

Article 26 (plafonds de trésorerie)

Soutient l'amendement n° 36 rectifié de la commission (rétablissement du texte initial) (p. 6377) : adopté (p. 6377)

Article 3 bis A précédemment réservé (réductions sur l'assiette de la CSG applicable aux jeunes agriculteurs)

Soutient l'amendement n° 4 de la commission (de suppression) (p. 6382) : adopté (p. 6382)

Article 3 bis précédemment réservé (rapport sur l'assiette des cotisations patronales)

Soutient l'amendement n° 5 de la commission (rétablissement du texte adopté en première lecture) (p. 6383) : adopté (p. 6383)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la mise aux voix du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [2 décembre 1997] (p. 6783)

Son intervention (p. 6786)

Thème :

Famille : politique familiale (p. 6787)

Projet de loi n° 512 d'orientation et d'incitation relatif à la réduction du temps de travail

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [27 janvier 1998] (p. 572, 615) ; [28 janvier 1998] (p. 667, 703) ; [29 janvier 1998] (p. 747)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Louis Debré (p. 637)

Son intervention (p. 690)

Thèmes :

Entreprises : Conseil national du patronat français (CNPFF) (p. 637)

Travail : annualisation du temps de travail (p. 637)

Travail : réduction du temps de travail : création d'emplois (p. 690)

Discussion des articles [29 janvier 1998] (p. 747, 785) ; [3 février 1998] (p. 935, 971) ; [4 février 1998] (p. 1039, 1068) ; [5 février 1998] (p. 1110, 1150, 1199) ; [6 février 1998] (p. 1270)

Avant l'article 1er

Intervient sur les amendements n°s 1464 et 1465 de M. François d'Aubert (champ d'application de la loi) (p. 769)

Intervient sur l'amendement n° 1463 de M. François d'Aubert (exclusion de la fonction publique du champ d'application de la loi) (p. 769)

Article 2 (incitation pour les partenaires sociaux à négocier sur la réduction du temps de travail avant l'application de la nouvelle durée légale)

Intervient sur l'amendement n° 445 de Mme Marie-Thérèse Boisseau (négociations par sites) (p. 1079)

Intervient sur l'amendement n° 1373 de M. Jacques Barrot (modulation des horaires dans le cadre de l'année) (p. 1082)

Intervient sur l'amendement n° 1374 de M. Jacques Barrot (annualisation du temps de travail) (p. 1082)

Projet de loi n° 780 d'orientation relatif à la lutte contre les exclusions

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 mai 1998] (p. 3392, 3415) ; [6 mai 1998] (p. 3466, 3495)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité de M. François Bayrou (p. 3420)

Thèmes :

Politique sociale : exclusion (p. 3420)

Sécurité sociale (p. 3421)

Discussion des articles [6 mai 1998] (p. 3515) ; [7 mai 1998] (p. 3533, 3562) ; [12 mai 1998] (p. 3649, 3684) ; [13 mai 1998] (p. 3741, 3776) ; [14 mai 1998] (p. 3815, 3872) ; [18 mai 1998] (p. 3931, 3975) ; [19 mai 1998] (p. 4076, 4102) ; [20 mai 1998] (p. 4205)

Article 3 (stages d'insertion et de formation à l'emploi)

Son intervention (p. 3539)

Article 4 (recentrage des contrats emploi-solidarité sur les personnes en difficulté)

Son intervention (p. 3541)

Intervient sur l'amendement n° 265 de la commission (accès des jeunes de 18 à 25 ans au contrat emploi-solidarité) (p. 3545)

Son amendement n° 719 (cumul d'un contrat emploi-solidarité et d'un travail à mi-temps) (p. 3551) : adopté au scrutin public (p. 3556)

Article 2 précédemment réservé (accompagnement personnalisé vers l'emploi des jeunes en difficulté)

Son intervention (p. 3575)

Article 5 (élargissement des possibilités d'accès aux contrats emplois consolidés)

Son amendement n° 720 (durée hebdomadaire du travail) : adopté (p. 3589)

Son amendement n° 905 (cumul du RMI ou de l'allocation de parent isolé avec les revenus d'une activité professionnelle) (p. 3590) : adopté (p. 3592)

Article 8 (régime des associations intermédiaires)

Son sous-amendement n° 721, deuxième rectification (suppression de la clause de non-concurrence) à l'amendement n° 182 rectifié du Gouvernement (fonctionnement des associations intermédiaires) : adopté (p. 3661)

Article 9 (conseil départemental de l'insertion par l'activité économique et plans locaux pour l'insertion et l'emploi)

Son amendement n° 723 (évaluation annuelle) : adopté (p. 3678)

Après l'article 22

Intervient sur l'amendement n° 820 de M. Patrice Martin-Lalande (remboursement des prêts délivrés par les fonds de solidarité par des retenues sur les prestations familiales) (p. 3756)

Après l'article 28

Intervient sur l'amendement n° 669 de M. Charles Cova (stationnement des gens du voyage) (p. 3778)

Article 40 (inscription des personnes sans domicile fixe sur les listes électorales)

Soutient l'amendement n° 715 corrigé de Mme Dominique Gillot (durée d'inscription à l'organisme d'accueil) (p. 3897) : adopté (p. 3897)

Article 73 (droit au compte bancaire)

Intervient sur l'amendement n° 324 de la commission (conditions tarifaires fixées par décret) (p. 4081)

Intervient sur l'amendement n° 883 de Mme Janine Jambu (conditions tarifaires fixées par décret) (p. 4081)

Ses explications de vote (p. 4209)

Vote pour du groupe socialiste (p. 4210)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [30 juin 1998] (p. 5561) ; [1^{er} juillet 1998] (p. 5582, 5604, 5665)

Article 47 précédemment réservé (article L. 331-7 du code de la consommation : pouvoirs de la commission en cas d'échec de la conciliation)

Intervient sur l'amendement n° 181 de Mme Janine Jambu (taux applicable aux plans de rééchelonnement inférieur au taux légal) (p. 5686)

Article 48 précédemment réservé (article L. 331-7-1 du code de la consommation : mise en place d'un moratoire des dettes en cas d'échec des phases de conciliation et de recommandation)

Intervient sur l'amendement n° 121 rectifié de la commission (moratoire pouvant aller jusqu'à trois ans pour les personnes surendettées et sans ressources) (p. 5689)

Article 72 (fourniture minimum d'énergie, d'eau et de téléphone)

Soutient l'amendement n° 295 de M. Daniel Marcovitch (convention - type) (p. 5704) : rejeté (p. 5704)

Ses explications de vote (p. 5724)

Vote pour du groupe socialiste (p. 5724)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la mise aux voix du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [9 juillet 1998] (p. 5734)

Son intervention (p. 5742)

Thèmes :

Logement : politique du logement (p. 5743)

Politique sociale : lutte contre l'exclusion (p. 5742)

Politique sociale : surendettement (p. 5743)

Santé : politique de la santé (p. 5743)

Mise aux voix du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [9 juillet 1998] (p. 5745)

Intervient sur l'amendement n° 14 du Gouvernement (délivrance de certificats de non-paiement pour les chèques impayés) (p. 5771)

Vote pour du groupe socialiste (p. 5743)

Projet de loi n° 727 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [20 mai 1998] (p. 4145, 4213)

Après l'article 1^{er} ter

Son amendement n° 85 (validation des actes de gestion du régime de protection sociale des personnels de l'Agence nationale pour l'emploi) (p. 4149) : retiré (p. 4150)

Jean-Luc REITZER

*Haut-Rhin (3^{ème} circonscription)
Rassemblement pour la République*

Élu le 1^{er} juin 1997

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9391)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9423)

Membre de la mission d'information commune sur la situation et les perspectives de l'industrie automobile en France et en Europe [J.O. du 12 juillet 1997] (p. 10608)

Membre de la mission d'information commune sur les perspectives économiques et sociales de l'aménagement de l'axe européen Rhin-Rhône [J.O. du 26 mars 1998] (p. 4569)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 20 modifiant l'article 36 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire en faveur du financement du TGV Rhin-Rhône [24 juin 1997]

Proposition de loi n° 258 instituant un régime d'indemnisation obligatoire des victimes d'accidents imputables à l'utilisation d'engins pyrotechniques [30 septembre 1997]

Proposition de loi n° 355 visant à autoriser la vente et la distribution de boissons du deuxième et troisième groupe dans les enceintes sportives [21 octobre 1997]

Proposition de loi n° 476 visant à instituer une compétence de droit des collectivités locales dans le domaine de l'emploi [26 novembre 1997]

Proposition de loi n° 569 relative à la distillation en franchise des droits, d'une partie de la production des

récoltants-producteurs d'eau-de-vie naturelle
[17 décembre 1997]

Proposition de loi n° 665 tendant à autoriser le rachat pour l'assurance vieillesse des périodes de stages de rééducation professionnelle, par les amputés et blessés de guerre d'avant 1968 [3 février 1998]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Sécurité sociale. Contribution sociale généralisée (CSG). Augmentation, conséquences, travailleurs indépendants [4 février 1998] (p. 1034)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 230 pour 1998

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

EQUIPEMENT, TRANSPORTS ET LOGEMENT

I - EQUIPEMENT ET TRANSPORTS

Examen du fascicule [24 octobre 1997] (p. 4605)

Procédure des questions :

Régions : Alsace : voirie (p. 4644)

ANCIENS COMBATTANTS

Examen du fascicule [24 octobre 1997] (p. 4665)

Procédure des questions :

Anciens combattants et victimes de guerre : Alsace-Moselle (p. 4685)

EMPLOI ET SOLIDARITÉ

I - EMPLOI

Examen du fascicule [6 novembre 1997] (p. 5477, 5515)

Procédure des questions :

Frontaliers : travailleurs frontaliers (p. 5518)

Projet de loi n° 303 de financement de la sécurité sociale pour 1998

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [28 octobre 1997] (p. 4832, 4853, 4890) ; [29 octobre 1997] (p. 4923, 4963, 4995) ; [30 octobre 1997] (p. 5028) ; [31 octobre 1997] (p. 5159)

Article 3 (taux de la CSG et suppression des cotisations maladie)

Son intervention (p. 4859)

Gérard REVOL

*Gard (3^{ème} circonscription)
Socialiste*

Élu le 1^{er} juin 1997

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9390)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9423)

Membre titulaire du conseil supérieur de la sûreté et de l'information nucléaires [J.O. du 3 avril 1998] (p. 5209)

Membre de la commission d'enquête sur Superphénix et la filière des réacteurs à neutrons rapides [J.O. du 11 avril 1998] (p. 5678)

Marc REYMANN

*Bas-Rhin (2^{ème} circonscription)
Union pour la démocratie française
puis Union pour la démocratie française-Alliance*

Élu le 1^{er} juin 1997

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9391), devenu groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance [J.O. du 25 juin 1998] (p. 9698)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9423)

Rapporteur du projet de loi autorisant la ratification du traité entre la République française et la République fédérale d'Allemagne relatif à la construction d'un pont routier sur le Rhin entre Eschau et Altenheim (ensemble une annexe) (n° 28) [3 juillet 1997]

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de la convention d'assistance administrative mutuelle en matière douanière entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Pologne (n° 517) [21 janvier 1998]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la sécurité et à la promotion d'activités sportives [J.O. du 5 février 1998] (p. 1951)

Membre de la mission d'information commune sur les perspectives économiques et sociales de l'aménagement de l'axe européen Rhin-Rhône [J.O. du 26 mars 1998] (p. 4569)

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Fédération de Russie relatif à la coopération dans le domaine de l'exploration et de l'utilisation de l'espace à des fins pacifiques (ensemble une annexe) (n° 919) [27 mai 1998]

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 28), autorisant la ratification du traité entre la République française et la République fédérale d'Allemagne relatif à la construction d'un pont routier sur le Rhin entre Eschau et Altenheim (ensemble une annexe) [12 novembre 1997] (n° 439)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 517), autorisant l'approbation de la convention d'assistance administrative mutuelle en matière douanière entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Pologne [6 mai 1998] (n° 874)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 919), autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Fédération de Russie relatif à la coopération dans le domaine de l'exploration et de l'utilisation de l'espace à des fins pacifiques (ensemble une annexe) [18 juin 1998] (n° 989)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT**

n° 45, posée le 25 novembre 1997. Aménagement du territoire. Zones franches urbaines (J.O. Questions p. 6286). Appelée le 2 décembre 1997. Délimitation, Strasbourg-Neuhof (p. 6723)

n° 196, posée le 24 février 1998. Etablissements de santé. Equipements (J.O. Questions p. 1606). Appelée le 24 février 1998. Secteur public, secteur privé, répartition, Alsace (p. 1556)

n° 294, posée le 21 avril 1998. Impôts locaux. Assiette (J.O. Questions p. 2893). Appelée le 28 avril 1998. Révision des évaluations cadastrales (p. 3069)

DÉBATS

Projet de loi organique n° 223 relatif à l'exercice par les citoyens de l'Union européenne résidant en France, autres que les ressortissants français, du droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales, et portant transposition de la directive 94/80/CE du 19 décembre 1994

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [8 octobre 1998] (p. 3736)

Son intervention (p. 3748)

Thème :

Etrangers : droit de vote (p. 3748)

Projet de loi de finances n° 230 pour 1998**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****JUSTICE**

Examen du fascicule [21 octobre 1997] (p. 4411)

Procédure des questions :

Communes : Strasbourg : gens du voyage (p. 4435)

INTÉRIEUR

Examen du fascicule [30 octobre 1997] (p. 5067)

Procédure des questions :

Drogue : trafic : Strasbourg (p. 5107)

Proposition de loi n° 361 relative aux polices municipales**PREMIÈRE LECTURE**

Avant la discussion des articles [30 janvier 1998] (p. 853)

Son intervention (p. 872)

Thèmes :

Communes : Strasbourg (p. 872)

Police : police municipale : compétences (p. 872)

Projet de loi n° 815 relatif aux polices municipales**PREMIÈRE LECTURE**

Avant la discussion des articles [28 avril 1998] (p. 3103, 3149)

Son intervention (p. 3172)

Thèmes :

Collectivités territoriales : libre administration (p. 3173)

Communes : Strasbourg (p. 3173)

Etat (p. 3172, 3173)

Ordre public : personnels (p. 3172)

Police : police municipale : Front national (p. 3173)

Projet de loi organique n° 827 limitant le cumul des mandats électoraux et fonctions électives**PREMIÈRE LECTURE**

Avant la discussion des articles [26 mai 1998] (p. 4285, 4315) ; [27 mai 1998] (p. 4373)

Son intervention (p. 4346)

Thèmes :

Elections et référendums : abstentionnisme (p. 4346)

Elections et référendums : cumul des mandats : femmes (p. 4346)

Elections et référendums : statut des élus (p. 4347)

Union européenne : Parlement européen : cumul des mandats (p. 4347)

Marie-Line REYNAUD

Charente (2^{ème} circonscription)
Socialiste

Élue le 1^{er} juin 1997

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9390)

NOMINATION

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9423)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT*

n° 426, posée le 9 juin 1998. Voirie. RN 10 et RN 141 (J.O. Questions p. 4867). Appelée le 16 juin 1998. Aménagement, Charente (p. 4999)

Alain RICHARD

Ministre de la défense

DÉPÔTS

Projet de loi n° 11 créant le Conseil national des communes "Compagnon de la Libération" [19 juin 1997]

Projet de loi n° 199 portant réforme du service national [20 août 1997]

Projet de loi n° 593 instituant une commission du secret de la défense nationale [17 décembre 1997]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Membre du Gouvernement

RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

M. Pierre Lellouche. Défense. Armement. Emploi et activité [25 juin 1997] (p. 2902)

M. Christian Bataille. Défense. Armement. Thomson, alliance avec Alcatel [14 octobre 1997] (p. 3924)

M. Pierre-André Wiltzer. Ministères et secrétariats d'Etat. Défense: budget. Crédits d'équipement [18 novembre 1997] (p. 6070)

M. Gérard Charasse. Défense. Armement. Restructurations [18 novembre 1997] (p. 6072)

Mme Yvette Benayoun-Nakache. Défense. GIAT-Industries. Emploi et activité [11 février 1998] (p. 1465)

M. Jean-Claude Sandrier. Défense. GIAT-Industries. Emploi et activité [11 février 1998] (p. 1465)

M. Bernard Schreiner. Défense. Personnel civil. Forces françaises en Allemagne, démantèlement, conséquences [31 mars 1998] (p. 2243)

M. Guy-Michel Chauveau. Industrie. Industrie aéronautique. Groupements européens [1^{er} avril 1998] (p. 2330)

M. Pierre Lequiller. Politique extérieure. Liban. Intégrité territoriale, attitude de la France [6 mai 1998] (p. 3457)

Mme Odette Casanova. Défense. Arsenaux. Restructuration [12 mai 1998] (p. 3640)

M. Michel Vaxès. Défense. Arsenaux. Restructuration [12 mai 1998] (p. 3642)

M. Jean-Pierre Giran. Défense. Arsenaux. Restructuration [12 mai 1998] (p. 3643)

M. Yves Fromion. Défense. GIAT-Industries. Emploi et activité [19 mai 1998] (p. 4057)

M. Guy-Michel Chauveau. Industrie. Construction aéronautique. Dassault et Aérospatiale, regroupement [19 mai 1998] (p. 4062)

M. Jean Valleix. Industrie. Construction aéronautique. Dassault et Aérospatiale, regroupement [3 juin 1998] (p. 4628)

M. Michel Vaxès. Défense. Arsenaux. Direction des constructions navales (DCN), perspectives, Toulon [10 juin 1998] (p. 4879)

M. André Vauchez. Défense. Appel de préparation à la défense. Sites [16 juin 1998] (p. 5028)

M. Charles Cova. Défense. Politique de la défense. Perspectives [16 juin 1998] (p. 5032)

Mme Janine Jambu. Industrie. Matériel électrique et électronique. Thomson privatisation [17 juin 1998] (p. 5089)

M. Gérard Lindeperg. Défense. GIAT-Industries. Emploi et activité [23 juin 1998] (p. 5259)

M. Patrice Martin-Lalande. Défense. GIAT-Industries. Emploi et activité [23 juin 1998] (p. 5263)

M. Jean-Claude Sandrier. Défense. GIAT-Industries. Emploi et activité [24 juin 1998] (p. 5331)

M. Dominique Paillé. Anciens combattants et victimes de guerre. Carte du combattant. Conditions d'attribution, Afrique du Nord [24 juin 1998] (p. 5331)

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT DE

M. Pierre Lellouche. Organisations internationales. OTAN. Contribution de la France [20 janvier 1998] (p. 402)

M. Marcel Dehoux. Défense. Service national. Report d'incorporation [27 janvier 1998] (p. 540)

M. Jean-Pierre Dufau. Défense. Armée de l'air. Ecole d'aviation de Dax [10 février 1998] (p. 1368)

M. Alain Clary. Défense. Armée. Restructuration, conséquences, base aérienne 726, Nîmes [24 février 1998] (p. 1547)

M. René André. Préretraites. Agriculture. Perspectives [24 février 1998] (p. 1544)

M. Jean-Luc Warsmann. Défense. Armée. Restructuration, conséquences [24 février 1998] (p. 1546)

M. Jean-Claude Viollet. Défense. Armement. Fusion de la Société nationale des poudres et explosifs (SNPE) et Royal Ordonnance, conséquences [24 mars 1998] (p. 2025)

M. Yves Dauge. Education physique et sportive. Enseignement secondaire. Equipements sportifs, frais de fonctionnement, prise en charge [21 avril 1998] (p. 2808)

M. Xavier Deniau. Politique extérieure. Djibouti. Attitude de la France [21 avril 1998] (p. 2808)

M. Dominique Paillé. Gendarmerie. Restructuration. Effectifs de personnel, Thouars [21 avril 1998] (p. 2810)

M. François Rochebloine. Défense. GIAT-Industries. Emploi et activité [21 avril 1998] (p. 2811)

M. Jean-Claude Sandrier. Défense. GIAT-Industries. Emploi et activité [5 mai 1998] (p. 3350)

M. Marc Laffineur. Défense. Armement. Etablissement technique et service des programmes d'armements terrestres, maintien, Angers [5 mai 1998] (p. 3353)

M. Henri Nayrou. Gendarmerie. Gendarmes. Mobilité [26 mai 1998] (p. 4251)

M. Bernard Cazeneuve. Défense. Arsenaux. Ecoles de formation technique, emploi et activité [16 juin 1998] (p. 4992)

DÉBATS

Projet de loi n° 199 portant réforme du service national

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 septembre 1997] (p. 3231, 3266)

Son intervention (p. 3231)

Intervient sur la question préalable opposée par M. Philippe Séguin (p. 3248)

Sa réponse (p. 3272)

Intervient sur la motion de renvoi en commission de M. François Bayrou (p. 3282)

Thèmes :

Défense : armée : professionnalisation (p. 3231 à 3233, 3235, 3274, 3278)

Défense : armée de terre (p. 3232)

Défense : loi de programmation militaire (p. 3232, 3234)

Défense : réserves (p. 3235, 3274, 3276)

Défense : service national : généralités (p. 3231 à 3235, 3273 à 3276)

Défense : volontaires du service national actif (VSNA) (p. 3234, 3248, 3272, 3273, 3276, 3278)

Droit pénal : procédure pénale (p. 3235)

Enseignement : médecine scolaire et universitaire (p. 3277)

Enseignement : programmes : défense (p. 3233, 3234, 3273, 3275, 3276)

Gendarmerie (p. 3273)

Politique extérieure : coopération militaire (p. 3231, 3235, 3272)

Politiques communautaires : politique de la défense (p. 3272)

Relations internationales (p. 3231)

Discussion des articles [18 septembre 1997] (p. 3279, 3308) ; [22 septembre 1997] (p. 3341, 3386)

Ses interventions dans la discussion des amendements et sous-amendements (p. 3285 à 3333, 3344 à 3407)

Article 1er (création d'un livre premier du code du service national)

Article L. 112-1 du code du service national : champ d'application du livre premier

Soutient l'amendement n° 287 du Gouvernement (date d'application pour les jeunes femmes : 31 décembre 1982) : adopté (p. 3301)

Soutient l'amendement n° 288 du Gouvernement (date de recensement des jeunes femmes) (p. 3301) : adopté (p. 3301)

Article L. 114-12 du code du service national : modalités d'application

Soutient le sous-amendement n° 303 du Gouvernement (de précision) à l'amendement n° 128 rectifié de la commission (codification du volontariat militaire) (p. 3367) : adopté (p. 3367)

Soutient le sous-amendement n° 302 du Gouvernement (affectation dans les DOM-TOM) à l'amendement n° 128 rectifié de la commission (p. 3370) : adopté (p. 3370)

Article 4 (réforme du code du service national)

Soutient l'amendement n° 306 rectifié du Gouvernement (report pour les jeunes gens titulaires d'un contrat de travail de droit privé accordé par la commission régionale définie à l'article L. 32) (p. 3375, 3391) : adopté (p. 3391)

Soutient l'amendement oral du Gouvernement (de précision) (p. 3396) : adopté (p. 3396)

Soutient l'amendement n° 307 du Gouvernement (suppression des cinquième et sixième alinéas du VIII de l'article 4) (p. 3396, 3397) : adopté (p. 3397)

Article 6 (modification de la loi portant statut général des militaires)

Soutient l'amendement n° 290 du Gouvernement (prise en compte de certaines affections) (p. 3400) : adopté (p. 3400)

Soutient l'amendement n° 291 du Gouvernement (congé parental) (p. 3400) : adopté (p. 3400)

Soutient le sous-amendement n° 308 du Gouvernement (de précision) à l'amendement n° 140 de la commission (volontariat) (p. 3401) : adopté (p. 3401)

Soutient le sous-amendement n° 309 du Gouvernement (volontariat dans les DOM-TOM) à l'amendement n° 140 de la commission (p. 3401) : adopté (p. 3401)

Article 7 (modification par ordonnance du code de justice militaire, du code de procédure pénale et de la loi n° 82-621 du 21 juillet 1982)

Son intervention (p. 3403, 3404)

Explications de vote et vote

Son intervention (p. 3407)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [13 octobre 1997] (p. 3895)

Son intervention (p. 3896)

Sa réponse (p. 3903)

Thèmes :

Défense : armée : professionnalisation (p. 3897)

Défense : armée de terre (p. 3897)

Défense : réserves (p. 3897)

Défense : service national : généralités (p. 3897)

Défense : volontaires du service national actif (VSNA) (p. 3897)

Emploi : jeunes (p. 3897)

Enseignement : programmes : défense (p. 3897)

Discussion des articles [13 octobre 1997] (p. 3904)

Ses interventions dans la discussion des amendements et sous-amendements (p. 3906 à 3913)

Article 1er (création d'un livre 1er du code du service national)

Article L. 111-3 du code du service national : principe du volontariat

Soutient l'amendement n° 25 du Gouvernement (nature du volontariat d'aide technique exercé dans les DOM-TOM) (p. 3906) : adopté (p. 3906)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la mise aux voix du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [21 octobre 1997] (p. 4362)
Son intervention (p. 4363)

Sa réponse (p. 4368)

Thèmes :

Défense : armée : professionnalisation (p. 4363)
Défense : objecteurs de conscience (p. 4368)
Défense : politique de défense (p. 4369)
Défense : service national : généralités (p. 4363)
Emploi : jeunes (p. 4369)
Enseignement : programmes : défense (p. 4364)
Gendarmerie (p. 4369)
Politique extérieure : coopération militaire (p. 4369)

Projet de loi de finances n° 230 pour 1998**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****DÉFENSE**

Examen du fascicule [12 novembre 1997] (p. 5674)

Son interruption (p. 5694)

Son intervention (p. 5712)

Ses réponses (p. 5721 à 5743)

Thèmes avant la procédure des questions :

Défense : avions (p. 5717, 5718)
Défense : chars de combat (p. 5717)
Défense : crédits (p. 5715 à 5718)
Défense : direction des chantiers navals (p. 5694, 5695, 5719)
Défense : dissuasion nucléaire (p. 5718)
Défense : entreprises : généralités (p. 5714, 5719)
Défense : GIAT-Industries (p. 5694, 5695, 5719)
Défense : hélicoptères (p. 5717, 5718)
Défense : loi de programmation militaire (p. 5715, 5716)
Défense : missiles (p. 5717, 5719)
Défense : personnel civil (p. 5715)
Défense : porte-avions (p. 5717)
Défense : professionnalisation (p. 5715, 5716)
Défense : réserves (p. 5717)
Défense : sous-marins nucléaires (p. 5718)
Espace : satellites (p. 5717)
Gendarmerie : crédits (p. 5718, 5719)
Organisations internationales : Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) (p. 5714)
Recherche (p. 5718)
Relations internationales (p. 5713, 5714)
Retraites : fonctionnaires civils et militaires (p. 5716)

Réponses aux questions :

Déchets, pollutions et nuisances : déchets radioactifs (p. 5721) (M. André Aschieri) (p. 5721)
Défense : armée de l'air : crédits (p. 5726) (M. Bernard Accoyer) (p. 5726)
Défense : armée de terre : bases (p. 5732) (M. Claude Lanfranca) (p. 5732)

Défense : armée de terre : bases (p. 5733) (M. Jean Charroppin) (p. 5732)

Défense : armée de terre : bases (p. 5733) (M. Christian Kert) (p. 5733)

Défense : armements et équipements (p. 5734) (M. Alain Moyne-Bressand) (p. 5734)

Défense : armements et équipements (p. 5742) (M. André Vauchez) (p. 5741)

Défense : armements et équipements (p. 5743) (M. Bernard Grasset) (p. 5743)

Défense : direction des chantiers navals : bases (p. 5722) (M. Bernard Cazeneuve) (p. 5721)

Défense : direction des chantiers navals : bases (p. 5731, 5732) (M. Robert Gaïa) (p. 5731)

Défense : direction des chantiers navals : bases (p. 5737, 5738) (M. Jean-Noël Kerdraon) (p. 5737)

Défense : direction des chantiers navals : bases (p. 5741) (M. Jean-Claude Viollet) (p. 5741)

Défense : entreprises (p. 5725) (M. Henri Cuq) (p. 5725)

Défense : entreprises (p. 5737) (Mme Odile Saugues) (p. 5736, 5737)

Défense : entreprises (p. 5740) (M. Didier Boulaud) (p. 5739)

Défense : GIAT-Industries (p. 5722, 5723) (M. Yann Galut) (p. 5722)

Défense : GIAT-Industries (p. 5724) (M. Bernard Outin) (p. 5723)

Défense : GIAT-Industries (p. 5727) (M. Patrice Martin-Lalande) (p. 5727)

Défense : GIAT-Industries (p. 5727, 5728, 5735) (M. Yves Nicolin) (p. 5727, 5728, 5735)

Défense : GIAT-Industries (p. 5730) (M. François Rochebloine) (p. 5729)

Défense : GIAT-Industries (p. 5736) (M. Gérard Lindeperg) (p. 5736)

Défense : médecine militaire (p. 5729) (M. Antoine Carré) (p. 5729)

Défense : missiles (p. 5725) (M. Henri Cuq) (p. 5725)

Défense : missiles (p. 5739) (M. Loïc Bouvard) (p. 5739)

Défense : personnel civil (p. 5742) (Mme Nicole Feidt) (p. 5742)

Défense : professionnalisation : femmes (p. 5723) (M. Michel Dasseux) (p. 5723)

Défense : réserves (p. 5730) (M. Roland Garrigues) (p. 5730)

Défense : réserves (p. 5734) (M. Loïc Bouvard) (p. 5734)

Gendarmerie (p. 5724, 5725) (M. Patrick Malavieille) (p. 5724)

Gendarmerie (p. 5728) (M. Jean-Pierre Abelin) (p. 5728)

Gendarmerie (p. 5740, 5741) (M. Bernard Seux) (p. 5740)

Politique extérieure : coopération militaire (p. 5738) (M. Jacques Baumel) (p. 5738)

Recherche (p. 5726, 5727) (M. Michel Bouvard) (p. 5726)

Vote des crédits et articles rattachés [12 novembre 1997] (p. 5743)

Article 29 (mesures nouvelles : dépenses ordinaires des services militaires)

Intervient sur l'amendement n° 102 de M. Michel Voisin (réduction des crédits de fonctionnement de la gendarmerie-transfèremens judiciaires) (p. 5744)

Titre V

Intervient sur l'amendement n° 114 de M. Yves Fromion (réduction des crédits d'études de la Délégation générale à l'armement afin de lancer la production des missiles "Eryx") (p. 5745)

Projet de loi n° 593 instituant une commission du secret de la défense nationale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [12 février 1998] (p. 1484)

Son intervention (p. 1484)

Sa réponse (p. 1497)

Thèmes :

Administration : autorités administratives indépendantes : commission consultative du secret de la défense nationale (p. 1484 à 1486, 1497, 1498)

Administration : Commission d'accès aux documents administratifs (CADA) (p. 1484, 1485)

Administration : Commission nationale de contrôle des interceptions de sécurité (CNCIS) (p. 1485)

Administration : Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL) (p. 1484, 1485, 1498)

Archives et bibliothèques : archives : consultation (p. 1484)

Consommation : commission de la sécurité des consommateurs (p. 1485)

Consommation : commission des clauses abusives (p. 1485)

Défense : secret défense (p. 1484 à 1486)

Droits de l'homme et libertés publiques : Convention européenne des droits de l'homme (p. 1486)

Droits de l'homme et libertés publiques : écoutes téléphoniques (p. 1484)

Etat : sûreté de l'Etat (p. 1484)

Justice : Conseil d'Etat (p. 1484)

Justice : indépendance (p. 1485)

Organisations internationales : Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) (p. 1484, 1498)

Discussion des articles [12 février 1998] (p. 1498)

Ses interventions dans la discussion des amendements et sous-amendements (p. 1499 à 1512)

Article 2 (composition de la Commission et durée du mandat de ses membres)

Soutient le sous-amendement n° 40 du Gouvernement (nombre de membres de la commission porté à cinq) à l'amendement n° 13 précédemment réservé de la commission (composition de la commission) (p. 1503) : adopté (p. 1503)

Soutient l'amendement n° 41 du Gouvernement (mandat de six ans pour les personnalités qualifiées) (p. 1503) : adopté (p. 1504)

Article 7 (avis de la Commission)

Soutient l'amendement n° 43 du Gouvernement (précision sur le sens de l'avis) (p. 1509) : adopté (p. 1509)

Article 9 (disposition transitoire sur la durée du mandat des premiers membres)

Soutient l'amendement n° 42 du Gouvernement (étalement de la fin du premier mandat des personnalités qualifiées) (p. 1512) : adopté après rectification (p. 1512)

Son intervention à l'issue du vote (p. 1513)

DEUXIÈME LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [23 avril 1998] (p. 2989)

Son intervention (p. 2989)

Thèmes :

Administration : autorités administratives indépendantes : commission consultative du secret de la défense nationale (p. 2989, 2990)

Assemblée nationale : commissions d'enquête (p. 2990)

Défense : secret défense (p. 2989)

Justice : indépendance (p. 2989)

Discussion des articles [23 avril 1998] (p. 2993)

Ses interventions dans la discussion des amendements et sous-amendements (p. 2994 à 2998)

NOUVELLE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [10 juin 1998] (p. 4883)

Son intervention (p. 4884)

Sa réponse (p. 4886)

Thèmes :

Administration : autorités administratives indépendantes : commission consultative du secret de la défense nationale (p. 4884)

Administration : Commission nationale de contrôle des interceptions de sécurité (CNCIS) (p. 4884)

Défense : secret défense (p. 4884)

Discussion des articles [10 juin 1998] (p. 4887)

Ses interventions dans la discussion des amendements et sous-amendements (p. 4887 à 4889)

LECTURE DÉFINITIVE

Procédure d'examen simplifiée [30 juin 1998] (p. 5524)

Son intervention (p. 5524)

Sa réponse (p. 5527)

Thèmes :

Administration : autorités administratives indépendantes : commission consultative du secret de la défense nationale (p. 5525)

Défense : secret défense (p. 5525)

Justice : tribunaux administratifs (p. 5527)

Projet de loi n° 650 autorisant la ratification du traité d'interdiction complète des essais nucléaires

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [24 février 1998] (p. 1574)

Sa réponse (p. 1584)

Thèmes :

Déchets, pollutions et nuisances : déchets radioactifs : Polynésie française (p. 1584)
 Défense : dissuasion nucléaire (p. 1584)
 Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) (p. 1584)
 Pays étrangers : Irak (p. 1584)
 Santé : santé publique (p. 1584)

Projet de loi n° 727 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [31 mars 1998] (p. 2288) ; [1er avril 1998] (p. 2331, 2373) ; [2 avril 1998] (p. 2404, 2449)

Article 37 (régime des actifs de la société nationale des poudres et explosifs)

Son intervention (p. 2393)

Intervient sur l'amendement n° 124 de M. Jean Tardito (de suppression) (p. 2394)

Intervient sur l'amendement n° 26 de M. Philippe Auberger (rapport au Parlement) (p. 2395)

Proposition de loi n° 561 tendant à l'élimination des mines antipersonnel

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [24 avril 1998] (p. 3037)

Son intervention (p. 3040)

Sa réponse (p. 3052)

Thèmes :

Armes : mines anti-personnel (p. 3040, 3043, 3053)
 Droit pénal : infractions (p. 3043)
 Organisations internationales : organisations non gouvernementales (ONG) (p. 3042, 3054)
 Pays étrangers : Afghanistan (p. 3040)
 Pays étrangers : Angola (p. 3040)
 Pays étrangers : Cambodge (p. 3040)
 Politique extérieure : coopération militaire : déminage (p. 3041, 3053)
 Union européenne : aide humanitaire (p. 3042, 3053)

Discussion des articles [24 avril 1998] (p. 3054)

Ses interventions dans la discussion des amendements et sous-amendements (p. 3054 à 3063)

Après l'article 11

Soutient l'amendement n° 1 rectifié précédemment réservé du Gouvernement (obligation de déclaration pour les détenteurs et exploitants) (p. 3061) : adopté (p. 3061)

Soutient l'amendement n° 2 rectifié précédemment réservé du Gouvernement (obligation d'accueillir les missions internationales de vérification) (p. 3062) : adopté (p. 3062)

Soutient l'amendement n° 3 rectifié précédemment réservé du Gouvernement (autorisation d'accès dans

un lieu dépendant d'une personne privée) (p. 3062) : adopté (p. 3062)

Soutient l'amendement n° 4 rectifié précédemment réservé du Gouvernement (préservation des règles de confidentialité et de secret aux lieux et documents inspectés) (p. 3062) : adopté (p. 3063)

Après l'article 12

Soutient l'amendement n° 14 du Gouvernement (application de la loi aux territoires d'outre-mer et à la collectivité territoriale de Mayotte) (p. 3063) : adopté (p. 3063)

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [25 juin 1998] (p. 5404)

Article 2 (régime des exceptions)

Intervient sur l'amendement n° 1 de M. François Rochebloine (conditions de conservation et de transfert d'un certain nombre de mines antipersonnel) (p. 5405)

Projet de loi n° 913 autorisant la ratification du protocole au Traité de l'Atlantique Nord sur l'accèsion de la République de Hongrie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [10 juin 1998] (p. 4891)

Son intervention (p. 4891)

Sa réponse (p. 4907)

Thèmes :

Organisations internationales : Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) (p. 4907)
 Organisations internationales : Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) (p. 4891 à 4893, 4907)
 Organisations internationales : Union de l'Europe occidentale (UEO) (p. 4907)
 Pays étrangers : Hongrie (p. 4891)
 Pays étrangers : Pologne (p. 4891)
 Pays étrangers : République Tchèque (p. 4891)
 Pays étrangers : Russie (p. 4891)
 Pays étrangers : Ukraine (p. 4891)
 Politique extérieure : coopération militaire (p. 4892, 4893, 4907)
 Politique extérieure : relations Est-Ouest (p. 4891, 4893)
 Politiques communautaires : actions extérieures (p. 4892)
 Politiques communautaires : politique extérieure et de sécurité commune (PESC) (p. 4908)
 Union européenne : élargissement (p. 4892, 4893)

Projet de loi n° 29 autorisant la ratification du protocole sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi des mines, pièges et autres dispositifs tel qu'il a été modifié le 3 mai 1996 (protocole II, tel qu'il a été modifié le 3 mai 1996), annexé à la convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [25 juin 1998] (p. 5390)

Sa réponse (p. 5400)

Thèmes :

- Armes : mines anti-personnel (p. 5390, 5400 à 5403)
- Commerce extérieur : exportations : mines anti-personnel (p. 5390)
- Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) (p. 5401, 5403)
- Organisations internationales : Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) (p. 5403)
- Politique extérieure : coopération militaire : déminage (p. 5390, 5401)
- Traités et conventions (p. 5390, 5400, 5402)

Jean RIGAL

*Aveyron (2^{ème} circonscription)
Radical, Citoyen et Vert*

Élu le 1^{er} juin 1997

S'inscrit au groupe Radical, Citoyen et Vert [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9391)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 14 juin 1997] (p. 6423)

Membre titulaire du conseil national du crédit et du titre [J.O. du 23 juillet 1997] (p. 11056)

Cesse d'appartenir à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 2 mai 1998] (p. 6734)

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 2 mai 1998] (p. 6734)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Etablissements de santé. Etablissements publics et privés. Sécurité, financement [1^{er} octobre 1997] (p. 3614)

Collectivités territoriales. Corse. Assassinat du préfet, conséquences [10 février 1998] (p. 1376)

Police. Restructuration. Commissariats, maintien, perspectives, zones rurales [28 avril 1998] (p. 3101)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 230 pour 1998

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'EQUILIBRE FINANCIER

Explications de vote et vote [21 octobre 1997] (p. 4395)

Ses explications de vote (p. 4399)

Vote pour du groupe Radical, Citoyen et Vert (p. 4399)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

INTÉRIEUR

Examen du fascicule [30 octobre 1997] (p. 5067)

Son intervention (p. 5085)

Thèmes avant la procédure des questions :

- Collectivités territoriales : dotations de l'Etat (p. 5085)
- Coopération intercommunale (p. 5085)
- Elections et référendums : cumul des mandats (p. 5085)

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET ENVIRONNEMENT

I - AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Examen du fascicule [4 novembre 1997] (p. 5287)

Son intervention (p. 5294)

Thèmes avant la procédure des questions :

- Aménagement du territoire : crédits (p. 5295)
- Aménagement du territoire : prime à l'aménagement du territoire (PAT) (p. 5295)
- Aménagement du territoire : zones rurales (p. 5295)
- Collectivités territoriales : finances locales : péréquation (p. 5294)

Jean RIGAUD

*Rhône (5^{ème} circonscription)
Union pour la démocratie française
puis Démocratie libérale et indépendants*

Élu le 1^{er} juin 1997

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9391)

Cesse d'appartenir au groupe de l'Union pour la Démocratie française [J.O. du 26 mai 1998] (p. 8020)

S'inscrit au groupe Démocratie libérale et indépendants [J.O. du 26 mai 1998] (p. 8020)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9423)

Membre de la mission d'information commune sur les perspectives économiques et sociales de l'aménagement de l'axe européen Rhin-Rhône [J.O. du 27 mars 1998] (p. 4692)

Patrick RIMBERT

*Loire-Atlantique (1^{ère} circonscription)
Socialiste*

Élu le 1^{er} juin 1997

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 13 juin 1997]
(p. 9390)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9423)

Secrétaire de la commission de la production et des échanges [J.O. du 18 juin 1997] (p. 9560)

Membre titulaire du conseil d'administration de l'établissement public national d'aménagement et de restructuration des espaces commerciaux et artisanaux [J.O. du 10 juillet 1997] (p. 10491)

Rapporteur de la proposition de résolution sur la proposition de règlement du Conseil modifiant le règlement 3094/95 et prorogeant les dispositions pertinentes de la septième directive du Conseil concernant les aides à la construction navale et sur la proposition de règlement du Conseil établissant de nouvelles règles pour les aides à la construction navale (COM (97) 469/2 n° E 936 Corrigendum) (n° 395) [5 novembre 1997]

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission de la production et des échanges sur la proposition de résolution (n° 395) de M. Henri Nallet, rapporteur de la délégation pour l'Union européenne sur la proposition de règlement du Conseil modifiant le règlement 3094/95 et prorogeant les dispositions pertinentes de la septième directive du Conseil concernant les aides à la construction navale et sur la proposition de règlement du Conseil établissant de nouvelles règles pour les aides à la construction navale (COM (97) 469/2 n° E 936 Corrigendum) [12 novembre 1997] (n° 432)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Politique sociale. Surendettement. Lutte et prévention [28 janvier 1998] (p. 661)

Transports par eau. Politique de la marine marchande. Perspectives [7 avril 1998] (p. 2607)

DÉBATS**Projet de loi de finances n° 230 pour 1998****DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****EQUIPEMENT, TRANSPORTS ET LOGEMENT****II - LOGEMENT**

Examen du fascicule [6 novembre 1997] (p.5535)

Son intervention (p. 5554)

Thèmes avant la procédure des questions :

Logement : Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat (ANAH) (p. 5554)

Logement : HLM (p. 5554)

Logement : programme local de l'habitat (p. 5555)

Logement : aides et prêts : aide personnalisée au logement (APL) (p. 5554)

Projet de loi n° 727 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier**PREMIÈRE LECTURE**

Discussion des articles [31 mars 1998] (p. 2288) ; [1er avril 1998] (p. 2331, 2373) ; [2 avril 1998] (p. 2404, 2449)

Article 46 (limitation de l'amortissement des biens donnés en location par une société de personnes)

Son intervention (p. 2439)

Son amendement n° 17 (exonération des plus-values de cession du bien à son utilisateur) (p. 2450) : adopté après rectification (suppression du gage) et modification (p. 2451)

Projet de loi n° 780 d'orientation relatif à la lutte contre les exclusions**PREMIÈRE LECTURE**

Discussion des articles [6 mai 1998] (p. 3515) ; [7 mai 1998] (p. 3533, 3562) ; [12 mai 1998] (p. 3649, 3684) ; [13 mai 1998] (p. 3741, 3776) ; [14 mai 1998] (p. 3815, 3872) ; [18 mai 1998] (p. 3931, 3975) ; [19 mai 1998] (p. 4076, 4102) ; [20 mai 1998] (p. 4205)

Article 27 (modification des règles relatives aux conditions de versement de l'aide personnalisée au logement)

Son intervention (p. 3766)

Article 33 (réforme des attributions de logements locatifs sociaux)

Son intervention (p. 3834)

Article L. 441-1-2 du code de la construction et de l'habitation (accords collectifs relatifs aux attributions)

Son amendement n° 700 (évaluation qualitative prenant en compte l'occupation sociale) : adopté (p. 3844)

Article L. 441-1-4 du code de la construction et de l'habitation (création des conférences intercommunales du logement)

Son amendement n° 698 soutenu par M. Daniel Marcovitch (raison d'être des bassins d'habitat) (p. 3846) : adopté après rectification (p. 3847)

Son amendement n° 699 soutenu par M. Daniel Marcovitch (seuil requis de logements locatifs sociaux) : adopté (p. 3848)

Après l'article 63

Son sous-amendement n° 712 soutenu par M. Daniel Marcovitch (réduction des délais d'exécution d'une expulsion au cas où un nouveau logement aurait été refusé) à l'amendement n° 163 de la commission : adopté (p. 3996)

Son sous-amendement n° 711 soutenu par M. Daniel Marcovitch (attribution d'un nouveau logement correspondant aux besoins et aux possibilités des locataires) à l'amendement n° 163 de la commission (attribution d'un nouveau logement aux locataires qui ne respectent pas l'obligation d'un usage paisible du logement loué) (p. 3996) : adopté (p. 3997)

Michèle RIVASI

*Drôme (1^{ère} circonscription)
Apparentée au groupe socialiste*

Élue le 1^{er} juin 1997

S'apparente au groupe socialiste [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9391)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9423)

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne [J.O. du 20 juin 1997] (p. 9634)

Membre suppléante de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques [J.O. du 25 juin 1997] (p. 9805)

Rapporteuse de la proposition de résolution sur la proposition de règlement (CE) du Conseil portant modification du règlement (CE) n° 384/96 du Conseil relatif à la défense contre les importations qui font l'objet d'un dumping de la part de pays non membres de la Communauté européenne (COM (97) 677 final/n° E 1001) (n° 740) [4 mars 1998]

Membre de la mission d'information commune sur les perspectives économiques et sociales de l'aménagement de l'axe européen Rhin-Rhône [J.O. du 26 mars 1998] (p. 4569)

Membre de la commission d'enquête sur Superphénix et la filière des réacteurs à neutrons rapides [J.O. du 11 avril 1998] (p. 5678)

Rapporteuse de la proposition de résolution sur la proposition de règlement du Conseil établissant un système communautaire révisé d'attribution du label écologique (COM (96) 603 final/ n° E 818) (n° 1024) [8 juillet 1998]

DÉPÔTS

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur le V^{ème} programme-cadre de recherche et de développement de la Communauté européenne [5 février 1998] (n° 685)

Rapport déposé au nom de la commission de la production et des échanges sur la proposition de résolution (n° 740) de M. Henri Nallet rapporteur de la délégation pour l'Union européenne, sur la proposition de règlement (CE) du Conseil portant modification du règlement (CE) n° 384/96 du Conseil relatif à la défense contre les importations qui font l'objet d'un dumping de la part de pays non membres de la Communauté européenne (COM (97) 677 final/n° E 1001) [25 mars 1998] (n° 777)

Proposition de loi n° 795 visant à limiter les charges énergétiques dans les immeubles collectifs à usage d'habitation [31 mars 1998]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Produits dangereux. Radon. Exposition, lutte et prévention [24 février 1998] (p. 1569)

DÉBATS

Proposition de résolution n° 700 tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'arrêt de Superphénix

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [9 avril 1998] (p. 2769)

Son intervention (p. 2777)

Thèmes :

Energie et carburants : énergie nucléaire (p. 2777, 2778)

Recherche : recherche industrielle (p. 2777, 2778)

Jean ROATTA

*Bouches-du-Rhône (3^{ème} circonscription)
Union pour la démocratie française
puis Démocratie libérale et indépendants*

Élu le 1^{er} juin 1997

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9391)

Cesse d'appartenir au groupe de l'Union pour la Démocratie française [J.O. du 26 mai 1998] (p. 8020)

S'inscrit au groupe Démocratie libérale et indépendants [J.O. du 26 mai 1998] (p. 8020)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9423)

Membre de la mission d'information commune sur les perspectives économiques et sociales de l'aménagement de l'axe européen Rhin-Rhône [J.O. du 26 mars 1998] (p. 4569)

Gilles de ROBIEN

*Somme (2^{ème} circonscription)
Union pour la démocratie française
puis Union pour la démocratie française-Alliance
Vice-président de l'Assemblée nationale*

Élu le 1^{er} juin 1997

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9391), groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance [J.O. du 25 juin 1998] (p. 9698)

NOMINATIONS

- Vice-président de l'Assemblée nationale [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9421)
- Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9423)
- Cesse d'appartenir à la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 28 mars 1998] (p. 4825)
- Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 28 mars 1998] (p. 4825)
- Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 12 juin 1998] (p. 8950)
- Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 12 juin 1998] (p. 8951)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Vice-président

RÉPONSES AUX RAPPELS AU RÈGLEMENT DE

- M. François Goulard : indique que la Conférence des Présidents a décidé que la séance durerait jusqu'à une heure du matin : le nombre élevé des orateurs inscrits implique que, de toutes manières, la discussion générale soit scindée [27 janvier 1998] (p. 640)

DÉBATS

Projet de loi n° 512 d'orientation et d'incitation relatif à la réduction du temps de travail

PREMIÈRE LECTURE

- Avant la discussion des articles [27 janvier 1998] (p. 572, 615) ; [28 janvier 1998] (p. 667, 703) ; [29 janvier 1998] (p. 747)
- Répond au rappel au règlement de M. François Goulard (cf. supra) [27 janvier 1998] (p. 640)

En qualité de Député

DÉBATS

Projet de loi n° 512 d'orientation et d'incitation relatif à la réduction du temps de travail

PREMIÈRE LECTURE

- Avant la discussion des articles [27 janvier 1998] (p. 572, 615) ; [28 janvier 1998] (p. 667, 703) ; [29 janvier 1998] (p. 747)
- Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. François Bayrou (p. 590) : rejetée (p. 621)

Thèmes :

- Constitution (p. 610)
- Emploi : chômage (p. 597)
- Entreprises : allègement des charges (p. 597, 603)
- Entreprises : chefs d'entreprises (p. 598)
- Entreprises : délocalisations (p. 609)

Lois : Loi n° 96-502 du 11 juin 1996 tendant à favoriser l'emploi par l'aménagement et la réduction conventionnelle du temps de travail (p. 593, 598, 599, 600)

Lois : Loi quinquennale n° 93-1313 du 20 décembre 1993 relative au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle (p. 593)

Travail : aménagement du temps de travail (p. 591, 595)

Travail : aménagement du temps de travail : Union européenne (p. 596)

Travail : annualisation du temps de travail (p. 594)

Travail : durée du travail : Europe sociale (p. 594)

Travail : heures supplémentaires (p. 607)

Travail : négociations (p. 594, 602)

Travail : réduction du temps de travail (p. 581)

Travail : réduction du temps de travail : création d'emplois (p. 606, 607)

Travail : réduction du temps de travail : syndicats (p. 605)

Travail : salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) (p. 610)

Travail : salaires (p. 601, 605)

Travail : travail à temps partiel (p. 595)

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [24 mars 1998] (p. 2077) ; [25 mars 1998] (p. 2147)

Article 2 (incitation pour les partenaires sociaux à négocier des accords de modulation-réduction du temps de travail)

Son intervention (p. 2152)

Jean-Paul de ROCCA SERRA

*Corse-du-Sud (2^{ème} circonscription)
Rassemblement pour la République*

Élu le 1^{er} juin 1997

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9391)

Décédé le 6 avril 1998 (voir indications préliminaires) [J.O. du 8 avril 1998] (p. 5484)

NOMINATION

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9423)

François ROCHEBLOINE

*Loire (3^{ème} circonscription)
Union pour la démocratie française
puis Union pour la démocratie française-Alliance*

Élu le 1^{er} juin 1997

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9391), devenu groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance [J.O. du 25 juin 1998] (p. 9698)

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9422)
- Membre suppléant de l'observatoire national de la sécurité des établissements scolaires et d'enseignement supérieur [J.O. du 19 septembre 1997] (p. 13658)
- Membre titulaire de la Commission consultative appelée à émettre un avis sur la modification de la valeur du point de pension [J.O. du 1^{er} octobre 1997] (p. 14256)
- Membre titulaire de la commission de surveillance et de contrôle des publications destinées à l'enfance et à l'adolescence [J.O. du 10 octobre 1997] (p. 14754)

DÉPÔTS

- Proposition de loi n° 152 visant à interdire et à sanctionner la production, le stockage, la commercialisation, le transport ou l'utilisation de mines antipersonnel, de leurs composants ou de leur dérivés [23 juillet 1997]
- Proposition de loi n° 187 tendant à modifier les articles 24 bis et 48-2 de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse, modifiée par la loi n° 90-615 du 13 juillet 1990, de façon à interdire la contestation de la réalité de tous génocides et crimes contre l'humanité [23 juillet 1997]
- Proposition de loi n° 240 réduisant les effets de seuils concernant les avantages accordés sous conditions de ressources ou fondés sur le critère de non-imposition [30 septembre 1997]
- Proposition de loi n° 241 tendant à prendre en compte pour l'octroi d'une retraite anticipée la durée du temps passé au-delà de la durée légale du service militaire en Afrique du Nord entre le 1^{er} janvier 1952 et le 2 juillet 1962 [30 septembre 1997]
- Proposition de loi n° 360 créant un ordre national des infirmiers [21 octobre 1997]
- Proposition de loi n° 465 tendant à modifier le régime de l'allocation de rentrée scolaire [26 novembre 1997]
- Proposition de loi n° 473 tendant à améliorer la situation des anciens combattants relevant du fonds de solidarité [26 novembre 1997]
- Proposition de loi n° 799 relative à l'appellation "boulangerie" [31 mars 1998]
- Proposition de loi n° 800 relative à l'assurance veuvage [31 mars 1998]
- Proposition de loi n° 967 relative à la création d'un ordre national de la profession infirmière [9 juin 1998]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

- Défense. GIAT-Industries. Emploi et activité [29 avril 1998] (p. 3212)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

- n° 17, posée le 30 septembre 1997. Justice. Fonctionnement (J.O. Questions p. 3558). Appelée le 7 octobre 1997. Carte judiciaire, réforme (p. 3648)

- n° 90, posée le 8 décembre 1997. Politique extérieure. Azerbaïdjan (J.O. Questions p. 7137). Appelée le 16 décembre 1997. Haut-Karabakh, attitude de la France (p. 7823)
- n° 197, posée le 24 février 1998. Défense. Armement (J.O. Questions p. 1607). Appelée le 24 février 1998. Mines anti-personnel, interdiction (p. 1538)
- n° 287, posée le 21 avril 1998. Défense. GIAT-Industries (J.O. Questions p. 2892). Appelée le 21 avril 1998. Emploi et activité (p. 2811)
- n° 392, posée le 26 mai 1998. Ministères et secrétariats d'Etat. Jeunesse et sports : budget (J.O. Questions p. 4357). Appelée le 2 juin 1998. Sports universitaires, crédits, paiement (p. 4553)
- n° 446, posée le 16 juin 1998. Entreprises. Aides de l'Etat (J.O. Questions p. 5083). Appelée le 23 juin 1998. Dispositif, simplification (p. 5234)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 230 pour 1998

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

EQUIPEMENT, TRANSPORTS ET LOGEMENT

I - EQUIPEMENT ET TRANSPORTS

Examen du fascicule [24 octobre 1997] (p. 4605)

Procédure des questions :

- Impôts et taxes : taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) (p. 4660)
- Régions : Rhône-Alpes : voirie (p. 4662)

ANCIENS COMBATTANTS

Examen du fascicule [24 octobre 1997] (p. 4665)

Son intervention (p. 4670)

Thèmes avant la procédure des questions :

- Anciens combattants et victimes de guerre : Afrique du Nord : carte du combattant (p. 4670)
- Anciens combattants et victimes de guerre : devoir de mémoire (p. 4671)
- Anciens combattants et victimes de guerre : retraite mutualiste du combattant (p. 4670)
- Emploi : chômeurs en fin de droits : anciens combattants et victimes de guerre (p. 4670)
- Pensions militaires d'invalidité : pensions des invalides : rapport constant (p. 4670)
- Retraites : généralités : allocation de préparation à la retraite (p. 4670)
- Retraites : régimes autonomes et spéciaux : retraites complémentaires : abattements (p. 4670)

Procédure des questions :

- Anciens combattants et victimes de guerre : guerre d'Algérie : allocation de préparation à la retraite (p. 4683)

Vote des crédits et articles rattachés [24 octobre 1997] (p. 4689)

Etat B, titre IV

- Intervient sur l'amendement n° 81 du Gouvernement (majoration des crédits de 40 millions de francs) (p. 4691)

Après l'article 62

Intervient sur l'amendement n° 77 de M. Alain Néri (condition d'attribution de la carte du combattant pour les anciens combattants de la guerre d'Algérie) (p. 4694)

Intervient sur l'amendement n° 80 de la commission (condition d'attribution de la carte du combattant pour les anciens combattants de la guerre d'Algérie) (p. 4694)

Intervient sur l'amendement n° 78 de M. Alain Néri (retraite anticipée pour les chômeurs justifiant de quarante annuités de cotisations en incluant le temps passé en Afrique du Nord) (p. 4696)

INTÉRIEUR

Examen du fascicule [30 octobre 1997] (p. 5067)

Procédure des questions :

Police : police municipale (p. 5108)

EMPLOI ET SOLIDARITÉ

I - EMPLOI

Examen du fascicule [6 novembre 1997] (p. 5477, 5515)

Procédure des questions :

Handicapés : réinsertion professionnelle et sociale (p. 5521)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de l'éducation nationale, de la recherche et de la technologie : contrats emploi-jeunes (p. 5516)

JEUNESSE ET SPORTS

Examen du fascicule [7 novembre 1997] (p. 5573)

Procédure des questions :

Départements : finances : sports (p. 5591)

Santé : prévention : sports (p. 5592)

DÉFENSE

Examen du fascicule [12 novembre 1997] (p. 5674)

Procédure des questions :

Défense : GIAT-Industries (p. 5729)

Proposition de loi n° 561 tendant à l'élimination des mines antipersonnel

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [24 avril 1998] (p. 3037)

Son intervention (p. 3045)

Thèmes :

Armes : mines anti-personnel (p. 3045, 3046)

Organisations internationales : organisations non gouvernementales (ONG) (p. 3045)

Pays étrangers : Angola (p. 3045)

Pays étrangers : Cambodge (p. 3045)

Pays étrangers : Etats-Unis (p. 3045)

Politique extérieure : coopération militaire : déminage (p. 3046)

Discussion des articles [24 avril 1998] (p. 3054)

Article 3 (définitions)

Son amendement n° 12 (définition précise des mines antipersonnel) (p. 3055) : rejeté (p. 3056)

Article 4 (sanctions pénales encourues par les personnes physiques)

Intervient sur l'amendement n° 16 de la commission (élargissement de l'éventail des peines complémentaires) (p. 3059)

Article 10 (prérogatives de la Commission nationale pour l'élimination des mines antipersonnel)

Son amendement n° 13 (rapport annuel de la Commission nationale pour l'élimination des mines antipersonnel) (p. 3060) : adopté (p. 3061)

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [25 juin 1998] (p. 5404)

Article 2 (régime des exceptions)

Son amendement n° 1 (conditions de conservation et de transfert d'un certain nombre de mines antipersonnel) (p. 5404) : retiré (p. 5405)

Projet de loi n° 780 d'orientation relatif à la lutte contre les exclusions

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 mai 1998] (p. 3392, 3415) ; [6 mai 1998] (p. 3466, 3495)

Son intervention (p. 3491)

Thèmes :

Associations (p. 3491)

Politique sociale : exclusion (p. 3491)

Proposition de loi n° 895 relative à la reconnaissance du génocide arménien de 1915

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [29 mai 1998] (p. 4493)

Son intervention (p. 4503)

Thèmes :

Droit pénal : crimes contre l'humanité (p. 4503)

Pays étrangers : Arménie (p. 4503, 4504)

Pays étrangers : Turquie (p. 4503, 4504)

Politique extérieure (p. 4503)

Discussion de l'article unique [29 mai 1998] (p. 4506)

Son intervention (p. 4507)

Après l'article unique

Soutient l'amendement n° 5 de M. Guy Teissier (journée de commémoration et d'information chaque 24 avril) (p. 4511) : rejeté (p. 4511)

Soutient l'amendement n° 7 de M. Guy Teissier (renforcement des peines prévues par la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse pour ceux qui contestent le génocide) (p. 4511) : rejeté (p. 4512)

Soutient l'amendement n° 6 de M. Guy Teissier (complément à la loi du 29 juillet 1881 permettant aux associations de se porter partie civile) (p. 4512) : rejeté (p. 4512)

Proposition de loi n° 967 relative à la création d'un ordre national de la profession infirmière

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 juin 1998] (p. 5210)

Son intervention (p. 5219)

Thèmes :

- Professions de santé : infirmiers (p. 5219)
- Professions de santé : infirmiers : formation professionnelle (p. 5219)
- Professions de santé : infirmiers : ordre professionnel (p. 5219)
- Professions de santé : infirmiers : syndicats (p. 5219)
- Professions de santé : masseurs-kinésithérapeutes (p. 5219)
- Professions de santé : sages-femmes : ordre professionnel (p. 5219)

Projet de loi n° 29 autorisant la ratification du protocole sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi des mines, pièges et autres dispositifs tel qu'il a été modifié le 3 mai 1996 (protocole II, tel qu'il a été modifié le 3 mai 1996), annexé à la convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [25 juin 1998] (p. 5390)

Son intervention (p. 5394)

Thèmes :

- Armes : mines anti-personnel (p. 5394, 5395)
- Traités et conventions (p. 5395)

Projet de loi n° 916 autorisant la ratification du traité d'amitié, d'entente et de coopération entre la République française et la République d'Azerbaïdjan

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [25 juin 1998] (p. 5407)

Son intervention (p. 5409)

Thèmes :

- Pays étrangers : Azerbaïdjan (p. 5409, 5410)
- Politique extérieure : coopération économique (p. 5410)

Alain RODET

*Haute-Vienne (4^{ème} circonscription)
Socialiste*

Élu le 1^{er} juin 1997

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9390)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9423)

Membre titulaire du conseil de surveillance du centre national des caisses d'épargne et de prévoyance [J.O. du 23 juillet 1997] (p. 11056)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1997 [J.O. du 18 décembre 1997] (p. 18337)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 272, posée le 21 avril 1998. Industrie. Métaux (J.O. Questions p. 2889). Appelée le 21 avril 1998. Compagnie générale d'électrolyse, emploi et activité, Palais-sur-Vienne (p. 2795)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 230 pour 1998

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [14 octobre 1997] (p. 3930, 3961) ; [15 octobre 1997] (p. 3991, 4023, 4053)

Son intervention (p. 4007)

Thèmes :

- Collectivités territoriales : finances locales (p. 4008)
- Famille : politique familiale (p. 4007)
- Finances publiques : dépenses (p. 4007)
- Finances publiques : dette publique (p. 4007)
- Finances publiques : politique budgétaire (p. 4007, 4008)
- Impôts et taxes : fraude fiscale (p. 4008)
- Impôts et taxes : taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) (p. 4008)
- Logement : réhabilitation (p. 4008)
- Logement : aides et prêts : primes à l'amélioration des logements à usage locatif et d'occupation sociale (PALULOS) (p. 4008)
- Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 4008)
- TVA : taux (p. 4007, 4008)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET ENVIRONNEMENT

I - AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Examen du fascicule [4 novembre 1997] (p. 5287)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 5287)

Thèmes avant la procédure des questions :

Aménagement du territoire : Comité interministériel

d'aménagement du territoire (CIAT) (p. 5287)

Aménagement du territoire : crédits (p. 5287)

Aménagement du territoire : Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR) (p. 5288)

Aménagement du territoire : Fonds de gestion de l'espace rural (FGER) (p. 5287)

Aménagement du territoire : Fonds national d'aménagement et de développement du territoire (FNADT) (p. 5288)

Aménagement du territoire : prime à l'aménagement du territoire (PAT) (p. 5287)

Transports : Fonds d'investissement des transports terrestres et des voies navigables (FITTVN) (p. 5287)

Projet de loi de finances rectificative n° 447 pour 1997

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 décembre 1997] (p. 6835, 6881)

Son intervention (p. 6883)

Thèmes :

Automobiles et cycles (p. 6883, 6884)

Finances publiques : déficit budgétaire (p. 6884)

Finances publiques : dépenses (p. 6884)

Finances publiques : politique budgétaire (p. 6884)

Finances publiques : recettes (p. 6884)

Politique économique : croissance (p. 6884)

Politiques communautaires : monnaie unique (p. 6884)

TVA (p. 6884)

Proposition de résolution n° 817 sur les recommandations de la Commission européenne relatives au passage à la monnaie unique :

- recommandation de la Commission en vue d'une recommandation du Conseil conformément à l'article 109 J, paragraphe 2, du traité (n° E 1045),

- recommandations de décisions du Conseil abrogeant les décisions constatant l'existence d'un déficit excessif en Belgique, en Allemagne, en Espagne, en France, en Italie, en Autriche, au Portugal, en Suède et au Royaume-Uni - application de l'article 104 C, paragraphe 12, du Traité instituant la Communauté européenne (SEC [1998] 1999 final/n° E 1046)

Avant la discussion de l'article unique [21 avril 1998] (p. 2827, 2857)

Son intervention (p. 2870)

Thèmes :

Emploi : politique de l'emploi (p. 2870)

Pays étrangers : Allemagne (p. 2870)

Politique économique : franc (p. 2870)

Politique économique : politique monétaire (p. 2870)

Union européenne : Banque centrale européenne (BCE) (p. 2870, 2871)

Union européenne : construction européenne (p. 2870)

Union européenne : euro : monnaie unique (p. 2870, 2871)

Marcel ROGEMONT

*Ille-et-Vilaine (3^{ème} circonscription)
Socialiste*

Élu le 1^{er} juin 1997

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9390)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9422)

Membre titulaire de la commission nationale pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) [J.O. du 19 septembre 1997] (p. 13658)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation relatif à la lutte contre l'exclusion [J.O. du 1^{er} avril 1998] (p. 5033)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 8 avril 1998] (p. 5486)

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 8 avril 1998] (p. 5486)

Cesse d'appartenir à la commission de la production et des échanges [J.O. du 9 avril 1998] (p. 5543)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 9 avril 1998] (p. 5543)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Emploi. Emplois jeunes. Bilan [3 février 1998] (p. 924)

DÉBATS

Projet de loi n° 200 relatif au développement d'activités pour l'emploi des jeunes

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [15 septembre 1997] (p. 2995) ; [16 septembre 1997] (p. 3050, 3092) ; [17 septembre 1997] (p. 3121)

Après l'article 1er

Soutient l'amendement n° 62 de la commission (personnes handicapées) : retiré (p. 3102)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [7 octobre 1997] (p. 3682)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Louis Debré (p. 3690)

Thèmes :

Emploi : contrats emploi-jeunes (p. 3690)
 Prestations familiales : allocation de garde d'enfant à domicile (p. 3690)

Projet de loi n° 303 de financement de la sécurité sociale pour 1998

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [27 octobre 1997] (p. 4705, 4731, 4773) ; [28 octobre 1997] (p. 4811)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. François Bayrou (p. 4756)

Son intervention (p. 4798)

Thèmes :

Prestations familiales : allocation de garde d'enfant à domicile (p. 4757)

Prestations familiales : allocation pour jeune enfant (p. 4756)

Prestations familiales : Caisse nationale d'allocations familiales (CNAF) (p. 4798)

Sécurité sociale : financement (p. 4757)

Discussion des articles [28 octobre 1997] (p. 4832, 4853, 4890) ; [29 octobre 1997] (p. 4923, 4963, 4995) ; [30 octobre 1997] (p. 5028) ; [31 octobre 1997] (p. 5159)

Article 18 (plafonnement des ressources non permanentes)

Son intervention (p. 4999)

Projet de loi de finances n° 230 pour 1998

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

CULTURE ET COMMUNICATION

II - CULTURE

Examen du fascicule [12 novembre 1997] (p. 5631)

Procédure des questions :

Arts et spectacles : spectacles : musique (p. 5654)

Proposition de loi n° 583 tendant à ouvrir le droit à une allocation spécifique aux chômeurs de 55 ans ou plus ayant quarante annuités de cotisations d'assurance vieillesse

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [14 janvier 1998] (p. 251)

Son intervention (p. 263)

Thèmes :

Chômage : indemnisation : allocations (p. 264)

Emploi : chômage de longue durée (p. 263)

Emploi : contrats emploi-jeunes (p. 263)

Politique sociale : revenu minimum d'insertion (RMI) (p. 264)

Retraites : généralités : durée d'assurance (p. 264)

Travail : durée du travail (p. 263)

Projet de loi n° 512 d'orientation et d'incitation relatif à la réduction du temps de travail

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [27 janvier 1998] (p. 572, 615) ; [28 janvier 1998] (p. 667, 703) ; [29 janvier 1998] (p. 747)

Son intervention (p. 725)

Thèmes :

Entreprises : Conseil national du patronat français (CNP) (p. 726)

Travail : négociations (p. 726)

Travail : réduction du temps de travail : création d'emplois (p. 726)

Travail : réduction du temps de travail : fonctionnaires et agents publics (p. 726)

Projet de loi n° 780 d'orientation relatif à la lutte contre les exclusions

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [6 mai 1998] (p. 3515) ; [7 mai 1998] (p. 3533, 3562) ; [12 mai 1998] (p. 3649, 3684) ; [13 mai 1998] (p. 3741, 3776) ; [14 mai 1998] (p. 3815, 3872) ; [18 mai 1998] (p. 3931, 3975) ; [19 mai 1998] (p. 4076, 4102) ; [20 mai 1998] (p. 4205)

Article 1er (affirmation du caractère prioritaire de la lutte contre les exclusions)

Son intervention (p. 3520)

Article 8 (régime des associations intermédiaires)

Son intervention (p. 3651)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [30 juin 1998] (p. 5561) ; [1^{er} juillet 1998] (p. 5582, 5604, 5665)

Article 73 ter (aménagement de la prestation spécifique dépendance)

Soutient l'amendement n° 152 de la commission (seuil de récupération sur l'actif successoral) (p. 5708) : retiré (p. 5708)

Soutient l'amendement n° 309 de la commission (aides à domicile des bénéficiaires de la prestation spécifique dépendance) (p. 5708) : adopté (p. 5709)

Bernard ROMAN

*Nord (1^{ère} circonscription)
 Socialiste*

Élu le 1^{er} juin 1997

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9390)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9423)

Membre titulaire de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9423)

Membre titulaire du comité de l'éthique du loto sportif [J.O. du 26 juillet 1997] (p. 11182)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative au fonctionnement des conseils régionaux [J.O. du 29 janvier 1998] (p. 1432)

Rapporteur du projet de loi organique limitant le cumul des mandats électoraux et fonctions électives (n° 827) [7 avril 1998]

Rapporteur du projet de loi limitant le cumul des mandats électoraux et fonctions électives (n° 828) [7 avril 1998]

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur :

1. - le projet de loi organique (n° 827) limitant le cumul des mandats électoraux et fonctions électives ;
2. - le projet de loi (n° 828) limitant le cumul des mandats électoraux et fonctions électives [20 mai 1998] (n° 909)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Automobiles et cycles. Toyota. Implantation, Valenciennes [10 décembre 1997] (p. 7265)

Audiovisuel et communication. Commerce extérieur. Accord multilatéral sur l'investissement (AMI), exception culturelle [3 mars 1998] (p. 1832)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 121, posée le 13 janvier 1998. Police. Restructuration (J.O. Questions p. 244). Appelée le 20 janvier 1998. Commissariats, effectifs de personnel, Nord (p. 398)

n° 277, posée le 21 avril 1998. Audiovisuel et communication. Radio France (J.O. Questions p. 2890). Appelée le 21 avril 1998. Radio France Urgences Lille, développement (p. 2805)

DÉBATS

Proposition de loi n° 216 portant réforme du mode de vote des budgets régionaux

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [9 octobre 1997] (p. 3831)

Article 4 (article L. 4311-1-1 du code général des collectivités territoriales : délai prévu pour la tenue du débat sur les orientations budgétaires de la région)

Soutient l'amendement n° 10 de M. Bernard Derosier (délai de 5 jours pour la présentation d'un nouveau budget par le président) (p. 3666) : adopté (p. 3867)

Intervient sur l'amendement n° 17 de M. José Rossi (délai de 10 jours pour la présentation d'un nouveau budget par le président) (p. 3866)

Intervient sur l'amendement n° 26 de M. Christian Estrosi (délai de 12 jours pour la présentation d'un nouveau budget par le président) (p. 3866)

Après l'article 4

Intervient sur l'amendement n° 4 de M. Jean-Louis Masson (incompatibilité des fonctions de président ou de vice-président du conseil régional avec les fonctions de président ou de vice-président du conseil général) (p. 3871)

Intervient sur l'amendement n° 11 de M. Jacques Brunhes (changement de date d'élection des présidents de conseil régional pour 1998) (p. 3874)

Projet de loi n° 328 relatif à la nationalité et modifiant le code civil

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [26 novembre 1997] (p. 6401, 6431) ; [27 novembre 1997] (p. 6471, 6507)
Son intervention (p. 6480)

Thèmes :

Etat : Nation (p. 6481)

Nationalité : généralités (p. 6481)

Projet de loi n° 327 relatif à l'entrée et au séjour des étrangers en France et au droit d'asile

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [9 décembre 1997] (p. 7179, 7203) ; [10 décembre 1997] (p. 7239, 7273, 7297) ; [11 décembre 1997] (p. 7321, 7339, 7380) ; [12 décembre 1997] (p. 7413, 7453, 7504) ; [14 décembre 1997] (p. 7603, 7633, 7663) ; [15 décembre 1997] (p. 7698, 7736, 7770) ; [16 décembre 1997] (p. 7858, 7899)

Article 10 (article 21 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 : aménagement du régime des infractions d'aide à l'entrée, à la circulation et au séjour d'étrangers en situation irrégulière)

Son amendement n° 1259 soutenu par M. Gérard Gouzes (extension de la dépénalisation aux personnes venant en aide à l'étranger de façon désintéressée et notamment les associations) (p. 7595) : vote réservé (p. 7596)

Article 19 (article 35 bis de l'ordonnance du 2 novembre 1945 : modification du régime de rétention administrative)

Répond aux observations de M. François Goulard : considère que l'article 40 de la Constitution était applicable à des amendements de l'opposition venus en discussion commission (p. 7757)

Projet de loi n° 727 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [31 mars 1998] (p. 2288) ; [1er avril 1998] (p. 2331, 2373) ; [2 avril 1998] (p. 2404, 2449)

Avant l'article 42

Son amendement n° 115 soutenu par M. Didier Migaud (extension du régime de la transmission universelle des biens aux actifs apportés par une Caisse de Crédit municipal à une société anonyme) : adopté (p. 2429)

LECTURE DÉFINITIVE

Mise aux voix du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [3 juin 1998] (p. 4673)

Son amendement n° 3 soutenu par M. Jean-Louis Idiart (reprise d'un article additionnel adopté par le Sénat relatif à la validation des indemnités perçues par les élus des communautés urbaines de plus de 400 000 habitants entre le 1er avril 1992 et le 1er janvier 1993) : adopté (p. 4692)

Projet de loi organique n° 827 limitant le cumul des mandats électoraux et fonctions électives

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [26 mai 1998] (p. 4285, 4315) ; [27 mai 1998] (p. 4373)

Son intervention (p. 4289)

Son interruption la question préalable opposée par M. Jean-Louis Debré (p. 4305)

Intervient sur la question préalable de M. François Bayrou (p. 4317)

Son intervention (p. 4348)

Thèmes :

Assemblée nationale : députés : cumul des mandats (p. 4289)

Collectivités territoriales : compétences : réforme (p. 4349)

Droits de l'homme et libertés publiques : égalité : communes (p. 4350)

Elections et référendums : abstentionnisme (p. 4289)

Elections et référendums : cumul des mandats : élus locaux (p. 4290)

Elections et référendums : cumul des mandats : femmes (p. 4290)

Elections et référendums : cumul des mandats : histoire (p. 4289)

Elections et référendums : cumul des mandats : jeunes (p. 4290)

Elections et référendums : cumul des mandats : modes de scrutin (p. 4349)

Elections et référendums : statut des élus (p. 4291)

Etat : décentralisation (p. 4291)

Etat : Premier ministre : cumul des mandats (p. 4305)

Etat : Premier ministre : déclarations (p. 4348, 4349)

Parlement : parlementaires : cumul des mandats (p. 4290, 4291)

Parlement : parlementaires : maires (p. 4349)

Parlement : rôle (p. 4290, 4349)

Partis et mouvements politiques : Front national (p. 4289)

Politique générale : institutions (p. 4289, 4290)

Discussion des articles [27 mai 1998] (p. 4385, 4406)

Ses interventions dans la discussion des amendements et sous-amendements (p. 4387 à 4431)

Article 1er (article L.O. 137-1 du code électoral - incompatibilité entre un mandat parlementaire national et européen)

Son intervention (p. 4386)

Après l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 23 de la commission (incompatibilité du mandat de député avec la qualité de membre du Conseil de la politique monétaire) (p. 4388)

Soutient l'amendement n° 26 rectifié de la commission (incompatibilité du mandat de député avec les fonctions de juge des tribunaux de commerce) (p. 4388) : adopté (p. 4389)

Article 2 (articles L.O. 141 et L.O. 141-1 du code électoral - interdiction du cumul d'un mandat parlementaire avec une fonction élective locale ou plus d'un mandat local)

Son intervention (p. 4393)

Article L.O. 141 du code électoral

Soutient l'amendement n° 24 de la commission (interdiction du cumul du mandat de député avec la fonction de membre du conseil exécutif de Corse) (p. 4400) : retiré (p. 4400)

Soutient l'amendement n° 25 de la commission (interdiction de cumul du mandat de député avec la présidence d'un établissement public de coopération intercommunale doté d'une fiscalité propre) (p. 4407) : adopté (p. 4411)

Soutient l'amendement n° 109 de la commission (plafonnement par la loi des indemnités versées aux titulaires des fonctions électives visées à l'article) (p. 4412) : adopté (p. 4412)

Article 3 (article L.O. 151 du code électoral - l'incompatibilité constituée le jour de l'élection parlementaire)

Intervient sur l'amendement n° 37 de la commission (délai ramené de deux mois à trente jours pour mettre fin à la situation d'incompatibilité) (p. 4419, 4420)

Intervient sur l'amendement n° 39 de la commission (harmonisation à trente jours du délai pour mettre fin à une incompatibilité relative à des activités professionnelles) (p. 4420)

Article 4 (article L.O. 151-1 du code électoral - l'incompatibilité constituée pendant le mandat parlementaire)

Soutient l'amendement n° 40 de la commission (harmonisation à trente jours du délai pour mettre fin à l'incompatibilité née de l'acquisition d'une fonction élective) (p. 4421) : adopté (p. 4421)

Soutient l'amendement n° 41 de la commission (de coordination) (p. 4422) : adopté (p. 4422)

Soutient l'amendement n° 42 de la commission (cessation de plein droit du mandat le plus ancien en cas de démission du mandat nouvellement acquis) (p. 4422) : adopté (p. 4422)

Après l'article 4

Intervient sur l'amendement n° 43 de la commission (variation de l'indemnité de base et de l'indemnité de fonction selon la participation du parlementaire aux travaux de l'Assemblée à laquelle il appartient) (p. 4425)

Article 7 (mandat de conseiller général de Mayotte)

Soutient l'amendement n° 44 de la commission (codification de l'article) (p. 4428) : adopté (p. 4429)

Article 8 (mandats de membre d'assemblées des territoires d'outre-mer et fonctions de président d'assemblées de ces territoires, de président ou de membre du Gouvernement de Polynésie française)

Soutient l'amendement n° 45 de la commission (de codification) (p. 4429) : adopté (p. 4429)

Soutient l'amendement n° 46 de la commission (rédactionnel) (p. 4429) : adopté (p. 4429)

Article 10 (entrée en vigueur des dispositions de la loi organique)

Soutient l'amendement n° 110 rectifié de la commission (poursuite de l'exercice des mandats et fonctions détenus à la date de publication de la loi jusqu'au prochain renouvellement de l'Assemblée nationale) (p. 4430) : adopté (p. 4430)

Titre

Soutient l'amendement n° 111 rectifié de la commission (nouveau titre : "projet de loi organique relatif à la limitation du cumul des mandats électoraux et des fonctions et à leurs conditions d'exercice") (p. 4430) : adopté (p. 4431)

Son intervention (p. 4433)

Projet de loi n° 828 limitant le cumul des mandats électoraux et fonctions électives

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [28 mai 1998] (p. 4441)

Ses interventions dans la discussion des amendements et sous-amendements (p. 4441 à 4483)

Article 1er (article L. 46 du code électoral - limitation du cumul des mandats électoraux)

Soutient l'amendement n° 25 de la commission (rédactionnel) (p. 4442) : adopté (p. 4442)

Intervient sur l'amendement n° 26 de la commission (harmonisation à trente jours des délais pour faire cesser la situation d'incompatibilité) (p. 4443)

Intervient sur l'amendement n° 27 de la commission (fin de plein droit du mandat le plus ancien ou de la fonction la plus ancienne en cas de démission du dernier acquis) (p. 4443)

Article 2 (article L.46-2 du code électoral - limitation du cumul des fonctions électives)

Soutient l'amendement n° 28 de la commission (de suppression) (p. 4444, 4446) : adopté (p. 4447)

Après l'article 3

Soutient l'amendement n° 31 de la commission (interdiction de délégation au maire ayant démissionné de sa fonction pour cause d'incompatibilité) (p. 4454) : adopté (p. 4455)

Article 4 (article L.3122-3 du code général des collectivités territoriales - incompatibilités applicables aux fonctions de président de conseil général)

Soutient l'amendement n° 33 de la commission (incompatibilité avec la présidence d'un établissement

public de coopération intercommunale à fiscalité propre) (p. 4463) : adopté (p. 4463)

Soutient l'amendement n° 34 rectifié de la commission (incompatibilité avec les fonctions de membre de la commission européenne ou de directeur de la Banque centrale européenne) (p. 4464) : adopté après modification (p. 4464)

Après l'article 4

Soutient l'amendement n° 35 rectifié de la commission (interdiction de délégation au président de conseil général ayant démissionné de sa fonction pour cause d'incompatibilité) (p. 4464) : adopté (p. 4464)

Article 5 (article L. 4133-3 du code général des collectivités territoriales - incompatibilités applicables aux fonctions de président de conseil régional)

Intervient sur l'amendement n° 36 de la commission (incompatibilité avec la présidence d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre) (p. 4465)

Soutient l'amendement n° 37 rectifié de la commission (incompatibilité avec les fonctions de membre de la commission européenne ou du directeur de la Banque centrale européenne) (p. 4465) : adopté après modification (p. 4466)

Après l'article 5

Soutient l'amendement n° 38 rectifié de la commission (interdiction de délégation au président de conseil régional ayant démissionné de sa fonction pour cause d'incompatibilité) (p. 4466) : adopté (p. 4466)

Article 7 (article 6 de la loi n° 77-729 du 7 juillet 1977 - incompatibilité avec les fonctions non électives)

Soutient l'amendement n° 40 de la commission (harmonisation à trente jours de délais pour mettre fin à l'incompatibilité) (p. 4468) : adopté (p. 4468)

Soutient l'amendement n° 41 de la commission (harmonisation à trente jours de délais pour mettre fin à l'incompatibilité) (p. 4468) : adopté (p. 4468)

Article 8 (articles 6-1 à 6-4 de la loi n° 77-729 du 7 juillet 1977 - incompatibilités avec les mandats électoraux et les fonctions électives)

Soutient l'amendement n° 42 de la commission (incompatibilité avec la présidence d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre) (p. 4469) : adopté (p. 4469)

Soutient l'amendement n° 43 de la commission (harmonisation à trente jours du délai pour mettre fin à l'incompatibilité) (p. 4469) : adopté (p. 4469)

Soutient l'amendement n° 44 de la commission (démission du mandat le plus ancien même en cas de démission du mandat nouvellement acquis) (p. 4469) : adopté (p. 4469)

Article 9 (article 24 de la loi n° 77-729 du 7 juillet 1977 - incompatibilités applicables au remplaçant)

Soutient l'amendement n° 45 de la commission (harmonisation à trente jours du délai pour mettre fin à l'incompatibilité) (p. 4470) : adopté (p. 4470)

Après l'article 9

Son sous-amendement n° 158 oral (modification de l'intitulé du Titre III bis) à l'amendement n° 135 rectifié de Mme Frédérique Bredin (insertion d'un Titre III bis : de l'exercice du mandat parlementaire -

information des commissions permanentes du Parlement) : adopté (p. 4471)

Titre

Soutient l'amendement n° 154 de la commission (projet de loi relatif à la limitation du cumul des mandats électoraux et des fonctions et à leurs conditions d'exercice) (p. 4483) : adopté (p. 4483)

Yves ROME

*Oise (1^{ère} circonscription)
Socialiste*

Élu le 1^{er} juin 1997

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9390)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9422)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation et d'incitation relatif à la réduction du temps de travail [J.O. du 10 avril 1998] (p. 5626)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Travail. Durée du travail. Réduction [21 janvier 1998] (p. 483)

DÉBATS

Projet de loi n° 512 d'orientation et d'incitation relatif à la réduction du temps de travail

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [27 janvier 1998] (p. 572, 615) ; [28 janvier 1998] (p. 667, 703) ; [29 janvier 1998] (p. 747)
Son intervention (p. 667)

Thèmes :

Entreprises : Conseil national du patronat français (CNPFF) (p. 668)

Travail : réduction du temps de travail : création d'emplois (p. 667)

Discussion des articles [29 janvier 1998] (p. 747, 785) ; [3 février 1998] (p. 935, 971) ; [4 février 1998] (p. 1039, 1068) ; [5 février 1998] (p. 1110, 1150, 1199) ; [6 février 1998] (p. 1270)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 1485 de M. François Goulard (référence aux études qui font état d'un solde net négatif d'emplois dans l'avenir) (p. 773)

Intervient sur l'amendement n° 1486 de M. François Goulard (référence aux études qui garantissent un solde positif d'emploi d'ici 2002) (p. 773)

Article 1er (réduction à trente-cinq heures de la durée légale hebdomadaire du travail effectif des salariés)

Intervient sur l'amendement n° 1366 de M. François Goulard (simplification du code du travail) (p. 936)

Intervient sur l'amendement n° 1495 de M. François Baroin (activités à caractère saisonnier) (p. 943)

Article 2 (incitation pour les partenaires sociaux à négocier sur la réduction du temps de travail avant l'application de la nouvelle durée légale)

Son intervention (p. 1044)

Article 3 (aide à la réduction du temps de travail)

Son intervention (p. 1091)

Intervient sur l'amendement n° 1503 du Gouvernement (mesures spécifiques pour les entreprises dont une part importante des effectifs est payée par de bas salaires) (p. 1189)

Article 6 (régime de l'abattement de cotisations sociales patronales applicable au travail à temps partiel)

Son intervention (p. 1236)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [24 mars 1998] (p. 2039)

Son intervention (p. 2063)

Thème :

Entreprises : Conseil national du patronat français (CNPFF) (p. 2063)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [29 avril 1998] (p. 3246)

Son intervention (p. 3254)

Thèmes :

Emploi : politique de l'emploi : réduction du temps de travail (p. 3254)

Politique économique : libéralisme (p. 3254)

Politiques communautaires : Europe sociale (p. 3255)

Explications de vote et vote [5 mai 1998] (p. 3388)

Ses explications de vote (p. 3390)

Vote pour du groupe socialiste (p. 3390)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la mise aux voix du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [19 mai 1998] (p. 4067)

Son intervention (p. 4070)

Thèmes :

Travail : réduction du temps de travail (p. 4070)

Travail : réduction du temps de travail : Europe sociale (p. 4070)

Vote pour du groupe socialiste (p. 4071)

Gilbert ROSEAU

*Hérault (1^{ère} circonscription)
Socialiste*

Élu le 1^{er} juin 1997

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9390)

NOMINATION

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9423)

José ROSSI

*Corse-du-Sud (1^{ère} circonscription)
Union pour la démocratie française
puis Démocratie libérale et indépendants*

Élu le 1^{er} juin 1997

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9391)

Cesse d'appartenir au groupe de l'Union pour la Démocratie française [J.O. du 26 mai 1998] (p. 8020)

Nommé président du groupe Démocratie libérale et indépendants [J.O. du 26 mai 1998] (p. 8020)

S'inscrit au groupe Démocratie libérale et indépendants [J.O. du 26 mai 1998] (p. 8020)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9423)

Juge titulaire de la Haute Cour de justice [J.O. du 26 juin 1997] (p. 9832)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'inscription d'office des personnes âgées de dix-huit ans sur les listes électorales [J.O. du 16 octobre 1997] (p. 15040)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Perspectives [26 novembre 1997] (p. 6393)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 18, posée le 30 septembre 1997. Impôts et taxes. Politique fiscale (J.O. Questions p. 3558). Appelée le 7 octobre 1997. Corse (p. 3649)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Rappelle que des motions de procédure ont déjà été déposées par le passé contre un texte inscrit à l'ordre du jour d'initiative parlementaire et que la présente motion n'est en rien un détournement de procédure [9 octobre 1997] (p. 3830)

DÉBATS**Projet de loi n° 231 relatif à l'inscription d'office des personnes âgées de dix-huit ans sur les listes électorales****PREMIÈRE LECTURE**

Avant la discussion des articles [8 octobre 1997] (p. 3762, 3780)

Son intervention (p. 3766)

Thèmes :

Conseil constitutionnel (p. 3767)

Elections et référendums : listes électorales (p. 3766)

Discussion des articles [8 octobre 1997] (p. 3791)

Après l'article 2

Soutient l'amendement n° 3 de la commission (inscription d'office des personnes âgées de 19 à 21 ans sur les listes électorales) (p. 3795) : adopté (p. 3797)

Intervient sur le sous-amendement oral de M. Robert Pandraud (inscription d'office des personnes âgées de 19 à 25 ans) à l'amendement n° 3 de la commission (p. 3796)

Intervient sur l'amendement n° 8 corrigé de M. Olivier de Chazeaux (retrait des cartes électorales) (p. 3798)

Ses explications de vote (p. 3801)

Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie française (p. 3801)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [21 octobre 1997] (p. 4373)

Son intervention (p. 4377)

Thème :

Elections et référendums : listes électorales (p. 4378)

Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie française (p. 4378)

Proposition de loi n° 216 portant réforme du mode de vote des budgets régionaux**PREMIÈRE LECTURE**

Avant la discussion des articles [9 octobre 1997] (p. 3805)

Son intervention (p. 3813)

Son rappel au règlement (cf. supra) [9 octobre 1997] (p. 3830)

Thèmes :

Constitution : article 49, alinéa 3 (p. 3814)

Elections et référendums : représentation proportionnelle (p. 3814)

Discussion des articles [9 octobre 1997] (p. 3831)

Article 3 (article L. 4133-1 du code général des collectivités locales : déclaration politique des candidats à la fonction de président de conseil régional)

Intervient sur le sous-amendement oral de M. Jean-Louis Masson (application de l'incompatibilité aux adjoints aux maires et aux vice-présidents de conseil général) à l'amendement n° 14 de M. Jacques Blanc (incompatibilité de l'exercice de la fonction de président de conseil régional avec toute autre fonction exécutive locale)

Son amendement n° 15 (de suppression) (p. 3831) : rejeté (p. 3833)

Article 4 (article L. 4311-1-1 du code général des collectivités territoriales : délai prévu pour la tenue du débat sur les orientations budgétaires de la région)

Soutient l'amendement n° 13 de M. Jacques Blanc (procédure de motion de renvoi en l'absence d'adoption du budget dans les délais prévus par la loi) (p. 3865) : retiré (p. 3865)

Intervient sur l'amendement n° 24 de M. Guy Hascoët (procédure d'examen de différents projets budgétaires en l'absence d'adoption du budget dans les délais prévus par la loi) (p. 3865)

Son amendement n° 17 (délai de 10 jours pour la présentation d'un nouveau budget par le président) (p. 3865) : retiré

Intervient sur l'amendement n° 10 de M. Bernard Derosier (délai de 5 jours pour la présentation d'un nouveau budget par le président) (p. 3866)

Intervient sur l'amendement n° 26 de M. Christian Estrosi (délai de 12 jours pour la présentation d'un nouveau budget par le président) (p. 3866)

Son amendement n° 18 (suppression de l'intervention du bureau dans la procédure de préparation du projet de budget) (p. 3867) : rejeté (p. 3868)

Son amendement n° 19 (suppression de l'intervention du bureau dans la procédure d'adoption des budgets régionaux) : rejeté (p. 3868)

Son amendement n° 20 (suppression de l'intervention du bureau dans la procédure d'adoption des budgets régionaux) : rejeté (p. 3868)

Son amendement n° 21 (suppression de la référence au bureau du conseil régional) : rejeté (p. 3869)

Son amendement n° 22 (suppression de la référence au bureau du conseil régional) : rejeté (p. 3869)

Après l'article 4

Intervient sur l'amendement n° 4 de M. Jean-Louis Masson (incompatibilité des fonctions de président ou de vice-président du conseil régional avec les fonctions de président ou de vice-président du conseil général) (p. 3870)

Soutient l'amendement n° 1 de M. Adrien Zeller (mode de scrutin pour l'élection des conseillers régionaux) (p. 3871) : rejeté (p. 3872)

Titre

Son amendement n° 16 (proposition de loi portant réforme du mode de vote des budgets régionaux) : retiré (p. 3875)

Ses explications de vote (p. 3875)

Vote contre du groupe de l'Union pour la Démocratie française (p. 3875)

Projet de loi de finances n° 230 pour 1998

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COOPÉRATION

II - COOPÉRATION

Examen du fascicule [5 novembre 1997] (p. 5449)

Son intervention (p. 5456)

Thèmes avant la procédure des questions :

Corps diplomatique et consulaire (p. 5457)

Défense : volontaires du service national actif (VSNA) (p. 5457)

Etrangers : immigration (p. 5457)

Organisations internationales : organisations non gouvernementales (ONG) (p. 5457)

Politique extérieure : aide au développement (p. 5456)

Politique extérieure : Fonds d'aide et de coopération (FAC) (p. 5457)

Proposition de résolution n° 219 tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'utilisation des fonds publics en Corse

Avant la discussion de l'article unique [3 mars 1998] (p. 1849)

Son intervention (p. 1855)

Thèmes :

Assemblée nationale : commissions d'enquête (p. 1856, 1857)

Assemblée nationale : missions d'information (p. 1856)

Etat (p. 1855, 1857)

Finances publiques : fonds publics (p. 1855, 1856)

Impôts et taxes : fraude fiscale (p. 1856)

Ordre public : terrorisme : attentats (p. 1855)

Régions : Corse (p. 1855 à 1857)

Secteur public : services publics (p. 1856)

Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie française (p. 1857)

Projet de loi n° 727 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la mise aux voix du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [3 juin 1998] (p. 4653)

Son exception d'irrecevabilité (p. 4655) soutenue par M. Dominique Bussereau : rejetée (p. 4659)

Projet de loi n° 975 relatif au mode d'élection des conseillers régionaux et des conseillers à l'Assemblée de Corse et au fonctionnement des conseils régionaux

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [23 juin 1998] (p. 5269, 5295)

Sa question préalable (p. 5273) : rejetée (p. 5279)

Thèmes :

Assemblée nationale : conditions de travail (p. 5275)

Collectivités territoriales : compétences (p. 5275, 5276)

Collectivités territoriales : décentralisation (p. 5274, 5276)

Collectivités territoriales : élus locaux : durée des mandats (p. 5276)

Elections et référendums : modes de scrutin : élections régionales (p. 5274 à 5276)

Partis et mouvements politiques : Front national (p. 5274, 5275)

Régions : budget (p. 5274 à 5276)

Régions : conseils régionaux : durée des mandats (p. 5275, 5276)

Régions : conseils régionaux : présidents de conseil régional

Projet de loi n° 780 d'orientation relatif à la lutte contre les exclusions

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 juin 1998] (p. 5535, 5552)

Son exception d'irrecevabilité (p. 5542) soutenue par M. François Goulard : rejetée (p. 5548)

Yvette ROUDY

*Calvados (3^{ème} circonscription)
Socialiste
Secrétaire de l'Assemblée nationale*

Élue le 1^{er} juin 1997

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9390)

NOMINATIONS

Secrétaire de l'Assemblée nationale [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9421)

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9423)

Représentante suppléante de la délégation française aux Assemblées du Conseil de l'Europe et de l'UEO [J.O. du 25 juin 1997] (p. 9800)

DÉPÔT

Rapport d'information déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur la Francophonie [28 octobre 1997] [28 octobre 1997] (n° 390)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Femmes. Politique à l'égard des femmes. Délégation interministérielle, fonctionnement [21 janvier 1998] (p. 484)

DÉBATS

Projet de loi n° 200 relatif au développement d'activités pour l'emploi des jeunes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 septembre 1997] (p. 2917, 2943, 2981)

Son intervention (p. 2967)

Thèmes :

Collectivités territoriales (p. 2967)

Communes (p. 2967)

Projet de loi n° 202 relatif à la prévention et à la répression des infractions sexuelles ainsi qu'à la protection des mineurs

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 septembre 1997] (p. 3495, 3516)

Son intervention (p. 3517)

Thèmes :

Droit pénal : tourisme sexuel (p. 3518)

Enfants : mauvais traitements (p. 3518)

Discussion des articles [30 septembre 1997] (p. 3535) ; [1er octobre 1997] (p. 3564, 3618)

Article 10 (articles 225-16-1 et 225-16-2 nouveaux du code pénal : création du délit de bizutage)

Intervient sur l'amendement n° 168 de M. Pierre Mazeaud (de suppression) (p. 3587)

Projet de loi de finances n° 230 pour 1998

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

FONCTION PUBLIQUE, RÉFORME DE L'ÉTAT ET DÉCENTRALISATION

Examen du fascicule [22 octobre 1997] (p. 4447)

Son intervention (p. 4457)

Thèmes avant la procédure des questions :

Femmes : parité (p. 4458)

Fonctionnaires et agents publics : hauts fonctionnaires : femmes (p. 4457)

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COOPÉRATION

II - COOPÉRATION

Examen du fascicule [5 novembre 1997] (p. 5449)

Son intervention (p. 5461)

Thème avant la procédure des questions :

Langue française : francophonie (p. 5461, 5462)

EMPLOI ET SOLIDARITÉ

I - EMPLOI

Examen du fascicule [6 novembre 1997] (p. 5477, 5515)

Son intervention (p. 5500)

Thème avant la procédure des questions :

Femmes : égalité professionnelle (p. 5500)

Projet de loi n° 975 relatif au mode d'élection des conseillers régionaux et des conseillers à l'Assemblée de Corse et au fonctionnement des conseils régionaux

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [23 juin 1998] (p. 5305) ; [24 juin 1998] (p. 5334, 5362)

Article 4 (article L. 346 du code électoral : obligation d'effectuer une déclaration de candidature)

Son amendement n° 69 (parité entre candidats des deux sexes) (p. 5342) : adopté au scrutin public (p. 5345)

Après l'article 16

Son amendement n° 70 (parité entre les candidats des deux sexes aux élections à l'Assemblée de Corse) (p. 5366) : adopté (p. 5367)

Jean ROUGER

*Charente-Maritime (3^{ème} circonscription)
Socialiste*

Élu le 1^{er} juin 1997

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9390)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9422)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 384, posée le 26 mai 1998. Transports ferroviaires. Fonctionnement (J.O. Questions p. 4356). Appelée le 2 juin 1998. Poitou-Charentes (p. 4566)

René ROUQUET

*Val-de-Marne (9^{ème} circonscription)
Socialiste*

Élu le 1^{er} juin 1997

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9390)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9423)

Secrétaire de la commission des affaires étrangères [J.O. du 18 juin 1997] (p. 9560)

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République togolaise relative à la circulation et au séjour des personnes (ensemble deux échanges de lettres) (n° 32) [3 juillet 1997]

Rapporteur de la proposition de loi relative à la reconnaissance du génocide arménien de 1915 (n° 895) [19 mai 1998]

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 32), autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République togolaise relative à la circulation et au séjour des personnes (ensemble deux échanges de lettres) [25 février 1998] (n° 729)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur la proposition de loi (n° 895) de M. Didier Migaud et plusieurs de ses collègues relative à la reconnaissance du génocide arménien de 1915 [26 mai 1998] (n° 925)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Déchets, pollutions et nuisances. Air. Lutte et prévention [1^{er} octobre 1997] (p. 3605)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 230 pour 1998

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET ENVIRONNEMENT

II - ENVIRONNEMENT

Examen du fascicule [4 novembre 1997] (p. 5349)
Son intervention (p. 5361)

Thèmes avant la procédure des questions :

Déchets, pollutions et nuisances : déchets ménagers (p. 5361, 5362)

Environnement : enquêtes publiques (p. 5362)

Politiques communautaires : directives : environnement (p. 5362)

Procédure des questions :

Cours d'eau, étangs et lacs (p. 5381)

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COOPÉRATION

II - COOPÉRATION

Examen du fascicule [5 novembre 1997] (p. 5449)
Son intervention (p. 5458)

Thèmes avant la procédure des questions :

Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) (p. 5459)

Politique extérieure : aide au développement (p. 5458, 5459)

Politique extérieure : coopération militaire (p. 5458, 5459)

Politique extérieure : Fonds d'aide et de coopération (FAC) (p. 5458)

Politique extérieure : zone franc (p. 5458, 5459)

Politiques communautaires : conventions de Lomé (p. 5459)

Proposition de loi n° 895 relative à la reconnaissance du génocide arménien de 1915

Rapporteur de la commission des affaires étrangères

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [29 mai 1998] (p. 4493)

Son intervention (p. 4493)

Thèmes :

- Droit pénal : crimes contre l'humanité (p. 4493, 4494)
 Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) (p. 4494)
 Pays étrangers : Arménie (p. 4493, 4494)
 Pays étrangers : Turquie (p. 4493, 4494)

Discussion de l'article unique [29 mai 1998] (p. 4506)

Ses interventions dans la discussion des amendements et sous-amendements (p. 4509 à 4512)

Ségolène ROYAL

*Deux-Sèvres (2^{ème} circonscription)
 Socialiste*

Ministre déléguée chargée de l'enseignement scolaire

Élue le 1^{er} juin 1997

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9390)

Est nommé ministre déléguée chargée de l'enseignement scolaire. Décret du 4 juin 1997 [J.O. du 5 juin 1997] (p. 9121)

Cessation de son mandat de députée le 4 juillet 1997 (voir indications préliminaires) [J.O. du 6 juillet 1997] (p. 10294)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9423)

Cesse d'appartenir à la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 17 juin 1997] (p. 9541)

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 17 juin 1997] (p. 9541)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires étrangères [J.O. du 2 juillet 1997] (p. 10060)

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 2 juillet 1997] (p. 10060)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Membre du Gouvernement

RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

M. Christian Bataille. Enseignement. Politique de l'éducation. Perspectives [25 juin 1997] (p. 2907)

Mme Marie-Françoise Pérol-Dumont. Enseignement. Fonctionnement. Effectifs de personnel, moyens financiers [7 octobre 1997] (p. 3680)

M. Jacques Heuclin. Enseignement maternel et primaire. Elèves. Admission en classe de maternelle, enfants âgés de deux ans [21 octobre 1997] (p. 4386)

M. Michel Lefait. Prestations familiales. Aide à la scolarité. Création, conséquences, cantines, fréquentation [28 octobre 1997] (p. 4851)

M. Bernard Outin. Enseignement maternel et primaire. Etablissements. Visites et sorties, réglementation [18 novembre 1997] (p. 6077)

M. Christian Paul. Enseignement. Fonctionnement. Rentrée scolaire, préparation [13 janvier 1998] (p. 159)

M. Léonce Deprez. Sécurité publique. Enfants. Centre de vacances [24 mars 1998] (p. 2031)

M. Jean Briane. Heure légale. Heure d'été et heure d'hiver. Suppression [25 mars 1998] (p. 2108)

M. Pierre-Christophe Baguet. Enseignement. Rythmes et vacances scolaires. Calendrier [21 avril 1998] (p. 2820)

M. Léo Andy. DOM. Guadeloupe : enseignement. Politique de l'éducation, perspectives [28 avril 1998] (p. 3094)

M. André Schneider. Enseignement secondaire. Lycées. Réforme [29 avril 1998] (p. 3210)

M. Daniel Marsin. DOM. Guadeloupe : enseignement. Politique de l'éducation, perspectives [29 avril 1998] (p. 3213)

M. Gérard Charasse. Formation professionnelle. Groupement d'établissements scolaires pour la formation continue (GRETA). Personnel, statut [17 juin 1998] (p. 5088)

M. Gabriel Montcharmont. Enseignement. Equipements. Internet, accès [17 juin 1998] (p. 5094)

Mme Raymonde Le Texier. Enseignement. Zone d'éducation prioritaire (ZEP). Perspectives [17 juin 1998] (p. 5095)

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT DE

M. Patrick Delnatte. Recherche. Physique nucléaire. Programme de recherche Soleil, implantation [9 décembre 1997] (p. 7146)

M. Jean Pontier. Enseignement. Médecine scolaire et universitaire. Effectifs de personnel, infirmiers [9 décembre 1997] (p. 7144)

M. Jean-Paul Bret. Enseignement supérieur. Recherche. Sciences humaines, contenu, université Jean-Moulin Lyon-III [9 décembre 1997] (p. 7147)

M. Jean-Jacques Filleul. Enseignement. Fonctionnement. Effectifs de personnel, (personnel) Ingénieur, administratif, technicien, ouvrier et de service (IATOS), lycée Chaptal, Amboise [16 décembre 1997] (p. 7836)

Mme Véronique Carrion-Bastok. Enseignement : personnel. Contractuels. Concurrence des emplois jeunes [16 décembre 1997] (p. 7837)

M. Aloyse Warhouver. Enseignement technique et professionnel. Lycées professionnels. Nouvelles filières, création, Moselle [20 janvier 1998] (p. 392)

M. Roland Blum. Grandes écoles. Classes préparatoires. Bizutage, lycée Thiers, Marseille [20 janvier 1998] (p. 393)

M. Joseph Tyrode. Enseignement : personnel. Frais de déplacement. Montant [20 janvier 1998] (p. 391)

M. Christian Bataille. Enseignement. Fonctionnement. Effectifs de personnel, moyens financiers, Nord [3 février 1998] (p. 913)

M. Henri Sicre. Formation professionnelle. Apprentissage. Secteur public, financement, emplois jeunes [3 février 1998] (p. 915)

M. Pierre Goldberg. Enseignement secondaire : personnel. Enseignants. Revendications [3 février 1998] (p. 910)

- M. Renaud Dutreil. Enseignement secondaire. Fonctionnement. Effectifs de personnel, Charly-sur-Marne [3 février 1998] (p. 912)
- M. Jean-Pierre Blazy. Justice. Fonctionnement. Effectifs de magistrats, actions de prévention, Val-d'Oise [10 février 1998] (p. 1353)
- M. Yves Tavernier. Justice. Tribunaux. Fonctionnement, effectifs de magistrats, Essonne [10 février 1998] (p. 1351)
- Mme Françoise de Panafieu. Enseignement maternel et primaire. Fermeture de classes. Ecole primaire Fernand Labori, Paris XVIII^{ème} arrondissement [10 février 1998] (p. 1347)
- M. Claude Goasguen. Enseignement. Programmes. Instruction civique [10 février 1998] (p. 1349)
- M. François Dosé. Enseignement maternel et primaire. Ecoles. Maintien, zones rurales [3 mars 1998] (p. 1810)
- M. Bernard Cazeneuve. Enseignement. Zone d'éducation prioritaire (ZEP). Plan de relance [3 mars 1998] (p. 1811)
- M. Pierre Albertini. Enseignement supérieur. Universités. Délocalisations, antennes, fonctionnement, financement [31 mars 1998] (p. 2216)
- Mme Annette Peulvast-Bergeal. Emploi. Emplois jeunes. Enseignements, limite d'âge [31 mars 1998] (p. 2217)
- M. André Schneider. Enseignement supérieur : personnel. Assistants et vacataires. Rémunérations [31 mars 1998] (p. 2218)

DÉBATS

Projet de loi n° 202 relatif à la prévention et à la répression des infractions sexuelles ainsi qu'à la protection des mineurs

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 septembre 1997] (p. 3495, 3516)

Son intervention (p. 3499)

Thèmes :

- Associations (p. 3501)
- Droit pénal : bizutage (p. 3499)
- Droit pénal : mineurs : drogue (p. 3501)
- Enfants : droits de l'enfant (p. 3499)
- Enseignement : personnel : chefs d'établissement (p. 3501)
- Enseignement maternel et primaire : personnel : instituteurs (p. 3499)
- Justice : parquet (p. 3500)

Projet de loi de finances n° 230 pour 1998

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

EDUCATION NATIONALE, RECHERCHE ET TECHNOLOGIE

I - ENSEIGNEMENT SCOLAIRE

Examen du fascicule [13 novembre 1997] (p. 5751, 5775)

Son intervention (p. 5769)

Ses réponses (p. 5775 à 5795)

Thèmes avant la procédure des questions :

- Enseignement : éducation civique (p. 5771)
- Enseignement : médecine scolaire et universitaire (p. 5771)
- Enseignement : orientation scolaire et professionnelle (p. 5770)
- Enseignement : politique de l'éducation (p. 5769, 5770)
- Enseignement : rythmes et vacances scolaires (p. 5770)
- Enseignement : zones d'éducation prioritaires (ZEP) (p. 5770)
- Enseignement secondaire : baccalauréat (p. 5769)

Réponses aux questions :

- Aménagement du territoire : zones rurales : enseignement maternel et primaire (p. 5790) (M. Jacques Fleury) (p. 5790)
- Emploi : contrats emploi-jeunes : enseignement : personnel (p. 5785) (M. Jean-Paul Bret) (p. 5785)
- Enseignement : illettrisme (p. 5793) (Mme Dominique Gillot) (p. 5792)
- Enseignement : langues étrangères (p. 5775) (Mme Michèle Alliot-Marie) (p. 5775)
- Enseignement : médecine scolaire et universitaire (p. 5780) (Mme Bernadette Isaac-Sibille) (p. 5780)
- Enseignement : médecine scolaire et universitaire (p. 5784) (M. Patrick Leroy) (p. 5783)
- Enseignement : médecine scolaire et universitaire (p. 5792) (Mme Paulette Guinchard-Kunstler) (p. 5792)
- Enseignement : politique de l'éducation : enfants (p. 5779) (M. Jean-Pierre Brard) (p. 5779)
- Enseignement : rythmes et vacances scolaires (p. 5781) (M. Gérard Voisin) (p. 5780)
- Enseignement : rythmes et vacances scolaires (p. 5783) (M. Philippe Duron) (p. 5783)
- Enseignement : zones d'éducation prioritaires (ZEP) (p. 5788) (Mme Geneviève Perrin-Gaillard) (p. 5788)
- Enseignement : zones d'éducation prioritaires (ZEP) (p. 5789) (M. Jean-Louis Fousseret) (p. 5789)
- Enseignement : personnel : auxiliaires (p. 5778) (M. Michel Vaxès) (p. 5778)
- Enseignement : personnel : non-enseignants (p. 5789) (M. Henri Bertholet) (p. 5789)
- Enseignement : personnel : psychologues scolaires (p. 5785) (M. Michel Vaxès) (p. 5785)
- Enseignement maternel et primaire : cantines scolaires (p. 5778) (M. Patrick Leroy) (p. 5777)
- Enseignement maternel et primaire : classes de nature (p. 5794) (M. Jean-Pierre Baumler) (p. 5794)
- Enseignement privé (p. 5776) (Mme Martine Aurillac) (p. 5776)
- Enseignement secondaire : personnel : personnel de direction (p. 5777) (M. André Schneider) (p. 5776)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [17 décembre 1997] (p. 8024) ; [18 décembre 1997] (p. 8101)

Article 22 bis supprimé par le Sénat (majoration du prélèvement sur les jeux exploités par la Française des Jeux affecté au Fonds national pour le développement du sport)

Intervient sur l'amendement n° 36 de la commission (rétablissement de l'article) (p. 8109)

Projet de loi n° 780 d'orientation relatif à la lutte contre les exclusions

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [6 mai 1998] (p. 3515); [7 mai 1998] (p. 3533, 3562); [12 mai 1998] (p. 3649, 3684); [13 mai 1998] (p. 3741, 3776); [14 mai 1998] (p. 3815, 3872); [18 mai 1998] (p. 3931, 3975); [19 mai 1998] (p. 4076, 4102); [20 mai 1998] (p. 4205)

Ses interventions dans la discussion des amendements et sous-amendements (p. 4089 à 4094)

Après l'article 75

Soutient le sous-amendement n° 997 du Gouvernement (comité d'éducation à la santé et à la citoyenneté) à l'amendement n° 795 corrigé de M. Jean-Michel Marchand (p. 4093) : adopté (p. 4094)

Soutient le sous-amendement n° 998 du Gouvernement (suppression d'un alinéa) à l'amendement n° 795 corrigé de M. Jean-Michel Marchand (p. 4093) : adopté (p. 4094)

S

Michel SAINTE-MARIE

*Gironde (6^{ème} circonscription)
Socialiste*

Élu le 1^{er} juin 1997

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9390)

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9423)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 302, posée le 21 avril 1998. Industrie. Construction aéronautique (J.O. Questions p. 2894). Appelée le 28 avril 1998. Aérospatiale, emploi et activité, Aquitaine (p. 3081)

Rudy SALLES

*Alpes-Maritimes (3^{ème} circonscription)
Union pour la démocratie française
puis Union pour la démocratie française-Alliance*

Élu le 1^{er} juin 1997

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9391), devenu groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance [J.O. du 25 juin 1998] (p. 9698)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9422)

Membre titulaire du conseil d'administration de la société nationale de programme Radio-France [J.O. du 19 septembre 1997] (p. 13659)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 417 instaurant un service minimum d'accueil des élèves en cas de grève des personnels de l'éducation nationale [4 novembre 1997]

Proposition de loi n° 418 visant à assurer la sécurité des enfants à la sortie des cours primaires, en cas de retard exceptionnel des parents [4 novembre 1997]

Proposition de loi n° 703 visant à protéger la circulation nocturne des mineurs [24 février 1998]

Proposition de loi n° 747 visant à garantir l'accueil des élèves de collège pendant toute la durée d'ouverture des établissements [26 février 1998]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Perspectives [28 octobre 1997] (p. 4845)

Banques et établissements financiers. Livrets d'épargne populaire. Livret A [25 mars 1998] (p. 2107)

Etrangers. Sans-papiers. Régularisation [30 juin 1998] (p. 5513)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 144, posée le 20 janvier 1998. Enseignement supérieur. Universités (J.O. Questions p. 472). Appelée le 27 janvier 1998. Programmes, langues régionales, Nice (p. 547)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Estime nécessaire la présence en séance du Ministre de l'intérieur pour que la discussion générale puisse se poursuivre [4 décembre 1997] (p. 7062)

Estimant avoir été mis en cause avec ses collègues des Alpes-Maritimes, rappelle les conditions dans lesquelles ils ont participé à la manifestation de Nice pour le maintien des lois Pasqua-Debré [9 décembre 1997] (p. 7183)

Déplore les insultes réitérées à l'encontre de députés de l'opposition [10 décembre 1997] (p. 7290)

Souhaite qu'un orateur puisse répondre au Gouvernement ou à la commission sur chaque amendement [11 décembre 1997] (p. 7345)

DÉBATS

Projet de loi n° 199 portant réforme du service national

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [18 septembre 1997] (p. 3279, 3308) ; [22 septembre 1997] (p. 3341, 3386)

Article 1er (création d'un livre premier du code du service national)

Article L. 111-2 du code du service national : contenu du service national universel

Intervient sur l'amendement n° 28 de M. Pierre Lellouche (enseignement de la défense) (p. 3293)

Projet de loi de finances n° 230 pour 1998

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

JUSTICE

Examen du fascicule [21 octobre 1997] (p. 4411)

Procédure des questions :

Communes : Nice : cours d'appel (p. 4435)

INTÉRIEUR

Examen du fascicule [30 octobre 1997] (p. 5067)

Procédure des questions :

Police : effectifs : Nice (p. 5113)

Projet de loi n° 328 relatif à la nationalité et modifiant le code civil

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [26 novembre 1997] (p. 6401, 6431) ; [27 novembre 1997] (p. 6471, 6507)
Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité de M. François Bayrou (p. 6425)

Son intervention (p. 6487)

Thèmes :

Nationalité : acquisition : référendums (p. 6425)

Nationalité : acquisition par déclaration de nationalité (p. 6425, 6487)

Discussion des articles [28 novembre 1997] (p. 6539, 6570, 6607)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 162 de M. Jean-Marie Le Chevallier (suppression des articles permettant l'acquisition de la nationalité à raison de la naissance en France) (p. 6543)

Article 1er (article 21-7 du code civil : acquisition de la nationalité française à raison de la naissance et de la résidence en France)

Son intervention (p. 6556)

Intervient sur l'amendement n° 577 de M. Jacques Kossowski (de suppression) (p. 6579)

Son amendement n° 552 (de suppression) (p. 6579) : rejeté au scrutin public (p. 6581)

Son amendement n° 568 (suppression de la notion de discontinuité dans la résidence en France) (p. 6598) : rejeté (p. 6602)

Son amendement n° 567 (obligation de prêter serment et de renoncer à sa nationalité d'origine) (p. 6608) : rejeté (p. 6609)

Soutient l'amendement n° 570 de M. Hervé de Charette (possibilité pour le Gouvernement de s'opposer par décret à l'acquisition de la nationalité française pour un jeune criminel) (p. 6609) : rejeté (p. 6616)

Intervient sur les amendements n°s 73, 71, 69, 61, 65, 59, 63, 67, 72, 70, 68, 64, 60, 58, 62 et 66 de M. Thierry Mariani (subordination de l'acquisition de la nationalité française à l'absence de toute condamnation judiciaire) (p. 6609)

Intervient sur l'amendement n° 619 de M. Renaud Dutreil (suppression de l'obligation d'information) (p. 6618)

Intervient sur l'amendement n° 40 de M. Jean Leonetti (introduction de la notion d'information individuelle) (p. 6618)

Intervient sur l'amendement n° 646 rectifié de M. Julien Dray (organisation d'une cérémonie républicaine le 14 juillet pour les personnes atteignant l'âge de 18 ans) (p. 6621)

Intervient sur l'amendement n° 41 de M. Jean Leonetti (organisation d'une cérémonie civique à l'intention des nouveaux citoyens français) (p. 6621)

Intervient sur l'amendement n° 14 de M. Jean Leonetti (organisation d'une cérémonie citoyenne pour la remise de la carte d'électeur) (p. 6621)

Intervient sur l'amendement n° 664 de M. Jean-Pierre Michel (remise d'un livret civique aux jeunes français à 18 ans) (p. 6621)

Intervient sur l'amendement n° 42 de M. Jean Leonetti (organisation d'une information citoyenne lors de l'appel de préparation à la défense) (p. 6628)

Après l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 532 de M. Renaud Donnedieu de Vabres (remise par le maire d'un certificat de nationalité française) (p. 6633)

Article 2 (article 21-8 du code civil : faculté de décliner la qualité de Français)

Son intervention (p. 6634)

Son amendement n° 553 (de suppression) : rejeté (p. 6635)

Article 3 (article 21-9 du code civil : perte de la faculté de décliner la nationalité française)

Son amendement n° 554 (de suppression) (p. 6638) : rejeté (p. 6641)

Intervient sur l'amendement n° 571 de M. Hervé de Charette (obligation de prêter serment pour les jeunes gens devenus français) (p. 6641)

Son amendement n° 555 (précision des procédures de manifestation de volonté et de prestation de serment) (p. 6641) : rejeté (p. 6642)

Article 4 (article 21-10 du code civil : acquisition de la nationalité française par les enfants de diplomates étrangers nés et résidant en France)

Son amendement n° 556 (de suppression) (p. 6644) : adopté (p. 6645)

Article 5 (article 21-11 du code civil : anticipation de l'acquisition de la nationalité française à raison de la naissance et de la résidence en France)

Son amendement n° 557 (de suppression) (p. 6646) : rejeté (p. 6647)

Intervient sur l'amendement n° 112 de M. Thierry Mariani (nécessité d'une période de résidence en France de cinq ans précédant la demande de nationalité) (p. 6651)

Intervient sur l'amendement n° 627 de M. Renaud Dutreil (suppression de la notion de période continue ou discontinue pour déterminer la condition de résidence de cinq ans) (p. 6651)

Soutient l'amendement n° 520 de M. Marc Laffineur (suppression de la notion de période discontinue pour déterminer la condition de résidence de cinq ans) (p. 6651) : rejeté (p. 6652)

Soutient l'amendement n° 626 de M. Renaud Dutreil (suppression de la notion de période discontinue pour déterminer la condition de résidence de cinq ans) (p. 6651) : rejeté (p. 6652)

Son amendement n° 663 (suppression de la notion de période discontinue pour déterminer la condition de résidence de cinq ans) (p. 6651) : rejeté (p. 6652)

Article 6 (article 21-19 du code civil : coordination avec la suppression de la manifestation de volonté d'être français)

Son amendement n° 558 (de suppression) : rejeté (p. 6659)

Article 7 (article 21-27 du code civil : obstacles à l'acquisition de la nationalité française)

Son amendement n° 559 (de suppression) (p. 6662) : rejeté (p. 6663)

Article 9 (articles 26 à 26-5 du code civil : coordinations avec la suppression de la manifestation de volonté d'être français)

Son amendement n° 560 (de suppression) : rejeté (p. 6667)

Article 11 (article 20-5 du code civil : non-application du double droit du sol aux enfants de diplomates)

Son amendement n° 561 (de suppression) : rejeté (p. 6668)

Avant l'article 15

Intervient sur l'amendement n° 24 de la commission (restitution au juge d'instance de la compétence pour délivrer un certificat de nationalité, avec possibilité de délégation au greffier en chef) (p. 6672)

Intervient sur l'amendement n° 28 de la commission (rétablissement du double droit du sol pour les enfants de parents nés dans les colonies ou dans les territoires d'outre mer) (p. 6680)

Intervient sur l'amendement n° 655 de M. Noël Mamère (rétablissement du double droit du sol pour les enfants de parents nés dans les colonies ou dans les territoires d'outre mer) (p. 6680)

Intervient sur l'amendement n° 598 de M. Patrick Braouezec (rétablissement du double droit du sol pour les enfants de parents nés dans les colonies ou dans les territoires d'outre mer) (p. 6680)

Article 15 (articles L. 15 et L. 16 du code du service national : incidences de la réforme de la nationalité sur le code du service national)

Son amendement n° 562 (de suppression) : rejeté (p. 6682)

Article 16 (article 21-7 du code civil : manifestation de volonté souscrite mais non enregistrée avant l'entrée en vigueur du projet de loi)

Son amendement n° 563 soutenu par M. Thierry Mariani (de suppression) : rejeté (p. 6684)

Article 17 (articles 21-7, 21-8, 26 et suivants du code civil : dispositions transitoires concernant les personnes nées en France de parents étrangers)

Son amendement n° 564 soutenu par M. Thierry Mariani (de suppression) : rejeté (p. 6685)

Projet de loi n° 327 relatif à l'entrée et au séjour des étrangers en France et au droit d'asile

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 décembre 1997] (p. 6961, 7005, 7039)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité de M. Jean-Louis Debré (p. 6996)

Son intervention (p. 7053)

Son rappel au règlement (cf. supra) [4 décembre 1997] (p. 7062)

Thèmes :

Etrangers : conditions d'entrée et de séjour : lois (p. 7054)

Etrangers : immigration : relations Nord-Sud (p. 7053)

Etrangers : immigration clandestine (p. 6997)

Etrangers : intégration (p. 6997)

Etrangers : regroupement familial (p. 6997)

Partis et mouvements politiques : extrême gauche (p. 6996)

Partis et mouvements politiques : Front national (p. 6997)

Politique extérieure : coopération (p. 7054)

Politiques communautaires : immigration (p. 7054)

Discussion des articles [9 décembre 1997] (p. 7179, 7203) ; [10 décembre 1997] (p. 7239, 7273, 7297) ; [11 décembre 1997] (p. 7321, 7339, 7380) ; [12 décembre 1997] (p. 7413, 7453, 7504) ; [14 décembre 1997] (p. 7603, 7633, 7663) ; [15 décembre 1997] (p. 7698, 7736, 7770) ; [16 décembre 1997] (p. 7858, 7899)

Avant l'article 1er

Son rappel au règlement (cf. supra) [9 décembre 1997] (p. 7183)

Article 1er (article 5 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 : motivation des refus de visas et allègement des formalités aux frontières)

Son rappel au règlement (cf. supra) [10 décembre 1997] (p. 7290)

Article 2 (article 5-3 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 : modification du régime du certificat d'hébergement)

Son intervention (p. 7324)

Son rappel au règlement (cf. supra) [11 décembre 1997] (p. 7345)

Après l'article 2

Intervient sur l'amendement n° 570 de M. André Gerin (suppression des deux derniers alinéas de l'article 8 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 concernant la police des étrangers) (p. 7358)

Intervient sur les amendements n°s 572 à 575 de M. André Gerin (suppression successive des articles 8-1 à 8-3 de l'ordonnance du 2 novembre 1945) (p. 7361)

Article 3 (article 12 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 : institution d'un titre de séjour "scientifique")

Son intervention (p. 7367)

Intervient sur l'amendement n° 133 de M. Henri Cuq (de suppression) (p. 7371)

Soutient l'amendement n° 451 de M. Éric Doligé (de suppression) (p. 7371) : rejeté (p. 7373)

Soutient l'amendement n° 1045 de M. Pascal Clément (de suppression) (p. 7371) : rejeté (p. 7373)

Soutient l'amendement n° 1531 de M. Claude Goasguen (conditions que les pièces d'état civil soient reconnues par l'Etat français) (p. 7374) : rejeté (p. 7374)

Intervient sur l'amendement n° 449 de M. Jacques Masdeu-Arus (condition d'entrée régulière en France) (p. 7384)

Intervient sur l'amendement n° 626 de M. Thierry Mariani (condition d'entrée régulière en France) (p. 7384)

Intervient sur l'amendement n° 137 de M. Henri Cuq (condition d'entrée régulière en France) (p. 7384)

Intervient sur l'amendement n° 426 de M. Jean-Luc Warsmann (condition d'entrée régulière en France) (p. 7384)

Intervient sur l'amendement n° 596 de M. Thierry Mariani (condition de ressources suffisantes) (p. 7386)

Intervient sur l'amendement n° 11 de M. Jacques Masdeu-Arus (condition de ressources suffisantes) (p. 7386)

Son amendement n° 944 (condition que l'établissement accueillant le chercheur ou l'enseignant soit français) : retiré (p. 7389)

Intervient sur l'amendement n° 2062 de M. Christophe Caresche (institution d'une carte de séjour temporaire pour les artistes) (p. 7397)

Intervient sur l'amendement n° 573 rectifié de M. André Gerin (institution d'une carte de séjour temporaire pour les artistes) (p. 7397)

Son amendement n° 945 (institution d'une carte de séjour temporaire portant la mention "membre de la famille") : rejeté (p. 7405)

Article 4 (article 12 bis de l'ordonnance du 2 novembre 1945 : personnes éligibles à la carte de séjour temporaire "situation personnelle et familiale")

Son intervention (p. 7415)

Soutient l'amendement n° 1684 de M. Claude Goasguen (possibilité de refus de la carte de séjour temporaire en cas de menace potentielle pour l'ordre public) (p. 7440) : rejeté (p. 7441)

Son amendement n° 946 (suppression de l'expression "portant la mention situation personnelle et familiale") : rejeté (p. 7444)

Intervient sur l'amendement n° 52 de la commission (substitution de l'expression "vie privée" aux mots "situation personnelle") (p. 7445)

Intervient sur les sous-amendements n°s 2024 à 2031 de M. Bernard Accoyer (précisions sur la notion de "vie privée") à l'amendement n° 52 de la commission (p. 7445)

Soutient l'amendement n° 1535 de M. Claude Goasguen (maintien de la seule mention "situation familiale") (p. 7445) : retiré (p. 7445)

Son amendement n° 947 (condition de durée du mariage de un an) : rejeté (p. 7463)

Son amendement n° 948 (condition de vie commune) : rejeté (p. 7465)

Son amendement n° 949 (suppression de la condition d'exercice partiel de l'autorité parentale) : rejeté (p. 7470)

Son amendement n° 950 (suppression du huitième alinéa du texte proposé : liens personnels et familiaux en France) (p. 7471) : adopté (p. 7472)

Soutient l'amendement n° 729 de M. Hervé de Charette (exercice d'une activité professionnelle soumise à autorisation et à déclaration de l'intéressé) (p. 7474) : rejeté (p. 7474)

Soutient l'amendement n° 905 de M. François d'Aubert (exercice de l'activité professionnelle dépendant de l'expression de volonté de l'intéressé) (p. 7475) : rejeté (p. 7475)

Soutient l'amendement n° 1695 de M. Claude Goasguen (exercice de l'activité professionnelle dépendant de l'expression de volonté de l'intéressé) (p. 7475) : rejeté (p. 7475)

Soutient l'amendement n° 1544 de M. Claude Goasguen (interdiction d'exercer une activité professionnelle pour les conjoints de titulaire d'une carte "scientifique" (p. 7475) : rejeté (p. 7475)

Article 5 (article 12 ter de l'ordonnance du 2 novembre 1945 : autres titulaires de la carte de séjour temporaire)

Soutient l'amendement n° 1668 de M. Lionnel Luca (de suppression) (p. 7483) : rejeté (p. 7483)

Intervient sur l'amendement n° 57 de la commission (extension du bénéfice de la carte au conjoint et enfants mineurs du bénéficiaire de l'asile territorial) (p. 7486)

Soutient le sous-amendement n° 2038 de M. Pierre Cardo (allongement de un à deux ans de la durée du mariage) à l'amendement n° 57 de la commission (p. 7487)

Intervient sur l'amendement n° 1432 de M. Jean-Luc Warsmann (activité professionnelle soumise à autorisation et à condition par la volonté de l'intéressé d'en exercer une) (p. 7488)

Intervient sur l'amendement n° 150 de M. Henri Cug (activité professionnelle soumise à autorisation et à condition par la volonté de l'intéressé d'en exercer une) (p. 7488)

Soutient l'amendement n° 915 de M. François d'Aubert (activité professionnelle soumise à autorisation et à condition par la volonté de l'intéressé d'en exercer une) (p. 7488) : rejeté (p. 7488)

Soutient l'amendement n° 1697 de M. Claude Goasguen (activité professionnelle soumise à autorisation et à condition par la volonté de l'intéressé d'en exercer une) (p. 7488) : rejeté (p. 7488)

Soutient l'amendement n° 917 de M. François d'Aubert (exercice de l'activité professionnelle dans les conditions précisées par l'article L. 341-2 du code du travail) (p. 7488) : rejeté (p. 7488)

Soutient l'amendement n° 916 de M. François d'Aubert (exercice de l'activité professionnelle dans les conditions précisées par l'article L. 341-4 du code du travail) (p. 7488) : rejeté (p. 7488)

Soutient l'amendement n° 920 de M. François d'Aubert (impossibilité d'exercer une activité professionnelle en cas de situation exceptionnellement grave du marché de l'emploi) (p. 7488) : rejeté (p. 7488)

Soutient l'amendement n° 919 de M. François d'Aubert (mention de l'activité professionnelle portée sur la carte) (p. 7488) : rejeté (p. 7488)

Soutient l'amendement n° 1149 de M. Claude Goasguen (rapport annuel du Gouvernement au Parlement) (p. 7488) : retiré (p. 7488)

Article 8 (article 18 bis nouveau de l'ordonnance du 2 novembre 1945 : institution d'une carte de séjour "retraité")

Son amendement n° 951 (de suppression) : rejeté au scrutin public (p. 7555)

Article 10 (article 21 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 : aménagement du régime des infractions d'aide à l'entrée, à la circulation et au séjour d'étrangers en situation irrégulière)

Son amendement n° 952 soutenu par M. François d'Aubert (suppression de la dépénalisation de l'aide au séjour irrégulier pour certains membres de la famille et pour le conjoint ou concubin) (p. 7580) : vote réservé (p. 7585)

Article 17 (article 29 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 : régime du regroupement familial)

Son amendement n° 957 (maintien de la possibilité de refuser le regroupement familial si ses conditions ne

sont plus réunies lors de la demande de titre de séjour) (p. 7674) : rejeté (p. 7682)

Soutient l'amendement n° 1129 de M. Pascal Clément (rétablissement du dispositif antérieur permettant de confisquer le titre de séjour de l'étranger qui a fait venir sa famille en dehors du regroupement familial) (p. 7701) : vote réservé (p. 7705)

Article 19 (article 35 bis de l'ordonnance du 2 novembre 1945 : modification du régime de rétention administrative)

Son intervention (p. 7722)

Son amendement n° 958 (allongement de la durée de la rétention) (p. 7754) : vote réservé (p. 7755)

Son amendement n° 959 soutenu par M. Richard Cazenave (rétablissement du caractère suspensif de l'appel du parquet) (p. 7755) : vote réservé (p. 7756)

Intervient sur l'amendement n° 1163 de M. Claude Goasguen (rapport annuel au Parlement sur les conditions d'application de l'article) (p. 7758)

Article 20 (article 40 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 : dispositions relatives à l'outre-mer)

Intervient sur l'amendement n° 190 de M. Henri Cuq (de suppression) (p. 7763)

Article 24 (article 2 de la loi n° 52-893 du 25 juillet 1952 : extension du champ du statut de réfugié)

Son amendement n° 960 soutenu par M. François Goulard (suppression de la notion de combattant de la liberté) (p. 7797) : rejeté (p. 7798)

Article 32 (opposition à la célébration de mariage)

Son intervention (p. 7861)

Intervient sur l'amendement n° 82 de la commission (de suppression) (p. 7869)

Intervient sur l'amendement n° 200 de M. Henri Cuq (de suppression) (p. 7869)

Intervient sur l'amendement n° 474 de M. Christian Estrosi (de suppression) (p. 7869)

Intervient sur l'amendement n° 624 de M. Thierry Mariani (de suppression) (p. 7869)

Intervient sur l'amendement n° 1505 de M. Claude Goasguen (de suppression) (p. 7869)

Intervient sur l'amendement n° 1642 de M. Jean-Luc Warsmann (de suppression) (p. 7869)

Intervient sur l'amendement n° 1651 de M. Lionnel Luca (de suppression) (p. 7869)

Intervient sur l'amendement n° 1674 de M. André Gerin (de suppression) (p. 7869)

Intervient sur l'amendement n° 1682 de M. Jacques Masdeu-Arus (de suppression) (p. 7869)

Son amendement n° 961 (de suppression) (p. 7866) : adopté (p. 7871)

Article 33 (article 131-30 du code pénal : catégories d'étrangers relevant de l'interdiction judiciaire du territoire)

Son amendement n° 962 (de suppression) (p. 7877) : rejeté (p. 7878)

Après l'article 33

Intervient sur l'amendement n° 1676 de M. André Gerin (suppression de l'article 78-2-1 du code de procédure pénale aux termes duquel la police et la gendarmerie sont autorisées à entrer dans les locaux à usage professionnel sur réquisition du Procureur de la

République afin de contrôler l'identité des salariés) (p. 7888)

Article 37 (article 16 de la loi n° 86-1025 du 9 septembre 1986 : suppression de la dérogation à l'obligation de motivation)

Son intervention (p. 7908)

Son amendement n° 963 soutenu par M. Jean-Luc Warsmann (de suppression) (p. 7908) : rejeté (p. 7909)

Article 38 (article 132-70-1 du code pénal : suppression de la rétention judiciaire)

Son intervention (p. 7910)

Article 11 précédemment réservé (défaut de déclaration d'entrée sur le territoire et suppression de l'interdiction administrative du territoire)

Son intervention (p. 7931)

Son amendement n° 953 soutenu par M. Jean-Luc Warsmann (suppression du II de l'article 11 qui abroge la procédure d'interdiction administrative du territoire) : rejeté (p. 7932)

Article 13 précédemment réservé (article 25 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 : précisions concernant les personnes protégées de l'éloignement)

Soutient le sous-amendement n° 2042 de M. Pierre Cardo (impossibilité d'effectuer un traitement dans le pays d'origine) à l'amendement n° 65 de la commission (de coordination en ce qui concerne les personnes protégées de l'éloignement en raison de leur état de santé) (p. 7939) : rejeté (p. 7940)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 février 1998] (p. 1633, 1669)

Soutient la question préalable opposée par M. François Bayrou (p. 1648) : rejetée (p. 1660)

Thèmes :

Assemblée nationale : conditions de travail (p. 1650)

Assemblée nationale : déclaration d'urgence (p. 1648)

Assemblée nationale : question préalable (p. 1654)

Démographie : migrations (p. 1651)

Etrangers : associations (p. 1653)

Etrangers : certificats d'hébergement (p. 1653)

Etrangers : droit d'asile (p. 1654)

Etrangers : immigration (p. 1650)

Etrangers : immigration clandestine (p. 1651, 1652)

Etrangers : regroupement familial (p. 1651, 1652)

Etrangers : régularisations (p. 1653)

Etrangers : visas (p. 1653)

Famille : mariage : étrangers (p. 1654)

Justice : contentieux : étrangers (p. 1654)

Partis et mouvements politiques : extrême gauche (p. 1649)

Politique extérieure : coopération (p. 1651, 1652)

Politique extérieure : relations Nord-Sud (p. 1651)

Politiques communautaires : immigration (p. 1651, 1654)

Discussion des articles [25 février 1998] (p. 1693) ; [26 février 1998] (p. 1706, 1748)

Article 17 supprimé par le Sénat (article 29 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 : régime du regroupement familial)

Son intervention (p. 1763)

Intervient sur le sous-amendement n° 172 de M. François d'Aubert (nécessité de ressources personnelles stables, suffisantes et légales pour pouvoir bénéficier du regroupement familial) à l'amendement n° 26 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 1770)

Article 19 (article 35 bis de l'ordonnance du 2 novembre 1945 : modification du régime de rétention administrative)

Son intervention (p. 1775)

Intervient sur l'amendement n° 28 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 1776)

Soutient le sous-amendement n° 140 corrigé de M. François d'Aubert (allongement de la durée de la rétention administrative) à l'amendement n° 28 de la commission (p. 1776) : rejeté (p. 1776)

Article 21 (abrogations)

Soutient le sous-amendement n° 139 de M. Claude Goasguen (suppression de l'élargissement au concubin de l'étranger de la dépenalisation de l'aide à l'entrée et au séjour irrégulier) à l'amendement n° 29 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 1778) : rejeté (p. 1778)

Article 24 supprimé par le Sénat (article 2 de la loi n° 52-893 du 25 juillet 1952 : extension du champ du statut de réfugié)

Intervient sur l'amendement n° 48 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 1779)

Soutient le sous-amendement n° 149 de M. Pascal Clément (de précision) à l'amendement n° 48 de la commission (p. 1780) : rejeté (p. 1780)

Soutient le sous-amendement n° 141 de M. Pascal Clément (définition par décret en Conseil d'Etat de l'action en faveur de la liberté) à l'amendement n° 48 de la commission (p. 1780) : rejeté (p. 1780)

Soutient le sous-amendement n° 143 de M. Pascal Clément (limitation de la liberté à la liberté de religion) à l'amendement n° 48 de la commission (p. 1780) : rejeté (p. 1781)

Soutient le sous-amendement n° 150 de M. François d'Aubert (compatibilité de l'action en faveur de la liberté avec les intérêts de la France) à l'amendement n° 48 de la commission (p. 1781) : rejeté (p. 1781)

Soutient le sous-amendement n° 144 de M. François d'Aubert (nécessité de ne pas avoir commis de crime de droit commun) à l'amendement n° 48 de la commission (p. 1781) : rejeté (p. 1781)

Soutient le sous-amendement n° 142 de M. François d'Aubert (action en faveur de la liberté ne constituant pas un crime pour contre l'humanité) à l'amendement n° 48 de la commission (p. 1781) : rejeté (p. 1781)

Après l'article 24

Soutient l'amendement n° 151 de M. François d'Aubert (non reconnaissance de la qualité de réfugié aux

ressortissants des pays sûrs) (p. 1782) : rejeté (p. 1782)

Soutient l'amendement n° 152 de M. François d'Aubert (non reconnaissance de la qualité de réfugié aux ressortissants des pays de l'Union européenne au titre de leur action en faveur de la liberté) (p. 1782) : rejeté (p. 1782)

Après l'article 38

Intervient sur l'amendement n° 6 de M. André Gerin (suppression de l'autorisation donnée à la police et à la gendarmerie sur réquisition du Procureur de la République de pénétrer dans les entreprises afin de contrôler l'identité des salariés) (p. 1794)

Projet de loi n° 815 relatif aux polices municipales**PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [28 avril 1998] (p. 3103, 3149)**

Son intervention (p. 3170)

Thèmes :

Collectivités territoriales : libre administration (p. 3170)

Communes : Nice (p. 3170)

Droits de l'homme et libertés publiques : égalité (p. 3170, 3171)

Etat (p. 3170, 3171)

Police : police municipale : armes (p. 3170)

Jean-Claude SANDRIER

*Cher (2^{ème} circonscription)
Communiste*

Élu le 1^{er} juin 1997

S'inscrit au groupe communiste [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9390)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9423)

Vice-président de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 18 juin 1997] (p. 9560)

Représentant titulaire de la délégation française aux Assemblées du Conseil de l'Europe et de l'UEO [J.O. du 25 juin 1997] (p. 9800)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme du service national [J.O. du 9 octobre 1997] (p. 14689)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 154 relative au secret défense [23 juillet 1997]

Proposition de loi n° 157 tendant à soumettre toutes interventions de l'armée française dans un pays étranger avec lequel la France a signé un accord de défense à l'approbation préalable du Parlement [23 juillet 1997]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Emploi. Politique de l'emploi. Perspectives [14 janvier 1998] (p. 281)

Défense. GIAT-Industries. Emploi et activité [11 février 1998] (p. 1465)

Impôts et taxes. Politique fiscale. Taxe sur les mouvements de capitaux [5 mai 1998] (p. 3386)

Défense. GIAT-Industries. Emploi et activité [24 juin 1998] (p. 5331)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 75, posée le 8 décembre 1997. Communes. Finances (J.O. Questions p. 7134). Appelée le 16 décembre 1997. Gestion de l'assainissement et des ordures ménagères (p. 7834)

n° 158, posée le 27 janvier 1998. Voirie. Routes et autoroutes (J.O. Questions p. 651). Appelée le 3 février 1998. Département du Cher, désenclavement (p. 902)

n° 308, posée le 28 avril 1998. Défense. GIAT-Industries (J.O. Questions p. 3201). Appelée le 5 mai 1998. Emploi et activité (p. 3350)

*DÉBATS***Projet de loi n° 199 portant réforme du service national**

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 septembre 1997] (p. 3231, 3266)

Son intervention (p. 3256)

Thèmes :

- Défense : armée : professionnalisation (p. 3256)
- Défense : service national : généralités (p. 3256, 3257)
- Emploi : jeunes (p. 3257)
- Enseignement : programmes : défense (p. 3257)
- Relations internationales (p. 3257)

Discussion des articles [18 septembre 1997] (p. 3279, 3308) ; [22 septembre 1997] (p. 3341, 3386)

Article 1er (création d'un livre premier du code du service national)

Article L. 112-2 du code du service national : suspension et rétablissement éventuel de l'appel sous les drapeaux

Son sous-amendement n° 258 (de précision) à l'amendement n° 100 de la commission (rédactionnel) (p. 3303) : adopté après rectification (p. 3304)

Article 4 (réforme du code du service national)

Intervient sur l'amendement n° 306 rectifié du Gouvernement (report pour les jeunes gens titulaires d'un contrat de travail de droit privé accordé par la commission régionale définie à l'article L. 32) (p. 3388)

Son amendement n° 3 corrigé (dispenses) : retiré (p. 3395)

Son amendement n° 4 corrigé (date d'application des dispositions de l'article L. 76 pour les appelés de la phase de transition) : retiré (p. 3398)

Article 7 (modification par ordonnance du code de justice militaire, du code de procédure pénale et de la loi n° 82-621 du 21 juillet 1982)

Son intervention (p. 3403)

Ses explications de vote (p. 3409)

Abstention du groupe communiste (p. 3410)

Projet de loi de finances n° 230 pour 1998*DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES*

DÉFENSE

Examen du fascicule [12 novembre 1997] (p. 5674)

Rapporteur pour avis de la commission de la défense nationale et des forces armées

Son intervention (p. 5680)

Thèmes avant la procédure des questions :

- Armes : vente (p. 5681)
- Défense : chars de combat (p. 5681)
- Défense : crédits (p. 5680)
- Défense : hélicoptères (p. 5681)
- Défense : professionnalisation (p. 5680, 5681)
- Défense : réserves (p. 5680)
- Défense : volontaires du service national actif (VSNA) (p. 5680)

Projet de loi de finances rectificative n° 447 pour 1997

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [3 décembre 1997] (p. 6889, 6931)

Article 2 (versement au budget général des excédents financiers du contrat Bali-Bravo)

Son intervention (p. 6889)

Projet de loi n° 512 d'orientation et d'incitation relatif à la réduction du temps de travail

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [27 janvier 1998] (p. 572, 615) ; [28 janvier 1998] (p. 667, 703) ; [29 janvier 1998] (p. 747)

Son intervention (p. 704)

Thèmes :

- Entreprises : allègement des charges (p. 705)
- Travail : salaires (p. 704)

Projet de loi n° 593 instituant une commission du secret de la défense nationale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [12 février 1998] (p. 1484)

Son intervention (p. 1493)

Thèmes :

- Administration : autorités administratives indépendantes : commission consultative du secret de la défense nationale (p. 1494)

Défense : secret défense (p. 1494)
 Droit pénal : code pénal (p. 1494)
 Droits de l'homme et libertés publiques : défense (p. 1495)
 Justice : indépendance (p. 1494)

Discussion des articles [12 février 1998] (p. 1498)

Article 2 (composition de la Commission et durée du mandat de ses membres)

Son amendement n° 6 (présence d'un député et d'un sénateur au sein de la commission) (p. 1502) : devenu sans objet (p. 1503)

Article 7 (avis de la Commission)

Soutient l'amendement n° 7 rectifié de M. André Gerin (respect de la présomption d'innocence et des droits de la défense) (p. 1508) : adopté (p. 1508)

Article 8 (notification des décisions par l'autorité administrative)

Soutient l'amendement n° 8 de M. Alain Clary (procédure d'appel contre une décision) (p. 1511) : rejeté (p. 1511)

Ses explications de vote (p. 1513)

Vote pour du groupe communiste (p. 1513)

Projet de loi n° 780 d'orientation relatif à la lutte contre les exclusions

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [6 mai 1998] (p. 3515) ; [7 mai 1998] (p. 3533, 3562) ; [12 mai 1998] (p. 3649, 3684) ; [13 mai 1998] (p. 3741, 3776) ; [14 mai 1998] (p. 3815, 3872) ; [18 mai 1998] (p. 3931, 3975) ; [19 mai 1998] (p. 4076, 4102) ; [20 mai 1998] (p. 4205)

Après l'article 81

Son amendement n° 899 soutenu par M. Daniel Feurtet (associations à but non lucratif) : retiré (p. 4121)

Projet de loi n° 975 relatif au mode d'élection des conseillers régionaux et des conseillers à l'Assemblée de Corse et au fonctionnement des conseils régionaux

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [23 juin 1998] (p. 5269, 5295)

Son intervention (p. 5285)

Thèmes :

Assemblée nationale : rôle et missions (p. 5285, 5286)

Elections et référendums : modes de scrutin : élections européennes (p. 5286, 5287)

Elections et référendums : modes de scrutin : élections régionales (p. 5285, 5286)

Elections et référendums : statut des élus (p. 5286)

Politique générale : institutions : démocratie (p. 5285, 5286)

Régions : conseils régionaux : départements (p. 5286)

Union européenne (p. 5285, 5286)

Discussion des articles [23 juin 1998] (p. 5305) ; [24 juin 1998] (p. 5334, 5362)

Article 1er (article L. 336 du code électoral : durée du mandat des conseillers régionaux)

Son amendement n° 48 (de suppression) (p. 5305) : rejeté (p. 5307)

Article 3 (article L. 338 du code électoral : mode de scrutin des élections régionales)

Son amendement n° 49 (majorité absolue majorée de trois sièges substituée à la prime majoritaire en cas d'élection dès le premier tour) : rejeté (p. 5313)

Son amendement n° 50 (de coordination - non participation de la liste ayant obtenue la majorité absolue à la répartition des sièges à la proportionnelle en cas d'élection dès le premier tour) : rejeté (p. 5334)

Son amendement n° 51 (majorité absolue majorée de trois sièges substituée à la prime majoritaire pour la liste arrivée en tête au second tour) : adopté (p. 5335)

Son amendement n° 52 (de coordination) : adopté (p. 5335)

Son amendement n° 53 (suppression du seuil de 5 % pour l'attribution de sièges) : rejeté (p. 5335)

Son amendement n° 54 (représentation de chaque département par au moins trois élus) (p. 5336) : adopté (p. 5337)

Article 4 (article L. 346 du code électoral : obligation d'effectuer une déclaration de candidature)

Son amendement n° 55 soutenu par M. Jacques Brunhes (suppression des seuils pour participer au second tour et fusionner les listes) (p. 5347) : rejeté (p. 5349)

Ses explications de vote (p. 5382)

Vote contre du groupe communiste (p. 5382)

André SANTINI

*Hauts-de-Seine (10^{ème} circonscription)
 Union pour la démocratie française
 puis Union pour la démocratie française-Alliance
 Vice-président de l'Assemblée nationale*

Élu le 1^{er} juin 1997

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9391), devenu groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance [J.O. du 25 juin 1998] (p. 9698)

NOMINATIONS

Vice-président de l'Assemblée nationale [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9421)

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9423)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 211 tendant à exonérer de droits les mutations à titre gratuit au profit de handicapés incapables de travailler [11 septembre 1997]

Proposition de loi n° 212 tendant à exclure les services publics de distribution d'eau destinée à la consommation humaine du champ d'application des taxes et redevances perçues au profit de voies navigables de France [11 septembre 1997]

Proposition de loi n° 215 tendant à interdire l'importation, l'élevage, le trafic et la détention de pitbulls sur le territoire français [11 septembre 1997]

Proposition de loi n° 282 tendant à instaurer le transport public par voie fluviale [30 septembre 1997]

Proposition de loi n° 283 tendant à faire bénéficier les collectivités locales des impôts locaux supportés par la Poste et France-Télécom [30 septembre 1997]

Proposition de loi n° 284 relative à la protection des acquéreurs de terrain à bâtir [30 septembre 1997]

Proposition de loi n° 664 tendant à compléter l'article 55 du code civil relatif aux déclarations de naissance [3 février 1998]

Proposition de loi n° 1005 tendant à obliger tout candidat à une élection à désigner un assesseur dans chaque bureau de vote [24 juin 1998]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Vice-président

RÉPONSES AUX RAPPELS AU RÈGLEMENT DE

M. Bernard Accoyer : indique qu'un Ministre siège au banc du Gouvernement et que le Gouvernement choisit librement celui qui le représente [28 octobre 1997] (p. 4903)

M. Pierre Lellouche : indique que le scrutin est acquis [4 février 1998] (p. 1088)

Mme Roselyne Bachelot-Narquin : fait lecture de l'article 95, alinéa 4 du règlement qui dispose que "la réserve d'un article ou d'un amendement, dont l'objet est de modifier l'ordre de la discussion, peut toujours être demandée" [4 février 1998] (p. 1088)

DÉBATS

Projet de loi n° 303 de financement de la sécurité sociale pour 1998

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [28 octobre 1997] (p. 4832, 4853, 4890) ; [29 octobre 1997] (p. 4923, 4963, 4995) ; [30 octobre 1997] (p. 5028) ; [31 octobre 1997] (p. 5159)

Article 5 (création d'une taxe de santé publique sur les tabacs)

Répond au rappel au règlement de M. Bernard Accoyer (cf. supra) (p. 4903)

Projet de loi n° 512 d'orientation et d'incitation relatif à la réduction du temps de travail

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [29 janvier 1998] (p. 747, 785) ; [3 février 1998] (p. 935, 971) ; [4 février 1998] (p. 1039, 1068) ; [5 février 1998] (p. 1110, 1150, 1199) ; [6 février 1998] (p. 1270)

Article 2 (incitation pour les partenaires sociaux à négocier sur la réduction du temps de travail avant l'application de la nouvelle durée légale)

Répond au rappel au règlement de M. Pierre Lellouche (cf. supra) (p. 1088)

Répond au rappel au règlement de Mme Roselyne Bachelot-Narquin (cf. supra) (p. 1088)

Proposition de loi n° 628 tendant à alléger les charges sur les bas salaires

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 janvier 1998] (p. 825)

Son intervention (p. 844)

En qualité de Député

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 230 pour 1998

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [15 octobre 1997] (p. 4062) ; [16 octobre 1997] (p. 4089, 4121, 4157) ; [17 octobre 1997] (p. 4191, 4218, 4268)

Après l'article 18

Son amendement n° 218 soutenu par M. Jean-Jacques Jégou (application du seul "plafond majoré" prévu à l'article L. 441-1 du code de la construction et de l'habitation pour le calcul du supplément de loyer de solidarité) : rejeté (p. 4306)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

EMPLOI ET SOLIDARITÉ

II - SANTÉ, SOLIDARITÉ ET VILLE

Examen du fascicule [3 novembre 1997] (p. 5221, 5246)

Rapporteur pour avis de la commission de la production et des échanges

Son intervention (p. 5233)

Thèmes avant la procédure des questions :

Aménagement du territoire : contrats de ville (p. 5234)

Aménagement du territoire : politique de la ville (p. 5233)

Aménagement du territoire : quartiers défavorisés : services publics (p. 5234)

Aménagement du territoire : zones de redynamisation urbaine (p. 5234)

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS

Discussion des articles [17 novembre 1997] (p. 5966, 6007) ; [18 novembre 1997] (p. 6032, 6079, 6116) ; [19 novembre 1997] (p. 6153)

Après l'article 61

Son amendement n° 112 soutenu par M. Charles de Courson (extension à l'ensemble des ménages du bénéfice du plafond majoré pris en compte pour l'accès aux logements sociaux et pour le calcul du supplément de loyer de solidarité) : rejeté (p. 6095)

Projet de loi n° 772 relatif aux animaux dangereux et errants et à la protection des animaux domestiques

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [22 avril 1998] (p. 2953)

Article 2 (articles 211-1 à 211-9 du code rural : mesures applicables aux chiens potentiellement dangereux)

Article 211-2 du code rural

Son amendement n° 80 rectifié soutenu par M. Léonce Deprez (sanctions) (p. 2957) : rejeté (p. 2958)

Article 211-3 du code rural

Son amendement n° 81 soutenu par M. Léonce Deprez (permis délivré par le commissariat de police ou par la gendarmerie du lieu de résidence du propriétaire de l'animal) (p. 2958) : rejeté (p. 2960)

Son amendement n° 82 (pièces justificatives) : devenu sans objet (p. 2961)

Son amendement n° 83 (passage par un centre de dressage agréé) : devenu sans objet (p. 2961)

Son amendement n° 84 (sanctions en cas de non présentation du permis par le détenteur de l'animal) : devenu sans objet (p. 2962)

Article 211-4 du code rural

Son amendement n° 85 soutenu par M. Léonce Deprez (aggravation des sanctions) : retiré (p. 2963)

Projet de loi n° 727 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [20 mai 1998] (p. 4145, 4213)

Après l'article 42

Son amendement n° 62 soutenu par M. Germain Gengenwin (alignement du régime de règlement de la redevance perçue en Ile-de-France à l'occasion de la construction de locaux à usage de bureaux sur celui des autres taxes d'urbanisme) (p. 4179) : rejeté (p. 4180)

Proposition de loi n° 895 relative à la reconnaissance du génocide arménien de 1915

PREMIÈRE LECTURE

Discussion de l'article unique [29 mai 1998] (p. 4506)

Son intervention (p. 4508)

Nicolas SARKOZY

*Hauts-de-Seine (6^{ème} circonscription)
Rassemblement pour la République*

Élu le 25 mai 1997

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9391)

NOMINATION

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9423)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 230 pour 1998

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [14 octobre 1997] (p. 3930, 3961) ; [15 octobre 1997] (p. 3991, 4023, 4053)

Son intervention (p. 4034)

Thèmes :

Assurances : assurance vie (p. 4037)

Banques et établissements financiers : épargne retraite (p. 4036)

Banques et établissements financiers : plan d'épargne en actions (PEA) (p. 4037)

Défense : crédits (p. 4037)

Emploi : jeunes (p. 4037, 4038)

Famille : politique familiale (p. 4035)

Finances publiques : dépenses (p. 4037)

Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 4034, 4035)

Impôt sur le revenu : quotient familial (p. 4038)

Impôt sur le revenu : réduction d'impôt au titre de l'emploi d'un salarié à domicile (p. 4036)

Impôt sur le revenu : réforme (p. 4035)

Impôts et taxes : investissements outre-mer (p. 4036)

Impôts et taxes : politique fiscale (p. 4036)

Politique économique : consommation (p. 4034, 4035)

Politique économique : épargne (p. 4036, 4037)

Politique économique : généralités (p. 4034)

Politique économique : investissement (p. 4037)

Politique économique : taux d'intérêt (p. 4035, 4037)

Prestations familiales : allocation de garde d'enfant à domicile (p. 4038)

Prestations familiales : conditions de ressources (p. 4038)

Sécurité sociale : remboursement de la dette sociale (RDS) (p. 4037)

Travail : réduction du temps de travail (p. 4035, 4036, 4038)

Union européenne : euro (p. 4034, 4037)

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [15 octobre 1997] (p. 4062) ; [16 octobre 1997] (p. 4089, 4121, 4157) ; [17 octobre 1997] (p. 4191, 4218, 4268)

Article 10 (réduction de 50 % du plafond de la réduction d'impôt au titre de l'emploi d'un salarié à domicile)

Soutient l'amendement n° 192 de M. Philippe Séguin (application de l'article à compter de l'imposition des revenus de 1998) (p. 4225) : vote réservé : rejeté (p. 4229)

Joël SARLOT

*Vendée (5^{ème} circonscription)
Union pour la démocratie française
puis Démocratie libérale et indépendants*

Élu le 1^{er} juin 1997

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9391)

Cesse d'appartenir au groupe de l'Union pour la Démocratie française [J.O. du 26 mai 1998] (p. 8020)

S'inscrit au groupe Démocratie libérale et indépendants [J.O. du 26 mai 1998] (p. 8020)

NOMINATION

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9423)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 405 visant à accorder à tout jeune Français exerçant une activité professionnelle un report d'incorporation renouvelable et à fixer le terme de la professionnalisation des armées au 31 décembre 1998 [4 novembre 1997]

Georges SARRE

*Paris (6^{ème} circonscription)
Radical, Citoyen et Vert*

Élu le 1^{er} juin 1997

S'inscrit au groupe Radical, Citoyen et Vert [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9391)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9423)

Membre titulaire du conseil d'administration de l'agence pour l'enseignement français à l'étranger [J.O. du 11 juillet 1997] (p. 10569)

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Fédération de Russie relatif au règlement définitif des créances réciproques entre la France et la Russie antérieures au 9 mai 1945 sous forme de mémorandum d'accord et de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Fédération de Russie sur le règlement définitif des créances réciproques financières et réelles apparues antérieurement au 9 mai 1945 (n° 229) [14 octobre 1997]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'entrée et au séjour des étrangers en France et au droit d'asile [J.O. du 6 février 1998] (p. 1951)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires étrangères [J.O. du 4 mars 1998] (p. 3358)

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 4 mars 1998] (p. 3358)

Rapporteur de la proposition de loi tendant à la détermination des conditions juridiques de l'exercice de la profession d'artisan boulanger (n° 748) [4 mars 1998]

Rapporteur de la proposition de loi tendant à interdire l'importation, l'élevage, le trafic et la détention de pitbulls sur le territoire français (n° 215) [25 mars 1998]

Rapporteur du projet de loi relatif aux animaux dangereux et errants et à la protection des animaux domestiques (n° 772) [25 mars 1998]

Rapporteur de la proposition de loi modifiant les dispositions du code rural relatives à la protection des animaux et à la garde des animaux domestiques, ainsi que certains articles du code civil (n° 246) [25 mars 1998]

Rapporteur de la proposition de loi tendant à interdire l'importation, l'élevage, le trafic et la détention d'animaux susceptibles de présenter un danger aux personnes sur le territoire français (n° 272) [25 mars 1998]

Rapporteur de la proposition de loi tendant à interdire l'importation, l'élevage, le trafic, le commerce et la détention de pitbulls ou de toutes espèces canines similaires sur le territoire national (n° 462) [25 mars 1998]

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 210 relative à la protection des archives publiques [11 septembre 1997]

Proposition de loi n° 348 tendant à réduire le temps de travail [21 octobre 1997]

Proposition de loi n° 413 visant à nationaliser la gestion des services publics locaux d'eau et d'assainissement et à créer un service public de l'eau [4 novembre 1997]

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 229), autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Fédération de Russie relatif au règlement définitif des créances réciproques entre la France et la Russie antérieures au 9 mai 1945 sous forme de mémorandum d'accord et de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Fédération de Russie sur le règlement définitif des créances réciproques financières et réelles apparues antérieurement au 9 mai 1945 [12 novembre 1997] (n° 433)

Proposition de loi n° 481 modifiant le contrôle administratif des licenciements économiques et visant à l'égalité de traitement des salariés devant le licenciement économique [26 novembre 1997]

Proposition de résolution n° 498 tendant à créer une commission d'enquête sur les causes et les responsabilités dans les pertes enregistrées par le GAN SC et ses filiales entre 1992 et 1996 [3 décembre 1997]

Proposition de loi n° 711 visant à renforcer le contrôle exercé par l'Etat actionnaire sur les entreprises publiques [24 février 1998]

Proposition de loi n° 715 pour la défense du métier d'artisan boulanger-pâtissier [24 février 1998]

Proposition de loi n° 749 relative à la création d'une délégation interministérielle aux activités et à la sécurité nucléaires [26 février 1998]

Proposition de loi n° 801 visant à renforcer le droit au logement [31 mars 1998]

Rapport déposé au nom de la commission de la production et des échanges sur la proposition de loi (n° 748) de M. Michel Crépeau, tendant à la détermination des conditions juridiques de l'exercice de la profession d'artisan boulanger [31 mars 1998] (n° 809)

Rapport déposé au nom de la commission de la production et des échanges :

I° sur le projet de loi (n° 772) relatif aux animaux dangereux et errants et à la protection des animaux domestiques,

II° et sur les propositions de loi :

1°) de M. André Santini (n° 215 rectifié) tendant à interdire l'importation, l'élevage, le trafic et la détention de pitbulls sur le territoire français,

2°) de M. Philippe Vasseur (n° 246) modifiant les dispositions du code rural relatives à la protection des animaux et à la garde des animaux domestiques, ainsi que certains articles du code civil,

3°) de M. Nicolas Dupont-Aignan (n° 272 rectifié) tendant à interdire l'importation, l'élevage, le trafic et la détention d'animaux susceptibles de présenter un danger aux personnes sur le territoire français,

4°) de M. Michel Crépeau (n° 462 rectifié) tendant à interdire l'importation, l'élevage, le trafic, le commerce et la détention de pitbulls ou de toutes espèces canines similaires sur le territoire national [8 avril 1998] (n° 826)

Proposition de résolution n° 836 relative au rapport de la Commission sur l'état de convergence et à la recommandation associée en vue du passage à la troisième phase de l'Union économique et monétaire (E 1045) [17 avril 1998]

Proposition de loi n° 896 visant à réglementer l'acquisition, la détention et le transport d'armes [13 mai 1998]

Rapport déposé au nom de la commission de la production et des échanges sur le projet de loi, modifié par le Sénat (n° 910), relatif aux animaux dangereux et errants et à la protection des animaux domestiques [3 juin 1998] (n° 952)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Politique extérieure. Algérie. Attitude de la France [3 décembre 1997] (p. 6873)

Sports. Installations sportives. Stade de France, exploitation [28 janvier 1998] (p. 663)

Elections et référendums. Elections cantonales et régionales. Audiovisuel, respect du pluralisme [25 février 1998] (p. 1617)

Santé. Alcoolisme. Lutte et prévention, jeunes [7 avril 1998] (p. 2603)

Energie et carburants. EDF. Politiques communautaires, application [6 mai 1998] (p. 3461)

Jeunes. Délinquance. Lutte et prévention [24 juin 1998] (p. 5327)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 129, posée le 20 janvier 1998. Postes. La Poste (J.O. Questions p. 469). Appelée le 27 janvier 1998. Restructuration (p. 553)

n° 323, posée le 5 mai 1998. Institutions sociales et médico-sociales. Institut de prophylaxie dentaire infantile (J.O. Questions p. 3448). Appelée le 12 mai 1998. Restructuration, conséquences, Paris XI^{ème} arrondissement (p. 3608)

n° 449, posée le 23 juin 1998. Formation professionnelle. Apprentissage (J.O. Questions p. 5315). Appelée le 30 juin 1998. Financement, réforme, décrets d'application, publication (p. 5488)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Juge fondés les propos du Ministre assimilant l'opposition à Charles Maurras [14 décembre 1997] (p. 7691)

DÉBATS

Projet de loi n° 200 relatif au développement d'activités pour l'emploi des jeunes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 septembre 1997] (p. 2917, 2943, 2981)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. François Bayrou (p. 2938)

Thème :

Jeunes (p. 2938)

Discussion des articles [15 septembre 1997] (p. 2995) ; [16 septembre 1997] (p. 3050, 3092) ; [17 septembre 1997] (p. 3121)

Article 1er (aide à la création d'activités d'utilité sociale pour l'emploi des jeunes)

Son intervention (p. 3003)

Article L. 322-4-20 du code du travail (nature et régime juridique des contrats de travail)

Son amendement n° 149 soutenu par M. Roland Carraz (limitation à 35 heures de travail hebdomadaire des contrats emplois-jeunes) (p. 3082) : rejeté (p. 3084)

Après l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 211 du Gouvernement (utilisation par les départements des crédits d'insertion pour le financement des postes de travail) (p. 3110)

Article 2 (emplois d'adjoints de sécurité dans la police)

Son intervention (p. 3112)

Article 3 (rapport au Parlement)

Son intervention (p. 3132)

Ses explications de vote (p. 3145)

Vote pour du groupe Radical, Citoyen et Vert (p. 3145)

Projet de loi n° 199 portant réforme du service national

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 septembre 1997] (p. 3231, 3266)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Philippe Séguin (p. 3246)

Son intervention (p. 3251)

Thèmes :

- Défense : armée : professionnalisation (p. 3251, 3252)
- Défense : force nucléaire stratégique (p. 3252)
- Défense : rendez-vous citoyen (p. 3252)
- Défense : réserves (p. 3253)
- Défense : service national : généralités (p. 3251)
- Politique extérieure : coopération militaire (p. 3253)
- Relations internationales (p. 3251 à 3253)

Discussion des articles [18 septembre 1997] (p. 3279, 3308) ; [22 septembre 1997] (p. 3341, 3386)

Article 4 (réforme du code du service national)

Intervient sur l'amendement n° 306 rectifié du Gouvernement (report pour les jeunes gens titulaires d'un contrat de travail de droit privé accordé par la commission régionale définie à l'article L. 32) (p. 3388)

Son amendement n° 274 (report pour les jeunes gens titulaires d'un contrat de travail ou d'un contrat d'apprentissage) (p. 3374) : devenu sans objet (p. 3391)

Projet de loi de finances n° 230 pour 1998

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [15 octobre 1997] (p. 4062) ; [16 octobre 1997] (p. 4089, 4121, 4157) ; [17 octobre 1997] (p. 4191, 4218, 4268)

Article 24 (évaluation du prélèvement communautaire opéré sur les recettes de l'Etat au titre de la participation au budget des Communautés européennes)

Son intervention (p. 4144)

Thèmes :

Politiques communautaires : budget : contribution française (p. 4144)

Après l'article 12

Son amendement n° 159 soutenu par M. Yves Cochet (relèvement de la "taxe à l'essieu") (p. 4274) : rejeté (p. 4275)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

CULTURE ET COMMUNICATION

I - COMMUNICATION

Examen du fascicule [22 octobre 1997] (p. 4487)

Son intervention (p. 4502)

Thèmes avant la procédure des questions :

- Audiovisuel et communication : France télévision (p. 4503)
- Audiovisuel et communication : Radio France internationale (RFI) (p. 4503)

- Audiovisuel et communication : satellites (p. 4503)
- Audiovisuel et communication : secteur public : budget (p. 4502)
- Audiovisuel et communication : Société française de production (SFP) (p. 4503)
- Outre-mer : Radio France outre-mer (RFO) : audiovisuel et communication (p. 4503)

ANCIENS COMBATTANTS

Examen du fascicule [24 octobre 1997] (p. 4665)

Procédure des questions :

Anciens combattants et victimes de guerre : Afrique du Nord : préretraites (p. 4684)

Vote des crédits et articles rattachés [24 octobre 1997] (p. 4689)

Après l'article 62

Intervient sur l'amendement n° 49 de M. Maxime Gremetz (montant maximal de la rente mutualiste du combattant donnant lieu à majoration par l'Etat) (p. 4693)

Intervient sur l'amendement n° 77 de M. Alain Néri (condition d'attribution de la carte du combattant pour les anciens combattants de la guerre d'Algérie) (p. 4694)

Intervient sur l'amendement n° 80 de la commission (condition d'attribution de la carte du combattant pour les anciens combattants de la guerre d'Algérie) (p. 4694)

Intervient sur l'amendement n° 78 de M. Alain Néri (retraite anticipée pour les chômeurs justifiant de quarante annuités de cotisations en incluant le temps passé en Afrique du Nord) (p. 4696)

Projet de loi n° 303 de financement de la sécurité sociale pour 1998

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [27 octobre 1997] (p. 4705, 4731, 4773) ; [28 octobre 1997] (p. 4811)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Louis Debré (p. 4749)

Son intervention (p. 4758)

Thèmes :

- Etablissements de santé : hôpitaux : crédits (p. 4759)
- Etablissements de santé : schéma d'organisation sanitaire : régions (p. 4759)
- Famille : politique familiale (p. 4760, 4749)
- Santé : références médicales opposables (RMO) (p. 4758)
- Sécurité sociale : contribution sociale généralisée (CSG) (p. 4759)
- Sécurité sociale : financement (p. 4759)

Discussion des articles [28 octobre 1997] (p. 4832, 4853, 4890) ; [29 octobre 1997] (p. 4923, 4963, 4995) ; [30 octobre 1997] (p. 5028) ; [31 octobre 1997] (p. 5159)

Article 19 (mise sous condition de ressources des allocations familiales)

Son amendement n° 154 rectifié (caractère transitoire de la mise sous condition de ressources) (p. 5015) : devenu sans objet (p. 5017)

Article 1er précédemment réservé (approbation du rapport annexé)

Son amendement n° 151 (répartition des financements) : non soutenu (p. 5184)

Explications de vote et vote [4 novembre 1997] (p. 5335)

Ses explications de vote (p. 5337)

Vote pour du groupe Radical, Citoyen et Vert (p. 5337)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 novembre 1997] (p. 6255, 6293)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. François Bayrou (p. 6268)

Son intervention (p. 6276)

Thèmes :

Famille : politique familiale (p. 6268, 6277)

Parlement : Sénat (p. 6276)

Sécurité sociale : contribution sociale généralisée (CSG) (p. 6268, 6276)

Projet de loi n° 317 autorisant la ratification de l'accord européen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, agissant dans le cadre de l'Union européenne, d'une part, et la République de Slovénie, d'autre part

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [19 novembre 1997] (p. 6168)

Son intervention (p. 6173)

Thèmes :

Organisations internationales : Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) (p. 6174)

Pays étrangers : Estonie (p. 6174)

Pays étrangers : Lettonie (p. 6174)

Pays étrangers : Lituanie (p. 6174)

Politiques communautaires : pays associés (p. 6173)

Union européenne : élargissement (p. 6173, 6174)

Vote pour du groupe Radical, Citoyen et Vert (p. 6174)

Projet de loi n° 229 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Fédération de Russie relatif au règlement définitif des créances réciproques entre la France et la Russie antérieures au 9 mai 1945 sous forme de mémorandum d'accord et de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Fédération de Russie sur le règlement définitif des créances réciproques financières et réelles apparues antérieurement au 9 mai 1945

Rapporteur de la commission des affaires étrangères

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [20 novembre 1997] (p. 6205)

Son intervention (p. 6205)

Thèmes :

Pays étrangers : Russie (p. 6205)

Politique économique : emprunts russes (p. 6205, 6206)

Projet de loi n° 328 relatif à la nationalité et modifiant le code civil

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [26 novembre 1997] (p. 6401, 6431) ; [27 novembre 1997] (p. 6471, 6507)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité de M. François Bayrou (p. 6425)

Thèmes :

Etat : Nation (p. 6426)

Nationalité : acquisition à raison de la naissance et de la résidence en France (p. 6426)

Discussion des articles [28 novembre 1997] (p. 6539, 6570, 6607)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 587 de Mme Nicole Catala (institution d'une condition de résidence pour l'acquisition de la nationalité française par mariage) (p. 6549)

Article 1er (article 21-7 du code civil : acquisition de la nationalité française à raison de la naissance et de la résidence en France)

Son intervention (p. 6560)

Intervient sur l'amendement n° 646 rectifié de M. Julien Dray (organisation d'une cérémonie républicaine le 14 juillet pour les personnes atteignant l'âge de 18 ans) (p. 6621)

Intervient sur l'amendement n° 41 de M. Jean Leonetti (organisation d'une cérémonie civique à l'intention des nouveaux citoyens français) (p. 6621)

Intervient sur l'amendement n° 14 de M. Jean Leonetti (organisation d'une cérémonie citoyenne pour la remise de la carte d'électeur) (p. 6621)

Intervient sur l'amendement n° 664 de M. Jean-Pierre Michel (remise d'un livret civique aux jeunes français à 18 ans) (p. 6621)

Article 2 (article 21-8 du code civil : faculté de décliner la qualité de Français)

Son intervention (p. 6634)

Article 3 (article 21-9 du code civil : perte de la faculté de décliner la nationalité française)

Son intervention (p. 6638)

Projet de loi de finances rectificative n° 447 pour 1997

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [3 décembre 1997] (p. 6889, 6931)

Article 32 (engagement financier de l'Etat dans le plan de restructuration du GAN)

Son intervention (p. 6936, 6940)

Projet de loi n° 327 relatif à l'entrée et au séjour des étrangers en France et au droit d'asile

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 décembre 1997] (p. 6961, 7005, 7039)

Son intervention (p. 7033)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Louis Debré (p. 7094)

Thèmes :

Etat : Nation (p. 7033)

Etrangers : conditions d'entrée et de séjour : motion de renvoi en commission (p. 7094)

Etrangers : intégration (p. 7033)

Etrangers : régularisations (p. 7033)

Etrangers : statistiques (p. 7033)

Politique extérieure : relations Nord-Sud (p. 7033)

Discussion des articles [9 décembre 1997] (p. 7179, 7203) ; [10 décembre 1997] (p. 7239, 7273, 7297) ; [11 décembre 1997] (p. 7321, 7339, 7380) ; [12 décembre 1997] (p. 7413, 7453, 7504) ; [14 décembre 1997] (p. 7603, 7633, 7663) ; [15 décembre 1997] (p. 7698, 7736, 7770) ; [16 décembre 1997] (p. 7858, 7899)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 586 de M. Thierry Mariani (instauration de quotas par catégorie socio-professionnelle et par nationalité) (p. 7185)

Intervient sur l'amendement n° 964 de M. Noël Mamère (suppression de l'article 8 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 (p. 7193)

Article 2 (article 5-3 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 : modification du régime du certificat d'hébergement)

Soutient l'amendement n° 1 de M. Jean-Pierre Michel (suppression des certificats d'hébergement par l'abrogation de l'article 5-3 de l'ordonnance du 8 novembre 1945) (p. 7348) : adopté au scrutin public (p. 7356)

Article 3 (article 12 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 : institution d'un titre de séjour "scientifique")

Son intervention (p. 7368)

Article 4 (article 12 bis de l'ordonnance du 2 novembre 1945 : personnes éligibles à la carte de séjour temporaire "situation personnelle et familiale")

Son intervention (p. 7416)

Article 5 (article 12 ter de l'ordonnance du 2 novembre 1945 : autres titulaires de la carte de séjour temporaire)

Son intervention (p. 7478)

Article 6 (article 15 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 : modifications du régime de la carte de résident)

Son intervention (p. 7509)

Article 7 (article 16 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 : renouvellement de la carte de résident)

Son intervention (p. 7538)

Article 8 (article 18 bis nouveau de l'ordonnance du 2 novembre 1945 : institution d'une carte de séjour "retraité")

Son intervention (p. 7553)

Article 17 (article 29 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 : régime du regroupement familial)

Son rappel au règlement (cf. supra) [14 décembre 1997] (p. 7691)

Article 18 (article 31 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 : coordinations concernant les dispositions relatives au droit d'asile)

Son intervention (p. 7720)

Article 19 (article 35 bis de l'ordonnance du 2 novembre 1945 : modification du régime de rétention administrative)

Son intervention (p. 7724)

Son amendement n° 2102 soutenu par Mme Gilberte Marin-Moskovitz (bénéfice de l'aide juridictionnelle) : vote réservé (p. 7758)

Article 32 (opposition à la célébration de mariage)

Son intervention (p. 7862)

Article 33 (article 131-30 du code pénal : catégories d'étrangers relevant de l'interdiction judiciaire du territoire)

Son intervention (p. 7875)

Ses explications de vote (p. 7994)

Vote pour du groupe Radical, Citoyen et Vert (p. 7996)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 février 1998] (p. 1633, 1669)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité de M. Jean-Louis Debré (p. 1647)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. François Bayrou (p. 1660)

Son intervention (p. 1672)

Thèmes :

Assemblée nationale : exception d'irrecevabilité (p. 1647)

Assemblée nationale : question préalable (p. 1660)

Etrangers : conditions d'entrée et de séjour : constitutionnalité (p. 1648)

Etrangers : intégration (p. 1660)

Etrangers : rétention administrative (p. 1673)

Politique extérieure : coopération (p. 1660)

Politiques communautaires : immigration (p. 1673, 1674, 1675)

Union européenne : Traité d'Amsterdam (p. 1673, 1674, 1675)

Explications de vote et vote [3 mars 1998] (p. 1842)

Ses explications de vote (p. 1847)

LECTURE DÉFINITIVE

Ses explications de vote [8 avril 1998] (p. 2726)

Projet de loi n° 427 tendant à améliorer les conditions d'exercice de la profession de transporteur routier

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [8 décembre 1997] (p. 7100)

Son intervention (p. 7116)

Thèmes :

Entreprises : sous-traitance : transport de marchandises (p. 7116)
 Politiques communautaires : libre circulation des marchandises : libéralisme (p. 7117)
 Politiques communautaires : marché unique (p. 7117)
 Transports : transport combiné (p. 7117)
 Transports routiers : chauffeurs routiers : formation professionnelle (p. 7116)
 Transports routiers : grèves (p. 7116)
 Travail : inspection du travail (p. 7116)
 Ses explications de vote (p. 7133)
 Vote pour du groupe Radical, Citoyen et Vert (p. 7133)

Proposition de loi n° 92 permettant aux organismes d'habitations à loyer modéré d'intervenir sur le parc locatif privé en prenant à bail des logements vacants pour les donner en sous-location

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 décembre 1997] (p. 7959)

Son intervention (p. 7966)

Thèmes :

Logement : Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat (ANAH) (p. 7966, 7967)
 Logement : logements vacants (p. 7966)
 Logement : offices publics d'HLM (OPHLM) (p. 7966, 7967)
 Logement : aides et prêts : aide personnalisée au logement (APL) (p. 7967)
 Logement : aides et prêts : prêts locatifs aidés (PLA) (p. 7967)

Discussion des articles [17 décembre 1997] (p. 7973)

Article 1er (prise à bail de logements vacants par les organismes d'habitations à loyer modéré)

Intervient sur l'amendement n° 2 de M. Gilbert Meyer (délai de vacance de deux ans) (p. 7975)

Ses explications de vote (p. 7977)

Proposition de loi n° 583 tendant à ouvrir le droit à une allocation spécifique aux chômeurs de 55 ans ou plus ayant quarante annuités de cotisations d'assurance vieillesse

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [14 janvier 1998] (p. 251)

Son intervention (p. 259)

Thèmes :

Chômage : indemnisation : allocations (p. 259)

Retraites : généralités : durée d'assurance (p. 259)

Union européenne : euro (p. 259)

Vote pour du groupe Radical, Citoyen et Vert (p. 259)

Projet de loi n° 512 d'orientation et d'incitation relatif à la réduction du temps de travail

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [27 janvier 1998] (p. 572, 615) ; [28 janvier 1998] (p. 667, 703) ; [29 janvier 1998] (p. 747)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. François Bayrou (p. 621)

Son intervention (p. 640)

Thèmes :

Entreprises : allégement des charges (p. 641)

Travail : heures supplémentaires (p. 621, 642)

Travail : réduction du temps de travail (p. 621)

Travail : réduction du temps de travail : création d'emplois (p. 641)

Travail : réduction du temps de travail : fonctionnaires et agents publics (p. 642)

Discussion des articles [29 janvier 1998] (p. 747, 785) ; [3 février 1998] (p. 935, 971) ; [4 février 1998] (p. 1039, 1068) ; [5 février 1998] (p. 1110, 1150, 1199) ; [6 février 1998] (p. 1270)

Article 1er (réduction à trente-cinq heures de la durée légale hebdomadaire du travail effectif des salariés)

Son intervention (p. 796)

Article 3 (aide à la réduction du temps de travail)

Son amendement n° 1214 soutenu par M. Jacques Desallangre (mention des dates butoirs indiquées à l'article 1er) (p. 1114) : adopté (p. 1115)

Son amendement n° 1217 soutenu par M. Jacques Desallangre (majoration de l'aide en cas d'embauche de jeunes) : retiré (p. 1159)

Son amendement n° 1219 soutenu par M. Jacques Desallangre (maintien conditionnel de l'aide) : rejeté (p. 1166)

Son amendement n° 1218 (modulation de l'aide majorée) : retiré (p. 1171)

Son amendement n° 1220 soutenu par M. Jacques Desallangre (compétence du directeur départemental du travail) (p. 1173) : retiré (p. 1174)

Son amendement n° 1221 soutenu par M. Jacques Desallangre (aide pour les artisans) : rejeté (p. 1180)

Son amendement n° 1224 soutenu par M. Jacques Desallangre (de précision) : rejeté (p. 1199)

Après l'article 3

Son amendement n° 1225 (maintien du niveau des rémunérations) : non soutenu (p. 1207)

Article 5 (seuil de déclenchement du repos compensateur)

Son amendement n° 1226 corrigé (bilan sur la mise en œuvre du repos compensateur) (p. 1231) : rejeté (p. 1232)

Article 6 (régime de l'abattement de cotisations sociales patronales applicable au travail à temps partiel)

Son amendement n° 1228 soutenu par M. Jacques Desallangre (suppression du IV) (p. 1256) : retiré (p. 1257)

Proposition de loi n° 361 relative aux polices municipales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 janvier 1998] (p. 853)

Son intervention (p. 864)

Thèmes :

Communes : maires : police (p. 865, 866)

Départements : préfets (p. 866)

Droit pénal : délinquance et criminalité (p. 864, 865)

Etat (p. 864, 865)

Police : police municipale : armement (p. 866)

Police : police municipale : compétences (p. 865, 866)

Projet de loi n° 727 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [31 mars 1998] (p. 2288) ; [1er avril 1998] (p. 2331, 2373) ; [2 avril 1998] (p. 2404, 2449)

Article 12 (dispositions relatives à la tenue de la comptabilité en euros)

Son intervention (p. 2338)

Article 35 (schéma directeur de desserte gazière)

Son intervention (p. 2373)

Après l'article 38

Intervient sur l'amendement n° 63 de la commission (extension du champ de compétence de l'Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat) (p. 2405)

Intervient sur l'amendement n° 100 de M. Didier Mathus (interdiction pour les chaînes du service public d'accorder un droit exclusif de diffusion de leurs programmes) (p. 2410)

Après l'article 39

Intervient sur l'amendement n° 250 de M. Augustin Bonrepaux (encadrement de la fixation des taux de la vignette par rapport à un tarif de base fixé par la loi et indexé sur l'inflation ; obligation pour les entreprises d'acquiescer la vignette dans le département d'utilisation habituelle du véhicule) (p. 2419)

Article 41 (financement de l'élimination des farines animales non conformes)

Son intervention (p. 2423)

Son amendement n° 173 (exonération de taxe additionnelle à la taxe d'équarrissage pour les entreprises dont la surface de vente est inférieure à 300 mètres carrés) : retiré (p. 2428)

Article 47 (abaissement du seuil d'autorisation de cinémas "multiplexes")

Son amendement n° 174 (soumission à une autorisation du maire, dans les communes de plus de 100.000 habitants, de tout changement d'activité d'un commerce ou d'un local artisanal) (p. 2453) : rejeté (p. 2455)

Ses explications de vote (p. 2497)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [20 mai 1998] (p. 4145, 4213)

Article 41 (financement de l'élimination de farines animales non conformes aux normes communautaires)

Son intervention (p. 4175)

Proposition de loi n° 748 tendant à la détermination des conditions juridiques de l'exercice de la profession d'artisan boulanger

Rapporteur de la commission de la production et des échanges

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [3 avril 1998] (p. 2544)

Son intervention (p. 2545)

Thèmes :

Aménagement du territoire : zones rurales (p. 2546)

Commerce et artisanat : boulangerie (p. 2545)

Commerce et artisanat : supermarchés (p. 2545)

Commerce extérieur : exportations (p. 2546)

Consommation : information des consommateurs (p. 2546)

Consommation : pratiques commerciales : concurrence (p. 2545)

Emploi (p. 2545, 2546)

Justice : Conseil d'Etat (p. 2545)

Discussion de l'article unique [3 avril 1998] (p. 2559)

Ses interventions dans la discussion des amendements et sous-amendements (p. 2560 à 2567)

Projet de loi n° 779 modifiant le statut de la Banque de France en vue de sa participation au Système européen de banques centrales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [7 avril 1998] (p. 2610, 2637)

Son intervention (p. 2632)

Thèmes :

Banques et établissements financiers : Banque de France (p. 2633, 2634)

Finances publiques : politique budgétaire (p. 2633)

Politique économique : inflation (p. 2632, 2633)

Politique économique : politique de change (p. 2633)

Politique économique : politique monétaire (p. 2632, 2633)

Politique sociale : généralités (p. 2633)

Union européenne : Banque centrale européenne (BCE) (p. 2632, 2633)

Union européenne : Conseil de l'Euro (p. 2633)

Union européenne : euro : monnaie unique (p. 2633, 2634)

Union européenne : Traité de Maastricht (p. 2633)

Discussion des articles [7 avril 1998] (p. 2661)

Article 4 (adaptation des compétences du Conseil de la politique monétaire)

Son amendement n° 13 (suppression du Conseil de la politique monétaire) (p. 2663) : rejeté (p. 2664)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [28 avril 1998] (p. 3140)

Son intervention (p. 3141)

Thème :

Banques et établissements financiers : Banque de France (p. 3141)

Proposition de résolution n° 817 sur les recommandations de la Commission européenne relatives au passage à la monnaie unique :

- recommandation de la Commission en vue d'une recommandation du Conseil conformément à l'article 109 J, paragraphe 2, du traité (n° E 1045),
- recommandations de décisions du Conseil abrogeant les décisions constatant l'existence d'un déficit excessif en Belgique, en Allemagne, en Espagne, en France, en Italie, en Autriche, au Portugal, en Suède et au Royaume-Uni - application de l'article 104 C, paragraphe 12, du Traité instituant la Communauté européenne (SEC [1998] 1999 final/n° E 1046)

Avant la discussion de l'article unique [21 avril 1998] (p. 2827, 2857)

Son intervention (p. 2859)

Thèmes :

Emploi : politique de l'emploi (p. 2859, 2860)

Etat : souveraineté (p. 2859, 2860)

Finances publiques : politique budgétaire (p. 2859)

Politique économique : généralités (p. 2860)

Politique économique : politique monétaire (p. 2859)

Politique sociale : généralités (p. 2859, 2860)

Union européenne : Banque centrale européenne (BCE) (p. 2860)

Union européenne : construction européenne (p. 2859, 2860)

Union européenne : euro : monnaie unique (p. 2859, 2860)

Union européenne : Traité de Maastricht (p. 2859)

Projet de loi n° 772 relatif aux animaux dangereux et errants et à la protection des animaux domestiques

Rapporteur de la commission de la production et des échanges

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [22 avril 1998] (p. 2929)

Son intervention (p. 2931)

Thèmes :

Animaux : animaux dangereux (p. 2931)

Communes : maires : police (p. 2931)

Logement : HLM (p. 2931)

Sécurité publique (p. 2931)

Discussion des articles [22 avril 1998] (p. 2953)

Ses interventions dans la discussion des amendements et sous-amendements (p. 2954 à 2982)

Article 1er (article 211 du code rural : mesures visant à prévenir le danger susceptible d'être présenté par un animal)

Soutient l'amendement n° 1 de la commission (rédactionnel) (p. 2954) : adopté (p. 2954)

Article 211-1 du code rural

Soutient l'amendement n° 2 de la commission (liste des chiens d'attaque et dangereux établie par les ministres de l'intérieur et de l'agriculture) (p. 2956) : adopté (p. 2957)

Article 211-2 du code rural

Soutient l'amendement n° 4 de la commission (de précision) (p. 2957) : adopté (p. 2957)

Soutient l'amendement n° 5 de la commission (dérogation accordée par le maire) (p. 2957) : adopté (p. 2957)

Soutient l'amendement n° 6 de la commission (rédactionnel) (p. 2958) : adopté (p. 2958)

Soutient l'amendement n° 7 de la commission (fichier national) (p. 2958) : retiré (p. 2958)

Article 211-3 du code rural

Soutient l'amendement n° 8 de la commission (rédactionnel) (p. 2962) : adopté (p. 2962)

Article 211-4 du code rural

Son amendement n° 101 (rédactionnel) : adopté (p. 2962)

Intervient sur l'amendement n° 9 rectifié de la commission (rédactionnel) (p. 2962)

Soutient l'amendement n° 10 de la commission (aggravation des sanctions) (p. 2963) : adopté (p. 2963)

Article 211-5 du code rural

Soutient l'amendement n° 11 de la commission (interdiction de la présence continue des chiens d'attaque dans les parties communes des immeubles collectifs) (p. 2964) : adopté (p. 2964)

Article 211-6 du code rural

Soutient l'amendement n° 13 de la commission (agrément du ministre de l'agriculture pour les associations pratiquant le dressage des chiens au mordant) (p. 2965) : adopté (p. 2965)

Soutient l'amendement n° 14 de la commission (rédactionnel) (p. 2965) : adopté (p. 2965)

Soutient l'amendement n° 15 de la commission (rédactionnel) (p. 2965) : adopté (p. 2965)

Soutient l'amendement n° 16 de la commission (rédactionnel) (p. 2965) : adopté (p. 2966)

Soutient l'amendement n° 17 de la commission (mise à disposition de la police des registres spéciaux tenus par le vendeur ou le cédant d'un chien dressé à l'attaque) (p. 2966) : adopté (p. 2966)

Article 211-8 du code rural

Soutient l'amendement n° 18 de la commission (procédure de l'amende forfaitaire) (p. 2966) : adopté (p. 2966)

Article 3 (modification d'intitulé)

Soutient l'amendement n° 19 de la commission (rédactionnel) (p. 2966) : adopté (p. 2966)

Article 4 (article 212-1 du code rural : mesures visant à lutter contre la divagation d'animaux sauvages)

Soutient l'amendement n° 20 de la commission (désignation par le maire du lieu de dépôt où sont conduits les animaux sauvages trouvés errants) (p. 2966) : adopté (p. 2967)

Soutient l'amendement n° 21 de la commission (désignation par le maire du lieu de dépôt où sont conduits les animaux sauvages échappés à leur gardien ou que celui-ci laisse divaguer) (p. 2966) : adopté (p. 2967)

Article 7 (articles 213-3 à 213-6 du code rural : mesures relatives à la mise en fourrière et aux communautés de chats errants)

Soutient l'amendement n° 23 de la commission (surveillance sanitaire des animaux par un vétérinaire désigné par le gestionnaire de la fourrière) (p. 2969) : adopté (p. 2969)

Soutient l'amendement n° 24 de la commission (de coordination) (p. 2969) : retiré (p. 2969)

Soutient l'amendement n° 25 de la commission (cession des animaux à des fondations à l'issue d'un délai de huit jours) (p. 2969) : adopté (p. 2970)

Soutient l'amendement n° 26 de la commission (de clarification) (p. 2970) : adopté (p. 2970)

Soutient l'amendement n° 27 de la commission (rédactionnel) (p. 2970) : adopté (p. 2970)

Soutient l'amendement n° 28 de la commission (de précision) (p. 2970) : adopté (p. 2970)

Article 8 (article 99-1 du code de procédure pénale : mesures conservatoires à l'égard des animaux en cas de procédure judiciaire)

Son amendement n° 103 (rédactionnel) : adopté (p. 2971)

Soutient l'amendement n° 29 de la commission (rédactionnel) (p. 2971) : adopté (p. 2971)

Article 10 (article 276-3 du code rural : terminologie - gestion des fourrières et refuges ; élevage de chiens et chats ; activités commerciales concernant les chiens et chats et autres animaux de compagnie d'espèce domestique - détention de plus de neuf chiens)

Soutient l'amendement n° 30 de la commission (refuge à but non lucratif) (p. 2972) : adopté (p. 2972)

Soutient l'amendement n° 31 de la commission (gestion d'un refuge par une association ou une fondation) (p. 2972) : adopté (p. 2972)

Soutient l'amendement n° 32 rectifié de la commission (désignation des refuges par le préfet) (p. 2972) : adopté (p. 2972)

Soutient l'amendement n° 33 corrigé de la commission (rédactionnel) (p. 2972) : adopté (p. 2972)

Soutient l'amendement n° 34 rectifié de la commission (de précision) (p. 2972) : adopté (p. 2972)

Soutient l'amendement n° 36 de la commission (correction d'une erreur matérielle) (p. 2973) : adopté (p. 2973)

Soutient l'amendement n° 37 de la commission (notion de chien "sevré") (p. 2973) : adopté (p. 2973)

Son sous-amendement n° 111 (gestion par des associations ou des fondations ayant pour objet la protection des animaux) à l'amendement n° 110 de M. Jean-Pierre Blazy (gestion des dispensaires pour animaux des personnes démunies par des associations reconnues d'utilité publique) : adopté (p. 2974)

Article 12 (article 276-4 du code rural : expositions, manifestations et commerces non spécialisés accueillant des animaux de compagnie)

Soutient l'amendement n° 38 de la commission (interdiction de cession des animaux dans les expositions ou lors de toutes autres manifestations) (p. 2974) : adopté (p. 2974)

Article 13 (article 276-5 du code rural : cessions et publication d'offres de cession d'animaux de compagnie - protection des races de chiens et chats)

Soutient l'amendement n° 39 de la commission (information des propriétaires d'animaux dangereux et conseils d'éducation) (p. 2975) : adopté (p. 2975)

Soutient l'amendement n° 40 de la commission (contrôle des ventes d'animaux de compagnie étendu aux fondations) (p. 2975) : adopté (p. 2975)

Soutient l'amendement n° 41 de la commission (livre généalogique des animaux de race reconnu par le ministre de l'agriculture) (p. 2975) : adopté (p. 2975)

Article 14 (recherche et constatation des infractions aux articles 276-4 et 276-5)

Soutient l'amendement n° 42 de la commission (de précision) (p. 2976) : adopté (p. 2976)

Article 15 (articles 276-8 à 276-12 du code rural : sanctions des infractions à l'article 276-3 et pour mauvais traitements envers animaux dans des établissements professionnels - amende forfaitaire)

Soutient l'amendement n° 43 rectifié de la commission (mise en demeure par le préfet en cas de mauvaise gestion d'un refuge ou d'un élevage) (p. 2976) : adopté (p. 2976)

Soutient l'amendement n° 44 de la commission (de précision) (p. 2977) : adopté (p. 2977)

Soutient l'amendement n° 45 de la commission (de précision) (p. 2977) : adopté (p. 2977)

Soutient l'amendement n° 46 de la commission (sanctions pénales des infractions commises dans les élevages) (p. 2977) : adopté (p. 2977)

Soutient l'amendement n° 47 de la commission (rédactionnel) (p. 2977) : adopté (p. 2977)

Soutient l'amendement n° 48 corrigé de la commission (diplôme requis dans les établissements de vente d'animaux domestiques) (p. 2977) : retiré (p. 2977)

Soutient l'amendement n° 49 de la commission (animaux "sevrés") (p. 2977) : adopté (p. 2978)

Soutient l'amendement n° 50 de la commission (sanctions des mauvais traitements dans les établissements de garde et d'éducation des animaux) (p. 2978) : adopté (p. 2978)

Soutient l'amendement n° 51 de la commission (refuge ou élevage) (p. 2978) : adopté (p. 2978)

Soutient l'amendement n° 52 de la commission (rédactionnel) (p. 2978) : adopté (p. 2978)

Soutient l'amendement n° 53 de la commission (amende forfaitaire : référence aux articles du code de procédure pénale) (p. 2978) : adopté (p. 2978)

Soutient l'amendement n° 54 de la commission (rectification d'une erreur de codification) (p. 2978) : adopté (p. 2978)

Soutient l'amendement n° 55 de la commission (décret en Conseil d'Etat pour fixer les modalités d'application de l'article 276-8 du code rural relatif au contrôle vétérinaire) (p. 2978) : adopté (p. 2978)

Article 16 (article 277 du code rural : transport des animaux)

Soutient l'amendement n° 56 rectifié de la commission (agrément délivré par les services vétérinaires placés sous l'autorité du préfet) (p. 2979) : adopté (p. 2979)

Article 17 (article 283-5 du code rural : renforcement des pouvoirs de contrôle des agents des services vétérinaires en matière de protection des animaux)

Soutient l'amendement n° 57 de la commission (rédactionnel) (p. 2979) : adopté (p. 2979)

Article 18 (article 283-7 du code rural : sanctions en cas d'entrave à l'exercice des fonctions d'inspection des services vétérinaires)

Soutient l'amendement n° 58 de la commission (rédactionnel) (p. 2980) : adopté (p. 2980)

Article 25 (application de la loi à Paris)

Soutient l'amendement n° 59 de la commission (codification des compétences du préfet de police) (p. 2981) : retiré (p. 2981)

Soutient l'amendement n° 60 de la commission (fichier national des décisions de retrait d'un animal) (p. 2981) : retiré (p. 2981)

Soutient l'amendement n° 61 de la commission (formalités accomplies à la préfecture de police) (p. 2981) : adopté (p. 2981)

Article 26 (entrée en vigueur de la loi)

Soutient l'amendement n° 62 de la commission (rédactionnel) (p. 2981) : adopté (p. 2981)

Titre

Soutient l'amendement n° 63 de la commission (modification du titre du projet de loi : suppression du mot "domestiques") (p. 2981) : adopté (p. 2982)

Ses explications de vote (p. 2983)

Vote pour du groupe Radical, Citoyen et Vert (p. 2983)

DEUXIÈME LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [16 juin 1998] (p. 5044)

Ses interventions (p. 5046, 5065)

Thèmes :

Animaux : animaux dangereux (p. 5046)

Animaux : divagation (p. 5047)

Commerce extérieur : importations : animaux (p. 5047)

Discussion des articles [16 juin 1998] (p. 5050)

Article 1er (article 211 du code rural : mesures visant à prévenir le danger susceptible d'être présenté par un animal)

Soutient l'amendement n° 1 de la commission (délai de garde de l'animal réduit à huit jours ouvrés) (p. 5051) : adopté (p. 5052)

Soutient l'amendement n° 2 de la commission (garanties apportées par le propriétaire de l'animal) (p. 5052) : adopté (p. 5052)

Article 2 (articles 211-1 à 211-9 du code rural : mesures applicables aux chiens potentiellement dangereux)

Soutient l'amendement n° 3 de la commission (classification des chiens dangereux) (p. 5053) : adopté (p. 5054)

Soutient l'amendement n° 4 corrigé de la commission (suppression de la référence à l'arrêté interministériel) (p. 5054) : adopté (p. 5054)

Soutient l'amendement n° 5 de la commission (de précision) (p. 5054) : adopté (p. 5054)

Soutient l'amendement n° 6 de la commission (dépôt de la "déclaration" du chien en mairie) (p. 5054) : adopté (p. 5054)

Soutient l'amendement n° 7 de la commission (suppression de la référence à l'arrêté interministériel) (p. 5054) : adopté (p. 5054)

Soutient l'amendement n° 8 de la commission (suppression du fichier national des personnes à qui l'on a retiré la garde d'un chien) (p. 5054) : adopté (p. 5054)

Soutient l'amendement n° 9 de la commission (déclaration en mairie) (p. 5055) : adopté (p. 5055)

Soutient l'amendement n° 10 rectifié de la commission (interdiction d'importation des chiens de première catégorie) (p. 5055) : adopté (p. 5055)

Soutient l'amendement n° 11 de la commission (condition d'accès aux transports en commun et dans les lieux publics) (p. 5055) : adopté (p. 5056)

Soutient l'amendement n° 12 de la commission (amende forfaitaire) (p. 5056) : adopté (p. 5056)

Article 7 (articles 213-3 à 213-6 du code rural : mesures relatives à la mise en fourrière et aux communautés de chats errants)

Soutient l'amendement n° 13 de la commission (conditions de nomination du vétérinaire sanitaire chargé de la surveillance des maladies contagieuses dans la fourrière) (p. 5057) : adopté (p. 5057)

Soutient l'amendement n° 14 de la commission (identification des animaux en fourrière) (p. 5057) : adopté (p. 5057)

Soutient l'amendement n° 15 de la commission (délai de garde de huit jours ouvrés) (p. 5057) : adopté (p. 5057)

Soutient l'amendement n° 16 de la commission (délai de garde de huit jours ouvrés) (p. 5057) : adopté (p. 5057)

Soutient l'amendement n° 17 de la commission (police du maire pour la capture des chats errants) (p. 5058) : adopté (p. 5058)

Soutient l'amendement n° 18 de la commission (identification et stérilisation des chats errants) (p. 5058) : adopté (p. 5058)

Soutient l'amendement n° 19 de la commission (mesures relatives aux chats errants dans les départements infectés par la rage) (p. 5058) : adopté (p. 5058)

Après l'article 8 (codification d'une disposition en code suiveur au sein du code rural)

Soutient l'amendement n° 20 rectifié de la commission (fixation des mesures conservatoires à l'égard des

animaux dans le code de procédure pénale) (p. 5059) : adopté (p. 5059)

Article 8 bis (dépôt au Parlement d'un rapport par le Gouvernement)

Soutient l'amendement n° 21 de la commission (classification en deux catégories des chiens dangereux) (p. 5059) : adopté (p. 5059)

Article 8 ter (création d'un comité national et de comités départementaux d'orientation de la protection des animaux et de lutte contre les animaux dangereux et errants)

Soutient l'amendement n° 22 de la commission (de suppression) (p. 5060) : adopté (p. 5060)

Article 10 (article 276-3 du code rural : terminologie - gestion des fourrières et refuges ; élevage de chiens et chats ; activités commerciales concernant les chiens et chats et autres animaux de compagnie d'espèce domestique - détention de plus de neuf chiens)

Soutient l'amendement n° 23 de la commission (éleveurs définis par la vente de deux portées d'animaux par an) (p. 5060) : adopté (p. 5061)

Soutient l'amendement n° 24 de la commission (conformité des installations sanitaires dès le seuil de neuf chiens sevrés) (p. 5061) : adopté (p. 5061)

Article 12 (article 276-4 du code rural : expositions, manifestations et commerces non spécialisés accueillant des animaux de compagnie)

Soutient l'amendement n° 25 de la commission (vente d'animaux de compagnie dans les grands magasins et les jardinerie) (p. 5061) : adopté (p. 5061)

Intervient sur l'amendement n° 35 de M. Jean-Pierre Blazy (dérogation préfectorale pour la vente d'animaux de compagnie par des commerçants non sédentaires) (p. 5061)

Soutient le sous-amendement n° 36 de la commission (encadrement strict des dérogations préfectorales) à l'amendement n° 35 de M. Jean-Pierre Blazy (p. 5061) : adopté (p. 5062)

Soutient le sous-amendement n° 37 de la commission (champ des obligations s'imposant aux commerçants non sédentaires) à l'amendement n° 35 de M. Jean-Pierre Blazy (p. 5062) : adopté (p. 5062)

Soutient l'amendement n° 26 de la commission (vente des chiens dangereux dans les commerces spécialisés) (p. 5062) : adopté (p. 5062)

Soutient l'amendement n° 27 de la commission (vente des chiens dangereux aux mineurs de moins de dix-huit ans) (p. 5062) : adopté (p. 5062)

Article 13 (article 276-5 du code rural : cessions et publication d'offres de cession d'animaux de compagnie - protection des races de chiens et chats)

Soutient l'amendement n° 29 de la commission (contenu du certificat de santé de l'animal) : adopté (p. 5063)

Soutient l'amendement n° 28 de la commission (cession à titre gratuit de chiens et chats âgés de moins de huit semaines) (p. 5063) : adopté (p. 5063)

Intervient sur l'amendement n° 34 de M. André Angot (rédactionnel) (p. 5063)

Article 15 (articles 276-8 à 276-12 du code rural : sanctions des infractions à l'article 276-3 et pour mauvais traitements envers animaux dans des établissements professionnels - amende forfaitaire)

Soutient l'amendement n° 30 de la commission (notion d'animaux "sevrés") (p. 5064) : adopté (p. 5064)

Soutient l'amendement n° 31 de la commission (mauvais traitements envers les animaux) (p. 5064) : adopté (p. 5064)

Article 15 bis (rapport sur les dispositions du chapitre II)

Soutient l'amendement n° 32 de la commission (de suppression) (p. 5064) : adopté (p. 5064)

Article 19 A (article 521-1 du code pénal : soins donnés aux animaux ayant participé à des combats)

Soutient l'amendement n° 33 de la commission (de suppression) (p. 5065) : adopté (p. 5065)

Proposition de loi n° 561 tendant à l'élimination des mines antipersonnel

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [24 avril 1998] (p. 3037)

Son intervention (p. 3047)

Thèmes :

Armes : mines anti-personnel (p. 3047, 3048)

Organisations internationales : organisations non gouvernementales (ONG) (p. 3047)

Pays étrangers : Etats-Unis (p. 3047)

Projet de loi n° 815 relatif aux polices municipales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 avril 1998] (p. 3103, 3149)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Louis Debré (p. 3118)

Son intervention (p. 3149)

Thèmes :

Collectivités territoriales : Paris : préfetures (p. 3149)

Etat (p. 3149, 3150)

Ses explications de vote (p. 3329)

Vote pour du groupe Radical, Citoyen et Vert (p. 3329)

Projet de loi n° 780 d'orientation relatif à la lutte contre les exclusions

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 mai 1998] (p. 3392, 3415) ; [6 mai 1998] (p. 3466, 3495)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité de M. François Bayrou (p. 3421)

Thème :

Politique sociale : exclusion (p. 3421)

Discussion des articles [6 mai 1998] (p. 3515) ; [7 mai 1998] (p. 3533, 3562) ; [12 mai 1998] (p. 3649, 3684) ; [13 mai 1998] (p. 3741, 3776) ; [14 mai 1998] (p. 3815, 3872) ; [18 mai 1998] (p. 3931, 3975) ; [19 mai 1998] (p. 4076, 4102) ; [20 mai 1998] (p. 4205)

Article 4 (recentrage des contrats emploi-solidarité sur les personnes en difficulté)

Intervient sur l'amendement n° 719 de M. Alfred Recours (cumul d'un contrat emploi-solidarité et d'un travail à mi-temps) (p. 3552)

Après l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 255 précédemment réservé de la commission (représentation des organisations agissant sur le terrain auprès des demandeurs d'emplois) (p. 3565)

Intervient sur l'amendement n° 938 précédemment réservé du Gouvernement (représentation des organisations agissant sur le terrain auprès des demandeurs d'emploi) (p. 3565)

Article 8 (régime des associations intermédiaires)

Son intervention (p. 3652)

Article 9 (conseil départemental de l'insertion par l'activité économique et plans locaux pour l'insertion et l'emploi)

Son amendement n° 511 soutenu par Mme Gilberte Marin-Moskovitz (insertion des handicapés) : rejeté (p. 3675)

Article 13 (ouverture du contrat de qualification aux demandeurs d'emploi de 26 ans et plus)

Son intervention (p. 3699)

Son amendement n° 512 (personnes handicapées) : rejeté (p. 3701)

Article 16 (définition du plan départemental d'action pour le logement des personnes défavorisées)

Son intervention (p. 3707)

Intervient sur l'amendement n° 755 de M. Jean-Pierre Brard (incorporant à la section de la conférence régionale du logement social les 5 maires des villes de la région comptant le plus grand nombre de logements sociaux) (p. 3711)

Article 17 (contenu et mise en œuvre du plan départemental d'action pour le logement des personnes défavorisées)

Son intervention (p. 3713)

Intervient sur l'amendement n° 48 de M. Laurent Dominati (reconnaissance d'une priorité pour les gardiens d'immeubles dont le logement est supprimé par délibération de la copropriété) (p. 3716)

Son amendement n° 439 (recensement des locaux vacants, inoccupés ou insuffisamment occupés) (p. 3718) : rejeté (p. 3720)

Article 19 (fonds de solidarité pour le logement)

Son intervention (p. 3742)

Intervient sur l'amendement n° 810 de M. Jean-François Mattei (prise en compte de la santé comme critère d'éligibilité aux aides du fonds de solidarité pour le logement) (p. 3743)

Article 20 (régime juridique du fonds de solidarité pour le logement)

Son intervention (p. 3749)

Article 28 (mesures visant à faciliter la réalisation de logements destinés aux personnes défavorisées)

Son intervention (p. 3768)

Après l'article 28

Intervient sur l'amendement n° 113 de la commission (dissociation de la location du logement de la location de l'aire de stationnement) (p. 3780)

Article 29 (modifications des conditions d'exonération de la taxe foncière sur les propriétés bâties)

Soutient l'amendement n° 621 de M. Jacques Desallangre (remise en cause de l'exonération en cas de vacance des logements ou en cas d'attribution à des personnes ne répondant pas aux conditions requises) (p. 3785) : rejeté (p. 3785)

Après l'article 29

Intervient sur l'amendement n° 839 de Mme Janine Jambu (affectation par l'Etat de terrains appartenant à une commune pour la construction de logements sociaux) (p. 3787)

Article 30 (création d'une taxe sur les logements vacants)

Son intervention (p. 3792)

Son amendement n° 445 (abaissment de la durée de la vacance à un an) : rejeté (p. 3799)

Son amendement n° 446 (période de référence pour la détermination de la vacance) : rejeté (p. 3802)

Article 31 (création d'un régime de réquisition avec attributaire)

Article L. 642-7 du code de la construction et de l'habitation (rôle des agents commissionnés par le préfet)

Soutient l'amendement n° 788 de Mme Gilberte Marin-Moskovitz (de précision) (p. 3822) : rejeté (p. 3822)

Soutient l'amendement n° 789 de Mme Gilberte Marin-Moskovitz (communication d'informations par les organismes chargés de la distribution de l'eau, du gaz et de l'électricité) (p. 3822) : rejeté (p. 3822)

Article L. 642-8 du code de la construction et de l'habitation (rôle des services fiscaux)

Soutient l'amendement n° 790 de Mme Gilberte Marin-Moskovitz (nature des informations communiquées par les services fiscaux) (p. 3823) : rejeté (p. 3824)

Après l'article L. 642-8 du code de la construction et de l'habitation

Soutient l'amendement n° 791 de Mme Gilberte Marin-Moskovitz (obligation du secret pour les agents commissionnés par le préfet) (p. 3824) : rejeté (p. 3824)

Après l'article L. 642-13 du code de la construction et de l'habitation

Son amendement n° 449 (possibilité de mettre fin à la réquisition lorsqu'une opération d'urbanisme permet le relogement des personnes bénéficiant des logements réquisitionnés) (p. 3825) : rejeté (p. 3826)

Article 33 (réforme des attributions de logements locatifs sociaux)

Son intervention (p. 3833)

Article L. 441-1 du code de la construction et de l'habitation (contenu du décret régissant les attributions)

Reprend l'amendement n° 128 de la commission (suppression du double plafond de ressources) (p. 3840) : vote réservé (p. 3841)

Article L. 441-1-3 du code de la construction et de l'habitation (sanctions attachées à l'accord collectif départemental)

Son amendement n° 451 (attribution de logements très sociaux par le préfet) (p. 3845) : rejeté (p. 3846)

Après l'article L. 441-2-5 du code de la construction et de l'habitation

Son sous-amendement n° 971 (relèvement du seuil de déclenchement facultatif) à l'amendement n° 153 de la commission (seuils de déclenchement du surloyer) (p. 3857) : rejeté (p. 3863)

Son sous-amendement n° 972 (relèvement porté à 20 %) à l'amendement n° 154 de la commission (relèvement de 10 % des plafonds de ressources pour l'attribution des logements sociaux) (p. 3857) : rejeté (p. 3863)

Article 58 (modification de la procédure de résiliation de plein droit des baux)

Son intervention (p. 3980)

Intervient sur l'amendement n° 847 de Mme Janine Jambu (information du fonds de solidarité pour le logement) (p. 3981)

Après l'article 63

Son amendement n° 452 rectifié (prorogation d'un an des conventions ouvrant droit à une procédure de congé pour vente) (p. 3997) : rejeté (p. 3998)

Article 72 (fourniture minimum d'énergie, d'eau et de téléphone)

Son amendement n° 520 soutenu par Mme Gilberte Marin-Moskovitz (rencontres entre le bénéficiaire d'un RMI et un membre de la commission locale d'insertion) : rejeté (p. 4020)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [30 juin 1998] (p. 5561) ; [1^{er} juillet 1998] (p. 5582, 5604, 5665)

Article 17 (contenu et mise en œuvre du plan départemental d'action pour le logement des personnes défavorisées)

Son amendement n° 274 (établissement d'un programme de réquisitions) : devenu sans objet (p. 5608)

Article 30 supprimé par le Sénat (création d'une taxe sur les logements vacants)

Son sous-amendement n° 326 (abaissement de la durée de la vacance) à l'amendement n° 32 de la commission (rétablissement de l'article) : rejeté (p. 5628)

Après l'article 33

Son amendement n° 275 (relogement des gardiens d'immeubles) : rejeté (p. 5649)

Après l'article 63

Son amendement n° 276 soutenu par M. Jean-Michel Marchand (prorogation des conventions ouvrant droit à une procédure de congé pour vendre) : retiré (p. 5674)

Proposition de loi n° 895 relative à la reconnaissance du génocide arménien de 1915

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [29 mai 1998] (p. 4493)

Son intervention (p. 4501)

Thèmes :

Droit pénal : crimes contre l'humanité (p. 4501)

Enseignement : histoire : crimes contre l'humanité (p. 4501, 4502)

Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) (p. 4501)

Pays étrangers : Arménie (p. 4502)

Pays étrangers : Turquie (p. 4502)

Union européenne : Parlement européen (p. 4501)

Discussion de l'article unique [29 mai 1998] (p. 4506)

Intervient sur l'amendement n° 1 de M. Guy Hermier (reconnaissance "officielle" par la France du génocide arménien et responsabilité du gouvernement turc de l'époque) (p. 4510)

Proposition de loi n° 845 fixant le régime des armes et munitions

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [29 mai 1998] (p. 4512)

Son intervention (p. 4525)

Thèmes :

Armes : classification (p. 4525 à 4527)

Armes : vente (p. 4526)

Droit pénal : délinquance et criminalité (p. 4525)

Droit pénal : mineurs (p. 4521)

Lois : application (p. 4526)

Ordre public (p. 4525)

Discussion des articles [29 mai 1998] (p. 4538)

Après l'article 3

Son amendement n° 13 (dépôt des armes à tir à l'association sportive) (p. 4539) : rejeté (p. 4540)

Projet de loi n° 913 autorisant la ratification du protocole au Traité de l'Atlantique Nord sur l'accession de la République de Hongrie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [10 juin 1998] (p. 4891)

Son intervention (p. 4903)

Thèmes :

Organisations internationales : Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) (p. 4903)

Organisations internationales : Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) (p. 4903, 4904)

Pays étrangers : Pologne (p. 4904)

Pays étrangers : Roumanie (p. 4904)

Pays étrangers : Russie (p. 4903, 4904)

Odile SAUGUES

*Puy-de-Dôme (1^{ère} circonscription)
Socialiste*

Élue le 1^{er} juin 1997

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 13 juin 1997]
(p. 9390)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9423)

Membre suppléante du conseil national des transports [J.O. du 10 juillet 1997] (p. 10491)

Membre de la mission d'information commune sur la situation et les perspectives de l'industrie automobile en France et en Europe [J.O. du 12 juillet 1997] (p. 10608)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi tendant à améliorer les conditions d'exercice de la profession de transporteur routier [J.O. du 22 janvier 1998] (p. 1054)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Santé. Sida. Lutte et prévention [2 décembre 1997]
(p. 6749)

DÉBATS**Projet de loi de finances n° 230 pour 1998****DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****DÉFENSE**

Examen du fascicule [12 novembre 1997] (p. 5674)

Procédure des questions :

Défense : entreprises (p. 5736, 5737)

Projet de loi n° 427 tendant à améliorer les conditions d'exercice de la profession de transporteur routier**PREMIÈRE LECTURE**

Avant la discussion des articles [8 décembre 1997]
(p. 7100)

Son intervention (p. 7118)

Thèmes :

Transports routiers : chauffeurs routiers : rémunération (p. 7119)

Transports routiers : grèves (p. 7118)

Travail : inspection du travail (p. 7118, 7119)

Projet de loi n° 512 d'orientation et d'incitation relatif à la réduction du temps de travail**PREMIÈRE LECTURE**

Avant la discussion des articles [27 janvier 1998]
(p. 572, 615) ; [28 janvier 1998] (p. 667, 703) ;
[29 janvier 1998] (p. 747)

Son intervention (p. 706)

Thèmes :

Travail : réduction du temps de travail (p. 707)

Travail : réduction du temps de travail : création d'emplois (p. 706)

Projet de loi n° 780 d'orientation relatif à la lutte contre les exclusions**PREMIÈRE LECTURE**

Discussion des articles [6 mai 1998] (p. 3515) ;
[7 mai 1998] (p. 3533, 3562) ; [12 mai 1998] (p. 3649,
3684) ; [13 mai 1998] (p. 3741, 3776) ; [14 mai 1998]
(p. 3815, 3872) ; [18 mai 1998] (p. 3931, 3975) ;
[19 mai 1998] (p. 4076, 4102) ; [20 mai 1998]
(p. 4205)

Article 33 (réforme des attributions de logements locatifs sociaux)

Son intervention (p. 3835)

Gérard SAUMADE

*Hérault (4^{ème} circonscription)
Radical, Citoyen et Vert*

Élu le 1^{er} juin 1997

S'inscrit au groupe Radical, Citoyen et Vert [J.O. du
13 juin 1997] (p. 9391)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9423)

Chargé d'une mission temporaire auprès de M. le Ministre de l'éducation nationale, de la recherche et de la technologie [J.O. du 27 février 1998] (p. 3051)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Energie et carburants. EDF. Politiques communautaires, application [28 octobre 1997] (p. 4847)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 37, posée le 25 novembre 1997. Politique sociale. Revenu minimum d'insertion (RMI) (J.O. Questions p. 6285). Appelée le 2 décembre 1997. Insertion, financement, départements (p. 6720)

n° 216, posée le 24 mars 1998. Elections et référendums. Campagnes électorales (J.O. Questions p. 2093). Appelée le 24 mars 1998. Réglementation (p. 2019)

n° 358, posée le 18 mai 1998. TVA. Assujettissement (J.O. Questions p. 4024). Appelée le 26 mai 1998.

Sociétés d'intérêt collectif agricole de gîtes ruraux (p. 4266)
 n° 411, posée le 9 juin 1998. Logement. Logement social (J.O. Questions p. 4864). Appelée le 16 juin 1998. Société d'économie mixte (SEM), prêts des départements et communes, perspectives (p. 4994)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 230 pour 1998

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

INTÉRIEUR

Examen du fascicule [30 octobre 1997] (p. 5067)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 5072)

Thèmes avant la procédure des questions :

Collectivités territoriales : dotation globale de fonctionnement (DGF) (p. 5073)

Collectivités territoriales : dotations de l'Etat (p. 5073)

Coopération intercommunale (p. 5073)

Départements : préfets (p. 5074)

Impôts locaux (p. 5073)

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS

Discussion des articles [17 novembre 1997] (p. 5966, 6007) ; [18 novembre 1997] (p. 6032, 6079, 6116) ; [19 novembre 1997] (p. 6153)

Après l'article 61

Intervient sur l'amendement n° 333, deuxième rectification du Gouvernement (extension de l'exonération de la taxe professionnelle accordée dans les zones de revitalisation rurale) (p. 6088)

Projet de loi n° 327 relatif à l'entrée et au séjour des étrangers en France et au droit d'asile

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [9 décembre 1997] (p. 7179, 7203) ; [10 décembre 1997] (p. 7239, 7273, 7297) ; [11 décembre 1997] (p. 7321, 7339, 7380) ; [12 décembre 1997] (p. 7413, 7453, 7504) ; [14 décembre 1997] (p. 7603, 7633, 7663) ; [15 décembre 1997] (p. 7698, 7736, 7770) ; [16 décembre 1997] (p. 7858, 7899)

Article 4 (article 12 bis de l'ordonnance du 2 novembre 1945 : personnes éligibles à la carte de séjour temporaire "situation personnelle et familiale")

Intervient sur l'amendement n° 148 de M. Henri Cuy (suppression de l'expression "portant la mention situation personnelle et familiale") (p. 7443)

Intervient sur l'amendement n° 456 de M. Jacques Masdeu-Arus (suppression de l'expression "portant la mention situation personnelle et familiale") (p. 7443)

Intervient sur l'amendement n° 946 de M. Rudy Salles (suppression de l'expression "portant la mention situation personnelle et familiale") (p. 7443)

Intervient sur l'amendement n° 1278 de M. Jean-Luc Warsmann (suppression de l'expression "portant la mention situation personnelle et familiale") (p. 7443)

Projet de loi organique n° 827 limitant le cumul des mandats électoraux et fonctions électives

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [26 mai 1998] (p. 4285, 4315) ; [27 mai 1998] (p. 4373)

Ses explications de vote sur la question préalable de M. François Bayrou (p. 4319)

Thèmes :

Parlement : rôle (p. 4319)

Politique générale : institutions (p. 4319)

Projet de loi constitutionnelle n° 937 relatif à la Nouvelle-Calédonie

PREMIÈRE LECTURE

Ses explications de vote [16 juin 1998] (p. 5037)

Vote pour du groupe Radical, Citoyen et Vert (p. 5037, 5038)

Projet de loi n° 226 relatif à la partie législative du livre VI (nouveau) du code rural

DEUXIÈME LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [16 juin 1998] (p. 5038)

Son intervention (p. 5039)

Thèmes :

Agriculture : code rural (p. 5039)

Agriculture : marchés agricoles (p. 5039)

Agroalimentaire : viticulture (p. 5039)

Projet de loi n° 975 relatif au mode d'élection des conseillers régionaux et des conseillers à l'Assemblée de Corse et au fonctionnement des conseils régionaux

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [23 juin 1998] (p. 5269, 5295)

Son intervention (p. 5289)

Thèmes :

Etat : Nation (p. 5289, 5290)

Régions : budget (p. 5289)

Régions : conseils régionaux : départements (p. 5289, 5290)

Régions : conseils régionaux : présidents de conseil régional (p. 5289)

Discussion des articles [23 juin 1998] (p. 5305) ; [24 juin 1998] (p. 5334, 5362)

Article 3 (article L. 338 du code électoral : mode de scrutin des élections régionales)

Son amendement n° 2 (scrutin de liste départemental à deux tours) (p. 5308) : rejeté (p. 5312)

Christian SAUTTER*Secrétaire d'Etat au budget***DÉPÔTS**

- Projet de loi de finances n° 230 pour 1998 [24 septembre 1997]
- Projet de loi de finances rectificative n° 447 pour 1997 [19 novembre 1997]
- Déclaration du Gouvernement n° 970 sur le débat d'orientation budgétaire présentée par M. Dominique Strauss-Kahn, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie et M. Christian Sautter, secrétaire d'Etat au budget [9 juin 1998]
- Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999 [9 septembre 1998]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*En qualité de Membre du Gouvernement***RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE**

- M. Jacky Darne. Impôts locaux. Taxe d'habitation. Calcul [28 octobre 1997] (p. 4850)
- M. Patrick Leroy. Frontaliers. Impôt sur le revenu. Assujettissement, Belgique [19 novembre 1997] (p. 6144)
- M. Daniel Paul. Politique économique. Croissance. Crise financière asiatique, conséquences [2 décembre 1997] (p. 6743)
- M. Augustin Bonrepaux. Impôt de solidarité sur la fortune. Contrôle et contentieux. Evasion fiscale [10 décembre 1997] (p. 7267)
- M. Jean-Paul Dupré. Impôts et taxes. Réforme. Perspectives [14 janvier 1998] (p. 278)
- Mme Nicole Ameline. TVA. Taux. Hôtellerie et restauration [10 février 1998] (p. 1380)
- M. Gilles Carrez. Impôts locaux. Taxe d'habitation. Réforme [4 mars 1998] (p. 1917)
- M. Édouard Landrain. TVA. Champ d'application. Subventions versées aux associations culturelles et sportives [1^{er} avril 1998] (p. 2327)
- M. Michel Péricard. Audiovisuel et communication. Télévision. Chaînes publiques, fonctionnement [8 avril 1998] (p. 2686)
- M. Jean-Pierre Brard. Banques et établissements financiers. Crédit lyonnais. Plan de redressement, accord de la Commission européenne [22 avril 1998] (p. 2904)
- M. Jean-Louis Bernard. Impôt sur le revenu. Déclarations. Dates, professions libérales [29 avril 1998] (p. 3213)
- M. Roger Franzoni. Collectivités territoriales. Corse. Inspection générale des finances, rapport [12 mai 1998] (p. 3638)
- M. Christian Cuvilliez. Presse et livres. Presse. Aides de l'Etat [26 mai 1998] (p. 4275)
- M. Jacques Desallangre. Banques et établissements financiers. Crédit foncier de France. Perspectives [3 juin 1998] (p. 4630)

- M. Marc Dumoulin. Impôts et taxes. Politique fiscale. Associations [10 juin 1998] (p. 4881)
- M. Georges Sarre. Jeunes. Délinquance. Lutte et prévention [24 juin 1998] (p. 5327)
- M. Jacques Desallangre. Banques et établissements financiers. Crédit foncier de France. Perspectives [30 juin 1998] (p. 5515)
- M. Philippe Briand. Impôt de solidarité sur la fortune. Réforme. Perspectives [30 juin 1998] (p. 5516)

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT DE

- M. Alain Néri. Anciens combattants et victimes de guerre. Politique et réglementation. Perspectives [29 octobre 1997] (p. 4959)
- M. François Sauvadet. Marchés publics. Codes des marchés publics. Réforme [2 décembre 1997] (p. 6715)
- M. Gilbert Meyer. Transports par eau. Rhin et Grand Canal d'Alsace. Navigation, taxation, conséquences [2 décembre 1997] (p. 6714)
- M. Yvon Montané. Impôts et taxes. Politique fiscale. Assurance vie [16 décembre 1997] (p. 7830)
- Mme Marie-Thérèse Boisseau. Postes. La Poste. Distribution d'un produit d'assurance, conséquences [16 décembre 1997] (p. 7829)
- M. Pierre Hériaud. Industrie. Textile et habillement. Cotisations sociales, réduction, remboursement [31 mars 1998] (p. 2230)
- M. Jean-Pierre Balduyck. Industrie. Textile et habillement. Industrie cotonnière, concurrence étrangère, politiques communautaires [31 mars 1998] (p. 2231)
- M. Marc Reymann. Impôts locaux. Assiette. Révision des évaluations cadastrales [28 avril 1998] (p. 3069)
- M. Serge Poignant. Logement : aides et prêts. Prêt à l'accession à la propriété (PAP). Taux renégociation [28 avril 1998] (p. 3070)
- M. Jean-Pierre Dufau. Taxes parafiscales. Redevance audiovisuelle. Exonération, réglementation [5 mai 1998] (p. 3363)
- M. Bernard Perrut. Donations et successions. Actif de la succession. Contrats d'assurance vie [16 juin 1998] (p. 4997)
- M. Anicet Turinay. Impôts et taxes. Taxes sur la publicité journaux gratuits. Champ d'application [16 juin 1998] (p. 4997)

OBSERVATIONS SUR LES RAPPELS AU RÉGLEMENT DE

- M. Philippe Auberger : indique que le Gouvernement déposera un amendement lors de la discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale modifiant l'assiette de la contribution sociale généralisée afin de corriger cette anomalie et précise que la contribution sociale généralisée affectant les dividendes sera déductible [17 octobre 1997] (p. 4297)
- M. Philippe Auberger : reconnaît que l'adoption de l'amendement n° 433 pose problème et indique que le Gouvernement demandera une seconde délibération à ce sujet [17 octobre 1997] (p. 4319)
- M. Philippe Auberger : répond que l'esprit et la lettre du règlement de l'Assemblée nationale ont été respectés et rappelle, s'agissant de la question de l'ouverture de la chasse aux oiseaux migrateurs, qu'il

faut à la fois concilier la gestion raisonnée des espèces, le droit européen et la pratique de la chasse [20 mai 1998] (p. 4229)

DÉBATS

Projet de loi n° 201 portant mesures urgentes à caractère fiscal et financier

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 septembre 1997] (p. 3147, 3155)

Intervient sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Louis Debré (p. 3190)

Thèmes :

Entreprises : délocalisations (p. 3191)
 Finances publiques : déficit budgétaire (p. 3190, 3191)
 Finances publiques : dépenses (p. 3191)
 Finances publiques : politique budgétaire (p. 3191)
 Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 3191)
 Finances publiques : recettes (p. 3181)
 Impôt sur les sociétés : taux (p. 3191)
 Impôts et taxes : justice sociale (p. 3190)
 Politique économique : croissance (p. 3190)
 Politique économique : investissement (p. 3191)

Discussion des articles [17 septembre 1997] (p. 3198)

Ses interventions dans la discussion des amendements et sous-amendements (p. 3199 à 3226)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [9 octobre 1997] (p. 3844)

Son intervention (p. 3844)

Sa réponse (p. 3855)

Thèmes :

Energie et carburants : Electricité de France (EDF) (p. 3844)
 Entreprises : situation financière (p. 3855)
 Finances publiques : politique budgétaire (p. 3844)
 Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 3855)
 Impôt sur les sociétés : taux (p. 3844)
 Impôts et taxes : politique fiscale (p. 3855)
 Politique économique : investissement (p. 3855)
 Prestations familiales : allocation de rentrée scolaire (p. 3855)

Discussion des articles [9 octobre 1997] (p. 3855)

Ses interventions dans la discussion des amendements et sous-amendements (p. 3857 à 3862)

Article 1er supprimé par le Sénat (contribution temporaire sur l'impôt sur les sociétés pour les entreprises réalisant au moins 50 millions de chiffre d'affaires)

Son intervention (p. 3856)

Après l'article 7

Soutient l'amendement n° 6 du Gouvernement (prorogation des mandats des membres des conseils consultatifs et des conseils d'orientation et de

surveillance des caisses d'épargne) (p. 3859) : adopté (p. 3862)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la mise aux voix du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [22 octobre 1997] (p. 4483)

Son intervention (p. 4483)

Sa réponse (p. 4484)

Thèmes :

Banques et établissements financiers : caisses d'épargne (p. 4485)
 Banques et établissements financiers : compte pour le développement industriel (CODEVI) (p. 4483)
 Emploi : jeunes (p. 4485)
 Finances publiques : dépenses (p. 4485)
 Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 4485)
 Impôt sur les sociétés (p. 4483, 4485)

Mise aux voix du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [22 octobre 1997] (p. 4485)

Intervient sur l'amendement n° 1 de la commission (rétablissement de l'article 5 bis) (p. 4487)

Projet de loi de finances n° 230 pour 1998

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [14 octobre 1997] (p. 3930, 3961) ; [15 octobre 1997] (p. 3991, 4023, 4053)

Son intervention (p. 3938)

Intervient sur la question préalable opposée par M. François Bayrou (p. 3966)

Ses interruptions (p. 3979, 3983)

Sa réponse (p. 4048)

Intervient sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Louis Debré (p. 4058)

Thèmes :

Assurances : assurance vie (p. 3940, 3941)
 Bâtiment et travaux publics (p. 3939)
 Culture : crédits (p. 3939)
 Défense : crédits (p. 3939)
 Emploi : jeunes (p. 3938, 4049, 4059)
 Emploi : politique de l'emploi (p. 3938)
 Enseignement : crédits (p. 3938)
 Entreprises : création (p. 3941)
 Entreprises : petites et moyennes entreprises (p. 3941)
 Famille : politique familiale (p. 3966, 3983, 4049, 4058, 4059)
 Finances publiques : déficit budgétaire (p. 3966)
 Finances publiques : dépenses (p. 3966)
 Finances publiques : dette publique (p. 3966)
 Finances publiques : politique budgétaire (p. 3938, 3941)
 Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 3940, 3966, 4049, 4058)
 Finances publiques : recettes (p. 4048)
 Fonctionnaires et agents publics : effectifs (p. 3966, 3967, 4049)
 Fonctionnaires et agents publics : traitement (p. 3983)

Impôt sur le revenu : déduction des investissements en parts de copropriété de navires neufs (p. 3940, 3966, 3967)

Impôt sur le revenu : quotient familial (p. 3940)

Impôt sur le revenu : réduction d'impôt au titre de l'emploi d'un salarié à domicile (p. 3966)

Impôt sur le revenu : réduction d'impôt au titre des dépenses afférentes à la résidence principale (p. 3941)

Impôt sur le revenu : réduction d'impôt au titre des frais de scolarisation (p. 3940)

Impôt sur le revenu : revenus fonciers (p. 3940)

Impôt sur les sociétés : provisions (p. 3940, 3966, 4048)

Impôt sur les sociétés : taux (p. 4058)

Impôts et taxes : avoir fiscal (p. 3940)

Impôts et taxes : crédit d'impôt-emploi (p. 3941, 3967)

Impôts et taxes : fraude fiscale (p. 3941, 4049)

Impôts et taxes : investissements outre-mer (p. 3940, 3979, 4049)

Impôts et taxes : justice sociale (p. 3940, 3941)

Impôts et taxes : paiement (p. 3940, 4049)

Impôts et taxes : réforme fiscale (p. 4049)

Impôts et taxes : revenus du travail et du capital (p. 3940)

Impôts et taxes : taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) (p. 3966)

Jeunes : politique à l'égard des jeunes (p. 3938)

Justice : crédits (p. 3939)

Logement : crédits (p. 3939)

Logement : réhabilitation (p. 3939, 3966, 4058)

Logement : aides et prêts : primes à l'amélioration des logements à usage locatif et d'occupation sociale (PALULOS) (p. 3966, 4058)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de l'intérieur : budget (p. 3939)

Patrimoine culturel (p. 3939)

Politique économique : consommation (p. 4048)

Politique économique : croissance (p. 4048)

Politique économique : investissement (p. 4048, 4058)

Politique économique : pouvoir d'achat (p. 3940, 4048, 4058)

Politique sociale : solidarité (p. 3938)

Prestations familiales : allocation de garde d'enfant à domicile (p. 4049)

Prestations familiales : allocation de rentrée scolaire (p. 3940)

Recherche : crédits (p. 3939)

Secteur public : services publics (p. 3939, 3967)

TVA : taux (p. 3966)

Union européenne : euro (p. 3967)

Voirie : crédits (p. 3939)

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [15 octobre 1997] (p. 4062) ; [16 octobre 1997] (p. 4089, 4121, 4157) ; [17 octobre 1997] (p. 4191, 4218, 4268)

Ses interventions dans la discussion des amendements et sous-amendements (p. 4068 à 4401)

Article 1er (autorisation de percevoir les impôts existants)

Son intervention (p. 4063)

Article 2 (barème de l'impôt sur le revenu)

Son intervention (p. 4104)

Article 6 (suppression de l'avantage fiscal lié à la provision pour fluctuation des cours)

Son intervention (p. 4154)

Après l'article 10

Soutient le sous-amendement oral du Gouvernement (disposition réservée aux chômeurs de longue durée) à l'amendement n° 481 de M. Jean-Pierre Brard (déductibilité des dépenses engagées pour la recherche d'un emploi) (p. 4232) : adopté (p. 4233)

Après l'article 13

Soutient l'amendement n° 476 du Gouvernement (prorogation de la majoration de 10 % de la réduction des droits de donation quand le donateur a 65 ans révolus et moins de 75 ans) (p. 4276) : adopté (p. 4276)

Article 14 (aménagement du régime d'aide fiscale à l'investissement outre-mer)

Son intervention (p. 4288)

Article 16 (plafonnement de l'exonération des produits des titres non cotés détenus dans un PEA)

Répond au rappel au règlement de M. Philippe Auberger (cf. supra) [17 octobre 1997] (p. 4297)

Article 17 (régime fiscal des produits des contrats d'assurance-vie et des bons de capitalisation)

Soutient l'amendement n° 478 du Gouvernement (maintien du régime fiscal concernant les rachats partiels des contrats d'assurance-vie) (p. 4300) : adopté (p. 4302)

Soutient l'amendement n° 470 du Gouvernement (aménagement du régime fiscal des produits des contrats d'assurance-vie et des bons de capitalisation et report de la date d'entrée en vigueur du 15 au 25 septembre 1997) (p. 4300) : adopté (p. 4302)

Soutient l'amendement n° 471 du Gouvernement (aménagement du régime fiscal des produits des contrats d'assurance-vie et des bons de capitalisation) (p. 4300) : adopté (p. 4302)

Soutient l'amendement n° 472 corrigé du Gouvernement (de conséquence) (p. 4300) : adopté (p. 4302)

Soutient l'amendement n° 473 du Gouvernement (application du dispositif à compter du 1er janvier 1998) (p. 4300) : adopté (p. 4302)

Après l'article 18

Intervient sur le rappel au règlement de M. Philippe Auberger (cf. supra) (p. 4319)

Article 25 et état A (équilibre général du budget)

Soutient l'amendement n° 492 du Gouvernement (de conséquence des votes intervenus) (p. 4351) : adopté (p. 4353)

Soutient l'amendement n° 11 du Gouvernement (déficit ramené à 257,368 milliards de francs) (p. 4353) : vote réservé : adopté au scrutin public : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (vote bloqué) (p. 4401)

Article 6 ter (exemption d'impôts directs des activités financées par la parafiscalité)

Soutient l'amendement n° 4 du Gouvernement (de suppression) (p. 4353) : vote réservé : adopté au scrutin public : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (vote bloqué) (p. 4401)

Article 10 bis (déductibilité des frais de déplacement entre le domicile et le lieu de travail pour les contribuables utilisant une motocyclette)

Soutient l'amendement n° 1 du Gouvernement (de suppression) (p. 4353) : vote réservé : adopté au scrutin public : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (vote bloqué) (p. 4401)

Article 18 bis (non-déductibilité des frais commerciaux exceptionnels)

Soutient l'amendement n° 2 du Gouvernement (de suppression) (p. 4353) : vote réservé : adopté au scrutin public : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (vote bloqué) (p. 4401)

Article 18 sexies (retour progressif de France Télécom dans le droit commun de la fiscalité locale)

Soutient l'amendement n° 3 du Gouvernement (de suppression) (p. 4353) : vote réservé : adopté au scrutin public : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (vote bloqué) (p. 4401)

Après l'article 18 nonies

Soutient l'amendement n° 5 du Gouvernement (actualisation des tarifs de la taxe sur les véhicules des sociétés) (p. 4353) : vote réservé : adopté au scrutin public : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (vote bloqué) (p. 4401)

Soutient l'amendement n° 6 du Gouvernement (majoration de l'imposition forfaitaire annuelle pour les sociétés dont le chiffre d'affaires est supérieur à 50 millions de francs) (p. 4353) : vote réservé : adopté au scrutin public : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (vote bloqué) (p. 4401)

Soutient l'amendement n° 7 du Gouvernement (relèvement des droits sur les passeports et sur les permis de conduire) (p. 4353) : vote réservé : adopté au scrutin public : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (vote bloqué) (p. 4401)

Soutient l'amendement n° 8 du Gouvernement (relèvement du montant de la pénalité libératoire) (p. 4353) : vote réservé : adopté au scrutin public : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (vote bloqué) (p. 4401)

Soutient l'amendement n° 9 du Gouvernement (relèvement des droits sur les cartes d'identité et sur les cartes de séjour) (p. 4353) : vote réservé : adopté au scrutin public : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (vote bloqué) (p. 4401)

Soutient l'amendement n° 10 du Gouvernement (fixation d'un tarif uniforme pour les droits dus sur certains actes et conventions concernant les sociétés) (p. 4353) : vote réservé : adopté au scrutin public : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (vote bloqué) (p. 4401)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

SERVICES DU PREMIER MINISTRE

SERVICES GÉNÉRAUX - Secrétariat général de la défense nationale - Conseil économique et social - Plan - Budget annexe des journaux officiels

Examen du fascicule [23 octobre 1997] (p. 4523)

Son intervention (p. 4530)

Thèmes avant la procédure des questions :

Audiovisuel et communication (p. 4530)

Défense : Institut des hautes études de défense nationale (IHEDN) (p. 4530)

Défense : Secrétariat général de la défense nationale (SGDN) (p. 4533)

Drogue (p. 4531)

Etat : Conseil économique et social (p. 4531)

Etat : conseils interministériels (p. 4531)

Etat : Plan (p. 4531, 4532)

Etat : Premier ministre (p. 4530, 4531)

Fonction publique de l'Etat (p. 4530)

Politique économique : mondialisation (p. 4532)

Presse et livres : Journaux officiels (p. 4532, 4533)

Vote des crédits et articles rattachés [23 octobre 1997] (p. 4533)

I - SERVICES GÉNÉRAUX

Etat B, titre IV

Soutient l'amendement n° 66 du Gouvernement (augmentation de crédits destinée à créer et à doter le fonds de compensation des journalistes) (p. 4533, 4534) : adopté (p. 4534)

ECONOMIE, FINANCES ET INDUSTRIE

I - CHARGES COMMUNES - II - SERVICES FINANCIERS - MONNAIES ET MÉDAILLES (BUDGET ANNEXE) - COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR - TAXES PARAFISCALES - COMMERCE EXTÉRIEUR

Examen du fascicule [17 novembre 1997] (p. 5917, 5944)

Son intervention (p. 5934, 5938)

Sa réponse (p. 5944, 5945)

Thèmes avant la procédure des questions :

Administration : Commission pour la simplification des formalités (COSIFORM) (p. 5938)

Emploi : politique de l'emploi (p. 5935)

Etat : Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE) (p. 5937)

Etat : Monnaies et médailles (p. 5938, 5939)

Finances publiques : charges communes (p. 5934, 5935)

Finances publiques : comptes d'affectation spéciale (p. 5935)

Finances publiques : comptes spéciaux du Trésor (p. 5935)

Finances publiques : dette publique (p. 5935, 5936)

Finances publiques : fonds de concours (p. 5938)

Impôts et taxes : fraude fiscale (p. 5937)

Impôts et taxes : taxe forestière (p. 5936)

Industrie : centres techniques industriels (p. 5936)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de l'économie, des finances et de l'industrie (p. 5936, 5937)

Politique économique : emprunts russes (p. 5935, 5936)

Politique économique : taux d'intérêt (p. 5935)

Prestations familiales : allocation de rentrée scolaire (p. 5935)

Secteur public : entreprises publiques : banques et établissements financiers (p. 5935)

Secteur public : entreprises publiques : ouverture du capital (p. 5935)

Taxes parafiscales (p. 5936)

Réponses aux questions :

Impôt sur le revenu : réductions d'impôt : inondations (p. 5944) (M. Jacques Desallangre) (p. 5944)

Union européenne : euro (p. 5945) (M. Jacques Desallangre) (p. 5944)

Vote des crédits et articles rattachés [17 novembre 1997] (p. 5946)

Ses interventions dans la discussion des amendements et sous-amendements (p. 5950, 5954)

I - CHARGES COMMUNES

Etat B, titre Ier

Soutient l'amendement n° 268 du Gouvernement (majoration des crédits de 1080 millions de francs) (p. 5946) : adopté (p. 5947)

Etat B, titre IV

Soutient l'amendement n° 267 du Gouvernement (majoration des crédits de 423 000 F) (p. 5947) : adopté (p. 5947)

II - SERVICES FINANCIERS

Après l'article 38

Soutient l'amendement n° 271 du Gouvernement (ouverture d'un compte d'affectation spéciale n° 902-32 "Fonds de modernisation de la presse quotidienne et assimilée d'information politique et générale") (p. 5953) : adopté (p. 5953)

Article 40 (comptes d'affectation spéciale - opérations définitives - mesures nouvelles)

Soutient l'amendement n° 269 du Gouvernement (de coordination) (p. 5953) : adopté (p. 5954)

Soutient l'amendement n° 270 du Gouvernement (de coordination) (p. 5954) : adopté (p. 5954)

Après l'article 43

Soutient l'amendement n° 272 du Gouvernement (ouverture d'un compte de commerce n° 904-21 "Opérations industrielles et commerciales des directions départementales et régionales de l'équipement") (p. 5955) : adopté (p. 5955)

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS

Discussion des articles [17 novembre 1997] (p. 5966, 6007) ; [18 novembre 1997] (p. 6032, 6079, 6116) ; [19 novembre 1997] (p. 6153)

Ses interventions dans la discussion des amendements et sous-amendements (p. 5968 à 6121)

Article 47 et état H (reports de crédits)

Soutient l'amendement n° 298 du Gouvernement (inscription du chapitre 37-10 du budget des postes et télécommunications correspondant aux dépenses de fonctionnement de l'autorité de régulation des télécommunications) (p. 5973) : adopté (p. 5973)

Soutient l'amendement n° 273 du Gouvernement (correction d'une erreur matérielle) (p. 5973) : adopté (p. 5973)

Après l'article 50

Soutient l'amendement n° 324 rectifié du Gouvernement (suppression de la contribution complémentaire à l'impôt sur le revenu) (p. 6007) : adopté (p. 6008)

Article 51 (report d'imposition des plus-values de cession de droits sociaux en cas de emploi dans les petites et moyennes entreprises nouvelles)

Soutient l'amendement n° 322 du Gouvernement (nouvelle rédaction de l'article avec une ouverture de l'avantage fiscal aux investisseurs détenant une participation de 10 %, une prolongation du délai de emploi, un allongement de la condition d'ancienneté de la société) (p. 6009) : adopté (p. 6014)

Après l'article 51

Soutient l'amendement n° 323 du Gouvernement (déductibilité de la majoration de la contribution sociale généralisée) (p. 6014) : adopté (p. 6015)

Article 55 (renforcement du contrôle de la déclaration d'échanges de biens)

Son intervention (p. 6025)

Article 56 (amélioration de la procédure du droit d'enquête)

Soutient l'amendement n° 334 du Gouvernement (suppression de la mention "le procès-verbal d'enquête fait foi jusqu'à preuve contraire") (p. 6033) : adopté (p. 6033)

Après l'article 61

Soutient l'amendement n° 333, deuxième rectification du Gouvernement (extension de l'exonération de la taxe professionnelle accordée dans les zones de revitalisation rurale) (p. 6084) : adopté (p. 6089)

Soutient l'amendement n° 319 du Gouvernement (fixation des coefficients de majoration des valeurs locatives servant de base aux impôts directs locaux en 1998) (p. 6118) : devenu sans objet (p. 6121)

Seconde délibération

Article 27 et état B (mesures nouvelles : dépenses ordinaires des services civils)

Soutient les amendements nos 1 à 22 du Gouvernement (majoration des crédits) (p. 6125) : vote réservé : adoptés au scrutin public : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (vote bloqué) (p. 6159)

Article 28 et état C (mesures nouvelles : dépenses en capital des services civils)

Soutient les amendements nos 23, 24 et 26 à 37 du Gouvernement (majoration des autorisations de programme et des crédits de paiement) (p. 6125) : vote réservé : adopté au scrutin public : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (vote bloqué) (p. 6159)

Article 30 (mesures nouvelles : dépenses en capital des services militaires)

Soutient l'amendement n° 25 du Gouvernement (majoration des autorisations de programme et des crédits de paiement) (p. 6125) : vote réservé : adopté au scrutin public : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (vote bloqué) (p. 6159)

Article 49 bis (soumission des concubins à une imposition commune)

Soutient l'amendement n° 38 du Gouvernement (de suppression) (p. 6125) : vote réservé : adopté au scrutin public : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (vote bloqué) (p. 6159)

Article 54 (paiement de la TVA dans le cadre du travail à façon)

Soutient l'amendement n° 54 du Gouvernement (application de la solidarité de paiement aux seuls cas

où le façonnier est placé sous la dépendance du donneur d'ordre) (p. 6125) : vote réservé : adopté au scrutin public : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (vote bloqué) (p. 6159)

Article 61 bis (fixation des coefficients de majoration des valeurs locatives servant de base aux impôts directs locaux en 1998)

Soutient l'amendement n° 43 du Gouvernement (fixation à 1,011 du coefficient d'actualisation applicable aux valeurs locatives des propriétés bâties autres que les immeubles industriels ne relevant pas de l'article 1500 du code général des impôts) (p. 6125) : vote réservé : adopté au scrutin public : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (vote bloqué) (p. 6159)

Article 61 septies (éligibilité au Fonds de compensation pour la TVA des investissements exposés sur des biens appartenant à des tiers non bénéficiaires)

Soutient l'amendement n° 39 du Gouvernement (de suppression) (p. 6125) : vote réservé : adopté au scrutin public : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (vote bloqué) (p. 6159)

Article 61 nonies (exonération d'impôts directs des activités financées par la parafiscalité)

Soutient l'amendement n° 40 du Gouvernement (de suppression) (p. 6125) : vote réservé : adopté au scrutin public : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (vote bloqué) (p. 6159)

Article 66 (suppression de l'exonération de cotisations instituée par l'article 37 de la loi du 11 février 1994 relative à l'initiative et à l'entreprise individuelle)

Soutient l'amendement n° 41 du Gouvernement (rétablissement du texte initial) (p. 6125) : vote réservé : adopté au scrutin public : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (vote bloqué) (p. 6159)

Article 25 et état A (équilibre général du budget)

Soutient l'amendement n° 42 du Gouvernement (déficit porté à 257, 89 milliards de francs) (p. 6125) : vote réservé : adopté au scrutin public : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (vote bloqué) (p. 6159)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 décembre 1997] (p. 8001)

Son intervention (p. 8001)

Intervient sur la question préalable opposée par M. Jean-Louis Debré (p. 8005)

Sa réponse (p. 8016)

Thèmes :

Assurances : assurance vie (p. 8002, 8017)

Contributions indirectes : tabac (p. 8002)

Déchets, pollutions et nuisances : pollution : transports (p. 8017)

DOM : crédits (p. 8017)

Emploi : politique de l'emploi (p. 8006, 8017)

Environnement (p. 8017)

Famille : politique familiale (p. 8001, 8002, 8006)

Finances publiques : dépenses (p. 8001)

Finances publiques : politique budgétaire (p. 8001, 8016, 8017)

Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 8005, 8006, 8016, 8018)

Impôt sur le revenu : abattements supplémentaires pour frais professionnels (p. 8002)

Impôt sur le revenu : quotient familial (p. 8002)

Impôt sur le revenu : réduction d'impôt au titre de l'emploi d'un salarié à domicile (p. 8006)

Impôt sur le revenu : réduction d'impôt au titre des frais de scolarisation (p. 8007)

Impôt sur le revenu : réforme (p. 8002)

Impôts et taxes : avantages fiscaux (p. 8016)

Impôts et taxes : investissements outre-mer (p. 8017)

Impôts locaux : généralités (p. 8016)

Marchés financiers (p. 8017)

Pharmacie et médicaments : médicaments : TVA (p. 8002)

Politique économique : croissance (p. 8005, 8017, 8018)

Sécurité sociale : contribution sociale généralisée (CSG) (p. 8016, 8017)

Transports routiers : transporteurs : taxe professionnelle (p. 8002)

Travail : réduction du temps de travail (p. 8017, 8018)

Discussion des articles [17 décembre 1997] (p. 8024) ; [18 décembre 1997] (p. 8101)

Ses interventions dans la discussion des amendements et sous-amendements (p. 8025 à 8059 ; 8101 à 8152)

Article 2 (barème de l'impôt sur le revenu)

Soutient l'amendement n° 194 rectifié du Gouvernement (abaissement du plafond applicable à la demi-part supplémentaire de quotient familial dont bénéficient les contribuables veufs, célibataires ou divorcés ayant élevé un ou plusieurs enfants) (p. 8025) : adopté (p. 8026)

Article 8 (suppression du régime fiscal des quirats de navires)

Son intervention (p. 8034)

Article 14 (aménagement du régime d'aide fiscale à l'investissement outre-mer)

Son intervention (p. 8053)

Soutient l'amendement n° 158 du Gouvernement (de coordination) (p. 8055) : adopté (p. 8055)

Soutient l'amendement n° 159 du Gouvernement (application aux entreprises soumises à l'impôt sur les sociétés de l'abaissement du seuil à partir duquel une autorisation préalable doit être délivrée) (p. 8059) : adopté (p. 8059)

Soutient l'amendement n° 160 du Gouvernement (application aux entreprises soumises à l'impôt sur les sociétés de l'abaissement du seuil à partir duquel une autorisation préalable doit être délivrée) (p. 8059) : adopté (p. 8059)

Soutient l'amendement n° 161 du Gouvernement (application aux entreprises soumises à l'impôt sur les sociétés de l'abaissement du seuil à partir duquel une autorisation préalable doit être délivrée) (p. 8059) : adopté (p. 8059)

Soutient l'amendement n° 162 du Gouvernement (application aux entreprises soumises à l'impôt sur les sociétés de l'abaissement du seuil à partir duquel une

- autorisation préalable doit être délivrée) (p. 8059) : adopté (p. 8059)
- Soutient l'amendement n° 163 du Gouvernement (suppression de l'obligation pour le Gouvernement de déposer un rapport) (p. 8059) : rejeté (p. 8059)
- Article 15 (plafonnement de la restitution de l'avoir fiscal aux personnes physiques)*
- Soutient l'amendement n° 164 du Gouvernement (retranchement des revenus de l'année suivante de la seule fraction de l'avoir fiscal non restitué qui excède le revenu net global) (p. 8102) : adopté (p. 8102)
- Soutient l'amendement n° 165 du Gouvernement (de précision) (p. 8102) : adopté (p. 8102)
- Article 17 supprimé par le Sénat (régime fiscal des produits des contrats d'assurance-vie et des bons de capitalisation)*
- Soutient l'amendement n° 4 du Gouvernement (rétablissement de l'article) (p. 8103) : adopté après modification (p. 8104)
- Article 18 bis (institution d'une taxe sur certaines dépenses de publicité)*
- Soutient l'amendement n° 167 corrigé du Gouvernement (exonération des entreprises dont le chiffre d'affaires est inférieur à 5 millions de francs) (p. 8105) : adopté (p. 8105)
- Soutient l'amendement n° 168 corrigé du Gouvernement (suppression de l'exonération des publications touristiques) (p. 8105) : adopté (p. 8105)
- Soutient l'amendement n° 169 corrigé du Gouvernement (exclusion de l'assiette de la taxe des dépenses engagées par les associations caritatives et des dépenses afférentes à la vente par correspondance ou à distance) (p. 8106) : adopté (p. 8106)
- Soutient l'amendement n° 170 du Gouvernement (modalités de déclaration et de liquidation de la taxe et présentation d'un rapport) (p. 8106) : adopté (p. 8106)
- Après l'article 18 terdecies*
- Soutient l'amendement n° 5 du Gouvernement (relèvement du minimum de perception applicable aux droits sur les tabacs) (p. 8107) : adopté (p. 8107)
- Article 18 sedecies (cession gratuite de matériels informatiques aux associations de parents d'élèves et de soutien scolaire)*
- Soutient l'amendement n° 172 du Gouvernement (de suppression) (p. 8107) : rejeté (p. 8108)
- Après l'article 23*
- Soutient l'amendement n° 117 du Gouvernement (relèvement de la part du droit de consommation sur les tabacs affectée à la Caisse nationale d'assurance maladie) (p. 8109) : adopté (p. 8109)
- Article 25 et état A (équilibre général du budget)*
- Soutient l'amendement n° 216 du Gouvernement (de conséquence des votes intervenus) (p. 8121) : adopté (p. 8122)
- Seconde délibération*
- Article 8 bis (maintien des déductions supplémentaires pour frais professionnels)*
- Soutient l'amendement n° 1 du Gouvernement (report d'un an de la suppression des déductions quel que soit le montant du revenu) (p. 8123) : vote réservé :
- adoptés : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (vote bloqué) (p. 8126)
- Article 10 bis A (augmentation de la réduction d'impôt accordée au titre de l'hébergement en établissement de long séjour ou en section de cure médicale)*
- Soutient l'amendement n° 2 du Gouvernement (de suppression) (p. 8123) : vote réservé : adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (vote bloqué) (p. 8126)
- Article 10 ter (application du taux réduit de la TVA aux utilisations énergétiques du bois)*
- Soutient l'amendement n° 3 du Gouvernement (de suppression) (p. 8123) : vote réservé : adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (vote bloqué) (p. 8126)
- Article 18 sedecies (cession gratuite de matériels informatiques aux associations de parents d'élèves et de soutien scolaire)*
- Soutient l'amendement n° 5 du Gouvernement (de suppression) (p. 8123) : vote réservé : adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (vote bloqué) (p. 8126)
- Article 25 et état A (équilibre général du budget)*
- Soutient l'amendement n° 4 du Gouvernement (déficit porté à 257, 882 milliards de francs) (p. 8123) : vote réservé : adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (vote bloqué) (p. 8126)
- Article 27 et état B (mesures nouvelles - dépenses ordinaires des services civils)*
- Soutient l'amendement n° 218 du Gouvernement (réduction des crédits du budget des charges communes) (p. 8128) : adopté (p. 8128)
- Soutient l'amendement n° 143 du Gouvernement (majoration des crédits du budget de l'industrie) (p. 8129) : adopté (p. 8129)
- Soutient l'amendement n° 144 du Gouvernement (majoration des crédits du budget de l'enseignement scolaire) (p. 8129) : adopté (p. 8129)
- Soutient l'amendement n° 153 du Gouvernement (majoration des crédits du budget de l'outre-mer) (p. 8129) : adopté (p. 8129)
- Soutient l'amendement n° 145 rectifié du Gouvernement (majoration des crédits du budget des services généraux du Premier ministre) (p. 8129) : adopté (p. 8129)
- Soutient l'amendement n° 146 du Gouvernement (majoration des crédits du budget de l'agriculture et de la pêche) (p. 8130) : adopté (p. 8130)
- Soutient l'amendement n° 147 du Gouvernement (majoration des crédits du budget de l'environnement) (p. 8130) : adopté (p. 8130)
- Soutient l'amendement n° 148 du Gouvernement (majoration des crédits du budget des anciens combattants) (p. 8130) : adopté (p. 8130)
- Soutient l'amendement n° 152 du Gouvernement (réduction des crédits du budget de la culture et de la communication) (p. 8130) : adopté (p. 8130)
- Soutient l'amendement n° 149 du Gouvernement (majoration des crédits du budget de l'enseignement supérieur) (p. 8130) : adopté (p. 8130)
- Soutient l'amendement n° 150 du Gouvernement (majoration des crédits du budget de la santé, de la solidarité et de la ville) (p. 8130) : adopté (p. 8130)

Soutient l'amendement n° 195 du Gouvernement (majoration des crédits du budget de l'intérieur et de la décentralisation) (p. 8130) : adopté (p. 8130)

Soutient l'amendement n° 151 du Gouvernement (réduction des crédits du budget des services généraux du Premier ministre) (p. 8130) : adopté (p. 8130)

Soutient l'amendement n° 217 du Gouvernement (majoration des crédits du budget des charges communes) (p. 8130) : adopté (p. 8130)

Article 28 et état C (mesures nouvelles - dépenses en capital des services civils)

Soutient l'amendement n° 155 du Gouvernement (majoration des autorisations de programme et des crédits de paiement du budget de la santé, de la solidarité et de la ville) (p. 8133) : adopté (p. 8133)

Soutient l'amendement n° 156 rectifié du Gouvernement (réduction des autorisations de programme et des crédits de paiement du budget de l'intérieur et de la décentralisation) (p. 8133) : adopté (p. 8133)

Soutient l'amendement n° 154 du Gouvernement (majoration des autorisations de programme et des crédits de paiement du budget de l'outre-mer) (p. 8133) : adopté (p. 8133)

Article 30 (mesures nouvelles - dépenses en capital des services militaires)

Soutient l'amendement n° 157 de la commission (majoration des autorisations de programme et des crédits de paiement) (p. 8134) : adopté (p. 8134)

Article 50 (création de bons de souscription de parts de créateur d'entreprise)

Soutient l'amendement n° 173 du Gouvernement (suppression de l'assouplissement prévu en matière d'essaimage) (p. 8135) : rejeté (p. 8135)

Soutient l'amendement n° 174 du Gouvernement (régime social des gains réalisés dans le cadre du dispositif) (p. 8136) : adopté (p. 8136)

Soutient l'amendement n° 175 du Gouvernement (de coordination) (p. 8136) : adopté (p. 8136)

Article 51 (report d'imposition des plus-values de cessions de droits sociaux en cas de emploi dans les PME nouvelles)

Soutient l'amendement n° 176 du Gouvernement (suppression de l'assouplissement prévu en matière d'essaimage) (p. 8137) : rejeté (p. 8137)

Soutient l'amendement n° 177 du Gouvernement (de conséquence) (p. 8137) : rejeté (p. 8137)

Article 54 (paiement de la TVA dans le cadre du travail à façon)

Soutient l'amendement n° 178 rectifié du Gouvernement (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 8138) : adopté (p. 8138)

Article 61 quinquies A (suppression de la règle de liaison à la baisse des taux en faveur des groupements de communes à fiscalité propre)

Soutient l'amendement n° 179 du Gouvernement (de suppression) (p. 8142) : rejeté (p. 8143)

Article 61 septies supprimé par le Sénat (faculté d'exonération de la "vignette" pour les véhicules électriques ou peu polluants)

Soutient l'amendement n° 214 du Gouvernement (de précision) (p. 8144) : adopté (p. 8144)

Article 61 octies (rapport sur le crédit d'impôt-recherche)

Soutient l'amendement n° 180 du Gouvernement (suppression du dernier alinéa de l'article) (p. 8144) : rejeté (p. 8145)

Après l'article 63

Soutient l'amendement n° 182 rectifié (reconduction du dispositif de congé de fin d'activité institué en faveur des fonctionnaires et agents non titulaires des trois fonctions publiques) (p. 8147) : adopté (p. 8147)

Article 68 (extension de la compétence de l'Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat)

Soutient l'amendement n° 183 du Gouvernement (de suppression) (p. 8150) : rejeté (p. 8150)

Article 51 (report d'imposition des plus-values de cessions de droits sociaux en cas de emploi dans les PME nouvelles)

Soutient l'amendement n° 6 du Gouvernement (suppression du gage) (p. 8150) : vote réservé : adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (vote bloqué) (p. 8152)

Article 58 (institution d'une amende en cas de délivrance abusive d'attestations ouvrant droit à un avantage fiscal)

Soutient l'amendement n° 7 du Gouvernement (application de l'intérêt de retard aux contribuables qui ont indûment bénéficié d'un avantage fiscal) (p. 8150) : vote réservé : adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (vote bloqué) (p. 8152)

Article 61 quinquies A (suppression de la règle de liaison à la baisse des taux en faveur des groupements de communes à fiscalité propre)

Soutient l'amendement n° 8 du Gouvernement (de suppression) (p. 8150) : vote réservé : adopté : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (vote bloqué) (p. 8152)

Son intervention à l'issue du vote (p. 8152)

Projet de loi de finances rectificative n° 447 pour 1997

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 décembre 1997] (p. 6835, 6881)

Son intervention (p. 6837)

Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. François Bayrou (p. 6849)

Intervient sur la question préalable opposée par M. Jean-Louis Debré (p. 6857)

Sa réponse (p. 6888)

Thèmes :

Agriculture : pluriactivité (p. 6837)

Assurances : Groupe des assurances nationales (GAN) (p. 6850, 6858)

Audiovisuel et communication : télévision (p. 6837)

Défense : crédits (p. 6838, 6888)

Défense : GIAT-Industries (p. 6838, 6888)

Emploi : politique de l'emploi (p. 6888, 6889)

Energie et carburants : Electricité de France (EDF) (p. 6837)
 Entreprises : situation financière (p. 6849, 6850)
 Finances publiques : déficit budgétaire (p. 6849, 6858, 6888)
 Finances publiques : dépenses (p. 6838, 6849, 6858, 6888, 6889)
 Finances publiques : dette publique (p. 6858, 6888)
 Finances publiques : politique budgétaire (p. 6838, 6857, 6889)
 Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 6837, 6850, 6857)
 Finances publiques : recettes (p. 6837, 6888, 6889)
 Impôt sur les sociétés : personnes imposables (p. 6837)
 Impôt sur les sociétés : taux (p. 6837, 6849)
 Impôts et taxes : taxe sur les salaires (p. 6837, 6888)
 Impôts locaux : taxe communale sur les appareils automatiques (p. 6837)
 Logement : Caisse de garantie du logement social (CGLS) (p. 6850, 6858, 6888)
 Logement : aides et prêts : aides à la personne (p. 6858)
 Politique économique : conjoncture (p. 6857)
 Politique économique : consommation (p. 6849, 6857, 6888)
 Politique économique : croissance (p. 6857, 6888)
 Politique économique : taux d'intérêt (p. 6858)
 Politiques communautaires : droit communautaire (p. 6837)
 Politiques communautaires : monnaie unique (p. 6858, 6888)
 Recherche : innovation (p. 6837)
 Secteur public : entreprises publiques (p. 6850, 6858)
 Secteur public : privatisations (p. 6858)
 Transports routiers : transporteurs : taxe professionnelle (p. 6837, 6888)

Discussion des articles [3 décembre 1997] (p. 6889, 6931)

Ses interventions dans la discussion des amendements et sous-amendements (p. 6891 à 6956)

Article 24 (taxe sur les services de télévision)

Soutient l'amendement n° 77 du Gouvernement (instauration d'un abattement forfaitaire de 4 % sur les recettes publicitaires) (p. 6921) : adopté (p. 6921)

Soutient l'amendement n° 78 du Gouvernement (aménagement du barème de la taxe) (p. 6921) : adopté (p. 6922)

Article 32 (engagement financier de l'Etat dans le plan de restructuration du GAN)

Son intervention (p. 6937)

Soutient l'amendement n° 72 du Gouvernement (plafonnement de l'engagement financier de l'Etat à 10,9 milliards de francs en principal) (p. 6944) : adopté (p. 6947)

Soutient l'amendement n° 73 du Gouvernement (rapport au Parlement sur les opérations liées à l'engagement financier de l'Etat) (p. 6947) : adopté (p. 6947)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 décembre 1997] (p. 8079)

Son intervention (p. 8079)

Sa réponse (p. 8082)

Thèmes :

Défense : crédits (p. 8082)

Finances publiques : déficit budgétaire (p. 8082)

Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 8082)

Discussion des articles [18 décembre 1997] (p. 8082)

Ses interventions dans la discussion des amendements et sous-amendements (p. 8083 à 8100)

Article 7 et état A (équilibre général du budget)

Soutient l'amendement n° 23 du Gouvernement (de conséquence) (p. 8091) : adopté (p. 8091)

Après l'article 28

Soutient le sous-amendement oral du Gouvernement (compensation au plus égale à 90% de la perte de bases) à l'amendement n° 21 corrigé de M. Augustin Bonrepaux (accroissement des compensations apportées aux collectivités locales ayant subi des pertes de base de taxe professionnelle) (p. 8098) : adopté (p. 8099)

Après l'article 37

Soutient l'amendement n° 22 du Gouvernement (attribution d'une allocation temporaire complémentaire aux ingénieurs de contrôle de la navigation aérienne) (p. 8100) : adopté (p. 8100)

Projet de loi n° 191 portant réforme de la réglementation comptable et adaptation du régime de la publicité foncière

DEUXIÈME LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [21 janvier 1998] (p. 486)

Son intervention (p. 486)

Thèmes :

Enregistrement et timbre (p. 487)

Entreprises : comptabilité (p. 486, 487)

Discussion des articles [21 janvier 1998] (p. 488)

Ses interventions dans la discussion des amendements et sous-amendements (p. 489 à 493)

Article 6 (article 357-8-1 de la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 : utilisation de référentiels étrangers ou internationaux pour l'établissement des comptes consolidés)

Soutient l'amendement n° 8 du Gouvernement (possibilité de référence aux règles américaines jusqu'en 2002 pour la présentation des comptes en France) (p. 491) : adopté (p. 493)

Projet de loi n° 727 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [31 mars 1998] (p. 2250, 2280)

Sa réponse (p. 2288)

Thèmes :

Environnement (p. 2288)

Finances publiques : emprunts (p. 2288)

Impôts et taxes : réforme fiscale (p. 2288)

Impôts locaux : vignette automobile (p. 2288)
 Marchés financiers : actions : rachat (p. 2288)
 Parlement : relations entre le Parlement et le
 Gouvernement (p. 2288)
 Politique économique : conjoncture (p. 2288)

**Discussion des articles [31 mars 1998] (p. 2288) ;
 [1er avril 1998] (p. 2331, 2373) ; [2 avril 1998]
 (p. 2404, 2449)**

Ses interventions dans la discussion des amendements
 et sous-amendements (p. 2301 à 2308 ; 2380 à 2498)

Après l'article 11

Soutient l'amendement n° 87 du Gouvernement
 (prorogation du régime de la déduction au titre de
 l'amortissement des logements neufs donnés en
 location) (p. 2307) : retiré (p. 2308)

Article 35 (schéma directeur de desserte gazière)

Son intervention (p. 2379)

*Article 36 (ouverture du capital et actionnariat salarié
 de la compagnie nationale Air France)*

Soutient le sous-amendement n° 291 du Gouvernement
 (exclusion de la création d'entreprise et de
 l'acquisition d'une résidence principale des cas de
 force majeure) à l'amendement n° 61 de la
 commission (possibilité pour les salariés confrontés à
 un cas de force majeure de céder leurs actions)
 (p. 2392) : adopté (p. 2393)

*Article 39 (modification des modalités d'évaluation de
 la puissance administrative de certaines catégories de
 véhicules)*

Son intervention (p. 2413)

*Article 41 (financement de l'élimination des farines
 animales non conformes)*

Son intervention (p. 2425)

*Article 46 (limitation de l'amortissement des biens
 donnés en location par une société de personnes)*

Son intervention (p. 2440)

Soutient le sous-amendement n° 293 du Gouvernement
 (de précision) à l'amendement n° 68 de la commission
 (non-application du mécanisme de restriction
 d'imputation des amortissements en cas d'agrément
 délivré ou en cours d'instruction dans le cadre de
 l'aide fiscale à l'investissement outre-mer ou de l'aide
 fiscale à la souscription de parts de copropriété de
 navires) (p. 2440) : adopté (p. 2441)

Après l'article 47

Soutient l'amendement n° 86 rectifié du Gouvernement
 (extension de la taxe à l'essieu aux véhicules de plus
 de 12 tonnes et suppression du droit de timbre sur les
 contrats de transport) (p. 2464) : adopté (p. 2464)

Soutient l'amendement n° 85 du Gouvernement
 (dispositif de sortie des prorogations du délai accordé
 pour construire les terrains à bâtir avant le 31
 décembre 1993) (p. 2472) : adopté (p. 2472)

Soutient l'amendement n° 186 du Gouvernement
 (création d'assistants spécialisés auprès d'une ou
 plusieurs cours d'appel ou d'un ou plusieurs
 tribunaux) (p. 2472) : adopté (p. 2472)

Soutient l'amendement n° 245 du Gouvernement
 (mesures de promotion ou de nomination applicables
 aux agents des douanes en cas d'acte de bravoure ou
 lorsqu'ils sont grièvement ou mortellement blessés

dans l'exercice de leurs fonctions) (p. 2479) : adopté
 (p. 2480)

Soutient l'amendement n° 98 du Gouvernement
 (prolongation de la période de mise à disposition de
 fonctionnaires de l'État auprès de la Caisse nationale
 de prévoyance) (p. 2481) : adopté (p. 2482)

Soutient l'amendement n° 296 du Gouvernement (date
 d'entrée en vigueur du relèvement du plafond de la
 réduction d'impôt accordée au titre de l'hébergement
 en établissement de long séjour ou en section de cure
 médicale) (p. 2482) : adopté (p. 2482)

Soutient l'amendement n° 99 rectifié du Gouvernement
 (validation des opérations de recapitalisation de la
 Compagnie BTP) (p. 2488) : adopté (p. 2488)

Seconde délibération

*Article 3 ter (suppression d'une des déclarations de
 revenus professionnels des travailleurs non salariés des
 professions non agricoles)*

Soutient l'amendement n° 1 du Gouvernement (de
 suppression) (p. 2494) : vote réservé : adopté au
 scrutin public : application de l'article 44, alinéa 3, de
 la Constitution (vote bloqué) (p. 2498)

*Article 5 (simplification de la gestion des emplois
 occasionnels)*

Soutient l'amendement n° 2 du Gouvernement
 (rétablissement du texte initial de l'article modifié par
 les amendements de la commission) (p. 2494) : vote
 réservé : adopté au scrutin public : application de
 l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (vote bloqué)
 (p. 2498)

*Article 6 bis (simplification du bulletin de paie et du
 calcul des cotisations sociales pour les petites
 entreprises)*

Soutient l'amendement n° 3 du Gouvernement (de
 suppression) (p. 2494) : vote réservé : adopté au
 scrutin public : application de l'article 44, alinéa 3, de
 la Constitution (vote bloqué) (p. 2496)

*Article 38 bis (extension de la compétence de l'Agence
 nationale pour l'amélioration de l'habitat)*

Soutient l'amendement n° 7 du Gouvernement (de
 suppression) (p. 2495) : retiré (p. 2495)

*Article 42 (aménagement des modalités de paiement
 des impôts par virement ou prélèvement automatique)*

Soutient l'amendement n° 4 du Gouvernement
 (rétablissement des seuils de 10 et 5 millions de
 francs) (p. 2494) : vote réservé : adopté au scrutin
 public : application de l'article 44, alinéa 3, de la
 Constitution (vote bloqué) (p. 2498)

*Article 46 bis (institution d'une taxe communale sur les
 pylônes et antennes de téléphonie mobile)*

Soutient l'amendement n° 5 du Gouvernement (de
 suppression) (p. 2494) : retiré (p. 2495)

*Article 48 (éligibilité au fonds de compensation pour la
 TVA des dépenses engagées pour l'acquisition de
 matériels mis à la disposition des services
 départementaux d'incendie et de secours)*

Soutient l'amendement n° 8 du Gouvernement (de
 suppression) (p. 2494) : vote réservé : adopté au
 scrutin public : application de l'article 44, alinéa 3, de
 la Constitution (vote bloqué) (p. 2498)

Article 49 (faculté de dérogation à l'obligation d'établissement d'un budget annexe pour les services d'eau et d'assainissement des petites communes)

Soutient l'amendement n° 9 du Gouvernement (de suppression) (p. 2495) : retiré (p. 2495)

Article 50 (facturation forfaitaire de l'eau dans les petites communes)

Soutient l'amendement n° 10 du Gouvernement (de suppression) (p. 2494) : vote réservé : adopté au scrutin public : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (vote bloqué) (p. 2498)

Article 54 (exonération de la contribution temporaire sur l'impôt sur les sociétés en faveur des sociétés d'économies mixte ayant réalisé un chiffre d'affaires inférieur à 50 millions de francs)

Soutient l'amendement n° 6 du Gouvernement (de suppression) (p. 2494) : vote réservé : adopté au scrutin public : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (vote bloqué) (p. 2498)

Article 60 (modification des règles applicables aux casinos des stations thermales situées à moins de 100 kilomètres de Paris)

Soutient l'amendement n° 11 du Gouvernement (de suppression) (p. 2494) : vote réservé : adopté au scrutin public : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (vote bloqué) (p. 2498)

Article 61 (modification des règles applicables aux casinos des stations thermales situées à moins de 100 kilomètres de Paris)

Soutient l'amendement n° 12 du Gouvernement (de suppression) (p. 2494) : vote réservé : adopté au scrutin public : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (vote bloqué) (p. 2498)

Article 64 (application des dispositions de l'article 57 de la loi n° 88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation aux villes-centres d'une agglomération de plus de 500 000 habitants participant au fonctionnement d'une scène nationale)

Soutient l'amendement n° 13 du Gouvernement (de suppression) (p. 2494) : vote réservé : adopté au scrutin public : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (vote bloqué) (p. 2498)

Article 68 (faculté pour l'Etat de donner délégation de maîtrise d'ouvrage à une région ou à un département pour des opérations d'investissement sur les routes nationales inscrites dans les contrats de plan Etat-régions)

Soutient l'amendement n° 14 du Gouvernement (de suppression) (p. 2494) : vote réservé : adopté au scrutin public : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (vote bloqué) (p. 2498)

Son intervention à l'issue du vote (p. 2498)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 mai 1998] (p. 4125)

Son intervention (p. 4125)

Intervient sur la question préalable opposée par M. Jean-Louis Debré (p. 4131)

Sa réponse (p. 4136)

Thèmes :

Administration : simplifications administratives (p. 4125)

Agroalimentaire : équarrissage (p. 4126)

Arts et spectacles : intermittents (p. 4125)

Assurances : assurance automobile (p. 4126)

Assurances : assurance vie (p. 4126, 4136, 4137)

Banques et établissements financiers : Crédit lyonnais (p. 4131, 4137)

Banques et établissements financiers : fonds commun de créances (p. 4126)

Emploi : politique de l'emploi (p. 4137)

Finances publiques : dépenses (p. 4137)

Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 4137)

Impôt sur le revenu : réduction d'impôt au titre des investissements immobiliers locatifs neufs (p. 4125, 4137)

Impôt sur le revenu : stock options (p. 4125)

Impôts et taxes : politique fiscale : environnement (p. 4126)

Impôts locaux : vignette automobile (p. 4126)

Politique économique : conjoncture (p. 4137)

Politique économique : croissance (p. 4125)

Politique économique : épargne (p. 4125)

Politique économique : généralités (p. 4125)

Santé : soins et maintiens à domicile : associations (p. 4136)

Secteur public : entreprises publiques (p. 4126, 4131, 4136, 4137)

Sociétés : groupements d'intérêt économique (GIE) : impôts et taxes (p. 4125, 4126)

Transports aériens : Air France (p. 4126, 4131)

Union européenne : euro : monnaie unique (p. 4125, 4126, 4137)

Discussion des articles [20 mai 1998] (p. 4145, 4213)

Ses interventions dans la discussion des amendements et sous-amendements (p. 4149 à 4240)

Article 1er bis (réduction de cotisations sociales pour les associations d'aide à domicile)

Soutient l'amendement n° 92 du Gouvernement (de suppression) (p. 4145) : adopté (p. 4149)

Après l'article 1er ter

Soutient l'amendement n° 97 corrigé du Gouvernement (validation des actes de gestion du régime de protection sociale des personnels de l'Agence nationale pour l'emploi) (p. 4150) : adopté (p. 4150)

Article 11 bis A (droit d'option des collectivités locales pour l'assujettissement à la TVA au titre des déchetteries)

Soutient l'amendement n° 91 du Gouvernement (de suppression) (p. 4151) : adopté (p. 4152)

Article 25 (définition de l'appel public à l'épargne)

Soutient le sous-amendement n° 93 du Gouvernement (définition des cercles restreints d'investisseurs) à l'amendement n° 9 de la commission (p. 4155) : adopté (p. 4155)

Soutient l'amendement n° 87 du Gouvernement (de conséquence) (p. 4156) : adopté (p. 4156)

Soutient l'amendement n° 86 du Gouvernement (dispenses de prospectus en cas d'appel public à l'épargne) (p. 4156) : adopté (p. 4156)

Après l'article 27 bis

Soutient l'amendement n° 99 du Gouvernement (assouplissement des conditions de fonctionnement des fonds communs de créances) (p. 4156) : adopté (p. 4156)

Article 29 bis D (instauration d'une période transitoire pour les OPCVM détenus par les entreprises d'assurances visées par l'article 8 de la loi de finances pour 1998)

Soutient l'amendement n° 94 du Gouvernement (suppression du gage) (p. 4158) : adopté (p. 4158)

Article 36 supprimé par le Sénat (ouverture du capital et actionnariat salarié de la Compagnie nationale Air France)

Son intervention (p. 4167)

Article 38 septies (compléments de rémunération des agents des collectivités locales)

Son intervention (p. 4171)

Après l'article 38 octies

Soutient le sous-amendement n° 109 deuxième rectification du Gouvernement (de précision) à l'amendement n° 67 deuxième rectification de M. Augustin Bonrepaux (p. 4173) : adopté (p. 4173)

Article 41 (financement de l'élimination de farines animales non-conformes aux normes communautaires)

Son intervention (p. 4175)

Après l'article 42 AB

Soutient le sous-amendement n° 107 du Gouvernement (alignement sur les règles applicables en matière de TVA) à l'amendement n° 60 deuxième rectification de M. Augustin Bonrepaux (p. 4178) : adopté (p. 4179)

Article 45 supprimé par le Sénat (prélèvement sur l'Association de gestion du fonds des formations en alternance - AGEFAL -)

Son intervention (p. 4180)

Article 46 (limitation de l'amortissement des biens donnés en location par une société de personnes)

Son intervention (p. 4183)

Après l'article 47

Soutient l'amendement n° 89 du Gouvernement (abaissement à un an du délai d'exclusion légale des contrats individuels d'assurance vie et suppression de ce même délai d'exclusion pour les contrats collectifs d'assurance vie en cas de suicide de l'assuré) (p. 4191) : adopté (p. 4191)

Article 52 bis (modification du régime des dates d'ouverture anticipée et de clôture de la chasse aux oiseaux migrateurs)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Philippe Auberger (cf. supra) (p. 4229)

Article 55 bis (définition de périodes d'interdiction d'attribution d'options de souscription ou d'achat d'actions pour les sociétés cotées)

Soutient l'amendement n° 88 du Gouvernement (de suppression) (p. 4230) : adopté (p. 4230)

Article 63 (cession à titre gratuit de matériels informatiques aux associations de parents d'élèves)

Soutient l'amendement n° 90 du Gouvernement (de suppression) (p. 4232) : retiré (p. 4232)

Après l'article 65

Soutient l'amendement n° 96 du Gouvernement (subordination des allègements d'impôts dans les zones à fiscalité privilégiée au respect des règles déclaratives en matière de TVA) (p. 4233) : adopté après modification (p. 4234)

Soutient l'amendement n° 98 du Gouvernement (substitution du compte de gestion au compte administratif pour la mise en œuvre de certaines procédures financières) (p. 4234) : adopté (p. 4234)

Soutient l'amendement n° 95 du Gouvernement (allègement de la taxe professionnelle en faveur des entreprises utilisant des autocars) (p. 4234) : adopté (p. 4234)

Soutient l'amendement n° 102 du Gouvernement (extension aux inspecteurs du travail des compétences exercées par les inspecteurs de la formation professionnelle) (p. 4235) : adopté (p. 4236)

Soutient l'amendement n° 103 du Gouvernement (report de la réforme de la tarification applicable aux établissements accueillant des personnes âgées dépendantes) (p. 4236) : adopté (p. 4238)

Soutient l'amendement n° 105 du Gouvernement (recrutement exceptionnel d'inspecteurs du travail) (p. 4239) : adopté (p. 4239)

Soutient l'amendement n° 110 deuxième rectification du Gouvernement (validation des taux des redevances aéroportuaires et des titres de perception émis au titre de la redevance pour services terminaux de la circulation aérienne) (p. 4239) : adopté (p. 4240)

Son intervention à l'issue du vote (p. 4242)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la mise aux voix du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [3 juin 1998] (p. 4653)

Son intervention (p. 4653)

Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. José Rossi (p. 4658)

Intervient sur la question préalable opposée par M. Jean-Louis Debré (p. 4662)

Sa réponse (p. 4666)

Intervient sur la motion de renvoi en commission de M. François Bayrou (p. 4672)

Thèmes :

Administration : simplifications administratives (p. 4653)

Automobiles et cycles : immatriculation (p. 4658)

Emploi : politique de l'emploi (p. 4653)

Lois : validations législatives (p. 4658)

Politique économique : croissance (p. 4653)

Secteur public : entreprises publiques (p. 4653, 4658)

Transports aériens : Air France (p. 4653, 4658, 4662, 4666, 4667)

Transports routiers : chauffeurs routiers (p. 4662)

Union européenne : euro (p. 4653)

Mise aux voix du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [3 juin 1998] (p. 4673)

Ses interventions dans la discussion des amendements et sous-amendements (p. 4683 à 4694)

Soutient l'amendement n° 35 du Gouvernement (de suppression) (p. 4693) : adopté (p. 4694)

Soutient l'amendement n° 36 du Gouvernement (de suppression) (p. 4693) : adopté (p. 4694)

Déclaration du Gouvernement n° 970 sur le débat d'orientation budgétaire présentée par M. Dominique Strauss-Kahn, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie et M. Christian Sautter, secrétaire d'Etat au budget

[9 juin 1998] (p. 4805, 4839)

Son intervention (p. 4809)

Sa réponse (p. 4860)

Thèmes :

Aménagement du territoire : fonds structurels (p. 4862)
 Collectivités territoriales : finances locales (p. 4860, 4862)
 Emploi : chômage (p. 4809 à 4811)
 Emploi : politique de l'emploi (p. 4811, 4812, 4861)
 Entreprises : compétitivité (p. 4861)
 Entreprises : transmission (p. 4861)
 Finances publiques : déficit budgétaire (p. 4810, 4811, 4860 à 4862)
 Finances publiques : dépenses (p. 4810, 4811, 4861)
 Finances publiques : dette publique (p. 4862)
 Finances publiques : politique budgétaire (p. 4809, 4811, 4860)
 Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 4811)
 Finances publiques : recettes (p. 4810, 4811)
 Fonctionnaires et agents publics (p. 4860, 4861)
 Impôt sur le revenu : stock options (p. 4861)
 Impôts et taxes : réforme fiscale (p. 4862)
 Impôts locaux : taxe d'habitation (p. 4862)
 Impôts locaux : taxe professionnelle (p. 4860)
 Lois de finances (p. 4811, 4860)
 Politique économique : consommation (p. 4810, 4860)
 Politique économique : croissance (p. 4809 à 4811, 4860, 4861)
 Politique économique : généralités (p. 4862)
 Politique économique : investissement (p. 4810)
 Politique sociale : généralités (p. 4810)
 Politiques communautaires : budget (p. 4862)
 Retraites : généralités (p. 4811)
 Sécurité sociale : comptes (p. 4860, 4861)
 TVA : taux (p. 4861, 4862)
 Union européenne : Conseil de l'Euro (p. 4862)
 Union européenne : euro (p. 4811)

Projet de loi n° 33 portant règlement définitif du budget de 1995

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [25 juin 1998] (p. 5419)

Son intervention (p. 5419)

Thèmes :

Audiovisuel et communication : télévision (p. 5420)
 Finances publiques : crédits budgétaires (p. 5420)
 Finances publiques : déficit budgétaire (p. 5420)
 Finances publiques : dépenses (p. 5420)
 Finances publiques : gestions de fait (p. 5420, 5421)

Justice : Cour des comptes (p. 5420, 5421)

Lois de règlement (p. 5420)

Postes : La Poste : chèques postaux (p. 5420)

Projet de loi n° 587 portant règlement définitif du budget 1996

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [25 juin 1998] (p. 5433)

Article 12 (reconnaissance d'utilité publique de dépenses comprises dans des gestions de fait)

Soutient l'amendement n° 1 du Gouvernement (prise en considération d'un arrêt de la Cour des comptes du 6 novembre 1997) (p. 5438) : adopté (p. 5438)

Soutient l'amendement n° 2 du Gouvernement (prise en considération d'un arrêt de la Cour des comptes du 6 novembre 1997) (p. 5438) : adopté (p. 5438)

François SAUVADET

*Côte-d'Or (4^{ème} circonscription)
 Union pour la démocratie française
 puis Union pour la démocratie française-Alliance*

Élu le 1^{er} juin 1997

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9391), devenu groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance [J.O. du 25 juin 1998] (p. 9698)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9423)

Membre titulaire du comité de contrôle du fonds forestier national [J.O. du 10 juillet 1997] (p. 10491)

Membre désigné par les groupes de l'office parlementaire d'évaluation de la législation [J.O. du 17 octobre 1997] (p. 15124)

Secrétaire de l'office parlementaire d'évaluation de la législation [J.O. du 30 octobre 1997] (p. 15798)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 263 tendant à créer un pacte de stabilité entre l'Etat et les communes ou leurs structures intercommunales dans le cadre de la gestion de la carte scolaire [30 septembre 1997]

Proposition de loi n° 280 tendant à assurer la prise en compte pour la retraite des années d'activité exercée sur l'exploitation agricole par les aides familiaux mineurs [30 septembre 1997]

Proposition de loi n° 373 tendant à élargir les pouvoirs de police du maire en matière de stationnement des gens du voyage [21 octobre 1997]

Proposition de loi n° 945 visant à permettre aux salariés âgés de cinquante-cinq ans au moins de bénéficier d'une retraite progressive en contrepartie d'une embauche [2 juin 1998]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Retraites : régime agricole. Montant des pensions. Perspectives [21 octobre 1997] (p. 4390)
 Agriculture. Politique agricole commune (PAC). Réforme [24 mars 1998] (p. 2031)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 46, posée le 25 novembre 1997. Marchés publics. Codes des marchés publics (J.O. Questions p. 6286). Appelée le 2 décembre 1997. Réforme (p. 6715)
 n° 178, posée le 3 février 1998. Fonctionnaires et agents publics. Rémunérations (J.O. Questions p. 1026). Appelée le 10 février 1998. Institut régional d'administration (IRA) et Ecole nationale d'administration (ENA), fonctionnaires issus du troisième concours (p. 1369)
 n° 347, posée le 12 mai 1998. Professions de santé. Laborantins (J.O. Questions p. 3724). Appelée le 19 mai 1998. Compétences (p. 4043)

DÉBATS**Projet de loi n° 201 portant mesures urgentes à caractère fiscal et financier****PREMIÈRE LECTURE****Discussion des articles [17 septembre 1997] (p. 3198)**

Article 1er (contribution temporaire sur l'impôt sur les sociétés pour les entreprises réalisant au moins 50 millions de francs de chiffre d'affaires)

Son amendement n° 15 soutenu par M. Laurent Dominati (de suppression) (p. 3198) : rejeté (p. 3201)

Projet de loi de finances n° 230 pour 1998**PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER****Discussion des articles [15 octobre 1997] (p. 4062) ; [16 octobre 1997] (p. 4089, 4121, 4157) ; [17 octobre 1997] (p. 4191, 4218, 4268)**

Article 5 (limitation de la déductibilité des provisions pour renouvellement)

Son amendement n° 43 (de suppression) (p. 4148) : rejeté (p. 4149)

Article 6 (suppression de l'avantage fiscal lié à la provision pour fluctuation des cours)

Son amendement n° 44 soutenu par M. Marc Laffineur (de suppression) (p. 4157) : rejeté au scrutin public (p. 4163)

Article 12 (modification des tarifs des taxes intérieures de consommation sur les produits pétroliers et sur le gaz naturel)

Son amendement n° 46 soutenu par M. Michel Bouvard (de suppression) : rejeté (p. 4269)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**AGRICULTURE ET PÊCHE, BAPSA****Examen du fascicule [23 octobre 1997] (p. 4535)**

Son intervention (p. 4549)

Thèmes avant la procédure des questions :

Agriculture : crédits (p. 4549, 4550)
 Agriculture : installation (p. 4550)
 Agriculture : pollution (p. 4551)
 Agriculture : prêts bonifiés (p. 4551)
 Agriculture : sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural (SAFER) (p. 4550)
 Agroalimentaire : contrôles sanitaires (p. 4551)
 Agroalimentaire : entreprises (p. 4551)
 Aménagement du territoire : Fonds de gestion de l'espace rural (FGER) (p. 4552)
 Bois et forêts (p. 4552)
 Enseignement agricole (p. 4551)
 Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 4550)
 Retraites : régime agricole (p. 4552)

Vote des crédits et articles rattachés [23 octobre 1997] (p. 4594)**AGRICULTURE ET PÊCHE****Etat B, titre IV**

Intervient sur l'amendement n° 59 de M. Christian Jacob (suppression des crédits du fonds pour l'installation en agriculture (FIA) et approvisionnement du fonds pour l'installation et le développement des initiatives locales (FIDIL)) (p. 4595)

Son amendement n° 53 (réduction des crédits du Centre national pour l'aménagement des structures des exploitations agricoles (CNASEA) et affectation des moyens libérés aux entreprises agroalimentaires tournées vers l'exportation) (p. 4595) : rejeté (p. 4596)

Intervient sur l'amendement n° 58 de M. Christian Jacob (suppression des crédits du fonds de gestion de l'espace rural (FGER)) (p. 4597)

BUDGET ANNEXE DES PRESTATIONS SOCIALES AGRICOLES**Crédits inscrits au paragraphe II de l'article 33**

Intervient sur l'amendement n° 68 du Gouvernement (majoration de crédits afin d'assurer le financement de la revalorisation des retraites) (p. 4598)

Avant l'article 62

Son amendement n° 36 (rapport au Parlement sur les conséquences de l'arrêt du dispositif d'accès à la préretraite dès cinquante-cinq ans) (p. 4599) : rejeté (p. 4600)

Son amendement n° 35 (rapport au Parlement sur l'activité du fonds de gestion de l'espace rural) : retiré (p. 4600)

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS**Discussion des articles [17 novembre 1997] (p. 5966, 6007) ; [18 novembre 1997] (p. 6032, 6079, 6116) ; [19 novembre 1997] (p. 6153)****Après l'article 61**

Son amendement n° 34 soutenu par M. Germain Gengenwin (exonération de la contribution sociale de solidarité des sociétés pour les coopératives agricoles) : rejeté (p. 6050)

Projet de loi n° 512 d'orientation et d'incitation relatif à la réduction du temps de travail

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [29 janvier 1998] (p. 747, 785) ; [3 février 1998] (p. 935, 971) ; [4 février 1998] (p. 1039, 1068) ; [5 février 1998] (p. 1110, 1150, 1199) ; [6 février 1998] (p. 1270)

Article 1er (réduction à trente-cinq heures de la durée légale hebdomadaire du travail effectif des salariés)

Son amendement n° 1114 (de suppression) (p. 812) : rejeté au scrutin public (p. 817)

Après l'article 4

Son amendement n° 1117 (travail irrégulier) : retiré (p. 1220)

Projet de loi n° 727 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [31 mars 1998] (p. 2288) ; [1er avril 1998] (p. 2331, 2373) ; [2 avril 1998] (p. 2404, 2449)

Article 41 (financement de l'élimination des farines animales non conformes)

Son amendement n° 21 soutenu par M. Germain Gengenwin (de suppression) (p. 2425) : rejeté (p. 2427)

André SCHNEIDER

Bas-Rhin (3^{ème} circonscription)
Rassemblement pour la République

Élu le 1^{er} juin 1997

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9391)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9422)

Membre suppléant de l'observatoire national de la sécurité des établissements scolaires et d'enseignement supérieur [J.O. du 19 septembre 1997] (p. 13658)

Membre de la mission d'information commune sur la prévention et la lutte contre les exclusions [J.O. du 5 mars 1998] (p. 3424)

Membre de la mission d'information commune sur les perspectives économiques et sociales de l'aménagement de l'axe européen Rhin-Rhône [J.O. du 26 mars 1998] (p. 4569)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation relatif à la lutte contre l'exclusion [J.O. du 28 mars 1998] (p. 4824)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Quartiers sensibles [7 janvier 1998] (p. 9)

Enseignement secondaire. Lycées. Réforme [29 avril 1998] (p. 3210)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 149, posée le 27 janvier 1998. Emploi. Entreprises d'insertion (J.O. Questions p. 649). Appelée le 3 février 1998. Agrément (p. 895)

n° 251, posée le 24 mars 1998. Enseignement supérieur : personnel. Assistants et vacataires (J.O. Questions p. 2100). Appelée le 31 mars 1998. Rémunérations (p. 2218)

DÉBATS

Projet de loi n° 202 relatif à la prévention et à la répression des infractions sexuelles ainsi qu'à la protection des mineurs

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 septembre 1997] (p. 3495, 3516)

Son intervention (p. 3530)

Thèmes :

Droit pénal : injonction de soins (p. 3530)

Droit pénal : réclusion criminelle : peines incompatibles (p. 3131)

Projet de loi de finances n° 230 pour 1998

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

EQUIPEMENT, TRANSPORTS ET LOGEMENT

II - LOGEMENT

Examen du fascicule [6 novembre 1997] (p.5535)

Procédure des questions :

Logement : logement social (p. 5568)

Logement : aides et prêts : prêt à taux zéro (p. 5568)

EDUCATION NATIONALE, RECHERCHE ET TECHNOLOGIE

I - ENSEIGNEMENT SCOLAIRE

Examen du fascicule [13 novembre 1997] (p. 5751, 5775)

Son intervention (p. 5755)

Thèmes avant la procédure des questions :

Emploi : contrats emploi-jeunes : enseignement : personnel (p. 5755)

Enseignement : cantines scolaires (p. 5756)

Enseignement : médecine scolaire et universitaire (p. 5756)

Enseignement : personnel : non-enseignants (p. 5756)

Enseignement : personnel : personnel de surveillance (p. 5755)

Enseignement secondaire : personnel : maîtres auxiliaires (p. 5755)

Enseignement secondaire : personnel : personnel de direction (p. 5756)

Enseignement technique et professionnel : lycées professionnels (LP) (p. 5756)
Fonctionnaires et agents publics : reclassement (p. 5755)

Procédure des questions :

Enseignement secondaire : personnel : personnel de direction (p. 5776)

Proposition de loi n° 382 relative au régime local d'assurance maladie des départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle

PREMIÈRE LECTURE

Ses explications de vote [21 janvier 1998] (p. 505)

Vote pour du groupe du Rassemblement pour la République (p. 506)

Projet de loi n° 512 d'orientation et d'incitation relatif à la réduction du temps de travail

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [29 janvier 1998] (p. 747, 785) ; [3 février 1998] (p. 935, 971) ; [4 février 1998] (p. 1039, 1068) ; [5 février 1998] (p. 1110, 1150, 1199) ; [6 février 1998] (p. 1270)

Article 1er (réduction à trente-cinq heures de la durée hebdomadaire du travail effectif des salariés)

Son amendement n° 430 soutenu par M. Germain Gengenwin (de suppression) (p. 805) : rejeté au scrutin public (p. 817)

Son amendement n° 645 (entreprises qui emploient des jeunes en contrat d'apprentissage ou de qualification) (p. 941) : rejeté (p. 943)

Son amendement n° 431 (établissements sociaux et médico-sociaux) (p. 948) : rejeté (p. 949)

Son amendement n° 644 (maisons de retraite et établissements de long séjour) : rejeté (p. 951)

Projet de loi n° 780 d'orientation relatif à la lutte contre les exclusions

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [6 mai 1998] (p. 3515) ; [7 mai 1998] (p. 3533, 3562) ; [12 mai 1998] (p. 3649, 3684) ; [13 mai 1998] (p. 3741, 3776) ; [14 mai 1998] (p. 3815, 3872) ; [18 mai 1998] (p. 3931, 3975) ; [19 mai 1998] (p. 4076, 4102) ; [20 mai 1998] (p. 4205)

Article 12 (lutte contre l'illettrisme dans le cadre de la formation professionnelle)

Son intervention (p. 3691)

Article 43 (article L. 331-2 du code de la consommation : fixation des ressources minimales du ménage par la commission de surendettement des particuliers)

Son amendement n° 184 soutenu par M. François Vannson (définition de la mission de la commission) (p. 3932) : rejeté (p. 3933)

Son amendement n° 183 soutenu par M. Patrick Devedjian (suppression du critère de "bonne foi") : rejeté (p. 3933)

Bernard SCHREINER

*Bas-Rhin (9^{ème} circonscription)
Rassemblement pour la République*

Élu le 1^{er} juin 1997

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9391)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9423)

Représentant titulaire de la délégation française aux Assemblées du Conseil de l'Europe et de l'UEO [J.O. du 25 juin 1997] (p. 9800)

Membre de la mission d'information commune sur la situation et les perspectives de l'industrie automobile en France et en Europe [J.O. du 12 juillet 1997] (p. 10608)

Membre titulaire de la Commission consultative appelée à émettre un avis sur la modification de la valeur du point de pension [J.O. du 1^{er} octobre 1997] (p. 14256)

Membre titulaire de la commission d'étude sur la retraite anticipée pour les anciens combattants en Afrique du nord [J.O. du 14 mars 1998] (p. 3848)

Membre de la mission d'information commune sur les perspectives économiques et sociales de l'aménagement de l'axe européen Rhin-Rhône [J.O. du 26 mars 1998] (p. 4569)

Vice-président de la délégation française aux Assemblées du Conseil de l'Europe et de l'UEO [J.O. du 25 juin 1998] (p. 9800)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 469 relative au transfert du préfet au maire ou au président du groupement de communes, de la compétence d'attribution du RMI et visant à instaurer l'obligation pour les allocataires du RMI d'exercer des activités d'utilité publique mises en place par les communes ou les groupes de communes [26 novembre 1997]

Rapport d'information déposé au nom des délégués de l'Assemblée nationale à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe sur l'activité de cette Assemblée au cours de sa session ordinaire de 1996 [16 décembre 1997] (n° 543)

Rapport d'information déposé au nom des délégués de l'Assemblée nationale à l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale (UEO) sur l'activité de cette Assemblée au cours de sa 42^{ème} session ordinaire [16 décembre 1997] (n° 544)

Rapport d'information déposé au nom des délégués de l'Assemblée nationale à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe sur l'activité de cette Assemblée au cours de sa session ordinaire de 1997 [30 mars 1998] (n° 791)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Famille. Politique familiale. Emploi d'un salarié à domicile [14 octobre 1997] (p. 3928)

Défense. Personnel civil. Forces françaises en Allemagne, démantèlement, conséquences [31 mars 1998] (p. 2243)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 61, posée le 1^{er} décembre 1997. Aménagement du territoire. Villes (J.O. Questions p. 6705). Appelée le 9 décembre 1997. Fiches industrielles, réhabilitation, Bischwiller (p. 7159)

n° 329, posée le 5 mai 1998. Enseignement maternel et primaire. Fermeture de classes (J.O. Questions p. 3449). Appelée le 12 mai 1998. Brumath (p. 3614)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 230 pour 1998

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE ET PÊCHE, BAPSA

Examen du fascicule [23 octobre 1997] (p. 4535)

Procédure des questions :

Agriculture : crédits (p. 4581)

INTÉRIEUR

Examen du fascicule [30 octobre 1997] (p. 5067)

Procédure des questions :

Gens du voyage (p. 5105)

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET ENVIRONNEMENT

I - AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Examen du fascicule [4 novembre 1997] (p. 5287)

Procédure des questions :

Urbanisme : rénovation urbaine : pollution industrielle (p. 5346, 5347)

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COOPÉRATION

I - AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Examen du fascicule [5 novembre 1997] (p. 5395)

Son intervention (p. 5435)

Thèmes avant la procédure des questions :

Armes : mines anti-personnel (p. 5435)

Organisations internationales : Conseil de l'Europe (p. 5435, 5436)

Politiques communautaires : Europe sociale (p. 5435)

Projet de loi n° 327 relatif à l'entrée et au séjour des étrangers en France et au droit d'asile

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 décembre 1997] (p. 6961, 7005, 7039)

Son intervention (p. 7060)

Thèmes :

Enseignement supérieur : étudiants : étrangers (p. 7061)

Etrangers : conditions d'entrée et de séjour : urgences (p. 7061)

Etrangers : droit d'asile (p. 7061)

Etrangers : immigration clandestine (p. 7061)

Etrangers : regroupement familial (p. 7061)

Famille : mariages blancs (p. 7061)

Projet de loi n° 328 relatif à la nationalité et modifiant le code civil

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [10 février 1998] (p. 1427)

Article 15 AB (preuve de la nationalité française des Alsaciens-Mosellans)

Son intervention (p. 1446)

Après l'article 15 AB

Intervient sur l'amendement n° 33 du Gouvernement (amélioration des conditions de réintégration des Alsaciens-Mosellans) (p. 1446)

Article 15 A supprimé par le Sénat (article 23 de la loi n° 73-42 du 9 janvier 1973 : application du double droit du sol aux enfants nés en France d'un parent né sur le territoire des anciens départements français d'Algérie)

Son intervention (p. 1447)

Projet de loi n° 727 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [31 mars 1998] (p. 2288) ; [1er avril 1998] (p. 2331, 2373) ; [2 avril 1998] (p. 2404, 2449)

Article 35 (schéma directeur de desserte gazière)

Soutient l'amendement n° 269 de M. Gilbert Meyer (possibilité pour les communes de confier la distribution en gaz à une société d'économie mixte sans participer au capital de cette société) (p. 2386) : rejeté (p. 2386)

Projet de loi n° 780 d'orientation relatif à la lutte contre les exclusions

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [6 mai 1998] (p. 3515) ; [7 mai 1998] (p. 3533, 3562) ; [12 mai 1998] (p. 3649, 3684) ; [13 mai 1998] (p. 3741, 3776) ; [14 mai 1998] (p. 3815, 3872) ; [18 mai 1998] (p. 3931, 3975) ; [19 mai 1998] (p. 4076, 4102) ; [20 mai 1998] (p. 4205)

Article 30 (création d'une taxe sur les logements vacants)

Son amendement n° 641 soutenu par M. Germain Gengenwin (de suppression) (p. 3796) : rejeté (p. 3798)

Article 58 (modification de la procédure de résiliation de plein droit des baux)

Son amendement n° 640 soutenu par M. Patrick Devedjian (suppression du délai entre la notification de l'assignation au préfet et l'audience) (p. 3982) : rejeté (p. 3983)

Roger-Gérard SCHWARTZENBERG

*Val-de-Marne (3^{ème} circonscription)
Radical, Citoyen et Vert*

Élu le 1^{er} juin 1997

S'inscrit au groupe Radical, Citoyen et Vert [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9391)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9423)

Vice-président de la commission des affaires étrangères [J.O. du 18 juin 1997] (p. 9560)

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de l'accord de coopération culturelle, scientifique et technique entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Paraguay (n° 30) [3 juillet 1997]

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 30), autorisant l'approbation de l'accord de coopération culturelle, scientifique et technique entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Paraguay [25 février 1998] (n° 728)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 230 pour 1998

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

CULTURE ET COMMUNICATION

I - COMMUNICATION

Examen du fascicule [22 octobre 1997] (p. 4487)

Son intervention (p. 4503)

Thèmes avant la procédure des questions :

Audiovisuel et communication : audiovisuel : Radio France (p. 4503)

Audiovisuel et communication : Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) (p. 4503)

Audiovisuel et communication : secteur privé (p. 4504)

Audiovisuel et communication : secteur public : publicité (p. 4503)

Projet de loi n° 525 autorisant la ratification de la convention relative à l'aide alimentaire de 1995

Rapporteur de la commission des affaires étrangères, suppléant de Mme Marie-Hélène Aubert

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [25 juin 1998] (p. 5411)

Son intervention (p. 5411)

Thèmes :

Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) (p. 5411)

Politique extérieure : aide alimentaire (p. 5411 à 5413)

Philippe SÉGUIN

*Vosges (1^{ère} circonscription)
Rassemblement pour la République*

Élu le 1^{er} juin 1997

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9391)

Nommé président du groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9391)

Cesse d'être président du groupe du Rassemblement pour la République [17 septembre 1997] (p. 13522)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9422)

Représentant suppléant de la délégation française aux Assemblées du Conseil de l'Europe et de l'UEO [J.O. du 25 juin 1997] (p. 9800)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 2 juillet 1997] (p. 10059)

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 2 juillet 1997] (p. 10059)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 218 portant généralisation du chèque-vacances et modifiant l'ordonnance n° 82-283 du 26 mars 1982 [11 septembre 1997]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Proteste contre le comportement inadmissible de certains députés à l'encontre d'autres membres de l'Assemblée [22 avril 1998] (p. 2910)

DÉBATS

Déclaration de politique générale n° 13 présentée par M. Lionel Jospin, Premier ministre ; débat et vote sur cette déclaration

[19 juin 1997] (p. 2835)

Son intervention (p. 2846)

Son interruption (p. 2861)

Thèmes :

Emploi (p. 2848)

Finances publiques (p. 2848)

Parlement : prérogatives : opposition (p. 2849)

Politique économique : mondialisation (p. 2846)

Politique générale (p. 2846)
 Président de la République : cohabitation (p. 2849)
 Sécurité sociale (p. 2847)
 Union européenne : Communauté économique
 européenne (CEE) (p. 2861)
 Union européenne : Traité de Maastricht (p. 2847)

Projet de loi n° 199 portant réforme du service national

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 septembre 1997]
 (p. 3231, 3266)
 Sa question préalable (p. 3239) soutenue par
 M. René Galy-Dejean : rejetée (p. 3248)

Projet de loi de finances n° 230 pour 1998

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE
 L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [15 octobre 1997] (p. 4062) ;
 [16 octobre 1997] (p. 4089, 4121, 4157) ; [17 octobre
 1997] (p. 4191, 4218, 4268)

Article 10 (réduction de 50 % du plafond de la
 réduction d'impôt au titre de l'emploi d'un salarié à
 domicile)

Son amendement n° 192 soutenu par M. Nicolas
 Sarkozy (application de l'article à compter de
 l'imposition des revenus de 1998) (p. 4225) : vote
 réservé : rejeté (p. 4229)

**Projet de loi n° 327 relatif à l'entrée et au séjour des
 étrangers en France et au droit d'asile**

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [9 décembre 1997] (p. 7179,
 7203) ; [10 décembre 1997] (p. 7239, 7273, 7297) ;
 [11 décembre 1997] (p. 7321, 7339, 7380) ;
 [12 décembre 1997] (p. 7413, 7453, 7504) ;
 [14 décembre 1997] (p. 7603, 7633, 7663) ;
 [15 décembre 1997] (p. 7698, 7736, 7770) ;
 [16 décembre 1997] (p. 7858, 7899)

Article 19 (article 35 bis de l'ordonnance du 2
 novembre 1945 : modification du régime de rétention
 administrative)

Intervient sur le sous-amendement n° 2098 du
 Gouvernement (présence facultative du conseil) à
 l'amendement n° 75 de la commission (présence du
 conseil lors de l'audition devant le juge) (p. 7745)

Ses explications de vote (p. 7997)

Vote contre du groupe du Rassemblement pour la
 République (p. 7998)

**Proposition de résolution n° 817 sur les
 recommandations de la Commission européenne
 relatives au passage à la monnaie unique :**

- recommandation de la Commission en vue d'une
 recommandation du Conseil conformément à
 l'article 109 J, paragraphe 2, du traité (n° E 1045),
 - recommandations de décisions du Conseil
 abrogeant les décisions constatant l'existence d'un
 déficit excessif en Belgique, en Allemagne, en
 Espagne, en France, en Italie, en Autriche, au
 Portugal, en Suède et au Royaume-Uni - application
 de l'article 104 C, paragraphe 12, du Traité
 instituant la Communauté européenne (SEC [1998]
 1999 final/n° E 1046)

Explications de vote et vote [22 avril 1998] (p. 2910)

Ses explications de vote (p. 2928)

Non-participation au vote groupe du Rassemblement
 pour la République (p. 2928)

Bernard SEUX

*Pas-de-Calais (9^{ème} circonscription)
 Socialiste*

Élu le 1^{er} juin 1997

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 13 juin 1997]
 (p. 9390)

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et
 des forces armées [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9423)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 29, posée le 17 novembre 1997. Banques et
 établissements financiers. Banque de France (J.O.
 Questions p. 6002). Appelée le 25 novembre 1997.
 Succursales, fermetures (p. 6235)

DÉBATS

Projet de loi n° 199 portant réforme du service national

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [18 septembre 1997] (p. 3279,
 3308) ; [22 septembre 1997] (p. 3341, 3386)

Article 1er (création d'un livre premier du code du
 service national)

Article L. 114-2 du code du service national :
 obligation de répondre à l'appel de préparation à la
 défense

Intervient sur l'amendement n° 214 de M. Jean-Louis
 Bernard (certificat médical présenté lors de la journée
 de préparation à la défense) (p. 3332)

Intervient sur l'amendement n° 223 de M. Christian
 Martin (attestation d'une visite médicale) (p. 3332)

Projet de loi de finances n° 230 pour 1998**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET
DISPOSITIONS SPÉCIALES****DÉFENSE****Examen du fascicule [12 novembre 1997] (p. 5674)***Procédure des questions :*

Gendarmerie (p. 5740)

Patrick SÈVE*Val-de-Marne (12^{ème} circonscription)
Socialiste*Élu le 1^{er} juin 1997S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 13 juin 1997]
(p. 9390)**NOMINATIONS**Membre de la commission des affaires culturelles,
familiales et sociales [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9422)Membre suppléant du conseil d'administration de
l'établissement d'hospitalisation public de Fresnes
spécifiquement destiné à l'accueil des personnes
incarcérées [J.O. du 19 septembre 1997] (p. 13658)**INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE****DÉBATS****Projet de loi n° 780 d'orientation relatif à la lutte
contre les exclusions****PREMIÈRE LECTURE****Discussion des articles [6 mai 1998] (p. 3515) ;
[7 mai 1998] (p. 3533, 3562) ; [12 mai 1998] (p. 3649,
3684) ; [13 mai 1998] (p. 3741, 3776) ; [14 mai 1998]
(p. 3815, 3872) ; [18 mai 1998] (p. 3931, 3975) ;
[19 mai 1998] (p. 4076, 4102) ; [20 mai 1998]
(p. 4205)***Article 33 (réforme des attributions de logements
locatifs sociaux)**Article L. 441-1-4 du code de la construction et de
l'habitation (création des conférences intercommunales
du logement)*Son amendement n° 701 rectifié soutenu par M. Daniel
Marcovitch (consultation de la conférence régionale
pour la délimitation des bassins d'habitat dans la
région Ile-de-France) (p. 3847) : adopté (p. 3848)**Henri SICRE***Pyrénées-Orientales (4^{ème} circonscription)
Socialiste*Élu le 1^{er} juin 1997S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 13 juin 1997]
(p. 9390)**NOMINATIONS**Membre de la commission des affaires étrangères [J.O.
du 14 juin 1997] (p. 9423)Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation du
protocole additionnel à la convention-cadre
européenne sur la coopération transfrontalière des
collectivités territoriales (ensemble trois déclarations)
(n° 321) [9 avril 1998]Rapporteur du projet de loi autorisant la ratification de
l'accord-cadre de coopération destiné à préparer,
comme objectif final, une association à caractère
politique et économique entre la Communauté
européenne et ses Etats membres, d'une part et la
République du Chili, d'autre part (ensemble une
annexe) (n° 914) [27 mai 1998]**DÉPÔTS**Proposition de loi n° 710 relative aux dates d'ouverture
anticipée et de clôture de la chasse des oiseaux
migrateurs [24 février 1998]Rapport déposé au nom de la commission des affaires
étrangères, sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n°
914), autorisant la ratification de l'accord-cadre de
coopération destiné à préparer, comme objectif final,
une association à caractère politique et économique
entre la Communauté européenne et ses Etats
membres, d'une part, et la République du Chili,
d'autre part (ensemble une annexe) [18 juin 1998]
(n° 988)**INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE****QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT**n° 83, posée le 8 décembre 1997. Coopération
intercommunale. Fonds de compensation de la TVA
(FCTVA) (J.O. Questions p. 7136). Appelée le
16 décembre 1997. Travaux d'aménagement de
rivières (p. 7840)n° 151, posée le 27 janvier 1998. Formation
professionnelle. Apprentissage (J.O. Questions
p. 649). Suppléé par M. Christian Bataille. Appelée le
3 février 1998. Secteur public, financement, emplois
jeunes (p. 915)n° 351, posée le 12 mai 1998. Emploi. Emplois jeunes
(J.O. Questions p. 3724). Appelée le 19 mai 1998.
Fonction publique territoriale, formation
professionnelle (p. 4041)**DÉBATS****Proposition de loi n° 638 relative aux dates
d'ouverture anticipée et de clôture de la chasse aux
oiseaux migrateurs****PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion de l'article unique [18 juin 1998]
(p. 5111) ; [19 juin 1998] (p. 5183)**

Son intervention (p. 5139)

Thèmes :Animaux : oiseaux migrateurs : chasse et pêche
(p. 5139)Politiques communautaires : directives : chasse et
pêche (p. 5139)

Vote pour du groupe socialiste (p. 5140)

Jean-Pierre SOISSON

*Yonne (1^{ère} circonscription)
Apparenté au groupe de l'Union pour la Démocratie
française
puis apparenté au groupe de l'Union pour la
Démocratie française-Alliance
puis Non-inscrit*

Élu le 1^{er} juin 1997

S'apparente au groupe de l'Union pour la Démocratie française [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9391), devenu groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance [J.O. du 25 juin 1998]

Cesse d'appartenir au groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance [4 septembre 1998] (p. 13553)

N'appartient à aucun groupe [J.O. du 4 septembre 1998] (p. 13553)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9423)

Cesse d'appartenir à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 5 septembre 1998] (p. 13605)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 245 relative à la sauvegarde des documents d'Etat [30 septembre 1997]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Emploi. Contrats emploi solidarité. Renouvellement [28 janvier 1998] (p. 658)

DÉBATS

Projet de loi n° 200 relatif au développement d'activités pour l'emploi des jeunes

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [15 septembre 1997] (p. 2995) ; [16 septembre 1997] (p. 3050, 3092) ; [17 septembre 1997] (p. 3121)

Article 1er (aide à la création d'activités d'utilité sociale pour l'emploi des jeunes)

Son intervention (p. 2998)

Article L. 322-4-18 du code du travail (conventions relatives à la création d'activités d'utilité sociale)

Intervient sur l'amendement n° 198 du Gouvernement (instauration d'une clause de formation) (p. 3058)

Intervient sur l'amendement n° 38 de la commission (possibilité de groupement entre collectivités et associations) (p. 3059)

Après l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 202 rectifié du Gouvernement (aide à la création d'entreprise par les jeunes) (p. 3106)

Intervient sur l'amendement n° 211 du Gouvernement (utilisation par les départements des crédits d'insertion pour le financement des postes de travail) (p. 3108)

Article 2 (emplois d'adjoints de sécurité dans la police)

Intervient sur l'amendement n° 145 de M. Émile Vernaudeau (application dans les territoires d'outre-mer) (p. 3125)

Après l'article 2

Intervient sur l'amendement n° 69 de M. Germain Gengenwin (autorisation des collecteurs de fonds de l'alternance à participer au financement du tutorat) (p. 3129)

Article 3 (rapport au Parlement)

Intervient sur l'amendement n° 66 de la commission (vérification du pourcentage d'emplois résultant d'initiatives locales) (p. 3136)

Proposition de loi n° 216 portant réforme du mode de vote des budgets régionaux

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [9 octobre 1997] (p. 3831)

Article 1er (article L. 1612-2 du code général des collectivités locales : coordination)

Son intervention (p. 3831)

Projet de loi de finances n° 230 pour 1998

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**FONCTION PUBLIQUE, RÉFORME DE L'ÉTAT ET DÉCENTRALISATION**

Examen du fascicule [22 octobre 1997] (p. 4447)

Son interruption (p. 4463)

Thème avant la procédure des questions :

Grandes écoles : Ecole nationale d'administration (ENA) (p. 4463)

Projet de loi n° 512 d'orientation et d'incitation relatif à la réduction du temps de travail

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [27 janvier 1998] (p. 572, 615) ; [28 janvier 1998] (p. 667, 703) ; [29 janvier 1998] (p. 747)

Intervient sur la motion de renvoi en commission de M. François Bayrou (p. 752)

Thème :

Travail : salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) (p. 752)

Discussion des articles [29 janvier 1998] (p. 747, 785) ; [3 février 1998] (p. 935, 971) ; [4 février 1998] (p. 1039, 1068) ; [5 février 1998] (p. 1110, 1150, 1199) ; [6 février 1998] (p. 1270)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 704 de M. Noël Mamère (égalité devant la réduction du temps du travail) (p. 764)

Projet de loi n° 975 relatif au mode d'élection des conseillers régionaux et des conseillers à l'Assemblée de Corse et au fonctionnement des conseils régionaux

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [23 juin 1998] (p. 5305) ; [24 juin 1998] (p. 5334, 5362)

Article 4 (article L. 346 du code électoral : obligation d'effectuer une déclaration de candidature)

Son intervention (p. 5341)

Article 22 (article L. 4311-11-1 du code général des collectivités territoriales : procédure particulière d'adoption des budgets régionaux)

Intervient sur l'amendement n° 34 de la commission (de coordination avec l'amendement n° 37 après l'article 22) (p. 5373)

Après l'article 22

Intervient sur l'amendement n° 36 de la commission (caractère public des séances de la commission permanente) (p. 5374)

Intervient sur l'amendement n° 45 de M. Christian Paul (caractère public des séances de la commission permanente) (p. 5374)

Intervient sur l'amendement n° 37 de la commission (obligation de constituer un bureau) (p. 5375)

Article 24 (entrée en vigueur de la loi)

Son intervention (p. 5377)

Dominique STRAUSS-KAHN

Val d'Oise (8^{ème} circonscription)

Socialiste

Ministre de l'économie, des finances et de l'industrie

Élu le 1^{er} juin 1997

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9390)

Est nommé ministre de l'économie, des finances et de l'industrie. Décret du 4 juin 1997 [J.O. du 5 juin 1997] (p. 9121)

Cessation de son mandat de député le 4 juillet 1997 (voir indications préliminaires) [J.O. du 6 juillet 1997] (p. 10294)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9423)

Cesse d'appartenir à la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 17 juin 1997] (p. 9541)

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 17 juin 1997] (p. 9541)

Cesse d'appartenir à la commission de la production et des échanges [J.O. du 2 juillet 1997] (p. 10059)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 2 juillet 1997] (p. 10060)

DÉPÔTS

Projet de loi n° 33 portant règlement définitif du budget de 1995 [25 juin 1997]

Projet de loi n° 201 portant mesures urgentes à caractère fiscal et financier [20 août 1997]

Projet de loi de finances n° 230 pour 1998 [24 septembre 1997]

Projet de loi de finances rectificative n° 447 pour 1997 [19 novembre 1997]

Projet de loi n° 587 portant règlement définitif du budget 1996 [17 décembre 1997]

Projet de loi n° 727 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier [25 février 1998]

Projet de loi n° 779 modifiant le statut de la Banque de France en vue de sa participation au Système européen de banques centrales [25 mars 1998]

Déclaration du Gouvernement n° 970 sur le débat d'orientation budgétaire présentée par M. Dominique Strauss-Kahn, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie et M. Christian Sautter, secrétaire d'Etat au budget [9 juin 1998]

Projet de loi n° 986 de modernisation et de simplification de la réglementation des contributions indirectes [18 juin 1998]

Projet de loi de finances n° 1078 pour 1999 [9 septembre 1998]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Membre du Gouvernement

RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

M. François Goulard. Finances publiques. Politique budgétaire. Perspectives [24 juin 1997] (p. 2889)

M. Claude Billard. Télécommunications. France Télécom. Ouverture du capital [1^{er} octobre 1997] (p. 3612)

M. Bernard Accoyer. Famille. Politique familiale. Emploi d'un salarié à domicile [7 octobre 1997] (p. 3674)

M. Yves Fromion. Impôt sur le revenu. Quotient familial. Personnes seules ayant eu des enfants à charge, demi-part supplémentaire, plafonnement [7 octobre 1997] (p. 3675)

M. Christian Estrosi. Sécurité sociale. Contribution sociale généralisée (CSG). Augmentation, conséquences, retraites [8 octobre 1997] (p. 3776)

M. Robert Pandraud. Politique économique. Politique monétaire et politique industrielle. Bilan et perspectives [14 octobre 1997] (p. 3929)

M. François Loncle. Union européenne. Union économique et monétaire (UEM). Conseil de l'euro [15 octobre 1997] (p. 4017)

M. Germain Peiro. Retraites : régime agricole. Montant des pensions. Perspectives [21 octobre 1997] (p. 4385)

M. Jean Besson. Secteur public. Privatisations. France Télécom, Air France [21 octobre 1997] (p. 4387)

M. Gilles Carrez. Retraites : généralités. Politique à l'égard des retraités. Perspectives [21 octobre 1997] (p. 4389)

- M. François Sauvadet. Retraites : régime agricole. Montant des pensions. Perspectives [21 octobre 1997] (p. 4390)
- M. Charles de Courson. Impôts et taxes. Assujettissement. Revenus du capital [21 octobre 1997] (p. 4391)
- M. François d'Aubert. Marchés financiers. Valeurs mobilières. Fluctuations, conséquences [28 octobre 1997] (p. 4844)
- M. Jean-Pierre Balligand. Marchés financiers. Valeurs mobilières. Fluctuations, conséquences [28 octobre 1997] (p. 4850)
- M. Daniel Feurtet. Politique économique. Crédit. Perspectives [28 octobre 1997] (p. 4852)
- M. Jean-Pierre Kucheida. Politique économique. Croissance. Crise financière asiatique, conséquences [26 novembre 1997] (p. 6389)
- M. Jean Vila. Emploi. Politique de l'emploi. Aides aux entreprises [26 novembre 1997] (p. 6395)
- M. Michel Hunault. Commerce extérieur. Compagnie française d'assurances pour le commerce extérieur (COFACE). OPA sur les AGF, conséquences [3 décembre 1997] (p. 6874)
- M. Henry Chabert. Marchés financiers. Bourses de valeurs. Crise asiatique, conséquences, commerce extérieur [10 décembre 1997] (p. 7269)
- M. Guy Lengagne. Union européenne. Euro. Mise en place, conséquences, politique monétaire nationale [16 décembre 1997] (p. 7857)
- M. Dominique Baert. Banques et établissements financiers. Banque de France. Succursales, fermeture [17 décembre 1997] (p. 7990)
- M. Gilbert Biessy. Politique économique. Croissance. Crise financière asiatique, conséquences [13 janvier 1998] (p. 162)
- M. Jean-Pierre Dufau. Banques et établissements financiers. Banque de France. Succursales, fermeture [14 janvier 1998] (p. 280)
- Mme Anne-Marie Idrac. Politique économique. Croissance. Crise financière asiatique, conséquences [20 janvier 1998] (p. 414)
- M. François Loos. Transports ferroviaires. TGV. Infrastructures, financement [21 janvier 1998] (p. 480)
- M. Alain Cacheux. Logement : aides et prêts. Prêt à l'accession à la propriété (PAP). Réforme [21 janvier 1998] (p. 482)
- M. Yves Rome. Travail. Durée du travail. Réduction [21 janvier 1998] (p. 483)
- M. Serge Poignant. Etat. Gouvernement. Fonctionnement, majorité plurielle [21 janvier 1998] (p. 485)
- M. Pierre Goldberg. Banques et établissements financiers. Banque de France. Projet de loi [28 janvier 1998] (p. 657)
- M. Patrick Rimbart. Politique sociale. Surendettement. Lutte et prévention [28 janvier 1998] (p. 661)
- M. Jacques Godfrain. Union européenne. Euro. Mise en place, conséquences, franc CFA [28 janvier 1998] (p. 664)
- M. Jean-Pierre Michel. Travail. Conditions de travail. Flexibilité [3 février 1998] (p. 922)
- M. François Dosé. Energie et carburants. Politique énergétique. Perspectives [3 février 1998] (p. 925)
- M. Franck Borotra. Energie et carburants. Politique énergétique. Perspectives [3 février 1998] (p. 928)
- M. Gilbert Gantier. Banques et établissements financiers. Crédit lyonnais. Siège, incendie, enquête [3 février 1998] (p. 934)
- M. Jean-Pierre Brard. Banques et établissements financiers. Politique bancaire. Perspectives [4 février 1998] (p. 1037)
- M. Yves Cochet. Audiovisuel et communication. Commerce extérieur. Accord multilatéral sur l'investissement (AMI), exception culturelle [4 février 1998] (p. 1038)
- Mme Jacqueline Fraysse. Industrie. Construction aéronautique. Perspectives [10 février 1998] (p. 1378)
- Mme Nicole Bricq. Impôts locaux. Vignette automobile. Réforme [11 février 1998] (p. 1463)
- M. Christian Cuvilliez. Relations internationales. Commerce international. Accord multilatéral sur l'investissement (AMI), négociations [25 février 1998] (p. 1620)
- M. Henri Nallet. Politique économique. Croissance. Retour, perspectives [3 mars 1998] (p. 1833)
- M. Pierre Albertini. Emploi. Politique de l'emploi. Exemple anglais [24 mars 1998] (p. 2032)
- M. Rudy Salles. Banques et établissements financiers. Livrets d'épargne populaire. Livret A [25 mars 1998] (p. 2107)
- Mme Béatrice Marre. Union européenne. Euro. Mise en place [25 mars 1998] (p. 2110)
- M. Jean Glavany. Secteur public. Services publics. Perspectives [31 mars 1998] (p. 2239)
- M. Christian Cuvilliez. Relations internationales. Commerce international. Traité de libre échange entre Etats-Unis et Union européenne [31 mars 1998] (p. 2241)
- Mme Sylvia Bassot. Agriculture. Politique agricole commune (PAC). Réforme [31 mars 1998] (p. 2244)
- M. Pierre Lellouche. Emploi. Jeunes. Expatriation, diplômés [1^{er} avril 1998] (p. 2325)
- M. Gérard Charasse. Union européenne. Euro. Mise en place, conséquences, franc CFA [7 avril 1998] (p. 2603)
- M. Philippe Douste-Blazy. Retraites : généralités. Politique à l'égard des retraités. Fonds de pensions, création [7 avril 1998] (p. 2604)
- Mme Nicole Bricq. Banques et établissements financiers. Crédit industriel et commercial (CIC). Rachat par le Crédit Mutuel [21 avril 1998] (p. 2822)
- M. Jean Tardito. Banques et établissements financiers. Société marseillaise de crédit. Perspectives [28 avril 1998] (p. 3100)
- M. François Rochebloine. Défense. GIAT-Industries. Emploi et activité [29 avril 1998] (p. 3212)
- M. Jean-Claude Sandrier. Impôts et taxes. Politique fiscale. Taxe sur les mouvements de capitaux [5 mai 1998] (p. 3386)
- M. Georges Colombier. Impôts et taxes. Taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP). Montant, gazole [20 mai 1998] (p. 4196)
- M. Jean-Jacques Filleul. Banques et établissements financiers. Crédit lyonnais. Plan de redressement, attitude de la Commission européenne [20 mai 1998] (p. 4200)
- M. Roland Carraz. Politique extérieure. Japon. Crise économique et monétaire, conséquences [26 mai 1998] (p. 4281)

M. Jean-Claude Lemoine. Automobiles et cycles. Emploi et activité. Perspectives [26 mai 1998] (p. 4283)

M. Alfred Recours. Banques et établissements financiers. Livrets d'épargne. Livret A, CODEVI, taux d'intérêt [9 juin 1998] (p. 4802)

M. Patrice Carvalho. Entreprises. Délocalisations. Lutte et prévention [10 juin 1998] (p. 4878)

M. René André. Partis et mouvements politiques. Majorité. Pluralisme [10 juin 1998] (p. 4880)

M. Serge Poignant. Banques et établissements financiers. Livrets d'épargne. Livret A [10 juin 1998] (p. 4880)

M. Robert Hue. Impôt de solidarité sur la fortune. Réforme. Perspectives [16 juin 1998] (p. 5024)

M. Gilles Carrez. Impôt sur le revenu. Quotient familial. Réforme [16 juin 1998] (p. 5031)

M. Dominique Dord. Banques et établissements financiers. Caisses d'épargne. Statut, réforme [24 juin 1998] (p. 5326)

M. Jean-Pierre Brard. Secteur public. Banques et établissements financiers. Perspectives [24 juin 1998] (p. 5332)

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT DE

M. André Vauchez. Impôts locaux. Vignette automobile. Montant, disparités entre départements, conséquences [13 janvier 1998] (p. 141)

M. Yves Bur. Banques et établissements financiers. Crédit industriel et commercial (CIC). Privatisation, personnel, souscription d'actions, banques régionales [13 janvier 1998] (p. 143)

DÉBATS

Projet de loi n° 201 portant mesures urgentes à caractère fiscal et financier

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 septembre 1997] (p. 3147, 3155)

Son intervention (p. 3147)

Intervient sur la question préalable opposée par M. François Bayrou (p. 3162)

Son interruption (p. 3172)

Thèmes :

Banques et établissements financiers : Banque du développement des petites et moyennes entreprises (BDPME) (p. 3150)

Banques et établissements financiers : compte pour le développement industriel (CODEVI) (p. 3149, 3150)

Défense : crédits (p. 3148)

Emploi : politique de l'emploi (p. 3148)

Energie et carburants : Electricité de France (EDF) (p. 3149)

Entreprises : situation financière (p. 3148)

Finances publiques : déficit budgétaire (p. 3147, 3148, 3164, 3165, 3172)

Finances publiques : dépenses (p. 3148)

Finances publiques : dette publique (p. 3148)

Finances publiques : politique budgétaire (p. 3148, 3163, 3165)

Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 3148, 3162, 3164)

Finances publiques : recettes (p. 3163)

Fonctionnaires et agents publics (p. 3148)

Impôt sur le revenu : réforme (p. 3147)

Impôt sur les sociétés : contribution de 10 % (p. 3149, 3163)

Impôt sur les sociétés : taux (p. 3148, 3149, 3163)

Impôts et taxes : justice sociale (p. 3148)

Plus values : imposition : plus-values à long terme (p. 3149)

Politique économique : croissance (p. 3147, 3148, 3163, 3172)

Politique économique : investissement (p. 3164)

Politique économique : pouvoir d'achat (p. 3148)

Politiques communautaires : monnaie unique (p. 3148, 3164)

TVA (p. 3164)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [9 octobre 1997] (p. 3844)

Son interruption (p. 3854)

Projet de loi de finances n° 230 pour 1998

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [14 octobre 1997] (p. 3930, 3961) ; [15 octobre 1997] (p. 3991, 4023, 4053)

Son intervention (p. 3930)

Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Louis Debré (p. 3954)

Son interruption (p. 3974)

Sa réponse (p. 4038)

Thèmes :

Anciens combattants et victimes de guerre : crédits (p. 4039)

Assemblée nationale : dissolution (p. 3937)

Assurances : assurance vie (p. 4047)

Collectivités territoriales : finances locales (p. 4039)

Défense : arsenaux (p. 4039)

Emploi : allègement des charges sociales (p. 4042, 4043)

Emploi : contrats initiative-emploi (p. 4042)

Emploi : création d'emplois (p. 3932)

Emploi : jeunes (p. 4042, 4043)

Emploi : politique de l'emploi (p. 3930)

Famille : politique familiale (p. 4044)

Finances publiques : déficit budgétaire (p. 3931 à 3934, 3938, 3955, 4040, 4041, 4043, 4044)

Finances publiques : dépenses (p. 3931, 3934, 3938, 3954, 3974, 4040 à 4042, 4044, 4046)

Finances publiques : dette publique (p. 3933, 3934, 4046)

Finances publiques : politique budgétaire (p. 3934, 3938, 4040, 4045, 4046)

Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 3933, 3935, 3955, 3956, 4040 à 4043, 4046)
 Finances publiques : procédure budgétaire (p. 3931, 3937)
 Finances publiques : recettes (p. 3935, 3938, 4040)
 Impôt de solidarité sur la fortune (p. 3936)
 Impôt sur le revenu : déduction des investissements en parts de copropriété de navires neufs (p. 4045)
 Impôt sur le revenu : quotient familial (p. 4048)
 Impôt sur le revenu : réduction d'impôt au titre de l'emploi d'un salarié à domicile (p. 3937)
 Impôt sur le revenu : réduction d'impôt au titre des frais de scolarisation (p. 4048)
 Impôt sur le revenu : réforme (p. 4046)
 Impôt sur les sociétés : provisions (p. 4045)
 Impôt sur les sociétés : taux (p. 4040)
 Impôts et taxes : crédit d'impôt-emploi (p. 4039)
 Impôts et taxes : fraude fiscale (p. 3936)
 Impôts et taxes : investissements outre-mer (p. 4045)
 Impôts et taxes : justice sociale (p. 3936)
 Impôts et taxes : politique fiscale (p. 3936, 3937, 4047)
 Impôts et taxes : réforme fiscale (p. 3931, 3935)
 Impôts et taxes : revenus du travail et du capital (p. 3936)
 Impôts locaux : généralités (p. 3955)
 Impôts locaux : taxe d'habitation (p. 3936, 4039, 4045)
 Impôts locaux : taxe professionnelle (p. 3936)
 Industrie : textile et habillement (p. 4042)
 Jeunes : politique à l'égard des jeunes (p. 3935)
 Justice : Cour des comptes (p. 3954)
 Pays étrangers : Etats-Unis (p. 3933)
 Politique économique : consommation (p. 4045, 4046)
 Politique économique : croissance (p. 3930 à 3932, 3935, 3938, 3955)
 Politique économique : épargne (p. 4047)
 Politique économique : prévisions (p. 3931, 3932)
 Politique économique : taux d'intérêt (p. 3932, 4046)
 Politique sociale : généralités (p. 3936, 3937)
 Politique sociale : solidarité (p. 3930)
 Prestations familiales : allocation de rentrée scolaire (p. 3955)
 Retraites : régime agricole : majorations des pensions (p. 4039)
 Retraites : régimes autonomes et spéciaux : Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales (CNRACL) (p. 4039)
 Sécurité sociale : contribution sociale généralisée (CSG) (p. 3936)
 Sécurité sociale : remboursement de la dette sociale (RDS) (p. 4047, 4048)
 Transports ferroviaires : TGV (p. 4044)
 Travail : réduction du temps de travail (p. 3932, 4044)
 TVA : taux (p. 3936, 3955, 4039)
 Union européenne : Banque centrale européenne (BCE) (p. 3933)
 Union européenne : euro (p. 3933, 4044)

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [15 octobre 1997] (p. 4062) ; [16 octobre 1997] (p. 4089, 4121, 4157) ; [17 octobre 1997] (p. 4191, 4218, 4268)
 Ses interventions dans la discussion des amendements et sous-amendements (p. 4105, 4107, 4108, 4226)

Article 2 (barème de l'impôt sur le revenu)

Son intervention (p. 4067)

Explications de vote et vote [21 octobre 1997] (p. 4395)

Son intervention (p. 4395)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ECONOMIE, FINANCES ET INDUSTRIE

III - INDUSTRIE, POSTE ET TÉLÉCOMMUNICATIONS

Examen du fascicule [14 novembre 1997] (p. 5837)

Son intervention (p. 5837)

Thèmes avant la procédure des questions :

Consommation (p. 5838)

Entreprises : formalités administratives (p. 5838)

Impôts et taxes : politique fiscale (p. 5837, 5838)

Informatique (p. 5838)

Union européenne : euro (p. 5837)

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS

Explications de vote et vote [19 novembre 1997] (p. 6153)

Son intervention (p. 6153)

Projet de loi n° 303 de financement de la sécurité sociale pour 1998

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [25 novembre 1997] (p. 6302)

Article 5 (création d'une taxe de santé publique sur les tabacs)

Soutient l'amendement n° 60 du Gouvernement (transfert à la loi de finances des mesures spécifiques pour la lutte contre le tabagisme) (p. 6341) : adopté (p. 6344)

Projet de loi de finances rectificative n° 447 pour 1997

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 décembre 1997] (p. 6835, 6881)

Son intervention (p. 6835)

Thèmes :

Assurances : Groupe des assurances nationales (GAN) (p. 6836, 6837)

Finances publiques : déficit budgétaire (p. 6835 à 6837)

Finances publiques : dépenses (p. 6835, 6837)

Finances publiques : recettes (p. 6835, 6836)
 Organisations internationales : Fonds monétaire international (p. 6836)
 Politique économique : consommation (p. 6836)
 Politique économique : croissance (p. 6836)
 Politique économique : investissement (p. 6836)
 Secteur public : entreprises publiques (p. 6836, 6837)
 Sécurité sociale : déficit (p. 6835)

Projet de loi n° 727 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [31 mars 1998] (p. 2250, 2280)

Son intervention (p. 2250)

Intervient sur la question préalable opposée par M. Jean-Louis Debré (p. 2258)

Son interruption (p. 2268)

Sa réponse (p. 2284)

Thèmes :

Associations : fiscalité (p. 2258)
 Assurances : Assurances générales de France (AGF) (p. 2260)
 Assurances : fonds de pension (p. 2286)
 Banques et établissements financiers : Banque de France (p. 2259)
 Banques et établissements financiers : caisses d'épargne (p. 2286)
 Banques et établissements financiers : Crédit industriel et commercial (CIC) (p. 2260, 2261)
 Banques et établissements financiers : Crédit lyonnais (p. 2261)
 Banques et établissements financiers : livret d'épargne : taux d'intérêt (p. 2260)
 Banques et établissements financiers : organismes de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM) (p. 2251)
 Collectivités territoriales : sociétés d'économie mixte (p. 2286)
 Déchets, pollutions et nuisances : déchets : aliments pour animaux (p. 2252)
 Déchets, pollutions et nuisances : pollution : pétrole (p. 2252)
 Emploi : recrutement (p. 2251)
 Energie et carburants : gaz (p. 2252, 2286)
 Entreprises : création (p. 2251)
 Entreprises : formalités administratives (p. 2251)
 Environnement (p. 2252)
 Finances publiques : annulations de crédits (p. 2259)
 Finances publiques : dette publique : déficit budgétaire (p. 2283, 2284)
 Finances publiques : emprunts (p. 2251, 2261)
 Finances publiques : fonds de concours (p. 2259)
 Impôts et taxes : intérêts de retard (p. 2258)
 Impôts locaux : vignette automobile (p. 2252)
 Industrie : construction navale : avantages fiscaux (p. 2252)
 Marchés financiers : actions : rachat (p. 2251, 2258)

Marchés financiers : Commission des opérations de bourse (COB) (p. 2251)

Politique économique : consommation (p. 2285)

Politique économique : croissance (p. 2251, 2252, 2285)

Politique économique : emprunts russes (p. 2252)

Politique économique : épargne (p. 2251, 2260)

Politique économique : généralités (p. 2268, 2269)

Politique économique : investissement (p. 2251)

Politique économique : politique monétaire (p. 2259)

Secteur public (p. 2251, 2252, 2286)

Travail : bulletins de paie (p. 2251)

Union européenne : Banque centrale européenne (BCE) (p. 2259, 2260)

Union européenne : euro (p. 2251, 2259, 2284 à 2286)

Discussion des articles [31 mars 1998] (p. 2288) ; [1er avril 1998] (p. 2331, 2373) ; [2 avril 1998] (p. 2404, 2449)

Ses interventions dans la discussion des amendements et sous-amendements (p. 2331 à 2368 ; 2456, 2457)

Après l'article 11

Soutient l'amendement n° 288 du Gouvernement (application du taux réduit de la TVA aux achats de terrains à bâtir destinés à la construction sociale) (p. 2337) : adopté (p. 2337)

Article 12 (dispositions relatives à la tenue de la comptabilité en euros)

Son intervention (p. 2340)

Article 25 (définition de l'appel public à l'épargne)

Soutient le sous-amendement n° 286 du Gouvernement (fixation du seuil quantitatif par la Commission des opérations de bourse) à l'amendement n° 190 de M. Didier Migaud (seuil quantitatif conditionnant l'entrée et la sortie du régime de l'appel public à l'épargne ; définition de la notion de "cercle restreint d'investisseurs" et obligations d'information imposées aux personnes faisant appel public à l'épargne) (p. 2352) : adopté (p. 2353)

Soutient le sous-amendement n° 285 du Gouvernement (fixation du seuil quantitatif par la Commission des opérations de bourse) à l'amendement n° 190 de M. Didier Migaud (p. 2352) : adopté (p. 2353)

Après l'article 29

Soutient le sous-amendement n° 287 du Gouvernement (composition du Conseil) à l'amendement n° 251 de M. Jérôme Cahuzac (création d'un Conseil de la gestion financière) (p. 2356) : adopté (p. 2356)

Projet de loi n° 779 modifiant le statut de la Banque de France en vue de sa participation au Système européen de banques centrales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [7 avril 1998] (p. 2610, 2637)

Son intervention (p. 2610)

Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Philippe de Villiers (p. 2625)

Sa réponse (p. 2655)

Thèmes :

Aménagement du territoire (p. 2656)
 Banques et établissements financiers : Banque de France (p. 2610, 2613, 2614, 2625, 2626, 2656 à 2660)
 Banques et établissements financiers : Crédit lyonnais (p. 2626)
 Constitution : article 88-4 (p. 2656)
 Emploi : politique de l'emploi (p. 2612)
 Etat : souveraineté (p. 2626, 2657, 2660)
 Finances publiques : politique budgétaire (p. 2625)
 Politique économique : capital-risque (p. 2612)
 Politique économique : croissance (p. 2611, 2612)
 Politique économique : franc (p. 2657)
 Politique économique : politique de change (p. 2610, 2611, 2625)
 Politique économique : politique monétaire (p. 2610, 2611, 2625, 2656, 2657, 2659)
 Politique économique : taux d'intérêt (p. 2611)
 Politique extérieure : zone franc (p. 2655)
 Politique sociale : surendettement (p. 2659, 2660)
 Politiques communautaires : marché unique (p. 2611)
 Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 2625)
 Politiques communautaires : système européen de banques centrales (p. 2610)
 Union européenne : Banque centrale européenne (BCE) (p. 2610, 2612, 2613, 2626, 2655 à 2658, 2660)
 Union européenne : Banque européenne d'investissement (BEI) (p. 2612)
 Union européenne : Conseil de l'Euro (p. 2613, 2660)
 Union européenne : construction européenne (p. 2610, 2659)
 Union européenne : euro : monnaie unique (p. 2610 à 2614, 2625, 2626, 2655, 2657 à 2661)
 Union européenne : Traité d'Amsterdam (p. 2625, 2626)
 Union européenne : Traité de Maastricht (p. 2610, 2625, 2659)

Discussion des articles [7 avril 1998] (p. 2661)

Ses interventions dans la discussion des amendements et sous-amendements (p. 2662 à 2673)

Article 3 (émission des billets sur le territoire français)

Soutient le sous-amendement n° 15 du Gouvernement (rédactionnel) à l'amendement n° 1 de la commission (définition des missions de la Banque de France à assurer sur l'ensemble du territoire) (p. 2663) : rejeté (p. 2663)

Après l'article 6

Soutient le sous-amendement n° 14 du Gouvernement (rédactionnel) à l'amendement n° 2 de la commission (réaffirmation de la mission de service public de la Banque de France) (p. 2664) : adopté (p. 2664)

Soutient le sous-amendement n° 17 du Gouvernement (rédactionnel) à l'amendement n° 3 deuxième correction de la commission (définition des conditions dans lesquelles la Banque de France remplit les missions d'intérêt général qui lui sont confiées) (p. 2665) : adopté (p. 2666)

Soutient le sous-amendement n° 16 du Gouvernement (rémunération des prestations demandées à la Banque

de France) à l'amendement n° 3 deuxième correction de la commission (p. 2665) : retiré (p. 2665)

Après l'article 7

Soutient le sous-amendement n° 18 du Gouvernement (suppression de la référence à la gestion des comptes de clientèle) à l'amendement n° 5 rectifié de la commission (définition des missions des succursales de la Banque de France) (p. 2670) : adopté (p. 2672)

Soutient le sous-amendement n° 19 du Gouvernement (rémunération des prestations demandées aux succursales) à l'amendement n° 5 rectifié de la commission (p. 2670) : adopté (p. 2672)

Soutient le sous-amendement n° 20 du Gouvernement (suppression de la fixation par décret du réseau de succursales) à l'amendement n° 5 rectifié de la commission (p. 2670) : adopté (p. 2672)

Son intervention à l'issue du vote (p. 2674)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [28 avril 1998] (p. 3140)

Son intervention (p. 3147)

Thèmes :

Banques et établissements financiers : Banque de France (p. 3147)

Union européenne : euro : monnaie unique (p. 3147)

Proposition de résolution n° 817 sur les recommandations de la Commission européenne relatives au passage à la monnaie unique :

- recommandation de la Commission en vue d'une recommandation du Conseil conformément à l'article 109 J, paragraphe 2, du traité (n° E 1045),

- recommandations de décisions du Conseil abrogeant les décisions constatant l'existence d'un déficit excessif en Belgique, en Allemagne, en Espagne, en France, en Italie, en Autriche, au Portugal, en Suède et au Royaume-Uni - application de l'article 104 C, paragraphe 12, du Traité instituant la Communauté européenne (SEC [1998] 1999 final/n° E 1046)

Avant la discussion de l'article unique [21 avril 1998] (p. 2827, 2857)

Sa réponse (p. 2874)

Thèmes :

Emploi : politique de l'emploi (p. 2876)

Etat : souveraineté (p. 2874)

Finances publiques : déficit budgétaire (p. 2875)

Finances publiques : dépenses (p. 2875, 2876)

Finances publiques : politique budgétaire (p. 2876)

Politique économique : croissance (p. 2875, 2876)

Politique économique : généralités (p. 2875)

Politique économique : politique monétaire (p. 2877)

Union européenne : Banque centrale européenne (BCE) (p. 2876)

Union européenne : Conseil de l'Euro (p. 2874, 2876, 2877)

Union européenne : construction européenne (p. 2877)

Union européenne : euro : monnaie unique (p. 2874 à 2877)

Union européenne : Traité de Maastricht (p. 2874)

Discussion de l'article unique [21 avril 1998] (p. 2879)

Intervient sur l'amendement n° 7 de M. Charles de Courson (rétablissement du texte initial de la proposition de résolution en ce qui concerne le point 14) (p. 2882)

Intervient sur l'amendement n° 9 de M. Didier Migaud (insertion d'un point 14 bis tendant à faire de l'emploi le critère principal de l'évaluation des politiques économiques) (p. 2883)

Explications de vote et vote [22 avril 1998] (p. 2910)

Son intervention (p. 2910)

Déclaration du Gouvernement n° 970 sur le débat d'orientation budgétaire présentée par M. Dominique Strauss-Kahn, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie et M. Christian Sautter, secrétaire d'Etat au budget

[9 juin 1998] (p. 4805, 4839)

Ses interventions (p. 4805)

Son intervention (p. 4828)

Thèmes :

Assurances : fonds de pension (p. 4833)
 Emploi : chômage (p. 4805, 4806)
 Emploi : politique de l'emploi (p. 4805)
 Environnement : crédits (p. 4830, 4831)
 Finances publiques : débat d'orientation budgétaire (p. 4828, 4829)
 Finances publiques : déficit budgétaire (p. 4807, 4809, 4834, 4835)
 Finances publiques : dépenses (p. 4806, 4807, 4831, 4832, 4834)
 Finances publiques : dette publique (p. 4807, 4834)
 Finances publiques : emprunts (p. 4807)
 Finances publiques : politique budgétaire (p. 4807, 4809, 4830, 4833, 4834)
 Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 4807, 4808, 4829 à 4831, 4835)
 Impôt de solidarité sur la fortune (p. 4808)
 Impôt sur le revenu : réductions d'impôt (p. 4808)
 Impôt sur le revenu : réforme (p. 4808)
 Impôts et taxes : fraude fiscale (p. 4829)
 Impôts et taxes : justice sociale (p. 4809)
 Impôts et taxes : politique fiscale (p. 4808)
 Impôts et taxes : politique fiscale : environnement (p. 4808, 4809, 4830)
 Impôts et taxes : réforme fiscale (p. 4807, 4809)
 Impôts et taxes : revenus du travail et du capital (p. 4830)
 Impôts et taxes : taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) (p. 4809, 4830)
 Impôts locaux : taxe d'habitation (p. 4808, 4830)
 Impôts locaux : taxe professionnelle (p. 4808, 4830)
 Lois de finances (p. 4805, 4809)
 Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de l'emploi et de la solidarité : crédits (p. 4856, 4857)
 Politique économique : conjoncture (p. 4805)
 Politique économique : croissance (p. 4805 à 4807, 4809, 4829, 4833, 4834)
 Politique économique : généralités (p. 4806, 4829)

Politique économique : pouvoir d'achat (p. 4831, 4834)

Politique sociale : généralités (p. 4806, 4809)

Retraites : généralités (p. 4832, 4833)

TVA : taux (p. 4829)

Union européenne : euro (p. 4806)

Michel SUCHOD

*Dordogne (2^{ème} circonscription)
 Radical, Citoyen et Vert*

Élu le 1^{er} juin 1997

S'inscrit au groupe Radical, Citoyen et Vert [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9391)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9423)

Secrétaire de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 18 juin 1997] (p. 9560)

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne [J.O. du 20 juin 1997] (p. 9634)

Membre suppléant du comité central d'enquête sur le coût et le rendement des services publics [J.O. du 2 août 1997] (p. 11521)

Membre titulaire du conseil national du tourisme [J.O. du 1^{er} octobre 1997] (p. 14256)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 404 tendant à relever jusqu'au niveau de 55 % du SMIC les retraites agricoles les plus faibles [4 novembre 1997]

Proposition de loi n° 463 tendant à modifier l'article L. 11 du code électoral de manière à permettre qu'un citoyen puisse s'inscrire sur la liste électorale de sa commune alors qu'il est inscrit au rôle de la taxe d'habitation de ladite commune depuis deux ans seulement [26 novembre 1997]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Retraites : régime agricole. Montant des pensions. Perspectives [8 octobre 1997] (p. 3774)

Politique extérieure. Irak. Attitude de la France [12 novembre 1997] (p. 5671)

Retraites : régime agricole. Montant des pensions. Perspectives [28 janvier 1998] (p. 663)

Justice. Magistrats. Effectifs, perspectives [13 mai 1998] (p. 3739)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 92, posée le 7 janvier 1998. Voirie. (J.O. Questions p. 27)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 230 pour 1998**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**

AGRICULTURE ET PÊCHE, BAPSA

Examen du fascicule [23 octobre 1997] (p. 4535)

Son intervention (p. 4562)

Thèmes avant la procédure des questions :

Agriculture : crédits (p. 4562)

Agriculture : dotations aux jeunes agriculteurs (p. 4563)

Agriculture : installation (p. 4563)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 4563)

Sécurité sociale : protection sociale : agriculteurs (p. 4563)

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET ENVIRONNEMENT

II - ENVIRONNEMENT

Examen du fascicule [4 novembre 1997] (p. 5349)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 5349)

Thèmes avant la procédure des questions :

Administration : effectifs (p. 5349, 5350)

Cours d'eau, étangs et lacs : aménagement et protection (p. 5350)

Déchets, pollutions et nuisances : air (p. 5350, 5351)

Eau (p. 5350)

Environnement : Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) (p. 5349)

Environnement : associations de protection de la nature et de l'environnement (p. 5350)

Environnement : crédits (p. 5349, 5350)

Environnement : parcs naturels, nationaux, régionaux (p. 5350)

Mer et littoral : Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres (p. 5350)

Sécurité publique : risques naturels majeurs (p. 5350, 5351)

Sécurité publique : risques technologiques (p. 5351)

Vote des crédits et articles rattachés [4 novembre 1997] (p. 5385)

Ses interventions dans la discussion des amendements et sous-amendements (p. 5386 à 5389)

Avant l'article 62

Soutient l'amendement n° 82 rectifié de la commission (modification de l'article 16 de la loi n° 92-1444 du 31 décembre 1992 relative à la lutte contre le bruit) (p. 5385) : retiré (p. 5386)

Soutient l'amendement n° 83 de la commission (taux de la taxe sur le traitement et le stockage des déchets) (p. 5387) : adopté (p. 5387)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [17 décembre 1997] (p. 8024) ; [18 décembre 1997] (p. 8101)*Article 8 (suppression du régime fiscal des quirats de navires)*

Son amendement n° 193 soutenu par M. Roland Carraz (aménagement du régime fiscal) (p. 8035) : rejeté (p. 8037)

Projet de loi de finances rectificative n° 447 pour 1997

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [18 décembre 1997] (p. 8082)*Article 24 (taxe sur les services de télévision)*

Soutient l'amendement n° 11 de la commission (intégration dans l'assiette de la taxe des recettes publicitaires des chaînes du câble et du satellite) (p. 8094) : rejeté (p. 8095)

Son amendement n° 19 corrigé (fixation d'un barème spécifique pour les chaînes du câble et du satellite) : rejeté (p. 8095)

Son amendement n° 20 (report de l'assujettissement à la taxe des chaînes du câble et du satellite) (p. 8095) : rejeté (p. 8096)

Projet de loi n° 327 relatif à l'entrée et au séjour des étrangers en France et au droit d'asile

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 décembre 1997] (p. 6961, 7005, 7039)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité de M. Jean-Louis Debré (p. 6997)

Thèmes :

Etrangers : conditions d'entrée et de séjour : lois (p. 6997)

Etrangers : immigration clandestine (p. 6998)

Discussion des articles [9 décembre 1997] (p. 7179, 7203) ; [10 décembre 1997] (p. 7239, 7273, 7297) ; [11 décembre 1997] (p. 7321, 7339, 7380) ; [12 décembre 1997] (p. 7413, 7453, 7504) ; [14 décembre 1997] (p. 7603, 7633, 7663) ; [15 décembre 1997] (p. 7698, 7736, 7770) ; [16 décembre 1997] (p. 7858, 7899)*Avant l'article 1er*

Intervient sur l'amendement n° 491 de M. Guy Hascoët (abrogation des lois dites "Pasqua-Debré") (p. 7181)

Article 17 (article 29 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 : régime du regroupement familial)

Son intervention (p. 7625)

Article 22 (titre de la loi n° 52-893 du 25 juillet 1952 portant création de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides)

Son intervention (p. 7771)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la mise aux voix du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [8 avril 1998] (p. 2692)

Ses explications de vote sur la question préalable de M. Jean-Louis Debré (p. 2705)

Son intervention (p. 2716)

Thèmes :

Assemblée nationale : question préalable (p. 2706)
 Etrangers : sécurité publique (p. 2706)
 Etrangers : cartes de séjour (p. 2716)
 Etrangers : certificats d'hébergement (p. 2716)
 Etrangers : conditions d'entrée et de séjour : contrôle (p. 2716)
 Etrangers : droits sociaux (p. 2716)
 Etrangers : reconduite aux frontières (p. 2716)
 Etrangers : visas (p. 2716)
 Partis et mouvements politiques : Front national (p. 2706)

Projet de loi n° 727 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [31 mars 1998] (p. 2250, 2280)

Son intervention (p. 2268)

Thèmes :

Banques et établissements financiers : Banque de France (p. 2269)
 Défense : Société nationale des poudres et explosifs (p. 2270, 2271)
 Emploi : politique de l'emploi (p. 2270)
 Energie et carburants : gaz (p. 2270)
 Politiques communautaires : Europe sociale (p. 2270, 2271)
 Union européenne : Banque centrale européenne (BCE) (p. 2270, 2271)
 Union européenne : euro (p. 2269 à 2271)

Projet de loi n° 780 d'orientation relatif à la lutte contre les exclusions

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [6 mai 1998] (p. 3515) ; [7 mai 1998] (p. 3533, 3562) ; [12 mai 1998] (p. 3649, 3684) ; [13 mai 1998] (p. 3741, 3776) ; [14 mai 1998] (p. 3815, 3872) ; [18 mai 1998] (p. 3931, 3975) ; [19 mai 1998] (p. 4076, 4102) ; [20 mai 1998] (p. 4205)

Article 40 (inscription des personnes sans domicile fixe sur les listes électorales)

Son amendement n° 179 soutenu par M. Jean-Michel Marchand (choix de la commune d'inscription) : rejeté (p. 3897)

Son amendement n° 180 soutenu par M. Jean-Michel Marchand (durée d'inscription à l'organisme d'accueil) : devenu sans objet (p. 3897)

Son amendement n° 181 soutenu par M. Jean-Michel Marchand (commune d'élection) : rejeté (p. 3898)

Projet de loi organique n° 827 limitant le cumul des mandats électoraux et fonctions électives

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [26 mai 1998] (p. 4285, 4315) ; [27 mai 1998] (p. 4373)

Son intervention (p. 4336)

Thèmes :

Elections et référendums : cumul des mandats : coopération intercommunale (p. 4336)
 Elections et référendums : cumul des mandats : élus locaux (p. 4336)
 Etat : ministres : cumul des mandats (p. 4336)
 Parlement : parlementaires : maires (p. 4336)
 Union européenne : Parlement européen : cumul des mandats (p. 4336)

Projet de loi n° 828 limitant le cumul des mandats électoraux et fonctions électives

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [28 mai 1998] (p. 4441)

Article 3 (article L. 2122-4 du code général des collectivités territoriales - incompatibilités applicables aux fonctions de maire et aux membres de l'organe délibérant des établissements publics de coopération intercommunale)

Son amendement n° 114 soutenu par M. Guy Hascoët (application du régime des incompatibilités aux maires des communes de plus de 30 000 habitants) : rejeté (p. 4453)

Déclaration du Gouvernement n° 970 sur le débat d'orientation budgétaire présentée par M. Dominique Strauss-Kahn, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie et M. Christian Sautter, secrétaire d'Etat au budget

[9 juin 1998] (p. 4805, 4839)

Son intervention (p. 4841)

Thèmes :

Emploi : chômage (p. 4841)
 Finances publiques : politique budgétaire (p. 4841, 4842)
 Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 4842)
 Impôts et taxes : revenus du travail et du capital (p. 4842)
 Lois de finances (p. 4842)
 Police : crédits (p. 4842)
 Politique économique : conjoncture (p. 4841)
 Politique économique : croissance (p. 4841)
 Politique extérieure (p. 4842)
 TVA : taux (p. 4842)

T

Frantz TAITTINGER

*Hauts-de-Seine (2^{ème} circonscription)
Rassemblement pour la République*

Élu le 1^{er} juin 1997

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9391)

NOMINATION

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9423)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 713 visant à la désignation obligatoire d'une expertise psychiatrique légale dès la garde à vue d'une personne soupçonnée d'un crime flagrant relevant des articles 221-1 à 221-5 et des articles 222-1 à 222-10 du code pénal [24 février 1998]

Michel TAMAYA

*La Réunion (1^{ère} circonscription)
Socialiste*

Élu le 1^{er} juin 1997

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9390)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9422)

Membre titulaire du conseil d'administration de la société de radiodiffusion et de télévision pour l'outre-mer (RFO) [J.O. du 19 septembre 1997] (p. 13659)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

DOM. La Réunion : système pénitentiaire. Etablissements, construction [24 juin 1998] (p. 5328)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 265, posée le 31 mars 1998. DOM. Réunion : eau (J.O. Questions p. 2314). Appelée le 7 avril 1998. Assainissement, réglementation (p. 2579)

DÉBATS

Projet de loi n° 200 relatif au développement d'activités pour l'emploi des jeunes

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [15 septembre 1997] (p. 2995) ; [16 septembre 1997] (p. 3050, 3092) ; [17 septembre 1997] (p. 3121)

Après l'article 2

Soutient l'amendement n° 206 rectifié de Mme Huguette Bello (mesures spécifiques dans les DOM) (p. 3125) : adopté (p. 3127)

Projet de loi de finances n° 230 pour 1998**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPECIALES****OUTRE-MER**

Examen du fascicule [31 octobre 1997] (p. 5123)
Son intervention (p. 5139)

Thème avant la procédure des questions :

DOM : La Réunion : emploi (p. 5139)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [17 décembre 1997] (p. 8024) ; [18 décembre 1997] (p. 8101)

Article 14 (aménagement du régime d'aide fiscale à l'investissement outre-mer)

Son intervention (p. 8049)

Jean TARDITO

*Bouches-du-Rhône (9^{ème} circonscription)
Communiste*

Élu le 1^{er} juin 1997

S'inscrit au groupe communiste [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9397)

Démission le 16 juillet 1998 (voir indications préliminaires) [J.O. du 16 juillet 1998] (p. 10956)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9423)

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9423)

Membre suppléant du conseil national de l'information statistique [J.O. du 23 juillet 1997] (p. 11056)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances 1998 [J.O. du 11 décembre 1997] (p. 17915)

Membre suppléant du conseil national de l'information statistique [J.O. du 30 janvier 1998] (p. 1528)

Membre de la commission d'enquête sur l'utilisation des fonds publics et la gestion des fonds publics en Corse [J.O. du 5 mars 1998] (p. 3423)

DÉPÔTS

Proposition de loi organique n° 60 tendant à modifier l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 en vue de démocratiser la préparation, la discussion et le contrôle de l'exécution des lois de finances et d'accroître les pouvoirs du Parlement [15 juillet 1997]

Proposition de loi n° 183 tendant à interdire le licenciement des personnes malades [23 juillet 1997]

Proposition de loi n° 96 tendant à la constitution de dossiers auprès des agences de location et de vente de logements [23 juillet 1997]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Chômage : indemnisation. Bénéficiaires. Prime exceptionnelle [17 décembre 1997] (p. 7985)

Banques et établissements financiers. Société marseillaise de crédit. Perspectives [28 avril 1998] (p. 3100)

DÉBATS

Projet de loi n° 200 relatif au développement d'activités pour l'emploi des jeunes

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [15 septembre 1997] (p. 2995) ; [16 septembre 1997] (p. 3050, 3092) ; [17 septembre 1997] (p. 3121)

Après l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 84 de Mme Roselyne Bachelot-Narquin (possibilité de cumul avec un contrat emploi-solidarité) (p. 3103)

Intervient sur l'amendement n° 155 de M. Jean-Pierre Brard (rôle des missions locales et des permanences d'accueil d'information et d'orientation) (p. 3103)

Projet de loi n° 201 portant mesures urgentes à caractère fiscal et financier

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 septembre 1997] (p. 3147, 3155)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. François Bayrou (p. 3167)

Son intervention (p. 3169)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Louis Debré (p. 3192)

Thèmes :

Emploi : chômage (p. 3170)

Emploi : jeunes (p. 3167)

Energie et carburants : Electricité de France (EDF) (p. 3170)

Energie et carburants : Elf (p. 3167)

Energie et carburants : Total (p. 3167)

Entreprises : situation financière (p. 3167, 3170)

Finances publiques : déficit budgétaire (p. 3167, 3170)

Finances publiques : dépenses (p. 3170)

Finances publiques : politique budgétaire (p. 3170, 3192)

Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 3167, 3170)

Impôt sur les sociétés : taux (p. 3170)

Impôts et taxes : justice sociale (p. 3167, 3170)

Impôts et taxes : revenus du travail et du capital (p. 3169, 3170)

Marchés financiers (p. 3170, 3192)

Politique économique : croissance (p. 3170)

Politique économique : investissement (p. 3170)

TVA (p. 3170)

Discussion des articles [17 septembre 1997] (p. 3198)

Après l'article 3

Intervient sur l'amendement n° 36 de M. Laurent Dominati (abaissement du taux normal de la TVA de 20,6 à 20 %) (p. 3212)

Article 4 (statut patrimonial des ouvrages de transport d'électricité d'EDF)

Son intervention (p. 3214)

Soutient l'amendement n° 30 de M. Jean-Pierre Brard (préservation des droits des communes sur les réseaux de distribution publique) (p. 3215) : adopté après modification (p. 3217)

Projet de loi de finances n° 230 pour 1998

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [14 octobre 1997] (p. 3930, 3961) ; [15 octobre 1997] (p. 3991, 4023, 4053)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Louis Debré (p. 3956)

Son intervention (p. 3971)

Thèmes :

Emploi : politique de l'emploi (p. 3972)

Finances publiques : politique budgétaire (p. 3957)

Impôt de solidarité sur la fortune (p. 3972)

Impôt sur le revenu : déduction des investissements en parts de copropriété de navires neufs (p. 3971)

Impôt sur le revenu : réforme (p. 3971)

Impôt sur les sociétés : taux (p. 3972)

Impôts et taxes : avantages fiscaux (p. 3956, 3957, 3971)

Impôts et taxes : avoir fiscal (p. 3971)

Impôts et taxes : crédit d'impôt-emploi (p. 3972)

Impôts et taxes : fraude fiscale (p. 3972)

Impôts et taxes : investissements outre-mer (p. 3971)

Impôts et taxes : justice sociale (p. 3971)

Impôts et taxes : politique fiscale (p. 3971, 3972)

Impôts et taxes : revenus du travail et du capital (p. 3971)

TVA : taux (p. 3972)

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [15 octobre 1997] (p. 4062) ; [16 octobre 1997] (p. 4089, 4121, 4157) ; [17 octobre 1997] (p. 4191, 4218, 4268)

Article 2 (barème de l'impôt sur le revenu)

Son intervention (p. 4065)

Soutient l'amendement n° 102 de M. Jean-Pierre Brard (suppression de l'actualisation du plafonnement du quotient familial) (p. 4071) : rejeté (p. 4071)

Soutient l'amendement n° 101 de M. Jean-Pierre Brard (abaissement des plafonds du quotient familial) (p. 4071) : rejeté (p. 4074)

Son amendement n° 297 (relèvement de 3 000 à 8 000 F du plafond de la demi-part supplémentaire de quotient familial dont bénéficient les contribuables célibataires, divorcés ou veufs ayant élevé un ou plusieurs enfants) : retiré (p. 4091)

Après l'article 2

Son amendement n° 106 rectifié (possibilité d'imposition commune pour les couples vivant en concubinage) (p. 4105) : rejeté (p. 4110)

Soutient l'amendement n° 104 de M. Daniel Feurtet (imposition de la dernière année d'activité normale des salariés ayant perdu leur emploi et des artisans et commerçants ayant dû cesser leur activité, sur la base de leurs nouveaux revenus) (p. 4112) : rejeté (p. 4114)

Après l'article 6

Soutient l'amendement n° 69 de la commission (exemption d'impôts directs des activités financées par la parafiscalité) (p. 4172) : adopté (p. 4173)

Article 8 (suppression du régime fiscal des quirats de navires)

Intervient sur l'amendement n° 454 de M. Daniel Paul (aménagement du régime fiscal) (p. 4184)

Après l'article 10

Son amendement n° 338 soutenu par M. Jean-Pierre Brard (déductibilité des pensions alimentaires versées entre collatéraux) : rejeté (p. 4231)

Après l'article 11

Son amendement n° 118 soutenu par M. Daniel Feurtet (réduction de deux points du taux de la TVA applicable aux ventes de véhicules automobiles) : rejeté (p. 4246)

Après l'article 17

Son amendement n° 108 soutenu par M. Jean-Pierre Brard (relèvement du taux du prélèvement libérateur) (p. 4302) : rejeté (p. 4303)

Après l'article 18

Son amendement n° 113 corrigé soutenu par M. Patrice Carvalho (suppression de la contribution annuelle sur les logements sociaux à usage locatif) (p. 4305) : rejeté (p. 4306)

Son amendement n° 112 soutenu par M. Jean-Pierre Brard (abrogation des dispositions relatives au régime d'intégration fiscale applicable aux groupes de sociétés) : rejeté (p. 4310)

Son amendement n° 114 deuxième correction soutenu par M. Jean-Pierre Brard (exonération de la taxe sur les salaires pour les organismes et les associations de tourisme social et familial à but non lucratif) : rejeté (p. 4313)

Son amendement n° 115 corrigé soutenu par M. Jean-Pierre Brard (relèvement du seuil d'exonération de la taxe sur les salaires applicable aux associations) : rejeté (p. 4313)

Son amendement n° 141 soutenu par M. Daniel Feurtet (institution d'une taxe sur les opérations d'achat et de vente de devises et versement d'un dépôt de garantie pour les prêts de toute nature accordés à des non-résidents) : rejeté (p. 4315)

Son amendement n° 133 soutenu par M. Jean-Pierre Brard (application du droit commun à la taxe professionnelle due par les établissements de la Poste et de France Télécom) (p. 4316) : rejeté (p. 4317)

Son amendement n° 134 rectifié soutenu par M. Jean-Pierre Brard (relèvement, pour les impositions établies au titre des années 1998 à 2000, des taux du plafonnement de la taxe professionnelle en fonction de la valeur ajoutée) : retiré (p. 4317)

Son amendement n° 295 soutenu par M. Jean-Pierre Brard (dégrèvement d'office de la taxe d'habitation en faveur des personnes non imposables) : retiré (p. 4324)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ECONOMIE, FINANCES ET INDUSTRIE

I - CHARGES COMMUNES - II - SERVICES FINANCIERS - MONNAIES ET MÉDAILLES (BUDGET ANNEXE) - COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR - TAXES PARAFISCALES - COMMERCE EXTÉRIEUR

Examens du fascicule [17 novembre 1997] (p. 5917, 5944)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 5926)

Thèmes avant la procédure des questions :

Agriculture : Association nationale pour le développement agricole (ANDA) (p. 5927)

Environnement : Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) (p. 5927)

Impôts locaux : impôt sur les spectacles, jeux et divertissements (p. 5927)

Industrie : centres techniques industriels (p. 5927, 5928)

Taxes parafiscales (p. 5926, 5927)

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS

Discussion des articles [17 novembre 1997] (p. 5966, 6007) ; [18 novembre 1997] (p. 6032, 6079, 6116) ; [19 novembre 1997] (p. 6153)

Article 49 (institution d'un crédit d'impôt à raison des dépenses d'entretien de l'habitation principale)

Son amendement n° 185 (relèvement des plafonds de dépenses ouvrant droit au crédit d'impôt) (p. 5974) : rejeté (p. 5976)

Après l'article 49

Son amendement n° 189 (pérennisation du plafond de 30 000 francs applicable aux déductions supplémentaires dont bénéficient certaines professions pour l'imposition des revenus en 1997) (p. 5979) : rejeté (p. 5981)

Son amendement n° 190 (pérennisation du plafond de 24 000 francs applicable à l'abattement de 10 % sur les pensions et retraites pour l'imposition de 1997) (p. 5981) : rejeté (p. 5982)

Intervient sur l'amendement n° 140 de la commission (soumission des concubins à une imposition commune) (p. 5988)

Intervient sur l'amendement n° 126 de M. Yves Bur (soumission des concubins à une imposition commune) (p. 5988)

Après l'article 50

Intervient sur l'amendement n° 43 de la commission (abaissement du seuil d'imposition des plus-values sur cessions de valeurs mobilières) (p. 5999)

Après l'article 61

Son amendement n° 196 (relèvement du plafond du compte pour le développement industriel [CODEVI]) (p. 6048) : rejeté (p. 6049)

Soutient l'amendement n° 195 de M. Christian Paul (création d'un livret d'épargne automobile) (p. 6049) : rejeté (p. 6050)

Son amendement n° 202 (information des maires sur le traitement des calamités agricoles) (p. 6050) : rejeté (p. 6051)

Son amendement n° 186 soutenu par M. Patrick Malavielle (réduction de 3,4 % du taux du plafonnement de la taxe d'habitation par rapport au revenu) (p. 6094) : rejeté (p. 6095)

Son amendement n° 299 (exonération d'impôts directs des activités financées par la parafiscalité) (p. 6110) : adopté (p. 6111)

Intervient sur l'amendement n° 335 de M. Gérard Bapt (prorogation du délai de suspension des poursuites engagées à l'encontre des rapatriés réinstallés dans une profession non salariée) (p. 6113)

Son sous-amendement n° 337 (application de la mesure aux enfants de harkis) à l'amendement n° 207 de M. Gérard Bapt (suspension des poursuites engagées à l'encontre des harkis et assimilés au titre de leur situation d'endettement) (p. 6113) : adopté (p. 6114)

Soutient l'amendement n° 205 de M. Jean-Pierre Brard (fixation des coefficients de majoration des valeurs locatives servant de base aux impôts directs locaux en 1998) (p. 6117) : rejeté (p. 6121)

*Seconde délibération**Article 27 et état B (mesures nouvelles : dépenses ordinaires des services civils)*

Intervient sur les amendements n°s I à 22 du Gouvernement (majoration des crédits) (p. 6128)

Article 28 et état C (mesures nouvelles : dépenses en capital des services civils)

Intervient sur les amendements n°s 23, 24 et 26 à 37 du Gouvernement (majoration des autorisations de programme et des crédits de paiement) (p. 6128)

Article 30 (mesures nouvelles : dépenses en capital des services militaires)

Intervient sur l'amendement n° 25 du Gouvernement (majoration des autorisations de programme et des crédits de paiement) (p. 6128)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [17 décembre 1997] (p. 8024) ; [18 décembre 1997] (p. 8101)

Article 2 (barème de l'impôt sur le revenu)

Son amendement n° 10 (maintien de l'abattement de 10 % sur les pensions et retraites) (p. 8026) : rejeté (p. 8027)

Article 8 (suppression du régime fiscal des quirats de navires)

Son intervention (p. 8032)

Article 8 bis (maintien des déductions supplémentaires pour frais professionnels)

Son intervention (p. 8038)

Après l'article 11

Soutient l'amendement n° 115 de M. Jean-Pierre Brard (application du taux réduit de la TVA aux prestations de collecte, de transport et de traitement des déchets ménagers) (p. 8044) : rejeté (p. 8044)

Son amendement n° 6 (application du taux réduit de la TVA sur la fourniture de gaz et d'électricité) : rejeté (p. 8044)

Après l'article 18 sedecies

Son amendement n° 11 (relèvement du plancher de rémunérations retenu pour l'exigibilité de la taxe sur les salaires) : rejeté (p. 8108)

Projet de loi n° 303 de financement de la sécurité sociale pour 1998

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [28 octobre 1997] (p. 4832, 4853, 4890) ; [29 octobre 1997] (p. 4923, 4963, 4995) ; [30 octobre 1997] (p. 5028) ; [31 octobre 1997] (p. 5159)

Après l'article 14

Intervient sur l'amendement n° 281 de M. Thierry Mariani (taxation des machines à sous) (p. 4983)

Intervient sur l'amendement n° 282 de M. Thierry Mariani (taxation des machines à sous) (p. 4983)

Projet de loi de finances rectificative n° 447 pour 1997

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 décembre 1997] (p. 6835, 6881)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. François Bayrou (p. 6851)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Louis Debré (p. 6858)

Son intervention (p. 6862)

Thèmes :

Assurances : Assurances générales de France (AGF) (p. 6863)

Assurances : Groupe des assurances nationales (GAN) (p. 6863)

Banques et établissements financiers (p. 6863)

Défense : ventes d'armes : construction navale (p. 6862)

Finances publiques : déficit budgétaire (p. 6862)

Finances publiques : dépenses (p. 6862)

Finances publiques : dette publique (p. 6862)

Finances publiques : emprunts (p. 6862)

Finances publiques : politique budgétaire (p. 6858)

Impôt de solidarité sur la fortune (p. 6851)

Impôts et taxes : réforme fiscale (p. 6862, 6863)

Impôts et taxes : taxe sur les salaires (p. 6862)

Logement : Caisse de garantie du logement social (CGLS) (p. 6862)

Politique économique : conjoncture (p. 6862)

Politique économique : croissance (p. 6862, 6863)

Politique économique : généralités (p. 6851, 6852)

Politiques communautaires : monnaie unique (p. 6862, 6863)

Transports routiers : transporteurs : taxe professionnelle (p. 6862)

Discussion des articles [3 décembre 1997] (p. 6889, 6931)

Article 4 (prélèvement sur le fonds de garantie de la Caisse de garantie du logement social [CGLS])

Soutient l'amendement n° 51 de M. Jean-Pierre Brard (de suppression) (p. 6893) : rejeté (p. 6896)

Soutient l'amendement n° 52 de M. Jean-Pierre Brard (prélèvement ramené à 1000 millions de francs) (p. 6896) : rejeté (p. 6897)

Après l'article 6

Soutient l'amendement n° 30 de M. Roger Meï (exonération de la taxe intérieure sur les produits pétroliers en faveur des producteurs d'alumine) (p. 6899) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 6900)

Article 32 (engagement financier de l'Etat dans le plan de restructuration du GAN)

Son intervention (p. 6935)

Article 33 (octroi de la garantie de l'Etat aux missions confiées à Natexis SA)

Son intervention (p. 6948)

Vote pour le groupe communiste (p. 6863)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [18 décembre 1997] (p. 8082)

Après l'article 28

Intervient sur l'amendement n° 21 corrigé de M. Augustin Bonrepaux (accroissement des compensations apportées aux collectivités locales ayant subi des pertes de bases de taxe professionnelle) (p. 8098)

Intervient sur le sous-amendement oral du Gouvernement (compensation au plus égale à 90% de la perte de bases) à l'amendement n° 21 corrigé de M. Augustin Bonrepaux (p. 8099)

Ses explications de vote (p. 8100)

Vote pour le groupe communiste (p. 8100)

Projet de loi n° 727 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [31 mars 1998] (p. 2250, 2280)

Son intervention (p. 2265)

Thèmes :

Banques et établissements financiers : politique bancaire (p. 2267)

Banques et établissements financiers : secteur public (p. 2267)

Emploi : politique de l'emploi (p. 2267)

Entreprises : financement (p. 2267)

Entreprises : formalités administratives (p. 2266)

Finances publiques : dette publique : déficit budgétaire (p. 2267)

Finances publiques : emprunts (p. 2266, 2267)

Finances publiques : politique budgétaire (p. 2266)

Impôts et taxes : réforme fiscale (p. 2267)

Marchés financiers : actions : rachat (p. 2266)

Marchés financiers : généralités (p. 2266)

Politique économique : croissance (p. 2266, 2267)

Politique économique : généralités (p. 2266, 2267)

Politique économique : politique monétaire (p. 2266)

Politique sociale : généralités (p. 2267)

Secteur public (p. 2266)

Travail : réduction du temps de travail (p. 2267)

TVA : taux (p. 2267)

Union européenne : Banque centrale européenne (BCE) (p. 2266)

Union européenne : euro (p. 2266)

Discussion des articles [31 mars 1998] (p. 2288) ; [1er avril 1998] (p. 2331, 2373) ; [2 avril 1998] (p. 2404, 2449)

Article 5 (simplification de la gestion des emplois occasionnels)

Son intervention (p. 2296)

Article 12 (dispositions relatives à la tenue de la comptabilité en euros)

Son intervention (p. 2338)

Article 15 (émission d'instruments financiers indexés sur le niveau général des prix)

Son intervention (p. 2343)

Intervient sur l'amendement n° 24 de M. Philippe Auberger (de suppression) (p. 2346)

Article 30 (rachat par une société de ses propres actions)

Soutient l'amendement n° 117 de M. Jean-Pierre Brard (assujettissement à l'impôt au titre des revenus distribués, des sommes versées aux actionnaires dans le cadre du rachat de leurs actions) (p. 2363) : rejeté (p. 2364)

Article 35 (schéma directeur de desserte gazière)

Son amendement n° 32 (de suppression) (p. 2379) : rejeté (p. 2380)

Son amendement n° 33 (mise en œuvre par Gaz de France d'un plan de desserte en gaz) (p. 2380) : rejeté (p. 2381)

Intervient sur l'amendement n° 56 de la commission (extension au secteur de la distribution du dispositif en vigueur en matière de transport de gaz naturel depuis la loi du 2 août 1949) (p. 2386)

Article 37 (régime des actifs de la société nationale des poudres et explosifs)

Son amendement n° 124 (de suppression) : rejeté (p. 2394)

Après l'article 47

Son amendement n° 126 soutenu par M. Jean-Pierre Brard (réparation des préjudices de carrière subis par

suite d'événements de guerre par certains fonctionnaires d'Afrique du Nord intégrés, reclassés ou réaffectés dans les cadres de la fonction publique métropolitaine) (p. 2478) : retiré (p. 2479)

Son amendement n° 127 soutenu par M. Jean-Pierre Brard (création d'un livret d'épargne populaire automobile) (p. 2482) : rejeté (p. 2483)

Son amendement n° 128 soutenu par M. Jean-Pierre Brard (obligation pour les compagnies pétrolières de répercuter la baisse du prix du pétrole brut sur le prix des carburants) (p. 2483) : rejeté (p. 2484)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [20 mai 1998] (p. 4145, 4213)

Après l'article 47

Son amendement n° 72 soutenu par M. Daniel Feurtet (majoration de 10 % du dernier tiers provisionnel de 1998 pour les contribuables assujettis aux deux dernières tranches de l'impôt sur le revenu) : retiré (p. 4191)

Catherine TASCA

*Yvelines (1^{ère} circonscription)
Socialiste*

Élue le 1^{er} juin 1997

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9390)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9423)

Présidente de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 18 juin 1997] (p. 9560)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'inscription d'office des personnes âgées de dix-huit ans sur les listes électorales [J.O. du 16 octobre 1997] (p. 15040)

Membre de droit (présidente de la commission des lois) de l'office parlementaire d'évaluation de la législation [J.O. du 17 octobre 1997] (p. 15124)

Présidente de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'inscription d'office des personnes âgées de dix-huit ans sur les listes électorales [J.O. du 17 octobre 1997] (p. 15124)

Première vice-présidente de l'office parlementaire d'évaluation de la législation [J.O. du 30 octobre 1997] (p. 15798)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la nationalité [J.O. du 23 janvier 1998] (p. 1111)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative

au fonctionnement des conseils régionaux [J.O. du 29 janvier 1998] (p. 1432)

Vice-présidente de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la nationalité [J.O. du 5 février 1998] (p. 1887)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'entrée et au séjour des étrangers en France et au droit d'asile [J.O. du 6 février 1998] (p. 1951)

Rapporteuse de la proposition de résolution tendant à modifier les articles 50, 103, 104, 106, 107, 126 et 127 du Règlement de l'Assemblée nationale (n° 674) [25 février 1998]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la prévention et à la répression des infractions sexuelles ainsi qu'à la protection des mineurs [J.O. du 10 avril 1998] (p. 5626)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la responsabilité du fait des produits défectueux [J.O. du 24 avril 1998] (p. 6337)

Présidente de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la responsabilité du fait des produits défectueux [J.O. du 29 avril 1998] (p. 6551)

Vice-présidente de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la prévention et à la répression des infractions sexuelles ainsi qu'à la protection des mineurs [J.O. du 16 mai 1998] (p. 7507)

Rapporteuse du projet de loi constitutionnelle relatif à la Nouvelle-Calédonie (n° 937) [27 mai 1998]

Rapporteuse du projet de loi constitutionnelle relatif à l'égalité entre les femmes et les hommes (n° 985) [25 juin 1998]

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'inscription d'office des personnes âgées de dix-huit ans sur les listes électorales [16 octobre 1997] (n° 333)

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de résolution (n° 674), tendant à modifier les articles 50, 103, 104, 106, 107, 126 et 127 du Règlement de l'Assemblée nationale [4 mars 1998] (n° 756)

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi constitutionnelle (n° 937) relatif à la Nouvelle-Calédonie [9 juin 1998] (n° 972)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Justice. Fonctionnement. Réforme [29 octobre 1997] (p. 4957)

Justice. Fonctionnement. Réforme [4 mars 1998] (p. 1924)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Intervient sur le rappel au règlement de M. Jean-Luc Warsmann : justifie l'utilisation de l'article 44, alinéa 2 de la Constitution, et condamne la misogynie de certains députés de l'opposition [11 décembre 1997] (p. 7327, 7328)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Jean-Louis Debré : estime qu'il n'y a pas lieu de réunir la commission [11 décembre 1997] (p. 7330)

DÉBATS

Projet de loi n° 202 relatif à la prévention et à la répression des infractions sexuelles ainsi qu'à la protection des mineurs

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [30 septembre 1997] (p. 3535) ; [1er octobre 1997] (p. 3564, 3618)

Article 6 (articles L. 355-32 à L. 355-36 nouveaux du code pénal : mise en œuvre du suivi socio-judiciaire)

Article L. 355-33 du code de la santé publique : communication des expertises au médecin traitant - justification du suivi du traitement

Intervient sur l'amendement n° 21 de la commission (accès au dossier judiciaire pour le médecin traitant) (p. 3571)

Intervient sur l'amendement n° 145 corrigé du Gouvernement (communication des pièces du dossier au médecin traitant) (p. 3571)

Avant l'article 7

Intervient sur l'amendement n° 127 de M. Charles de Courson (application des peines incompressibles pour les crimes contre les mineurs de plus de 15 ans) (p. 3576)

Projet de loi n° 231 relatif à l'inscription d'office des personnes âgées de dix-huit ans sur les listes électorales

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [8 octobre 1997] (p. 3791)

Article 3 (entrée en vigueur de la loi)

Intervient sur l'amendement n° 4 de la commission (de suppression) (p. 3800)

Proposition de loi n° 216 portant réforme du mode de vote des budgets régionaux

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [9 octobre 1997] (p. 3831)

Article 3 (article L. 4133-1 du code général des collectivités locales : déclaration politique des candidats à la fonction de président de conseil régional)

Intervient sur l'amendement n° 9 de M. François Loos (serment du président du conseil régional devant l'assemblée régionale) (p. 3836)

Proposition de loi n° 412 permettant à l'enfant orphelin, à la suite du décès de ses parents, de participer au conseil de famille

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [20 novembre 1997] (p. 6185)

Son intervention en qualité de présidente de la commission des lois (p. 6186)

Thèmes :

Assemblée nationale : Parlement des enfants (p. 6186)

Droit civil : code civil : adoption (p. 6187)

Enfants : droits de l'enfant (p. 6187)

Enfants : mauvais traitements (p. 6187)

Enfants : orphelins (p. 6186)

Projet de loi n° 328 relatif à la nationalité et modifiant le code civil

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [26 novembre 1997] (p. 6401, 6431) ; [27 novembre 1997] (p. 6471, 6507)

Intervient sur la motion de renvoi en commission de M. François Bayrou (p. 6528)

Thèmes :

Etat : Nation (p. 6528)

Nationalité : acquisition (p. 6528)

Nationalité : acquisition à raison de la naissance et de la résidence en France (p. 6529)

Discussion des articles [28 novembre 1997] (p. 6539, 6570, 6607)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 46 de M. Thierry Mariani (allongement de la période de vie commune permettant l'acquisition de la nationalité française par mariage) (p. 6545)

Intervient sur l'amendement n° 45 de M. Thierry Mariani (allongement de la période de vie commune permettant l'acquisition de la nationalité française par mariage) (p. 6545)

Intervient sur l'amendement n° 44 de M. Thierry Mariani (allongement de la période de vie commune permettant l'acquisition de la nationalité française par mariage) (p. 6545)

Intervient sur l'amendement n° 586 de Mme Nicole Catala (allongement de la période de vie commune permettant l'acquisition de la nationalité française par mariage) (p. 6545)

Intervient sur l'amendement n° 15 de la commission (raccourcissement de la période de vie commune permettant l'acquisition de la nationalité française par mariage) (p. 6545)

Intervient sur l'amendement n° 524 de M. André Gerin (raccourcissement de la période de vie commune permettant l'acquisition de la nationalité française par le mariage) (p. 6545)

Intervient sur l'amendement n° 587 de Mme Nicole Catala (institution d'une condition de résidence pour l'acquisition de la nationalité française par mariage) (p. 6549)

Article 1er (article 21-7 du code civil : acquisition de la nationalité française à raison de la naissance et de la résidence en France)

Son intervention (p. 6562)

Projet de loi n° 327 relatif à l'entrée et au séjour des étrangers en France et au droit d'asile

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 décembre 1997] (p. 6961, 7005, 7039)

Intervient sur l'exception d'irrecevabilité de M. Jean-Louis Debré (p. 6995)

Son intervention en qualité de présidente de la commission des lois (p. 7077)

Thèmes :

Etrangers : immigration (p. 6995)

Etrangers : immigration : chômage (p. 7077)

Etrangers : immigration : pauvreté (p. 7077)

Etrangers : intégration (p. 7077)

Etrangers : statistiques (p. 7077)

Politique extérieure : coopération culturelle (p. 7077)

Discussion des articles [9 décembre 1997] (p. 7179, 7203) ; [10 décembre 1997] (p. 7239, 7273, 7297) ; [11 décembre 1997] (p. 7321, 7339, 7380) ; [12 décembre 1997] (p. 7413, 7453, 7504) ; [14 décembre 1997] (p. 7603, 7633, 7663) ; [15 décembre 1997] (p. 7698, 7736, 7770) ; [16 décembre 1997] (p. 7858, 7899)

Article 1er (article 5 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 : motivation des refus de visas et allègement des formalités aux frontières)

Intervient sur l'amendement n° 827 de M. François d'Aubert (substitution de la notion "d'ordre public" dans l'un des pays de l'espace Schengen à celle de "sûreté de l'Etat") (p. 7303)

Article 2 (article 5-3 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 : modification du régime du certificat d'hébergement)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Jean-Luc Warsmann (cf. supra) (p. 7327)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Jean-Louis Debré (cf. supra) (p. 7329)

Article 3 (article 12 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 : institution d'un titre de séjour "scientifique")

Intervient sur l'amendement n° 133 de M. Henri Cuq (de suppression) (p. 7372)

Intervient sur l'amendement n° 451 de M. Éric Doligé (de suppression) (p. 7372)

Intervient sur l'amendement n° 134 de M. Bernard Accoyer (évaluation annuelle de la qualité et de l'efficacité des recherches) (p. 7393)

Intervient sur l'amendement n° 452 de M. Henri Cuq (évaluation annuelle de la qualité et de l'efficacité des recherches) (p. 7394)

Après l'article 5

Soutient l'amendement n° 56 rectifié de la commission (institution d'une commission du titre de séjour dans chaque département) (p. 7491) : adopté au scrutin public après modification (p. 7501)

Soutient l'amendement n° 1262 de M. Jean-Marc Ayrault (institution d'une commission du titre de séjour dans chaque département) (p. 7492) : adopté au scrutin public après modification (p. 7501)

Article 10 (article 21 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 : aménagement du régime des infractions d'aide à l'entrée, à la circulation et au séjour d'étrangers en situation irrégulière)

Intervient sur l'amendement n° 551 de M. Thierry Mariani (suppression de la dépenalisation de l'aide au séjour irrégulier pour le conjoint ou le concubin) (p. 7587)

Intervient sur l'amendement n° 1463 de M. Claude Goasguen (suppression de la dépenalisation de l'aide au séjour irrégulier pour le conjoint ou le concubin) (p. 7587)

Intervient sur l'amendement n° 91 de M. Jacques Peyrat (suppression du deuxième alinéa du II de l'article 10 dépenalisant l'aide au séjour irrégulier par le conjoint ou le concubin notoire) (p. 7588)

Intervient sur l'amendement n° 1448 de M. Jean-Luc Warsmann (suppression du deuxième alinéa du II de l'article 10 dépenalisant l'aide au séjour irrégulier par le conjoint ou le concubin notoire) (p. 7588)

Intervient sur l'amendement n° 21 corrigé de M. Jacques Masdeu-Arus (limitation de la dépenalisation aux seuls ascendants et descendants) (p. 7591)

Intervient sur l'amendement n° 936 de M. François d'Aubert (limitation de la dépenalisation aux seuls ascendants et descendants) (p. 7591)

Intervient sur l'amendement n° 1464 de M. Claude Goasguen (limitation de la dépenalisation aux seuls ascendants et descendants) (p. 7591)

Article 17 (article 29 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 : régime du regroupement familial)

Intervient sur l'amendement n° 186 de M. Henri Cuq (maintien de la possibilité de refuser le regroupement familial si ses conditions ne sont plus réunies lors de la demande de titre de séjour) (p. 7679)

Intervient sur l'amendement n° 378 de M. Christian Estrosi (maintien de la possibilité de refuser le regroupement familial si ses conditions ne sont plus réunies lors de la demande de titre de séjour) (p. 7679)

Intervient sur l'amendement n° 614 de M. Thierry Mariani (maintien de la possibilité de refuser le regroupement familial si ses conditions ne sont plus réunies lors de la demande de titre de séjour) (p. 7679)

Intervient sur l'amendement n° 957 de M. Rudy Salles (maintien de la possibilité de refuser le regroupement familial si ses conditions ne sont plus réunies lors de la demande de titre de séjour) (p. 7679)

Intervient sur l'amendement n° 1128 de M. Pascal Clément (maintien de la possibilité de refuser le regroupement familial si ses conditions ne sont plus réunies lors de la demande de titre de séjour) (p. 7679)

Intervient sur l'amendement n° 1193 de M. François d'Aubert (maintien de la possibilité de refuser le

- regroupement familial si ses conditions ne sont plus réunies lors de la demande de titre de séjour) (p. 7679)
- Intervient sur l'amendement n° 1482 de M. Claude Goasguen (maintien de la possibilité de refuser le regroupement familial si ses conditions ne sont plus réunies lors de la demande de titre de séjour) (p. 7679)
- Intervient sur l'amendement n° 1631 de M. Jean-Luc Warsmann (maintien de la possibilité de refuser le regroupement familial si ses conditions ne sont plus réunies lors de la demande de titre de séjour) (p. 7679)
- Intervient sur l'amendement n° 1711 de M. Claude Goasguen (maintien de la possibilité de refuser le regroupement familial si ses conditions ne sont plus réunies lors de la demande de titre de séjour) (p. 7679)
- Article 19 (article 35 bis de l'ordonnance du 2 novembre 1945 : modification du régime de rétention administrative)*
- Intervient sur l'amendement n° 75 de la commission (présence du conseil lors de l'audition devant le juge) (p. 7743)
- Intervient sur l'amendement n° 1489 de M. Claude Goasguen (allongement de la durée de la rétention) (p. 7752)
- Article 24 (article 2 de la loi n° 52-893 du 25 juillet 1952 : extension du champ du statut de réfugié)*
- Intervient sur les amendements n°s 1135 à 1137 et 1139 de M. Pascal Clément (précision de la notion de liberté) (p. 7802)
- Intervient sur les amendements n°s 1214, 1216, 1217 de M. François d'Aubert (limitation de la notion de liberté) (p. 7803)
- Intervient sur les amendements n°s 846 et 847 de M. Henri Plagnol (persécution par un Etat ou une organisation révolutionnaire) (p. 7803)
- Intervient sur les amendements n°s 1133 et 1134 de M. Pascal Clément (persécution dans les pays marxistes) (p. 7803)
- Intervient sur l'amendement n° 1131 de M. Pascal Clément (définition de la notion de liberté par décret en Conseil d'Etat) (p. 7803)
- Intervient sur l'amendement n° 1138 de M. Pascal Clément (action en faveur de la démocratie) (p. 7804)
- Intervient sur l'amendement n° 849 de M. Henri Plagnol (action en faveur de la démocratie) (p. 7804)
- Intervient sur les amendements n°s 1039 et 1040 de M. Claude Goasguen (actions non contraires aux idéaux de la France) (p. 7804)
- Intervient sur les amendements n°s 850 à 853 de M. Henri Plagnol (actions non contraires aux idéaux de la France) (p. 7804)
- Intervient sur les amendements n°s 1212, 1213, 1215 et 1218 de M. François d'Aubert (actions non contraires aux idéaux de la France) (p. 7804)
- Intervient sur l'amendement n° 1132 de M. Pascal Clément (actions en faveur de l'égalité et de la fraternité) (p. 7805)
- Intervient sur l'amendement n° 856 de M. Henri Plagnol (nécessité de ne pas avoir milité au sein d'organisations hostiles à la France) (p. 7805)

Article 33 (article 131-30 du code pénal : catégories d'étrangers relevant de l'interdiction judiciaire du territoire)

Intervient sur l'amendement n° 659 de M. Thierry Mariani (limitation des cas de motivation d'une peine d'interdiction du territoire pour un étranger délinquant) (p. 7883)

Après l'article 33

Intervient sur l'amendement n° 1676 de M. André Gerin (suppression de l'article 78-2-I du code de procédure pénale aux termes duquel la police et la gendarmerie sont autorisées à entrer dans les locaux à usage professionnel sur réquisition du Procureur de la République afin de contrôler l'identité des salariés) (p. 7889)

Article 1er précédemment réservé (article 5 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 : motivation des refus de visas et allègement des formalités aux frontières)

Intervient sur l'amendement n° 789 de M. François d'Aubert (suppression du dernier alinéa du II de l'article 1er) (p. 7927)

Intervient sur les amendements n°s 818 et 808 de M. François d'Aubert (obligation de visa pour les titulaires d'un titre de séjour) (p. 7927)

Intervient sur l'amendement n° 1253 de M. Claude Goasguen (original du titre de séjour et document de voyage en cours de validité nécessaires pour la dispense de visa) (p. 7927)

Intervient sur l'amendement n° 812 de M. François d'Aubert (non application du II de l'article 1er aux ressortissants des pays sensibles ou à risques) (p. 7928)

Intervient sur l'amendement n° 815 de M. François d'Aubert (entrée en vigueur après concertation des Etats ayant ratifié la convention de Schengen) (p. 7928)

Après l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 782 précédemment réservé de M. François d'Aubert (instauration d'un fichier national des titulaires de visa en provenance des pays sensibles) (p. 7930)

Intervient sur l'amendement n° 781 précédemment réservé de M. François d'Aubert (instauration d'un fichier national des hébergeant signataires d'un certificat d'hébergement) (p. 7930)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 février 1998] (p. 1633, 1669)

Intervient sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Louis Debré (p. 1690)

Thèmes :

Assemblée nationale : motion de renvoi en commission (p. 1690)

Etrangers : conditions d'entrée et de séjour : Sénat (p. 1690)

Explications de vote et vote [3 mars 1998] (p. 1842)

Son intervention en qualité de présidente de la commission des lois (p. 1844)

Déclaration du Gouvernement n° 636 présentée par Mme Elisabeth Guigou, Garde des sceaux, ministre de la justice, sur la réforme de la justice ; débat sur cette déclaration

[15 janvier 1998] (p. 325)

Son intervention (p. 343)

Thèmes :

Droit civil : pacte civil de solidarité (PACS) (p. 344)

Droit pénal : code pénal (p. 344)

Droit pénal : détention provisoire (p. 345)

Droit pénal : garde à vue (p. 345)

Droit pénal : peine de mort (p. 344)

Droit pénal : présomption d'innocence (p. 344, 345)

Droit pénal : procédure pénale (p. 345)

Famille : divorce (p. 344)

Justice : carte judiciaire (p. 345)

Justice : Conseil supérieur de la magistrature (p. 345)

Justice : contentieux (p. 345)

Justice : juge d'instruction (p. 345)

Justice : magistrats (p. 345)

Justice : parquet (p. 345)

Justice : réforme (p. 343, 344)

Justice : tribunaux de commerce (p. 344)

Proposition de résolution n° 674 tendant à modifier les articles 50, 103, 104, 106, 107, 126 et 127 du Règlement de l'Assemblée nationale

Rapporteuse de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

Avant la discussion des articles [25 mars 1998] (p. 2116)

Son intervention (p. 2116)

Thèmes :

Assemblée nationale : commissions (p. 2118)

Assemblée nationale : ordre du jour : Gouvernement (p. 2118)

Assemblée nationale : procédure d'examen simplifiée (p. 2117, 2118)

Assemblée nationale : propositions de loi (p. 2117, 2118)

Assemblée nationale : questions au Gouvernement (p. 2118)

Assemblée nationale : séances (p. 2116 à 2118)

Constitution : révision (p. 2116)

Parlement : Sénat (p. 2118)

Discussion des articles [25 mars 1998] (p. 2125)

Avant l'article 1er

Son amendement n° 1 (prolongation sur l'ordre du jour complémentaire de la séance mensuelle réservée à l'ordre du jour d'initiative parlementaire) (p. 2125) : adopté (p. 2126)

Article 1er (jours et horaires de séances)

Son amendement n° 2 (possibilité de fixer au vendredi la séance mensuelle réservée par priorité à un ordre du jour fixé par l'Assemblée) (p. 2126) : adopté (p. 2127)

Article 2 (la procédure d'examen simplifiée)

Son amendement n° 3 (rédactionnel) : adopté (p. 2128)

Titre

Son amendement n° 4 (proposition de résolution modifiant le Règlement de l'Assemblée nationale) : adopté (p. 2128)

Proposition de loi n° 577 tendant à limiter la détention provisoire

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [3 avril 1998] (p. 2529)

Article 3 (surveillance électronique)

Intervient sur l'amendement n° 14 de M. André Gerin (de suppression) (p. 2533)

Intervient sur l'amendement n° 19 du Gouvernement (de suppression) (p. 2533)

Projet de loi n° 828 limitant le cumul des mandats électoraux et fonctions électives

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [28 mai 1998] (p. 4441)

Article 3 (article L. 2122-4 du code général des collectivités territoriales - incompatibilités applicables aux fonctions de maire et aux membres de l'organe délibérant des établissements publics de coopération intercommunale)

Intervient sur l'amendement n° 11 de M. Georges Tron (de suppression) (p. 4450)

Intervient sur l'amendement n° 74 de M. Jacques Myard (de suppression) (p. 4450)

Projet de loi constitutionnelle n° 835 relatif au Conseil supérieur de la magistrature

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [2 juin 1998] (4585)

Son intervention en qualité de présidente de la commission des lois (p. 4592)

Thèmes :

Assemblée nationale : commissions (p. 4592)

Justice : Conseil supérieur de la magistrature (p. 4593)

Justice : Conseil supérieur de la magistrature : Constitution (p. 4592, 4593)

Justice : indépendance (p. 4592)

Justice : parquet (p. 4592)

Projet de loi constitutionnelle n° 937 relatif à la Nouvelle-Calédonie

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 juin 1998] (p. 4953)

Son intervention (p. 4956)

Thèmes :

Constitution : révision : projet de loi (p. 4958, 4959)
 DOM-TOM : institutions (p. 4956)
 Elections et référendums : référendums (p. 4957, 4958)
 Politique économique (p. 4957, 4958)
 TOM et collectivités territoriales d'outre-mer :
 Accord de Nouméa (p. 4957 à 4959)
 TOM et collectivités territoriales d'outre-mer :
 Accords de Matignon (p. 4957)
 TOM et collectivités territoriales d'outre-mer :
 Nouvelle-Calédonie : institutions (p. 4957)

Discussion des articles [11 juin 1998] (p. 4978)

Ses interventions dans la discussion des amendements et sous-amendements (p. 4979 à 4983)

Article 1er (loi constitutionnelle ayant pour objet d'assurer l'évolution de la Nouvelle-Calédonie selon les orientations définies par l'accord de Nouméa)

Soutient l'amendement n° 5 de la commission (rétablissement du titre XIII de la Constitution libellé "Dispositions transitoires relatives à la Nouvelle-Calédonie") (p. 4980) : adopté (p. 4980)

Article 2 (organisation du référendum local)

Soutient l'amendement n° 6 de la commission (rétablissement d'un article 76 dans le titre XIII de la Constitution) (p. 4981) : adopté (p. 4981)

Soutient l'amendement n° 7 de la commission (rédactionnel) (p. 4981) : adopté (p. 4981)

Soutient l'amendement n° 8 de la commission (de conséquence) (p. 4981) : adopté (p. 4981)

Article 3 (loi organique)

Soutient l'amendement n° 9 de la commission (rétablissement d'un article 77 dans le titre XIII de la Constitution) (p. 4982) : adopté (p. 4982)

Soutient l'amendement n° 10 de la commission (de conséquence) (p. 4982) : adopté (p. 4982)

Soutient l'amendement n° 11 de la commission (référence à l'accord de Nouméa) (p. 4982) : adopté (p. 4982)

Soutient l'amendement n° 14 de la commission (rédactionnel) (p. 4983) : adopté (p. 4983)

Soutient l'amendement n° 12 de la commission (de conséquence) (p. 4983) : adopté (p. 4983)

Projet de loi n° 975 relatif au mode d'élection des conseillers régionaux et des conseillers à l'Assemblée de Corse et au fonctionnement des conseils régionaux

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [23 juin 1998] (p. 5305) ; [24 juin 1998] (p. 5334, 5362)

Article 4 (article L. 346 du code électoral : obligation d'effectuer une déclaration de candidature)

Intervient sur l'amendement n° 25 de la commission (parité entre candidats des deux sexes) (p. 5342)

Après l'article 22

Intervient sur l'amendement n° 36 de la commission (caractère public des séances de la commission permanente) (p. 5374)

Intervient sur l'amendement n° 45 de M. Christian Paul (caractère public des séances de la commission permanente) (p. 5374)

Projet de loi n° 956 relatif à l'accès au droit et à la résolution amiable des conflits

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [29 juin 1998] (p. 5449)

Son intervention en qualité de présidente de la commission des lois (p. 5454)

Thèmes :

Droits de l'homme et libertés publiques : égalité (p. 5455)

Justice : réforme (p. 5454, 5455)

Christiane TAUBIRA

*Guyane (1^{ère} circonscription)
 Apparentée au groupe socialiste*

Élue le 1^{er} juin 1997

S'apparente au groupe socialiste [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9391)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9423)

Rapporteuse du projet de loi autorisant la ratification du protocole sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi des mines, pièges et autres dispositifs tel qu'il a été modifié le 3 mai 1996 (protocole II, tel qu'il a été modifié le 3 mai 1996), annexé à la convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination (n° 29) [3 juillet 1997]

Membre titulaire du fonds pour l'emploi dans les départements d'outre-mer et la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon [J.O. du 22 octobre 1997] (p. 15394)

Membre titulaire du comité directeur du fonds d'investissement des départements d'outre-mer (FIDOM) [J.O. du 7 novembre 1997] (p. 16219)

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne [J.O. du 2 avril 1998] (p. 5130)

Cesse d'appartenir à la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne [J.O. du 7 avril 1998] (p. 5444)

Rapporteuse du projet de loi autorisant la ratification de la convention sur l'interdiction de l'emploi, du stockage, de la production et du transfert des mines antipersonnel et sur leur destruction (n° 964) [27 mai 1998]

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur les projets de loi, adoptés par le Sénat :

- n° 29 autorisant la ratification du protocole sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi des mines, pièges et autres dispositifs tel qu'il a été modifié le 3 mai 1996 (protocole II, tel qu'il a été modifié le 3 mai 1996), annexé à la convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination ;
- n° 964 autorisant la ratification de la convention sur l'interdiction de l'emploi, du stockage, de la production et du transfert des mines antipersonnel et sur leur destruction [18 juin 1998] (n° 990)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

DOM. Guyane : enseignement. Politique de l'éducation [22 octobre 1997] (p. 4482)

DÉBATS

Projet de loi n° 200 relatif au développement d'activités pour l'emploi des jeunes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 septembre 1997] (p. 2917, 2943, 2981)

Son intervention (p. 2981)

Thème :

Emploi : jeunes : création d'emplois (p. 2981)

Discussion des articles [15 septembre 1997] (p. 2995) ; [16 septembre 1997] (p. 3050, 3092) ; [17 septembre 1997] (p. 3121)

Article 1er (aide à la création d'activités d'utilité sociale pour l'emploi des jeunes)

Article L. 322-4-18 du code du travail (conventions relatives à la création d'activités d'utilité sociale)

Son amendement n° 70 (pérennisation des emplois en Guyane) : retiré (p. 3072)

Projet de loi de finances n° 230 pour 1998

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [15 octobre 1997] (p. 4062) ; [16 octobre 1997] (p. 4089, 4121, 4157) ; [17 octobre 1997] (p. 4191, 4218, 4268)

Article 14 (aménagement du régime d'aide fiscale à l'investissement outre-mer)

Son intervention (p. 4283)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

OUTRE-MER

Examen du fascicule [31 octobre 1997] (p. 5123)

Son intervention (p. 5141)

Thèmes avant la procédure des questions :

DOM : Guyane (p. 5142)

DOM-TOM : généralités (p. 5142)

Union européenne (p. 5142)

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COOPÉRATION

II - COOPÉRATION

Examen du fascicule [5 novembre 1997] (p. 5449)

Son intervention (p. 5460)

Thèmes avant la procédure des questions :

Etrangers : immigration (p. 5461)

Politique extérieure : aide au développement (p. 5460)

Politiques communautaires : conventions de Lomé (p. 5460)

EDUCATION NATIONALE, RECHERCHE ET TECHNOLOGIE

I - ENSEIGNEMENT SCOLAIRE

Examen du fascicule [13 novembre 1997] (p. 5751, 5775)

Son intervention (p. 5766)

Thème avant la procédure des questions :

Enseignement : politique de l'éducation : Guyane (p. 5766)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [17 décembre 1997] (p. 8024) ; [18 décembre 1997] (p. 8101)

Article 14 (aménagement du régime d'aide fiscale à l'investissement outre-mer)

Son intervention (p. 8051)

Projet de loi n° 327 relatif à l'entrée et au séjour des étrangers en France et au droit d'asile

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [9 décembre 1997] (p. 7179, 7203) ; [10 décembre 1997] (p. 7239, 7273, 7297) ; [11 décembre 1997] (p. 7321, 7339, 7380) ; [12 décembre 1997] (p. 7413, 7453, 7504) ; [14 décembre 1997] (p. 7603, 7633, 7663) ; [15 décembre 1997] (p. 7698, 7736, 7770) ; [16 décembre 1997] (p. 7858, 7899)

Article 1er (article 5 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 : motivation des refus de visas et allègement des formalités aux frontières)

Son intervention (p. 7229)

Projet de loi n° 428 portant habilitation du Gouvernement à prendre, par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et à l'adaptation du droit applicable outre-mer

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 décembre 1997] (p. 8159)

Son intervention (p. 8167)

Thèmes :

DOM : Guyane : domaine privé (p. 8168)

DOM : Guyane : enseignement supérieur (p. 8168)
 DOM : Guyane : état civil (p. 8168)
 Droits de l'homme et libertés publiques : esclavage (p. 8168)
 Ordonnances (p. 8167)
 Sécurité sociale (p. 8168)

Discussion des articles [18 décembre 1997] (p. 8174)

Article 1er (domaines d'intervention de l'habilitation et consultation des assemblées locales)

Son amendement n° 18 (extension de l'habilitation au remboursement des médicaments prévenant et traitant le paludisme) : adopté (p. 8176)

Son sous-amendement n° 17 (extension de l'habilitation aux personnes dépourvues d'état civil en Guyane) à l'amendement n° 6 de la commission (référence à l'état civil en Guyane et à Mayotte) (p. 8176) : adopté (p. 8177)

Son amendement n° 15 (cession gratuite en Guyane de terres du domaine privé de l'État aux agriculteurs installés et aux personnes physiques qui en font la demande) : adopté (p. 8177)

Son sous-amendement n° 16 rectifié (consultation des conseils régionaux) à l'amendement n° 9 de la commission (référence à l'article 74 de la Constitution pour la consultation des territoires d'outre-mer sur les projets d'ordonnance) : adopté (p. 8178)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [25 février 1998] (p. 1626)

Son intervention (p. 1629)

Thèmes :

DOM : Guyane : domaine privé (p. 1630)
 DOM : Guyane : état civil (p. 1629)
 Lois : application (p. 1629, 1630)
 Ordonnances (p. 1629)
 Parlement : Sénat (p. 1629)

Proposition de loi n° 561 tendant à l'élimination des mines antipersonnel

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [24 avril 1998] (p. 3037)

Son intervention (p. 3048)

Thèmes :

Armes : mines anti-personnel (p. 3048, 3049)
 Organisations internationales : organisations non gouvernementales (ONG) (p. 3048)
 Pays étrangers : Cambodge (p. 3048)

Projet de loi n° 780 d'orientation relatif à la lutte contre les exclusions

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 mai 1998] (p. 3392, 3415) ; [6 mai 1998] (p. 3466, 3495)

Son intervention (p. 3480)

Thèmes :

DOM-TOM (p. 3481)

Politique sociale : exclusion (p. 3480)

Discussion des articles [6 mai 1998] (p. 3515) ; [7 mai 1998] (p. 3533, 3562) ; [12 mai 1998] (p. 3649, 3684) ; [13 mai 1998] (p. 3741, 3776) ; [14 mai 1998] (p. 3815, 3872) ; [18 mai 1998] (p. 3931, 3975) ; [19 mai 1998] (p. 4076, 4102) ; [20 mai 1998] (p. 4205)

Article 1er (affirmation du caractère prioritaire de la lutte contre les exclusions)

Son intervention (p. 3523)

Projet de loi constitutionnelle n° 937 relatif à la Nouvelle-Calédonie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 juin 1998] (p. 4953)

Son intervention (p. 4973)

Thèmes :

DOM-TOM : généralités (p. 4974)

Etat : Gouvernement (p. 4973)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Nouvelle-Calédonie : généralités (p. 4973, 4974)

Discussion des articles [11 juin 1998] (p. 4978)

Article 1er (loi constitutionnelle ayant pour objet d'assurer l'évolution de la Nouvelle-Calédonie selon les orientations définies par l'accord de Nouméa)

Intervient sur l'amendement n° 4 de M. Lionnel Luca (de suppression) (p. 4980)

Projet de loi n° 29 autorisant la ratification du protocole sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi des mines, pièges et autres dispositifs tel qu'il a été modifié le 3 mai 1996 (protocole II, tel qu'il a été modifié le 3 mai 1996), annexé à la convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination

Rapporteure de la commission des affaires étrangères

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [25 juin 1998] (p. 5390)

Son intervention (p. 5390)

Thèmes :

Armes : mines anti-personnel (p. 5391)

Pays étrangers : Etats-Unis (p. 5391)

Politique extérieure : coopération militaire : déminage (p. 5391)

Politiques communautaires : conventions de Lomé (p. 5392)

Traités et conventions (p. 5391)

Union européenne (p. 5391)

Yves TAVERNIER

*Essonne (3^{ème} circonscription)
Socialiste*

Élu le 1^{er} juin 1997

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9390)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9423)

Vice-président de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 18 juin 1997] (p. 9560)

Membre titulaire du comité de gestion (dessertes aériennes) du Fonds d'intervention pour les aéroports et le transport aérien [J.O. du 23 juillet 1997] (p. 11056)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant mesures urgentes à caractère fiscal et financier [J.O. du 7 octobre 1997] (p. 14540)

Membre titulaire de la commission du suivi du memorandum d'accord signé le 26 novembre 1996 entre la France et la fédération de Russie [J.O. du 6 novembre 1997] (p. 16151)

Rapporteur de la proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'utilisation des fonds publics en Corse (n° 219) [9 décembre 1997]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances 1998 [J.O. du 11 décembre 1997] (p. 17915)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant le statut de la banque de France en vue de sa participation au système européen de banques centrales [J.O. du 24 avril 1998] (p. 6337)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier [J.O. du 12 mai 1998] (p. 7132)

Chargé d'une mission temporaire auprès de M. le Ministre de l'économie, des finances et de l'industrie et de M. le Ministre des affaires étrangères [J.O. du 14 juin 1998] (p. 9068)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur la proposition de résolution (n° 219 rectifié) de M. Roger Franzoni tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'utilisation des fonds publics en Corse [11 février 1998] (n° 695)

Rapport d'information déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan, en application de l'article 145 du Règlement sur la

situation économique et financière de la Nouvelle-Calédonie [25 juin 1998] (n° 1026)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer. Nouvelle-Calédonie : Etat. Gouvernement, accord [22 avril 1998] (p. 2902)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 116, posée le 13 janvier 1998. Communes. Comptabilité (J.O. Questions p. 243). Appelée le 20 janvier 1998. Nomenclature M 14, application (p. 400)

n° 165, posée le 3 février 1998. Justice. Tribunal (J.O. Questions p. 1023). Appelée le 10 février 1998. Fonctionnement, effectifs de magistrats, Essonne (p. 1351)

DÉBATS**Projet de loi de finances n° 230 pour 1998****DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COOPÉRATION****I - AFFAIRES ÉTRANGÈRES****Examen du fascicule [5 novembre 1997] (p. 5395)**

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 5395)

Thèmes avant la procédure des questions :

Audiovisuel et communication (p. 5397)

Corps diplomatique et consulaire (p. 5396)

Etat civil (p. 5396)

Langue française : enseignement du français à l'étranger (p. 5396, 5397)

Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) (p. 5396)

Politique extérieure : aide humanitaire (p. 5396)

Politique extérieure : coopération (p. 5395, 5396)

Politique extérieure : coopération culturelle (p. 5396)

Politique extérieure : coopération militaire (p. 5396)

Vote des crédits et articles rattachés [5 novembre 1997] (p. 5448)**Etat B, titre IV**

Intervient sur l'amendement n° 90 de M. Jacques Myard (augmentation des crédits afin de promouvoir la coopération culturelle et audiovisuelle) (p. 5449)

Proposition de résolution n° 219 tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'utilisation des fonds publics en Corse

Rapporteur de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Avant la discussion de l'article unique [3 mars 1998] (p. 1849)

Son intervention (p. 1849)

Thèmes :

Agriculture : aides (p. 1850)
Assemblée nationale : commissions d'enquête (p. 1850, 1851)
Assemblée nationale : missions d'information (p. 1850)
Etat (p. 1849 à 1851)
Finances publiques : fonds publics (p. 1850)
Impôts et taxes : fraude fiscale (p. 1850, 1851)
Ordre public : terrorisme : attentats (p. 1850, 1851)
Régions : Corse (p. 1849 à 1851)
Secteur public : services publics (p. 1850, 1851)

Discussion de l'article unique [3 mars 1998] (p. 1861)

Intervient sur l'amendement n° 1 de M. Roger Franzoni (relèvement de 25 à 30 du nombre des membres de la commission d'enquête) (p. 1861)

Projet de loi constitutionnelle n° 937 relatif à la Nouvelle-Calédonie**PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [11 juin 1998] (p. 4953)**

Son intervention (p. 4975)

Thèmes :

Agriculture : politique foncière (p. 4975)
Etat (p. 4975)
Politique économique (p. 4975)
TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Accord de Nouméa (p. 4975)
TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Accords de Matignon (p. 4975)

Guy TEISSIER

*Bouches-du-Rhône (6^{ème} circonscription)
Union pour la démocratie française
puis Démocratie libérale et indépendants
Secrétaire de l'Assemblée nationale*

Élu le 1^{er} juin 1997

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9391)

S'inscrit au groupe Démocratie libérale et indépendants [J.O. du 26 mai 1998] (p. 8020)

Cesse d'appartenir au groupe de l'Union pour la Démocratie française [J.O. du 26 mai 1998] (p. 8020)

NOMINATIONS

Secrétaire de l'Assemblée nationale [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9421)

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9423)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme du service national [J.O. du 9 octobre 1997] (p. 14689)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 346 permettant aux personnes retraitées de déduire de leur revenu imposable les cotisations d'assurance maladie complémentaire [21 octobre 1997]

Proposition de loi n° 347 suspendant provisoirement ou définitivement la prise en compte de l'enfant mineur délinquant dans le calcul des prestations familiales [21 octobre 1997]

Proposition de loi n° 407 tendant à réduire le taux de TVA en restauration à 5,5% [4 novembre 1997]

Proposition de loi n° 408 permettant la prise en compte des années d'études supérieures dans la durée de cotisation retenue pour le calcul du montant de la pension de retraite [4 novembre 1997]

Proposition de loi constitutionnelle n° 724 visant à interdire l'usage de l'article 49-3 pour l'adoption de la loi de finances [25 février 1998]

Proposition de loi n° 1089 portant organisation générale de la réserve militaire [22 septembre 1998]

Proposition de loi n° 1093 tendant à accorder la retraite anticipée aux anciens combattants d'Afrique du Nord, chômeurs en fin de droit justifiant de quarante années de cotisations [22 septembre 1998]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Perspectives [2 décembre 1997] (p. 6745)

Système pénitentiaire. Personnel. Revendications [4 mars 1998] (p. 1921)

Politique extérieure. Turquie. Génocide arménien, reconnaissance [21 avril 1998] (p. 2820)

Jeunes. Délinquance. Lutte et prévention [9 juin 1998] (p. 4804)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 47, posée le 25 novembre 1997. Environnement. Protection (J.O. Questions p. 6287). Appelée le 2 décembre 1997. Groupe d'intérêt public, création, massif des Calanques (p. 6728)

DÉBATS**Projet de loi n° 199 portant réforme du service national****PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [18 septembre 1997] (p. 3231, 3266)**

Son intervention (p. 3249)

Thèmes :

Défense : armée : professionnalisation (p. 3249, 3251)

Défense : loi de programmation militaire (p. 3249)

Défense : rendez-vous citoyen (p. 3249)

Défense : service national : généralités (p. 3249 à 3251)

Enseignement : programmes : défense (p. 3250)

Discussion des articles [18 septembre 1997] (p. 3279, 3308) ; [22 septembre 1997] (p. 3341, 3386)

Article 1er (création d'un livre premier du code du service national)

Article L. 114-1 du code du service national : enseignement des principes de la défense par l'Education nationale

Son amendement n° 153 (enseignement de la défense) (p. 3318) : rejeté (p. 3321)

Intervient sur l'amendement n° 34 de M. Pierre Lellouche (enseignement par des militaires d'active ou de réserve) (p. 3324)

Article L. 114-2 du code du service national : obligation de répondre à l'appel de préparation à la défense

Son amendement n° 154 (niveaux scolaires concernés par l'enseignement des principes de défense) : rejeté (p. 3328)

Soutient l'amendement n° 18 de M. Arthur Paecht (dénomination de l'appel de préparation à la défense) (p. 3329) : rejeté (p. 3329)

Après l'article L. 114-3 du code du service national

Intervient sur l'amendement n° 69 de M. René Galy-Dejean (bilan de santé des jeunes appelés) (p. 3349)

Article L. 114-4 du code du service national : date de l'appel de la préparation à la défense

Son amendement n° 156 (comité d'organisation de la journée d'appel) (p. 3350) : rejeté (p. 3351)

Soutient l'amendement n° 20 de M. Arthur Paecht (choix de la date de la journée d'appel) (p. 3351) : rejeté (p. 3351)

Article L. 114-5 du code du service national : régularisation de situation administrative entre dix-huit et vingt-cinq ans

Son amendement n° 157 (cas des jeunes Français résidant à l'étranger) (p. 3352) : rejeté (p. 3353)

Article L. 114-6 du code du service national : sanctions

Son amendement n° 158 (cas des binationaux) (p. 3353) : rejeté (p. 3354)

Article L. 114-7 du code du service national : cas des Français résidant à l'étranger

Son amendement n° 159 (création d'un comité armée-Nation chargé de suivre la mise en place de l'enseignement de la défense) : rejeté (p. 3355)

Soutient l'amendement n° 22 de M. Arthur Paecht (jeunes gens immatriculés "régulièrement" auprès des autorités consulaires) (p. 3356) : rejeté (p. 3356)

Son amendement n° 292 (respect et renégociation des conventions bilatérales) (p. 3356) : retiré (p. 3357)

Article L. 114-8 du code du service national : omission des listes de recensement

Son amendement n° 160 (création d'un comité armée-Nation dont le bilan sera examiné au Parlement) : devenu sans objet (p. 3357)

Article L. 114-9 du code du service national : responsabilité de l'Etat en cas de dommages corporels

Son amendement n° 161 (de suppression) : retiré (p. 3357)

Article L. 114-10 du code du service national : préparation militaire

Son amendement n° 162 (de suppression) : retiré (p. 3361)

Article L. 114-11 du code du service national : dispositions transitoires

Son amendement n° 163 (de suppression) : adopté (p. 3365)

Article L. 114-12 du code du service national : modalités d'application

Intervient sur le sous-amendement n° 252 de M. René Galy-Dejean (durée du volontariat : une année renouvelable une fois) à l'amendement n° 128 rectifié de la commission (codification du volontariat militaire) (p. 3369)

Article 4 (réforme du code du service national)

Son sous-amendement n° 310 (engagement à suivre une préparation militaire et engagement dans la réserve) à l'amendement n° 306 rectifié du Gouvernement (report pour les jeunes gens titulaires d'un contrat de travail de droit privé accordé par la commission régionale définie à l'article L. 32) (p. 3387) : rejeté (p. 3391)

Projet de loi n° 512 d'orientation et d'incitation relatif à la réduction du temps de travail

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [29 janvier 1998] (p. 747, 785) ; [3 février 1998] (p. 935, 971) ; [4 février 1998] (p. 1039, 1068) ; [5 février 1998] (p. 1110, 1150, 1199) ; [6 février 1998] (p. 1270)

Article 1er (réduction à trente-cinq heures de la durée légale hebdomadaire du travail effectif des salariés)

Son amendement n° 34 soutenu par M. Renaud Muselier (de suppression) (p. 804) : rejeté au scrutin public (p. 817)

Son amendement n° 38 (réduction facultative du temps de travail) (p. 937) : rejeté (p. 941)

Son amendement n° 39 (réduction de la durée du travail à 35 heures hebdomadaires à compter du 1er janvier 2002) (p. 937) : rejeté (p. 941)

Son amendement n° 40 soutenu par M. François Goulard (succursales des entreprises) : vote réservé (p. 979)

Article 2 (incitation pour les partenaires sociaux à négocier sur la réduction du temps de travail avant l'application de la nouvelle durée légale)

Son amendement n° 43 soutenu par M. François Goulard (rédactionnel) : rejeté (p. 1069)

Son amendement n° 45 soutenu par M. François Goulard (rédactionnel) : rejeté (p. 1076)

Article 3 (aide à la réduction du temps de travail)

Son amendement n° 46 (entreprises de transport public) : rejeté (p. 1118)

Article 1er précédemment réservé (réduction à 35 heures de la durée légale hebdomadaire du travail effectif des salariés)

Son amendement n° 40 (de précision) : rejeté (p. 1311)

Projet de loi n° 815 relatif aux polices municipales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 avril 1998] (p. 3103, 3149)

Son intervention (p. 3160)

Thèmes :

Droit pénal : délinquance et criminalité (p. 3160)

Droits de l'homme et libertés publiques : déclaration des droits de l'homme et du citoyen : sécurité publique (p. 3160)

Police : police municipale : armes (p. 3161)

Police : police municipale : contrôle de légalité (p. 3161)

Police : police municipale : formation professionnelle (p. 3161)

Police : police municipale : règlement (p. 3161)

Proposition de loi n° 895 relative à la reconnaissance du génocide arménien de 1915

PREMIÈRE LECTURE

Discussion de l'article unique [29 mai 1998] (p. 4506)

Après l'article unique

Son amendement n° 5 soutenu par M. François Rochebloine (journée de commémoration et d'information chaque 24 avril) : rejeté (p. 4511)

Son amendement n° 7 soutenu par M. François Rochebloine (renforcement des peines prévues par la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse pour ceux qui contestent le génocide) (p. 4511) : rejeté (p. 4512)

Son amendement n° 6 soutenu par M. François Rochebloine (complément à la loi du 29 juillet 1881 permettant aux associations de se porter partie civile) : rejeté (p. 4512)

Proposition de loi n° 638 relative aux dates d'ouverture anticipée et de clôture de la chasse aux oiseaux migrateurs

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [18 juin 1998] (p. 5111) ; [19 juin 1998] (p. 5183)

Son intervention (p. 5143)

Thèmes :

Politiques communautaires : droit communautaire (p. 5144)

Union européenne : Cour de justice (p. 5143)

Pascal TERRASSE

*Ardèche (1^{ère} circonscription)
Socialiste*

Élu le 1^{er} juin 1997

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9390)

NOMINATIONS

Secrétaire d'âge de l'Assemblée nationale [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9387)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9422)

Membre de la mission d'information commune sur la situation et les perspectives de l'industrie automobile en France et en Europe [J.O. du 12 juillet 1997] (p. 10608)

Membre titulaire du comité national d'évaluation des dispositifs expérimentaux d'aide aux personnes âgées [J.O. du 7 novembre 1997] (p. 16219)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 1998 [J.O. du 20 novembre 1997] (p. 16819)

Membre de la mission d'information commune sur les perspectives économiques et sociales de l'aménagement de l'axe européen Rhin-Rhône [J.O. du 26 mars 1998] (p. 4569)

Membre de la commission d'enquête sur Superphénix et la filière des réacteurs à neutrons rapides [J.O. du 11 avril 1998] (p. 5678)

Cesse d'appartenir à la commission d'enquête sur Superphénix et la filière des réacteurs à neutrons rapides [J.O. du 24 juin 1998] (p. 9600)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Jeunes. Politique à l'égard des jeunes. Perspectives [2 décembre 1997] (p. 6748)

Santé. Politique de la santé. Etats généraux, organisation [26 mai 1998] (p. 4278)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 193, posée le 24 février 1998. Sécurité sociale. Equilibre financier (J.O. Questions p. 1606). Appelée le 24 février 1998. Taxe de 8 % à la charge des employeurs, contribution des comités d'entreprise (p. 1553)

n° 354, posée le 12 mai 1998. Enseignement supérieur. Institut universitaire de formation des maîtres (IUFM) (J.O. Questions p. 3725). Appelée le 19 mai 1998. Entretien des écoles annexes (p. 4049)

DÉBATS**Projet de loi de finances n° 230 pour 1998***DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES***AGRICULTURE ET PÊCHE, BAPSA**

Examen du fascicule [23 octobre 1997] (p. 4535)

Procédure des questions :

Agriculture : primes (p. 4580)

Aménagement du territoire : Fonds de gestion de l'espace rural (FGER) (p. 4580)

Projet de loi n° 303 de financement de la sécurité sociale pour 1998

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [27 octobre 1997] (p. 4705, 4731, 4773) ; [28 octobre 1997] (p. 4811)
Son intervention (p. 4777)

Thèmes :

- Personnes âgées : allocation dépendance (p. 4778)
- Personnes âgées : établissements d'accueil (p. 4778)
- Retraites : généralités : système par capitalisation (p. 4778)
- Retraites : régime général : caisse nationale d'assurance vieillesse (CNAV) (p. 4777)
- Retraites : régimes autonomes et spéciaux (p. 4777)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 novembre 1997] (p. 6255, 6293)
Son intervention (p. 6281)

Thèmes :

- Famille : politique familiale (p. 6281)
- Retraites : régimes autonomes et spéciaux (p. 6282)

Discussion des articles [25 novembre 1997] (p. 6302)

Article 10 (augmentation du taux de la taxe sur les contributions patronales au financement des garanties complémentaires de prévoyance)

Soutient l'amendement n° 16 de la commission (rétablissement de l'augmentation du taux de la taxe de prévoyance) (p. 6355) : adopté (p. 6355)

Article 11 (neutralisation de la seconde répartition de la contribution sociale de solidarité des sociétés pour 1997 et affectation à la CNAMTS et à la CNAVTS des ressources supplémentaires ainsi dégagées pour 1998)

Soutient l'amendement n° 17 de la commission (de rétablissement du texte adopté en première lecture) (p. 6356) : adopté (p. 6356)

Article 13 (intégration financière de la CAMVIC dans le régime général)

Soutient l'amendement n° 19 de la commission (de suppression partielle) (p. 6360) : adopté (p. 6361)

Article 14 (suppression du régime spécial de l'ancienne Chambre de commerce et d'industrie de Roubaix)

Soutient l'amendement n° 21 de la commission (suppression de l'obligation faite au Gouvernement de présenter un rapport) (p. 6361) : adopté (p. 6361)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la mise aux voix du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [2 décembre 1997] (p. 6783)
Son intervention (p. 6796)

Thèmes :

- Famille : politique familiale (p. 6796)
- Retraites : régimes autonomes et spéciaux (p. 6797)

Proposition de résolution n° 700 tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'arrêt de Superphénix

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [9 avril 1998] (p. 2769)
Son intervention (p. 2775)

Thèmes :

- Déchets, pollutions et nuisances : déchets radioactifs (p. 2775)
- Energie et carburants : énergie nucléaire (p. 2775)

Projet de loi n° 727 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [20 mai 1998] (p. 4145, 4213)

Après l'article 65

Intervient sur l'amendement n° 103 du Gouvernement (report de la réforme de la tarification applicable aux établissements accueillant des personnes âgées dépendantes) (p. 4237)

Gérard TERRIER

*Moselle (1^{ère} circonscription)
Socialiste*

Élu le 1^{er} juin 1997

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9390)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9422)

Membre titulaire de la commission supérieure du service public des postes et télécommunications [J.O. du 19 septembre 1997] (p. 13658)

Rapporteur de la proposition de loi relative au régime local d'assurance maladie d'Alsace-Moselle (n° 377) [8 janvier 1998]

Rapporteur de la proposition de loi relative au régime local d'assurance maladie des départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle (n° 382) [8 janvier 1998]

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur les propositions de loi :

- (n° 382) adoptée par le Sénat, relative au régime local d'assurance maladie des départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle,
- (n° 377) de M. Armand Jung, relative au régime local d'assurance maladie d'Alsace-Moselle [15 janvier 1998] (n° 634)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Etablissements de santé. Etablissements publics.
Maîtrise des dépenses de santé, conséquences,
personnel [25 juin 1997] (p. 2909)

DÉBATS

Projet de loi n° 303 de financement de la sécurité sociale pour 1998

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [27 octobre 1997]
(p. 4705, 4731, 4773) ; [28 octobre 1997] (p. 4811)
Son intervention (p. 4760)

Thèmes :

Prestations familiales : allocation de garde d'enfant à domicile (p. 4761)
Prestations familiales : allocation de rentrée scolaire (p. 4761)
Prestations familiales : conditions de ressources (p. 4761)
Sécurité sociale : caisses (p. 4760)
Sécurité sociale : contribution sociale généralisée (CSG) (p. 4760)
Sécurité sociale : financement (p. 4760)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 novembre 1997]
(p. 6255, 6293)
Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. François Bayrou (p. 6267)

Thème :

Famille : politique familiale (p. 6267)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la mise aux voix du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [2 décembre 1997] (p. 6783)
Son intervention (p. 6788)

Thème :

Famille : politique familiale (p. 6789)

Proposition de loi n° 382 relative au régime local d'assurance maladie des départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle

Rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [21 janvier 1998]
(p. 493)
Son intervention (p. 494)

Thèmes :

Sécurité sociale : régime local d'Alsace-Lorraine (p. 495, 496)
Sécurité sociale : régimes de base (p. 496)

Discussion des articles [21 janvier 1998] (p. 496)

Article 1er (article L. 181-1 du code de la sécurité sociale : définition des règles applicables au régime local d'Alsace-Moselle)

Soutient l'amendement n° 1 de la commission (rédactionnel) (p. 496) : adopté (p. 496)

Article 2 (article L. 242-7-1 nouveau du code de la sécurité sociale : tarification des risques d'accidents du travail et maladies professionnelles par le régime local)

Soutient l'amendement n° 2 de la commission (harmonisation progressive des dispositions relatives à la tarification des accidents du travail) (p. 496) : adopté (p. 497)

Article 3 (article L. 242-13 du code de la sécurité sociale : cotisations d'assurance maladie du régime local)

Soutient l'amendement n° 3 de la commission (cotisations d'assurance maladie du régime local et conditions d'exonération de la CSG) (p. 498) : adopté (p. 498)

Article 4 (règles constitutives du régime local d'assurance maladie)

Soutient l'amendement n° 4 de la commission (rédaction de l'article L. 325-1 du code de la sécurité sociale : salariés bénéficiaires du régime local) (p. 499) : adopté (p. 499)

Soutient l'amendement n° 5 de la commission (bénéfice du régime local étendu aux agents non titulaires de la Poste et de France Télécom) (p. 499) : adopté (p. 499)

Soutient l'amendement n° 6 de la commission (rédactionnel) (p. 499) : adopté (p. 499)

Soutient l'amendement n° 7 de la commission (couverture par le régime local des titulaires d'un revenu de remplacement) (p. 500) : adopté (p. 500)

Soutient l'amendement n° 8 de la commission (ayants droit pouvant bénéficier du régime local) (p. 500) : adopté (p. 500)

Soutient l'amendement n° 9 de la commission (date d'application de la loi) (p. 500) : adopté (p. 501)

Intervient sur l'amendement n° 18 de M. Germain Gengenwin (date d'application de la loi) (p. 501)

Soutient l'amendement n° 11 rectifié de la commission (égalité de traitement entre les retraités du régime spécifique d'assurance vieillesse et ceux du régime général) (p. 501) : adopté (p. 501)

Soutient l'amendement n° 10 de la commission (durée d'affiliation de cinq ans pour les retraités bénéficiaires du régime local d'assurance maladie) (p. 501) : adopté (p. 501)

Soutient l'amendement n° 12 de la commission (même durée de cinq ans pour les nouveaux retraités) (p. 502) : adopté (p. 502)

Soutient l'amendement n° 13 de la commission (de conséquence) (p. 502) : adopté (p. 502)

Soutient l'amendement n° 16 de la commission (de conséquence) (p. 502) : adopté (p. 502)

Après l'article 4

Soutient l'amendement n° 17 de la commission (bénéfice du régime local étendu aux salariés agricoles) (p. 503) : adopté (p. 503)

Projet de loi n° 512 d'orientation et d'incitation relatif à la réduction du temps de travail

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [27 janvier 1998] (p. 572, 615); [28 janvier 1998] (p. 667, 703); [29 janvier 1998] (p. 747)
Son intervention (p. 714)

Thèmes :

Entreprises : Conseil national du patronat français (CNPFP) (p. 714)

Travail : annualisation du temps de travail (p. 714)

Proposition de loi n° 218 portant généralisation du chèque-vacances et modifiant l'ordonnance n° 82-283 du 26 mars 1982

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 mai 1998] (p. 3907)
Son intervention (p. 3910)

Thèmes :

Travail : chèques vacances (p. 3910)

Travail : chèques vacances : comités d'entreprise (p. 3910)

Travail : chèques vacances : petites et moyennes entreprises (p. 3910)

Michel TERROT

*Rhône (12^{ème} circonscription)
Rassemblement pour la République*

Élu le 1^{er} juin 1997

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9391)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9423)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 840 visant à renforcer la sécurité juridique des propriétaires de véhicules automobiles [21 avril 1998]

Proposition de loi n° 949 visant à renforcer les pouvoirs du maire dans la lutte contre les squatters [2 juin 1998]

Proposition de loi n° 950 visant à accorder aux conseillers municipaux la qualité d'officier de police judiciaire [2 juin 1998]

Proposition de loi n° 1008 visant à renforcer les pouvoirs du maire en matière d'attribution de logements [24 juin 1998]

Proposition de loi n° 1009 relative aux conditions d'attribution de l'allocation aux adultes handicapés [24 juin 1998]

Proposition de loi n° 1010 instituant des allocations familiales à points [24 juin 1998]

Proposition de loi n° 1011 relative aux passages pour piétons non protégés par des feux tricolores [24 juin 1998]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi n° 913 autorisant la ratification du protocole au Traité de l'Atlantique Nord sur l'accession de la République de Hongrie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [10 juin 1998] (p. 4891)

Son intervention (p. 4899)

Thèmes :

Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) (p. 4900)

Organisations internationales : Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) (p. 4899, 4900)

Pays étrangers : Etats-Unis (p. 4900)

Pays étrangers : Russie (p. 4899, 4900)

Politique extérieure : coopération militaire (p. 4899)

Politique extérieure : relations Est-Ouest (p. 4899)

Politiques communautaires : politique extérieure et de sécurité commune (PESC) (p. 4900)

André THIEN AH KOON

*La Réunion (3^{ème} circonscription)
Non-inscrit*

Élu le 25 mai 1997

N'appartient à aucun groupe [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9391)

NOMINATION

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9423)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

DOM. La Réunion : emploi. Chômage, jeunes [25 juin 1997] (p. 2909)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Déplore la faible durée impartie à l'examen du budget de l'outre-mer [31 octobre 1997] (p. 5139)

DÉBATS

Projet de loi n° 200 relatif au développement d'activités pour l'emploi des jeunes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 septembre 1997] (p. 2917, 2943, 2981)

Son intervention (p. 2953)

Thème :

DOM : La Réunion (p. 2953)

Projet de loi de finances n° 230 pour 1998**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET
DISPOSITIONS SPÉCIALES**

OUTRE-MER

Examen du fascicule [31 octobre 1997] (p. 5123)

Son intervention (p. 5137)

Son rappel au règlement (cf. supra) [31 octobre 1997]
(p. 5139)*Thèmes avant la procédure des questions :*

DOM : La Réunion (p. 5137)

Emploi (p. 5138)

Impôts et taxes : avantages fiscaux : DOM-TOM
(p. 5138)**Jean-Claude THOMAS***Marne (3^{ème} circonscription)
Rassemblement pour la République*Élu le 1^{er} juin 1997S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la
République [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9391)**NOMINATION**Membre de la commission de la production et des
échanges [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9423)**Jean TIBERI***Paris (2^{ème} circonscription)
Rassemblement pour la République*Élu le 1^{er} juin 1997S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la
République [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9391)**NOMINATION**Membre de la commission des lois constitutionnelles,
de la législation et de l'administration générale de la
République [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9423)**INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE***DÉBATS***Projet de loi organique n° 223 relatif à l'exercice par
les citoyens de l'Union européenne résidant en
France, autres que les ressortissants français, du
droit de vote et d'éligibilité aux élections
municipales, et portant transposition de la directive
94/80/CE du 19 décembre 1994****PREMIÈRE LECTURE****Discussion des articles [8 octobre 1998] (p. 3752)***Article 2 (conditions générales d'éligibilité)**Article LO 228-1 du code électoral*Intervient sur l'amendement n° 3 de la commission
(suppression de l'interdiction pour les élus
ressortissants de l'Union européenne de siéger au
Conseil de Paris réuni en qualité de Conseil général)
(p. 3757)**Marisol TOURAINNE***Indre-et-Loire (3^{ème} circonscription)
Socialiste*Élue le 1^{er} juin 1997S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 13 juin 1997]
(p. 9390)**NOMINATIONS**Membre de la commission de la défense nationale et
des forces armées [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9423)Secrétaire de la commission de la défense nationale et
des forces armées [J.O. du 18 juin 1997] (p. 9560)Cesse d'appartenir à la commission de la défense
nationale et des forces armées [J.O. du 2 juillet 1997]
(p. 10059)Membre de la commission des affaires culturelles,
familiales et sociales [J.O. du 2 juillet 1997]
(p. 10060)Membre titulaire de la commission des comptes de la
sécurité sociale [J.O. du 2 octobre 1997] (p. 14317)Membre suppléante de la commission mixte paritaire
chargée de proposer un texte sur les dispositions
restant en discussion du projet de loi relatif à l'entrée
et au séjour des étrangers en France et au droit d'asile
[J.O. du 6 février 1998] (p. 1951)**INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE***DÉBATS***Projet de loi n° 327 relatif à l'entrée et au séjour des
étrangers en France et au droit d'asile****PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [4 décembre 1997]
(p. 6961, 7005, 7039)**

Son intervention (p. 7056)

Thèmes :

Étrangers : cartes de séjour (p. 7057)

Étrangers : immigration : histoire (p. 7056)

Étrangers : immigration clandestine (p. 7057)

Étrangers : intégration (p. 7058)

Étrangers : regroupement familial (p. 7058)

Étrangers : xénophobie (p. 7057)

Partis et mouvements politiques : extrême droite
(p. 7056)

Projet de loi n° 780 d'orientation relatif à la lutte contre les exclusions

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 mai 1998] (p. 3392, 3415) ; [6 mai 1998] (p. 3466, 3495)
Son intervention (p. 3490)

Thèmes :

Formation professionnelle : contrats : jeunes (p. 3490)
Politique sociale : exclusion (p. 3490)
Santé : accès aux soins (p. 3490)
Sécurité sociale (p. 3490)

Alain TOURRET

*Calvados (6^{ème} circonscription)
Radical, Citoyen et Vert*

Élu le 1^{er} juin 1997

S'inscrit au groupe Radical, Citoyen et Vert [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9391)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9423)

Juge titulaire de la Haute Cour de justice [J.O. du 26 juin 1997] (p. 9832)

Rapporteur de la proposition de loi tendant à limiter la détention provisoire (n° 577) [25 février 1998]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier [J.O. du 12 mai 1998] (p. 7137)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 480 visant à améliorer la protection des travailleurs et des populations exposées au risque amiante [26 novembre 1997]

Proposition de loi n° 577 tendant à limiter la détention provisoire [17 décembre 1997]

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi (n° 577) tendant à limiter la détention provisoire [1^{er} avril 1998] (n° 813)

Proposition de loi organique n° 939 tendant à modifier la représentation des professions libérales au sein du Conseil économique et social [28 mai 1998]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Transports routiers. Chauffeurs routiers. Grève [4 novembre 1997] (p. 5325)

Risques professionnels. Maladies professionnelles. Amiante, victimes, revendications [10 décembre 1997] (p. 7264)

Politique extérieure. Droits de l'homme. Peine de mort, abolition [3 février 1998] (p. 923)

Travail. Droit du travail. Conventions collectives, dénonciations [31 mars 1998] (p. 2237)

Politique extérieure. Asie. Essais nucléaires, attitude de la France [2 juin 1998] (p. 4584)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 234, posée le 24 mars 1998. Déchets, pollutions et nuisances. Installations classées (J.O. Questions p. 2097). Appelée le 31 mars 1998. Zones Seveso, réglementation (p. 2212)

n° 306, posée le 28 avril 1998. Etablissements de santé. Centres hospitaliers (J.O. Questions p. 3201). Appelée le 5 mai 1998. Financement, Vire (p. 3358)

n° 341, posée le 12 mai 1998. DOM. Réunion : justice (J.O. Questions p. 3722). Appelée le 19 mai 1998. Magistrats du parquet, devoir de réserve (p. 4035)

DÉBATS

Projet de loi constitutionnelle n° 835 relatif au Conseil supérieur de la magistrature

PREMIÈRE LECTURE

Explications de vote et vote [3 juin 1998] (p. 4635)

Ses explications de vote (p. 4635)

Projet de loi n° 200 relatif au développement d'activités pour l'emploi des jeunes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 septembre 1997] (p. 2917, 2943, 2981)

Son intervention (p. 2962)

Thèmes :

Collectivités territoriales (p. 2962)

Communes (p. 2962)

Formation professionnelle (p. 2962)

Projet de loi n° 202 relatif à la prévention et à la répression des infractions sexuelles ainsi qu'à la protection des mineurs

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 septembre 1997] (p. 3495, 3516)

Son intervention (p. 3525)

Thèmes :

Droit pénal : agressions sexuelles : mineurs (p. 3525)

Droit pénal : bizutage (p. 3525)

Projet de loi organique n° 223 relatif à l'exercice par les citoyens de l'Union européenne résidant en France, autres que les ressortissants français, du droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales, et portant transposition de la directive 94/80/CE du 19 décembre 1994

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [8 octobre 1998] (p. 3752)

Article 1er (exercice par les ressortissants communautaires du droit de vote aux élections municipales)

Article LO 227-3 du code électoral

Son amendement n° 8 (suppression de la mention de la nationalité sur les listes électorales) : adopté (p. 3754)

Article 5 (formalités exigées des ressortissants communautaires candidats dans les communes de 3 500 habitants et plus)

Article LO 265-1 du code électoral

Son amendement n° 9 (suppression de la mention de la nationalité sur les listes de candidats) : adopté (p. 3759)

Projet de loi n° 231 relatif à l'inscription d'office des personnes âgées de dix-huit ans sur les listes électorales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [8 octobre 1997] (p. 3762, 3780)

Son intervention (p. 3780)

Thèmes :

Elections et référendums : droit de vote : jeunes (p. 3781)

Elections et référendums : éligibilité : jeunes (p. 3781)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [21 octobre 1997] (p. 4373)

Son intervention (p. 4376)

Thèmes :

Elections et référendums : listes électorales (p. 4376)

Elections et référendums : listes électorales : délais (p. 4377)

Jeunes : politique à l'égard des jeunes (p. 4377)

Projet de loi de finances n° 230 pour 1998**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****LÉGION D'HONNEUR ET ORDRE DE LA LIBÉRATION****Examen du fascicule [21 octobre 1997] (p. 4402)**

Son intervention (p. 4403)

JUSTICE**Examen du fascicule [21 octobre 1997] (p. 4411)**

Son intervention (p. 4429)

Thèmes avant la procédure des questions :

Droit pénal : détention provisoire (p. 4430)

Justice : aide juridictionnelle (p. 4430)

Justice : carte judiciaire (p. 4430)

Justice : crédits (p. 4429)

Justice : magistrats (p. 4429)

CULTURE ET COMMUNICATION

II - CULTURE

Examen du fascicule [12 novembre 1997] (p. 5631)

Son intervention (p. 5641)

Thèmes avant la procédure des questions :

Aménagement du territoire (p. 5642)

Enseignement : illettrisme : culture (p. 5642)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [17 décembre 1997] (p. 8024) ; [18 décembre 1997] (p. 8101)

Article 14 (aménagement du régime d'aide fiscale à l'investissement outre-mer)

Soutient l'amendement n° 1 de M. Michel Crépeau (plafonnement de la déduction sur l'impôt sur le revenu) (p. 8054) : rejeté (p. 8054)

Soutient l'amendement n° 2 corrigé de M. Michel Crépeau (application du dispositif aux investissements réalisés dans la navigation de plaisance commerciale) (p. 8054) : rejeté (p. 8054)

Projet de loi n° 328 relatif à la nationalité et modifiant le code civil

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [26 novembre 1997] (p. 6401, 6431) ; [27 novembre 1997] (p. 6471, 6507)

Son intervention (p. 6475)

Thèmes :

Etrangers : intégration : capacité juridique (p. 6476)

Nationalité : acquisition à raison de la naissance et de la résidence en France (p. 6476)

Nationalité : acquisition par déclaration de nationalité : autorité parentale (p. 6476)

Nationalité : droit du sol (p. 6475)

Nationalité : information (p. 6475)

Ses explications de vote (p. 6702)

Projet de loi n° 327 relatif à l'entrée et au séjour des étrangers en France et au droit d'asile

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 décembre 1997] (p. 6961, 7005, 7039)

Son intervention (p. 7060)

Thèmes :

Etrangers : conditions d'entrée et de séjour : lois (p. 7060)

Etrangers : droit d'asile (p. 7060)

Etrangers : intégration (p. 7060)

Etrangers : rétention administrative (p. 7060)

Politiques communautaires : immigration (p. 7060)

Proposition de loi n° 599 portant diverses mesures urgentes relatives à la sécurité et à la promotion d'activités sportives

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [22 janvier 1998] (p. 511)

Son intervention (p. 514)

Thèmes :

Droit pénal : délinquance et criminalité : stades (p. 515, 516)

Sports : coupe du monde de football (p. 515)

Sports : stades : sécurité publique (p. 516)

Projet de loi n° 727 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [31 mars 1998] (p. 2288) ; [1er avril 1998] (p. 2331, 2373) ; [2 avril 1998] (p. 2404, 2449)

Après l'article 47

Son amendement n° 299 (suppression de la modification des règles d'assujettissement aux cotisations sociales décidée par la loi de financement de la sécurité sociale à l'égard de certaines options d'achat ou de souscription d'actions avant son entrée en vigueur) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 2475)

Proposition de loi n° 577 tendant à limiter la détention provisoire

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 avril 1998] (p. 2508)

Son intervention (p. 2508)

Thèmes :

Droit pénal : contrôle judiciaire (p. 2508)

Droit pénal : détention provisoire (p. 2509)

Droit pénal : peines (p. 2508)

Droit pénal : présomption d'innocence (p. 2508)

Justice : erreurs judiciaires (p. 2508)

Justice : juge d'instruction (p. 2508, 2509)

Justice : réforme (p. 2508)

Justice : victimes : indemnisation (p. 2508)

Parlement : rôle (p. 2509)

Professions judiciaires et juridiques : avocats (p. 2509)

Discussion des articles [3 avril 1998] (p. 2529)

Ses interventions dans la discussion des amendements et sous-amendements (p. 2529 à 2540)

Projet de loi organique n° 827 limitant le cumul des mandats électoraux et fonctions électives

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [27 mai 1998] (p. 4385, 4406)

Article 2 (articles L.O. 141 et L.O. 141-1 du code électoral - interdiction du cumul d'un mandat parlementaire avec une fonction élective locale ou plus d'un mandat local)

Article L.O. 141 du code électoral

Intervient sur l'amendement n° 24 de la commission (interdiction du cumul du mandat de député avec la fonction de membre du conseil exécutif de Corse) (p. 4400)

Son amendement n° 85 (suppression de l'interdiction du cumul entre le mandat de député et celui de maire d'une commune de plus de 80 000 habitants) : retiré (p. 4401)

Son amendement n° 84 (suppression de l'interdiction du cumul entre le mandat de député et celui de maire d'une commune de plus de 40 000 habitants) : retiré (p. 4401)

Son amendement n° 83 (suppression de l'interdiction du cumul entre le mandat de député et celui de maire d'une commune de plus de 35 000 habitants) : retiré (p. 4401)

Projet de loi n° 975 relatif au mode d'élection des conseillers régionaux et des conseillers à l'Assemblée de Corse et au fonctionnement des conseils régionaux

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [23 juin 1998] (p. 5305) ; [24 juin 1998] (p. 5334, 5362)

Article 4 (article L. 346 du code électoral : obligation d'effectuer une déclaration de candidature)

Intervient sur l'amendement n° 55 de M. Jean-Claude Sandrier (suppression des seuils pour participer au second tour et fusionner les listes) (p. 5349)

Intervient sur l'amendement n° 71 du Gouvernement (seuil ramené de 5 à 3 % des suffrages exprimés pour fusionner avec une liste présente au second tour) (p. 5362)

Après l'article 22

Intervient sur l'amendement n° 38 de la commission (obligation pour le président d'accorder des délégations) (p. 5376)

Ses explications de vote (p. 5379)

Vote pour du groupe Radical, Citoyen et Vert (p. 5378)

Catherine TRAUTMANN

Bas-Rhin (1^{ère} circonscription)

Socialiste

*Ministre de la culture et de la communication, porte parole du Gouvernement
puis Ministre de la culture et de la communication*

Élue le 1^{er} juin 1997

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9390)

Est nommé ministre de la culture et de la communication, porte-parole du Gouvernement. Décret du 4 juin 1997 [J.O. du 5 juin 1997] (p. 9121)

Cessation de son mandat de députée le 4 juillet 1997 (voir indications préliminaires) [J.O. du 6 juillet 1997] (p. 10294)

Cesse d'être porte-parole du Gouvernement. Décret du 30 mars 1998 [J.O. du 31 mars 1998] (p. 4935)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9422)

DÉPÔTS

Projet de loi n° 207 portant modification de l'ordonnance n° 45-2339 du 13 octobre 1945 relative aux spectacles [10 septembre 1997]

Projet de loi n° 383 portant transposition dans le code de la propriété intellectuelle de la directive 96/9/CE du Parlement européen et du Conseil, en date du 11 mars 1996, concernant la protection juridique des bases de données [22 octobre 1997]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Membre du Gouvernement

RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

M. Robert Gaïa. Arts et spectacles. Musique. Café-concert, fermeture, Vitrolles [8 octobre 1997] (p. 3779)

Mme Françoise de Panafieu. Archives et bibliothèques. Bibliothèque nationale de France. Hebdomadaire : Présent, abonnement [21 octobre 1997] (p. 4388)

M. Patrick Bloche. Audiovisuel et communication. Télévision. Chaînes, Euronews [4 novembre 1997] (p. 5327)

M. Michel Françaix. Audiovisuel et communication. France 3. Perspectives [3 décembre 1997] (p. 6879)

M. Christian Cuvilliez. Audiovisuel et communication. France 3. Perspectives [9 décembre 1997] (p. 7167)

M. Christian Kert. Audiovisuel et communication. France 3. Perspectives [9 décembre 1997] (p. 7168)

M. René Mangin. Audiovisuel et communication. France 3. Perspectives [9 décembre 1997] (p. 7169)

Mme Danielle Bousquet. Relations internationales. Commerce international. Accord multilatéral sur l'investissement (AMI), négociations [10 février 1998] (p. 1381)

M. Yves Coussain. Patrimoine culturel. Politique du patrimoine. Fondation du patrimoine, perspectives [11 février 1998] (p. 1458)

M. Laurent Dominati. Elections et référendums. Elections cantonales et régionales. audiovisuel, respect du pluralisme [24 février 1998] (p. 1566)

M. Bernard Roman. Audiovisuel et communication. Commerce extérieur. Accord multilatéral sur l'investissement (AMI), exception culturelle [3 mars 1998] (p. 1832)

M. Renaud Donnedieu de Vabres. Sports. Football. Coupe du monde, droits de retransmission, montant [9 juin 1998] (p. 4804)

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT DE

M. Dominique Bussereau. Enseignement maternel et primaire. Fermeture de classes. Zones de revitalisation rurale [25 novembre 1997] (p. 6232)

M. Jean-Pierre Balligand. Justice. Tribunaux. Fonctionnement, effectifs de magistrats, Vervins [25 novembre 1997] (p. 6229)

M. Joseph Tyrode. Retraites : fonctionnaires civils et militaires. Montant des pensions. Péréquation catégorielle, enseignement technique et professionnel [25 novembre 1997] (p. 6231)

M. Michel Lefait. Système pénitentiaire. Centres pénitentiaires. Effectifs de personnel, statut, Longuenesse [25 novembre 1997] (p. 6230)

M. Alain Bocquet. Patrimoine culturel. Tour abbatiale de Saint-Amand-les-Eaux. Restauration [2 décembre 1997] (p. 6717)

Mme Marie-Françoise Pérol-Dumont. Audiovisuel et communication. Télévision. Réception des émissions, Haute-Vienne [2 décembre 1997] (p. 6719)

M. Pierre Lellouche. TVA. Taux. Marché de l'art [3 février 1998] (p. 903)

M. Didier Chouat. Postes. Courrier. Acheminement et distribution, coût, aides de l'Etat, presse agricole [3 février 1998] (p. 906)

M. Jacques Basco. Sécurité sociale. Contribution sociale de solidarité des sociétés. Exonération, coopératives viticoles [24 mars 1998] (p. 2001)

M. Louis de Broissia. Arts et spectacles. Salles de cinéma. Art et essai, maintien, l'Eldorado, Dijon [24 mars 1998] (p. 2000)

M. Yves Coussain. Agriculture. Montagne. Aides de l'Etat, formalités administratives, simplification [24 mars 1998] (p. 2003)

M. Roland Garrigues. Agriculture. Fruits et légumes. Comités économiques régionaux, regroupement, conséquences [21 avril 1998] (p. 2807)

M. Bernard Roman. Audiovisuel et communication. Radio France. Radio France Urgences Lille, développement [21 avril 1998] (p. 2805)

M. Jean Auclair. Enseignement supérieur. Ecole nationale d'art décoratif. Perspectives, Limoges [12 mai 1998] (p. 3630)

M. Edouard Landrain. Culture. Maisons des jeunes et de la culture. Financement, Loire-Atlantique [12 mai 1998] (p. 3631)

M. Pierre Carassus. Ordre public. Maintien. Rave parties [2 juin 1998] (p. 4552)

M. François Rochebloine. Ministères et secrétariats d'Etat. Jeunesse et sports : budget. Sports universitaires, crédits, paiement [2 juin 1998] (p. 4553)

M. Jean Proriol. Archives et bibliothèques. Prêts de livres. Gratuité, directive européenne [9 juin 1998] (p. 4774)

M. Yvon Abiven. Télécommunications. Téléphone. Portables, antennes relais, installation, conséquences, environnement [9 juin 1998] (p. 4775)

M. Thierry Lazaro. Déchets, pollutions et nuisances. Installations classées. Bâtiments d'élevage, implantation, zone frontalière belge, Esplechin [9 juin 1998] (p. 4776)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 230 pour 1998**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET
DISPOSITIONS SPÉCIALES****CULTURE ET COMMUNICATION**

I - COMMUNICATION

Examen du fascicule [22 octobre 1997] (p. 4487)

Son intervention (p. 4504)

Ses réponses (p. 4509 à 4515)

Thèmes avant la procédure des questions :

- Audiovisuel et communication : Arte (p. 4506)
- Audiovisuel et communication : audiovisuel : Radio France (p. 4506)
- Audiovisuel et communication : France télévision (p. 4505, 4506)
- Audiovisuel et communication : Institut national de l'audiovisuel (INA) (p. 4507)
- Audiovisuel et communication : La Cinquième (p. 4506)
- Audiovisuel et communication : nouvelles technologies (p. 4507)
- Audiovisuel et communication : programmes (p. 4507)
- Audiovisuel et communication : publicité (p. 4508)
- Audiovisuel et communication : radio : associations (p. 4507)
- Audiovisuel et communication : Radio France internationale (RFI) (p. 4508)
- Audiovisuel et communication : satellites (p. 4508)
- Audiovisuel et communication : secteur privé (p. 4506)
- Audiovisuel et communication : secteur public : budget (p. 4505)
- Audiovisuel et communication : secteur public : publicité (p. 4505)
- Entreprises : fusion : Arte (p. 4505)
- Lois : projet de loi : audiovisuel et communication (p. 4505)
- Presse et livres (p. 4507)
- Taxes parafiscales : redevance audiovisuelle (p. 4506)
- Travail : conventions collectives : France télévision (p. 4507)

Réponses aux questions :

- Audiovisuel et communication : cinéma : distribution (p. 4512) (M. Patrick Bloche) (p. 4511)
- Audiovisuel et communication : France 3 (p. 4512) (M. Didier Mathus) (p. 4511)
- Audiovisuel et communication : Institut national de l'audiovisuel (INA) (p. 4511) (Mme Odette Grzegorzulka) (p. 4510)
- Audiovisuel et communication : nouvelles technologies (p. 4514) (M. Patrice Martin-Lalande) (p. 4514)
- Impôts et taxes : impôts directs : journalistes (p. 4513) (M. François Baroin) (p. 4513)
- Régions : Alsace : chaînes hertziennes (p. 4510) (M. Jean-Pierre Baumler) (p. 4510)
- Taxes parafiscales : redevance audiovisuelle (p. 4509) (M. Henri Plagnol) (p. 4509)
- Taxes parafiscales : redevance audiovisuelle : hôtels (p. 4512) (M. Jean-Claude Guibal) (p. 4512)
- TVA : taux : presse (p. 4509) (M. Ladislav Poniatowski) (p. 4509)

Vote des crédits et articles rattachés [22 octobre 1997] (p. 4515)*Article 48 (répartition de la redevance)*

Intervient sur l'amendement n° 55 de M. Laurent Dominati (de suppression) (p. 4516)

Intervient sur l'amendement n° 39 de la commission des finances (affectation à France Télévision des crédits affectés à Radio France Internationale, attribution en contrepartie d'un montant égal de crédits budgétaires à Radio France Internationale) (p. 4517)

II - CULTURE

Examen du fascicule [12 novembre 1997] (p. 5631)

Son intervention (p. 5645)

Ses réponses (p. 5650 à 5658)

Thèmes avant la procédure des questions :

- Aménagement du territoire (p. 5648, 5649)
- Aménagement du territoire : politique de la ville : politique culturelle (p. 5647)
- Architecture (p. 5646)
- Archives et bibliothèques : Bibliothèque nationale de France (p. 5647)
- Arts et spectacles : art lyrique : Paris (p. 5643)
- Arts et spectacles : entrepreneurs de spectacles (p. 5648)
- Arts et spectacles : intermittents (p. 5649)
- Arts et spectacles : spectacles (p. 5647)
- Enseignements artistiques (p. 5647)
- Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de la culture (p. 5645)
- Patrimoine culturel : monuments historiques (p. 5646)
- Patrimoine culturel : musées : Paris (p. 5646)

Réponses aux questions :

- Archives et bibliothèques : bibliothèques : bibliothécaires-documentalistes (p. 5655) (M. Armand Jung) (p. 5654)
- Arts et spectacles : art lyrique (p. 5651) (M. Christian Kert) (p. 5650)
- Arts et spectacles : spectacles : musique (p. 5654) (M. Marcel Rogemont) (p. 5654)
- Audiovisuel et communication : cinéma (p. 5650) (M. Édouard Landrain) (p. 5650)
- Communes (p. 5656) (M. Thierry Mariani) (p. 5656)
- Départements : Loir-et-Cher (p. 5657) (M. Patrice Martin-Lalande) (p. 5657)
- Enseignements artistiques (p. 5652) (Mme Bernadette Isaac-Sibille) (p. 5651)
- Patrimoine culturel : Fondation du patrimoine (p. 5655) (M. Michel Bouvard) (p. 5655)
- Patrimoine culturel : Fondation du patrimoine : musées (p. 5654) (M. Marc Dolez) (p. 5654)
- Régions : Provence-Alpes-Côte d'Azur : art lyrique (p. 5656, 5658) (M. Thierry Mariani) (p. 5656, 5657)

Vote des crédits et articles rattachés [12 novembre 1997] (p. 5658)*Etat C, titres V et VI*

Son intervention (p. 5659)

Projet de loi n° 207 portant modification de l'ordonnance n° 45-2339 du 13 octobre 1945 relative aux spectacles

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [5 mars 1998] (p. 1961)

Son intervention (p. 1962)

Thèmes :

- Arts et spectacles : compagnies : Outre-mer (p. 1962)
- Arts et spectacles : compagnies : subventions (p. 1962)
- Arts et spectacles : intermittents (p. 1962)
- Arts et spectacles : spectacles : entrepreneurs de spectacles (p. 1962)
- Arts et spectacles : travailleurs du spectacle (p. 1962)
- Associations (p. 1962)
- Politiques communautaires : libre circulation des personnes : échanges culturels (p. 1963)
- Sécurité sociale : protection sociale (p. 1962)
- Travail : droit du travail : travail clandestin (p. 1962)

Discussion des articles [5 mars 1998] (p. 1964)

Ses interventions dans la discussion des amendements et sous-amendements (p. 1964 à 1977)

Article 5 (article 5 de l'ordonnance n° 45-2339 du 13 octobre 1945 relative aux spectacles : conditions de détention de la licence)

Soutient le sous-amendement n° 30 du Gouvernement (information de l'autorité administrative compétente) à l'amendement n° 16 de la commission (cessation de fonctions du détenteur de la licence) (p. 1972) : adopté (p. 1972)

DEUXIÈME LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [17 juin 1998] (p. 5097)

Son intervention (p. 5097)

Sa réponse (p. 5100)

Thèmes :

- Arts et spectacles : entrepreneurs de spectacles (p. 5097, 5100)
- Arts et spectacles : intermittents (p. 5100)
- Arts et spectacles : spectacles (p. 5097)
- Arts et spectacles : travailleurs du spectacle (p. 5097)
- Enfants : politique de l'enfance : culture (p. 5100)
- Travail : durée du travail : travailleurs du spectacle (p. 5100)

Discussion des articles [17 juin 1998] (p. 5101)

Ses interventions dans la discussion des amendements et sous-amendements (p. 5101 à 5105)

Article 4 (article 4 de l'ordonnance n° 45-2339 du 13 octobre 1945 relative aux spectacles : délivrance et retrait de la licence d'entrepreneur de spectacles vivants)

Soutient l'amendement n° 6 du Gouvernement (levée du secret professionnel pesant sur les administrations ou organismes chargés du contrôle de l'application du droit du travail, de la sécurité sociale et de la propriété littéraire et artistique) (p. 5103) : adopté (p. 5103)

Article 6 (article 10 de l'ordonnance n° 45-2339 du 13 octobre 1945 relative aux spectacles : spectacles occasionnels)

Soutient l'amendement n° 7 rectifié du Gouvernement (nouvelle rédaction de l'article) (p. 5104) : adopté (p. 5104)

Projet de loi n° 383 portant transposition dans le code de la propriété intellectuelle de la directive 96/9/CE du Parlement européen et du Conseil, en date du 11 mars 1996, concernant la protection juridique des bases de données

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [5 mars 1998] (p. 1980)

Son intervention (p. 1980)

Thèmes :

- Informatique : banques de données (p. 1980, 1981)
- Informatique : logiciels (p. 1980)
- Politiques communautaires : directives (p. 1980, 1981)
- Propriété intellectuelle : droits d'auteur (p. 1980, 1981)

Discussion des articles [5 mars 1998] (p. 1982)

Ses interventions dans la discussion des amendements et sous-amendements (p. 1982 à 1986)

DEUXIÈME LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [16 juin 1998] (p. 5075)

Son intervention (p. 5075)

Thèmes :

- Parlement : Sénat (p. 5075)
- Politiques communautaires : directives (p. 5075, 5076)
- Propriété intellectuelle : droits d'auteur (p. 5075)

Discussion des articles [16 juin 1998] (p. 5077)

Après l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 1 de M. Bernard Accoyer (transposition aux bases de données des dispositions applicables aux logiciels) (p. 5078)

Georges TRON

*Essonne (9^{ème} circonscription)
Rassemblement pour la République*

Élu le 1^{er} juin 1997

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9391)

NOMINATION

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9423)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Elections et référendums. Cumul des mandats. Perspectives [10 février 1998] (p. 1382)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Regrette que le Président ait ignoré la demande d'explication de vote formulée par M. Christian Estrosi sur la question préalable [26 mai 1998] (p. 4315)

DÉBATS**Projet de loi de finances n° 230 pour 1998****DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****SERVICES DU PREMIER MINISTRE**

SERVICES GÉNÉRAUX - Secrétariat général de la Défense Nationale - Conseil économique et social - Plan - Budget ANNEXE DES JOURNAUX OFFICIELS

Examen du fascicule [23 octobre 1997] (p. 4523)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 4523)

Thèmes avant la procédure des questions :

Etat : Conseil économique et social (p. 4523)

Etat : conseils interministériels (p. 4524)

Etat : Plan (p. 4524)

Etat : Premier ministre (p. 4524)

Presse et livres : Journaux officiels (p. 4523)

Vote des crédits et articles rattachés [23 octobre 1997] (p. 4533)**I - SERVICES GÉNÉRAUX****Etat B, titre IV**

Intervient sur l'amendement n° 66 du Gouvernement (augmentation de crédits destinée à créer et à doter le fonds de compensation des journalistes) (p. 4534)

Projet de loi organique n° 827 limitant le cumul des mandats électoraux et fonctions électives**PREMIÈRE LECTURE****Avant la discussion des articles [26 mai 1998] (p. 4285, 4315) ; [27 mai 1998] (p. 4373)**

Son intervention (p. 4329)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Louis Debré (p. 4384)

Son rappel au règlement (cf. supra) [26 mai 1998] (p. 4315)

Thèmes :

Assemblée nationale : députés : activités privées lucratives (p. 4331)

Assemblée nationale : députés : fonctionnaires et agents publics (p. 4330)

Collectivités territoriales : compétences : réforme (p. 4331)

Collectivités territoriales : dotations de l'Etat (p. 4331)

Droits de l'homme et libertés publiques : liberté (p. 4384, 4385)

Elections et référendums : cumul des mandats : indemnités (p. 4330)

Elections et référendums : cumul des mandats : modes de scrutin (p. 4330)

Elections et référendums : statut des élus (p. 4330)

Etat : ministres : cumul des mandats (p. 4330)

Parlement : parlementaires : cumul des mandats (p. 4330, 4331)

Politique générale : institutions (p. 4329, 4330)

Union européenne : Parlement européen : cumul des mandats (p. 4330)

Discussion des articles [27 mai 1998] (p. 4385, 4406)**Après l'article 1er**

Intervient sur l'amendement n° 90 de M. Pierre Lellouche (projet de loi relatif au statut de l'élu) (p. 4388)

Article 2 (articles L.O. 141 et L.O. 141-1 du code électoral - interdiction du cumul d'un mandat parlementaire avec une fonction élective locale ou plus d'un mandat local)

Son amendement n° 14 rectifié (cumul du mandat de député avec une fonction élective locale ou un mandat local) (p. 4394) : rejeté (p. 4397)

Article L.O. 141 du code électoral

Soutient l'amendement n° 88 de M. Jean-Marie Demange (suppression de l'interdiction du cumul entre le mandat de député et celui de maire) (p. 4400) : rejeté (p. 4400)

Soutient l'amendement n° 98 de M. Gérard Voisin (suppression de l'interdiction du cumul entre le mandat de député et celui de maire) (p. 4400) : rejeté (p. 4400)

Soutient l'amendement n° 107 de M. Christian Estrosi (suppression de l'interdiction du cumul entre le mandat de député et celui de maire) (p. 4400) : rejeté (p. 4400)

Intervient sur l'amendement n° 79 de M. Guy Hascoët (interdiction de cumul du mandat de député avec la présidence d'un établissement public à caractère intercommunal) (p. 4409)

Intervient sur l'amendement n° 101 de M. Alain Ferry (interdiction de cumul du mandat de député avec la présidence d'une communauté urbaine, de communes, de villes, d'un district ou d'un syndicat intercommunal) (p. 4409)

Intervient sur l'amendement n° 25 de la commission (interdiction de cumul du mandat de député avec la présidence d'un établissement public de coopération intercommunale doté d'une fiscalité propre) (p. 4409)

Intervient sur l'amendement n° 104 de M. Yves Nicolin (interdiction de cumul du mandat de député avec la présidence d'un établissement public de coopération intercommunale doté d'une fiscalité propre) (p. 4409)

Intervient sur l'amendement n° 13 de M. Pierre Hellier (interdiction de cumul du mandat de député avec la présidence d'un syndicat ou d'une communauté de communes à fiscalité propre) (p. 4409)

Intervient sur l'amendement n° 56 de M. Jacques Brunhes (interdiction de cumul du mandat de député avec la présidence d'une communauté urbaine) (p. 4409)

Intervient sur l'amendement n° 55 de M. Jacques Brunhes (interdiction de cumul du mandat de député

avec la présidence d'un syndicat d'agglomération nouvelle) (p. 4409)

Après l'article 2

Intervient sur l'amendement n° 33 de la commission (interdiction faite au député d'exercer les fonctions de conseil ou de percevoir une rémunération au titre de contrats d'études) (p. 4417)

Intervient sur l'amendement n° 61 de M. Jacques Brunhes (interdiction faite au député d'exercer les fonctions de conseil) (p. 4417)

Article 3 (article L.O. 151 du code électoral - l'incompatibilité constituée le jour de l'élection parlementaire)

Son amendement n° 3 (de suppression) : devenu sans objet (p. 4419)

Intervient sur l'amendement n° 38 de la commission (publication au Journal Officiel des déclarations des parlementaires relatives aux activités qu'ils envisagent de conserver) (p. 4420)

Après l'article 4

Intervient sur l'amendement n° 94 de M. Gaétan Gorce (qualité de membre de droit conférée aux parlementaires dans les commissions présidées ou coprésidées par le préfet) (p. 4424)

Intervient sur l'amendement n° 43 de la commission (variation de l'indemnité de base et de l'indemnité de fonction selon la participation du parlementaire aux travaux de l'Assemblée à laquelle il appartient) (p. 4425)

Intervient sur l'amendement n° 93 de Mme Frédérique Bredin (communication pour avis aux commissions des finances des décrets d'avances et arrêtés portant respectivement ouvertures et annulation de crédits) (p. 4426, 4427, 4429)

Ses explications de vote (p. 4431)

Vote contre du groupe du Rassemblement pour la République (p. 4431)

Projet de loi n° 828 limitant le cumul des mandats électoraux et fonctions électives

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [28 mai 1998] (p. 4441)

Article 2 (article L. 46-2 du code électoral - limitation du cumul des fonctions électives)

Son intervention (p. 4444)

Intervient sur l'amendement n° 28 de la commission (de suppression) (p. 4446)

Intervient sur l'amendement n° 73 de M. Jacques Myard (de suppression) (p. 4446)

Article 3 (article L. 2122-4 du code général des collectivités territoriales - incompatibilités applicables aux fonctions de maire et aux membres de l'organe délibérant des établissements publics de coopération intercommunale)

Son amendement n° 11 (de suppression) (p. 4450) : rejeté (p. 4453)

Après l'article 3

Intervient sur l'amendement n° 31 de la commission (interdiction de délégation au maire ayant démissionné de sa fonction pour cause d'incompatibilité) (p. 4455)

Intervient sur l'amendement n° 54 de M. Guy Hascoët (crédit d'heures pour les salariés conseillers

municipaux de communes de plus de 3500 habitants) (p. 4455)

Intervient sur l'amendement n° 139 de Mme Frédérique Bredin (crédit d'heures pour les salariés conseillers municipaux de communes de plus de 3500 habitants) (p. 4455)

Intervient sur l'amendement n° 157 rectifié du Gouvernement (revalorisation des indemnités versées aux maires) (p. 4459)

Article 4 (article L. 3122-3 du code général des collectivités territoriales - incompatibilités applicables aux fonctions de président de conseil général)

Son amendement n° 12 (de suppression) (p. 4462) : rejeté (p. 4463)

Après l'article 4

Intervient sur l'amendement n° 35 rectifié de la commission (interdiction de délégation au président de conseil général ayant démissionné de sa fonction pour cause d'incompatibilité) (p. 4464)

Article 5 (article L. 4133-3 du code général des collectivités territoriales - incompatibilités applicables aux fonctions de président de conseil régional)

Son amendement n° 13 (de suppression) (p. 4464) : rejeté (p. 4465)

Article 8 (articles 6-1 à 6-4 de la loi n° 77-729 du 7 juillet 1977 - incompatibilités avec les mandats électoraux et les fonctions électives)

Son amendement n° 14 (de suppression) : rejeté (p. 4468)

Après l'article 9

Intervient sur l'amendement n° 135 rectifié de Mme Frédérique Bredin (insertion d'un Titre III bis : de l'exercice du mandat parlementaire - information des commissions permanentes du Parlement) (p. 4471)

Intervient sur l'amendement n° 46 rectifié de M. Gaétan Gorce (information des rapporteurs ou des parlementaires missionnés par leur commission) (p. 4472)

Intervient sur l'amendement n° 136 rectifié de Mme Frédérique Bredin (décrets d'application des lois adressés avant publication aux commissions permanentes) (p. 4474)

Après l'article 14

Intervient sur l'amendement n° 24 corrigé de M. Bernard Accoyer (position de disponibilité pour les fonctionnaires élus parlementaires ou présidents d'un exécutif local de plus de 20 000 habitants et réintégration dans leur emploi ou radiation des cadres à l'issue du premier mandat) (p. 4477)

Ses explications de vote (p. 4483)

Vote contre du groupe du Rassemblement pour la République (p. 4484)

Déclaration du Gouvernement n° 970 sur le débat d'orientation budgétaire présentée par M. Dominique Strauss-Kahn, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie et M. Christian Sautter, secrétaire d'Etat au budget

[9 juin 1998] (p. 4805, 4839)

Son intervention (p. 4840)

Thèmes :

Entreprises : compétitivité (p. 4840, 4841)

Finances publiques : dépenses (p. 4841)
 Finances publiques : politique budgétaire (p. 4841)
 Fonctionnaires et agents publics (p. 4841)
 Politique économique : croissance (p. 4840, 4841)
 Politique économique : investissement (p. 4840)

Odette TRUPIN

*Gironde (9^{ème} circonscription)
 Socialiste*

Élue le 1^{er} juin 1997

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 13 juin 1997]
 (p. 9390)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles,
 familiales et sociales [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9422)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Santé. Politique de la santé. Traitement de la douleur
 [16 juin 1998] (p. 5028)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 48, posée le 25 novembre 1997. Déchets, pollutions
 et nuisances. Elimination des déchets (J.O. Questions
 p. 6287). Appelée le 2 décembre 1997. Pneumatiques,
 réglementation (p. 6729)

n° 222, posée le 24 mars 1998. Transports ferroviaires.
 Réseau ferré de France (RFF) (J.O. Questions
 p. 2094). Appelée le 24 mars 1998. Desserte de
 l'Aquitaine (p. 2009)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 230 pour 1998

*DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET
 DISPOSITIONS SPÉCIALES*

EDUCATION NATIONALE, RECHERCHE ET TECHNOLOGIE

I - ENSEIGNEMENT SCOLAIRE

**Examen du fascicule [13 novembre 1997] (p. 5751,
 5775)**

Procédure des questions :

Formation professionnelle : formation continue :
 enseignement : personnel (p. 5781)

**Projet de loi n° 780 d'orientation relatif à la lutte
 contre les exclusions**

PREMIÈRE LECTURE

**Discussion des articles [6 mai 1998] (p. 3515);
 [7 mai 1998] (p. 3533, 3562); [12 mai 1998] (p. 3649,
 3684); [13 mai 1998] (p. 3741, 3776); [14 mai 1998]
 (p. 3815, 3872); [18 mai 1998] (p. 3931, 3975);
 [19 mai 1998] (p. 4076, 4102); [20 mai 1998]
 (p. 4205)**

*Article 12 (lutte contre l'illettrisme dans le cadre de la
 formation professionnelle)*

Son intervention (p. 3692)

Anicet TURINAY

*Martinique (1^{ère} circonscription)
 Apparenté au groupe du Rassemblement pour la
 République*

Élu le 1^{er} juin 1997

S'apparente au groupe du Rassemblement pour la
 République [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9391)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles,
 familiales et sociales [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9422)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Retraites : régimes autonomes et spéciaux. Collectivités
 locales : caisses. Caisse nationale de retraite des
 agents des collectivités locales (CNRACL), équilibre
 financier [18 novembre 1997] (p. 6073)

Enseignement secondaire. Programmes. Histoire,
 esclavage [28 avril 1998] (p. 3095)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 419, posée le 9 juin 1998. Impôts et taxes. Taxes sur
 la publicité journaux gratuits (J.O. Questions p. 4866).
 Appelée le 16 juin 1998. Champ d'application
 (p. 4997)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 230 pour 1998

*DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET
 DISPOSITIONS SPÉCIALES*

AGRICULTURE ET PÊCHE, BAPSA

Examen du fascicule [23 octobre 1997] (p. 4535)

Procédure des questions :

DOM-TOM (p. 4592, 4593)

OUTRE-MER

Examen du fascicule [31 octobre 1997] (p. 5123)

Son intervention (p. 5146)

Thèmes avant la procédure des questions :

Emploi : jeunes : DOM-TOM (p. 5146)

Enseignement : crédits : DOM-TOM (p. 5147)

Etablissements de santé (p. 5147)

**Projet de loi n° 303 de financement de la sécurité
 sociale pour 1998**

PREMIÈRE LECTURE

**Discussion des articles [28 octobre 1997] (p. 4832,
 4853, 4890); [29 octobre 1997] (p. 4923, 4963,
 4995); [30 octobre 1997] (p. 5028); [31 octobre
 1997] (p. 5159)**

*Article 19 (mise sous condition de ressources des
 allocations familiales)*

Son amendement n° 18 soutenu par M. Bernard
 Accoyer (rétablissement de l'égalité entre la France
 métropolitaine et les DOM en matière de prestations
 familiales) (p. 5029) : devenu sans objet (p. 5030)

Joseph TYRODE

*Doubs (4^{ème} circonscription)
Socialiste*

Deviens député le 5 juillet 1997 (voir indications préliminaires) [J.O. du 6 juillet 1997] (p. 10295)

N'appartient à aucun groupe [J.O. du 6 juillet 1997] (p. 10295)

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 10 juillet 1997] (p. 10489)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 29 juillet 1997] (p. 11328)

Rapporteur du projet de loi autorisant la ratification de l'accord européen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la République de Lettonie, d'autre part (n° 316) [1^{er} octobre 1997]

Rapporteur du projet de loi autorisant la ratification de l'accord européen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la République d'Estonie, d'autre part (n° 318) [1^{er} octobre 1997]

Membre de la mission d'information commune sur la situation et les perspectives de l'industrie automobile en France et en Europe [J.O. du 17 octobre 1997] (p. 15120)

Membre de la mission d'information commune sur les perspectives économiques et sociales de l'aménagement de l'axe européen Rhin-Rhône [J.O. du 26 mars 1998] (p. 4569)

Cesse d'appartenir à la mission d'information commune sur les perspectives économiques et sociales de l'aménagement de l'axe européen Rhin-Rhône [J.O. du 31 mars 1998] (p. 4968)

Membre de la mission d'information commune sur les perspectives économiques et sociales de l'aménagement de l'axe européen Rhin-Rhône [J.O. du 2 avril 1998] (p. 5129)

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Cuba sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (ensemble un protocole) (n° 786) [9 avril 1998]

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République d'Inde sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (n° 788) [9 avril 1998]

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères :

- sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 316), autorisant la ratification de l'accord européen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la République de Lettonie, d'autre part,

- sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 318), autorisant la ratification de l'accord européen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la République d'Estonie, d'autre part [12 novembre 1997] (n° 435)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Postes. La Poste. Restructuration [27 mai 1998] (p. 4365)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 36, posée le 17 novembre 1997. Retraites : fonctionnaires civils et militaires. Montant des pensions (J.O. Questions p. 6003). Appelée le 25 novembre 1997. Péréquation catégorielle, enseignement technique et professionnel (p. 6231)

n° 118, posée le 13 janvier 1998. Enseignement : personnel. Frais de déplacement (J.O. Questions p. 243). Appelée le 20 janvier 1998. Montant (p. 391)

DÉBATS

Projet de loi n° 317 autorisant la ratification de l'accord européen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, agissant dans le cadre de l'Union européenne, d'une part, et la République de Slovénie, d'autre part

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [19 novembre 1997] (p. 6168)

Son intervention (p. 6171)

Thèmes :

Pays étrangers : Estonie (p. 6172)

Pays étrangers : Lettonie (p. 6172)

Union européenne : élargissement (p. 6171, 6172)

U

Jean UEBERSCHLAG

*Haut-Rhin (4^{ème} circonscription)
Rassemblement pour la République
Secrétaire de l'Assemblée nationale*

Élu le 1^{er} juin 1997

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9391)

NOMINATIONS

Secrétaire de l'Assemblée nationale [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9421)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9422)

Membre titulaire de la commission d'évaluation prévue par la loi quinquennale du 20 décembre 1993 relative au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle [J.O. du 19 septembre 1997] (p. 13659)

Membre titulaire de la commission nationale des comptes de la formation professionnelle [J.O. du 7 novembre 1997] (p. 16219)

Membre de la mission d'information commune sur les perspectives économiques et sociales de l'aménagement de l'axe européen Rhin-Rhône [J.O. du 26 mars 1998] (p. 4569)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 849 tendant à renforcer la protection des biens du mineur ou du majeur sous tutelle [21 avril 1998]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Fonctionnaires et agents publics. Durée du travail. Réduction [15 octobre 1997] (p. 4020)

Professions sociales. Aides à domicile. Financement [4 mars 1998] (p. 1916)

Etrangers. Reconduite aux frontières. Sans papiers non régularisés [3 juin 1998] (p. 4627)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 443, posée le 16 juin 1998. Handicapés. Stationnement (J.O. Questions p. 5083). Appelée le 23 juin 1998. Macaron Grand invalide civil (GIC), conditions d'attribution (p. 5244)

DÉBATS**Projet de loi n° 199 portant réforme du service national**

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [18 septembre 1997] (p. 3279, 3308) ; [22 septembre 1997] (p. 3341, 3386)

Article 4 (réforme du code du service national)

Son amendement n° 152 soutenu par M. André Angot (dispenses pour les jeunes gens titulaires d'un contrat

de travail à durée indéterminée dans une entreprise située à l'étranger) : rejeté (p. 3394)

Projet de loi n° 303 de financement de la sécurité sociale pour 1998

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [28 octobre 1997] (p. 4832, 4853, 4890) ; [29 octobre 1997] (p. 4923, 4963, 4995) ; [30 octobre 1997] (p. 5028) ; [31 octobre 1997] (p. 5159)

Article 6 (prélèvements sociaux sur les produits du patrimoine et les produits du capital)

Son intervention (p. 4905)

Projet de loi de finances n° 230 pour 1998**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**

EMPLOI ET SOLIDARITÉ

I - EMPLOI

Examen du fascicule [6 novembre 1997] (p. 5477, 5515)

Son intervention (p. 5487)

Thèmes avant la procédure des questions :

Formation professionnelle : apprentissage (p. 5488)

Formation professionnelle : contrats de qualification (p. 5489)

Formation professionnelle : crédits (p. 5488)

Formation professionnelle : formation continue (p. 5488)

Formation professionnelle : formation en alternance (p. 5490)

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS

Discussion des articles [17 novembre 1997] (p. 5966, 6007) ; [18 novembre 1997] (p. 6032, 6079, 6116) ; [19 novembre 1997] (p. 6153)

Après l'article 61

Son amendement n° 237 (suppression de la réduction de la valeur locative dont bénéficient les aéroports pour l'établissement des impôts locaux) (p. 6055) : rejeté (p. 6056)

Projet de loi n° 512 d'orientation et d'incitation relatif à la réduction du temps de travail

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [27 janvier 1998] (p. 572, 615) ; [28 janvier 1998] (p. 667, 703) ; [29 janvier 1998] (p. 747)

Son intervention (p. 682)

Thème :

Formation professionnelle (p. 682, 683)

DEUXIÈME LECTURE

**Discussion des articles [24 mars 1998] (p. 2077) ;
[25 mars 1998] (p. 2147)**

Après l'article 4

Son amendement n° 1 (conversion de la réduction du temps de travail en crédit d'heures pour la formation professionnelle) (p. 2180) : rejeté (p. 2181)

Soutient le sous-amendement n° 58 de M. Gilbert Meyer (dérogation au droit local d'Alsace-Moselle) à l'amendement n° 47 de M. Philippe Douste-Blazy (annualisation du temps de travail) (p. 2183) : rejeté (p. 2183)

Projet de loi n° 780 d'orientation relatif à la lutte contre les exclusions

PREMIÈRE LECTURE

**Discussion des articles [6 mai 1998] (p. 3515) ;
[7 mai 1998] (p. 3533, 3562) ; [12 mai 1998] (p. 3649,
3684) ; [13 mai 1998] (p. 3741, 3776) ; [14 mai 1998]
(p. 3815, 3872) ; [18 mai 1998] (p. 3931, 3975) ;
[19 mai 1998] (p. 4076, 4102) ; [20 mai 1998]
(p. 4205)**

Article 13 (ouverture du contrat de qualification aux demandeurs d'emploi de 26 ans et plus)

Son intervention (p. 3698)

V

Léon VACHET

*Bouches-du-Rhône (15^{ème} circonscription)
Rassemblement pour la République*

Élu le 1^{er} juin 1997

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9391)

NOMINATION

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9423)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Etrangers. Reconduite aux frontières. Sans papiers non régularisés [13 mai 1998] (p. 3736)

Daniel VACHEZ

*Seine-et-Marne (8^{ème} circonscription)
Socialiste*

Élu le 1^{er} juin 1997

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9390)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9423)

Membre titulaire du conseil national des transports [J.O. du 10 juillet 1997] (p. 10491)

Membre titulaire de la commission nationale consultative des gens du voyage [J.O. du 24 septembre 1997] (p. 13859)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT*

n° 204, posée le 24 février 1998. Voirie. RN 104 (J.O. Questions p. 1608). Appelée le 3 mars 1998. Aménagement (p. 1820)

n° 338, posée le 5 mai 1998. Ministères et secrétariats d'Etat. Intérieur : services extérieurs (J.O. Questions p. 3451). Appelée le 12 mai 1998. Sous-préfectures, création, construction, Torcy (p. 3621)

n° 459, posée le 23 juin 1998. Communes. Dotation globale d'équipement (DGE) (J.O. Questions p. 5317). Appelée le 30 juin 1998. Agglomérations nouvelles, maintien (p. 5500)

DÉBATS

Projet de loi n° 780 d'orientation relatif à la lutte contre les exclusions

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [30 juin 1998] (p. 5561) ; [1^{er} juillet 1998] (p. 5582, 5604, 5665)

Avant l'article 42 A précédemment réservé

Son amendement n° 175 (obligation faite aux organismes de crédit d'indiquer le taux annuel du crédit) : adopté (p. 5680)

Daniel VAILLANT

*Paris (19^{ème} circonscription)
Socialiste
Ministre des relations avec le Parlement*

Élu le 1^{er} juin 1997

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9390)

Est nommé ministre des relations avec le Parlement. Décret du 4 juin 1997 [J.O. du 5 juin 1997] (p. 9121)

Cessation de son mandat de député le 4 juillet 1997 (voir indications préliminaires) [J.O. du 6 juillet 1997] (p. 10294)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9422)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 2 juillet 1997] (p. 10059)

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 4 juillet 1997] (p. 10169)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*En qualité de Membre du Gouvernement**RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*
DE

M. Pascal Terrasse. Jeunes. Politique à l'égard des jeunes. Perspectives [2 décembre 1997] (p. 6748)

M. René André. Energie et carburants. Energie nucléaire. Superphénix, fermeture [9 décembre 1997] (p. 7173)

M. Lionnel Luca. Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Contrats locaux de sécurité [28 janvier 1998] (p. 666)

M. Georges Sarre. Elections et référendums. Elections cantonales et régionales. Audiovisuel, respect du pluralisme [25 février 1998] (p. 1617)

M. Jean-Luc Warsmann. Etrangers. Reconduite aux frontières. Sans papiers non régularisés [6 mai 1998] (p. 3462)

M. Yves Cochet. Chasse et pêche. Oiseaux. Réglementation [9 juin 1998] (p. 4797)

M. Guy Hascoët. Chasse et pêche. Oiseaux. Réglementation [17 juin 1998] (p. 5088)

M. Bernard Accoyer. Chasse et pêche. Oiseaux. Réglementation [23 juin 1998] (p. 5262)

M. Michel Tamaya. DOM. La Réunion : système pénitentiaire. Etablissements, construction [24 juin 1998] (p. 5328)

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT DE

Mme Claudine Ledoux. Justice. Tribunaux de grande instance. Fonctionnement, effectifs de personnel, Charleville-Mézières [7 avril 1998] (p. 2596)

M. Jacques Rebillard. Retraites : régime agricole. Montant des pensions. Perspectives [28 avril 1998] (p. 3086)

M. Jean-Claude Lemoine. Enseignement agricole. Ecoles vétérinaires. Accès [28 avril 1998] (p. 3084)

M. Claude Desbons. Agriculture. Exploitants. Cotisations sociales, régime fiscal, réforme [28 avril 1998] (p. 3087)

M. Christian Bourquin. Papiers d'identité. Carte nationale d'identité. Renouvellement, réglementation, Français nés à l'étranger ou de parents étrangers [19 mai 1998] (p. 4037)

M. Robert Lamy. Police. Restructuration. Commissariats, maintien, perspectives, Tarare [19 mai 1998] (p. 4038)

M. Jean-Luc Warsmann. Police. Commissariats. Fonctionnement, effectifs de personnel, Sedan [19 mai 1998] (p. 4039)

M. François Vannson. Police. Restructuration. Commissariats, maintien, perspectives, Remiremont [2 juin 1998] (p. 4569)

M. Laurent Dominati. Ordre public. Maintien. Enfants, lutte et prévention [2 juin 1998] (p. 4570)

M. Christian Paul. Police. Restructuration. Commissariats, maintien, Le Havre [30 juin 1998] (p. 5495)

M. André Capet. Commerce extérieur. Commerce hors taxes. Politiques communautaires [30 juin 1998] (p. 5499)

M. Jean-Pierre Dufau. Sociétés. Capital social. Euro, mise en place, conséquences [30 juin 1998] (p. 5498)

M. Marcel Cabiddu. Défense. Armement. Engins explosifs, ramassage et destruction, Pas-de-Calais [30 juin 1998] (p. 5496)

M. Germain Gengenwin. Sécurité publique. Police et gendarmerie. Restructuration, effectifs de personnel, Selestat [30 juin 1998] (p. 5497)

DÉBATS

Proposition de loi n° 216 portant réforme du mode de vote des budgets régionaux

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [9 octobre 1997] (p. 3805)

Sa réponse (p. 3824)

Intervient sur la motion de renvoi en commission de M. François Bayrou (p. 3827)

Thème :

Constitution : ordre du jour (p. 3824)

Régions (p. 3827)

Discussion des articles [9 octobre 1997] (p. 3831)

Ses interventions dans la discussion des amendements et sous-amendements (p. 3832 à 3839 ; 3865 à 3874)

Article 4 (article L. 4311-1-1 du code général des collectivités territoriales : délai prévu pour la tenue du débat sur les orientations budgétaires de la région)

Soutient l'amendement n° 31 rectifié du Gouvernement (délai de 5 jours pour la communication du projet de budget au bureau du conseil régional) (p. 3868) : adopté (p. 3868)

Soutient l'amendement n° 32 du Gouvernement (délai imparti pour la présentation du projet de budget par le président du conseil régional) : adopté (p. 3868)

Soutient l'amendement n° 33 du Gouvernement (délais impartis pour le vote de l'assemblée régionale sur la motion de défiance) (p. 3869) : adopté (p. 3869)

Soutient l'amendement n° 34 du Gouvernement (délais impartis pour le vote de l'Assemblée régionale sur la motion de défiance) (p. 3869) : adopté (p. 3869)

Soutient l'amendement n° 35 du Gouvernement (retour à la procédure budgétaire de droit commun en l'absence de projet de budget) (p. 3870) : adopté (p. 3870)

Après l'article 4

Soutient l'amendement n° 37 du Gouvernement (procédure de règlement des dépenses en l'absence d'adoption du projet de budget) (p. 3872) : adopté (p. 3872)

Soutient l'amendement n° 36 du Gouvernement (obligation de transmission au représentant de l'Etat du budget adopté dans le cadre de la nouvelle procédure) (p. 3875) : adopté (p. 3875)

Proposition de loi n° 412 permettant à l'enfant orphelin, à la suite du décès de ses parents, de participer au conseil de famille

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [20 novembre 1997] (p. 6185)

Son intervention (p. 6187)

Thèmes :

Assemblée nationale : Parlement des enfants (p. 6187)

Droit civil : code civil (p. 6188)

Enfants : orphelins : droit civil (p. 6188)

Discussion des articles [20 novembre 1997] (p. 6192)

Article 3 (article 415 du code civil : présence du mineur au conseil de famille)

Son intervention (p. 6193)

Titre

Intervient sur l'amendement oral de M. Renaud Donnedieu de Vabres (proposition de loi permettant à l'enfant orphelin de participer au conseil de famille) (p. 6193)

Proposition de résolution n° 452 tendant à créer une commission d'enquête sur l'état des droits de l'enfant en France et notamment sur les conditions de vie des mineurs et leur place dans la cité

Avant la discussion de l'article unique [8 janvier 1998] (p. 63)

Son intervention (p. 64)

Thème :

Assemblée nationale : commissions d'enquête (p. 64)

Projet de loi n° 226 relatif à la partie législative du livre VI (nouveau) du code rural

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [3 mars 1998] (p. 1868)

Son intervention (p. 1868)

Thème :

Agriculture : politique agricole : codification (p. 1868, 1869)

Discussion des articles [3 mars 1998] (p. 1901)

Ses interventions dans la discussion des amendements et sous-amendements (p. 1895 à 1907)

Proposition de résolution n° 674 tendant à modifier les articles 50, 103, 104, 106, 107, 126 et 127 du Règlement de l'Assemblée nationale

Avant la discussion des articles [25 mars 1998] (p. 2116)

Son intervention (p. 2118)

Thèmes :

Assemblée nationale : commissions (p. 2119)

Assemblée nationale : ordre du jour : Gouvernement (p. 2119)

Assemblée nationale : procédure d'examen simplifiée (p. 2119)

Assemblée nationale : propositions de loi (p. 2119)

Assemblée nationale : séances (p. 2119)

Discussion des articles [25 mars 1998] (p. 2125)

Ses interventions dans la discussion des amendements et sous-amendements (p. 2126)

Jean VALLEIX

*Gironde (1^{ère} circonscription)
Rassemblement pour la République*

Élu le 1^{er} juin 1997

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9391)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9423)

Représentant titulaire de la délégation française aux Assemblées du Conseil de l'Europe et de l'UEO [J.O. du 25 juin 1997] (p. 9800)

Cesse d'appartenir à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 2 juillet 1997] (p. 10059)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 2 juillet 1997] (p. 10059)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Industrie. Construction aéronautique. Dassault et Aérospatiale, regroupement [3 juin 1998] (p. 4628)

André VALLINI

*Isère (9^{ème} circonscription)
Socialiste*

Élu le 1^{er} juin 1997

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9390)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9423)

Juge suppléant de la Haute Cour de justice [J.O. du 26 juin 1997] (p. 9832)

Membre suppléant du comité des finances locales [J.O. du 23 juillet 1997] (p. 11056)

Membre désigné par les groupes de l'office parlementaire d'évaluation de la législation [J.O. du 17 octobre 1997] (p. 15124)

Rapporteur de la proposition de loi tendant à faciliter le jugement des actes de terrorisme (n° 448) [3 décembre 1997]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la prévention et à la répression des infractions sexuelles ainsi qu'à la protection des mineurs [J.O. du 10 avril 1998] (p. 5626)

Membre de la commission d'enquête sur Superphénix et la filière des réacteurs à neutrons rapides [J.O. du 11 avril 1998] (p. 5678)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la responsabilité du fait des produits défectueux [J.O. du 24 avril 1998] (p. 6337)

Rapporteur du projet de loi relatif à l'action publique en matière pénale et modifiant le code de procédure pénale (n° 957) [25 juin 1998]

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi, adoptée par le Sénat (n° 448), tendant à faciliter le jugement des actes de terrorisme [17 décembre 1997] (n° 588)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Déclaration du Gouvernement n° 636 présentée par Mme Elisabeth Guigou, Garde des sceaux, ministre de la justice, sur la réforme de la justice ; débat sur cette déclaration

[15 janvier 1998] (p. 325)
Son intervention (p. 364)

Thèmes :

Droit pénal : détention provisoire (p. 364, 365)

Droit pénal : garde à vue (p. 364)
 Droit pénal : indemnisation (p. 365)
 Justice : juge d'instruction (p. 365)
 Justice : parquet (p. 364)

François VANNON

*Vosges (3^{ème} circonscription)
 Rassemblement pour la République*

Élu le 1^{er} juin 1997

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9391)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9423)

Membre de la commission d'enquête sur l'état des droits de l'enfant en France, notamment au regard des conditions de vie des mineurs et de leur place dans la cite [J.O. du 15 janvier 1998] (p. 645)

Membre de la mission d'information commune sur la prévention et la lutte contre les exclusions [J.O. du 5 mars 1998] (p. 3424)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation relatif à la lutte contre l'exclusion [J.O. du 28 mars 1998] (p. 4824)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 458 tendant à favoriser l'insertion sociale des allocataires du RMI par la mise en place par les communes de comités de pilotage chargés de leur proposer des travaux d'intérêt général dans le secteur non marchand et la création d'un revenu minimum d'activités (RMA) [26 novembre 1997]

Proposition de loi n° 459 relative aux délocalisations [26 novembre 1997]

Proposition de loi n° 1048 tendant à modifier la loi n° 93-3 du 4 janvier 1993 relative aux carrières [7 juillet 1998]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Agriculture. Politique agricole commune (PAC). Réforme [3 mars 1998] (p. 1836)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 96, posée le 7 janvier 1998. Sécurité sociale. Régime local d'Alsace-Moselle (J.O. Questions p. 28). Appelée le 13 janvier 1998. Bénéficiaires (p. 134)

n° 381, posée le 26 mai 1998. Police. Restructuration (J.O. Questions p. 4355). Appelée le 2 juin 1998. Commissariats, maintien, perspectives, Remiremont (p. 4569)

DÉBATS

Projet de loi n° 524 autorisant l'approbation de la convention sur la protection des enfants et la coopération en matière d'adoption internationale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [24 février 1998] (p. 1585)

Son intervention (p. 1591)

Thèmes :

Associations (p. 1591)

Enfants : droits de l'enfant (p. 1591)

Pays étrangers : Brésil (p. 1591)

Pays étrangers : Colombie (p. 1591)

Vote pour du groupe du Rassemblement pour la République (p. 1591)

Projet de loi n° 780 d'orientation relatif à la lutte contre les exclusions

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [6 mai 1998] (p. 3515); [7 mai 1998] (p. 3533, 3562); [12 mai 1998] (p. 3649, 3684); [13 mai 1998] (p. 3741, 3776); [14 mai 1998] (p. 3815, 3872); [18 mai 1998] (p. 3931, 3975); [19 mai 1998] (p. 4076, 4102); [20 mai 1998] (p. 4205)

Article 43 (article L. 331-2 du code de la consommation : fixation des ressources minimales du ménage par la commission de surendettement des particuliers)

Soutient l'amendement n° 184 de M. André Schneider (définition de la mission de la commission) (p. 3932) : rejeté (p. 3933)

Philippe VASSEUR

*Pas-de-Calais (3^{ème} circonscription)
 Union pour la démocratie française
 puis Démocratie libérale et indépendants*

Élu le 1^{er} juin 1997

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9391)

Cesse d'appartenir au groupe de l'Union pour la Démocratie française [J.O. du 26 mai 1998] (p. 8020)

S'inscrit au groupe Démocratie libérale et indépendants [J.O. du 26 mai 1998] (p. 8020)

NOMINATION

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9423)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 246 modifiant les dispositions du code rural relatives à la protection des animaux et à la garde des animaux domestiques, ainsi que certains articles du code civil [30 septembre 1997]

Proposition de loi n° 378 relative à la revalorisation des retraites des exploitants agricoles et de leurs conjoints [21 octobre 1997]

Proposition de loi n° 702 relative à la création d'une "dotation jeune entrepreneur" [24 février 1998]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 24, posée le 17 novembre 1997. Voirie. RN 41 (J.O. Questions p. 6001). Appelée le 25 novembre 1997. Contournement de Saint-Pol-sur-Ternoise (p. 6220)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 230 pour 1998**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET ENVIRONNEMENT**

I - AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Examen du fascicule [4 novembre 1997] (p. 5287)
Son intervention (p. 5292)

Thèmes avant la procédure des questions :

Administration : déconcentration (p. 5292, 5293)

Aménagement du territoire : Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR) (p. 5292)

Aménagement du territoire : Fonds national de développement des entreprises (p. 5293)

Régions : contrats de plan Etat-régions (p. 5292)

Union européenne : fonds structurels (p. 5292)

Projet de loi n° 772 relatif aux animaux dangereux et errants et à la protection des animaux domestiques

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [22 avril 1998] (p. 2929)

Son intervention (p. 2950)

Thèmes :

Animaux : animaux dangereux (p. 2951)

Animaux : animaux domestiques (p. 2951)

Discussion des articles [22 avril 1998] (p. 2953)

Article 2 (articles 211-1 à 211-9 du code rural : mesures applicables aux chiens potentiellement dangereux)

Article 211-1 du code rural

Son amendement n° 87 (définition des chiens dangereux par arrêté du ministre de l'intérieur et du ministre de l'agriculture) (p. 2955) : rejeté (p. 2956)

Article 211-3 du code rural

Son amendement n° 88 (permis délivré par le maire) (p. 2958) : rejeté (p. 2960)

Son amendement n° 89 (délivrance du permis par le maire) : devenu sans objet (p. 2961)

Son amendement n° 90 (rudiments de dressage) : devenu sans objet (p. 2961)

Son amendement n° 91 (rédactionnel) : devenu sans objet (p. 2961)

Article 211-4 du code rural

Son amendement n° 92 (extension des peines complémentaires à tous les contrevenants) : rejeté (p. 2963)

Article 211-8 du code rural

Son amendement n° 93 (extension des peines complémentaires) : devenu sans objet (p. 2966)

Après l'article 4

Son amendement n° 99 (tatouage des chats) : rejeté (p. 2967)

Article 7 (articles 213-3 à 213-6 du code rural : mesures relatives à la mise en fourrière et aux communautés de chats errants)

Soutient l'amendement n° 72 de M. Pierre Micaux (cession des animaux à des associations agréées) (p. 2970) : rejeté (p. 2970)

Article 8 (article 99-1 du code de procédure pénale : mesures conservatoires à l'égard des animaux en cas de procédure judiciaire)

Soutient l'amendement n° 73 de M. Pierre Micaux (animal confié à une association de protection agréée) (p. 2971) : devenu sans objet (p. 2971)

Après l'article 8

Intervient sur l'amendement n° 109 rectifié de M. Jean-Pierre Blazy (rapport au Parlement) (p. 2971)

Article 10 (article 276-3 du code rural : terminologie - gestion des fourrières et refuges ; élevage de chiens et chats ; activités commerciales concernant les chiens et chats et autres animaux de compagnie d'espèce domestique - détention de plus de neuf chiens)

Son amendement n° 95 (certificat de capacité pour les personnes exerçant des activités de vente, garde ou dressage) (p. 2972) : adopté (p. 2973)

Après l'article 10

Son amendement n° 96 (délivrance du certificat de capacité par l'autorité administrative) : adopté (p. 2974)

Article 12 (article 276-4 du code rural : expositions, manifestations et commerces non spécialisés accueillant des animaux de compagnie)

Soutient l'amendement n° 74 de M. Pierre Micaux (interdiction de cession des animaux dans les commerces) (p. 2974) : rejeté (p. 2974)

Article 15 (articles 276-8 à 276-12 du code rural : sanctions des infractions à l'article 276-3 et pour mauvais traitements envers animaux dans des établissements professionnels - amende forfaitaire)

Son amendement n° 97 (sanctions administratives contre les détenteurs du certificat de capacité) : adopté (p. 2977)

Son amendement n° 98 corrigé (certificat de capacité possédé par au moins une personne dans un établissement de vente d'animaux domestiques) : adopté (p. 2977)

Soutient l'amendement n° 75 de M. Pierre Micaux (qualification des mauvais traitements) (p. 2978) : rejeté (p. 2978)

Article 17 (article 283-5 du code rural : renforcement des pouvoirs de contrôle des agents des services vétérinaires en matière de protection des animaux)

Soutient l'amendement n° 76 de M. Pierre Micaux (accès "en toute heure" aux locaux où se trouvent les animaux) (p. 2979) : rejeté (p. 2980)

Soutient l'amendement n° 77 de M. Pierre Micaux ("euthanasie" des animaux par les fonctionnaires et agents habilités) (p. 2980) : rejeté (p. 2980)

Après l'article 21

Soutient l'amendement n° 78 de M. Pierre Micaut (garantie pour défauts cachés de l'animal vendu) (p. 2980) : rejeté (p. 2980)

Titre

Son amendement n° 86 (modification du titre du projet de loi) (p. 2981) : rejeté (p. 2982)

Ses explications de vote (p. 2982)

Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie française (p. 2982)

DEUXIÈME LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [16 juin 1998] (p. 5044)

Son intervention (p. 5047)

Thèmes :

Animaux : animaux dangereux (p. 5047)

Animaux : animaux domestiques (p. 5047, 5048)

Ses explications de vote (p. 5065)

Vote pour du groupe Démocratie libérale et indépendants (p. 5066)

André VAUCHEZ

*Jura (3^{ème} circonscription)
Socialiste*

Deviens député le 5 juillet 1997 (voir indications préliminaires) [J.O. du 6 juillet 1997] (p. 10295)

N'appartient à aucun groupe [J.O. du 6 juillet 1997] (p. 10295)

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 10 juillet 1997] (p. 10489)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 29 juillet 1997] (p. 11328)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme du service national [J.O. du 9 octobre 1997] (p. 14689)

Rapporteur du projet de loi relatif à l'application de la convention du 13 janvier 1993 sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'emploi des armes chimiques et sur leur destruction (n° 698) [3 mars 1998]

Membre de la mission d'information commune sur les perspectives économiques et sociales de l'aménagement de l'axe européen Rhin-Rhône [J.O. du 26 mars 1998] (p. 4569)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi instituant une commission consultative du secret de la défense nationale [J.O. du 27 mai 1998] (p. 8082)

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 698), relatif à l'application de la convention du 13 janvier 1993 sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'emploi des armes chimiques et sur leur destruction [7 avril 1998] (n° 823)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Défense. Appel de préparation à la défense. Sites [16 juin 1998] (p. 5028)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 100, posée le 7 janvier 1998. Impôts locaux. Vignette automobile (J.O. Questions p. 29). Appelée le 13 janvier 1998. Montant, disparités entre départements, conséquences (p. 141)

n° 339, posée le 5 mai 1998. Enseignement secondaire. Collèges (J.O. Questions p. 3451). Appelée le 12 mai 1998. Maintien, collège René-Pauthenet, Saint-Aubin (p. 3612)

DÉBATS

Projet de loi n° 199 portant réforme du service national

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 septembre 1997] (p. 3231, 3266)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. François Bayrou (p. 3282)

Thèmes :

Défense : armée : professionnalisation (p. 3283)

Enseignement : programmes : défense (p. 3283)

Discussion des articles [18 septembre 1997] (p. 3279, 3308) ; [22 septembre 1997] (p. 3341, 3386)

Article 1er (création d'un livre premier du code du service national)

Article L. 114-1 du code du service national : enseignement des principes de la défense par l'Education nationale

Intervient sur l'amendement n° 273 de M. Christian Martin (enseignement "obligatoire") (p. 3322)

Intervient sur l'amendement n° 34 de M. Pierre Lellouche (enseignement par des militaires d'active ou de réserve) (p. 3325)

Projet de loi de finances n° 230 pour 1998

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

DÉFENSE

Examen du fascicule [12 novembre 1997] (p. 5674)

Procédure des questions :

Défense : armements et équipements (p. 5741)

Projet de loi n° 727 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [31 mars 1998] (p. 2288) ; [1er avril 1998] (p. 2331, 2373) ; [2 avril 1998] (p. 2404, 2449)

Après l'article 39

Intervient sur l'amendement n° 250 de M. Augustin Bonrepaux (encadrement de la fixation des taux de la vignette par rapport à un tarif de base fixé par la loi et indexé sur l'inflation ; obligation pour les entreprises d'acquiescer la vignette dans le département d'utilisation habituelle du véhicule) (p. 2421)

Projet de loi n° 698 relatif à l'application de la convention du 13 janvier 1993 sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'emploi des armes chimiques et sur leur destruction

Rapporteur de la commission de la défense nationale et des forces armées

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [23 avril 1998] (p. 2999)

Son intervention (p. 3001)

Thèmes :

- Armes : mines anti-personnel (p. 3001)
- Commerce extérieur : exportations : armes chimiques (p. 3002)
- Défense : armes chimiques (p. 3001, 3002)
- Défense : armes nucléaires (p. 3001)
- Organisations internationales : Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC) (p. 3001)

Discussion des articles [23 avril 1998] (p. 3006)

Ses interventions dans la discussion des amendements et sous-amendements (p. 3006 à 3026)

Avant l'article 2

Soutient l'amendement n° 1 de la commission (intitulé du titre 1er : "élimination des armes chimiques") (p. 3006) : adopté (p. 3006)

Article 2 (interdiction des armes chimiques)

Soutient l'amendement n° 2 de la commission (rédactionnel) (p. 3006) : adopté (p. 3006)

Soutient l'amendement n° 3 de la commission (rédactionnel) (p. 3007) : adopté (p. 3007)

Article 3 (interdiction des installations de fabrication d'armes chimiques)

Soutient l'amendement n° 4 de la commission (meilleure caractérisation de l'intentionnalité de l'activité interdite) (p. 3007) : adopté (p. 3007)

Soutient l'amendement n° 5 de la commission (meilleure caractérisation de l'intentionnalité de l'activité interdite) (p. 3007)

Article 5 (destruction des armes chimiques)

Soutient l'amendement n° 6 de la commission (identification du tableau 1 annexé à la convention) (p. 3007) : adopté (p. 3008)

Article 7 (régime d'autorisation des produits chimiques du tableau 1)

Soutient l'amendement n° 7 de la commission (de cohérence) (p. 3008) : adopté (p. 3008)

Soutient l'amendement n° 8 corrigé de la commission (prise en compte des obligations de la France en tant que membre de l'Union européenne) (p. 3008) : adopté (p. 3008)

Article 9 (régime d'autorisation des installations de fabrication des produits chimiques du tableau 1)

Soutient l'amendement n° 9 (déclaration administrative des laboratoires fabriquant, à des fins de recherche, de petites quantités de produits chimiques inscrits au tableau 1) (p. 3009) : adopté (p. 3009)

Article 10 (déclaration des installations de traitement et de consommation des produits chimiques du tableau 1)

Soutient l'amendement n° 10 de la commission (déclaration administrative des installations de stockage de produits chimiques inscrits au tableau 1) (p. 3009) : adopté (p. 3009)

Article 16 (installations de fabrication des produits chimiques du tableau 3)

Soutient l'amendement n° 11 de la commission (de cohérence) (p. 3010) : adopté (p. 3010)

Article 20 (décrets d'application)

Soutient l'amendement n° 12 de la commission (rédactionnel) (p. 3011) : adopté (p. 3011)

Article 24 (contrôle de l'accès des inspecteurs aux relevés par le chef de l'équipe d'accompagnement)

Soutient l'amendement n° 13 de la commission (de cohérence) (p. 3012) : adopté (p. 3012)

Soutient l'amendement n° 14 de la commission (de clarification) (p. 3012) : adopté (p. 3012)

Soutient l'amendement n° 15 de la commission (de clarification) (p. 3012) : adopté (p. 3012)

Article 26 (photographie des installations)

Soutient l'amendement n° 16 de la commission (de précision rédactionnelle) (p. 3013) : adopté (p. 3013)

Article 27 (prélèvement et analyse des échantillons)

Soutient l'amendement n° 17 de la commission (droit de regard du chef de l'équipe d'accompagnement sur la destination des échantillons à analyser) (p. 3013) : adopté (p. 3013)

Article 30 bis (gêne apportée au fonctionnement de l'installation par l'inspection)

Soutient l'amendement n° 18 de la commission (rédactionnel) (p. 3014) : adopté (p. 3014)

Article 40 (notification de l'ordonnance)

Soutient l'amendement n° 19 de la commission (rédactionnel) (p. 3017) : adopté (p. 3017)

Article 41 (observation des opérations par un officier de police judiciaire)

Soutient l'amendement n° 20 de la commission (rédactionnel) (p. 3017) : adopté (p. 3017)

Soutient l'amendement n° 21 de la commission (rédactionnel) (p. 3017) : adopté (p. 3017)

Article 44 (demandes d'éclaircissement portant sur une installation de fabrication de produits chimiques du tableau 3 ou de produits chimiques organiques définis)

Soutient l'amendement n° 22 de la commission (de précision) (p. 3018) : adopté (p. 3018)

Soutient l'amendement n° 23 de la commission (de cohérence) (p. 3018) : adopté (p. 3018)

Après l'article 51

Son sous-amendement n° 40 (communication annuelle plutôt que régulière) à l'amendement n° 39 de M. Claude Billard (communication au comité d'établissement de la liste et du niveau de production des produits inscrits à l'ordre des trois tableaux ainsi que de la liste des exportations) (p. 3019) : retiré (p. 3020)

Son sous-amendement n° 41 (communication aux salariés de l'entreprise) à l'amendement n° 39 de M. Claude Billard (p. 3019) : retiré (p. 3020)

Son sous-amendement n° 42 (communication de la liste des produits fabriqués, traités ou consommés) à l'amendement n° 39 de M. Claude Billard (p. 3019) : retiré (p. 3020)

Article 58 (fabrication, détention et trafic d'armes chimiques)

Soutient l'amendement n° 24 de la commission (de précision) (p. 3022) : adopté (p. 3022)

Soutient l'amendement n° 25 de la commission (de précision) (p. 3022) : adopté (p. 3022)

Article 59 (provocation à commettre certaines infractions)

Soutient l'amendement n° 26 de la commission (de cohérence) (p. 3022) : retiré (p. 3022)

Article 62 (opposition à la saisie par l'autorité administrative d'une arme chimique)

Soutient l'amendement n° 27 de la commission (rédactionnel) (p. 3023) : adopté (p. 3023)

Article 64 (défaut de déclaration des armes chimiques)

Soutient l'amendement n° 28 de la commission (sanction en cas de non déclaration par son détenteur d'une arme chimique ancienne ou abandonnée) (p. 3023) : adopté après rectification (p. 3023)

Article 65 (notification des défaillances des équipements de surveillance)

Soutient l'amendement n° 29 de la commission (de précision) (p. 3024) : adopté (p. 3024)

Article 66 (violation du régime d'autorisation des produits chimiques inscrits au tableau 1 et fabriqués à des fins médicales, pharmaceutiques, de recherche ou de protection)

Soutient l'amendement n° 30 de la commission (de précision) (p. 3024) : adopté (p. 3024)

Article 67 (violation du régime d'autorisation des produits chimiques inscrits au tableau 1 et fabriqués à des fins médicales, pharmaceutiques, de recherche ou de protection)

Son amendement n° 33 (suppression de l'alinéa relatif à la réexportation des produits chimiques) : adopté (p. 3024)

Article 68 (défaut de déclaration)

Soutient l'amendement n° 31 de la commission (défaut de déclaration du stockage de produits chimiques inscrits au tableau 1) (p. 3025) : adopté (p. 3025)

Article 79 (dérogation au principe de territorialité de la loi pénale)

Soutient l'amendement n° 32 de la commission (délict commis par un Français "dans un Etat non partie à la convention") (p. 3026) : adopté (p. 3026)

Proposition de loi n° 561 tendant à l'élimination des mines antipersonnel

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [24 avril 1998] (p. 3037)

Son intervention (p. 3050)

Thèmes :

Armes : mines anti-personnel (p. 3050)

Organisations internationales : organisations non gouvernementales (ONG) (p. 3050)

Pays étrangers : Angola (p. 3050)

Pays étrangers : Cambodge (p. 3050)

Politique extérieure : coopération militaire : déminage (p. 3050)

Proposition de loi n° 845 fixant le régime des armes et munitions

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [29 mai 1998] (p. 4512)

Son intervention (p. 4531)

Thèmes :

Armes : détention (p. 4531)

Droit pénal : crimes et délits contre les personnes (p. 4531)

Etat (p. 4531)

Michel VAUZELLE

*Bouches-du-Rhône (16^{ème} circonscription)
Socialiste*

Élu le 1^{er} juin 1997

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9390)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9423)

Membre de la mission d'information commune sur les perspectives économiques et sociales de l'aménagement de l'axe européen Rhin-Rhône [J.O. du 26 mars 1998] (p. 4569)

Président de la mission d'information commune sur les perspectives économiques et sociales de l'aménagement

ment de l'axe européen Rhin-Rhône [J.O. du 1^{er} avril 1998] (p. 5033)

Rapporteur pour avis du projet de loi constitutionnelle modifiant l'article 88-2 de la Constitution (n° 1072) [8 octobre 1998]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Aménagement du territoire. Politique d'aménagement du territoire. Axe Mer du Nord Méditerranée [25 novembre 1997] (p. 6247)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 230 pour 1998

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COOPÉRATION

I - AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Examen du fascicule [5 novembre 1997] (p. 5395)

Son intervention (p. 5434)

Thèmes avant la procédure des questions :

Audiovisuel et communication (p. 5435)

Pays étrangers : Algérie (p. 5435)

Union européenne : Union économique et monétaire (UEM) (p. 5435)

Michel VAXÈS

*Bouches-du-Rhône (13^{ème} circonscription)
Communiste*

Élu le 1^{er} juin 1997

S'inscrit au groupe communiste [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9391)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9423)

Membre titulaire du conseil d'administration du conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres [J.O. du 10 juillet 1997] (p. 10491)

Rapporteur du projet de loi tendant à améliorer les conditions d'exercice de la profession de transporteur routier (n° 427) [18 novembre 1997]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi tendant à améliorer les conditions d'exercice de la profession de transporteur routier [J.O. du 22 janvier 1998] (p. 1054)

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi tendant à améliorer les conditions d'exercice de la profession de transporteur routier [J.O. du 22 janvier 1998] (p. 1054)

Membre de la commission d'enquête sur l'utilisation des fonds publics et la gestion des fonds publics en Corse [J.O. du 5 mars 1998] (p. 3423)

Secrétaire de la commission d'enquête sur l'utilisation des fonds publics et la gestion des fonds publics en Corse [J.O. du 6 mars 1998] (p. 3480)

Membre de la mission d'information commune sur les perspectives économiques et sociales de l'aménagement de l'axe européen Rhin-Rhône [J.O. du 26 mars 1998] (p. 4569)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 363 relative à la libre distribution des publications de nature syndicale dans les entreprises [21 octobre 1997]

Rapport déposé au nom de la commission de la production et des échanges sur le projet de loi (n° 427), tendant à améliorer les conditions d'exercice de la profession de transporteur routier [2 décembre 1997] (n° 495)

Rapport déposé au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi tendant à améliorer les conditions d'exercice de la profession de transporteur routier [21 janvier 1998] (n° 651)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Travail. Licenciement économique. Réglementation [25 juin 1997] (p. 2903)

Emploi. Chômeurs. Associations, revendications [13 janvier 1998] (p. 153)

Défense. Arsenaux. Restructuration [12 mai 1998] (p. 3642)

Défense. Arsenaux. Direction des constructions navales (DCN), perspectives, Toulon [10 juin 1998] (p. 4879)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1, posée le 30 septembre 1997. Voirie. A 55 (J.O. Questions p. 3555). Appelée le 7 octobre 1997. Prolongement (p. 3661)

n° 236, posée le 24 mars 1998. Risques professionnels. Maladies professionnelles (J.O. Questions p. 2097). Appelée le 31 mars 1998. Reconnaissance, indemnisation (p. 2228)

DÉBATS

Projet de loi n° 200 relatif au développement d'activités pour l'emploi des jeunes

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [15 septembre 1997] (p. 2995); [16 septembre 1997] (p. 3050, 3092); [17 septembre 1997] (p. 3121)

Article 1er (aide à la création d'activités d'utilité sociale pour l'emploi des jeunes)

Son intervention (p. 3004)

Projet de loi de finances n° 230 pour 1998**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET
DISPOSITIONS SPÉCIALES****EDUCATION NATIONALE, RECHERCHE ET TECHNOLOGIE**

I - ENSEIGNEMENT SCOLAIRE

Examen du fascicule [13 novembre 1997] (p. 5751, 5775)*Procédure des questions :*

Enseignement : personnel : auxiliaires (p. 5778)

Enseignement : personnel : psychologues scolaires (p. 5785)

ECONOMIE, FINANCES ET INDUSTRIE

IV - PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES, COMMERCE ET ARTISANAT

Examen du fascicule [14 novembre 1997] (p. 5883)

Son intervention (p. 5889)

Thèmes avant la procédure des questions :

Banques et établissements financiers : Banque du développement des petites et moyennes entreprises (BDPME) (p. 5890)

Bâtiment et travaux publics : immeubles d'habitation : TVA (p. 5890)

Commerce et artisanat : commerce (p. 5890)

Commerce extérieur : Centre français du commerce extérieur (CFCE) (p. 5890, 5891)

Entreprises : charges (p. 5890)

Entreprises : petites et moyennes entreprises (p. 5891)

Projet de loi n° 427 tendant à améliorer les conditions d'exercice de la profession de transporteur routier

Rapporteur de la commission de la production et des échanges

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [8 décembre 1997] (p. 7100)

Son intervention (p. 7104)

Thèmes :

Entreprises : sous-traitance : transport de marchandises (p. 7104)

Politiques communautaires : libre circulation des marchandises : libéralisme (p. 7104)

Politiques communautaires : marché unique (p. 7105)

Transports routiers : chauffeurs routiers : formation professionnelle (p. 7104, 7105)

Transports routiers : grèves (p. 7104)

Transports routiers : licences de transports (p. 7105)

Travail : inspection du travail (p. 7105)

Discussion des articles [8 décembre 1997] (p. 7122)*Article 1er (extension de la formation professionnelle obligatoire à l'ensemble des conducteurs routiers)*

Soutient l'amendement n° 1 de la commission (rédactionnel) (p. 7123) : adopté (p. 7123)

Soutient l'amendement n° 2 de la commission (formation professionnelle appliquée au seul transport de marchandises) (p. 7123) : retiré (p. 7123)

Intervient sur l'amendement n° 24 de M. Michel Bouvard (règles de sécurité à l'arrêt) (p. 7123)

Soutient l'amendement n° 3 de la commission (rédactionnel) (p. 7124) : adopté (p. 7124)

Article 2 (modification du régime d'autorisations applicable en matière de transports routiers)

Soutient l'amendement n° 4 de la commission (non application aux activités de location de véhicules industriels sans chauffeur) (p. 7124) : adopté (p. 7124)

Soutient l'amendement n° 5 rectifié de la commission (assujettissement au régime de licence simplifié de toute entreprise de transport routier ou de location avec conducteur) (p. 7124) : adopté après modification (p. 7125)

Intervient sur le sous-amendement oral du Gouvernement (précision "d'au moins deux essieux") à l'amendement n° 5 rectifié de la commission (p. 7125)

Article 3 (sanction administrative d'immobilisation du véhicule)

Soutient l'amendement n° 6 de la commission (définition des infractions majeures et des infractions mineures) (p. 7125) : adopté (p. 7125)

Soutient l'amendement n° 7 de la commission (rédactionnel) (p. 7125) : adopté (p. 7125)

Soutient l'amendement n° 8 de la commission (rédactionnel) (p. 7125) : adopté (p. 7125)

Soutient l'amendement n° 9 de la commission (immobilisation du véhicule dès le deuxième délit) (p. 7125) : retiré (p. 7126)

Intervient sur l'amendement n° 26 du Gouvernement (immobilisation du véhicule dès la deuxième infraction) (p. 7126)

Soutient l'amendement n° 10 de la commission (sanction des transporteurs utilisant des véhicules en location) (p. 7126) : adopté (p. 7126)

Soutient l'amendement n° 12 de la commission (rôle des commissions de sanctions administratives) (p. 7126) : adopté (p. 7127)

Après l'article 3

Soutient l'amendement n° 13 de la commission (compétences des commissions de sanctions administratives) (p. 7127) : adopté (p. 7127)

Soutient l'amendement n° 14 de la commission (immobilisation immédiate des véhicules en cas d'absence à bord du document de suivi) (p. 7127, 7128) : adopté (p. 7128)

Soutient l'amendement n° 15 de la commission (extension aux transporteurs du privilège des concessionnaires) (p. 7129) : adopté (p. 7129)

Soutient l'amendement n° 17 rectifié de la commission (délit de rupture d'immobilisation) (p. 7130) : adopté (p. 7130)

Article 5 (renforcement des pouvoirs de constatation des contrôleurs des transports terrestres et sanctions pénales accessoires)

Soutient l'amendement n° 18 de la commission (cas des loueurs de véhicules industriels sans conducteur) (p. 7130) : adopté (p. 7130)

Soutient l'amendement n° 19 de la commission (rédactionnel) (p. 7130) : adopté (p. 7130)

Soutient l'amendement n° 20 de la commission (rédactionnel) (p. 7130) : adopté (p. 7130)

Soutient l'amendement n° 25 de la commission (immobilisation d'un autre véhicule de l'entreprise lorsque le véhicule objet de l'infraction était loué) (p. 7131) : adopté (p. 7131)

Soutient l'amendement n° 21 de la commission (suspension de l'attestation de capacité et diffusion de la décision) (p. 7131) : devenu sans objet (p. 7131)

Article 6 (renforcement des pouvoirs d'investigation des contrôleurs des transports terrestres)

Soutient l'amendement n° 22 de la commission (rédactionnel) (p. 7131) : adopté (p. 7131)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Procédure d'adoption simplifiée [22 janvier 1998] (p. 527)

Son intervention (p. 527)

Thèmes :

Entreprises : sous-traitance : transport de marchandises (p. 527)

Politiques communautaires : Europe sociale : droit du travail (p. 528)

Sécurité routière : poids lourds : contrôle technique des véhicules (p. 527)

Transports routiers : chauffeurs routiers : durée du travail (p. 527)

Travail : inspection du travail (p. 527)

Proposition de résolution n° 219 tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'utilisation des fonds publics en Corse

Avant la discussion de l'article unique [3 mars 1998] (p. 1849)

Son intervention (p. 1854)

Thèmes :

Assemblée nationale : commissions d'enquête (p. 1854)

Etat (p. 1854)

Finances publiques : fonds publics (p. 1854)

Impôts et taxes : politique fiscale (p. 1854)

Ordre public : terrorisme : attentats (p. 1854)

Régions : Corse (p. 1854)

Secteur public : services publics (p. 1854)

Vote pour du groupe communiste (p. 1854)

Projet de loi n° 525 autorisant la ratification de la convention relative à l'aide alimentaire de 1995

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [25 juin 1998] (p. 5411)

Son intervention (p. 5413)

Thèmes :

Organisations internationales : Fonds monétaire international (p. 5413)

Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) (p. 5413)

Politique extérieure : aide alimentaire (p. 5413, 5414)

Politique extérieure : coopération économique (p. 5414)

Projet de loi n° 29 autorisant la ratification du protocole sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi des mines, pièges et autres dispositifs tel qu'il a été modifié le 3 mai 1996 (protocole II, tel qu'il a été modifié le 3 mai 1996), annexé à la convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [25 juin 1998] (p. 5390)

Son intervention (p. 5398)

Thèmes :

Armes : mines anti-personnel (p. 5398)

Traités et conventions (p. 5398)

Hubert VÉDRINE

Ministre des affaires étrangères

DÉPÔTS

Projet de loi n° 3 autorisant l'approbation de l'accord d'adhésion de la République hellénique à la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les Gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la République fédérale d'Allemagne et de la République française relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signée à Schengen le 19 juin 1990, à laquelle ont adhéré la République italienne par l'accord signé à Paris le 27 novembre 1990 et le Royaume d'Espagne et la République portugaise par les accords signés à Bonn le 25 juin 1991 [13 juin 1997]

Projet de loi n° 4 autorisant la ratification de l'accord interne entre les représentants des Gouvernements des Etats membres réunis au sein du Conseil relatif au financement et à la gestion des aides de la Communauté dans le cadre du second protocole financier de la quatrième convention ACP-CE [13 juin 1997]

Projet de loi n° 5 autorisant la ratification du protocole à la quatrième convention entre la Communauté européenne et ses Etats membres, d'une part, et le groupe des Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, d'autre part (dite convention ACP-CE de Lomé), à la suite de l'adhésion de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède à l'Union européenne [13 juin 1997]

Projet de loi n° 6 autorisant la ratification de l'accord portant modification de la quatrième convention entre la Communauté européenne et ses Etats membres,

- d'une part, et le groupe des Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, d'autre part (dite convention ACP-CE de Lomé) [13 juin 1997]
- Projet de loi n° 7 autorisant l'approbation de l'accord d'adhésion de la République d'Autriche à la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les Gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la République fédérale d'Allemagne et de la République française relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signée à Schengen le 19 juin 1990, à laquelle ont adhéré la République italienne, le Royaume d'Espagne et la République portugaise, et la République hellénique par les accords signés respectivement le 27 novembre 1990, le 25 juin 1991 et le 6 novembre 1992 [13 juin 1997]
- Projet de loi n° 82 autorisant la ratification de l'accord euro-méditerranéen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et l'Etat d'Israël, d'autre part [16 juillet 1997]
- Projet de loi n° 221 autorisant l'approbation du quatrième protocole (services de télécommunications de base) annexé à l'accord général sur le commerce des services [17 septembre 1997]
- Projet de loi n° 229 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Fédération de Russie relatif au règlement définitif des créances réciproques entre la France et la Russie antérieures au 9 mai 1945 sous forme de mémorandum d'accord et de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Fédération de Russie sur le règlement définitif des créances réciproques financières et réelles apparues antérieurement au 9 mai 1945 [24 septembre 1997]
- Projet de loi n° 289 autorisant l'approbation de l'accord international de 1995 sur le caoutchouc naturel (ensemble trois annexes) [1^{er} octobre 1997]
- Déclaration du Gouvernement n° 493 présentée par M. Hubert Védrine, ministre des affaires étrangères sur la politique européenne [2 décembre 1997]
- Projet de loi n° 650 autorisant la ratification du traité d'interdiction complète des essais nucléaires [21 janvier 1998]
- Projet de loi n° 676 autorisant l'approbation du protocole additionnel à la charte sociale européenne prévoyant un système de réclamations collectives [4 février 1998]
- Projet de loi n° 678 autorisant l'approbation de la charte sociale européenne (révisée) (ensemble une annexe) [4 février 1998]
- Projet de loi n° 773 autorisant la ratification d'un accord entre la République française et la République italienne relatif à la réadmission des personnes en situation irrégulière (ensemble une annexe) [18 mars 1998]
- Projet de loi n° 1075 autorisant la ratification de l'accord européen concernant les personnes participant aux procédures devant la Cour européenne des Droits de l'Homme [26 août 1998]
- Projet de loi n° 1076 autorisant la ratification du sixième Protocole additionnel à l'Accord général sur les privilèges et immunités du Conseil de l'Europe [26 août 1998]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Membre du Gouvernement

RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

- M. Félix Leyzour. Union européenne. Conseil européen. Emploi, perspectives [24 juin 1997] (p. 2891)
- M. Jean Glavany. Politique extérieure. Algérie. Attitude de la France [1^{er} octobre 1997] (p. 3605)
- M. Daniel Paul. Politique extérieure. Algérie. Coopération, développement [1^{er} octobre 1997] (p. 3614)
- M. Gérard Bapt. Politique extérieure. Liban. Intégrité territoriale, attitude de la France [15 octobre 1997] (p. 4015)
- M. Paul Quilès. Politique extérieure. République du Congo. Attitude de la France [15 octobre 1997] (p. 4017)
- M. Jean-Paul Bret. Politique extérieure. Daghestan. Enlèvement de deux ressortissants français [4 novembre 1997] (p. 5335)
- M. Georges Sarre. Politique extérieure. Algérie. Attitude de la France [3 décembre 1997] (p. 6873)
- Mme Martine David. Politique extérieure. Moyen-Orient. Processus de paix israëlo-palestinien [3 décembre 1997] (p. 6877)
- M. Robert Gaïa. Défense. Armement. Mines antipersonnel, interdiction [3 décembre 1997] (p. 6878)
- M. Roger Meï. Déchets, pollutions et nuisances. Pollution atmosphérique. Effet de serre, lutte et prévention [10 décembre 1997] (p. 7267)
- M. Noël Mamère. Politique extérieure. Chine. Droits de l'homme, attitude de la France [14 janvier 1998] (p. 282)
- M. Louis Mermaz. Energie et carburants. Energie nucléaire. Centrale de Tchernobyl, fermeture [27 janvier 1998] (p. 569)
- M. Daniel Feurtet. Politique extérieure. Cuba. Embargo imposé par les Etats-Unis [27 janvier 1998] (p. 572)
- M. Alain Tourret. Politique extérieure. Droits de l'homme. Peine de mort, abolition [3 février 1998] (p. 923)
- M. François Loncle. Politique extérieure. Irak. Attitude de la France [3 février 1998] (p. 923)
- M. Jean-Jacques Weber. Politique extérieure. Irak. Attitude de la France [3 février 1998] (p. 933)
- M. Alain Bocquet. Politique extérieure. Irak. Attitude de la France [24 février 1998] (p. 1564)
- M. Roland Carraz. Politique extérieure. Irak. Embargo, attitude de la France [24 février 1998] (p. 1570)
- M. Pierre Brana. Politique extérieure. Kosovo. Attitude de la France [8 avril 1998] (p. 2688)
- M. Georges Hage. Politique extérieure. Moyen-Orient. Processus de paix israëlo-palestinien [8 avril 1998] (p. 2691)
- M. Bernard Cazeneuve. Commerce extérieur. Exportations. Armement, contrôle [8 avril 1998] (p. 2692)
- M. Jean-Paul Bret. Politique extérieure. Turquie. Génocide arménien, reconnaissance [22 avril 1998] (p. 2903)
- M. Laurent Dominati. Politique extérieure. Soudan. Esclavage [5 mai 1998] (p. 3379)

- M. Didier Boulaud. Politique extérieure. Afghanistan. Droits de l'homme [5 mai 1998] (p. 3384)
- M. Patrick Bloche. Politique extérieure. Audiovisuel et communication. Action audiovisuelle extérieure [5 mai 1998] (p. 3385)
- M. Paul Quilès. Politique extérieure. Inde. Essais nucléaires, attitude de la France [13 mai 1998] (p. 3732)
- M. Valéry Giscard d'Estaing. Politique extérieure. Irak. Embargo, attitude de la France [13 mai 1998] (p. 3737)
- M. Laurent Dominati. Politique extérieure. Soudan. Esclavage [19 mai 1998] (p. 4060)
- M. François Asensi. Politique extérieure. Inde et Pakistan. Essais nucléaires, attitude de la France [19 mai 1998] (p. 4063)
- M. Christian Paul. Politique extérieure. Maroc. Sahara occidental, attitude de la France [20 mai 1998] (p. 4203)
- M. Didier Boulaud. Politique extérieure. Afghanistan. Aide humanitaire [2 juin 1998] (p. 4577)
- M. Alain Turret. Politique extérieure. Asie. Essais nucléaires, attitude de la France [2 juin 1998] (p. 4584)
- M. Claude Jacquot. Politique extérieure. Kosovo. Attitude de la France [9 juin 1998] (p. 4803)
- M. Christophe Caresche. Organisations internationales. ONU. Cour pénale internationale, création, attitude de la France [24 juin 1998] (p. 5330)

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT DE

- M. Jacky Darne. Politique extérieure. Côte d'Ivoire. Ressortissants français, enfants retenus [27 janvier 1998] (p. 551)
- Mme Nicole Bricq. Banques et établissements financiers. Banque de France. Succursales, fermeture [24 février 1998] (p. 1540)
- M. François Rochebloine. Défense. Armement. Mines anti-personnel, interdiction [24 février 1998] (p. 1538)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 230 pour 1998

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COOPÉRATION

I - AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Examen du fascicule [5 novembre 1997] (p. 5395)

Son intervention (p. 5437 à 5441)

Sa réponse (p. 5441, 5442, 5445, 5447)

Thèmes avant la procédure des questions :

- Audiovisuel et communication (p. 5439, 5440)
- Corps diplomatique et consulaire (p. 5438 à 5440)
- Défense : volontaires du service national actif (VSNA) (p. 5440)
- Informatique (p. 5438, 5439)
- Langue française : enseignement du français à l'étranger (p. 5438, 5440)
- Langue française : francophonie (p. 5439)
- Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) (p. 5437)

Pays étrangers : Etats-Unis (p. 5437)

Politique extérieure : coopération culturelle (p. 5440)

Politique extérieure : coopération militaire (p. 5439)

Union européenne : Union économique et monétaire (UEM) (p. 5437, 5438)

Réponses aux questions :

Enseignement supérieur : étudiants : étrangers (p. 5442) (Mme Michèle Alliot-Marie) (p. 5442)

Langue française : francophonie (p. 5441, 5442) (M. Alain Barrau) (p. 5441)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 5447) (M. Charles Ehrmann) (p. 5447)

Union européenne : élargissement (p. 5447) (M. Charles Ehrmann) (p. 5447)

Union européenne : euro (p. 5441) (M. Jean-Paul Mariot) (p. 5441)

Union européenne : institutions communautaires (p. 5445) (M. Charles Ehrmann) (p. 5445)

Vote des crédits et articles rattachés [5 novembre 1997] (p. 5448)

Etat B, titre IV

Intervient sur l'amendement n° 90 de M. Jacques Myard (augmentation des crédits afin de promouvoir la coopération culturelle et audiovisuelle) (p. 5449)

Déclaration du Gouvernement n° 493 présentée par M. Hubert Védrine, ministre des affaires étrangères sur la politique européenne

[2 décembre 1997] (p. 6751, 6813)

Son intervention (p. 6751)

Thèmes :

Droit pénal : délinquance et criminalité (p. 6753)

Etrangers : immigration clandestine (p. 6753)

Organisations internationales : Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) (p. 6755)

Organisations internationales : Union de l'Europe occidentale (UEO) (p. 6755)

Pays étrangers : Iran (p. 6754)

Pays étrangers : Turquie (p. 6754)

Politique économique : mondialisation (p. 6752, 6753, 6756)

Politique extérieure : relations Est-Ouest (p. 6752)

Politiques communautaires : budget (p. 6753)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 6752)

Politiques communautaires : politique extérieure et de sécurité commune (PESC) (p. 6754, 6755)

Union européenne : accords de Schengen (p. 6753)

Union européenne : élargissement (p. 6754)

Union européenne : euro (p. 6752 à 6756)

Union européenne : institutions communautaires (p. 6756)

Union européenne : Traité d'Amsterdam (p. 6753, 6754)

Projet de loi n° 650 autorisant la ratification du traité d'interdiction complète des essais nucléaires

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [24 février 1998] (p. 1574)

Son intervention (p. 1574)

Sa réponse (p. 1583)

Thèmes :

Déchets, pollutions et nuisances : déchets radioactifs :

Polynésie française (p. 1583)

Défense : dissuasion nucléaire (p. 1574, 1584)

Pays étrangers : Inde (p. 1584)

Politique extérieure : désarmement : armes nucléaires (p. 1574, 1583)

Santé : santé publique (p. 1583)

Projet de loi n° 524 autorisant l'approbation de la convention sur la protection des enfants et la coopération en matière d'adoption internationale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [24 février 1998] (p. 1585)

Son intervention (p. 1585)

Sa réponse (p. 1593)

Thèmes :

Associations (p. 1593)

Enfants : droits de l'enfant (p. 1585, 1586, 1593)

Famille : adoption (p. 1585, 1593)

Pays étrangers : Brésil (p. 1585)

Pays étrangers : Colombie (p. 1585)

Politique extérieure : coopération (p. 1586)

Télécommunications : Internet (p. 1594)

Michel VERGNIER

*Creuse (1^{ère} circonscription)
Socialiste*

Élu le 1^{er} juin 1997

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9390)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9423)

Membre suppléant de la Commission consultative appelée à émettre un avis sur la modification de la valeur du point de pension [J.O. du 1^{er} octobre 1997] (p. 14256)

Membre de la mission d'information commune sur la prévention et la lutte contre les exclusions [J.O. du 5 mars 1998] (p. 3424)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation relatif à la lutte contre l'exclusion [J.O. du 28 mars 1998] (p. 4824)

Cesse d'appartenir à la commission de la production et des échanges [J.O. du 8 avril 1998] (p. 5486)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 8 avril 1998] (p. 5486)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 9 avril 1998] (p. 5543)

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 9 avril 1998] (p. 5543)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Agriculture. Politique agricole commune (PAC).

Réforme [1^{er} avril 1998] (p. 2322)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 230 pour 1998

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET ENVIRONNEMENT

I - AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Examen du fascicule [4 novembre 1997] (p. 5287)

Son intervention (p. 5293)

Thèmes avant la procédure des questions :

Aménagement du territoire : Fonds national de développement des entreprises (p. 5294)

Aménagement du territoire : prime à l'aménagement du territoire (PAT) (p. 5293)

Aménagement du territoire : zones rurales (p. 5293)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [17 décembre 1997] (p. 8024) ; [18 décembre 1997] (p. 8101)

Seconde délibération

Article 68 (extension de la compétence de l'Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat)

Son amendement n° 202 (suppression de la référence à la mitoyenneté avec un immeuble d'habitation) : adopté (p. 8150)

Projet de loi n° 780 d'orientation relatif à la lutte contre les exclusions

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [6 mai 1998] (p. 3515) ; [7 mai 1998] (p. 3533, 3562) ; [12 mai 1998] (p. 3649, 3684) ; [13 mai 1998] (p. 3741, 3776) ; [14 mai 1998] (p. 3815, 3872) ; [18 mai 1998] (p. 3931, 3975) ; [19 mai 1998] (p. 4076, 4102) ; [20 mai 1998] (p. 4205)

Article 16 (définition du plan départemental d'action pour le logement des personnes défavorisées)

Son intervention (p. 3708)

Article 17 (contenu et mise en œuvre du plan départemental d'action pour le logement des personnes défavorisées)

Soutient l'amendement n° 694 de M. Yann Galut (amélioration de l'habitat des personnes âgées en vue de favoriser leur maintien à domicile) (p. 3718) : retiré (p. 3718)

Émile VERNAUDON

*Polynésie Française (2^{ème} circonscription)
Rassemblement pour la République*

Élu le 17 mai 1997

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9391)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9422)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**DÉBATS**

Projet de loi n° 200 relatif au développement d'activités pour l'emploi des jeunes

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [15 septembre 1997] (p. 2995); [16 septembre 1997] (p. 3050, 3092); [17 septembre 1997] (p. 3121)

Article 2 (emplois d'adjoints de sécurité dans la police)

Son amendement n° 145 (application dans les territoires d'outre-mer) (p. 3124) : rejeté (p. 3125)

Projet de loi organique n° 223 relatif à l'exercice par les citoyens de l'Union européenne résidant en France, autres que les ressortissants français, du droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales, et portant transposition de la directive 94/80/CE du 19 décembre 1994

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [7 janvier 1998] (p. 36)

Son intervention (p. 40)

Thèmes :

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer (p. 40, 41)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Polynésie française (p. 40, 41)

Alain VEYRET

*Lot-et-Garonne (1^{ère} circonscription)
Socialiste*

Élu le 1^{er} juin 1997

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9390)

NOMINATIONS

Membre titulaire de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9423)

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9423)

Membre titulaire du comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé [J.O. du 12 juillet 1997] (p. 10609)

Membre de la commission d'enquête sur l'activité et le fonctionnement des tribunaux de commerce [J.O. du 21 janvier 1998] (p. 988)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la nationalité [J.O. du 23 janvier 1998] (p. 1111)

Cesse d'appartenir à la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 26 février 1998] (p. 3014)

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 26 février 1998] (p. 3014)

Membre de la mission d'information commune sur la prévention et la lutte contre les exclusions [J.O. du 5 mars 1998] (p. 3424)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation relatif à la lutte contre l'exclusion [J.O. du 28 mars 1998] (p. 4824)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Etrangers. Algériens. Reconduite aux frontières, suspension [25 février 1998] (p. 1617)

Agriculture. Politique agricole commune (PAC). Maraîchers, revendications [29 avril 1998] (p. 3215)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 425, posée le 9 juin 1998. Transports ferroviaires. TGV (J.O. Questions p. 4867). Appelée le 16 juin 1998. Ligne Bordeaux Toulouse, construction (p. 4998)

DÉBATS

Projet de loi n° 199 portant réforme du service national

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 septembre 1997] (p. 3231, 3266)

Son intervention (p. 3269)

Thèmes :

Défense : service national : généralités (p. 3269)

Enseignement : médecine scolaire et universitaire (p. 3269, 3270)

Projet de loi n° 328 relatif à la nationalité et modifiant le code civil

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 février 1998] (p. 1390, 1413)

Son intervention (p. 1422)

Thèmes :

Enfants : droits de l'enfant : nationalité (p. 1422)

Etrangers : immigration (p. 1422)

Nationalité : droit du sol (p. 1423)

Projet de loi n° 780 d'orientation relatif à la lutte contre les exclusions

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [6 mai 1998] (p. 3515) ; [7 mai 1998] (p. 3533, 3562) ; [12 mai 1998] (p. 3649, 3684) ; [13 mai 1998] (p. 3741, 3776) ; [14 mai 1998] (p. 3815, 3872) ; [18 mai 1998] (p. 3931, 3975) ; [19 mai 1998] (p. 4076, 4102) ; [20 mai 1998] (p. 4205)

Article 43 (article L. 331-2 du code de la consommation : fixation des ressources minimales du ménage par la commission de surendettement des particuliers)

Son amendement n° 358 (dettes professionnelles des commerçants et artisans) (p. 3934) : retiré (p. 3936)

Article 73 (droit au compte bancaire)

Son intervention (p. 4077)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [30 juin 1998] (p. 5561) ; [1^{er} juillet 1998] (p. 5582, 5604, 5665)

Après l'article 36 quater

Son amendement n° 290 précédemment réservé soutenu par M. Jean Le Garrec (exonération du forfait hospitalier) (p. 5697) : retiré (p. 5698)

Alain VIDALIES

*Landes (1^{ère} circonscription)
Socialiste*

Élu le 1^{er} juin 1997

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9390)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9423)

Juge suppléant de la Cour de justice de la République [J.O. du 26 juin 1997] (p. 9832)

Membre suppléant du conseil d'administration du conservatoire de l'espace Littoral et des rivages lacustres [J.O. du 10 septembre 1997] (p. 13199)

Membre de la mission d'information commune sur la prévention et la lutte contre les exclusions [J.O. du 5 mars 1998] (p. 3424)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation relatif à la lutte contre l'exclusion [J.O. du 28 mars 1998] (p. 4824)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la responsabilité du fait des produits défectueux [J.O. du 24 avril 1998] (p. 6337)

Rapporteur de la proposition de loi relative aux prestations compensatoires en matière de divorce (n° 2098) [25 juin 1998]

Rapporteur de la proposition de loi relative à l'assouplissement des conditions de versement de la prestation compensatoire définie à l'article 273 du code civil (n° 579) [25 juin 1998]

Rapporteur de la proposition de loi relative à l'attribution de la prestation compensatoire en cas de divorce (n° 156) [25 juin 1998]

Rapporteur de la proposition de loi tendant à substituer à la prestation compensatoire une indemnité de séparation entre époux divorcés (n° 1900) [25 juin 1998]

Rapporteur de la proposition de loi relative à la prestation compensatoire en matière de divorce (n° 1989) [25 juin 1998]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 31, posée le 17 novembre 1997. Transports aériens. Personnel (J.O. Questions p. 6002). Appelée le 25 novembre 1997. Formation professionnelle, Biscarosse (p. 6223)

n° 385, posée le 26 mai 1998. Voirie. RN 10 (J.O. Questions p. 4356). Appelée le 2 juin 1998. Aménagement, Landes (p. 4568)

DÉBATS

Projet de loi n° 512 d'orientation et d'incitation relatif à la réduction du temps de travail

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [27 janvier 1998] (p. 572, 615) ; [28 janvier 1998] (p. 667, 703) ; [29 janvier 1998] (p. 747)

Son intervention (p. 720)

Thèmes :

Politique économique : croissance (p. 720)

Travail : travail à temps partiel (p. 720)

Projet de loi n° 727 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [20 mai 1998] (p. 4145, 4213)

Après l'article 1^{er} ter

Intervient sur l'amendement n° 85 de M. Alfred Recours (validation des actes de gestion du régime de protection sociale des personnels de l'Agence nationale pour l'emploi) (p. 4150)

Projet de loi n° 780 d'orientation relatif à la lutte contre les exclusions

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [30 juin 1998] (p. 5561) ; [1^{er} juillet 1998] (p. 5582, 5604, 5665)

Article 46 précédemment réservé (article L. 331-5 du code de la consommation : saisine du juge de l'exécution par le président de la commission de surendettement, en cas d'urgence, aux fins de suspension des procédures d'exécution)

Intervient sur l'amendement n° 119 de la commission (saisine du juge par le débiteur) (p. 5686)

Jean VILA

*Pyrénées-Orientales (1^{ère} circonscription)
Communiste*

Élu le 1^{er} juin 1997

S'inscrit au groupe communiste [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9391)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9423)

Chargé d'une mission temporaire auprès de Mme la Ministre de l'emploi et de la solidarité et de Mme la secrétaire d'Etat au tourisme [J.O. du 24 juillet 1997] (p. 11080)

Membre désigné par les groupes de l'office parlementaire d'évaluation des politiques publiques [J.O. du 17 octobre 1997] (p. 15125)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 623 tendant à créer une taxe communale sur les documents répondant à un but lucratif distribués gratuitement en nombre [14 janvier 1998]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Emploi. Politique de l'emploi. Aides aux entreprises [26 novembre 1997] (p. 6395)

Agriculture. Fruits et légumes. Aides de l'Etat [21 avril 1998] (p. 2817)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 394, posée le 2 juin 1998. Emploi. Emplois jeunes (J.O. Questions p. 4619). Appelée le 9 juin 1998. Dispositif, contrôle (p. 4768)

DÉBATS

Projet de loi n° 200 relatif au développement d'activités pour l'emploi des jeunes

PREMIÈRE LECTURE

Ses explications de vote [17 septembre 1997] (p. 3146)

Vote pour du groupe communiste (p. 3146)

Projet de loi n° 201 portant mesures urgentes à caractère fiscal et financier

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 septembre 1997] (p. 3147, 3155)

Son intervention (p. 3178)

Thèmes :

Banques et établissements financiers : compte pour le développement industriel (CODEVI) (p. 3178)

Banques et établissements financiers : secteur public (p. 3178)

Collectivités territoriales : ressources (p. 3178)

Emploi : politique de l'emploi (p. 3178)

Impôts locaux : taxe professionnelle (p. 3178)

Politique économique : taux d'intérêt (p. 3178)

Retraites : régimes autonomes et spéciaux : Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales (CNRACL) (p. 3178)

Projet de loi de finances n° 230 pour 1998

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [14 octobre 1997] (p. 3930, 3961) ; [15 octobre 1997] (p. 3991, 4023, 4053)

Son intervention (p. 3995)

Thèmes :

Banques et établissements financiers : livret d'épargne (p. 3996)

Logement : crédits (p. 3996)

Logement : logement social (p. 3995, 3996)

Logement : aides et prêts : primes à l'amélioration des logements à usage locatif et d'occupation sociale (PALULOS) (p. 3996)

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [15 octobre 1997] (p. 4062) ; [16 octobre 1997] (p. 4089, 4121, 4157) ; [17 octobre 1997] (p. 4191, 4218, 4268)

Après l'article 18

Son amendement n° 110 soutenu par M. Jean-Pierre Brard (relèvement du taux de l'impôt sur les sociétés et remboursement de 6 % du montant de l'impôt lorsque la société a procédé à une réduction du temps de travail à 35 heures hebdomadaires sans réduction de salaire) : rejeté (p. 4310)

Son amendement n° 130 rectifié soutenu par M. Jean-Pierre Brard (dégrèvement d'office de la taxe d'habitation en faveur des contribuables à revenus modestes) (p. 4322) : rejeté (p. 4323)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

FONCTION PUBLIQUE, RÉFORME DE L'ÉTAT ET DÉCENTRALISATION

Examen du fascicule [22 octobre 1997] (p. 4447)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 4447)

Thèmes avant la procédure des questions :

- Aménagement du territoire : délocalisations (p. 4448)
- Fonctionnaires et agents publics : effectifs (p. 4447)
- Fonctionnaires et agents publics : traitement (p. 4447)
- Syndicats (p. 4448)

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET ENVIRONNEMENT

II - ENVIRONNEMENT

Examen du fascicule [4 novembre 1997] (p. 5349)
Son intervention (p. 5354)

Thèmes avant la procédure des questions :

- Eau (p. 5354, 5355)
- Politiques communautaires : directives : environnement (p. 5355)

EQUIPEMENT, TRANSPORTS ET LOGEMENT

III - TOURISME

Examen du fascicule [7 novembre 1997] (p. 5601)
Son intervention (p. 5607)

Thèmes avant la procédure des questions :

- Tourisme et loisirs : établissements d'hébergement (p. 5607)
- Tourisme et loisirs : Maison de France (p. 5607)
- Tourisme et loisirs : politique du tourisme (p. 5607)
- Tourisme et loisirs : tourisme associatif (p. 5606)
- Tourisme et loisirs : tourisme social (p. 5608)
- Travail (p. 5608)

Procédure des questions :

- Handicapés : politique à l'égard des handicapés : tourisme et loisirs (p. 5620)
- Impôts et taxes : avantages fiscaux : DOM-TOM (p. 5619, 5620)

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS

Discussion des articles [17 novembre 1997] (p. 5966, 6007) ; [18 novembre 1997] (p. 6032, 6079, 6116) ; [19 novembre 1997] (p. 6153)

Après l'article 61

Son amendement n° 10 soutenu par M. Daniel Feurtet (incorporation des actifs financiers dans les bases d'imposition de la taxe professionnelle) : rejeté (p. 6059)

Proposition de loi n° 412 permettant à l'enfant orphelin, à la suite du décès de ses parents, de participer au conseil de famille

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [20 novembre 1997] (p. 6185)

Son intervention (p. 6191)

Thèmes :

- Audiovisuel et communication (p. 6192)
- Enfants : droits de l'enfant (p. 6191)
- Enfants : mauvais traitements (p. 6191)

- Enseignement : cantines scolaires (p. 6191)
- Enseignement : politique de l'éducation (p. 6192)
- Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) (p. 6192)
- Vote pour du groupe communiste (p. 6191)

Philippe de VILLIERS

*Vendée (4^{ème} circonscription)
Non-inscrit*

Élu le 1^{er} juin 1997

N'appartient à aucun groupe [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9391)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9423)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 409 visant à favoriser la création de groupements d'intérêts commerciaux et communaux [4 novembre 1997]

Proposition de loi n° 410 visant à instituer des schémas de développement commercial [4 novembre 1997]

Proposition de loi n° 411 visant à limiter le développement des magasins d'usine d'origine étrangère [4 novembre 1997]

Proposition de loi constitutionnelle n° 531 tendant à compléter le titre premier de la Constitution afin de proclamer la supériorité de la Constitution française [12 décembre 1997]

Proposition de loi constitutionnelle n° 532 tendant à compléter le titre VI de la Constitution pour confirmer l'existence d'un droit de dénonciation des traités [12 décembre 1997]

Proposition de loi constitutionnelle n° 533 tendant à compléter le titre XV de la Constitution afin de résoudre les conflits de lois nationales et d'actes des Communautés ou de l'Union européenne [12 décembre 1997]

Proposition de loi constitutionnelle n° 534 tendant à compléter les titres II, VI et XV de la Constitution afin d'élargir le champ, les conséquences et les modalités du référendum [12 décembre 1997]

Proposition de loi constitutionnelle n° 535 tendant à compléter le titre XV de la Constitution afin de soumettre la Cour de Justice des Communautés au respect du Traité [12 décembre 1997]

Proposition de loi constitutionnelle n° 536 tendant à compléter le titre premier de la Constitution pour y définir la notion de citoyenneté [12 décembre 1997]

Proposition de loi constitutionnelle n° 537 tendant à compléter le titre XV de la Constitution pour y introduire le compromis de Luxembourg [12 décembre 1997]

Proposition de loi constitutionnelle n° 538 tendant à compléter le titre XV de la Constitution pour garantir le respect de la souveraineté nationale dans les domaines de l'ordre public, de la sécurité publique, de la protection de la santé et de la vie des personnes, de la moralité publique, de la protection du milieu du

travail ou de l'environnement, de la protection des animaux, des végétaux, des trésors nationaux et de la propriété industrielle et commerciale [12 décembre 1997]

Proposition de loi organique n° 539 modifiant l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances, afin d'améliorer le contrôle du Parlement français sur la participation nationale au budget des Communautés européennes [12 décembre 1997]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi n° 779 modifiant le statut de la Banque de France en vue de sa participation au Système européen de banques centrales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [7 avril 1998] (p. 2610, 2637)

Son exception d'irrecevabilité (p. 2616) : rejetée (p. 2627)

Thèmes :

Banques et établissements financiers : Banque de France (p. 2616, 2617, 2619, 2620, 2622)

Constitution : article 53 (p. 2618, 2619)

Constitution : article 88-2 (p. 2616, 2619, 2620)

Constitution : inconstitutionnalité (p. 2616 à 2618, 2622)

Etat : souveraineté (p. 2616, 2620, 2622, à 2624)

Finances publiques : politique budgétaire (p. 2619)

Politique économique : franc (p. 2621)

Politique économique : généralités (p. 2618, 2619)

Politique économique : inflation (p. 2617, 2620, 2621)

Politique économique : mondialisation (p. 2623, 2624)

Politique économique : politique de change (p. 2617, 2618, 2621)

Politique économique : politique monétaire (p. 2616 à 2620, 2623)

Politique économique : taux d'intérêt (p. 2617)

Politiques communautaires : système européen de banques centrales (p. 2618, 2620)

Union européenne : Banque centrale européenne (BCE) (p. 2618, 2620, 2621)

Union européenne : construction européenne (p. 2623, 2624)

Union européenne : euro : monnaie unique (p. 2621, 2622)

Union européenne : institutions communautaires (p. 2619, 2621, 2622)

Union européenne : Traité d'Amsterdam (p. 2621, 2622)

Union européenne : Traité de Maastricht (p. 2616, 2618, 2619, 2621, 2622)

Union européenne : Union économique et monétaire (UEM) (p. 2617, 2619, 2621)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [28 avril 1998] (p. 3140)

Son intervention (p. 3146)

Thèmes :

Banques et établissements financiers : Banque de France (p. 3146)

Etat : souveraineté (p. 3146)

Politique économique : politique monétaire (p. 3146)

Politique économique : taux d'intérêt (p. 3146)

Union européenne : Banque centrale européenne (BCE) (p. 3146)

Union européenne : construction européenne (p. 3146)

Union européenne : euro : monnaie unique (p. 3146)

Proposition de résolution n° 817 sur les recommandations de la Commission européenne relatives au passage à la monnaie unique :

- recommandation de la Commission en vue d'une recommandation du Conseil conformément à l'article 109 J, paragraphe 2, du traité (n° E 1045),

- recommandations de décisions du Conseil abrogeant les décisions constatant l'existence d'un déficit excessif en Belgique, en Allemagne, en Espagne, en France, en Italie, en Autriche, au Portugal, en Suède et au Royaume-Uni - application de l'article 104 C, paragraphe 12, du Traité instituant la Communauté européenne (SEC [1998] 1999 final/n° E 1046)

Avant la discussion de l'article unique [21 avril 1998] (p. 2827, 2857)

Son exception d'irrecevabilité (p. 2839) : rejetée (p. 2853)

Son intervention (p. 2871)

Thèmes :

Constitution : article 88-2 (p. 2843)

Constitution : inconstitutionnalité (p. 2844)

Emploi : politique de l'emploi (p. 2845)

Etat : souveraineté (p. 2839 à 2850, 2871)

Finances publiques : politique budgétaire (p. 2845)

Pays étrangers : Allemagne (p. 2848, 2849)

Politique économique : généralités (p. 2845, 2846)

Politique économique : inflation (p. 2842)

Politique économique : mondialisation (p. 2842, 2849)

Politique économique : politique de change (p. 2847, 2871)

Politique économique : politique monétaire (p. 2871)

Politique générale : pensée unique (p. 2839, 2849)

Politique sociale : généralités (p. 2845, 2871)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 2845)

Union européenne : Banque centrale européenne (BCE) (p. 2841 à 2843, 2845)

Union européenne : construction européenne (p. 2839 à 2842, 2844, 2845, 2847 à 2849, 2872)

Union européenne : euro : monnaie unique (p. 2839 à 2846, 2848, 2871)

Union européenne : institutions communautaires (p. 2843)

Union européenne : Traité d'Amsterdam (p. 2843, 2846, 2848, 2871)

Union européenne : Traité de Maastricht (p. 2839, 2843, 2844, 2847, 2871)

Union européenne : Traité de Rome (p. 2849)

Union européenne : Union économique et monétaire (UEM) (p. 2839, 2844)

Jean-Claude VIOLLET

*Charente (1^{ère} circonscription)
Socialiste*

Élu le 1^{er} juin 1997

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9390)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9423)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi instituant une commission consultative du secret de la défense nationale [J.O. du 27 mai 1998] (p. 8082)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 220, posée le 24 mars 1998. Défense. Armement (J.O. Questions p. 2094). Appelée le 24 mars 1998. Fusion de la Société nationale des poudres et explosifs (SNPE) et Royal Ordonnance, conséquences (p. 2025)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 230 pour 1998

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

DÉFENSE

Examen du fascicule [12 novembre 1997] (p. 5674)

Procédure des questions :

Défense : direction des chantiers navals : bases (p. 5741)

Gérard VOISIN

*Saône-et-Loire (1^{ère} circonscription)
Union pour la démocratie française
puis Démocratie libérale et indépendants*

Élu le 1^{er} juin 1997

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9391)

Cesse d'appartenir au groupe de l'Union pour la Démocratie française [J.O. du 26 mai 1998] (p. 8020)

S'inscrit au groupe Démocratie libérale et indépendants [J.O. du 26 mai 1998] (p. 8020)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9423)

Membre de la mission d'information commune sur la situation et les perspectives de l'industrie automobile en France et en Europe [J.O. du 12 juillet 1997] (p. 10608)

Secrétaire de la mission d'information commune sur la situation et les perspectives de l'industrie automobile en France et en Europe [J.O. du 17 juillet 1997] (p. 10776)

Membre de la mission d'information commune sur les perspectives économiques et sociales de l'aménagement de l'axe européen Rhin-Rhône [J.O. du 26 mars 1998] (p. 4569)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 258, posée le 31 mars 1998. Elevage. Ovins (J.O. Questions p. 2312). Appelée le 7 avril 1998. Aides de l'État, zones de plaine (p. 2589)

n° 373, posée le 18 mai 1998. Etablissements de santé. Centres de moyen et long séjour (J.O. Questions p. 4026). Appelée le 26 mai 1998. Maintien, Bergesserin (p. 4257)

DÉBATS

Projet de loi n° 200 relatif au développement d'activités pour l'emploi des jeunes

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [15 septembre 1997] (p. 2995) ; [16 septembre 1997] (p. 3050, 3092) ; [17 septembre 1997] (p. 3121)

Article 1er (aide à la création d'activités d'utilité sociale pour l'emploi des jeunes)

Article L. 322-4-18 du code du travail (conventions relatives à la création d'activités d'utilité sociale)

Son amendement n° 112 (concertation avec les partenaires locaux) (p. 3052) : adopté après modification (p. 3053)

Son amendement n° 109 (instauration d'une clause de formation) (p. 3055) : rejeté (p. 3058)

Article L. 322-4-20 du code du travail (nature et régime juridique des contrats de travail)

Son amendement n° 111 (doublement de la durée de la période d'essai) (p. 3092) : retiré (p. 3093)

Article 3 (rapport au Parlement)

Son intervention (p. 3132)

Son amendement n° 110 (efficacité des crédits affectés au traitement social du chômage) : rejeté (p. 3135)

Projet de loi de finances n° 230 pour 1998

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [15 octobre 1997] (p. 4062) ; [16 octobre 1997] (p. 4089, 4121, 4157) ; [17 octobre 1997] (p. 4191, 4218, 4268)

Article 6 (suppression de l'avantage fiscal lié à la provision pour fluctuation des cours)

Son amendement n° 165 soutenu par M. Marc Laffineur (de suppression) (p. 4157) : rejeté au scrutin public (p. 4163)

**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET
DISPOSITIONS SPÉCIALES**

EMPLOI ET SOLIDARITÉ

I - EMPLOI

Examen du fascicule [6 novembre 1997] (p. 5477, 5515)

Procédure des questions :

Entreprises : petites et moyennes entreprises :
réduction du temps de travail (p. 5515)

EDUCATION NATIONALE, RECHERCHE ET TECHNOLOGIE

I - ENSEIGNEMENT SCOLAIRE

Examen du fascicule [13 novembre 1997] (p. 5751, 5775)

Procédure des questions :

Enseignement : rythmes et vacances scolaires (p. 5780)

**ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT
ARTICLES ADDITIONNELS**

Discussion des articles [17 novembre 1997] (p. 5966, 6007) ; [18 novembre 1997] (p. 6032, 6079, 6116) ; [19 novembre 1997] (p. 6153)

Article 49 (institution d'un crédit d'impôt à raison des dépenses d'entretien de l'habitation principale)

Son amendement n° 171 soutenu par M. Jean-Jacques Jégou (doublement des plafonds de dépenses ouvrant droit au crédit d'impôt) (p. 5974) : rejeté (p. 5976)

Projet de loi n° 303 de financement de la sécurité sociale pour 1998

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [28 octobre 1997] (p. 4832, 4853, 4890) ; [29 octobre 1997] (p. 4923, 4963, 4995) ; [30 octobre 1997] (p. 5028) ; [31 octobre 1997] (p. 5159)

Article 12 (calcul de la compensation due par la Caisse de retraite et de prévoyance des clercs et employés de notaires à la Caisse nationale d'assurance maladie)

Son amendement n° 276 (de suppression) (p. 4964) : rejeté (p. 4965)

Projet de loi n° 191 portant réforme de la réglementation comptable et adaptation du régime de la publicité foncière

DEUXIÈME LECTURE

Ses explications de vote [21 janvier 1998] (p. 493)

Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie française (p. 493)

Projet de loi n° 512 d'orientation et d'incitation relatif à la réduction du temps de travail

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [29 janvier 1998] (p. 747, 785) ; [3 février 1998] (p. 935, 971) ; [4 février 1998]

(p. 1039, 1068) ; [5 février 1998] (p. 1110, 1150, 1199) ; [6 février 1998] (p. 1270)

Article 1er (réduction à trente-cinq heures de la durée légale hebdomadaire du travail effectif des salariés)

Son amendement n° 496 (de suppression) (p. 805) : rejeté au scrutin public (p. 817)

Son amendement n° 498 (application aux seules entreprises de plus de 50 salariés) : vote réservé (p. 988) : rejeté (p. 1313)

Article 2 (incitation pour les partenaires sociaux à négocier sur la réduction du temps de travail avant l'application de la nouvelle durée légale)

Son amendement n° 500 soutenu par M. Germain Gengenwin (négociations sur l'aménagement du temps de travail) (p. 1073) : rejeté (p. 1074)

Article 3 (aide à la réduction du temps de travail)

Son amendement n° 896 (modalités de négociation en cas d'absence de représentation syndicale) (p. 1130) : rejeté (p. 1132)

Projet de loi n° 727 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [31 mars 1998] (p. 2288) ; [1er avril 1998] (p. 2331, 2373) ; [2 avril 1998] (p. 2404, 2449)

Article 41 (financement de l'élimination des farines animales non conformes)

Son amendement n° 106 soutenu par M. Germain Gengenwin (de suppression) (p. 2425) : rejeté (p. 2427)

Après l'article 47

Son amendement n° 105 rectifié soutenu par M. Thierry Mariani (exclusion des associations d'aide à domicile aux personnes âgées du champ d'application du dispositif ayant modifié le calcul de la réduction dégressive sur les bas salaires) (p. 2473) : rejeté (p. 2474)

Projet de loi organique n° 827 limitant le cumul des mandats électoraux et fonctions électives

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [27 mai 1998] (p. 4385, 4406)

Article 2 (articles L.O. 141 et L.O. 141-1 du code électoral - interdiction du cumul d'un mandat parlementaire avec une fonction élective locale ou plus d'un mandat local)

Article L.O. 141 du code électoral

Son amendement n° 98 soutenu par M. Georges Tron (suppression de l'interdiction du cumul entre le mandat de député et celui de maire) : rejeté (p. 4400)

Michel VOISIN

*Ain (4^{ème} circonscription)
Union pour la démocratie française
Union pour la démocratie française-Alliance*

Élu le 1^{er} juin 1997

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9391)

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance [J.O. du 25 juin 1998] (p. 9698)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9423)

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9423)

Vice-président de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [J.O. du 19 juin 1997] (p. 9597)

Membre titulaire du comité des prix de revient des fabrications d'armement [J.O. du 10 septembre 1997] (p. 13199)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme du service national [J.O. du 9 octobre 1997] (p. 14689)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi instituant une commission consultative du secret de la défense nationale [J.O. du 27 mai 1998] (p. 8082)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 93 tendant à instituer un Conseil Supérieur de la protection du secret et des informations concernant la Défense nationale et la sûreté de l'Etat [23 juillet 1997]

Proposition de loi constitutionnelle n° 424 tendant à compléter l'alinéa 14 du préambule de la Constitution de 1946 [6 novembre 1997]

Rapport d'information déposé au nom des délégués de l'Assemblée nationale à l'Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (OSCE) sur les travaux de la VI^{ème} session annuelle de cette Assemblée (Varsovie, 5-9 juillet 1997) [16 décembre 1997] [16 décembre 1997] (n° 545)

Proposition de loi n° 944 relative au régime du service national des jeunes exerçant une profession libérale [2 juin 1998]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Droits de l'homme et libertés publiques. Responsabilité. Crimes communistes [12 novembre 1997] (p. 5667)

Jeunes. Délinquance. Lutte et prévention [10 juin 1998] (p. 4882)

DÉBATS**Projet de loi n° 199 portant réforme du service national****PREMIÈRE LECTURE**

Avant la discussion des articles [18 septembre 1997] (p. 3231, 3266)

Soutient la motion de renvoi en commission de M. François Bayrou (p. 3279) : rejetée (p. 3285)

Thèmes :

Défense : service national : généralités (p. 3279 à 3281)

Enseignement : programmes : défense (p. 3280, 3281)

Discussion des articles [18 septembre 1997] (p. 3279, 3308) ; [22 septembre 1997] (p. 3341, 3386)

Avant l'article 1er

Son amendement n° 187 (insertion d'intitulé) : rejeté (p. 3285)

Article 1er (création d'un livre premier du code du service national)

Article L. 111-1 du code du service national : obligation des citoyens de concourir à la défense de leur pays

Son amendement n° 188 (suppression de la référence à l'universalité du service national) : rejeté (p. 3287)

Article L. 111-2 du code du service national : contenu du service national universel

Son amendement n° 189 (suppression de la référence à l'universalité du service national) : retiré (p. 3288)

Son amendement n° 190 (notion de "sensibilisation" aux problèmes de défense) (p. 3288) : rejeté (p. 3291)

Son amendement n° 191 (introduction du volontariat militaire) (p. 3291) : devenu sans objet (p. 3292)

Son sous-amendement n° 193 (référence à l'Union européenne) à l'amendement n° 93 corrigé de la commission (rédactionnel) : rejeté (p. 3294)

Son amendement n° 193 (prise en compte des volontaires) (p. 3295) : devenu sans objet (p. 3296)

Article L. 111-3 du code du service national : principe du volontariat

Soutient l'amendement n° 29 de M. Pierre Lellouche (de suppression) (p. 3296) : rejeté (p. 3296)

Son amendement n° 194 (de suppression) : rejeté (p. 3296)

Son amendement n° 195 (conditions d'exercice des missions des volontaires) : rejeté (p. 3297)

Après l'article L. 111-3 du code du service national

Son amendement n° 197 (institution d'un conseil du volontariat) : rejeté (p. 3298)

Article L. 112-2 du code du service national : suspension et rétablissement éventuel de l'appel sous les drapeaux

Son amendement n° 198 (de suppression) (p. 3301) : rejeté (p. 3302)

Son amendement n° 199 (rédactionnel) : retiré (p. 3302)
Intervient sur l'amendement n° 61 de M. René Galy-Dejean (rétablissement à "tout moment" du service national) (p. 3303)

Son amendement n° 229 (suppression des mots "par la loi" pour le rétablissement du service national) : rejeté (p. 3303)

Article L. 113-2 du code du service national : attestation de recensement

Son amendement n° 230 (vérification des informations fournies par les jeunes gens recensés) (p. 3310) : adopté (p. 3312)

Après l'article L. 113-2 du code du service national

Son amendement n° 231 (obligations des employeurs des jeunes gens recensés) : retiré (p. 3312)

Article L. 113-3 du code du service national : obligation de recensement pour les personnes acquérant la nationalité française - Faculté pour certaines catégories d'étrangers

Son amendement n° 232 (recensement jusqu'à quarante-cinq ans) (p. 3312) : rejeté (p. 3313)

Article L. 113-4 du code du service national : inscription aux examens et concours

Son amendement n° 233 (de suppression) (p. 3313) : rejeté (p. 3314)

Son amendement n° 234 (recensement préalable au volontariat) (p. 3314) : rejeté (p. 3316)

Son amendement n° 235 (voies de recours contre la décision administrative de refus d'inscription à un concours) : rejeté (p. 3316)

Article L. 113-5 du code du service national : inscription sur les listes de recensement en cas d'omission

Son amendement n° 236 (correction jusqu'à quarante-cinq ans de l'erreur de non-inscription sur les listes de recensement) : devenu sans objet (p. 3318)

Article L. 113-6 du code du service national : actualisation des renseignements fournis au moment du recensement

Son amendement n° 237 (actualisation jusqu'à quarante-cinq ans) : devenu sans objet (p. 3318)

Article L. 114-1 du code du service national : enseignement des principes de la défense par l'Education nationale

Intervient sur l'amendement n° 153 de M. Guy Teissier (enseignement de la défense) (p. 3321)

Son amendement n° 238 (enseignement de "l'organisation" de la défense) : adopté (p. 3322)

Soutient l'amendement n° 273 de M. Christian Martin (enseignement "obligatoire") (p. 3322) : adopté (p. 3322)

Son amendement n° 222 (niveaux scolaires concernés) (p. 3322) : retiré (p. 3323)

Son amendement n° 239 (conseil de liaison défense-éducation) (p. 3326) : rejeté (p. 3327)

Article L. 114-2 du code du service national : obligation de répondre à l'appel de préparation à la défense

Son amendement n° 240 (rédactionnel) : adopté après modification (p. 3329)

Son amendement n° 272 (délivrance d'un certificat individuel de participation à la journée de préparation) : devenu sans objet (p. 3330)

Soutient l'amendement n° 214 de M. Jean-Louis Bernard (certificat médical présenté lors de la journée de préparation à la défense) (p. 3330) : rejeté (p. 3332)

Soutient l'amendement n° 223 de M. Christian Martin (attestation d'une visite médicale) (p. 3330) : rejeté (p. 3332)

Son sous-amendement n° 215 (rédactionnel) à l'amendement n° 114 de la commission (délivrance d'un certificat de participation) : adopté (p. 3333)

Article L. 114-3 du code du service national : contenu de l'appel de préparation à la défense

Son sous-amendement n° 216 (rédactionnel) à l'amendement n° 115 de la commission (contenu de l'appel de préparation à la défense) (p. 3343) : rejeté (p. 3344)

Son sous-amendement n° 220 (rédactionnel) à l'amendement n° 115 de la commission (p. 3343) : rejeté (p. 3345)

Son sous-amendement n° 219 (de précision) à l'amendement n° 115 de la commission (p. 3343) : adopté (p. 3346)

Son sous-amendement n° 217 (de précision) à l'amendement n° 115 de la commission (p. 3343) : retiré (p. 3346)

Son sous-amendement n° 293 (de précision) à l'amendement n° 115 de la commission (p. 3343) : adopté (p. 3346)

Son sous-amendement n° 218 (communication des résultats) à l'amendement n° 116 de la commission (test de maîtrise de la langue française) (p. 3348) : rejeté (p. 3349)

Après l'article L. 114-3 du code du service national

Son sous-amendement n° 294 (de précision) à l'amendement n° 70 de M. René Galy-Dejean (cas des personnes détenues) : devenu sans objet (p. 3350)

Son sous-amendement n° 295 (de précision) à l'amendement n° 70 de M. René Galy-Dejean : devenu sans objet (p. 3350)

Son sous-amendement n° 296 (de précision) à l'amendement n° 70 de M. René Galy-Dejean : devenu sans objet (p. 3350)

Article L. 114-5 du code du service national : régularisation de situation administrative entre dix-huit et vingt-cinq ans

Son amendement n° 201 (de précision) : adopté (p. 3353)

Article L. 114-6 du code du service national : sanctions

Son amendement n° 202 (suppression de la précision relative à l'inscription aux concours) : rejeté (p. 3354)

Après l'article L. 114-6 du code du service national

Son sous-amendement n° 297 (de précision) à l'amendement n° 117 de la commission (cas des infirmes et handicapés) : adopté (p. 3355)

Article L. 114-7 du code du service national : cas des Français résidant à l'étranger

Son sous-amendement n° 298 (rédactionnel) à l'amendement n° 118 de la commission (de précision) (p. 3355) : devenu sans objet (p. 3356)

Article L. 114-8 du code du service national : omission des listes de recensement

Son sous-amendement n° 299 (de précision) à l'amendement n° 119 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 3357)

Article L. 114-9 du code du service national : responsabilité de l'Etat en cas de dommages corporels

Son sous-amendement n° 300 (rédactionnel) à l'amendement n° 120 de la commission (statut des jeunes gens participant à l'appel de préparation à la défense) (p. 3358) : rejeté (p. 3359)

Après l'article L. 114-9 du code du service national

Intervient sur l'amendement n° 123 de la commission (convention entre les personnes morales propriétaires des locaux d'accueil et l'Etat) (p. 3360)

Article L. 114-10 du code du service national : préparation militaire

Son sous-amendement n° 221 (rédactionnel) à l'amendement n° 125 de la commission (durée de la préparation militaire fixée par l'autorité militaire) (p. 3362) : adopté (p. 3363)

Article L. 114-12 du code du service national : modalités d'application

Intervient sur l'amendement n° 128 rectifié de la commission (codification du volontariat militaire) (p. 3366)

Son sous-amendement n° 256 (de précision) à l'amendement n° 128 rectifié de la commission : devenu sans objet (p. 3367)

Son sous-amendement n° 255 (affectation des volontaires) à l'amendement n° 128 rectifié de la commission (p. 3369) : retiré (p. 3370)

Article 4 (réforme du code du service national)

Son amendement n° 203 (renonciation au bénéfice du report) (p. 3373) : rejeté (p. 3374)

Intervient sur l'amendement n° 306 rectifié du Gouvernement (report pour les jeunes gens titulaires d'un contrat de travail de droit privé accordé par la commission régionale définie à l'article L. 32) (p. 3390)

Son amendement n° 210 (volontariat "public") : rejeté (p. 3391)

Son amendement n° 204 (suppression de la période d'hospitalisation dans la procédure des "trois jours") (p. 3391) : rejeté (p. 3392)

Son amendement n° 205 (dispenses pour les jeunes gens dont le père, pompier professionnel ou bénévole, est décédé au cours d'une intervention) : retiré (p. 3392)

Intervient sur l'amendement n° 307 du Gouvernement (suppression des cinquième et sixième alinéas du VIII de l'article 4) (p. 3396)

Son amendement n° 211 (application de l'article L. 66 aux jeunes gens nés avant le 1er janvier 1980) (p. 3397) : retiré (p. 3398)

Article 6 (modification de la loi portant statut général des militaires)

Son amendement n° 206 (suppression du I de l'article 6) (p. 3399) : rejeté (p. 3400)

Article 7 (modification par ordonnance du code de justice militaire, du code de procédure pénale et de la loi n° 82-621 du 21 juillet 1982)

Son amendement n° 208 (de suppression) (p. 3404) : retiré (p. 3405)

Article 8 (conditions d'exécution des volontariats)

Son amendement n° 207 (de suppression) : retiré (p. 3407)

Son amendement n° 209 (rédactionnel) : retiré (p. 3407)

Ses explications de vote (p. 3408)

Vote contre du groupe de l'Union pour la Démocratie française (p. 3409)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [13 octobre 1997] (p. 3904)

Article 1er (création d'un livre 1er du code du service national)

Article L. 114-1 du code du service national : enseignement des principes de la défense par l'Education nationale

Intervient sur l'amendement n° 9 de la commission (dimension européenne donnée à l'enseignement des questions de défense) (p. 3908)

Avant l'article L. 115-1 du code du service national

Intervient sur l'amendement n° 15 de la commission (intitulé du chapitre V relatif à l'institution du Haut Conseil du service national) (p. 3910)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la mise aux voix du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [21 octobre 1997] (p. 4362)

Son intervention (p. 4367)

Thèmes :

Défense : service national : généralités (p. 4367, 4368)

Défense : volontaires du service national actif (VSNA) (p. 4368)

Emploi : jeunes (p. 4368)

Enseignement : programmes : défense (p. 4368)

Ses explications de vote (p. 4373)

Vote contre du groupe de l'Union pour la Démocratie française (p. 4373)

Projet de loi de finances n° 230 pour 1998

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

DÉFENSE

Examen du fascicule [12 novembre 1997] (p. 5674)

Son intervention (p. 5708)

Thèmes avant la procédure des questions :

Défense : armée de terre (p. 5709)

Défense : crédits (p. 5708)

Défense : loi de programmation militaire (p. 5710)

Défense : professionnalisation (p. 5708)

Défense : service national (p. 5709)

Vote des crédits et articles rattachés [12 novembre 1997] (p. 5743)

Article 29 (mesures nouvelles : dépenses ordinaires des services militaires)

Son amendement n° 102 (réduction des crédits de fonctionnement de la gendarmerie-transfèvements judiciaires) (p. 5744) : retiré (p. 5745)

Projet de loi n° 593 instituant une commission du secret de la défense nationale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [12 février 1998] (p. 1484)

Son intervention (p. 1495)

Thèmes :

Administration : autorités administratives indépendantes : commission consultative du secret de la défense nationale (p. 1495, 1496)

Défense : secret défense (p. 1495)

Organisations internationales : Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) (p. 1495)

Discussion des articles [12 février 1998] (p. 1498)

Article 1er (institution et rôle de la Commission du secret de la défense nationale)

Son amendement n° 31 corrigé soutenu par M. Bernard Grasset (référence à l'exclusion des informations supprimée lorsque la classification relève d'autorités supranationales) : rejeté (p. 1499)

Article 2 (composition de la Commission et durée du mandat de ses membres)

Intervient sur l'amendement n° 6 de M. Jean-Claude Sandrier (présence d'un député et d'un sénateur au sein de la commission) (p. 1503)

Article 3 (fonctionnement de la Commission)

Son amendement n° 32 (qualité de fonctionnaires détachés pour les personnels travaillant pour la commission) : rejeté (p. 1504)

Article 5 (pouvoirs d'investigation de la Commission)

Son sous-amendement n° 44 (président assisté par un membre de la commission) à l'amendement n° 27 de la commission des lois (président de la commission des lois assisté par un agent de la commission lorsqu'il procède à une investigation) (p. 1505) : adopté (p. 1506)

Son amendement n° 33 (sanctions à l'encontre des personnes ne répondant pas à une convocation du président de la commission) : rejeté (p. 1506)

Article 6 (collaboration entre l'administration et la Commission du secret de la défense nationale)

Son amendement n° 34 (de suppression) : retiré (p. 1507)

Article 7 (avis de la Commission)

Son amendement n° 35 (présence des deux-tiers des membres de la commission pour les prises de décision) (p. 1508) : rejeté (p. 1509)

Son amendement n° 36 (suppression du deuxième alinéa de l'article 7 relatif à la voix prépondérante du président en cas de partage égal des voix) : rejeté (p. 1509)

Son amendement n° 37 (motivation de l'avis) : retiré (p. 1510)

Article 8 (notification des décisions par l'autorité administrative)

Son amendement n° 38 (notification de la décision à la juridiction dans un délai de quinze jours francs) : adopté (p. 1511)

Ses explications de vote (p. 1513)

Abstention du groupe de l'Union pour la Démocratie française (p. 1513)

DEUXIÈME LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [23 avril 1998] (p. 2989)

Son intervention (p. 2991)

Thèmes :

Administration : autorités administratives indépendantes : commission consultative du secret de la défense nationale (p. 2991)

Administration : Commission nationale de contrôle des interceptions de sécurité (CNCIS) (p. 2991)

Discussion des articles [23 avril 1998] (p. 2993)

Article 1er (institution et rôle de la Commission consultative du secret de la défense nationale)

Intervient sur l'amendement n° 1 de la commission (requalification de la Commission en "autorité administrative indépendante") (p. 2995)

Article 2 (composition de la Commission et durée du mandat de ses membres)

Intervient sur l'amendement n° 3 de la commission (présidence commune avec la Commission nationale de contrôle des interceptions de sécurité) (p. 2996)

NOUVELLE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [10 juin 1998] (p. 4883)

Son intervention (p. 4886)

Thème :

Administration : autorités administratives indépendantes : commission consultative du secret de la défense nationale (p. 4886)

LECTURE DÉFINITIVE

Procédure d'examen simplifiée [30 juin 1998] (p. 5524)

Son intervention (p. 5527)

Thème :

Administration : autorités administratives indépendantes : commission consultative du secret de la défense nationale (p. 5526)

Projet de loi n° 650 autorisant la ratification du traité d'interdiction complète des essais nucléaires

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [24 février 1998] (p. 1574)

Son intervention (p. 1582)

Thèmes :

Défense : dissuasion nucléaire (p. 1582, 1583)

Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) (p. 1582, 1583)

Pays étrangers : Inde (p. 1582)

Pays étrangers : Irak (p. 1582)

Pays étrangers : Pakistan (p. 1582)

Politique extérieure : désarmement : armes nucléaires (p. 1582)

Projet de loi n° 698 relatif à l'application de la convention du 13 janvier 1993 sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'emploi des armes chimiques et sur leur destruction

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [23 avril 1998] (p. 2999)

Son intervention (p. 3004)

Thèmes :

Défense : armes chimiques (p. 3004)

Défense : armes nucléaires (p. 3004)

Organisations internationales : Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC) (p. 3004, 3005)

Dominique VOYNET

Jura (3^{ème} circonscription)

Radical, Citoyen et Vert

Ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement

Élu le 1^{er} juin 1997

S'inscrit au groupe Radical, Citoyen et Vert [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9391)

Est nommée ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement. Décret du 4 juin 1997 [J.O. du 5 juin 1997] (p. 9121)

Cessation de son mandat de députée le 4 juillet 1997 (voir indications préliminaires) [J.O. du 6 juillet 1997] (p. 10294)

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9423)

DÉPÔTS

Projet de loi n° 932 relatif à la partie législative du code de l'environnement [27 mai 1998]

Projet de loi n° 1071 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire [29 juillet 1998]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Membre du Gouvernement

RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

M. René Rouquet. Déchets, pollutions et nuisances. Air. Lutte et prévention [1^{er} octobre 1997] (p. 3605)

M. Jacques Desallangre. Déchets, pollutions et nuisances. Pollution atmosphérique. Effets de serre, lutte et prévention [22 octobre 1997] (p. 4477)

M. André Aschieri. Animaux. Animaux sauvages. Retour du loup, Alpes [5 novembre 1997] (p. 5433)

M. Serge Blisko. Déchets, pollutions et nuisances. Pollution atmosphérique. Effet de serre, lutte et prévention [18 novembre 1997] (p. 6075)

M. Léonce Deprez. Politiques communautaires. Budget. Fonds structurels, réforme [19 novembre 1997] (p. 6145)

M. André Borel. Déchets, pollutions et nuisances. Déchets ménagers. Décharges, suppression [19 novembre 1997] (p. 6146)

Mme Nicole Bricq. Eau. Agences financières de bassin. Réforme [25 novembre 1997] (p. 6248)

M. Jean Auclair. Elevage. Politique agricole commune (PAC). Bovins, réforme [2 décembre 1997] (p. 6742)

M. Yves Bur. Déchets, pollutions et nuisances. Air. Lutte et prévention [3 décembre 1997] (p. 6873)

M. André Angot. Agriculture. Agrobiologie. Organismes génétiquement modifiés, production, autorisation [3 décembre 1997] (p. 6876)

M. Stéphane Alaize. Environnement. Politiques communautaires. Protection de la nature, réseau Natura 2000, mise en œuvre [17 décembre 1997] (p. 7990)

M. Francis Hammel. Environnement. Politiques communautaires. Protection de la nature, réseau Natura 2000, mise en œuvre [14 janvier 1998] (p. 279)

Mme Marie-Hélène Aubert. Aménagement du territoire. Zones rurales. Services publics, maintien [20 janvier 1998] (p. 418)

M. Jean-Claude Lemoine. Chasse et pêche. Oiseaux. Réglementation [27 janvier 1998] (p. 568)

M. Pierre Micaux. Energie et carburants. Energie nucléaire. Superphénix, fermeture [3 février 1998] (p. 932)

M. Jean-Marie Le Guen. Déchets, pollutions et nuisances. Air. Lutte et prévention, région parisienne [4 février 1998] (p. 1031)

M. Antoine Carré. Environnement. Politiques communautaires. Protection de la nature, réseau Natura 2000, mise en œuvre, conséquences, chasseurs [11 février 1998] (p. 1458)

Mme Annette Peulvast-Bergeal. Déchets, pollutions et nuisances. Automobiles et cycles. Lutte et prévention [11 février 1998] (p. 1462)

M. Patrick Ollier. Aménagement du territoire. Politique d'aménagement du territoire. Perspectives [25 février 1998] (p. 1623)

M. Daniel Marcovitch. Déchets, pollutions et nuisances. Eau. Conférence de l'UNESCO, perspectives [24 mars 1998] (p. 2038)

M. Marcel Cabiddu. Aménagement du territoire. Régions en difficulté. Zone d'investissement, Nord-Pas-de-Calais [21 avril 1998] (p. 2822)

M. Patrick Ollier. Aménagement du territoire. Politique d'aménagement du territoire. Perspectives [29 avril 1998] (p. 3209)

M. Maxime Gremetz. Chasse et pêche. Oiseaux. Réglementation [29 avril 1998] (p. 3216)

M. Michel Bouvard. Aménagement du territoire. Montagne. Perspectives [5 mai 1998] (p. 3381)

M. Jean-Paul Mariot. Déchets, pollutions et nuisances. Déchets ménagers. Traitement, conséquences, collectivités territoriales [6 mai 1998] (p. 3459)

M. François Dosé. Energie et carburants. Energie nucléaire. Sécurité, contrôle [6 mai 1998] (p. 3460)

M. Arnaud Lepercq. Agriculture. Politique agricole. Projet de loi d'orientation [6 mai 1998] (p. 3463)

- Mme Monique Denise. Environnement. Enquêtes publiques. Réforme [12 mai 1998] (p. 3641)
- M. Pierre Goldberg. Cours d'eau, étangs et lacs. Loire. Barrage de Chambonchard, construction [13 mai 1998] (p. 3738)
- M. Gilbert Meyer. Déchets, pollutions et nuisances. Automobiles et cycles. Lutte et prévention, circulation alternée, gratuité des transports publics, financement [19 mai 1998] (p. 4056)
- M. Alain Claeys. Energie et carburants. Energie nucléaire. Centrale de Civaux, incident [19 mai 1998] (p. 4063)
- M. Daniel Marcovitch. Eau. Politique de l'eau. Perspectives [20 mai 1998] (p. 4202)
- M. Philippe Martin (51). Impôts et taxes. Politique fiscale. Energie et carburants, taxation, environnement, protection [27 mai 1998] (p. 4369)
- M. Jean-Paul Mariot. Déchets, pollutions et nuisances. Déchets ménagers. Tri sélectif [3 juin 1998] (p. 4632)
- RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT DE**
- M. Jean Leonetti. Ministères et secrétariats d'Etat. Jeunesse et sports : services extérieurs. Centre régional d'éducation physique et sportive (CREPS), fonctionnement, Antibes [25 novembre 1997] (p. 6228)
- M. Jean-Luc Warsmann. Animaux. Dégâts des animaux. Sangliers, indemnisation [25 novembre 1997] (p. 6226)
- Mme Marie-Françoise Pérol-Dumont. Déchets, pollutions et nuisances. Eau. Pollutions agricoles, plan de maîtrise, mise en place [25 novembre 1997] (p. 6227)
- M. Guy Teissier. Environnement. Protection. Groupe d'intérêt public, création, massif des Calanques [2 décembre 1997] (p. 6728)
- Mme Odette Trupin. Déchets, pollutions et nuisances. Elimination des déchets. Pneumatiques, réglementation [2 décembre 1997] (p. 6729)
- M. Yvon Montané. Aménagement du territoire. Politique d'aménagement du territoire. Gers [2 décembre 1997] (p. 6730)
- M. Michel Liebgott. Logement. Jeunes. Parc locatif, accès [13 janvier 1998] (p. 137)
- M. Henri Nayrou. Déchets, pollutions et nuisances. Déchets ménagers. Traitement Ariège [13 janvier 1998] (p. 138)
- M. Claude Goasguen. Déchets, pollutions et nuisances. Bruits. Lutte et prévention, manifestations non sportives, Parc des Princes, Paris [13 janvier 1998] (p. 140)
- M. Marc Laffineur. Sécurité publique. Inondations. Lutte et prévention, Maine-et-Loire [20 janvier 1998] (p. 383)
- M. Damien Alary. Déchets, pollutions et nuisances. Eau. Caves viticoles, pollution, plan de maîtrise, délais [27 janvier 1998] (p. 541)
- M. René André. Environnement. Politiques communautaires. Protection de la nature, réseau Natura 2000, mise en œuvre [24 mars 1998] (p. 2006)
- M. Jean-Marie Morisset. Agroalimentaire. Viandes. Politiques communautaires, abats, interdiction [24 mars 1998] (p. 2004)
- M. Dominique Paillé. Elevage. Lapins. Maladies du bétail, aides de l'Etat [24 mars 1998] (p. 2005)

- M. Alain Tourret. Déchets, pollutions et nuisances. Installations classées. Zones Seveso, réglementation [31 mars 1998] (p. 2212)
- M. Jean-Paul Chanteguet. Déchets, pollutions et nuisances. Installations classées. Zones Seveso, réglementation [5 mai 1998] (p. 3370)
- M. Michel Bouvard. Tourisme et loisirs. Equipements. Construction, parcs nationaux, zones de montagne [5 mai 1998] (p. 3372)
- M. Patrice Martin-Lalande. Gens du voyage. Stationnement. Réglementation [5 mai 1998] (p. 3368)
- M. Philippe Duron. Sécurité publique. Inondations. Lutte et prévention, Basse-Normandie [5 mai 1998] (p. 3369)
- M. Jean-Claude Lenoir. Aménagement du territoire. Zonage. Délimitation, perspectives [12 mai 1998] (p. 3617)
- M. Alain Tourret. DOM. La Réunion : justice. Magistrats du parquet, devoir de réserve [19 mai 1998] (p. 4035)
- M. Patrice Carvalho. Déchets, pollutions et nuisances. Installations classées. Zones Seveso, réglementation [19 mai 1998] (p. 4033)
- M. Jean-François Chossy. Justice. Tribunaux de grande instance. Fonctionnement, effectifs de personnel, Montbrison [19 mai 1998] (p. 4036)
- M. Gilbert Biessy. Déchets, pollutions et nuisances. Installations classées. Usines d'incinération, implantation, Vizille [2 juin 1998] (p. 4551)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 230 pour 1998

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET ENVIRONNEMENT

I - AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Examen du fascicule [4 novembre 1997] (p. 5287)

Son intervention (p. 5307)

Ses réponses (p. 5317 à 5320 ; 5341 à 5348)

Thèmes avant la procédure des questions :

Administration : déconcentration (p. 5315)

Agriculture : pollution (p. 5308)

Aménagement du territoire : Comité interministériel d'aménagement du territoire (CIAT) (p. 5310)

Aménagement du territoire : Conseil national de l'aménagement et du développement du territoire (CNADT) (p. 5311, 5312)

Aménagement du territoire : crédits (p. 5308, 5309)

Aménagement du territoire : Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR) (p. 5308, 5309, 5313)

Aménagement du territoire : Fonds de gestion de l'espace rural (FGER) (p. 5312)

Aménagement du territoire : Fonds national d'aménagement et de développement du territoire (FNADT) (p. 5310)

Aménagement du territoire : Fonds national de développement des entreprises (p. 5309)

Aménagement du territoire : pays (p. 5311, 5316)

Aménagement du territoire : prime à l'aménagement du territoire (PAT) (p. 5309, 5310)

Aménagement du territoire : schéma national d'aménagement et de développement du territoire (p. 5311)

Aménagement du territoire : zones rurales (p. 5312, 5314, 5315)

Coopération intercommunale (p. 5311)

Environnement (p. 5308)

Informatique (p. 5315)

Régions : Auvergne (p. 5314)

Régions : contrats de plan Etat-régions (p. 5311, 5312)

Régions : Corse (p. 5308)

Transports : Fonds d'investissement des transports terrestres et des voies navigables (FITTVN) (p. 5312)

Transports ferroviaires (p. 5315, 5316)

Transports par eau : voies navigables (p. 5316)

Transports urbains (p. 5308)

Union européenne : fonds structurels (p. 5310, 5313)

Voirie (p. 5315)

Réponses aux questions :

Aménagement du territoire : montagne : informatique (p. 5347, 5348) (M. René André) (p. 5347)

Aménagement du territoire : pays (p. 5342) (M. Serge Poignant) (p. 5342)

Aménagement du territoire : pays (p. 5346) (M. Jean-Louis Idiart) (p. 5346)

Aménagement du territoire : zones rurales (p. 5319) (M. Gaëtan Gorce) (p. 5319)

Aménagement du territoire : zones rurales (p. 5342) (M. Serge Poignant) (p. 5342)

Aménagement du territoire : zones rurales : services publics locaux (p. 5344) (M. Bernard Perrut) (p. 5343, 5344)

Aménagement du territoire : zones rurales : taxe professionnelle (p. 5346) (M. Augustin Bonrepaux) (p. 5345, 5346)

Défense : entreprises : construction navale (p. 5317) (M. Jacques Le Nay) (p. 5317)

Environnement : parcs naturels, nationaux, régionaux (p. 5345) (Mme Nicole Bricq) (p. 5345)

Environnement : sites : Mont-Saint-Michel (p. 5348) (M. René André) (p. 5348)

Impôts locaux : taxe professionnelle (p. 5318) (M. Maurice Ligot) (p. 5318)

Régions : Auvergne (p. 5318) (M. Jean Proriot) (p. 5317)

Régions : Champagne-Ardenne (p. 5319) (M. Philippe Vuilque) (p. 5319)

Transports ferroviaires : lignes (p. 5344, 5345) (M. Adrien Zeller) (p. 5344)

Transports ferroviaires : TGV Rhin-Rhône (p. 5320) (M. Jean-Louis Fousseret) (p. 5320)

Transports ferroviaires : TGV Rhin-Rhône (p. 5341) (M. Gilbert Meyer) (p. 5341)

Transports ferroviaires : TGV-Est (p. 5342) (M. Gilbert Meyer) (p. 5341)

Transports par eau : canal Rhin-Rhône (p. 5320) (M. Jean-Louis Fousseret) (p. 5320)

Urbanisme : rénovation urbaine : pollution industrielle (p. 5347) (M. Bernard Schreiner) (p. 5346, 5347)

Voirie : routes : Auvergne (p. 5318) (M. Jean Proriot) (p. 5317)

Voirie : routes : Ile-de-France (p. 5343) (M. Jean-Claude Mignon) (p. 5343)

II - ENVIRONNEMENT

Examen du fascicule [4 novembre 1997] (p. 5349)

Son intervention (p. 5367)

Ses réponses (p. 5375 à 5384)

Thèmes avant la procédure des questions :

Administration : effectifs (p. 5370)

Agriculture : pollution (p. 5369, 5370)

Collectivités territoriales (p. 5369)

Cours d'eau, étangs et lacs : aménagement et protection (p. 5368, 5369)

Déchets, pollutions et nuisances : air (p. 5368, 5370, 5374)

Déchets, pollutions et nuisances : déchets ménagers (p. 5370, 5375)

Déchets, pollutions et nuisances : récupération des déchets (p. 5370)

Eau (p. 5368 à 5370, 5372)

Energie et carburants (p. 5374)

Environnement : Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) (p. 5368, 5370, 5374)

Environnement : associations de protection de la nature et de l'environnement (p. 5371, 5374)

Environnement : crédits (p. 5367, 5368, 5373, 5374)

Environnement : enquêtes publiques (p. 5372)

Environnement : Institut français de l'environnement (IFEN) (p. 5374, 5375)

Environnement : parcs naturels, nationaux, régionaux (p. 5368, 5369)

Mer et littoral : Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres (p. 5369)

Politiques communautaires : directives : environnement (p. 5367, 5370, 5372)

Recherche (p. 5371, 5372)

Sécurité publique : risques naturels majeurs (p. 5368)

Sécurité publique : risques technologiques (p. 5368, 5369)

Transports par eau : canal Rhin-Rhône (p. 5373)

Transports urbains (p. 5373)

Voirie (p. 5373)

Réponses aux questions :

Cours d'eau, étangs et lacs (p. 5381, 5382) (M. René Rouquet) (p. 5381)

Cours d'eau, étangs et lacs (p. 5382) (M. Jean-Louis Idiart) (p. 5382)

Déchets, pollutions et nuisances : déchets ménagers : déchets radioactifs (p. 5384) (M. Thierry Mariani) (p. 5384)

Déchets, pollutions et nuisances : déchets ménagers : récupération des déchets (p. 5375) (Mme Béatrice Marre) (p. 5375)

Energie et carburants : biocarburants (p. 5378) (M. Robert Galley) (p. 5378)

Environnement : parcs naturels, nationaux, régionaux (p. 5376) (M. Alain Calmat) (p. 5375, 5376)

Environnement : parcs naturels, nationaux, régionaux (p. 5381) (M. Christian Paul) (p. 5380)

Environnement : parcs naturels, nationaux, régionaux (p. 5383) (M. Patrick Ollier) (p. 5383)

Environnement : politique de l'environnement : impôts et taxes (p. 5380) (M. Georges Colombier) (p. 5380)

Mer et littoral : espaces littoraux : animaux sauvages (p. 5379, 5380) (M. Louis Guédon) (p. 5379)

Mer et littoral : protection (p. 5377) (Mme Michèle Alliot-Marie) (p. 5377)

Politiques communautaires : directives (p. 5376, 5377) (M. Jean-Paul Chanteguet) (p. 5376)

Politiques communautaires : directives (p. 5378, 5379) (M. Didier Quentin) (p. 5378)

Transports par eau : voies navigables (p. 5383) (M. François Patriat) (p. 5382, 5383)

Vote des crédits et articles rattachés [4 novembre 1997] (p. 5385)

Ses interventions dans la discussion des amendements et sous-amendements (p. 5386 à 5389)

Proposition de loi n° 638 relative aux dates d'ouverture anticipée et de clôture de la chasse aux oiseaux migrateurs

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [18 juin 1998] (p. 5111) ; [19 juin 1998] (p. 5183)

Intervient sur la question préalable opposée par M. Guy Hascoët (p. 5131)

Sa réponse (p. 5191)

Thèmes :

Animaux : oiseaux migrateurs : chasse et pêche (p. 5195 à 5200)

Chasse et pêche : fédérations départementales des chasseurs (p. 5198)

Chasse et pêche : Office national de la chasse et de la faune sauvage (p. 5193, 5196)

Politiques communautaires : directives : chasse et pêche (p. 5192 à 5199)

Politiques communautaires : droit communautaire (p. 5193 à 5199)

Traités et conventions (p. 5197)

Union européenne : Cour de justice (p. 5192, 5194, 5199)

Discussion de l'article unique [19 juin 1998] (p. 5200)

Ses interventions dans la discussion des amendements et sous-amendements (p. 5207, 5208)

Son intervention (p. 5205)

Roland VUILLAUME

*Doubs (2^{ème} circonscription)
Rassemblement pour la République*

Élu le 1^{er} juin 1997

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9391)

NOMINATION

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9423)

Philippe VUILQUE

*Ardennes (2^{ème} circonscription)
Socialiste*

Élu le 1^{er} juin 1997

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9390)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9422)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Postes. Agences postales. Maintien, zones rurales [20 janvier 1998] (p. 419)

Enseignement secondaire. Lycées. Réforme [6 mai 1998] (p. 3461)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 120, posée le 13 janvier 1998. Etablissements de santé. Centres psychiatriques (J.O. Questions p. 244). Appelée le 20 janvier 1998. Appartements thérapeutiques, forfait hospitalier, allocation aux adultes handicapés, montant (p. 395)

n° 300, posée le 21 avril 1998. Frontaliers. Chômage : indemnisation (J.O. Questions p. 2894). Appelée le 28 avril 1998. Conditions d'attribution, chômeurs âgés (p. 3073)

DÉBATS

Projet de loi n° 200 relatif au développement d'activités pour l'emploi des jeunes

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [7 octobre 1997] (p. 3682)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. François Bayrou (p. 3705)

Thème :

Emploi : contrats emploi-jeunes (p. 3705)

Projet de loi n° 303 de financement de la sécurité sociale pour 1998

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [28 octobre 1997] (p. 4832, 4853, 4890) ; [29 octobre 1997] (p. 4923, 4963, 4995) ; [30 octobre 1997] (p. 5028) ; [31 octobre 1997] (p. 5159)

Article 7 (taxation des dépenses promotionnelles des laboratoires pharmaceutiques)

Son intervention (p. 4908)

Article 1er précédemment réservé (approbation du rapport annexé)

Son intervention (p. 5171)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 novembre 1997] (p. 6255, 6293)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Louis Debré (p. 6274)

Thèmes :

Famille : politique familiale (p. 6274)

Prestations familiales : allocation de garde d'enfant à domicile (p. 6274)

Projet de loi de finances n° 230 pour 1998

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET ENVIRONNEMENT

I - AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Examen du fascicule [4 novembre 1997] (p. 5287)

Procédure des questions :

Régions : Champagne-Ardenne (p. 5319)

EDUCATION NATIONALE, RECHERCHE ET TECHNOLOGIE

II - ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR - III - RECHERCHE ET TECHNOLOGIE

Examen du fascicule [13 novembre 1997] (p. 5796, 5812)

Son intervention (p. 5806)

Thèmes avant la procédure des questions :

Archives et bibliothèques : bibliothèques : enseignement supérieur (p. 5807)

Enseignement supérieur : constructions universitaires (p. 5807)

Enseignement supérieur : personnel : enseignants (p. 5806)

Enseignement supérieur : personnel : non-enseignants (p. 5807)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de l'éducation nationale, de la recherche et de la technologie (p. 5806)

Travail : heures supplémentaires : enseignement supérieur (p. 5807)

Procédure des questions :

Enseignement supérieur : constructions universitaires (p. 5828)

Projet de loi n° 512 d'orientation et d'incitation relatif à la réduction du temps de travail

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [27 janvier 1998] (p. 572, 615) ; [28 janvier 1998] (p. 667, 703) ; [29 janvier 1998] (p. 747)

Son intervention (p. 716)

Thèmes :

Travail : négociations (p. 717)

Travail : réduction du temps de travail (p. 717)

Discussion des articles [29 janvier 1998] (p. 747, 785) ; [3 février 1998] (p. 935, 971) ; [4 février 1998] (p. 1039, 1068) ; [5 février 1998] (p. 1110, 1150, 1199) ; [6 février 1998] (p. 1270)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 1448 de M. François d'Aubert (référence à une étude commandée par le Gouvernement) (p. 776)

Intervient sur les amendements n°s 1449 à 1462 de M. François d'Aubert (référence à des études commandées par le Gouvernement) (p. 776)

Article 1er (réduction à trente-cinq heures de la durée légale hebdomadaire du travail effectif des salariés)

Intervient sur l'amendement n° 1283 de M. Yves Fromion (établissements hospitaliers privés) (p. 950)

Intervient sur l'amendement n° 241 de M. Thierry Mariani (réduction négociée des salaires en corrélation avec la diminution du temps de travail) (p. 1014)

Projet de loi organique n° 827 limitant le cumul des mandats électoraux et fonctions électives

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [26 mai 1998] (p. 4285, 4315) ; [27 mai 1998] (p. 4373)
Son intervention (p. 4347)

Thèmes :

Elections et référendums : cumul des mandats : femmes (p. 4347)

Elections et référendums : cumul des mandats : histoire (p. 4348)

Elections et référendums : cumul des mandats : jeunes (p. 4347, 4348)

Elections et référendums : statut des élus (p. 4347)

Politique générale : institutions (p. 4347, 4348)

Discussion des articles [27 mai 1998] (p. 4385, 4406)

Après l'article 4

Intervient sur l'amendement n° 102 de M. Alain Ferry (âge minimum de 21 ans et maximum de 65 ans pour être élu député) (p. 4423)

Projet de loi n° 828 limitant le cumul des mandats électoraux et fonctions électives

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [28 mai 1998] (p. 4441)

Avant l'article 1er

Soutient l'amendement n° 155 de Mme Monique Collange (âge de 18 ans pour l'éligibilité à toutes les élections) (p. 4441) : adopté (p. 4441)

Après l'article 2

Soutient l'amendement n° 142 de Mme Monique Collange (âge de 18 ans pour l'éligibilité au mandat de conseiller général) (p. 4448) : adopté (p. 4448)

Article 5 (article L. 4133-3 du code général des collectivités territoriales - incompatibilités applicables aux fonctions de président de conseil régional)

Soutient le sous-amendement n° 129 de Mme Frédérique Bredin (ajout des fonctions de membre du Conseil de la politique monétaire) à l'amendement n° 37 rectifié de la commission (incompatibilité avec les fonctions de membre de la commission européenne ou du directoire de la Banque centrale européenne) (p. 4466) : adopté (p. 4466)

Après l'article 9

Soutient l'amendement n° 46 rectifié de M. Gaétan Gorce (information des rapporteurs ou des parlementaires missionnés par leur commission) (p. 4471) : adopté (p. 4471)

Soutient l'amendement n° 47 rectifié de M. Gaétan Gorce (information des parlementaires par les services de l'Etat, le Conseil d'Etat et le Commissariat général du plan) (p. 4475) : adopté après modification (p. 4475)

Après l'article 14

Intervient sur l'amendement n° 24 corrigé de M. Bernard Accoyer (position de disponibilité pour les fonctionnaires élus parlementaires ou présidents d'un exécutif local de plus de 20 000 habitants et réintégration dans leur emploi ou radiation des cadres à l'issue du premier mandat) (p. 4477)

Ses explications de vote (p. 4484)

Vote pour du groupe socialiste (p. 4485)

W

Aloyse WARHOUSER

*Moselle (4^{ème} circonscription)
Radical, Citoyen et Vert*

Élu le 1^{er} juin 1997

S'inscrit au groupe Radical, Citoyen et Vert [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9391)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9423)

Membre titulaire de la commission centrale de classement des débits de tabac [J.O. du 23 juillet 1997] (p. 11056)

Rapporteur du projet de loi autorisant la ratification de la convention pour la protection du milieu marin de l'Atlantique du Nord-Est (ensemble quatre annexes et deux appendices) (n° 319) [1^{er} octobre 1997]

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 189 visant à modifier le taux de TVA applicable aux opérations de rénovation et de transformation du parc de logements et maisons anciennes [23 juillet 1997]

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 319), autorisant la ratification de la convention pour la protection du milieu marin de l'Atlantique du Nord-Est (ensemble quatre annexes et deux appendices) [10 décembre 1997] (n° 509)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 109, posée le 13 janvier 1998. Enseignement technique et professionnel. Lycées professionnels (J.O. Questions p. 241). Appelée le 20 janvier 1998. Nouvelles filières, création, Moselle (p. 392)

n° 412, posée le 9 juin 1998. Police. Restructuration (J.O. Questions p. 4865). Appelée le 16 juin 1998. Commissariats, effectifs de personnel, redéploiement (p. 5004)

DÉBATS

Projet de loi organique n° 223 relatif à l'exercice par les citoyens de l'Union européenne résidant en France, autres que les ressortissants français, du droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales, et portant transposition de la directive 94/80/CE du 19 décembre 1994

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [8 octobre 1998] (p. 3736)

Son intervention (p. 3747)

Discussion des articles [8 octobre 1998] (p. 3752)

Article 9 supprimé par le Sénat (dissolution de plein droit des conseils municipaux dont le nombre de membres français ne permet pas l'élection d'un maire et d'un adjoint)

Son amendement n° 10 (rétablissement de l'article en limitant le nombre d'élus étrangers au sein des conseils municipaux) : rejeté (p. 3760)

Article 11 (participation des ressortissants communautaires à l'élection de l'organe délibérant des sections de commune)

Article LO 2411-3-1 du code général des collectivités territoriales

Son amendement n° 11 (élection et éligibilité des délégués des communautés de communes) : rejeté (p. 3761)

Projet de loi n° 201 portant mesures urgentes à caractère fiscal et financier

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la mise aux voix du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [22 octobre 1997] (p. 4483)

Son intervention (p. 4484)

Thème :

Banques et établissements financiers : caisses d'épargne (p. 4484)

Projet de loi de finances n° 230 pour 1998

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ANCIENS COMBATTANTS

Examen du fascicule [24 octobre 1997] (p. 4665)

Son intervention (p. 4675)

Thèmes avant la procédure des questions :

Anciens combattants et victimes de guerre : « Malgré nous » (p. 4676)

Anciens combattants et victimes de guerre : déportés : étrangers (p. 4675)

Anciens combattants et victimes de guerre : devoir de mémoire (p. 4675)

Emploi : chômeurs en fin de droits : anciens combattants et victimes de guerre (p. 4675)

Vote des crédits et articles rattachés [24 octobre 1997] (p. 4689)

Après l'article 62

Intervient sur l'amendement n° 77 de M. Alain Néri (condition d'attribution de la carte du combattant pour les anciens combattants de la guerre d'Algérie) (p. 4694)

Intervient sur l'amendement n° 80 de la commission (condition d'attribution de la carte du combattant pour les anciens combattants de la guerre d'Algérie) (p. 4694)

Proposition de loi n° 638 relative aux dates d'ouverture anticipée et de clôture de la chasse aux oiseaux migrateurs

PREMIÈRE LECTURE

Discussion de l'article unique [19 juin 1998] (p. 5200)

Son amendement n° 3 (interdiction de chasser les espèces de gibier d'eau et les oiseaux migrateurs les années bissextiles) (p. 5207) : rejeté (p. 5208)

Jean-Luc WARSMANN

*Ardennes (3^{ème} circonscription)
Rassemblement pour la République*

Élu le 1^{er} juin 1997

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9391)

NOMINATIONS

Secrétaire d'âge de l'Assemblée nationale [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9387)

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9423)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la prévention et à la répression des infractions sexuelles ainsi qu'à la protection des mineurs [J.O. du 10 avril 1998] (p. 5626)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la responsabilité du fait des produits défectueux [J.O. du 24 avril 1998] (p. 6337)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 631 permettant l'accès à la retraite à taux plein, pour les chômeurs âgés de moins de soixante ans ayant 40 annuités de cotisations d'assurance vieillesse [14 janvier 1998]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Etrangers. Reconduite aux frontières. Sans papiers non régularisés [6 mai 1998] (p. 3462)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 28, posée le 17 novembre 1997. Animaux. Dégâts des animaux (J.O. Questions p. 6002). Appelée le 25 novembre 1997. Sangliers, indemnisation (p. 6226)

n° 97, posée le 7 janvier 1998. Sang et organes humains. (J.O. Questions p. 28)

n° 187, posée le 24 février 1998. Défense. Armée (J.O. Questions p. 1605). Appelée le 24 février 1998. Restructuration, conséquences (p. 1546)

n° 298, posée le 21 avril 1998. Voirie. RN 49 (J.O. Questions p. 2894). Appelée le 28 avril 1998. Aménagement (p. 3078)

n° 357, posée le 12 mai 1998. Police. Commissariats (J.O. Questions p. 3725). Appelée le 19 mai 1998. Fonctionnement, effectifs de personnel, Sedan (p. 4039)

n° 455, posée le 23 juin 1998. Professions sociales. Aides à domicile (J.O. Questions p. 5316). Appelée le 30 juin 1998. Financement (p. 5490)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Défend le comportement de l'opposition et déplore les manœuvres dilatoires du Gouvernement pour empêcher la discussion [10 décembre 1997] (p. 7242)

Déplore l'utilisation systématique de la réserve, ainsi que le recours à l'article 100 du règlement pour écarter les amendements et sous-amendements de l'opposition qui n'ont pas été examinés par la commission des lois [11 décembre 1997] (p. 7327)

Estime que le Gouvernement a porté atteinte au droit d'amendement du Parlement en retirant un amendement gouvernemental objet d'un sous-amendement et en faisant redéposer l'amendement initial par un parlementaire [14 décembre 1997] (p. 7656)

Estime que les débats se déroulent dans des conditions totalement contraires à la réforme mise en œuvre par le Président Séguin et rappelle que le droit d'amendement appartient à chaque député [15 décembre 1997] (p. 7744)

Souhaite obtenir des précisions sur le contentieux relatif à l'asile territorial [16 décembre 1997] (p. 7860)

S'élève contre l'utilisation à la demande de la commission de la procédure de clôture de la discussion sur l'article [16 décembre 1997] (p. 7862)

Conteste le droit du rapporteur à intervenir sur un amendement non défendu [16 décembre 1997] (p. 7873)

DÉBATS

Projet de loi constitutionnelle n° 835 relatif au Conseil supérieur de la magistrature

PREMIÈRE LECTURE

Explications de vote et vote [3 juin 1998] (p. 4635)

Ses explications de vote (p. 4636)

Vote pour du groupe du Rassemblement pour la République (p. 4636)

Projet de loi organique n° 501 portant recrutement exceptionnel de magistrats de l'ordre judiciaire et modifiant les conditions de recrutement des conseillers de cour d'appel en service extraordinaire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [7 janvier 1998] (p. 16)

Son intervention (p. 21)

Thèmes :

Justice : carte judiciaire (p. 21)

Justice : contentieux (p. 21)

Justice : magistrats (p. 21, 22)

Justice : réforme (p. 21, 22)

Discussion des articles [7 janvier 1998] (p. 24)

Article 4 (art. 19, 20 et 28 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 : formation, serment et nomination des candidats admis aux concours exceptionnels)

Son intervention (p. 25, 26)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [20 janvier 1998] (p. 421)

Son intervention (p. 422)

Thème :

Justice : magistrats (p. 422)

Vote pour du groupe du Rassemblement pour la République (p. 422)

Projet de loi n° 200 relatif au développement d'activités pour l'emploi des jeunes

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [15 septembre 1997] (p. 2995) ; [16 septembre 1997] (p. 3050, 3092) ; [17 septembre 1997] (p. 3121)

Article 1er (aide à la création d'activités d'utilité sociale pour l'emploi des jeunes)

Article L. 322-4-20 du code du travail (nature et régime juridique des contrats de travail)

Son amendement n° 94 soutenu par Mme Roselyne déductibilité (indemnité due au salarié en cas de rupture du contrat par l'employeur) : retiré (p. 3094)

Projet de loi n° 199 portant réforme du service national

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [18 septembre 1997] (p. 3279, 3308) ; [22 septembre 1997] (p. 3341, 3386)

Article 4 (réforme du code du service national)

Son amendement n° 12 corrigé (dispenses) : devenu sans objet (p. 3394)

Son amendement n° 14 (rédactionnel) : devenu sans objet (p. 3397)

Article 5 (prise en compte du service national dans le code du travail)

Son amendement n° 13 (rédactionnel) : devenu sans objet (p. 3398)

Projet de loi n° 202 relatif à la prévention et à la répression des infractions sexuelles ainsi qu'à la protection des mineurs

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 septembre 1997] (p. 3495, 3516)

Son intervention (p. 3505)

Thèmes :

Droit pénal : injonction de soins (p. 3506)

Droit pénal : mineurs : auditions (p. 3506)

Droit pénal : réclusion criminelle : perpétuité (p. 3506)

Droit pénal : suivi socio-judiciaire (p. 3507)

Enfants : droits de l'enfant (p. 3505)

Police : police scientifique : génétique (p. 3506)

Discussion des articles [30 septembre 1997] (p. 3535) ; [1er octobre 1997] (p. 3564, 3618)

Article 1er (suivi socio-judiciaire)

Article 131-36-1 du code pénal : contenu et durée du suivi socio-judiciaire

Son amendement n° 62 rectifié (injonction de soins dans le suivi socio-judiciaire) : rejeté au scrutin public (p. 3540)

Son amendement n° 63 (injonction en cas de refus de soins) : devenu sans objet (p. 3540)

Son amendement n° 120 (obligation de soins) : devenu sans objet (p. 3541)

Article 131-36-2 du code pénal : injonction de soins

Son amendement n° 64 corrigé (obligation de soins) : devenu sans objet (p. 3541)

Son amendement n° 69 (obligation pour le juge de prononcer une injonction de soins) : devenu sans objet (p. 3542)

Après l'article 131-36-2 du code pénal

Son amendement n° 70 (injonction de soins pendant la détention) : rejeté au scrutin public (p. 3543)

Article 131-36-3 du code pénal : règles générales d'exécution du suivi socio-judiciaire

Son amendement n° 71 (de coordination) : devenu sans objet (p. 3543)

Avant l'article 5

Son amendement n° 68 (création d'un fichier national des empreintes génétiques) : retiré (p. 3549)

Intervient sur l'amendement n° 167 rectifié de la commission (création d'un fichier national des empreintes génétiques) (p. 3549)

Article 5 (articles 763-1 à 763-11 nouveaux du code pénal : exécution du suivi socio-judiciaire)

Après l'article 763-7 du code de procédure pénale :

Son amendement n° 72 (information du condamné en cas d'injonction de soins) (p. 3566) : devenu sans objet (p. 3567)

Article 763-9 du code de procédure pénale : exécution de la peine privative de liberté dans un établissement pénitentiaire spécialisé

Son amendement n° 67 (suppression de la possibilité d'octroyer une libération conditionnelle ou des réductions de peine) (p. 3567) : adopté au scrutin public (p. 3569)

Article 6 (articles L. 355-32 à L. 355-36 nouveaux du code pénal : mise en œuvre du suivi socio-judiciaire)

Article L. 355-33 du code de la santé publique : communication des expertises au médecin traitant - justification du suivi du traitement

Intervient sur l'amendement n° 145 corrigé du Gouvernement (communication des pièces du dossier au médecin traitant) (p. 3571)

Intervient sur l'amendement n° 130 corrigé de M. Renaud Dutreil (rapport au Parlement) (p. 3572)

Son amendement n° 113 corrigé (rapport au Parlement) (p. 3571) : adopté (p. 3572)

Avant l'article 7

Intervient sur l'amendement n° 23 de la commission (rédactionnel) (p. 3574)

Son amendement n° 65 (application des peines incompressibles pour les crimes contre les mineurs de plus de 15 ans) (p. 3574) : rejeté au scrutin public (p. 3576)

Article 9 (articles 225-7, 227-22 et 227-26 du code pénal : utilisation d'un réseau de télécommunications pour commettre les délits de proxénétisme, de corruption de mineurs ou d'atteintes sexuelles sur mineur sans violence)

Intervient sur l'amendement n° 25 de la commission (utilisation d'un réseau de télécommunications en vue de diffuser des images pornographiques de mineurs) (p. 3579, 3580)

Son sous-amendement oral (application du dispositif aux images virtuelles) à l'amendement n° 25 de la commission : adopté (p. 3580)

Après l'article 9

Son amendement n° 59 (utilisation d'un réseau de télécommunication en vue de diffuser des images pornographiques de mineurs) : devenu sans objet (p. 3580)

Article 19 (articles 706-47 à 706-54 du code de procédure : protection des mineurs victimes d'infractions sexuelles)

Article 706-48 du code de procédure pénale : expertise médicale pour les auteurs d'infractions sexuelles

Son amendement n° 66 (expertise avant jugement pour les mineurs de plus de 15 ans) : adopté (p. 3619)

Article 706-50 du code de procédure pénale : information du juge des enfants en cas de procédure d'assistance éducative

Intervient sur l'amendement n° 40 de la commission (relations entre le procureur de la République, le juge d'instruction et le juge des enfants) (p. 3620)

Article 706-51 du code de la procédure pénale : désignation d'un administrateur ad hoc chargé d'assister la victime mineure

Intervient sur l'amendement n° 41 de la commission (de précision) (p. 3620, 3621)

Article 706-53 du code de procédure pénale : enregistrement vidéo de l'audition d'un mineur victime d'infractions sexuelles

Intervient sur l'amendement n° 43 de la commission (copie des enregistrements) (p. 3623)

Intervient sur l'amendement n° 45 de la commission (consultation des enregistrements vidéo par les avocats des parties) (p. 3624)

Après l'article 19

Intervient sur l'amendement n° 2 de M. Michel Hunault (suppression des possibilités d'accorder des réductions de peine ou des mesures de libération conditionnelle en l'absence d'expertise médicale) (p. 3626)

Intervient sur l'amendement n° 166 de la commission (obligation d'expertise avant toute réduction de peine) (p. 3626)

Après l'article 31

Son amendement n° 60 (pouvoir des douanes vis à vis des matériels pédophiles prohibés) (p. 3632) : adopté (p. 3633)

Après l'article 32

Intervient sur l'amendement n° 22, deuxième rectification de la commission (conditions de sortie en cas d'hospitalisation d'office) (p. 3634)

Intervient sur le sous-amendement n° 169 du Gouvernement (composition de la commission chargée de se prononcer sur la fin de l'hospitalisation d'office) à l'amendement n° 22, deuxième rectification de la commission (p. 3634)

Intervient sur le sous-amendement n° 170 du Gouvernement (participation du médecin traitant à la commission) à l'amendement n° 22, deuxième rectification de la commission (p. 3634)

Intervient sur l'amendement n° 106 corrigé de M. Philippe Douste-Blazy (conditions de sortie en cas d'hospitalisation d'office) (p. 3634)

Seconde délibération

Article 21 (article L. 322-3 du code de la sécurité sociale : prise en charge à 100 % des mineurs victimes d'infractions sexuelles)

Intervient sur l'amendement n° 1 du Gouvernement (rétablissement de l'article dans le texte du projet de loi) (p. 3637)

Ses explications de vote (p. 3639)

Vote contre du groupe du Rassemblement pour la République (p. 3639)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [20 janvier 1998] (p. 423)

Son intervention (p. 427)

Thèmes :

Droit pénal : agressions sexuelles : récidive (p. 427)

Droit pénal : injonction de soins (p. 428)

Droit pénal : peines incompressibles (p. 428)

Droit pénal : suivi socio-judiciaire (p. 428)

Police : police scientifique (p. 427)

Discussion des articles [20 janvier 1998] (p. 430)

Article 1er (dispositions relatives au suivi socio-judiciaire)

Article 131-36-1 du code pénal

Son amendement n° 52 (obligation de soins dans le suivi socio-judiciaire) : rejeté (p. 431)

Son amendement n° 53 (de coordination) (p. 431) : rejeté (p. 432)

Intervient sur l'amendement n° 2 de la commission (durée du suivi socio-judiciaire limitée à cinq ans en matière délictuelle et de dix ans en matière criminelle) (p. 432)

Son amendement n° 54 (de coordination) : rejeté (p. 432)

Son amendement n° 55 (durée d'emprisonnement de cinq ans en matière délictuelle et de dix ans en matière criminelle en cas de condamnation pour délit et dix ans en cas de condamnation pour crime) (p. 432) : devenu sans objet (p. 433)

Article 131-36-2 du code pénal

Reprend l'amendement n° 7 de la commission (injonction de soins prononcée après une double expertise) (p. 434) : rejeté (p. 435)

Intervient sur l'amendement n° 88 du Gouvernement (cas dans lesquels l'injonction de soins est prononcée après une double expertise) (p. 435)

Après l'article 131-36-2 du code pénal

Son amendement n° 56 (injonction de soins applicable pendant la détention et sanction de son inobservation) : rejeté (p. 435)

Article 131-36-3 du code pénal

Son amendement n° 57 (de coordination) : devenu sans objet (p. 435)

*Article 5 (article 763-1 à 763-11 du code de procédure pénale : exécution du suivi socio-judiciaire)**Article 763-5 du code de procédure pénale*

Reprend l'amendement n° 9 de la commission (injonction de soins prononcée après une double expertise) : rejeté (p. 438)

Après l'article 763-7 du code de procédure pénale

Son amendement n° 58 (de coordination) : devenu sans objet (p. 438)

Article 763-9 du code de procédure pénale

Intervient sur l'amendement n° 11 de la commission (renouvellement tous les six mois de l'information sur le traitement) (p. 438)

Avant l'article 7

Son amendement n° 59 (extension de la période de sûreté de trente ans et de la peine perpétuelle incompressible aux assassinats précédés ou accompagnés de viol sur les mineurs de quinze à dix-huit ans) : rejeté (p. 441)

Article 9 (articles 222-24, 222-28, 225-7, 227-22, 227-23, et 227-26 du code pénal : utilisation d'un réseau de télécommunications pour commettre certains crimes ou délits à caractère sexuel)

Intervient sur l'amendement n° 48 de M. Pierre Albertini (suppression de la référence à un public non déterminé) (p. 442)

Article 32 bis supprimé par le Sénat (article L. 348-1 du code de la santé publique : modalités de sortie d'un établissement psychiatrique des personnes déclarées pénalement irresponsables)

Son sous-amendement n° 51 (voix prépondérante du magistrat en cas de partage des voix au sein de la commission chargée de décider la fin de l'hospitalisation d'office) à l'amendement n° 47 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : rejeté (p. 458)

Ses explications de vote (p. 460)

Vote contre du groupe du Rassemblement pour la République (p. 460)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Procédure d'examen simplifiée [3 juin 1998] (p. 4639)

Son intervention (p. 4642)

Thèmes :

Droit pénal : agressions sexuelles (p. 4642)

Droit pénal : injonction de soins (p. 4642)

Droit pénal : suivi socio-judiciaire (p. 4642)

Droit pénal : tourisme sexuel (p. 4642)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministre : justice (p. 4642)

Projet de loi de finances n° 230 pour 1998**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**

JUSTICE

Examen du fascicule [21 octobre 1997] (p. 4411)

Son intervention (p. 4421)

Thèmes avant la procédure des questions :

Jeunes : protection judiciaire de la jeunesse (p. 4422)

Justice : aide juridictionnelle (p. 4422)

Justice : crédits (p. 4421)

Justice : greffiers (p. 4421)

Justice : magistrats (p. 4421)

Système pénitentiaire (p. 4422)

Procédure des questions :

Départements : Ardennes : magistrats (p. 4438)

EQUIPEMENT, TRANSPORTS ET LOGEMENT

I - EQUIPEMENT ET TRANSPORTS

Examen du fascicule [24 octobre 1997] (p. 4605)*Procédure des questions :*

Départements : Ardennes : voirie (p. 4645)

Transports ferroviaires : passages à niveau (p. 4653)

Transports ferroviaires : sécurité des usagers (p. 4653)

INTÉRIEUR

Examen du fascicule [30 octobre 1997] (p. 5067)*Procédure des questions :*

Ordre public : maintien de l'ordre : Sedan (p. 5106)

Sécurité publique : services départementaux d'incendie et de secours (p. 5111)

EMPLOI ET SOLIDARITÉ

II - SANTÉ, SOLIDARITÉ ET VILLE

Examen du fascicule [3 novembre 1997] (p. 5221, 5246)*Procédure des questions :*

Départements : Ardennes : hôpitaux locaux (p. 5273)

Professions de santé : masseurs-kinésithérapeutes (p. 5275)

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS

Discussion des articles [17 novembre 1997] (p. 5966, 6007) ; [18 novembre 1997] (p. 6032, 6079, 6116) ; [19 novembre 1997] (p. 6153)

Article 49 (institution d'un crédit d'impôt à raison des dépenses d'entretien de l'habitation principale)

Son amendement n° 133 soutenu par M. Philippe Auberger (relèvement des plafonds de dépenses ouvrant droit au crédit d'impôt) : rejeté (p. 5976)

Projet de loi n° 327 relatif à l'entrée et au séjour des étrangers en France et au droit d'asile

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [9 décembre 1997] (p. 7179, 7203) ; [10 décembre 1997] (p. 7239, 7273, 7297) ; [11 décembre 1997] (p. 7321, 7339, 7380) ; [12 décembre 1997] (p. 7413, 7453, 7504) ; [14 décembre 1997] (p. 7603, 7633, 7663) ; [15 décembre 1997] (p. 7698, 7736, 7770) ; [16 décembre 1997] (p. 7858, 7899)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 964 de M. Noël Mamère (suppression de l'article 8 de l'ordonnance du 2 novembre 1945) (p. 7192)

Intervient sur l'amendement n° 773 de M. François d'Aubert (inapplicabilité de la convention de New-York sur les droits de l'enfant aux mineurs étrangers de plus de seize ans ou majeurs entrés en France lors d'un regroupement familial) (p. 7211)

Article 1er (article 5 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 : motivation des refus de visas et allègement des formalités aux frontières)

Son rappel au règlement (cf. supra) [10 décembre 1997] (p. 7242)

Intervient sur l'amendement n° 393 de M. Guy Hascoët (suppression des visas de court séjour d'une durée inférieure à trois mois) (p. 7280)

Son amendement n° 408 (suppression du premier alinéa de l'article 1er) (p. 7281) : vote réservé (p. 7283)

Soutient les sous-amendements n°s 2032 à 2035 de M. Thierry Mariani (adjonction des notions "d'ordre public", de "tranquillité publique", de "salubrité publique" et de "sécurité publique" à celle de "sûreté de l'Etat") à l'amendement n° 47 de la commission (rédactionnel) (p. 7299) : rejetés (p. 7301)

Intervient sur l'amendement n° 827 de M. François d'Aubert (substitution de la notion "d'ordre public" dans l'un des pays de l'espace Schengen à celle de "sûreté de l'Etat") (p. 7302)

Intervient sur le sous-amendement n° 1886 rectifié du Gouvernement (précision de la notion d'étudiant) à l'amendement n° 49 rectifié de la commission (extension de l'obligation de motivation du refus de visas aux étudiants inscrits dans un cycle d'études de l'enseignement supérieur en France) (p. 7309)

Article 2 (article 5-3 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 : modification du régime du certificat d'hébergement)

Son rappel au règlement (cf. supra) [11 décembre 1997] (p. 7327)

Son amendement n° 410 (de suppression) (p. 7335) : rejeté (p. 7347)

Soutient le sous-amendement n° 2046 de M. Henri Cuq (maintien du premier alinéa de l'article 2) à l'amendement n° 1260 de M. Jean-Marc Ayrault (suppression des certificats d'hébergement par

l'abrogation de l'article 5-3 de l'ordonnance du 8 novembre 1945) (p. 7352) : rejeté (p. 7353)

Ses sous-amendements n°s 2047 à 2057 (report de l'abrogation de l'article à des dates allant du 1er janvier 2001 au 1er janvier 2010) à l'amendement n° 1260 de M. Jean-Marc Ayrault : retirés (p. 7354)

Soutient le sous-amendement n° 2044 de M. Henri Cuq (obligation faite au Gouvernement de présenter un rapport sur les conséquences de l'abrogation avant le 31 décembre 1998) à l'amendement n° 1260 de M. Jean-Marc Ayrault (p. 7355) : rejeté (p. 7356)

Après l'article 2

Soutient l'amendement n° 1231 de M. Henri Cuq (obligation pour la personne se proposant d'héberger un étranger de se porter caution pour les dépenses antérieures à son séjour) (p. 7356) : rejeté (p. 7357)

Article 3 (article 12 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 : institution d'un titre de séjour "scientifique")

Son amendement n° 422 (suppression du 1er alinéa de l'article 3) : retiré (p. 7375)

Soutient l'amendement n° 390 de M. Henri Cuq (introduction d'une limite d'âge pour la délivrance de la carte de séjour portant la mention "étudiant") (p. 7381) : retiré (p. 7381)

Son amendement n° 423 (introduction d'une limite d'âge pour la délivrance de la carte de séjour portant la mention "étudiant") : rejeté (p. 7381)

Ses amendements n°s 424 et 427 (nécessité que les recherches ne puissent être effectuées dans son propre pays d'origine) (p. 7382) : retirés (p. 7383)

Son amendement n° 425 (nécessité que les recherches ne puissent être effectuées dans son propre pays et possibilité de dispenser un enseignement) (p. 7382) : rejeté (p. 7383)

Son amendement n° 428 (nécessité que les recherches ne puissent être effectuées dans son propre pays et conditions de ressources) : rejeté (p. 7383)

Intervient sur l'amendement n° 449 de M. Jacques Masdeu-Arus (condition d'entrée régulière en France) (p. 7384)

Intervient sur l'amendement n° 626 de M. Thierry Mariani (condition d'entrée régulière en France) (p. 7384)

Intervient sur l'amendement n° 137 de M. Henri Cuq (condition d'entrée régulière en France) (p. 7384)

Son amendement n° 426 (condition d'entrée régulière en France) (p. 7384) : devenu sans objet (p. 7385)

Son amendement n° 429 (fixation annuelle du nombre d'étrangers bénéficiaires de la carte de séjour "scientifique") (p. 7390) : rejeté (p. 7392)

Intervient sur l'amendement n° 244 de M. Bernard Accoyer (fixation annuelle du nombre d'étrangers bénéficiaires de la carte de séjour "scientifique") (p. 7392)

Son amendement n° 430 (suppression du deuxième alinéa de l'article 3) (p. 7404) : rejeté (p. 7405)

Soutient l'amendement n° 666 de M. Jacques Kossowski (contrôle de l'assiduité et de la réussite aux examens des étudiants bénéficiaires d'une carte de séjour) (p. 7406) : rejeté (p. 7406)

Article 4 (article 12 bis de l'ordonnance du 2 novembre 1945 : personnes éligibles à la carte de séjour temporaire "situation personnelle et familiale")

- Son amendement n° 1278 (suppression de l'expression "portant la mention situation personnelle et familiale") : retiré (p. 7444)
- Intervient sur l'amendement n° 147 de M. Henri Cuq (retour à la législation en vigueur sur le regroupement familial) (p. 7454)
- Intervient sur l'amendement n° 15 de M. Jacques Masdeu-Arus (bénéfice de la carte retiré à l'étranger dont le conjoint est déjà titulaire de cette carte) (p. 7454)
- Intervient sur l'amendement n° 493 de M. Thierry Mariani (bénéfice de la carte retiré à l'étranger dont le conjoint est déjà titulaire de cette carte) (p. 7454)
- Intervient sur l'amendement n° 733 de M. Hervé de Charette (bénéfice de la carte retiré à l'étranger dont le conjoint est déjà titulaire de cette carte) (p. 7454)
- Intervient sur l'amendement n° 1536 de M. Claude Goasguen (bénéfice de la carte retiré à l'étranger dont le conjoint est déjà titulaire de cette carte) (p. 7454)
- Intervient sur l'amendement n° 246 de M. Henri Cuq (bénéfice de la carte retiré à l'étranger dont le conjoint est déjà titulaire de cette carte) (p. 7454)
- Son amendement n° 1279 (bénéfice de la carte retiré à l'étranger dont le conjoint est déjà titulaire de cette carte) (p. 7454) : rejeté (p. 7455)
- Intervient sur l'amendement n° 627 de M. Thierry Mariani (condition d'entrée régulière sur le territoire français au deuxième alinéa du texte proposé) (p. 7456)
- Intervient sur l'amendement n° 400 de M. Guy Hascoët (suppression dans un but de coordination des troisième, quatrième et huitième alinéa du texte proposé pour l'article 12 bis de l'ordonnance du 2 novembre 1945) (p. 7457)
- Intervient sur l'amendement n° 53 de la commission (réduction de quinze à deux ans de la durée de résidence habituelle en France pour les étrangers visés au quatrième alinéa du texte proposé pour l'article 12 bis de l'ordonnance du 2 novembre 1945) (p. 7458)
- Intervient sur l'amendement n° 1688 corrigé de M. Claude Goasguen (nécessité de n'avoir jamais vécu en état de polygamie) (p. 7460)
- Son amendement n° 1280 (condition de durée de mariage de un an) : rejeté (p. 7463)
- Son amendement n° 1281 (nécessité pour le conjoint du titulaire de la carte scientifique de ne pas être en état de polygamie et d'être marié depuis un an) : rejeté (p. 7467)
- Intervient sur l'amendement n° 632 de M. Thierry Mariani (nécessité pour le conjoint du titulaire de la carte scientifique de ne pas être en état de polygamie) (p. 7467)
- Intervient sur l'amendement n° 732 de M. Hervé de Charette (nécessité pour le conjoint du titulaire de la carte scientifique de ne pas être en état de polygamie) (p. 7467)
- Son amendement n° 1282 (nécessité que l'enfant ait moins de seize ans, et que le parent exerce l'autorité parentale et subvienne à ses besoins) : rejeté (p. 7468)
- Son sous-amendement n° 2060 (condition que l'enfant ait moins de seize ans) à l'amendement n° 54 de la commission (condition de minorité de l'enfant) : rejeté (p. 7469)
- Son amendement n° 1425 (suppression du huitième alinéa du texte proposé : liens personnels et familiaux en France) (p. 7471) : adopté (p. 7472)
- Son amendement n° 1426 (exercice d'une activité professionnelle soumise à autorisation et à déclaration de l'intéressé) : rejeté (p. 7474)
- Article 5 (article 12 ter de l'ordonnance du 2 novembre 1945 : autres titulaires de la carte de séjour temporaire)*
- Son intervention (p. 7478)
- Son amendement n° 1430 (exclusion du bénéfice de la carte de l'étranger qui a obtenu l'asile territorial) (p. 7484) : rejeté (p. 7485)
- Intervient sur l'amendement n° 57 de la commission (extension du bénéfice de la carte au conjoint et enfants mineurs du bénéficiaire de l'asile territorial) (p. 7486)
- Son sous-amendement n° 2059 (condition de non polygamie du conjoint) à l'amendement n° 57 de la commission : rejeté (p. 7486)
- Son sous-amendement n° 2058 (enfants mineurs de moins de seize ans) à l'amendement n° 57 de la commission : rejeté (p. 7486)
- Intervient sur l'amendement n° 150 de M. Henri Cuq (activité professionnelle soumise à autorisation et à condition par la volonté de l'intéressé d'en exercer une) (p. 7487)
- Intervient sur l'amendement n° 915 de M. François d'Aubert (activité professionnelle soumise à autorisation et à condition par la volonté de l'intéressé d'en exercer une) (p. 7487)
- Intervient sur l'amendement n° 1697 de M. Claude Goasguen (activité professionnelle soumise à autorisation et à condition par la volonté de l'intéressé d'en exercer une) (p. 7487)
- Intervient sur l'amendement n° 918 de M. François d'Aubert (activité professionnelle soumise à autorisation et à condition par la volonté de l'intéressé d'en exercer une) (p. 7487)
- Son amendement n° 1432 (activité professionnelle soumise à autorisation et à condition par la volonté de l'intéressé d'en exercer une) (p. 7487) : rejeté (p. 7488)
- Après l'article 5*
- Intervient sur l'amendement n° 56 rectifié de la commission (institution d'une commission du titre de séjour dans chaque département) (p. 7493)
- Soutient l'amendement n° 404 de M. Guy Hascoët (institution d'une commission du titre de séjour dans chaque département) (p. 7493) : devenu sans objet (p. 7493)
- Soutient le sous-amendement n° 433 de M. Henri Cuq (nécessité que la commission statue dans les trois mois) à l'amendement n° 56 rectifié de la commission (p. 7499) : rejeté (p. 7499)
- Article 6 (article 15 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 : modifications du régime de la carte de résident)*
- Soutient l'amendement n° 1048 de M. Pascal Clément (de suppression) (p. 7515) : rejeté (p. 7516)
- Intervient sur les amendements n°s 1000 à 1013 de M. Claude Goasguen (exclusion des étrangers condamnés dans leur pays d'origine) (p. 7520)
- Son amendement n° 1433 soutenu par M. Bernard Accoyer (suppression du 1er alinéa de l'article 6 qui

abroge la condition d'entrée régulière) (p. 7524) : rejeté (p. 7525)

Intervient sur l'amendement n° 345 de M. Richard Cazenave (exclusion des étrangers ayant séjourné illégalement plus de 6 mois sur le territoire national) (p. 7527)

Article 7 (article 16 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 : renouvellement de la carte de résident)

Son amendement n° 1434 (de suppression) : rejeté (p. 7542)

Son amendement n° 1436 (rédactionnel) : retiré (p. 7544)

Intervient sur l'amendement n° 17 de M. Jacques Masdeu-Arus (absence de menace pour l'ordre public) (p. 7544)

Intervient sur l'amendement n° 517 de M. Thierry Mariani (absence de menace pour l'ordre public) (p. 7544)

Son amendement n° 1437 (possibilité de retrait de la carte de résident) : rejeté (p. 7546)

Son amendement n° 1435 (condition de résidence habituelle en France) (p. 7546) : rejeté (p. 7547)

Article 8 (article 18 bis nouveau de l'ordonnance du 2 novembre 1945 : institution d'une carte de séjour "retraité")

Son amendement n° 1438 (de suppression) : rejeté au scrutin public (p. 7555)

Son amendement n° 1440 soutenu par M. Bernard Accoyer (cotisation pendant au moins dix ans et entrée régulière sur le territoire national) : rejeté (p. 7556)

Son amendement n° 1439 (condition d'entrée régulière sur le territoire national) : rejeté (p. 7559)

Son amendement n° 1441 soutenu par M. Bernard Accoyer (fixation d'une durée maximum de quatre mois par an pour le séjour autorisé) : rejeté (p. 7560)

Son amendement n° 1442 (suppression de la carte "retraité" pour le conjoint) (p. 7562) : rejeté (p. 7563)

Article 10 (article 21 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 : aménagement du régime des infractions d'aide à l'entrée, à la circulation et au séjour d'étrangers en situation irrégulière)

Son intervention (p. 7571)

Son amendement n° 1444 (infractions pouvant être commises également par une association de malfaiteurs) : rejeté (p. 7577)

Intervient sur l'amendement n° 934 de M. François d'Aubert (extension des peines aux transporteurs) (p. 7578)

Son amendement n° 1445 (suppression de la dépenalisation de l'aide au séjour irrégulier pour certains membres de la famille et pour le conjoint ou concubin) (p. 7582) : vote réservé (p. 7585)

Son amendement n° 1448 (suppression du deuxième alinéa du II de l'article 10 dépenalisant l'aide au séjour irrégulier par le conjoint ou le concubin notoire) (p. 7587) : vote réservé (p. 7588)

Son amendement n° 1446 (limitation de l'extension de la dépenalisation prévue pour l'aide à l'entrée et au séjour irrégulier des étrangers) (p. 7588) : vote réservé (p. 7589)

Article 9 précédemment réservé (dépenalisation du défaut de déclaration d'entrée sur le territoire)

Son amendement n° 45 soutenu par M. Patrick Ollier (de suppression) (p. 7611) : rejeté (p. 7615)

Son amendement n° 1443 (de suppression) (p. 7614) : rejeté (p. 7615)

Article 17 (article 29 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 : régime du regroupement familial)

Son amendement n° 1302 (de suppression) (p. 7641) : rejeté au scrutin public (p. 7647)

Son amendement n° 1625 (suppression de la possibilité de regroupement familial pour des enfants confiés à un parent par une juridiction étrangère) (p. 7653) : rejeté (p. 7656)

Son rappel au règlement (cf. supra) [14 décembre 1997] (p. 7656)

Intervient sur l'amendement n° 255 de M. Henri Cuq (suppression du II de l'article 17 pour empêcher le regroupement familial fractionné) (p. 7665)

Son amendement n° 1631 (maintien de la possibilité de refuser le regroupement familial si ses conditions ne sont plus réunies lors de la demande de titre de séjour) (p. 7678) : rejeté (p. 7682)

Son amendement n° 1632 (maintien de la possibilité de refuser le regroupement familial si ses conditions ne sont pas réunies lors de la demande de titre de séjour) (p. 7684) : rejeté (p. 7695)

Son amendement n° 1630 (corrections d'une faute de français) : adopté (p. 7695)

Son amendement n° 1633 (rétablissement du dispositif antérieur permettant de confisquer le titre de séjour de l'étranger qui a fait venir sa famille en dehors du regroupement familial) (p. 7703) : vote réservé (p. 7705)

Article 18 (article 31 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 : coordinations concernant les dispositions relatives au droit d'asile)

Soutient l'amendement n° 188 de M. Henri Cuq (de suppression) (p. 7721) : vote réservé (p. 7722)

Après l'article 18

Soutient l'amendement n° 440 de M. Henri Cuq (peines pour le maintien sans autorisation sur le territoire national) (p. 7722) : vote réservé (p. 7722)

Article 19 (article 35 bis de l'ordonnance du 2 novembre 1945 : modification du régime de rétention administrative)

Son intervention (p. 7726)

Intervient sur le sous-amendement n° 2094 du Gouvernement (communication des informations par le représentant de l'Etat dans le département et non par le Procureur) à l'amendement n° 74 rectifié de la commission (communication d'informations sur le placement en rétention) (p. 7738)

Intervient sur le sous-amendement n° 2096 du Gouvernement (rédactionnel) à l'amendement n° 74 rectifié de la commission (p. 7740)

Son sous-amendement n° 2103 (communication des informations limitée aux ascendants, descendants, conjoint de l'étranger) à l'amendement n° 74 rectifié de la commission (p. 7737) : vote réservé (p. 7741)

Soutient le sous-amendement n° 2105 de M. Christian Estrosi (non communication du lieu de rétention) à l'amendement n° 74 rectifié de la commission (p. 7741) : vote réservé (p. 7741)

Intervient sur le sous-amendement n° 2097 du Gouvernement (rédactionnel) à l'amendement n° 74 rectifié de la commission (p. 7741)

- Intervient sur l'amendement n° 1719 rectifié de M. André Gerin (réduction de 24 heures de la durée de rétention) (p. 7742)
- Son rappel au règlement (cf. supra) [15 décembre 1997] (p. 7744)
- Intervient sur l'amendement n° 29 de M. Jacques Masdeu-Arus (rétablissement du caractère suspensif de l'appel du parquet) (p. 7755)
- Intervient sur l'amendement n° 189 de M. Henri Cuq (rétablissement du caractère suspensif de l'appel du parquet) (p. 7755)
- Intervient sur l'amendement n° 471 de M. Christian Estrosi (rétablissement du caractère suspensif de l'appel du parquet) (p. 7755)
- Intervient sur l'amendement n° 616 de M. Thierry Mariani (rétablissement du caractère suspensif de l'appel du parquet) (p. 7755)
- Intervient sur l'amendement n° 959 de M. Rudy Salles (rétablissement du caractère suspensif de l'appel du parquet) (p. 7755)
- Intervient sur l'amendement n° 1130 de M. Pascal Clément (rétablissement du caractère suspensif de l'appel du parquet) (p. 7755)
- Intervient sur l'amendement n° 1211 de M. François d'Aubert (rétablissement du caractère suspensif de l'appel du parquet) (p. 7755)
- Son amendement n° 1634 soutenu par M. Richard Cazenave (rétablissement du caractère suspensif de l'appel du parquet) (p. 7755) : vote réservé (p. 7756)
- Intervient sur l'amendement n° 77 de la commission (présence du conseil dès le début du maintien en rétention) (p. 7756)
- Après l'article 19*
- Intervient sur l'amendement n° 1268 de M. Julien Dray (renforcement des garanties des étrangers arrivant de l'extérieur et placés en zone d'attente) (p. 7759)
- Intervient sur l'amendement n° 1671 de M. André Gerin (renforcement des garanties des étrangers arrivant de l'extérieur et placés en zone d'attente) (p. 7759)
- Intervient sur l'amendement n° 1276 de M. Julien Dray (amnistie des interdictions du territoire français prononcées sous l'ancienne législation) (p. 7760)
- Article 22 (titre de la loi n° 52-893 du 25 juillet 1952 portant création de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides)*
- Intervient sur l'amendement n° 191 de M. Henri Cuq (de suppression) (p. 7775)
- Intervient sur l'amendement n° 829 de M. Henri Plagnol (de suppression) (p. 7775)
- Intervient sur l'amendement n° 1059 de M. Pascal Clément (de suppression) (p. 7775)
- Article 23 (titre premier de la loi n° 52-893 du 25 juillet 1952)*
- Intervient sur l'amendement n° 192 de M. Henri Cuq (de suppression) (p. 7777)
- Intervient sur l'amendement n° 832 de M. Henri Plagnol (de suppression) (p. 7777)
- Intervient sur l'amendement n° 1060 de M. Pascal Clément (de suppression) (p. 7777)
- Son amendement n° 1638 (suppression de la référence à la commission de recours des réfugiés) (p. 7778) : rejeté (p. 7779)
- Article 24 (article 2 de la loi n° 52-893 du 25 juillet 1952 : extension du champ du statut de réfugié)*
- Son intervention (p. 7783)
- Son amendement n° 1639 (caractère facultatif de la reconnaissance de la qualité de réfugié) (p. 7798)
- Intervient sur les amendements n°s 619 et 1499 de M. Claude Goasguen (caractère facultatif de la reconnaissance de la qualité de réfugié) (p. 7798)
- Intervient sur l'amendement n° 79 de la commission (réductionnel) (p. 7798)
- Intervient sur l'amendement n° 560 de M. Claude Goasguen (réductionnel) (p. 7798)
- Son amendement n° 1639 (caractère facultatif de la reconnaissance de la qualité de réfugié) (p. 7798) : rejeté (p. 7799)
- Article 25 (article 2 de la loi n° 52-893 du 25 juillet 1952 : coordination)*
- Soutient l'amendement n° 194 de M. Henri Cuq (de suppression) (p. 7806) : rejeté (p. 7806)
- Soutient l'amendement n° 858 de M. Henri Plagnol (de suppression) (p. 7806) : rejeté (p. 7806)
- Soutient l'amendement n° 1062 de M. Pascal Clément (de suppression) (p. 7806) : rejeté (p. 7806)
- Article 26 (article 2 de la loi n° 5252-893 du 25 juillet 1952 : saisine du Ministre de l'intérieur)*
- Son amendement n° 1640 (de suppression) (p. 7807) : rejeté (p. 7808)
- Article 27 (loi n° 5252-893 du 25 juillet 1952 : coordination et mise à jour)*
- Soutient l'amendement n° 196 de M. Henri Cuq (de suppression) (p. 7810) : rejeté (p. 7810)
- Soutient l'amendement n° 864 de M. Henri Plagnol (de suppression) (p. 7810) : rejeté (p. 7810)
- Soutient l'amendement n° 1064 de M. Pascal Clément (de suppression) (p. 7810) : rejeté (p. 7810)
- Article 28 (titre II de la loi du 25 juillet 1952)*
- Soutient l'amendement n° 197 de M. Henri Cuq (de suppression) (p. 7810) : rejeté (p. 7810)
- Soutient l'amendement n° 865 de M. Henri Plagnol (de suppression) (p. 7810) : rejeté (p. 7810)
- Soutient l'amendement n° 1065 de M. Pascal Clément (de suppression) (p. 7810) : rejeté (p. 7810)
- Article 29 (coordination)*
- Soutient l'amendement n° 198 de M. Henri Cuq (de suppression) (p. 7811) : rejeté (p. 7811)
- Soutient l'amendement n° 866 de M. Henri Plagnol (de suppression) (p. 7811) : rejeté (p. 7811)
- Soutient l'amendement n° 1066 de M. Pascal Clément (de suppression) (p. 7811) : rejeté (p. 7811)
- Article 31 (article 13 de la loi n° 52-893 du 25 juillet 1952 : asile territorial)*
- Son amendement n° 1641 (de suppression) (p. 7814) : rejeté (p. 7817)
- Intervient sur l'amendement n° 81 rectifié de la commission (précision des circonstances dans lesquelles l'asile territorial peut être accordé) (p. 7818)
- Intervient sur le sous-amendement n° 1283 de M. François d'Aubert (substitution des termes "droit au séjour" à "asile territorial") à l'amendement n° 81 rectifié de la commission (p. 7818)
- Intervient sur le sous-amendement n° 2107 de M. Jean-Yves Le Déaut (consultation du Ministre des affaires étrangères) à l'amendement n° 81 rectifié de la commission (p. 7818)

Intervient sur le sous-amendement n° 2108 de M. Richard Cazenave (suppression du décret en Conseil d'Etat pour préciser les conditions d'application de l'article) à l'amendement n° 81 rectifié de la commission (p. 7818)

Article 32 (opposition à la célébration de mariage)
Son rappel au règlement (cf. supra) [16 décembre 1997] (p. 7862)

Son amendement n° 1642 (de suppression) (p. 7867) : adopté (p. 7871)

Après l'article 32

Intervient sur l'amendement n° 4 de M. Patrick Devedjian (polygamie non génératrice de droit) (p. 7872)

Son rappel au règlement (cf. supra) [16 décembre 1997] (p. 7873)

Article 33 (article 131-30 du code pénal : catégories d'étrangers relevant de l'interdiction judiciaire du territoire)

Soutient l'amendement n° 43 de M. Noël Mamère (de suppression) (p. 7876) : rejeté (p. 7878)

Intervient sur l'amendement n° 83 de la commission (rédactionnel) (p. 7880)

Après l'article 33

Soutient l'amendement n° 931 de M. François d'Aubert (définition de l'organisation criminelle) (p. 7889) : rejeté (p. 7889)

Après l'article 34

Intervient sur l'amendement n° 85 de la commission (prestations auxquelles ont droit les étrangers titulaires d'une carte de séjour "retraité") (p. 7901)

Intervient sur le sous-amendement n° 1894 corrigé de M. Claude Goasguen (précision sur la gravité de l'état de santé) à l'amendement n° 85 de la commission (p. 7901)

Intervient sur le sous-amendement n° 2110 du Gouvernement (rédactionnel) à l'amendement n° 85 de la commission (p. 7901)

Intervient sur l'amendement n° 2109 rectifié de M. Jean-Pierre Michel (modification pour harmonisation de l'article L. 131-7-1 du code de la sécurité sociale) (p. 7901)

Article 35 (articles L. 311-7 et L. 311-8 du code de la sécurité sociale : assouplissement du bénéfice des prestations vieillesse et maladie servies aux étrangers)

Son intervention (p. 7902)

Soutient l'amendement n° 202 de M. Henri Cuq (de suppression) (p. 7902) : rejeté (p. 7903)

Soutient l'amendement n° 677 de M. Hervé de Charette (de suppression) (p. 7902) : rejeté (p. 7903)

Soutient l'amendement n° 383 de M. Christian Estrosi (de suppression) (p. 7902) : rejeté (p. 7903)

Soutient l'amendement n° 1070 de M. Pascal Clément (de suppression) (p. 7902) : rejeté (p. 7903)

Son amendement n° 1643 (de suppression) (p. 7902) : rejeté (p. 7903)

Intervient sur l'amendement n° 253 de M. Bernard Accoyer (exclusion des étrangers en situation irrégulière du bénéfice des prestations sociales) (p. 7903)

Soutient l'amendement n° 475 de M. Éric Doligé (exclusion des étrangers en situation irrégulière du bénéfice des prestations sociales) (p. 7903) : rejeté (p. 7903)

Après l'article 35

Soutient l'amendement n° 407 de M. Michel Hunault (remplacement de la carte actuelle de sécurité sociale par une carte infalsifiable et informatique) (p. 7904) : rejeté (p. 7904)

Soutient l'amendement n° 386 de M. Christian Estrosi (carte d'assuré social portant photo de l'assuré, attribuée aux travailleurs étrangers d'ici la fin de l'année 1998) (p. 7905) : rejeté (p. 7905)

Soutient l'amendement n° 206 de M. Bernard Accoyer (respect par les étrangers du principe de laïcité et des droits des enfants et des femmes) (p. 7905) : rejeté (p. 7906)

Soutient l'amendement n° 476 de M. Christian Estrosi (respect par les étrangers du principe de laïcité et des droits des enfants et des femmes) (p. 7905) : rejeté (p. 7906)

Article 37 (article 16 de la loi n° 86-1025 du 9 septembre 1986 : suppression de la dérogation à l'obligation de motivation)

Soutient l'amendement n° 208 de M. Henri Cuq (de suppression) (p. 7908) : rejeté (p. 7909)

Soutient l'amendement n° 963 de M. Rudy Salles (de suppression) (p. 7908) : rejeté (p. 7909)

Soutient l'amendement n° 1072 de M. Pascal Clément (de suppression) (p. 7908) : rejeté (p. 7909)

Son amendement n° 1644 (de suppression) (p. 7908) : rejeté (p. 7909)

Article 38 (article 132-70-1 du code pénal : suppression de la rétention judiciaire)

Intervient sur l'amendement n° 34 de M. Jacques Masdeu-Arus (de suppression) (p. 7911)

Intervient sur l'amendement n° 178 de M. Henri Cuq (de suppression) (p. 7911)

Intervient sur l'amendement n° 625 de M. Thierry Mariani (de suppression) (p. 7911)

Intervient sur l'amendement n° 675 de M. Hervé de Charette (de suppression) (p. 7911)

Après l'article 38

Soutient l'amendement n° 328 de M. Léon Bertrand (non application de la loi au département de la Guyane) (p. 7912) : rejeté (p. 7913)

Article 1er précédemment réservé (article 5 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 : motivation des refus de visas et allègement des formalités aux frontières)

Son amendement n° 408 soutenu par M. Christian Estrosi (de suppression du I de l'article 1er) (p. 7920) : rejeté (p. 7921)

Soutient l'amendement n° 588 de M. Thierry Mariani (suppression du troisième alinéa au I de l'article 1er) (p. 7921) : rejeté (p. 7921)

Soutient l'amendement n° 242 de M. Henri Cuq (restriction de la portée du quatrième alinéa au I de l'article 1er) (p. 7922) : rejeté (p. 7922)

Son amendement n° 409 soutenu par M. Christian Estrosi (suppression du II de l'article 1er) : rejeté (p. 7927)

Intervient sur l'amendement n° 296 de M. Richard Cazenave (parrainage par un citoyen français pour l'obtention d'un titre de séjour) (p. 7929)

Article 11 précédemment réservé (défaut de déclaration d'entrée sur le territoire et suppression de l'interdiction administrative du territoire)

- Soutient l'amendement n° 554 de M. Thierry Mariani (suppression du I de l'article 11 concernant le défaut de déclaration d'entrée sur le territoire) (p. 7932) : rejeté (p. 7932)
- Soutient l'amendement n° 722 de M. Hervé de Charette (suppression du I de l'article 11 concernant le défaut de déclaration d'entrée sur le territoire) (p. 7932) : rejeté (p. 7932)
- Son amendement n° 1290 soutenu par M. Jean-Luc Warsmann (suppression du I de l'article 11 concernant le défaut de déclaration d'entrée sur le territoire) : rejeté (p. 7932)
- Soutient l'amendement n° 1290 de M. Jean-Luc Warsmann (suppression du I de l'article 11 concernant le défaut de déclaration d'entrée sur le territoire) (p. 7932) : rejeté (p. 7932)
- Soutient l'amendement n° 6 de M. Jean Marsaudon (suppression du II de l'article 11 qui abroge la procédure d'interdiction administrative du territoire) (p. 7932) : rejeté (p. 7932)
- Soutient l'amendement n° 176 de M. Henri Cuq (suppression du II de l'article 11 qui abroge la procédure d'interdiction administrative du territoire) (p. 7932) : rejeté (p. 7932)
- Soutient l'amendement n° 223 de M. Jean-Marie Le Chevallier (suppression du II de l'article 11 qui abroge la procédure d'interdiction administrative du territoire) (p. 7932) : rejeté (p. 7932)
- Soutient l'amendement n° 465 de M. Christian Estrosi (suppression du II de l'article 11 qui abroge la procédure d'interdiction administrative du territoire) (p. 7932) : rejeté (p. 7932)
- Soutient l'amendement n° 555 de M. Thierry Mariani (suppression du II de l'article 11 qui abroge la procédure d'interdiction administrative du territoire) (p. 7932) : rejeté (p. 7932)
- Soutient l'amendement n° 721 de M. Hervé de Charette (suppression du II de l'article 11 qui abroge la procédure d'interdiction administrative du territoire) (p. 7932) : rejeté (p. 7932)
- Soutient l'amendement n° 953 de M. Rudy Salles (suppression du II de l'article 11 qui abroge la procédure d'interdiction administrative du territoire) (p. 7932) : rejeté (p. 7932)
- Soutient l'amendement n° 1181 de M. François d'Aubert (suppression du II de l'article 11 qui abroge la procédure d'interdiction administrative du territoire) (p. 7932) : rejeté (p. 7932)
- Son amendement n° 1291 (suppression du II de l'article 11 qui abroge la procédure d'interdiction administrative du territoire) : rejeté (p. 7932)
- Soutient l'amendement n° 1469 de M. Claude Goasguen (suppression du II de l'article 11 qui abroge la procédure d'interdiction administrative du territoire) (p. 7932) : rejeté (p. 7932)
- Article 12 précédemment réservé (article 22 bis de l'ordonnance du 2 novembre 1945 : modalités de recours contre les arrêtés préfectoraux de reconduite à la frontière)*
- Soutient l'amendement n° 177 de M. Henri Cuq (de suppression) (p. 7934) : rejeté (p. 7934)
- Soutient l'amendement n° 466 de M. Christian Estrosi (de suppression) (p. 7934) : rejeté (p. 7934)
- Soutient l'amendement n° 553 de M. Thierry Mariani (de suppression) (p. 7934) : rejeté (p. 7934)
- Soutient l'amendement n° 718 de M. Hervé de Charette (de suppression) (p. 7934) : rejeté (p. 7934)
- Soutient l'amendement n° 1053 de M. Pascal Clément (de suppression) (p. 7934) : rejeté (p. 7934)
- Son amendement n° 1292 (de suppression) (p. 7933) : rejeté (p. 7934)
- Soutient l'amendement n° 1470 de M. Claude Goasguen (de suppression) (p. 7934) : rejeté (p. 7934)
- Soutient l'amendement n° 179 de M. Henri Cuq (suppression de la distinction entre les modes de notification) (p. 7935) : rejeté (p. 7935)
- Soutient l'amendement n° 467 de M. Christian Estrosi (suppression de la distinction entre les modes de notification) (p. 7935) : rejeté (p. 7935)
- Soutient l'amendement n° 479 de M. Guy Hascoët (suppression de la distinction entre les modes de notification) (p. 7935) : rejeté (p. 7935)
- Son amendement n° 1293 (suppression de la distinction entre les modes de notification) : rejeté (p. 7935)
- Son amendement n° 1294 (délai uniforme pour l'exécution de l'arrêté de reconduite à la frontière quelle que soit la forme de la notification) : rejeté (p. 7936)
- Article 13 précédemment réservé (article 25 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 : précisions concernant les personnes protégées de l'éloignement)*
- Soutient l'amendement n° 180 de M. Henri Cuq (de suppression) (p. 7938) : rejeté (p. 7938)
- Soutient l'amendement n° 468 de M. Christian Estrosi (de suppression) (p. 7938) : rejeté (p. 7938)
- Soutient l'amendement n° 556 de M. Thierry Mariani (de suppression) (p. 7938) : rejeté (p. 7938)
- Soutient l'amendement n° 688 de M. Hervé de Charette (de suppression) (p. 7938) : rejeté (p. 7938)
- Soutient l'amendement n° 1054 de M. Pascal Clément (de suppression) (p. 7938) : rejeté (p. 7938)
- Soutient l'amendement n° 1182 de M. François d'Aubert (de suppression) (p. 7938) : rejeté (p. 7938)
- Son amendement n° 1295 (de suppression) : rejeté (p. 7938)
- Soutient l'amendement n° 1471 de M. Claude Goasguen (de suppression) (p. 7938) : rejeté (p. 7938)
- Son amendement n° 1296 soutenu par M. Thierry Mariani (abaissement de l'âge d'entrée en France pour être protégé contre l'éloignement) : rejeté (p. 7939)
- Soutient l'amendement n° 558 de M. Thierry Mariani (abaissement de l'âge d'entrée en France pour être protégé contre l'éloignement) (p. 7939) : rejeté (p. 7939)
- Son amendement n° 1297 (abaissement de l'âge d'entrée en France pour être protégé contre l'éloignement) : rejeté (p. 7939)
- Soutient l'amendement n° 1708 rectifié de M. Claude Goasguen (abaissement de l'âge d'entrée en France pour être protégé contre l'éloignement) (p. 7939) : rejeté (p. 7939)
- Son amendement n° 1298 (abaissement de l'âge d'entrée en France pour être protégé contre l'éloignement) : rejeté (p. 7939)
- Soutient l'amendement n° 353 de M. Robert Pandraud (possibilité d'expulser un étranger condamné par deux fois au moins à une peine d'emprisonnement d'un an ou plus) (p. 7940) : rejeté (p. 7940)

Article 14 précédemment réservé (article 27 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 : sanctions en cas d'opposition à l'éloignement)

Son amendement n° 1299 (rédactionnel) : rejeté (p. 7943)

Article 15 précédemment réservé (article 28 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 : précisions concernant le régime des expulsions)

Soutient l'amendement n° 181 de M. Henri Cuq (de suppression) (p. 7944) : rejeté (p. 7945)

Soutient l'amendement n° 226 de M. Jean-Marie Le Chevallier (de suppression) (p. 7944) : rejeté (p. 7945)

Soutient l'amendement n° 469 de M. Christian Estrosi (de suppression) (p. 7944) : rejeté (p. 7945)

Soutient l'amendement n° 603 de M. Noël Mamère (de suppression) (p. 7944) : rejeté (p. 7945)

Soutient l'amendement n° 687 de M. Hervé de Charette (de suppression) (p. 7944) : rejeté (p. 7945)

Soutient l'amendement n° 1055 de M. Pascal Clément (de suppression) (p. 7944) : rejeté (p. 7945)

Soutient l'amendement n° 1183 de M. François d'Aubert (de suppression) (p. 7944) : rejeté (p. 7945)

Soutient l'amendement n° 1473 de M. Claude Goasguen (de suppression) (p. 7944) : rejeté (p. 7945)

Intervient sur l'amendement n° 283 de M. Jacques Masdeu-Arus (assignation à résidence, sans nécessité urgente des étrangers faisant l'objet d'une proposition d'expulsion) (p. 7945)

Intervient sur l'amendement n° 604 de M. Thierry Mariani (assignation à résidence sans nécessité urgente des étrangers faisant l'objet d'une proposition d'expulsion) (p. 7945)

Son amendement n° 1300 (assignation à résidence en cas de nécessité pour la sûreté de l'Etat des étrangers faisant l'objet d'une proposition d'expulsion) : rejeté (p. 7945)

Soutient l'amendement n° 250 de M. Bernard Accoyer (atténuation des conditions nécessaires pour l'assignation à résidence des étrangers faisant l'objet d'une proposition d'expulsion) (p. 7945) : rejeté (p. 7945)

Soutient l'amendement n° 1709 de M. Claude Goasguen (atténuation des conditions nécessaires pour l'assignation à résidence des étrangers faisant l'objet d'une proposition d'expulsion) (p. 7945) : rejeté (p. 7945)

Article 16 précédemment réservé (modalités d'exercice des demandes de relèvement d'interdiction du territoire)

Son amendement n° 1301 (de suppression) : rejeté (p. 7946)

Article 21 précédemment réservé (abrogations)

Son amendement n° 1635 (de suppression) : rejeté (p. 7948)

Soutient l'amendement n° 684 de M. Hervé de Charette (maintien des deux derniers alinéas de l'article 33 de l'ordonnance du 2 novembre 1945) (p. 7948) : rejeté (p. 7948)

Son amendement n° 1637 (maintien des deux derniers alinéas de l'article 33 de l'ordonnance du 2 novembre 1945) : rejeté (p. 7948)

Soutient l'amendement n° 1714 de M. Claude Goasguen (maintien des deux derniers alinéas de l'article 33 de l'ordonnance du 2 novembre 1945) (p. 7948) : rejeté (p. 7948)

Son amendement n° 1636 (maintien des derniers alinéas de l'article 36 de l'ordonnance du 2 novembre 1945) : rejeté (p. 7949)

Seconde délibération

Article 4 (article 12 bis de l'ordonnance du 2 novembre 1945 : personnes éligibles à la carte de séjour temporaire "situation personnelle et familiale")

Intervient sur l'amendement n° 3 de la commission (rétablissement de la carte "vie privée et familiale") (p. 7951)

Intervient sur l'amendement n° 4 de la commission (de coordination) (p. 7952)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 février 1998] (p. 1633, 1669)

Soutient l'exception d'irrecevabilité de M. Jean-Louis Debré (p. 1641) : rejetée (p. 1648)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. François Bayrou (p. 1659)

Thèmes :

Administration : circulaires : étrangers (p. 1659)

Assemblée nationale : déclaration d'urgence (p. 1641, 1659)

Assemblée nationale : exception d'irrecevabilité (p. 1645)

Assemblée nationale : question préalable (p. 1659)

Etrangers : cartes de séjour (p. 1642)

Etrangers : certificats d'hébergement (p. 1642)

Etrangers : commission du titre de séjour (p. 1644)

Etrangers : droit d'asile (p. 1645)

Etrangers : éloignement du territoire (p. 1643)

Etrangers : enfants (p. 1643)

Etrangers : immigration clandestine (p. 1642, 1644)

Etrangers : intégration (p. 1642, 1659)

Etrangers : réfugiés (p. 1645)

Etrangers : regroupement familial (p. 1643)

Etrangers : rétention administrative (p. 1643)

Etrangers : statistiques (p. 1642, 1644)

Etrangers : visas (p. 1644)

Lois : application : étrangers (p. 1642, 1643, 1644)

Politique extérieure : coopération (p. 1659)

Politique extérieure : coopération économique (p. 1645)

Politiques communautaires : immigration (p. 1645)

Discussion des articles [25 février 1998] (p. 1693) ; [26 février 1998] (p. 1706, 1748)

Article 1er supprimé par le Sénat (article 5 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 : motivation des refus de visas et allègement des formalités aux frontières)

Son intervention (p. 1707)

Soutient le sous-amendement n° 51 de M. Henri Cuq (limitation des cas donnant lieu à motivation du refus de visas s'agissant en particulier des enfants) à l'amendement n° 9 de la commission (rétablissement de l'article) (p. 1711) : rejeté (p. 1712)

Intervient sur le sous-amendement n° 99 de M. Claude Goasguen (limitation des cas donnant lieu à motivation du refus de visas s'agissant en particulier

- des enfants) à l'amendement n° 9 de la commission (p. 1711)
- Après l'article 2*
- Soutient l'amendement n° 52 de M. Bernard Accoyer (obligation pour l'hébergeant de se porter caution sur ses biens personnels des dépenses de l'étranger) (p. 1721) : rejeté (p. 1721)
- Article 2 bis (article 9-1 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 : titre de séjour des ressortissants communautaires)*
- Soutient le sous-amendement n° 54 de M. Henri Cuq (maintien du texte du Sénat pour le renouvellement de la carte de séjour) à l'amendement n° 11 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée en première lecture en élargissant la définition des membres de la famille et en prévoyant l'octroi d'un titre permanent après 10 ans) (p. 1723) : rejeté (p. 1723)
- Article 4 supprimé par le Sénat (article 12 bis de l'ordonnance du 2 novembre 1945 : personnes éligibles à la carte de séjour temporaire "situation personnelle et familiale")*
- Soutient le sous-amendement n° 59 de M. Henri Cuq (suppression de la mention "vie privée et familiale") à l'amendement n° 13 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture qui introduit la notion de carte de séjour temporaire portant la mention "vie privée et familiale") (p. 1732) : rejeté (p. 1732)
- Soutient le sous-amendement n° 61 de M. Henri Cuq (séjour en France au titre du regroupement familial pour bénéficier de la carte "vie privée et familiale") à l'amendement n° 13 de la commission (p. 1733) : rejeté (p. 1733)
- Intervient sur le sous-amendement n° 117 de M. François d'Aubert (condition de durée du mariage avec un ressortissant français) à l'amendement n° 13 de la commission (p. 1734)
- Intervient sur le sous-amendement n° 187 de M. Thierry Mariani (condition de durée du mariage avec un ressortissant français) à l'amendement n° 13 de la commission (p. 1734)
- Soutient le sous-amendement n° 60 de M. Henri Cuq (conditions de communauté de vie pour l'étranger marié avec un ressortissant français) à l'amendement n° 13 de la commission (p. 1734) : rejeté (p. 1735)
- Soutient le sous-amendement n° 62 de M. Henri Cuq (suppression de la catégorie d'étranger ayant des liens personnels et familiaux en France) à l'amendement n° 13 de la commission (p. 1736) : rejeté (p. 1736)
- Intervient sur le sous-amendement n° 200 du Gouvernement (nécessité d'avoir fréquenté un établissement scolaire français pendant cinq ans après l'âge de 10 ans pour les étrangers nés en France) à l'amendement n° 13 de la commission (p. 1738)
- Soutient le sous-amendement n° 63 de M. Henri Cuq (condition de résidence régulière pour les étrangers malades) à l'amendement n° 13 de la commission (p. 1738) : rejeté (p. 1738)
- Soutient le sous-amendement n° 64 de M. Henri Cuq (nécessité que l'étranger soit atteint d'une pathologie grave) à l'amendement n° 13 de la commission (p. 1738) : rejeté (p. 1738)
- Article 5 supprimé par le Sénat (article 12 ter nouveau de l'ordonnance du 2 novembre 1945 : autres titulaires de la carte de séjour temporaire)*
- Soutient le sous-amendement n° 65 de M. Henri Cuq (menace pour l'ordre public étendue à la santé publique) à l'amendement n° 14 de la commission (rétablissement de l'article) (p. 1738) : rejeté (p. 1739)
- Article 5 bis supprimé par le Sénat (article 12 quater nouveau de l'ordonnance du 2 novembre 1945 : institution d'une commission du titre de séjour)*
- Soutient le sous-amendement n° 68 de M. Henri Cuq (modification de la composition du bureau) à l'amendement n° 15 de la commission (rétablissement de l'article et de la commission du titre de séjour) (p. 1741) : rejeté (p. 1743)
- Soutient le sous-amendement n° 67 de M. Henri Cuq (rédactionnel) à l'amendement n° 15 de la commission (p. 1743) : rejeté (p. 1743)
- Soutient le sous-amendement n° 66 de M. Henri Cuq (suppression de la publicité des débats de la commission) à l'amendement n° 15 de la commission (p. 1743) : adopté (p. 1744)
- Article 10 bis supprimé par le Sénat (article 21 ter de l'ordonnance du 2 novembre 1945 : responsabilité pénale des associations)*
- Intervient sur l'amendement n° 208 du Gouvernement (précisions sur la nature des associations concernées) (p. 1758)
- Intervient sur l'amendement n° 198 de M. Thierry Mariani (précisions sur la nature des associations concernées) (p. 1758)
- Son amendement n° 204 (précisions sur la nature des associations concernées) (p. 1758) : rejeté (p. 1759)
- Article 12 supprimé par le Sénat (article 22 bis de l'ordonnance du 2 novembre 1945 : modalités de recours contre les arrêtés préfectoraux de reconduite à la frontière)*
- Intervient sur l'amendement n° 22 de M. Gérard Gouzes (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 1761)
- Article 17 supprimé par le Sénat (article 29 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 : régime du regroupement familial)*
- Soutient le sous-amendement n° 81 corrigé de M. Henri Cuq (durée du séjour de l'étranger allongée à deux ans) à l'amendement n° 26 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 1767) : rejeté (p. 1768)
- Soutient le sous-amendement n° 79 de M. Henri Cuq (suppression du regroupement familial fondé sur une décision d'une juridiction étrangère) à l'amendement n° 26 de la commission (p. 1767) : rejeté (p. 1768)
- Son sous-amendement n° 194 (substitution du refus de plein droit à la possibilité de refus) à l'amendement n° 26 de la commission (p. 1768) : rejeté (p. 1769)
- Soutient le sous-amendement n° 84 de M. Henri Cuq (suppression de la référence au SMIC) à l'amendement n° 26 de la commission (p. 1772) : rejeté (p. 1772)
- Soutient le sous-amendement n° 165 corrigé de M. Claude Goasguen (ressources devant atteindre le SMIC mensuel) à l'amendement n° 26 de la commission (p. 1772) : rejeté (p. 1772)

Soutient le sous-amendement n° 83 de M. Henri Cuq (nécessité de disposer du type de logement requis au moment de la demande) à l'amendement n° 26 de la commission (p. 1772) : rejeté (p. 1772)

Soutient le sous-amendement n° 87 de M. Henri Cuq (allongement de la liste des motifs de refus du regroupement familial) à l'amendement n° 26 de la commission (p. 1773) : rejeté (p. 1773)

Soutient le sous-amendement n° 82 de M. Henri Cuq (suppression du II de l'amendement pour ne pas autoriser le regroupement familial fractionné) à l'amendement n° 26 de la commission (p. 1773) : rejeté (p. 1773)

Soutient le sous-amendement n° 80 de M. Henri Cuq (maintien de la possibilité de refuser le titre de séjour lorsque les conditions de la demande ne sont pas réunies) à l'amendement n° 26 de la commission (p. 1774) : rejeté (p. 1774)

Soutient le sous-amendement n° 86 de M. Henri Cuq (possibilité de retirer le titre de séjour à l'étranger qui ne respecte pas les conditions du regroupement familial) à l'amendement n° 26 de la commission (p. 1774) : rejeté (p. 1774)

Article 21 (abrogations)

Soutient l'amendement n° 88 de M. Bernard Accoyer (de précision) (p. 1778) : rejeté (p. 1778)

Article 24 supprimé par le Sénat (article 2 de la loi n° 52-893 du 25 juillet 1952 : extension du champ du statut de réfugié)

Soutient le sous-amendement n° 145 de M. Pascal Clément (limitation de la notion de liberté à la liberté d'aller et venir) à l'amendement n° 48 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 1781) : rejeté (p. 1781)

Article 34 bis (article L. 161-25-3 du code de la sécurité sociale : prestations en nature d'assurance maladie des titulaires d'une carte de séjour "retraité")

Intervient sur l'amendement n° 40 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 1788)

Après l'article 35

Soutient l'amendement n° 91 de M. Bernard Accoyer (attribution d'ici la fin de l'année 1998, d'une carte d'assuré social portant la photo de l'assuré) (p. 1790) : rejeté (p. 1790)

Déclaration du Gouvernement n° 636 présentée par Mme Elisabeth Guigou, Garde des sceaux, ministre de la justice, sur la réforme de la justice ; débat sur cette déclaration

[15 janvier 1998] (p. 325)

Son intervention (p. 365)

Thèmes :

Etat : ministres : justice (p. 366)

Justice : carte judiciaire (p. 366)

Justice : jugements (p. 366)

Justice : parquet (p. 365, 366)

Justice : réforme (p. 365)

Projet de loi n° 191 portant réforme de la réglementation comptable et adaptation du régime de la publicité foncière

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [21 janvier 1998] (p. 488)

Article 6 (article 357-8-1 de la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 : utilisation de référentiels étrangers ou internationaux pour l'établissement des comptes consolidés)

Son sous-amendement n° 9 (possibilité de référence aux règles américaines jusqu'en 2007) à l'amendement n° 8 du Gouvernement (possibilité de référence aux règles américaines jusqu'en 2002 pour la présentation des comptes en France) (p. 491) : rejeté (p. 493)

Projet de loi n° 512 d'orientation et d'incitation relatif à la réduction du temps de travail

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [29 janvier 1998] (p. 747, 785) ; [3 février 1998] (p. 935, 971) ; [4 février 1998] (p. 1039, 1068) ; [5 février 1998] (p. 1110, 1150, 1199) ; [6 février 1998] (p. 1270)

Article 1er (réduction à trente-cinq heures de la durée légale hebdomadaire du travail effectif des salariés)

Son amendement n° 865 soutenu par M. Patrick Delnatte (de suppression) (p. 811) : rejeté au scrutin public (p. 817)

Son amendement n° 861 (établissements coopératifs) (p. 977) : vote réservé (p. 979)

Son amendement n° 931 (délai d'appréciation du franchissement de seuil) : vote réservé (p. 1007)

Son amendement n° 932 (date d'appréciation du franchissement du seuil) : vote réservé (p. 1007)

Son amendement n° 858 soutenu par M. Yves Fromion (référendum d'entreprise sur les modalités de réduction du temps de travail) (p. 1014) : vote réservé (p. 1015)

Article 2 (incitation pour les partenaires sociaux à négocier sur la réduction du temps de travail avant l'application de la nouvelle durée légale)

Son amendement n° 846 (suppression des échéances fixées par l'article 1er) (p. 1069) : rejeté (p. 1071)

Son amendement n° 1506 soutenu par Mme Roselyne Bachelot-Narquin (compatibilité de la réduction du temps de travail avec la situation économique de l'entreprise) : rejeté (p. 1080)

Son amendement n° 937 (personnes habilitées à négocier en cas d'absence de délégués syndicaux) (p. 1084) : rejeté (p. 1085)

Son amendement n° 935 (avis conforme du comité d'entreprise pour les entreprises de plus de 50 salariés) : rejeté (p. 1085)

Son amendement n° 851 (maintien des 39 heures jusqu'à la conclusion des accords dans l'entreprise) : rejeté (p. 1085)

Article 3 (aide à la réduction du temps de travail)

Son amendement n° 1249 (accords de branche étendus) : rejeté (p. 1120)

Son sous-amendement n° 1525 (en l'absence d'une instance déjà existante) à l'amendement n° 116 de M. Maxime Gremetz (exclusion temporaire du dispositif) (p. 1125) : devenu sans objet (p. 1126)

Son amendement n° 1509 soutenu par Mme Roselyne Bachelot-Narquin (souplesse du dispositif) (p. 1127) : rejeté (p. 1128)

Son amendement n° 1510 soutenu par Mme Roselyne Bachelot-Narquin (mandat de négociation pour les salariés de l'entreprise) (p. 1135) : rejeté (p. 1136)

Son amendement n° 1516 (licenciements et réduction du temps de travail) : rejeté (p. 1171)

Article 1er précédemment réservé (réduction à 35 heures de la durée légale hebdomadaire du travail effectif des salariés)

Son amendement n° 845 deuxième rectification soutenu par Mme Roselyne Bachelot-Narquin (délai supplémentaire pour certaines entreprises) : rejeté (p. 1318)

Titre

Son amendement n° 1245 (caractère obligatoire de la réduction du temps de travail) (p. 1331) : rejeté (p. 1333)

Proposition de loi n° 380 relative à la validation de certaines admissions à l'examen d'entrée à un centre de formation professionnelle d'avocats

PREMIÈRE LECTURE

Ses explications de vote [10 février 1998] (p. 1948)

Vote pour du groupe du Rassemblement pour la République (p. 1948)

Projet de loi n° 727 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [31 mars 1998] (p. 2288) ; [1er avril 1998] (p. 2331, 2373) ; [2 avril 1998] (p. 2404, 2449)

Après l'article 47

Son amendement n° 101 soutenu par M. Jean-Pierre Delalande (base de calcul de la majoration des intérêts qu'un établissement de crédit peut exiger d'un emprunteur défaillant) (p. 2460) : rejeté (p. 2461)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [20 mai 1998] (p. 4145, 4213)

Après l'article 59 bis

Soutient l'amendement n° 78 de M. Charles de Courson (obligation pour l'acquéreur d'un bien immobilier d'indiquer par quels moyens financiers il effectue le paiement) (p. 4231) : rejeté (p. 4231)

Proposition de loi n° 577 tendant à limiter la détention provisoire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 avril 1998] (p. 2508)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Louis Debré (p. 2514, 2515)

Son intervention (p. 2524)

Thèmes :

Amnistie (p. 2525)

Droit pénal : contrôle judiciaire (p. 2524)

Droit pénal : délinquance et criminalité : jeunes (p. 2525)

Droit pénal : détention provisoire (p. 2514, 2515, 2524)

Droit pénal : emprisonnement (p. 2525)

Droit pénal : partie civile (p. 2524, 2525)

Droit pénal : politique pénale (p. 2524, 2525)

Justice : juge des libertés (p. 2525)

Parlement : rôle (p. 2526)

Partis et mouvements politiques : majorité (p. 2515)

Système pénitentiaire : établissements (p. 2525)

Discussion des articles [3 avril 1998] (p. 2529)

Article 3 (surveillance électronique)

Intervient sur l'amendement n° 14 de M. André Gerin (de suppression) (p. 2533)

Intervient sur l'amendement n° 19 du Gouvernement (de suppression) (p. 2533)

Son amendement n° 15 (surveillance électronique comme modalité d'exécution de la détention provisoire et non comme alternance à celle-ci) : devenu sans objet (p. 2533)

Son amendement n° 18 (surveillance électronique lorsque la peine encourue est inférieure à deux ans d'emprisonnement) : devenu sans objet (p. 2533)

Article 4 (peines encourues justifiant la détention provisoire et prolongation de la détention justifiée par l'ordre public)

Intervient sur l'amendement n° 1 de M. Philippe Houillon (de suppression) (p. 2534)

Intervient sur l'amendement n° 21 du Gouvernement (seuil de cinq ans ramené à trois ans) (p. 2537)

Intervient sur l'amendement n° 22 du Gouvernement (peine d'emprisonnement égale ou supérieure à cinq ans justifiant la prolongation de la détention provisoire pour trouble à l'ordre public) (p. 2537)

Après l'article 4

Son amendement n° 26 (détention provisoire pouvant prendre la forme d'un placement sans surveillance électronique pour les délits dont la peine encourue est égale ou supérieure à deux ans d'emprisonnement) : rejeté (p. 2537)

Article 7 (réparation du préjudice moral et matériel du fait de la détention provisoire lorsque la procédure s'achève par une décision de non lieu, de relaxe ou d'acquiescement)

Son amendement n° 17 (demande de réparation irrecevable lorsqu'une condamnation est prononcée après une remise en liberté pour vice de procédure) : rejeté (p. 2539)

Ses explications de vote (p. 2541)

Vote contre du groupe du Rassemblement pour la République (p. 2541)

Projet de loi n° 780 d'orientation relatif à la lutte contre les exclusions

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 mai 1998] (p. 3392, 3415) ; [6 mai 1998] (p. 3466, 3495)

Soutient la question préalable opposée par M. Jean-Louis Debré (p. 3423) : rejetée (p. 3429)

Thèmes :

- Associations (p. 3425)
- Emploi : chômage de longue durée (p. 3423)
- Emploi : politique de l'emploi (p. 3424)
- Logement : politique de logement (p. 3425)
- Nationalité (p. 3423)
- Papiers d'identité (p. 3426)
- Politique sociale : exclusion (p. 3423)
- Politique sociale : surendettement (p. 3424)
- Sécurité sociale (p. 3424)

Projet de loi n° 621 portant création d'un conseil supérieur de la déontologie de la sécurité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 juin 1998] (p. 4702)

Son intervention (p. 4711)

Thèmes :

- Justice (p. 4712, 4713)
- Ordre public : commission nationale de déontologie de la sécurité (p. 4712, 4713)
- Ordre public : personnels (p. 4711)
- Parlement : rôle (p. 4712)
- Police : Inspection générale de la police nationale (IGPN) (p. 4712)

Discussion des articles [4 juin 1998] (p. 4727)

Article 1er (institution du conseil supérieur de la déontologie de la sécurité)

Son amendement n° 25 (commission nationale de la déontologie et rédactionnel) : rejeté (p. 4727)

Article 2 (composition du conseil et mandat de ses membres)

Son amendement n° 29 (suppression du membre issu de la Cour des comptes) (p. 4728) : rejeté (p. 4729)

Son amendement n° 30 (non renouvellement du mandat des membres nommés en remplacement) : rejeté (p. 4730)

Son amendement n° 31 (non renouvellement du mandat des membres nommés en remplacement depuis plus de six mois) : rejeté (p. 4730)

Intervient sur l'amendement n° 6 de la commission (incompatibilités appréciées par le conseil) (p. 4731)

Article 3 (règlement intérieur et cas de partage des voix)

Son amendement n° 32 (pas de caractère prépondérant de la voix du président) : rejeté (p. 4731)

Article 4 (procédure de saisine)

Intervient sur l'amendement n° 38 de M. Jean Leonetti (demande de saisine par toute personne ayant eu connaissance de faits constituant selon elle un manquement aux règles de déontologie) (p. 4732)

Intervient sur l'amendement n° 39 de M. Jean Leonetti (suppression de la transmission de la réclamation par un parlementaire) (p. 4734)

Article 6 (vérifications sur place)

Intervient sur l'amendement n° 14 de la commission (suppression du préavis pour les vérifications sur place) (p. 4738)

Article 10 (propositions de modification de la législation ou de la réglementation)

Son amendement n° 50 (de suppression) (p. 4739) : rejeté (p. 4740)

Ses explications de vote (p. 4741)

Projet de loi n° 383 portant transposition dans le code de la propriété intellectuelle de la directive 96/9/CE du Parlement européen et du Conseil, en date du 11 mars 1996, concernant la protection juridique des bases de données

DEUXIÈME LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [16 juin 1998] (p. 5075)

Son intervention (p. 5077)

Thèmes :

- Informatique : banques de données (p. 5077)
- Politiques communautaires : directives (p. 5077)
- Propriété intellectuelle : droits d'auteur (p. 5077)

Jean-Jacques WEBER

*Haut-Rhin (6^{ème} circonscription)
Union pour la démocratie française
puis Non-inscrit
puis Union pour la démocratie française
puis Union pour la démocratie française-Alliance*

Élu le 1^{er} juin 1997

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9391)

Annulation de son élection sur décision n° 97-2169 du 23 octobre 1997 du Conseil constitutionnel (voir indications préliminaires) [J.O. du 28 octobre 1997] (p. 15657)

Réélu le 14 décembre 1997 (voir indications préliminaires) [J.O. du 16 décembre 1997] (p. 18192)

N'appartient à aucun groupe [J.O. du 16 décembre 1997] (p. 18192)

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française [J.O. du 27 janvier 1998] (p. 1277), devenu groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance [J.O. du 25 juin 1998] (p. 9698)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9422)

Membre de la mission d'information commune sur la situation et les perspectives de l'industrie automobile en France et en Europe [J.O. du 12 juillet 1997] (p. 10608)

Membre titulaire de la commission nationale consultative des gens du voyage [J.O. du 24 septembre 1997] (p. 13859)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 31 janvier 1998] (p. 1604)

Membre de la mission d'information commune sur la situation et les perspectives de l'industrie automobile en France et en Europe [J.O. du 7 février 1998] (p. 2007)

Membre de la mission d'information commune sur les perspectives économiques et sociales de l'aménagement de l'axe européen Rhin-Rhône [J.O. du 26 mars 1998] (p. 4569)

Vice-président de la mission d'information commune sur les perspectives économiques et sociales de l'aménagement de l'axe européen Rhin-Rhône [J.O. du 1^{er} avril 1998] (p. 5033)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 349 tendant à instituer en faveur des maires une indemnité de retraite minimale [21 octobre 1997]

Proposition de loi organique n° 987 tendant à renforcer le régime des incompatibilités professionnelles applicables aux parlementaires [18 juin 1998]

Proposition de loi n° 1013 tendant à instituer en faveur des maires une indemnité de retraite minimum [24 juin 1998]

Proposition de loi n° 1014 tendant à conférer au passeport français une force probante identique à celle de la carte nationale d'identité [24 juin 1998]

Proposition de loi n° 1016 visant à modifier les règles d'élection au premier tour d'un candidat aux élections législatives et cantonales [24 juin 1998]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Politique extérieure. Irak. Attitude de la France [3 février 1998] (p. 933)

Emploi. Contrats emploi solidarité. Renouvellement [25 février 1998] (p. 1624)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 421, posée le 9 juin 1998. Sécurité sociale. Contribution sociale généralisée (CSG). (J.O. Questions p. 4866). Appelée le 16 juin 1998. Augmentation, conséquences, pensions d'invalidité (p. 5007)

DÉBATS

Projet de loi n° 201 portant mesures urgentes à caractère fiscal et financier

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [17 septembre 1997] (p. 3198)

Après l'article 3

Son amendement n° 14 soutenu par M. Gilles Carrez (application du taux réduit de la TVA aux ventes à

consommer sur place dans le secteur de la restauration) (p. 3213) : rejeté (p. 3214)

Projet de loi n° 200 relatif au développement d'activités pour l'emploi des jeunes

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [7 octobre 1997] (p. 3705)

Après l'article 1er

Son amendement n° 1 (cumul d'une activité publique et d'une activité privée) (p. 3717) : rejeté (p. 3718)

Article 2 bis supprimé par le Sénat (modalités d'application du dispositif emplois-jeunes dans les départements d'outre-mer et à Saint-Pierre-et-Miquelon)

Son intervention (p. 3721)

Proposition de loi n° 382 relative au régime local d'assurance maladie des départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [21 janvier 1998] (p. 496)

Après l'article 4

Intervient sur l'amendement n° 17 de la commission (bénéfice du régime local étendu aux salariés agricoles) (p. 503)

Projet de loi n° 512 d'orientation et d'incitation relatif à la réduction du temps de travail

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [27 janvier 1998] (p. 572, 615) ; [28 janvier 1998] (p. 667, 703) ; [29 janvier 1998] (p. 747)

Son intervention (p. 719)

Thèmes :

Entreprises : petites et moyennes entreprises (p. 719)

Travail : réduction du temps de travail : création d'emplois (p. 719)

Proposition de loi n° 748 tendant à la détermination des conditions juridiques de l'exercice de la profession d'artisan boulanger

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [3 avril 1998] (p. 2544)

Son intervention (p. 2555)

Thèmes :

Commerce et artisanat : boulangerie (p. 2555)

Formation professionnelle (p. 2555)

Régions : Alsace (p. 2555)

Discussion de l'article unique [3 avril 1998] (p. 2559)

Article unique (Appellation de boulanger et enseigne de boulangerie)

Intervient sur l'amendement n° 8 de M. Jean-Paul Charié (qualité de "boulanger" et enseigne de "boulangerie" réservées aux seuls artisans boulangers) (p. 2561)

Son amendement n° 11 (qualification professionnelle reconnue aux boulangers) : retiré (p. 2563)

Son amendement n° 13 (information du consommateur en cas de vente de pain congelé après cuisson) (p. 2563) : rejeté (p. 2565)

Son sous-amendement n° 12 (application aux départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle) à l'amendement n° 2 de M. Didier Quentin (dénomination de la galette des rois en dehors de périodes très limitées) (p. 2567) : rejeté (p. 2568)

Après l'article unique

Son sous-amendement n° 12 (application aux départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle) à l'amendement n° 5 de M. Jean Leonetti (fermeture hebdomadaire) (p. 2567) : rejeté (p. 2568)

Projet de loi n° 815 relatif aux polices municipales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 avril 1998] (p. 3103, 3149)

Son intervention (p. 3164)

Thèmes :

Communes : maires : police (p. 3165)

Droit pénal : délinquance et criminalité (p. 3164)

Police : police municipale : armes (p. 3165)

Police : police municipale : formation professionnelle (p. 3165)

Discussion des articles [28 avril 1998] (p. 3182) ; [30 avril 1998] (p. 3285)

Article 2 (article L. 2212-6 du code général des collectivités territoriales - élaboration d'un règlement de coordination)

Son amendement n° 228 (suppression de l'interdiction faite aux polices municipales d'opérer entre 20 heures et 7 heures en l'absence de règlement de coordination) (p. 3285) : vote réservé (3286) : rejeté (p. 3287)

Article 5 (article L. 2212-9 du code général des collectivités territoriales - mise en commun occasionnelle des services de police municipale)

Son amendement n° 235 soutenu par M. Dominique Bussereau (groupement intercommunal ayant compétence en matière de police) (p. 3300) : rejeté (p. 3301)

Article 7 (article L. 412-51 du code des communes - armement des agents de la police municipale)

Son amendement n° 231 soutenu par M. Jean Leonetti (de suppression) (p. 3306) : rejeté (p. 3307)

Après l'article 8

Son sous-amendement n° 260 soutenu par M. Jean Leonetti (financement par l'Etat) à l'amendement n° 113 de la commission (dotation exceptionnelle de premier équipement attribuée aux communes et financée par le produit des amendes leur revenant) (p. 3314) : rejeté (p. 3315)

Article 10 (article L. 441-1 du code des communes - application du projet de loi en Alsace-Moselle)

Son amendement n° 227 soutenu par M. Dominique Bussereau (non application de la loi en Alsace-Moselle) (p. 3315) : rejeté (p. 3316)

Son amendement n° 232 soutenu par M. Dominique Bussereau (application à l'exception de l'article L. 412-49 du code des communes relatif aux principes généraux du statut des agents de police municipale) : rejeté (p. 3316)

Article 11 (abrogation)

Son amendement n° 233 soutenu par M. Dominique Bussereau (maintien en vigueur de l'article L. 441-3 du code des communes relatif aux conditions de nomination et de révocation des agents de police municipale en Alsace-Moselle) : rejeté (p. 3316)

Article 18 (édiction du règlement de coordination à l'issue du délai de six mois à compter de la publication du règlement type)

Son amendement n° 259 soutenu par M. Dominique Bussereau (maintien des prérogatives de la police municipale entre la date d'entrée en vigueur de la loi et l'établissement du règlement de coordination) : rejeté (p. 3327)

Son amendement n° 234 soutenu par M. Dominique Bussereau (suppression de la possibilité pour le préfet d'édicter seul le règlement de coordination) : rejeté (p. 3327)

Projet de loi n° 780 d'orientation relatif à la lutte contre les exclusions

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 mai 1998] (p. 3392, 3415) ; [6 mai 1998] (p. 3466, 3495)

Son intervention (p. 3486)

Thèmes :

Logement : politique du logement (p. 3487)

Politique sociale : exclusion (p. 3487)

Discussion des articles [6 mai 1998] (p. 3515) ; [7 mai 1998] (p. 3533, 3562) ; [12 mai 1998] (p. 3649, 3684) ; [13 mai 1998] (p. 3741, 3776) ; [14 mai 1998] (p. 3815, 3872) ; [18 mai 1998] (p. 3931, 3975) ; [19 mai 1998] (p. 4076, 4102) ; [20 mai 1998] (p. 4205)

Après l'article 51

Son amendement n° 894 corrigé soutenu par M. Denis Jacquat (institution de la faillite civile) (p. 3959) : rejeté (p. 3960)

Après l'article 81

Son amendement n° 467 corrigé soutenu par M. Jean Le Garrec (projet de loi en faveur des personnes handicapées) (p. 4121) : rejeté (p. 4122)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [30 juin 1998] (p. 5561) ; [1^{er} juillet 1998] (p. 5582, 5604, 5665)

Article 28 bis A (modalités de mise en œuvre des schémas départementaux d'accueil des gens du voyage)

Intervient sur l'amendement n° 27 de la commission (de suppression) (p. 5616)

Article 33 (réforme des attributions de logements sociaux)

Article L. 441-2-4 du code de la construction et de l'habitation (informations sur l'attribution des logements locatifs sociaux)

Son amendement n° 304 (application à compter du 1er janvier 1999 des dispositions relatives au surloyer) (p. 5646) : devenu sans objet (p. 5647)

Article 59 (obligations spécifiques aux bailleurs sociaux)

Son sous-amendement n° 307 (réduction du délai de 3 à 2 mois) à l'amendement n° 80 rectifié de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture sous réserve d'une réduction du délai entre la saisine de la section départementale des aides publiques au logement et l'assignation) (p. 5669) : rejeté (p. 5670)

Son sous-amendement n° 308 (réduction du délai de 3 à 2 mois) à l'amendement n° 81 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture sous réserve d'une réduction du délai entre la saisine des caisses d'allocations familiales et l'assignation) : rejeté (p. 5670)

Pierre-André WILTZER

Essonne (4^{ème} circonscription)

Union pour la démocratie française

puis Union pour la démocratie française-Alliance

Élu le 1^{er} juin 1997

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9391), devenu groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance [J.O. du 25 juin 1998] (p. 9698)

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9423)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 578 tendant à permettre aux travailleurs handicapés à plus de 80 % d'accéder au bénéfice de la retraite à 50 ans [17 décembre 1997]

Proposition de loi n° 579 relative à l'assouplissement des conditions de versement de la prestation compensatoire définie à l'article 273 du code civil [17 décembre 1997]

Proposition de loi n° 580 visant à porter exonération de la taxe d'habitation pour les chômeurs de longue durée non imposables [17 décembre 1997]

Proposition de loi n° 850 tendant à donner la possibilité à des associations de contribuables de se constituer partie civile [21 avril 1998]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Ministères et secrétariats d'Etat. Défense : budget. Crédits d'équipement [18 novembre 1997] (p. 6070)

Y

Kofi YAMGNANE

*Finistère (6^{ème} circonscription)
Socialiste*

Élu le 1^{er} juin 1997

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 13 juin 1997]
(p. 9390)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9423)

Représentant suppléant de la délégation française aux Assemblées du Conseil de l'Europe et de l'U.E.O. [J.O. du 25 juin 1997] (p. 9800)

Membre titulaire du comité consultatif du fonds national des abattoirs [J.O. du 16 juillet 1997] (p. 10711)

Membre titulaire du comité directeur du fonds d'aide et de coopération [J.O. du 23 juillet 1997] (p. 11056)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la pêche maritime et aux cultures marines [J.O. du 23 octobre 1997] (p. 15469)

Membre de la commission d'enquête sur l'état des droits de l'enfant en France, notamment au regard des conditions de vie des mineurs et de leur place dans la cite [J.O. du 15 janvier 1998] (p. 645)

Cesse d'appartenir à la commission de la production et des échanges [J.O. du 11 mars 1998] (p. 3687)

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 11 mars 1998] (p. 3687)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Elevage. Porcs. Prix [5 mai 1998] (p. 3384)

DÉBATS

Projet de loi n° 46 d'orientation sur la pêche maritime et les cultures marines

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [24 septembre 1997] (p. 3436)

Son intervention (p. 3459)

Thèmes :

Aquaculture et pêche professionnelle : conchyliculture (p. 3459)

Aquaculture et pêche professionnelle : élevage (p. 3459)

Recherche (p. 3459)

Discussion des articles [24 septembre 1997] (p. 3466)

Après l'article 7 bis

Son amendement n° 27 rectifié (agents habilités à rechercher et constater les infractions) (p. 3469) : adopté après modification (p. 3470)

Projet de loi de finances n° 230 pour 1998

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

EQUIPEMENT, TRANSPORTS ET LOGEMENT

I - EQUIPEMENT ET TRANSPORTS

Examen du fascicule [24 octobre 1997] (p. 4605)

Procédure des questions :

Régions : Bretagne : voirie (p. 4660)

Projet de loi n° 328 relatif à la nationalité et modifiant le code civil

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [26 novembre 1997] (p. 6401, 6431) ; [27 novembre 1997] (p. 6471, 6507)

Ses explications de vote sur la question préalable de M. Jean-Louis Debré (p. 6445)

Son intervention (p. 6497)

Thèmes :

Etrangers : immigration clandestine (p. 6446)

Etrangers : intégration (p. 6497)

Nationalité : acquisition (p. 6447)

Nationalité : double droit du sol (p. 6497)

Nationalité : droit du sol (p. 6447)

Nationalité : naturalisation (p. 6447)

Projet de loi n° 780 d'orientation relatif à la lutte contre les exclusions

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [6 mai 1998] (p. 3515) ; [7 mai 1998] (p. 3533, 3562) ; [12 mai 1998] (p. 3649, 3684) ; [13 mai 1998] (p. 3741, 3776) ; [14 mai 1998] (p. 3815, 3872) ; [18 mai 1998] (p. 3931, 3975) ; [19 mai 1998] (p. 4076, 4102) ; [20 mai 1998] (p. 4205)

Article 30 (création d'une taxe sur les logements vacants)

Son intervention (p. 3792)

Z**Adrien ZELLER**

*Bas-Rhin (7^{ème} circonscription)
Union pour la démocratie française*

Élu le 1^{er} juin 1997

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9391)

Démission le 18 avril 1998 (voir indications préliminaires) [J.O. du 18 avril 1998] (p. 6032)

NOMINATION

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9423)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 213 tendant à modifier et compléter l'article L. 543-1 du code de la sécurité sociale relatif à l'allocation de rentrée scolaire [11 septembre 1997]

Proposition de loi n° 244 tendant à permettre le transfert à titre expérimental et volontaire de la mise en oeuvre de certaines compétences actuellement détenues par l'Etat aux régions et aux départements par voie de conventions pluriannuelles [30 septembre 1997]

Proposition de loi n° 256 relative aux élections régionales [30 septembre 1997]

Proposition de loi n° 572 tendant à permettre la validation pour la retraite des années d'études par rachat des cotisations [17 décembre 1997]

Proposition de loi n° 615 tendant à créer un fonds national de prêts d'honneur aux étudiants [7 janvier 1998]

Proposition de loi n° 617 tendant à assurer une représentation des élus des conseils régionaux au sein des comités régionaux de l'Agence nationale pour l'emploi (ANPE) [7 janvier 1998]

Proposition de loi n° 625 tendant à actualiser le régime juridique des associations constituées selon le code civil local des départements de la Moselle, du Bas-Rhin et du Haut-Rhin [14 janvier 1998]

Proposition de loi n° 660 tendant à favoriser la coopération entre la région et les départements [3 février 1998]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**QUESTIONS AU GOUVERNEMENT**

Transports. Politique des transports. Perspectives [15 octobre 1997] (p. 4021)

Police. Police municipale. Projet de loi [9 décembre 1997] (p. 7169)

Etat. Décentralisation. Perspectives [8 avril 1998] (p. 2683)

DÉBATS**Projet de loi n° 200 relatif au développement d'activités pour l'emploi des jeunes****NOUVELLE LECTURE**

Discussion des articles [7 octobre 1997] (p. 3705)

Après l'article 3

Soutient l'amendement n° 7 de M. Maurice Leroy (rapport au Parlement sur l'ensemble des aides de l'Etat à l'emploi) (p. 3721) : rejeté (p. 3722)

Proposition de loi n° 216 portant réforme du mode de vote des budgets régionaux**PREMIÈRE LECTURE**

Avant la discussion des articles [9 octobre 1997] (p. 3805)

Son intervention (p. 3821)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. François Bayrou (p. 3830)

Thèmes :

Collectivités territoriales : décentralisation (p. 3830)

Elections et référendums : modes de scrutin : régions (p. 3822)

Régions (p. 3821)

Régions : présidents de conseil régional (p. 3823)

Discussion des articles [9 octobre 1997] (p. 3831)

Article 4 (article L. 4311-1-1 du code général des collectivités territoriales : délai prévu pour la tenue du débat sur les orientations budgétaires de la région)

Son amendement n° 27 (suppression de l'intervention du bureau dans la procédure de préparation du projet de budget) (p. 3867) : rejeté (p. 3868)

Après l'article 4

Son amendement n° 1 soutenu par M. José Rossi (mode de scrutin pour l'élection des conseillers régionaux) (p. 3871) : rejeté (p. 3872)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [7 janvier 1998] (p. 46)

Son intervention (p. 51)

Thèmes :

Collectivités territoriales : décentralisation (p. 51, 52)

Elections et référendums : modes de scrutin : modes de scrutin (p. 51)

Régions : budget (p. 51)

Discussion des articles [7 janvier 1998] (p. 52)

Après l'article 7

Intervient sur l'amendement n° 11 de Mme Marie-Hélène Aubert (caractère public des séances de la

commission permanente qui peut décider le huis clos à la majorité absolue) (p. 57)

Projet de loi de finances n° 230 pour 1998

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'EQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [15 octobre 1997] (p. 4062) ; [16 octobre 1997] (p. 4089, 4121, 4157) ; [17 octobre 1997] (p. 4191, 4218, 4268)

Article 22 (relèvement de la taxe due par les titulaires d'ouvrages hydroélectriques concédés)

Son amendement n° 47 soutenu par M. Roland Carraz (relèvement du tarif de la taxe) (p. 4333) : rejeté (p. 4334)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPECIALES

FONCTION PUBLIQUE, RÉFORME DE L'ÉTAT ET DÉCENTRALISATION

Examen du fascicule [22 octobre 1997] (p. 4447)

Procédure des questions :

Collectivités territoriales : décentralisation (p. 4464)

Régions (p. 4466)

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET ENVIRONNEMENT

I - AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Examen du fascicule [4 novembre 1997] (p. 5287)

Procédure des questions :

Transports ferroviaires : lignes (p. 5344)

Proposition de loi n° 583 tendant à ouvrir le droit à une allocation spécifique aux chômeurs de 55 ans ou plus ayant quarante annuités de cotisations d'assurance vieillesse

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [14 janvier 1998] (p. 251)

Son intervention (p. 262)

Thèmes :

Chômage : indemnisation : Union nationale pour l'emploi dans l'industrie, le commerce et l'agriculture (UNEDIC) (p. 262)

Emploi : contrats emploi solidarité (p. 262)

Retraites : généralités : durée d'assurance (p. 262)

Marie-Jo ZIMMERMANN

Moselle (3^{ème} circonscription)
Rassemblement pour la République

Elue le 1^{er} février 1998 (voir indications préliminaires) [J.O. du 3 février 1998] (p. 1726)

N'appartient à aucun groupe [J.O. du 3 février 1998] (p. 1726)

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 4 février 1998] (p. 1816)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 5 février 1998] (p. 1883)

Membre suppléante du conseil national de l'enseignement supérieur privé [J.O. du 12 mai 1998] (p. 7135)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 948 tendant à conférer aux conciliateurs le statut d'auxiliaire de justice et la fonction de suppléant du juge d'instance [2 juin 1998]

Proposition de loi n° 1012 relative à la transmission du nom de famille et permettant de choisir pour les enfants le nom du père ou celui de la mère [24 juin 1998]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Drogue. Toxicomanie. Lutte et prévention [25 mars 1998] (p. 2114)

Santé. Politique de la santé. Etats généraux, organisation [3 juin 1998] (p. 4627)

Assurance maladie maternité : généralités. Equilibre financier. Maîtrise des dépenses de santé [23 juin 1998] (p. 5261)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 180, posée le 5 février 1998. Aménagement du territoire. (J.O. Questions p. 1216)

Émile ZUCCARELLI

Haute-Corse (1^{ère} circonscription)

Radical, Citoyen et Vert

Ministre de la fonction publique, de la réforme de l'Etat et de la décentralisation

Élu le 1^{er} juin 1997

S'inscrit au groupe Radical, Citoyen et Vert [J.O. du 13 juin 1997] (p. 9391)

Est nommé ministre de la fonction publique, de la réforme de l'Etat et de la décentralisation. Décret du 4 juin 1997 [J.O. du 5 juin 1997] (p. 9121)

Cessation de son mandat de députée le 4 juillet 1997 (voir indications préliminaires) [J.O. du 6 juillet 1997] (p. 10294)

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 14 juin 1997] (p. 9423)

DÉPÔT

Projet de loi n° 900 relatif aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations [13 mai 1998]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*En qualité de Membre du Gouvernement***RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE**

M. Jean Ueberschlag. Fonctionnaires et agents publics. Durée du travail. Réduction [15 octobre 1997] (p. 4020)

M. Patrick Ollier. Fonctionnaires et agents publics. Effectifs de personnel. Perspectives [22 octobre 1997] (p. 4475)

M. Henry Chabert. Fonctionnaires et agents publics. Effectifs de personnel. Perspectives [4 novembre 1997] (p. 5331)

M. Alain Fabre-Pujol. Collectivités territoriales. Sociétés d'économie mixte. Perspectives [27 janvier 1998] (p. 571)

M. Charles de Courson. Fonctionnaires et agents publics. Durée du travail. Réduction [4 février 1998] (p. 1035)

M. Christian Paul. Fonctionnaires et agents publics. Politique de la fonction publique. Accord entre le Gouvernement et les organisations syndicales [10 février 1998] (p. 1380)

M. Gérard Hamel. Fonctionnaires et agents publics. Rémunérations. Accord salarial [3 mars 1998] (p. 1835)

M. André Aschieri. Mort. Pompes funèbres. Exercice de la profession [19 mai 1998] (p. 4059)

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT DE

M. Jean-Louis Idiart. Fonction publique territoriale. Filière technique. Ingénieurs, recrutement [16 décembre 1997] (p. 7838)

M. Jean-Claude Guibal. Police. Police municipale. Compétences [16 décembre 1997] (p. 7840)

M. Charles Cova. Gens du voyage. Stationnement. Réglementation [16 décembre 1997] (p. 7839)

M. Henri Sicre. Coopération intercommunale. Fonds de compensation de la TVA (FCTVA). Travaux d'aménagement de rivières [16 décembre 1997] (p. 7840)

M. Jean-Paul Bret. Départements. Conseils généraux. Personnel mis à disposition, statut [27 janvier 1998] (p. 539)

M. François Sauvadet. Fonctionnaires et agents publics. Rémunérations. Institut régional d'administration (IRA) et Ecole nationale d'administration (ENA), fonctionnaires issus du troisième concours [10 février 1998] (p. 1369)

M. René André. Enseignement secondaire. Collèges. Filières technologiques [12 mai 1998] (p. 3613)

M. Bernard Schreiner. Enseignement maternel et primaire. Fermeture de classes. Brumath [12 mai 1998] (p. 3614)

M. André Vauchez. Enseignement secondaire. Collèges. Maintien, collège René-Pauthenet, Saint-Aubin [12 mai 1998] (p. 3612)

M. Patrick Ollier. Enseignement supérieur. Fonctionnement. Unités de formation et de recherche (UFR)-Sciences et techniques des activités physiques et sportives (STAPS), université de Gap [2 juin 1998] (p. 4556)

M. Gilles Carrez. Enseignement maternel et primaire. Fermeture de classes. Zone d'éducation prioritaire (ZEP), conséquences [2 juin 1998] (p. 4555)

M. Pierre Forgues. Enseignement technique et professionnel : personnel. Contractuels. Titularisation [2 juin 1998] (p. 4557)

Mme Anne-Marie Idrac. Industrie. Construction aéronautique et spatiale. Développement [2 juin 1998] (p. 4557)

M. Gérard Saumade. Logement. Logement social. Société d'économie mixte (SEM), prêts des départements et communes, perspectives [16 juin 1998] (p. 4994)

M. Léonce Deprez. Presse et livres. Presse régionale. Emprunts russes, indemnisation, campagne de communication, participation [16 juin 1998] (p. 4995)

M. Bertrand Kern. Gendarmerie. Restructuration. Effectifs de personnel, Pantin [23 juin 1998] (p. 5251)

M. Charles Cova. Défense. Réservistes. Perspectives [23 juin 1998] (p. 5252)

M. Jean-François Chossy. Aménagement du territoire. Zones rurales. Services publics, maintien, Montbrisson [23 juin 1998] (p. 5249)

M. Henry Jean-Baptiste. Fonctionnaires et agents publics. Congés bonifiés. Conditions d'attribution, fonctionnaires originaires de Mayotte [23 juin 1998] (p. 5250)

DÉBATS**Projet de loi de finances n° 230 pour 1998****DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES****FONCTION PUBLIQUE, RÉFORME DE L'ÉTAT ET DÉCENTRALISATION****Examen du fascicule [22 octobre 1997] (p. 4447)**

Son intervention (p. 4458)

Ses réponses (p. 4464 à 4469)

Thèmes avant la procédure des questions :

Administration : déconcentration (p. 4460)

Administration : documents administratifs (p. 4460)

Aménagement du territoire : délocalisations (p. 4461)

Collectivités territoriales : décentralisation (p. 4462)

Coopération intercommunale (p. 4462)

Etat : réforme (p. 4459)

Femmes (p. 4461)

Fonction publique de l'Etat : Conseil supérieur de la fonction publique (p. 4460)

Fonction publique territoriale (p. 4462)

Fonctionnaires et agents publics : effectifs (p. 4459)

Fonctionnaires et agents publics : mobilité (p. 4462)

Grandes écoles : Ecole nationale d'administration (ENA) (p. 4463)

Impôts locaux : taxe professionnelle (p. 4462)

Syndicats (p. 4458)

Réponses aux questions :

Administration : déconcentration (p. 4468) (M. Gilbert Meyer) (p. 4467)

Aménagement du territoire (p. 4468) (M. Gaétan Gorce) (p. 4468)

Collectivités territoriales : décentralisation (p. 4465) (M. Adrien Zeller) (p. 4464)

Collectivités territoriales : décentralisation (p. 4466) (M. Gilbert Meyer) (p. 4466)

Fonction publique hospitalière (p. 4465) (M. Jean Leonetti) (p. 4465)

Fonctionnaires et agents publics : déontologie (p. 4469) (M. Arnaud Montebourg) (p. 4468)

Régions (p. 4466) (M. Adrien Zeller) (p. 4466)

Télécommunications : Internet (p. 4467) (M. Patrice Martin-Lalande) (p. 4467)

CONGRÈS DU PARLEMENT

**CONGRÈS DU PARLEMENT DU
6 JUILLET 1998**

Guy ALLOUCHE

Sénateur

Vote sur le projet de loi constitutionnelle relatif à la Nouvelle-Calédonie

Son explication de vote [6 juillet 1998] (p. 10)

Thèmes :

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer :
Accord de Nouméa (p. 10, 11)
TOM et collectivités territoriales d'outre-mer :
Accords de Matignon (p. 10)

Jacques BRUNHES

Député

Vote sur le projet de loi constitutionnelle relatif à la Nouvelle-Calédonie

Son explication de vote [6 juillet 1998] (p. 18)

Thèmes :

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer :
Accord de Nouméa (p. 18)
TOM et collectivités territoriales d'outre-mer :
Nouvelle-Calédonie : crédits (p. 18)
TOM et collectivités territoriales d'outre-mer :
Nouvelle-Calédonie : culture (p. 18)

Michel CRÉPEAU

Député

Vote sur le projet de loi constitutionnelle relatif à la Nouvelle-Calédonie

Son explication de vote [6 juillet 1998] (p. 11)

Thèmes :

Outre-mer : DOM-TOM : institutions (p. 11)
TOM et collectivités territoriales d'outre-mer :
Accord de Nouméa (p. 11)
TOM et collectivités territoriales d'outre-mer :
Nouvelle-Calédonie : culture (p. 11)
TOM et collectivités territoriales d'outre-mer :
Nouvelle-Calédonie : nationalisme (p. 11)

Jean-Louis DEBRÉ

Député

Vote sur le projet de loi constitutionnelle relatif à la Nouvelle-Calédonie

Son explication de vote [6 juillet 1998] (p. 16)

Thèmes :

Politique extérieure (p. 16)
TOM et collectivités territoriales d'outre-mer :
Accord de Nouméa (p. 16)

Laurent FABIUS

*Président de l'Assemblée nationale
Président du Congrès*

Vote sur le projet de loi constitutionnelle relatif à la Nouvelle-Calédonie

Donne lecture du décret de convocation du Congrès du Parlement [J.O. du 3 juillet 1998] [6 juillet 1998] (p. 10126)

Jean-Marie GIRAULT

Sénateur

Vote sur le projet de loi constitutionnelle relatif à la Nouvelle-Calédonie

Son explication de vote [6 juillet 1998] (p. 8)

Thèmes :

Elections et référendums : référendums : Nouvelle-Calédonie (p. 9)
TOM et collectivités territoriales d'outre-mer :
Accord de Nouméa (p. 8, 9)

Jean-Jacques HYEST

Sénateur

Vote sur le projet de loi constitutionnelle relatif à la Nouvelle-Calédonie

Son explication de vote [6 juillet 1998] (p. 7)

Thèmes :

Elections et référendums : référendums : Nouvelle-Calédonie (p. 8)
Outre-mer : DOM-TOM : institutions (p. 8)
TOM et collectivités territoriales d'outre-mer :
Accord de Nouméa (p. 7, 8)

Henry JEAN-BAPTISTE

Député

Vote sur le projet de loi constitutionnelle relatif à la Nouvelle-Calédonie

Son explication de vote [6 juillet 1998] (p. 14)

Thèmes :

Collectivités territoriales : décentralisation (p. 16)
 Elections et référendums : référendums : Nouvelle-Calédonie (p. 15)
 Outre-mer : DOM-TOM : institutions (p. 15)
 TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Accord de Nouméa (p. 14 à 16)
 TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Nouvelle-Calédonie : culture (p. 16)

Lionel JOSPIN

Premier Ministre

Vote sur le projet de loi constitutionnelle relatif à la Nouvelle-Calédonie

Son intervention avant les explications de vote [6 juillet 1998] (p. 4)

Thèmes :

Constitution : article 75 (p. 5)
 Droits de l'homme et libertés publiques : égalité (p. 5)
 Elections et référendums : référendums : Nouvelle-Calédonie (p. 6)
 Politique extérieure (p. 5)
 TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Accord de Nouméa (p. 4 à 6)
 TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Accords de Matignon (p. 4, 5)
 TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Nouvelle-Calédonie : crédits (p. 5)
 TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Nouvelle-Calédonie : culture (p. 5)

Simon LOUECKHOTE

Sénateur

Vote sur le projet de loi constitutionnelle relatif à la Nouvelle-Calédonie

Son explication de vote [6 juillet 1998] (p. 17)

Thèmes :

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Accord de Nouméa (p. 17)
 TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Nouvelle-Calédonie : culture (p. 17, 18)

Georges OTHILY

Sénateur

Vote sur le projet de loi constitutionnelle relatif à la Nouvelle-Calédonie

Son explication de vote [6 juillet 1998] (p. 6)

Thèmes :

Outre-mer : DOM-TOM : institutions (p. 6, 7)
 TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Accord de Nouméa (p. 6)

Robert PAGES

Sénateur

Vote sur le projet de loi constitutionnelle relatif à la Nouvelle-Calédonie

Son explication de vote [6 juillet 1998] (p. 11)

Thèmes :

Outre-mer : DOM-TOM : pauvreté (p. 13)
 TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Accord de Nouméa (p. 12)
 TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Accords de Matignon (p. 12)
 TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Nouvelle-Calédonie : crédits (p. 12)
 TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Nouvelle-Calédonie : culture (p. 12)

José ROSSI

Député

Vote sur le projet de loi constitutionnelle relatif à la Nouvelle-Calédonie

Son explication de vote [6 juillet 1998] (p. 9)

Thèmes :

Constitution : article 75 (p. 9)
 Constitution : révision : croissance (p. 9)
 TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Accord de Nouméa (p. 9)
 TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Nouvelle-Calédonie : culture (p. 10)

Catherine TASCA

Députée

Vote sur le projet de loi constitutionnelle relatif à la Nouvelle-Calédonie

Son explication de vote [6 juillet 1998] (p. 13)

Thèmes :

Elections et référendums : référendums : Nouvelle-Calédonie (p. 14)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Accord de Nouméa (p. 13, 14)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Nouvelle-Calédonie : crédits (p. 14)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Nouvelle-Calédonie : culture (p. 13)

Imprimé par la Direction des Journaux officiels d'après les documents fournis par l'Assemblée nationale

403029997-001202 – Imprimerie des Journaux officiels, 26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15, *Le Préfet Directeur des Journaux officiels* JEAN-PAUL BOLUFER